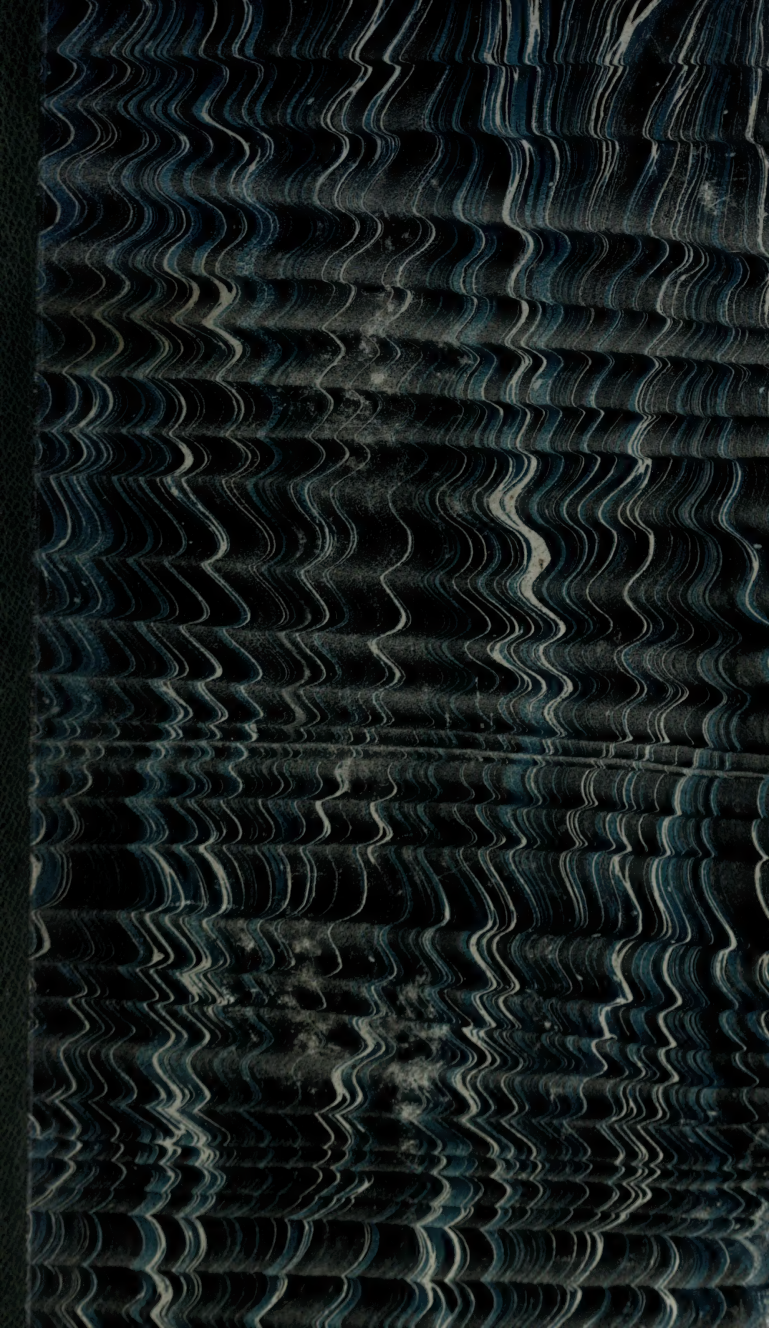




90,00

BIOGRAPHIE

REPRÉSENTANTS

REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

BIOGRAPHIE

IMPARTIALE

DES

REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

PARIS

ACTOR LECOU, ÉDITEUR LITHOGRAPHE

10, RUE DE L'ÉTOILE

IMPRIMERIE DE L'ÉTOILE, ÉDITEUR DE LA BIOGRAPHIE

10, RUE DE L'ÉTOILE

IMPRIMERIE DE L'ÉTOILE, ÉDITEUR DE LA BIOGRAPHIE

10, RUE DE L'ÉTOILE

BIOGRAPHIE

IMPARTIALE

DES

REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

BIOGRAPHIE

IMPARTIALE

DES

REPRÉSENTANTS DU PEUPLE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Seule édition complète

CONTENANT, NON SEULEMENT LES ÉLECTIONS DES 4 JUIN ET 17 SEPTEMBRE,

Mais encore celles de

L'ALGÉRIE ET DES COLONIES

PUBLIÉE

Par deux Républicains, l'un de la veille, l'autre du lendemain.

Nec beneficio, nec injuriâ cogniti.

TACITE.



PARIS

VICTOR LECOQ, ÉDITEUR-LIBRAIRE

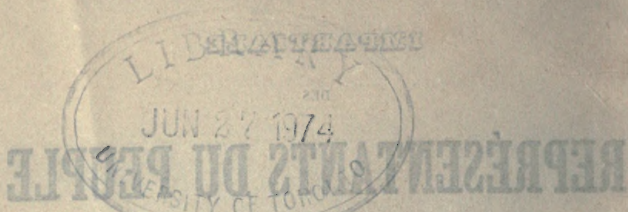
10, RUE DU BOULOI.

WERDET et SYLVESTRE, Éditeurs de la Biographie,

15, RUE DU DRAGON.

—
Novembre 1848

BIOGRAPHIE



L'ASSEMBLEE NATIONALE

Seule édition complète

CONTIENANT NON SEULEMENT LES DISCOURS DES 1 JUILLET ET 17 SEPTEMBRE

Mais encore

L'ALGERIE ET LES COLONIES

DC
254
A2B5

Pour plus de renseignements, l'un de la veille, l'autre du lendemain

Avec boussole, une minutie soignée

TACTE

PARIS

VICTOR LECOU, ÉDITEUR-LIBRAIRE

10, RUE DU BOULOI

WERDET et STAVESSE, Éditeurs de la Biographie

15, RUE DU DRAGON

Novembre 1912

AIN.

Bourg. — 9 Représentants.

BOCHARD.

Sous la dynastie déchue, le département de l'Ain comptait à la Chambre cinq députés parfaitement conservateurs. C'étaient 1^o le comte d'Angeville, grand ennemi de M. Thiers et zélé partisan de la *flétrissure* infligée aux légitimistes, atteints et convaincus d'avoir pris part au voyage sentimental de *Belgrave-Square*; 2^o le général Félix Girod de l'Ain, commandant du Jura, vieux soldat de 1805, au visage martial, quoique doux et affable; 3^o M. Leroy de la Tournelle, l'accolyte impitoyable de feu Martin (du Nord), dans le douloureux procès des accusés d'avril, à la Chambre des pairs; 4^o le président du tribunal civil de Trévoux, M. Périer; 5^o enfin, Michel Poisat, le riche affineur de métaux.

Aujourd'hui l'Ain envoie neuf représentants du peuple à l'Assemblée nationale. Sur ces neuf membres six appartiennent franchement aux diverses nuances de l'opinion républicaine. Les trois autres sont d'anciens libéraux ou des hommes entièrement neufs dans la politique. On les reconnaîtra les uns et les autres à leurs articles spéciaux.

C'est parmi ces premiers qu'il faut ranger le citoyen Bochard, avocat à Bourg, homme généralement estimé et aimé dans son département, mais encore complètement inconnu à Paris. Son opposition cependant n'est pas de fraîche date. Les patriotes de l'Ain savent que depuis longtemps il figure dans les rangs de ces démocrates avancés qui ne cessaient de battre courageusement en brèche le système hypocrite et envahisseur du dernier roi. C'est un homme droit et probe. Son vote est assuré à la cause du peuple.

BODIN (DE MONTRIBLOUD).

Ce riche propriétaire, ce savant agriculteur n'a jamais joué de rôle politique. Ses amis seuls connaissaient son dévouement aux opinions démocratiques. Il fut donc extrêmement facile de

le calomnier quand il se présenta aux suffrages des électeurs du département de l'Ain après la révolution de février. On lui attribua un titre de baron qu'il n'ambitionna jamais, le nom de la propriété qu'il habite et qu'il ne prit jamais, enfin des opinions légitimistes qu'il ne professa pas davantage. Pour faire taire la calomnie, il s'adressa au vénérable Dupont (de l'Eure), son ami, qui lui répondit courrier par courrier :

« Paris, le 8 avril 1848.

« Monsieur et cher concitoyen,

« Je viens d'apprendre avec beaucoup d'étonnement qu'on cherche dans votre département à faire naître des doutes sur la sincérité de votre patriotisme, et que la malveillance a été jusqu'à vous supposer des opinions légitimistes. Ces bruits ont été répandus, sans nul doute, par des hommes d'un républicanisme plus que douteux...

« Bien que je ne doive, ni ne veuille intervenir, en aucune manière, dans les élections de votre département, je crois devoir vous donner, de nouveau, l'assurance que je vous ai toujours regardé comme le digne gendre du digne et respectable *Robert Lindet*, qu'il n'est jamais entré dans ma pensée que vous ayez pu, un seul instant, désertir ses principes, et que vos compatriotes feront bonne justice des bruits mensongers et calomnieux qu'on cherche à répandre sur votre compte et qui ne peuvent porter aucune atteinte à l'attachement que professe pour vous votre dévoué concitoyen,

« DUPONT (de l'Eure). »

M. Bodin a donc été élu malgré les protestations envieuses de certains Montagnards incorrigibles, qui prétendent, on ne sait trop pourquoi, que l'éclosion parlementaire du gendre du digne et respectable *Robert Lindet* est due à un accouplement adultère de légitimistes et de conservateurs.

Nous connaissons peu M. Bodin. Il est du nombre de ceux qu'on jugera selon leur conduite à l'Assemblée nationale. Tout ce que nous pouvons dire de lui, en dehors de la politique, c'est que le département de l'Ain ne possède pas d'homme plus honorable, que son caractère, son intelligence, ses talents sont universellement appréciés, et que, riche propriétaire, il sait tendre une main secourable au pauvre qui lui demande du travail et du pain. Nous n'en pourrions pas dire autant de plus d'un républicain du lendemain et même de la veille.

BOUVET (FRANCISQUE).

Journaliste, fondateur du *Réveil de l'Ain*, auteur de plusieurs écrits socialistes, républicain de vieille date et ayant eu à essuyer, plus d'une fois, les persécutions d'un pouvoir qui ne pouvait lui pardonner son opposition aussi constante que courageuse, Francisque Bouvet était tout naturellement désigné pour l'Assemblée nationale aux suffrages des esprits distingués de son département et à ceux de la classe ouvrière, chez laquelle le bon sens et l'intelligence tiennent lieu surabondamment de génie.

Mais ce n'était pas l'affaire d'une partie de la classe moyenne, cachottière, rancunière, conservatrice acharnée de tout ce qui est. On l'accusa d'abord d'être *phalanstérien*; et, comme cette appellation n'était pas généralement comprise par les amis de ses détracteurs, on l'accusa d'être *communiste*, qualification que l'on croyait mieux comprendre et que l'on comprenait moins encore. A ces calomnies intéressées, Francisque Bouvet répondit noblement, impassiblement :

« Non, citoyens, notre République n'abaisse personne; son principe consiste, au contraire, à élever tout le monde, à associer tous les rangs, toutes les professions dans l'égalité du droit et à consacrer dans ce droit toutes les distinctions véritables. Pour moi, en voyant réunis au pouvoir le plus illustre de nos écrivains dans la personne de M. de Lamartine, un riche banquier dans la personne de M. Goudchaux, et un ouvrier d'une grande réputation comme M. Albert, enfin des journalistes et des avocats qui sont l'honneur de la presse et du barreau, j'admire la sagesse qui a produit un si merveilleux assemblage, et je dis qu'il n'y a que la France et la France de la Révolution pour donner au monde un exemple aussi éclatant. »

Il fait ensuite un appel à l'ordre et à la confiance :

« Citoyens, dit-il, la modération ne saurait vous faire oublier que vous êtes des hommes de la veille et qu'il se trouvera des hommes du lendemain; qu'autour de vous vont rôder l'ancien égoïsme, l'ancien orgueil, pour vous devancer et ravir à chacun de vous sa part de victoire. Demain vous les verrez plus républicains que vous. Point de faiblesse! point de mélange! Du reste, au nom de Dieu qui a béni les armes du peuple de la capitale, respect aux personnes sans exception! respect aux propriétés, aux édifices religieux, aux fabriques! partout le respect! Vive la République! »

Élu par ses compatriotes, Francisque Bouvet est resté fidèle à ces principes dans le sein de l'Assemblée nationale. Le 13 mai, après la retraite des factieux, l'Assemblée étant rentrée dans la plénitude de ses droits par l'unanime assentiment de la garde nationale, de l'armée et du peuple de la capitale, le ministre Crémieux dit, du haut de la tribune, qu'il ne connaissait pas les noms de tous les coupables. « Je vous les ferai connaître, moi, répondit imprudemment un membre de la droite. — Non, non, s'écria Francisque Bouvet, cédant à sa générosité naturelle, pas de noms à cette tribune ! modération ! amnistie pour un égarement ! »

Ces paroles ont retenti dans toute la France. La France entière les a recueillies, et elle s'en souviendra quand le calme aura remplacé l'orage, quand toutes les pensées irréfléchies de réaction auront cédé à des sentiments de clémence plus dignes de vrais républicains.

CHARRASSIN AÎNÉ.

Avocat et maire de Bourg, il est républicain de vieille date, patriote ferme et éclairé. Sous le règne de Louis-Philippe, il a fréquemment défendu, avec conviction et énergie, ses coreligionnaires politiques, traités devant les tribunaux pour infractions aux lois liberticides d'alors. Appelé, depuis la Révolution de Février, à la tête de la mairie de Bourg, aux applaudissements unanimes de la population, il a su renverser par sa sagesse et sa vigilance les nombreux obstacles qui entravaient la marche de la démocratie, et ne tendaient à rien moins qu'à nous replonger dans un passé qui ne saurait revenir. Désigné pour présider la commission départementale, il a refusé ce poste de confiance, voulant se consacrer tout entier au service de ses concitoyens, d'abord à la mairie, par lui régénérée, puis à l'Assemblée nationale, où l'appelaient les suffrages désintéressés de tous les patriotes du pays. Sa candidature a été combattue par les terroristes et les anarchistes, qui ont fait répandre traîtreusement le bruit dans les campagnes que M. Charrassin n'accepterait pas les honneurs de la députation, s'il était élu. Efforts impuissants ! son nom est sorti triomphant de l'urne, et les vrais républicains sont impatients d'entendre retentir sa voix dans le sein de l'Assemblée nationale.

CHAMPVANS (GUIGUE DE).

La vérification des pouvoirs à l'Assemblée nationale nous a appris que *Guigue* était son véritable nom patronymique, et que *Champvans* n'était que la désignation d'une branche de sa famille. Ce deuxième nom, on le voit, est infiniment plus harmonieux que le premier ; et, pour l'ami de notre plus illustre poète, cette considération n'était pas à dédaigner. Laissons cette grave question d'euphonie sommeiller incertaine. A d'autres de la réveiller, s'ils le jugent à propos ! Les recherches héraldiques ne sont pas de notre ressort.

Parent et ami de M. de Lamartine, ancien rédacteur en chef du *Bien public*, un des meilleurs journaux de France, fondé à Mâcon par le célèbre écrivain-homme d'État, M. de Champvans a fait preuve, toute sa vie, d'un dévouement complet aux sages principes de la démocratie la plus pure et la plus progressive.

Nommé, depuis le 24 février, commissaire du département de l'Ain à Bourg, il a su par sa haute capacité, par ses manières parfaites, par son caractère doux et bienveillant, se concilier l'estime et l'affection de tous ses administrés.

Aussi, quand le 29 mars, on apprit dans cette ville que deux nouveaux commissaires, les citoyens Roselli-Mollet et Albert-Hugon, allaient y être envoyés, soit pour le remplacer, soit pour partager avec lui le fardeau des affaires, une indignation universelle s'empara-t-elle de la population. Des groupes nombreux de bourgeois, de marchands, de chefs d'ateliers, d'ouvriers, se formèrent, dès huit heures du soir, dans toutes les rues, et se portèrent spontanément et en ordre devant la préfecture. Il y avait bien là douze cents citoyens, chiffre respectable relativement à la population, et qui équivaut à ces démonstrations de cent à cent cinquante mille âmes dont Paris est témoin en ces grands jours de fête et de souveraineté populaire qui électrisent et ébranlent l'Europe. Toutes ces voix ne proféraient qu'un seul cri : *Vive Champvans ! nous n'en voulons pas d'autres. A bas les nouveaux commissaires !*

L'ami de Lamartine parut au balcon de la préfecture où il fut accueilli par de nouvelles acclamations ; puis il descendit sur la place, et se mêla aux groupes de ses administrés, recueillant avec bonheur leurs témoignages d'affection unanime. Ayant enfin obtenu le silence : « Citoyens, leur dit-il, je suis profondément pénétré, je suis on ne peut plus reconnaissant des marques de sympathies que vous me prodiguez. Lorsque je suis

venu au milieu de vous pour la première fois et que je me suis adressé à votre garde nationale, si patriote et si sage, je vous ai dit que je ne comprenais la République et que je ne la voulais, ainsi que vous, que noble, grande et pure. (Oui ! oui !) Je n'ai pas voulu laisser amoindrir dans ma personne le mandat qui m'a été confié, j'ai offert ma démission... (Non ! non ! vous resterez.)

« Point de violence, citoyens ! respect aux personnes ! Pétitionnez, c'est votre droit, mais n'allez pas au-delà. Vous devez vous soumettre aux décisions du gouvernement ; et, le premier, je donnerai l'exemple de l'obéissance à ses ordres ! Mais, si je suis forcé de quitter l'hôtel de la préfecture, ce sera pour vivre au milieu de vous, pour prendre place dans les rangs de votre garde nationale ; car nous sommes désormais inséparables ; votre cité est devenue la mienne, vous m'avez adopté. » (Oui ! oui ! vous serez notre représentant à l'Assemblée nationale. Nous vous nommerons tous !)

La nuit était déjà avancée que la ville retentissait encore des *vivats* de la foule enthousiaste. Une protestation était signée à l'instant même par toute la garde nationale et adressée au Gouvernement provisoire. Trois citoyens notables étaient désignés pour la porter à Paris. Ils partaient le lendemain, et l'autorité supérieure faisait droit à leur demande.

M. de Champvans a eu encore à lutter contre les incessantes tracasseries du citoyen Petetin, esprit inquiet et méticuleux, nommé commissaire extraordinaire de trois départements dont le sien faisait partie. Les habitants de l'Ain y ont répondu catégoriquement en envoyant M. de Champvans à l'Assemblée nationale. Il s'y rangera sous l'étendard de M. de Lamartine, le seul étendard vraiment démocratique, sur lequel on lit les trois mots sacramentels : *Liberté, Egalité, Fraternité* !

La conduite politique de M. de Champvans a toujours été loyale. Nommé en 1840, par l'influence de M. de Lamartine, premier attaché du cabinet de la présidence du conseil, il s'empessa de donner sa démission aussitôt que l'illustre député de Maçon eut déclaré à la tribune sa scission éclatante avec le cabinet.

M. de Champvans est originaire du Jura et appartient à une famille parlementaire de la Franche-Comté. Il est âgé de trente-quatre ans.

MAISSIAT (JACQUES).

Homme politiquement nouveau, il est né à Nantua (Ain), où déjà son père exerçait, depuis nombre d'années, les fonc-

tions électives de maire et de membre du conseil général.

Voué par goût aux sciences physiques et naturelles, c'est un homme de méditation et de recherches. Élevé au collège de Nantua, il poursuivit ses études favorites à Lyon, à Montpellier, et vint enfin à Paris. Il s'y fit recevoir docteur en 1838, concourut, la même année, pour l'agrégation à la faculté de médecine, et fut nommé le premier agrégé pour la physique médicale. Il remplaça, pendant trois ans, le professeur titulaire, et, la chaire étant devenue vacante, il prit rang pour le concours. Après deux mois d'épreuves comparatives, le vote des 12 juges fut 6 voix pour Jacques Maissiat et 6 voix pour un autre compétiteur non agrégé. Trois tours de scrutin n'y ayant rien changé, le président, ex-précepteur du prince royal, opta pour l'autre compétiteur.

Depuis lors, le citoyen Jacques Maissiat n'en a pas moins persisté dans sa ligne d'études. Récemment encore il a rendu des services à l'enseignement de cette belle science des animaux en contribuant pour la plus grande part à l'organisation d'un musée d'anatomie comparée, à l'Ecole de Médecine, musée où tout est nouveau, conception et exécution.

Nous n'avons point à nous occuper ici des nombreux mémoires, tous originaux, qu'il a publié sur la physique animale. Terminons par deux mots sur ce citoyen.

Attaché comme tous les montagnards à son pays natal, il n'a jamais passé ailleurs un jour de ses vacances scolaires : homme de science, il s'est fait depuis dix ans, là seulement, médecin d'affection pour tous ; il y a enfin toujours conservé les mœurs populaires de son enfance. On peut donc prévoir que la *République démocratique intelligente* sera son programme de conduite à l'Assemblée nationale où il a été appelé par son département.

QUINET (EDGAR).

Enfant du département de l'Ain, le célèbre professeur du Collège de France est né à Charolles. Bien jeune encore, il signala son apparition subite dans la capitale de la France par son beau poème de *Napoléon*, qui, malgré les préoccupations du moment, produisit une grande sensation, et fut suivi, plus tard, de son *Ahasvérus*, de son *Juif-Errant*, œuvre non moins remarquable et plus progressive, plus originale peut-être.

Tous ces titres de gloire avaient fixé sur lui les regards du pouvoir. Le pouvoir espéra trouver le génie accessible à ses avances, et une chaire lui fut offerte au Collège de France. C'était le dernier but de son ambition. Il espérait, du haut de

cette tribune, semer d'utiles vérités dans la France. Il accepta.

Edgar Quinet a préparé chez nous l'avènement de la République. On se rappelle comment, en échange de son patriotique enseignement, le gouvernement déchu l'a persécuté, ainsi que son collègue Michelet, comment il leur a fermé la bouche à tous deux, comment la majorité du Collège de France s'est humblement prononcée en faveur de cette persécution arbitraire et brutale, comment les deux professeurs sont majestueusement descendus de leurs chaires plutôt que de se prêter à une lâcheté, comment, enfin, substituant la parole écrite à la parole parlée, ils ont encore agrandi le cercle de leur auditoire qui ne s'est pas arrêté aux limites de la France.

Depuis qu'Edgar Quinet a pu se connaître, il a défendu la cause des peuples, il a souffert pour elle. Aux dernières élections de la dynastie déchuë, il avait été spontanément honoré des votes de l'opposition dans l'arrondissement de Bourg. Après avoir combattu par la parole et par la plume, tant que cette lutte a été la seule possible, il a pris les armes quand le tocsin a sonné. Il était un de ceux qui ont franchi les premiers le seuil du palais du dernier roi de France. Le lendemain, il inaugurait la République dans la chaire de Guizot, le plus fougueux, le plus intraitable adversaire de la forme démocratique. Il a vu de ses yeux briser le trône; et il a reconnu aussitôt, c'est lui-même qui l'a dit, qu'il n'y restait plus de place que pour y asseoir la justice de Dieu. D'avance il s'était imposé à lui-même la tâche de répandre l'esprit républicain dans l'enseignement. Il ne manquera pas à ce devoir aujourd'hui que, bon gré malgré, nous voilà en bonne et durable République. Cette République n'est plus celle de nos pères; la nôtre doit avoir pour base le respect des croyances et des cultes qui sont la propriété inaliénable des âmes, la liberté de conscience enfin qui est la pierre fondamentale de la société moderne.

Edgar Quinet a été appelé à l'Assemblée nationale par les suffrages du département qui l'a vu naître. Dans le département de la Seine, il a également réuni un grand nombre de voix. Déjà la onzième légion de la garde nationale parisienne l'avait élu son colonel. Quinet est une acquisition précieuse pour la Constituante. C'est un esprit plein de droiture et d'élévation, il répandra d'abondantes lumières sur toutes les questions d'enseignement; ses avis ne devront pas être dédaignés non plus, quand il s'agira de l'organisation du travail agricole; car il a passé une partie de sa vie au milieu des cultivateurs; il connaît leurs souffrances et les a partagées.

REGEMBAL.

Tailleur de pierre et sculpteur, ouvrier et artiste, homme de pratique et de théorie, esprit distingué, caractère énergique, cœur sympathique aux souffrances du peuple, Regembal-Julien a été, pour ainsi dire, porté en triomphe à l'Assemblée nationale par les ouvriers du département de l'Ain, exerçant pour la première fois leurs droits électoraux, et entraînant sur leurs pas tout le reste de la population, riches, pauvres, classes éclairées, classes moyennes, tout le monde enfin.

Avant d'être honoré de cette marque de confiance unanime de ses compatriotes, le tailleur de pierre-sculpteur leur disait : « Ayant toujours vécu au milieu des ouvriers, et ayant une connaissance pratique des questions brûlantes qui vont être agitées au sujet des travailleurs, j'apporterai, je crois, dans leur examen, un jugement sain, un cœur sincère et une modération qui ne sera pas exempte de fermeté. Incapable de transiger avec mes devoirs, je déclare franchement à mes concitoyens que, s'ils ont un orateur de moins à l'Assemblée constituante, ils y compteront certainement, de plus, un homme incorruptible, qui ne donnera son vote qu'avec discernement, avec calme, et toujours pour le plus grand intérêt de la République. »

Tel était Regembal avant son élection. Tel nous le retrouvons après, recevant les adieux de la population entière, magistrats et garde nationale en tête : « Chers concitoyens, leur dit-il, à la veille d'aller remplir un devoir sacré, celui d'asseoir notre République sur des bases inébranlables, je vous dois une éternelle reconnaissance pour l'insigne honneur que je viens de recevoir de vous.

« Nous avons de grandes améliorations à opérer. Vous pouvez compter que, pour ma faible part, mon vote ne sera jamais douteux, toutes les fois qu'il s'agira de nous donner des institutions en rapport avec les circonstances.

« Et vous, ouvriers, mes frères, avec qui j'ai vécu jusqu'ici, vous savez tous, comme moi, que l'ordre est la première condition du travail. Votre conduite a toujours été en harmonie avec ce principe. Gardez-vous des insinuations mensongères, à l'aide desquelles on cherche à vous donner des espérances irréalisables. Je connais le sort des travailleurs, je sais qu'on peut alléger leur condition, mais les modifications, pour être utiles, doivent être opérées d'une manière progressive et sans secousse violente.

« Il est vrai que les travaux sont suspendus sur plusieurs points

du département, et que beaucoup d'entre vous se trouvent dans une position bien précaire; mais votre patriotisme est connu, vous avez confiance dans l'avenir, et le temps n'est pas éloigné où notre gouvernement, constitué d'une manière définitive, vous assurera le travail auquel vous avez des droits.

« Vous m'avez témoigné toute votre confiance en appuyant ma candidature. Je saurai y répondre par mon dévouement à la République et par ma constante application au bonheur de ses enfants.

« Mes compatriotes, je vous quitte à regret, mais la seule pensée de la mission importante que j'ai dû accepter en homme de cœur, m'aidera à supporter plus patiemment l'absence de mon pays natal; un bon patriote ne doit reculer devant aucun sacrifice pour le bonheur de son pays.

« Recevez les adieux fraternels de votre dévoué concitoyen. »

Nous attendons Regembal à l'œuvre, dans l'Assemblée nationale, où sa place est marquée entre Peupin, Agricola Perdiguier, Astouin, Greppo, et les autres ouvriers socialistes qu'elle est fière de compter dans son sein.

TENDRET.

C'est un homme nouveau en politique, estimable sous tous les rapports, lequel s'est trouvé, cependant, en butte, dans son propre pays, aux mauvaises passions de quelques esprits rétifs, qui regardent la République comme la dissolution de toutes les lois morales, et sont parvenus, sous un masque honnête, à traîner à leur remorque bon nombre d'individus faibles et sans idées bien arrêtées. Il en est résulté un moment de surprise qui n'a pas dépassé le cercle étroit de ces mauvaises passions et s'est arrêté devant le bon sens du département.

Avocat distingué, maire, depuis nombre d'années, de la ville de Belley, encore dans la vigueur de l'âge et de l'intelligence, M. Tendret a été appelé à l'Assemblée nationale par plus de 49,000 voix, le cinquième sur les neuf représentants de l'Ain. Sa nomination à la commission des incompatibilités et son attitude habituelle dans les débats de la Constituante ont prouvé surabondamment la sincérité et la droiture de ses opinions républicaines et démocratiques.

AISNE.**Laon. — 14 Représentants.**

BARROT (ODILON).

Gagnons, persuadons, n'agrissons point les cœurs.

CHÉNIER.

Dans cette figure, il y a, au premier aspect, quelque chose de farouche et de sombre qui remuerait fort peu, si l'on ne savait que celui à qui elle appartient est un homme de mœurs douces et paisibles. Voilà pourtant ce que produisent les préoccupations soucieuses et les nombreuses déceptions dans une vie politique agitée. Puis, cette voix ferme, énergique, tonnante, frappant fort et souvent juste, serait celle du véritable orateur, sans ces gestes trop fréquents, sans cette pose trop théâtrale. Le geste et l'accent ne doivent être que l'accessoire de l'éloquence.

Odilon Barrot, avocat à Paris, ancien préfet de la Seine, fils d'un conventionnel, est né à Villefort, département de la Lozère, le 19 juillet 1790. Il a aujourd'hui 57 ans. De bonne heure, il suivit la carrière du barreau. A l'époque de la Restauration, il était royaliste assez fervent, et c'est même à son zèle ou à ses démonstrations qu'il dut l'office d'avocat à la Cour de cassation et aux conseils du roi, office qu'il vendit plus tard à M. Crémieux pour la somme de 200,000 francs.

A dater de 1814, ses opinions devinrent, chaque jour, plus libérales. En 1827, il entra dans le mouvement politique, en se faisant recevoir membre de la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, société visiblement hostile au gouvernement. Partisan des voies légales, il se rangea, cependant, du côté du peuple en 1830, prit une part active aux événements, accompagna Charles X à Cherbourg, et fut nommé, à son retour, préfet du département de la Seine.

Ayant dû donner sa démission à la suite du sac de l'archevêché, il abandonna la préfecture en même temps que ses amis Laffitte et Dupont (de l'Eure) quittaient le ministère. Il se trouva alors chef de l'opposition de gauche, et essaya d'arrêter la marche rétrograde du gouvernement, dans la mesure de ses forces et de la chaleur de son sang.

Malheureusement M. Odilon Barrot est un homme d'action très incomplet. Ce n'est pas un révolutionnaire. Doué, avant tout,

d'une grande probité, d'un sens droit, d'un amour profond pour la légalité, il se trouble, il hésite au milieu d'une tempête soudaine où le salut dépend quelquefois d'une manœuvre vigoureuse. Ennemi courageux et persistant de l'arbitraire, il le combat avec mollesse et courtoisie; il veut le forcer à succomber de guerre lasse; mais il refuse de l'abattre d'un seul coup de massue. Agir d'après un axiôme convenu, d'après un principe connu, chercher des antécédents, s'y conformer, les vénérer comme les bases sacrées de l'ordre social, tels sont, pour M. Barrot, les premiers devoirs de l'homme d'État. Mais que nos lecteurs n'aillent pas trop loin, et qu'ils ne croient pas que son respect pour les lois le conduit à la superstition du passé, l'amour des coutumes établies, à la haine des coutumes nouvelles, l'exacte observation des formes, à négliger le fond des choses, ce serait le calomnier. Homme trop distingué pour avoir des préjugés, M. Barrot sait apprécier les améliorations, les changements, les réformes; seulement leur brusque invasion choque les habitudes de son esprit; et ses tergiversations ressemblent quelquefois à un refus de les admettre.

A partir de 1832, on commença à remarquer en lui des symptômes de fluctuation dans les questions de personnes et de choses. Sa monomanie des transactions passa à l'état chronique. Dans toutes les questions graves qui surgirent depuis cette époque, on le vit, orateur brillant, guerrier pacifique, ne cueillir que des lauriers stériles. Rarement il empêcha le mal qu'il combattait. Il était sur la brèche au moment où se montrèrent les crédits supplémentaires, les projets de loi sur les fortifications, la liberté de l'enseignement, les fonctionnaires salariés, la régence, et toujours il combattit avec loyauté, mais avec malheur et sans succès. Les derniers événements ont prouvé s'il était parvenu à fonder en France un parti sérieux d'opposition.

M. Odilon Barrot est indécis plus par excès de lumière que d'obscurité, plus par connaissance de ses forces que par faiblesse, plus par sensibilité que par froideur. 107,005 suffrages, recueillis dans le département de l'Aisne, l'ont envoyé à la Chambre.

BAUCHART (QUENTIN).

Avocat à Saint-Quentin, membre du conseil général de l'Aisne, né d'une famille de cultivateurs, à Villers-le-Sec, âgé de 38 ans.

M. Bauchart est depuis longtemps utile à son pays : adminis-

trateur et avocat, il s'est ouvert une route spacieuse dans laquelle il marche librement, car ses concitoyens le considèrent comme le membre le plus laborieux et le plus capable du conseil général et, en même temps, comme une des distinctions du barreau.

Il a été président de la Société d'agriculture de Saint-Quentin et membre de plusieurs congrès agricoles. Il fut l'un des organisateurs de l'association des agriculteurs de tous les départements du nord de la France.

D'autres, sans doute, dans des luttes bien différentes, ont acquis une gloire plus éclatante dans la proportion de leur position personnelle; mais il n'en est pas de plus pure que celle de ces bons citoyens qui se dévouent à l'amélioration du sort de leurs semblables, et qui versent sur eux les bienfaits de la science d'une main prodigue, quoique souvent inaperçue.

Il est d'un caractère un peu froid et ne passait pas pour républicain avant la Révolution. Cependant, le 24 février, il fut de ceux qui allèrent suspendre le sous-préfet de Saint-Quentin et établir le nouveau gouvernement. Il a, d'ailleurs, toujours été libéral.

M. Bauchart a obtenu 65,103 suffrages.

BAUDELLOT.

Président du tribunal civil de Vervins, âgé de quarante-deux ans, M. Baudelot occupe, sans contredit, un rang distingué dans la magistrature. D'un esprit étendu, progressif, il a montré, en toutes circonstances, l'indépendance de son caractère et ses tendances libérales. Homme éminemment honnête et très considéré, il inspire à tous une telle confiance, qu'il s'est trouvé l'flu de toutes les nuances. On oublia, à propos de lui, ces lignes de démarcation si distinctes et si rarement franchies entre les hommes politiques d'opinion différente. Heureusement il se trouve que M. Baudelot joint à tant d'autres qualités celle de bon et sincère patriote, ce qui ne peut gâter rien.

Il publia, en 1846, deux manifestes marqués du cachet de la plus pure démocratie : l'un d'eux contient cette phrase : « Savez-vous bien que l'enfant du peuple peut, par une adroite substitution, devenir l'enfant de la noblesse ! »

Il a été élu par 115,339 suffrages.

BROTONNE (DE).

Cet ex-député de l'opposition, propriétaire à Marles, est âgé de cinquante-cinq ans.

M. de Brotonne occupe, à bon droit, une place dans cette longue galerie de portraits. Comme patriote et radical, il a des titres irrécusables à l'estime générale. Quelque chose de ferme et de loyal respire dans toute sa personne. Il y a de la simplicité, de la force, de la décision, de l'intégrité dans cette physionomie. Esprit essentiellement pratique, versé dans toutes les questions agricoles, traitées jusqu'ici avec tant d'indifférence, défenseur des libertés du peuple, homme de résolution et de bon sens, il se rendra utile à l'Assemblée législative et à ceux dont il est le mandataire.

Chose étonnante et bonne à citer pour la rareté du fait, lorsque M. de Brotonne fut élu député en remplacement de M. de Sade, on exigea de lui une profession de foi, comme cela se pratique ordinairement à tort ou à raison (la chose est discutable). M. de Brotonne ne s'engagea pas à dépasser la latitude du centre gauche, et, cependant, il appartint bel et bien à la gauche pure et se montra, en toutes circonstances, plus zélé, plus chaud patriote qu'on ne l'espérait.

M. de Brotonne a fait partie du banquet réformiste. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 48,903 suffrages.

DESABES.

Ancien notaire, membre du conseil-général de son département, né en 1784.

M. Desabes exerçait les fonctions de notaire à Rosoi-sur-Cerre (département de l'Aisne), lorsque les habitants de Laon l'envoyèrent à la Chambre; c'était en 1834.

Avant d'entrer dans la vie politique, M. Desabes s'occupait aussi de poésie; l'Académie française accorda, un jour, un accessit à une de ses pièces de vers qui chantait le *dévoûment des médecins français pendant la peste de Barcelone*.

Arrivé à la Chambre, il s'enrôla dans la légion Odilon Barrot, et vota toujours avec la gauche, excepté le jour où il fut question des fortifications de Paris.

Il fit son début à la tribune en 1835. Voici à quelle occasion : Le général Horace Sébastiani, député de Vervins et ambassadeur à Naples, échangea ce poste contre la légation de Londres. Le gouvernement ne crut pas devoir soumettre M. Sébastiani à la réélection. Quatre-vingt-quinze électeurs de Vervins protestèrent contre cette violation de la loi, et chargèrent M. Desabes de soutenir leur pétition. Le succès couronna les efforts

de ce député. Voici en quels termes un journal d'alors (*la Justice*) s'exprime sur cet incident :

« C'était le premier avril. Depuis quinze jours, la Chambre s'occupait de la loi sur la responsabilité des ministres; trois séances avaient déjà été employées à la discussion de cette loi; la majorité était pressée d'en finir et de faire dire à la Charte un mensonge de plus. Tout à coup, un monsieur entre deux âges, en habit bleu, aux larges basques, un pantalon de nankin flottant sur des bas de coton blanc, et le nez orné de grosses lunettes, à branches d'or, descendit du sommet de la gauche et monta gravement au sommet de la tribune. Un vif étonnement se manifesta sur tous les bancs; et chacun demanda à son voisin : quel est ce monsieur et que veut-il? Lorsque le président eût dit : M. Desabes a la parole; on ne devina pas davantage de quoi il allait entretenir l'assemblée.

« L'honorable représentant de la ville de Laon tira alors de sa poche un tout petit papier, à l'aide duquel il fit connaître à la Chambre qu'il s'était chargé de présenter la réclamation des quatre-vingt-quinze électeurs de Vervins qui trouvaient mauvais, de la part du général Sébastiani, à la santé duquel ils s'intéressaient beaucoup, d'avoir quitté Naples pour Londres, sans les prévenir, et fit part à l'assemblée que les commettants du général avaient eu la bonhomie de croire, sur sa parole de diplomate, qu'il était très facile d'être ambassadeur à Naples et en même temps de siéger à la Chambre des députés. Le sang-froid de l'orateur, en faisant cette déclaration, fit naître une hilarité sans exemple.

« De là naquit une de ces séances récréatives comme on n'en voit plus guère. Les tribunes publiques purent se croire aux Variétés, du temps que les Variétés étaient amusantes. M. Desabes ne cessait de répéter, au milieu d'un tapage infernal, *j'appuie le renvoi au ministre de l'intérieur*. M. Dupin lui vint en aide, en lui disant : Laissez donc la pétition; il ne s'agit pas de cela pour le moment. Vous êtes plus fort que vous ne pensez. — Ce bon M. Desabes, qui n'avait eu en vue qu'un tour de faveur pour la pétition de ses compatriotes, demeura ébahi, et descendit de la tribune; mais, comme Caton, répétant toujours *delenda est Carthago*, il y remonta pour dire : Je demande que M. le général Sébastiani soit soumis à la réélection, et pour ce, j'appuie le renvoi au ministre de l'intérieur. — Une orageuse discussion suivit cette éloquente harangue, et M. Desabes, sans s'en douter, obtint ce qu'il demandait.

« Son succès dans cette affaire tourna la tête à l'honorable

notaire. Il se crut appelé à des succès de tribune. Aussi y parut-il encore à l'occasion de la discussion du projet de loi relatif aux 25 millions pour les Américains. Mais, ce jour-là, M. Desabes, homme de jugement, sachant bien que la Chambre supporte difficilement les discours écrits, surtout lorsqu'ils sont longs, commença par improviser, puis, après deux ou trois phrases, il tira de sa poche son mouchoir et, en même temps, quelques petits carrés de papier qu'il se prit à lire. L'écriture étant fine et serrée, cela dura trois bons quarts d'heure; la Chambre prenait son mal en patience; les conservateurs ne s'élevaient guère que d'une note au-dessus de la voix de l'orateur; mais, quand on le vit insinuer délicatement la main dans le gousset de son pantalon et en extraire un petit paquet de feuillets, minutés très fin, les rires des extrémités et les murmures des centres, mystifiés par l'honnête opposant, furent tels, que le président et M. Desabes se virent contraints de céder à la contagion et de rire de tout leur cœur; puis le discours continua avec accompagnement de trépignements sur les bancs ministériels.»

Si M. Desabes n'est pas orateur, du moins il comprend la dignité et l'honneur national. Dans ce discours écrit dont nous venons de parler, il voulait que le paiement des 25 millions fût ajourné jusqu'à ce que le président de l'Union, dont le message était insultant pour la France, eût accordé au pays une satisfaction convenable; malheureusement la majorité de l'assemblée ne comprit pas l'honorable susceptibilité qui avait dicté cette proposition; car elle fut rejetée.—M. Desabes est un bon, un sincère patriote. C'est un honnête homme. Souvent il a pris la parole pour proposer des économies, dont les ministres se sont toujours bien gardés de comprendre l'opportunité, l'utilité. Partisan de la réforme électorale, il l'a toujours appelée de tous ses vœux, et certes ce n'est pas sa faute si nous avons tardé si longtemps à l'avoir.

En 1839, il fut réélu par 342 suffrages sur 534. En 1842, par 436 sur 574. Deux fois il rompit, en 1844, la monotonie de ses habitudes parlementaires; la première, dans la question des sucres; la seconde, à l'occasion du budget, à propos de la péréquation de l'impôt foncier. Il a écrit un ouvrage sur ce sujet, un autre où il évalue le revenu foncier de la finance à 120 millions et demi, un troisième sur la réforme électorale.

Il n'a pas été élu en 1846. M. de Brotonne l'a été à sa place. En 1848, après la Révolution de Février, tous les deux ont été appelés ensemble par le peuple de l'Aisne à l'Assemblée nationale. M. Desabes a obtenu 53,635 suffrages.

DUFOUR (THÉOPHILE).

Propriétaire à Saint-Quentin, âgé de 42 ans.

Dans ce siècle où l'on trouve l'intérêt presque partout et le désintéressement presque nulle part, où l'intérêt joue toute sorte de personnages, même celui de désintéressé, M. Dufour doit passer à juste titre pour un homme rare et surtout bien estimable. Possesseur d'une fortune modeste, au lieu de s'occuper des moyens de l'augmenter, et ces moyens ne lui auraient pas manqué, allié comme il l'est aux premières familles manufacturières du pays, il a employé cette même fortune, tout son temps, toutes ses facultés à l'amélioration des classes nécessiteuses de Saint-Quentin. Bienfaiteur intelligent et éclairé, il y a fondé des salles d'asile, y a établi des écoles primaires, et y a créé enfin la plus grande partie des établissements humanitaires qui s'y trouvent. Tels sont les titres de ce digne émule du baron de Monthyon à la reconnaissance de Saint-Quentin. Si M. Dufour eût possédé l'immense fortune de ce philanthrope, il eût été digne des mêmes éloges qui lui furent si justement accordés; mais, ainsi que nous l'avons dit, M. Dufour ne possède qu'une fortune médiocre; et sa complète abnégation peut être considérée comme un véritable héroïsme.

Le jour de son départ pour Paris, après sa nomination de représentant, vingt mille citoyens l'escortèrent, pendant plus d'une lieue, jusqu'à l'endroit où il prit la voiture.

Si M. Dufour obtient, un jour, comme homme politique, la popularité qu'il obtient comme homme privé, il pourra bien passer pour *dangereux* et se voir condamner à l'ostracisme.

M. Dufour a été présenté et appuyé par le comité central de Paris. Il aime la République par l'ordre et le travail.

Il a obtenu 81,840 suffrages.

LEMAIRE (MAXIME).

M. Lemaire, ancien notaire, membre du conseil général de son département, né en 1784, fut d'abord propriétaire cultivateur à Saint-Pierre-Aigle, canton de Villers-Coterets. Il vint ensuite demeurer à Soissons. Il est frère de Lemaire (de l'Oise), ancien député ministériel, l'un des 221 de la réunion Jacqueminot, et n'a de commun avec son frère que le nom et la parenté. M. Maxime Lemaire montra un zèle remarquable pour faire réussir l'élection de M. Lherbette.

Il a été nommé représentant à l'Assemblée nationale par 77,620 suffrages indépendants. Patriote zélé, courageux, il s'est montré, en tout temps, ami des institutions libérales, de ces institutions qui, bien comprises, font de tous les Français un peuple de frères. Sous ce rapport, nul n'était plus digne de l'honorable mandat que lui a confié la ville de Saint-Quentin. Nul ne combattrait plus courageusement l'arbitraire, si l'arbitraire osait se rencontrer, ce qu'à Dieu ne plaise. M. Lemaire est un homme pratique, dont l'appui et les votes sont acquis aux lois présentant des améliorations ou de sages réformes.

LEPROUX.

Membre du conseil général de Vervins, âgé de 39 ans.

M. Leproux, ancien juge suppléant, est un bon et sincère patriote. Depuis longtemps, le parti radical le compte au nombre des siens. Comme magistrat, nous connaissons fort peu ses antécédents, et nous attendrons qu'il nous arrive quelques documents à cet égard. Il se trouva compromis dans la conspiration dite de *mademoiselle Grouvelle*, et fut arrêté et retenu en prison quelque temps. Ce fut Teste qui le défendit et le tira d'affaire.

La nuance politique de M. Leproux est, nous assure-t-on, celle du journal *le National*.

Il a obtenu 52,683 suffrages.

LHERBETTE.

Ce législateur n'en est pas à ses premières armes : longtemps sa voix indépendante a retenti au palais Bourbon, où il a cent fois stigmatisé les lâches séides du gouvernement déchu. « Il est, disait un juste appréciateur des notabilités parlementaires qui ont constamment défendu la liberté dans ces dernières années, peu d'hommes aussi susceptibles que M. Lherbette à l'endroit de l'honneur national et des libertés de tous. Au moindre vent de corruption, d'arbitraire, de honte, il s'emporte, interpelle le ministère, et n'en tirant point de réponse satisfaisante, flétrit des actes qu'on n'ose avouer, mais que tout le monde devine. »

Cet ex-député de Soissons est né en 1791; il est, par conséquent, âgé de 57 ans.

A 30 ans, il était procureur du roi à Bernay, mais il donna bientôt sa démission, ne voulant pas s'associer aux actes d'un

gouvernement qui n'avait pas ses sympathies. C'est de lui que Boileau aurait pu dire de lui qu'il marche

Comme un recteur suivi des quatre facultés.

Rien n'égale, en effet, la raideur et l'empois de son port, excepté pourtant le hérissément de sa coiffure, rejetée en arrière. A ces signes physionomiques ajoutez un air toujours soucieux, un front toujours plissé, des yeux enfoncés dans leur orbite, une parole sèche et brève, et vous aurez l'homme physique. Une indépendance à toute épreuve, une diction irrégulière et quelquefois diffuse, une persistance assez maladroite dans ses interpellations, un patriotisme toujours en éveil, un cœur franc et loyal, un courage que les orages du centre n'ont pu jadis ébranler : voilà le député ; ajoutez-y l'habitude de porter de superbes éperons et de monter à cheval, une assiduité religieuse aux séances du Jockey-Club, les émotions de la bouillotte et un remarquable discernement dans le choix des cosmétiques les plus propres à entretenir les mèches de sa chevelure dans leur fière et glorieuse attitude.

Veut-on connaître quelques-uns de ses actes politiques ? Élu député dès 1834, il a puissamment aidé à mettre à mort l'hérédité de la pairie ; il a refusé les fonds secrets ; il a voté contre les fortifications de Paris ; enfin, il a mérité avec M. de Cormenin, le surnom de *croque-mitaine* de la liste civile. Comme le célèbre auteur des *Pamphlets*, c'est un infatigable éplucheur de budgets. Partisan de la réforme parlementaire, il a pris part à presque tous les banquets patriotiques dont le but principal, le but avoué du moins, n'était alors que cette même réforme. Toujours prêt à sacrifier sa personnalité à son opinion, à sa conviction, à son serment, M. Lherbette s'irritait de voir autour de lui, sur les mêmes bancs où il siégeait, des hommes qui, se faisant les martyrs de cette même personnalité, étaient prêts à sacrifier serments, penchants, convictions, honneur à un accroissement de bien-être.

Dans cette moralité basse qu'on tente de parer de son mieux, pour la concilier avec la liberté civile, M. Lherbette n'apercevait que l'anéantissement de la liberté morale.

Ce que nous voudrions dans M. Lherbette, c'est un peu plus de spécialité. Au lieu d'aborder toutes les questions comme il le fait, qu'il s'en réserve quelques-unes et qu'il les traite à fond, avec tout son talent. N'est pas universel qui veut.

Un biographe ministériel a dit, en 1846 : *M. Lherbette ne se soucie pas plus des institutions de 1830 que de la légitimité*. Ce

biographie avait raison. M. Lherbette a toujours été et sera toujours républicain. Il l'était avant 1848 sans le savoir ; il l'est aujourd'hui cent fois plus que ceux qui prétendent qu'on ne peut pas l'être autant qu'eux. Les électeurs de l'Aisne ont été fidèles à leur représentant intègre 124,392 l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. Le nouveau gouvernement l'avait nommé liquidateur de l'ancienne liste civile ; M. Lherbette a refusé ; il avait eu assez de toutes ces turpitudes avant la Révolution pour ne pas se soucier le moins du monde de s'y replonger aujourd'hui que , grâce à Dieu et au peuple, leur temps est passé sans retour.

NACHET.

Premier avocat général à la Cour de cassation, né à Paris. le 20 juillet 1802.

Esprit sagace, d'une netteté et d'une fermeté admirables, M. Nachet est l'architecte de sa propre élévation. D'une érudition profonde, surtout en législation, il est homme de loi philosophe, ce qui semble une anomalie et ce qui pourtant est vrai par rapport à lui. Si , en effet, tout avocat libéral l'est, non en vertu, mais en dépit de sa profession, M. Nachet est une exception de ce genre. Avocat par métier, économiste et législateur par goût, orateur par l'impulsion de ses sentiments et l'inspiration des événements, il sait, quand il le veut, sortir du cercle fatigant des plaidoyers et des répliques, pour s'occuper des améliorations et des réformes nécessaires.

En 1823, il obtint la médaille d'or de la Société de la Morale chrétienne, pour un mémoire sur la question de l'abolition de la traite des noirs, mise au concours par cette Société.

En 1828, il publia , en 3 volumes in-8°, un ouvrage intitulé : *Mélanges scientifiques et littéraires* de Malte-Brun.

Plus tard, il fit paraître une traduction, en 1 volume in-8°, des mémoires du capitaine Kock , par Thomas Moore, sous le titre de : *Insurrections irlandaises, depuis Henri II jusqu'à l'Union.*

En 1830, il obtint le prix fondé par la Société de la Morale chrétienne en faveur du meilleur mémoire sur la législation relative à la liberté religieuse. Ce travail fut publié, la même année, en un volume in-8° de 400 pages.

Ses concurrents étaient au nombre de neuf. On remarquait parmi eux M. Portalis, procureur-général à la Cour de Paris, représentant de Seine-et-Marne, M. Béchard, avocat à la Cour de Cassation, représentant du Gard, M. Chassan, ancien premier avocat général à la Cour de Rennes, etc.

Après la Révolution de 1830, M. Nachet fut nommé secrétaire de la commission municipale du 12^e arrondissement de Paris.

Depuis cette époque jusqu'au mois de mars 1831, il fut attaché à la rédaction du *Journal de Paris*.

Il publia un mémoire sur la liberté du *mariage des prêtres*, publiquement loué par le procureur-général Dupin.

Il plaida plusieurs graves questions de liberté ou d'associations religieuses, pour les méthodistes de Metz et l'abbé Leverriet de l'Eglise française.

En 1832, il publia une consultation contre la mise en état de siège de Paris.

M. Nachet, d'une famille originaire de l'Aisne, se présenta, en 1846, aux électeurs du premier collège de ce département, et obtint 264 suffrages contre 363 accordés à M. de Brotonne.

Élu représentant en 1848 par 95,202 suffrages, il a été appelé le 3 mars de cette année aux fonctions de premier avocat-général à la Cour de cassation.

M. Nachet est l'ami de M. Crémieux et a toujours été libéral.

PLOCQ.

Ancien avoué à Soissons, âgé de 53 ans.

M. Plocq, homme de cœur, doublement recommandable par sa capacité et par la sincérité de ses sentiments patriotiques, avait été choisi par les habitants de Soissons pour seconder leur maire, M. Quinette de Rochemont, en qualité d'adjoint. Le ministère Guizot, qui voyait avec beaucoup de déplaisir un homme comme Quinette à la tête de la magistrature municipale de Soissons, et qui n'osait cependant le remplacer brusquement, s'en prit à son adjoint, le citoyen Plocq, qui lui donnait aussi de l'ombrage. Ce fut par lui que l'on commença l'attaque; on le renvoya brutalement et l'on mit un ministériel à sa place. Cette tactique assez adroite atteignait un double but; le maire libéral et l'adjoint ministériel devant se trouver fréquemment en désaccord, le bon vouloir du premier en serait paralysé; de plus le dégoût ou le découragement devait s'emparer de lui.

En effet, M. Quinette se retira.

Cependant M. Plocq avait repris ses fonctions d'avoué; il les remplissait encore lorsqu'en 1848, dans les premiers jours de la Révolution, on le nomma sous-commissaire du gouvernement provisoire.

M. Plocq fut parfaitement à la hauteur du mandat qui lui était confié. On l'avait choisi entre les républicains éprouvés, et

ses antécédents administratifs étaient en sa faveur. Chargé de pouvoirs extraordinaires et presque illimités, il ne fut pourtant pas de ceux qui réveillèrent dans les cités les vieilles haines contre ces fonctionnaires de l'ancien temps, car les gens qui lisent peu, s'imaginent à tort que les commissaires sont de création nouvelle. M. Plocq n'abusa ni des circulaires ni des circonstances exceptionnelles. Autant qu'il le put, il montra la République sous son véritable aspect, et fit bien accueillir ses débuts. Grâce à lui, la transition ne parut pas trop brusque, et, sauf quelques changements d'urgence, Soissons n'eut qu'à se louer de la Révolution et de son mandataire. Cependant M. Plocq fut, de nouveau, destitué, et, cette fois, il le fut par un ministre de la République. On lui rendit son titre d'adjoint par compensation.

M. Plocq, envoyé à l'Assemblée nationale par 68,068 suffrages, est venu augmenter le nombre des avocats qui y siègent. Les dernières sessions ont jeté, il est vrai, de la défaveur sur l'ordre des avocats; on les accuse de nous donner des phrases fautes d'idées, et de ressembler trop aux escamoteurs de nos places publiques; mais M. Plocq est trop bon républicain pour que nous ayons à craindre de sa part le plus petit acte de *tyrannie* avocassière; il est surtout trop pénétré de la nécessité de marcher désormais dans la voie des améliorations promptes et sérieuses.

QUINETTE (DE ROCHEMONT).

Ex-maire de Soissons, membre du conseil général, ex-baron, ex-député, âgé de 47 ans.

Il est fils de Nicolas-Marie Quinette, membre de l'Assemblée législative et de la Convention et l'un des premiers représentants du peuple aux armées, celui qui provoqua la séquestration des biens des émigrés et appuya la motion de la mise en accusation du duc de Brissac, commandant de la garde constitutionnelle du roi.

En 1815, lors de la deuxième abdication de Napoléon, le jeune Quinette avait 14 ans; le conseiller d'État baron Quinette, son père, fut appelé par Fouché à faire partie du gouvernement provisoire, et se vit bientôt banni par la loi dite d'amnistie. Il se retira à Bruxelles avec son fils, et c'est dans cette ville que ce jeune homme séjourna pendant cinq ans. Il ne revint en France qu'à la mort de son père.

La nature avait fait de M. Quinette un homme d'un sens

droit et d'un jugement exquis; l'éducation paternelle en a fait un homme instruit et un bon patriote.

Il débuta dans la vie parlementaire en 1835, lorsqu'il fut élu en remplacement du général Horace Sébastiani. Il s'associa, dès lors, à ses amis de la gauche contre les lois politiques demandées par le gouvernement et contre la dilapidation des deniers publics. Déjà, en 1830, il avait mis son courage au service de la cause populaire, et sa conduite patriotique lui avait mérité la décoration de Juillet.

M. Quinette est intervenu dans toutes les discussions intéressantes de l'ex-Chambre; dans celles surtout qui concernaient le département de l'Aisne. Ses connaissances administratives étant très étendues, il a pu s'occuper avec distinction des projets de loi qui avaient pour objet l'expropriation pour cause d'utilité publique, le recrutement de l'armée, la police de la chasse, les irrigations, les caisses d'épargne, les pensions des fonctionnaires civils, les chemins de fer, etc.; il a également parlé dans les discussions sur le budget, sur l'inspection des écoles primaires, sur les haras, les forêts, etc., etc.

On lui doit l'un des embellissements les plus utiles des villes, l'établissement des trottoirs. Il en fit, le premier, la proposition, et l'on sait que cette proposition est devenue une loi de l'État.

M. Quinette a l'air grave et sérieux; mais on peut juger par ses antécédents que chez lui la gravité n'est pas seulement l'écorce du mérite. Cette écorce couvre un mérite réel. Le département de l'Aisne, fidèle à son représentant de 1835, vient d'envoyer le fils du conventionnel à l'Assemblée nationale. Il a obtenu 123 394 suffrages.

Nous allons oublier un trait important de la physionomie du citoyen Quinette : Fort assidu aux séances, il a découvert un agréable moyen d'en rompre la monotonie. Fumeur infatigable, il n'entre jamais au palais législatif sans avoir, au préalable, garni splendidement son porte-cigares de *regalias* parfaitement choisis, bien confectionnés et secs à point. Quand une discussion prend en longueur des proportions qui ne lui paraissent pas en rapport avec son importance, il fait à quelque collègue, qui partage ses goûts et ses penchants, un signe imperceptible, et aussitôt ils vont savourer ensemble quelques instants, dans les avenues du palais, les parfums idolâtrés de la tige nicotiane. Le groupe produit dans le lointain un effet d'autant plus pittoresque, que le citoyen Quinette, qui le domine, est doué d'une taille élevée, possède un riche embon-point et se distingue entre tous par une démarche grave et

solennelle. Fumez à loisir, dignes représentants du peuple ! il y a tant d'hommes de cœur aujourd'hui dans ce pauvre peuple, dont les loisirs sont plus tristes et qui, depuis longtemps, ne fument plus que sans tabac à la barbe des repus de la veille.

TILLANCOURT (DE).

Membre du conseil général de l'Aisne, président du comice agricole de Château-Thierry.

M. de Tillancourt est fils d'un cultivateur, propriétaire des environs de Château-Thierry. Il est âgé de 40 ans. Il fit ses études au collège de Charlemagne, se montra partisan des idées libérales presque au sortir des classes et faisait partie de la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, en 1829. Témoin de la Révolution de 1830, il salua l'aurore de la souveraineté du peuple, et protesta contre l'escamotage du 9 août.

Ce fut à cette époque qu'il débuta au barreau de Paris, où il resta quelques années et où il se fit remarquer parmi les champions de la cause démocratique, à côté des hommes avec lesquels il sympathisait d'opinion, Marie, Bethmont, Dupont, Landrin, Pinart, qui devinrent ses amis.

Il plaida, en septembre 1831, avec plus de talent que de bonheur, la cause de deux jeunes ouvriers, Laruelle et Jumel, arrêtés lors des rassemblements du mois de juin de la même année. En 1832, il mit son éloquence au service de quelques démocrates compromis dans la conspiration dites *des Tours de Notre-Dame*. En juin 1834, il présenta la défense de Marin, blessé de juillet, accusé de cris séditieux ; ses paroles furent, en cette occasion, pleines de courage et de convenance, et il eut le bonheur de voir son client renvoyé de la plainte.

C'est dans cette année 1834 qu'il abandonna la profession d'avocat et se retira à la campagne, près de Château-Thierry, où il se livra tout entier à l'exploitation des propriétés qu'il y possède. Cette nouvelle position lui donna bientôt les moyens d'être utile à la société. Doué d'une rare intelligence, il s'était aperçu de bonne heure que la source des plus nobles jouissances de l'homme sur la terre n'est pas également accessible à tous. Or, le but et la première fonction de l'économie politique étant d'assurer, d'étendre, de multiplier ces jouissances, M. de Tillancourt dirigea ses efforts vers l'étude de cette science. A des connaissances pratiques en agriculture il joignit bientôt de nouvelles richesses intellectuelles qu'il puisa dans l'économie politique ;

des succès de toute nature ne se firent pas attendre : devenu l'ami et le conseil des populations agricoles qui l'entourent et dont il a étudié les besoins, il fut nommé président du comice agricole, se distingua comme l'un des fondateurs des congrès qui popularisèrent les questions, si peu connues, de la production rurale, et se fit remarquer par un savoir profond des questions qui s'y traitaient. Il indiqua à l'avance la crise commerciale et sociale qui nous menaçait et fit voir que le développement de l'agriculture pourrait seul améliorer la situation des travailleurs.

En 1845, il fut nommé membre du conseil général par les cantons réunis de Condé et de Charly.

En 1846, il était candidat à la députation au collège de Château-Thierry, pour remplacer M. de Sade décédé. Il eut pour concurrent M. Paillet, avocat, qui l'emporta de peu de voix. Ses opinions parurent nettes et claires, on l'apprécia comme un patriote pur, et, cependant, il échoua, quoiqu'il fût ou parce qu'il était appuyé par les journaux radicaux *le National* et *l'Esprit public*.

En 1847, il assista au banquet de Saint-Quentin, où il porta un toast dont nous citerons le passage suivant :

« Les intérêts matériels, qu'avez-vous fait pour eux, hommes du pouvoir ? Toutes les lois réclamées depuis tant d'années par les travailleurs, ne les avez-vous pas systématiquement repoussées ou ajournées ? Au lieu de diriger vers un centre commun les deux grandes artères de la production nationale, l'industrie agricole et l'industrie manufacturière, vous les avez détournées de leur cours naturel, en les affaiblissant ; vous avez substitué les intérêts égoïstes, individuels, aux intérêts généraux des industries ; ici, encore, vous avez voulu diviser pour gouverner ; vous avez voulu nous faire faibles pour devenir forts, et vous vous êtes affaiblis vous-mêmes, et vous êtes arrivés à l'impuissance.

« Oui, c'est vous qui avez semé entre ces industries des germes de divisions, vous qui avez fait grandir ceux qui existaient. Mais le bon sens des populations commence à comprendre votre conduite, et à en faire justice. On comprend qu'au-dessus de quelques rivalités de détail, même au sein des industries homogènes, il existe un intérêt commun, identique, etc., etc., etc. »

En 1848, M. de Tillancourt a été élu représentant à l'Assemblée nationale par 80,420 suffrages.

Depuis l'ouverture de l'Assemblée, il s'est fait avantageusement connaître dans les bureaux. Désigné pour faire partie de la commission des travailleurs, il y a développé des idées pratiques.

C'est lui qui a pris l'initiative d'une proposition sur l'incompatibilité des fonctions publiques salariées avec le mandat de membre des assemblées constituantes ou législatives.

Dans toutes ces circonstances, M. de Tillancourt a fait preuve d'un grand talent dans l'art de la parole; la variété, la facilité de son élocution sont vraiment remarquables. Plus d'une fois nous aurons occasion d'admirer en lui ces qualités, surtout lorsque les grandes questions économiques seront à l'ordre du jour, quand l'Assemblée, après avoir assis la nouvelle législation, pourra s'occuper des moyens de diriger l'industrie, de multiplier les sources des richesses, et d'organiser enfin le travail des bras et de la pensée.

VIVIEN.

Ancien avocat à la Cour royale de Paris, ancien procureur-général à la Cour royale d'Amiens, ancien préfet de police, ministre de la justice sous le 1^{er} mars, conseiller d'État, M. Vivien, né à Amiens en 1799, est âgé de 49 ans.

A l'époque où il achevait ses études dans sa ville natale, l'Europe était en guerre, et tout faisait présager qu'il suivrait la destinée commune et entrerait dans la carrière des armes. Heureusement pour lui qui n'y était guère porté, la chute de l'Empire et la paix lui permirent de se livrer à l'étude des lois pour laquelle il avait un penchant décidé. Reçu avocat, il vint se fixer à Amiens, où il exerça pendant six ans avec distinction. Mais la gloire acquise en province lui sembla trop limitée; il fallait pour l'étendre débiter sur un plus vaste théâtre; il vint se fixer à Paris en 1826, et ne tarda pas à prendre un rang honorable parmi ses confrères.

Dès 1815, il avait publié, sous le titre *du Joueur à Paris*, un ouvrage contre les jeux, couronné par la *Société de la Morale chrétienne*. En 1830, il fit paraître, en collaboration avec M. Edmond Blanc, un traité sur la *Législation des théâtres*, qui est généralement apprécié.

La Révolution de 1830, à laquelle M. Vivien n'avait pris aucune part, lui fut favorable. Ses relations de barreau avec les hommes qui dirigèrent les premières nominations dans les parquets, le portèrent à la tête de celui de la Cour royale d'Amiens. Dans les fonctions de procureur-général, M. Vivien se fit remarquer par une grande aptitude des affaires, un sens droit et une activité peu commune. Le gouvernement crut utile d'employer cette activité à Paris même, et dans des fonctions plus difficiles.

Il fut, en février 1831, investi des fonctions de préfet de police, qui convenaient peu à ses habitudes de délicatesse et à une probité politique consciencieuse, que les exigences des exaltés mettaient souvent à la gêne. M. Vivien ne tarda pas à être remplacé, et se réfugia, en septembre 1831, au conseil d'État, avec le titre de conseiller en service ordinaire.

A son entrée à la Chambre, en 1832, où il fut envoyé par les électeurs de Saint-Quentin (Aisne), il alla se confondre avec ce groupe peu nombreux de députés connus sous le nom de *tiers-parti*. Se souvenant qu'il était conseiller d'État amovible et n'osant se mêler franchement aux membres de l'opposition, il évita, autant qu'il put, de s'occuper des questions politiques, afin de conserver plus facilement cette position équivoque. Aussi, pendant que tous les hommes de quelque valeur restaient ce que l'on appelle *impossibles*, lui, au contraire, devenait possible avec tout le monde. Son nom se trouvait invariablement mêlé à toutes les combinaisons. M. Barrot lui tendait la main avec effusion; M. Thiers l'accueillait avec empressement; le maréchal Soult était heureux de l'accepter; et M. Guizot ne le repoussait point. M. Vivien avait, comme on le voit, un pied dans l'opposition, un pied dans le camp ministériel.

C'est en louvoyant ainsi qu'il arriva au ministère et devint garde-des-sceaux. A ce titre, il signa l'ordonnance d'amnistie rendue en faveur des détenus politiques, et fit exécuter, *sans rigueur*, les lois de septembre que, comme député, il avait faiblement combattues. A la chute du ministère, dit du 1^{er} mars, M. Vivien perdit son portefeuille et entra franchement, pour y rester, dans les rangs de l'opposition. Il s'attacha plus particulièrement à la politique de M. Thiers, dont il fut le satellite fidèle. A la vérité, cette opposition fut toujours modérée et mesurée au point de vue de certaines considérations. Il était patriote comme un homme revêtu de fonctions amovibles; il repoussait les lois de septembre et le projet de disjonction; mais il votait les lois de famille. Il combattait les lois contre les associations, mais il ressuscitait l'article 173 de la constitution de l'an VIII, pour le faire passer dans la loi sur la responsabilité des ministres. Il était l'adversaire du cabinet du 15 avril, mais il faisait un rapport favorable sur l'élection de M. Jacques Lefebvre. Dans les questions administratives, M. Vivien a déployé autant de zèle que de science. Il s'est occupé des lois relatives aux attributions municipales et départementales, des lois concernant les chemins de fer, le recrutement de l'armée, la contrefaçon des ouvrages imprimés, les trottoirs dans les villes,

les annonces judiciaires, etc., etc. A propos de cette dernière loi qui mettait aux mains du pouvoir une arme liberticide, nous devons ajouter que M. Vivien se repentit de l'avoir appuyée, et en proposa l'abrogation. Malheureusement il échoua.

En définitive, M. Vivien doit les hautes fonctions dont il a été revêtu à son mérite plus encore qu'à la faveur. C'est, en effet, un homme d'une supériorité réelle. Après Cormenin, il était, avec M. Dufaure, le député de l'ex-Chambre qui entendait et discutait le mieux les questions de droit administratif. Rapporteur d'un grand nombre de lois, il s'est fait remarquer par une érudition consciencieuse, une clarté parfaite d'exposition et une fermeté de discussion bien rare à la défunte législature.

M. Vivien est un homme d'une belle taille et d'une tenue distinguée, quoiqu'un peu prétentieuse. Il a la tête droite, le front large, les cheveux grisonnants, longs et rejetés en arrière. Il est d'un commerce très agréable et passe pour avoir de l'esprit. Sa diction est facile, posée, claire et cependant un peu sèche. Il se fait néanmoins toujours écouter.

Depuis l'avènement de la République, à laquelle, certes, il ne songeait guère, le département de l'Aisne, un des plus persistants de France dans ses choix électoraux, l'a envoyé à l'Assemblée nationale. 88,213 suffrages ont déterminé sa victoire. Il nous tarde de le juger à l'œuvre comme législateur de la nouvelle République.

ALLIER.

Moulins. — 8 Représentants.

BUREAUX DE PUZY.

La députation de l'Allier est une des plus homogènes. Le dernier de la liste des huit représentants élus a obtenu plus que le double de voix du premier inscrit sur la liste opposée.

Bureaux de Puzy, fils de l'ami et du compagnon de captivité du général Lafayette, est né à Paris, le 22 mars 1799. Sorti, un des premiers, de l'École Polytechnique, en 1819, il entra dans le corps du génie militaire, où il fut promu au grade de capitaine en 1821.

En 1830, l'indépendance et la fermeté de son caractère, ses connaissances aussi variées que solides, le firent remarquer parmi les hommes les plus propres à concourir à la fondation du nouvel ordre de choses que la France attendait de la Révolution de juillet. Il fut nommé préfet des Hautes-Pyrénées, et passa, en 1832, à la préfecture de Vaucluse. C'est à cette époque que, par son mariage avec la fille de Georges Lafayette, il resserra encore les liens qui n'avaient cessé de l'unir à cette glorieuse famille.

Mais alors les mêmes qualités qui, en 1830, l'avaient élevé au rang de préfet, et dont il ne se départit jamais, se trouvèrent en opposition avec les vues ministérielles qui avaient prévalu, et il fut révoqué.

Aussitôt il songea à entrer à la Chambre. Ses connaissances spéciales en administration publique, et la rigide fermeté de ses opinions politiques, marquaient sa place dans les rangs de sa famille d'adoption.

Élu, en 1834, par le collège de Tarbes, où vivait encore le souvenir de son administration paternelle, il vit sa nomination invalidée par la Chambre; mais, quelques semaines après, il se présentait au deuxième collège électoral de l'Allier sous les auspices de M. Victor de Tracy, et se voyait investi du mandat de député par l'arrondissement de la Palisse.

En 1838 et 1839, il obtint un nombre de suffrages fort honorable dans les premier et cinquième arrondissements de Paris, et fut élu enfin en 1842 par l'arrondissement de Gannat, qui lui demeura fidèle depuis, malgré les manœuvres désespérées de son concurrent, M. Gauthier de Hautesserve.

Le jour même où il se présenta à la députation comme candidat de la gauche, il donna sa démission de capitaine du génie. Cet acte honorable n'était que la consécration d'un principe qu'il n'a cessé de proclamer avec énergie, l'exclusion des fonctionnaires publics du sein de la représentation nationale.

M. Bureaux de Puzy, esprit lucide, droit et ferme, se faisait remarquer par son assiduité à la Chambre; il n'abusait jamais de la parole; mais il savait toujours parler à propos, surtout sur les questions qui se rattachent à ses études spéciales, telles que les chemins de fer, les monnaies, le budget, la comptabilité.

Dans la dernière session, son indignation contre le système de gouvernement en vigueur éclata plusieurs fois en paroles aussi énergiques que concises. Néanmoins, ses prévisions furent dépassées par le résultat de la Révolution de février. Il refusa de faire partie du Gouvernement provisoire; mais, dévoué, dès le

lendemain, au service d'une République franche et modérée, il accepta, avec M. Tourret, son ancien collègue à la Chambre, les fonctions de commissaire du gouvernement pour le département de l'Allier. Le pays tout entier salua dans ces deux généreux citoyens la personification des vrais principes républicains, et accueillit leur arrivée par un immense cri de satisfaction. Cependant, la circulaire de Ledru-Rollin vint donner aux pouvoirs des commissaires et à l'exercice de leurs fonctions une signification contre laquelle MM. Tourret et Bureaux de Puzy crurent devoir protester. En même temps, un esprit plus actif, plus révolutionnaire que le leur, le citoyen Mathé, accouru à Paris pour se plaindre de la mollesse et de la tiédeur des autorités locales, en rapportait un arrêté qui l'adjoignait à eux avec des pouvoirs égaux. M. Bureaux de Puzy, se croyant débordé par cet acte inattendu, prit immédiatement la résolution de se retirer et de laisser le champ libre à la dictature que son nouveau collègue jugeait indispensable. Aussi, lorsque dans la réunion des délégués de tous les cantons de l'Allier, on procéda au scrutin pour la désignation des huit candidats à la représentation nationale, M. Bureaux de Puzy n'obtint-il pas le nombre de voix nécessaire, et si, néanmoins, il a figuré le huitième sur la liste, ce n'est que sur les réclamations énergiques de la minorité, qui protesta hautement contre une exclusion aussi significative. Plus tard, le scrutin électoral justifia d'une manière éclatante la réclamation de la minorité. M. Bureaux de Puzy, huitième par grâce sur la liste des candidats, fut inscrit le troisième sur la liste des représentants élus.

On n'a pas oublié quel fut l'embarras de la garde nationale de Paris lorsqu'il s'agit d'élire les colonels de ses légions dans les circonstances critiques où se trouvait la capitale après les manifestations des 16 et 17 mars, et surtout dans la prévision des attentats auxquels l'Assemblée nationale, convoquée à Paris, pourrait se trouver exposée dans un avenir prochain. Un seul candidat s'offrait à la deuxième légion avec des chances sérieuses de succès, c'était le général actuel Clément Thomas. Mais, dans une réunion préparatoire au palais de la Bourse, M. Clément Thomas ayant donné une adhésion absolue à la circulaire Ledru-Rollin, sa candidature fut énergiquement repoussée par une immense majorité. Elle n'obtint pas plus de succès dans une autre réunion au Palais-National. Le rejet de cette candidature laissait le champ libre; personne ne se présentait. Il fallait pourtant faire un choix. Alors on chercha un nom parmi les hommes politiques dont les principes de fermeté, d'ordre et d'indé-

pendance, offraient le plus de chances à l'avenir. Ceux de MM. Beaumont de la Somme et Bureaux de Puzy furent mis en avant, et les choix se fixèrent sur ce dernier, bien qu'aucun des membres de la légion ne le connût personnellement. En présence d'une manifestation aussi unanime que spontanée, on ne doutait pas de l'acceptation du candidat. Mais les principes de M. Bureaux de Puzy restèrent inflexibles devant l'immense honneur que lui faisait la deuxième légion. Il refusa, déclarant qu'à ses yeux le mandat de représentant du peuple, qu'il espérait obtenir, était incompatible avec les fonctions de colonel d'une des légions de la garde nationale de Paris, sa place au jour du danger devant être à la fois sur son banc de l'Assemblée nationale et à la tête de la milice citoyenne; entre deux mandats aussi honorables, il opta pour celui de représentant du peuple.

L'Assemblée nationale, en le nommant questeur, semble s'être proposée le même but que la deuxième légion, et a rendu, comme elle, un éclatant hommage à l'austère probité, au caractère ferme, loyal et intrépide dans le danger, qui assigneront toujours à M. Bureaux de Puzy un rang distingué dans toutes les assemblées politiques.

Chevelure épaisse, physionomie distinguée, attitude remuante, parole rapide, incisive, susceptibilité parlementaire à l'écoute de tout ce qui pourrait la froisser, noble obstination, sous le règne déchu, à importuner les ministres des griefs que soulevait l'administration publique, tout cela, sous l'ancien gouvernement, faisait de M. Bureaux de Puzy un des membres les plus utiles de l'opposition. Il n'aimait pas les longs discours, et parlait presque toujours de sa place, mais il en disait assez pour forcer les ministres à lui répondre bien ou mal. Il était alors constamment sur la brèche pour veiller à ce qu'il ne se glissât pas, dans les projets de lois secondaires, de ces articles liberticides que le ministère cherchait toujours à y introduire à la faveur de l'inattention de la Chambre. Espérons que sa vigilance ne s'endormira pas sous la République!

COURTAIS (DE).

C'est un ancien soldat de l'Empire, un vicomte de la Restauration, un ancien chef d'escadron des hussards de l'ex-garde royale, un membre distingué de la Légion-d'Honneur. Il est né en 1789. On l'a accusé à tort d'avoir lutté en 1830 contre la volonté populaire avec les troupes de Charles X. C'est une infamie

calomnie. M. de Courtais à cette époque avait quitté depuis longtemps le service. Il vivait dans la retraite, conservant les relations les plus cordiales avec tous ses compagnons d'armes, recherché pour l'affabilité de ses manières, pour sa bonté, pour la finesse bienveillante de son esprit, lorsqu'en 1842, il fut appelé par les électeurs de Montluçon à remplacer leur digne et regrettable député, M. Tourret, forcé de renoncer à son mandat par les motifs personnels les plus honorables. Si M. de Courtais n'apporta pas à la Chambre la haute et judicieuse expérience en matières agricoles et commerciales qui faisait de M. Tourret un homme tout à fait spécial, au moins ne lui céda-t-il en rien sous le rapport de l'indépendance, du désintéressement et du franc libéralisme de ses opinions. Planant, avec sa belle tête blanche, des bancs les plus élevés de la gauche, le nouveau député ne cessa d'exercer sur les paroles et les actes des ministres et de leurs aveugles adhérents une surveillance inexorable, qui se révélait tantôt par des interpellations pétillantes d'esprit et d'à-propos, tantôt par les protestations les plus inattendues et les plus énergiques. Mais jamais son indignation n'éclata en sarcasmes plus acérés que dans la fameuse discussion du 26 janvier 1844, relative au pèlerinage de *Belgrave-Square*.

Le 25 février 1848, le Gouvernement provisoire, croyant ne devoir plus compter sur l'assistance du général Lamoricière qui avait accepté un portefeuille dans le ministère de la Régence, chercha, pour commander en chef la garde nationale de Paris, un homme dont la droiture, les principes et le dévouement civique fussent à la hauteur de la situation, et il le trouva dans le citoyen Courtais, qu'il plaça, avec le grade de général de division, à la tête de ce corps d'élite, qui forme une véritable armée.

Bientôt le vieux soldat devint l'idole du peuple et de la milice citoyenne; mais, hélas! depuis la journée du 15 mai, cette adoration s'est bien transformée : au fond du cœur, une partie de la garde nationale couvait une haine secrète contre lui depuis la fatale journée de la suppression des bonnets à poil des grenadiers et des pompons jaunes des voltigeurs, dans laquelle il avait appuyé fortement la mesure prise par le Gouvernement provisoire pour ramener dans les rangs de la milice bourgeoise l'égalité républicaine. L'occasion d'éclater s'est offerte à la suite de l'abus qu'on a fait de la démonstration du peuple de Paris en faveur de la Pologne. Le général était-il d'accord avec les conspirateurs? Tout esprit sensé se refuse à le croire. N'a-t-il pas pris toutes les dispositions de salut qu'il devait prendre, ou est-il seulement coupable d'avoir voulu empêcher l'effusion du sang?

Là est toute la question; mais lors même, en cette occasion solennelle, qu'il aurait manqué de fermeté, était-ce une raison pour se précipiter en foule sur ce vieillard, si aimé la veille, pour lui arracher ses épaulettes, sa croix, pour l'accabler d'outrages et le traîner en prison comme le plus vil des scélérats? On arrête un assassin, on ne le maltraite pas. Et dire qu'il a eu des hommes, revêtus de l'uniforme de la garde nationale, assez lâches pour se vanter de cette infamie? Le vieux soldat, le vieux tribun en a versé des larmes de sang. Maintenant on ose le traiter de légitimiste déguisé, ayant trompé la milice citoyenne et travaillé astucieusement en faveur de Henri V; mais quels sont donc ses accusateurs? Voyons! qu'ils se montrent! Oh! mon Dieu! s'ils mettaient leur conscience à nu, que de traîtres ne reconnâtrions-nous pas peut-être conspirant contre la République en faveur de la branche aînée, de la branche cadette ou de la régence?

Console-toi, mon vieux général! sèche tes larmes! espère des jours meilleurs! Justice te sera rendue. Le peuple de France est pour toi. Ne renonce pas à le représenter à l'Assemblée nationale où sa confiance t'a appelé. Encore quelques jours et nous te reverrons sur ses bancs, faisant pâlir, à leur tour, les apostats de la République, comme tu faisais pâlir naguère les séides de Louis-Philippe.

FARGIN-FAYOLLE AÎNÉ.

Le citoyen Fargin-Fayolle aîné, de Lamay, est un député nouveau, complètement étranger à Paris, mais auquel sa lutte persévérante pour le triomphe des idées démocratiques qui ont prévalu en février, assure, depuis longtemps, l'estime et la reconnaissance des patriotes de l'Allier. Avec un peu plus de confiance en lui-même, il pourra figurer avantageusement à la tribune de l'Assemblée nationale, car il a souvent d'excellentes idées à émettre, et le tour original qu'il sait leur donner, les rend accessibles à tout le monde. A l'œuvre donc! Encourageons ce bon ouvrier qui se tient à l'écart. La Constituante a plus à perdre à son silence obstiné qu'elle ne gagnera certainement à la loquacité intarissable de beaucoup de ses collègues.

LAUSSEDAT (LOUIS).

Lorsqu'au mois d'août 1830, la phalange démocratique qui avait vaillamment combattu quelques jours auparavant, se vit

escamoter le fruit de son triomphe par la proclamation d'une nouvelle dynastie, ses soldats indisciplinés différèrent d'avis sur ce que leur prescrivaient de faire le devoir et l'honneur. Les uns reprirent le fusil, encore chaud de la poudre du 29 juillet, et harcelèrent, pendant plusieurs années, leurs ennemis par des escarmouches, dont le cloître Saint-Merry éternisera la mémoire. D'autres, plus prudents, mais non moins zélés, pensèrent qu'avant de tenter de nouveau le sort des armes, il fallait organiser la victoire, et quittèrent le mousquet pour prendre la plume ; Laussedat fut de ces derniers. Après avoir terminé à Paris ses études médicales, il se retira à Moulins, sa ville natale, comme dans un camp retranché d'où il pouvait observer les mouvements du vainqueur, les signaler aux journaux de la capitale et des départements, et discipliner, loin du champ de bataille, l'escadron qui, au signal donné, leverait dans son cantonnement l'étendard de la République.

Mais ces préoccupations ne lui firent pas négliger l'exercice de sa profession. Il se maria, une première fois, à une femme simple et belle, et sembla voué uniquement aux douceurs de cette union et à l'étude, comme s'il eût voulu faire oublier par sa conduite pleine de réserve et de dignité les antécédents de sa vie politique, si agitée. Les soins habiles et désintéressés qu'il prodiguait à ses malades, la confraternité loyale qu'il témoignait aux médecins, lui valurent peu à peu l'estime et la sympathie des uns et des autres. Dans les relations journalières que lui créait sa profession, il saisissait toutes les occasions de révéler des connaissances aussi variées qu'étendues sur des sujets d'intérêt général, et s'ouvrait ainsi les portes du conseil municipal. Il ne tarda pas à marquer sa place au sein de cette assemblée par son éloquence facile et agréable, quoiqu'un peu diffuse et recherchée, par son étude approfondie des questions sociales, et par une opposition judicieuse et modérée aux tendances du despotisme d'alors. Il préludait ainsi, sur cette scène étroite, à des luttes plus importantes et plus animées. Cette position lui créa de nouveaux rapports, et lui ouvrit, comme médecin, les premiers rangs de la société.

Devenu veuf une première fois, il chercha une distraction à sa douleur dans un travail plus opiniâtre encore. Il vécut tout entier de la vie publique, recherchant avec complaisance une société choisie où son extérieur agréable, sa parole facile, son esprit vif et ses connaissances variées le faisaient accueillir avec une faveur de plus en plus marquée. Il contracta alors un nouveau mariage, qui devait bientôt se dénouer aussi fatalement

que le premier, mais qui contribua à rendre sa position plus brillante ; et bientôt les influences qu'il avait conquises auprès de certains hauts fonctionnaires, le firent appeler à une place enviée dans les hôpitaux de Moulins.

C'est alors que ses anciens amis politiques, aux yeux desquels ses relations dans le monde étaient déjà suspectes, ne gardèrent plus de ménagement à son égard et qualifièrent sévèrement ce qu'ils appelaient la conduite d'un transfuge. Cette prétendue défection leur était, en effet, d'autant plus sensible, que Laussedat occupait dans leur sein un rang plus éminent par ses talents et son activité.

La réunion du congrès médical à Paris, où il fut délégué par ses collègues, et la création d'une Société de médecine à Moulins, dont il fut l'organisateur et devint le secrétaire général, lui fournirent de nouvelles occasions d'étendre ses relations ; et les dernières élections, en introduisant dans le conseil municipal un grand nombre de ses amis politiques, donnèrent à sa parole une sanction et une force inespérées, malgré l'état de suspicion où il était à leurs yeux et malgré sa rupture ouverte avec Félix Mathé, le chef éprouvé de la phalange démocratique.

Enfin la proclamation de la République vint faire tout oublier. Le vernis aristocratique dont brillait le citoyen Laussedat et les dissensions intestines du parti, tout se fondit dans l'intérêt commun. Nous parlerons ailleurs de l'organisation du comité municipal et départemental, des actes de cette dictature improvisée par les besoins du moment, ainsi que de la conduite, si diversement appréciée, du commissaire Mathé. Laussedat ne resta étranger à aucune des mesures inspirées par les circonstances nouvelles. Il sembla vouloir faire oublier par un retour franc et sincère à la démocratie, les bouffées passagères d'ivresse aristocratique qui l'avaient un instant ébloui. Néanmoins il ne dépouilla pas tout d'un coup le vieil homme, et affecta avec plus de sagesse encore les allures de cette prudence conciliante qui jamais ne lui fit défaut. Il eut toujours des larmes pour les douleurs et du baume pour les blessures de ses derniers amis ; mais l'aristocratie qu'il délaissait, ne lui pardonnait pas de revenir loyalement aux convictions de sa jeunesse. Elle affectait de ne pas comprendre ce qu'il y avait d'honorable dans cette conduite, et répétait insolemment dans ses conciliabules que, si le citoyen Mathé était le Marat de l'Allier, Laussedat en était le petit Robespierre. En agissant autrement, disait-elle, Laussedat, par ses connaissances et son attitude dans le monde, aurait eu spontanément sa place marquée sur la liste des repré-

sentants, après MM. Tourret et Bureau de Puzy ; s'il n'y figure qu'en sixième ligne, il en est redevable, suivant eux, aux manœuvres coupables qui ont signalé les élections de l'Allier. Il n'y a rien à répondre à de pareils raisonnements. On ne discute pas avec les fous ou les incorrigibles qui ferment les yeux et se bouchent les oreilles. Laussedat, élu par 47,922 suffrages, est né le 30 juillet 1809 ; il appartient à une famille de commerçants.

MADET (CHARLES).

Madet (Charles) est le fils d'un aubergiste d'Ygrande, village du canton de Bourbon-l'Archambault, où il est né. Il a fait ses études au collège royal de Moulins avec la plupart de ses collègues d'aujourd'hui à la représentation nationale. Envoyé à Paris pour y suivre les cours de l'École de droit, il délaissa, comme beaucoup de ses condisciples d'alors, l'étude des lois pour se livrer avec ardeur au triomphe des principes démocratiques professés dans les sociétés secrètes après la Révolution de juillet. Il y consacra son temps et sa fortune. Adeptes fervents de son ami et compatriote Mathé, il le seconda dans toutes ses courageuses tentatives de conspirations et d'émeutes. Arrêté, ainsi que lui, les armes à la main, il ne put se soustraire, comme lui, au jugement qui le condamna à trois mois de prison. Il les subit en compagnie de Raspail et de quelques autres républicains. A sa sortie des cachots de Louis-Philippe, l'état de sa fortune, son peu de penchant pour l'étude du droit, l'avenir borné qui lui offrait cette carrière, et la crainte de voir se resserrer trop étroitement une liaison qu'avait, en quelque sorte, sanctionnée un admirable dévouement pendant les longues heures de captivité, le forcèrent à retourner dans sa famille ; mais cette retraite subite comblait mal le vide de son cœur. Il y fut rejoint par celle qui refusait, non sans raison, de croire à son ingratitude. Il subit, avec bonheur, des liens qu'il n'avait jamais songé à rompre entièrement et auxquels une douce paternité vint imprimer bientôt un caractère plus légitime. Acceptant, dès lors, avec loyauté une position que les orages de la jeunesse et de la politique lui avaient faite, il se dévoua exclusivement à l'avenir de sa famille. Tour à tour laboureur et charretier, toujours le plus intrépide ouvrier de son petit domaine, il sut réparer, à force de courage et de persévérance, les brèches qu'y avaient faites ses entraînements de Paris. Il avait abdiqué toutes prétentions politiques et socialistes entre les mains de son compatriote Mathé, lorsque

la nouvelle de la proclamation de la République, objet de tous ses vœux, vint l'arracher à ses modestes travaux. Le culte dévoué qu'il professe pour la personne et les principes de cet ami d'enfance, firent à celui-ci un devoir de le comprendre dans la liste des huit candidats à la représentation nationale qu'il crut devoir proposer au département de l'Allier.

Sa taille bien prise sans être élevée, ses cheveux noirs et épais, son teint coloré et bruni, son œil petit mais vif, sa démarche qui déceèle les rudes travaux de la charrue, lui donnent un air remarquable de force et de résolution. Mais un vice sensible dans la prononciation, une sorte de bégaiement sans remède le réduira toujours au silence dans l'Assemblée constituante.

MATHÉ (FÉLIX).

C'est le type le plus parfait de cette génération de jeunes démocrates, actifs, résolus, qui surgit tout à coup pendant les dernières années de la Restauration, et à laquelle la Révolution de Juillet vint ouvrir une carrière close trop tôt, hélas ! par la proclamation aussi brusque qu'inattendue d'un nouveau roi. Cette déception si prompte ne fit qu'exaspérer en eux la soif d'agitation allumée par l'incendie des trois jours. Aussi le grand œuvre des conspirations recommença-t-il le lendemain du 8 août. Félix Mathé ne fut pas le dernier à l'ouvrage, ni le dernier à expier, par l'amende et la prison, des tentatives déjà impuissantes, ou mal combinées peut-être. Loin de se sentir abattu, comme tant d'autres, par ce premier échec, il se posa hardiment en martyr de la sainte cause, et figura parmi les accusés d'avril. Mais, relégué dans les derniers rangs, servi par l'exiguité de sa taille, qui, sans doute, le faisait prendre pour un enfant plus incorrigible que criminel, il parvint, dans le trajet de la prison, à s'esquiver des mains des gendarmes, et fut assez heureux pour gagner la Belgique. Après avoir erré, quelque temps, à l'étranger, il put regagner Moulins, où, grâce à la sollicitude et à la bourse de sa famille, il se déroba quelques mois aux recherches de la police. Il ne tarda même pas à obtenir l'autorisation tacite de résider à Paris, comme commis de magasin, jusqu'à ce que l'amnistie Molé vint enfin lui rendre sa liberté légale. Il en profita pour se retirer au sein de sa famille.

On put croire que son rôle politique était fini. Il parut, en effet, mettre toute son activité au service de sa fortune, à laquelle la politique avait porté une rude atteinte.

Le frère chez lequel il s'était réfugié, mourut; Félix Mathé épousa sa veuve; et ce mariage mit à sa disposition une aisance qu'il travailla à accroître dans le commerce de bois que son père avait fait avec succès, et par d'autres spéculations, non moins heureuses.

En 1844, il joua un rôle actif dans les troubles excités à Clermont-Ferrand par le recensement de la population. En 1846, il défendait les intérêts des propriétaires de maisons et de terrains situés sur le bord de l'Allier, réclamait, dans de nombreux écrits, la construction de l'embarcadère du chemin de fer sur ces terrains ou dans leur voisinage, et obtenait pour eux les suffrages des électeurs municipaux de cette section. En 1848, à la veille de la Révolution de Février, il payait, à bureau ouvert, une traite de deux mille francs, tirée sur lui, sans avis, pour les besoins du journal *la Réforme*.

À la première nouvelle de la proclamation de la République à Paris, il s'empressa de se joindre à ses collègues Laussédât et Girard pour proclamer la déchéance de toutes les autorités philippistes municipales ou départementales; et, de concert avec eux, il constituait un comité de dix-sept membres, s'emparant d'un pouvoir trop dangereux dans le nouvel état des choses entre les mains de ceux qui en étaient dépositaires. Ce comité, à peine installé, agit résolument. Il prononça la destitution en masse des maires, adressa des proclamations énergiques à la jeunesse, en général, et à celle des écoles, espoir de la patrie, en particulier, encouragea les ouvriers des villes que le régime déchu avait cruellement opprimés, et leur fit entrevoir, dans un avenir prochain, la suppression des impôts directs et indirects les plus onéreux qui avaient pesé presque exclusivement, jusqu'à ce jour, sur les classes nécessiteuses.

Cependant, arrive à Moulins l'ex-député de cette ville, le sieur Meilheurat, ancien directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, fonctionnaire dévoué, corps et âme, au juste-milieu dont le règne vient de finir aux applaudissements unanimes de la France. Félix Mathé lui dépêche aussitôt cinq membres du comité pour lui signifier d'avoir à quitter le chef-lieu dans l'espace de deux heures. Cet acte de vigueur inattendue produit le meilleur effet dans la localité.

Les philippistes, atterrés du coup, ne savaient plus à quel saint se vouer, quand arrivèrent de Paris deux anciens députés du gouvernement déchu, MM. Tourret et Bureaux de Puzy, munis d'instructions conciliatrices et désintéressées, qui, dans des temps ordinaires, eussent pu être certainement fort

utiles, mais qui étaient inopportunes et périlleuses dans la crise où l'on se trouvait. Aussi se virent-ils bientôt en butte aux exigences simultanées du comité départemental et de la circulaire Ledru-Rollin, contre laquelle ils s'empressèrent de protester.

Le conflit était imminent ; il pouvait devenir fatal. Mathé court à Paris dénoncer l'esprit réactionnaire qui lève déjà la tête, et il en revient avec des pouvoirs égaux à ceux des deux nouveaux commissaires, qui s'empressent de déposer leur autorité entre ses mains.

Libre de cette préoccupation, il poursuit, avec vigueur et sans pitié, au profit des républicains les plus intègres, la destitution des fonctionnaires ennemis du nouvel ordre de choses. Il songe ensuite à préparer les prochaines élections à la Constituante, et réunit, dans ce but, à Moulins, vingt-six patriotes d'élite, choisis dans les vingt-six cantons du département. Cette réunion prend le titre d'*assemblée des délégués des cantons*. Là on dresse la liste des huit candidats à la représentation nationale ; et, pour qu'aucune opinion libérale consciencieuse n'en soit exclue, on y fait figurer les noms de trois anciens députés, MM. Tourret, de Courtais et Bureaux de Puzy. Dès le lendemain, le *Républicain de l'Allier*, moniteur du département, porte cette liste dans les diverses communes, où elle est accueillie par les applaudissements enthousiastes de tous les patriotes du pays. Mais ce n'était pas le compte des réactionnaires. Un comité de légitimistes, de partisans de Louis-Philippe et de fauteurs de la régence, se recrute immédiatement dans toutes les classes de la société et s'installe à Moulins. Leur but, disent-ils, est de s'éclairer mutuellement sur les choix à faire ; mais, à les entendre, il est facile de se convaincre qu'ils en ont un autre, qu'ils n'avaient pas. Aussi, bientôt la classe ouvrière, dont le tact n'est pas moins exquis en province qu'à Paris, s'élève contre ces manœuvres qui ne lui présagent rien de bon ; elle assiège, en foule, ce foyer d'ennemis de la République, et le force à se dissoudre sous la menace de l'émeute. Divers points du département, Cusset entre autres, suivent spontanément l'exemple du chef-lieu. Mathé, tout en cherchant à calmer la juste effervescence du peuple, se montre sans pitié pour tous les fonctionnaires qui n'ont pas craint de faire, à visage découvert, acte flagrant d'hostilité au nouvel ordre de choses, et d'appuyer de l'influence que leur donne leur position les hommes les plus antipathiques au système républicain. Plusieurs ne se tiennent pas pour battus et protestent avec une audace qui ne connaît plus de

bornes. Cette audace exaspère les patriotes, qui tombent dans les excès de leurs adversaires.

Toutefois, hâtons-nous de le dire, la lutte électorale de ce département s'est terminée à la satisfaction générale des partisans sincères de la démocratie. Félix Mathé et ses amis ont été nommés représentants du peuple. Lui-même figure le cinquième sur la liste, malgré les efforts inouïs de toutes les factions rétrogrades pour l'en exclure, sans égard pour la large part qu'il s'était empressé d'y faire aux opinions progressives moins avancées que la sienne.

TERRIER.

Cet honorable médecin du Donjon, petite ville de moins de deux mille âmes dans l'arrondissement de la Palisse, est un républicain des dernières années de la Restauration, qui ne regarde pas l'application des principes démocratiques comme incompatible avec l'ordre et le respect des personnes et des propriétés. Prêt à payer de sa personne lorsque les circonstances l'exigent, comme il l'a surabondamment prouvé à la Révolution de Juillet, on ne l'a vu prendre part à aucune de ces démonstrations aussi irritantes qu'inopportunes, dans lesquelles quelques-uns de ses amis se sont laissés entraîner, compromettant, sans raison et sans but, leur fortune et leur liberté. Aussi ne reçut-il pas le baptême de la détention politique, sacrement indispensable aujourd'hui, aux yeux de certains patriotes exclusifs, pour être admis aux honneurs du paradis républicain.

M. Terrier se livrait honorablement à l'exercice de la médecine et à la gestion de ses propriétés, qui lui constituent une assez belle fortune, lorsque la proclamation de la République et l'installation du comité des délégués cantonnaux vinrent l'arracher à son repos et le signaler au choix de ses concitoyens comme leur candidat indispensable à la représentation nationale. Hâtons-nous d'ajouter que, pour sortir victorieux de l'urne électorale, son nom n'a pas eu plus de besoin d'intimidation et de violences que ceux des citoyens Tourret et Bureaux de Puzy ; nous nous plaisons à croire qu'au fond du cœur, M. Terrier a répudié de pareils moyens, comme MM. Tourret et Bureaux de Puzy l'ont fait ostensiblement, en toute occasion. Mais plus d'un candidat qui sentait bien qu'il n'avait chance d'être accepté que sous le patronage de la probité et du désintéressement, s'est estimé heureux de pouvoir accoler son nom à celui du citoyen Terrier.

Espérons qu'au sein des graves délibérations de l'Assemblée nationale, il saura se soustraire aux insinuations adroites et aux cauteleuses influences, et que son vote sera toujours l'expression pure de son patriotisme ardent et désintéressé.

TOURRET.

C'est un ancien député, économiste et agriculteur fort instruit, orateur habile et excellent patriote, qui donna sa démission en 1842 par ennui et par dégoût. Il avait été envoyé à la Chambre par le collège électoral de Montluçon. Il fut remplacé dans l'enceinte législative par M. de Courtais, qui était bien loin d'y apporter la haute et judicieuse espérance de son prédécesseur en matières agricoles et commerciales. Sous ce double rapport, M. Tourret est un homme tout spécial. Aussi, malgré l'indépendance bien connue, le désintéressement éprouvé et le libéralisme, à toute épreuve, de son successeur, sa retraite fut-elle l'objet de vifs regrets dans le département, et laissa-t-elle au Palais-Bourbon un vide difficile à remplir.

M. Tourret a salué avec une joie sincère l'aurore de la nouvelle République. Bientôt il s'est empressé d'accepter, comme un acte de dévouement à la patrie, les fonctions de commissaire du gouvernement dans l'Allier, avec son ancien collègue de la Chambre, M. Bureaux de Puzy ; mais la circulaire Ledru-Rollin ayant donné aux pouvoirs des commissaires départementaux et à leurs fonctions, déjà si difficiles dans les circonstances où l'on se trouvait, une signification qu'il n'approuvait pas, il crut devoir protester, de concert avec lui. Ce fut en ce moment que le citoyen Félix Mathé, qui était accouru à Paris pour se plaindre de la mollesse des autorités locales, revint à Moulins, porteur d'un arrêté qui l'adjoignait aux deux autres commissaires, avec des pouvoirs égaux. A cette nouvelle, M. Tourret crut devoir donner sa démission, qui fut acceptée non sans de vifs regrets de la part de ses administrés, dont il avait su se concilier la confiance et l'estime.

M. Tourret, inscrit par le citoyen Félix Mathé sur la liste de présentation de candidats à l'Assemblée nationale, a été élu, le deuxième, par ses concitoyens. Sa place est marquée à la Constituante ; il peut y rendre de grands services ; et nous comptons assez sur son patriotisme pour être certains que, quels que soient les événements qui se préparent, il ne s'en éloignera pas par ennui et par dégoût, comme il quitta, en 1842, la Chambre des députés, dont il n'approuvait pas les tendances.

ALPES (BASSES-).

Digne. — 4 Représentants.

CHAIX (DE RIEZ).

Le citoyen Chaix, membre du conseil général des Basses-Alpes et président honoraire de l'ex-cour royale de Lyon, a vu le jour à Riez, petite ville de trois mille âmes dans l'arrondissement de Digne, bien connue par son commerce fructueux de confiserie, d'amandes et de fruits secs, dont l'exportation est considérable. C'est un des plus riches propriétaires d'un pays où les riches propriétaires sont fort rares. Du reste, ancien magistrat assez instruit dans les us et coutumes de la vieille jurisprudence, homme de mœurs douces et patriarcales, il n'a passé que le troisième sur la liste des quatre représentants du peuple envoyés par ce département à l'Assemblée nationale. Quant à ses opinions politiques, on l'a accusé, à tort certainement, d'avoir fait condamner quelques républicains quand il était procureur général à l'ex-cour royale de Lyon. Revenu à des idées plus calmes, on peut être certain qu'il ne se mêlera jamais, le moins du monde, aux menées démagogiques qui pourraient menacer la Constituante.

DENOIZE.

Né le 25 mars 1801, licencié en droit, notaire, de 1826 à 1841, maire en 1830, démissionnaire neuf mois après, nommé membre du conseil général en 1840, ce représentant habite le canton des Mées, dont l'excellent vin jouit dans le Midi d'une réputation méritée. Chéri de ses trois mille compatriotes, il est, depuis longtemps, leur ami, leur défenseur, leur conseil et leur oracle. On ne jure que par lui à vingt lieues à la ronde, et bien au-delà. Demandez aux habitants de Digne, de Barcelonnette, de Castellane, de Forcalquier, de Sisteron, quel est l'homme le plus estimable et le plus estimé du département, quel est celui qui a lu le plus de livres, et qui a les notions les plus saines, les plus étendues, les plus complètes sur toute espèce de choses, chez lequel, enfin, de leurs compatriotes on rencontre les vues les plus libérales, les plus avan-

cées en politique; et tous, d'une voix unanime, vous désignent M. Denoize. Qu'on n'aille pas prendre cependant trop à la lettre cette opinion, d'ailleurs fort consciencieuse, des honnêtes citoyens de cette contrée perdue de la haute Provence! L'esprit démocratique de l'ancien notaire M. Denoize ne s'élève pas au-dessus de la région moyenne du *National* régénéré. C'est un républicain-conservateur, désintéressé; mais c'est surtout un homme de bien, un honnête homme, un homme de savoir et d'esprit, qu'on est heureux de connaître, et avec lequel on ne rompt pas dès qu'on l'a connu. Il a été élu le premier sur les quatre nominations des Basses-Alpes.

DUCHAFFAULT.

C'est une des notabilités du département des Basses-Alpes; un homme célèbre, allié au comte de Maistre, gouverneur de Nice; un parent de l'auteur du *Voyage autour de ma Chambre*; un ancien baron, on ne sait de quelle fabrique; un ancien secrétaire général de la préfecture, grand, gros, rouge et viveur; hantant la bonne société de Digne, s'y posant en oracle et s'y faisant beaucoup trop écouter quelquefois. Un jour, il rencontra sur son chemin un homme que le pays idolâtre, que le chef-lieu a choisi invariablement pour son maire, tant qu'il l'a voulu, un banquier d'une réputation à toute épreuve, M. Allibert enfin; et M. Duchaffault essaya de l'endocriner comme ses trop débonnaires auditeurs; il voulut même lui faire la leçon comme aux autres et lui parler, à bâtons rompus, de tout, à propos de rien; mais M. Allibert est un homme d'un bon sens exquis; il remit le conseiller de préfecture à sa place, ainsi qu'il le devait, et ne fut plus, à partir de ce jour, et probablement sans grand regret de sa part, dans les bonnes grâces de M. Duchaffault.

Puis, un grand soufflet retentit dans les montagnes environnantes; et le bruit courut que M. Duchaffault en avait gratifié le général, commandant le département, qui était logé dans sa maison. C'est une infâme calomnie, qui n'a pas besoin d'être réfutée.

Cependant, quelque temps après, M. Duchaffault quitta ses fonctions de secrétaire général, qui furent confiées à M. Allibert.

Le nouveau représentant du peuple était fort modéré au commencement de février dernier; il est encore fort modéré en juin 1848; mais, dans cette première période de sa vie, le mot seul de *république* lui donnait le frisson; et aujourd'hui il l'écoute

sans sourciller et même en souriant quelque peu. Cela veut-il dire que M. Duchaffault, appelé le quatrième parmi quatre de ses compatriotes, à l'honneur de siéger dans une assemblée destinée à consolider la République, est franchement, entièrement, complètement républicain, comme la situation l'exige? Allez le lui demander à lui-même! et nous désirons, de tout notre cœur, qu'il vous réponde catégoriquement et sans périphrases.

LAIDET.

Il prit, quitta, reprit la cuirasse et la haire..

Il y a autant de différence entre ses idées et ses actes de 1814, et ses idées et ses actes de 1830 et 1848, qu'entre un sacristain et un tambour-major, un encensoir et une épée, les homélies du citoyen Isambert avant la République et les Épîtres de saint Paul aux Corinthiens du temps de Jésus-Christ.

Le général de division Laidet, ou de Laidet, avec ou sans particule, selon les besoins de la circonstance, est né en 1784. Il est, par conséquent, âgé de soixante-quatre ans, et porte à sa boutonnière la rosette d'officier de la Légion-d'Honneur.

Le 24 mars 1815, quatre jours après le retour miraculeux de l'empereur à Paris, il quitte l'armée avec le général dont il est l'aide-de-camp; c'est lui-même qui le déclare dans sa profession de foi, au timbre de la République. Il se retire à Caen, où on vient obligeamment l'avertir (c'est toujours lui qui parle), qu'il est poursuivi *par une police réactionnaire*, et qu'il va être arrêté.

Or quelle est cette police réactionnaire qui poursuit l'aide-de-camp Laidet durant les Cent-Jours?

Il s'embarque, ajoute-t-il, pour l'Angleterre, d'où il se rend en Belgique. Arrivé à Gand (qui n'est pas, que nous sachions, un port de mer), il refuse énergiquement de prendre du service contre ses frères d'armes.

Mais pourquoi a-t-il dû quitter la France? pourquoi a-t-il été, par hasard, à Gand? Pourquoi lui a-t-on offert du service? Nous connaissons beaucoup de braves officiers auxquels on ne se fût point permis d'en offrir.

De ce qui précède il résulte, au moins, qu'il était très ardent royaliste en 1814. Plus tard, il devint ministériel non moins ardent. Promu au grade de colonel en 1824, il se présenta à la députation et échoua; mais cette défaite ne le découragea point; et, à force de persévérance, il réussit, au bout de quelques années, à se faire élire dans l'arrondissement de Forcalquier.

Il avait savouré toutes les sensations du dévouement royaliste; esprit éminemment mobile, il voulut goûter aux fruits du libéralisme, céda à la tentation, mordit à la grappe, d'une façon peu gourmande d'abord, puis avec un vif appétit, si bien qu'en 1828 il en était au gâteau des 221.

A la Révolution de Juillet, il s'attela au char de Casimir Périer, et resta docilement ensuite, pendant quelques années, sous le joug ministériel, ce qui lui valut, en 1831, le grade de général de brigade et, deux ans plus tard, lors de l'émeute des 5 et 6 juin, l'honneur de commander les régiments de la garnison de la capitale chargés d'emporter la barricade Saint-Merri. Vainqueurs et vaincus se donnent aujourd'hui la main dans l'Assemblée nationale. Vive la République!

Voici comment le général Laidet explique ce second épisode de sa vie : « Je reçus l'ordre de me porter, en toute hâte, dans la rue Saint-Martin. En y arrivant par les boulevards, *mon premier soin fut de renvoyer l'artillerie*. Vers quatre heures du soir, je me trouvai au coin de la rue Grenétat, à la hauteur de la mairie du 6^e arrondissement, en face des barricades et des autres obstacles que présentait cette rue, de ce point jusqu'à son extrémité, c'est-à-dire jusqu'au quai de Gèvres. Marchant en tête de ma colonne, j'abordai, le premier, les barricades, après avoir, au préalable, ordonné aux soldats qui me suivaient, de ne pas tirer un coup de fusil. J'eus le bonheur de terminer *sans effusion de sang* une lutte inégale, et *que le pouvoir avait peut-être trouvé trop courte*. Si l'on veut lire les journaux de l'opposition de cette époque, on n'y verra aucun blâme contre ma conduite. *Le pouvoir, au contraire, fut fort mécontent.* »

Ce pouvoir n'est plus là pour répondre au général Laidet. Fermons les yeux et croyons à sa parole! Il est certain pourtant que le mécontentement de ce pouvoir ne fut pas éternel, puisqu'avant 1840, nous voyons M. Laidet obtenir une mission en Afrique et les épaulettes de général de division, au retour. Il paraît que ses commettants qui l'avaient, sans doute, envoyé à la Chambre pour y siéger, ne se formalisaient pas, le moins du monde, de ses longues absences, puisqu'aux élections de 1839, ils lui accordaient 119 voix sur 129, et, en 1842, 138 sur 144. Mon Dieu! qu'en ce bon temps, ces petits collèges des Basses-Alpes étaient commodes et faciles à manier! Comparez à cela ces masses confuses, indisciplinables, que met en mouvement, de nos jours, ce *tohu bohu* qu'on appelle le suffrage universel, et dont nous verrons cependant le général Laidet triompher plus tard.

Ce fut à cette époque qu'il s'aperçut tout à coup qu'il lui manquait quelque chose. Très largement pourvu d'honneurs, de distinctions, d'allocations sur le budget, il remarqua que, s'il pouvait se faire une belle réputation d'indépendance et devenir subitement un homme éminemment populaire, il posséderait un trésor dont il n'avait pas encore joui. Il songea donc sérieusement à réaliser, sans retard, cet heureux cumul des faveurs du pouvoir et des douceurs de la popularité.

Pour arriver à ce but, il eut recours à un moyen tout simple et qui ne coûtait rien à sa conscience démesurément élastique : il se mit à voter contre tous les projets ministériels non moins systématiquement que, jusqu'alors, il avait voté en leur faveur ; mais il avait compté sans son hôte : le maréchal Soult eut la brutalité de le mettre à la retraite malgré la rare discrétion de son éloquence fébrile qui ne se manifestait guère que dans les colonnes du *National* et du *Siècle*, ou par le son d'une boule tombant, à petit bruit, dans l'urne blanche ou noire.

Deux ans il a été questeur de la Chambre, questeur aussi superbe dans ses fonctions qu'humble de cœur quand il s'agissait de les obtenir. On se rappelle encore l'avoir vu jadis, aux premiers jours de chaque nouvelle législature, allant, venant, trottant des députés de l'opposition aux députés conservateurs, caressant tour à tour les uns et les autres, leur souriant à tous, les suppliant de voter pour lui, invoquant les besoins de sa famille, sans parler de ses relations avec le *National* et avec le *Siècle*, sans parler, non plus, de ces malencontreuses boules noires dont il lapidait, la veille encore, le gouvernement de son choix.

Tant il y a qu'à la dernière session, les électeurs de Forcalquier, soit qu'ils eussent peu de foi en sa conversion subite, soit que sa perpétuelle agitation les effrayât, ne le nommèrent plus et envoyèrent, pour le remplacer, à la Chambre, un certain marquis de la Plane, légitimiste rallié, tendre ami de M. Duchâtel.

Le général Laidet fut désolé de ne plus être député et plus désolé encore de ne plus être questeur. La Révolution de Février est venu à propos pour l'envoyer à l'Assemblée nationale, mais les nouveaux représentants du peuple, moins sensibles que les anciens députés, n'ont pas voulu de lui pour questeur. C'est déplorable.

Le général Laidet, jadis légitimiste, plus tard ministériel, et devenu ensuite constitutionnel, est-il aujourd'hui républicain ? En vérité, nous n'oserions pas dire que non.

ALPES (HAUTES-).

Gap. — 3 Représentants.

ALLIER.

Avant d'être statuaire et député d'Embrun, il s'était complètement égaré dans une fausse vocation : il avait choisi le métier des armes et avait conquis bravement ses épaulettes de capitaine de cavalerie. Ce fut seulement sous la Restauration, et, quand on ne se battit plus en Europe, qu'il s'aperçut, un peu tard, que l'exercice du cheval ne convenait nullement à sa santé, et, comme c'est un homme consciencieux avant tout, il donna immédiatement sa démission. Ses compatriotes les plus lettrés le félicitèrent, dans le langage d'alors, d'avoir déserté Mars pour suivre Minerve.

Candidat à la Chambre, il fut élu, en 1839, par 78 suffrages contre 63, et, en 1842, par 78 suffrages contre 70, ce qui motiva, en grande partie, la commission d'enquête, dont nous avons tous entendu parler, et qui ne produisit rien, comme chacun sait.

Ses collègues d'alors ne lui pardonnaient pas de voter constamment avec l'extrême gauche ; et les électeurs privilégiés du règne de Louis-Philippe ne secondaient que trop leur mauvais vouloir. Aussi, au grand désappointement du peuple non électeur des Hautes-Alpes, fut-il remplacé en 1846, à la Chambre, par un M. Ernest Descloseaux, piètre littérateur à la glace, complaisant né de tous les ministères, et parvenu subitement aux plus hautes fonctions du département de la justice, sans avoir mérité cette ascension incroyable par le moindre talent réel, ou par le plus léger service avouable.

Pas n'est besoin de dire que notre statuaire-député salua avec transport l'avènement de la République, objet, depuis longtemps, de tous ses vœux. Ce ne fut plus cette fois une poignée insaisissable d'électeurs privilégiés de l'arrondissement d'Embrun qui l'appela, à grand'peine et comme par grâce, aux fonctions législatives ; ce fut le peuple entier des Hautes-Alpes, réuni dans ses assemblées de canton, qui le choisit, le premier de tous, pour le représenter à l'Assemblée nationale, aux cris de : *Vive la République !*

BELLEGARDE-LAFARGUE.

Riche propriétaire de l'arrondissement d'Embrun, membre du conseil général du département, où sa voix a fréquemment défendu, sans succès, la cause des *parias* de notre siècle, ami du statuaire-député Allier, et appartenant, depuis longtemps, comme lui, au parti radical, sa place était toute marquée à l'Assemblée nationale, quand la République a été proclamée dans un pays perdu où les hommes de sa trempe sont rares.

FAURE.

Gap est un petit chef-lieu, de huit mille âmes environ, situé à l'embranchement de la route d'Espagne en Italie, par le pont Saint-Esprit et le Mont-Genève, et de celle de Paris à Marseille, par Lyon et Grenoble. C'est dire que cette ville est plutôt traversée qu'habitée, et qu'un avocat, s'appelât-il Berryer, trouverait difficilement à y faire fortune.

Et pourtant il est à Gap un avocat distingué, qui a su accroître, par son talent, une bonne aisance patrimoniale ; un avocat qu'on vient consulter de fort loin, car ce n'est pas seulement un savant homme, mais un honnête homme ; qui a fait partie, nous ne savons trop comment, de je ne sais plus quelle Chambre sous la royauté déchue, y votant, du reste, constamment avec l'opposition la plus avancée ; qu'on ne tarda pas aussi à y remplacer par un haut fonctionnaire, plus élastique et moins cassant, M. le comte d'Hauterive, sous-directeur des archives au ministère des affaires étrangères, officier de la Légion-d'Honneur, qui obtenait régulièrement dans le collège privilégié de Gap, 190 voix sur 207 et 183 sur 258.

Le citoyen Faure, homme très ferme, très éclairé, excellent républicain de très vieille date, attendait, depuis longtemps, la révolution qui a éclaté en février 1848 et qui ne l'a nullement surpris. Toutefois il ne se presse pas de prendre position à l'Assemblée nationale, où il est appelé à jouer un rôle ; mais la démocratie pure peut compter sur lui. Des caractères comme le sien ne changent pas.

• ARDÈCHE.

Privas. — 9 Représentants.

CHAMPANHET.

C'est un républicain de la veille, avocat, maire d'Aubenas, membre du conseil général, dont il a été plusieurs fois secrétaire, homme fort instruit, patriote éprouvé, chéri et estimé de tout le département, élu, le troisième, par 37,007 voix.

CHAZALLON (A. - M. - R.).

C'est le fils de ses œuvres, un de ces esprits distingués qui se développent dans la solitude. De bonne heure, il se sentit entraîné par un penchant irrésistible vers l'étude de l'astronomie, et, par suite, des mathématiques. Quelques vieux livres dépareillés, un Euclide, un Bezout furent ses instituteurs muets, les guides de ses démonstrations, qui n'eurent jamais d'autre interprète qu'une plume, d'autre témoin que le silence de l'isolement.

Aussi, lorsqu'il arriva devant l'examineur, cette langue de la démonstration publique, dans laquelle excellent si souvent ceux qui ne savent rien, le prit-elle totalement au dépourvu ; et il fallut, tout d'abord, lui enseigner l'usage du tableau et le maniement de la craie. Cependant il répondit d'une manière si satisfaisante aux questions qui lui furent posées, qu'à quelque temps de là, il entra à l'École polytechnique.

C'était en 1822. Il en sortit en 1824, pour prendre rang dans le corps des ingénieurs-hydrographes de la marine, et ce fut en cette qualité qu'il participa, sous la direction de M. Beautemps-Beaupré, aux différentes explorations des côtes de France qui eurent pour résultat le *Pilote Français*, magnifique ouvrage que nous envient les étrangers.

Dès 1832, il remarquait que les formules de Laplace ne représentaient qu'à peu près, la loi des marées de Granville et de Saint-Malo. En 1838, par de nombreuses comparaisons, il reconnut la possibilité de prédire, à trois décimètres près, la hauteur de la mer dans nos divers ports de l'Océan ; il rédigea, en conséquence, une série de tables, dans lesquelles se trouve

indiquée pour chacun d'eux et pour chaque heure de la journée, la hauteur des pleines et basses mers. Telle fut l'origine de l'*Annuaire des Marées*, qui date de 1839, et qui a paru, depuis, régulièrement.

Cette même année, ayant reconnu que la surface de l'Océan peut être considérée comme une surface élastique et qu'elle présente des mouvements analogues à ceux d'une corde vibrante, il fit exécuter un *marégraphe*, instrument qui note lui-même toutes les phases du mouvement ascensionnel de la mer. Sous le nom de *barographe*, il a inventé un instrument analogue pour noter les variations barométriques. En 1837, il avait publié un mémoire intéressant sur les divers moyens de se procurer une base géodésique sur l'emploi du son, etc.

Comme tous les vrais savants, M. Chazallon a applaudi à l'avènement de la République, seule forme de gouvernement qui puisse laisser à la science toute la liberté de ses allures. 28,669 voix lui ont ouvert les portes de l'Assemblée nationale.

DAUTHEVILLE.

Né à Chalannes (Arèche), en 1792.

Ancien élève de l'École polytechnique, colonel du 3^e régiment du génie, officier de la Légion-d'Honneur, homme très instruit, très capable, caractère conciliant et ferme, opinions modérées, mais franchement démocratiques, il a été élu le sixième, par 31,258 suffrages.

Cet officier supérieur, cité plusieurs fois dans les rapports des généraux en chef, a reçu la croix du Mérite militaire de France à la suite du siège de Pampelune, en 1820; celle de la Légion-d'Honneur au siège du fort de l'Empereur, à Alger, en 1830; la croix d'officier de la Légion-d'Honneur à l'expédition de Médeah, en 1840. Il a été fait chef de bataillon du génie au siège de la citadelle d'Anvers, en 1833, lieutenant-colonel à l'expédition de Miliana, en 1840, et colonel en 1844.

Le colonel Dautheville a laissé des souvenirs honorables en Afrique, non-seulement par les nombreuses expéditions auxquelles il a pris part, mais encore par les grands travaux qu'il y a fait exécuter, entre lesquels on cite le dessèchement d'une partie des marais des plaines de Bone.

LAURENT.

Juge au tribunal de première instance de Privas, ce représen

tant du peuple appartient, depuis longtemps, à l'opinion démocratique avancée. On l'a souvent confondu avec un autre Laurent, de l'Ardèche, auteur d'une remarquable *Histoire de Napoléon*. Ce sont deux hommes bien distincts. Celui auquel nous consacrons ces lignes, avait publié, dès 1828, en pleine restauration, un volume in-8°, fort curieux, de 489 pages, qui, sous le titre peu attrayant de *Réfutation de l'Histoire de France de l'abbé de Montgaillard*, par *Uranelt de Leuze* (anagramme de *Laurent*), ne recèle rien moins qu'un essai de réhabilitation complète de Robespierre.

L'ouvrage est devenu fort rare. L'exemplaire que nous avons sous les yeux a appartenu à M. Madier de Montjau ; et il est couvert de notes manuscrites de son écriture. Nous croyons devoir en extraire la suivante :

« J'ai relu ce livre en 1847. Cette *réfutation*, qu'un homme d'esprit a faite avec autant d'attention que de talent, était utile, non-seulement pour combattre un fâcheux engoûment, mais pour ramener la controverse sur des événements encore non éclaircis. Sans comprendre l'enthousiasme, le culte (car quels autres mots employer ?) que voue M. Laurent au proscrit du 9 thermidor, il importe de constater que, dès 1828, c'est-à-dire dix-neuf ans avant la *Revue indépendante*, avant Charles Nodier, avant Lamartine, avant Louis Blanc, M. Laurent avait exhumé le mot de Cambacérès : « Le procès de Robespierre a été jugé, mais non plaidé ; » et le mot de Cambon : « Nous avons tué la République le 9 thermidor, en croyant ne tuer que Robespierre. »

Laissons maintenant parler M. Laurent :

« Nos lumières, nos mœurs renfermant tous les trésors démocratiques, et la société modifiant inévitablement, à la longue, le gouvernement, nous avançons, et à grands pas... Le peuple a retrouvé, en 89, sa généalogie ; celle de la noblesse n'est plus placée dans la Charte que comme dans un sarcophage.

» Madame Roland, dans sa prison, éprouvant le besoin de répondre aux calomnies dont son époux est l'objet, ne songe qu'à Robespierre : — Je l'ai beaucoup connu, dit-elle, et beaucoup estimé. »

» Et peut-on penser, ajoute M. Laurent, que la conquête de la liberté par les seules armes de la raison n'eût point semblé préférable aussi à Robespierre et à ses amis, s'ils l'eussent jugé possible ? Étaient ils, eux-mêmes, sur des roses, tandis que leurs ennemis gémissaient dans les cachots, ou marchaient au supplice ? Ce n'est jamais de plein gré que l'on s'entoure de cadavres et de ruines. ... Ah ! que ces hommes, tant maudits, dont les

plus belles années s'écoulèrent dans le sang et les larmes, durent trouver la vie amère et mettre peu de prix à sa conservation en se voyant réduits à vieillir au sein des tempêtes, sans pouvoir s'abandonner aux douces affections qui font le charme et le bonheur de l'existence humaine !... Et c'est nous, fils ingrats de ces inflexibles démocrates, qui s'immolèrent, tout entiers, au triomphe de la Révolution, sans qu'un reste d'égoïsme les fit, au moins, songer à leur mémoire, c'est nous qui venons aujourd'hui, parés des dépouilles du privilège abattu, insulter aux mânes de ses vainqueurs et appeler la flétrissure sur la tombe de ceux qui vécurent dans les alarmes et périrent misérablement pour nous assurer la jouissance des avantages sociaux dont nous sommes si fiers ? »

On pense bien qu'avec de pareils principes, le citoyen Laurent n'a pas été pris au dépourvu par l'avènement de la République. Nommé commissaire du Gouvernement provisoire, il a laissé dans son département des souvenirs qui ne s'effaceront pas. Aussi 28,759 voix de ses concitoyens l'ont-elles envoyé à l'Assemblée nationale. Il y justifie complètement l'espoir qu'on a mis en lui.

Dans la séance du 3 juin, il s'est rappelé le jugement qu'il avait porté sur le proscrit du 9 thermidor. On discutait la demande en autorisation de poursuites formée contre le citoyen Louis Blanc. « En poursuivant, dit-il, ce représentant du peuple, a-t-on voulu poursuivre, en même temps, l'historien qui s'est tant distingué, malgré les erreurs qu'il a pu commettre ? S'il en est ainsi, M. Louis Blanc, au lieu d'avoir à se plaindre du réquisitoire, doit, au contraire, s'en glorifier, car ce réquisitoire est alors un nouvel hommage rendu à son mérite littéraire. Il faut aussi se féliciter de la tournure qu'a prise le débat. L'accusé du 31 mai 1848 est mieux traité que celui du 31 mai 1793 ; alors on accablait l'accusé d'injures et d'outrages ; aujourd'hui on le couronne de bandelettes et de fleurs ; mais, quand il s'agit de suspendre l'inviolabilité d'un représentant du peuple, quand il s'agit de le livrer à la justice criminelle, il ne faut pas se laisser prendre à la mansuétude des formes, il faut voir ce qu'il y a de vrai, de réel au fond des choses.

« On nous demande un vote de confiance, on nous assure qu'il ne s'agit que d'une formalité indispensable, et que tout se borne, pour que la justice ait son cours, à replacer, quelques instants, un représentant du peuple dans le droit commun. On soutient, enfin, qu'il ne s'agit pas d'une mesure politique. Mais de quoi s'agit-il donc ? Je soutiens, moi, que c'est là une véri-

table mesure politique, dont le caractère ne saurait être contesté en présence du réquisitoire.

« Vous avez renvoyé la demande à vos bureaux, les bureaux ont nommé une commission, cette commission a étudié toute la procédure, elle vous propose de sanctionner le réquisitoire, et l'on vient vous dire que cela ne préjuge rien ?

« Quoi ? la commission vous annonce qu'elle ne s'est prononcée qu'après un examen scrupuleux des faits, et vous osez soutenir qu'il n'y a rien de préjugé dans la mesure qu'on vous propose ? Mais tout y est préjugé, au contraire, tout y est accablant, car cette mesure sanctionne le réquisitoire.

« On nous demande d'adopter les conclusions de la commission, mais il faut, au moins, que nous ayons préalablement la conviction qu'il existe contre l'accusé des charges suffisantes. La commission soutient qu'il en existe. Moi, je pense que nous ne sommes pas assez éclairés pour nous prononcer sur une question aussi grave, et dans le doute je m'abstiens. »

On sait que l'autorisation n'a pas été accordée par l'Assemblée nationale.

MATHIEU.

Président du tribunal de première instance de Largentière, chevalier de la Légion-d'Honneur, ce représentant du peuple est né à Langogne (Lozère), le 23 février 1794. Il a exercé, douze ans, la profession d'avocat. Cinq fois, sous la monarchie déchue, il a été élu député, à l'unanimité, par le collège électoral de Largentière. Homme tout à fait politique, doué d'un véritable esprit d'indépendance, il a combattu, non seulement les ministères du règne de Louis-Philippe, mais encore les différents partis, sans se livrer à aucun ; il a repoussé les projets de dotation ; il a appuyé tous les plans de réformes raisonnables ; il a voté enfin contre les incompatibilités et pour toutes les mesures qui lui paraissaient libérales, sages et utiles.

Successeur à la Chambre de Madier de Montjau, il y a siégé, douze ans, sur les bancs de l'opposition de gauche. Il est fort estimé de la population de Largentière, qui ne dépasse pas trois mille âmes ; il a aussi dans le département de nombreux amis qui ont chaudement préparé son nouveau succès électoral après l'avènement de la République.

Membre modéré de l'opposition de gauche sous la dynastie déchue, il se montrera républicain, non moins modéré, dans

l'Assemblée nationale. C'est, au reste, un homme d'honneur, d'un sens droit, d'une probité à toute épreuve. Il a été élu le septième sur la liste de l'Ardèche, par 30,841 suffrages.

ROUVEURE.

Tout le monde connaît Annonay, la ville la plus considérable de l'Ardèche, quoiqu'elle ne soit pas même une sous-préfecture. Privas, le chef-lieu, n'a que 4,500 âmes, Annonay en compte plus du double. C'est un grand centre commercial; ses deux ruisseaux, *la Cance* et *la Déume*, font mouvoir de nombreuses papeteries, dont les produits sont fort renommés à Paris; l'épicerie y est florissante; c'est l'entrepôt des draps qui se fabriquent aux environs, ainsi que de belles soies blanches pour tulles et blondes; néanmoins, sa plus grande renommée vient de sa mégisserie. Vingt riches maisons y exploitent fructueusement cette branche d'industrie, et sont en relation journalière, non seulement avec le dehors, mais encoré et surtout avec l'intérieur du département.

Il était donc inévitable qu'un mégissier nous arrivât de ce pays à l'Assemblée nationale. L'Ardèche a jeté les yeux, pour représenter cette spécialité au sein du Corps législatif, sur M. Rouveure, homme tout à fait nouveau en politique, il est vrai, mais que ses compatriotes ont accepté de confiance, parce qu'il se présentait à eux sous le drapeau de républicains éprouvés. 35,387 voix l'ont élu le quatrième.

ROYOL.

Nous avons à l'Assemblée constituante le président du tribunal de première instance de Largentière, dans la personne de M. Mathieu; il eût été souverainement injuste que le tribunal de première instance de Tournon ne nous dépêchât pas le sien, dans la personne de M. Royol; mais celui-ci est d'une opinion peut-être plus avancée que son collègue. Né le 14 mars 1796, à Tournon, il a été successivement avocat et juge de paix dans sa ville natale, membre du conseil municipal depuis 1830, président du tribunal civil depuis 1833, chevalier de la Légion-d'Honneur, et membre de la commission administrative du lycée de Tournon: il a été porté à la représentation nationale par tous les comités républicains. 44,291 voix l'ont élu le deuxième.

SIBOUR (L'ABBÉ).

Né à Istres (Bouches-du-Rhône), le 9 février 1807, il fit ses études à Aix, et entra, de bonne heure, dans l'état ecclésiastique. Il fut nommé, presque au sortir du séminaire, secrétaire de l'archevêché de ce diocèse, et, après en avoir exercé pendant dix ans les fonctions, se vit appelé à la chaire d'histoire et de discipline ecclésiastique devenue vacante à la Faculté de théologie d'Aix. Son enseignement eut un grand succès; ses leçons qu'il publia, furent lues avidement. Comme professeur, comme membre de différentes sociétés savantes, comme écrivain, l'abbé Sibour se trouve mêlé, depuis plusieurs années, d'une manière très active, au mouvement littéraire du Midi. Il a concouru à la rédaction de divers journaux; et le dernier ministre de l'instruction publique, après lui avoir confié plusieurs travaux importants, lui avait fait obtenir, en 1846, la décoration de la Légion d'Honneur.

Les idées politiques de l'abbé Sibour sont des plus avancées; il veut toutes les conséquences de la démocratie, mais il les veut avec l'ordre, la religion, la famille, la propriété, avec tous les principes essentiels, en un mot, de la société moderne. Ce représentant tempère, du reste, des opinions bien arrêtées dans le fond, par une grande modération dans la forme, et par cette tolérance envers les hommes, qui est la seule application possible de la charité chrétienne à la politique. Cinquième sur la liste, 33,840 voix.

VALLADIER AÎNÉ.

Membre du conseil général de l'Ardèche, président du comice agricole de l'arrondissement de Largentière, maire de Vallon, ce représentant du peuple est né, le 20 novembre 1799, dans cette dernière ville. De bonne heure, il se distingua dans l'industrie de la tannerie, à laquelle il a fait faire de grands progrès. Il s'est également beaucoup occupé d'agriculture. Dès les premiers jours de la Révolution de 1830, il était, bien jeune encore, nommé, par acclamation, maire de sa ville natale. Depuis, il n'a pas cessé d'en exercer les fonctions. Après une administration de dix-huit années, pendant lesquelles il a sacrifié ses propres affaires et sa fortune personnelle à l'intérêt de sa commune, le peuple toujours juste, toujours reconnaissant, le peuple qui l'appelle avec raison *son ami*, lui a offert la plus

noble, la plus touchante récompense de ses services : au moment où , sur sa proposition , il venait d'adopter, avec enthousiasme, le gouvernement républicain proclamé à Paris, et de rentrer, par suite, dans la plénitude de ses droits, il lui a rendu, encore par acclamation, l'écharpe municipale, déposée par lui entre ses mains souveraines.

M. Valladier n'avait rien demandé, ni pour lui, ni pour les siens, au pouvoir qui venait de s'écrouler. Plusieurs fois, des fonctions importantes lui avaient été offertes. Ces fonctions, après lesquelles couraient tant de gens, il les avait constamment refusées pour rester fidèle à ses convictions politiques. Il y a plus; nommé, *malgré lui*, à des fonctions salariées par ordonnance du 11 novembre 1830, il avait immédiatement déclaré qu'il ne pouvait les accepter.

Il a toujours fait partie de l'opposition libérale; et, dans les premières années qui suivirent la Révolution de Juillet, il était, dans l'arrondissement de Largentière, un des membres les plus connus du parti du *mouvement*, ce qui lui valut l'honneur d'être élu président du collège électoral qui, en 1834, envoya à la Chambre un député de l'opposition.

Membre du conseil général du département, il remplit son mandat avec tout le zèle, tout le dévouement que ses commettants étaient en droit d'attendre de lui; et ils lui en témoignèrent leur reconnaissance en le réélisant, deux fois, à l'unanimité, moins une voix.

Dans cette assemblée, aussi modeste que laborieuse, une seule fois, un vœu politique a été émis. C'est dans la session de 1845. La *réforme électorale* fut demandée, et, après une discussion assez vive, elle fut accueillie par les deux tiers des membres. C'est lui qui était l'auteur de la proposition.

Avant le 22 février 1848, il ne croyait pas, il l'avoue franchement, que l'heure de la République fût encore venue, mais il l'attendait, avec confiance, dans un avenir peu éloigné. Ce fut pour lui comme une bonne fortune qui lui arrivait dans un moment inespéré.

Toutefois, en se présentant aux suffrages de ses concitoyens pour l'Assemblée nationale, il leur déclare, avec non moins de franchise, qu'il est énergiquement dévoué à la République, et que, toujours animé du même désintéressement, il demande à lui consacrer tout ce qu'il a de cœur et d'intelligence. « Il faut, dit-il, à la France des représentants, dont le caractère, bien connu, lui garantisse autant de dévouement que d'abnégation personnelle, et qui, n'ayant rien à regretter du régime corrup-

teur qui n'est plus, concourent ardemment à rendre la République forte comme le peuple qui l'a créée. »

Il paraît que ces vœux étaient ceux de ses concitoyens ; car, le premier inscrit sur la liste des représentants de l'Ardèche, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par plus de 58,000 suffrages.

ARDENNES.

Mézières. — 8 Représentants.

BLANCHARD.

Avocat à Sedan.

M. Blanchard a, comme avocat, un mérite qui le rend digne de briller sur une plus grande scène : personne ne sait mieux que lui allier les études sédentaires du théoricien avec l'activité nécessaire au barreau.

On vante, de plus, l'indépendance de son caractère, et on lui donne même des tendances toutes démocratiques, mais il ne tombe pas dans l'exagération ; il y a de la sagesse dans son republicanisme et de la fermeté dans sa modération.

DRAPPIER (NICOLAS-CYRILLE-ALPHONSE).

Notaire à Sedan.

Né à Nouart (Ardennes), le 15 février 1811, âgé de 37 ans.

M. Drappier est fils d'un ancien négociant, membre du conseil d'arrondissement de Vouziers. Depuis l'année 1836, il exerce à Sedan les fonctions de notaire, et s'y est acquis une réputation d'honnête homme et d'homme habile, ce qui se rencontre rarement par le temps qui court, ces deux qualités passant pour antipathiques.

C'est aussi comme homme habile et très versé dans les affaires qu'il a été nommé par ses concitoyens adjoint au maire de la ville de Sedan.

Lors de la Révolution de février, il fut maintenu dans ce poste par un arrêté spécial du commissaire général du gouvernement dans le département des Ardennes.

M. Drappier, homme sage et modéré, est, aux yeux de tous, un patriote sincère, et, en effet, depuis 1843 qu'il exerce dans sa ville les fonctions municipales, il a toujours été compté dans les rangs de l'opposition.

PAYER (D'ASFELD).

Ex-chef du cabinet du ministère des affaires étrangères; né à Asfeld (Ardennes) le 3 février 1818; âgé de 30 ans.

C'est encore un de ces enfants de la France nouvelle qui eurent à lutter contre une fortune et une position défavorables, et vainquirent le sort par cette laborieuse et triomphante patience du génie, devant laquelle tous les obstacles s'abaissent.

M. Payer, pour obéir aux vœux de sa famille, se fit recevoir licencié en droit; mais, comme ses goûts le portaient vers l'étude des sciences naturelles, il prit, en même temps, le diplôme de docteur ès-sciences.

En 1840, un concours fut ouvert pour deux places de professeur agrégé, près les Facultés des sciences : M. Payer se présenta et fut nommé. Le ministre l'envoya à Rennes, en qualité de professeur-adjoint, chargé de professer la géologie et la minéralogie. Un an après, il fut rappelé à Paris pour enseigner la botanique à la Sorbonne et à l'École normale.

Comme on le voit, chez M. Payer le talent seul triompha des circonstances, et ce ne fut pas un patronage aveugle qui le poussa en avant. Mais ce que l'esprit a si bien commencé, c'est la vigueur de l'âme qui bientôt l'achevera.

M. Payer s'occupait presque exclusivement de ses études scientifiques, et préparait un grand ouvrage sur les familles naturelles des plantes, lorsque tout à coup, la Révolution de février éclata. Quinze jours auparavant, M. Payer avait défendu courageusement, contre les prétentions de M. de Salvandy, l'indépendance des professeurs dans l'affaire Thomas, et avait signé une pétition à la Chambre à ce sujet. Ses relations avec le rédacteur en chef de la *Revue Indépendante*, sa collaboration dans ce recueil, et surtout ses propres convictions le jetèrent, corps et âme, dans le mouvement. Il assista à la prise des Tuileries, à la séance de la Chambre des députés, et conduisit le Gouvernement provisoire à l'Hôtel-de-Ville. C'est lui qui, sur l'ordre de Lamartine, proclama la République, le 24 février, et il courut, en cette circonstance, de grands dangers pour sa vie. La nuit du jeudi au vendredi, il la passa à l'Hôtel-de-Ville, rem-

plissant les fonctions de secrétaire du gouvernement et, en particulier, de M. Lamartine. Dans la journée du vendredi, il accompagna ce dernier au milieu de cette foule immense qui environnait l'Hôtel-de-Ville, et ne le quitta que le samedi soir.

Lorsque Lamartine prit possession du portefeuille des affaires étrangères, il donna à M. Payer une marque éclatante de son estime en lui confiant les fonctions, aussi difficiles que délicates, de chef du cabinet de ce ministère. Mais le département des Ardennes avait jeté les yeux sur l'un de ses plus dignes enfants : M. Payer fut élu représentant par 46,646 suffrages. Dès lors, il crut sa conduite toute tracée, et le 4 mai, aussitôt que l'Assemblée nationale eut vérifié ses pouvoirs, il adressa à Lamartine la lettre suivante :

« Monsieur le ministre,

« Les suffrages de mes concitoyens viennent de m'appeler à une fonction qui doit être la première aux yeux de tous les Français. Les nouveaux devoirs que cette fonction m'impose, sont trop grands, pour que je ne consacre pas à les remplir toute mon activité et tous mes instants.

« J'ai donc l'honneur de déposer entre vos mains ma démission de chef du cabinet au ministère des affaires étrangères.

« En résignant cette position que vous m'aviez offerte sur le champ de bataille, au moment où, selon vos expressions, l'Hôtel-de-Ville pouvait devenir le tombeau de ceux qui venaient y conquérir la République, je sens le besoin de vous exprimer tout le regret que j'éprouve de ne pouvoir continuer, dans le commerce de votre haute pensée, ces relations qui ont été pour moi comme une initiation à la vie publique. »

Depuis cette époque, M. Payer a consacré tous ses instants à l'étude des questions qui ont été soumises à l'Assemblée nationale. Le 3 juin, ce fut lui qui interpella le gouvernement et les ministres sur les singuliers indices de déchirement et de versatilité qui signalent les actes des uns et des autres. Il provoqua des explications sur la double démission de MM. Portalis et Landrin, sur le vote des ministres et particulièrement sur celui de M. Crémieux, à propos de l'affaire de Louis Blanc.

On sait quel terrible orage les paroles de M. Payer ont soulevé.

ROBERT (LÉON).

Riche propriétaire, né à Vioncq, en 1813, âgé de 35 ans.

M. Léon Robert est un ancien correspondant du *National*. Il a des idées républicaines très avancées. Voici son principe : il ne faudrait à la tête de toutes les administrations publiques que des républicains de l'avant-veille ou de la veille.

Ce qui n'empêche pas que M. Léon Robert ne soit un homme sage ; pour lui la paix publique est le premier bien, et le salut de tous ne lui semble exister que dans l'harmonie sociale et l'anéantissement de l'esprit de parti.

M. Robert n'est ni orateur, ni légiste, ni financier ; c'est sa spécialité.

TALON (JULES).

Né à Valenciennes (Nord), le 8 juillet 1810, âgé de 38 ans. Cultivateur.

M. Talon, doué des plus heureuses dispositions pour les études mathématiques, concourut avec succès pour être admis à l'École polytechnique, et y entra, en 1829, pour en sortir en 1831, avec le titre d'officier d'artillerie. Quelques années après, en 1836, il donna sa démission pour des motifs qui ne sont point parvenus jusqu'à nous, et se retira à la campagne pour s'occuper exclusivement des travaux de l'agriculture. Ce titre de cultivateur, dont s'enorgueillit M. Talon, est en effet son titre de noblesse ; il a compris que cette science doit s'appuyer également sur la théorie et la pratique, et s'est mis à cultiver lui-même pour avoir le droit de parler bien de la culture, persuadé que la théorie est imparfaite sans l'expérience, et que l'expérience sans théorie n'est qu'une misérable routine. Aussi ses connaissances spéciales le rendront-elles très utile à l'Assemblée nationale dans toutes les questions de cette nature.

Quant à ses opinions politiques, qu'est-il besoin d'en parler ? N'est-il pas élève de l'École polytechnique, de cette institution dont la France est fière à si juste titre, et qui a le double honneur de verser dans les nombreuses branches du service public des sujets instruits qui sont aussi de bons et purs patriotes. M. Talon a réuni 49,375 suffrages.

TERNAUX (MORTIMER).

Maître des requêtes en service ordinaire, membre du conseil général de la Seine, chevalier de la Légion-d'Honneur, ex-député.

M. Mortimer-Ternaux est né en 1808; il a donc 40 ans. Il est le neveu du célèbre manufacturier Guillaume-Louis Ternaux, qui dota l'industrie française des cachemires auxquels on a donné son nom, et introduisit en France les chèvres du Thibet, dont le poil est employé par les Orientaux à confectionner ces précieux tissus.

M. Mortimer tient de son oncle la haute intelligence des affaires et les idées grandes et généreuses. En 1830, à l'époque où la fortune de sa famille éprouva de graves atteintes, par suite de la Révolution, il fut nommé membre de la commission des récompenses nationales. Bientôt après, il fut reçu au conseil-d'État comme auditeur, puis, enfin, on le nomma maître des requêtes en service ordinaire.

Au début de sa carrière législative, en 1842, M. Mortimer, élu par les conservateurs, en remplacement du maréchal Clauzel qui venait de mourir, ne fit guère d'opposition au ministère, ou plutôt il n'en fit pas du tout. Ce n'était point qu'il reniât ses propres convictions; mais il cherchait à s'éclairer, il marchait vers l'avenir en tâtonnant; car les hommes, en tout, sont faits pour le tâtonnement de l'expérience. Cette étude des hommes et des choses dura deux sessions entières. C'est depuis 1845 surtout que M. Mortimer-Ternaux appartient, corps et âme, à l'opposition et au mouvement. Ses connaissances très étendues en matière d'administration, de commerce et d'industrie, le rendent utile dans les délibérations publiques ou dans les commissions.

C'est l'un des auteurs de la proposition relative aux trottoirs dans les villes. La dernière Chambre l'a compté aussi au nombre des partisans de la réforme.

TOUPET-DESVIGNES.

Commandant de la garde nationale de Givet.

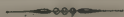
M. Toupet nous paraît devoir être compris, surtout, dans la catégorie des hommes d'action. Son ardeur d'enthousiasme, sa vivacité, son énergie, son aplomb même, sont les qualités premières et indispensables pour agir. Or, ces qualités, M. Toupet les emploie à servir loyalement la cause républicaine, à laquelle il est attaché de tout son cœur. Selon lui, quiconque n'est pas républicain n'est pas un homme; il partage cette opinion avec un célèbre conventionnel, que les âmes faibles qui craignent le régime républicain, sont comme les poitrines délicates qui ne peuvent vivre sur les Alpes.

TRANCHARD.

Président du tribunal de Vouziers.

Encore une nomination due à l'estime générale accordée à l'homme plutôt qu'à son opinion politique. Nous croyons que M. Tranchard a les vertus d'un bon citoyen et la dose d'amour de la patrie que chacun doit posséder ; mais que les pensées républicaines se soient mêlées à tout cela, nous ne le croyons plus.

Qu'est-ce que cela fait, après tout, si M. Tranchard est un honnête homme ? Il a accueilli le nouvel ordre de choses, une fois bien et légalement établi, et ce ne sera pas lui qui cherchera à le renverser. Il a pour cela trop peu d'ambition personnelle et trop de respect pour la volonté de tous.



ARIÈGE.

Foix. — 7 Représentants.



ANGLADE (CLÉMENT).

C'est Urs, petit village de 220 âmes, connu par sa forge, et distant de Foix de 34 kilomètres, qui a donné naissance à ce représentant du peuple. Il y a vu le jour en 1801. On le destinait à la profession d'avocat, et il a fait des études pour le devenir ; mais, quand il a pu endosser la toge noire et coiffer le bonnet carré, il s'est senti si peu de penchant pour l'art de la chicane, qu'il y a spontanément renoncé pour rester propriétaire cultivateur. C'est un homme sans la moindre ambition, qui n'a jamais joué aucun rôle politique, et qui se tromperait fort lui-même s'il en jouait jamais aucun.

ARNAUD (FRÉDÉRIC).

Avocat, homme de talent et de cœur, qui, dans toutes les élections du règne de Louis-Philippe, n'a pas cessé de faire une guerre sans répit au pouvoir corrompu et corrupteur qui pesait alors sur la France,

Il a salué avec bonheur l'avènement, par lui plus désiré qu'attendu, de la République. Son opinion reflète à peu près la nuance du *National*.

CASSE.

Encore un avocat ! Il y en a eu surabondamment dans toutes les Chambres de la Restauration et du règne de Louis-Philippe. On devait s'attendre à en voir diminuer le nombre à l'Assemblée nationale ; car aujourd'hui ce sont des hommes d'action qu'il nous faut surtout, et non des faiseurs de phrases sonores, embrouillant tout et n'éclaircissant rien. Cet espoir a été déçu. C'est toujours la même affluence de robes avocassières, flanquées d'un bon renfort de robes médicales. Nous aimerions mieux, pour notre part, voir un peu moins des uns et des autres sur les bancs de la Constituante, et les travaux parlementaires y gagneraient cent pour cent, nous en sommes certains.

Le citoyen Casse a été porté par le comité central républicain.

DARNAUD.

Né en 1798, il est membre du conseil général de l'Ariège et conseiller à l'ex-cour royale de Toulouse. Il était, en 1830, avocat assez estimé à Toulouse, s'occupant avec sollicitude de sa clientèle, quand la Révolution de juillet vint le prendre par la main pour le conduire aux fonctions du procureur du roi, lesquelles devaient, elles-mêmes, le conduire, un peu plus tard, à celles de conseiller de l'ex-cour royale.

Il y avait longtemps qu'il couvait l'ambition d'être député, quand, en 1842, il crut le moment favorable pour se présenter aux électeurs de Pamiers. Il avait commencé par se ménager, avec une rare habileté, toutes sortes d'influences, celles des principes conservateurs surtout. Il triompha donc contre le légitimiste de Saintenac, au troisième tour de scrutin, réunissant 176 suffrages sur 337. Le drapeau de la majorité conservatrice se redressa tout joyeux, croyant naturellement pouvoir compter en lui un nouveau défenseur.

Pendant la session de 1843, le rusé procureur ne jugea pas à propos de désabuser le parti qui l'avait envoyé à la Chambre : il cacha son jeu, et évita soigneusement d'engager une action décisive. Il ne se rendit qu'en secret aux conciliabules de l'opposition, alla assidûment, en plein jour, chez les ministres, sol-

licita leurs faveurs comme un ami de la maison, et s'éloigna sagement de l'urne parlementaire toutes les fois qu'il s'agissait d'y laisser tomber une boule compromettante.

En 1844, reconnaissant que son excessive prudence allait enfin devenir une imprudence excessive, il leva le masque, se prononça ouvertement pour l'opposition, et ne prit plus aucun détour pour se rendre aux comités de la gauche et du centre gauche.

Cependant, il était facile de reconnaître que son métier d'opposant lui coûtait. Il avait horreur des séances publiques; à peine s'y montra-t-il en 1845; et, cette année-là, il fit un effort surhumain pour y apparaître le dernier jour de la discussion de l'adresse, mais consciencieusement pouvait-il s'en dispenser? Il s'agissait de donner une voix de plus à MM. Thiers et Odilon Barrot?

N'assistant pas aux séances, inutile de dire qu'il n'y parlait pas. Une seule fois dans cette session, il fit, merveille à propos de *la République d'Andore*, dont il retraça l'histoire à partir de Charles le Chauve. C'était une déplorable contrefaçon du roman d'Élie Berthet.

Les élections de 1846 le renvoyèrent à la Chambre malgré les efforts inouïs de ses concurrents, M. de Saintenac et M. le marquis de Brasse, deux magnifiques légitimistes, dignes d'un meilleur sort. Il y fut tout aussi silencieux que la session précédente.

Après le réveil de la République, le citoyen Darnaud s'est réveillé plus républicain que tous ses compatriotes ensemble; aussi plus de 35,000 suffrages l'ont-ils envoyé à l'Assemblée nationale, le deuxième sur la liste des élus.

DURRIEU (XAVIER).

Né à Castillon (Ariège), le 28 février 1817, d'une famille pauvre, mais honorable, il commença, de bonne heure, ses études sous les auspices de M. Savy, inspecteur de l'Université et évêque d'Aire, mais il fut redevable de ses progrès rapides moins aux leçons de ses maîtres qu'au travail auquel il se livra lui-même dans la solitude.

Arrivé, bien jeune encore à Paris, en 1838, il n'y apportait, pour tout moyen d'existence, que les ressources d'un esprit déjà rompu aux méditations sérieuses de l'histoire et de la philosophie. Il commença sa carrière littéraire dans *le Siècle*, vers 1839, mais il n'y fit pas un long séjour. Rédacteur en chef du

journal *le Temps*, vers le mois d'avril 1844, il y resta jusqu'à la fin de cette année. Il débuta, à la même époque, dans *la Revue de Paris* et dans *la Revue des Deux-Mondes*. Son goût le poussait principalement aux travaux de philosophie et de politique étrangère. Avidé de recueillir, dans cette dernière branche, les matériaux dont il avait besoin, il était assidu aux soirées du duc Decaze, au Luxembourg, où se réunissaient les diverses notabilités du règne de Louis-Philippe. On crut, un instant, qu'il allait se jeter dans la carrière diplomatique, et, en effet, en 1839, il s'était lié avec les chefs de la coalition, MM. Guizot, Thiers et Odilon Barrot; mais, dès 1844, il se séparait ouvertement du premier, dont il désapprouvait l'empressement à faire entrer la France dans le concert européen; il quittait, en 1845, le second, qui lui paraissait ne se préoccuper que de son ambition personnelle; et, enfin, il abandonnait, en janvier 1846, le troisième, coupable à ses yeux de se livrer, corps et âme, à M. Thiers.

Depuis lors, il a soutenu fidèlement ses principes, sans aucune considération de personnes, de coteries, ni même de partis. Persuadé qu'un journal en renom est le seul piédestal au moyen duquel un homme d'État sérieux puisse atteindre à une réputation véritable, il redoubla d'efforts pour s'en procurer un. *Le Courrier Français*, illustré jadis par la collaboration de Benjamin Constant, de Kératry, de Châtelain et de Pagès de l'Ariège, mais, depuis, hélas! bien déchu de son ancienne splendeur, était à vendre; malheureusement Xavier Durrieu n'était pas en mesure d'en faire l'acquisition. Ce fut alors qu'il se lia avec un homme du monde, M. le baron de Nivière, qui lui en fournit les moyens.

Haïtons-nous de dire, à la louange de Xavier Durrieu, que cet organe, oublié, à cette époque, de la presse militante, changea presque aussitôt de physionomie sous sa direction, qu'il reconquit, en peu de temps, son ancienne renommée, et prit place au premier rang des journaux de l'extrême opposition.

Survint la Révolution de février; elle eut lieu, on le sait, au profit du *National*, qui sembla d'abord oublier son confrère, lequel avait cependant supporté, comme lui, le fardeau du jour. Xavier Durrieu en fut piqué, et alla fonder, avec Blanqui, dans la salle des Redoutes de la rue de Grenelle-Saint-Honoré, *la Société centrale républicaine*, le premier club que la nouvelle République ait vu naître. Blanqui en était président, Durrieu y remplissait les fonctions de secrétaire.

Mais, quand apparut dans *la Revue rétrospective*, de Tasche-reau, cette déclaration imputée à Blanqui, et qui fit planer sur sa tête de si graves soupçons, celui-ci invoquant pour se justifier

le témoignage de son collègue, Durrieu le lui refusa; et, dès lors, la rupture entre eux fut complète.

L'astre du rédacteur en chef du *Courrier Français* sembla pâlir un instant. Durrieu résolut de le raviver au foyer électoral de sa terre natale; et l'Ariège l'envoya, lui troisième, à l'Assemblée nationale, avec un contingent de plus de trente mille voix. Certainement son compatriote Frédéric Soulié y eût été son collègue, s'il avait vécu jusque-là; mais, hélas! le romancier, le poète républicain s'est endormi la veille même du réveil de la République, objet de tous ses vœux.

Nommé représentant du peuple, Xavier Durrieu joue un rôle honorable dans la Constituante. Ce qu'il a fait sous le régime constitutionnel, il le fera sous le régime républicain; il demandera, sans interruption, la liberté de la presse, la liberté d'association, la liberté d'écrire et de parler, la liberté de l'industrie et du travail, la liberté du commerce, la liberté d'enseignement, la liberté religieuse, toutes les libertés, en un mot, sauf les mesures de simple police. En fait de liberté, il est contre toute loi préventive et restrictive; il n'admet que les lois répressives, en cas d'abus.

Quelques feuilles réactionnaires se sont opiniâtrées à voir un acte inouï de reconnaissance, de sa part, dans la nomination de M. de Nivière à l'ambassade de Lisbonne. Eh! qu'importe? L'essentiel est que le nouveau diplomate ne soit pas au-dessous de sa mission. Attendons-le à l'œuvre pour le juger! S'il remplit dignement son mandat, il y aura plutôt à remercier qu'à blâmer M. Durrieu d'avoir appelé sur lui la sollicitude de la République.

GALY-CAZALAT.

Mécanicien, ingénieur civil, fondateur de la *Société* défunte des *Inventeurs*, avec l'ex-vicomte de la Valette, qui est directeur aujourd'hui du journal *l'Assemblée Nationale*, Galy-Cazalat est un homme tout d'une pièce, assez bon enfant, assez causeur, fort instruit, mais pas mal systématique, dit-on; du reste, quelque peu *incomptus*, ou mal léché, comme il convient à tout savant de l'être. Il habite, depuis longtemps, Paris, où il est très connu, et où il invente, d'habitude, une demi-douzaine de merveilles inouïes par semaine. Nous serions heureux d'apprendre qu'il en a découvert une capable de mettre un peu d'ordre et de régularité dans les délibérations turbulentes et nuageuses de ses honorables collègues.

VIGNE (THÉODORE).

Encore un avocat ! L'Ariège en compte cinq sur sa députation de sept membres. C'est fort honnête pour un seul département. Que serions-nous devenus si tous ceux de France nous avaient envoyé un pareil contingent ? Le citoyen Vigne est né à Pamiers, il a fait ses études à Toulouse, où il exerce sa profession. Nommé commissaire du gouvernement dans son pays natal, il n'a pas eu toujours des roses à cueillir durant sa pénible administration. Homme probe et droit, républicain incorruptible, patriote de vieille date, il s'est montré bien différent de la plupart de ses collègues de l'Assemblée nationale en n'acceptant qu'après de longues et persévérantes sollicitations, l'honorable mandat qui lui était confié. Élu par plus de 21,000 mille suffrages, il en aurait eu le double s'il avait voulu se donner la moitié autant de peine que ses concurrents.

AUBE.

Troyes. — 7 Représentants.

BLAVOYER (ARSÈNE).

Avocat à Troyes, aujourd'hui agriculteur, est né à Troyes en 1815; âgé de 33 ans.

M. Blavoyer, dit le *Propagateur*, écho de la Champagne, est un candidat inespéré. Son succès imprévu a donné lieu à bien des bruits sur le plus ou moins de convenance des moyens employés. On a parlé du fanatisme et, par suite, de l'intolérance de ses partisans; les fourches et les bâtons ont traversé, dit-on, les comités où sa candidature était mise en question; la forme toute particulière des bulletins, ne portant que son nom seul, a paru également une infraction à certaines lois d'équité respectables pour tous; et ces façons d'agir, dont nous parlons avec défiance, sans prétendre, en rien, les attester, ont d'autant plus surpris, que M. Blavoyer était, en même temps, candidat (et ce fut la cause de son triomphe) de tous les esprits calmes, religieux,

et, par conséquent, gardiens sévères de l'ordre, de la convenance, de la légalité.

Mais, encore une fois, ces fâcheuses rumeurs qui nous ont assailli avant, pendant et après les élections, nous refusons d'y croire, et nous sommes convaincus que M. Blavoyer a trop de véritable fierté, pour avoir consenti jamais à appuyer ses prétentions autrement que sur une orthodoxie de principe, sur une sainteté d'opinion, qui lui ont mérité cette portion de la palme. Nous déclarons donc ne conserver, à son égard, aucune prévention, et nous attendrons, sans arrière-pensée, que la grande lumière de la discussion fasse le jour dans bien des consciences, et permette de juger toutes les convictions. Seulement, et ce sera là notre dernier retour en arrière, nous recommandons à M. Blavoyer d'apporter à l'Assemblée une foi plus précise et mieux définie. Nous nous rappelons sa circulaire : le mot *républicain* n'y était pas, ou plutôt l'idée de ce pouvoir populaire, le seul légitime, le seul dans les vues de l'humanité, n'y paraissait pas clairement. Que M. Blavoyer le sache bien ! tous les regrets, toutes les tendresses du souvenir doivent se taire devant cette voix nouvelle et formidable qui en appelle enfin à la justice de l'oppression imposée par tant de siècles de préjugés et de privilèges. — Nous n'excluons personne ; pour nous, le cœur est la meilleure profession de foi, mais encore faut-il que nous soyons convaincus qu'il n'y a dans ce cœur ni amertume ni secret désir. Le vague des déclarations de M. Blavoyer nous a autorisé à ce conseil que nous lui adressons en toute humilité, le priant de n'y voir ni dépit ni ressentiment de coterie, mais simplement la manifestation franche et loyale d'une impression individuelle.

Depuis que les lignes qui précèdent ont été écrites, il nous est tombé sous les yeux une lettre de M. Blavoyer, adressée à un journaliste qui combat victorieusement les doutes exprimés à son égard. Nous regardons comme un devoir sacré d'extraire quelques passages de cette lettre qui renferment une très franche profession de foi.

« Vous craignez que je ne sois pas républicain, parce que ce mot n'est pas écrit dans ma circulaire ? Rassurez-vous. Je n'ai pas crié : Je suis républicain, parce que j'ai affiché des principes entièrement républicains. Oui, je veux la République, et non pas seulement un gouvernement décoré de ce nom, c'est-à-dire le régime ancien avec un roi de moins, les mêmes abus et les mêmes misères ; mais une République *démocratique*, qui en renouvelant les bases de la société, en régénérant toutes ses

parties, assure à la France une existence heureuse et prospère.

« Vous m'attribuez des regrets et de l'affection pour le passé. Non, je n'ai rien à regretter, ni privilège, ni position. La Révolution de Février m'a surpris dans la retraite que j'avais choisie, loin du monde et de la faveur. Je n'ai jamais rien demandé au gouvernement qui vient de tomber, et je n'attendais rien de lui, ni places, ni honneurs. Je ne regrette pas plus les rois légitimes que j'ai à peine connus. La royauté légitime, pour moi, c'est la royauté du peuple. Je suis loin de vouloir retourner en arrière. Je regarde avec admiration les progrès de l'humanité. Je suis sa marche avec bonheur, et j'ai foi dans son perfectionnement. Je comprends toute l'importance du mandat qui m'a été confié. Je sais que c'est pour établir la République, et je l'ai accepté avec l'intention d'employer toutes mes forces, toute mon intelligence pour le remplir fidèlement. Pour vous prouver dès aujourd'hui que je ne veux pas manquer à mes engagements, je promets solennellement de faire connaître tous mes votes et de rendre compte publiquement de ma conduite à l'Assemblée nationale.

« Vous avez raison, monsieur, de ne parler qu'avec défiance de ces manœuvres électorales dont m'accusent quelques adversaires. Vous avez raison de refuser de croire à ces fâcheuses rumeurs qui vous ont assailli avant, pendant et après les élections. Elles n'ont pas d'écho dans la population. Je le déclare hautement, je n'ai rien à me reprocher. Les 13,000 voix qui m'ont nommé, dans mon arrondissement, sont un éclatant démenti donné à toutes les accusations. Je ne descendrai pas jusqu'à relever ces injures; toute ma vie prouve assez que je ne les ai pas méritées.

« Je pourrais répondre en dévoilant les procédés employés pour combattre ma candidature; mais je veux tout oublier, et un jour, j'espère, ceux qui m'ont tant calomnié regretteront leur injustice et reconnaîtront leur faute. »

DELAPORTE (JEAN-LOUIS).

Né à Troyes, le 28 novembre 1796; âgé de 52 ans.

Après avoir exercé, pendant quelques années, la profession de pharmacien en cette ville, il y renonça pour consacrer tout son temps aux diverses fonctions gratuites dont la confiance de ses concitoyens l'avait investi. Appelé au conseil municipal de Troyes, en 1830, il ne tarda pas à en être le secrétaire, et, à chaque session, on le confirma dans ces fonctions.

La Société d'agriculture, des sciences et des arts du département de l'Aube se l'attacha, et le fit, tour à tour, son archiviste, son secrétaire et son président.

Nommé membre du conseil général de l'Aube, en 1833, et appelé, dès lors, à faire partie du comité supérieur d'instruction primaire, il s'occupa principalement de la surveillance et de l'amélioration des écoles publiques, et contribua, de toutes ses forces, à la création des premières salles d'asile et écoles d'adultes de Troyes; c'est à lui aussi que l'on doit l'introduction du chant et du dessin dans les écoles du département de l'Aube.

Membre du bureau d'administration du collège de Troyes, de la commission d'examen des aspirants aux brevets de capacité et des conseils de salubrité, il a rempli ces diverses fonctions, avec le plus grand zèle.

Il a publié un grand nombre de mémoires sur plusieurs questions dans le recueil des travaux de la Société d'agriculture, des sciences et des arts de son département.

En qualité de secrétaire de la Société d'instruction élémentaire, il a rédigé, pendant douze ans, le compte rendu des travaux de cette Société. Dans ces comptes rendus il a traité la plupart des questions qui concernent l'instruction primaire.

Tels sont les honorables antécédents qui ont mérité à M. Delaporte l'estime générale.

GAYOT (AMÉDÉE).

Né à Troyes (Aube), le 2 juillet 1806. Il est âgé de 42 ans.

M. Gayot est fils d'un brave et honorable citoyen qui était secrétaire général de la préfecture de l'Aube depuis la formation de ce département, et qui mourut dans ce poste, vers la fin de 1814, des fatigues excessives et des émotions de toutes espèces qui l'accablèrent pendant l'invasion des armées coalisées. C'était, en effet, une périlleuse mission que celle d'administrer et de protéger, à cette époque, la ville de Troyes, qui fut, comme on sait, occupée, à plusieurs reprises, par les hordes barbares.

Le citoyen Amédée Gayot acheva ses études au collège Louis le Grand, et se distingua au concours général. Après avoir fait son droit, il revint à Troyes, sa ville natale, et y fixa son séjour.

Constamment dévoué aux idées libérales, il consacra sa vie à en assurer le triomphe. On le vit occuper gratuitement différentes fonctions honorables qui rendirent son nom populaire dans le département. Lorsque plus de 43,000 suffrages l'envoyèrent à l'Assemblée nationale, il était membre du conseil d'arrondisse-

ment et du conseil municipal de Troyes, secrétaire des Sociétés d'agriculture et de bienfaisance, secrétaire du comité supérieur d'instruction primaire.

On comprend, sans peine, que la ville de Troyes ait songé tout d'abord à se faire représenter à l'Assemblée nationale par le digne citoyen dont elle avait pu apprécier le mérite depuis si longtemps.

GERDY (PIERRE-NICOLAS).

Professeur à l'École de Médecine, né le 1^{er} mai 1797, à Loches (département de l'Aube), âgé de 51 ans.

Une de nos grandes célébrités littéraires, qui deviendra l'une de nos célébrités parlementaires, M. Victor Hugo, a dit quelque part : « Les révolutions sont commencées par des hommes que font les circonstances, et terminées par des hommes que font les événements. » M. Gerdy n'appartient ni à l'une ni à l'autre de ces deux classes. Il n'y a pas dans son individu la plus petite parcelle d'un révolutionnaire. C'est un homme sage et un peu froid, tout à fait étranger aux intrigues, d'une grande probité et d'une conscience sévère. M. Gerdy est si peu fait pour la politique, qu'il s'avise d'avoir une véritable indépendance de caractère.

Avec tout cela, M. Gerdy est un savant de premier ordre. Il a obtenu tous ses grades au concours.

LIGNIER.

M. Lignier (de Pougy), arrondissement d'Arcis-sur-Aube, était préparé par de sérieuses études à remplir la tâche de représentant du peuple qu'avaient sollicité pour lui les francs républicains des deux comités radicaux du département. Il est né le 6 septembre 1809.

Après des succès acquis surtout par une chaleur et une vivacité d'esprit peu communes au collège de Troyes, il devint étudiant en droit à Paris. Sous l'influence patriotique et généreuse de l'esprit qui anime les écoles, il sentit se développer en lui cette vigueur de sentiment, cette fermeté de logique, qui ne connaissent pas de transactions quand elles se sentent dans la bonne voie. Républicain par tempérament et par caractère, il le devint par conviction.

Aux journées de Juillet, son bras suivit les inspirations de sa raison, et, au premier coup de fusil, il était au poste que la liberté assignait à tous les citoyens, à la barricade. Il n'avait pas

choisis le moins dangereux : il combattit dans la rue du Mouton, à la place de Grève, à l'Hôtel-de-Ville, partout où la mêlée était sanglante, et reçut la croix de Juillet.

Mais l'œuvre au succès de laquelle il avait concouru ayant été confisquée au profit des intrigants et d'une royauté parjure, il se mit à faire utilement la guerre au pouvoir par la parole et par la presse. Avocat à Troyes. en 1831 et 1832, il concourut activement à la rédaction politique du *Progressif*, qui mourut sous l'étreinte des lois de septembre.

En 1834, il revenait à Paris : fidèle à ses antécédents, il défendait, à la Chambre des pairs, plusieurs républicains compromis dans le procès de Raspail, puis deux accusés de l'affaire Barbès; il plaidait pour cinq complices du prince Louis-Napoléon dans la tentative de Boulogne; il devenait l'ami et le collaborateur actif de Ledru-Rollin au *Journal du Palais*; il était particulièrement chargé dans le *Droit* des questions administratives soulevées au conseil d'État et se conciliait l'intimité de Marie et de Bethmont.

Pur de tout contact avec le gouvernement déchu, exempt d'ambition, il allait déposer la plume et quitter la robe pour se retirer à Pougy, quand la Révolution de Février éclata. Après la victoire, au lieu d'aller grossir les rangs des parasites qui demandaient à escompter leur républicanisme, il se tint à l'écart; mais un conflit ayant éclaté à Troyes, à la suite de l'installation des commissaires du gouvernement, Ledru-Rollin désigna pour leur être adjoint le citoyen Lignier. Dans ce poste difficile, il se distingua constamment par la pureté de son patriotisme et par son zèle à soutenir les intérêts de la liberté et ceux de ses administrés. M. Lignier s'était proposé, en acceptant ces importantes fonctions, de s'occuper moins de son ambition personnelle que d'assurer l'ordre et la paix dans le département, de réformer les abus et de rétablir le peuple dans ses droits. Il y réussit, et sut se concilier l'affection générale.

N'ayant point sollicité la grave et périlleuse mission de représenter son département à l'Assemblée nationale, il y a été appelé, le premier de ses élus, par 61,484 suffrages.

MILLARD (JEAN-AUGUSTE).

Républicain de vieille date, la République démocratique, calme, pure de tout excès et de toute iniquité, a depuis longtemps ses plus ardentes sympathies. La sainte devise inscrite aujourd'hui au fronton de tous nos monuments, l'a toujours été dans son

cœur. La réalisation franche et pacifique de ses immortels principes est l'objet de ses vœux, comme elle est le but de ses efforts.

M. Millard, né à Troyes (Aube), le 1^{er} janvier 1802, est fils d'un négociant de cette ville; il a lui-même exercé la profession de son père jusqu'en 1835. Appartenant, sous la Restauration, à l'opposition libérale avancée, il applaudit avec enthousiasme à la Révolution de 1830, à laquelle il prit une part active. Comme beaucoup de vrais patriotes, il s'inclina un moment devant le trône issu de juillet; mais il ne tarda pas à abandonner son drapeau, en voyant dans quelle voie ses hommes s'engageaient. Un moment trompé, il revint, sans retour, à la République démocratique et sociale.

Il fut un des premiers à arborer l'étendard de l'opposition dans son pays natal, et à protester contre la candidature de Casimir Périer, alors premier ministre. Jusqu'en 1840, la cause républicaine n'a pas eu, dans Troyes, de plus chaud partisan; et les républicains persécutés, de plus sincère ami. Les détenus de Clairvaux en savent quelque chose.

En 1840, il vint se fixer à Paris pour surveiller l'éducation de son fils, et se livrer à l'étude approfondie des questions politiques et sociales, qui, depuis longtemps, étaient l'objet de ses plus chères méditations. Souscripteur du banquet, désormais immortel, du 22 février, la victoire du 24 a amené chez lui de nombreux compatriotes qui venaient lui offrir la candidature de l'Aube. Aussi modeste qu'instruit et bon, il ne songeait qu'au silence de la vie de famille, et ne désirait rien pour lui, mais tout pour sa patrie. Malgré ses refus réitérés, divers comités l'ont maintenu sur leurs listes. Il a été élu le second sur la liste de l'Aube, sans avoir fait aucune profession de foi. Son passé et son cœur avaient suffi à ses concitoyens; l'un et l'autre, en effet, répondaient de lui et de son avenir.

STOURM.

Avocat à Paris, ancien procureur du roi à Troyes, membre du conseil général de l'Aube, directeur du chemin de fer de Paris à Lyon.

Né en 1797, il est âgé de 54 ans.

M. Stourm est fils du premier président de la Cour royale de Metz, sous la Restauration. Il entra dans la carrière de la magistrature, qui se trouvait ouverte devant lui, et fut nommé substitut en 1819, puis procureur du roi à Troyes. Peu de temps après, on

L'appela aux fonctions de substitut près le tribunal civil de la Seine; mais il ne tarda pas à être destitué (en 1831) pour avoir signé l'acte d'*association nationale contre le retour des Bourbons*. Cette destitution ne fut prononcée, toutefois, qu'après qu'il eut refusé formellement de retirer sa signature. Il reprit alors sa place parmi ses collègues du barreau de Paris.

Il a publié, en collaboration avec M. Gillon, le député *satisfait*, le *Code des municipalités*. Élu député en 1839, M. Stourm vint augmenter la phalange des défenseurs du principe de la souveraineté nationale; mais, aujourd'hui que ce principe a triomphé, M. Stourm est trop juste pour réclamer une trop grosse part de la gloire qui revient aux vainqueurs. Ses coups de lance ont été si rares et si faibles!

En 1839, il a été réélu par 306 voix sur 427, et en 1842, par 266 sur 475.

Il a pris part à la discussion de la loi des sucres, qui lui a fourni, en outre, le sujet d'une brochure où il plaide chaudement la cause de l'industrie indigène.

Il a parlé sur la loi des patentes et sur un très grand nombre de questions d'intérêt social. Il s'est beaucoup occupé des chemins de fer, beaucoup plus peut-être que des affaires de la nation, si on en juge par son peu d'assiduité aux séances de l'ex-Chambre.

Mais ne croyons pas que M. Stourm soit plus républicain du lendemain que de la veille; en somme, on ne peut guère le considérer comme un homme politique. Sa spécialité, son but, sa nature même, c'est l'industrie. Il a voué à l'industrie son temps et sa parole.

Néanmoins les tendances de M. Stourm sont franchement libérales, et on le trouvera toujours quand il s'agira de lutter contre les rétrogrades. M. Stourm a obtenu 42,294 suffrages.

AUDE.

Carcassonne. — 7 Représentants.

ANDUZE-FARIS.

Manufacturier, membre du conseil général de l'Aude, né à Chalabre le 14 août 1799, il est fils d'un fabricant de draps

dont la longue carrière a été des plus honorables. Il fut nommé, en 1830, maire de sa ville natale.

Ce représentant du peuple a été, toute sa vie, un ardent républicain; il poursuivra, si l'on en croit ses compatriotes, avec cette énergie ferme et calme qui lui est habituelle, toutes les conséquences politiques et sociales de la Révolution de février. Il s'est solennellement engagé à ne jamais accepter aucune fonction publique salariée. Sur sept députés, il a été le cinquième élu par 30,948 voix.

BARBÈS (ARMAND).

Ce républicain austère et de forte conviction, homme d'action et de courage, qu'on peut haïr, mais qu'on ne méprise pas, est né, en 1810, à la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Il a été élevé au collège de Sorrèze. A la mort de ses parents, il fut appelé à recueillir une fortune de quelque importance; son domicile réel est à Fortoul, près de Carcassonne, département de l'Aude, où sont situées ses propriétés. Il était étudiant à Paris, en 1830, et prit une part active à la lutte des trois jours. Il appartenait aux sociétés secrètes des *Droits de l'Homme et du Citoyen* et des *Saisons*.

C'est en 1834 qu'il figure, pour la première fois, dans les affaires politiques; il se trouvait à Carcassonne peu avant les événements d'avril de cette année. Tout à coup il arrive à Paris, où il est arrêté, porteur d'une proclamation, dans laquelle il appelle le peuple aux armes. Poursuivi pour sa participation aux événements de cette époque, on déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre à son égard, et il est mis en liberté, après quelques mois de prévention.

Il fait partie des défenseurs, étrangers au barreau, qui sont appelés devant la Cour des pairs par les accusés d'avril. On l'interroge sur la lettre qu'ils ont publiée dans le cours des débats : « Quoique vous nous excitiez par la forme brutale de vos questions, répond Barbès, je ne veux pas vous donner l'occasion de faire une nouvelle orgie de pouvoir; je déclare n'avoir ni signé, ni publié la lettre, ni avoir autorisé la publication qui en a été faite. »

Il ne fut pas poursuivi pour l'affaire du 28 juillet 1835, malgré les révélations de Pepin, qui avouait que Fieschi avait communiqué le plan de la conspiration à Blanqui, lequel était alors au mieux avec Barbès.

L'année 1836 le retrouve dans l'affaire des poudres. Il se fait

remarquer aux débats par sa fermeté et l'énergie de sa défense; il est condamné à une année d'emprisonnement.

Compris dans l'amnistie de 1837, il est traduit, quelques mois après sa sortie de prison, devant la Cour d'assises de Carcassonne, pour une circulaire en faveur des prolétaires sans ouvrage. Acquitté sur ce fait, il est condamné à un mois d'emprisonnement pour outrages aux magistrats siégeant en Cour d'assises.

En 1838, il revient à Paris, où il est bientôt poursuivi, de nouveau, pour délit d'association. Après quelques mois de détention préventive, il est mis en liberté le 1^{er} juin, faute de charges suffisantes, et s'en retourne à Carcassonne, où il est encore en butte aux persécutions des dynastiques. Il habitait, en avril 1839, une propriété voisine de cette ville, et rien n'annonçait chez lui l'intention de la quitter, lorsqu'il annonce tout à coup qu'il va faire un voyage à Marseille, et accourt directement à Paris. Ses amis l'attendaient; ils les rallie autour de lui; il leur communique ses plans, ses espérances, et il est décidé que, le dimanche 12 mai, les républicains prendront les armes.

Le jour était parfaitement choisi; il faisait un temps magnifique; la plus grande partie de la population avait déserté la ville pour la campagne et pour les courses du Champ-de-Mars; c'était l'époque fixée pour les changements de garnison de la capitale; plusieurs régiments avaient déjà quitté Paris; ceux qui devaient les remplacer n'étaient pas encore arrivés.

On connaît les événements de cette journée; les insurgés, après s'être rendus maîtres de l'Hôtel-de-Ville et de plusieurs postes occupés par la ligne, la garde municipale et la garde nationale, furent repoussés à l'attaque de la Préfecture de police, et se replièrent dans les rues Saint-Denis, Saint-Martin et dans la rue du Temple.

Un grand esprit stratégique présidait aux opérations de cette malheureuse journée; les barricades n'avaient pas été élevées au hasard, elles se reliaient à un vaste système de défense admirablement combiné. Ces barricades, s'étendant, d'une part, jusqu'à la rue Montmartre et la rue du Coq, de l'autre, jusqu'à la rotonde du Temple et la rue Saint-Louis, s'appuyaient les unes sur les autres avec un ensemble extraordinaire, et se combinaient toutes avec le plan général d'attaque mis à exécution.

Les barricades des rues Grénétat et Saint-Magloire furent le plus vaillamment défendues; c'était le dernier espoir des chefs de la conspiration. On essaya vainement d'en élever de nouvelles dans la rue du Temple, mais les insurgés n'étaient plus en

nombre, ils durent céder à la force. Barbès et ses amis s'étaient trompés de neuf ans, la France était encore sous le prestige de la royauté, le mot de république l'épouvantait.

Des braves avaient succombé des deux côtés. Barbès fut arrêté dans la soirée du 12 mai, peu après l'enlèvement des dernières barricades du quartier Saint-Martin ; il avait les mains noires de poudre ; le sang coulait d'une blessure qu'il avait reçue à la tête ; et deux autres, moins graves, attestaient l'opiniâtreté de sa résistance. Il demanda la mort aux gardes municipaux qui l'emmenaient, et dit à un officier de la garde nationale : « Vous ne pouvez me rendre que deux services, me laisser libre, ou me tuer. »

Transporté à l'hôpital Saint-Louis, il essaya vainement de se cacher sous un faux nom. Le procès s'instruisit rapidement ; vingt-deux accusés étaient traduits à la barre de la Cour des pairs. Parmi les contumaces, on remarquait Blanqui et Martin Bernard, maintenant commissaire de la République dans le département du Rhône.

Barbès, arrêté, refusa de répondre aux questions qui lui furent faites. « On me connaît bien, répondit-il ; vous comprenez qu'entre vous et moi, ce serait une mauvaise comédie ; on sait bien ce que je veux ; je dois être résigné aux conséquences de ce que j'ai fait. »

Plus tard, il répondait au juge d'instruction qui l'interrogeait devant le président de la Cour des Pairs et devant plusieurs autres membres de la même Cour : « Entre vous et nous républicains, il ne peut y avoir de justice véritable ; il n'y a que des questions de forme ; il ne me convient pas d'accepter le rôle que vous voudriez me faire jouer dans le procès qui va avoir lieu ; je jouerai malgré moi un rôle dans ce procès, mais je ne le jouerai pas tel que vous me l'aurez taillé. Vous êtes les hommes de la royauté, je suis le soldat de l'égalité. »

Condamné à mort, après une longue et minutieuse procédure, il vit, quelques jours après, cette peine commuée en un emprisonnement perpétuel. Les portes de son cachot se refermèrent sur un cadavre vivant. Elles se rouvrirent devant Barbès après une agonie de plusieurs années, à l'issue de la victoire du peuple, et il retrouva enfin debout en France la République, à laquelle il avait fait le sacrifice de sa fortune et de sa vie.

On lui offrit le gouvernement du Luxembourg, témoin de ses persécutions et de son triomphe, il refusa. La douzième légion de la garde nationale de Paris l'élut pour son colonel ; et, cette fois, il accepta. Envoyé à l'Assemblée nationale, avec une majo-

rité de 36,703 voix, par ses compatriotes de l'Aude, lui quatrième sur la liste d'une députation de sept membres; il y siégeait à l'extrême gauche, et faisait une guerre à outrance à la réaction, qui, dès les premiers jours, commençait à lever la tête, quand est venue la journée du 13 mai, dans les événements de laquelle il a été impliqué, et qui l'a conduit, ainsi que son collègue Albert, au donjon de Vincennes.

Ces événements sont trop près de nous, ils sont encore trop imparfaitement connus, pour que nous nous hasardions à les juger. N'entravons pas le cours de la justice! Jusqu'à ce qu'elle ait prononcé, il n'est pas défendu, que nous sachions, de croire à l'innocence de Barbès.

JOLY (EDMOND) FILS.

Jeune avocat, fils de l'ancien condamné politique, de l'ancien procureur général, de l'ancien député, de l'ancien commissaire du Gouvernement provisoire dans la Haute-Garonne, de l'un des plus ardents patriotes d'une contrée où ils ne sont pas aussi rares que l'on pense, né à Limoux en 1816.

Le citoyen Joly fils a marché, de bonne heure, sur les traces de son père, savourant, comme lui, cette excellente blanquette qui réjouit et reconforte les gosiers de l'Aude. Ce département, dans sa reconnaissance, l'a envoyé à l'Assemblée nationale. Il a obtenu 30,363 voix, et figure le dernier sur la liste de ses sept représentants. Son père, de son côté, y a été appelé le second par les électeurs populaires de la Haute-Garonne.

RAYNAL (THÉODORE).

Longtemps avant la Révolution de février, T. Raynal, né à Narbonne en 1819, avait vécu dans une atmosphère républicaine où il s'était acquis une réputation de démocrate, rare à son âge.

1834 le vit partageant la mauvaise fortune de ses amis. Toujours en contact avec les patriotes italiens, polonais, espagnols, son cœur, sa bourse, sa maison, n'appartenaient plus qu'à la liberté proscrite. L'Assemblée nationale ne devait-elle pas accorder l'asile du patriotisme à celui qui avait si souvent ouvert le sien au malheur? Journaliste politique en 1842 et 1843, il s'était fait connaître par de bons articles écrits sous l'inspiration des idées radicales.

A peine revêtu des fonctions de sous-commissaire du gou-

vernement, à la veille des élections, au moment où l'on aurait pu croire qu'il briguait des suffrages, Raynal fut le premier qui, pour guérir les affamés d'emplois, de leur incorrigible manie, publia cet arrêté : « Les noms des solliciteurs, et l'énumération « des titres produits à l'appui de leur demande, seront affichés « publiquement. »

Il y eut beaucoup d'absents à l'appel.

Doué d'une organisation énergique, vivant au milieu d'une génération préoccupée d'un meilleur ordre de choses, Raynal avait déjà compris qu'il ne pouvait rester indifférent aux tendances humanitaires de nos socialistes; il ouvrit les yeux au système de l'association; jeune commerçant, il se prit à faire de sérieuses réflexions sur Charles Fourier, qui, lui aussi, derrière le comptoir d'un magasin, en élaborant sa théorie industrielle, avait posé les premières pierres de son édifice : *Le grand traité de l'harmonie universelle*.

Avec ses idées progressives, la République de 1848 devait infailliblement arrêter Raynal dans ses excursions commerciales; aussi poursuivit-elle le voyageur jusqu'en Espagne, en lui disant : « Halte-là!—tu n'iras pas plus loin. »—Le sol natal avait songé à lui, et le portait, à son insu, commissaire du Gouvernement provisoire et candidat à l'Assemblée nationale.

Mais, s'il renonça de grand cœur à des spéculations lucratives, il en fut dédommagé par la presque unanimité des votes de ses compatriotes. Il a été élu par 39,000 suffrages.

Le citoyen Raynal ne demandera jamais rien à la République. C'est un jeune homme pâle et blond, au doux regard, au verbe vif, à la voix sympathique, un enfant du peuple, un enfant chéri, qui compte à peine vingt-huit ans, et que ses compatriotes ont élu, cependant, colonel de leur garde nationale. Plein de simplicité, de modestie, de franchise, ferme et invariable dans ses principes, d'une probité et d'un désintéressement à toute épreuve, il a abandonné le traitement auquel il avait droit comme commissaire. Simple dans ses goûts, loyal jusqu'à la prodigalité, il est l'image du type méridional, avec sa fougue et son cœur, ses qualités et ses vices; homme d'action avant tout, il sera plutôt tribun qu'orateur. Son verbe est vif, son regard presque magnétique, son audace s'élève quelquefois jusqu'à la témérité.

Lors des événements du 15 mai, il est resté, jusqu'à la fin de la séance, à son poste, avec son collègue Sarrans, protestant, avec énergie, contre l'attentat dont l'Assemblée était victime. Il a tout fait pour empêcher son compatriote Barbès de monter à la tri-

bune, et il n'a pas dépendu de lui d'arrêter la fougue patriotique de son malheureux ami. Quand Huber, y a paru pour prononcer la dissolution de la Chambre, les quelques paroles que Raynal a prononcées, ont provoqué des bravos, dont les factieux ont vainement essayé d'étouffer l'explosion. Ils se sont précipités alors sur lui, avec des menaces et des injures : « Oh ! je ne crains pas vos violences, s'est écrié le jeune représentant ; aucun de vous n'osera franchir la simple banquette qui nous sépare. Nous mourrons tous ici plutôt que d'abandonner le poste que nous tenons de la souveraineté du peuple. » Beau début, et qui promet pour l'avenir de Théodore Raynal.

SARRANS (B.) JEUNE.

Enfant du Midi, issu d'une honorable famille de négociants, ce représentant du peuple, né en 1796, appartient, depuis bien longtemps, à l'opinion démocratique. Successivement rédacteur de *la Révolution de 1830*, de *la Tribune*, fondée par Germain Sarrut et Armand Marrast, du *Courrier des Electeurs*, dont la création fut son œuvre, et qui rendit, à son époque, de si grands services à la liberté, du journal *la Semaine*, enfin, qu'aux approches de la révolution de 1848, il a enrichi d'articles vigoureux, incisifs, battant rudement en brèche le système corrupteur qui vient de s'écrouler sous le mépris public, Sarrans est, de plus, auteur d'une intéressante *Histoire de Charles-Jean (Bernadotte)*, laquelle avait été précédée d'une *Histoire de Lafayette et de la Révolution de juillet*, inspirée par le héros des deux mondes, dont il avait été l'ami et un des aides-de-camp, ouvrage infiniment curieux, riche en anecdotes, jusqu'alors inconnues, et qui, s'il est peut-être inférieur, sous le rapport du style, à celui de Louis Blanc, dont il a été le précurseur, ne le lui cède certainement en rien pour l'a-propos, l'intérêt, la hardiesse et l'énergie. Cette histoire intéressante de Juillet figure, depuis son apparition, dans toutes les bibliothèques ; elle a été souvent consultée avec fruit par les nombreux écrivains qui se sont inspirés de cette époque, et qui, tous, n'ont pas eu la pudeur de confesser également les sources auxquelles ils avaient puisé.

Après ce livre, il publia *Louis-Philippe* et la *Contre-Révolution*, véritable acte d'accusation contre le chef de la nouvelle dynastie, et qui révéla les lettres si curieuses de l'ex-roi. Dans sa *Nouvelle Minerve* parurent, pour la première fois, les portraits parlementaires de *Timon*. Enfin, il est auteur d'un écrit

de circonstance, intitulé : *De la Décadence de l'Angleterre et des Intérêts fédératifs de la France*, qui contribua puissamment au rejet du droit de visite.

Sarrans jeune a fondé, aussi, avec un ancien consul, M. César Moreau, la *Société française de statistique universelle*, et l'*Académie de l'industrie manufacturière, agricole et commerciale*, dont on se rappelle encore les brillantes expositions au Louvre. Il y avait dans ces deux associations scientifiques le germe de tout un avenir. Malheureusement, en dépit de la résistance de Sarrans, elles ont été, l'une et l'autre, détournées de leur véritable but, et se sont transformées, au grand regret des fondateurs, en de misérables conciliabules de compéage, de camaraderie, de vanités puériles et de gros sous. Sarrans s'en était déjà publiquement éloigné; et tout le monde avait applaudi à une susceptibilité qui l'honore.

Dire qu'il a été heureux de voir poindre l'aurore de la nouvelle République, c'est ne rien apprendre de nouveau à personne. L'ami de Lafayette était prêt au jour du combat. Qui mieux que lui a mérité de recueillir les fruits de la victoire? Envoyé, le second de ses compatriotes, à l'Assemblée nationale, par 44,448 suffrages, Sarrans a déjà pris plusieurs fois la parole dans les discussions, et ce n'a été, ce ne sera jamais, on peut en être certain, que pour défendre la République, toute la République, rien que la République.

SOLIER (MARC).

Né en 1797 à Castelnaudary, c'est un honorable propriétaire agriculteur, que les dix mille habitants de sa ville natale vénèrent, car il est leur père, leur ami, leur conseil; depuis longtemps ils connaissent sa générosité, son amour du peuple, son désintéressement, son dévouement à toute épreuve. Marc Solier était républicain il y avait bien des années, avant que la France fût mûre pour la République, avant que personne, dans les villes, ni dans les campagnes, ne songeât à invoquer son nom. Grande fut donc sa joie quand lui arriva de Paris cette bonne nouvelle; et, comme on le pense, il ne fut pas, tant s'en faut, des derniers à la répandre et à la fêter. Sur les sept représentants de l'Aude, 30,581 suffrages l'ont envoyé, lui sixième, à l'Assemblée nationale; il méritait mieux que cela.

TRINCHANT.

Né en 1802 à Limoux, homme nouveau, républicain ancien, ayant exercé, dans ces derniers temps, les fonctions si difficiles de commissaire de la République dans le département de l'Aude, cet honorable avocat du barreau de Carcassonne, le défenseur habituel de tous les opprimés, a recueilli avec bonheur l'hommage de la reconnaissance de ses administrés dans les 53,308 suffrages qui l'ont envoyé, le premier, sur une liste de sept noms, tous recommandables, tous franchement républicains, à l'Assemblée nationale. Là on peut être certain qu'il ne transigera jamais avec son devoir, qu'il restera toujours le même, et que la démocratie vraiment sociale n'aura pas dans la Constituante d'adepte plus dévoué et plus incorruptible que lui.

AVEYRON.

Rodez. — 10 Représentants.

ABBAL (BASILE-JOSEPH).

Grand-vicaire à Rodez, et, précédemment, grand-vicaire de M. de Nérac, évêque de Tarbes, né à Pont-de-Cameret, le 2 mars 1799, âgé de 49 ans.

Il y a par le monde des renverseurs d'idées qui prêchent partout que l'habit fait le moine, et la carmagnole, le républicain. Pour ces gens à courtes vues, M. l'abbé Abbal est un légitimiste et un fanatique, par cela seul qu'il porte la soutane. Impossible de leur faire croire que l'indépendance et l'amour de la liberté et de l'égalité puissent trouver place dans le cerveau d'un prêtre; ils n'admettent pas même les exceptions.

Deux biographes de cette force avaient à parler de l'abbé Abbal et manquaient de renseignements. Comment, direz-vous, vont-ils faire pour se tirer de cet embarras? Comment? Mais rien n'est plus aisé. Il suffit d'un peu de tact pour cela, on s'enquiert de la profession et du costume, et l'on formule ainsi :

« Abbal, grand-vicaire, donc légitimiste. Nous envoyons M. le vicaire-général faire paître.... ses ouailles (*sic*). »

Ce jugement, si bien motivé, nous a, d'abord, quelque peu influencé; mais un remords nous a saisi, et, des renseignements plus précis nous étant parvenus, voici ce que nous avons trouvé :

M. Abbal est un savant et modeste prêtre qui, après avoir occupé une haute dignité ecclésiastique, n'a pas dédaigné de devenir simple curé de campagne de deux cents pauvres cultivateurs. Dans son trop court ministère, chacun a pu apprécier son grand amour pour le peuple, son dévouement ingénieux et son désintéressement.

Assurément, en continuant sur ce ton, nous risquons fort de rencontrer des républicains qui ne vaudront pas ce légitimiste-là.

Mais on nous répond : Belles paroles que tout cela, paroles d'ami ou de partisan; ce sont des faits qu'il nous faut.

C'est trop juste; voici donc des faits :

La commune de Gissac, dont M. Abbal était curé, n'avait ni école, ni instituteur, ni hospice, ni bibliothèque.

M. Abbal fit transformer l'écurie du presbytère, à ses propres frais, en une vaste et belle salle d'école;

Sur son traitement, déjà si modique, il préleva un secours annuel de cent francs à un instituteur et une pareille somme à une institutrice; l'instituteur fut logé au presbytère et admis à la table du curé;

Il créa, pour les malades pauvres, une lingerie et une literie composées de chemises, draps de lit, matelas, couvertures, chevets, etc.;

Il fonda une bibliothèque paroissiale, composée d'un bon nombre de livres utiles, instructifs et amusants, mis gratuitement à la disposition de tous ses paroissiens, dès 1832.

Il fit agrandir et embellir l'église et fit de nombreux achats d'ornements;

Enfin, il indemnisa, de ses propres deniers, les pauvres ouvriers employés aux travaux publics de la commune toutes les fois qu'il ne jugeait pas suffisants les salaires de leur travail.

Quant aux autres occupations de M. Abbal, en dehors de son ministère, elles étaient de concilier les différends, de prévenir les procès, d'empêcher les discussions dans les familles; ses efforts tendaient à réaliser, entre tous, cette noble devise catholique, adoptée par notre révolution : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ !

Et cette révolution elle-même, et l'avènement d'une république populaire, grande, pure de toute anarchie, entourée du respect

et de l'amour de tous les peuples, que de fois ne l'a-t-il pas annoncée ? Sa haute intelligence et le libéralisme de ses opinions avaient bien devancé les théories du jour, lorsqu'il traçait, dans la chaleur de son patriotisme, les grandes réformes que doit nécessairement subir, un jour, l'état social : suppression des gros traitements ; diminution du nombre des fonctionnaires rétribués ; répartition plus juste de l'impôt ; amélioration progressive de la classe ouvrière, etc., etc., etc.

Telles sont les menées *liberticides* de l'homme dangereux que l'on veut renvoyer faire paître ses ouailles.

Ce n'est pas que ces dernières en seraient plus malheureuses ; mais l'Assemblée nationale qui a reçu M. Abbal, mais le département qui l'a nommé, mais la société entière ne sauraient être de l'avis du sévère biographe.

AFFRE (LOUIS - HENRI).

Avocat à Rodez, né à Saint-Rome-de-Tarn (Aveyron) le 3 décembre 1791, âgé de 57 ans.

M. Affre est frère de l'immortel archevêque de Paris. Il a fait ses études à Paris, au lycée Napoléon. Le 20 juillet 1812, il fut reçu licencié en droit, et nommé substitut, au commencement de 1815 ; mais il donna sa démission pendant les Cent-Jours, par amour pour les Bourbons fugitifs et par mépris pour celui qu'il nommait l'*usurpateur*, d'où il résulte cette conséquence toute simple que M. Affre n'est pas bonapartiste et qu'il est essentiellement légitimiste. Nous laissons à d'autres le soin de déterminer quel sens le *citoyen* Affre attache au mot légitimiste ; est-ce le sens grammatical ou le sens logique ? *Légitime* veut dire ce qui est fondé sur la loi naturelle ; *héréditaire* est plus précis et signifie ce qui transmet par droit de succession : ce qui est *légitime*, ne tient qu'à la loi révocable ; ce qui est *héréditaire*, tient à la nature, au droit social. Si donc M. Affre est légitimiste dans la vraie signification du mot, il n'y a pas grand mal à cela ; nous ne pouvons voir en lui qu'un ami de l'ordre ; dans l'autre hypothèse... mais non, n'admettons que ce qui est probable et rationnel.

Au retour des Bourbons, M. Affre, démissionnaire par dévouement, fut nommé sous-préfet à Espalion, et remplit ces fonctions jusqu'en 1830.

A cette époque, le fidèle ami de la branche aînée refusa le serment à la branche cadette, et devint simple avocat plaidant et consultant au barreau de Rodez.

Cinq ans après, on le nomma membre du conseil général de l'Aveyron.

Arriva la Révolution de Février ; M. Affre se fit porter candidat à l'Assemblée nationale, mais ne fit point de profession de foi.

Remarquons, en passant, que tous les légitimistes ont salué la République avec un empressement plus ou moins marqué, ce qui nous semble une chose très difficile à expliquer, bien que ces messieurs aient prétendu l'expliquer. Notons aussi que l'antipathie qu'ils avaient pour le dernier roi, n'a jamais fait place à un sentiment plus doux ; entre ce parti et Louis-Philippe c'était une rancune à mort, et, s'ils n'ont rien fait pour le renverser, ils ont applaudi franchement à sa chute.

De là à l'acceptation, comme pis-aller, de la République, il y a la distance d'un argument à sa preuve, on en conviendra.

Quoi qu'il en soit, républicain de gré ou de force, M. Affre votera pour toutes les lois qui favoriseront l'affranchissement des communes et des départements en ce qui concerne leur administration intérieure ; pour la liberté des cultes et de l'enseignement ; pour la réduction dans les dépenses publiques et la diminution proportionnelle des impôts ; pour la loi électorale basée sur le suffrage de tous les citoyens, principe républicain des États-Unis d'Amérique, moins le système fédératif ; conciliation de l'inviolabilité de la propriété avec l'obligation de faire travailler ; garantie contre les résolutions qui sortent de l'émeute. Muni de cette petite provision de liberté, M. Affre s'en rapporte à la Providence pour tout ce que l'avenir nous réserve.

DALBIS (DE SALZE).

Né à Salze, arrondissement de Saint-Affrique, âgé de 50 ans.

Ancien magistrat, propriétaire.

Ce n'est pas la première fois que ce nom est présenté aux électeurs du département de l'Aveyron. Nous trouvons dans les journaux d'octobre 1837 une profession de foi politique du citoyen Dalbis dans laquelle nous lisons :

« Indépendance absolue du pouvoir et de ses séductions ; point d'emplois de sa part ; poursuivre avec zèle et persévérance la diminution des impôts qui écrasent le *propriétaire* ; servir la cause de la liberté, en repoussant la licence qui enfante les désordres et les crimes ; favoriser les progrès qui mènent au bien-être public ; se dévouer aux intérêts de la religion et ne rien négliger pour sa défense ; se consacrer aux petits plus

qu'aux grands, aux besoins du faible plus qu'aux caprices du fort, au bien-être du pauvre plutôt qu'à l'avidité du riche.....

« Telles sont les vues politiques que j'apporterai à la Chambre, etc., etc. »

On voit que M. Dalbis a la prétention d'être un homme de la veille et non du lendemain; il paraît même que les électeurs de l'Aveyron en sont convaincus pour leur part. Tout ira pour le mieux si l'Assemblée nationale et la France adoptent la même opinion. Élu par 32,000 voix.

DUBRUEL.

Né à Villefranche (Aveyron), âgé de 40 ans.

« Si j'en connais pas un, je veux bien qu'on m'affronte! » s'écriait Chicaneau, à la vue d'un commissaire et d'un sergent, tous deux improvisés, et, disons-nous nous-même, en parcourant les listes de représentants de certains départements.

Singulière idée aussi, de prendre à la lettre cette recommandation des circulaires ou des journaux : Plus d'hommes anciens! ils sont usés?

Il nous faut du nouveau, n'en fût-il plus au monde.

Hélas! il est trop vrai, la tempête révolutionnaire nous a tellement accoutumés au balancement, à l'agitation, que nous désirons toujours du nouveau, quoi qu'il soit souvent du pire.

Ayons donc des hommes nouveaux, s'il le faut; mais que ces hommes aient des antécédents qui nous permettent, au moins, de les désigner au pays comme méritant le choix qu'on a fait de leurs personnes. Que leur éducation politique soit à peu près faite. L'Assemblée nationale n'est pas une école mutuelle où chacun vient s'instruire de ce qu'il ignore, à l'aide de quelques moniteurs.

Que surtout les journaux des départements prennent le soin indispensable d'*expliquer* à la France entière, qui a le droit de connaître ses mandataires, les choix tombés sur des hommes sans fonctions publiques et totalement inconnus. Ce n'est pas aux représentants, sans doute, à proclamer eux-mêmes leurs vertus et leurs titres à la confiance nationale.

Ces aveux-là ne se font qu'en famille et dans les limites du département.

M. Dubruel (ainsi que d'autres) a provoqué chez nous cette boutade. Nous n'avons de ce représentant, ni profession de foi, ni

renseignements de la presse du pays. Les biographies des membres de l'Assemblée nationale, que nous avons parcourues, ne parlent de lui qu'en termes fort dédaigneux ; ils crient à la nullité ; ils racontent des charivaris ; rien de tout cela ne nous semble authentique et digne d'être consigné dans ce livre.

L'occasion est bonne, ce semble, d'adresser un reproche mérité aux personnes à qui nous avons écrit, pour demander des renseignements, et qui n'ont pas cru devoir nous répondre.

Si, par exemple, nous commettons une injustice envers M. Dubruel, qui a obtenu 32,000 suffrages, ce qui pourrait fort bien être, la faute n'en sera pas à nous, qui désirons surtout être reconnu comme un critique sérieux et impartial.

GRANDET.

Né à Rodez, le 10 février 1787, âgé de 61 ans, fils d'un ouvrier.

Avocat et membre du conseil municipal de Rodez, élu par 69,000 suffrages.

Tous les représentants de l'Aveyron sont probablement gens très distingués, et possèdent une foule de talents de tribune ou autres ; mais que voulez-vous ? l'Aveyron est si éloigné de Paris, qu'il est bien difficile d'apercevoir ces talents à l'œil nu. Et puis, la faute en est aux circulaires et aux recommandations verbales adressées aux électeurs du pays ; on a dit à ces messieurs : Envoyez-nous des hommes nouveaux ; et ils ont obéi à la lettre ; c'est une justice à leur rendre. Seulement ne pensez-vous pas que les journalistes et autres distributeurs de renommée de ces lointains parages ont eu grand tort d'oublier de nous faire part des motifs qui ont fait choisir ceux-ci plutôt que d'autres ? car enfin, ces motifs existent, et, sans doute, ils sont bons à connaître.

Privés de documents indispensables, et les voix de la renommée restant muettes, nous avons à dire des choses bien peu intéressantes, au point de vue politique de plusieurs représentants de l'Aveyron. Nous dirons, par exemple, de M. Grandet qu'il est avocat et qu'il jouit de la réputation d'un homme honnête, modeste et nullement ambitieux, qu'il a été le défenseur de l'un des accusés dans le célèbre procès Fualdès, et qu'il se propose de publier un livre intitulé : *Philosophie de la Révélation*, car il s'occupe beaucoup d'études théologiques. C'est à ses opinions modérées qu'il doit d'avoir été admis au conseil municipal de Rodez. Nous croyons que le même motif l'a fait élire représen-

tant à l'Assemblée nationale. Si la tourmente politique vient à se calmer, des hommes de cette trempe sont utiles, parce qu'ils concilient. Dans l'hypothèse contraire, nous ne pouvons oublier que les hommes faibles sont plus dangereux que les méchants.

MÉDAL.

Propriétaire et cultivateur à Sonnac (Aveyron), élu par 30,000 voix, il est né dans cette commune le 15 octobre 1815.

Ce n'est guère que dans les républiques que les caractères énergiques, généreux, peuvent se former, ou, du moins, se développer et se mettre en évidence. Qui connaîtrait, sans les derniers événements et sans notre transformation politique, les qualités éminentes et spéciales qui distinguent le citoyen Médal? Son mérite serait encore ignoré dans une pauvre commune, également ignorée de l'Aveyron. Mais, grâce au suffrage universel, grâce aussi à l'estime des habitants de Sonnac pour leur concitoyen, les cultivateurs et les travailleurs des campagnes de ce département ont aujourd'hui un digne interprète à l'Assemblée nationale.

M. Médal n'est pas seulement un homme capable, intelligent, il est connu, en outre, pour être un bon patriote. Ses opinions politiques sont très avancées. Il a obtenu 30,000 voix.

PRADIÉ (PIERRE).

Avocat à Marcillac, fondateur, dans cette ville, d'un journal de l'opposition.

M. Pradié, âgé de 31 ans, homme de lettres, né à Rodez, appartient à cette classe d'hommes intelligents qui ont compris que le christianisme est essentiellement démocratique. Il voudrait donc l'alliance de la démocratie et du catholicisme, avec tous les progrès réalisables et pratiques que les écoles socialistes peuvent renfermer. M. Pradié vote, par conséquent, avec les hommes religieux les plus avancés.

Il est auteur de plusieurs ouvrages, notamment d'un *Essai sur l'Être divin*, qui a été traduit en allemand.

Nommé représentant du peuple par 36,375 suffrages.

RODAT (HENRI).

Avocat, bâtonnier de l'ordre, né le 14 janvier 1808, à Olemps, près de Rodez. Élu par 38,000 suffrages.

Ce représentant, petit-fils d'un membre de la Constituante et du Conseil des Anciens, fils d'un propriétaire, membre libéral de la Chambre des députés, n'a occupé lui-même jusqu'ici d'autres fonctions publiques que celles de substitut du procureur du roi, à Espalion, en 1833, et à Rodez, en 1834. Il a donné sa démission de cette dernière charge en 1841; il n'est, par conséquent, pas très connu; mais ce que l'on sait de lui, est à son avantage. Avocat, il a la réputation d'être un habile jurisconsulte et d'avoir la parole facile. En outre, ses opinions politiques passent pour très avancées; et quelques personnes qui se disent bien informées, vont jusqu'à dire que M. Rodat fera honneur à la députation de l'Aveyron.

Nous en acceptons l'augure; mais il faut pour cela qu'il soit venu à l'Assemblée nationale avec toute autre chose que des plaidoyers dans la tête; il faut qu'il ait un plan d'ensemble en matière de constitution, un système lié sur les questions de finances et des principes arrêtés sur le commerce et le travail.

VERNHETTE.

Né à Montjau, arrondissement de Milhau (Aveyron), le 27 octobre 1801, âgé de 47 ans, aujourd'hui avocat dans cette dernière ville, magistrat judiciaire sous la Restauration, démissionnaire en 1830.

Les légitimistes disent partout que ce représentant est républicain. Ce moyen d'arriver est pauvre; mais il réussit parfois.

Les républicains, de leur côté, repoussent M. Vernhette et le disent légitimiste, second moyen de duper les oreilles, qui ressemble au premier et produit le même effet, de sorte que, souris pour les uns, oiseau pour les autres, M. Vernhette s'est trouvé tout naturellement porté par les souris et par les oiseaux, et, ma foi ! le tour s'est trouvé fait.

Il y a, pour arriver à être quelque chose, ce qu'on appelle la *ligne droite*, qui est le chemin de la vérité : c'est le plus long.

Il y a la *ligne brisée*, qui est le chemin détourné, le chemin de la ruse : c'est le plus court.

Tout le monde a donc voté en faveur de M. Vernhette (il a obtenu 31,000 suffrages), et dans ce cas, comment juger la chose ? Certain proverbe ne dit-il pas que, lorsque tout le monde a tort, tout le monde a raison ?

VESIN (ÉMILE).

Né le 8 août 1803, à Montrepos, âgé de 45 ans, ex-procureur

du roi, sous-commissaire du Gouvernement provisoire dans l'Aveyron, fils d'un magistrat, député de ce département, sous le Directoire, le Consulat et l'Empire.

Nous ne saurions dire si la République de M. Vesin est multicolore ou unicolore; mais on s'accorde à dire qu'elle ne marche qu'accompagnée de l'inséparable épithète : *démocratique*. M. Vesin est un républicain *puritain*; ce que nous traduisons ainsi : républicain partout et en tout, de bonne foi et sans arrière-pensée, au contraire de certaines gens qui, démocrates *à la cour*, redeviennent aristocrates à la ville. Sous le Gouvernement de Louis-Philippe, lorsqu'il n'était encore qu'avocat, on le citait déjà pour ses opinions très avancées. En vertu de ses antécédents, M. Vesin a été choisi par M. Ledru-Rollin pour remplir à Milhau les fonctions de sous-commissaire du Gouvernement provisoire, et il faut croire qu'il s'en est tiré avec plus de sagesse et de tact que certains autres, puisque les habitants de Milhau l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. M. Vesin est un agronome instruit et un magistrat distingué.

Il a obtenu 60,467 suffrages.

BOUCHES-DU-RHONE.

Marseille. — 10 Représentants.

ASTOUIN (LOUIS).

Ce représentant du peuple, né à Marseille le 19 octobre 1826, est issu de parents qui ne possèdent pour toute fortune que leur honneur et le pain du jour. Il n'a eu d'autre instruction que celle que des milliers d'enfants du peuple reçoivent chez les frères de la doctrine chrétienne. Ajoutez-y quelques mois passés à l'école mutuelle et une fugitive apparition dans un pensionnat pour se préparer à la première communion.

Louis Astouin, comme son père, était portefaix à neuf ans. A cet âge, il est confondu, perdu sur les quais de Marseille, au milieu des colis et des barriques, au sein d'une foule hétérogène et compacte, dans laquelle on n'entend que les cris *gare* et *holà* ! Voyez-le, de l'aube matinale à la nuit, sous le modeste vêtement de ses camarades, soufflant, gémissant,

suant, haletant sous le poids d'un fardeau au-dessus de ses forces. Ni les feux de la canicule, ni les glaces, ni les ouragans de l'hiver, ni les éclairs, ni les tonnerres, ni la pluie, ni la grêle, ne désarmeront l'impitoyable nécessité qui le talonne comme une ombre effrayante.

Mais ce travail matériel incessant ne peut éteindre le feu sacré qui le dévore, ni altérer les traits distingués de sa physiologie. Voyez-le ! il y a dans la constitution physique de Louis Astouin une similitude frappante avec son organisation morale. Son front élevé, proéminent, fuyant, indique le développement du siège de la pensée, et présente le phénomène apparent du génie ; et, tandis que la décence de son sourire, la politesse, la timidité, et cependant, l'aisance de ses manières, en font un homme de bon ton et de bonne compagnie, la douceur de son regard trahit sa mélancolie naturelle.

Aussi, le jeune portefaix se sentait-il heureux, lorsque le jour du repos lui ramenait quelques heures de loisir. Alors seulement il lui était permis de s'abandonner à l'impulsion intime de son âme. Ce qu'on aime surtout en lui, ce qui rehausse le plus sa disposition naturelle à la mélancolie, ce sont les qualités du cœur, ses sentiments religieux, la pureté de ses mœurs. Ce cœur s'ouvre si facilement au spectacle de la misère, que tous les malheureux qu'il rencontre lui doivent la mémoire d'un bienfait.

Grâce à la lecture des chefs-d'œuvre de nos grands poètes, grâce aux conseils de son guide, de son ami, le professeur Urbain Sinardet, Astouin commence bientôt à débrouiller le chaos de ses impressions naturelles et à faire vibrer d'une main plus sûre les cordes de l'instrument sur lequel il ne s'est d'abord essayé que par instinct.

Astouin n'ignore pas toutefois ce qui manque à son premier ouvrage, mais cette considération ne l'a pas retenu, il avait hâte de révéler à son pays ce que peuvent le talent naturel et le talent sans étude. On trouve des défauts dans ses *Ephémérides* ou *Loisirs poétiques* ; son professeur, son ami, ne les lui dissimule pas ; mais il y a aussi dans ce livre de rares beautés.

Nous nous extasions sur la richesse de l'impression de son volume. — « Mais observez bien, nous répondit le portefaix-poète, que, si j'ai donné ce luxe à mon livre, c'est parce qu'une souscription m'avait mis à même de faire face à ces dépenses.

« Je suis heureux, ajoutait-il, de pouvoir vous fournir quelques détails relatifs à ma vie privée, afin que vous rendiez justice aux sentiments humanitaires et à l'esprit d'ordre et de paix qui m'animent.... Quand j'ai quitté l'école, je savais à peine un

peu lire et écrire; mais, au milieu de tous les vices et de l'égoïsme de notre société, j'ai toujours été animé du désir de l'étude, source unique des plus nobles et des plus sublimes inspirations. J'ai toujours étudié; le soir, après mon pénible labeur, je parcourais avidement quelques vieux bouquins que j'achetais avec mes économies. J'étudiais parce que je prévoyais qu'un jour je devais être utile à mes frères et à ma patrie. Dieu a béni mes travaux. Lisez mon volume de poésies.

« J'ai publié, en outre, plusieurs feuilletons en vers, entre autres, un sur la question des quarantaines et qui tend à détruire nos lazarets. C'est ce feuilleton qui m'a valu les suffrages qui m'ont appelé à la représentation nationale (37,528 sur 80,000 votants), et les remerciements de tous les gens de bien qui veulent le bonheur, la prospérité et la gloire de notre belle France.

« Malgré les travaux pénibles, incessants, que m'impose mon état de portefaix, j'ai fait, depuis la publication de mon volume, des études classiques, tous les soirs, après l'achèvement consciencieux de ma tâche. Quand j'ai quitté Marseille, je commençais à traduire couramment les églogues de Virgile; je suis enfin à la veille de publier un second recueil, qui aurait déjà paru, si mes devoirs à l'Assemblée nationale n'absorbaient pas toutes mes journées.

« Quant à mes opinions politiques, voici ce que je suis : Républicain de la veille, j'ai salué la République avec bonheur, avec amour, parce que j'avais prédit, dans mes vœux, cette ère sublime qui doit voir s'opérer la transformation de la société entière. »

M. Astouin est syndic des portefaix de Marseille et exerce une grande influence sur sa corporation. A la Révolution de Février, il a puissamment contribué à maintenir l'ordre dans la cité phocéenne. Sur toutes les places de commerce, les portefaix forment une corporation; cette organisation fort ancienne assure au commerce de grands avantages et beaucoup de sécurité.

Il porte à l'Assemblée le costume de sa profession : un pantalon, un gilet droit, le *boumbet*, ou veste carrée. Cette mise simple accuse en lui des habitudes de propreté et une certaine élégance naturelle de manières. Le syndic des portefaix de Marseille n'est pas, en effet, un commissionnaire de Paris à 75 centimes, mais un entrepreneur de transports, à son aise, et considéré.

BARTHÉLEMY.

Né à Marseille le 24 juillet 1804, il est fils d'un honorable notaire

de cette ville, fort connu, de son temps, pour ses opinions monarchiques et religieuses. Barthélemy fils a toujours été, au contraire, un fervent et sincère républicain. Il l'était, tout jeune, au sein d'une famille légitimiste, et malgré son père. Comme beaucoup d'autres, il se sépara, de bonne heure, de ses anciens amis qui croyaient à la durée de la dynastie d'Orléans. Homme de cœur et d'action, il eut, à cette occasion, une rencontre avec un journaliste conservateur de cette ville, et le sort des armes se déclara en sa faveur. Courtier de commerce depuis longues années, il s'est fait dans cette profession une renommée d'austère probité. Aussi, après le 24 février, a-t-il été nommé maire de Marseille ; et les hommes de toutes les opinions ont-ils unanimement approuvé ce choix. Pendant sa courte administration, il s'est montré à la hauteur du poste difficile qu'on lui avait confié ; il a su, par sa fermeté, comprimer les passions aveugles qui menaçaient la tranquillité publique, tout en restant dévoué à ses principes. Rien de plus naturel, dès lors, que de retrouver son nom inscrit en tête des listes de tous les partis ; il a obtenu dans le département l'unanimité des suffrages, c'est-à-dire 72,034 voix sur 75 à 80,000 votants.

Ce n'est pas un orateur, c'est un esprit sérieux, honnête, profondément convaincu, digne enfin par son impartialité républicaine et par ses connaissances commerciales d'être le représentant de Marseille et des Bouches-du-Rhône.

BARTHÉLEMY (SAUVAIRE).

Né en 1800, à Marseille, il est arrière-neveu de l'abbé Barthélemy, auteur du *Jeune Anacharsis*, et petit-neveu du marquis de Barthélemy, membre du Directoire sous la République, plus tard et successivement vice-président du Sénat et de la Chambre des pairs. Le représentant actuel des Bouches-du-Rhône hérita, entre les deux sessions de 1829 et de 1830, du nom, des titres, des dignités du marquis de Barthélemy, qui avait institué un majorat en sa faveur. Il a siégé, pendant dix-sept ans, à la Chambre des pairs, où il s'est montré l'un des plus éminents défenseurs des idées religieuses et politiques dont M. de Montalembert était la plus haute, la plus brillante expression. Esprit fin et distingué, doué d'une entente remarquable des hommes et des affaires, il a pris une part très active aux travaux de l'assemblée du Luxembourg, et, malgré l'indépendance de ses opinions et de ses votes dans cette Chambre dévouée *quand même* aux mi-

nistres du dernier roi, il a été souvent désigné comme rapporteur de lois importantes et difficiles.

Très populaire et fort estimé dans le département des Bouches-du-Rhône, il était le candidat naturel des nombreux adhérents aux idées qu'il a constamment défendues. Aussi a-t-il réuni 37,961 voix, qui l'ont placé, dans ces premières élections, au cinquième rang des élus.

BERRYER (PIERRE-ANTOINE).

Cet orateur, le plus grand qu'ait eu la France depuis Mirabeau, a la tête de Louis XVI, avec des traits plus nerveux, une physionomie plus mâle, où se peignent la fermeté et l'énergie du caractère. Le barreau et le parlement n'ont rien à lui opposer. Sa voix pure et sonore, servie par une accentuation bien nuancée, par des gestes expressifs, sans affectation, par tous les ressorts, enfin, d'une bonne déclamation, touche aux fibres les plus sensibles de l'âme et suspend à ses lèvres l'attention vivement excitée de l'auditoire.

Fidèle à ses convictions légitimistes sous les diverses législatures du règne de Louis-Philippe, trop libéral pour une royauté absolue, trop réservé pour un gouvernement parlementaire, il ne se trouvait complètement à l'aise que dans les discussions générales. Il aurait voulu embraser de son feu les hommes de son parti, mais ils restaient froids. Il aurait voulu les contraindre à marcher avec leur siècle, mais ils demeuraient immobiles. Qu'a-t-il fait alors ? Il s'est contenté, comme légitimiste, de pratiquer, en secret, le culte de ce qui n'est plus, et de sympathiser, comme homme de progrès, avec ce qui n'est pas encore ; mais, comme orateur, comme député, il s'est posé en citoyen jaloux de l'honneur de son pays vis-à-vis de l'étranger, honteux des indignes concessions faites à l'Angleterre, de l'abandon de nos conquêtes lointaines et de l'attitude passive du gouvernement de juillet en face du partage de la Pologne. C'est alors qu'il a réveillé dans tous les cœurs les plus vives émotions et provoqué sur tous les banes des applaudissements frénétiques.

Champion infatigable du faible contre le fort, de l'opprimé contre l'oppresser, il a défendu, sous la Restauration, les hommes de l'Empire, et, après la Révolution de Juillet, les hommes de la Restauration. Il a parlé pour le maréchal Ney ; il a parlé pour le prince Louis-Napoléon devant ces pairs de France qui devaient, la plupart, leurs honneurs et leur fortune à l'écueil de celui qu'ils allaient juger.

Né, à Paris, le 4 janvier 1790, et fils d'un honorable avocat, il fit ses études au collège de Juilly, et suivit ensuite la carrière de son père, dans laquelle il devait s'élever au premier rang. Il débuta, fort jeune, dans cette profession. A l'avènement de la Restauration, il était déjà très connu, très apprécié dans le cercle de la clientèle paternelle.

Cependant, quittant ses poudreux dossiers, à l'approche des Cent-Jours, on le voit s'enrôler sérieusement dans cette troupe peu sérieuse de jeunes *volontaires royaux*, qui se croyait appelée à la gloire de refouler, comme un nuage de poussière, les vieilles colonnes de l'armée impériale. Après avoir cueilli peu de lauriers dans cette campagne chevaleresque de trois mois, il reprit sa toque et trouva dans son éloquente parole le bouclier et le glaive auxquels il allait devoir de plus nombreux et de plus beaux triomphes.

Opposé aux réactions de 1815, il met généreusement ses armes au service des victimes de ses amis les royalistes, dont il déplore les tendances funestes; et la défense des généraux Debelle et Cambronne, celle surtout du brave maréchal Ney, honorent tout, à la fois, la noblesse de ses sentiments et la sagesse de l'esprit politique qui commence à briller en lui.

Les royalistes ne tardent pas à se diviser en deux camps; il y a, parmi eux, un parti ministériel et un parti de l'opposition. Berryer se rallie à ce dernier; et, dans les affaires Charrier, Senneville et Donnadieu, il poursuit impitoyablement devant les tribunaux le déplorable machiavélisme politique de Decazes.

En 1821, l'opposition, qu'il entourait de toutes ses sympathies, était devenue la majorité. N'ayant point encore à son service la tribune parlementaire, sur laquelle il devait un jour jeter tant d'éclat, il exerça, au profit de cette majorité, une heureuse influence en resserrant, de plus en plus, les divers éléments qui, après l'avoir formée, menaçaient de se dissoudre. Cette force d'union, première condition du triomphe, il la chercha de tous côtés, dans ses entretiens avec les chefs de parti, dans la polémique des journaux, dans la fondation des deux sociétés des *Bonnes-Lettres* et des *Bonnes-Études*, etc.; ce qui ne l'empêchait pas de s'illustrer, chaque jour, davantage dans le barreau, plaidant, entre autres causes importantes, celle de M. Michaud, rédacteur de la *Quotidienne*, et celle des héritiers de la Châlotaix contre la *Gazette de France*.

La question politique se trouvant, un jour, posée entre M. de Martignac et ses amis, d'une part, et M. de Polignac et les autres conseillers de Charles X, de l'autre, M. Berryer se prononça

pour ces derniers, ne soupçonnant pas que la marche précipitée des événements conduirait bientôt le trône aux fatales ordonnances de Juillet.

Nommé, en 1830, député par le collège d'Yssengeaux (Haute-Loire), il vint à temps au palais Bourbon pour y prendre part à la solennelle discussion de l'adresse des 221, la combattit vigoureusement, et appuya le ministère Polignac jusqu'à l'approche des célèbres ordonnances.

Après la Révolution de Juillet, il accourut pour protester contre la déchéance de la branche aînée et contre la mise en accusation des ministres de Charles X. Une divergence d'opinion sur le système à suivre dans la défense, l'empêcha de s'en charger.

Le moment était venu pour les légitimistes de résoudre une grave difficulté, celle de la prestation du serment, condition indispensable de leur participation aux fonctions législatives, judiciaires, administratives et militaires. M. Berryer, ne pouvant convaincre ses amis par le raisonnement, voulut, au moins, prêcher d'exemple et se détermina à prêter serment de fidélité au gouvernement de Juillet, afin d'être en position de le combattre.

Il voulut éviter une nouvelle faute à ses coreligionnaires politiques, lorsqu'un faux calcul, un funeste enthousiasme leur fit prendre, en 1832, la résolution de soulever le Midi et la Vendée. Cette entreprise, en ce moment, ne lui paraissait avoir d'autre chance que de ruiner, pour longtemps, des espérances qu'il fallait, selon lui, prudemment ménager. Ce dévouement lui coûta doublement cher ; il eut, d'une part, le regret de ne pas voir suivre les conseils qu'il alla porter dans la Vendée à la duchesse de Berry ; il eut, d'une autre, la douleur de voir ses efforts pacifiques traduits en crime de haute trahison. On continua de conspirer en Vendée, et, à son retour du voyage qu'il avait fait pour qu'on ne conspirât pas, il fut, malgré son titre de député, arrêté à Angoulême comme criminel d'État, reconduit à Nantes, envoyé, à la suite d'une longue instruction judiciaire, devant les assises de Blois, et solennellement acquitté, sans débat sérieux, sans que ses avocats eussent eu besoin de prendre la parole en sa faveur.

Plus tard, quand les principes constitutionnels semblèrent s'être affermis, sans doute la foi et les sentiments politiques de M. Berryer restèrent inaltérables dans sa magnifique intelligence et dans son cœur généreux, mais, si, dans l'opposition, il ménageait constamment, pour son parti, les intérêts sacrés de l'avenir,

il sacrifiait largement, dans la discussion, aux intérêts présents du pays, et ne cessait d'envisager la prospérité matérielle et morale de la nation comme une question d'actualité.

Autant il a brillé au premier rang des orateurs parlementaires dans toutes les luttes qui décident du sort des majorités et des minorités, et livré de brillantes batailles pour vaincre des cabinets et détruire des systèmes, autant il a mis de zèle à labourer le modeste sillon des moindres questions d'utilité locale, de service administratif, d'économie industrielle, d'amélioration agricole. Il fut, en 1830, un de ces puissants esprits qui s'égarèrent dans les calculs de la coalition, un de ces esprits naïvement dupes de leur ambition, plus naïvement dupes encore de l'ambition d'autrui. Il ne s'aperçut pas, non plus, en 1843, qu'il pouvait agir utilement pour son parti, honorablement pour lui-même, en s'abstenant du pèlerinage de Belgrave-Square. Du moins, le pèlerinage accompli, il sut avoir le courage de son opinion, et monta quatre fois à la tribune pour repousser le trait qui blessait cruellement sa personne, perçait son drapeau et réduisait sa riche éloquence au suprême sophisme d'une démission qui ne prouvait rien.

Inutile de consigner ici le nombre de suffrages qui, à chaque scrutin, renvoyait, de divers points de la France, M. Berryer à la Chambre. A nos yeux, les hommes du talent et du caractère de M. Berryer, à quelque opinion qu'ils appartiennent, ne sont point, dans les élections, les candidats d'un parti, d'un collège, mais les candidats de la France. Nous ne voulons pas, non plus, revenir sur les injustices qu'il a souvent rencontrées dans son parti, ni dire de quels dégoûts il a été abreuvé par les siens. Ils ont cru, un jour, s'acquitter, comme des Crésus, des Midas qu'ils sont, envers ce chef si intelligent et si dévoué, en souscrivant pour le rachat du château d'Angerville, avec beaucoup d'hommes étrangers aux opinions du célèbre orateur, qui n'avaient besoin pour lui donner cette marque de sympathie que de voir dans son admirable talent une de nos gloires françaises. Permis aux légitimistes de croire avoir payé ses services en lui jetant une obole; moins il devra penser à d'ingrates amitiés, plus il se préoccupera de la France.

La Révolution de 1848 ne l'a point surpris; il l'attendait, moins radicale peut-être, mais non moins prochaine, non moins décisive. On assure qu'il s'est rallié loyalement, franchement à la République. Nous y croirons, pour notre part, jusqu'à preuve contraire. Le département des Bouches-du-Rhône l'a envoyé à l'Assemblée nationale avec 44,169 voix, le quatrième, après

Lamartine, sur dix représentants à élire. En somme, M. Berryer a rêvé, toute sa vie, l'alliance de la légitimité et de la liberté; c'est bien moins un champion de la monarchie qu'un tribun du peuple. Sa haute raison ne peut manquer de reconnaître l'impossibilité absolue de toute restauration; et, dès lors, il sera certainement une des plus inébranlables colonnes de notre nouvelle République démocratique et sociale.

LABOULIE (GUSTAVE DE).

Issu d'une famille noble et légitimiste d'Aix, il est né dans cette ville le 25 août 1800. Son aïeul a laissé des livres de droit estimés. Son père était, en 1830, procureur général près la Cour d'Aix. Vers la même époque, le futur représentant débutait brillamment dans la magistrature. Après les événements de juillet, M. de Laboulie donna sa démission d'avocat général près la Cour de Riom, pour entrer au barreau d'Aix, où son beau talent lui assigna bientôt une place éminente. Il plaida pour tous les journaux prévenus de délits de presse, pour les accusés du complot légitimiste de Marseille, pour la *Gazette de Dauphiné* qui avait déclaré Louis-Philippe complice, en 1816, du conspirateur Didier, pour le marquis de Forbin qui avait publié une brochure contre le recensement. Sa renommée, d'orateur, conquise par ses nombreux succès et par ses convictions légitimistes, le désigna en 1834 aux suffrages d'un des collèges électoraux de Marseille, mais il ne siégea à la Chambre que pendant une législature. Cette courte apparition suffit, néanmoins, pour l'y faire remarquer et pour lui mériter quelques lignes très flatteuses de Timon. Il renonça, depuis, aux honneurs politiques, et revint au barreau, où son talent n'a cessé de grandir.

Il est arrivé à l'Assemblée nationale, nommé par les légitimistes et le parti catholique. Ce n'est pas, on le voit, un républicain de la veille, mais il dit l'être du lendemain, et il l'est devenu d'une manière très singulière, s'il faut en croire sa version : il a dit dans les clubs qu'en 1834, lors de l'union consommée à Marseille entre les légitimistes et les républicains pour combattre le dernier pouvoir, M. Démosthène Ollivier et lui étaient convenus de sacrifier leur opinion individuelle, pour se rallier franchement à celle des deux qui dominerait après la victoire. La République ayant triomphé, M. de Laboulie a dû se rallier consciencieusement aux croyances politiques du citoyen Démosthène Ollivier. Malheureusement pour lui, dans le département des Bouches-du-Rhône, les républicains de la veille ne sont pas, le

moins du monde, convaincus de la sincérité du sacrifice, mais, par contre, les légitimistes et le parti catholique le croient franchement dévoué à l'ordre de choses nouveau. M. de Laboulie, dont le nom est très populaire dans le département, a obtenu 33,051 voix.

OLLIVIER (DÉMOSTHÈNE).

Né au Bausset (Var), vers 1800, il vint très jeune s'établir à Marseille, où il devint commerçant en toileries. Pendant les dernières années de la Restauration, il se fit un nom parmi les libéraux qui déclarèrent au pouvoir une guerre acharnée, et subit même une condamnation politique. Après la Révolution de 1830, il fut de ceux qui pensèrent, au bout de quelques mois, que la dynastie d'Orléans avait faussé, dénaturé le mouvement dont elle était sortie. Aussi entra-t-il en 1836 au conseil municipal de Marseille, porté par les républicains. Il y fit, pendant quelques années, une opposition assez vive au parti triomphant. Ayant essuyé de cruelles pertes dans le commerce, il quitta Marseille pour aller, sans bruit, vivre à Paris, où il se dévoua à la tâche honorable d'élever sa nombreuse famille. Après la Révolution de 1848, son fils aîné, nommé commissaire du Gouvernement dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var, le ramena à Marseille.

Bien qu'il eût annoncé par une lettre publiée dans les journaux qu'il renonçait à la candidature, ses amis, malgré lui, s'en occupèrent avec une infatigable activité. Inscrit sur presque toutes les listes, sur celle des clubs républicains, en qualité de démocrate pur, sur les listes des légitimistes, des débris du parti conservateur et du parti catholique, comme témoignage de gratitude envers son fils, le commissaire du département, le citoyen Démosthène Ollivier a réuni 58,706 suffrages, et figure le second sur la liste des élus des Bouches-du-Rhône. C'est un homme ardent, actif, infatigable, un républicain de la veille qui n'a pas changé le lendemain, un écrivain distingué, profond, énergique. Le premier il a déterminé l'Assemblée nationale à proclamer la République, que de nombreux partis combattaient encore au dehors et peut-être au sein même de la Constituante. Il a aussi protesté récemment contre l'état de siège.

PASCAL (FÉLIX).

C'est un jeune avocat, né à Aix, en 1813, qui fait de la démocratie depuis l'adolescence, et qui s'occupe médiocrement de sa profession. Cette indifférence lui est rendue en oubli par la tourbe des plaideurs vulgaires; en échange, on l'a vu quelquefois défendre, avec un rare talent, ses amis compromis dans des procès politiques. Il y a huit ans, il fondait à Aix, *l'Ère nouvelle*, journal imprégné de radicalisme, lequel ne vécut que ce que vivent les roses; et depuis on entendit peu parler de son rédacteur. Après le 24 février, *l'Ère nouvelle* reparut et soutint la candidature de M. Pascal. Le Comité central du département, établi pour diriger les élections sous les auspices de l'autorité, inscrivit M. Pascal sur sa liste, comme représentant l'arrondissement d'Aix. A ce titre, il fut accepté par les électeurs *avancés* de Marseille, qui ne le discutèrent pas, car ils le connaissaient à fond, de longue main. Hors Marseille, le même motif, et, pour le petit nombre de ceux qui étaient en relation avec M. Pascal, une vie irréprochable, ont fait le reste. Les 30,581 suffrages qu'il a réunis, lui ont assigné la dernière place sur la liste des représentants des Bouches-du-Rhône. Les électeurs sincèrement républicains l'attendent à l'œuvre avec confiance.

POUJOLAT.

C'était l'élève, la commensal, l'ami du bon vieux Michaud, l'historien des *Croisades*, l'auteur de la *Correspondance d'Orient*, l'académicien le plus sec, le plus maigre, le plus spirituel et le plus amateur de café qui fut au monde.

Michaud l'éleva à la brochette dans ses bosquets enchantés de Passy, d'où l'œil embrasse la vaste capitale de la civilisation. Là il respira le grand air, et devint bientôt un homme magnifique, l'orgueil de son maître et l'admiration de toutes les douairières de la banlieue.

Michaud le fit entrer à la *Quotidienne*, où il ne tarda pas, Dieu et son patron aidant, à tartiner, chaque jour, d'une façon merveilleuse. Il lui fit corriger les épreuves de sa nouvelle édition de *l'Histoire des Croisades*. Il l'emmena en Orient, où ils couchèrent ensemble sous la tente, aux bords du Nil et au pied du mont Liban. Au retour, ils publièrent ensemble la relation de leur voyage.

Michaud fonde en 1833 *l'Institut historique*; son porte-queue

Poujoulat ne l'abandonne pas, et partage avec son illustre maître la grandeur et la décadence de cet établissement scientifique, digne d'un meilleur sort. Ils publient encore ensemble une nouvelle édition de *Mémoires sur l'histoire de France*, qui n'a pas été achevée.

Michaud expire. Poujoulat s'éloigne de la villa de Passy, où il a passé des jours bien heureux. Sa douleur est si profonde, qu'il n'ose jeter les yeux en arrière, et, depuis, il n'y remet plus les pieds. Respectons sa douleur !

Aujourd'hui Poujoulat est un magnifique homme de quarante ans environ, un Antinoüs, un Hercule, quelque peu dédaigneux, devant lequel on s'arrête frappé d'admiration. Il a continué son service à la *Quotidienne*, devenue l'*Union monarchique*, puis tout simplement l'*Union*, à la chute de la dernière monarchie. Il a publié une *Histoire de France*, en deux volumes, ornée de magnifiques gravures et conçue dans les principes politiques de son collègue Laurentie, l'apologiste de la Saint-Barthélemy. Il a été couronné par l'Académie française pour nous ne savons plus quel chef-d'œuvre. Il a fait partie, avec Dugabé, Viennet, Mahul, Caumont-Laforce, Lavalette, et *tutti quanti*, du club soi-disant républicain pour la liberté des élections, fondé par le journal très peu républicain l'*Assemblée nationale*, ce qui ne pouvait manquer de lui mériter un siège à la Constituante, en attendant celui qu'il convoite à la vieille Académie française.

Marseille a répondu au vœu d'un de ses plus beaux enfants. Grâce aux dernières élections de la cité phocéenne, l'ex-rédacteur de l'ex-*Quotidienne* est aujourd'hui représentant du peuple. — Vive la République !

REY (ALEXANDRE).^{*}

C'est un républicain de vieille date, âgé de 35 à 36 ans, un homme énergique, aux opinions très prononcées, et qui, protégé par son compatriote Méry, a fait dignement ses premières armes dans les journaux de Paris, entre autres dans le *National*, lequel a désormais le mérite de rendre incontestable celui de tous ses rédacteurs, sans exception. Excellente nomination, qui compense surabondamment quelques choix regrettables du département des Bouches-du-Rhône.

REYBAUD (LOUIS).

Fils d'un honorable négociant de Marseille, né dans cette

ville, le 15 août 1799, il se lia de bonne heure, avec Barthélémy et Méry, ses compatriotes, qui lui ouvrirent les portes de la presse. Il débuta dans *l'Indépendant des Bouches-du-Rhône*. Puis il vint à Paris en 1829, y prit part à la rédaction du *Voleur politique*, de *la Révolution de 1830*, de *la Tribune*, de *la Revue des deux Mondes*, du *Constitutionnel* et du *National*. Auteur des *Etudes sur les Réformateurs et Socialistes modernes*, l'un des meilleurs livres de notre époque, et de *Jérôme Paturot à la recherche d'une position sociale*, une des critiques les plus profondes et les plus spirituelles, à la fois, des mœurs de la France au milieu du dix-neuvième siècle, député de Marseille en 1846, représentant du peuple pour le département des Bouches-du-Rhône en 1848, il trouvera à la Constituante de nouveaux sujets d'études et d'observations. Sans doute le législateur sera digne de l'écrivain, et le moraliste viendra en aide au constituant pour appuyer les réformes les plus propres à cicatriser les plaies de la société qu'il a si bien décrites, et que le gouvernement déchu a malheureusement léguées en héritage à la nouvelle république. Louis Reybaud sera digne de son passé; et les amis d'une liberté sage et progressive peuvent l'attendre à l'œuvre avec confiance et sympathie. Il publie, en ce moment, un roman intitulé : *Jérôme Paturot à la recherche de la meilleure des républiques*. Hélas! le pauvre Paturot a fort à faire pour réussir dans sa nouvelle croisade.

CALVADOS.

Caen. — 12 Représentants.

BELLENCONTRE (JOSEPH-PIERRE-FRANÇOIS).

Né à Falaise, le 23 novembre 1785, colonel d'artillerie en retraite, sous-commissaire de la République dans son arrondissement natal.

Son père était notaire à Falaise; l'aîné de ses fils lui a succédé; l'autre, le représentant actuel, commença ses études chez l'abbé Filastre à Guibray; il entra ensuite au collège de Falaise; puis, d'une école préparatoire, il passa à l'École polytechnique,

où il se lia avec Arago. Là, il se prononça fortement contre l'élévation du premier consul à l'Empire. Sorti à l'École d'application de Metz, il fit la campagne d'Espagne, et, tombé au pouvoir de l'ennemi, passa en Angleterre, où il resta quelques années. Il fit, avec le grade de chef d'escadron, la seconde campagne d'Espagne sous la Restauration. Plus tard, il fut employé à l'École militaire.

En garnison à Blaye, lorsqu'en 1832 le général Bugeaud fut nommé commandant de ce fort, ses opinions politiques plurent peu à son chef, qui ne le servit pas auprès du ministre de la guerre. Lieutenant-colonel, sous-directeur de l'École d'application de Metz, envoyé comme colonel directeur de l'artillerie à Toulon, il fut mis à la retraite en 1846, après plus de quarante ans de service.

Propriétaire d'un revenu de dix à douze mille livres de rente, seul de sa famille il n'est point légitimiste. Sa bonne renommée démocratique lui a valu de passer le second sur la liste des douze élus, à une majorité de 96,000 voix.

BESNARD.

Agent d'affaires à Vire, sous-commissaire du Gouvernement provisoire dans cet arrondissement, il y est né le 23 novembre 1802, d'un pauvre charcutier, qui ne put lui faire donner qu'une éducation fort incomplète. Admis comme petit-clerc chez un avoué de Vire, appelé Busnout, il y apprit le maniement des affaires contentieuses. Enfin, doué de beaucoup d'esprit naturel et d'une rare intelligence, il succéda, à Vire, à un agent d'affaires renommé.

Son opposition au gouvernement de 1830 fut d'abord modérée; mais les fonctions de capitaine-rapporteur de la garde nationale lui ayant été enlevées par le sous-préfet, il se jeta, en 1846, dans l'opposition radicale.

Homme de conscience et d'honneur, possesseur d'une fortune médiocre, démocrate consciencieux et capable, il vivait, depuis longtemps, dans l'oubli, maudissant, avec beaucoup d'autres, le joug corrupteur et corrompu qui pesait sur notre patrie, et faisant des vœux ardents pour un ordre de choses meilleur, quand la nouvelle des immortelles journées de février est venue rendre l'espoir à son âme, en lui apprenant que la France allait enfin entrer, à pleines voiles, dans une ère nouvelle. Le Gouvernement provisoire a fait aussitôt de lui un de ses sous-commissaires, catégorie de fonctionnaires dans laquelle, chacun le sait, l'ivraie était fort mê-

lée au bon grain. Et cependant, le citoyen Besnard a trouvé le secret de se faire aimer des sept à huit mille âmes de sa petite sous-préfecture de Vire, abondante en fabricants de draps, en ouvriers tisseurs et autres, qui en font une espèce de rivale d'Elbeuf, gens très peu préparés, on s'en doute, à l'avènement de la République, et qui ont cru la voir tomber des nues quand on la leur a annoncée. Dans cette ville, qui n'est pas bien éloignée de Lisieux, si longtemps le bourg-pourri de Guizot, il y avait beaucoup à faire pour l'éducation démocratique des masses. Besnard a entrepris cette rude tâche, et ce qui prouve clairement les sympathies qu'il a trouvées sur sa route, c'est que près de 67,000 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le cinquième sur la liste nombreuse des représentants du Calvados.

DESCLAIS (L'ABBÉ JACQUES-ALEXANDRE).

Ce pieux desservant de la paroisse de Cresserons, près de la Délivrande, est né à Caen, le 4 avril 1801, dans la rue des Croisiers, d'un honnête fripier, grand républicain, père de seize enfants, dont l'abbé est le dernier.

Il fit des études brillantes au lycée de Caen, et entra ensuite au séminaire de Bayeux, où il fut ordonné prêtre avant l'âge de 24 ans. Puis il fonda, à Pont-l'Évêque, une institution, dans laquelle il éleva gratuitement ses neveux. Ayant quitté son pensionnat en 1830, il obtint la cure qu'il possède encore, et à laquelle il n'a pas voulu renoncer pour des places beaucoup plus avantageuses.

Il a toujours été très républicain. Sa charité va jusqu'à la limite du communisme. Il est le père, l'ami, le père de ses paroissiens, le plus gai, le plus spirituel convive de leurs fêtes, le juge-de-peace de tous leurs différends, l'administrateur enfin de toute la commune, où rien ne se fait sans son ordre ou sa permission.

Sa tolérance est extrême. Dans sa paroisse, les catholiques traitaient autrefois les protestants de *chiens de huguenots*. L'abbé Desclais leur a fait comprendre que c'étaient des frères. Il donne, un jour, deux sous à une femme qui lui demandait l'aumône. » C'est une protestante, » lui dit une autre femme. « Eh bien ! cours après elle, » répond l'abbé ; et il lui donne une pièce de dix sous.

Il prie pour les protestants malades ; il a ouvert une souscription pour leur faire bâtir un temple ; et eux lui ont offert un beau

cadeau pour son église. Cette église avait besoin de réparation; il se fait maçon et manœuvre, il manie la truelle; et catholiques et protestants, excités par son exemple, ont bientôt achevé le travail.

Sa vie est un enchaînement de bonnes œuvres. Il passe, un jour, devant une maison; on y opère une vente sur saisie. « Pour combien? » demande-t-il. « Pour 300 fr. » Il s'éloigne, un instant, revient et conseille aux malheureux de mettre à l'encan ce qu'ils ont de plus mauvais. Le curé donne 300 fr. d'un affreux ustensile de ménage cassé, et se retire en emportant son acquisition. Aussi les huissiers qui le connaissent ne font-ils jamais une saisie sans l'en prévenir; quand la somme est trop forte, il s'oblige personnellement et prend des termes.

Il fait élever les enfants naturels par leurs mères, et leur en fournit les moyens. Son père lui a laissé 300 fr. de revenu en immeubles; un de ses frères lui a légué toute sa fortune; il a eu la moitié de l'héritage d'un autre, et plusieurs petites successions, mais les besoins des pauvres ont fort ébréché tout cet avoir.

C'est, du reste, à l'extérieur, l'ancien type du chanoine rebondi, opérant, par l'expansion sincère d'un honnête libéralisme, sa réconciliation avec les frondeurs mécréants. Il a obtenu un grand succès dans les clubs de Caen, en promettant aux électeurs de prêcher à l'Assemblée de *bons petits prônes républicains*.

Il a été élu à la Constituante par 49,571 voix. Le dimanche qui a précédé son départ pour Paris, on lui a ménagé une ovation: les habitants de toutes les communes environnantes l'ont suivi jusqu'à son presbytère, en criant: « Vive l'abbé Desclais! » En faisant ses adieux à ses paroissiens, il leur a dit que l'argent qu'il toucherait à l'Assemblée serait pour eux. Il est parti furtivement pour se dérober à leur affection, car ils voulaient le porter en triomphe à Caen.

DESLONGRAIS-ROCHERULLÉ (ARMAND).

Maire de Vire, de temps immémorial; membre du conseil général du Calvados; négociant fort estimable et fort économe, M. Rocherullé-Deslongrais est né dans cette ville le 13 août de l'an de grâce 1796. Fils d'un honnête passementier, il reçut une éducation fort ordinaire, et se livra longtemps au commerce des vins. Il fut envoyé à la Chambre, en 1834, par les électeurs de la majorité conservatrice; et ses votes furent d'abord conformes aux principes de ces mandants; mais il ne tarda pas à leur faire

volte-face, tant le fruit défendu à de charmes pour tous les cœurs. Ses électeurs ne s'en formalisèrent pas le moins du monde; c'était M. Deslongrais qu'ils voulaient; c'était lui qu'il leur fallait!

Il ne cessa pas d'être réélu en 1839 par 293 suffrages sur 353. Mais, en 1842, il n'en obtint que 260 sur 353, son compétiteur M. de Pontécoulant en ayant réuni 250. On s'attendait donc à le voir succomber en 1846, quand tout à coup il reprit le dessus, à la stupéfaction générale.

Ce brave négociant n'a guère jamais vu l'accomplissement de son mandat que dans les calculs de ses chiffres, et dans les balances, plus ou moins justes, de ses recettes et de ses dépenses. Il s'était fait aux dernières Chambres l'homme fossile du *doit* et *avoir*.

Tout le monde se rappelle l'avoir vu à cette époque; il avait de commun avec l'empereur Napoléon une redingote usée, de nuance grise; mais il se rapprochait entièrement de ses concitoyens, les habitants de l'excellente ville de Vire, par la forme peu prétentieuse de son vieux feutre. Le temps a, quelque peu, transformé ces accessoires, mais la figure du maire neustrien n'a guère changé. Aux derniers jours de l'ancien gouvernement, il semblait que sa place eût dû être plutôt en pleine et franche gauche que dans les régions brumeuses du centre.

Est-ce à dire que le brave Rocherullé-Deslongrais fût complètement mûr pour la République, quand elle a subitement éclaté sur la France comme une bombe? Pas le moins du monde. Son embarras est même aujourd'hui, très certainement, non moins grand que celui qu'il éprouvait à ses débuts de 1835 à 1839, quand il exécutait progressivement et peu à peu son changement de conversion du juste-milieu philippiste à l'opposition dynastique; il ne faut pas attribuer à une autre cause l'acharnement qu'il vient de mettre à réclamer le rétablissement de la contrainte par corps, au grand scandale de MM. Ledru-Rollin et Étienne Arago. Il figure, en première ligne, sur la liste des douze élus du Calvados; 400,594 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

DEMORTREUX (PIERRE-THOMAS-FRÉDÉRIC).

C'est un homme droit, honnête, né à Lizieux, le 29 novembre 1798, élu deux fois, membre du conseil général, président du tribunal civil, adversaire déterminé de la politique Guizot, qu'il ne cessa, dans toute circonstance, de battre impitoyable-

ment en brèche. Le vizir arrivait-il au confluent de la Tonque et de l'Orbée, en son bourg pourri de près de douze mille âmes, au milieu de ses fabricants de frocs, de draps, de toiles de lin, de cotonnades, et parmi ses distillateurs d'eau-de-vie, tandis qu'on lui préparait, de toutes parts, des banquets et des illuminations, Demortreux, caché derrière ses volets, lui préparait, lui, de son côté, quelques-uns de ses bons tours, les doigts encore tout noirs de l'encre caustique qui lui avait servi à écrire l'article malicieux qu'il venait d'expédier au *Haro*. Il s'opposait, avec une fermeté opiniâtre, à chacune de ses élections. Si Guizot l'eût osé, jamais il n'aurait paru à Lisieux, sans avoir, au préalable, exilé son maudit antagoniste dans l'île de Corse ou dans les Basses-Alpes.

La Révolution de 1848 a écrasé Guizot, c'est certain, mais, en même temps, elle lui a enlevé un rude cauchemar en le débarrassant de Demortreux. Aujourd'hui que, vu son exil et son profond incognito, l'ex-ministre ne le redoute guère plus nulle part, il donnerait tout au monde pour trouver, dans quelque nouveau ministère de la justice, un bon républicain qui daignât, en le brisant, accomplir, en sa faveur, sans danger, une petite vengeance qu'il couve depuis longtemps, et qui finira par l'étouffer, s'il ne la satisfait pas.

A part son antipathie pour Guizot, Demortreux, quoique nommé récemment commissaire de la République dans le Calvados, était plutôt un honnête opposant dynastique qu'un républicain pur sang. C'est, tout au plus, un excellent patriote de la nuance ministérielle du *National* satisfait. 74,599 voix l'ont envoyé à l'Assemblée constituante, le quatrième sur les douze élus de son département.

DOUESNEL-DUBOSCQ (ROBERT-ALEXANDRE).

Né dans l'arrondissement de Bayeux, le 16 octobre 1798, d'une honorable famille d'agriculteurs, il avait seize ans à l'époque du retour en France de la branche aînée des Bourbons. Il se rendit au camp des royalistes, formé à Livry, par le duc d'Aumont, après sa descente sur les côtes de Normandie.

Héritier, on ne sait comment, de la fortune considérable d'un oncle qui ne l'aimait pas, il devint substitut, puis procureur du roi à Bayeux; mais, s'étant lancé, par caprice, dans l'opposition, il fut revêtu des mêmes fonctions à Oran, refusa cette mystification, et fut destitué.

Chef de bataillon de la garde nationale de Bayeux , membre du conseil général pour le canton de Caumont , il a fondé une maison de banque qu'il dirige avec deux associés. On le dit presque aussi monarchique que républicain. Huitième sur la liste des élus du Calvados. 56,860 suffrages.

DURAND (FRANÇOIS).

Né à Cherbourg (Manche), le 26 octobre 1796, issu de parents honorables, mais peu favorisés des dons de la fortune, il fit ses humanités au lycée de Caen, et étudia le droit à la Faculté de cette ville. Se destinant au notariat, il fut clerc, pendant plusieurs années, dans l'étude de M^e Boileau, à Paris. De retour à Caen, il acheta la charge de M^e Duvant, et se distingua dans cette carrière.

Toujours dans les rangs de l'opposition, il fut appelé au conseil-général par les électeurs de Caen, devint membre du conseil municipal de cette ville, et y remplit les fonctions de secrétaire depuis 1830 jusqu'aux événements de février, époque où il fut nommé maire.

Lors du passage du duc de Nemours, en 1843, il avait sollicité et obtenu l'honneur de figurer dans un quadrille avec la princesse. Retiré des affaires, il jouit d'une fortune mobilière et immobilière considérable. C'est un homme sec, aux lèvres minces et serrées. Le sixième sur la liste des élus du Calvados, il a obtenu 64,382 suffrages.

HERVIEU (PIERRE-SOSTHÈNE).

Né le 29 septembre 1809, à Ryes, village d'environ six cents âmes, distant de huit kilomètres de Bayeux, il fit ses études au collège Louis-le-Grand, aujourd'hui lycée Descartes, et y obtint, pendant huit ans, de nombreuses couronnes à chaque distribution de prix. Armand Marrast, aujourd'hui maire de Paris, était alors professeur dans cet établissement.

A la Révolution de 1830, ils combattaient ensemble sous le drapeau de la liberté. Sosthène Hervieu fut décoré de juillet, et nommé, par la commission des récompenses nationales, maréchal des logis au 6^e de chasseurs. Le *Moniteur* annonça qu'il avait rejoint son corps, armé, équipé et monté à ses frais, voulant prouver par son exemple, qu'au moment du péril, tout citoyen doit payer de sa bourse et de sa personne.

Quand les chances de guerre eurent disparu, M. Hervieu, qui

venait de perdre son père, rentra dans ses foyers, où, depuis dix-huit ans, il n'a pas cessé de servir utilement son pays. Nommé chef de bataillon de la garde nationale, et réélu unanimement à chaque nouvelle élection, il organisa, dans son canton, une opposition vigoureuse, qui a combattu, sans relâche, les tentatives liberticides du pouvoir qui vient de succomber.

Il a provoqué la création de routes et d'établissements de charité, s'est rendu adjudicataire de ces travaux, les a dirigés avec une rare intelligence, et, quand ils ont été terminés, il a distribué aux ouvriers les bénéfices réalisés sur les prix d'adjudication. Il a concouru à la formation d'un établissement pour l'extinction de la mendicité dans la commune qu'il habite. Possesseur d'une fortune immobilière de 10,000 fr. de revenu, il est le père des travailleurs. D'un caractère flegmatique et réfléchi, homme intègre et d'un jugement sûr, n'ayant que des vues honnêtes, il va droit au but, sans s'inquiéter des obstacles.

La révolution de 1848 l'a trouvé au premier rang des défenseurs de la République; et plus de 49,000 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

LEBARILLIER (LOUIS-CONSTANT).

Cultivateur et propriétaire à Lebissey, agronome très instruit, possédant une fortune d'environ 30,000 fr. de rente, dont il fait valoir, par lui-même, la plus grande partie, ami du paysan et du pauvre, jouissant, dans la contrée, d'une réputation de bienfaisance et de droiture à laquelle personne, jusqu'à ce jour, n'a jamais pu atteindre, républicain de vieille date et de forte trempe, il sera très utile à l'Assemblée nationale dans les questions relatives à l'économie agricole, délaissée trop longtemps en France. Que les comités écoutent ses conseils et les suivent! tout le monde s'en trouvera bien!

Né le 2 octobre 1805, il voulut d'abord embrasser l'état ecclésiastique, et ne renonça à ce projet que par suite de l'opposition de sa famille. De bonne heure, sous la branche aînée, il s'était fait remarquer dans les rangs de l'opposition. Ses vieilles tendances démocratiques lui ont mérité d'être appelé aux fonctions de commissaire du Calvados par le Gouvernement provisoire. Ses administrés, ses concitoyens, lui ont prouvé combien il avait su se faire chérir de la population entière en lui frayant, par 80,322 voix, la route de l'Assemblée nationale. Il figure le troisième sur la liste des élus.

LEMONNIER (JEAN - NICOLAS).

C'est un ouvrier, un véritable ouvrier serrurier, tout prêt à reprendre la lime et le marteau qu'il a quittés pour venir à l'Assemblée nationale.

« Né en 1815, à Rouen, de pauvres tisserands, j'ai été élevé, dit-il, sous le toit paternel jusqu'à environ 14 ou 15 ans. Mes parents, me croyant trop faible pour exercer une profession physiquement pénible, me placèrent petit clerc chez un avoué de ma ville natale. La faible rétribution qui m'était accordée, ne permit pas qu'on pût me soutenir dans cette partie; et, après l'essai de trois ou quatre emplois du même genre, où je ne gagnais pas plus, je rentrai chez mon père, et je travaillai de mon état.

« A peu près âgé de 19 ans, je me mis en apprentissage, comme tourneur en fer, chez M. Poète, à Rouen. N'ayant point d'argent à donner pour cet apprentissage, je payai de ma personne; je gagnais 75 centimes par jour; je devais tourner la roue trois jours par semaine, et, les trois autres jours, exercer mes facultés sur le tour. Quelques mois après, je ne pouvais plus tenir à la fatigue du tournage de la roue, n'ayant d'autre ressource pour me loger, me nourrir et me blanchir que mes 75 centimes par jour. »

Lemonnier travaille tour à tour chez divers couteliers, serruriers, mécaniciens, limeurs en cuivre, quincailleurs, fileurs. Au montage de l'hydraulique d'un tissage, il est accroché par la manche de sa blouse, et entraîné autour de l'arbre de souche; son pied se trouve pris dans un des supports; il entend un craquement, il croit sa jambe cassée: le mal était plus grand, il est estropié pour toujours. Plus tard, il est de nouveau blessé par un morceau de fer rouge-blanc, au-dessus de la cheville.

« Aidé un peu par mes parents, continue-t-il, j'ai ajouté quelques outils au petit mobilier que je m'étais déjà donné; puis j'ai essayé de travailler dans ma chambre. Depuis cette époque, chacun connaît la marche des affaires; j'ai eu bien de la peine à me soutenir. Ma mère est morte au mois de mars dernier; elle m'a laissé quelques centaines de francs; c'est là ce qui fait que j'ai persisté à rester chez moi jusqu'à présent, espérant une reprise dans les travaux. »

Lemonnier explique, enfin, ses idées politiques et sociales; il veut le respect de la propriété; le retour à l'État des grandes voies de communication; la liberté des cultes, tous rétribués par la nation; l'organisation du travail, d'après ses vues, à lui,

qui sont très sages ; l'éducation obligatoire pour l'ouvrier, avec des récompenses et des peines pour chacun ; le travail réduit à 11 heures par jour ; la fondation d'ateliers nationaux ; une caisse de prévoyance et de retraite pour l'ouvrier invalide ; la moralisation du prisonnier par l'éducation et par un travail dont la concurrence ne sera pas dangereuse ; le service militaire obligatoire pour tous les citoyens sans distinction, ainsi que celui de la garde nationale, avec indemnité pour les pauvres ; l'éducation pour le soldat ; des récompenses pour tous les genres de mérite, mais avec une distinction dans le ruban des décorations, etc.

« Voilà mes idées, citoyens républicains, dit Lemonnier en finissant. S'il y a du bon, servez-vous-en. Si elles ne valent rien, laissez-les !... Je n'ai pas demandé la candidature ; je ne refuse pas d'aller à la Chambre ; mais je suis encore plus loin de le désirer, parce qu'il me semble que la constitution peut se faire sans moi. »

Plus de 44,000 suffrages, répondant à cet appel modeste de l'ouvrier serrurier, l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

On accuse Lemonnier d'avoir fêté son élection par des libations trop abondantes et trop fréquentes. Il ne s'en défend pas. Ce qu'il affirme seulement, c'est que ce n'est pas chez lui péché d'habitude, mais de circonstance.

MARIE (AUGUSTE-ALPHONSE).

Honorable négociant de Caen, porté sur toutes les listes des comités républicains, mais tout à fait inconnu en dehors de sa circonscription départementale, c'est, au reste, un homme de haute stature, de figure assez distinguée, mais pâle et amaigrie. Il est doux par caractère, mais prompt à l'entraînement. Sorti des rangs les plus obscurs de la société, il fut désigné, lors du passage du duc et de la duchesse de Nemours, en 1843, pour donner la main à cette princesse, dans un quadrille d'honneur. Il est né à Caen, le 11 juin 1803.

A l'époque des événements de février, le parti libéral, à la tête duquel son père, ancien secrétaire-général de la préfecture du Calvados, en 1830, avait marché durant de longues années, le réclama, et Marie entra dans ses rangs.

Commissaire du Gouvernement, en 1848, il a su se faire généralement chérir et estimer. Comme son collègue Lebarillier, il a consacré son traitement à des œuvres patriotiques. Il figure le septième sur la liste des élus du Calvados et a été honoré de 61,653 suffrages.

PERSON (FÉLIX).

Ce républicain, à toute épreuve, dont les opinions démocratiques sont connues depuis longtemps, est né à Caen, le 3 février 1796. Fils de Pierre-Charles Person, commandant de l'École d'équitation, il fit, au lycée de sa ville natale, de bonnes études. Maréchal-des-logis dans les gardes d'honneur, en 1813, il refusa, à la Restauration, d'entrer dans les gardes-du-corps, et devint officier de la garde mobile durant les Cent-Jours. De bonne heure, il se jeta dans les rangs de l'opposition, et, dès sa jeunesse, il appartenait à l'opinion libérale, dont, en 1842, il était le candidat à Caen.

Cultivateur distingué, il fait partie de toutes les sociétés agricoles de la contrée qu'il habite, ainsi que de tous les jurys et de toutes les commissions chargés de distribuer des encouragements à l'agriculture.

Amateur passionné de chevaux, il a publié plusieurs ouvrages sur la science hippique, qu'il possède à fond, entre autres : *les Chevaux français en 1840* ; *les Remontes, les Haras et le Pays* ; *l'Avenir des Chevaux en France* ; *la Question chevaline au Congrès central* ; *de la loi sur le roulage*, etc.

L'un des fondateurs et des principaux rédacteurs de *la Normandie agricole*, ouvrage périodique, justement estimé, il comptera à l'Assemblée nationale parmi les plus zélés défenseurs des intérêts de l'agriculture.

Républicain honnête et dévoué, homme d'un caractère et d'une opinion modérés, le peuple électoral du Calvados a fait preuve de patriotisme en lui frayant, par plus de 53,000 suffrages, la route de la Constituante, où il siège au centre du côté gauche, et où il ne tardera pas à montrer, par ses nobles sentiments et ses connaissances spéciales, qu'il est digne de figurer au premier rang des notabilités du pays.

CANTAL.

Aurillac. — 7 Représentants.

DAUDE.

Agé de 39 ans, avocat à Saint-Flour, membre du conseil général à 26 ans, opinions politiques modérées. C'est peu, mais

c'est beaucoup si l'on réfléchit aux quatre conservateurs satisfaits, MM. Dessaret, Bonnefons, Salvage et Castellane, qui siégeaient, pour ce département, à la dernière Chambre du gouvernement déchu. Élu le quatrième sur les sept représentants du Cantal à l'Assemblée nationale, par 22,000 suffrages, il est petit-fils d'un membre de l'Assemblée constituante. Il a fondé, lors de la promulgation des lois de septembre, une société pour la liberté de la presse, dont il est devenu le président.

DELZONS (JEAN-FRANÇOIS-AMÉDÉE).

Avocat à Aurillac, s'occupant aussi de recherches historiques et monumentales, il est né dans cette ville, le 26 janvier 1808. Son oncle, le général Delzons, anobli par l'empire, a trouvé une mort glorieuse sur un des champs de bataille de cette époque. Lui-même a été, pendant quelques jours, maire d'Aurillac. Membre du conseil général du Cantal, il excellait dans la stratégie des élections; aussi l'a-t-on vu, dans ces derniers temps, mettre ce talent à son propre service. Ses compatriotes assurent qu'il est, depuis longues années, dans l'opposition. Nous ne sommes point en mesure de leur prouver le contraire. Ils assurent, de plus, que c'est un républicain modéré; ce qui, à l'époque où nous vivons, ne signifie pas grand'chose. Il a été le premier élu, sur la liste de son département, par 25,000 suffrages.

DURRIEU (PAULIN).

Celui-ci, pour le coup, est un véritable républicain. Il l'était longtemps avant le 24 février, ce que ne lui conteste certainement aucun de ses collègues. Né en 1808, ancien membre de la *Société des Droits de l'Homme*, il a été nommé par le Gouvernement provisoire sous-commissaire à Mauriac, arrondissement peuplé de près de 64,000 âmes, et y a rempli sa mission avec droiture, bienveillance et fermeté. Ses opinions modérées, ses principes solides justifient pleinement son élection et les 18,000 voix qu'il a obtenues. On s'étonne seulement qu'il n'ait passé que le septième sur une liste de sept membres, car il avait été spontanément porté par tous les comités du département; mais, dans ce pays perdu, l'intrigue a ses coudées franches; et le clergé et la vieille noblesse ne s'y endorment pas, tant s'en faut, quand viennent les jours de lutte.

MURAT-SISTRIÈRES.

Né en 1803, riche propriétaire à Vic, arrondissement d'Au-

rillac, fils du général Murat-Sistrières, et descendant d'une des plus nobles familles de la haute Auvergne, beau-frère de M. de Combarel, représentant du Puy-de-Dôme, ancien élève de l'École polytechnique, ancien capitaine d'artillerie, retiré du service en 1838, membre distingué du conseil général, économiste et administrateur capable, il s'était présenté pour la députation, sous le gouvernement déchu, comme candidat de la gauche radicale, contre M. Bonnefons. Sa supériorité réelle se révèle dans son attitude extérieure par quelque chose de froid et de roide. Ses yeux vous disent qu'il accepterait le commandement, les honneurs; mais sa dignité vous prévient qu'il ne se courberait pas pour les ramasser. Il n'a jamais fait une profession de foi, il ne relèvera jamais que de lui-même. Sa conviction se trempe comme le fer; il refuse de passer avec les électeurs un contrat blessant pour son indépendance. Républicain énergique, homme tout d'une pièce, il a été élu par 22,000 suffrages.

PARIEU (FÉLIX ESQUIROU DE).

Fils d'Hippolyte de Parieu, ancien maire d'Aurillac, membre de la Légion-d'Honneur, lequel, sous le gouvernement déchu, avait été, plusieurs fois, un des candidats de l'opposition de gauche pour la députation de l'arrondissement d'Aurillac, Félix Esquirou de Parieu est né, dans cette ville, le 13 avril 1815. Il est, depuis 1844, avocat près la Cour d'appel de Riom. Membre de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, ancien membre de l'Institut historique de Paris, il a publié divers articles fort remarquables de jurisprudence dans la *Revue de législation* de son collègue actuel Wolowski. Il est, en outre, auteur de plusieurs notices sur l'agriculture du Cantal. Opinion républicaine modérée. Nommé le deuxième sur la liste des élus du département, par 24,000 suffrages.

RICHARD.

Né en 1809, dans le canton de Pierrefort, arrondissement de Saint-Flour, élève d'Alfort, médecin-vétérinaire au 1^{er} régiment d'artillerie, il profita de son séjour à Strasbourg pour se faire recevoir médecin, demeura quatre années en Afrique, professa à Grignan un cours d'économie du bétail, fonda en Auvergne une École d'agriculture, et occupa une chaire d'histoire naturelle à l'École des haras.

Enfant du peuple, imbu de sentiments républicains, il se fit affilier à Strasbourg à la *Société des Droits de l'Homme*. Il doit

à son mariage une belle fortune, dont il fait un utile emploi. Docteur en médecine, directeur de l'École des haras, membre de plusieurs sociétés savantes, auteur de divers ouvrages d'agriculture et de science hippique, il passe pour un homme honnête, ferme, loyal. Nommé sous-commissaire de la République dans l'arrondissement de Saint-Flour, il a été envoyé, lui sixième, sur la liste des sept, à l'Assemblée nationale par 16,000 suffrages.

TEILHARD-LATERRISSÉ.

Autre médecin, qui, en cette qualité, s'est toujours beaucoup occupé de politique. Ce n'a pas été un malheur pour la ville de Murat, où il est né en 1811, où il exerce, et qui a cru devoir, dans sa reconnaissance, l'investir des fonctions municipales, à la Révolution de Février. Cet honneur lui était bien dû. Teilhard-Laterrière, en effet, est l'ami des pauvres, le consolateur né de tout ce qui souffre. Ses sympathies ne sont étrangères à rien de ce qui est noble et généreux. De temps immémorial, il est renommé pour son patriotisme et pour ses convictions républicaines. Dans tout département moins arriéré que le Cantal, il n'eût pas passé le cinquième, mais le premier, sur la liste des élus, et n'eût pas obtenu 20,000 suffrages, mais le double. Patience ! notre éducation démocratique n'est pas encore faite. Ce représentant du peuple y contribuera pour une large part. Aucun de ses amis n'en doute.

CHARENTE.

Angoulême. — 9 Représentants.

BABAUD-LARIBIÈRE.

Avocat, commissaire du gouvernement à Angoulême, né à Confolens (Charente), en 1820, âgé de 28 ans.

M. Babaud appartient à cette génération laborieuse et convaincue qui a trouvé dans l'étude la raison philosophique des croyances que la sublime révolution de février est destinée à réaliser. Il n'avait que 17 ans, lorsqu'en 1837, M. Gougeard, directeur de *l'Écho du Peuple*, de Poitiers, journal républicain, ayant été arrêté et conduit au donjon de Niort, il devint l'un des

rédacteurs de ce journal que le pouvoir voulait écraser à tout prix, et s'acquitta avec dévouement de cette tâche périlleuse pendant trois ans.

En 1840, il était avocat à Limoges. Il dut à une circonstance déplorable de rentrer dans le journalisme. Le rédacteur du *Progressif*, journal républicain, ayant tué en duel un citoyen de cette ville, dut prendre la fuite. Le journal allait cesser de paraître : il en accepta la rédaction, mission devenue bien difficile en raison de l'émotion produite par le fatal duel. Il resta dix-huit mois au *Progressif*.

Rappelé à Confolens par la mort de son frère, il vécut depuis dans la Charente, successivement rédacteur de *l'Écho de la Charente* et de *l'Indépendant*, et consacrant tout son temps à l'étude de la politique et à celle des besoins de son département.

M. Babaud-Laribière était républicain par instinct, il le devint par raison. Nourri de la lecture du *Contrat social*, il prit pour dogme cette grande pensée de Rousseau, à savoir que le peuple seul est souverain, et que sa souveraineté est inaliénable et imprescriptible. Ce dogme réalisé, c'est la république.

M. Babaud entend par république, non ce gouvernement brutal de majorités ignorantes, qui prendraient pour loi leurs instincts grossiers, mais bien ce gouvernement qui doit s'appuyer sur les lois immuables de la morale, qui prend Dieu pour départ et le bonheur de l'humanité pour but.

Selon lui, point de société possible sans la famille et la propriété.

Demandez à l'histoire, dit-il, où sont allées les théories odieuses et ridicules qui ont effrayé le monde depuis Campanella jusqu'à Babeuf, depuis Fourier jusqu'au communisme?

Toutefois, il avoue que la famille et la propriété peuvent être modifiées et améliorées.

La propriété étant la base de tout ordre social, il faut la fortifier par une plus équitable répartition des charges qui l'oppriment, et surtout par un meilleur emploi de ces impôts, de toute nature, qu'elle verse, chaque jour, au trésor; par une économie stricte dans les dépenses; par de sages réformes introduites dans les impôts sur les vins, sur le sel, sur les octrois.

M. Babaud-Laribière parle aussi de la question du travail. Tout homme, dit-il, a droit au travail, c'est-à-dire que l'État doit subvenir aux premiers besoins de tous les citoyens, en fournissant du travail aux valides et une existence assurée aux invalides. De là, deux sortes d'idées : pour les invalides, création

sur une large échelle d'hôpitaux, d'hospices et d'invalides du travail ; organisation par l'État des tontines ; extension des caisses d'épargne et création des retraites civiles.

Pour les travailleurs valides : outre les réformes indiquées plus haut, création d'un ministère spécial de l'agriculture ; ouverture de nombreuses écoles et fermes-modèles ; achèvement du grand système des chemins vicinaux qui doit relier tous nos villages.

M. Babaud veut que le plus grand nombre de métiers revienne à la campagne ; il veut arracher aux agglomérations infectes des villes tous les ouvriers dont les travaux peuvent s'exécuter à l'air pur des champs.

Il conseille à l'État de s'occuper de tout ce qui peut être utilement fait par lui. A ce titre, les canaux lui appartiennent essentiellement. Il doit monopoliser les assurances, les transports des messageries, et tous les services d'utilité publique.

Il demande une loi d'éducation commune, obligatoire et gratuite pour tous. Sans doute, tous les individus n'auront jamais une *instruction* égale, les diversités d'aptitudes et de professions s'y opposent ; mais tous les citoyens doivent avoir une éducation *sociale*, puisqu'ils sont appelés à jouir des mêmes droits.

Telles sont les idées que M. Babaud-Laribière apporte à l'Assemblée nationale, et qu'il y développera avec le talent dont il a donné tant de preuves. Quant à ses antécédents, ils sont entièrement à sa gloire. Soldat courageux de la presse démocratique, le gouvernement l'a désigné pour établir la république à Angoulême. Son administration a été si franche, si paternelle, si conciliante, en un mot, il a si bien fait les affaires du département, que le département tout entier a voulu le mettre à même de faire, avec un pareil succès, les affaires de la République.

Il a été nommé par 36,000 voix.

BODET (MATHIEU).

Né à la Monlède (Charente), le 16 décembre 1816.

Membre du conseil général de la Charente, avocat à la Cour de cassation et au conseil d'État.

Homme qui jouit d'une excellente réputation dans son département. Républicain ou royaliste constitutionnel. Ses opinions politiques sont celles d'un homme du progrès et des améliorations sociales. On se loue de sa modération et des services qu'il a rendus à ses concitoyens. Élu par 37,839 suffrages.

GIRARDIN (ERNEST DE).

Le citoyen Ernest de Girardin est né en 1803. Il est fils de Stanislas de Girardin, l'élève de J.-J. Rousseau.

Sa fortune est assez considérable. Si la richesse n'est pas une vertu, c'est encore moins un vice.

Ennemi irréconciliable de la politique de 1830, il a imperturbablement voté contre tous les ministères.

Les habitants de Ruffec, constants appréciateurs du mérite de M. de Girardin, lui ont accordé l'honneur de les représenter, à l'Assemblée nationale, comme il les avait représenté, depuis 1831, à l'extrême gauche de la Chambre des Députés.

Il a obtenu 44,829 suffrages.

HENNESSY (AUGUSTE).

Membre du conseil général, âgé de 46 ans, né à Cognac (Charente).

Ce représentant votera-t-il à l'Assemblée nationale comme il votait jadis au conseil général, toujours dans le sens du pouvoir ? De la réponse à cette question dépend le jugement que nous pourrions porter sur lui. En effet, ou M. Hennessy était complètement *satisfait* de ce qui se passait alors, et nous n'avons pas le droit d'incriminer une conviction ; ou bien ses votes ministériels étaient la conséquence d'un système arrêté, et, dans ce cas, il y aurait servilité.

Cette dernière supposition est injurieuse, et, loin d'y croire, nous admettons absolument la première.

Conséquence forcée : M. Hennessy n'est pas favorable au nouvel ordre de choses, et il ne serait pas fâché qu'on le modifiât plus ou moins dans son sens.

M. Hennesy est un homme du monde, plus fait pour les plaisirs que pour les embarras de la vie politique. Un de ses amis, lui écrivant après le 24 juin, lui disait : Que diable allais-tu faire dans cette galère ? Il a obtenu 55,383 voix.

LABOISSIÈRE (PAUL).

Né à Confolens (Charente), âgé de 52 ans, ex-député.

Le citoyen Laboissière est fils d'un sénateur de l'Empire. Il a été page de l'Empereur et officier de cavalerie. Il est maintenant propriétaire et maître de forges.

Patriote de cœur, indépendant par caractère et par position

(on le dit possesseur d'une immense fortune), la République peut le compter au nombre de ses plus fermes soutiens. Député, de 1839 à 1842, il s'est trouvé impliqué dans plusieurs affaires politiques avec son ami M. de Ludre.

C'est M. Laboissière qui a organisé le gouvernement républicain dans la Charente. Il a obtenu 66,388 voix.

LAVALLÉE (JEAN).

Né à Ligné, arrondissement de Ruffec, le 24 septembre 1806, âgé de 42 ans.

M. Lavallée, issu d'une famille de cultivateurs, fit ses études à Angoulême et son droit à Poitiers, où il prit le diplôme de licencié en juillet 1829. Il est porté au tableau des avocats de cette ville.

La Révolution de 1830 le trouva à Ligné prêt à servir la cause de la liberté. Le 31 juillet, il arbora le premier, avec quelques amis, le drapeau tricolore, dans la ville d'Aigre (Charente).

Nommé maire de Ligné, quoiqu'il n'eût pas 25 ans, le citoyen Lavallée ne tarda pas à résigner ses fonctions, pour ne pas s'associer à une administration rétrograde.

Notaire à Mansle, en 1833, il en a exercé pendant quatorze ans les fonctions avec honneur et distinction. Élu chef de bataillon de la garde nationale de cette ville en 1834, il a toujours été réélu à la presque unanimité. Républicain dévoué, il a soutenu, autant qu'il était en son pouvoir, la presse démocratique. Son nom figure en tête de toutes les souscriptions populaires. Il a été un membre très actif de la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, et de l'Association nationale pour la propagation des doctrines démocratiques. Élu par le canton de Mansle conseiller d'arrondissement, il a été appelé par ce même canton au conseil général de la Charente. Le 25 février, il a réuni la garde nationale et proclamé la République.

Nommé sous-commissaire à Ruffec, le citoyen Lavallée a réorganisé, en peu de jours, les municipalités et assuré l'ordre dans cet arrondissement. Il avait résigné ses fonctions et repris ses modestes occupations agricoles, lorsque ses concitoyens l'ont appelé à la représentation nationale par 28,417 suffrages.

Dégagé de toute ambition, ce représentant est tout dévoué au triomphe de la République démocratique.

Aux renseignements très exacts que l'on vient de lire, nous ajouterons quelques lignes pour les compléter.

Depuis deux ou trois ans, M. Lavallée s'est beaucoup occupé de luttres religieuses. Il s'était mis en tête de convertir au pro-

testantisme les habitants de la contrée et y a réussi en partie, ce qui lui suscita une action judiciaire, comme prévenu d'avoir formé une association religieuse sans autorisation du gouvernement.

M. Lavallée, qui n'a jamais vécu à Paris, est-il bien initié aux besoins et aux vœux de la démocratie? Peut-être avons-nous raison d'en douter.

M. Lavallée est, dit-on, très riche. Comme presque tous ceux qui possèdent, il a peur du peuple; aussi a-t-il voté pour la loi contre les attroupements.

Terminons en disant que M. Lavallée est un très honnête homme, dont toutes les intentions sont dirigées vers le bonheur général.

PLANAT.

Maire de la ville de Cognac, né à Paris, le 3 mai 1801, 47 ans.

Il résulterait de certains bruits, recueillis sur les lieux, que ce représentant, très habile commerçant de sa *localité*, n'aurait accepté son mandat à l'Assemblée nationale que pour satisfaire une velléité d'ambition (il faut modérer ses expressions), et aussi pour faire, à moins de frais, un voyage à la capitale. Quant au département, ou à la ville de Cognac, M. Planat fait des vœux sincères pour que tout y aille bien, ordre public et récoltes; il s'en remet, du reste, au zèle de son conseil municipal et de la garde nationale.

Nous ne nous rendons nullement garant de ces médisances, et, si de nouveaux renseignements viennent les démentir, nous les accueillerons avec plaisir. Il est impossible de croire que certaines qualités spéciales n'aient pas recommandé ce citoyen au choix de ses administrés; il serait utile qu'on les mit au grand jour, ne fût-ce que pour contrecarrer les mauvaises langues.

Si quelqu'un avait connaissance de la ligne politique suivie par M. Planat, qui a néanmoins obtenu 67,508 suffrages, il est prié instamment de nous en écrire deux mots. On ne sait pas ce qui peut arriver, et il est bon que chacun se connaisse.

Comme administrateur, M. Planat est plus facile à juger: il est capable et très capable. On lui reconnaît de la fermeté et une certaine indépendance.

POUGEARS.

Avocat à Confolens, où il est né, il est âgé de 45 ans.

Il y a des gens pour qui le titre d'avocat est très suspect, ou, pour mieux dire, qui ne considèrent plus ce mot que comme une épithète moqueuse dont les synonymes seraient discoureur, ergoteur ; de là, la qualification de *Chambre d'avocats* appliquée à l'une de nos dernières Chambres des députés.

Il est bien difficile à une assemblée quelconque de ne pas tomber dans cet *inconvenient*, attendu que, le titre d'avocat étant le complément d'une éducation libérale, dans ce siècle d'affaires, le nombre des avocats ne pourra qu'augmenter encore. Tous les hommes seront avocats.

Reconnaissons donc ici que M. Pougears a des titres à l'estime publique, *quoique avocat*, et exprimons seulement le regret de n'avoir pas sous les yeux sa profession de foi, qui nous permettrait de le juger comme homme politique. Ses envieux (M. Pougears a l'honneur d'avoir des envieux) disent à qui veut les entendre, que ce n'est qu'un tigre sous la peau d'un agneau, un carliste déguisé en républicain (c'est le républicain qui est l'agneau) ; et ceux qui écoutent, osent bien répondre (quelle horreur !) : *Cela pourrait bien être*. — De là notre embarras.

Une profession de foi nous eût donc été indispensable. Rien de clair, rien de naïf comme une profession de foi. Est-on républicain ? on y dit : Je suis républicain. Est-on légitimiste ou philippiste ? on dit : Citoyens, prenez garde à moi, j'appelle Henri V de tous mes vœux.

Une profession de foi n'a jamais menti.

Celle qui nous manque aujourd'hui, d'autres l'ont lue et la disent *habilement* faite.

M. Pougears est donc un homme habile. Tant mieux ! La République a, dit-on, grand besoin d'hommes habiles ; non que j'insinue qu'elle en manque ; mon Dieu, je n'ai pas tant d'audace ; mais ce qui abonde, ne vicie pas, a écrit l'un de nos poètes.

M. Pougears serait, en outre, doué d'une grande facilité d'éloquence et d'un esprit très conciliant.

Il a obtenu 34,202 suffrages.

RATEAU.

M. Rateau n'est pas connu comme homme politique, mais bien comme avocat. Agé de 48 ans, il plaide à Bordeaux. On le dit une des célébrités du barreau de la Gironde. Nous avons donc à l'Assemblée nationale un orateur de plus ; et, comme on ajoute que M. Rateau est un homme sage et modéré, à qui la

science administrative n'est pas étrangère, nous ne pouvons que féliciter la ville d'Angoulême d'avoir poussé jusqu'à Bordeaux une reconnaissance, dont le résultat promet d'être satisfaisant. 37,839 suffrages.

CHARENTE-INFÉRIEURE.

La Rochelle. — 12 Représentants (1).

ARGENTEUIL (D').

Médecin à Saintes, né à Mons, canton de Matha, arrondissement de Saint-Jean-d'Angély, le 31 décembre 1791, âgé de 57 ans.

Les électeurs de Saintes, en faisant choix de M. d'Argenteuil, ont rendu hommage à ses qualités, dès longtemps appréciées. C'est un patriote éclairé, un homme très instruit, modeste et désintéressé. Quelques-uns se préoccupent du nombre de médecins qui font partie de l'Assemblée nationale. A quoi bon? disent-ils.

Il y a des médecins qui traitent spécialement et avec succès les maladies morales. 40,384 suffrages

AUDRY DE PUYRAVEAU (PIERRE-FRANÇOIS).

C'est en les obligeant qu'on punit les ingrats.

Propriétaire à Rochefort, né à Puyraveau, le 3 septembre 1783, âgé de 65 ans.

M. de Puyraveau a commencé sa lutte parlementaire en 1822, sous le ministère Villèlé, Corbière, Peyronnet, Victor, etc., etc., le plus anti-national qui eût encore existé, ministère dont le but patent était la destruction de la Charte et le rétablissement des choses existantes avant 89.

Dans cette année, on adopta des mesures mortelles contre la liberté de la presse; on vit des procès de *tendance*; des sociétés

(1) M. Bethmont, élu dans le département de la Charente-Inférieure et dans celui de la Seine, a opté pour ce dernier département. Il a été remplacé, dans la Charente-Inférieure, par le prince Louis-Napoléon, démissionnaire.

Nous donnerons la nouvelle nomination à la fin du volume.

secrètes s'organisèrent, des conspirations éclatèrent sur tous les points de la France; ainsi celle des élèves de Saumur, de Béfort, de Berton, des sergents de La Rochelle; les agents provocateurs furent inventés, ou du moins *régulièrement* employés; les libéraux furent partout persécutés et traités comme ennemis du royaume. Les électeurs, enfin, votaient sous l'influence de la peur, et n'envoyaient à la Chambre que des ultra-royalistes.

Et cependant le parti libéral obtenait par-ci par-là encore, quelques succès : à Rochefort, il fit des efforts héroïques et envoya à l'extrême gauche de la Chambre M. Audry de Puyraveau. Ce qu'il fit dans cette Chambre pendant les tristes années qui s'écoulèrent jusqu'en 1830, de concert avec les Manuel, les Lafayette, etc., l'histoire l'a consigné dans ses fastes, il serait trop long d'en parler ici.

La révolution de 1830 arriva. Le premier *habit noir* que l'on vit sur les barricades fut celui d'Audry de Puyraveau. Mais qu'on lise le fragment suivant d'un récit de cette époque, pour apprécier la part qu'il prit aux événements (1).

« De tous les députés présents à Paris, M. Audry de Puyraveau est le seul qui ait eu le courage de payer réellement de sa personne. Dès le 27 juillet, au matin, parcourant les rues de Paris, sa médaille de député à la main, il excitait le peuple à la défense, et il se trouvait dans les rangs des auxiliaires de la liberté, quand le combat les décimait. Des dépôts d'armes considérables, des munitions furent livrées par lui à toute cette population ardente et belliqueuse. Sa maison était le rendez-vous de toute la jeunesse qui prit part à la lutte. Elle était devenue comme un poste militaire, que protégeaient de tous côtés de formidables barricades, construites avec des pavés et des chariots, que M. Audry avait enlevés à son établissement de roulage.

« Dans la journée du 28, au plus fort du combat, M. Audry réunit deux fois chez lui ses collègues de la Chambre. Il voulait que la députation se mît à la tête des insurgés et les conduisit au feu et à la victoire. On s' imagine bien qu'une telle proposition fut repoussée avec effroi, et que tous ces hommes, qui, quelques jours après, se proclamaient les sauveurs de la France, ne songeaient, dans ce moment décisif, qu'à sauver leur propre vie. Quant à M. Audry, toujours maître de lui-même, il refusait de faire partie de la délégation qui fut envoyée auprès du duc de Raguse, et qui, si elle eût réussi, anéantissait tout le fruit du

(1) Notes et jugements sur la Chambre de 1830.

sang versé par le peuple, en rétablissant le trône de Charles X. Aussi, las de la faiblesse de tout ce qui l'entourait et ne comptant que sur lui et sur quelques courageux amis, tels que Lafayette, Mauguin, Laborde, etc., M. Audry passait la nuit du 28 au 29 à faire imprimer des placards où il proclamait Lafayette général en chef, et se faisait son aide-de-camp. Le 29, au matin, il exécutait ce qu'il avait médité pendant la nuit; il allait chercher Lafayette et le conduisait, à trois heures, des salons de M. Laffitte à l'Hôtel-de-Ville. Dans l'intervalle, les députés réunis le nommaient membre de la commission municipale.

« A l'Hôtel-de-Ville, M. Audry de Puyraveau eut le bonheur et la gloire de continuer l'œuvre commencée par son courage. Quand les envoyés de Charles X se présentèrent, proposant le retrait des ordonnances et la formation d'un nouveau ministère, M. Audry fit repousser toutes leurs demandes : « Voilà, s'écria-t-il, en montrant à M. de Sémonville le peuple réuni, voilà celui qui, seul, dictera ses lois. » Le même soir, Charles X signa l'arrêt de mort de Puyraveau; mais, dès ce moment, la révolution, flottante et incertaine jusque là, fut enfin fixée. »

M. Audry fit partie du gouvernement provisoire, présidé par Lafayette. Du 4 au 9 août, il combattit les 252 députés qui, s'érigeant en Assemblée constituante, appelaient le duc d'Orléans au trône, et s'occupaient de réviser la Charte. Lorsque Lafayette prononça ces paroles, en montrant Louis-Philippe : *Voici la meilleure des républiques*, Audry de Puyraveau répliqua : *La meilleure des républiques c'est la vraie, celle-ci est la fausse*. Ses efforts devant être inutiles, il donna sa démission de membre de la commission municipale. La révolution avait absorbé, toute sa fortune qui était considérable; il perdait alors quinze mille francs par jour, et on ne lui accorda qu'une légère indemnité. En octobre, il exprima énergiquement le vœu que le pouvoir royal fût *à temps, limité et électif*.

Le 5 janvier 1832, il protesta contre les expressions *roi de France et sujet du roi*, employés par les ministres à la tribune. Plus tard, il réclama sur le budget une diminution d'une somme de 500 millions.

Le 13 mai 1835, M. Audry de Puyraveau, député, fut traduit devant la Cour des pairs, et condamné à un mois de prison et à 200 francs d'amende, pour avoir mis son nom au bas de la fameuse lettre des accusés d'avril. A la suite de cette condamnation, les électeurs de la Charente-Inférieure qui l'envoyaient à la Chambre depuis 1822, furent tellement circonvenus, obsédés et menacés, qu'en 1836, il ne fut pas réélu.

Son élection succomba, après ballottage, sous une majorité de *deux voix*, chèrement achetées.

Depuis lors, M. Audry, vaincu par tant de déceptions, a vécu ignoré, soit en Suisse, soit à Maisons-Laffitte. L'ingratitude de ses concitoyens devait l'accabler, sans doute, non pas tant parce qu'elle est un mal sans remède, que parce qu'il l'avait trouvée où il croyait trouver la reconnaissance.

Heureusement, 1848 devait sonner un jour et payer les dettes de 1830.

M. Audry de Puyraveau a été élu par 53,485 suffrages.

BAROCHE.

Avocat à la Cour d'appel de Paris, bâtonnier de l'ordre, ex-député, né à La Rochelle, en 1803, âgé de 45 ans.

Encore un ami de la légalité et de l'ordre. En style révolutionnaire, M. Baroche n'a jamais été et ne sera jamais un homme d'action. Patriote de cœur, ami des libertés, de la gloire, des intérêts de son pays, sa place était marquée, de droit, dans cette assemblée, née d'une révolution à laquelle il n'a pourtant pas aidé le moins du monde. Il suffit que cette révolution ait toutes ses sympathies et qu'il lui prête maintenant le secours de son talent et de sa haute intelligence. Il ne manque pas d'hommes très honorables, en France, qui conservent encore cette conviction qu'il est beaucoup plus difficile de faire des républiques que des projets de république.

Les opinions généreuses et franchement libérales de M. Baroche ont trouvé, depuis longtemps, à se manifester par d'éloquents plaidoyers, prononcés dans des causes politiques.

Il a obtenu 83,300 voix.

BRARD (PIERRE-LUCIEN).

Docteur en médecine, né à Soubran (Charente-Inférieure), le 8 janvier 1804.

La Faculté est représentée à l'Assemblée par un bon nombre de ses membres. Il faudra, disent les loustics, que la République ait une *fière constitution* pour en revenir. Mais, chut! ne plaisantons point sur ce qui est grave.

M. Brard s'est, pour le moins, autant occupé de politique, en sa vie, que de malades et de médecine, ce qui n'empêche point qu'il ne soit très savant dans sa profession, et que sa modestie n'égale, dit-on, son savoir. Quant à ses opinions, je n'affirmerai

point qu'elles soient purement démocratiques ; mais, à coup sûr, elles sont à la hauteur des circonstances et des besoins de la France actuelle.

Il a obtenu à La Rochelle 64,922 suffrages.

COUTANCEAU.

Meunier et agriculteur, âge de 60 ans, né à Saint-Julien-de-Lescap, près de Saint-Jean-d'Angély, élu par 49,454 voix.

Nous croyons fermement que ce représentant est un homme honorable et un bon citoyen, si nous prenons ce mot dans une acception un peu moins large, en l'interprétant, par exemple, à la manière des électeurs, qui ont envoyé M. Coutanceau à l'Assemblée.

— Entendons-nous !

S'agit-il uniquement, pour être un bon citoyen, d'aimer son pays pour lui-même et non pour celui qui gouverne, de payer les impôts sans sourciller, d'avoir obtenu huit ou dix médailles pour des améliorations en agriculture, et surtout d'avoir professé, avec courage, dans tous les temps, des opinions libérales ou démocratiques, en ce cas, nul n'a plus de droit que M. Coutanceau à revendiquer un pareil titre.

..... Mais de secret courroux,

Cette oisive vertu, vous en contenter-vous ?

La foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère ?

..... De l'amour du pays que sert de vous parer ?

Par de stériles vœux pensez-vous l'honorer ?

Les vertus de M. Coutanceau sont, à notre avis, des vertus purement passives, et, à l'époque où nous vivons, elles ne peuvent suffire à certains hommes, ou à certaines positions.

— Ce qu'il faut à nos gouvernants, à nos législateurs pour nous tirer du chaos des révolutions, c'est le courage civil à son plus haut degré, les profondes connaissances administratives, l'éloquence de la tribune, ou, du moins, une grande facilité d'élocution, et le jugement infaillible de l'expérience sur les hommes et les choses.

M. Coutanceau se serait-il, à notre insu, placé à cette hauteur ? Nous n'aurions en ce cas, qu'à nous en féliciter. Il a obtenu 49,000 voix.

DEBAIN (LÉON).

Ancien ouvrier, chef d'institution, né à Rochefort, en 1808, âgé de 40 ans.

In illo tempore, les murs de la capitale étaient tapissés d'adresses au peuple *souverain*, imprimées en toutes couleurs, et, pour la plupart, d'un style servilement uniforme.

Les flatteurs et les rois étant de même date,
Il n'est dans l'univers aucun roi qu'on ne flatte.

A cette même époque éloignée, dont je parle, on était d'autant plus souverain qu'on était plus peuple, et l'on n'était pas *tous* peuple au même degré. L'ouvrier proprement dit, par exemple, s'estimait peuple, et, par conséquent, souverain à un plus haut degré que celui qui le payait pour son travail. Ce dernier se contentait du titre modeste de *bourgeois*.

Le bourgeois avait aussi sa part de souveraineté, mais si petite, si petite, qu'il en avait honte, et se gardait bien de la montrer, d'où il résultait que tout bourgeois ambitionnait le titre d'*ouvrier*, et s'en parait par gloriole, comme le geai faisait des plumes du paon. C'était, d'ailleurs, un moyen infaillible pour arriver aux dignités de la République; du moins beaucoup se l'imaginaient et agissaient en conséquence.

M. Debain, qui vivait dans ces temps fabuleux, se mit un jour en tête de briguer le titre de représentant à l'Assemblée nationale; mais, au moment de lancer sa candidature, il voulut l'appuyer par des titres, il chercha ses parchemins et compta ses degrés.

Ses parchemins, c'était un bel et bon livret; ses degrés étaient le nombre de ses années d'apprentissage, ajoutées à ses années d'exercice; ses titres se bornaient à un seul qui en valait cent: le titre d'*ouvrier*, ayant exercé une profession manuelle.

Dès ce moment, l'élection devint certaine, et M. Debain fut, en effet, nommé par 60,440 citoyens éblouis et charmés.

Or, croyez-vous, lecteur, que M. Debain dût s'estimer heureux de retrouver ainsi dans ses cartons un souvenir de son ancienne grandeur, en l'absence duquel, dans son opinion, sa candidature devait complètement échouer? Détrompez-vous.

M. Debain a été un honorable ouvrier, c'est vrai, et il a vécu autrefois d'une profession manuelle, mais il exerce aujourd'hui une sorte de magistrature, une autre profession, toute de savoir et d'intelligence, qui, grâce à Dieu, conserve encore quelque prix, et dont, à bon titre, il pouvait se parer pour arriver au même but. Il est connu, en outre, comme un patriote à convictions sincères et chaudes, dont les vues sont à la fois progressives et sages; M. Debain se recommande, enfin, par un mérite personnel qui ne laisse aucun doute sur les services qu'il peut rendre

comme représentant. Il est donc, à nos yeux, coupable de *cumul* en fait de vertus civiques ; c'est un ambitieux d'une nouvelle espèce, que nous croyons devoir signaler, bien qu'elle ne soit ni commune, ni dangereuse.

La profession de foi de M. Debain est celle d'un homme franc et loyal, d'un honnête homme, enfin, et d'un bon citoyen. Qu'on en juge :

« Je suis républicain depuis que je respire, mais je ne suis pas révolutionnaire : tout en admirant les grandes choses qu'à faites notre révolution, *j'en déplore les excès*. Je veux la plus grande liberté pour tous, mais *sans licence et avec l'ordre*. Je veux qu'il en soit des États comme des particuliers : que les dépenses soient faites d'après les recettes, et non les recettes d'après les dépenses.

« En ce qui concerne les classes ouvrières, je m'unis, de toutes les forces de mon âme, au manifeste des ouvriers maréchaux-ferrants de la ville de Lyon. »

DUFAURE.

Ex-ministre des travaux publics, ex-député, né en 1798, âgé de 50 ans.

M. Dufaure a commencé, comme tant d'hommes politiques, par la profession d'avocat. Il était attaché au barreau de Bordeaux. Ce ne fut pas dans cette ville cependant qu'il fut élu député, mais à Saintes, dont les habitants l'envoyèrent à la Chambre en 1834. La première fois qu'il prit la parole, ce fut en 1835, pour défendre l'honorable M. Audry de Puyraveau qu'on voulait envoyer et qu'on envoya, en effet, devant la Cour des Pairs. Cette même année, il s'opposa de tout son pouvoir à l'acceptation des lois sur la presse, dites *lois de septembre*. Le 22 février 1836, il s'associa de cœur et d'action au nouveau ministère composé de MM. Thiers, président, Sauzet, Montalivet, Passy et Pelet (de la Lozère). Il fut nommé alors conseiller d'État, en service ordinaire.

A l'avènement du ministère du 15 avril 1837, présidé par M. Molé, il donna sa démission et reprit sa profession d'avocat. 1839 le trouva l'un des plus courageux soldats de la *coalition*, et, le 12 mai, il fut chargé du ministère de l'instruction publique, en même temps que Soult arrivait à la présidence du conseil. Ce ministère ayant succombé le 1^{er} mars 1830, il fut entraîné dans sa chute. En janvier 1844, il parla contre la loi sur les fortifications de Paris, et, en 1844, il se mit à la tête du *tiers-parti*, composé alors de 24 députés.

M. Dufaure a pris une part très active à tous les travaux importants et à toutes les grandes discussions du parlement. Le privilège de la banque, l'impôt sur le sucre indigène, les chemins de fer, les conditions d'admission et d'avancement dans les emplois publics, l'établissement des comptoirs de la banque de France, les crédits de l'Algérie, et beaucoup d'autres projets de lois, d'un aussi sérieux intérêt, lui ont fourni l'occasion de rapports, fort bien étudiés, dont il a recueilli une juste considération.

M. Dufaure est un homme probe et estimable, qui doit à sa conscience et à sa moralité de s'être préservé des excès où sont tombés tant d'hommes politiques. On lui reproche trop de facilité et un respect insuffisant pour les principes.

Voici quelques phrases que nous croyons devoir extraire du portrait qu'a tracé M. Cormenin de cet homme d'État distingué :

« Je ne sais pas si M. Dufaure sait beaucoup, mais ce qu'il sait, il le dit si bien ! il n'ordonne pas le drame et les péripéties d'un débat, mais il le résume admirablement. Il ne touche qu'un point, mais il l'épuise.

« Son arme est l'argumentation, et il excelle à la manier. Il maîtrise les thèses de droit ; il les prend par tous les bouts, il les divise, les sépare, les déplisse, en quelque sorte, et les nettoie à fond.

« Lorsqu'il demande la parole à la fin de la séance, c'est que la discussion s'égare et qu'il est temps de conclure. Il la prend, il la ramène dans ses voies. Il trace autour de ses débords les circonvallations puissantes de son raisonnement : il dévide, il enroule ses preuves comme une ménagère fait tourner son fuseau sous ses doigts agiles ; ainsi il pousse ses fils dans toutes les directions, il les rassemble, il les entrecroise, et il en compose une maille si souple, si serrée et si forte, que son adversaire, enveloppé, est bientôt obligé de mettre un genou en terre devant toute l'assemblée, et de s'avouer vaincu. »

Et, cependant, en lui les apparences sont bien trompeuses : ce teint basané, ce visage aux traits communs, cette bouche aux lèvres épaisses, ces yeux sans expression, cette attitude négligée, tout cela, certes, est bien loin de prévenir en sa faveur.

Il a obtenu 68,197 voix.

DUPONT (DE BUSSAC).

Ancien avocat au barreau de Paris, propriétaire cultivateur à Bussac (Charente-Inférieure), né à Paris, en 1800, âgé de 48 ans.

M. Dupont est un de nos premiers publicistes ; collaborateur

du *Courrier français*, il a signé la protestation contre les ordonnances. Combattant des barricades et décoré de juillet, il fut nommé procureur du roi à Versailles, mais refusa ces fonctions pour ne pas prêter serment à Louis-Philippe. Suspendu, comme avocat, en 1833, il fonda dans l'intervalle *la Revue républicaine*, puis, pendant une seconde suspension, *la Revue du Progrès*.

M. Dupont a été un des coryphées du barreau, avec non moins d'éclat, peut-être, que les Barrot, les Marie, les Berryer, et avec un talent égal dans l'art de conduire une cause. Partisan sincère des idées républicaines, il a souvent plaidé en faveur de ses amis politiques, et donné plus d'une preuve de son talent brillant et énergique; la dernière cause qu'il plaida, fut celle de Barbès. Aussi s'explique-t-on difficilement qu'il ait quitté brusquement le siège de ses triomphes pour aller au fond d'une province s'occuper de travaux d'agriculture.

L'avènement de la République est venu l'arracher à ce repos précoce; et les électeurs de la Charente-Inférieure l'ont envoyé à l'Assemblée nationale avec 41,464 suffrages.

GAUDIN (PIERRE-FOEDORA).

Né le 14 juin 1816, à Marennnes (Charente-Inférieure), âgé de 32 ans.

Avocat, homme de lettres et journaliste, M. Gaudin est surtout connu comme rédacteur de *l'Union de Saintes*, journal démocratique, dans lequel il professe, depuis longtemps, des principes dont la plupart ont triomphé, et dont quelques-uns ont été repoussés par le bon sens de la nation. C'est dire, en peu de mots, que les opinions de M. Gaudin sont très avancées. Son talent comme publiciste est remarquable; il a de la verve et du style, et l'on s'accorde à lui donner un rang distingué parmi les écrivains de l'époque.

Quant aux qualités qui doivent être celles du représentant de la nation, nous avons lieu de croire qu'il les possède toutes, jusques y compris le talent de la parole. Sur ce dernier point, M. Gaudin, avocat, n'ayant pas encore parlé, nous en jugeons sur l'étiquette.

Si le style est l'homme, on peut juger M. Gaudin par le passage suivant, extrait de son journal *l'Union*, avant les élections :

« On peut faire trois grandes catégories d'opinions et dessiner le mouvement électoral sous trois faces bien diverses :

La réaction, la résistance, l'action.

« *La réaction* sourd obscurément sous les pieds des patriotes; elle suinte doucement au travers des divisions et des récriminations électorales, elle agit comme élément premier du succès.

« *La résistance* a toute la politique de la peur; elle repousse la légitimité, mais elle a peur; elle fait le sacrifice du système dynastique, mais elle a peur; elle accepte le principe républicain, mais elle a peur. Née, depuis peu, à l'idée démocratique, dont elle n'a pas eu encore la perception bien nette, elle s'arrête inquiète et troublée devant des conséquences qu'elle n'ose pas tirer, éblouie par une clarté trop vive, à laquelle ses yeux n'ont pas eu encore le temps de s'habituer; elle cherche sa route à tâtons, et se sert de la même boussole, sans remarquer qu'elle a changé de pôle.

« *L'action* veut l'expression complète du principe républicain; elle appelle l'organisation politique et sociale, elle invoque le droit, mais elle s'appuie, en même temps, sur la raison et la prudence, etc., etc. »

M. Gaudin a préparé le fameux banquet de Saintes, malgré MM. Dufaure et Bethmont, et il y a porté un remarquable toast : *Au courage civil !*

Il a obtenu 78,500 voix.

RENOU DE BALLON.

Ex-député, ex-commissaire du Gouvernement, membre du conseil général depuis 1836, né le 17 juillet 1793.

M. Renou de Ballon est un ancien élève de l'École de Sorrèze, que les événements de 1814 firent renoncer à la carrière des armes. Livré tout entier à l'industrie agricole, il fit les premiers essais de sucre indigène, et il est encore propriétaire d'une raffinerie de sucre à La Rochelle.

Il faut bien que M. Ledru-Rollin ait compté sur les antécédents politiques de M. Renou, puisqu'il l'a jugé digne de l'honneur d'établir le régime républicain dans la Charente-Inférieure. Cependant, hâtons-nous de dire que le nouveau commissaire a pensé qu'il avait à mériter une confiance plus significative, une estime plus sérieuse que celle que M. Ledru-Rollin voulait bien lui accorder, celle du pays même qu'il administrait. Il y a réussi parfaitement par une conduite à la fois ferme et modérée.

En qualité de député de l'ex-Chambre, M. Renou appartenait à l'extrême gauche; aujourd'hui il appartient à la République démocratique. Il a obtenu 107,000 suffrages.

TARGET (LÉON).

Né le 30 mars 1805, à Rochefort, Agé de 43 ans.

Ouvrier, puis contre-maître charpentier au port de Rochefort, d'une grande probité et d'une capacité rare. Pour bien apprécier un homme, il faut voir ce qu'il était et ce qu'il est. Il faut voir les obstacles qu'il a rencontrés dans la nature, dans les lois, dans l'opinion, dans sa famille, dans ses intérêts.

En faisant cette étude, on se trompe moins et l'on ne croit plus à l'impossible. M. Target travaillait sur le port de Rochefort, et Rochefort l'a nommé son représentant à l'Assemblée nationale. Magnifique exemple d'égalité, direz-vous? Sans doute, si, comme l'a dit Montesquieu, l'égalité est cet heureux équilibre qui rend tous les citoyens soumis aux lois et aptes aux emplois publics; mais, au point de vue de l'intelligence, M. Target appartient à cette classe d'hommes supérieurs, qui n'ont pas besoin pour dominer leurs semblables d'un sourire de la fortune, de titres, ni d'emplois.

Il a été élu par 81,553 suffrages.

CHER.

Bourges. — 7 Représentants.

BIDAULT.

Né à D'Un-sur-Auron, le 9 mars 1796, il fit acte d'opposition dès le 20 mai 1814, et n'a pas cessé de combattre le parti de l'étranger. Il fut, depuis, pendant cinq ans, de toutes les émeutes d'étudiants. Il se vit compromis dans la conspiration Nantil et Laverderie.

Reçu avocat en 1820, il devint à Saint-Amand le chef du parti républicain. Choisi en 1830 pour porter à Louis-Philippe une adresse, il refusa obstinément places et faveurs. Pendant quinze ans, il a été membre du conseil municipal et commandant de la garde nationale. En juin 1834, il parla au duc d'Orléans un langage républicain.

Lors des massacres de Lyon, il fit décider par son conseil

municipal une souscription au profit des soldats et des *citoyens* blessés. Le conseil fut dissous quinze jours après; le peuple cassa l'ordonnance de dissolution. Après trente ans de lutte, Bidault se retira en 1846 à la campagne. Il y passait pour un des partisans les plus sincères et les plus fermes de l'opinion républicaine avancée, quand la Révolution de février, qu'il avait appelée de tous ses vœux et de tous ses efforts, vint lui apprendre qu'il n'avait pas vainement compté sur la réalisation de ses espérances. Ami de ses deux compatriotes Félix Pyat et Paul Duplan, qui, tous deux, habitaient Paris, il vit, avec bonheur, arriver le second, investi des fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire, applaudit à la marche de son administration paternelle et l'aida de toutes ses sympathies, de toute son influence; mais, bientôt la santé de Duplan trahissant son courage, Bidault s'allia à Félix Pyat pour lui prêter secours; et ce fut alors un spectacle vraiment digne d'admiration pour tout le pays que celui de ce triumvirat fraternel, uni par les liens de l'amitié la plus franche et la plus cordiale, étranger à toutes ces brigues mesquines qui, d'ordinaire, ne déshonorent que trop les pouvoirs partagés.

Le peuple du Cher leur devait à tous trois une égale reconnaissance, il les a appelés tous trois à l'Assemblée nationale. M. Bidault y a été envoyé (le second sur la liste des élus) par 47,012 suffrages.

BOUZIQUE (ÉTIENNE-URSIN).

C'est un républicain de vieille date, homme modeste, sans ambition, de goûts simples, un de ces hommes enfin aux principes solides, aux convictions profondes, que rien ne saurait faire dévier de la ligne de conduite qu'ils se sont tracée sous l'inspiration de leur conscience.

Né à Châteauneuf-sur-Cher, le 7 janvier 1801, il fit ses études au lycée de Bourges, fut reçu avocat et partagea, dès lors, sa vie entre la pratique du barreau et la culture des lettres. Encore un avocat, me direz-vous? il y en a déjà tant à l'Assemblée nationale! Et le citoyen Bouzique doit comprendre pourquoi ce titre nous échauffe la bile, lui qui, en 1843, a publié une traduction en vers des satires de Juvénal, dans laquelle la verve s'unit au sentiment poétique.

Comme tous les penseurs de quelque portée, il était convaincu, de bonne heure, que la monarchie avait fait son temps; et la République était, à son avis, le seul mode de gouverne-

ment rationnel et possible, en France. Aussi figurait-il, dès 1833, aux premiers rangs de l'opposition la plus avancée, dans le conseil général du Cher, où l'avait appelé l'élection de ses compatriotes. Il y faisait preuve de tant de fermeté et de haute intelligence, que son nom fut proclamé unanimement, lorsque la Révolution de février nécessita la remise des fonctions municipales de la ville de Bourges en des mains pures et énergiques.

47,942 suffrages lui ont ouvert les portes de l'Assemblée nationale, le premier sur la liste des 7 élus de son département.

DUPLAN (PAUL).

C'est un de ces laborieux enfants du Berry, qui ont préparé, de longue main, au sein de la France, le triomphe des principes démocratiques. Il est né à Bourges et est âgé de 42 ans. Étudiant en droit à Paris, à l'époque de la Révolution de juillet, il assista à la prise de Saint-Thomas-d'Aquin et au commencement de l'attaque du Louvre, du côté de l'Institut, s'emprégna des idées qui avaient préparé ce grand événement, et puisa dans sa réalisation première, trop tôt faussée, des idées auxquelles il a depuis consacré sa vie.

Il n'a pas cessé, à partir de ce jour, de servir la cause républicaine par ses écrits et par ses actes. Il a été successivement collaborateur désintéressé de *la Revue du Cher*, de 1831 à 1834, défenseur des accusés d'avril, en 1834, rédacteur de *la Revue du Cher*, qu'il releva en 1839 et 1840, correspondant assidu et bénévole de *l'Eclaireur de l'Indre*, jusqu'à l'époque récente où il est passé entre les mains de son collègue actuel Pierre Leroux; enfin correspondant, au même titre, du *Journal du Loiret* et de quelques autres journaux démocratiques de Paris.

Depuis 1840, et sans rien perdre de son activité politique, il a été associé à la rédaction du grand répertoire de Ledru-Rollin, un des plus beaux ouvrages de droit, de législation et d'économie politique qui aient été publiés dans ces derniers temps, et a poursuivi avec intrépidité tous ces rudes travaux aux dépens de sa frêle santé.

Rapproché, à Paris, par cette situation, de beaucoup d'hommes puissants sous le gouvernement déchu, il eût pu, par leur entremise, briguer des fonctions lucratives; il n'en a jamais voulu, et a préféré sa laborieuse indépendance à un bien-être acheté au prix de ses convictions républicaines.

En septembre 1847, l'opposition avancée d'Orléans le choisit pour représenter les démocrates du département du Cher au

banquet réformiste, l'un des indices précurseurs des grandes journées de février. Après la victoire de Paris, il accompagnait, à l'Hôtel-de-Ville, à travers l'insurrection triomphante, un des membres du Gouvernement provisoire qui l'honorait de son amitié, et fut du nombre de ces hommes généreux qui coopérèrent le plus efficacement à l'installation et à l'affermissement de ce pouvoir, générateur de la République.

Aussi fut-il nommé, sur-le-champ, commissaire dans le département du Cher, mission difficile et délicate, pour laquelle ses forces malheureusement n'étaient pas au niveau de son courage et de son dévouement. Néanmoins, il se mit résolument à la tâche; et, plus tard, lorsque ses amis Bidault et Félix Pyat vinrent au secours de sa santé chancelante, ils n'eurent rien à changer à l'impulsion, pleine de droiture, de désintéressement et de patriotisme, qu'il avait imprimée à toutes les branches d'administration du département.

La population reconnaissante ne l'a point séparé de ses dignes collègues dans les élections à l'Assemblée nationale. 32,948 suffrages l'y ont appelé.

DUVERGIER DE HAURANNE.

C'est cette petite tête, aux cheveux frisés, à la bouche maligne, aux yeux brillants comme des escarboucles sous ses besicles miroitantes; c'est cette individualité, frétilleuse à l'instar de l'anguille, qu'on retrouve partout et qui semble se multiplier aux grands jours de combats parlementaires.

Membre du conseil général du Cher, né en 1798, il appartient à la famille de ce Duvergier de Hauranne, abbé de Saint-Cyran, natif de Bayonne, le disciple et l'ami de Jansénius, de turbulente mémoire. Son père, mort en 1831, a laissé d'honorables souvenirs comme chef d'une importante maison de commerce à Rouen et comme membre de la Chambre des députés pour le Havre pendant quinze années.

Lui-même est un de ces jeunes écrivains libéraux du *Globe*, qui firent, avant 1830, la fortune de ce journal et, depuis 1830, la leur propre.

Jusqu'en 1830, Duvergier de Hauranne a été l'homme le plus exagéré de l'école doctrinaire, s'associant à la politique Guizot avec un acharnement sans exemple, mettant au service de la cause qu'il défendait, tout son esprit et une sagacité vraiment remarquable. En dehors de la Chambre des députés, avant 1831,

et, depuis 1831, dans cette Chambre, où il avait été envoyé par l'arrondissement de Sancerre, il a constamment justifié l'opinion qui le regardait comme le second chef de cette école.

Qui ne se souvient de l'avoir vu par ses écrits, par ses discours, par ses démarches, combattre incessamment, partout, à outrance, les hommes et les idées de l'opposition? Qui ne se rappelle ce zèle chaleureux, violent même, qu'il déployait perpétuellement dans la défense de cette politique de résistance et d'intimidation, dont l'inflexibilité était devenue proverbiale? Qui ne se souvient que les lois de septembre et les projets de disjonction et de dotation n'ont rencontré nulle part une aussi complète adhésion que chez lui? C'était alors un homme bien dessiné dans sa couleur, ne voulant, pour son parti, ni fusion, ni alliance avec ce qui n'était pas lui.

Mais il fit partie de la première coalition et devint, comme beaucoup d'autres, à cette époque, la dupe de M. Guizot, auquel il ne le pardonna point. Ce fut en 1839 qu'une cause mystérieuse, inexplicable, rendit tout à coup le député de Sancerre complètement méconnaissable. Depuis cette coalition, dont il s'était fait un des plus actifs meneurs, il n'a plus cessé de travailler à détruire tout ce qu'il avait contribué à édifier jusque là, protestant, avec une cruelle amertume, contre la politique qu'il avait soutenue pendant dix ans.

C'est que, suivant lui, la lumière n'a brillé à ses yeux, que sous le ministère du 15 avril, et qu'à cette époque seulement, il a pu apercevoir les tendances rétrogrades de la Cour et le danger de cette prépondérance inconstitutionnelle qu'elle était parvenue à exercer sur le ministère qui portait la responsabilité de ses actes.

En lui tout seul, il absorbait alors le double comité directeur de la gauche et du centre gauche; il en résumait tous les éléments de vie et d'action. Il provoquait, arrêtaît, fixait, ouvrait et fermait les assemblées où l'on devait choisir les candidats à opposer, dans les collèges électoraux, aux candidats conservateurs; il élaborait, rédigeait, éditait dans *le Constitutionnel* et *le Siècle* toutes les chroniques, tous les manifestes, toutes les polémiques, susceptibles d'influencer les scrutins, de saper ou de consolider une candidature, de séduire ou de tromper un collège, de persuader ou d'intimider un électeur.

Quand venait le jour d'une grande discussion, on le voyait, à la fois, dans tous les coins du palais législatif. Il était dans la salle des conférences, auprès de la tribune, dans les corridors, dans les bureaux, à la bibliothèque, sur tous les bancs, dans tous les groupes. Vous le laissiez à gauche, vous le retrouviez

à droite. Vous vouliez l'éviter au nord ou au midi, il était sur vos pas à l'occident ou à l'ouest. Partout il vous remplissait les oreilles de ses paroles et les yeux de sa vue. Vous le touchiez, vous le respiriez, il circulait en vous; il ouvrait la discussion par M. Thiers, il la continuait par M. Barrot; il exposait et déduisait par M. Billault, il confirmait par M. Havin; il prouvait par celui-ci, il réfutait par celui-là; il réclamait le rappel à l'ordre par l'un, il opérait une interruption par l'autre. C'était lui qui punissait ou récompensait les orateurs : il les punissait en restant immobile et silencieux à sa place, il les récompensait en allant les féliciter au pied de la tribune.

Un homme qui agissait si bien, n'avait pas besoin de parler. Quand on possède à un degré infini l'éloquence d'action, on a moins besoin de l'éloquence de la parole. Si l'on a beaucoup de talent oratoire dans les jambes, on peut se dispenser d'en montrer sur les lèvres. M. Duvergier de Hauranne servait moins le centre gauche de sa parole que de sa plume; cependant, lorsqu'il montait à la tribune, il y figurait, chaque fois, avec succès. On sentait bien en lui l'écrivain qui rédige plutôt qu'il n'improvise, mais l'attention était bientôt captivée par un exposé lucide des faits, par des traits ingénieux, par une critique fine et spirituelle, le tout exprimé en bon style.

Sa proposition du vote ostensible par division, adoptée à contre cœur par la majorité de la Chambre, fut, à cette époque, un pas de fait vers la moralité parlementaire; mais les mauvais penchants de Philippe et de ses séides étaient plus forts. Duvergier de Hauranne fit à ce gouvernement de roués et de corrupteurs, qu'il a puissamment aidé à renverser, une guerre acharnée, implacable. Il était un des principaux organisateurs des banquets réformistes qui ont fini comme chacun sait.

Croyait-il marcher ainsi à une république prochaine? Non, certes. Le point culminant de son ambition ne dépassait pas la régence avec un ministère Barrot. Toujours nommé au premier tour de scrutin sous le gouvernement déchu, il a été appelé à l'Assemblée nationale sous la République, par 45,884 suffrages, le troisième sur la liste des élus du Cher. C'était du souvenir et de la reconnaissance.

Ecrivain et publiciste distingué, penseur profond, il passait pour un des hommes les plus spirituels, les plus actifs, les plus importants de la dernière législature. Il ne paraît pas destiné à jouer un pareil rôle dans la Constituante, absorbé et perdu qu'il est dans le petit groupe de dynastiques mécontents qu'elle renferme; mais ce sera toujours, néanmoins, un homme remar-

quable par son instruction, par sa capacité politique, par la force et l'étendue de son esprit. Il jouit, en outre, de toute la considération qui s'attache et doit s'attacher aux hommes distingués de ton et de manières, jouissant et usant noblement d'une grande fortune, légitimement recueillie dans un antique patrimoine. 45,500 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée.

POISLE-DESGRANGES (JACQUES-DAMIEN).

Né au Genet (Creuse), le 12 janvier 1799, il entra, au retour de l'Empereur, dans la fédération qui se leva pour repousser l'invasion étrangère, et fit, en qualité de lieutenant dans un bataillon du Cher, la campagne de la Vendée. Au moment où Napoléon allait se livrer à ses bourreaux à bord du *Bellérophon*, il tenta, mais en vain, avec six de ses camarades, de le retenir : le grand homme avait horreur de la guerre civile; il refusa.

En 1830, après une vie constamment active dans les rangs de l'opposition, M. Poisle fut élu commandant de la garde nationale de Bourges, lieutenant-colonel en 1831 et colonel l'année suivante. Avoué à la Cour d'appel, de 1818 à 1846, il est membre du conseil municipal depuis 1830. Républicain modéré, adversaire bien connu des circulaires Ledru-Rollin, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 26,722 suffrages

PYAT (FÉLIX).

Il est né à Vierzon en 1814. C'est un des talents littéraires les plus nobles, les plus francs, les plus droits, les plus fermes de notre époque. C'est le plus honnête homme peut-être de la littérature française. Simple, doux, bon, serviable, avenant, paraissant se douter à peine de son génie, il a des amis intimes qui lui sont dévoués à la vie, à la mort, dans tous les rangs de la société parisienne. On est heureux de lui serrer la main et d'échanger, en passant, une parole affectueuse avec lui. C'est une belle tête antique, à la longue barbe, à l'œil doux et caressant, à l'attitude à la fois calme et énergique. D'une constitution frêle et souffreteuse, il ne se soutient qu'à force de ménagements, que par un régime sain et réglé, que par le séjour de la campagne, qui, plusieurs fois déjà, lui a rendu la santé. Il a été rédacteur en chef de la *Revue britannique* et rédacteur du *Charivari* et du *National*. On lui abattrait le poing plutôt que de le décider à travailler dans une feuille quel-

conque qui ne réfléterait pas son opinion démocratique et sociale, cette feuille fût-elle sous la direction de son meilleur ami.

Dans la carrière théâtrale, Félix Pyat s'est ouvert une route à part. Pour le peindre d'un seul trait sous ce point de vue, il suffit de citer *Ango*, *les Deux Serruriers*, *Cédric le Saxon*, *Diogène*, *le Chiffonnier*, etc. Ce ne sont pas certainement des œuvres achevées, des œuvres léchées et tourmentées, de ces œuvres classiques ou romantiques dont nous sommes inondés chaque jour ; c'est mieux que cela ; ce sont les simples élans d'un poète inspiré, honnête homme avant tout, je le répète, et défenseur inébranlable des droits sacrés de ses frères méconnus. Écrivain socialiste et démocrate, Félix Pyat atteint souvent au sublime. Que les rhéteurs et les épiciers trouvent ensuite son talent incomplet et qu'ils tombent en admiration devant les pastiches romains de l'illustre Ponsard, libre à eux ! L'auteur de *Diogène* sera toujours *le Corneille du peuple* ; ce titre en vaut bien un autre.

On se rappelle peut-être le roman de *Barnave*, de Jules Janin. Il y a là une préface qui fut un véritable coup de massue pour Louis-Philippe. Le monde littéraire l'a toujours attribuée à Félix Pyat. Toutefois il ne pouvait y avoir de sympathie durable entre les deux collaborateurs. Félix Pyat a eu, le premier, le courage de stigmatiser cet intrépide écrivain, qui, depuis quelque quinze ans, danse, une fois par semaine, sur la pointe d'une aiguille, au rez-de-chaussée du journal des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois. La prison et l'amende ont été le prix de son dévouement ; il est allé occuper à Sainte-Pélagie le pavillon où chantait Béranger, et, malgré les nombreuses visites qu'il recevait, il a eu le temps d'y recueillir de curieuses et piquantes observations sur les escrocs, les filous, les voleurs de toute espèce qui y pullulent, sans compter ceux qui vivent au dehors. Pendant la durée de sa détention, il a été obsédé, de toutes parts, par de prétendus amis qui n'ont rien épargné pour tâcher de l'attirer dans une démarche qui lui eût rendu la liberté en le compromettant. Il a tenu bon, comme il le devait : il fallait bien mal le connaître pour attendre de lui autre chose.

L'avènement de la République avait été le rêve de sa vie ; il a salué son intronisation avec transport. Enfant de Vierzou, il a partagé, dans le Cher, les fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire avec Bidault et Duplan, deux cœurs purs et généreux, dignes de comprendre le sien. Il y a laissé des souvenirs qui ne s'effaceront pas. La récompense ne s'en est pas fait attendre : 43,222 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale,

le quatrième sur la liste des élus. Immédiatement il a donné sa démission des fonctions de commissaire, exemple qui malheureusement n'a pas été beaucoup suivi sur d'autres points. Nommé, le premier mois, l'un des secrétaires de l'Assemblée, il s'est démis également, dès le lendemain, de ces fonctions; et aucune prière n'a pu le déterminer à les reprendre. C'est que Félix Pyat n'est pas moins l'ennemi des fossoyeurs de notre grande République, qu'il n'a été celui des Tartufes du gouvernement déchu. Il siège à l'extrême gauche; et les vrais partisans de la démocratie sociale tournent, dans leur détresse, les yeux vers lui.

VOGUÉ (LÉONCE DE).

Né à Paris, le 4 mai 1805, M. Léonce de Vogué est un *gentleman*, d'une exquise distinction, d'une parfaite élégance, conservant le cachet du marquis, en dépit du fameux décret de nivellement républicain. Il était sous-lieutenant de cavalerie en 1823; il faisait la campagne d'Espagne, cette même année, et prenait part à l'expédition d'Alger en 1830.

Démisionnaire à la Révolution de Juillet, il s'est occupé, depuis lors, d'agriculture et d'industrie, et a été nommé, en 1839, membre du conseil général du département du Cher. Il a créé, près de Bourges, de hauts-fourneaux, une fonderie et un village d'ouvriers, qui bénissent son nom.

Le congrès central d'agriculture l'a nommé membre de sa commission d'organisation dans toutes ses sessions de 1845 à 1848. Souvent il a pris une part active aux discussions de cette Assemblée, notamment dans les questions des chambres consultatives, des biens communaux, de l'alimentation des travailleurs, et toujours il y a fait preuve d'une rare intelligence et d'une grande hauteur de vues.

Pendant l'inondation de la Loire en 1846, il a fait naufrage en allant porter secours aux habitants d'un village envahi par les eaux et a passé la nuit, avec eux, au milieu du fleuve débordé. Aussi, le gouvernement d'alors n'eut-il garde de l'oublier dans la distribution des médailles d'honneur.

Après cet exposé simple et vrai, il y aurait mauvaise grâce à reprocher à M. de Vogué son origine, ses parchemins, son titre de marquis, ses châteaux et ses belles propriétés. La République n'est-elle pas le gouvernement de tous pour tous, *res publica*, comme disaient les anciens? Pourquoi donc, citoyens, ces distinctions odieuses, ces lignes de démarcation intolérantes? Pourquoi repousser les hommes de bonne volonté, de quelque part

qu'ils viennent? Y a-t-il donc trop de bras dévoués pour la construction de l'édifice monumental dont nous avons tous à cœur de doter notre patrie? Le peuple électeur du Cher ne l'a point pensé, lorsque, par 34,321 suffrages, il l'a appelé, lui cinquième, sur une liste de sept élus, à l'Assemblée nationale, immédiatement après Félix Pyat, l'homme le plus honnête et le plus loyal dont s'enorgueillit l'opinion républicaine.

Un électeur posait cette question à M. de Vogué : « Vous vous embarquez sur le vaisseau de la République. Quelle sera votre conduite s'il fait naufrage? — Je périrai avec l'équipage, » répondit-il aussitôt. Félix Pyat n'aurait pas répondu différemment.

CORRÈZE.

Tulle. — 9 Représentants.

BOURZAT.

Avocat à Brives-la-Gaillarde, né dans cette ville en 1798.

Nous demandons pardon à M. Bourzat de la liberté grande, mais sa nomination de représentant nous paraît assez insignifiante, au point de vue politique s'entend. M. Bourzat est un homme éminemment honnête, charitable, désintéressé; on l'appelle à Brives-la-Gaillarde, l'*avocat des pauvres*; de plus, pas la moindre ambition, simple comme au jeune âge, et pratiquant l'égalité et la fraternité bien autrement qu'on ne les pratique dans les clubs les plus avancés, ce qui est fort, on en conviendra; avec tout cela parlant facilement sur une foule de choses, et ne manquant pas d'une certaine éloquence: ce que voyant ses concitoyens, ils se demandèrent s'il ne convenait pas de l'envoyer à l'Assemblée nationale, et la question fut bientôt résolue affirmativement, lorsqu'on se souvint qu'aux qualités qu'on vient de lire, on pouvait hardiment joindre celle de républicain dont M. Bourzat se trouve orné, avec tout le monde, depuis que la France est républicaine.

Sganarelle a dit : C'est ce qui fait que votre fille est muette; et nous disons : C'est ce qui fait que M. Bourzat est représentant. 22 226 suffrages.

CEYRAS.

Né en 1796, à Rochefort.

N'ayant de fortune que ses capacités, il accepta, sous la Res

tauration; la place de procureur du roi à Tulle, qu'il n'occupa que judiciairement.

Nommé, par Dupont (de l'Eure), juge en 1830, exerça ces fonctions et celles de conseiller municipal à Tulle, jusqu'en février dernier.

Nommé commissaire du Gouvernement pour le département de la Corrèze, il dut cette marque de confiance du nouveau gouvernement à ses opinions bien connues de tous les patriotes, lesquelles lui valurent, en 1833, une condamnation disciplinaire de la part de la Cour de Limoges, pour avoir fait de la propagande républicaine. En effet, M. Ceyras était alors correspondant du journal *la Tribune*. Nommé depuis conseiller à la Cour de Besançon, il a refusé.

Nous nous estimons heureux de n'être pas tombés dans les dires erronés d'une autre biographie, qui prétend que M. Ceyras fut un *Verdet*, qu'il est socialiste à la manière de Pierre Leroux, et intimement lié avec George Sand. M. Ceyras prit en effet les armes à cette époque, mais ce fut sous le drapeau national; lié personnellement avec Pierre Leroux, il combat plus souvent ses doctrines qu'il ne les approuve. Démocrate, il attend les réformes socialistes de la discussion et du temps.

George Sand n'a pas, je crois, souvenance d'avoir jamais vu M. Ceyras.

Il a été élu par 29,713 voix.

DUBOUSQUET-LABORDERIE.

Ancien sous-préfet de Brives-la-Gaillarde, né en 1800, âgé de 48 ans.

M. Dubousquet est libéral et esprit fort. Voici à quelle occasion il fit ses premières armes. Un brave patriote étant mort à Brives-la-Gaillarde, le clergé refusa l'entrée de l'église à son corps. Pour quels motifs? Nous l'ignorons. Toujours est-il, que, fondé ou non, ce refus irrita la jeunesse turbulente et les hommes avancés de la localité. A la tête de ces derniers se trouvait le sous-préfet Dubousquet. Jugez comme la sédition se trouva forte de son appui, et comme elle se promit de donner une rude leçon à messieurs du clergé!

En effet, l'armée ennemie se met bientôt en marche, sous les ordres du général Dubousquet; elle force la cathédrale,

Et dans un des parvis, aux prêtres réservé,
Cette troupe superbe entre le front levé.

Là, on dépose le cercueil, on allume les cierges, on dit les

prières d'usage, on prodigue l'eau bénite ; et, cette victoire remportée, on se met bravement en retraite vers le cimetière, au grand ébahissement et scandale des dévotes de Brives-la-Gaillarde, qui crurent les lieux saints à jamais profanés.

On prétend que ce ne sont point les dévotes qui ont envoyé M. Dubousquet à l'Assemblée nationale, mais qu'on l'a élu par des considérations toutes matérielles. Ce représentant possède une grosse fortune immobilière. Il est naturellement l'homme le plus considérable et le plus considéré du canton, et, de plus, les fonctions qu'il a occupées font supposer qu'il a les qualités requises pour administrer. On a donc songé à lui, et il s'est trouvé porté par 21,000 suffrages.

FAVART.

Avocat, maire de Tulle, âgé de 48 ans, condisciple de Bastide au collège de Henri IV, et, plus tard, secrétaire de Manuel.

Le gouvernement déchu avait choisi M. Favart pour maire de la ville de Tulle ; mais il n'entra en fonctions que le 24 février, et la République le confirma dans ce titre, dont il est digne à tous égards. Personne ne s'est montré plus généreux que lui dans les dernières disettes.

M. Favart est, en outre, avocat, et le plus distingué, dit-on, du barreau de Tulle. C'est un homme instruit comme le sont tous les avocats, et ami de la littérature et des vers, comme ne le sont guère les avocats.

Quant à ses opinions, il est républicain d'abord, cela va sans dire ; et puis conciliant, pacifique et point rétrograde. 15,720 voix.

LATRADE (LOUIS DE).

Commissaire général du Gouvernement dans le département de la Corrèze, né en 1802, âgé de 46 ans.

M. de Latrade débute dans la carrière parlementaire, et, comme les vétérans de cette carrière, il a l'honneur d'une double nomination. Sans doute, cela peut tenir, un peu, à quelques circonstances particulières. Mais le mérite personnel de ce représentant y est pour une bonne part. Depuis longtemps, il a fait ses preuves, et le département de la Corrèze, entre autres, le connaît comme un homme de cœur et d'énergie.

M. de Latrade est un cadet de famille noble ; il est né au château de Sauveboeuf, arrondissement de Sarlat. Son éducation fut très soignée, et il fut admis à l'École polytechnique.

Plus tard, il coopéra à la rédaction du *National*, et contribua à la propagation des idées républicaines. Ardent et dévoué, il osa même s'affilier aux sociétés secrètes, courut souvent des dangers et eut plusieurs démêlés avec la police.

M. de Latrade est plein d'esprit et de distinction, mais passablement suspect de socialisme, et nous ne répondrions pas que, depuis quelque temps, il n'ait laissé derrière lui le *National* lui-même, et son classique radicalisme.

Élu par 17,000 voix à Tulle, et par 42,000 à Périgueux, il a opté pour Tulle.

LEBRALY.

Ancien secrétaire du conseil général, puis conseiller de préfecture, puis sous-préfet de Boussac, propriétaire à Aiguerande, il est né à Ussel en 1802.

Les titres de M. Lebraly à la représentation nationale sont déposés aux archives de l'Académie des Jeux floraux de Toulouse. Ils lui ont déjà valu l'églantine d'or. M. Lebraly est donc un adorateur des muses (style classique), de plus, ceci est de mode en tout temps, d'une grande probité et d'un caractère sage et conciliant.

24,244 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée.

MADESCLAIRE.

Commandant de la garde nationale, âgé de 43 ans. Il y a longtemps que M. Madesclaire est connu à Tulle et dans la Corrèze pour un chaud patriote et un partisan des doctrines républicaines. Cette réputation lui a même suscité de continuelles tracasseries de la part du pouvoir, et c'est à cela et à l'estime dont il jouit, comme ami de l'ordre et de la justice, qu'il doit en partie son élection. On eut surtout à se louer de sa fermeté et de son zèle à l'époque de la Révolution de Février, lorsqu'il fallut contenir dans les limites de la modération une population exaltée. Il a obtenu 25,000 suffrages.

TENIEZ.

On dit que M. Teniez est avocat; on dit qu'il a du talent; on dit que ses opinions sont à la hauteur des circonstances; on dit aussi.....

Mon Dieu, où en sommes-nous réduits, et n'avons-nous à recueillir que des *on dit*? Cela est fâcheux quand ces *on dit* sont

monotones et insignifiants. *On dit* est le représentant redoutable et redouté de l'opinion publique. Rien de piquant comme une méchanceté qui s'abrite sous le voile d'un *on dit*. Avec ce simple mot, on ne craint ni sergent, ni commissaire.

Mais quel lecteur assez complaisant trouvera du piquant dans ces simples lignes ? On dit que M. Teniez est avocat ; on dit qu'il a du talent ; on dit que ses opinions sont à la hauteur des circonstances.

CORSE.

Ajaccio. — 6 Représentants.

BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON).

Second fils de Louis-Napoléon Bonaparte, l'ex-roi si regretté de la Hollande, et d'Hortense-Eugénie de Beauharnais, fille de l'impératrice Joséphine, né à Paris le 20 avril 1808, connu par ses combats dans les rangs des patriotes italiens, par ses malencontreuses tentatives de Strasbourg et de Boulogne, par sa captivité et son évasion de Ham, par ses *Considérations politiques et littéraires sur la Suisse*, par son *Manuel d'artillerie*, par ses *Idées napoléoniennes* et par son travail sur le *paupérisme*, il a été élu, dans quatre départements, représentant du peuple à l'Assemblée nationale, d'abord à Paris par 84,000 voix, dans l'Yonne par 26,000, puis dans la Charente, enfin dans la Corse par 35,208 voix sur 38,497 votants.

Mais, voulant, à tout prix, éviter d'être une cause de guerre civile, après avoir repris avec résignation le chemin de l'exil, à l'issue de la proclamation de la République, il a donné déjà une première fois sa démission de député, et vient de l'envoyer une seconde à propos de l'élection de la Corse, restant ainsi invariablement fidèle à ses principes.

Que de tortures pour un cœur vraiment démocrate et que fait battre, assure-t-on, le seul amour de la patrie !

Deux honorables représentants, Napoléon Bonaparte et Pierre-Napoléon Bonaparte se portent garants des intentions loyales de leur cousin ; et personne, jusqu'à ce jour, n'a osé mettre en doute leur droiture et leur républicanisme.

BONAPARTE (NAPOLEÓN).

C'est le second fils de Jérôme Bonaparte, ex-roi de Westphalie, le plus jeune des frères de l'empereur Napoléon, et de Catherine, fille du roi de Wurtemberg. Il naquit à Trieste (Illyrie), en 1822, pendant que son père était, non seulement exilé par les Bourbons, mais retenu prisonnier par l'Autriche.

Il habita Rome jusqu'en 1831 ; c'est là que presque tous les parents de l'Empereur s'étaient réfugiés auprès de la mère de Napoléon. Obligé de quitter les États du pape, cette même année, lors de l'insurrection de la Romagne, dans laquelle furent compromis ses cousins, les fils de Louis et son frère, il alla se réfugier à Florence.

En 1835, il passa en Suisse, où son père voulut le faire élever, pour qu'il se trouvât plus près de la France et dans un pays libre ; il fut mis en pension à Genève.

En 1837, il entra à l'école militaire de Louisbourg, dans le Wurtemberg, et y resta jusqu'en 1840, époque où il en sortit pour ne point servir contre la France. On se rappelle, en effet, les préparatifs de guerre, faits, à cette époque, par le ministre Thiers. Le jeune Napoléon refusa de prêter le serment qu'on exigeait de lui, et de porter les armes pour un autre pays que celui où son oncle avait régné. Cette conduite courageuse qu'il ne balança pas à tenir contre le frère même de sa mère, l'obligea à quitter le Wurtemberg.

De 1840 à 1845, il voyagea en Allemagne, en Angleterre et en Espagne, où il fit un assez long séjour, durant la régence d'Espartero. Il sollicita vainement, à plusieurs reprises, la faveur d'entrer en France. Enfin, en 1845, il obtint l'autorisation d'y résider quatre mois ; il vint les passer à Paris, dans cette capitale de sa patrie qu'il voyait pour la première fois. Il y consacra son séjour à étudier les institutions et les mœurs du pays, s'y lia avec les hommes les plus éminents dans toutes les spécialités, et s'y fit de nombreux amis ; mais ses relations bien connues avec le parti démocratique et ses opinions notoirement avancées ne tardèrent pas à le rendre suspect au gouvernement d'alors, qui lui donna l'ordre de s'éloigner dans huit jours.

Il se rendit immédiatement en Angleterre, n'y discontinuant pas ses démarches pour arriver à l'abrogation de la loi qui exile la famille du grand Empereur. Le gouvernement de Louis-Philippe refusa opiniâtement de céder à sa demande ; il ne voulut pas même accorder à son frère aîné la permission d'aller

prendre, dans les Pyrénées-Orientales, les eaux du Vernet, qui lui avaient été conseillées comme pouvant seules lui sauver la vie. Ce malheureux frère, digne d'un meilleur sort, meurt sur la terre d'exil, les yeux tournés vers sa chère patrie.

Enfin, en 1847, l'ex-roi Jérôme, son père, adresse aux Chambres une pétition dans laquelle il sollicite, comme une faveur, son entrée en France. La Chambre des pairs rejette sa demande, et, pourtant, elle compte dans son sein bon nombre de hauts fonctionnaires qui ne doivent leur fortune, leur élévation, qu'aux bontés de l'Empereur. La Chambre des députés, au contraire, l'accueille favorablement, et force le ministère à autoriser provisoirement le séjour en France du roi Jérôme et de son fils.

Ils habitaient, tous deux, Paris depuis quelques mois seulement, quand éclata la révolution du 24 février. L'avènement de la République comblait les désirs du jeune Napoléon. Depuis longtemps, il l'appelait de tous ses vœux, il le hâtait de tous ses efforts. Les chefs principaux du parti démocratique le connaissaient et l'avaient vu. Il se rendit, le 24 même, à l'Hôtel-de-Ville, et, deux jours après, il adressait la lettre suivante aux membres du Gouvernement provisoire :

« Citoyens, au moment même de la victoire du peuple, je me suis rendu à l'Hôtel-de-Ville. Le devoir de tout bon citoyen est de se réunir autour du Gouvernement provisoire de la République, et je tiens à être un des premiers à le faire, heureux si mon patriotisme peut être utilement employé.

« Recevez, citoyens, l'expression des sentiments de respect et de dévouement de votre concitoyen,

« NAPOLEÓN BONAPARTE. »

Depuis lors, le fils de Jérôme a pris en conscience et au sérieux les droits de citoyen français que la Révolution lui a enfin rendus. Jamais on ne l'a vu rien solliciter de qui que ce soit. Il n'est pas devenu, comme tant d'autres, le flatteur de ses amis de la veille, arrivés au pouvoir par l'unanime acclamation du peuple. Quand sont venues les élections pour l'Assemblée nationale, il est accouru en Corse, et y a adressé la profession de foi suivante au peuple électoral de cette île :

« Compatriotes, Paris a détruit la Royauté et proclamé la République. Tous les citoyens sont appelés à élire les hommes qui doivent constituer la société nouvelle.

« Enfant de la Corse, fils de Jérôme Bonaparte, neveu de Napoléon, j'ai pensé que je devais demander à la Corse l'honneur d'être un de ses représentants. J'arrive, dégagé de tout esprit de

localité, esprit misérable, honte d'un système dont nous n'avons que trop souffert.

« Élevé dans la persécution et les malheurs de l'exil, j'ai consacré mon temps, mon intelligence, à étudier, à connaître les pays étrangers, et à ne pas démentir de la France, cette patrie absente, qui m'a toujours été si chère. Notre dernière révolution a fait cesser ma proscription. Ce souvenir restera gravé dans mon cœur.

« Homme nouveau, pur de tout passé, je saurai, par ma loyauté, par mon dévouement, désarmer toutes les défiances, et mériter les sympathies que mon nom rencontre.

« Il y a longtemps que j'ai la conviction que la République seule convient à la France. Ce grand principe est établi aujourd'hui. Je l'ai appelé de tous mes vœux. Hors de là, il n'y aurait qu'anarchie, guerre civile, retour aux fautes et aux crimes des Bourbons.

« La constitution que l'Assemblée nationale est appelée à nous donner doit être faite dans les intérêts du peuple; toute tendance à faire primer une classe de citoyens, ou à ramener d'anciennes distinctions, serait funeste.

« Que les odieux traités de 1815, imposés par les rois dans nos jours de malheur, soient à jamais déchirés! mais appuyons-nous avec confiance sur les nouvelles nationalités, sœurs de la nôtre.

« L'ancien monde est ébranlé. Nos idées révolutionnaires, propagées par les victoires de nos glorieux soldats, remuent tous les peuples.

« La Pologne et l'Italie doivent se constituer. Leur liberté est nécessaire pour assurer la liberté de l'Europe; leur cause est juste; c'est celle de notre démocratie.

« Liberté, égalité, fraternité à l'intérieur, sainte alliance des peuples à l'extérieur, telles sont les bases sur lesquelles nous devons bâtir l'édifice républicain.

« En aimant la République et en me dévouant à elle, j'obéis à Napoléon, qui, sur le rocher de Sainte-Hélène, où la haine des rois l'avait attaché, prédit qu'*avant cinquante années, l'Europe serait républicaine ou cosaque*. Grâce à Dieu et au peuple français, c'est la République qui triomphe.

« NAPOLÉON BONAPARTE. »

Le neveu de l'empereur a été nommé représentant du peuple par l'île de Corse, avec un contingent de 39,229 voix. Rien ne saurait égaler la patriotique joie de son auguste père, en appre-

nant l'élection de son fils. Honneur à ces hommes, qui, longtemps proscrits, ont su conserver religieusement, au fond de leur cœur, le feu sacré de la patrie !

Napoléon Bonaparte siège à l'Assemblée nationale sur les bancs des républicains sincèrement démocrates, qui veulent que la révolution triomphe enfin, et d'une manière durable.

Il a parlé sur la Pologne, en faveur de ce pays malheureux, l'avant-garde de la France régénératrice. Cette tâche ne pouvait échoir à un esprit plus éclairé sur les véritables intérêts des contrées étrangères, qu'il a parcourues et étudiées. Il a vu de près, en effet, les cours et les peuples de l'Europe ; et c'est une méditation profonde, autant au moins que le penchant naturel de son cœur, qui l'a amené à des convictions sincèrement et profondément démocratiques.

Interrogé sur le vote qu'il devait émettre pour ou contre le décret de proscription qui allait expulser de France la branche cadette des Bourbons, il a fièrement répondu que jamais un membre de la famille de l'Empereur n'appuierait de son vote une proposition d'exil, fût-ce même contre ceux qui l'avaient exilée.

Il a défendu à la tribune de l'Assemblée nationale le caractère méconnu de son cousin Louis-Napoléon, fils de l'ex-roi de Hollande et de la reine Hortense, qu'il a représenté comme non moins dévoué que lui à la cause sainte de l'émancipation républicaine des peuples.

Napoléon Bonaparte est pauvre ; il le sera toujours ; car il n'est pas de ceux qui courent après la fortune ; et il est à remarquer que sa famille, après avoir occupé les principaux trônes de l'Europe, en est honorablement descendue sans en posséder aucun, exemple bien rare dans ce siècle de honteuse cupidité. Sa sœur, la princesse Mathilde, a épousé le prince russe Demidoff. Comme il a le nom de son célèbre oncle, Napoléon en a toute la ressemblance. Sa taille est seulement beaucoup plus élevée que celle de l'Empereur. Son front large et haut, ses yeux, qui dardent un feu pénétrant, toutes les lignes de son visage rappellent cette tête illustre qu'on ne décrit plus. En regardant cet autre Napoléon, on reste frappé de surprise. Il semble que l'homme du destin a secoué le sommeil de la tombe, et qu'il vient renouveler ses miracles de gloire et de génie ; mais, si l'avenir réserve un rôle à son neveu, ce ne sera plus qu'au profit de la République.

BONAPARTE (PIERRE-NAPOLÉON).

Il est né à Rome, après l'exil de la famille impériale, le 11 octobre 1815, de Lucien Bonaparte, prince de Canino, ancien président du Conseil des Cinq-Cents, frère aîné du grand Napoléon, si connu par ses tendances républicaines et par son opposition persévérante aux volontés opiniâtres de l'illustre Empereur.

Élevé en Italie, il y a fait sa première éducation militaire. A 15 ans, entraîné par ses sympathies vers les patriotes Romagnols, il quitta la maison paternelle ; mais Lucien, craignant, pour son fils, les conséquences de cette expédition téméraire, l'empêcha d'arriver jusqu'à eux. Il s'embarqua, quelque temps après, à Livourne pour New-York, sur un mauvais brick de commerce ; après une traversée de cinquante-six jours, il arriva auprès de son oncle Joseph, l'ancien roi d'Espagne, et fit, aux États-Unis, la connaissance de Santander, l'émule de Bolivar, que ses convictions démocratiques avaient fait surnommer *el hombre de la ley* (l'homme de la loi). Le jeune Bonaparte résolut de le suivre en Colombie et fit part de son projet à son père. Lucien lui répondit la lettre suivante, qui montre à quel point les principes démocratiques sont héréditaires dans la famille de Pierre-Napoléon :

« *Canino*, le 15 novembre 1832.... Nous recevons, enfin, mon cher Pierre, une de tes lettres d'Amérique. Tu sembles craindre que je n'approuve pas ton départ pour la Colombie. Au contraire, je l'approuve fort. J'estime beaucoup le général président de cette république, et je ne crois pas que tu puisses mieux faire que de t'attacher à lui et à la Colombie, jusqu'à ce que la Providence redonne à notre belle France un gouvernement républicain. Cet avenir est loin d'être impossible ; les vertiges de l'Empire et de la Monarchie se dissipent ; et les idées de Brumaire reprennent leur éclat dans notre patrie. On sent que la république consulaire que j'avais fondée plus que personne, était la véritable, la seule ancre de salut pour la France ; on y revient, à grands pas, tous les jours. Dans ce cas, et dans ce cas seul, je te conseillerais de quitter la Colombie.

« Attire-toi l'estime de tes nouveaux concitoyens, et réponds, par ta conduite, à ton nom et à l'amitié de ton chef, à qui tu présenteras mes respects affectueux et mes remerciements pour la bienveillance qu'il témoigne à mon cher Pierre-Napoléon. Tu n'es plus dans les pays où ce beau nom soit périlleux à qui le porte ; j'approuve fort que tu t'en pares.

« Maman t'embrasse tendrement ainsi que les petites. Maman ne peut s'accoutumer à ton silence... elle doute quelquefois de ton cœur. Tristes pensées pour une mère !... »

« Antoine n'a pas trouvé Joseph ; et on m'écrit qu'il va revenir en Europe. Hélas ! qu'y faire à présent ? J'aurais bien désiré qu'il suivit ton exemple. Puisses-tu te faire une carrière honorable ! »

« Je vais partir pour Londres, où Joseph s'est établi. Je ne suis pas en état de te faire cent piastres (580 francs) par mois. Je verrai avec Joseph , à Londres, d'arranger tes affaires. Si je puis vendre quelque chose, je serai bien content de te faire passer ce que je pourrai. Ainsi, tu ne peux pas encore compter sur autre chose que sur tes quarante piastres (232 francs), dont les fonds sont faits. La Providence me mettra à même, j'espère, bientôt, de pouvoir vous aider, comme je le désire.

« Nous t'embrassons de tout notre cœur, et te donnons, maman et moi, notre bénédiction la plus complète. Puisse notre cher fils avancer dans la carrière, et nous rendre glorieux de ses succès ! — « Ton papa ,

« LUCIEN B. »

Pierre suivit Santander en Colombie, guerroyant, affrontant des dangers de toute espèce, et gagnant, à dix-sept ans, à la pointe de son sabre, les épaulettes de chef d'escadron sur plusieurs champs de bataille.

De retour aux États-Unis, il s'embarque pour l'Angleterre et passe de là en Italie, où il réside jusqu'en 1836, menant une vie très active et très agitée. Ce pays était alors infesté de brigands, devenus célèbres par l'impunité que leur assurait la police du pape. Ces bandits portaient, en tout lieu, l'épouvante et la désolation. Pierre se mit à leur faire la chasse, pour son propre compte, et en arrêta quelques-uns, de sa propre main, après de rudes combats.

Pour prix de son courage, il faillit être victime d'un odieux guet-apens que lui tendirent les carabinieri ou gendarmes de Sa Sainteté, à qui l'on avait persuadé que Pierre et son frère songeaient à organiser des bandes de partisans dans les Marmes. Il lui fut, en conséquence, enjoint d'avoir à quitter le pays sous quinzaine. En vertu de cet ordre, il attendait le passeport qui lui avait été promis, lorsque, huit jours après, se trouvant, avec un ami, sur la place publique du petit village de Canino, prêt à aller à la chasse, il se vit tout à coup cerné et attaqué, à l'improviste, par vingt-huit sbires. Ne pouvant faire usage de

son fusil, il s'arma de son couteau de chasse, étendit roide mort le chef de ces bandits, et en blessa grièvement deux autres. Atteint, lui-même, d'un coup de baïonnette et d'une balle, reçue à bout portant, il fut transféré à Rome, où on lui fit subir toute espèce d'avaries; mais lui supporta ces outrages sans faiblir, répondant aux tortures par ce dédain qu'une *misérable cour* doit, suivant l'expression de l'Empereur, inspirer à tout homme qui a du sang dans les veines.

Enfin, il sortit du fort Saint-Ange, d'où il se rendit, pour la seconde fois, en Amérique, puis en Angleterre, et de là dans l'île de Corfou. Le gros gibier étant rare dans ces parages, il faisait souvent des excursions en Albanie pour en trouver. Un jour, il est attaqué par quatre palikares, qui, après lui avoir tiré deux coups de pistolet, fondent sur lui, le yatagan au poing. De ses deux coups de fusil, il en abat deux et en blesse un troisième, sauvant ainsi sa vie et celle de ses compagnons, qui étaient sans armes.

Mais les Albanais vindicatifs résolurent d'aller venger leur échec à Corfon. Pendant la nuit, une de leurs embarcations s'approche de la maison isolée qu'habite le jeune Bonaparte; il les reçoit à coups de fusil et ils se retirent.

Cependant, le gouvernement anglais, voulant, avec raison, faire cesser cet état de choses, l'engagea à quitter l'île, après avoir déclaré, dans une dépêche officielle, que des raisons d'État, n'impliquant aucune critique de sa conduite personnelle, motivaient, dans l'intérêt même de sa sécurité, cette invitation officieuse. Du reste, il ne s'éloigna de Corfou que plus de deux mois après.

Avant de se rendre en Angleterre, le fils de Lucien s'arrête à Malte. Le choléra y sévissait. Une discussion s'engage entre un médecin de l'hôpital et le jeune Bonaparte. Celui-ci soutient que le fléau n'est pas contagieux. Un pari s'engage. On se rend à l'hôpital. Pierre serre la main à tous les cholériques et gagne son pari.

Mais ce ne sont pas de ces luttes privées, de ces actes de courage inutile qu'ambitionne le neveu de Napoléon; il rêve une existence guerrière, digne de son nom; il revendique, sans cesse, avec une persistance honorable, ses droits de Français; il veut servir sa patrie, comme simple soldat, partout où il y a des périls à affronter; il offre de partir pour l'Algérie, *le sac sur le dos*. En 1838, durant l'ambassade extraordinaire du maréchal Soult, à Londres, il s'adresse vainement, dans ce but, à ce vétéran de la gloire impériale, à ce compagnon d'armes de l'Em-

pereur. Injustement repoussé par ceux mêmes qui doivent tout à sa famille, il offre son épée au vice-roi d'Égypte, Méhémet-Ali ; et, à cette occasion, son père Lucien lui écrit ces belles paroles : « Réveille-toi, jeune Bonaparte ! Va servir le héros qui civilise l'Orient. »

A peine a-t-il appris le triomphe de la Révolution de 1848, qu'il accourt en France ; mais, quelque diligence qu'il fasse, il ne peut arriver à Paris que le 27 février. Grâce aux électeurs de la Corse, berceau de son illustre famille, l'Assemblée nationale possède en lui un patriote éclairé, sincère, acceptant toutes les conséquences du système républicain, qu'il saura défendre à la tribune, comme à la tête de la légion étrangère, dont il a été nommé un des chefs de bataillon.

Pierre est heureusement doué de la nature ; ses traits sont doux et distingués, empreints, d'ailleurs, d'un caractère napoléonien remarquable. Sa taille est élevée. Une simplicité noble et de bon goût exclut, en sa personne, tout sentiment d'orgueil ; il brûle de faire pour le bien-être du peuple français ce que son oncle a fait pour sa gloire.

Le 15 mai, au moment où l'enceinte législative était violée, il sortit, avec les plus intrépides représentants, pour aller organiser, au dehors, la défense de l'Assemblée nationale. Tandis qu'en face du pont de la Concorde, il travaillait par de chaudes et patriotiques exhortations au rétablissement de l'ordre, un groupe d'insurgés l'entoure en lui criant : « Misérable ! nous allons te jeter à l'eau. Qui es-tu ? » — « Qui je suis ? » répond le fils de Lucien, « Je suis le neveu de l'Empereur, je suis Pierre Bonaparte. » — « Ah ! c'est différent, » répliquent ces hommes en se découvrant avec respect. Ce nom, quel que soit toujours son pouvoir sur les masses, n'avait pas eu plus de puissance sur eux que le ton de celui qui le prononçait.

Il a défendu à la tribune le caractère méconnu de son cousin Louis-Napoléon Bonaparte. Dans la séance du 13 juin, il s'est énergiquement écrié : « J'aimerais mieux mourir que d'occuper un trône. » Enfin, dans la grande émeute des 23, 24, 25 et 26 du même mois, le neveu de l'empereur a eu un cheval blessé sous lui au moment où il allait reconnaître les insurgés avec M. de Lamartine.

CASABIANCA (FRANÇOIS-XAVIER).

Il est né, le 27 juin 1796, à Nice, où sa famille s'était réfugiée pendant l'occupation de la Corse par les Anglais.

Elève du lycée Napoléon, il y a obtenu, à l'âge de seize ans, le premier prix de philosophie. Avocat à la Cour d'appel de Bastia, il s'y est placé au premier rang, dès son début. Il a plaidé aussi plusieurs fois devant la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, et toujours avec succès.

Candidat de l'opposition en 1837, il ne lui manqua que cinq suffrages pour être élu député. Il n'a jamais exercé de fonctions publiques. Il appartient à l'opinion franchement républicaine, mais modérée.

Sa famille compte deux généraux de division de la République française, Joseph-Marie-Casabianca, commandant un corps d'armée en Italie, lors de l'expédition de Championnet, et gouverneur de Mantoue; et Raphaël Casabianca, qui se distingua à l'armée de Flandre et à la conquête du Piémont, devint gouverneur de Gênes et fut, plus tard, sénateur et puis pair de France.

Un autre Casabianca, membre de la Convention, commandait, à la bataille d'Aboukir, le vaisseau-amiral l'*Orient*. Il résista, presque seul, à la flotte entière de Nelson, et mourut volontairement, avec son fils, pour ne pas abandonner son bord.

Un jeune colonel, de la plus brillante espérance, Pierre-François Casabianca, fut tué en 1812, à Polotjek, à la tête de son régiment.

Enfin, le père du nouveau représentant du peuple, François-Louis Casabianca, colonel de cavalerie à l'armée d'Espagne, retiré du service en 1814, marcha, à la tête de trois mille paysans corses, contre le général Brulart, qui, après le départ de l'Empereur de l'île d'Elbe, voulait livrer la Corse aux Anglais, l'expulsa de Bastia, et arbora sur les tours de cette ville le drapeau tricolore.

Son digne fils, François-Xavier Casabianca, a été appelé à l'Assemblée nationale par 16,000 suffrages.

CONTI (ÉTIENNE).

Né à Ajaccio, en 1812, il a achevé ses études en Corse, puis il s'est fait recevoir avocat. C'est, à la fois, un poète et un légiste. Nous avons de lui de fort belles poésies italiennes et françaises, souvent mentionnées, avec éloge, dans les recueils littéraires de Paris, ce qui ne l'a pas empêché de se faire au barreau une réputation méritée.

Membre du conseil général de la Corse sous le régime déchu, il s'y est signalé par son remarquable talent de parole, et sur-

tout par sa vigoureuse opposition aux empiétements tyranniques du préfet Jourdan, qu'il a écrasé dans la lutte, et qui s'est éloigné de l'île, pour tous les autres si hospitalière, emportant au front l'épithète de *nouveau Verrès*, qu'y avait cloué l'audacieux conseiller. Grâce à lui, la Corse respira enfin, débarrassée de la présence de son odieux proconsul. Il faut lire aujourd'hui dans le *National* les détails de cette lutte si curieuse.

M. Jourdan, tout meurtri du bill d'indemnité que vient de lui accorder le conseil d'État, veut profiter de la réunion du conseil général pour lui demander des éloges. Alors, M. Conti se lève; jamais les griefs de la Corse n'avaient trouvé de plus éloquent interprète; jamais la voix de ce peuple opprimé n'avait rencontré un aussi puissant écho; jamais paroles plus sévères ne s'étaient fait entendre au sein d'une assemblée politique.

« M. le préfet, dit-il, prononce, pour notre édification, le nom de Turgot après le sien; pour notre honneur, il nous demande des éloges; il rappelle à notre examen son passé administratif... Vous faites bien de hausser les épaules, M. le préfet, car vous avez un lourd fardeau à secouer... On vous conseille de vous retirer de cette enceinte. Eh bien! moi j'aime mieux que vous restiez. Mes explications n'en seront que plus franches. Je vous ai reproché d'avoir ruiné le pays, d'avoir dissipé plus d'un million, je vous reproche maintenant d'avoir introduit partout la corruption électorale, d'avoir mis la main dans toutes les urnes. Vous n'y avez remué que des passions, et il en est souvent sorti des crimes. Vous vous êtes rendu vous-même sur tous les champs de bataille électoraux; vous êtes monté à cheval, en voiture, en bateau à vapeur; vous avez marchandé les suffrages et suborné les électeurs, j'ai vu vos lettres, je sais vos menaces, je connais vos promesses.

« Vous édifiez, dites-vous, des presbytères et des écoles; mais vous minez nos mœurs, vous démantelez nos principes. Vous percez des routes; mais ce n'est que pour faire circuler plus aisément vos moyens de corruption; vous élevez des fontaines; mais il y a encore bien des consciences à purifier. Sous la pierre de vos constructions vous laissez, avec votre nom, la trace de votre corruption et de vos intrigues. Vous bâtissez la Corse matérielle, vous démolissez la Corse morale; et ces ruines-là ne se relèveront jamais. »

Oui, voilà de la haute et puissante éloquence, de cette éloquence qui peut ne pas triompher à la minute, mais dont la victoire n'en est pas moins infaillible à l'heure marquée par Dieu.

M. Conti est resté plusieurs années à Paris, durant lesquelles il n'a cessé de travailler, de concert avec son collègue M. Piétri, au triomphe des principes démocratiques. Après la Révolution de février, le Gouvernement provisoire lui a confié les fonctions de procureur général de la République à Bastia. Il les a remplies avec autant de zèle que de modération et de sagesse, et s'est empressé de renoncer au traitement qui y est attaché aussitôt sa nomination à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 19,000 suffrages.

PIETRI (PIERRE-MARIE).

Il est né à Sartène (Corse), et peut avoir 37 ans. Il a fait son droit à Aix, et y a été reçu avocat. Venu à Paris, après la révolution de 1830, il poursuivit de fortes études en jurisprudence, se fit inscrire au barreau de la capitale, et fut le principal collaborateur des meilleurs avocats à la Cour de cassation et au Conseil d'État. Il entra chez M^e Crémieux, où il se distingua par son travail consciencieux et par la profondeur de son esprit. Bientôt ses mémoires à la Cour de cassation furent cités comme de petits modèles de raison, de clarté et de science. Ils ne manquaient presque jamais leur effet; et la Cour ne s'étonnait pas de leur donner gain de cause. Constamment mêlé au mouvement de la politique, il s'était enrôlé après 1830 dans les rangs des volontaires qui devaient partir pour la Pologne et l'Italie.

Dès 1831, il imprimait que la République est la seule forme de gouvernement possible en France. « Puisque chacun a le droit, disait-il, d'écrire à ses risques et périls, j'exprimerai ma pensée tout entière, malgré la consigne de faire feu sur l'*anarchiste* qui ne penserait pas comme le gouvernement... La monarchie est un gouvernement dans lequel le chef de l'État est *héréditaire* et *inviolable*, avec une volonté *immuable*; c'est un gouvernement contre nature, établi par les tyrans et pour les tyrans. La monarchie, c'est l'homme anti-social, ne représentant que l'individualité et les intérêts de sa famille. La souveraineté du peuple, c'est le gouvernement du pays par le pays, le gouvernement progressif, la démocratie, la *République*. La nation peut et doit même retirer son mandat à un délégué infidèle. Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. Qu'est-ce, dès lors, qu'une royauté inviolable et sacrée, en présence du peuple souverain? Rien. La Chambre des pairs est un moulin sans voiles

politiques, qui ne marche qu'à la vapeur du pouvoir. Je laisse de côté tous les moyens corrupteurs dont une royauté peut disposer à sa guise, les millions du peuple, les honneurs, les places secrètes et ostensibles, etc. Quant à la Chambre des députés, il est prouvé que, sous un roi héréditaire et inviolable, la représentation nationale n'est qu'un mot, une fiction. La parole qui est le glaive de la raison, et qui se fait entendre au nom de la justice et de la vérité, ne peut manquer sa victoire sur le mensonge, l'injustice et la force. Napoléon a dit : « En moins de quinze ans, tout le système européen sera changé; les révolutions succéderont aux révolutions, jusqu'à ce que chaque nation ait connaissance de ses droits individuels. Je fus républicain; le sort et l'opposition m'ont fait empereur; la France redeviendra République. »

Il prit part à l'insurrection de juin 1832, et signa la protestation, rédigée par Ledru-Rollin, contre l'état de siège. Il a fait partie de la *Société des Droits de l'Homme*. Quand l'exaltation des passions républicaines amena, après 1830, ces duels célèbres entre les carlistes et les républicains, dont tout Paris retentissait alors, il alla s'inscrire sur la liste ouverte dans les bureaux de la *Tribune*, prêt à se battre, des premiers, à l'épée, ou au pistolet; et notez qu'il n'avait jamais touché une épée.

Nommé, après le 24 février, commissaire du Gouvernement provisoire en Corse, il a su s'acquitter de cette mission délicate de la manière la plus honorable, accomplissant, par son esprit conciliant et par sa franchise pleine de loyauté et d'énergie, la fusion universelle des cœurs sur cette terre si redoutable des passions incandescentes. Sa conduite, dans cette circonstance difficile, lui a acquis de nouveaux droits à l'estime de ses concitoyens, si bien, qu'après avoir résigné hautement ses fonctions, il a vu son nom sortir, un des premiers, de l'urne du scrutin universel pour aller représenter la Corse à l'Assemblée nationale, avec 18,760 voix.

« Chers compatriotes, disait-il dans sa profession de foi, depuis dix-huit ans je suis sur la brèche, et je n'ai pas hésité de prendre part au mouvement populaire qui vient de renverser la monarchie. Je suis franchement, radicalement républicain. Je demande à tous les patriotes d'adopter ma candidature comme une adhésion sans réserve à la République. Républicain par raison, par sentiment, par instinct, je ne transigerai jamais avec mes principes, avec ma conscience; ma vie est au service de ma conviction. »

CÔTE-D'OR.

Dijon. — 10 Représentants.

BOUGUERET (ÉDOUARD).

Né à Gurgy-la-Ville, près de Châtillon-sur-Seine, âgé de 39 ans.

Ce riche industriel est directeur de la grande Société des maîtres de forges de Châtillon et propriétaire de la magnifique ferme des Quatre-Bornes.

À la séance du 6 juillet dernier, le citoyen Carnot, ministre de l'instruction publique, se plaignait de ce que les populations de nos campagnes sont représentées par des habitants des villes ; il regrettait, disait-il, de ne pas voir, parmi les représentants, un certain nombre de membres, qui ne brilleraient peut-être pas à la tribune, mais qui nous instruiraient des besoins des campagnes et des ouvriers.

Le regret du citoyen Carnot n'était pas fondé. Il y a à l'Assemblée un nombre suffisant de propriétaires-cultivateurs, prêts à défendre les intérêts de l'agriculture et des campagnes en général. MM. Bougueret, Tourret, Madet, Médal, Lebarillier, Person, et beaucoup d'autres ont probablement accepté cette mission.

M. Bougueret est une des notabilités de la contrée en raison de ses capacités incontestables, et des antécédents d'une vie irréprochable. Il semble, de plus, s'être imposé un devoir bien honorable, celui d'être la seconde providence du Châtillonnais ; il y vient en aide à tous les malheureux. Il a puissamment contribué à organiser le travail dans les forges de la Société de Châtillon de manière à ce que tous les ouvriers aient une part dans les bénéfices.

Il a obtenu 46,180 voix.

DEMONTRY (JULES-LÉON-JAMES).

Commissaire du Gouvernement provisoire dans la Côte-d'Or, âgé de 42 ans, né à Dijon.

M. de Montry se destinait au barreau et achevait son droit quand la Révolution de juillet arriva.

Tout le monde se rappelle quelle protestation populaire la duchesse d'Angoulême eut à subir à son passage à Dijon, lors de la publication des ordonnances. Cette protestation avait été organisée par M. James de Montry et les étudiants en droit.

Correspondant de la *Société des Amis du peuple*, il fut, après sa dissolution, l'un des fondateurs de l'*Association bourguignone* contre le retour de la branche aînée.

En 1831, il fut poursuivi pour la publication d'un manifeste aux officiers de l'armée.

Le 6 juin 1832, lors des événements, il fut envoyé à Nancy par la *Société démocratique* de Dijon, pour concier le mouvement général de l'Est, avec le docteur Bechel et les délégués de Metz, Épinal et Strasbourg qui s'étaient rendus dans cette ville.

Depuis, collaborateur du *Patriote de la Côte-d'Or*, il devint le correspondant des associations de Paris pour la propagande républicaine par la presse et les lettres électorales.

En 1833, il organisa la *Société des Droits de l'Homme* dans la Côte-d'Or. En mars 1834, il eut à subir une condamnation et un emprisonnement par suite d'un conflit politique avec le rédacteur du journal ministériel le *Spectateur*. Après les événements d'avril, la Cour des Pairs lança un mandat d'amener contre lui, et il fut obligé de quitter Dijon pendant un certain temps. Plus tard, il fut appelé comme défenseur des prévenus d'avril, et se trouva à Paris, le 1^{er} mai 1835, au congrès formé pour concier la défense. Depuis ce temps, il ne cessa de faire une propagande active en faveur des principes républicains, tout en se livrant à des spéculations commerciales pour réparer les brèches faites à sa fortune par de nombreux sacrifices.

Il devint notamment le correspondant du journal *la Réforme*, et, pour répondre à la puissante manifestation de Lille, il organisa, en novembre 1847, le banquet républicain de Dijon.

A la Révolution de février, il fut élu président de la commission exécutive, et, le 25 février, il prit possession de la préfecture, nonobstant la protestation de M. Nau de Champlouis, alors préfet. Le lendemain, il faisait reconnaître solennellement la République par toutes les autorités civiles et militaires.

Le 5 mars, il fut nommé commissaire de la République pour le département de la Côte-d'Or, puis commissaire général pour les départements du Doubs et de la Haute-Saône.

Le 6 avril, lors du coup de main de la garde nationale de Besançon contre la préfecture, il eut la mission difficile d'aller rétablir l'autorité centrale : il y réussit pleinement.

Élu dans le département de la Côte-d'Or par 50,000 suffrages,

il appartient au parti défenseur de la *Révolution démocratique et sociale*.

GODARD-POUSSIGNOL.

Avocat, membre du conseil général de la Côte-d'Or, né à Chailly, canton de Beaume, âgé de 58 ans.

Si M. Godard n'a pas d'antécédents parlementaires, il en a comme patriote, marchant, depuis longtemps, sous le drapeau de l'opposition-Barrot. C'est un homme honorable et qui a rendu de grands services en qualité de membre du conseil général. Son aptitude reconnue et ses opinions non suspectes lui ont valu 66,943 suffrages aux élections.

JOIGNEAUX.

Sous-commissaire à Châtillon, agronome et publiciste, né à Varennes (Côte-d'Or), en 1815.

Ancien élève de l'École centrale des arts et manufactures, fondateur de la *Revue de la Côte-d'Or*, et, plus tard, rédacteur du journal le *Châtillonnais*, M. Joigneaux est encore un des hommes remarquables du département. Comme publiciste, et surtout comme agronome, il a rendu de véritables services au pays.

Persuadé qu'il n'est point d'études fructueuses sans une application spéciale, il a répudié cette universalité pour laquelle les gens du monde ont tant d'estime et qui produit tant de médiocrités, pour s'occuper très assiduellement d'agriculture et d'économie politique.

Aussi peut-il passer pour un homme pratique et être consulté ou entendu avec avantage.

Les opinions politiques de M. Joigneaux sont républicaines, ses antécédents le prouvent. En 1835, il fut attaché, à Paris, au *Journal du Peuple*, au *Corsaire* et au *Charivari*.

Ayant pris part à la rédaction de *l'Homme libre*, publication républicaine imprimée clandestinement, il fut arrêté et mis en prison. Il est encore auteur des *Prisons de Paris*, par un ancien détenu.

Il a obtenu 44,420 voix.

MAIRE NEVEU.

Négociant-commissionnaire à Montbard, membre du conseil général, âgé de 50 ans.

M. Maire appartient à un département où, pour ainsi dire, l'opinion républicaine circule avec le sang. Le séjour des alliés dans ce pays, en 1815, s'en est ressenti, et l'on a dit avec raison qu'ils s'y sont inoculé la révolution. M. Maire est donc républicain; mais il aime une république sans anarchie, qui est bien plus facile à ériger, a dit Bonaparte lui-même, qu'une monarchie sans despotisme. Il est possesseur d'une belle fortune et, de plus, honnête homme.

Les connaissances pratiques qu'on lui connaît, l'ont fait maintenir au conseil général du département. Il s'y est rendu souvent utile à la classe ouvrière, dont il respecte et fait respecter les droits.

Il a obtenu 74,540 voix.

MAGNIN (PHILIPPON).

Né à Salins (Jura), a fait le commerce des vins et a été ensuite maître de forges. Il est âgé de 58 ans.

Après 1830, il a été nommé juge au tribunal de commerce de Dijon, membre du conseil municipal, administrateur du bureau de bienfaisance, du Mont-de-Piété, de la caisse d'épargne, chef de bataillon de la garde nationale, membre du conseil d'arrondissement de Dijon et du conseil général de la Côte-d'Or.

Il s'est constamment occupé des ouvriers. En mars 1848, il a obtenu que le taux de l'intérêt du Mont-de-Piété de Dijon serait réduit de 12 pour 100 à 6.

Candidat à la représentation nationale, il a donné sa démission de conseiller de préfecture. Élu représentant à une majorité de 57,071 voix, il a donné sa démission de tous ses emplois, n'admettant pas plus le cumul pour les places non rétribuées que pour celles qui le sont, et voulant qu'en République chaque citoyen soit appelé à administrer à son tour.

MARÉCHAL.

Avocat, né à Bligny-sous-Beaune, âgé de 48 ans.

Plusieurs biographies disent que M. Maréchal est un ex-député. C'est probablement une erreur. Il exerçait à Dijon les fonctions de second substitut du procureur du roi, et donna sa démission, nous ne savons pour quel motif.

Ce qui est plus certain, c'est que M. Maréchal a toujours fait de l'opposition, plus contre les principes que contre les hommes.

C'est un homme éclairé et entièrement indépendant. Il a beaucoup d'esprit et parle avec facilité.

Son élection a été d'autant plus facile, que toutes les opinions l'appuyaient.

Il a obtenu 44,838 voix.

MAUGUIN (FRANÇOIS).

Avocat, publiciste, né à Dijon, le 28 février 1785.

M. Mauguin ne débuta au barreau de Paris qu'en 1813; mais il ne tarda pas à s'y placer au premier rang. Pendant la Restauration, et tant que le lui permit sa santé, il plaida les causes politiques qui fixèrent le plus l'attention.

En 1814, il parlait, au conseil de révision, pour Labédoyère, qui s'était défendu lui-même devant le premier conseil de guerre. Il parla dans l'affaire des patriotes de 1816; dans celle de l'Épingle noire en 1817, dont tous les accusés furent acquittés; dans le procès de la *Bibliothèque historique*; dans l'affaire de la ville de Lyon pour le colonel Fabvier et pour Senneville contre le général Canuel. Ce fut peu de temps après les débats orageux et laborieux de cette cause, et au commencement de 1819, qu'il se vit forcé de renoncer momentanément à l'exercice de sa profession, par suite d'une affection de la poitrine et du larynx. Il ne put recommencer à plaider qu'en 1823. Il parla, en 1825, dans l'affaire des obsèques de Manuel.

En 1827, il fut envoyé à la Chambre par les départements de la Côte-d'Or et des Deux-Sèvres.

De 1827 à 1830, il fut l'un des plus illustres champions de la cause libérale, l'une des plus grandes influences parlementaires du pays. Il fit, bien entendu, partie des 221, et prit une part très active à la Révolution de 1830. La commission qui forma le gouvernement provisoire de Juillet, le compta parmi ses membres. Ce fut lui qui répondit aux envoyés de Charles X, après la victoire du peuple, le mot fatal : *Il est trop tard*. Puis, indigné de voir le gouvernement issu de cette révolution subir les lois de l'étranger, il se rangea dans la nouvelle opposition, et fit à Casimir Périer cette longue et terrible guerre qui se termina par la mort de cet homme d'État. Depuis, M. Mauguin a toujours combattu dans les rangs de l'opposition, mais d'une manière un peu capricieuse. On a prétendu que certaines affaires dont il s'était mêlé étaient restées obscures et inexplicables. Ainsi l'emploi des fonds secrets des colonies dont il était le délégué; l'achat du journal *le Commerce* au nom des colonies, et la di-

rection d'un organe de l'opinion générale, dans la voie des intérêts exclusifs d'une agrégation particulière d'individus; la rétrocession de ce journal, à titre fabuleusement onéreux, au prince Louis Bonaparte; et, dans la rédaction de ce journal, après la rétrocession consentie au prince, une participation directe aux entreprises du prétendant.

Mais, par la raison même que ces affaires sont demeurées obscures, il convient d'en parler avec beaucoup de réserve. Mieux vaut donner ici quelques passages du jugement de Timon sur cet homme célèbre; le lecteur ne perdra rien à la transition.

« Mauguin a un vif, un très vif sentiment de la nationalité, une vue nette et prompte des intérêts commerciaux de la France, une aptitude laborieuse et rompue aux affaires, une conversation semillante et fine, et les grandes manières de cour.....

« Disons à sa louange que, membre du gouvernement provisoire qui faisait les ministres, il aurait pu se faire ministre lui-même; il ne l'a pas voulu. Il eût été proscrit par Charles X victorieux, et il a montré, à l'Hôtel-de-Ville, qu'il était capable de courage civil. Sa vie politique a été toute parlementaire, elle est pure, et il n'a aucune mauvaise action à se reprocher. Qu'il aime l'égalité par désintéressement ou par orgueil, peu importe, il l'aime. Qu'il défende la centralisation, nous ne l'en blâmerons guère, nous particulièrement. Mauguin aime, d'un patriotique excès, l'indépendance de notre nation qu'il préfère à la liberté même. Il pense que cette nation, si mobile et si vive, si chevaleresque et si étourdie, a besoin d'être occupée, d'être éblouie par le spectacle des grandes choses et de se sentir gouvernée. Il n'a pour aucune sorte de dynastie aucune sorte de tendresse personnelle ni de préjugés. Il y a même, au fond de ses concessions monarchiques, des instincts révolutionnaires, et je crois qu'il s'accommoderait de la république aussi volontiers que de la royauté, pourvu que la république eût de l'unité, de la puissance et de la grandeur. Mais c'est assez de l'homme politique, peignons l'orateur. Allez à la Chambre, allez voir, et voir à votre aise cet agréable voyageur. Vous le reconnaîtrez sans peine. C'est celui qui siège à l'extrémité des bancs de la droite, qui a une figure ouverte, des yeux fins et spirituels, un organe ferme et net, des gestes nobles, une récitation un peu emphatique.

« Vous venez de le reconnaître, vous venez de l'entendre; n'est-ce pas qu'il est l'un des trois parleurs d'esprit de la Chambre? Thiers nous éblouit par le prisme de ses facettes, Dupin, par ses vives arêtes, Mauguin, par les lueurs soudaines de ses réparties.....

« Il n'est pas aussi long, aussi diffus, aussi avocat que les autres avocats. Sans doute, il gâte quelquefois sa diction en voulant trop la soigner, mais sa phraséologie est plus déclamatoire dans le ton que dans les mots, dans l'accentuation que dans les idées..... Il est précis dans ses exordes; il dresse bien les différentes thèses de son sujet; il les suit, il les pousse avec vigueur dans toutes leurs directions; et sa manière est savante et travaillée. Il est, par dessus tout, habile.

« Quelquefois, lorsqu'il s'anime, et que, chez lui, le naturel l'emporte sur l'art, il cesse d'être rhéteur, il devient orateur, il s'élève jusqu'à la plus haute éloquence. Alors il fait frémir, pâlir et pleurer sur les déchirements de la Pologne expirante, il crie du fond de son cœur, il soupire, il se trouble, il vous émeut. Mais ces effusions de l'âme ne sont pas communes chez Mauguin, et elles n'échappent guère qu'à des orateurs plus vrais, plus fougueux et plus irréguliers.....

« C'est un rude interpellateur que Mauguin. Il est fécond, ingénieux, hardi, pressant. Il ne se laisse intimider ni par les ricanements, ni par les murmures. Il se refroidit de la colère de ses adversaires.

« Je l'ai vu beau, lorsque, du haut de la tribune, il luttait contre Casimir Périer, son redoutable ennemi. Le ministre épuisé, hors d'haleine, lançait sur la tribune les éclairs de son œil de feu. Il bondissait sur son banc; il brisait entre ses dents des exclamations entrecoupées de menaces. Mauguin, du coin de sa lèvre souriante, lui décochait de ces traits qui ne font pas jaillir le sang, mais qui frémissent sous l'épiderme; il voltigeait autour du ministre et se posait en quelque sorte sur son front, comme le taon qui pique un taureau mugissant. Il entrait dans ses naseaux, et Casimir Périer écumait, frappait du pied l'arène, se débattait sous lui et demandait grâce.

« Résumons l'homme!

« Mauvais politique, par insouciance de conviction plutôt que par faiblesse de caractère, mais excellent orateur, quelquefois à l'égal des plus grands; toujours plein, lucide, concis, ferme, incisif; esprit à ressources, étendu, pénétrant, flexible; serein dans l'orage, maître de ses passions, moins pour les réprimer que pour les conduire, et ne suspendant ses impatiences que pour mieux affiler et relancer les traits amortis qu'on lui jette; homme de grâce et de séduction, un peu présomptueux, avide de louanges, et qu'on ne peut, pour tout dire en un mot, aimer fortement ni haïr. »

Il a obtenu 71,491 voix.

MONNET.

Ancien notaire, chef de bataillon de la garde nationale, né à Dijon le 30 avril 1796.

Les principes politiques de M. Monnet sont ceux du célèbre Prieur (de la Côte-d'Or), son ami et son maître. On sait que ce dernier, député à l'Assemblée législative, membre de la Convention, du Comité du salut public et du Conseil des Cinq-Cents, présenta, le 18 juin 1795, au Gouvernement, un mémoire sur l'École centrale des travaux publics, qui est devenue l'École Polytechnique. Les comités réunis ordonnèrent la publication de ce mémoire, qui renfermait un plan d'organisation pour la première école scientifique de l'Europe, et qui élevait, comme par enchantement, l'un des plus utiles et des plus beaux monuments dont la Révolution ait doté la France.

Comme l'auteur de ce rapport, M. Monnet professe un attachement sincère et indestructible pour la liberté. Il a fait au gouvernement déchu une guerre sans pitié et sans la moindre transaction. Au reste, il rencontrait de l'écho dans la population de Dijon, qui n'a jamais passé pour une *bonne ville* aux yeux des dynastiques.

M. Monnet est aussi élève de l'École Polytechnique. Il a présidé à Dijon la *Société des Droits de l'Homme*.

M. Monnet a été nommé par 75,916 suffrages.

PERRENET (PIERRE).

Né à Marcilly-sur-Tille, âgé de 51 ans, avocat, membre du conseil général, ex-procureur du roi, M. Perrenet appartenait au parti libéral sous le règne des Bourbons de la branche aînée.

Ses opinions bien connues lui firent confier, après la Révolution de 1830, les fonctions de procureur du roi près le tribunal civil de Dijon, fonctions qu'il résigna à l'époque où fut promulguée la loi contre les associations. Nommé membre du conseil général de la Côte-d'Or, il accepta, dès 1833, les fonctions de secrétaire qu'il a toujours conservées.

Le 25 février 1848, le conseil municipal de Dijon proclamait la République, au même moment où on la proclamait à Paris ; M. Perrenet faisait partie de ce conseil.

Il s'en fallut de bien peu de voix qu'il ne fût nommé représentant aux élections générales du 23 avril. Il l'aurait été, à une grande majorité, s'il eût voulu prendre des engagements sur

deux questions qui lui étaient posées par un parti : la liberté de l'enseignement en faveur des congrégations religieuses et le maintien des couvents. Il aima mieux garder son indépendance. M. Perrenet est un citoyen estimable et estimé.

COTES-DU-NORD.

Saint-Brieuc. — 16 Représentants.

CARRÉ (FÉLIX).

Ancien maître de forges, maintenant agriculteur à Langust, cet honorable représentant possède des connaissances spéciales fort étendues, et est, plus que personne, en état d'éclaircir les questions nombreuses qui se rattachent à l'organisation du travail industriel et agricole.

Agé de 52 ans, républicain de la vieille roche, aux idées fixes et bien arrêtées, le citoyen Carré, nous en sommes sûr, remplira son mandat à la satisfaction de tous les vrais patriotes.

79,529 voix l'ont porté à l'Assemblée nationale. C'est un choix excellent.

DENIS.

Armateur à Saint-Brieuc, né en 1801.

Elles sont, en vérité, bien peu tranchées les opinions politiques de cet excellent maire de Plérin ; mais c'est, au demeurant, un homme fort honorable, d'humeur conciliante, dévoué à son pays et possesseur d'une belle fortune, dont il fait le plus digne usage. S'il n'est pas très chaud républicain en paroles, il l'est, du moins, jusqu'à un certain point, en actions, ce qui, aux yeux des gens de bonne foi, est une compensation suffisante. Aussi pensons-nous que le citoyen Denis, élu par 70,600 suffrages, ne fait pas tache dans la députation du département des Côtes-du-Nord, si franchement républicaine.

DEPASSE (ÉMILE-TOUSSAINT-MARCEL).

Né à Guingamp, le 29 juillet 1804, d'une famille honorable, il a exercé avec distinction les fonctions de notaire, qu'il a quit-

tées pour se consacrer entièrement à l'administration de la ville de Lannion, dont il est maire depuis plusieurs années. La situation fâcheuse de la classe ouvrière le frappa vivement, et, dès son entrée à l'hôtel-de-ville, devint l'objet de la constante sollicitude de ce digne magistrat.

Dans une ville de 5,600 habitants, on comptait plus de 900 individus forcés d'avoir constamment recours à la charité publique, vivant d'aumône, et se livrant à tous les désordres, à tous les excès que l'oisiveté entraîne à sa suite.

Un tel état de choses était intolérable. Puissamment secondé par ses administrés, le maire de Lannion se décida à tout tenter pour guérir cette lèpre hideuse, produit du vice et de la mendicité.

Les mesures principales auxquelles on s'arrêta, furent les suivantes : 1^o Des secours réguliers furent assurés aux incapables, aux nécessiteux ; 2^o du travail fut distribué à domicile aux mères de famille ; 3^o pendant l'hiver, des ateliers furent ouverts aux ouvriers sans ouvrage. La mendicité fut, dès lors, abolie par des réglemens de police, scrupuleusement observés.

Pour compléter ces mesures, pour assurer ces réformes, l'administration municipale se décida, en outre, à créer un système complet d'éducation pour l'enfant du prolétaire ; ce fut la base fondamentale de la régénération sociale de la cité.

Ce système d'éducation comprit d'abord une salle d'asile, où tous les enfants pauvres de la ville et des faubourgs reçurent des soins maternels, une éducation élémentaire ; de plus, et gratuitement, une nourriture saine et abondante, un vêtement chaud, entretenu dans le plus grand état de propreté.

Grâce à l'habile direction de l'établissement, la nourriture, l'entretien et l'instruction de chaque enfant, ne revient, par jour, qu'à la modique somme de six à sept centimes, tant il est vrai que, de notre temps, l'esprit d'association et de charité peut encore opérer des prodiges.

De la salle d'asile les enfants passent à l'école élémentaire, où ils apprennent, outre la lecture, l'écriture, le calcul, les principes du dessin.

Puis enfin vient l'éducation professionnelle, la plus importante de toutes, puisqu'elle seule peut donner à ces pauvres enfants le moyen de gagner honnêtement leur vie. Aussi l'administration municipale n'a-t-elle rien négligé sur ce point capital.

Placés en apprentissage chez des patrons habiles et d'une moralité éprouvée, les jeunes élèves continuent à y être l'objet d'une tutelle officieuse, spécialement exercée par les soins de dames inspectrices.

Un ouvroir pour les jeunes filles; une école gratuite du soir pour les ouvriers occupés pendant la journée, et où l'on apprend la lecture, l'écriture, le calcul, le dessin, et même la musique vocale, complètent et harmonisent une institution si populaire.

Ainsi, grâce à une organisation rationnelle du travail, l'humble maire d'une de nos modestes villes de Bretagne, a, depuis plusieurs années, réalisé l'œuvre de la régénération sociale que nos gouvernants n'osent pas entreprendre; de véritables clans ou tribus d'oisifs et de mendiants ont fait place à une population active et laborieuse.

Puisse chacun suivre l'exemple de l'honorable maire de Lannion! La grande question de l'organisation du travail, du salaire, du bien-être de l'ouvrier sera résolue sans secousses, sans convulsions, sans émeutes (consultez, pour plus de détails, l'ouvrage intitulé : *Considérations sur les salles d'asile, et de leur influence sur l'avenir des classes pauvres*, par M. E. Depasse, maire de Lannion, chez Hachette, n° 12, rue Pierre-Sarrazin).

Rappelons, en finissant, un acte de courage cité par les journaux du mois de juin 1847 : il s'agit d'un enfant tombé à la mer, qu'en se jetant à la nage, au péril de ses jours, M. Depasse arracha à une mort certaine.

Du moment que le vote universel servait de base à l'élection, un magistrat aussi populaire devait inévitablement prendre place à l'Assemblée nationale. Esprit par-dessus tout organisateur, patriote sincère, ferme, désintéressé, le citoyen Depasse est destiné à rendre les plus grands services à la cause de l'ouvrier.

Élu par 90,577 voix, le cinquième sur la liste des 16 représentants des Côtes-du-Nord.

GLAIS-BIZOIN.

Né en 1799, ancien député de Loudéac, il est connu de la France entière pour l'ardeur de son patriotisme, pour la vigueur de son civisme, et pour l'indépendance de ses opinions. C'est un des adversaires les plus infatigables des privilèges. Les prévenances intéressées de l'ancienne cour ne purent réussir à endormir sa vigilance, ni à séduire son austère intégrité.

Membre du conseil-général des Côtes-du-Nord, comme citoyen, comme journaliste, il se montrait, avant 1830, l'ennemi acharné de la Restauration. Après la victoire de juillet, devançant le progrès des esprits, il a constamment fait à la monarchie de Louis-Philippe une guerre implacable. Il a signé le compte-rendu; il s'est élevé contre les visites corporelles exer-

cées dans les postes de douanes ; il a demandé, à l'occasion des divers budgets, la réduction de l'impôt sur le sel, de la taxe des lettres et des frais d'envoi d'argent par la poste ; il a appuyé, de tout son pouvoir, à la tribune, les encouragements réclamés pour les beaux-arts, les théâtres, la littérature, les secours sollicités pour les établissements de bienfaisance et d'utilité publique ; il a demandé, enfin, à plusieurs reprises, sous le gouvernement déchu, la suppression du timbre des journaux, conquête, nous l'espérons, de la Révolution de 1848.

Sans cesse sur la brèche, on a vu, pendant ces dernières années, l'honorable représentant de Loudéac, faire une guerre acharnée aux abus, soit sur les bancs de la Chambre, où il siégeait à l'extrême gauche, soit au poste avancé qu'il occupait dans la presse périodique, dont il était un des champions les plus intelligents.

Le citoyen Glais-Bizoin est peut-être, parmi nos publicistes, le premier qui ait compris l'immense influence que les journaux des départements sont destinés à exercer en province par la diffusion rapide des lumières, et par la propagande active des idées et des principes démocratiques.

On lui doit la création de plusieurs feuilles, à la rédaction desquelles sa plume a fourni un grand nombre d'articles.

Aux vertus du grand citoyen, aux talents de l'homme d'État, le citoyen Glais-Bizoin joint les qualités les plus aimables. Esprit fin et délicat, cœur chaud et ardent, c'est un ami sûr et dévoué, un adversaire conciliant.

La Bretagne, en général, et l'arrondissement de Loudéac, en particulier, lui doivent immensément. La place d'un homme aussi distingué était marquée d'avance à l'Assemblée nationale.

Le citoyen Glais-Bizoin a une petite mine de furet qui caractérise assez bien son attitude dans le sein du Corps législatif. Ses allées et venues perpétuelles d'un banc à un autre, son lorgnon toujours en activité, ses oreilles aux écoutes, sa voix prête à interrompre sans cesse les orateurs impopulaires, tout cela avait fait de Glais-Bizoin le député le plus remuant de l'ancienne Chambre. Il partageait avec M. Lherbette le rôle difficile d'*interpellateur*. Orateur sans prétention, son élocution est aisée, sa phrase claire, son débit animé ; aussi est-il fort goûté, et doit-il l'être de plus en plus dans une assemblée où les hommes de conviction et d'énergie sont préférés aux rhéteurs creux et emphatiques.

Il est fort assidu aux séances, il y est également fort attentif. Quand cet honorable représentant, à la tête expressive, a bra-

qué son lorgnon sur son œil gauche, et son œil gauche sur la tribune, après avoir, au préalable, serré son œil droit dans ses paupières hermétiquement fermées, il devient la plus délicieuse vignette qu'on puisse imaginer du génie de l'attention aux aguets; il s'attache tellement, par le lien de son fluide auditif, à l'orateur qui occupe la tribune, qu'on ne peut soupçonner aucune solution de continuité entre l'un et l'autre; que l'un ne paraît plus former avec l'autre qu'un seul être, commençant à la tribune et finissant à un banc de la gauche, ou *vice versa*; qu'on est persuadé que, si l'un de ces deux extrêmes se déplaçait, l'autre subirait le même sort; que si, enfin, le bout qui écoute cessait d'écouter, celui qui parle ne parlerait plus, de même que le bout qui parle, ayant quitté la tribune, celui qui écoute, tout en restant à sa place, n'y serait plus que de corps et non d'esprit.

Puisse la France posséder à l'Assemblée nationale beaucoup de représentants aussi capables et de républicains aussi énergiques! Élu par 92,300 suffrages, le quatrième sur la liste des 16 représentants.

HOUVENAGLE (JEAN-MARIE).

Avocat à Saint-Brieuc, mais n'exerçant pas, homme très honorable, âgé de 32 ans, peu connu comme homme politique.

Du jugement, du sang-froid, beaucoup de probité forment le fond du caractère de ce digne représentant du peuple. Ses opinions sont franchement républicaines. Élu par 69,464 voix.

LEDRU.

Sous l'ancien gouvernement, il était juge de paix à Paimpol. Après la Révolution de février, il a été nommé sous-commissaire à Lannion. C'est un homme d'une forte constitution, âgé de 47 ans environ, peu expansif, ne manquant ni d'intelligence, ni d'ambition, et dont les opinions sont franchement républicaines. 64,690 voix; l'avant dernier de la liste.

LE GORREC (CLAUDE-JEAN-MARIE).

Né le 5 mai 1800, à Saint-Brieuc, domicilié à Pontrioux, licencié en droit, d'abord capitaine de la garde nationale, puis maire de cette commune, membre du conseil-général des Côtes-

du-Nord, propriétaire d'une fortune considérable, il était, depuis 1842, à la Chambre, le représentant inamovible de l'arrondissement de Guingamp, siégeant non loin du brave général Thiard, et votant toujours avec l'extrême gauche. On lui accorde généralement un esprit vif et pénétrant, une rare connaissance des affaires et une remarquable facilité d'élocution.

Malheureusement sa santé débile met trop souvent obstacle à l'activité de son zèle. Espérons que, rajeuni par la République, il recouvrera, avec toutes les forces de l'âge, la plénitude de ses moyens, en conservant l'ardeur bien connue de son rare patriotisme.

Membre actif de la charbonnerie en 1820, il a été, en 1848, délégué par son arrondissement pour faire partie de la commission administrative nommée en remplacement du préfet chassé par la Révolution. 89,873 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale le sixième sur la liste des seize élus.

LOYER (JEAN-MARIE).

Agé d'environ quarante-six ans, notaire à Glomel, patriote de père en fils, maire nommé en 1830, en remplissant pendant trois années les fonctions, démissionnaire en 1834, pour conserver son indépendance, depuis lors membre du conseil-général des Côtes-du-Nord, il se distingue surtout par un esprit juste, éclairé, auquel on ne saurait peut-être reprocher qu'un attachement trop exclusif à sa manière de voir.

82,665 suffrages.

MARIE.

Armateur à Binic, où il jouit de l'estime générale, âgé d'environ 60 ans, il est depuis longtemps, dans le département des Côtes-du-Nord, un des plus fermes défenseurs des opinions nationales. Mis en avant, par l'opposition, au collège de Saint-Brieuc, sa candidature dut échouer devant les menées de l'administration du règne de Louis-Philippe, qui ne cessait de le repousser avec l'acharnement le plus opiniâtre. Cette fois, grâce au suffrage universel, le vote libre de ses concitoyens, manifesté par plus de 68,000 suffrages, a porté à l'Assemblée nationale le patriote éprouvé qui, malgré son âge, conserve une activité rare même chez les jeunes gens. Le département ne pouvait faire un meilleur choix. Opinions franchement républicaines.

MICHEL (ANSELME).

Des seize représentants que les Côtes-du-Nord ont envoyés à l'Assemblée nationale, le citoyen Michel est celui qui a réuni le plus grand nombre de suffrages. Il a été nommé par 109,363 voix. C'est une preuve incontestable de la considération dont il jouit, non seulement dans l'arrondissement de Dinan, mais encore dans les autres parties du département. Né en 1792, entrepreneur et négociant, commandant de la garde nationale, membre du conseil municipal, il s'est particulièrement occupé des moyens d'améliorer le sort des travailleurs. Caractère bon et facile, sans aucune ambition personnelle, opinions libérales.

MORHÉRY (ADOLPHE).

Médecin à Loudéac, agriculteur et industriel, né en 1803, il s'est toujours fait remarquer par l'ardeur de ses opinions républicaines et par son dévouement aux intérêts des prolétaires. Jeune encore sous la branche aînée, il fut avec Auguste Fabre, Lafayette et Danton, membre de la première vente républicaine, prépara, non seulement dans les écoles, mais encore au sein de la classe ouvrière, la résistance armée aux projets liberticides du ministère Polignac, et, après la victoire du peuple, pour rester fidèle à ses convictions invariablement républicaines, repoussa les propositions brillantes qui lui furent successivement faites.

Le 30 juillet 1830, il fut chargé par les démocrates de se transporter à l'Hôtel-de-Ville, afin de décider le général Lafayette à proclamer la république. L'ami de Washington semblait prêt à céder à l'éloquence chaleureuse du délégué du peuple, quand le parti d'Orléans, grâce à ses nombreux affidés, parvint à circonvenir le général. Le 3 août, avec ses amis, le citoyen Morhéry protestait contre la nomination d'un lieutenant-général. En décembre de la même année, il préparait l'affiliation des écoles parisiennes et des écoles allemandes, association destinée à répandre et à propager dans l'Europe entière les idées républicaines. Obligé de quitter la capitale, n'obtenant qu'à grand'peine l'autorisation nécessaire pour se faire recevoir docteur à Strasbourg, il se décida à retourner à Loudéac, sa ville natale; mais, à son passage à Paris, il se vit sur le point d'être arrêté, et ne fut dégagé des mains des agents de police, qui le saisissaient, que par le dévouement d'un de ses amis, Toussaint Bravard, au-

jourd'hui représentant du peuple. Cet échec passager ne l'empêcha pas, dès son arrivée en Bretagne, d'y constituer la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen. Depuis lors, jusqu'en février 1848, cet intrépide républicain n'a pas cessé d'être en relation suivie avec les sociétés radicales de Paris, composées, entre autres patriotes recommandables, des citoyens Arago, Dupont (de l'Eure) et Marie.

Peu de personnes ont aussi puissamment contribué que ce digne décoré de juillet à répandre les lumières et l'aisance dans les parties les plus arriérées de la vieille Armorique. Le pays était privé de moyens de communication; grâce au concours actif du citoyen Morhéry, un service de diligences s'est établi entre les villes importantes de Saint-Brieuc et de Lorient, par la route directe de Loudéac. Un service de bateaux sur le canal de Nantes à Brest devait contribuer au développement du commerce et de l'agriculture en assurant des communications régulières, par le centre de la Bretagne, entre notre premier port militaire et notre premier port marchand; cette idée féconde, mais dont l'application offrait les plus grandes difficultés, a été réalisée, grâce au zèle infatigable de ce véritable patriote, à qui l'arrondissement de Loudéac doit sa prospérité.

Après la Révolution de Février, le citoyen Morhéry a été nommé commissaire du gouvernement provisoire à Quimper. Dans cette mission délicate, il a montré un caractère à la fois ferme et conciliant.

Le mandat de représentant du peuple, qui lui a été décerné par 62,270 suffrages, est le juste tribut payé par la reconnaissance au médecin philanthrope, à l'administrateur habile, au républicain éprouvé.

PERRET.

Maire et cultivateur au Gouray, né en 1794, il a longtemps rempli, en outre, les fonctions de membre du conseil général, où il se faisait remarquer, non seulement par l'étendue de ses connaissances en agriculture pratique, mais encore par l'austérité de son caractère, et par son opposition constante aux mesures réactionnaires de l'administration centrale. C'est un esprit droit, éclairé, d'une fermeté à toute épreuve; c'est, en un mot, un franc et loyal républicain. Élu par 66,669 suffrages.

RACINET (ANTOINE).

Médecin, non du riche, mais presque exclusivement du pauvre

à Gouarec, il doit, en grande partie, sa nomination à l'affabilité de ses manières, à la droiture de son caractère, aux services qu'il ne cesse de rendre dans sa profession. M. Racinet, né le 1^{er} janvier 1788 est, depuis plus de trente ans, la providence des malheureux du pays. Tous ces titres le signalaient à la reconnaissance, à la confiance du peuple, qui l'a honoré de 83,359 suffrages.

Ses opinions sont modérées, libérales, démocratiques.

SIMON (JULES).

Fils de ses œuvres, l'honorable représentant dont nous esquissons, à grands traits, la biographie, ne doit qu'à son seul mérite la position élevée qu'il s'est faite comme professeur et comme publiciste.

Agé aujourd'hui de 33 ans, M. Simon est né, à Lorient; il y fit ses premières études, et montra, de bonne heure, les plus heureuses dispositions. Ayant achevé ses humanités d'une manière brillante, il commença par être maître d'études au collège de Rennes, où il ne tarda pas à se faire remarquer. Bientôt il obtint au concours la chaire de philosophie du collège de Caen, puis celle du collège de Versailles.

Que ne nous est-il donné, pour servir d'exemple à la jeunesse studieuse, de dévoiler ici les mystères de cette vie d'études austères et consciencieuses? Après avoir fortifié son intelligence par un travail persévérant et avoir étendu le cercle de ses connaissances, déjà si variées, le jeune lauréat descendit encore avec résolution dans l'arène des concours; là chaque nouvelle épreuve fut, pour lui, un nouveau succès; chaque lutte, un nouveau triomphe. Ce fut aux applaudissements de ses rivaux qu'il fut nommé successivement professeur de philosophie à l'École normale et à la Faculté des lettres de Paris.

La manière brillante dont M. Simon inaugura, en 1839, son cours de philosophie, mit le sceau à sa réputation. Le vaste amphithéâtre de la Sorbonne devint trop étroit et ne put contenir la foule de ses auditeurs attentifs. L'esprit clair et méthodique du jeune professeur, son élocution facile déroula devant la jeunesse de nos écoles l'histoire entière de la philosophie, depuis les temps reculés jusqu'à nos jours. Guidé par une logique saine, l'entraînant orateur se joue de l'obscurité de la dialectique, il marche, sans hésiter, à travers le labyrinthe de la métaphysique la plus abstraite, il expose avec une netteté remarquable les mythes de l'Orient, les idées de Platon, les catégories d'Aristote, l'extase éclectique des Alexandrins, la scolastique

du moyen âge, la méthode de Descartes, le spiritualisme de Malebranche, l'idéalisme transcendantal de Kant et de ses successeurs.

L'éloquence de M. Simon a quelque chose de la forme antique. Elle est simple, sévère, sans ornements, riche en idées fécondes et surtout chaudement colorée. Ces précieuses qualités sont dues, sans doute, à l'étude des grands maîtres de l'art. Notre savant helléniste s'est abreuvé à la source du beau.

Le débit, l'action oratoire du jeune professeur, offrent peut-être quelques inégalités. Au début, le geste est lent, la voix couverte, voilée; mais, par degré, le geste, la voix se développent, s'animent, jusqu'au moment où il se livre enfin aux grands mouvements de la passion et de l'éloquence.

M. Jules Simon n'est pas seulement un professeur habile, éloquent; c'est de plus, un écrivain remarquable, un publiciste distingué, auteur d'un grand nombre d'ouvrages estimés, parmi lesquels nous citerons *l'Histoire de l'École d'Alexandrie*, les *Etudes sur la Théodicée de Platon et d'Aristote*, le *Commentaire de Proclus sur le Timée de Platon*. Il a publié, en outre, divers articles remarquables dans *la Revue des Deux-Mondes*.

Un homme aussi éminent ne peut qu'occuper un rang élevé dans l'Assemblée où vont s'agiter les destinées du pays; déjà ses collègues ont pu distinguer la lucidité de son esprit, la facilité de son élocution et la fermeté de son caractère fortement républicain. L'avenir appartient aux hommes de talent et de conviction. Il a été élu par 65,638 suffrages.

TASSEL.

A la dernière législature, le général Thiard, ayant été élu à la fois à Châlons-sur-Saône et à Lannion, opta pour Châlons, et recommanda M. Tassel aux électeurs de l'autre arrondissement. Toutefois celui-ci ne dut son triomphe qu'à une coalition du parti ultramontain et légitimiste, d'une part, et de quelques patriotes, de l'autre, lesquels lui étaient personnellement dévoués en qualité de parents ou d'amis. Arrivé à la Chambre, il vint s'asseoir du même côté que le général; et la position tranchée qu'il prit parmi ses collègues, l'opposition énergique dont il fit preuve contre les mesures liberticides du gouvernement déchu, ne tardèrent pas à lui faire perdre les voix de ses adversaires naturels, mais lui concilièrent les suffrages de ses véritables amis, et ils sont nombreux.

Le citoyen Tassel, né en 1803, a été notaire à Perros, arron-

dissement de Lannion ; il est devenu membre du conseil général ; il jouit de la considération qui s'attache à une belle position de fortune et à un caractère probe et conciliant.

Il a obtenu 95,551 voix, et figure le second sur la liste des seize élus.

TRÉVENEUC (HENRI-LOUIS-MARIE DE).

Honneur à ceux qui, repoussant des privilèges surannés, savent abjurer l'intérêt de leurs castes pour se rallier franchement à la cause sacrée du peuple !

Le citoyen Tréveneuc, né le 13 septembre 1815, à Saint-Brieuc, appartient par sa famille au parti légitimiste ; un de ses ancêtres fut un des croisés de l'expédition de Louis IX, en 1249 ; un autre, chancelier de Bretagne, fut signataire du contrat de mariage de la duchesse Anne avec Louis XII, et du traité de réunion de la Bretagne à la France. Quant à lui, par ses convictions, par ses actes, il appartient au parti républicain démocratique et aux idées indépendantes les plus avancées. De bonne heure, il donna des preuves non équivoques de son ardent patriotisme. Élève de l'École militaire de Saint-Cyr, il dirigeait, de concert avec Guinard, le complot d'avril dans l'intérieur de la maison, ce qui lui valut d'être envoyé, comme soldat, au 5^e de ligne. Sous-officier au 11^e léger, il fut obligé d'abandonner une carrière vers laquelle l'entraînait une vocation irrésistible. Son avenir brisé de ce côté, il porta ailleurs ses vues, étudia l'architecture à l'École des Beaux-Arts, puis suivit les cours de droit de la Faculté de Paris, et obtint le diplôme de licencié. Bientôt il s'initia à la vie pratique par des études sérieuses et approfondies au point de vue de l'économie politique, agricole et industrielle. Longtemps ses opinions républicaines lui ont attiré, non seulement les reproches, mais encore les tracasseries, pour ne pas dire les persécutions, de ses amis et de ses proches. Le temps a, sans doute, rendu ces divisions moins profondes ; le parti du droit divin a dû s'estimer trop heureux de rencontrer un homme, sorti de son sein, sur lequel il pût reporter ses voix, et que le peuple consentit à recevoir dans ses rangs, non seulement sans répugnance, mais même avec bonheur, avec empressement.

Le citoyen Tréveneuc est à peine âgé de 33 ans. Jeune encore dans la carrière politique, tout porte à croire qu'il y occupera une place distinguée. L'amour du travail, de l'étude, un courage à toute épreuve, sont les qualités qui le distinguent. Il a été en-

voyé à la Constituante par plus de 94,000 voix, le troisième sur la liste des seize élus.

Dans l'échauffourée du 15 mai à l'Assemblée nationale, il est un de ceux qui sont restés au poste du péril, faisant battre la charge aux tambours de la garde mobile, et décidant les jeunes soldats à expulser les intrus. Un coup de fusil qui, heureusement, ne l'a pas atteint, a été dirigé contre lui, dans un couloir sombre de la Chambre.

Dans les journées sanglantes de juin, il apparaissait, un des premiers, à cheval, sur les boulevards, encourageant les combattants, de la voix et du geste, et payant de sa personne comme un sous-lieutenant d'infanterie.

CREUSE.

Guéret. — 7 Représentants.

FAYOLLE (EDMOND).

Avocat à Guéret, fils d'un conseiller de préfecture et gendre du député Leyraud, il a vu le jour à Guéret, il y a 38 ans, a fait ses études dans le petit collège de l'endroit, a suivi ensuite à Paris les leçons de droit de Duranton, a plaidé dans sa ville natale le cours d'eau, le mur mitoyen, et, retournant le trait de Brutus, a combattu, sans pitié, l'élection de son beau-père, qu'il n'a pas jugé assez sympathique au régime républicain. C'est un homme blond, de taille élancée, bon, honnête, studieux et intelligent. Il a obtenu 22,000 voix, et figure en première ligne dans sa députation.

GUIZARD.

Docteur en médecine à Guéret, décoré de Juillet, âgé de 43 ans, et fils de ses œuvres, il a une taille élevée, une physionomie expressive, des yeux brillants, des gestes brusques et saccadés. Sorti des rangs du peuple, après avoir fait péniblement ses humanités, il vint à Paris suivre les cours de la Faculté de médecine. Ses cinq années d'études furent cinq années de privations et de rudes épreuves. Il se battit, en 1830, pour la

liberté, et se distingua, durant l'invasion du choléra, à Paris, où ses compatriotes l'avaient envoyé étudier le fléau. Il était, depuis longtemps, connu par ses sentiments républicains entre tous ses concitoyens, lorsque la Révolution de Février est venu fixer sur lui leurs regards; le comité central républicain de la Creuse a cru devoir immédiatement le proposer au choix du Gouvernement provisoire en qualité de commissaire. C'était la première fois qu'il apparaissait sur la scène politique. Il n'a pas été au-dessous de cette mission de fermeté et de concorde. Le peuple électoral lui en a témoigné sa reconnaissance en l'appelant par 24,000 voix, le second de la liste de ses sept élus, à l'Assemblée nationale. Sa place y est marquée parmi les défenseurs consciencieux et résolus de la République démocratique et sociale.

LASSARRE.

Avocat jusqu'en 1831, nommé, à cette époque, substitut du procureur du roi, puis procureur du roi en 1839, il a combattu la corruption électorale, et soutenu courageusement l'accusation portée contre Boulmy et le préfet Delamarre, qui essaya vainement de le faire destituer. C'est aujourd'hui un homme de cinquante ans, remarquable par sa tête énorme, ses cheveux noirs et crépus.

Conservé procureur de la République, il a été élu représentant du peuple par 25,500 suffrages, sans la moindre profession de foi. Il ne doit sa nomination qu'à la considération générale dont il jouit. Il fait partie, à l'Assemblée nationale, du comité de la justice.

LECLERC (FÉLIX).

Avocat et journaliste, né à Aubusson, âgé de 40 ans, petit homme studieux, assez intelligent, auteur d'écrits peu spirituels, probe, indépendant, d'une grande modestie, mais sans caractère et sans énergie, il a fait ses études au petit séminaire d'Ajain, a habité Paris où il a fait insérer quelques feuilletons mystiques dans *le Siècle*, et, de retour dans ses foyers, a acheté, pour le rédiger lui-même, *l'Album de la Creuse*, journal incolore du crû.

Il appartenait, sous le règne de Louis-Philippe, à cette opposition dynastique modérée, qui, dans les réunions électorales préparatoires pour les fonctions municipales, le conseil d'arrondissement, le conseil général et la Chambre, faisait au pou-

voir une petite guerre de taquineries et d'escarmouches, qui certes ne l'eût jamais renversé, s'il n'avait pas été miné, de longue main, par des adversaires plus robustes. Aussi se trouva-t-il complètement au-dessous de sa mission, lorsqu'aussitôt après l'avènement de la République, que, du reste, il avait accueillie avec une joie véritable, il fut appelé aux fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire, sur la recommandation de tous les esprits tièdes du département. Forcé de se démettre, au bout de huit jours, de cette magistrature administrative dont le poids l'écrasait, aux applaudissements sincères de tous les francs républicains de la veille, il rentra dans la vie privée, dont il n'aurait jamais dû sortir. Pourquoi l'en avoir retiré, une seconde fois encore, pour l'envoyer à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 19,000 voix? Qu'y fera-t-il? Dieu le sait! Nous craignons bien qu'il n'y fasse pas grand'chose.

LEYRAUD.

C'est un petit vieillard, aux cheveux blancs et rares, au front nu, au corps maigre et fluet, portant la tête haute, jetant ses bras en balancier, imprimant à sa démarche une oscillation prétentieuse, du reste, plein de sève et d'ardeur, et dont on regrettait que la parole facile et énergique se fit trop rarement entendre à la Chambre des députés dans les dernières années du règne de Louis-Philippe. Membre du conseil général de la Creuse et chevalier de la Légion-d'Honneur, il est né en 1786. Après avoir été le premier à arborer, promener et chanter en vers édifiants le drapeau de la légitimité, à la première Restauration, il a fait partie de la Chambre des représentants des Cent-Jours.

Sous la seconde Restauration, c'était l'avocat le plus occupé du barreau de Guéret, où il jouissait de l'estime générale. Il composa une ode sur la naissance du duc de Bordeaux, et remplit les fonctions de maire de cette ville de 1815 à 1834. Mais il était, à l'avènement du ministère Polignac, président de la *Société Aide-toi, le Ciel t'aidera*, dans le département de la Creuse.

A la Révolution de 1830, Dupont (de l'Eure) le nomme procureur du roi à Guéret. Il n'en conserve pas longtemps les fonctions, et préfère rester maire et député. Entré à la Chambre en 1831, il y vote, d'abord, les lois contre les crieurs publics, contre les associations et en faveur de l'état de siège.

Le ministère de 12 mai, dont il s'était fait l'apôtre, le nomme directeur des affaires civiles au département de la justice, aux

appointements de 10,000 francs. Se trouvant à Guéret, il harangue la garde nationale, à propos de l'attentat Fieschi, et veut faire arrêter un patriote, le citoyen Andoine, qui a répondu à son cri de : *Vive le Roi!* par celui de : *Vive la Charte!* Il conserve sa place sous le 1^{er} mars, qui était le ministère selon son cœur. Il vote les fortifications de M. Thiers et la dotation des princes avec un entraînement de Bayard et de Duguesclin.

Mais, à l'avènement du 29 octobre, il se souvient de la Chambre des représentants de 1815, il se souvient du vertueux Dupont (de l'Eure) comme saint Pierre s'est jadis souvenu de Jésus-Christ. Le coq de sa conscience chante plusieurs fois, il se repent, donne sa démission et reprend ses attitudes libérales. L'opposition enthousiasmée ouvre ses bras maternels à ce nouvel enfant prodigue.

Malheureusement, il faut bien le dire et elle le lui a reproché plusieurs fois sous le gouvernement déchu, M. Leyraud n'était ni assidu, ni laborieux comme député; il ne travaillait point dans les commissions, il ne délibérait point dans les bureaux, il ne discutait point à la tribune. Exceptons-en, toutefois, une occasion solennelle : nous voulons parler du jour où, au commencement de la dernière législature du règne de Louis-Philippe, il flétrit, comme elle le méritait, l'habileté de main électorale du système, par un tableau curieux et triste à la fois des manœuvres dont son département venait d'être le théâtre.

M. Cuvillier-Fleury, le scribe du château au *Journal des Débats*, avait voulu le supplanter dans le collège de Guéret, dont il possédait toutes les sympathies. Ce concurrent était chaudement soutenu par le préfet de la Creuse, Delamarre, qui, comme sous-préfet de Clamecy et comme préfet du Cantal, avait prouvé aux plus incrédules combien il excellait dans l'art d'improviser des électeurs. Cette fois, on avait, pour assurer le succès, insinué subrepticement plusieurs faux noms dans les listes électorales. La Cour royale de Limoges en fit bonne et prompt justice. Le témoignage accablant de M. de Peyramont est encore présent à tous les esprits. M. Cuvillier-Fleury, à qui les moyens naturels et légitimes ne pouvaient suffire, fut repoussé, et se vit contraint, dès lors, pour assister aux délibérations de la Chambre et faire ses *premiers-Paris* au *Journal des Débats*, de se faufiler dans la tribune royale, en compagnie de princes et d'aides-de-camp.

M. Leyraud a été aussi journaliste; il a fondé, en 1843, l'*Eclair* de la Creuse et de l'Indre, qui, rédigé par George Sand,

par Fayolle et par lui-même, a exhalé son dernier soupir dans les bras de Pierre Leroux.

Il a continué, avec désintéressement et intégrité, sa franche et loyale opposition jusqu'à la chute de la royauté. Lors de l'avènement de la République, le peuple de la Creuse n'a eu garde de l'oublier dans ses élections pour l'Assemblée nationale. 20,500 suffrages de la bourgeoisie l'ont appelé à y siéger, le troisième sur la liste de sept représentants.

SAINCTHORENT (DE).

Né en 1795, manufacturier, fils d'un ancien député à la Convention, et député lui-même du département de la Creuse, sous l'ancien gouvernement, depuis 1834 jusqu'en 1842, il a fait toujours partie de l'opposition et s'est retiré volontairement de la vie parlementaire aux élections de cette dernière année, quand il a reconnu qu'il n'y avait plus de digue à opposer aux idées réactionnaires de la majorité.

Membre du conseil général de son département depuis 1831, il a été, plusieurs années, maire de sa commune. C'est un des hommes les plus considérables et les plus universellement estimés de cette partie de la France. 16,500 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale.

SALLANDROUZE DE LAMORNAI.

Né à Paris le 27 mars 1809, c'est un riche manufacturier, d'une taille peu élevée, mais non dépourvue d'élégance, d'une figure aimable et d'un abord séduisant. L'arrondissement d'Aubusson, renommé dans toute la France pour ses tapis ras et veloutés, était représenté, avant 1846, à la Chambre des députés, par le comte Émile Cornudet des Chaumettes, fils de M. le comte Cornudet, sénateur sous l'Empire et pair sous la Restauration. C'était un conservateur honnête.

Mais il aspirait à succéder à son défunt père à la pairie; et les électeurs d'Aubusson furent mis en demeure de le remplacer à la Chambre des députés. Leur choix tomba sur un riche fabricant de tapis, que les divers gouvernements qui s'étaient succédé en France, avaient honoré de nombreuses médailles d'argent et d'or, M. Sallandrouze de Lamornai, officier de la Légion-d'Honneur et de Charles III d'Espagne, qui occupait dans ses manufactures d'Aubusson et de Felletin un grand nombre d'ouvriers. Il avait fait paraître en 1830 un ouvrage remarquable sur la lé-

gislation des brevets d'invention; il avait été envoyé en 1845 par le gouvernement en Espagne, avec M. Blanqui, pour étudier la situation économique de ce pays; il avait publié un rapport curieux sur ce voyage, des aperçus sur l'organisation industrielle de l'Autriche, des articles d'économie politique et industrielle dans divers journaux, des lettres industrielles et plusieurs travaux recommandables dans sa spécialité.

M. le comte Cornudet fut enterré, en 1847, à la Chambre des pairs. Son successeur vint s'asseoir au corps législatif, non loin de MM. de Lamartine et Emile de Girardin. Il fut un des premiers qui constituèrent, contre les *nihilistes* ministériels, la fraction libérale des conservateurs progressifs, et qui, trois jours avant la Révolution de Février, proposait courageusement la réforme parlementaire.

Le peuple électoral de la Creuse, sur ses sept élus, l'a envoyé lui cinquième à l'Assemblée nationale, avec un contingent de près de 20,000 suffrages.

DORDOGNE.

Périgueux. — 12 Représentants.

BARAILLER (EUGÈNE).

Avocat au barreau de Paris, M. Barailler, secrétaire de M. Dussolier, commissaire-général de la Dordogne, se fit d'abord des amis dans le pays par son urbanité et son esprit de conciliation. A l'arrivée à Périgueux de deux commissaires extraordinaires, dont les manières acerbes et les mesures dictatoriales avaient soulevé de vifs mécontentements, il fut choisi, avec M. Lacrouzille, pour aller porter à Paris de justes observations. Ils se présentèrent près de M. Ledru-Rollin et s'acquittèrent de leur mission avec franchise et énergie. On leur soumit le procès-verbal de cette déclaration, dont les termes n'étaient rien moins que mesurés, et ils le signèrent.

On pense bien que cette manière, ferme et loyale, de s'acquitter d'un mandat, fut appréciée aussi favorablement que possible à Périgueux. On conçut pour M. Barailler une haute estime, et on le lui témoigna suffisamment en l'envoyant à l'Assemblée nationale comme représentant de la Dordogne.

CHAVOIX (JEAN-BAPTISTE).

Docteur en médecine, membre du conseil général, né à Excideuil, arrondissement de Périgueux, le 26 août 1803.

M. Chavoix, qui a obtenu 34,343 suffrages, appartient à une famille très estimée dans le pays. Un de ses parents, le citoyen Chavoix, avocat distingué à Juillac (Corrèze), fit partie de l'assemblée des notables, à l'origine de notre première révolution.

Après avoir fait de bonnes études, le jeune Chavoix vint, en 1822, suivre les cours de l'École de médecine à Paris. Au concours général de 1826, il fut un des lauréats de l'École pratique. A peine âgé de 22 ans, en juillet 1827, il obtint le diplôme de docteur, retourna immédiatement dans sa famille et se vit bientôt entouré d'une clientèle nombreuse, qu'il a su conserver, vingt ans, avec l'estime de tous ses concitoyens.

Après la Révolution de Juillet, il fut appelé au conseil municipal et, presque en même temps, désigné pour remplir les fonctions d'adjoint au maire d'Excideuil.

En 1836, il fut nommé maire de cette ville et membre du conseil général par les cantons d'Excideuil et d'Hautefort; mais, trois ans après, en 1839, la série des membres du conseil à laquelle il appartenait dut être renouvelée; il se présenta de nouveau, et rencontra dans la lice une concurrence bien redoutable, celle du maréchal Bugeaud. Malgré la haute position politique de ce dernier, le docteur Chavoix l'emporta sur lui à une forte majorité.

Depuis cette époque, le collège électoral d'Excideuil est devenu le théâtre d'une lutte politique qui a eu du retentissement dans la France entière.

M. Chavoix fut adopté, dès lors, comme le candidat à la députation des oppositions réunies. Quatre fois il a lutté contre le candidat le plus *puissant* de France dans la lice électorale, puisque ce candidat (Bugeaud) disposait à son gré d'innombrables moyens de corruption politique. Pour en donner une idée, il suffit de savoir qu'en 1831, le chiffre des traitements attribués aux familles d'électeurs fonctionnaires de l'arrondissement d'Excideuil, ne s'élevait qu'à 11,400 francs environ, tandis qu'en août 1846, époque des dernières élections générales, il s'était accru progressivement, sous l'influence du député ministériel, jusqu'à la somme énorme de 284,000 francs.

Malgré ces moyens si puissants dans un petit collège d'arrondissement qui comptait à peine 300 électeurs, à chaque épreuve nouvelle, le docteur Chavoix gagnait tout le terrain

que perdait son adversaire, qui n'eut qu'une majorité de seize voix aux élections générales de 1846.

Ce quasi-succès de M. Chavoix lui valut, immédiatement après les élections, une destitution brutale des fonctions de maire d'Excideuil qu'il avait remplies, pendant dix ans, à la grande satisfaction de ses concitoyens.

Après la Révolution de Février, il a été réinstallé dans ses fonctions de maire, et, peu de temps après, par une haute marque de confiance en ses antécédents de probité et d'indépendance, appelé aux fonctions de commissaire du gouvernement dans le département de la Dordogne.

DEZEIMERIS.

Docteur en médecine, bibliothécaire de la Faculté de Paris, ex-député, né en 1799.

M. Dezeimeris fut appelé à la Chambre, en 1842, par les électeurs de Bergerac. Il remplaçait M. Durand de Corbiac qui venait de mourir. Plusieurs articles très remarquables sur l'agriculture avaient porté l'attention sur lui. C'est un homme d'une grande érudition. Il fit partie de la gauche et guerroya contre le ministère. Il parla peu, cependant, et se rendit plutôt utile dans les commissions, toutes les fois qu'il avait à traiter les questions d'économie politique et sociale. A propos de ce dernier mot, nous dirons qu'on prête au citoyen Dezeimeris des tendances un peu socialistes.

Il vota contre l'indemnité Pritchard, et appuya la proposition Rémusat pour l'exclusion des fonctionnaires publics de la Chambre.

Un malin biographe lui prête une singulière application de clinique pratique. Un jour, dit ce biographe, on indiqua à M. Dezeimeris quelqu'un qui se trouvait assez gravement indisposé. C'était le journal *le Commerce*. MM. de Tocqueville, de Corcelles, de Combarel et autres se concertèrent pour s'assurer du *sujet* et le remettre aux soins du docteur. Le docteur n'en eut pas pour longtemps. Au bout de quelque temps, son malade, mis au régime exclusif des théories agricoles et des engrais végétaux, animaux et minéraux, en fut bientôt réduit au dernier état de marasme et de consommation. L'infortuné allait rendre le dernier soupir, quand il eut le bonheur de voir les gens de la maison renvoyer loin de son chevet l'inexorable praticien.

Au reste, M. Dezeimeris s'est toujours plus occupé de théorie

médicale, de questions sur l'art, que de la pratique de l'art lui-même. Il a pris part à la fondation et à la rédaction de plusieurs revues scientifiques, et il doit à ce genre de travail une grande partie de sa réputation.

A nos yeux, M. Dezeimeris n'est pas républicain, ou, du moins, il n'a pas désiré la République. Il aime sa patrie, et veut la voir grande, libre et surtout heureuse; pour arriver à ce résultat, il appelle de tous ses vœux les réformes sociales.

Il a obtenu 107,213 suffrages.

DUPONT (AUGUSTE).

M. Dupont, publiciste, né à Périgueux en 1801, est, depuis longtemps, une sentinelle avancée de l'opinion publique. Fondateur et directeur de *l'Echo de Vésone*, il a défendu dans la presse les idées démocratiques. Comme écrivain, il est doué d'une grande facilité; et son style a tout à la fois de la causticité et de l'élégance. Comme homme, il a du courage personnel et de l'énergie.

M. Dupont a obtenu, en outre, de grands succès comme industriel. Il a doté la France d'une exploitation de pierres lithographiques nationales et a fait plusieurs découvertes utiles dans l'imprimerie et la lithographie. Honoré d'un grand prix de 3,000 francs, de 14 médailles en or, platine, argent et bronze, aux expositions générales de l'industrie et aux concours de la Société d'encouragement, il a reçu, en 1844, la croix de la Légion-d'Honneur, à la suite de l'exposition générale.

Il a obtenu 75,003 voix pour l'Assemblée nationale.

DELBETZ.

Médecin, né à Eymet (Dordogne) le 19 mars 1818, est fils d'un ministre protestant, qui jouit dans le pays d'une réputation méritée. Il a suivi les cours de la Faculté de Paris, s'est fait recevoir docteur et est retourné exercer près de sa famille.

Outre la science qu'il était venu chercher à Paris, il s'est imbu aussi, dans la fréquentation des cours, des doctrines républicaines qu'il a conservées et pratiquées religieusement.

En février 1848, M. Ledru-Rollin, bien informé, l'envoya à Bergerac en qualité de sous-commissaire.

La République ni les grandeurs ne lui ont tourné la tête. Il est resté sage et digne.

Il a été élu par 36,332 suffrages.

DUCLUSEAU.

Médecin, ex-député, né à Ribeyrac en 1778, élu par 35,903 voix.

M. Ducluseau est un homme des plus recommandables. Comme médecin, il jouit d'une réputation qui s'étend au loin dans le pays. Comme homme politique, il s'est fait remarquer à l'ex-Chambre des députés par des principes libéraux, favorables aux progrès et par une opposition raisonnée. L'âge n'a point refroidi ce vieux soldat de la liberté.

DUSSOLIER.

Avocat, ex-député, né à Nontron en 1799.

C'est en 1830 que M. Dussolier fut envoyé à la Chambre. Sa nomination fut un beau triomphe pour le parti radical auquel il appartient. Il avait fait échouer la candidature du général Lamy, qui passait pour un des membres les plus compromis du parti de la cour, et qui, jusqu'alors, avait disposé de Nontron comme d'un bourg-pourri.

En 1842, il ne fut point réélu, et c'est M. de Saint-Aulaire fils qui le remplaça.

Il retourna à la Chambre en 1846, et reprit sa place sur les banes de la gauche.

Après la Révolution de Février, il ne demanda pas, il accepta seulement le commissariat de la Dordogne qui lui était offert par M. Ledru-Rollin. Comme on le trouva trop modéré, il lui fut adjoint deux commissaires, que le département refusa de recevoir. Force fut donc au Gouvernement de les rappeler. Trois nouveaux commissaires furent envoyés à Périgueux vers la fin de mars. Un commissaire général les accompagnait. Quant à M. Dussolier, il fut révoqué et remplacé dans la Dordogne par quatre commissaires, total 7, au moyen desquels les choses marchèrent comme elles purent.

Les concitoyens de l'honorable M. Dussolier réparèrent avec éclat cette injustice en le nommant représentant à l'Assemblée nationale par plus de 103,000 suffrages, c'est-à-dire à la presque *unanimité*.

GOUBIE.

Ancien négociant, né à Eymet (Dordogne), âgé de 60 ans.

En se faisant nommer à la députation, M. Goubie s'est fait

payer une dette contractée envers lui depuis longtemps. Se trouvant à Paris aux Journées de Juillet, il s'arma d'un fusil et combattit courageusement sur les barricades. Ce fait seul nous dispense de parler de son opinion. Il ne s'est jamais occupé que de commerce, et nous le croyons peu apte à traiter les questions législatives. Depuis quelques années, il vivait retiré des affaires, et ne pensait guère à la vie politique active, lorsque les mots de *révolution*, *république*, *élections*, arrivèrent à son oreille. Il y a toujours une petite place pour l'ambition dans le cœur de l'homme le plus sage et le plus modeste. M. Goubie se laissa très bien porter et élire, ma foi, par les électeurs de la Dordogne, qui ont droit de compter sur lui pour protéger le commerce du midi.

Et il n'y faillira pas. — Il a obtenu 83,887 voix.

GROLHIER-DESBROUSSES.

Avocat, né à Nontron (Dordogne) le 4 octobre 1796.

Son père, également avocat, fut maire de Nontron, de 1791 à 1794, c'est-à-dire dans les années difficiles de la Révolution.

Il quitta les fonctions de maire pour exercer, peu de temps après celles de procureur de la République.

Le jeune Grolhier commença par la carrière militaire : en 1815, au début des Cent Jours, plein d'un noble enthousiasme, admirateur fervent de Napoléon, il s'enrola volontairement et quitta le service à la seconde Restauration. Il se retira alors dans ses foyers. Dès ce moment commença, pour lui la vie politique : les Bourbons lui étant profondément antipathiques, il s'associa à toutes les tentatives que l'on fit pour les renverser ; il fut affilié aux sociétés secrètes qui s'organisèrent alors. Les persécutions, loin de refroidir son zèle, l'enflammèrent encore ; la Restauration et ses hommes n'eurent pas d'ennemi plus déclaré. En 1817, il se bat avec un officier de la garde royale, essuie trois coups de feu et le laisse pour mort.

Reçu avocat en 1823, les causes politiques sont celles qu'il préfère. En 1830, il est nommé par acclamation capitaine de la garde nationale de Nontron, puis vice-président de la Société *Aide-toi le ciel t'aidera*. L'élection confirma ces deux nominations. Plus tard, on le nomma commandant de cette garde. Il l'était encore en 1848, après l'avènement de la République. Inutile de dire qu'on le maintint dans ce poste.

On voit que M. Grolhier-Desbrousses n'était guère l'ami de la monarchie déchue ; aussi se garda-t-il bien d'en solliciter la

moindre faveur. Le département le regardait comme l'un des chefs de l'opposition. On le savait, du reste, en relation avec Armand Carrel, Odilon Barrot, Ledru-Rollin, etc.

M. Grolhier-Desbrousses paraît appartenir à la ligne du *National*. Il a obtenu 64,555 voix.

LACROUZILLE (AMÉDÉE).

Docteur en médecine, né à Périgueux, âgé de 46 ans.

M. Lacrouzille jouit à Périgueux d'une véritable popularité, due à ses connaissances en médecine et à son caractère personnel, plein de dévouement et de désintéressement. Il est peu de médecins dont les opinions ne soient pas libérales, et M. Lacrouzille ne fait pas exception. Sa ligne politique est l'opposition Barrot, appuyée, comme on sait, sur la légalité.

M. Lacrouzille fut l'un des commissaires envoyés près de Ledru-Rollin par le conseil municipal de Périgueux. Il rédigea, de concert avec M. Barrailler, un procès-verbal de cette mission.

Il a été élu par 72,937 suffrages.

MIE (AUGUSTE).

Ancien imprimeur à Paris, né à Périgueux, le 26 vendémiaire an X (17 octobre 1801).

M. Mie est un ancien carbonaro, traduisons ce mot ainsi : *Voué à la cause de toutes les révoltes contre toutes les tyrannies*. Juillet 1830 fut une ère de bonheur pour lui, il combattit avec intrépidité sur les barricades, il y vainquit la royauté; mais ni lui ni ses compagnons de gloire ne recueillirent les fruits de la victoire, ils appartenirent à de plus habiles (Voir l'histoire de toutes les révolutions).

En revanche, M. Mie moissonna force persécutions. Imprimeur du journal *la Tribune*, il fut dépouillé, en 1832, de son brevet d'imprimeur comme coupable d'avoir sciemment prêté son concours à la publication d'écrits provoquant à la révolte. Cette condamnation fut la plus fatale, mais ne fut pas la dernière. M. Mie a subi, sous le règne de Louis-Philippe, vingt-cinq procès en cours d'assises et quatre en police correctionnelle. Deux fois seulement, il est vrai, des condamnations ont été obtenues contre lui. Sa fortune, qui avait déjà trop souffert, reçut un nouveau coup plus funeste lorsqu'il fut compromis dans les troubles d'avril 1834; M. Mie aurait pu se tenir suffisamment

averti que le rôle de conspirateur lui portait malheur; mais février 1848 a retrouvé M. Mie, conspirant de plus belle.

La Dordogne l'en a récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale.

TAILLEFER (TIMOLÉON).

Membre du conseil général, né le 27 décembre 1802, médecin à Domme (Dordogne).

Ce représentant est fils de Georges Taillefer, député à l'Assemblée législative et à la Convention, grand partisan de mesures extrêmes, qui fit décréter que les anciens drapeaux seraient brûlés à la tête des régiments, qui dénonça Marat comme auteur d'un projet de dictature, qui proposa de partager les biens des Vendéens entre les soldats, qui s'éleva, cependant, en toutes circonstances, contre le pillage, et proposa l'abolition de la peine de mort.

M. Taillefer fils est républicain comme son père, avec bien plus de modération. Comme fils de conventionnel, il fut persécuté par la Restauration, bien qu'il se livrât à l'étude exclusive de la médecine.

Après la Révolution de 1830, M. Taillefer, jeune encore, commença à s'occuper de politique; l'estime générale lui fut bientôt acquise en raison de son savoir et de sa conduite honorable. Il fut nommé membre du conseil général du département, et donna de nouvelles preuves de sa capacité.

Il fit partie de la Chambre électorale en 1846, et se rangea sous les drapeaux de l'opposition. En 1847, il fit une proposition sur le déclassement des routes départementales, et leur transformation, partie en routes royales, partie en chemins de grande communication. La combinaison proposée par M. Taillefer opérerait une réduction de dix pour cent sur l'impôt foncier.

Après février, 73,000 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. Il y a fait récemment une proposition pour la fondation de Caisses de prévoyance dans toutes les communes. Ces caisses destinées à combler la différence qu'il y aurait entre la valeur du salaire et le prix des aliments, en temps de disette, pourraient, par la puissance des intérêts composés, acquérir une importance immense.

SAVY.

Avocat à Périgueux, membre du conseil général de la Dordogne, né en 1792, M. Savy ne s'est guère occupé de politique que dans les discussions qui surgissaient au conseil général. Il a néanmoins la réputation d'un homme très avancé, ennemi des idées rétrogrades. Il est profondément versé dans les questions de droit. Nous ne savons rien de son éloquence. Il a obtenu 46,861 suffrages.

DOUBS.

Besançon. — 7 Représentants.

BARAGUAY-D'HILLIERS.

Général de division, né à Paris le 6 septembre 1795, il est le fils du général-sénateur Baraguay-d'Hilliers, qui fut chef d'état-major de Custine, commanda la force armée contre les insurgés du faubourg Saint-Antoine, et se distingua, depuis, dans toutes les grandes batailles de l'Empire.

Napoléon finissait donc lorsque M. Baraguay-d'Hilliers arrivait à l'âge de servir la patrie, mais il avait été à bonne école, et le fils devait marcher glorieusement sur les traces de son père.

M. Baraguay-d'Hilliers fait consister l'honneur dans la fidélité au serment; il ne s'arme pas contre un état de choses établi. Sous l'Empire, sous la Restauration, sous Louis-Philippe, c'était toujours la France qu'il servait. Que lui importait un nom? Sa religion l'attachait à un principe, et ce principe ne change jamais; c'est l'amour de la patrie.

En 1832, il fut nommé gouverneur de l'École de Saint-Cyr. Il eut à réprimer, en cette qualité, un complot républicain qui avait pris naissance dans l'école. Ceux qui lui en font un reproche, sont très injustes, à notre avis. Il ne fit en cela que ce que l'honneur, d'accord avec le devoir, lui commandait impérieusement.

Il s'est aussi distingué dans les combats de l'occupation d'Afrique. Les succès n'y ont pas toujours répondu à sa bravoure.

A l'époque de la Révolution de Février, il commandait la place de Besançon, et, en cette qualité, il s'opposa énergiquement à l'invasion de la République *rouge* en la personne des commissaires de M. Ledru-Rollin. Les Francs-Comtois lui en conservèrent de la reconnaissance, et le nommèrent, plus tard, représentant du peuple à l'Assemblée nationale par 31,933 suffrages sur 68,000.

BIXIO.

Médecin-naturaliste, M. Bixio est né en Italie. A son arrivée en France, il se lia d'abord avec les hommes qui partageaient ses opinions politiques. Décoré de juillet, homme de science et publiciste, il rechercha aussi la société des savants. C'est avec leur concours qu'il fonda à Paris un journal d'agriculture et d'économie politique, qui avait pour titre *la Maison rustique au XIX^e siècle*.

A l'époque de la Révolution de Février, il était déjà lié avec M. de Lamartine, à qui il doit toute sa fortune présente.

Il fut chargé d'une mission extraordinaire à Turin, jusqu'au moment où le département du Doubs vint à le nommer son représentant, non qu'il eût des relations dans ce pays, mais parce qu'une lettre de Lamartine avait influencé en sa faveur les électeurs incertains.

M. Bixio comprit bientôt qu'il fallait opter entre ces deux mandats, attendu, dit un proverbe irlandais, qu'un homme, pas plus qu'un oiseau, ne peut occuper deux places à la fois; il préféra participer aux travaux de l'Assemblée nationale.

Le 24 juin dernier, il fut très dangereusement blessé par une balle qui le frappa entre le cœur et le poumon. On désespéra d'abord de ses jours, mais les soins empressés du docteur Gerdý et la force de sa constitution nous préserveront du malheur de compter une victime de plus. — Il a obtenu 23,863 voix.

CONVERS (CÉSAR).

Avocat, ex-député, né à Besançon en 1800.

Les débuts de M. Convers au barreau de Paris furent très brillants, et, cependant, il quitta la capitale pour aller vivre à Besançon. L'opposition dont il faisait partie, l'envoya à la Chambre élective. Mais des contestations s'étant élevées à son sujet, il demanda lui-même à se présenter, de nouveau, devant les électeurs, et il fut réélu.

Ce qu'il fit à la Chambre, n'est pas bien défini; ce n'était pas du ministérialisme, ce n'était pas, non plus, de l'opposition; c'était peut-être l'un et l'autre. Il agissait selon son opinion personnelle et en vertu de son libre arbitre; car M. Convers ne se vendait pas, il votait à son gré.

A la Révolution de Février, une occasion se présenta qui permit de l'apprécier. Le conseil municipal de Besançon se trouva en opposition complète avec le commissaire de la République. M. Convers, colonel de la garde nationale, prit chaudement les intérêts de ses concitoyens contre l'intru, et l'ordre public fut sauvé.

Dès ce moment, le doute s'évanouit, et M. Convers, estimé à sa juste valeur, devint, plus que jamais, l'élu de la cité.

Il a obtenu 45,013 suffrages.

DEMESMAY.

Ex-député, né à Pontarlier, en 1805, M. Demesmay est négociant et homme de lettres, deux titres passablement étonnés de se trouver ensemble. Mais du choc de ces contrastes, M. Demesmay a su faire jaillir.... Quoi? me demanderez-vous, du ridicule? — Non pas, vraiment. — Une réputation d'homme capable et une belle fortune.

M. Demesmay, membre de l'Académie de Besançon, et l'un de ses plus glorieux lauréats, a publié, en 1830, sous le titre mélancolique de *Solitudes*, un recueil de poésies, dont la presse a fait l'éloge.

Poète et patriote, à l'époque de la Révolution de Juillet, il s'offrit comme volontaire pour aller combattre les ennemis de la France, et composa une cantate qui fut mise en musique sous le titre de *la Bizontine*.

En 1838, il publia un nouveau recueil de poésies, intitulé : *Traditions populaires de la Franche-Comté*. Ce livre est enrichi de notes. A la mort de M. Jouffroy, en 1842, il fut envoyé à la Chambre législative, où il se montra conservateur en certains points et progressiste en beaucoup d'autres, mais sans rien perdre de son indépendance. Deux fois, il prit la généreuse initiative d'une proposition de dégrèvement du sel, impôt si lourd aux pauvres, si léger aux riches. Cette proposition, qui fut adoptée par la Chambre des députés, fut rejetée par la Chambre des pairs.

M. Demesmay qui parle avec facilité, prend une part active aux travaux des commissions et aux débats publics.

Les améliorations qu'il a le plus à cœur de voir arriver sont celles qui concernent les ouvriers et, en général, les classes pauvres. C'est un homme consciencieux et honnête, dont il faut beaucoup attendre. Il a été élu par 48,443 suffrages.

MAUVAIS (VICTOR).

Membre de l'Institut, né dans le département du Doubs en 1804.

Nous éprouvons le regret de ne pouvoir donner quelques détails sur les antécédents de M. Mauvais. Tout ce qui se rattache à un homme aussi distingué est intéressant; mais ces détails nous manquent; M. Mauvais n'a pas cru devoir répondre à l'appel que nous avons fait à l'obligeance de MM. les représentants.

Ce que nous savons, parce qu'il est impossible de l'ignorer, c'est que M. Mauvais est l'un de nos astronomes les plus illustres, qu'il a fait de belles et nombreuses découvertes dans le domaine des sciences exactes, et qu'enfin il est l'ami intime du savant Arago, dont il partage en tout les opinions politiques.

Élu par 39,000 suffrages sur 68,000 votants.

MONTALEMBERT (DE).

Ex-pair de France, né à Paris, âgé de 36 ans, élu représentant du peuple par 22,552 suffrages.

La famille de M. de Montalembert est des plus illustres; elle est originaire du Poitou, et a produit plusieurs personnages remarquables. Marc-René, marquis de Montalembert, mort en 1800, était le doyen des généraux français et de l'Académie des sciences. (Il était né en 1714.)

M. de Montalembert s'est fait connaître dans le monde littéraire par son *Histoire de Catherine de Hongrie*, qui retrace avec vérité les idées et les mœurs du moyen âge.

Une liaison intime qu'il contracta avec Lamennais, apporta dans ses idées une révolution complète. Le légitimiste religieux devint indépendant et libéral, sans perdre rien de ses premières opinions. Il s'occupa de la rédaction du journal *l'Avenir*, dans lequel il plaida chaleureusement la cause de la Pologne écrasée par les trois despotes du Nord, et déclara une guerre à mort à l'Université.

Arrivé à la pairie par droit d'hérédité, M. de Montalembert se fit, avec un rare talent, l'apôtre des prétentions ultramontaines,

l'avocat des intérêts catholiques et le défenseur du clergé. On se rappelle les admirables discours qu'il prononça en 1847 et 1848 sur l'Irlande et sur les affaires de la Suisse.

Il ne s'agit point de savoir si un homme tel que M. de Montalembert s'est rallié ou non à la République. Les électeurs du Doubs ne se sont point bercés de cette idée; en l'envoyant à l'Assemblée nationale, ils ont seulement rendu un éclatant hommage à son intelligence brillante, à son cœur sincèrement ami de la vertu, de la religion, de la patrie.

TANCHART.

Né à Celles, arrondissement de Baume, canton de Rougemont (Doubs), le 19 décembre 1794, M. Tanchart, conscrit de 1813, comme on disait alors, fut remplacé au service par sa famille, et n'en fut pas moins désigné, par le préfet du Doubs, pour faire partie du 4^e régiment des gardes d'honneur. On sait que ces jeunes gens durent s'équiper à leurs frais, que tous ou presque tous étaient de bonne famille, et qu'ils essayèrent de conserver dans les camps quelques-unes de leurs habitudes de luxe. Plusieurs, par exemple, se firent suivre d'un domestique; mais arrivés au Rhin, les illusions tombèrent; un ordre de l'état-major général renvoya les valets, et les pauvres gardes d'honneur se virent confondus avec le reste de l'armée.

M. Tanchart assista aux batailles de Leipsick et de Hanau; en 1814, il fit le commencement de l'immortelle campagne de France. En 1815, il était lieutenant de la garde nationale active, à Belfort, sous les ordres du général Lecourbe; mais, après la dernière invasion, il rentra dans sa famille, et fut clerc de notaire pendant trois ans et demi, puis, enfin, conduisit sa charrue pendant cinq ans.

De 1825 à 1848, M. Tanchart fut l'homme utile, l'homme honoré de Celles et des environs. On le vit successivement maire de Cuse, membre de la Société d'agriculture du Doubs, juge de paix de Rougemont, membre du conseil général du département, vice-président d'un comice agricole. Après la Révolution de 1848, il fut nommé sous-commissaire provisoire de l'arrondissement de Baume.

Les services qu'il a rendus au pays et particulièrement à la classe ouvrière, ont porté leurs fruits. Il a été nommé représentant à l'Assemblée nationale par 42,894 suffrages. Il a des idées sagement progressives.

DROME.

Valence. — 8 Représentants.

BAJARD.

C'est un propriétaire et un docteur médecin, né en 1793 à Saint-Donat, bourg de 2,200 âmes environ, à 28 kilomètres de Valence. A voir l'empressement avec lequel les électeurs de beaucoup de départements saisissent l'occasion de se débarrasser de leurs médecins, on dirait, en vérité, que ces clients ingrats n'ont profité de l'avènement de la République que pour se déclarer invulnérables en masse. M. Bajard est encore un de ces Esculapes que les fantaisies de leurs malades transforment en représentants du peuple. Étudiant en médecine, à Paris, de 1815 à 1820, carbonaro et membre de la *Société des Droits de l'Homme* dès 1821, président de la *Société républicaine de Romans*, il fut, en 1834, élu chef de bataillon de la garde nationale par les patriotes de cette ville. Un contingent de 34,744 voix l'a appelé à l'Assemblée nationale, lui second, sur une liste de huit élus. C'est un excellent choix.

BELIN.

L'avocat domine, l'avocat abonde au sein de l'Assemblée nationale, l'avocat en a rapidement envahi presque tous les bancs; c'est incontestable. Il est si doux de parler sur toute autre matière que la mitoyenneté, les successions et le contrat de louage! Tout avocat est tribun et brûle de faire darder à sa langue de ces rayons lumineux qui éclairent le monde et réchauffent le pays. Tout licencié, gagnant honnêtement sa vie à la barre d'un tribunal de première instance, sent battre, sous sa robe noire, le cœur d'un Barnave ou d'un Guadet.

Et voilà pourquoi nous avons tant d'avocats à la Constituante, sans compter, ou plutôt en comptant M^e Belin (de la Drôme), né à Valence en 1810, et attaché depuis trois ans au barreau de Lyon. Il a juré de défendre, dans l'assemblée, *unguibus et rostro*, les principes démocratiques, qu'aucun de ses collègues, que nous sachions, ne songe à attaquer, du moins en face. C'est, du reste, un citoyen honorable, partisan consciencieux des idées

républicaines modérées. 25,114 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le dernier de ses huit collègues élus.

BONJEAN.

Celui-ci est encore un avocat, mais un avocat d'un rang supérieur, un avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, charge vénale qui participe à la fois des attributions de l'avocat et de celles de l'avoué, et qui a supposé jusqu'à ce jour dans le licencié qui l'obtenait, moins de talent que de fortune, mais dont la valeur est fort déchuë, hélas ! depuis la Révolution de Février. M^e Isambert a été aussi avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, et cependant quel orateur que M^e Isambert !

Quoi qu'il en soit de cette défiance, M^e Bonjean, à tort ou à raison, passe pour un des hommes les plus distingués du barreau. Fils d'un menuisier de Valence, né en 1805, véritable enfant de ses œuvres, il se prépara, dès quinze ans, sans autre secours que sa volonté persévérante, à entrer à l'École de Droit de Paris, dont il suivit les cours de 1823 à 1825.

† Stagiaire, il court aux barricades de 1830, un fusil à la main, obtient et ne porte pas la croix de Juillet. Plus tard, dans le procès de madame Lafarge, il plaide pour madame de Léotaud. Il soutient, dans l'affaire des trois ponts, l'action introduite par Hingray et consorts ; il défend les droits de la presse dans l'affaire du *Constitutionnel* et du tragédifère Loyau de Lacy.

Indépendamment de six volumes de mémoires, il a publié un *Traité des Actions* ou *Exposition historique de l'Organisation judiciaire et de la procédure civile chez les Romains*. Dans cet ouvrage, il élabore un remarquable projet de Code civil, et réfute les idées de notre première Assemblée constituante. Il prépare, en ce moment, une *Histoire diplomatique*, impatientement attendue de ses amis.

Les électeurs de la Drôme, sur les huit représentants de ce département, l'ont envoyé, le premier, à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 60,836 voix.

C'est lui qui, dans cette mémorable séance, qui se tenait pendant que l'émeute de la faim rugissait dans les rues de Paris, amoncelait ses pavés en barricades, faisait couler le sang et menaçait de se transformer en révolution sociale, répondit à Garnier-Pagès ces belles paroles :

« Oui, nous sommes tous unis d'esprit et de cœur. Sachons donc manifester, tous, les mêmes sentiments ! Nous avons toujours des paroles, jamais des actions (c'est vrai !). Qu'une portion de

nos collègues reste ici en nombre suffisant pour délibérer ! Que l'autre se porte à la tête de la garde nationale ! Soyons tous prêts à mourir, s'il le faut ! La partie de l'Assemblée qui continuera à siéger, devra rester en permanence. Rappelez-vous la Convention, citoyens ! Les représentants n'hésitèrent pas à se mettre à la tête des troupes ; et c'est ce qui sauva la République. » (Bravos unanimes).

Débiter ainsi, citoyen Bonjean, c'était débiter en maître. Pourquoi vous voyons-nous, quelques jours après, sous le prétexte de nous ne savons quel *Manuel républicain*, vous constituer le bouc émissaire d'une obscure intrigue qui arrache au fils du grand Carnot le portefeuille de l'instruction publique ? Seriez-vous devenu, comme on le dit, lieutenant de M. Thiers.

CURNIER.

Propriétaire et licencié en droit, né à Valence en 1817, c'est un républicain de vieille date, bien connu des patriotes de sa ville natale. Il y remplissait les fonctions d'adjoint au maire à la chute de la royauté, lorsqu'il fut nommé maire par le commissaire de la République, auquel il fut adjoint plus tard avec son compatriote Desplaces, aujourd'hui avocat-général à Lyon. Dans cette position difficile, il sut promptement se concilier les sympathies universelles par sa conduite, à la fois ferme et modérée. Sa candidature à l'Assemblée nationale fut le prétexte d'un mouvement dirigé contre Desplaces et lui par la réaction. Tous deux durent donner leur démission de commissaire. Il donna en même temps celle de maire. Il a été élu par 33,508 suffrages.

MATHIEU (PHILIPPE-ANTOINE).

C'est un témoignage de reconnaissance publique qu'ont voulu lui offrir ses concitoyens, qui a appelé M. Mathieu à l'Assemblée nationale, où il a été élu, lui second, entre huit de ses compatriotes, par 38,700 suffrages.

Il le méritait à tous égards, car, depuis longtemps, il luttait, avec courage, contre l'arbitraire d'un pouvoir dont il s'est constamment montré le persévérant adversaire.

Né le 7 juin 1808, à Saint-Christophe, près de Romans, il était parvenu, avec quelques hommes d'élite, à fonder dans cette dernière ville un *Athénée de belles-lettres* ; et, malgré son

extrême réserve, comme la bouche reflète l'éloquence du cœur, ses principes se manifestaient assez ouvertement pour lui attirer, par leur indépendance, la haine des autorités, qui ne voulaient voir en lui qu'un ennemi de leurs idées et de leurs fonctions. Elles eurent bientôt décidé de son sort, elles sacrifièrent à leur aversion particulière l'intérêt de la ville, et, comme il était le principal organe du nouvel Athénée, les cours en furent promptement fermés.

Celui d'économie administrative et politique, que professait le fondateur, réunissait, entre autres, la population entière, électrisée par l'éclat de sa parole et la solidité de ses raisonnements. La clôture de ce cours ne découragea pas M. Mathieu; comme il ne pouvait plus appeler à lui les habitants par son élocution facile et animée, il fonda pour eux, à ses risques et périls, une revue, pleine de sens et d'esprit, qu'il a rédigée jusqu'à ce jour, et qu'il intitula *la Voix d'un solitaire*.

Dès l'apparition des premiers numéros de cette courageuse publication, M. Mathieu put aisément s'apercevoir que le solitaire ne prêcherait pas dans le désert; elle eut un grand nombre de lecteurs, et ses livraisons furent promptement épuisées. C'était, en effet, une œuvre hardie qu'une pareille feuille dans un pays où journaux, fonctionnaires publics, employés de toute espèce, habitants des villes et des campagnes, courbaient sous les influences démoralisatrices d'un pouvoir qui couvrait la contrée de ses émissaires.

Dans cette revue, des articles spéciaux traitaient des devoirs et de la science du citoyen; c'était une sorte de catéchisme politique, empreint d'un savoir profond; mais la mauvaise administration de Romans et des villes voisines s'y trouvait cruellement flagellée; l'auteur y stygmatisait aussi les dilapidations, l'abaissement, la ruine que subissait la France sous le gouvernement déchu. Aussi, rencontra-t-il une opposition ouverte dans les fonctionnaires inhabiles et paresseux, dont l'incurie, l'ignorance, le mauvais vouloir étaient palpables; la coterie répandit sur ses opinions et ses vues les bruits les plus absurdes. Enfin, le pays tout entier vient de l'en dédommager, avec usure, par un témoignage éclatant de ses sympathies.

Il assistait, en 1847, au banquet réformiste de Romans, dans lequel il fit entendre ces remarquables paroles :

« On corrompt des individus, on ne corrompt pas des masses; on corrompt, on empoisonne un verre d'eau, on n'empoisonne pas l'Océan. Appelez donc la grande majorité de la nation à voter, au lieu d'une imperceptible minorité; faites arriver les

flots populaires dans les collèges électoraux, et ces flots en laveront toutes les souillures..... Oui, le peuple! que ce mot ne vous effraie point! »

Le citoyen Mathieu fait partie, à l'Assemblée nationale, du comité des affaires étrangères. Il a parlé sur la demande en autorisation de poursuites relatives à Louis Blanc, et en faveur du rachat des chemins de fer.

Nous sommes certain que la Constituante trouvera en lui un économiste distingué, un agriculteur habile, un politique profond, un défenseur opiniâtre des classes laborieuses, et qu'elle sera appelée plus d'une fois à apprécier la justesse et la profondeur de son savoir.

MORIN (ÉTIENNE-FRANÇOIS-THÉODORE).

Dieu-le-Fit est une charmante petite ville de 4,300 âmes, bâtie près des sources du Jabron et située à 39 kilomètres de Montélimart. Son nom seul fait son éloge. Elle est renommée, en outre, pour son grand commerce de soie; il y a aussi des manufactures de draps et de molleton, dont la plus considérable est celle de feu Pierre-Théodore Morin, père du représentant du peuple, qui était en outre banquier, maire de la ville, chevalier de la Légion-d'Honneur, député de 1830 à 1833, et qui avait été honoré, pour ses produits, de plusieurs médailles, par le gouvernement déchu.

C'est l'héritier présomptif de cette dynastie manufacturière, protestante, que le département de la Drôme vient d'envoyer à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 30,398 voix. Homme d'opinions excessivement modérées, licencié en droit, maire de sa commune, membre du conseil général, auteur de plusieurs ouvrages de jurisprudence et d'économie politique, chaud partisan jadis de Guizot et soutien énergique de l'ex-député pritchardiste Laurans, le citoyen Morin fils, est né le 10 novembre 1814. Avant la Révolution de Février, il était peu connu autre part qu'à *Dieu-le-Fit*. C'est probablement pour mettre en lumière sa valeur politique ignorée, qu'il a brigué l'honneur de la députation. Que l'atmosphère de la Constituante lui soit légère!

REY (DANIEL).

Saillans est un gros bourg de 2,000 âmes, situé sur la Drôme, à 23 kilomètres de Die, et qui s'est fait un nom dans la fabri-

cation des briques, et dans la filature, le tissage et l'ouvraison de la soie.

Il a pour maire, depuis 1836, le citoyen Rey, propriétaire, né à Aurel, en 1802, membre du conseil-général, et qui était antérieurement commandant de la garde nationale du bourg.

Sous le ministère Humann, il refusa son concours à l'exécution de la loi sur le recensement. A la nouvelle de la Révolution de Février, il proclama, le premier, la République dans sa localité.

Le club central de la Drôme, composé des délégués de tous les cantons, avait inscrit M. Rey sur sa liste. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 36,000 suffrages.

SAUTAYRA.

• Né à Montélimart, en 1804, et petit-fils du conventionnel, c'est un républicain au cœur chaud, un homme d'action, qui a longtemps payé sa dette à la patrie dans la 7^e légion de la garde nationale de Paris, où il n'a jamais voulu porter que l'épaulette de laine, et où il a activement contribué, sous le régime déchu, par l'influence de sa parole, à l'élection des officiers républicains.

En 1835, il donnait noblement asile, à Montélimart, à un des condamnés de Lyon, M. Reverchon. A la Révolution de Février, il a rempli les fonctions de sous-commissaire de la République dans son arrondissement natal. Dans l'exercice de ces fonctions délicates, il a fait preuve d'autant de droiture que d'énergie pendant les quelques jours difficiles qu'il a eu à traverser ; le peuple électoral de la Drôme n'a pas cru pouvoir lui en témoigner plus vivement sa reconnaissance qu'en l'envoyant à la Constituante, le troisième parmi ses élus, avec un contingent honorable de 34,878 suffrages.

Employé dans plusieurs compagnies d'assurances contre l'incendie, il a, dans la séance du 14 juillet, forcé, au grand regret des républicains socialistes, le ministre des finances Goudchaux, à déclarer, d'assez mauvaise grâce, que l'administration dont il fait partie, était déterminée à ne racheter ni les chemins de fer, ni les assurances. Dans la discussion de la Constitution au septième bureau, il a fait admettre, entre autres amendements, l'incompatibilité absolue (à très peu d'exceptions près), des fonctions publiques salariées et de celles de Représentant.



EURE.

Évreux. — 10 Représentants.

ALCAN.

Malgré ses fonctions de professeur à l'École centrale des Arts et Manufactures, sous le gouvernement de Louis-Philippe, cet honorable citoyen a toujours figuré dans les rangs de l'opposition la plus avancée; il a constamment appartenu très ouvertement au parti radical. C'est le propre du savoir de rester debout au milieu des orages politiques, fidèle aux inspirations de la liberté, qui seule peut lui conserver l'indépendance de ses allures.

Ce représentant est né à Donnelay (Meurthe), le 5 mai 1811. Fils d'un pauvre paysan, vieux soldat de la République, il travaillait aux champs l'été, et allait l'hiver à l'école avec les enfants du village. Malgré son ardent amour pour l'étude, son père ne pouvant satisfaire aux frais d'une éducation coûteuse, il entra chez un relieur, et déroba, chaque jour, au sommeil plusieurs heures qu'il consacrait à s'instruire. N'étant encore qu'apprenti, il obtint, en 1827, une médaille d'argent de la *Société des Amis du Travail de Nancy*.

Comme beaucoup de savants dont s'honore la France, le citoyen Alcan a applaudi, avec de vifs transports de joie, à l'avènement de la République, idole et rêve de sa vie entière. C'est un républicain sincère, dont les lumières pourront être utiles à l'Assemblée nationale, dans le sein de laquelle il a été envoyé par un beau contingent de 59,267 suffrages. Secrétaire du comité des travailleurs, il a parlé sur la proposition qui avait pour but d'expérimenter le système d'association des ouvriers, et a déterminé le vote de 5 millions, obtenu le 5 juillet, pour arriver à ce résultat.

En 1830, il habitait Paris, simple ouvrier relieur, et marchait, durant les trois jours, dans les rangs du peuple; la médaille de Juillet fut la seule récompense de son courage. « Je ne vous demande qu'une chose, avait-il dit à la Commission des récompenses nationales, c'est de l'instruction. »

Aidé par quelques personnes généreuses, travaillant avec une infatigable ardeur, il passe avec succès son examen d'admission à l'*École des Arts et Manufactures*. Au bout de trois années, il

quittait cette institution, avec un des premiers diplômes d'ingénieur civil. Puis, pour acquérir des connaissances nouvelles, il parcourut la France à pied, le sac sur le dos, et revint se fixer à Louviers. Chéri des ouvriers et des maîtres, dévoué au bien-être des travailleurs, il ouvrit pour eux, à Elbeuf, un cours gratuit de sciences élémentaires.

Le jury central de l'exposition lui décerna, en 1839, une médaille d'argent. Il en obtint deux autres de la Société d'émulation de Rouen et de la Société industrielle de Mulhouse. En 1843, le jury de l'exposition lui accorda une médaille d'or. Alcan a beaucoup écrit : son *Essai sur l'Industrie des matières textiles*, prouve des connaissances étendues et beaucoup de sollicitude pour les ouvriers. Il a été nommé, en 1845, professeur de technologie à l'École centrale, cette maison où, quinze ans auparavant, pauvre enfant du peuple, il était entré par charité.

CANEL.

Avocat, né à Pont-Audemer, en 1803, il faisait de la propagande républicaine longtemps avant l'avènement de la République en France; aussi, lors de la Révolution de Février, le Gouvernement provisoire, sentant le besoin de grouper autour de lui, dans la capitale et les provinces, toutes les capacités qui avaient donné des gages certains de leur attachement aux principes démocratiques, s'empressa-t-il de confier au citoyen Canel l'administration de l'arrondissement de Pont-Audemer, mission qu'il a remplie à la satisfaction générale, et dont son élection à la Constituante a été la juste récompense. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 64,418 suffrages, le sixième des onze élus de son département. Il avait fait preuve de désintéressement en refusant son traitement de sous-commissaire.

DAVY.

Ses opinions républicaines bien tranchées, et son énergie bien connue, ont fait appeler cet honorable citoyen aux fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de l'Eure, qu'il a administré, à la satisfaction générale de tous les bons patriotes, de concert avec les citoyens Legendre, Picard et Canel. Il avait précédemment exercé, pendant sept ans, les fonctions d'avoué près le tribunal de 1^{re} instance d'Evreux et y avait recueilli l'estime de ses confrères et de ses clients. Au banquet de Neubourg, il porta un toast au comité central des élec-

teurs de la Seine, à la presse indépendante, aux députés de l'opposition, toast qu'il développa dans un discours fort applaudi. La récompense des services qu'il a rendus comme commissaire général, ne s'est pas fait attendre : 52,407 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale. Le concours de tels hommes aux affaires du pays ne peut que contribuer à l'affermissement de la République démocratique et sociale. M. Davy est né à Rouen le 24 février 1814.

DEMANTE (ANTOINE-MARIE).

Il est né à Paris le 26 septembre 1789. Sa famille est originaire de Louviers (Eure), où son père a été, pendant vingt et un ans, président du tribunal de 1^{re} instance. Reçu licencié en droit le 5 août 1809, il prêta serment, le 26 du même mois, comme avocat, devant la cour d'appel de Paris. Le 31 août 1810, il était reçu docteur en droit et se préparait, tout en fréquentant le barreau, à la carrière de l'enseignement des lois. Au mois de juin 1819, après un brillant concours, il fut nommé professeur suppléant à la Faculté de Paris, et, en novembre 1820, il ouvrait, en cette qualité, le cours de Code civil dont il est encore chargé. Après quinze mois d'enseignement public, il fut, le 11 décembre 1821, nommé professeur en titre.

En 1830, il publia, en trois volumes, son cours de Code civil. Cet ouvrage a eu trois éditions, qui sont épuisées. Une quatrième paraîtra cette année, revue et complétée, sous le titre de *Cours analytique du Code civil*, en sept volumes, impatiemment attendus par les Écoles.

Nommé chevalier de la Légion-d'Honneur en 1843, et officier en 1846, il a été appelé à la haute commission des études de droit.

Comme homme politique, comme citoyen, son libéralisme est sincère, son patriotisme éprouvé, son indépendance de caractère absolue. Proposé pour remplacer Garnier-Pagès, optant pour un autre département, M. Demante n'a pas été au-dessous de sa tâche; et l'appui donné à sa candidature par Dupont (de l'Eure), nous fait concevoir de lui de grandes espérances.

DUMONT.

Avocat à Pont-Audemer, né en 1794, ami de Dupont (de l'Eure) et de Legendre, il a fait, sous les auspices de ces deux noms honorables, une profession de foi républicaine que le

peuple électoral du département de l'Eure a trouvée suffisante. Plus difficile à contenter, dans ce temps de machiavélisme politique, de concessions réciproques et d'accommodements législatifs, nous attendrons, pour juger ce représentant en dernier ressort, qu'il ait donné, comme tel, signe de vie sur les bancs de la Constituante. Ce que nous pouvons dire pour le moment, c'est qu'il a été appelé au sein de l'Assemblée nationale par 70,568 voix, le cinquième des onze élus de son département.

LANGLOIS.

Avocat à la Cour d'appel de Paris, né en 1803, dans le département de l'Eure, c'est un républicain honnête, qui n'a jamais dévié de la pure ligne démocratique, à ce que disent les patriotes de sa localité. Ils ne lui en ont pas demandé davantage pour l'envoyer à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 54,482 voix.

M. Langlois avait pris une part active aux luttes électorales des dix-huit dernières années, notamment à celles de l'arrondissement de Louviers. C'est sur sa protestation, revêtue d'un grand nombre de signatures, que les élections successives de M. Charles Laffitte dans ce collège furent annulées par la dernière Chambre, comme entachées de corruption.

Il a publié, sur diverses questions politiques, administratives et financières, plusieurs écrits estimés, parmi lesquels on cite ses *Lettres sur le Crédit agricole*, sa *Comparaison des Administrations locales de la France et de la Belgique*, son *Traité des Droits des sociétaires ou actionnaires étrangers dans les entreprises industrielles de la France*.

LEGENDRE.

Vieillard de très petite taille, à la physionomie sérieuse, au visage austère, né à Pont-Audemer en 1782, ce n'est ni un républicain du lendemain, ni un républicain même de la veille; c'est un ami de Dupont (de l'Eure), qui, depuis qu'il se connaît, n'a jamais cessé de partager les sentiments et les principes de ce grand citoyen.

Dès sa jeunesse, il fit preuve d'une grande aptitude pour les affaires, et ce ne fut pas sans douleur qu'il vit tomber, une à une, toutes les libertés que la France avait conquises au prix du sang de ses enfants; aussi se présenta-t-il sur la brèche, dès qu'il lui fut permis d'espérer des jours meilleurs. Député de sa

ville natale, en 1829, sous la Restauration, tous ses efforts tendirent à démocratiser, autant que possible, le gouvernement que nous avait imposé l'étranger.

En 1830, l'espérance fit battre son cœur, mais à cette joie d'un jour succéda une indignation profonde. En 1834, il échoue devant Hébert, ce Tartufe de justice, comme Emile de Girardin a osé le qualifier en pleine Assemblée, mais il est nommé par le collège électoral de Mamers. En 1837, il n'est élu nulle part. En 1842, Dupont (de l'Eure), ayant opté pour Évreux, laisse libre l'élection de Brionne; et l'amitié dont il honore Legendre, vaut à ce dernier la majorité des suffrages, en dépit des fraudes indignes, mises en œuvre par l'administration.

L'indépendance de ce courageux citoyen était devenue incompatible aux hommes du pouvoir. Il fallait l'exclure, à tout prix, de la Chambre, aux élections de 1846. Hébert se chargea de ce soin. Il se fit nommer lui-même à Pont-Audemer. Ses amis Salvandy, Antoine Passy, Le Prévost et Ch. Laffitte furent élus à Évreux, aux Andelys, à Bernay, à Louviers; Dupont (de l'Eure) et Garnier-Pagès triomphèrent seuls à Brionne et à Verneuil.

On n'a pas oublié le discours qu'il a prononcé, l'année dernière, au banquet de Neubourg, à côté de Dupont (de l'Eure). Il avait pris pour texte : *De la renaissance de l'esprit public parmi les électeurs*. Son allocution patriotique fut vivement applaudie.

Nommé par le Gouvernement provisoire de la République, commissaire dans le département de l'Eure, M. Legendre s'est montré dans l'exercice de ses importantes fonctions ce qu'il a toujours été, patriote zélé, joignant l'intelligence au dévouement et au désintéressement le plus noble. Il a renoncé au traitement affecté à la mission difficile qui lui avait été confiée et dont il s'était acquitté à la satisfaction générale. 91,264 voix ont porté ce vrai patriote, le troisième sur une liste de 11 élus, à l'Assemblée nationale, où sa place était marquée par les plus honorables antécédents.

MONTREUIL (DE).

Propriétaire, possédant, dans le département du Cher, une grande exploitation agricole, homme de talent et de progrès, il est né, en 1803, dans l'arrondissement des Andelys. C'est le dernier des représentants du département de l'Eure; il est vrai que le premier est le vénérable Dupont (de l'Eure). Du reste, dernier ou premier, M. de Montreuil est connu depuis longtemps pour un républicain modéré, mais consciencieux. On attendait beaucoup de lui à son arrivée à l'Assemblée nationale, et il n'y

a pas été au-dessous de la confiance qu'il avait inspirée à ses commettants. Homme de parole et d'action, il s'est honorablement posé, sous ce double aspect, à la Constituante.

Avant la Révolution, M. Montreuil s'adonnait à l'étude des questions sociales, et convaincu que l'on satisferait aux besoins de l'époque en facilitant aux travailleurs l'accession à la propriété, il a proposé, à son arrivée à la Chambre, un projet de défrichement et de colonisation en grand en Algérie.

PICARD (JEAN-JACQUES-FRANÇOIS).

Né à Gadancourt (Eure), le 22 juin 1804, d'une honnête famille de laboureurs, il se trouva orphelin à quinze ans, sans fortune, devant pourvoir, par son travail, non seulement à ses besoins, mais encore à ceux de ses quatre frères et sœurs. En même temps, il consacrait à l'étude tous les instants qu'il pouvait dérober à ce travail manuel, obtenait ses grades à la Faculté de droit, et s'ouvrait la route du barreau.

M. Picard, devint, en 1830, agréé au tribunal de commerce d'Elbeuf, d'où, après avoir plaidé pendant un an, il retournait à Évreux, qu'il avait habité dix années consécutives. La réputation de savoir et de probité qu'il s'était faite, lui facilita les moyens d'acheter, dans cette dernière ville, une étude d'avoué, que des raisons de santé le forcèrent de quitter en 1840.

Il est membre, depuis 1834, du conseil municipal de la ville d'Évreux, et a exercé, dans maintes circonstances, une heureuse influence sur ses délibérations. La Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure l'a choisi pour secrétaire de sa section d'économie politique et de statistique. Enfin, l'Académie de l'industrie agricole, manufacturière et commerciale de Paris lui a décerné, en 1836, une médaille d'honneur pour un *Mémoire sur l'Emancipation agricole*.

Membre des congrès scientifiques d'Italie, M. Picard a assisté, en cette qualité, au congrès de Milan en 1844. Il a professé, pendant quatre ans, à l'École normale d'Évreux, un cours de droit municipal, que les mêmes raisons de santé qui l'avaient obligé à quitter son étude, l'ont forcé d'abandonner, après avoir généreusement refusé le traitement que le ministre de l'instruction publique voulait affecter à ce cours. La confiance illimitée de ses concitoyens l'a investi des fonctions de vice-président de la caisse d'épargne d'Évreux et d'un des premiers grades dans la garde nationale; mais son plus beau titre à l'estime de ses compatriotes est, sans contredit, son *Mémoire sur l'Orga-*

nisation de la charité publique en France pour l'extinction de la mendicité.

M. Picard a combattu, pendant quinze années, pour le triomphe du principe démocratique, conquis en février. Homme du peuple, il a toujours été le défenseur des travailleurs et des pauvres. Secrétaire du comité électoral de l'Eure, il a constamment soutenu et dirigé l'opposition du pays, soit dans la presse, avec sa plume, soit dans les assemblées publiques, par la parole. Il a assisté, à côté de Dupont (de l'Eure), au banquet de Neubourg, et y a prononcé un discours remarquable.

Nommé commissaire de la République après la Révolution de Février, il a administré le pays, ainsi que ses collègues Legendre, Davy et Canel, avec sagesse et fermeté. Il a renoncé, en faveur des pauvres et des ouvriers sans travail, au traitement que lui allouait la nation. C'est, en somme, un homme très honnête, très capable et qui mérite l'honneur que lui ont fait ses compatriotes en le choisissant le quatrième de leurs onze représentants, à l'Assemblée nationale, à une majorité de 75,774 voix.

SEVAISTRE (PAUL).

Manufacturier-filateur, ancien président du tribunal de commerce d'Elbeuf, ancien commandant de la garde nationale, ce n'est point un républicain de la veille, mais un homme de probité, de conscience, franchement rallié au nouvel ordre de choses et qui veut l'ordre dans la liberté. Appelé à l'Assemblée nationale par 52,773 suffrages, il occupe déjà un rang honorable dans la Constituante, où il a su s'entourer, dès les premiers jours, de patriotiques amitiés. S'il parle peu, il vote bien, surtout dans les questions de commerce et d'industrie; et c'est, à notre avis, une compensation suffisante au milieu de cette avalanche de discours oiseux et de propositions incohérentes qui se croisent, sans fin, dans chaque séance.



EURE-ET-LOIR.

Chartres. — 7 Représentants.



BARTHÉLEMY.

Né à Paris, le 18 avril 1802, fils d'un receveur de l'enregistrement et des domaines, il a fait ses études à Sainte-Barbe, et a

exercé, ensuite, avec succès, à Paris, la profession d'imprimeur, jusqu'en 1829, époque où il s'est retiré dans une de ses propriétés à Bailleau-l'Évêque (Eure-et-Loir).

Il a laissé dans l'imprimerie les souvenirs les plus honorables ; plusieurs écrivains illustres lui doivent l'impression de leurs premières œuvres ; et toujours il s'est montré bienveillant et libéral jusqu'au dévouement avec les hommes de lettres et les éditeurs.

Chéri des cultivateurs au milieu desquels il vit, il a été nommé maire de sa commune en 1830, et membre du conseil général d'Eure-et-Loir en 1836. Porté, cette même année, à la députation, il obtint quatre cents suffrages sur mille, en opposition avec M. Chasles, le candidat ministériel.

En février 1848, le Gouvernement provisoire lui a confié, conjointement avec M. Marescal, les fonctions de commissaire de la République. Il les a remplies avec autant de zèle que de talent, jusqu'au jour où il a dû les échanger contre un siège à l'Assemblée nationale, au sein de laquelle il a été appelé, lui quatrième, sur sept élus, par 57,528 suffrages.

C'est un homme de haute stature, aux traits nobles, au caractère ferme, aux mœurs douces et bonnes. Ses opinions sont franchement républicaines, sans exagération. Ami de la liberté, il est également ami de l'ordre.

ISAMBERT.

Il est bien reconnaissable à sa figure de vieillard imberbe, plate et carrée, à son nez presque imperceptible, à ses petits yeux cachés sous des lunettes, enfin et surtout à sa voix de soprano du plus haut diapason. Ses discours très curieux, très instructifs à la lecture, gagnent peu à être entendus ; la rapidité de son débit et sa voix aiguë fatiguent promptement l'auditoire le mieux disposé.

Député, siégeant à l'extrême gauche dans l'ancienne Chambre, conseiller à la Cour de cassation, chevalier de la Légion-d'Honneur, de la création de Louis-Philippe, il est né à Aulnay (Eure-et-Loir), en 1795. Il commença ses études à Chartres, vint les achever au Lycée Impérial à Paris, fit son droit ensuite, et entra dans la carrière du barreau en 1818.

De 1818 à 1830, il publia plusieurs bons ouvrages de jurisprudence, en sa qualité d'avocat à la Cour de cassation et aux Conseils du roi, comme on disait alors, que ce roi fût Louis XVIII ou Charles X. On cite, entre autres, son *Recueil complet des lois*

et ordonnances du royaume, de 1814 à 1827, et son Recueil des anciennes lois françaises depuis 420 jusqu'au règne de Louis XV.

Parmi les nombreux accusés de complots qu'il défendit sous la Restauration, on n'a pas oublié Lonjon, condamné à mort à Perpignan, le général Berton, le colonel Caron, Armand Carrel et les quatre sergents de La Rochelle. Il obtint la cassation de l'arrêt de la Martinique qui avait condamné aux galères et à la flétrissure les hommes de couleur Bissette, Fabien et Volny.

Adversaire opiniâtre du clergé, il était, avant la Révolution de Juillet, membre de l'ordre des Templiers avec Barthe, Montalivet, Lanjuinais et Louis-Philippe lui-même.

Dans la seule année 1830, il devint 1^o directeur du *Bulletin des lois*, 2^o conseiller à la Cour de cassation, 3^o député d'un arrondissement d'Eure-et-Loir. En 1831 il ne reparut pas à la Chambre; mais, en 1833, le collège de Luçon (Vendée) l'y renvoya; et il n'a pas eu d'autre député que lui jusqu'à la Révolution de 1848.

Il a pris une large part aux discussions de l'ex-Chambre; et à la Révolution de 1848, trente années d'étude, de méditations et d'expérience, trente années de contact avec les grands événements qui se sont accomplis dans notre patrie, lui donnaient quelques droits au suffrage des électeurs républicains de son département. Ces droits, ils ne les ont pas méconnus en l'appelant, le dernier de leur liste, à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 23,485 voix.

Comment donc, M^e Isambert, après ce témoignage de gratitude démocratique, a-t-il pu subitement mettre en oubli les intérêts sacrés qui l'avaient guidé dans sa longue carrière, et, pour premier usage du pouvoir qui lui est délégué par le peuple, venir demander à la tribune l'*interdiction des clubs et des réunions politiques*, c'est-à-dire la suppression du droit au nom duquel a été proclamée la République, le droit imprescriptible et inviolable d'association ?

LEBRETON (EUGÈNE-CASIMIR).

Né en 1791, d'une famille d'honnêtes laboureurs de la Beauce, il entra au service en 1813, comme enrôlé volontaire, et fit bravement les campagnes de 1813 et 1814 dans les armées impériales. Pendant les années 1828 et 1829, il fut attaché, comme rapporteur, au conseil de guerre de Paris; et la *Gazette des Tribunaux* cita souvent avec éloge ses réquisitoires, empreints d'idées franchement libérales et patriotiques.

Chef de bataillon au 53^e de ligne, il fut employé, dans la Bretagne, lors des troubles qui agitèrent ce pays après la Révolution de 1830, et s'y fit estimer par sa fermeté et sa modération.

Envoyé en Afrique en 1835, il fut le premier commandant de Mascara, l'ancienne capitale de l'émir. De retour en France, il commanda, en second, l'École militaire de la Flèche, y remplissant, en outre, avec une rare intelligence, les fonctions de directeur des études. Il a laissé, dans le collège et dans la ville, des souvenirs qui ne s'effaceront pas.

Nommé colonel du 22^e de ligne en 1840, il va rejoindre son régiment en Algérie, et le dirige dans les expéditions de 1841 à 1846. Son nom se rattache à tous les souvenirs glorieux de notre conquête africaine. Il en revint avec la croix de commandeur.

Désireux, dès 1846, d'aller défendre également son pays à la Chambre des députés, il se présenta aux élections du collège de Nogent-le-Rotrou. Sa candidature ayant échoué devant les efforts de l'administration déchuë, ses amis reportèrent leurs suffrages sur l'honorable général Subervie, qui fut élu.

Nommé général de brigade en 1847, le brave Lebreton, après l'avènement de la République, a été appelé à l'Assemblée nationale par le peuple électoral d'Eure-et-Loir, avec un contingent de 30,439 suffrages. Les ouvriers nogentais, ses compatriotes, avaient, à cette occasion, envoyé à tous leurs camarades du département une adresse pour leur recommander cette candidature, à laquelle ils tenaient beaucoup. Il a retrouvé le général Subervie à l'Assemblée.

Le général Lebreton a déjà pris plusieurs fois la parole à la Constituante. Il a relevé avec énergie la qualification de *hochet*, donné un peu trop légèrement à la Légion-d'Honneur par un général de la garde nationale. Il a demandé que les officiers, sous-officiers et soldats en possession d'une retraite, pussent la cumuler avec un emploi civil. Dans la fatale journée du 24 juin dernier, il a émis le vœu que l'Assemblée, pour être plus sûre des événements qui se passaient, choisît quelques-uns de ses membres qui se rendraient auprès des troupes.

Cette proposition, combattue par le général Laidet, n'a pas été prise en considération; mais l'avis du général Lebreton a été suivi par bon nombre de représentants. Plusieurs même ont été blessés en face des factieux. Quant à lui, il a dirigé en personne l'attaque du clos Saint-Lazare, une des forteresses les plus redoutables de l'insurrection, avec un courage, un sang-froid et une humanité surtout, dont tous les partis lui conser-

veront une éternelle reconnaissance. Le général Lebreton a été nommé questeur et dans la garde de l'Assemblée, en remplacement du général Négrier, mort si glorieusement pour la patrie.

MARESCAL.

Né à Chartres, le 28 avril 1800, il passait, avant la Révolution de Février, pour un des avocats les plus distingués de sa ville natale. A voir sa physionomie expressive, ses yeux pleins de feu, on se figure le type du vrai tribun, défenseur ardent des intérêts du peuple. Jamais, en effet, il n'a cessé de combattre les tendances rétrogrades. Il doit la popularité dont il jouit dans le pays chartrain, au bien qu'il a fait et aux malheureux qu'il a secourus.

Riche propriétaire et voisin du préfet de Louis-Philippe, il vivait en assez mauvaise intelligence avec ce fonctionnaire, qui dut être horriblement vexé de le voir devenir subitement son successeur, à la Révolution de 1848, sous le titre modeste de commissaire du Gouvernement provisoire.

Son administration fut paternelle et douce; il sut si bien se concilier les cœurs, que, lors des élections à l'Assemblée nationale, sur 72,000 suffrages, il en obtint 71,000, et fut envoyé à Paris en tête de la liste des sept élus du département d'Eure-et-Loir.

RAIMBAULT-COURTIN.

Ancien notaire, membre du conseil général d'Eure-et-Loir, né en 1793, ex-député de Châteaudun, il siégeait à l'ex-Chambre depuis 1835. Il y avait pris pour maxime : « Plus de besogne que de bruit; » il ne parlait donc jamais, mais il votait toujours; il ne disait rien absolument, mais il n'en pensait pas moins. En général, il appuyait, de sa pantomime, les propositions émanées du centre gauche et repoussait, de même, celles du ministère. Pour plus de sûreté, il eût dû siéger à gauche et non à droite.

Un jour, cependant, tout le monde s'en souvient, il eut la faiblesse de faire croire qu'il ne méprisait pas profondément les députés ses collègues qui parlaient aux séances de la Chambre, et il manifesta cette faiblesse subite par une singulière expiéglerie; il se fit inscrire pour le lendemain; et, le lendemain, bien loin de parler, il fut cause que le président de la Chambre commenta d'une manière invraisemblable le verset 37 du chapitre 7 de saint Marc : *Il a fait entendre les sourds et parler les*

muets, en disant en vain : « M. Raimbault a la parole. » — La Chambre étonnée dressa les oreilles, tout resta morne et calme ; on aurait entendu voler une mouche dans l'enceinte législative.

Il lui est encore arrivé cette singulière aventure : soldat et même caporal de la coalition en 1839, il repoussait, un à un, tous les paragraphes de l'adresse, et votait, à outrance, contre chaque article. Arrive le vote final sur l'ensemble du projet ; et, persuadé qu'une session ne peut s'ouvrir sans une adresse, il adopte courageusement en bloc ce qu'il a rejeté en détail. Si la foi sauve le député comme elle sauve le chrétien, l'ex-notaire Raimbault est bien sûr de son salut.

L'avènement de la République, qu'il était loin de prévoir, ne l'a point étonné le moins du monde. Il s'est bravement présenté au peuple électoral de son département, qui l'a envoyé à l'Assemblée nationale, lui second, sur la liste de sept élus, avec une majorité de 62,522 voix. Il fera bien de se méfier, sous un gouvernement démocratique, des idées par trop conservatrices, que lui a suggérées le gouvernement constitutionnel ; et, en les suivant au profit des classes qui possèdent, il ne devra pas oublier de les modifier, un peu, en faveur de l'égalité et des classes qui souffrent.

SUBERVIE (GEORGES-GERVAIS).

Général de division en retraite, baron de l'Empire, membre du conseil général du Gers, grand-officier de la Légion-d'Honneur, il est né à Lectoure, en 1776. Il siégeait à l'extrême gauche dans la dernière Chambre des députés.

Vers la fin de 1792, cinq jeunes gens se faisaient inscrire, le même jour, parmi les volontaires du département du Gers ; leur cinq noms devaient briller un jour sur le cadre des officiers généraux ; l'un d'eux devint maréchal, il s'appelait Lannes ; et son aide-de-camp, son compatriote, son ami, se nommait Subervie.

Enrôlé, d'abord, dans l'armée des Pyrénées, il fit toutes les campagnes de la République et de l'Empire, et y gagna tous ses grades. Sans la briser encore, il remit son épée au fourreau à l'arrivée des Bourbons. Il avait deviné le retour miraculeux de l'île d'Elbe ; il assistait à la bataille de Waterloo en qualité de général de division.

L'armée de la Loire licenciée, le vieux républicain rentra, le front haut, dans ses foyers, où la persécution l'attendait, et où il reçut, en 1824, l'avis de sa mise à la retraite.

Six ans plus tard, à peine reposé de vingt années de fatigues, malgré le poids des années, il retrouvait assez de force et d'énergie pour guider le peuple de Paris sur les barricades de juillet. Le 29, il acceptait le commandement de la 1^{re} division militaire, mais il se retirait, au bout de quinze jours, voyant déjà au profit de qui cette sublime révolution était escamotée. On le chargea, cependant, plus tard, d'une inspection générale.

En 1831, sa ville natale l'envoie à la Chambre, où il siège à l'extrême gauche. C'était, dans le bon sens du mot, un véritable grognard, aux moustaches blanches, à l'air mutin, aux gestes d'impatience, rempli des souvenirs de notre ancienne gloire, dont une part lui revient, et irrité des lâchetés d'un système dont il gémissait tous les jours.

Après avoir usé sa vigueur, et non son courage, sur les champs de bataille et contre l'étranger, il s'escrimait, avec non moins de bravoure, mais sans succès, contre des ennemis intérieurs bien plus dangereux, bien plus difficiles à atteindre parce qu'ils étaient dissimulés, hypocrites, peureux, et qu'ils frappaient par derrière.

Heureux s'il eût pu manier la parole comme l'épée ! Mais il exprimait péniblement d'excellentes choses ; cependant l'indignation donnait quelquefois du feu à ses paroles, et les lui faisait lancer, comme un trait brûlant, au cœur du système. Père du soldat, il veillait sur son sort dans l'ancienne Chambre, le défendait contre le favoritisme et l'arbitraire, signalait la mauvaise qualité de son pain et tous les abus, tous les passe-droits qui humiliaient l'armée. Mais, hélas ! s'il avait le courage qui frappe, il n'avait pas l'autorité qui triomphe.

En 1839 et 1842, il ne fut pas réélu. On lui préféra (ô pudeur !) son compatriote Narcisse de Salvandy. Aux élections suivantes, l'auteur d'*Alonzo* ayant été proclamé, à la fois, à Lectoure et à Nogent-le-Rotrou, les électeurs de ce dernier collège, en le nommant, le vengèrent de l'ingratitude de sa ville natale, et lui continuèrent loyalement cette marque de confiance aux élections de 1846.

Le 23 février dernier, mandé à l'Hôtel-de-Ville de Paris, il s'y rendit à pied, en grand uniforme, à travers des dangers auxquels il prit à peine garde et dont il ne se souvient plus. Appelé par le Gouvernement provisoire au ministère de la guerre, il en remplit, pendant vingt et un jours, les lourdes fonctions, avec un dévouement qu'égalait seul son grand courage ; mais les forces de l'héroïque vieillard pouvaient le trahir ; et la grande chancellerie de la Légion-d'Honneur lui offrit une re-

traite digne de lui. Le ciel lui réservait le bonheur de poser, à 72 ans, les premières assises de l'édifice républicain de 1848; il appartenait à la République de le récompenser comme elle l'a fait.

Fidèle à son vieux député, le peuple électoral d'Eure-et-Loir l'a appelé à l'Assemblée nationale, lui troisième sur la liste de ses sept élus, à une majorité de 58,565 voix.

Il a obtenu, en même temps, dans le Gers, 59,000 suffrages.

TROUSSEAU (ARMAND).

Fils de ses œuvres, né à Tours en 1800, nommé docteur-médecin en 1823, il concourut, l'année suivante, avec succès, pour la place de professeur-agrégé à la Faculté de Paris. En 1828, il recut du ministre de l'intérieur la mission d'aller étudier des maladies épidémiques qui régnaient dans quelques départements du centre de la France. La même année, il fit partie de la commission médicale envoyée à Gibraltar pour étudier la fièvre jaune; et c'est à cette occasion qu'on le décora. En 1831, il fut nommé, au concours, médecin des hôpitaux. En 1837, il remporta le prix fondé par l'Académie pour le meilleur ouvrage sur une maladie fort grave des organes de la voix, la *phthisie laryngée*. En 1838, il concourut pour une chaire d'hygiène, qu'il disputa brillamment. Enfin, en 1839, il obtint, sur de dignes compétiteurs, celle qu'il occupe aujourd'hui. Professeur à la Faculté de médecine de Paris, médecin de l'hôpital Necker, il est un des praticiens les plus répandus de la capitale.

Doué d'un bel organe et parlant avec facilité, M. Trousseau professe très agréablement et peut, par cela même, se montrer, avec avantage à la tribune de l'Assemblée nationale. Comme homme politique, on lui reproche d'avoir tenu, sous l'ancien régime, pour la personne et les idées de M. Guizot.

L'avènement inattendu de la République a-t-il subitement illuminé le savant collaborateur de la *Gazette de Santé*? Ou est-ce par erreur que le peuple électoral d'Eure-et-Loir l'a envoyé à l'Assemblée nationale, l'avant-dernier de sa liste, avec un contingent de 25,004 voix? L'une ni l'autre de ces suppositions n'est admissible. Le docteur Trousseau n'a pu changer si vite, et le pays chartrain a bien su ce qu'il faisait. Il a voulu accorder une prime aux opinions rétrogrades. Il ne nous reste plus qu'à faire des vœux pour que le célèbre médecin parvienne à se guérir de cette triste maladie.

FINISTÈRE.

Quimper. — 15 Représentants.

BRUNEL (ALEXIS).

Né à Brest le 15 décembre 1793, d'un père négociant, il suivit quelque temps la carrière du barreau, entra dans la magistrature en 1818, et se fit destituer en 1822. Président du tribunal civil de Quimper depuis la Révolution de Juillet, c'est un homme d'humeur fort excentrique, tourmenté du besoin de faire parler de lui, dans toutes les occasions et de toutes les manières, cherchant à se singulariser, à tout prix et n'importe comment, tout ce que vous voudrez, enfin, excepté un véritable républicain, dans le sens franchement démocratique et social que nous attachons à ce mot; ce qui n'a pas empêché 73,272 suffrages de l'envoyer à l'Assemblée nationale, le neuvième sur la liste des quinze représentants élus dans le Finistère.

DÉCOUVRANT (ANDRÉ-MARIE-ADOLPHE).

Né à Morlaix, d'un père négociant, le 31 juillet 1804, il fit son droit à Rennes, et fut reçu avocat en 1825. Il se fixa alors dans sa ville natale, dont il fut bientôt le juriste le plus distingué.

Républicain de la veille, il a été, à la Révolution de Février, nommé par acclamation maire de Morlaix. Il y jouit, en effet, de l'estime générale, et toutes les sympathies publiques lui sont acquises. Il est inscrit, le premier, sur la liste des quinze élus du département à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 409,351 voix.

FAUVEAU (JOSEPH).

Né à Lorient le 14 février 1793, il a eu pour père un brave capitaine de vaisseau qui a rudement bombardé les flottes anglaises. Sorti de l'École Polytechnique, avec un des premiers numéros, c'est aujourd'hui un ingénieur de la marine, un des officiers les plus estimables de ce corps, où ils

ne sont pas rares, un savant distingué, qui jouit d'une belle réputation, un excellent citoyen, entouré de l'estime générale. Son indépendance n'est pas de fraîche date, tant s'en faut ! Ses opinions démocratiques sont depuis longtemps le résultat de convictions sincères. Comme honnête homme et comme ardent patriote, il se rendra doublement utile à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 89,534 suffrages, le sixième sur la liste des quinze représentants élus du Finistère. Il avait refusé de faire une profession de foi.

FOURNAS (BALTHASAR DE).

Frère puîné de M. de Fournas, représentant du Morbihan.

Né à Hennebon, le 20 octobre 1806, il entra à l'école de marine en 1821, et fut décoré à Navarin. M. de Fournas jeune a quitté le service en 1830, avec le grade de lieutenant de vaisseau, et n'a rempli, depuis, aucune fonction publique. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par le département du Finistère, le treizième sur la liste de quinze élus, avec un contingent de 57,508 voix.

GRAVERAN (JOSEPH-MARIE).

Né le 16 mars 1793, à Crozon, d'une famille d'artisans, il a été d'abord curé, pendant longues années, de la paroisse Saint-Louis, à Brest, et, comme tel, idolâtré de cette population de marins, d'ouvriers, de malheureuses femmes, qui n'avait foi qu'en lui ; puis appelé par sa rare instruction et sa haute capacité, à l'évêché de Quimper, qu'il occupe aujourd'hui, et où il n'est pas moins populaire. Jamais prélat, en effet, ne fut plus doux, plus affable, plus conciliant, plus charitable, C'est qu'il connaît mieux que qui que ce soit, le peuple et ses souffrances.

Brest renferme beaucoup d'ancienne noblesse ; une des familles les plus aristocratiques de la ville porte le nom de Legraverend : « Les Legraverend sont nombreux ici, lui disait, un soir, un flatteur dans un salon. Vous avez beaucoup de famille, Monseigneur ? » — « Non, répondit-il ingénument, je n'ai qu'un frère à Brest, il est menuisier. »

Le peuple du Finistère, reconnaissant de ses bienfaits, a voulu l'avoir pour représentant à l'Assemblée nationale. Il figure le troisième, après Lamartine, sur la liste de ses quinze élus, avec une majorité de 102,604 suffrages. C'est un excellent choix ; on peut être certain que, dans la Constituante, il travaillera de

toutes ses forces, à améliorer le sort des pauvres, qui le vénèrent comme une seconde Providence.

KERANFLECH (YON-MICHEL-GABRIEL GILART DE).

Né dans la commune de Siribil, département du Finistère, le 24 juin 1791, fils d'un gentilhomme mort dans l'émigration, il a achevé ses études et fait son droit à Paris. De 1818 à 1830, il a exercé les fonctions du ministère public à Brest, où il a été successivement substitut et procureur du roi. Ce fut pour lui une époque de lutte. Cette ville était généralement fort hostile à la Restauration; et lui, en déplorant ses fautes nombreuses, aimait ce qu'il trouvait en elle de bon, ses efforts, souvent infructueux, pour concilier l'ordre et la liberté.

A la Révolution de Juillet, il donna sa démission, et se retira à Morlaix, où il occupa ses loisirs d'études sérieuses, principalement de philosophie chrétienne et sociale. Nommé membre du conseil municipal et du bureau de bienfaisance, il fut assez heureux pour concevoir et faire goûter à ses concitoyens l'idée de l'œuvre, éminemment charitable, de l'extinction de la mendicité.

C'est la part qu'il a prise à cette mesure qui lui a, sans doute, valu les 50,028 suffrages du peuple électoral de son département, qui l'a appelé, lui quinzième, sur la liste des quinze élus.

M. de Keranflech n'est point un républicain de la veille; mais de profondes convictions religieuses ont, depuis longtemps, gravé dans son cœur la sainte devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, et ont rendu très facile son adhésion pleine et entière à la République proclamée le 24 février.

KERSAUSON (JOSEPH-MARC-MARIE).

Né à Plourin (Finistère) le 22 septembre 1798, il était avocat en 1821, et juge au tribunal de Brest, au moment des événements de Juillet. Il donna alors sa démission pour reprendre l'exercice de la profession d'avocat, qu'il n'a pas quittée depuis. Il a constamment voté en faveur du candidat légitimiste aux élections pour l'ancienne Chambre des députés. Nommé successivement, dans le 3^e arrondissement de la ville de Brest, membre du conseil municipal et membre du conseil d'arrondissement, il a été appelé, plus tard, au conseil général, dont il faisait partie au moment de son élection à l'Assemblée nationale par 57,135 suffrages, le septième sur la liste des quinze représentants du Finistère. Il a publié une profession de foi dans laquelle il ex-

prime son intention de concourir à asseoir sur des bases solides le gouvernement républicain.

LACROSSE.

Né en 1794, colonel de la garde nationale de Brest, membre du conseil général du Finistère et chevalier de la Légion-d'Honneur, il est fils de l'amiral de ce nom, célèbre dans les guerres maritimes de la République et de l'Empire.

Longtemps membre de l'ancienne Chambre des députés, il y siégeait sur le quatrième banc de gauche, entre le général Subervie et M. Drault, député de la Vienne. Il a même été, pendant plusieurs sessions, secrétaire de la Chambre, fonctions laborieuses et fort peu agréables, dans lesquelles il avait succédé à M. Havin. On sait qu'il faut toujours qu'il y en ait un, au moins, pris dans l'opposition ; mais, ne pouvant se faire à la position fautive d'être seul contre trois, pour infirmer les décisions du bureau, dans les moments de doute, il abandonna sa place à M. Lanjuinais, qui s'en tira, à son tour, comme il put.

Libéral extrêmement modéré, il ne manque pourtant pas, il l'a prouvé, de cette énergie naturelle qui porte l'homme d'honneur à laver une injure au péril de sa vie. Le ministère Guizot avait pris à ses gages quelques *bravi* de la presse parisienne, lesquels gagnaient l'argent des contribuables, qu'on leur prodiguait, à salir de leurs diatribes les gens honnêtes, qui ne dissimulaient point le dégoût que leur inspirait cette administration lâche et fangeuse. Un de ces pamphlétaires, vivant de calomnies, écrivit dans *le Globe* un article injurieux contre la mémoire du père de M. Lacrosse. L'honorable député s'empressa de demander une rétractation ; le rédacteur en chef, M. Granier de Cassagnac, lui répondit en lui montrant les pistolets avec lesquels M. de Beauvallon devait abattre l'infortuné Dujarrier. M. Lacrosse eut bien fait de mépriser cette provocation, digne d'un spadassin ; il eut le malheur d'accepter le combat, et il tomba frappé d'une balle qui lui fractura la cuisse.

Vous le reconnaîtrez à la légère claudication, suite de cette honorable blessure, à sa voix lente et grêle, qui a quelque chose d'analogue à celle de son collègue Isambert, à ses brusques mouvements, à son allure quelque peu sauvage, mais surtout à son nez en bec de perroquet, qui n'a pas eu encore son égal dans aucune de nos assemblées législatives.

Il entra, en 1809, dans l'armée navale en qualité d'aspirant.

En 1813, il en sortait pour prendre du service dans la garde impériale. Il se retirait, en 1815, avec nos braves, derrière la Loire, et quittait définitivement le service. Il est colonel de la garde nationale de Brest, depuis 1830, et faisait partie de l'ancienne Chambre des députés, depuis 1834. Il soutint, d'abord, le ministère du 4^{er} mars et fut fidèle à M. Thiers, tant qu'il resta au pouvoir. A sa chute, il rentra dans les rangs de l'opposition; mais celle qu'il faisait au pouvoir n'avait rien de trop révolutionnaire. Cependant il dénonça souvent, avec indignation, certains abus graves et se plaignit, plusieurs fois, à la tribune de l'abaissement de la France dans ses relations avec les diverses puissances de l'Europe.

Il ne manquait pas, surtout, de prendre la parole toutes les fois qu'il s'agissait de notre marine, dont il voyait, avec douleur, la pleine décadence; c'est ainsi qu'il contribua puissamment à faire voter quatre-vingt-treize millions pour augmenter nos forces navales, malgré le ministre qui repoussait, de toutes ses forces, cette allocation, prétendant n'en avoir pas besoin. C'était la première fois qu'il se rencontrait un agent de Louis-Philippe refusant de l'argent; pourtant celui-ci finit par le prendre d'assez bonne grâce lorsqu'il reconnut qu'on le voulait absolument; mais la manière dont il s'en servit, est vraiment bizarre : on l'avait voté pour construire des vaisseaux; le ministre l'employa à bâtir des maisons et des magasins; bref, l'argent, destiné à des achats de bois de construction et aux salaires de charpentiers de marine, servit à acheter des pierres de taille et à payer des maçons; et, lorsque des hommes, jaloux de l'honneur du pays, vinrent demander compte au ministre de l'emploi de cet argent, il s'en tira par un affreux calembourg : il avait construit des *bâtiments*, dit-il. Il est vrai qu'ils étaient peu propres à aller sur l'eau, mais la Chambre n'avait pas dit qu'ils y dussent aller.... Et cette Chambre servile osa se contenter de cette pasquinade!

Le peuple électoral du Finistère, si apte à juger de la valeur spéciale de M. Lacrosse dans les détails variés de l'administration de la marine, s'est empressé de le proclamer son représentant à l'Assemblée nationale par 80,491 voix. Il y a répondu déjà à l'attente de ses commettants; et son attitude dans les déplorables affaires des 24 et 25 juin a été digne de son père et de lui-même.

LAMARTINE¹.

Voir le département de la Seine.

LE BRETON (CHARLES-LOUIS).

Médecin, né à Ploërmel (Morbihan), le 13 décembre 1807, il est fils du percepteur des contributions de Pleyben. Après avoir été, quelque temps, chirurgien de marine, il vint achever ses études médicales à Paris, se fit recevoir docteur, et vint exercer à Pleyben, où sa famille est fixée.

Ancien républicain, correspondant du *National*, chargé de recevoir dans l'arrondissement les souscriptions pour les délits de presse et les détenus politiques, il a été appelé à l'Assemblée nationale, lui cinquième, sur la liste des quinze représentants du Finistère, à une majorité de 99,416 voix.

MÈGES (JAMES).

Il est né, le 5 janvier 1808, dans la commune de Sibiril, arrondissement de Morlaix. Pendant dix-sept ans, il a été négociant, à Roscoff, petit port de mer sur la Manche, peuplé de 3,500 habitants, et séparé de l'île de Batz par une rade où relâchent les convois. Son père y avait été négociant avant lui. Notre représentant, retiré des affaires depuis cinq ans, habite une jolie maison de campagne, à 2 kilomètres de Morlaix. Il éprouvait le besoin du repos, après une vie fort active. Il croyait l'avoir trouvé, enfin, grâce à un honnête patrimoine, accru par le travail, et qu'il jugeait suffisant pour ses goûts et ses habitudes simples. La République ne l'a pas permis.

Il n'a ni recherché, ni même désiré le mandat si honorable que les électeurs du Finistère lui ont décerné, à lui, onzième, sur la liste des quinze élus, avec un contingent de 62,643 voix ; mais il l'a accepté comme un devoir.

Ses opinions ont toujours été libérales, et complètement indépendantes ; il ne s'est jamais mêlé à aucun parti politique. Républicain du lendemain, comme il l'avoue lui-même, il n'en est pas moins républicain sincère, ne se départant jamais de la modération habituelle qui fait le fonds de son caractère.

(1) Aux dernières élections, M. Quatrebarbes a été élu à la place de M. de Lamartine ; mais l'Assemblée nationale a annulé cette nomination.

RIVÉRIEULX (ARMAND-MARIE-ÉMILE).

Maire de Trégunc, riche propriétaire, se livrant à l'agriculture, dans laquelle il excelle, et appartenant naguère à l'opinion libérale, il est né à Brest, le 25 mars 1809, et appartient à la famille Rivérieulx, de Lyon, dont un membre était pair de France sous Louis XVIII. Le père du représentant actuel a été membre du conseil général du Finistère. Quant à lui, il a obtenu 57,760 suffrages, et figure le douzième sur la liste des quinze élus de son département à l'Assemblée nationale.

ROSSEL (VICTOR).

Il est né à la Recouvrance, le 23 décembre 1807, d'un père, maître entretenu de la marine. Après fait ses études au séminaire de Quimper, il est entré dans la même administration et, après vingt ans de service, il n'est que contre-maître menuisier de la marine, chargé d'une nombreuse famille dont il est le seul appui.

Il a fait obtenir aux ouvriers de la marine une augmentation de salaire et de retraite, et a fondé à la Recouvrance des cours gratuits pour les classes pauvres.

102,433 suffrages des ouvriers l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des quinze élus du Finistère, immédiatement après le vénérable évêque Graverand. C'est un républicain timide que le mot de *socialisme* fait frémir.

SOUBIGOU (FRANÇOIS-LOUIS).

C'est ce beau paysan breton, vêtu du costume national de l'Armorique, que les habitués de l'Assemblée nationale admirent avec bonheur au milieu de tous ces habits noirs râpés, de toutes ces redingotes brunes râpées et de tous ces paletots marrons râpés.

Il est né, le 11 février 1819, à Plounéventer, pays de gras pâturages, d'où nous viennent ces magnifiques génisses, que l'Europe entière se dispute. Soubigou est à la fois cultivateur et éleveur de bestiaux. Jamais il n'a joué un rôle politique quelconque; mais il aime la France par dessus tout; et il veut la voir riche, heureuse, libre et indépendante. Les électeurs de son département, en l'envoyant, lui dixième, sur 13, à la Constituante, avec une majorité de 67,208 voix, ont eu principalement pour

but d'y avoir un défenseur consciencieux et zélé des intérêts de notre agriculture, jusqu'à ce jour si méconnue par tous les gouvernements.

TASSEL.

Dans diverses biographies des membres de l'Assemblée nationale, publiées à la hâte et fourmillant d'inexactitudes révoltantes, on a généralement avancé que le citoyen Tassel, représentant des Côtes-du-Nord, avait obtenu l'honneur d'un double mandat, et avait été élu dans le Finistère. Il n'en est rien. Si M. Tassel des Côtes-du-Nord porte une couronne, ce n'est pas celle de la double élection. Nous avons ici deux représentants du même nom, de la même famille, dynastie des Tassel, comme nous avons déjà à la Chambre celles des Dupin, des Lafayette, des Bonaparte.

Le Tassel, député du Finistère, était déjà en 1830 secrétaire général; il ne se montra pas au-dessous de ses fonctions.

Le citoyen Billiard, actuellement conseiller d'État, alors préfet de ce département, administrateur aussi habile que patriote ferme et énergique, ayant cru devoir se séparer d'un gouvernement hypocritement réactionnaire et anti-national, M. Tassel, le suivant dans sa retraite, résigna en même temps son emploi, désintéressement bien rare de nos jours.

La Révolution de Février retrouva l'ancien secrétaire-général, avocat à Lannion. Nommé commissaire du Gouvernement dans le département où il avait laissé de nombreux et d'honorables souvenirs, il y fut bientôt remplacé par une erreur de l'administration, ce qui n'a pas empêché les électeurs qui reconnaissent en lui l'homme instruit, l'administrateur conciliant, le patriote éprouvé, de lui accorder leurs suffrages.

Républicain sincère, M. Tassel se montre à la Chambre l'homme de l'avenir; il veut le progrès, mais par l'ordre et par la conciliation, et non par la violence, par l'anarchie.

GARD.

Nîmes. — 10 Représentants.

BÉCHARD (FERDINAND).

Né à Nîmes en 1799, d'une famille appartenant, depuis long-

temps au barreau et à la magistrature, il fit des études brillantes. Ses débuts à la Cour de Nîmes le placèrent, tout d'un coup, au premier rang.

En 1833, il devint membre du conseil général, dont il n'est pas sorti depuis. En 1836, il publia son *Essai sur la Centralisation administrative*, qui obtint un immense succès. C'est un économiste et un publiciste savant, qui a exercé vingt ans la profession d'avocat à Nîmes.

Nommé député en 1837, il alla s'asseoir sur les bancs de l'opposition de droite. Deux ans plus tard, il y fut rejoint par son ami M. de Larcy, député de Montpellier, aujourd'hui son collègue à l'Assemblée nationale.

Réélu en 1837, en 1839, en 1842, il ne s'écarta jamais de la ligne qu'il s'était tracée, prenant souvent la parole avec bonheur, traitant de préférence toutes les questions qui intéressaient les conseils généraux, la liberté individuelle, la liberté religieuse, la liberté d'enseignement et les finances. C'est un orateur élégant, facile, méthodique, précis, un peu froid cependant, mais c'est surtout un homme profondément convaincu. A toutes ses qualités il joint un sincère dévouement à la presse. D'une taille ordinaire, il a l'œil vif et la démarche prompte.

Longtemps il a été l'ami politique de M. de Genoude. Plus tard, il a refusé de suivre son ancien collaborateur de la *Gazette* dans la voie scabreuse de ses opinions.

Ayant sacrifié sa position dans le barreau de Nîmes à l'accomplissement de son mandat législatif, il a traité d'une charge d'avocat à la Cour de cassation, et n'a pas tardé à y conquérir une grande renommée. Il y élabora, de préférence, la solution de toutes les grandes questions de presse; conservateurs, légitimistes, radicaux, il est le défenseur de tout le monde.

En 1846, sa candidature à la Chambre a succombé sous celle du général de Feuchères, qui avait longtemps commandé le département du Gard, et qui venait de doter la ville de Nîmes de la succession de sa femme, trop connue pour ses relations avec le malheureux prince de Condé.

53,418 voix ont envoyé M. Béchard à l'Assemblée nationale, le troisième sur la liste des dix élus.

BOUSQUET.

Né à Saint-Hippolyte (Gard), homme ferme, franc, loyal, aux opinions inébranlables; prêt à tout sacrifier à ses principes qui

ont toujours été franchement républicains; ami de M. Teulon, près duquel il a constamment siégé sur les bancs de l'extrême gauche aux deux législatures de 1831 et de 1834, les seules dont il ait fait partie. La Révolution de Février a comblé tous ses vœux. 50,640 voix lui ont frayé le chemin de l'Assemblée nationale; et les hommes de tous les partis se sont accordés à dire que c'était justice.

CHAPOT.

Avocat au barreau du Vigan, sous-préfecture de 5,400 âmes, renommée pour sa bonneterie, ses fleurets, ses vers à soie et ses pommes reinettes. C'est dans cette petite ville, agréablement située sur l'Arre, dans un riche vallon, à 77 kilomètres de Nîmes, qu'il a vu le jour en 1814. Par ses opinions, il appartient, comme la plupart des représentants du Gard, à l'extrême droite.

Rien à dire de ses antécédents. C'est un jeune avocat qui n'est pas sans mérite, et dont la carrière politique commence. Elle sera brillante, s'il tient ce que promettent ses éloquentes plaidoyers. 50,026 suffrages pour l'Assemblée nationale, le dernier des dix élus du département.

DEMIANS (AUGUSTE).

Un de nos plus jeunes représentants, âgé de 35 ans, né à Nîmes, avocat à l'âge où d'autres commencent leur droit, esprit prompt et lucide, jugement droit et sain, entente rare des affaires. Entré, de fort bonne heure, dans la magistrature, il y a siégé presque toujours dans son département et a été successivement substitué au Vigan, à Alais et à Nîmes. Il s'est signalé dans ces fonctions par beaucoup de fermeté et d'indépendance, mauvais moyen de se concilier les bonnes grâces de la monarchie déchue. Aussi fut-il question, il y a deux ans, de le destituer, et il eut perdu infailliblement sa place sans l'indignation générale qui éclata dans le parquet à cette nouvelle.

Nommé avocat général à Nîmes après la Révolution de Février, il y a pris position à la tête de ses concitoyens, Aussi le gouvernement a-t-il cru ne pouvoir mieux faire que de l'envoyer dernièrement pacifier le pays en proie à des convulsions religieuses.

Quant à ses opinions politiques, il est à peu près certain que, si les principes et les tendances de sa famille l'attirent vers la droite, ses convictions personnelles le font grandement pencher

vers la gauche. Il est fermement résolu à soutenir la République, à laquelle il est dévoué depuis longtemps. Pour preuve des souvenirs qu'il a laissés dans les villes où il a exercé ses fonctions de magistrat, il suffira de remarquer que Nîmes, Alais et le Vigan, les trois plus importantes du Gard, l'ont choisi, d'une commune voix, pour leur représentant à l'Assemblée nationale, où il a été envoyé par 52,740 suffrages, le cinquième sur la liste des dix élus du département.

FAVAND (ÉTIENNE-ÉDOUARD-CHARLES-EUGÈNE).

Issu d'une honorable famille du Midi et neveu du brave général Boyer de Peyreleau, il est né à Alais le 6 août 1793. En 1810, il entra à l'École militaire, d'où il passa au 149^e régiment de ligne, fit les campagnes de la Grande Armée en 1813 et 1814, reçut deux coups de sabre au combat de la Fère-Champenoise et fut fait prisonnier le même jour. Il refusa de servir la Restauration. Nommé chef de bataillon en 1830, s'il n'a obtenu, depuis, aucun avancement, il faut uniquement l'attribuer à ses opinions qu'il n'a jamais pris la peine de cacher, quoiqu'elles ne fussent pas de nature à le recommander aux faveurs du pouvoir déchu.

Homme énergique, homme d'action, il a été présenté aux suffrages du chef-lieu par l'arrondissement d'Alais, et, ses principes étant aussi recommandables que ses services militaires, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 88,615 voix, le second sur la liste des dix élus du département du Gard.

LABRUGUIÈRE (CARME DE).

38 ans environ, natif d'Uzès, ayant, un instant, préoccupé les esprits oisifs et même les journaux qui ne le sont pas, par sa qualification de *Carme*, qu'on a cru appartenir à l'ancien ordre religieux de ce nom. De là l'empressement de quelques dames à accourir à l'Assemblée nationale pour y voir le *Carme* Labruguière en face de Lacordaire, le dominicain. Vain espoir ! Hélas ! l'honorable représentant dont il s'agit, est tout bonnement un ancien officier de l'Empire, fait prisonnier dans la campagne de Russie. Le seul couvent où il ait prononcé ses vœux, est son régiment ; son seul directeur de conscience, l'Empereur ; son seul bourdon, une bonne et solide épée. *Carme* est son nom de famille, le nom de ses ancêtres, de même que *Labruguière*.

M. Carme de Labruguière, colonel de la garde nationale d'Uzès, élu à l'unanimité, gentilhomme franc et loyal, respectable débris d'un ordre de choses enfoui dans le passé, n'a cessé de protester, depuis dix-huit ans, contre l'usurpation de Louis-Philippe. Très indépendant par sa fortune et par son caractère, il est fort estimé dans ce pays dont il est la providence. On garantit de toutes parts sa conduite droite et ferme à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 51,404 suffrages, le huitième sur la liste des dix élus du Gard, et l'on assure qu'il y sera un des plus énergiques soutiens de la République, dès qu'on lui aura prouvé que la République est une honnête fille, qui n'a que de bonnes intentions.

LARCY (JUBERT DE).

Né en 1805, au Vigan, il entra dans la magistrature à 22 ans, en qualité de juge auditeur, et fut nommé, en 1829, substitut du procureur du roi à Alais; mais bientôt éclata la Révolution de Juillet; et l'abdication de la branche aînée des Bourbons fut suivie de la démission du jeune magistrat, qui se plaça, dès son début, à la tête du barreau des villes du Midi.

Les Cours royales de Nîmes et de Montpellier se rappellent encore sa parole ardente, facile, éloquente, incisive. C'est surtout aux causes politiques qu'il voua son beau talent.

En 1834, il publia, sous le titre de *La Révolution et la France*, une brochure qui lui valut les félicitations de M. de Chateaubriand, et fut citée par le grand écrivain dans son écrit sur le *Bannissement des Bourbons*.

Élu, en 1833, membre du conseil général, où il n'a pas cessé de siéger depuis, il fut appelé, en 1839, à la Chambre des députés par le collège *extra-muros* de Montpellier. Il y prit place sur les bancs de l'opposition de droite, où il a toujours vigoureusement combattu le système d'abaissement et de corruption qui pesait alors sur la France, et parlé en faveur des réformes électorales et du suffrage universel.

Réélu en 1842, il fit, en 1844, avec quatre autres députés, ce trop célèbre pèlerinage de Belgrave-Square qui leur attira l'épithète de *flétris*. De tous il fut celui qui défendit le mieux la position commune. Dominant, avec une dédaigneuse énergie, les vociférations du centre, il lui jeta cet anathème qui est resté : *Loyauté n'a honte!*

Flétri néanmoins par l'adresse, il donna sa démission, et fut réélu à Montpellier, malgré les manœuvres les plus basses et

les plus violentes ; mais il succomba aux élections de 1846 sous les intrigues de M. Roulleaux du Gage, préfet de l'Hérault, nommé tout exprès pour le combattre.

M. Zoé Granier ayant dernièrement donné sa démission, M. de Larcy se présenta pour le remplacer aux suffrages de ses chers électeurs *extra-muros* ; il avait obtenu le plus de voix au premier tour de scrutin, le 24 février, à quatre heures du soir, quand le télégraphe apporta la nouvelle de l'abdication de Louis-Philippe.

Depuis l'avènement de la République, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 53,491 suffrages du Gard et 30,823 de l'Hérault. Il a opté pour le premier de ces départements.

Quinze jours auparavant, il disait aux électeurs de Montpellier : « Personne aujourd'hui n'est assez habile pour duper une nation, assez fort pour la comprimer. Ne marchandons ni les mots ni les choses. Toute la *liberté*, compatible avec l'ordre ; toute l'*égalité*, compatible avec le respect dû à la famille et à la propriété... Telle doit être la règle de notre politique. »

Un républicain de la veille n'aurait pas mieux dit.

REBOUL (JEAN).

Fils de Claude Reboul, serrurier, le boulanger Jean Reboul est né à Nîmes, le 3 janvier 1796. Il sera à l'Assemblée nationale le représentant des classes laborieuses et intellectuelles du Midi. C'est cet homme dont la nature s'est plu à compenser l'obscur condition, comme on disait autrefois, par le sublime don de la poésie, et dont la France entière répète les vers depuis tantôt quinze ans. Reboul est né poète, comme Lamartine, comme Béranger.

Ce qu'il y a chez Reboul de plus admirable peut-être encore que son talent, c'est la candeur, l'ingénuité, l'inaltérable modestie de son caractère. Quand les plus grands noms littéraires de notre époque ont fait le pèlerinage de Nîmes pour aller lui porter leurs félicitations, quand il a eu l'honneur de recevoir chez lui Chateaubriand, Lamartine, Alexandre Dumas et tant d'autres, au lieu de céder à l'entraînement des éloges, en répondant à l'appel des esprits supérieurs, au lieu d'entrer dans un monde brillant, où son génie lui eût fait peut-être de splendides loisirs, il a préféré maintenir son existence dans l'humble exercice du travail de chaque jour ; et le poète est resté le *boulangier de Nîmes*.

Les premiers vers de Reboul furent pour lui seul. Plus tard, des amis intimes eurent le bonheur d'en entendre quelques-

uns ; et il fallut une persistance longue, acharnée, presque une violence, pour déterminer l'auteur à les faire imprimer. Son premier volume parut en 1835. En très peu de temps, huit éditions en furent épuisées. Deux nouveaux recueils ont vu le jour en 1839 et 1845.

Reboul écrivait en 1845 :

Sous les pieds de l'erreur la terre se dérobe ;
D'un pénible sommeil se réveille le globe.
On reconnaît partout la main de Jéhova.
Des îles de la mer, jadis silencieuses,
Aux nautonniers perdus sur ses eaux spacieuses
Pan fait entendre encor des voix mystérieuses
Qui lamentent ces mots : *Un vieux monde s'en va.*

51,470 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

ROUX-CARBONNEL.

Membre du conseil municipal de Nîmes, où il est né, président du tribunal de commerce de cette ville, penchant vers les opinions politiques de l'ancienne droite, mais modifiées, depuis l'avènement de la République, dans un sens évidemment progressif, âgé de 60 ans, il a été désigné par les ouvriers pour être leur représentant à l'Assemblée nationale ; et sa candidature a été immédiatement acceptée par tous les partis, par toutes les religions, par toutes les classes de citoyens. Son nom, en effet, est la personnification de l'honneur et de la droiture, aux yeux de la société nîmoise entière. Celui qui le porte, sera d'une grande utilité au sein de la Constituante dans les questions de manufactures, d'industrie, d'organisation du travail. A cet égard, ses lumières pourront souvent même venir en aide à bien des théoriciens, car aux bienfaits de la théorie il joint tous les trésors de la pratique, ayant été lui-même, fort longtemps, un des manufacturiers le plus en renom du Midi. 51,546 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des dix élus du département du Gard.

TEULON (ÉMILE).

Né en 1793, il était avocat à Nîmes en 1815. Il eut beaucoup à souffrir de la réaction royaliste qui suivit la seconde Restauration. Ses propriétés furent dévastées ; sa maison fut mise au pillage et incendiée.

En 1818, il fonda une *Association pour la liberté de la presse*. Vers la fin de la Restauration, il s'était fait avoué. La Révolution de 1830 l'éleva aux fonctions de secrétaire-général de la préfecture du Gard. Il fut destitué en 1831 pour avoir osé se permettre de se porter candidat à la députation contre M. le président Daunant, et, ce qui était plus grave encore, pour l'avoir supplanté dans sa lutte, corps à corps, avec lui.

Depuis cette époque, il n'avait pas cessé de faire partie de toutes les Chambres de la royauté déchue, où il siégeait sur les bancs de l'opposition; et, pourtant, son mérite était si incontestable, même alors, qu'à la demande générale de la députation du Gard, il devenait conseiller à l'ex-Cour royale de Limoges et, quelque temps après, à celle de Nîmes.

C'est là que la Révolution de Février est venue le trouver pour en faire le commissaire général de son département. Il s'est acquitté avec bonheur de cette mission délicate, ménageant les diverses croyances religieuses de ces ardentes populations, défendant la propriété de tous et combattant tous les excès par une opposition énergique. M. Teulon s'est fait remarquer par un arrêté préfectoral dans lequel il déclarait que tout solliciteur serait exclu des fonctions publiques de son ressort. Les diverses opinions, satisfaites de son impartialité, se sont réunies pour l'envoyer à l'Assemblée nationale par 92,523 suffrages, le premier des dix élus du Gard.

GARONNE (HAUTE-).

Toulouse. — 12 Représentants.

AZERM (LOUIS).

Fils d'un ancien entreposeur des tabacs à Perpignan, né à Toulouse le 2 mai 1798, maire, pendant longues années, de la commune d'Aureville, canton de Castanet, riche propriétaire agriculteur du Languedoc, ami de M. Joly, il a toujours été signalé comme appartenant à l'opinion démocratique la plus avancée. 42,041 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le dernier sur la liste des douze élus de la Haute-Garonne.

CALES (GODEFROI).

Son oncle paternel siègea à la Convention et aux Cinq-Cents; il est mort en exil. Son père fut, en 1793 et 1794, administrateur du département de la Haute-Garonne. Il est né le 21 mars 1799 à Saint-Denis (Seine). Reçu docteur en médecine à la faculté de Montpellier, il exerce à Villefranche (Haute-Garonne) plutôt par humanité que pour s'enrichir. Il a publié un excellent traité sur une maladie nouvellement étudiée en France, *la pellagre*; et le nom de l'auteur est souvent cité, avec éloge, dans les ouvrages consacrés à cette affection. Les opinions républicaines sont pour lui une tradition de famille qu'il a religieusement conservée. Nommé, en 1830, commandant de la garde nationale de la commune qu'il habite, il donna sa démission dès qu'il vit le gouvernement s'engager dans une voie qui n'était pas la sienne, mais il conserva ses fonctions au conseil municipal, fonctions qu'il avait obtenues sans la moindre sollicitation de sa part, espérant, comme la suite l'a prouvé, pouvoir y être utile à ses concitoyens.

Appelé, après la Révolution de 1848, à la présidence de la commission municipale, il a accepté, par devoir et par dévouement, sans aucune idée d'ambition, sa candidature à l'Assemblée nationale, à laquelle il a été envoyé par plus de 54,000 voix, le sixième sur la liste des douze élus du département de la Haute-Garonne.

DABEAUX.

Né à Aurignac (Haute-Garonne), le 18 mai 1796, il a exercé la profession d'avocat à Saint-Gaudens depuis 1823, et a été élu plusieurs fois bâtonnier de l'ordre, dont il est un des membres les plus occupés. Chargé souvent de plaider des causes importantes à la Cour d'appel de Toulouse et devant plusieurs tribunaux des ressorts voisins, il s'y est constamment fait remarquer par une grande indépendance de caractère.

Toujours élu, depuis 1833, par le canton d'Aurignac, au conseil général de la Haute-Garonne, il a demandé, dès la première session de 1834, la publication des séances par la voix de la presse. Cette proposition a été enfin accueillie en 1838.

Trois ans après, il combattait la mesure du recensement; et l'administration, pour l'en punir, l'écartait de toutes les fonctions honorifiques auxquelles l'appelait sa qualité de membre du con-

seil général. On n'a pas oublié la discussion approfondie à laquelle il se livra dans la dernière session pour soutenir le droit d'émettre des vœux sur les questions politiques, et notamment en faveur de la réforme électorale.

Deux fois il s'est présenté, comme candidat de l'opposition pour l'ancienne Chambre des députés, aux électeurs de l'arrondissement de Saint-Gaudens; la première, en 1842, contre MM. Amilhau et Martin; la seconde, en 1846, contre MM. Amilhau et Lapène. Cette fois, il s'en fallut de fort peu qu'il ne l'emportât sur ses compétiteurs.

Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 53,469 suffrages, le cinquième sur la liste des douze élus de la Haute-Garonne.

ESPINASSE (JEAN-MARIE-HENRI DE L')

Son père jouissait comme avocat d'une grande réputation dans la province de Languedoc et au parlement de Toulouse, dont il fut un des membres les plus éminents. Il figura parmi les jurisconsultes qui furent appelés à donner leur avis sur le Code civil. Né à Toulouse en 1784, le jeune l'Espinasse entra de bonne heure au service, débuta comme simple soldat, fit les campagnes de l'Empire, fut décoré de la main de Napoléon, et revint avec l'épaulette de capitaine de dragons.

Mis en non activité après le licenciement de l'armée, il fut incorporé, en juillet 1813, dans un régiment de cavalerie légère, où il devint chef d'escadron. Admis dans la maison militaire du roi, la Révolution de Juillet le trouva adjudant-major dans les gardes du corps, grade correspondant à celui de lieutenant-colonel dans l'armée. Il accompagna jusqu'à Cherbourg la famille renversée du trône.

Malgré la chute de la Restauration, il reprit, comme colonel, du service; et, lors de la campagne d'Anvers, il commandait le quartier général de l'armée sous les ordres du maréchal Gérard.

La députation lui fut offerte par ses amis du troisième collège électoral de Toulouse. Il alla siéger, à partir de 1827, à l'extrême droite de la Chambre.

Là, il a défendu, pendant dix ans, les intérêts des légionnaires qui lui sont, en partie, redevables de la loi qui fixe leur arriéré. Il est intervenu dans les discussions relatives au budget de la guerre, à la diminution de l'impôt sur le sel, à la taxe uniforme des lettres, à l'allégement des subsides pour les contribuables, à la cessation du gaspillage des finances publiques, aux réformes électorales et parlementaires, à l'exclusion des fonctionnaires du

Parlement, à l'établissement de canaux dans le Midi, au secours accordé aux vieux officiers ne comptant pas trente ans de service.

Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 42,970 voix, l'avant-dernier sur la liste des douze élus de la Haute-Garonne.

GATIEN-ARNOULT (ADOLPHE-FÉLIX).

Il est né le 30 octobre 1800, à Vendôme (Loir-et-Cher), où son père est à la tête d'une maison de commerce et de banque,

Après avoir fait ses études dans sa ville natale et à Orléans, il entra dans l'Université, et parcourut tous les degrés de l'enseignement dans les collèges de Nevers, Bourges, Reims et Nancy.

En 1830, il fut nommé professeur à la faculté des lettres de Toulouse. Il a publié, en cette qualité, divers ouvrages, entre lesquels un *Programme d'un Cours de philosophie*, qui est à sa quatrième édition, des *Lectures philosophiques*, une *Doctrine philosophique*, des *Eléments généraux d'histoire comparée, de philosophie, de littérature, de politique*, et de très intéressants manuscrits sur la langue et la littérature romane.

Son cours n'a pas cessé d'attirer la foule pendant dix-huit ans. Il devait expier ce succès, principalement de la part du clergé, que blessait sa philosophie élevée et courageuse; et l'archevêque d'Astros l'honora d'un mandement qui fit beaucoup de bruit.

Ses opinions politiques et sa conduite comme conseiller municipal et premier adjoint au maire de Toulouse, lui ont attiré d'autres persécutions de la part du préfet Napoléon Duchâtel. On ne lui pardonnait pas, d'ailleurs, d'avoir été l'un des fondateurs de *l'Emancipation*, feuille de l'opposition avancée dans cette ville.

Au mois de février dernier, il fut un des cinq patriotes qui proclamèrent la République à Toulouse, et prirent, dans ce chef-lieu de la Haute-Garonne, la direction des affaires départementales et municipales. Il a rempli, depuis, les fonctions de président de la commission municipale, et a été, de fait, maire de Toulouse pendant l'époque orageuse de l'avènement en France de la démocratie. C'est un républicain sincère et dévoué.

54,807 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des douze élus de la Haute-Garonne.

JOLY (HENRI).

Né en 1790, il était, en 1823, avocat à Limoux.

C'était l'époque où la France entière conspirait contre la Restauration. Des proscrits tentent de rentrer dans leur patrie pour y déployer l'étendard de la liberté. Ils sont arrêtés et jetés dans les fers. Joly avait offert à l'un d'eux le secours de son éloquence; on le comprend dans la procédure; il reste un an entier en prison et se voit momentanément rayé du tableau des avocats.

En 1830, Dupont (de l'Eure) le nomme procureur-général; mais il ne conserve pas longtemps son siège. Ses opinions avancées l'en font descendre; toutefois, le parti radical l'en dédommage en l'appelant à la Chambre, où il n'a pas cessé jusqu'en 1846 de siéger à l'extrême gauche. Les dernières élections dynastiques ne l'ont pas renvoyé au Palais-Bourbon.

Redevenu avocat et chef du parti radical, il organisa, quelque temps avant la proclamation de la République, le banquet réformiste de la Haute-Garonne.

Au moment où la révolution éclata, il plaidait, en Cour d'assises, dans le procès du frère Léotade. Il ne quitta le Palais-de-Justice que pour monter au Capitole. Nommé commissaire général dans les départements de la Haute-Garonne, de Tarn-et-Garonne, du Tarn, du Gers, etc., il a semblé vouloir, un moment, reconstituer, à son profit, l'ancien royaume d'Aquitaine. Mais, hélas! l'ingrate cité de Clémence Isaure, après avoir souri un instant aux rêves dorés du vieux républicain, a brisé son idole. Toutefois, sur la liste de douze élus du département, son nom figure le deuxième avec un cortège de 73,665 voix.

MALBOIS (JEAN - FRANÇOIS).

Propriétaire agriculteur à l'Isle-en-Dodon (Haute-Garonne), où il est né le 19 mai 1787, il se destinait à l'Ecole polytechnique, lorsque, le 24 juin 1807, il fut appelé sous les drapeaux, comme vélite, dans les chasseurs à cheval de la garde impériale, avec lesquels il a fait les campagnes d'Allemagne et d'Espagne, de 1808 à 1814. Depuis cette époque jusqu'en 1814, il a continué à servir comme lieutenant au 31^e de chasseurs à cheval.

Ayant déposé les armes à la Restauration, il fut maire de l'Isle-en-Dodon, de 1817 à 1827, et membre du conseil général de la Haute-Garonne, ainsi que de la Société d'Agriculture de Tou-

louse, depuis 1834. Il se faisait distinguer, dès lors, par une opposition constitutionnelle très avancée.

Aussi, à la révolution de 1848, a-t-il été nommé président de la commission municipale de son canton. Ce citoyen désintéressé, dévoué, ami de l'ordre, républicain ferme et loyal, a été appelé à l'Assemblée nationale par 44,960 suffrages.

MARRAST (ARMAND).

Ce représentant du peuple a été envoyé à l'Assemblée nationale par quatre départements, par la Seine, avec 229,166 voix; par la Sarthe, avec 70,338, par les Basses-Pyrénées, avec 59,338, par la Haute-Garonne, avec 59,629. Il a opté pour ce dernier.

Voir le département de la Seine.

MULÉ (BERNARD).

Fils d'un tonnelier, né à Toulouse le 13 novembre 1803, il entra, à quatorze ans, dans une maison de commerce, et s'acquit bientôt, dans la carrière industrielle, une réputation irréprochable; mais ses principes politiques arrêterent, plus d'une fois, son essor vers la fortune.

Admis, dès 1822, dans la société des *Carbonari*, il lutta constamment, depuis, contre le gouvernement de la Restauration. Aussi prit-il une part très active à la révolution de 1830; mais il refusa la croix de Juillet.

Le 8 août, il acceptait franchement, de guerre lasse, la monarchie républicaine; mais, quinze jours après, il rentrait, désabusé, dans ses anciennes opinions, luttait avec énergie contre le pouvoir déchu et faisait partie de tous les comités radicaux pour les élections.

C'est au dévouement de ce négociant patriote qu'est dû, en grande partie, le succès du banquet réformiste de Toulouse. La nouvelle de la proclamation de la République étant arrivée le 25 par le télégraphe, deux heures après il était, avec trois amis, à la tête du peuple, montait au Capitole, dissolvait l'administration départementale et communale, et, du haut du balcon, annonçait à la foule le nouvel état de choses.

Le même jour, il était nommé membre de la municipalité provisoire. Quand il s'est présenté pour la Constituante, toutes les voix, sans différence d'opinions, lui étaient acquises d'avance.

S'il n'en a obtenu que 46,577 et s'il ne figure que le huitième sur la liste des douze élus, c'est que son refus de venir dans les clubs et de se résoudre à la moindre démarche, a fait croire à un grand nombre de bons citoyens qu'il avait retiré sa candidature.

PAGÈS (JEAN-BAPTISTE).

Écrivain, magistrat, économiste du premier mérite, il jouit, dans le midi languedocien, de la même popularité, de la même influence que Dupont (de l'Eure) dans certains départements du nord de la France. Éprouvé, mais non accablé par l'âge, comme le vénérable citoyen auquel nous le comparons, profondément attaché, comme lui, aux idées libérales et aux institutions républicaines, mis, de même, sous le dernier règne, au ban de tout le parti dynastique, il a le bonheur, bien rare de nos jours, de pouvoir offrir à la critique une longue existence, libre de servilisme et de souillures, riche d'actes patriotiques et de vertus.

Né à Seix (Ariège), sorti de l'École centrale de Toulouse, dont il fut un des élèves les plus distingués, il étudia le droit, l'histoire et les sciences naturelles. A vingt ans, il plaidait avec succès au barreau de Toulouse. Bientôt il était membre de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de cette ville.

Entré dans la magistrature en 1811, il devenait, en 1814, procureur impérial près le tribunal de Saint-Girons. Élu président de la fédération pyrénéenne, il fit célébrer, à la nouvelle du désastre de Waterloo, un service pour les Français morts dans cette fatale journée. Démissionnaire à la seconde rentrée des Bourbons, inscrit sur les listes de proscription de la branche aînée, il quitta l'Ariège pour Toulouse, afin de se dérober aux poursuites auxquelles il était en butte. Arrêté, néanmoins, et traîné à Angoulême, il dut la liberté à l'ordonnance du 5 septembre 1816, vint se fixer à Paris, et y fut initié à la vie littéraire par Benjamin Constant, dont il fut, dès lors, le plus fervent disciple.

Appelé à jouer un rôle important dans les annales du libéralisme, il publia, en 1817, ses *Principes généraux du droit politique dans leur rapport avec l'esprit de l'Europe et avec la monarchie constitutionnelle*, fit paraître, avec Benjamin Constant et Saint-Albin, les *Annales de la session de 1817-1818*, traita une des questions vitales du régime constitutionnel dans un ouvrage intitulé : *De la responsabilité ministérielle et de la nécessité d'organiser le mode d'accusation et de jugement des ministres*, fut un des principaux rédacteurs de la *Minerve* et des *Lettres*

normandes, dirigea l'*Encyclopédie moderne*, de Courtin, s'attacha, en 1818 et 1819, au *Constitutionnel*, et fonda et rédigea, avec Benjamin Constant et Châtelain, la *Renommée* et le *Courrier français*. Enfin, en 1822, il composa son excellente *Histoire de l'Assemblée constituante*.

En 1831, il entra, pour la première fois, à la Chambre comme député de Saint-Girons, écrivit les meilleurs articles du journal *le Temps*, fondé par Coste, et créa la *Patrie*, qu'il abandonna peu de temps après. Signataire du Compte-rendu de 1832, il combattit énergiquement la loi contre la presse et le jury, et discuta, avec une grande autorité, de nombreux projets de loi et plusieurs propositions importantes. C'est lui qui fit entendre, à propos de la loi sur les associations, ces courageuses et nobles paroles : « Si votre loi est mauvaise, je jure de lui désobéir. »

Il n'a point fait partie de la Chambre de 1842; mais, à la mort de M. Cabanis, maire et député de Toulouse, il est rentré, en 1847, dans l'arène parlementaire.

La Révolution de Février l'a trouvé dans les mêmes sentiments que la Révolution de Juillet. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 103,800 voix, le premier sur la liste des douze élus de la Haute-Garonne. C'est, à l'extérieur, une vénérable et bonne figure de demi-vieillard, simple dans ses allures et dans sa mise, et rappelant le paysan du Danube par son langage éloquent dans sa noble simplicité.

PEGOT-OGIER (JEAN-BAPTISTE).

Né à Saint-Gaudens, le 15 août 1795, il entra volontairement au service le 10 mars 1812, revint dans ses foyers, après la bataille de Waterloo, avec le grade de lieutenant de grenadiers, et s'adonna, depuis, aux travaux agricoles, pour lesquels il a une prédilection marquée, ce qui ne l'a pas empêché d'être un des plus rudes conspirateurs que les Bourbons de la branche aînée et de la branche cadette aient trouvés sur leur passage. Depuis 1815 jusqu'au 24 février dernier, il est peu de complots ourdis contre eux, auxquels il n'ait pris une part plus ou moins active, directe ou indirecte.

La République, dont il a salué l'avènement avec de vifs transports de joie, l'a appelé à la commission départementale de la Haute-Garonne et l'a nommé commissaire du Gouvernement provisoire dans le Gers. 50,938 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le septième sur la liste des douze élus,

RÉMUSAT (FRANÇOIS-MARIE-CHARLES DE).

Il est né à Paris en 1797, de M. le comte de Rémusat, chambellan de l'empereur, préfet de la Haute-Garonne et du Nord, et de mademoiselle Gravier, comtesse de Vergennes, femme éminemment distinguée, qui fut l'intime amie de l'impératrice Joséphine.

Après avoir achevé ses études de droit et s'être fait inscrire au tableau des avocats du barreau de Paris, il se livra à des recherches sérieuses sur la législation et la politique, et prit part à la rédaction du *Lycée français* (1819-1820), des *Tablettes universelles* (1820 à 1824), du *Courrier français* et du *Globe* (1824 à 1830). Il a enrichi tous ces recueils de nombreux articles de politique, de critique et de philosophie, a publié, en outre, un *Essai sur l'éducation des femmes*, couronné par l'Académie française, une Notice curieuse sur Jouffroy, un bel ouvrage de philosophie, deux volumes d'un haut intérêt intitulés *Présent et Avenir*, et a fait insérer dans la *Revue des Deux-Mondes* des travaux d'un grand intérêt et d'une haute portée.

Il est un des signataires de la célèbre protestation de la presse parisienne contre les ordonnances de Juillet.

Élu député à Toulouse en octobre 1830, parent par alliance de Lafayette et de Casimir Périer, il a soutenu, dans une position tout à fait indépendante, le gouvernement pendant les premières années de la Révolution de Juillet. Nommé sous-secrétaire d'État de l'intérieur en 1836, il s'est, depuis 1837, rallié peu à peu à l'opposition. Ministre de l'intérieur au 1^{er} mars 1840, membre d'un cabinet qui s'était recruté dans le centre gauche, il est resté fidèle à ce parti et a constamment siégé dans ses rangs jusqu'à la Révolution de Février.

On n'a pas oublié son ministère. Comme orateur, comme homme d'État, M. de Rémusat déploya alors un immense talent.

C'était un des orateurs les plus écoutés de l'ancienne Chambre. Personne n'était plus spirituel que lui ; personne n'apportait plus de netteté, plus de précision dans le plan général d'un discours. Il a repris avec insistance la proposition de l'incompatibilité entre les fonctions salariées et celles de député. La causticité de son langage, la verve mordante de son esprit s'alliaient, sans cesse, à la plus rare bienveillance de caractère.

En tout temps, il a eu les sympathies de la presse, dont il s'est montré l'un des plus fermes et des plus ardents défen-

seurs. L'affection, la considération que lui portaient tous ses collègues à l'ancienne Chambre, était partagée par le pays entier, et nous serions fort étonné d'apprendre qu'il comptât un ennemi en France.

Il a été élu à l'Institut national, Académie des sciences morales et politiques en 1842 et à l'Académie française en 1846. Il est, de plus, membre du conseil général de la Haute-Garonne et chevalier de la Légion-d'Honneur.

43,840 suffrages du département de la Haute-Garonne l'ont appelé à l'Assemblée nationale. Nous renvoyons le lecteur qui désirerait être édifié sur la conduite de M. de Rémusat, depuis qu'il est entré dans la vie politique, à deux articles qu'il a publiés dans la *Revue des Deux-Mondes*, le 1^{er} août 1844 et le 1^{er} mai 1847, à l'introduction de ses deux volumes *Présent et Avenir*, et à l'article qu'il a consacré à Jouffroy.

GER.S.

Auch. — 8 Représentants.

ALEM-ROUSSEAU (FRANÇOIS).

Aujourd'hui avocat à Auch, né en 1793, à Aubiet (Gers), d'une famille bourgeoise, il servit, fort jeune, sous l'Empire, fit les dernières campagnes du Nord, reçut plusieurs blessures et revint dans ses foyers avec l'épaulette de sous-lieutenant. Son refus d'adhésion à l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire avait été la première manifestation de sa vie politique.

Démissionnaire à la Restauration, il alla se fixer à Paris; là il écrivit dans plusieurs journaux, étudia le droit et ne tarda pas à exercer une notable influence sur les écoles. Orateur des plus résolus parmi ceux de la loge républicaine des *Amis de la Vérité*, auteur de lettres contre le terrible préfet de police Delaveau, il passait en 1820, 21 et 22 pour un des étudiants les plus compromis de la capitale.

Son nom se mêla à ceux qui figurèrent, à l'époque de la Charbonnerie, dans les complots de Colmar, de Joigny, de La Rochelle. Cependant, il ne fut point incarcéré comme conspirateur; on l'arrêta seulement comme un agent fort actif d'agita-

tion, ayant accepté le commandement des 30,000 jeunes hommes qui, par une démonstration oubliée, mais hardie, allèrent protester contre les violences de la politique sur la tombe de Lallemand, assassiné par un factionnaire royal des Tuileries. Il fut acquitté, et le *Moniteur*, contre l'usage, inséra l'allocution indépendante qu'il avait adressée à ses juges.

A la tête de quatre-vingts patriotes résolus, groupés à la barrière de Loursine, il forme le projet d'enlever de Bicêtre, à minuit, les malheureux sergents de La Rochelle, parmi lesquels il compte un ami. Sur l'ordre des hauts meneurs de l'opposition parlementaire, qui prétendaient être seuls en mesure de les sauver, la troupe généreuse s'éparpilla, non sans murmure, et la tête des héroïques sous-officiers roula sur l'échafaud.

En 1823, il quitte Paris, avec mission d'aller organiser la Charbonnerie dans les départements méridionaux. Exilé de toutes les facultés du royaume par un arrêté du conseil royal de l'instruction publique, ne pouvant achever ses études de droit, il rentre dans sa famille, où il se voit placé sous la surveillance du préfet du Gers. Plus tard, reçu avocat à Toulouse, il vient s'établir à Auch, et, quelques mois après, il est le chef de l'opposition dans le pays. Dès 1834, il déclarait publiquement qu'il était républicain, prêt à voter pour la République. Aussi essaie-t-on en vain de lui arracher la qualité de bâtonnier de son ordre. Aussi brise-t-on, une fois, dans sa main, l'épée du commandement que la garde nationale lui a constamment remise depuis.

Il fut le fondateur du journal *le Pays*, une des meilleures feuilles de province, dont la doctrine principale était l'égalité politique, et qui, après avoir éclairé dix ans l'opinion dans le Gers, succomba sous les nombreux procès qui lui furent intentés, notamment à propos du recensement. Dans cette publication, M. Alem-Rousséau signa tous ses articles; il a horreur de l'anonyme.

Comme avocat, sa renommée date de 1829. Elle commença par un plaidoyer mémorable, dans lequel il traita audacieusement, en plein tribunal, les questions sociales qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour. Ses défenses si difficiles de mesdames Lacoste et de Pibrac n'ont fait, depuis lors, qu'agrandir cette belle réputation.

A la nouvelle de la Révolution de Février, le peuple d'Auch lui confie, d'une voix unanime, son administration départementale. A la tête d'une municipalité, également élue par le peuple, il proclame la République. Ses actes de préfet provisoire

sont empreints de fermeté, d'ordre et d'esprit vraiment démocratique. Remplacé tout à coup par un commissaire-général inattendu, il se retire, sans mot dire, à la campagne, mais le peuple va l'y chercher, le porte à l'Hôtel-de-Ville et l'investit des fonctions de maire. Force fut à l'agent du pouvoir central de respecter cette nomination spontanée. Du reste, l'administration d'Alem-Rousseau ne fit qu'accroître sa popularité.

Appelé à l'Assemblée nationale par 62,650 suffrages, le second sur la liste des huit élus du Gers, il a pris rang, dès son arrivée, sur les bancs de l'extrême gauche.

Lors de la retraite du Gouvernement provisoire, il monta à la tribune pour proposer qu'on lui votât simplement des remerciements, sans déclarer qu'il avait *bien mérité de la patrie*, formule dont il pense qu'on abuse beaucoup trop.

Il y monta encore le 27 juin, alors que l'Assemblée était en proie à une agitation conventionnelle, pour demander qu'on se bornât à transporter sur le territoire français les insurgés âgés de moins de 21 ans.

Vers la fin d'août, il allait déposer sur le bureau une proposition d'amnistie, commençant à Guizot et finissant à Louis Blanc, lorsque quelques-uns de ses amis les plus influents le conjurèrent de s'abstenir, pour le moment, de cette démarche, pour ne pas créer de nouveaux embarras au gouvernement.

On s'étonne dans le Gers qu'Alem-Rousseau n'ait pas pris une part plus active encore aux débats de l'Assemblée. Cette surprise cessera quand on connaîtra l'état déplorable de sa santé et les souffrances continuelles auxquelles il est en proie.

AYLIES.

Né à Auch, en 1798, il était avocat à Paris dès 1820, se mêlait, à cette époque, aux luttes du barreau, plaidait pour un des complices des sergents de la Rochelle et faisait partie, comme M. Guizot et tant d'autres, de la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Ancien secrétaire de M^e Mauguin et encore peu connu, il cherchait, en 1830, dans Paris, des clients à défendre et des causes à gagner, quand la Révolution de Juillet, qui vint à passer, le prit par la main et le conduisit d'abord au bureau des nombreux commis du Gouvernement provisoire, puis au parquet de la Cour royale de Paris, où elle lui enjoignit d'être substitut.

Satisfaite de son obéissance, elle l'éleva promptement au poste de conseiller; et aussitôt, n'ayant plus de destitution à craindre,

il comprit qu'il pouvait faire, à son aise, acte modéré d'indépendance.

L'appétit vient en mangeant; M^e Aylies se sentit des velléités d'ambition, et voulut être député, comme tant d'autres. Les électeurs de Domfront le comprirent à demi-mot, et, en 1842, ils l'envoyèrent à la Chambre.

Au Palais-Bourbon, M^e Aylies fut indépendant à la façon de MM. Thiers et Barrot, dont il admirait encore plus le crédit futur qu'il leur supposait, que le talent présent dont ils se faisaient gloire, et sur le champ desquels il sema, à grande volée, pour moissonner, croyait-il, à pleines gerbes, dans l'avenir; mais l'avenir, hélas! devait mettre, de ce côté, ses calculs en défaut.

Cependant, à tout seigneur tout honneur! M^e Aylies a souvent voté contre le funeste ministère Guizot; il a traité de haut les questions de politique étrangère; il a voté pour l'exclusion des fonctionnaires de la Chambre.

Il commençait à bien faire; aussi n'a-t-il point été réélu à la dernière législature de la royauté déchue. La République lui en a tenu compte. L'Orne et le Gers l'ont appelé simultanément à l'Assemblée nationale. Il a opté pour le sol natal, qui l'avait honoré de 41,269 voix, le quatrième sur la liste des huit élus du Gers. L'Orne lui avait donné 81,000 suffrages sur 88,000 votants. La République l'a fait président de chambre à la Cour d'appel de Paris. A la Constituante, il est membre du comité des affaires étrangères et des deux commissions du règlement et des ateliers nationaux.

BOUBÉE (THÉODORE).

Ex-pharmacien à Paris, né à Auch en 1794, plus connu jusqu'à ce jour par son sirop contre la goutte, cette maladie des riches, que par des travaux politiques utiles au pauvre. Ce sirop eût pu le faire bien venir de l'ex-Chambre des pairs, si elle n'avait pas été supprimée en février. Toutefois M. Boubée est un patriote zélé, ardent, éclairé, réfléchi, grave, qui a professé toute sa vie des principes franchement démocratiques, et qui possède une belle fortune, ce qui ne gâte rien.

Sous l'Empereur, il servit dans un régiment de cavalerie. Sous Louis-Philippe, il fut en butte à des tracasseries incessantes; les recueils judiciaires regorgent de procès dans lesquels il eut à se défendre contre une administration fiscale, puérile et méticuleuse.

Il fut, avec Alem-Rousseau, un des fondateurs et des rédacteurs du *Pays*.

Appelé à l'Assemblée nationale par 28,863 suffrages, l'avant-dernier sur la liste des huit élus du département, la liberté et l'ordre peuvent également compter sur lui. Il siège dans la Constituante à côté de son ami Alem-Rousseau.

CARBONNEAU (ACHILLE).

Membre du conseil général du Gers et le premier avocat du barreau de Lectoure, il est né dans cette ville en 1803. Par son mérite et son travail, il a amassé une fortune considérable, dont il fait le plus noble usage.

Ses principes républicains datent de fort loin : En 1844, un jeune sous-préfet, fils de M. Félix Réal, nourri, comme son père, dans l'optimisme du parti conservateur, arrive à Lectoure et commence à mettre ses théories en œuvre avec une inexpérience juvénile qui devait lui mériter, plus tard, la préfecture de la Côte-d'Or. Carbonneau proteste énergiquement contre les prétentions de l'administrateur imberbe ; son exemple est suivi ; et l'imprudent mandataire, n'osant lutter contre l'improbation générale, est forcé de rentrer dans Paris.

Commissaire du Gouvernement provisoire dans son arrondissement, Carbonneau y a fait chérir sa trop courte administration. Le département a acquitté cette dette du cœur en l'envoyant à l'Assemblée nationale avec un contingent de 28,633 voix. Il en eût obtenu un nombre beaucoup plus considérable, si quelques esprits méticuleux n'avaient été effrayés à tort par ses idées sur l'impôt progressif et ses doctrines sagement socialistes. Son attitude ferme et courageuse dans la journée du 15 mai a dû pleinement les rassurer, depuis, sur l'amour de l'ordre que professe leur digne représentant.

DAVID (IRÉNÉE).

Avocat distingué, homme d'un grand mérite, loyal, instruit, riche propriétaire, né à Auch en 1791, maire de sa ville natale dans une de ces rares périodes où le gouvernement déchu semblait incliner vers le libéralisme, il a mérité la réputation d'excellent administrateur, et s'est acquis une popularité qui ne lui a jamais fait défaut. Il était un des rédacteurs du *Pays*. Élu à l'Assemblée nationale par 35,400 voix, il figure le cinquième sur la liste des huit représentants du Gers, et prêtera un utile con-

cours à tout gouvernement républicain, ami de la liberté et de l'ordre, et vraiment digne de la France nouvelle.

GAVARRET.

Avocat, ancien député, membre du conseil général du Gers, chevalier de la Légion d'Honneur, né en 1791, à Lassauvetat, près de Condom, il a constamment joui d'une de ces réputations honorables qui placent un homme au premier rang dans l'estime de ses concitoyens. Aussi exerce-t-il la plus grande influence dans son arrondissement. Son extrême modestie seule nuit peut-être à son mérite ; mais, sous cette enveloppe de douceur, de timidité, on découvre un caractère supérieur. Prêt à obéir, sans cesse, au cri du devoir, sans s'inquiéter jamais des obstacles, recommandable par la netteté de ses idées et la droiture de ses principes, il a toujours été républicain et a fait, durant trente années, une opposition, non interrompue, aux deux derniers gouvernements ; mais son républicanisme n'exclut pas les deux bases principales de toute bonne société, la religion et la justice. Envoyé par ses compatriotes à une des dernières législatures du règne déchu, il crut devoir donner sa démission, ne se jugeant pas, à cette époque, ni assez riche pour remplir, avec toute l'indépendance désirable, la mission grave qui lui était confiée, ni assez peu jaloux de son honneur et de celui de ses commettants pour se vendre au pouvoir.

Il a présidé dignement le banquet réformiste de Condom, un de ceux qui furent les précurseurs de la Révolution de Février. Ce souvenir était encore présent à l'esprit de ses concitoyens, quand 64,580 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le premier sur la liste des huit élus de son département. Il s'est montré dans la commission de l'instruction publique favorable à la gratuité absolue de l'enseignement primaire.

GOUNON JEUNE.

Beau-père de Pélouquet défenseur des braves sergents de la Rochelle, il est né en 1792, à Eauze, une des anciennes métropoles de la vieille Aquitaine, ville de 3,600 âmes, aujourd'hui fort déchue, et qui ne se recommande plus que par ses nombreuses distilleries d'excellente eau-de-vie d'Armagnac. C'est à ce commerce natal qu'il s'est livré de bonne heure, et l'on peut dire, sans crainte d'être démenti par qui que ce soit, qu'il a constamment apporté dans ses transactions un esprit de

loyauté et de droiture qui lui a conquis l'estime de tous ceux qui ont été en relation d'affaires avec lui. Aussi ne doit-il qu'à son travail l'indépendance dont il jouit.

Riche propriétaire du Gers, il est connu dans le pays pour son opposition opiniâtre à la Restauration et surtout au système dégradant de Louis-Philippe, qu'il n'a cessé de combattre avec une énergie qui fait honneur à son caractère.

31,355 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale, et, chose étrange pour un démocrate tel que lui, le clergé et la noblesse n'ont pas balancé, un instant, à lui accorder leurs voix.

PANAT (SAMUEL DE).

Il est né le 21 mars 1787, à Toulouse, d'une famille noble, et a porté le titre de vicomte jusqu'au décret du Gouvernement provisoire qui abolit les distinctions de castes.

Auditeur de première classe au conseil d'État impérial, le 19 janvier 1810, il est chargé, le 20 novembre de la même année, d'une mission dans les îles de la Sonde et aux Moluques. De retour en France après la prise de Java par les Anglais, il fait partie de l'ambassade de France à Varsovie, est envoyé auprès des corps de Regnier et Schwartzemberg, les suit en 1812 et 1813, et, chargé, en 1814, d'une mission auprès du maréchal Soult, assiste à la bataille de Toulouse.

A la Restauration, il s'engage à Bordeaux dans les volontaires royaux, compagnie de La Rochejacquelein, et devient, trois mois plus tard, secrétaire d'ambassade en Sicile. A la nouvelle du retour de Napoléon, il va rejoindre le duc d'Angoulême dans le midi, et retourne à Palerme, à la suite de la capitulation du pont Saint-Esprit. Sur son refus de rentrer en France, il est compris dans le décret de proscription du 10 avril.

Nommé secrétaire d'ambassade à Naples, à la seconde Restauration, il est, au bout de deux ans, investi des fonctions de chargé d'affaires près la même cour. Démissionnaire en 1819, on le retrouve maire de la commune de l'Isle-en-Jourdain, de 1820 à 1824; sous-préfet à Bayonne, de 1824 à 1828, et préfet du Cantal en avril 1828. Partout il se fait chérir, partout il laisse des regrets.

Élu député, en novembre 1827, par le collège départemental du Gers, il vote contre les 221, et, pour ne pas prêter serment au nouveau pouvoir, quitte sa préfecture à la Révolution de Juillet. Il accepte, en 1839 et 1842, le mandat électoral du collège de Lombez. De retour au Palais-Bourbon, il y vote contre

les dotations princières, contre le droit de visite, contre l'indemnité Pritchard, contre la loi de régence, contre les fortifications, pour les incompatibilités, pour les réformes parlementaire et électorale, pour l'ordre du jour motivé contre Guizot, etc.; partout et toujours on retrouve en lui l'administrateur habile, apportant dans les discussions des bureaux un notable contingent de lumières, ne transigeant jamais avec sa conscience et volant toujours avec l'opposition.

Membre, pour ainsi dire, permanent du conseil municipal de l'Isle-en-Jourdain et du conseil général du Gers, ses compatriotes n'avaient garde de l'oublier aux nouvelles élections pour l'Assemblée nationale, et pensant que celui qui avait su conserver son indépendance sous la Restauration et sous Louis-Philippe, ne l'abdiquerait pas sous la République, ils l'ont envoyé à la Constituante à la place du général Subervie, qui, élu à la fois dans le Gers et dans Eure-et-Loir, avait opté pour ce dernier département. Simple légionnaire de 1814, il n'a ni demandé, ni obtenu aucune décoration des divers pouvoirs qui se sont succédé depuis.

GIRONDE.

Bordeaux. — 15 Représentants.

N. B. Il y a encore un représentant du peuple à nommer dans ce département à la place de M. Thiers, élu en remplacement de M. de Lamartine. Nous ferons connaître cette nomination à la fin du volume.

BILLAUEL (JEAN-BAPTISTE-BASILIDE).

Né en 1793, élève de l'École polytechnique et ensuite de l'École des ponts-et-chaussées, puis ingénieur civil, ingénieur militaire, et, de nouveau, ingénieur civil, il était, enfin, en 1837, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées dans le département de la Gironde, quand les électeurs du troisième collège de Bordeaux l'envoyèrent à la Chambre des députés. L'administration des ponts-et-chaussées, prévoyant qu'il allait se prononcer contre les projets du gouvernement et contre la majorité conservatrice, le mit en disponibilité. M. Billauel n'en fut que plus ardent à voter avec l'extrême gauche. Quoique sa santé soit ha-

bituellement mauvaise, on le vit, sinon monter fréquemment à la tribune, du moins prendre une part fort active aux travaux de la Chambre.

Homme très honorable et anti-pritchardiste, ancien membre du conseil-général de la Gironde et chevalier de la Légion d'Honneur, maire de Bordeaux depuis l'avènement de la République, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 129,954 voix, le second après Lamarline, sur la liste des quinze élus du département de la Gironde.

DELISLE (HUBERT).

Né en 1810, aux Antilles, où il possède des plantations considérables, il est venu s'établir dans le département de la Gironde, qui l'a nommé secrétaire de son comité vinicole. Maire de Saint-André de Cubzac, président du comité agricole de sa commune et libre-échangiste de conviction, il jouit, parmi ses amis, de la réputation de républicain modéré. Il veut l'ordre dans la liberté, si l'on en croit sa profession de foi. Élu à l'Assemblée nationale par 58,849 suffrages, le onzième sur la liste des quinze représentants de la Gironde.

DENJOY (JEAN-FRANÇOIS).

Né à Lectoure (Gers), le 16 juin 1814, il était, bien jeune encore, en 1830, étudiant en droit, combattant de juillet, et l'un des fondateurs du bataillon des étudiants de Paris.

Inspecteur gratuit, en 1833, de l'instruction primaire dans son arrondissement natal, il fut, en 1834, nommé, sur la demande de l'administration du Gers, inspecteur spécial pour le département entier. Seul et sans sous-inspecteur, il organisa cet important service; il créa des conférences d'instituteurs; et le département se souvient de son activité, de son dévouement aux intérêts du peuple, et de sa justice impartiale envers tous les instituteurs.

Rentré, en 1839, dans le barreau par la volonté de sa famille, il devint un des principaux avocats du Tribunal de première instance d'Auch et de la Cour d'assises du Gers, devant laquelle il débuta dans une affaire de double empoisonnement, restée célèbre dans le pays.

Membre gratuit, en même temps, de tous les comités d'instruction primaire et décoré de la Légion d'Honneur en 1844 pour douze années de service dans cette spécialité, il fut appelé, cette même année, à la sous-préfecture de Loudéac (Côtes-du-

Nord), l'administra trois ans, et y laissa, dans toutes les branches, principalement dans l'instruction primaire, dans les voies de communication, dans l'agriculture, des souvenirs durables de son passage.

Cet arrondissement n'oublie pas, surtout, la conduite de M. Denjoy durant l'hiver de 1847. Pendant trois mois d'émeutes, assez graves pour mettre, deux fois, sa vie en péril, il se multiplia afin de maintenir énergiquement l'ordre, en même temps qu'il pourvoyait aux besoins des pauvres et à l'approvisionnement des marchés.

En 1847, malgré des droits incontestables à la reconnaissance du pays, l'injustice de M. Duchâtel le relégua dans une des dix sous-préfectures les moins considérables de France, à Lesparre (Gironde). Il avait déplu au ministre par trop d'honnêteté électorale, et à l'évêque de Saint-Brieuc, par trop de dévouement à l'instruction primaire.

Fidèle, malgré sa disgrâce, à la religion du serment, il se démit de ses fonctions le 29 février 1848, par une lettre adressée à M. Ledru-Rollin, malgré l'avis contraire de sa famille et de ses amis. Elle a été publiée dans toutes les feuilles de la Gironde quelques jours avant la lutte électorale du 23 avril.

Dans ses adieux à ses administrés, M. Denjoy répond, par un cri d'indignation et de courage, à la fameuse circulaire du 11 mars. Peu de jours après, le peuple de Lesparre proclamé, par un élan spontané, sa candidature à l'Assemblée nationale.

Il était complètement inconnu à Bordeaux; le 14 avril, huit jours avant les élections, il se fait entendre au *Club démocratique des Travailleurs*; sa candidature y est proclamée, séance tenante, et, dès le lendemain, elle devient le sujet des entretiens de la ville et de l'attention de la presse locale. On exige qu'il se présente dans les autres comités électoraux, on lui fait prendre l'engagement, s'il est nommé, de devenir habitant de Bordeaux, ou au moins de la Gironde, et, quelques jours après, malgré de sourdes menées, malgré d'absurdes calomnies qui se sont reproduites plus tard sous d'autres formes, le suffrage universel, le classant le huitième sur la liste des quinze élus du département, lui décerne près de soixante-quatorze mille suffrages sur cent quarante mille électeurs.

À l'Assemblée nationale, M. Denjoy a déjà été membre des trois commissions du projet de loi sur les réunions armées, des poursuites contre Louis Blanc et du projet de loi sur les clubs. Dans les bureaux, il a parlé sur les événements du 15 mai, sur le divorce, sur le vote de confiance demandé par la *Commission*

exécutive, sur la dissolution des ateliers nationaux, sur l'instruction primaire, sur les deux Chambres (projet de constitution), sur la garantie du travail, sur le conseil d'État, etc.

Au 15 mai, il n'a quitté la salle des séances que le dernier avec son collègue Howyn de Tranchère, et s'est transporté immédiatement à l'Hôtel-de-Ville avec Lamartine, de Mornay, de Falloux, Toupot de Bévaux, Chaix, Payer, etc. Dans les journées des 23, 24, 25, et 26 juin, on l'a vu à la Grève, au pont Notre-Dame, à l'Hôtel-de-Ville, au Château-d'Eau, au faubourg du Temple, au quartier Popincourt, au faubourg Saint-Antoine. C'est lui qui a fait décorer de la Légion d'Honneur le jeune garde mobile Hyacinthe Martin.

M. Denjoy est un patriote de la veille et un républicain sincère du lendemain. Il ne sépare ni l'ordre de la liberté, ni la liberté de la propriété et de la famille; mais il poursuit, avec ardeur, tout ce qui peut élever et améliorer le sort du peuple. Sa profession de foi l'a déclaré, et tout son passé confirme d'avance sa profession de foi.

DESÈZE (AURÉLIEN).

Né à Bordeaux en 1810, avocat de premier ordre près la Cour d'appel de cette ville, c'est un homme de belle figure, de manières simples, d'un organe brillant. Il est le neveu de Romain Desèze, le célèbre défenseur de Louis XVI. Son oncle, dégoûté des ennuis que lui avait suscités à Bordeaux la défense du président Dupaty, était venu, en 1784, chercher fortune à Paris et y avait trouvé l'immortalité. La première cause qu'il y plaida, fut celle de la fille d'Helvétius; et, à cette occasion, Hérault de Séchelles, alors premier avocat-général, le félicita lui-même au nom de tout le parquet de la capitale.

Son neveu suit, dit-on, avec éclat ces belles traditions de talent, de courage et de gloire. La carrière de la magistrature lui promettait un avancement rapide; il n'avait pas atteint sa trentième année, et il était déjà avocat-général dans sa ville natale, lorsque éclata la Révolution de 1830, à la suite de laquelle il donna sa démission et rentra dans le barreau.

Il ne paraît pas que l'avènement de la République ait excité chez lui la même répulsion. On assure, au contraire, qu'il a salué avec joie les événements de février, résolu qu'il est de consacrer, sans arrière-pensée, toute son activité, toute son intelligence à la solution des grands problèmes politiques et sociaux dont la France attend son salut, son bonheur et son avenir. Élu

par 58,302 voix, le douzième sur la liste des quinze représentants de la Gironde.

DECOS (THÉODORE).

Membre du conseil-général du commerce et du conseil-général de la Gironde, chevalier de la Légion d'Honneur, né en 1801, il fut appelé, pour la première fois, à la Chambre des députés, en 1834, par le deuxième collège électoral de Bordeaux; et sa réélection n'y a, depuis lors, souffert aucune difficulté. Au Palais-Bourbon, il s'est fait remarquer par plusieurs rapports d'un rare mérite sur la pêche de la morue, sur la police du roulage, sur les douanes, sur les crédits relatifs aux affaires de la Plata, sur plusieurs budgets de dépenses. Il a repris la proposition de M. Gauquier sur les incompatibilités; il a attaché son nom à la demande d'admission des capacités à la participation des droits électoraux; il est, de plus, auteur, en 1844, de l'ordre du jour motivé sur la question de Taïti. Nous regrettons d'être obligé de consigner ici que c'est lui aussi qui a proposé, cette même année, l'introduction du fameux mot *flétrir* dans le paragraphe de l'adresse, à l'occasion de l'innocent pèlerinage de quelques-uns de ses collègues auprès du duc de Bordeaux, à Belgrave-Square. Du reste, il s'est bien relevé de cette erreur dans son dernier discours sur le projet d'adresse de 1848. Là, son talent s'est révélé sous une face nouvelle, et il a battu en brèche le ministère sous le coup des personnalités les plus mordantes et les plus justes.

Jusque-là, durant tout le règne de Louis-Philippe, il avait voté avec l'opposition dynastique. C'est un homme petit, brun, bien pris dans sa taille, sévère dans son attitude, posé dans son langage, malheureusement un peu monotone dans sa diction. Orateur facile cependant, original, élégant même parfois, il voguait, à la dernière Chambre, dans les eaux de M. Thiers, son ami, traitant de préférence, sans beaucoup de passion ni d'enthousiasme, les questions de politique internationale, de commerce, d'industrie, et y faisant preuve de connaissances pratiques et d'une certaine perspicacité.

Appelé à l'Assemblée nationale par 105,906 suffrages, le cinquième sur la liste des quinze élus de la Gironde, il y sera d'une incontestable utilité s'il consent à entrer résolument dans la nouvelle voie démocratique qui s'ouvre sous ses pas. Ce n'est pas tout, en effet, de proclamer la République; il faut encore savoir l'organiser forte et durable.

FEUILHADE-CHAUVIN.

Né en 1796, il offre un curieux sujet d'étude au physiologiste, au psychologue et au dramaturge.

Royaliste ardent en 1815, il faisait parade, au sein de la jeunesse dorée de Toulouse, de sentiments d'amour et de dévouement illimité pour l'auguste dynastie des Bourbons. Malgré la sensibilité de l'épiderme du diable au contact de l'eau bénite, il se faufila aussi dans le clergé, comme il s'était faufilé parmi les royalistes. Enfin, grâce à la protection de MM. Ravez et Peyronnet, il fut nommé substitut du procureur général à Bordeaux.

La Révolution de Juillet le trouva procureur général à Bastia. Au bruit du combat populaire, il s'éloigne de la Corse, et s'approche de Paris, où il trouve l'honnête Dupont (de l'Eure), qui lui confère le même poste à la Cour royale de Bordeaux. Plus tard, il est revêtu de fonctions pareilles à Lyon, la seconde ville du royaume.

Élu député en 1842, par le collège de Libourne, sous les auspices de M. le duc Decazes, son compatriote, et à l'ombre de la politique conservatrice, il est nommé bientôt conseiller à la Cour de cassation. Il vote avec les députés conservateurs le temps nécessaire pour prouver au gouvernement sa reconnaissance. Mais enfin, un beau jour, n'ayant plus rien à craindre, ni rien à perdre, il passe à l'opposition de gauche, avec armes et bagages, au grand ébahissement de M. le duc Decazes lui-même, l'homme du système de bascule sous Louis XVIII.

Dès lors, plus d'une fois, il s'est chargé d'attacher le grelot aux attaques anti-ministérielles. C'est lui, par exemple, qui a proposé, dans la discussion de l'adresse de 1843, le fameux amendement qui avait pour but de *rappeler* le cabinet Guizot-Duchâtel à la sincère exécution des lois.

Sur ce terrain nouveau, la place toute naturelle du citoyen Feuilhade-Chauvin était à l'Assemblée nationale, où la République a le bonheur de le compter aujourd'hui, escorté de 48,402 suffrages, le dernier des quinze élus de la Gironde.

HOWYN DE TRANCHÈRE (JULES).

Né à Bordeaux, le 18 avril 1816, il fit, de fort bonne heure, des études sérieuses. Mais il ne suivit aucune des professions savantes auxquelles il avait le droit d'aspirer. En 1834, il écrivit,

par délasement, dans un petit journal, quelques articles satiriques, d'autant mieux accueillis, qu'ils étaient marqués au coin d'une sincérité et d'une franchise qui deviennent plus rares de jour en jour.

Aiguillonné, mais non ébloui par les éloges, il résolut d'aller plus loin, et s'enfonçant dans les matières sérieuses, il fournit, de 1835 à 1844, à la presse bordelaise, des articles de fonds et d'économie politique dont la justesse et la portée étonnèrent dans un jeune homme.

Appelé plus tard, comme grand propriétaire, à diriger de vastes travaux agricoles, il embrassa cette nouvelle position comme le véritable but de sa vie, et réussit à s'y rendre utile.

Nommé représentant du peuple par 62,796 voix, le dixième sur la liste des quinze élus de la Gironde, il a marqué sa place parmi ceux de ses collègues qui veulent le bonheur de la France sous une liberté bien entendue. On a dû le juger par son premier discours, dans lequel brille principalement la bonne foi.

LAGARDE.

Un des avocats les plus instruits et les plus brillants du barreau bordelais, généreux, loyal, faisant ouvertement de l'opposition sous Louis-Philippe, mais ne s'élevant pas alors, ainsi que beaucoup d'autres, au-dessus de la nuance Odilon Barrot; il est né en 1803 dans le département de la Gironde. « C'est, dit un malin biographe, un avocat bruyant, capable de parler de tout, sur tout et contre tout, ce qui a fait dire de lui qu'il était le plus avocat des avocats de Bordeaux. » Il y a de l'exagération dans ce portrait. Ses concitoyens l'attendent, avec confiance, aux débats de l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 88,499 voix, le septième sur la liste des 15 élus de son département.

LARRIEU (AMÉDÉE).

Né à Brest, en 1807, jeune, marié, estimé de ce qui l'entoure, il est fils du propriétaire d'un des premiers vignobles bordelais. Qui n'a entendu parler, en effet, du *Haut-Brion*? Sa famille, sous l'ancien régime, tenait au parti de la légitimité. Pour sa part, après avoir achevé son droit à Paris, il fit un voyage aux États-Unis, y séjourna deux ans; et l'étude du gouvernement républicain le porta à se rallier, de bonne heure, aux idées libérales.

Aux élections de 1846 il fut, dans la Gironde, le concurrent de M. Blanqui, et n'échoua qu'après trois jours de ballottage, à

une très faible minorité. Aujourd'hui, il abonderait aisément dans l'opinion républicaine la plus avancée, s'il redoutait moins les *communistes*, cet épouvantail des propriétaires, auquel on fait beaucoup trop d'honneur en le supposant dangereux. Peut-être M. Larrieu parviendra-t-il à se rassurer sur ce point. Il ne lui manque pas autre chose pour faire un excellent représentant du peuple. Élu, l'avant dernier, sur la liste des 15 députés de la Gironde, par 51,962 voix, il fait partie du comité du commerce.

LUBBERT.

Né à Bordeaux en 1803, on l'embarqua dès qu'il fut en état de servir sur mer. Après de nombreux voyages, il passa de remarquables examens et fut reçu capitaine au long cours. Son incontestable capacité, sa probité à toute épreuve, son caractère énergique, son inflexible justice envers ses subordonnés, lui concilièrent l'affection de ses marins et l'estime des armateurs pour lesquels il a navigué.

A la Révolution de Février, il publia une brochure intitulée : *Lubbert à ses concitoyens !* Cet écrit est marqué au coin d'une intelligence supérieure, d'un patriotisme sincère et d'un libéralisme désintéressé. Ce jugement a été confirmé par le peuple électoral de la Gironde, qui a envoyé l'auteur à l'Assemblée nationale avec un contingent de 117,147 suffrages.

RICHIER (MARCEL).

Né le 8 août 1805, à Joinville (Haute-Marne), il terminait, en 1830, son stage à Paris, quand il prit une part active à la Révolution de Juillet. Inscrit, plus tard, sur le tableau des avocats près la Cour de Bordeaux, il ne se livra point à l'exercice de la plaidoirie, mais s'abandonna au penchant vers lequel l'entraînait son goût prononcé pour l'agriculture.

C'est une plante du nord, transplantée dans le midi, où elle a pris racine. Il s'est marié dans la Gironde à une riche héritière qui l'a laissé veuf avec des enfants.

Il a concouru, en 1834, à la fondation du comice agricole central du département, dont il a dirigé les utiles travaux avec une rare distinction, pendant six années, en qualité de secrétaire-général. En 1840, il a participé également à l'organisation du comité vinicole de Bordeaux, en est devenu le secrétaire-général et a été un des rédacteurs de la fameuse pétition du 5 mai, qui a rencontré une si vive répulsion à la Chambre des Pairs.

En 1841, acquéreur de la terre de *Pomès*, un des vignobles les plus considérables du Médoc, il se livra à la culture avec un succès complet, opéra d'immenses dessèchements par remblais et colmatage, créa des terres et des prairies nouvelles, pratiqua en grand l'élève du cheval, établit dans ses vignes l'unité de cépages par division de pièces, et fonda divers ateliers d'industrie agricole.

Depuis cette époque, il a rempli les fonctions de maire de Ludon et de directeur de la commission syndicale pour le dessèchement des marais. Sa générosité durant l'hiver de 1847 a laissé dans la contrée des souvenirs de reconnaissance ineffaçables.

Nommé, en 1843, président de la Société d'agriculture du département, il a été réélu, d'année en année, dans ces fonctions honorables, qu'il remplit encore. Quoiqu'il ait ouvertement professé, il y a quelques années, des opinions franchement républicaines, absorbé, dans ces derniers temps, par ses travaux agricoles, il était devenu, pour ainsi dire, étranger aux luttes des partis. Toutefois, en économie agricole, il n'a pas cessé de figurer dans les rangs les plus avancés. Homme essentiellement pratique, il a prouvé par ses actes, ses discours et ses écrits qu'il est apte à résoudre, sans peine, dans cette spécialité, les problèmes les plus difficiles et d'en faire, au besoin, une application immédiate. Sous ce rapport, il est appelé à rendre au pays d'importants services dans le sein de l'Assemblée nationale, où il a pris place, le quatrième des 13 élus de la Gironde, avec un contingent de plus de 116,000 voix.

SERVIÈRES.

Né à Bazas en 1808, avocat au barreau de sa ville natale, membre du conseil général de la Gironde, il a essayé, plusieurs fois, sous la monarchie déchue, d'arriver à la députation, sous le drapeau de l'opposition de gauche, et a été notamment le concurrent, en cette qualité, de M. Galos aux dernières élections de 1846. Républicain un peu tiède, il se serait, dit-on, mieux accommodé de la régence que du régime qui a prévalu. C'est, cependant, un homme d'un véritable mérite, qui pourra exercer, ajoute-t-on, une certaine influence à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par près de 93,000 suffrages, le sixième sur la liste des 13 élus.

SIMIOT.

Né à Bordeaux en 1808, membre, depuis sept ans, du conseil municipal de cette ville, où ses opinions franchement démocratiques l'avaient fait porter par l'opposition radicale, jamais, sous l'ancien Gouvernement, il n'a fait mystère de ses convictions républicaines. Son caractère honorable le maintenait dans sa position. La même cause a doublé, depuis février dernier, sa force et sa popularité dans l'esprit de ses concitoyens. Il n'est pas un Bordelais qui n'ait été heureux de l'inscrire sur sa liste.

Il faisait déjà parti du conseil municipal de Bordeaux, à la mort du duc d'Orléans, et seul il refusa de voter des compliments de condoléance à Louis-Philippe sur la perte de son fils aîné; car il voyait dans ce malheur l'espoir de l'avènement de la démocratie et du renversement d'un pouvoir qu'il a toujours combattu. Il a traité d'une manière remarquable, dans les délibérations de l'Hôtel-de-Ville de Bordeaux et dans la presse du chef-lieu de la Gironde, les questions qui se rattachent aux octrois. Patriotisme, talent, courage, dévouement, telles sont enfin les qualités qui distinguent le citoyen Simiot. Près de 116,000 votes l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le neuvième sur la liste des quinze élus du département.

THOMAS (CLÉMENT).

Il est né à Libourne en 1812, et a fait ses études à Paris. Entré au service comme volontaire, il était maréchal-des-logis au 9^e de cuirassiers, quand il figura au procès d'avril dans la catégorie des accusés de Lunéville. La Cour des pairs le condamna à la prison. Enfermé à Sainte-Pélagie, il réussit à rompre ses fers avec Guinard et d'autres de ses amis, et se réfugia en Angleterre, où il vécut jusqu'à l'ordonnance d'amnistie.

Il entreprit alors l'éducation de deux jeunes gens, tout en concourant à la rédaction du *National*, dont quelques-uns de ses anciens complices lui avaient ouvert les portes, et dont il ne fut jamais un des premiers collaborateurs. A peine y traitait-il certaines questions militaires d'un point de vue étroit et qui faisait disparate avec le surplus de la rédaction.

A la Révolution de Février, il a été, grâce aux mêmes protections, envoyé dans la Gironde en qualité de commissaire du Gouvernement provisoire, pour y réparer les fautes d'un prédécesseur qui n'avait pas su se faire aimer.

Son séjour n'y a pas été long ; il est revenu à Paris briguer les suffrages de la deuxième légion de la garde nationale, qui a échangé ses anciennes épaulettes de laine contre des épaulettes de colonel, succès inouï, auquel les colonnes officieuses de ses camarades du *National* n'ont pas été inutiles.

La violation de l'Assemblée nationale au 13 mai lui a valu les étoiles de général en chef de la garde nationale parisienne, à la suite de l'arrestation du malheureux Courtais, promotion non moins extraordinaire et qui a soulevé la susceptibilité de plusieurs feuilles et d'un grand nombre de soldats-citoyens qui s'obstinaient à croire que ce grade, comme tous les autres dans ce corps, ne devait être décerné qu'à l'élection.

Clément Thomas s'est fait un tort immense dans l'opinion de ses camarades en déclamant à l'Assemblée nationale contre la Légion d'Honneur, qu'il a traitée maladroitement de *hochet de la vanité*, expression au moins légère, qu'il a vainement essayé de retirer et d'expliquer depuis.

On a vu là, à tort sans doute, l'expression d'une mesquine envie contre un signe honorifique, illustré par tant d'actions d'éclat et qui était la seule faveur qu'on n'eût pas eu encore le temps de lui accorder. Un vieux soldat, le général Lebreton, a défendu, à l'Assemblée nationale, l'étoile des braves ; et un jeune officier, fils du général Bertrand, le compagnon d'exil de Napoléon, a adressé à ce sujet à Clément Thomas un cartel qui n'a pas eu de suite.

Il avait abdiqué ses fonctions de généralissime avant l'insurrection de juin. Aussi la garde nationale n'a-t-elle pas été médiocrement surprise de le voir, en cette circonstance, parcourir ses rangs avec des épaulettes étoilées. Le général Changarnier a mis fin à cet incroyable malentendu en acceptant le commandement de la milice citoyenne.

Clément Thomas a été envoyé à l'Assemblée nationale, le 13^e sur la liste des 15 élus de la Gironde, avec un contingent d'un peu plus de 56,000 voix. Le premier élu de ce département, M. de Lamartine, en avait réuni plus de 137,000.

HÉRAULT.

Montpellier. — 10 Représentants.

ANDRÉ (JULES).

Maire actuel de la ville de Lodève, où il jouit de l'estime générale, il a été porté, de bonne heure, vers le malheureux par un instinct naturel, et, dès l'époque de ses études en droit, il cherchait dans les doctrines philosophiques et sociales des remèdes à ses souffrances. Connue, depuis longtemps, pour ses opinions démocratiques qui l'ont fait persécuter par la Restauration, associé d'agent de change près la Bourse de Paris, où il approfondit les questions de crédit public, il s'était fait un nom par sa loyauté et sa droiture dans la carrière de l'industrie qu'il a parcourue honorablement comme associé, depuis douze ans, à une maison de commerce qui possède de vastes ateliers. Exempt d'ambition personnelle, il est entièrement dévoué à la cause de l'humanité et des classes nécessiteuses. Né dans le département de l'Hérault, le 2 mai 1809, d'une patriarcale famille de négociants, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 60,000 voix, le premier sur la liste des dix élus. C'est un homme de haute stature et de belle prestance, une espèce de bourru bienfaisant, sans façon, accessible à tous, très populaire et très démocrate.

BERTRAND (JEAN-PIERRE-LOUIS-TOUSSAINT).

Né à Saint-André (Hérault) le 27 octobre 1793, il se livra, de bonne heure, à l'étude de la médecine et de la chirurgie, fut, pendant dix années interne à l'Hôtel-Dieu de Montpellier, et enseigna, durant ce laps de temps, l'anatomie, ainsi que la clinique médicale et chirurgicale. Reçu docteur en 1823, il fut nommé agrégé l'année suivante, et devint un des premiers praticiens de l'Hérault. Il doit à son talent une honnête aisance.

Son zèle et son dévouement pour les malheureux ne se sont jamais démentis. Il a toujours prodigué des soins empressés et gratuits, non seulement à l'indigent, mais aussi à l'ouvrier qui n'a pour vivre que le travail de ses bras.

Le sentiment de la nationalité fut le premier mobile de son

patriotisme. Il s'indigna de voir l'étranger souiller le sol de la France, il fut hostile aux Bourbons, parce qu'ils étaient venus dans les bagages des Cosaques. En 1815, Bonaparte lui apparut comme le salut de la nationalité, et il signa l'acte de la fédération des Cent Jours. A la seconde Restauration, il arracha plusieurs militaires à la fureur des terroristes du Midi.

Emprisonné, le 30 novembre 1815, pour avoir, dit le mandat de dépôt, conspiré contre le gouvernement *paternel* du roi, il fut relâché faute de preuves, mais resta longtemps sous la surveillance de la haute police.

En novembre 1816, s'étant rendu à Lyon dans le but de concourir pour la place de chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, il fut expulsé administrativement de la ville la veille même du concours. Présenté en 1825 par la Faculté de Montpellier comme un des candidats à la chaire d'accouchement et des maladies des femmes et des enfants, ses opinions lui firent préférer un des confrères.

Il n'a pas cessé de combattre la Restauration jusqu'à sa chute; et il a été plus hostile encore au gouvernement de Louis-Philippe qu'à la Restauration. Jamais il ne laissa échapper l'occasion d'obliger des patriotes malheureux et de soutenir la presse radicale. Il veut que le gouvernement républicain soit démocratique, seul gage, à son avis, de sa force et de sa durée. Il veut qu'on poursuive l'application progressive de la question sociale, sans oublier jamais le respect de la famille et de la propriété. 33,105 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

BRIVES.

Né à Montpellier en 1800, fils d'un jardinier, il est doué d'une remarquable intelligence. Sans avoir reçu une éducation complète, il a beaucoup acquis de lui-même; il a de la pénétration, saisit bien vite les questions qu'il n'a pas étudiées, et étonne par ses observations judicieuses et piquantes.

Vrai type républicain, il pousse la générosité, la franchise, la fermeté jusqu'à l'abnégation de ses intérêts personnels. Possesseur d'une honnête aisance, il s'est réduit à la gêne pour sauver l'honneur de son nom, compromis dans de malheureuses spéculations par un membre de sa famille. Il a provoqué de fréquentes souscriptions pour venir en aide aux amendes des journaux démocratiques.

L'avènement de la République a comblé tous ses vœux. Nom-

mé commissaire du gouvernement provisoire, le 21 mars, en remplacement de M. Charamaule, il en a rempli les fonctions avec justice, impartialité et bonheur, malgré les difficultés de tout genre qui n'ont cessé d'entraver la marche de son administration, et a refusé, quoique pauvre, le traitement qui y était attaché. 29,900 voix reconnaissantes l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

Là il vote avec la démocratie pure. Le piquant de ses observations a tourmenté bien des fois tous les présidents qui se sont succédé au fauteuil. C'est lui qui, pour mettre le comble au ridicule des entraves apportées par la loi à la tenue des clubs, a spirituellement demandé qu'elle imposât un costume à leurs membres.

CARRION-NISAS (ANDRÉ DE).

Issu d'une des plus anciennes familles de France et d'Espagne; fils d'un tribun de notre première Révolution, qui est mort général de brigade; toujours fidèle aux doctrines républicaines; victime de la Restauration qui le destitua et du gouvernement de Louis-Philippe qui l'envoya en prison, avec Raspail et Armand Carrel, à l'occasion de l'attentat Fieschi, il est né à Lésignan-la-Cèbe (Hérault), le 24 janvier 1794, et a longtemps habité Paris, où il était fort connu dans la littérature et dans la presse. Décoré de Juillet, il a, sous le règne déchu, échoué, comme candidat radical, aux trois dernières élections de l'Hérault pour l'ex-Chambre. La France n'était pas encore mûre pour la démocratie. A l'avènement de la République, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 30,397 voix, le sixième sur la liste des élus du département.

Soldat avancé de l'intelligence, il avait combattu de sa plume le régime monarchique, depuis 1817 jusqu'en 1848, publiant un grand nombre de brochures politiques, concourant à la rédaction de presque toutes les feuilles progressives, coopérant au célèbre recueil des *Victoires et Conquêtes*, et s'étant, dès 1824, placé fort haut dans l'estime publique, comme publiciste et comme économiste, par un excellent ouvrage intitulé *Principes d'économie politique*, appartenant à la collection fondée par le général Lafayette sous le titre de *Bibliothèque du Citoyen*.

CAZELLES (BRUTUS).

C'est le fils de ce doyen des patriotes méridionaux, dont les

principes républicains ne se sont jamais démentis, et que ses concitoyens ont surnommé à juste titre *le Dupont (de l'Eure) du Midi*. Brutus, dont le nom révèle et résume à la fois les sentiments politiques de son père et les siens, naquit à Montagnac le 7 octobre 1793. Il fut élevé aux collèges de Castres et de Montpellier. Pendant les Cent Jours, il était aide-de-camp provisoire et secrétaire d'état-major du général de brigade Guillet. Il partagea volontairement sa captivité à Lyon, et se retira pour ne pas servir les Bourbons; il était déjà républicain.

Sans cesse à la tête des comités électoraux de l'opposition la plus avancée, Brutus influence les élections et pousse aux manifestations démocratiques. Il prédit hautement la Révolution de Juillet. Le préfet le menace de le faire arrêter : « Avant demain, lui répond le courageux républicain, je vous ordonnerai, moi, d'évacuer votre préfecture. » Le soir même le mouvement de Paris est connu, et Brutus préside au départ du magistrat; il se met à la tête du peuple, il est élu à l'unanimité commandant de la garde nationale, il arbore le drapeau tricolore à l'Hôtel-de-Ville, il proclame le Gouvernement provisoire, il règne en maître absolu dans cette cité où il n'avait trouvé, à une autre époque, que des incendiaires et des assassins.

On craint d'abord des représailles, mais les patriotes ne se vengent pas; Brutus ne cherche qu'à faire aimer cette révolution dont il espère davantage; et, quand tout est pacifié, il se contente des modestes fonctions de directeur de la poste aux lettres.

Bientôt, dégoûté de la marche suivie par le gouvernement, trompé dans ses plus chères espérances, il profite d'une altercation qu'il a avec un de ses supérieurs pour donner sa démission et rentre dans la vie privée. Il vient habiter Paris, et, au milieu d'un cercle d'amis, conserve, comme en un foyer saint, ses croyances républicaines.

Après la Révolution de Février, le département de l'Hérault ne pouvait oublier Brutus Cazelles dans ses élections. 35,088 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

CHARAMAULE (HIPPOLYTE).

Né à Mèze, le 23 avril 1794, c'est un des avocats les plus distingués du Midi. Il a été envoyé à la Chambre des députés en 1831 par le collège *extra-muros* de Montpellier, et en 1834 et 1839 par celui de Lodève. Il ne se présenta point aux élections en 1842; les dangers que courait une vie bien chère, le contraignirent

à s'abstenir; et la calomnie, souillant un noble dévouement conjugal, accrédita le bruit qu'il se retirait pour céder la place à M. Viger. A cette calomnie, il répondit : « Je considère le candidat de Lodève comme l'homme de Guizot, et Guizot comme une calamité publique. »

M. Charamaule a combattu l'hérédité de la pairie; il a demandé que la Chambre se déclarât incompétente dans les procès intentés à *la Tribune*, que ce journal fut renvoyé devant le jury, et que sa condamnation ne fût prononcée qu'aux deux tiers des voix; il a vigoureusement appuyé la pétition de Perottes sur les massacres du pont d'Arcole et fait voter qu'une enquête aurait lieu à cet égard; il a parlé et voté contre la loi sur les associations; il a combattu les projets de loi sur les crieurs publics, sur la possession d'armes de guerre et de munitions, sur la disjonction, rejetée à une voix de majorité; sur les dotations et sur les fortifications de Paris. Il a défendu, au nom de l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales*, la question de la liberté de la presse contre la jurisprudence Bourdeau. Enfin, sous tous les ministères, à toutes les sessions, il a constamment voté contre les fonds secrets. On se rappelle encore avec quelle énergie il interpella Guizot, qui avait osé, sous un gouvernement constitutionnel, traiter d'*absurde* et de *barbare* le principe de la souveraineté du peuple. Il a présidé, le 5 décembre 1847, le banquet de Montpellier, dans lequel il a porté un toast : *A la Réforme électorale!* Il a présidé, le 23 février 1848, le comité électoral de ce chef-lieu. Le 25, il faisait partie de la commission exécutive composée, outre lui, de MM. Brives, Laissac, Renouvier, Dijon et Oscar Gervais, laquelle fut envoyée, à neuf heures du matin, par le comité électoral pour aller sommer le premier magistrat du département, M. Mallac, d'avoir à déposer ses pouvoirs entre leurs mains.

A cinq heures, à la nouvelle de la proclamation de la République, reçue par le télégraphe, il fut nommé président de cette commission préfectorale, et, le soir, avec ses cinq collègues, il faisait annoncer le nouveau gouvernement dans les rues et sur les places publiques.

Après la nomination de M. Renouvier, comme commissaire du Gouvernement, il quittait ses collègues, partait inopinément pour Paris, et se faisait nommer commissaire adjoint le 10 mars. Révoqué le 21, il était remplacé par M. Brives.

Il a été envoyé à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 50,028 voix, le troisième sur la liste des représentants de l'Hérault.

LAISSAC (GUSTAVE).

M. de Larcy, élu à la fois dans l'Hérault et le Gard, ayant opté pour ce dernier département, le peuple électoral du premier a nommé M. Laissac à sa place; mais l'Assemblée nationale, dans sa séance du 16 juin, a ordonné une enquête sur cette élection, qui a été annulée.

REBOUL-COSTE (ARISTIDE).

Né à Pézenas, le 9 août 1792, ancien élève de l'École Polytechnique, il a servi dans l'artillerie jusqu'en 1825, époque à laquelle il est rentré dans ses foyers pour s'occuper spécialement d'agriculture.

Nommé député après la Révolution de Juillet, il a été à la Chambre un des premiers soldats de cette phalange démocratique qui se signalait par son opposition constante au système rétrograde du nouveau gouvernement. Renonçant enfin à faire prévaloir ses opinions patriotiques, il donna sa démission en 1833, pour revenir à ses chers travaux agricoles.

47,071 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le deuxième sur la liste des dix représentants de l'Hérault. Républicain de la veille, il sait toutes les obligations que ce titre impose, et il aura la volonté et la force de les remplir.

RENOUVIER (JULES).

Son père, député en 1827, était un des 221; il siégea à la Chambre jusqu'en 1834, et vota constamment avec l'opposition. Quant à lui, né à Montpellier, en 1804, et ancien élève de l'École Polytechnique, il faisait partie, en 1829, des saints-simoniens, dirigés par Bazard, et se sépara de cette secte, avec Carnot, Buchez, Jean Reynaud et Charton, quand elle tomba dans les aberrations mystiques d'Enfantin.

La politique n'absorba pas, dès lors, exclusivement ses loisirs. A partir de 1832, il se livra, avec ardeur, à des études historiques et archéologiques, publia une *Histoire des Monuments du Languedoc*, des notes sur les *Monuments gothiques de l'Italie*, ainsi que plusieurs articles dans des recueils spéciaux, et fut nommé inspecteur des monuments historiques par le comité de ce nom, siégeant au ministère de l'instruction publique, fonctions toutes gratuites, nullement politiques, qui ne gênaient en

rien la manifestation de ses opinions et ne l'empêchaient pas d'être classé à Montpellier parmi les radicaux.

Élu, en 1844, membre du conseil municipal de Montpellier par l'opposition, il est poussé par elle à la Chambre de 1846, dans le collège électoral de Lodève, mais il échoue devant la corruption électorale, organisée au profit du président Viger.

Le 5 décembre 1847, au banquet de Montpellier, présidé par Garnier-Pagès, il porte un toast *au progrès dans les réformes* et se prononce ouvertement pour le suffrage universel. Le 25 février 1848, à midi, il prend place parmi les membres de la commission administrative, désignée par le cri public, laquelle, à la réception de la dépêche télégraphique du Gouvernement provisoire, s'installe à la préfecture et proclame la République.

Quelques jours après, le ministre de l'intérieur le nomme commissaire dans l'Hérault; il fait aussitôt abandon à l'État de son traitement, et donne sa démission le 3 avril. 34,566 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des dix représentants de l'Hérault. Sa modestie égale son savoir; ce ne sont ni ses intrigues ni ses efforts personnels qui l'ont fait élire. Il a fallu que les suffrages de ses concitoyens vinssent le chercher, pour en faire un représentant, comme le Gouvernement provisoire lui-même l'avait arraché à sa studieuse retraite pour en faire un excellent commissaire de la République.

VIDAL.

Ancien professeur, ancien négociant, âgé de 63 ans, né à Féline, canton d'Alouzac, arrondissement de Saint-Pons, ce n'est pas, tant s'en faut, un acteur nouveau sur la scène politique, car il a déjà siégé à la Chambre des députés, où les services qu'il rendait, au sein des diverses commissions, notamment dans les questions de finances, le faisaient considérer comme un des membres les plus capables et les plus utiles. Il ne ménageait pas le blâme dans les rapports dont il était chargé et prenait souvent, mais en vain, l'initiative d'améliorations urgentes, selon lui, à accomplir en faveur de la classe ouvrière. C'est dire qu'il appartient, depuis longtemps, à l'opinion démocratique, et que le peuple électoral de l'Hérault a été bien inspiré en l'appelant par 34,394 suffrages à l'Assemblée nationale, le cinquième sur la liste des dix élus du département.

ILLE-ET-VILAINE.

Rennes. — 14 Représentants.

AUDIGNÉ DE LA CHASSE.

Ancien officier, membre du conseil général d'Ille-et-Vilaine, né en 1791, il fut nommé, en 1839, en sa qualité de légitimiste pur, député du collège de Montfort à l'ancienne Chambre, où il n'a pas cessé d'être élu depuis. Or, il y parlait fort peu, mais, en revanche, y siégeait fort régulièrement sur son banc de droite. C'était, en somme, un brave et loyal gentilhomme, un ex-marquis, d'une opinion fort modérée, qui n'aimait ni Louis-Philippe, ni Guizot, ni Thiers, et avait pris l'habitude de voter avec l'opposition, appuyant toutes les réformes utiles, et se montrant l'énergique adversaire des actes anti-nationaux des ministres corrompus et corrupteurs qui s'éternisaient au pouvoir. Ses compatriotes bretons, fidèles à leurs vieilles habitudes, ont eu la bonne idée d'en faire un représentant du peuple sous la République, et de l'envoyer à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 77,999 voix. A la bonne heure ! nous savons, au moins, à quoi nous en tenir ; et nous préférons, pour notre part, ce légitimiste, franchement démocrate, à beaucoup de ses collègues, hommes sournois et à double face, qui soufflent, au besoin, le chaud et le froid, et ont en réserve des opinions de commande pour toutes les éventualités possibles.

AUDREN DE KERDREL (VINCENT).

Fils et petit-fils de maires de Lorient, où sa famille jouit d'une grande considération, il est né dans cette ville, le 27 septembre 1815. Ancien élève pensionnaire de l'École des Chartes, il possède une instruction étendue, qui lui a valu, plusieurs fois, l'honneur d'être délégué à des congrès scientifiques et agricoles, à Paris et ailleurs.

Marié à Rennes à une femme d'une remarquable beauté, l'amour de son intérieur et son penchant pour l'indépendance l'ont constamment éloigné des fonctions publiques. Il se bornait à être rédacteur en chef du *Journal de Rennes*, feuille monar-

chique, à tendances démocratiques prononcées. Poète, artiste, savant, homme éminemment religieux, à la figure calme et sereine, aux mœurs pures, au caractère empreint de droiture, de fermeté, de douceur, esprit fin et délié, doué d'une imagination féconde, écrivain judicieux et charmant, orateur plein de verve et de grâce, il excelle dans les sciences naturelles, historiques, philosophiques, archéologiques, agricoles, et fait partie de la Société des Antiquaires de Normandie, de la Société pour la conservation des monuments nationaux, de l'Association bretonne, etc., etc.

Ses vastes connaissances le rendaient donc très apte à siéger dans une assemblée politique délibérante. Malheureusement, il est quelque peu légitimiste; et nous n'avons pas cessé, que nous sachions, d'être en république. 83,571 suffrages, l'ont classé le huitième sur la liste des quatorze élus à la Constituante.

BERTIN (AMÉDÉE).

Né à Rennes, le 23 octobre 1803, et reçu docteur en 1829, il exerçait la médecine et professait la chimie dans sa ville natale, quand la Révolution de Juillet le surprit au milieu de ses travaux. Son père, médecin renommé pour son savoir et son caractère, fut appelé, en ce moment, par la confiance de ses concitoyens, à la tête de l'administration provisoire de la ville de Rennes et du département d'Ille-et-Vilaine. Le souvenir des guerres civiles dont l'arrondissement de Fougères avait été le théâtre, n'engageait personne à accepter cette sous-préfecture. On l'offrit au jeune Bertin, et il abandonna la belle carrière qui s'ouvrait devant lui, pour entrer dans l'administration.

Dans cette nouvelle position, qu'il a occupée plus de dix-sept ans, il a su se concilier l'estime de tous les partis, et, par son attitude ferme et conciliante, a empêché cet ancien foyer de la vieille chouannerie de prendre part aux troubles de l'Ouest en 1831. Plus occupé, toutefois, d'administration que de politique, il a doté la ville et l'arrondissement de nombreuses améliorations qui ont accru leur prospérité. Son intelligence, son activité, sa bourse, ont constamment été au service de toute œuvre utile.

Il a fondé à Fougères une caisse d'épargne et une salle d'asile, la première du département. Il a organisé et dirigé, lors de la disette de 1847, un service de secours portés à domicile par toutes les personnes notables, et assuré ainsi la subsistance des pauvres ouvriers et la tranquillité publique. Il s'est constam-

ment occupé, avec zèle et suite, de la propagation de l'enseignement primaire, et a publié divers travaux dans ce but. Les besoins de l'agriculture ont aussi fixé son attention. Convaincu qu'un bon système de routes est le meilleur instrument d'amélioration, il a organisé dans son arrondissement le service des chemins vicinaux comme il ne l'est nulle part, et obtenu, en sept ans, un réseau de soixante-quinze lieues. Dans un ouvrage spécial, il a lui-même exposé, avec beaucoup de netteté et de méthode, son administration de voies rurales; et ce qu'il dit de l'organisation des travaux et de la prestation en nature, mérite d'être médité et suivi.

Après avoir mis à la disposition des agriculteurs, cette arme puissante de communication facile, il s'est attaqué à leur intelligence; plusieurs milliers d'ouvrages élémentaires d'agriculture et de circulaires agricoles leur ont été distribués, ainsi qu'à leurs enfants dans les écoles primaires; il a établi, dans un grand nombre de communes, des conférences agricoles du dimanche, et organisé, pour son arrondissement, un comice qui a donné une grande impulsion à l'amélioration des races de bestiaux.

Outre ses nombreuses circulaires, qui sortaient souvent de la ligne de ce genre d'écrits, il a publié, en 1846, une *Histoire statistique et économique de l'arrondissement de Fougères*, vrai modèle en ce genre, indispensable à quiconque s'occupe des progrès de la statistique.

Le Gouvernement de Juillet lui reprochait des idées trop progressives, trop d'indépendance, une absence beaucoup trop grande de zèle électoral, et pourtant il ne pouvait s'empêcher de rendre justice au bon administrateur. En 1839, il le décorait; en 1848, il l'appelait à la sous-préfecture de Cambrai, où le trouvait la Révolution de Février. Le pouvoir déchu l'avait accusé d'être trop avancé, il parut trop peu républicain au Gouvernement provisoire, qui l'accusa d'être orléaniste et communiste, et, par tous les moyens possibles, par ses commissaires, par sa presse, par les délégués des clubs de Paris, battit en brèche sa candidature à l'Assemblée nationale. Heureusement le pays a fait justice de cette maladresse, en accordant à ce bon citoyen 113,522 suffrages, et le nommant le deuxième sur une liste de quatorze élus.

BIDARD.

Né à Rennes, en 1806, d'une famille bourgeoise, il est avocat

au barreau de sa ville natale et professeur de procédure à sa faculté de droit. Il a souvent été en lutte, sous le règne déchu, avec le ministère de l'instruction publique, qui ne lui pardonnait pas les principes d'indépendance qu'il n'a cessé de réclamer pour le professorat. Son élection, qui a donné un résultat de 77,599 suffrages, s'est accomplie, comme la plupart de celles de ce département, sous l'influence légitimiste et cléricale; et cependant, M. Bidard n'en revendique pas moins le titre de républicain, pourvu que l'ordre s'allie à la liberté sous la nouvelle République.

FRESNEAU (ARMAND).

Fils du dernier préfet de la Corse, qui a été destitué par le Gouvernement provisoire, il est né dans l'arrondissement de Redon, en 1822, a fait de brillantes études au collège de Rennes et est devenu secrétaire particulier de M. Duchâtel, qui le destinait à la diplomatie. On assure que, porté en première ligne sur la liste de Monseigneur l'évêque, dont il était le candidat favori, il vient à la Constituante représenter le clergé de son département. Il n'y aurait aucun mal à cela; les membres du clergé ne doivent-ils pas y avoir leurs représentants comme tous les autres citoyens? On lui reproche sa naissance, mais, sauf ses opinions dynastiques, son père est un digne homme, et, d'ailleurs, on n'est pas libre de choisir son père. Enfin, on ajoute que ce Talleyrand en herbe, d'un caractère, au reste, fort honorable et d'un esprit très distingué, était, sous Louis-Philippe, un ministériel, tout dévoué à la politique de son patron de la rue de Grenelle. Oh! voilà qui est beaucoup plus grave et qui serait suffisant, si l'on pouvait en avoir la certitude, pour justifier l'affliction que causent à beaucoup de patriotes de nos amis les 88,000 voix qui l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le cinquième sur la liste des quatorze élus de son département.

GARNIER-KERRUAULT.

Né à Saint-Malo, en 1810, d'une famille légitimiste, il a répudié, comme Kersausie, les traditions du foyer paternel pour suivre l'indépendance démocratique de ses opinions. La croix de juillet qu'il porte sur son uniforme de capitaine d'artillerie, témoigne de la part qu'il a prise à la révolution qui a brisé le trône de Charles X. Sous le règne de Louis-Philippe, il n'a pas cessé

d'appartenir à l'opinion radicale. C'est, du reste, un républicain plein de franchise et très tolérant pour les autres. Les hommes de ce caractère sont précieux, surtout en ce moment. Plus de 83,000 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale. C'est un des meilleurs choix du département.

JOUIN (PIERRE).

Né à Rennes en 1808, d'une honnête famille de marchands, il est un des avocats les plus distingués de la Cour d'appel de cette ville. Doué d'un remarquable talent oratoire, généralement estimé de tous ceux qui l'approchent, c'est un esprit libéral qui n'a pas toujours cru à la république, mais qui paraît bien décidé, aujourd'hui qu'elle existe, à tout mettre en œuvre pour l'asseoir sur des bases solides et durables. Plus de 88,000 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des quatorze élus d'Ille-et-Vilaine.

LEGEARD DE LA DIRIAIS.

Né en 1788 à Rhétières (Ille-et-Vilaine), procureur du roi à Saint-Brieuc, de 1816 à 1823, conseiller à la Cour royale de Rennes, de 1823 à 1838, président de Chambre à cette Cour en 1838, il a été maintenu dans ces dernières fonctions par la République. C'est un magistrat d'une grande érudition et d'un rare mérite. Il figurait, avant la Révolution de Février, dans les rangs des conservateurs et se signalait par la fermeté de ses convictions religieuses et monarchiques. Homme de bien, entouré de l'estime et de la considération publiques, l'ancien parlement de Bretagne semble revivre en lui. C'est le Mathieu Molé de Rennes. On n'a pas oublié la supériorité remarquable avec laquelle il dirigea, en 1836, les débats de la célèbre cause Damianay, dans laquelle plaida Odilon Barrot. Les débats remplirent cinquante-cinq audiences. Cette faillite présentait un passif de huit millions. La Cour adjugea trois millions de dommages-intérêts.

A l'Assemblée nationale, où 78,973 voix l'ont envoyé, il défendra, on peut en être sûr, la religion, la propriété, l'agriculture, l'industrie, et tous les droits enfin basés sur la stricte équité et la saine raison. Il fait partie du comité de la justice.

LEGRAVEREND.

Neveu du célèbre conseiller à la Cour de cassation, Jean-Marie Legraverend, auteur de plusieurs ouvrages de droit fort estimés, il est né à Rennes, en 1810, et figure, depuis longues années, sur le tableau des avocats à la Cour d'appel de Paris. Depuis 1842, il a toujours représenté à l'ex-Chambre des députés le deuxième collège de sa ville natale, siégeant, avec une scrupuleuse exactitude, sur les bancs de la gauche dynastique, auprès de Boulay (de la Meurthe), et refusant toute fonction politique afin de conserver son indépendance; du reste, homme éclairé, consciencieux, bienveillant, porteur de lunettes, aux cheveux très bruns, au corps très droit, plein de respect pour M. Barrot, et déposant silencieusement son vote dans l'urne noire. Nous l'attendons avec confiance à l'Assemblée nationale, où il a été envoyé par 125,542 suffrages, le premier de tous sur la liste des quatorze élus du département d'Ille-et-Vilaine. Il y a en lui l'étoffe d'un vrai républicain.

MARION (LOUIS).

Son père, homme probe et intelligent, a fait sa fortune dans le commerce. Quant à lui, né à Saint-Malo en 1801, il a été reçu avocat, mais n'a jamais exercé cette profession. Jouissant d'une grande considération dans le département, riche propriétaire à Fougeray, membre distingué du conseil d'arrondissement de Redon, il a pris une part active à toutes les entreprises industrielles importantes dont le pays a été le théâtre. Ami de l'ordre et de la prospérité de la France, il veut sincèrement toutes les réformes, toutes les améliorations démocratiques, bien qu'il n'ait jamais fait preuve d'un immense enthousiasme républicain. Son élection est le résultat de l'influence honorable qu'il exerce dans la contrée; elle est fondée sur l'estime publique et le talent; bien différente de celles qui présidaient aux élections du régime déchu, elle ne fait point rougir; elle est toute à la gloire de celui qui l'exerce et de ceux qui la subissent. Homme d'une opinion modérée, d'une rare intelligence, d'une entente parfaite des affaires, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 93,706 suffrages, le quatrième sur la liste des quatorze représentants d'Ille-et-Vilaine.

MÉAULLE (CHARLES).

Fils de Jean-Baptiste Méaulle, député à la Convention na-

tionale, il est né à Paris, le 12 juillet 1795. Avocat distingué du barreau de Rennes, il s'est placé, dès ses débuts, au premier rang de ses confrères, qui l'ont trois fois élu leur bâtonnier. Trente ans il a plaidé les causes les plus célèbres des différents tribunaux de la Bretagne. Plusieurs ont mis en relief son caractère et ses opinions. Dans celle du capitaine Bellot, accusé d'avoir fait la traite des noirs sur la côte d'Afrique, il s'est élevé avec une grande énergie contre le ministère Guizot, et a flétri sans pitié ses lâches complaisances pour le cabinet britannique. Dans la cause du professeur Sarget, diffamé par un journal du pays, il a combattu vigoureusement des tendances aboutissant à la confiscation de l'éducation populaire sous prétexte de liberté d'enseignement.

Opinions honnêtes, esprit éclairé, fonds inépuisable d'énergie et de modération, antipathie pour le communisme et pour toute utopie sociale qui repousserait la famille et la propriété, telles sont les qualités qu'on s'accorde à reconnaître dans ce républicain de la veille, qui aspire, depuis longtemps, à l'organisation d'un pouvoir largement démocratique.

Dès le 25 février, de concert avec quelques patriotes de sa nuance, il formait, dans le sein du conseil municipal de Rennes, un comité révolutionnaire qui allait s'installer à la préfecture pour maintenir l'ordre et pourvoir à toutes les éventualités du moment. C'est dans les élections complémentaires du 4 juin qu'il a été nommé à l'Assemblée nationale, en remplacement de M. de Lamartine, qui, élu par plusieurs département, n'avait pas opté pour celui d'Ille-et-Vilaine. A son entrée à la Constituante, le citoyen Méaulle en est devenu un des membres les plus influents.

RABUAN (PAUL).

Son père était percepteur des contributions dans une commune voisine de Rennes. Né dans cette ville en 1813, engagé volontaire en 1830, il a d'abord servi en qualité de sous-officier à l'armée d'Afrique. Puis il s'est fait recevoir avocat et a bientôt conquis une des premières places du barreau de Rennes. Il n'a point publié de profession de foi, à l'époque des élections à l'Assemblée nationale; mais, avec M. de Trédern, son collègue, il a déclaré dans les réunions préparatoires qu'il ne servirait jamais que la République, jugeant cette forme gouvernementale préférable à toutes les autres. 68,545 voix l'ont appelé à la Constituante, le dernier sur la liste des quatorze élus du département.

ROUX-LAVERGNE (PIERRE-CÉLESTIN).

Né à Figeac le 19 mars 1802, il fut d'abord destiné par sa famille à l'état ecclésiastique; mais, malgré son penchant décidé pour les études religieuses, ne se sentant pas une vocation assez prononcée pour le sacerdoce, il se livra à des travaux sérieux d'histoire et de philosophie, et vint à Paris, où il fut bientôt le collaborateur et l'ami de Buchez, habitant la même demeure et vivant avec lui de la vie commune la plus intime et la plus fraternelle.

On n'a pas oublié la part active qu'ils prirent, l'un et l'autre, en 1834, au premier congrès historique, tenu à l'Hôtel-de-Ville de Paris, et la lutte sur le catholicisme qu'ils soutinrent contre Victor Considérant, le phalanstérien, aujourd'hui leur collègue à l'Assemblée nationale.

Dès lors, ils était facile de prévoir que la liaison de Roux et de Buchez ne serait pas éternelle. Après avoir collaboré ensemble à plusieurs ouvrages, entre autres à l'*Histoire parlementaire de la Révolution française*, compilation beaucoup trop vantée et qui ne méritait pas tout le bruit qu'on a fait autour d'elle, Roux quitta le logis commun de la rue Chabannais, et s'éloigna pour toujours de Buchez.

Ce fut à cette occasion que le grand-prêtre du néo-catholicisme fulmina contre son disciple fugitif l'excommunication suivante : « Roux est un homme mobile, impressionnable, qui peut s'exalter au plus haut degré pour tomber ensuite au plus bas. »

La vérité est que Roux, homme un peu pébuleux, mais doué d'un grand mérite et d'un immense savoir, Roux, qui a certains points de ressemblance avec M. de Lamennais, se recommande surtout par une forte indépendance de caractère, qu'il supporte mal le joug d'un maître, et qu'il tient beaucoup à ce que ses convictions, quelles qu'elles soient, lui appartiennent en propre.

Outre sa collaboration à l'*Histoire parlementaire*, on lui doit, entre autres travaux révélant une haute intelligence, une savante *Introduction aux saints Evangiles* (édition populaire). Professeur d'histoire et de philosophie à la faculté des lettres de Rennes, ses cours attirent constamment une affluence considérable.

Il a salué avec transport l'avènement de la République, rêve de toute sa vie; et aussitôt, ses auditeurs ont pensé à l'envoyer à l'Assemblée nationale. Or, devinez qui a osé combattre son élection? Son ami, son collaborateur, son camarade, son frère

d'autrefois, Buchez, alors au pouvoir, alors entouré d'une auréole qui s'est, hélas ! bien effacée depuis.

« Roux, écrivait alors Buchez, est tout à fait impropre à la fonction de représentant, où il faudra du calme, de la fermeté et de la raison froide. »

Et pourtant, en novembre 1847, dans des thèses soutenues à la Faculté des lettres de Montpellier, Roux avait déterminé d'avance les points qui l'avaient éloigné de son maître, et prouvé clairement qu'on pouvait sans crime se séparer de M. Buchez. Cette polémique, assez peu loyale, assez peu franche de la part de l'ex-adjoint à l'ex-maire de Paris, n'a pas empêché M. Roux d'arriver à la Constituante avec un cortège de 75,914 suffrages. C'est en, somme, un républicain plus énergique, plus complet que Buchez, et sur lequel on peut compter davantage dans les moments de crise.

TRÉDERN (DE).

Né à Rennes en 1806, d'une famille noble, il prit, sous la Restauration, du service dans l'armée, qu'il quitta avec le grade de capitaine, qu'il avait obtenu pour une action d'éclat au siège d'Anvers, avec la croix de Léopold. Riche propriétaire, membre du conseil municipal et capitaine de la garde nationale de sa ville natale, brave et courageux comme un gentilhomme breton, ou comme un officier français, il coopère, avec son collègue M. Audren de Kerdrel, à la rédaction du *Journal de Rennes*, feuille dont les opinions sont monarchiquement libérales et démocratiques. Elles n'affectent point, cependant, comme on l'a prétendu, la même nuance que celles de la *Gazette de France*. M. de Trédern a combattu M. de Genoude, et a refusé de lui vendre vingt actions de son journal, pour conserver son indépendance.

Envoyé à l'Assemblée nationale par 84,328 suffrages, le septième sur la liste des quatorze élus du département, on peut être sûr de trouver en lui, dans ces limites, un bon patriote, animé des meilleures intentions, point exalté, repoussant toute exagération dangereuse, ayant l'habitude de la discussion, et pouvant ouvrir d'utiles avis dans les comités et à la tribune.

INDRE.

Châteauroux. — 7 Représentants.

BERTRAND (HENRI).

C'est un des fils du général comte Bertrand qui suivit Napoléon à l'île d'Elbe et à Sainte-Hélène, partagea et adoucit ses infortunes et ne songea à revenir en France qu'après avoir recueilli son dernier soupir.

La comtesse Bertrand, qui s'associa à l'exil volontaire de son mari, est fille du général Dillon, victime des excès révolutionnaires de 1793.

Né à Sainte-Hélène, H. Bertrand entra à l'École polytechnique en 1830, mais, deux ans après (juin 1832), soixante-deux élèves de cette école furent renvoyés pour leurs opinions et il fut du nombre. Réintégré au mois de décembre de la même année, il reçut son brevet de sous-lieutenant d'artillerie en janvier 1833.

Au mois de juin 1836, il partit pour l'Afrique et fit, avec le maréchal Clausel, la première expédition de Constantine. Sa conduite fut telle en cette circonstance, que le maréchal le mit à l'ordre du jour et le créa chevalier de la Légion d'Honneur.

De retour en France en 1839, il fut nommé capitaine d'artillerie en 1840, et il l'est encore.

Peu de jours après la Révolution de Février, en avril 1848, il fut nommé officier d'ordonnance du général Cavaignac. Aux événements du 15 mai, à la tête de quelques compagnies de la garde mobile, il vint, vers quatre heures et demie, dégager l'Assemblée nationale, envahie par les factieux.

Il a été envoyé à la Constituante, par 39,417 suffrages.

BETHMONT.

Nommé dans trois départements, dans la Seine, par 189,252 suffrages; dans la Charente-Inférieure, par 102,992; et dans l'Indre, par 40,544, il a opté pour l'Indre. (Voir le département de la Seine).

CHARLEMAGNE (EDMOND).

Il est né à Châteauroux en 1795. Son grand-père et son père ont successivement représenté le département de l'Indre, l'un à l'Assemblée constituante et aux Conseils, l'autre à la Chambre des Représentants en 1815 et à celle des Députés en 1818. M. Charlemagne, procureur du roi sous la Restauration, donna sa démission, trois ans après la révolution de 1830, pour remplir plus complètement ses devoirs de député. Dans la session de 1831, il avait présenté cet amendement qui occasionna tant de scandales, et qui avait pour but la révision des pensions des chouans. A la même session, M. Gauguier, ayant fait une proposition qui avait pour objet la réduction proportionnelle du traitement de tous les fonctionnaires publics, les cris des centres couvrirent la voix de l'orateur, qui se vit forcé d'en appeler à la conscience publique. Indigné du peu de soin que prenait la majorité des intérêts des contribuables, M. Charlemagne se leva et s'écria : « Je vote pour l'amendement, afin de prouver à M. Gauguier qu'il y a des fonctionnaires publics rétribués qui ne craignent pas de voter contrairement à leurs intérêts personnels. »

Dans la session de 1833-34, M. Charlemagne demanda de supprimer les pensions de ceux qui, depuis 1789, avaient porté les armes contre la France.

Tel fut M. Charlemagne, député ; c'est un homme d'un caractère ferme et d'une intelligence rationaliste plus avancée que ses opinions. Ce qu'il ne pratique pas, il le comprend assez pour n'y point faire obstacle ; c'est un homme pratique et spécial, toujours armé contre l'injustice et l'exaction, toujours indépendant, toujours ferme et honnête. De pareils choix honorent le pays qui les a faits.

N'oublions pas de dire que M. Charlemagne a aussi le talent de la parole ; malheureusement son état de santé ne lui permet pas de la prendre souvent. Plusieurs de ses discours ont produit beaucoup d'effet. Nommé, à l'avènement de la République, sous-commissaire à Issoudun, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 55,214 suffrages.

DELAVAU (FRANÇOIS-CHARLES).

M. Delavan, né en 1799, a été élu député pour remplacer M. Muret de Bord, ministériel. Il était donc de l'opposition, et le

ministère qu'il venait de vaincre devait lui en conserver rancune.

Voici, en effet, ce qu'un écrivain de ce parti disait en 1846 de M. Delavau :

« Il vient quelquefois à la Chambre.

« Quand il y vient, et qu'il s'y trouve au moment d'un scrutin, il met une boule dans l'urne noire.

« Il a souvent alors la curiosité de savoir sur quoi l'on vote, et s'en informe à quelqu'un. Quand il ne s'en informe pas avant de voter, il s'en informe après avoir voté. »

Notre devoir d'historien était de remonter à la source de cette méchanceté et de savoir ce qu'elle avait d'exact.

Toujours un peu de vérité
Se mêle au plus grossier mensonge.

Il s'est trouvé au fond de tout cela que M. Delavau assistait aux séances avec peu d'exactitude. Le reste est de l'esprit de parti.

Ce qui est plus vrai, c'est que ce représentant est chéri et vénéré dans le pays pour sa bienfaisance, son dévouement, son abnégation personnelle. Médecin, il a toujours exercé gratuitement et ne s'est servi de ses lumières et de son expérience que dans un but tout philanthropique. Membre du conseil général et maire de La Châtre, il a rendu d'éminents services à ses administrés; député, il s'est élevé contre les lois de septembre et contre la construction et l'armement des forts; commissaire de la République, il a vaincu les obstacles qui s'opposaient au bien qu'il voulait faire et rétabli l'ordre par l'ascendant de sa force morale. Il a obtenu 33,331 suffrages.

FLEURY.

C'est un ex-avoué, un banquier, un avocat de mérite et un républicain *de la veille* (vieux style). Sous le gouvernement déchû, il habitait La Châtre, petite ville de 4 à 5 mille âmes, toute peuplée de patriotes et qui était nommée, dans le monde officiel, *la république de La Châtre*. Où la vertu va-t-elle se nicher ?

M. Fleury, âgé de 46 ans, est un des fondateurs de cette république. Son zèle actif, remuant, sa parole facile préparaient les esprits au dernier acte du drame qui devait se jouer aux Journées de Février. Il était toujours en tête, toujours combattant, ne se lassant jamais des échecs qu'il éprouvait, brisant ou tour-

nant, s'il ne pouvait faire autrement, les nombreux obstacles qu'un mauvais vouloir lui suscitait.

M. Fleury ne remplit pourtant pas ce rôle jusqu'au bout, sans que l'autorité locale ne lui donnât souvent une *réplique* menaçante. Il courut quelques dangers ; mais l'estime générale le garantit.

La République venue, le tribun factieux de La Châtre fit valoir ses titres à la reconnaissance de la nation, sollicita le commissariat de l'Indre, en concurrence avec M. Delavau, qu'il combattit même assez chaleureusement. Ce malheureux pouvoir, chacun veut en tâter. L'ambition maîtrise tous les hommes, voire même les républicains. Élu par 28,050 suffrages.

GRILLON (EUGÈNE-VICTOR-ADRIEN).

M. Grillon, âgé de 52 ans, a rempli les fonctions de maire de Châteauroux de 1832 à 1846. Son administration a été telle que les habitants en conserveront le souvenir aussi longtemps du moins que dureront les établissements, édifices publics, etc., dont il a doté cette ville. Dévoué à la chose publique et aux intérêts qui lui étaient confiés, il consacra, pendant ces quinze années, tout ce qu'il avait de cœur et d'intelligence aux fonctions qu'il tenait de la confiance de ses concitoyens.

En 1846, il donna sa démission en se présentant aux élections en concurrence avec M. Muret de Bord. Il ne succomba, en cette circonstance, que par suite des intrigues sans nombre qui furent employées pour faire triompher le candidat du ministère.

M. Grillon est un homme consciencieux, bon patriote, qui rêve la fusion des partis. Nommé par 32,107 voix.

ROLLINAT FILS.

Avocat très distingué, âgé de 44 ans, il eût pu briller sur un plus grand théâtre que Châteauroux, si son ambition l'y avait poussé, ou plutôt si son bon cœur ne l'avait retenu près de sa famille entièrement à sa charge. A ce refus de venir dans la capitale, il faut attribuer le peu de retentissement qu'a eu son double talent d'orateur et de légiste.

C'est un homme estimé de tous les partis, et marchant absolument dans la voie des progrès, mais sans initiative. Artiste

et rêveur, on peut compter sur ses convictions, mais non sur son assiduité. Il a l'organe du tribun, il n'en a pas l'énergie.

M. Rollinat a obtenu 24,374 voix.

INDRE-ET-LOIRE.

Tours. — 8 Représentants.

BACOT (CÉSAR).

Lieutenant-colonel en retraite, né en 1787.

M. César Bacot est issu d'une famille de négociants de Tours jouissant d'une grande fortune. Il fit ses premières armes dans la garde impériale; il était major dans ce corps d'élite en 1814.

Pendant la première Restauration, il refusa de prendre de l'emploi. Le 20 mars 1815, il fut investi par l'Empereur du commandement des côtes de Dieppe et d'Abbeville. Il reprit Dieppe sur le duc de Castries, qui le tenait au nom du roi.

Après les Cent Jours, M. Bacot rentra dans la vie privée. On l'avait admis à la demi-solde.

Mais à la Révolution de Juillet, il fut nommé député par l'arrondissement de Tours. Il alla siéger à gauche en 1830; il obtint une réduction de cent mille francs sur les constructions d'établissements militaires. En 1834, il demanda au ministère Guizot que, chaque année, les documents statistiques, propres à faire connaître la situation commerciale de nos possessions d'Afrique, fussent distribués à la Chambre. L'amendement fut adopté, et les communications ont eu lieu depuis.

M. Bacot porte sur sa figure l'empreinte de la modestie et de l'intégrité. Très versé dans la science administrative, il a rendu, sous ce rapport, de grands services au pays, mais son indépendance a toujours détourné de lui les plus hautes fonctions publiques.

Sans être orateur, M. Bacot a la parole ferme et sérieuse. Il ne monte pas à la tribune, il parle quelquefois de sa place pour éclaircir les points litigieux de certaines questions.

Il a obtenu 62,171 suffrages.

CRÉMIEUX (ISAAC-ADOLPHE)

(Voyez le département de la Seine.)

Dans la séance du 23 février, M. Crémieux a pris la parole pour s'opposer à la proclamation immédiate de la régence, pour réclamer l'appel au pays, et, pourtant, lorsque la duchesse d'Orléans s'est rendue à la Chambre pour faire reconnaître le comte de Paris, Crémieux, assis près d'elle, a rédigé la petite allocution qu'elle devait prononcer et dont M^e Dupin a conservé précieusement le manuscrit.

Appelé d'abord à faire partie du Gouvernement provisoire, M^e Crémieux, après la nomination des cinq membres du pouvoir exécutif, a gardé son portefeuille de la justice jusqu'au jour où, succombant sous les démentis réitérés de MM. Portalis et Landrin à propos de leur demande infructueuse d'autorisation de poursuites judiciaires contre Louis Blanc, par suite de la violation de l'Assemblée nationale le 15 mai, il a été obligé de donner sa démission. Élu à la fois représentant du peuple, dans la Seine, par 210,699 suffrages, et, dans Indre-et-Loire, par 73,570, il avait déjà à cette époque opté pour ce dernier département.

M^e Crémieux n'est pas beau; cette chevelure crépue et inculte, ce petit nez retroussé, ces lèvres entrebâillées, ce maintien et cet accoutrement sans façon, tout cela lui donne un air de paysan du Danube, et il en a l'indépendance et le franc parler. Timon, qui s'y connaît, admire son organe mordant, sa dialectique abondante, animée, spirituelle, et sa réplique heureuse. Du reste, autant il possède de talent et d'esprit, autant il a de laisser-aller, d'amabilité et d'intelligence.

FOUQUETEAU.

Avocat, né à Saumur (Maine-et-Loire) le 7 juin 1802, âgé de 46 ans.

M. Fouqueteau est un avocat distingué du barreau de Chion, une célébrité de province qui prétend à des succès plus marquants.

Il paraît que sa réputation de patriote marchait de pair avec sa réputation d'avocat, puisqu'en 1830, Dupont (de l'Eure) le nomma procureur du roi à Ajaccio. Mais le protégé tomba avec

le protecteur ; lorsque Dupont (de l'Eure) ne fut plus garde des sceaux , M. Fouqueteau fut destitué comme républicain.

Cet échec ne le guérit pas de la démocratie ; il en devint le défenseur plus que jamais.

En février 1848, M. Ledru-Rollin voulut le faire procureur de la République près le tribunal de Chinon ; mais il refusa.

Élu par 43,656 suffrages.

GOUIN (ALEXANDRE).

Banquier, ex-député, membre du conseil général du commerce et du conseil général d'Indre-et-Loire, membre de la Légion d'Honneur, né en 1792.

M. Gouin fut nommé député en 1831, prit place au centre gauche, et vota avec le centre.

Il a fait partie de la coalition de 1839, et voté pour le 12 mai. Il a trouvé la mise en état de siège de Paris, en 1832, absolument nécessaire, les lois de septembre entièrement indispensables, les dotations des princes parfaitement convenables.

Mais, *o mutabile genus!* il arriva un beau jour que ce cœur, qui était à droite, alla se placer à gauche ; ce fut le 7 mars 1837, à l'occasion de la loi de disjonction, contre laquelle M. Gouin vota.

Depuis cette époque, M. Gouin marcha avec le centre gauche, et quelquefois avec la gauche, et vota toujours dans ce sens, même quand il s'est agi du chemin de fer de Bordeaux à Cette, auquel il est intéressé jusqu'à concurrence de 2,000 actions.

En 1840, M. Thiers le fit entrer dans le cabinet du 1^{er} mars, en qualité de ministre du commerce.

C'est lui qui a présenté et fait adopter l'importante loi concernant le travail des enfants dans les manufactures.

Partisan très prononcé de la conversion des rentes, trois fois M. Gouin a usé de son initiative pour présenter à la Chambre une proposition relative à cette grande mesure. On sait que trois fois cette proposition fut prise en considération, mais que le ministère, docile instrument des gros rentiers du centre, à la tête desquels se trouvait Louis-Philippe lui-même, fit toujours ajourner cette opération. Il a été élu par 43,010 voix.

JULIEN.

M. Julien est né à Tours, en 1793, d'une famille d'ouvriers. Son père était entrepreneur de bâtiments.

De 1813 à 1814, il remplit les fonctions de secrétaire du premier commissaire extraordinaire envoyé par l'Empereur.

Reçu avocat, il plaida pour l'un des accusés de Saumur et lui sauva la vie. Lorsque Manuel fut expulsé de la Chambre des députés, cette affaire donna lieu à de très vives discussions par toute la France. M. Julien défendit le grand orateur avec une telle chaleur que le Conseil de l'ordre des avocats crut devoir le punir disciplinairement. Cette sévérité lui valut l'amitié de Béranger.

A la Révolution de Juillet 1830, il fut maire de la ville de Tours, et dirigea même les affaires du département. Mais quand la tranquillité publique le permit, il donna sa démission et resta premier adjoint. L'opinion politique de M. Julien était alors bien connue, il avait fait partie de la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, et en était le correspondant.

En février 1848, il reprit les fonctions de maire et ne les quitta que pour venir à l'Assemblée nationale où l'avaient appelé 39,000 suffrages sur 66,655 votants.

JULLIEN (RENÉ-FRANÇOIS).

M. Jullien, né à Rouen le 13 juillet 1810, est bien un ouvrier, il ne se pare pas d'un titre emprunté. Eh bien, il s'est passé dans la ville de Tours, à propos de son élection, une chose singulière, dont nous ignorons encore l'explication. Les familles nobles et les bourgeois ont soutenu sa candidature avec ensemble et chaleur; les ouvriers l'ont combattue.

Le choix des premiers était parfaitement raisonné. M. Jullien est d'une probité reconnue, sa conduite est exemplaire; son intelligence est remarquable.

Il appartient d'abord, pendant trois ans, à la fameuse imprimerie Mame, à Tours. Lorsque cette maison ralentit ses opérations, il entra au chemin de fer de Tours en qualité de mécanicien chauffeur.

Élu par 66,000 voix sur 76,000 votants, il s'acquitta de son mandat de représentant en s'occupant des questions relatives au travail dans les diverses commissions dont il fait partie.

LUMINAIS.

Ex-député, propriétaire, né à Millé (Indre-et-Loire), âgé de 64 ans. M. Luminais a paru à la Chambre élective en 1832, et a

fait partie de l'opposition dynastique. C'est un excellent patriote et un homme indépendant.

Possesseur d'une belle fortune, il la fait servir à de grandes entreprises agricoles. Il a défriché des étangs considérables dans le canton de Château-Lavallière, et les a mis en exploitation. Il a obtenu 49,923 suffrages sur 76,000.

TASCHEREAU (JULES).

M. Taschereau, âgé de 46 ans, est fils d'un magistrat distingué, ancien président de la Cour d'appel d'Orléans. Il vint à Paris en 1820, s'occupa de littérature et acquit quelque réputation; il marchait dès lors avec cette jeunesse libérale qui avait le sentiment de la liberté et de l'indépendance du pays. Conspirateur comme ils l'étaient tous, il fut initié aux complots des sociétés secrètes, et aida ainsi à préparer la Révolution de Juillet. Quand celle-ci fut venue, il fut nommé secrétaire-général de la préfecture de la Seine. Mais après le sac de l'Archevêché, il quitta la Préfecture, en même temps qu'Odilon Barrot, rentra dans l'opposition militante et se remit à ses travaux historiques et littéraires.

En 1832, il fonda la *Revue Rétrospective*. C'était une bibliothèque historique, contenant des Mémoires et Documents authentiques, inédits et originaux; cette publication n'eut aucun succès.

Par quelques spéculations malheureuses, la fortune de M. Taschereau fut ébranlée; élu député de Loches, en 1838, il ne put pas, en 1842, se faire réélire, parce qu'il ne payait plus le cens. Il s'occupa alors presque exclusivement de la rédaction du *Siècle* et de l'*Illustration*.

M. Taschereau député, siégeait à gauche et votait avec l'opposition Barrot. Il signa l'acte d'association contre le retour de la branche aînée. Ennemi personnel de M. Émile de Girardin, il commença une guerre à mort contre lui, à l'occasion des mines de Saint-Berain. En 1848, il fonda la nouvelle *Revue Rétrospective* politique et littéraire, et la fit arriver, dès le début, à une véritable célébrité par la publication d'une pièce relative au citoyen Blanqui. Élu par 47,340 voix sur 76,000 suffrages.

ISÈRE.

Grenoble. — 15 Représentants.

BERTHOLON (CÉSAR).

Fils d'un ancien négociant de Lyon, né lui-même dans cette ville, et âgé de 52 ans; il habite Ternay, près de Vienne. Pendant longues années, il a continué le commerce de soies de son père, et s'est retiré avec une belle fortune. Il possède de vastes propriétés à Ternay et aux environs; il en a aussi de considérables en Algérie.

Avant 1830, il combattait déjà dans la presse les prétentions d'un pouvoir rétrograde. Peu après la Révolution de Juillet, il fondait à Lyon la Société démocratique des *Droits de l'homme*. Cité devant la Cour des pairs, comme témoin dans l'affaire des accusés d'avril, en s'avancant pour faire sa déposition, il débute par ces paroles noblement imprudentes : « Ma place n'est point ici, elle est au banc des accusés. »

Il a concouru activement à la rédaction du *Censeur*, dont il est maintenant un des principaux propriétaires, et qu'il a d'abord soutenu par ses articles, et, plus tard, par de grands sacrifices d'argent. Depuis 1835, il combattait, de préférence, dans ce journal, les questions d'économie politique.

On l'a toujours vu aux premiers rangs de l'opposition qui attaquait, sans relâche, le gouvernement de Juillet. Dès 1840, il présidait, à Lyon, un banquet réformiste où se réunissaient 6,000 patriotes. Aux dernières élections du gouvernement déchu, son caractère lui méritait de nombreux suffrages au collège de Vienne, bien qu'il se fût posé en candidat radical.

La voix publique le désignait à la République comme sous-commissaire dans cette dernière ville. Son administration a été digne de lui. Publiciste sérieux, commerçant habile, démocrate de vieille date, il représente à la fois, la presse et l'industrie à l'Assemblée nationale, où il a été envoyé par 106,186 suffrages, le cinquième sur la liste des quinze élus de l'Isère.

BLANC (ALPHONSE).

Fils d'un menuisier, âgé de 50 ans, né à Grenoble, ingénieur-

mécanicien à Seyssinet, il s'est distingué dans la profession qu'il exerce; et l'industrie lui doit l'invention d'une ingénieuse machine pour la fabrication des compas.

D'abord étudiant en médecine à Paris, il se fit remarquer par ses connaissances en physique de M. Biot, qui le chargea d'une partie importante de son traité sur cette science. M. Arago ne tarda pas à l'apprécier, et le fit entrer à l'Observatoire, où ses progrès en astronomie furent rapides. Rappelé à Grenoble, il s'y occupa d'abord d'industrie, puis de beaux-arts, et il travaillait à monter, près de cette ville, une fabrique de compas à la mécanique, quand la voix du peuple est venue l'appeler, par 92,549 suffrages, à l'Assemblée nationale, le neuvième sur la liste des quinze élus de l'Isère.

Le républicanisme est son apanage, comme celui de toutes les intelligences d'élite. Il fut le premier gérant du *Dauphinois*, qu'il fonda en 1830 avec quelques amis, entre autres Durand-Savoyat. Ayant toujours vécu au milieu des ouvriers, ouvrier lui-même, le citoyen Blanc sera leur digne représentant à la Constituante. Comme son homonyme, il n'a pas la prétention d'organiser souverainement le travail; il fait mieux, il l'honore.

BRILLIER.

Agé de 39 ans, né à Heyrieux (Isère), d'un cultivateur sans fortune et chargé d'une nombreuse famille, il étudia le droit à Paris. Depuis douze ans, il exerce la profession d'avocat à Vienne. Sa capacité, sa persévérance, sa loyauté lui ont seules conquis la position élevée qu'il occupe au barreau. Son désintéressement, sa sympathie pour les pauvres, son talent sans cesse au service de toute cause juste, son amour constant de la vérité, la connaissance qu'il a des hommes, sa raison calme, sa longue expérience l'ont fait chérir également de ses confrères et de ses concitoyens. A l'Assemblée nationale, où il a été envoyé par 99,197 voix, le septième sur la liste des quinze élus de son département, il saura défendre la République aussi bien qu'au barreau et dans la société il a su combattre la monarchie.

CHOLAT.

Fils d'un maître-d'hôtel de la Tour-du-Pin (Isère), né dans cette ville, âgé de 41 ans, ex-élève de l'École polytechnique et de l'École d'application de Metz, ex-capitaine d'artillerie, ses

opinions franchement démocratiques l'ont sans cesse arrêté dans sa carrière. Il se trouvait à Lyon au moment de la Révolution de Février, quand le commissaire du Gouvernement provisoire dans le département du Rhône, rendant justice à son caractère et à ses talents, le nomma chef d'état-major de la garde nationale, qu'il organisa et dont il conserva le commandement jusqu'au 1^{er} avril. Par sa fermeté, par son dévouement, par l'influence qu'il exerça sur les ouvriers et sur l'armée, il est parvenu à maintenir l'ordre au milieu des épreuves difficiles que la seconde ville de France a traversées. C'est un chaud républicain, partageant toutes les idées de la jeunesse des Écoles dont il est sorti. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 86,610 suffrages.

CLÉMENT (AUGUSTE).

Né à Grenoble, âgé de 49 ans. Le choix du vénérable Dupont (de l'Eure), sans qu'il l'eût le moins du monde provoqué, le fit entrer, en 1831, dans la magistrature, comme procureur du roi à Saint-Marcellin. Il est resté à ce poste tant qu'il a pu l'occuper sans mentir à sa conscience ; mais il a mieux aimé garder son honneur que ses fonctions, et a déclaré qu'il déchirerait sa toge plutôt que d'obéir aux honteuses prescriptions des circulaires électorales du règne déchu.

Depuis, il est devenu membre du conseil municipal de Grenoble. Organisateur habile et ferme, dès le 26 février 1848, alors qu'il y avait danger à se mettre en avant, il fut un des courageux citoyens qui proclamèrent la République, et fit ensuite partie de la commission départementale.

Possesseur de grandes propriétés et de carrières importantes, intéressé par là, tout à la fois, à l'agriculture et à l'industrie, il apporte, sous ce double point de vue, des connaissances spéciales à l'Assemblée nationale, où il a été envoyé par 84,417 suffrages.

CRÉPU (ALEXANDRE).

Âgé de 52 ans, né à Grenoble, où son père a été avocat et où il l'est devenu lui-même, plus tard rédacteur en chef du *Patriote des Alpes*, journal constamment républicain, il a eu en cette dernière qualité, bien des épreuves à subir, bien des procès à défendre, bien des persécutions à souffrir.

En 1845, il commence sa carrière politique sur les remparts

de Grenoble, d'où il repousse l'invasion étrangère avec d'autres patriotes. Rédacteur du *Journal libre de l'Isère*, en 1819, il se place au premier rang des publicistes de province. Fabricant de produits chimiques dans la Drôme, en 1825, il fait preuve de connaissances spéciales dans cette nouvelle carrière, qu'il ne quitte qu'en 1831.

Le département de l'Isère avait besoin, en 1831, d'un organe vigoureux et intelligent, Crépu y vient fonder le *Dauphinois*, devenu plus tard le *Patriote des Alpes*. Malgré dix mois d'incarcération préventive, il combat, sans relâche, pour l'affranchissement du peuple.

Financier habile, il est sans interruption, depuis 1834, nommé rapporteur du budget par le conseil municipal de Grenoble. Agronome distingué, savant botaniste, il se voit désigné, chaque année, par la Société d'agriculture, pour un des juges des concours agricoles.

Ami de l'ordre, républicain ferme et dévoué, publiciste et littérateur d'un rare mérite, il doit à ses précieuses connaissances administratives l'honneur d'avoir été placé, dès le 26 février, à la tête de la commission départementale de l'Isère. Pour le remercier de son dévouement dans cette circonstance difficile, le peuple électoral l'a appelé, par 105,299 suffrages, à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des quinze élus.

DURAND-SAVOYAT (NAPOLÉON).

Agé de 44 ans, né à Izeaux (Isère), fils d'un père cultivateur, il a suivi la même carrière; il a été élevé, il a vécu avec le peuple des campagnes, dont il a partagé les rudes travaux. Il sait, par expérience personnelle, quelles améliorations deviennent aujourd'hui urgentes. Ses connaissances en agriculture sont essentiellement pratiques; et nous croyons pouvoir assurer que, si l'on appliquait ses procédés d'amélioration à la race bovine, on arriverait à d'immenses résultats.

Depuis sa jeunesse, il a passé par tous les degrés de l'initiation agricole : ancien élève en agriculture aux instituts d'Hofwyll, près de Berne, et de Roville, près de Nancy, ancien fermier à Avignonet, canton du Monestier de Clermont, il est aujourd'hui propriétaire-cultivateur à Cornillon, près de Mens (Isère).

En 1830, par dévouement aux principes républicains, il se chargea quelque temps de la direction et de la rédaction du *Dauphinois*, mais il revint bientôt à ses travaux de prédilection.

Ses concitoyens l'ont vu édifier, par le travail opiniâtre de ses mains, une fortune dont il est l'unique artisan. Tous le vénèrent comme un patriote sage, éclairé, appelant avec énergie une bonne organisation sociale, mais ennemi de toute idée portant atteinte aux droits acquis, à la famille, à la propriété. 78,432 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

FARCONET (FRÉDÉRIC).

Avocat à la Cour d'appel de Grenoble, âgé de 39 ans, il est né à Montferrat (Isère), où son père était propriétaire. En 1830 et 1831, il participait à la rédaction des feuilles démocrates de Paris. En 1832, il coopérait activement, à Grenoble, à celle du *Patriote des Alpes*. Mêlé aux luttes de cette époque, il sut, par sa fermeté bienveillante, par sa loyauté à toute épreuve, se concilier de nombreuses sympathies dans les sociétés populaires; aussi, cette même année, était-il appelé à défendre à Bourg quelques prévenus politiques grenoblois, et s'acquittait-il brillamment de cette tâche.

Depuis, il a été, presque sans interruption, membre du conseil municipal. Républicain partout et toujours, il n'a jamais pensé à dissimuler son opinion, et ses adversaires honorent non moins sa conviction réfléchie et raisonnée que son esprit de conciliation et d'ordre.

Élu maire de Grenoble à la Révolution de Février, ses compatriotes l'ont accueilli comme la personnification vivante de l'union et de la fraternité démocratique. C'est le type du républicain austère. Nommé avocat général à la Cour d'appel, il a refusé, prétendant qu'il serait plus utile à la tête de l'administration municipale. Les ouvriers de la ville sont allés lui offrir leur candidature à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 123,422 suffrages, le second sur la liste des quinze élus du département.

FROUSSARD (JEAN-BAPTISTE).

Agé de 52 ans, né à Grenoble, voué à l'enseignement public dès sa jeunesse, il était chef d'institution sous l'Empire. Il défendit les remparts de sa ville natale contre les alliés, et y reçut une honorable blessure. Plus tard, il fonda le pensionnat de Montfleuri, qui acquit, en peu de temps, une réputation méritée, et d'où sont sortis la plupart des hommes qui, depuis lors,

ont exercé dans cette partie de la France les fonctions les plus importantes. Cet établissement porta ombrage à la Restauration, qui le fit fermer.

Repoussé de l'enseignement public, il accourut à Paris, où il devint le précepteur des enfants de son compatriote Casimir Périer, dont il a, jusqu'à la fin, conservé l'estime.

En 1830, il travaille à la révolution sur les barricades ; et le Gouvernement de Juillet le nomme directeur de l'École normale supérieure de Versailles. Il devient ensuite directeur du Prytanée de Ménars ; mais il aime mieux renoncer à cette position honorable que de concourir, par l'autorité de son nom, à un enseignement contraire à ses opinions démocratiques.

Alors il fonde aux portes de Paris, à Passy, une institution qui prospère, et où son fils applique, en ce moment, ses bonnes traditions. Sa place, à lui, était aux barricades de Février. Il n'y manqua pas et en fut un des plus courageux combattants.

Nommé commissaire général du Gouvernement provisoire dans les trois départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes, le tact, l'esprit de conciliation, l'entente habile, avec lesquels il a rempli cette mission délicate, ont prouvé à ses concitoyens que son mérite avait encore grandi dans l'absence.

Sa place était marquée dans la députation de l'Isère ; les honneurs de la candidature à l'Assemblée nationale lui ont été spontanément offerts ; et il a été élu par 98,221 suffrages, le huitième sur la liste des quinze représentants de ce pays. Républicain éprouvé, homme érudit, savant modeste, initié, dès sa jeunesse, aux saintes fonctions du professorat, il connaît, mieux que tout autre, les besoins de l'enseignement public et les améliorations qu'il réclame. Dès son apparition à la Constituante, il en est devenu un des membres les plus considérables et les plus estimés.

MARION DE FAVERGER (ANDRÉ).

Né à Grenoble en 1794, il est le fils d'un fougueux avocat-général de la Restauration, dont les patriotes de l'Isère n'ont point perdu le souvenir. Peyronnet le nomma conseiller à l'Ex-Cour royale de cette ville. C'était alors un excellent homme, sans prétention, plein de cordialité, de loyauté, de franchise, de laisser aller. Son physique concordait parfaitement avec son charmant caractère. Député de l'Isère à l'ex-Chambre, il votait avec le centre gauche. Le *nec plus ultra* de la liberté pour lui,

à cette époque, était un ministre Thiers ou Barrot, construit sur les confins du parti conservateur, loin de M. Dupin aîné. Il se prononça pourtant contre l'indemnité Pritchard et pour l'exclusion des députés fonctionnaires.

M. Marion avait pris la bonne habitude de rendre compte à ses commettants de ses actes politiques, à la fin de chaque session : « Plusieurs millions de crédits supplémentaires ont été demandés, disait-il un jour dans un de ses comptes rendus ; de graves abus ont été signalés ; j'ai cependant voté la dépense, parce que, les sommes ordonnées, il fallait bien les solder, etc. »

À la Révolution de Février, sa joie fut grande et il ne la dissimula à personne. Il dut à ses vertus d'excellent homme et de riche propriétaire, l'honneur d'être nommé commissaire du département. Les malins de l'Isère répandirent, à cette occasion, l'épigramme suivante :

A tout parti moi j' fais la nique :
Être toujours placé voilà surtout mon fait.
De conseiller royal de mons de Peyronnet
J' suis commissair' d' la République.

Vinrent les élections à l'Assemblée nationale. La circulaire du Comité républicain électoral du département se vit forcé d'insérer son nom et ses titres parmi ceux des démocrates purs qui sollicitaient les suffrages du peuple. Comment eût-on pu faire autrement ? L'ex-député était, disent les signataires de cet acte, le candidat le plus désiré de tout le nord du département. 124,103 voix ont répondu à ce désir en l'appelant à la Constituante, le troisième sur la liste de quinze élus.

RENAUD.

Agé de 40 ans, né à Grenoble, d'une famille d'artisans comme lui, il été accepté avec empressement par tous les clubs de l'Isère comme représentant des travailleurs. Ces titres à la candidature s'offraient d'autant plus puissants, qu'ils étaient plus modestes. Républicain ferme et résolu, ouvrier laborieux et intelligent, il est aimé de tous ceux qui le connaissent. Sans autre ressource que le produit journalier de son travail, et chargé d'une nombreuse famille, il s'est empressé d'adopter, il y a longues années, une orpheline, à laquelle il tient lieu de père. Sa vie privée est aussi irréprochable que ses opinions politiques sont pures.

Entouré d'adhésions nombreuses, parties de tous les points du département, et notamment des arrondissements de Saint-Marcellin et de la Tour-du-Pin, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 58,336 suffrages. Il s'est battu aux journées de juin 1848.

REPELLIN.

Ancien avoué, avocat à la Cour d'appel de Grenoble, âgé de 48 ans, né à Moirans (Isère) d'une famille estimable de négociants, il a, depuis trente ans, et en toute occasion, professé le républicanisme le plus sincère et le plus dévoué. Ami cordial du peuple, à la cause duquel il a sacrifié ses intérêts les plus chers, sa vie a été un perpétuel combat pour la liberté. Quand il fallait plaider des procès politiques, on retrouvait toujours en lui l'orateur prêt à défendre gratuitement les droits méconnus et attaqués. Suscitant et dirigeant toutes les manifestations politiques, l'un des rédacteurs du *Patriote des Alpes*, où il exposait des idées nettes et positives, possédant un vaste ensemble de connaissances, avec lequel on peut aborder immédiatement toutes les questions, esprit solide, profond, plein de méthode, toujours armé pour répandre la vérité nouvelle, membre du conseil municipal de Grenoble, membre de la commission départementale de l'Isère, appelé aux fonctions délicates de commissaire général de quatre départements du Midi, nommé, en son absence, colonel de la garde nationale de Grenoble, il a refusé la candidature à l'Assemblée nationale que lui offrait la ville de Marseille, pour ne devoir qu'à ses concitoyens l'honneur d'y siéger. Son élection a été déterminée, dans l'Isère, par 81,936 suffrages.

RONJAT (JOSEPH-ANTOINE).

Avocat, né le 14 juillet 1790 à Saint-Marcel d'Eyzin, près de Vienne, fils d'un député à la fédération de cette époque, il fut, dans les premières années de sa jeunesse, employé au cadastre en qualité de géomètre. En 1815, il était lieutenant, et, en 1816, capitaine de la garde nationale mobile. Ayant complété ses études classiques, et fait son droit à Grenoble, où il fut pendant trois ans, de 1833 à 1836, secrétaire particulier du savant Berriat-Saint-Prix, il fut, cette même année, reçu avocat.

Le territoire français menacé d'invasion en 1814 et 1815,

M. Ronjat partit, en qualité de lieutenant dans la garde mobile, pour aller repousser l'invasion étrangère.

Aussitôt qu'il avait pu avoir des opinions réfléchies, il les avait manifestées; et il est resté inébranlable sous les gouvernements d'origines si diverses qui se sont succédés en France avec une si prodigieuse rapidité, Empire, Restauration, Monarchie de Juillet. Les menaces, aussi bien que les prévenances du pouvoir, l'ont toujours trouvé inflexible.

Nommé en 1830 juge de paix de l'un des cantons de Vienne, il écrit à Dupont (de l'Eure) qu'il accepte cette position, quoiqu'elle le force à renoncer à une profession lucrative; mais il déclare être bien résolu à conserver, sur le siège du magistrat, l'indépendance dont il a constamment fait preuve sous la robe de l'avocat. Cependant, au bout de vingt-et-un mois, une brusque destitution, signée Barthe, frappe l'honorable citoyen, qui ne veut pas suivre les ministres dans la voie fatale où ils commencent à entrer. On le dépouille même des attributions philanthropiques d'administrateur des hospices; et, pourtant, durant le court espace de temps qu'il avait exercé les fonctions de juge de paix, il était parvenu à diminuer de plus d'un tiers tous les frais de justice, et, chose remarquable, de tous les jugements qu'il avait rendus, un seul avait été suivi d'appel, encore y avait-il bientôt désistement.

Il a été impliqué dans le procès d'avril par suite de ses relations intimes avec Garnier-Pagès aîné et Godefroy Cavaignac.

Membre du conseil municipal de Vienne, depuis 1830, comme il l'avait été de son pays natal pendant douze ans, il portait le 20 décembre 1847, dans un banquet réformiste, un toast à *la régénération du sentiment philosophique, humanitaire et civilisateur qui a inspiré les principes proclamés en 1789*.

Comme on le voit, après la Révolution de Février, M. Ronjat était tout naturellement désigné au Gouvernement provisoire comme un patriote éprouvé, digne de toute sa confiance. Aussi a-t-il été nommé, immédiatement, président de la commission administrative de l'arrondissement de Vienne, fonctions dans lesquelles il a contribué puissamment à maintenir l'ordre menacé.

Porté le premier sur la liste du comité républicain électoral de l'Isère, il n'a été nommé représentant du peuple que l'avant-dernier sur la liste définitive des quinze élus, par 74,858 suffrages, tant avaient été vigoureux sur ce point les efforts réunis des réactionnaires de toutes les nuances. Son élection avait été surtout combattue au profit d'un jeune ami de M. Ponsard. Le

poète viennois, ne pouvant être représentant, voulait, au moins, se faire représenter à la Constituante, mais le vieux patriote, grâce au ciel, l'a emporté sur les nourrissons des Muses. Dieu protège la France.

SAINT - ROMME.

Profond jurisconsulte, orateur incisif et élégant, agronome distingué et, avant tout, républicain démocrate éprouvé, ce représentant du peuple, dès son apparition à l'Assemblée nationale, en est devenu l'un des membres les plus recommandables et les plus considérés. Son nom, pour ceux qui le connaissaient, était déjà, depuis longtemps, le synonyme de *probité morale et politique*.

Agé de 51 ans, fils d'un notaire, né à Roybon (Isère), il a fait son droit à Grenoble et a suivi, d'une manière brillante, la carrière du barreau. Ses opinions avancées le firent déléguer par le département de l'Isère auprès du gouvernement issu des barricades de Juillet. Plus tard, il fut élu membre du conseil général, malgré les efforts inouïs du préfet Pellenc. Écrivain vigoureux, il devint un des plus habiles collaborateurs du *Dauphinois* et du *Patriote des Alpes*, les défendit avec succès devant les tribunaux, et consacra, dans ces feuilles, de nombreuses colonnes à battre en ruine le préfet en question, qu'il réussit, non sans peine, à renverser de son piédestal.

Après avoir figuré avec distinction parmi les défenseurs des accusés d'avril, il se retira dans les propriétés considérables qu'il possède dans l'arrondissement de Saint-Marcellin, où, jusqu'à la Révolution de 1848, il s'est presque exclusivement livré à des études et des expériences agronomiques, et a dirigé lui-même ses exploitations.

Dès le 25 février, le Gouvernement provisoire avait songé à lui presque sur les barricades; et M. Saint-Romme apprenait, en même temps, dans sa retraite, que la République était proclamée en France, et qu'il était nommé procureur général à la Cour d'appel de Grenoble. Ce poste, il l'a occupé dans les jours les plus difficiles que nous ayons eu à traverser, organisant de main de maître le service du parquet, et déployant dans cette œuvre délicate autant de zèle que d'intelligence.

Mais, aussitôt que 127,422 voix de ses concitoyens l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le premier sur la liste des élus de son département, il a envoyé sa démission au ministre de la justice, tranchant ainsi, pour son compte personnel, la question des

incompatibilités que la Constituante, par malheur, ne semble pas trop disposée à résoudre dans le même sens.

TRANCHAND (JEAN-LOUIS).

Il est né à Roussillon (Isère), où son père était chef d'institution. Reçu avocat, il a débuté en 1816 au barreau de Bourgoin, dont il passait pour un des membres les plus occupés. Sa carrière politique a commencé aux élections de 1827, et il n'a pas cessé depuis de prendre la part la plus active, dans les rangs de l'opposition, à toutes les luttes électorales de l'arrondissement de la Tour-du-Pin. Il fut placé, dès les premiers jours de 1830, à la tête de la commission municipale de Bourgoin. On lui offrit, en même temps, la place de procureur du roi, qu'il refusa d'abord, mais qu'il accepta deux mois plus tard, lorsque le titulaire eut donné sa démission. Pendant deux ans, il soutint le ministère, mais il rentra dans l'opposition après les événements de Grenoble.

Nommé, en 1832, membre du conseil général de l'Isère par le canton de Bourgoin, il a été constamment réélu depuis, et vient de l'être encore le 27 août. Là il a toujours voté énergiquement avec l'opposition, signant l'acte conditionnel du refus de l'impôt, et refusant sa porte aux agents du recensement.

Il n'a été nommé en 1835 président du tribunal de Bourgoin que sur la demande formelle de toute la députation de l'Isère. Avec lui et par lui, la vie politique a pénétré dans cet arrondissement. Magistrat éclairé, indépendant, consciencieux, son influence fut acceptée avec joie; et elle s'augmentait chaque jour de toute l'autorité que lui donnait sa position de riche propriétaire. Appartenant, quoique fonctionnaire, à une nuance d'opposition qui paraissait fort tranchée sous la monarchie constitutionnelle, toujours en lutte sourde avec l'autorité, il crut de son devoir d'assister aux banquets réformistes, accompagna M. Marion, député, à celui de Lyon, et prononça à celui de Vienne, un long discours, reproduit par les journaux de Grenoble et du Rhône. Dès que le gouvernement républicain a convoqué les assemblées électorales, tous ceux qui le connaissent, ont pensé à lui pour la Constituante, où il a été appelé par 122,739 voix, le quatrième sur la liste des quinze représentants de l'Isère.

JURA.

Lons-le-Saulnier. — 8 Représentants.

CHEVASSU.

Né à Poligny le 13 juillet 1810, d'un père qui avait exercé longtemps, avec distinction, les fonctions de notaire, et dont la probité et la sollicitude pour les pauvres étaient connues de tout le monde, il fut aussi notaire, mais il renonça bientôt à cette profession. Il a dirigé le bureau de bienfaisance de sa petite ville et a montré pour l'infortune tout le dévouement de son père. Il est également devenu membre du conseil général du Jura.

En 1847, lors de la disette, il s'offrit spontanément pour aller, à ses frais, à Lyon, acheter des farines afin de les livrer aux pauvres. Puis, pendant plusieurs mois, il sacrifia, par jour, cinq ou six heures à distribuer, faire peser et, le plus fréquemment, peser lui-même ces farines dans la halle de Poligny.

La Révolution de Février l'a trouvé plus disposé que jamais à se sacrifier aux intérêts du peuple. Maire de sa ville natale, sa nuance est celle d'une république modérée, amie de l'ordre, de la liberté, de la justice, sans aucune pensée de réaction. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 41,443 suffrages, le troisième des huit élus du département.

CORDIER (JOSEPH).

Ancien inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, membre du conseil général du Jura, chevalier de la Légion-d'Honneur et du Lion néerlandais, il est né à Orgelet (Jura), le 15 août 1775. Fils d'un conseiller au bailliage d'Orgelet, il fit ses études au collège de Dijon, et il venait d'y remporter le premier prix de philosophie, quand la réquisition de 93 le transforma en soldat, à 18 ans. Il continua, sous les drapeaux, l'étude des mathématiques, et ayant subi, avec l'autorisation du Comité de salut public, de brillants examens, il fut admis à l'École polytechnique, d'où il sortit en 1799 pour entrer dans l'administration des ponts et chaussées.

L'année suivante, avec trois élèves de la même promotion que lui, il fut nommé ingénieur au Simplon, et chargé de commen-

der les travaux de cette route célèbre, chef-d'œuvre du premier Consul, et destinée à relier le Piémont à la France. Le plus beau des cinquante ponts qui la traverse est dû à M. Cordier. Il fut encore appelé à ouvrir dans le Valais une autre route qui devait être la continuation de la première.

Rentré en France après l'achèvement de ses travaux, il fut attaché au canal de Saint-Quentin, puis chargé du service de l'arrondissement de Pontoise, où il conçut et fit adopter le projet du pont de Maisons-sur-Seine. Investi des fonctions d'ingénieur en chef par un décret de l'Empereur, il ne put terminer cette œuvre, qui ne fut achevée qu'en 1822 par un de ses anciens condisciples M. Polonceau.

Nommé en 1812 ingénieur en chef du département du Nord, il y mit à profit les observations par lui recueillies dans ses voyages en Hollande et en Angleterre et publia son *Histoire de la Navigation*, livre du plus haut mérite. Le canal de la Sensée, joignant la Scarpe à l'Escaut, achevé en deux campagnes; l'adoption par le gouvernement d'autres projets, tels que les canaux de Roubaix à Lille, de la Sambre à l'Oise, de la Sambre à l'Escaut; l'amélioration de la navigation de plusieurs autres canaux; l'enlèvement, enfin, d'un banc de sable qui obstruait le port de Dunkerque, lui valurent le grade d'inspecteur divisionnaire.

En 1827, il fut envoyé, pour la première fois, à la Chambre des députés par le collège de Lons-le-Saulnier. Il se plaça tout d'abord sur les bancs de l'opposition auprès du général Thiard et vota avec les 221. En 1831, il ne fut pas réélu dans le Jura, mais il le fut dans l'Ain qui lui garda sa confiance jusqu'en 1839, époque où Lons-le-Saulnier, moins influencé par le ministère, lui rendit la sienne. Il signa le compte-rendu. Depuis, il n'a cessé de faire partie de la Chambre. Il avait été nommé en 1831 membre du conseil général du Jura.

Caractère ferme et indépendant, malgré les menaces réitérées que lui faisaient tous les ministères de le mettre à la retraite, il n'a cessé de siéger sur les bancs de l'opposition. Cette opposition, il est vrai, était modérée, mais elle avait pour principe une conviction profonde, une longue expérience des affaires et un ardent amour de la patrie.

58,808 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

GRÉA.

Agé de 60 ans, né à Lons-le-Saulnier, possesseur d'une im-

mense fortune qu'il administre lui-même; il a été élu trois fois député sous l'ancien régime, et trois fois est resté fidèle à ses convictions politiques dans les rangs de l'opposition. Il volait bien, mais parlait fort peu. Quoique avocat, il n'est pas orateur.

Chéri dans son petit village de Rotaliers, où il habite un château magnifique, il tend sans cesse une main secourable aux malheureux et se voit admirablement secondé dans ses œuvres de bienfaisance par une femme aussi pieuse que charitable. Rentré dans la vie privée, sans ambition, sans faste, sans orgueil, sans croix à la boutonnière, il pratique le précepte de l'Évangile qui dit : « Quand vous faites l'aumône, veillez à ce que votre main gauche ignore ce que fait votre main droite. »

Il avait refusé la candidature à l'Assemblée nationale; ce n'est qu'au dernier moment qu'il a cédé aux prières de ses amis en publiant une profession de foi. Il est ami de Dupont (de l'Eure), et Dupont (de l'Eure) tient à ce que l'on sache qu'il est le sien. 32,134 suffrages l'ont envoyé à la Constituante. C'est un républicain sincère, ami de l'ordre.

GREVY (JULES).

Agé de 38 ans, il est né à Mont-sous-Vaudrez. Il a fait ses études au collège de Poligny, qui conserve de lui d'excellents souvenirs. En juillet 1830, il prit part, avec beaucoup de ses camarades, aux combats du peuple de Paris; il entra, des premiers, à la caserne de Babylone, demanda pour les siens la croix de Juillet et oublia de rien demander pour lui-même. Bientôt le barreau le compta au nombre de ses membres les plus consciencieux. Mais, en même temps qu'il se distinguait dans les causes civiles, il prêtait son talent aux démocrates traduits devant les tribunaux. Il fut le défenseur des accusés Quignot et Philippet dans les procès des 12 et 13 mai 1839; et les journaux du temps citèrent avec éloge sa plaidoirie.

Républicain de vieille date, la Révolution de Février dut combler tous ses vœux; mais, quoique ami de plusieurs membres du Gouvernement provisoire, on le vit avec étonnement quitter une position brillante et assurée au barreau pour accepter les fonctions transitoires, si délicates et si pénibles, de commissaire du Gouvernement provisoire dans le Jura. Ce fut, d'ailleurs, un des proconsuls les plus justes et les moins farouches de l'époque; et il n'a tiré d'autre bénéfice de sa position exceptionnelle que le mandat législatif. 65,150 suffrages

l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le premier sur la liste des huit élus du département.

Du reste, sous la monarchie comme sous la nouvelle république il n'avait voulu accepter aucun emploi, sa règle de conduite étant de conserver toute son indépendance. Il siége à l'extrême gauche.

HUOT (CÉSAIRE).

Né de parents cultivateurs, le 4 février 1814, à Pierre-Fontaines-Varans (Doubs), il terminait en 1833 ses études classiques au collège de Dôle. Jeté dans la carrière de l'enseignement, à laquelle l'appelaient des travaux sérieux et qui n'exigeait, de sa famille peu aisée, aucun sacrifice d'argent, il l'abandonna pour faire son droit. Légiste à Dijon, il était, en même temps, sous-chef à l'institution Perreau et trouvait, dans le traitement qu'il percevait en cette qualité, de quoi pouvoir acquitter ses droits universitaires.

Il fut reçu docteur en droit en 1838, après avoir subi ses examens avec distinction, et embrassa la profession d'avocat, la seule qui pût s'allier avec l'indépendance de son esprit et la franchise de ses opinions républicaines. Par le secours de députés conservateurs, il eût réussi, sans doute, à se frayer une route à la magistrature ; mais, refusant de prêter son concours à un gouvernement rétrograde et corrompue, il continua à rester avocat et fut dédommagé des faveurs du pouvoir qu'il repoussa, par la confiance et la clientèle que lui attirèrent l'aménité de ses formes et un talent non contesté.

A la Révolution de 1848, il ne pouvait être oublié par ses concitoyens. Porté, par acclamation, à la présidence du comité électoral de Dôle, il fut, d'une voix unanime, désigné pour la représentation nationale. Nommé par plus de 34,000 suffrages, il accepta des électeurs le mandat populaire plutôt qu'il ne le rechercha.

Républicain loyal, démocrate austère, il promet à la Constituante un concours énergique pour le triomphe des principes que la Révolution a conquis. Il sera fidèle, nous en sommes certain, de toute l'ardeur de ses convictions généreuses, au programme auquel il a spontanément souscrit en présence des électeurs du Jura, et qui n'est autre que celui du *National*.

JOBEZ (ALPHONSE).

Il est né le 1^{er} août 1813, dans le département du Jura, où

sa famille a laissé de glorieux souvenirs. Un hospice a été fondé par son grand-père dans la petite ville de Morez, située au milieu des montagnes; et son père, Claude Jobez, a presque changé la face de cette localité en y apportant l'industrie de l'horlogerie.

Celui-ci, mort député en 1828, avait été plusieurs fois élu par le collège de Lons-le-Saulnier aux Chambres du règne déchu, où il faisait certainement partie du *groupe des indépendants*. Son fils, qui promettait en tout d'être digne de lui, et sur lequel ses concitoyens avaient reporté toute l'estime et toute l'affection qu'ils portaient au père, n'eût pas plutôt achevé son droit, qu'au lieu d'embrasser la profession d'avocat, il tourna ses vues vers l'agriculture et se fit maître de forges. Dans cette position il a sans cesse cherché à améliorer le sort des travailleurs, et de nombreuses familles lui doivent leur bien-être. Aussi, à peine âgé de 25 ans, M. Alphonse Jobez était-il, au mois d'août 1838, membre du conseil général d'un département qui a produit de grands hommes en tout genre. Agronome distingué, possesseur d'une très belle fortune foncière, homme d'initiative et de progrès, il a été longtemps à la tête de l'opposition franc-comtoise. Porté par elle à la députation dans les élections de 1842, il n'a manqué sa nomination que de quelques suffrages.

Plus heureux aux élections populaires qui ont suivi l'avènement de la République, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 31,715 voix. Sa haute intelligence et son expérience consommée des affaires éclaireront immanquablement les discussions des bureaux.

TAMISIER.

Ancien élève de l'École polytechnique, cette *poule aux œufs d'or*, comme l'appelait Napoléon, capitaine d'artillerie, décoré de Juillet et de la Légion d'Honneur, âgé de 39 ans, né à Lons-le-Saulnier, il a eu pour père un homme distingué par ses opinions libérales sous la Restauration, et qui fut maire de sa ville natale après la Révolution de 1830. Le fils, élevé dans les idées généreuses de la démocratie, n'a dû son avancement qu'à son mérite. Doué d'une voix forte et vibrante, d'un esprit vif, de convictions énergiques, d'une instruction aussi variée que solide, d'un courage à toute épreuve, il est auteur de plusieurs inventions appliquées, depuis, aux armes portatives et autres, et a été professeur, pendant cinq ans, à l'École normale de tir, créée à Vincennes, qu'il avait contribué à fonder et qui eût rendu de

grand services à la République, si elle n'eût pas été désorganisée après la Révolution de Février. On lui doit toutes les Théories de tir à l'usage de l'armée, celles notamment usitées dans l'infanterie et dans les bataillons de chasseurs à pied. Sur ce sujet, il a adressé au ministre de la guerre un très grand nombre de rapports et de mémoires précieux.

Au moment de la Révolution de Février, il se trouvait à Vincennes avec son régiment. On lui confia la mission difficile de conduire des caissons à Paris. Quelques-uns avaient déjà franchi le pont-levis, quand surviennent les héros des barricades, noirs de poudre et poussant des cris confus. Tamisier monte sur un caisson, les harangue, les ramène sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où ils crient : Vive la République ! Là, après les avoir harangués de nouveau, il veut se soustraire à leur ovation, pour aller embrasser ses amis de la *Démocratie Pacifique*, mais ils le ramènent en triomphe jusque dans la cour du journal, aux cris de *vivent les amis du peuple ! vive Tamisier !*

Qui devinerait, dans cet homme si pratique, une imagination de poète ? Oui, le capitaine d'artillerie est poète, poète inspiré, poète humanitaire, jusqu'à faire regretter qu'en lui le nourrisson des muses soit absorbé par le guerrier et l'homme politique.

Républicain fervent, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 36,204 voix, le cinquième sur la liste des huit élus du Jura.

VALETTE.

Né à Salins, le 15 août 1805, il ne fut pas bercé sur les genoux d'une duchesse. Enfant du peuple, mais enfant privilégié sous le rapport de l'esprit et de l'intelligence, il a pris une part active à la Révolution de Juillet, et a fait, à cette occasion des barricades qu'il a défendues vaillamment. Après avoir terminé son droit d'une manière brillante, il a préféré aux agitations du palais le calme réfléchi de l'enseignement. Il a obtenu en 1833, au concours, une chaire de professeur suppléant à l'École de droit de Paris, à un âge où les stagiaires débutent à peine devant une Cour d'assises. Nommé professeur en titre en 1839, directeur de la *Revue française et étrangère de législation*, membre, avant la Révolution de Février, de la commission instituée pour préparer la réforme du régime hypothécaire ; il est, en outre, auteur de plusieurs ouvrages estimés, parmi lesquels on cite son *Traité de l'effet ordinaire de l'inscription en matière de privilèges sur les immeubles*. Son cours est populaire. Nommé par le Gouvernement provisoire membre de la commission, présidée par

Martin (de Strasbourg), et chargée de la réorganisation de la magistrature, républicain ardent, fidèle, dans tous les temps, à la démocratie, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 38,560 suffrages, le quatrième sur la liste des huit élus du Jura.

LANDES.

Mont-de-Marsan. — 7 Représentants.

BASTIAT (FRÉDÉRIC).

Fils d'un négociant-armateur estimable, il est né à Bayonne en 1801. Après avoir fait de bonnes études, il a, jusqu'en 1844, vécu retiré dans une petite ville des Landes. Juge de paix de son canton, membre, depuis 1830, du conseil général du département, il était régulièrement porté aux élections, par le parti démocratique, et systématiquement repoussé par les électeurs du privilège. Il appartient à l'École américaine et ne demande à l'État que la Sécurité, à la Loi que la Justice. Il a foi dans l'association, mais il la veut libre, volontaire, et rompt, à ce sujet, de fréquentes lances avec les différentes écoles socialistes. Son livre de *Cobden et la Ligue*, publié en 1844, et qui lui a valu un diplôme de correspondant à l'Académie des sciences morales et politiques, a révélé au continent étonné le grand mouvement économique et démocratique qui agitait alors l'Angleterre et qui, tôt ou tard, fera triompher, dans le Royaume-Uni, le principe de la liberté commerciale. Il est également auteur de *Sophismes économiques*, livre qui a été traduit en anglais, en hollandais, en allemand, en espagnol, et correspondant de l'Académie de Florence, et de plusieurs autres sociétés savantes d'Italie. Fondateur, en France, de la doctrine du *Libre échange*, la Révolution de Février l'a surpris en propageant, avec une rare ardeur, les principes dans la capitale et dans les départements, par des publications fréquentes, des cours gratuits et des assemblées nombreuses. Il était secrétaire général de cette association, rédacteur en chef de son journal, un des principaux collaborateurs de celui des Économistes. On ne conteste ni son patriotisme, ni son talent d'écrivain, mais beaucoup de personnes pensent que le

principe du libre échange, admis en France par un gouvernement quelconque, serait le coup le plus terrible porté à notre commerce et à notre industrie. Fier de cet honorable concitoyen, le peuple électoral des Landes l'a appelé à l'Assemblée nationale par 56,000 voix, le second sur la liste de ses sept représentants.

DAMPIERRE (ÉLIE DE).

Ce riche propriétaire, âgé de 35 ans, enrichi encore par son mariage, est né, en septembre 1813, au château du Jaumont (Landes), d'un pair de France de la nomination de Charles X. Après avoir achevé son droit et fait de fréquents voyages à l'étranger, il se présenta en 1836 aux suffrages de ses concitoyens, et leur dit : « Je proclame, de toute l'énergie de mon âme, que les monarchies n'ont plus de vie en dehors des institutions les plus larges et les plus libérales. Homme nouveau, ce sont les idées nouvelles que je défendrai ; je veux la participation de toutes les classes au droit d'élection. »

Tout le monde, dans les Landes, ne comprenait pas, il y a douze années, ce langage indépendant. M. de Dampierre échoua donc avec une honorable minorité. Il ne fut pas plus heureux en 1842 contre M. de Larnac, l'hôte du château. Quelques personnes lui soupçonnaient, à ces deux époques, d'involontaires tendances légitimistes ; mais, s'il les a eu, l'expérience l'en a guéri ; il croyait sincèrement à la possibilité de la République quand la République a été proclamée. 19,000 suffrages l'ont appelé, le dernier sur la liste des sept élus des Landes, à l'Assemblée nationale, où déjà il a pris plusieurs fois la parole pour prouver qu'il était fidèle le lendemain à ses convictions de la veille.

DUCLERC (EUGÈNE).

Né à Bagnères-de-Bigorre en 1812, il fit ses humanités aux collèges de Dax et de Saint-Sever, et sa philosophie au collège Bourbon, à Paris. Ses études terminées, il lutta péniblement contre la misère, entra, en 1836, correcteur d'épreuves au journal *le Bon Sens* et en devint rédacteur un mois après. En 1837, il eut la douleur de perdre sa mère au moment où, par un travail opiniâtre, il commençait à rendre son existence plus heureuse. Quittant le *Bon Sens* en 1838, il devint un des collaborateurs de la *Revue du Progrès*, dans laquelle il publia des articles remarquables. De 1839 à 1840, il composa un Dictionnaire politique, et entra en 1840 au *National*, où il resta jus-

qu'en 1846, traitant de prédilection, avec une remarquable supériorité, les questions d'économie politique, de finances, de chemins de fer et quelques sujets politiques. Il avait fait paraître en 1842 une brochure sur la Régence. Il commença en 1846, avec Garnier-Pagès, une *Histoire de la politique financière de la France depuis Henri IV*.

La Révolution de Février ayant fait entrer tous ses amis au pouvoir, il fut nommé adjoint au maire de Paris, son ex-collaborateur et quasi-compatriote Armand Marrast. Il en exerça les fonctions jusqu'au 7 mars, c'est-à-dire au milieu des difficultés graves des premiers jours; devint alors sous-secrétaire d'État aux finances et fut chargé de ce ministère le 10 mai. Après la crise de juin, il a dû céder le portefeuille à l'ancien ministre Goudchaux, qui a enterré plusieurs projets de son prédécesseur, entre autre celui du rachat des chemins de fer et des assurances sur l'État. Le temps nous dira s'il ne faudra pas y revenir plus tard.

Eugène Duclerc, élu représentant du peuple dans le département des Landes par 36,000 voix, le quatrième sur la liste des sept élus, est un jeune homme d'une taille moyenne, d'une constitution frêle et délicate, d'une physionomie douce et agréable, à la barbe et aux cheveux blonds, aux traits expressifs, à la tournure extrêmement distinguée, longtemps ami de Louis Blanc et chez lequel la bonté du cœur égale au moins la supériorité de l'intelligence. Malheureusement, ses débuts à l'Assemblée nationale l'ont prouvé, il n'est point orateur; et c'est, à notre avis, une grande lacune chez un homme dans lequel il y a toute l'étoffe d'un excellent ministre.

DUPRAT (PASCAL).

Agé maintenant de 36 ans, né à Hagetman (Landes), il fut élevé dans un collège communal, dirigé par des prêtres, puis livré longtemps à ses seules ressources et fournissant à l'observateur une nouvelle preuve vivante de ce que peut une volonté ferme, appuyée sur un talent, mûri par le travail et par l'indépendance du caractère. Il était en 1840 professeur d'histoire au collège d'Alger, et y préparait les matériaux d'une *Histoire de l'Algérie*, dont les premiers volumes ont paru récemment à Paris. Abandonnant tout à coup une carrière sans avenir, il vint se fixer dans la capitale et concourut à la rédaction de plusieurs journaux, de plusieurs recueils, entre autres de la *Réforme* et de la *Revue indépendante*, à laquelle il donna une im-

pulsion plus démocratique et dont il devint le rédacteur en chef.

Là ses opinions se formulèrent bientôt au grand jour de la publicité. Il fut un des avocats les plus éclairés de la question sociale, l'ami de Pierre Leroux et de George Sand ; mais, des principes de cette école, il n'adopta que l'essence et différa de ses collaborateurs dans les détails d'application. C'est, en somme, une intelligence supérieure, une harmonieuse et brillante organisation.

On prétend que, le 24 février, il fut le premier à faire entendre, à l'Hôtel-de-Ville, le cri de *vive la République!* Dès le lendemain, un nouveau journal, le *Peuple constituant*, paraissait sous son nom et sous celui de Lamennais, qui en est resté le seul rédacteur et entre les bras duquel il s'est courageusement éteint dans l'agonie de la crise qui a suivi, après juin, la proclamation de l'état de siège.

Déjà on avait senti que le travail de la Constitution républicaine, à laquelle aspirait la France, ne pouvait se faire sans lui : le peuple électoral des Landes lui fraya, par 30,000 suffrages, le chemin de l'Assemblée nationale, où il entra, le sixième sur la liste des sept élus de ce département. Là le vote de ses collègues l'a admis au sein de la Commission chargée de préparer les bases de ce nouveau droit public de la France régénérée. Il est également auteur d'un projet de loi remarquable ayant pour but de débarrasser la presse quotidienne des entraves fiscales du cautionnement à l'aide d'une pénalité plus rigoureuse au fond, peut-être, mais bien moins illibérale et moins sordide, projet qui malheureusement a été rejeté.

Ses ardeurs juvéniles se sont sensiblement calmées au contact de la Constituante. Dévoré d'une légitime ambition, il semble songer déjà à ne pas obstruer, dans l'avenir, sa carrière politique par des difficultés dont il lui serait difficile de triompher plus tard. Sans désertir la cause de la liberté, qui a été le culte de sa vie entière, il se préoccupe de plus en plus de l'ordre qui, dans son opinion récente, doit en être chez nous le corollaire inséparable.

LEFRANC (VICTOR).

Né à Garlin (Basses-Pyrénées) le 2 mars 1809, il était neveu de Jean-Baptiste Lefranc, député à la Convention, dévoué au parti des Girondins, dont il partagea les périls et la gloire, ayant voté le sursis, puis la détention de Louis XVI jusqu'à la paix, échappé par miracle aux massacres de 93, devenu procu-

reur impérial à Mont-de-Marsan, et ayant légué, en mourant, à son neveu, de curieux Mémoires qui auront un jour une grande vogue, si celui qui les possède se décide à les publier.

Quant à Victor, il fut élevé à Aire (Landes) dans un pensionnat célèbre, dirigé par des prêtres; dès lors il était renommé entre ses condisciples par son humeur spirituelle, joviale, et par l'indépendance de son caractère. Déjà riche d'instruction, il vint à Paris étudier le droit, se signala par de brillants examens, et fut élu licencié presque par acclamation.

Il alla faire son stage au barreau de Mont-de-Marsan, où il fixa sa résidence et où il s'est, depuis, marié. Son nom, comme patriote et comme jurisconsulte, y est en grand renom. Il a été chargé, dans le pays, de toutes les causes célèbres. C'est lui qui a défendu Vergès aux assises des Landes, les accusés de Toulouse dans l'affaire du recensement, Achille Marrast à la Cour royale de Pau. Il a la parole facile et sait faire mouvoir, avec habileté, tous les ressorts secrets de l'éloquence, exposant un sujet avec lucidité, suivant, avec méthode, les débats d'une cause, la dépouillant des accessoires inutiles, résumant enfin admirablement les faits qui en constituent le fond et l'ensemble. Sa voix est puissante et sonore, son maintien noble et distingué, son geste très convenable et très expressif. Dans sa bouche la pitié et l'indignation trouvent sans cesse de nouveaux accents pour attendrir et convaincre. C'est, en définitive, un homme d'intelligence et de cœur.

Il a publié plusieurs Mémoires spéciaux, plusieurs Rapports lumineux sur des questions d'un haut intérêt, un Traité sur l'éducation agricole, présenté à la Société d'agriculture des Landes, différents travaux envoyés à la Société littéraire de Pau, des Exposés fort étendus sur le recensement et sur les chemins de fer, lus dans le conseil municipal de Mont-de-Marsan, dont il est membre depuis longues années.

Dès 1841, il publiait une profession de foi dans laquelle il déclarait l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat de député, l'abolition du cens d'éligibilité, le salaire des représentants et le vote au chef-lieu. Il n'attendait pas la République en 1848, mais il l'a accueillie avec joie. Nommé par le Gouvernement provisoire commissaire dans son département, il est, de tous ses collègues, un de ceux qui aient le mieux compris leur mandat, déclarant au ministère qu'il ne se permettrait, malgré les fameuses circulaires, aucune destitution qui ne lui serait pas imposé par des motifs de la nature la plus sérieuse. Aussi, quand il s'est porté candidat à l'Assemblée nationale,

tous les partis, les légitimistes eux-mêmes, lui ont-ils donné spontanément leurs voix. Il a été élu par 57,000 suffrages, le premier sur la liste des sept représentants des Landes. Déjà son nom est connu dans la Constituante, où il travaille avec intelligence à assurer la stabilité d'un bon régime républicain. Jeune encore, on remarque avec douleur, dans sa belle figure, l'absence d'un œil qu'il a perdu tout enfant.

MARRAST (FRANÇOIS).

Ce Marrast n'appartient pas à la dynastie des Marrast du *National*. Né à Bayonne, en 1800, d'un père négociant fort estimable, il se destina, de bonne heure, à la carrière des armes et entra très jeune au service. Il était, au commencement de la Restauration, le plus jeune sous-lieutenant du 18^e de ligne; mais il n'en était pas le moins ardent. La vie de garnison convenait mal à son activité. Son esprit républicain le poussait à prendre part aux grands événements qui se passaient dans le Nouveau-Monde. Il donna sa démission et alla guerroyer en Amérique, dans les rangs des insurgés qui s'efforçaient de secouer le joug de l'Espagne.

Après avoir assisté à de nombreux combats, après avoir, pendant près de dix années, voyagé dans toutes les parties du monde, visité toutes les républiques transatlantiques, pris souvent une part active à la conquête de leur indépendance, combattu partout le despotisme, étudié les mœurs, les institutions des peuples, et séjourné longtemps aux États-Unis, après avoir beaucoup vu et, par conséquent, beaucoup retenu, il est arrivé dans les Landes, où il s'est fait propriétaire et s'est livré tout entier à l'agriculture.

Candidat à l'Assemblée nationale, après l'avènement de la République qu'il avait salué par de véritables transports de joie, il a publié une profession de foi, dans laquelle il se proclame républicain de l'école américaine, la seule, à son avis, qui puisse être importé sur notre vieux continent. 33,000 votants paraissent avoir partagé cette opinion, en l'envoyant à la Constituante, le cinquième sur la liste des sept élus des Landes. Par ses connaissances, si laborieusement acquises, par son patriotisme, de vieille date, ce représentant du peuple nous paraît destiné à rendre de grands services à notre corps législatif, si jeune encore, et qui nous semble manquer surtout d'expérience.

TURPIN (ÉTIENNE-LOUIS-MATHIEU-NUMA).

Né à Saint-Julien (Landes) le 10 prairial an x, il eut pour père un officier supérieur d'artillerie, dont le nom est inscrit dans les fastes de la République et de l'Empire. Quant à lui, c'est un ardent républicain de la veille. Dès 1818, il faisait partie de l'association des *Carbonari*. Depuis, il est resté inébranlable dans ses opinions, fermant l'oreille aux avances de toutes les administrations qui se sont succédées depuis 1833. Il est propriétaire, maire de Saint-Julien, membre du conseil général des Landes depuis 1834, licencié en droit et juge suppléant. 38,000 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le troisième sur la liste des sept élus du département. Possesseur d'immenses terrains dans les grandes Landes, honnête homme, fort considéré, riche, marié, père de famille, ennemi du désordre, il professe ce principe qu'un régime de dissolution et d'anarchie perdrait, sans retour, en France, la République qu'il a si longtemps appelée de tous ses vœux, et dans laquelle se concentrent aujourd'hui toutes ses espérances.

LOIRE.
Montbrison. — 11 Représentants.**ALCOCK** (JOSEPH-FRANÇOIS).

Procureur général de Lyon, ex-député, né à Roanne le 21 juillet 1790.

La Société *Aide-toi, le ciel t'aidera* publia, en 1831, des aperçus biographiques sur les députés nouvellement élus : elle consacra les lignes suivantes à M. Alcock :

« Quelques lettres fort rigoureuses, écrites à un journal libéral, avaient attiré à M. Alcock la haine de la Restauration ; il était alors juge d'instruction ; les suffrages de ses concitoyens et la justice de Dupont (de l'Eure) l'ont porté à la présidence du tribunal civil de Roanne, après la chute de Charles X. Élu pour la première fois en juin 1830, il a constamment voté avec les patriotes, et a souvent appuyé de son éloquence leurs principes

sur le système de gouvernement qui convient le mieux à nos mœurs et à nos besoins. Esprit éminemment progressif, M. Alcock a, dans un discours extrêmement remarquable (prononcé devant les électeurs de Roanne), exprimé ses principes politiques; nous regrettons bien vivement que l'espace consacré à chaque article ne nous permette d'en reproduire qu'un simple paragraphe :

« Que de choses à exécuter encore, pour que la liberté vraiment pratique, usuelle, devienne réellement une vérité dont chacun sente et reconnaisse les bienfaits dans les affaires et les intérêts de sa vie ! Le département, la commune, l'instruction publique, l'industrie, ne sont-ils pas encore destitués de toutes les améliorations dont personne ne conteste plus l'impérieuse nécessité, et livrés à toutes les entraves ? Pourquoi une centralisation étouffante, qui fait si mal tant de choses que les localités feraient si bien, n'est-elle pas brisée autant dans l'intérêt du prince que dans celui du peuple ? Que la vie publique puisse donc enfin s'apprendre, en s'exerçant parmi nous, etc., etc. »

« M. Alcock ne démentit pas ses précédents. Député, il vota avec les patriotes dans toutes les questions importantes et protesta énergiquement (janvier 1832) contre l'épithète de *sujets*. »

M. Alcock donna sa démission en 1832, et fut remplacé par M. Baude. Lorsque celui-ci, en 1839, eut abandonné l'opposition, les électeurs patriotes vainquirent les répugnances de M. Alcock, et lui confièrent de nouveau le mandat législatif.

La Chambre ayant été dissoute en 1842, les patriotes reportèrent leur candidat; mais ils échouèrent contre les manœuvres électorales qui, dans l'arrondissement de Roanne, furent un chef-d'œuvre d'intrigues et de corruptions.

Aux élections suivantes, même constance de l'opposition en faveur de M. Alcock, et même défaite. Quoiqu'éloigné de la scène parlementaire, M. Alcock s'associa toujours aux luttes de l'opposition. L'énergie de ses convictions était si connue, que, lorsqu'on organisa le fameux banquet lyonnais, qui reçut 1600 convives, et eut un grand retentissement en France, la présidence en fut déférée à M. Alcock, qui s'empressa de l'accepter, malgré les manœuvres et les menaces des puissances du jour. Il prononça un discours qui imprima à cette grande manifestation un caractère d'ordre, de dignité et d'énergie auxquels les ennemis de la liberté eux-mêmes rendirent hommage.

M. Alcock est dans la magistrature depuis 1813; président du tribunal de Roanne en 1830, conseiller à la Cour royale en

1836, nommé procureur général près la Cour d'appel de Lyon, dans les premiers jours de la Révolution de Février, il a depuis lors tenu d'une main ferme le gouvernail de la loi, au milieu des difficultés sans cesse renaissantes dans une cité contenant 40,000 ouvriers sans travail et administrés par des hommes dépourvus d'expérience.

M. Alcock a obtenu 87,500 voix.

BAUNE (EUGÈNE).

Publiciste, commissaire du Gouvernement dans le département de la Loire. Né à Montbrison en 1800.

M. Baune, ancien élève de l'École de Montbrison, se destinait d'abord à suivre la carrière d'ingénieur; mais sa vocation l'appela à autre part. Après s'être occupé quelque temps de littérature, il se lança dans le journalisme et s'y fit remarquer d'abord par un talent jeune et vigoureux. Depuis ce temps, il a été l'un des plus infatigables champions de la démocratie qu'il ne s'est pas contenté de servir par ses écrits, mais pour laquelle il a courageusement combattu.

M. Baune était au nombre des accusés d'avril; il s'est fait remarquer par sa fermeté devant la Cour des pairs. Il était attaché à la rédaction du journal *la Réforme*.

Après avoir pris une part très active aux journées de Février, il alla dans son département, en qualité de commissaire du Gouvernement provisoire, administrer avec sagesse et modération, et ne revint à Paris qu'avec le titre de représentant du peuple que lui donnèrent 70,412 suffrages.

CALLET (PIERRE-AUGUSTE).

Homme de lettres, publiciste. Né à Saint-Étienne (Loire) le 27 octobre 1812.

M. Callet est venu à Paris à l'âge de 17 ans et fut associé à la rédaction de *la Gazette de France*.

Il est auteur d'un roman intitulé : *Aymé Vert*, roman attribué à Walter Scott.

Il est aussi l'un des principaux collaborateurs de l'*Encyclopédie* du XIX^e siècle (articles de philosophie, de morale et d'histoire). Il a écrit dans plusieurs revues et journaux, mais toujours sous le voile du pseudonyme. Il est resté attaché à *la Gazette de France* jusqu'en 1840, et n'a défendu dans ce journal que le

suffrage universel ; depuis huit ans, il n'a pas cessé de confesser et de propager la foi républicaine.

Sans appartenir à l'école de M. Buchez, sans partager toutes les opinions de M. Cormenin, il croit, comme eux, que la religion est le seul fondement de la morale, et la morale le seul fondement des républiques.

Il a obtenu 41,607 voix.

CHEVASSIEU.

Propriétaire et industriel, né à Montbrison. Agé de 33 ans.

Les habitants de Montbrison s'étant mis à la recherche de ceux d'entre eux qui pouvaient, sans soulever de holà, se parer du nom de républicain (c'était à l'époque des élections), s'arrêtèrent tout d'abord au nom de M. Chevassieu, qui venait d'être nommé maire de leur propre ville. Leurs instructions étaient précises : il faut des hommes nouveaux, disaient les circulaires, cela se rencontrait à peu près juste. M. Chevassieu est jeune encore, et c'est un fonctionnaire d'hier. Quant à ses opinions politiques, elles sont vieilles déjà, mais c'était encore rester dans l'esprit des circulaires. On choisit donc M. Chevassieu pour représenter à l'Assemblée nationale le département de la Loire et particulièrement la ville de Montbrison.

C'était payer d'ailleurs la dette de la reconnaissance. Cet honorable citoyen avait su maintenir l'ordre et calmer les esprits dans les jours difficiles qui venaient de s'écouler.

M. Chevassieu a obtenu 83,412 suffrages.

FAVRE (JULES).

Avocat, né à Lyon le 21 mars 1809.

M. Favre appartient à une ancienne famille de Savoie ; son père est un honorable commerçant de Lyon. A 17 ans, il vint à Paris faire son droit, sa vocation l'entraînant vers le barreau. Il était à peine reçu avocat, lorsque la Révolution de 1830 éclata. Il y prit une part active ; et le 29 juillet, il écrivit au *National* une lettre, sous forme de pétition, dans laquelle il demandait énergiquement l'abolition de la royauté, la dissolution des Chambres et la création d'une Assemblée unique.

De retour à Lyon, il s'y fit inscrire au tableau des avocats, et devint l'ardent et éloquent défenseur des patriotes que le gouvernement de Louis-Philippe persécutait déjà. La Cour royale de Lyon ayant rendu un arrêt de condamnation dans une cause

politique, M. Favre écrivit et fit imprimer dans le journal *le Précurseur* un article non signé, par lequel il flagellait la sentence et les juges. Le gérant de ce journal fut poursuivi et cité en police correctionnelle, mais M. Favre, dangereusement malade alors, revendiqua la responsabilité de l'article. Traduit devant le jury, loin de se rétracter, il s'éleva éloquemment contre les mauvaises tendances qui menaçaient la liberté de la presse. Il fut acquitté.

En 1831, à la suite des événements de Lyon, il défendit les ouvriers mutuellistes poursuivis comme prévenus d'association illicite. Au moment où il sortait du palais, le combat s'engageait entre la garnison et les ouvriers, qui, à dessein, avaient choisi ce jour pour la lutte. Poursuivi par les soldats, ce fut au milieu d'une grêle de balles qu'il parvint à rentrer chez lui. Aussitôt, sa maison est cernée; les fenêtres en sont broyées par la mitraille. Le siège de son domicile dura quatre jours, au bout desquels, exténué par la fatigue et la faim, il se décida à sortir pour se rendre à la préfecture. Dans la route, il échappa, comme par miracle, à une vive fusillade dirigée contre lui; mais il fut fait prisonnier avec son frère et un ami qui avait voulu partager son sort. Une espèce de conseil de guerre fut tenu à l'instant même, dans lequel on proposa de les fusiller sur-le-champ. La mesure n'ayant pas été adoptée à l'unanimité, on les conduisit au préfet Gasparin qui leur rendit la liberté.

M. Favre accepta, en 1834, la mission de défendre les accusés d'Avril devant la Cour des pairs.

Sa plaidoirie commença par ces mots : *Je suis républicain*, et, pendant quatre heures qu'elle dura, il s'attacha plutôt à glorifier qu'à défendre les principes et les actions des accusés. Jules Favre se releva mutilé du combat. Arrivé malade à la barre des pairs, il en sortit sourd d'une oreille, et pris d'une fièvre ardente qui mit ses jours en danger.

Depuis ce temps, M. Favre est resté à Paris, marchant dans la même voie et consolidant sa réputation.

A la Révolution de Février, il fut nommé secrétaire-général du ministère de l'intérieur. Il passa pour avoir exercé une prépondérance presque absolue sur les conseils et les actes de M. Ledru-Rollin. On estime généralement ce dernier trop faible d'esprit et trop dépourvu d'énergie pour avoir, de son propre instinct et sans pâlir, affronté les abîmes sur lesquels son administration semblait pousser notre société tout entière et lui-même. Quant à M. Favre, au contraire, on sait que le jour où il se présenta comme candidat au club de la Fraternité, il ré-

pondit à une interpellation au sujet de la célèbre circulaire :

« Cette circulaire si terrible, qui a causé déjà tant d'émotion, et sur laquelle vous semblez m'interroger avec inquiétude, cette *exécrable*, cette *monstrueuse* circulaire, eh bien, citoyens, c'est moi seul qui l'ai rédigée ; elle est de moi ! »

Quant au bulletin n° 16, M. Favre n'y est pour rien : on l'attribue généralement à George Sand.

M. Fabre abandonna ses fonctions de secrétaire-général en arrivant à l'Assemblée nationale où il a été appelé par 34,260 suffrages.

FOURNEYRON (BENOIT).

Ingénieur civil à Paris. Né à Saint-Étienne (Loire) le 10 brumaire an xi (31 octobre 1802).

M. Fourneyron est un homme de mérite. Élève de l'École des mines de Saint-Étienne, en 1817, il fut jugé digne de remplacer le professeur de mathématiques. En 1819, il fut attaché aux mines du Creuzot. On cite, au nombre de ses travaux, ses études sur l'établissement des forges d'Alais, son avant-projet du chemin de fer de Saint-Étienne à la Loire, la construction d'importants établissements métallurgiques, de divers moteurs hydrauliques, ses turbines surtout, auxquelles il a donné son nom, et qui ont remporté le prix de 6,000 francs proposé depuis 1825.

En 1829, M. Fourneyron fut décoré de la croix de la Légion-d'Honneur, et il obtint une médaille d'or à l'exposition des produits de l'industrie.

Il a combattu avec talent dans de nombreux écrits les efforts de la compagnie des mines de la Loire pour constituer en monopole les exploitations des mines de houille du bassin de Saint-Étienne et de Rive-de-Gier.

Il est chef de bataillon dans la 2^e légion de la garde nationale de Paris depuis 1847. Il a obtenu 41,833 suffrages.

LEVET (HENRI).

Conseiller de préfecture à Montbrison. Né dans le département de la Loire. Agé de 53 ans.

M. Levet est d'une famille très considérée dans le pays. Lui-même jouit de la réputation d'honnête homme. On lui donne même des opinions libérales.

Il n'a pas d'antécédents politiques.

C'est un terrible avantage que de n'avoir rien fait; mais il ne faut pas en abuser. M. Levet a obtenu 34,797 voix.

MARTIN BERNARD.

Qu'on me permette de me réjouir du triomphe
de la cause pour laquelle j'ai été proscrit.

SCHILLER.

Le citoyen Bernard, né à Monbrison le 17 septembre 1808, est fils d'un imprimeur-libraire de cette ville. Il vint à Paris, en 1826, exercer la profession de compositeur d'imprimerie.

Son but était d'y trouver les moyens de passer en Grèce. Il brûle d'aller combattre sous les drapeaux des héroïques enfants de cette nation, alors près d'expirer dans son suprême effort vers la liberté. Mais les obstacles s'élèvent, les événements se précipitent; il faut qu'il renonce à son généreux projet.

Un nouveau champ de bataille s'offre alors à sa passion pour la liberté. La Restauration, poussée par son destin, marchait, à pas rapides, vers l'abîme qui devait l'engloutir. Martin Bernard se mêle, de toute son ardeur, à cette lutte du droit national contre l'esprit rétrograde de cette caste qui n'avait rien oublié ni rien appris.

La Révolution de juillet arrive; l'horizon politique s'agrandit, la question du prolétariat commence à se poser. Sans négliger le côté politique de la situation, l'activité de Martin Bernard se dirige principalement du côté de l'économie politique. Une circonstance continue à développer chez lui cette tendance à la solution des problèmes sociaux. Il exerce une profession à la fois artistique et industrielle qui le met en contact direct avec les travailleurs, et l'identifie aux souffrances des masses. Il est dans l'imprimerie, ce grand arsenal de la pensée. Infatigable, il s'assimile toutes les idées pratiques éparses dans les diverses écoles philosophiques; plus tard, on le voit figurer au premier rang dans la démocratie militante; son nom devient populaire dans la Société des *Droits de l'Homme*. Son patriotisme et ses écrits le signalent à l'attention du parti républicain. Le procès d'avril s'ouvre (mai 1835). Il est appelé à faire partie du grand congrès des défenseurs des accusés. Un temps d'arrêt à lieu dans la marche officiellement ascendante du parti républicain. Martin Bernard ne s'endormira pas dans ce sommeil léthargique qui atteint les plus vigoureux; il continuera la lutte sur le terrain des sociétés secrètes. La *Société des Familles*, et plus tard la

Société des Saisons, sont le théâtre obscur, mais semé pourtant de péripéties tragiques, où il exerce son intelligence d'élite et son infatigable dévouement à la cause républicaine.

De fréquents séjours dans les cachots de Louis-Philippe attestent la constance de ses opinions. Au 12 mai 1839, il était l'un des principaux chefs de cette insurrection qui, à défaut du triomphe, eut le mérite de devenir une éclatante protestation en faveur de la sainte cause qui devait triompher neuf années plus tard.

Traduit, le 27 juin, devant la Cour des pairs, il se contenta de lui dire : « Vous êtes mes ennemis, vous n'êtes pas mes juges, je ne répondrai pas. »

Condamné à la déportation, on l'enferma au Mont-Saint-Michel. Un jour, le moyen de s'évader se présenta, il allait en profiter; mais il fallait laisser là Barbès malade et impotent, il resta.

Il y avait deux ans qu'on l'avait transféré à Doullens, lorsque la République fut proclamée et lui rendit la liberté.

Mais le service de la République l'ordonne, il part, le 16 mars, avec une mission de commissaire général pour quatre départements : le Rhône, la Loire, la Haute-Loire et l'Ardèche. Aux approches des élections, il croit enfin sa mission terminée; une dépêche télégraphique lui ordonne de se rendre à Lyon pour y remplacer le citoyen Emmanuel Arago qui partait malade de cette ville. Ici commence la phase la plus remarquable de la vie politique de Martin Bernard. Son courage et sa force semblent décupler sous l'empire des graves circonstances auxquelles il a à faire face. Bientôt il lui faut calmer l'effervescence d'une immense population ouvrière, en proie à la plus profonde misère et aux suggestions des partis extrêmes. Bientôt il lui faut combattre les mauvaises tendances d'une autre portion de la population. Les uns, il faut les gouverner avec le cœur; aux récriminations et aux menées contre-révolutionnaires des autres il oppose l'énergie d'une volonté franchement républicaine; et, à bout de ses forces physiques, il emporte de Lyon l'honneur insigne d'avoir empêché une guerre civile dont les conséquences eussent été incalculables.

Tel est Martin Bernard, qui a obtenu 47,066 suffrages. Son passé répond de son avenir.

POINT (JEAN-BAPTISTE).

Juge à Saint-Étienne. Né à Fontanès, canton de Saint-Héand (Loire), le 4 novembre 1809.

M. Point est né de parents cultivateurs. Il fut nommé avoué en 1835 et juge suppléant en 1838.

En janvier 1841, il se démit de ses fonctions d'avoué et se fit inscrire au tableau des avocats. C'est au barreau qu'il commença et fit sa réputation. Le Gouvernement le remarqua et crut se l'attacher en le nommant juge en 1847; mais M. Point demeura indépendant. Il a obtenu 47,410 voix.

VILLAINÉ (DE).

Ancien banquier, négociant, maire de Roanne. Né en février 1796.

M. de Villaine est né à Roanne d'une famille considérée. Jusqu'en 1830, on le connut comme un des industriels les plus honorables du département. On a écrit dans plusieurs biographies qu'il est l'organisateur principal de la réunion des mines de houille de la Loire, laquelle constitue un véritable monopole. Députés, ministres, employés supérieurs de l'administration, tout le monde trempait dans cette formidable coalition qui ne tendait à rien moins qu'à mettre en coupe réglée l'industrie de vingt départements.

Nous ne répétons ce bruit qui tend à déconsidérer M. de Villaine que pour ajouter, d'après d'autres informations, que, loin d'être l'organisateur de la coalition, M. de Villaine l'a toujours combattue, et que c'est un de ses homonymes qui en fait partie.

Le doute n'est pas permis, non plus, sur ses opinions. Autant qu'il l'a pu, il a contribué pour une grande part aux élections libérales qui ont eu lieu dans son département. Président du conseil des prud'hommes et du tribunal de commerce, il a su concilier les intérêts des maîtres et des ouvriers, et défendre ceux des commerçants.

Après la Révolution de Juillet, il n'y eut qu'une voix pour mettre M. de Villaine à la tête de la municipalité de Roanne. Pendant trois mois, il a rempli ces fonctions avec sagesse et énergie.

Nommé représentant du peuple par 49,400 suffrages, il a voté pour le bannissement de la branche cadette des Bourbons.

VERPILLEUX.

Mécanicien. Agé de 45 ans. Né dans le département de la Loire.

M. Verpilleux n'est ni un condamné politique, ni un décoré de Juillet, ni un combattant de Février. Voilà pour son opinion politique.

Son père, humble manœuvre, mourut de bonne heure en laissant sa femme et ses enfants dans la pauvreté ; trop faible encore pour un travail pénible, Verpilleux fut occupé à fouetter les chevaux dans les mines ; bientôt, il devint manœuvre-maçon, et c'est dans cette position que se révéla son génie inventif par la création d'une machine propre à monter les matériaux. Devenu chauffeur dans une usine et bientôt machiniste, ce fut en étudiant et en pensant, sans autre livre que la machine qui fonctionnait sous ses yeux, sans la moindre instruction préliminaire (il ne savait pas même lire), qu'il puisa les notions d'où il devait un jour faire jaillir de grandes et puissantes découvertes. Bientôt, en effet, il construisait, lui seul, une machine à système de son invention, qui lui valut un crédit dont il profita. Ayant réalisé quelques bénéfices, il eut un atelier à lui, et c'est en ce moment qu'il a doté la France d'inventions importantes, dont la dernière l'emporte sur les plus remarquables de l'Angleterre.

Par cette invention qui permet de séjourner au milieu des gaz provenant des explosions des mines, il a lui-même sauvé la vie à une foule de personnes.

M. Verpilleux a obtenu 47,660 suffrages.

LOIR-ET-CHER.

Blois. — 6 Représentants.

DUCOUX (FRANÇOIS-JOSEPH).

Né dans le département de la Haute-Vienne, le 14 septembre 1808, on le retrouve, dès 1825, c'est-à-dire dès sa sortie du collège, mêlé, comme étudiant en médecine à Paris, à toutes les luttes de cette célèbre école pour la liberté.

C'est déjà un des chefs les plus influents de la jeunesse démocratique des deux Écoles réunies de Médecine et de Droit. C'est à lui qu'est confié le drapeau qui précède leurs colonnes, quand elles parcourent la capitale, aux cris de : *A bas Villèle !*

à bas les Jésuites ! à bas le droit d'aînesse ! à bas la loi d'amour !

Doué d'une force herculéenne et d'une énergie morale en rapport avec sa vigueur physique, il délivre, lui seul, en 1827, plus de trois cents étudiants enfermés dans le Collège de France, et qu'on s'apprêtait à faire escorter à la Préfecture de Police, par des escadrons de gendarmerie qui arrivaient de la rue de Tournon. C'est encore lui qui, le même jour, et peu d'instant après, sauve, sur le pont Saint-Michel, le professeur Récamier, dont la nomination arbitraire cause tout ce tumulte. Le professeur est conduit par lui à la Préfecture, où l'étudiant Ducoux demande, en échange du professeur qu'il amène vivant, l'élargissement de quelques étudiants, qui ont été arrêtés dans la journée.

A cette époque, le citoyen Ducoux révélait déjà sa tendance politique par quelques écrits contre les jésuites, par une épître à la veuve du général Foy, et par quelques productions littéraires qui, nées de l'actualité, ont dû disparaître avec elles.

Lorsque la Grèce fit appel à la France pour reconquérir sa liberté, il concourut avec succès pour une place de chirurgien de troisième classe dans la marine militaire, et fit plusieurs campagnes navales aux Indes occidentales, depuis 1828 jusqu'en 1830. A cette dernière époque, la corvette sur laquelle il était embarqué, arrivait de Saint-Domingue ; elle avait pris terre depuis quelques jours seulement. Au bruit de la lutte de Paris, le jeune Ducoux, oubliant le danger tout particulier auquel l'expose toute violation de la discipline militaire, est le premier à arborer et à promener à Brest le drapeau tricolore avant la nouvelle du triomphe du peuple de la capitale.

On lui tint peu de compte de ce zèle. Se voyant oublié, et croyant à une prochaine guerre continentale, il demanda à passer dans l'armée de terre, et fut incorporé, en qualité de chirurgien aide-major, au 4^e régiment de ligne, qui allait en Afrique. En 1833, quarante-huit officiers de ce brave régiment envoyèrent publiquement d'Alger leur souscription au profit de Jacques Laffitte.

Par suite de ce fait, le citoyen Ducoux reçut l'ordre de changer de corps. D'une exactitude toute militaire dans son service, et d'une aptitude que personne ne songeait à contester, il portait en tout lieu ses idées républicaines ; aussi le dépeignait-on comme *imbu d'idées révolutionnaires et exerçant une influence fâcheuse sur l'esprit de son régiment.*

Envoyé au 55^e de ligne, que décimait à Bone une épidémie terrible, il eut bien vite conquis l'estime et l'amitié de tout le corps d'occupation. Lorsque la mort semait partout le deuil et l'épou-

vante, lui, toujours calme, toujours gai, et, par bonheur, toujours bien portant, parcourait les blockaus, les avant-postes, pour y recueillir et y soigner les malheureux soldats, épuisés de fatigues et atteints du fléau destructeur.

Rentré en France, vers la fin de 1834, avec les débris de son régiment, il consigna dans un ouvrage, vigoureusement et consciencieusement écrit, toutes les causes des épidémies qui, pendant trois ans, avaient dévoré l'armée d'occupation de la province de Bone. Il déchira courageusement le voile qui masquait des intérêts sordides, des ambitions ignobles, des avancements déplorables.

Tant de franchise effraya le ministre Bernard, qui fit admonester officiellement le docteur Ducoux, alors en garnison à Blois.

Démissionnaire en 1838, il fixa sa résidence dans cette ville, où il ne tarda pas à jouir d'une clientèle honorable. Un riche mariage vint ajouter encore à son influence personnelle. Ses nouveaux concitoyens lui décernèrent bientôt tous les honneurs électifs, dont les patriotes pouvaient alors disposer. Cette même année, il publia un éloge historique de Denis Papin, l'inventeur des machines à vapeur.

Nommé sans interruption commandant de la garde nationale, membre du conseil municipal, président de loges maçonniques, le citoyen Ducoux, médecin distingué, propriétaire important, devint à Blois ce qu'il avait été dans l'armée, un représentant intrépide et invariable d'une république d'ordre et de liberté.

Dès le 24 février, dans la nuit, il proclamait la république à Blois, et concentrait provisoirement tous les pouvoirs dans ses mains. Quelques jours après, choisi par le Gouvernement provisoire pour administrer le département de Loir-et-Cher, en qualité de commissaire délégué, il sut républicaniser promptement et profondément le pays qui lui était confié, et cela sans secousse violente, sans perturbation.

Il eut l'heureuse idée de publier un petit catéchisme républicain qui, répandu par milliers dans les campagnes, y sert encore aujourd'hui à des conférences hebdomadaires présidées dans chaque commune par l'instituteur ou par le curé. Les électeurs du département de Loir-et-Cher ont voulu donner au citoyen Ducoux une preuve éclatante de leur confiance. Sur 57,000 votants, il a obtenu 55,015 suffrages, et figure le premier sur la liste des six élus.

Sa place à l'Assemblée nationale est parmi ceux qui veulent énergiquement et sincèrement la république *démocratique* avec

tous ses développements, en prenant pour base la patrie, la famille et la propriété, et pour but la liberté, l'égalité, la fraternité. Il est remarquable par sa haute stature, par ses formes athlétiques, par sa voix abrupte et puissante. Dans une assemblée républicaine, mais éminemment incertaine, le citoyen Ducoux, homme d'entraînement et de résolution, peut devenir un personnage important, et se poser, par la nature de son talent et par son imagination, en Danton de la nouvelle Constituante. Il a été appelé à la préfecture de police, en remplacement de son collègue le représentant Trouvé-Chauvel, passé à la préfecture de la Seine.

Lors de son entrée en fonctions, un système de panique organisé et subitement exploité par les journaux anti-républicains, entretenait dans la grande ville une émotion vague, une défiance hostile à la consolidation de la République. Le citoyen Ducoux eut l'heureuse idée de se mettre en contact permanent avec la population de Paris à laquelle il adressa périodiquement des bulletins qui ont puissamment contribué à ramener le calme et à dissiper, dans les masses, bien des erreurs et bien des haines. Jamais la sécurité ne fut plus grande, jamais la police ne fut à la fois plus active et cependant plus bienveillante que sous l'administration du citoyen Ducoux; il médite en ce moment un plan de réorganisation de la police municipale qu'il veut rendre, dit-il, assez vigilante pour qu'on puisse prévenir afin de n'avoir pas à réprimer, et assez forte pour qu'elle soit, en tout temps, protectrice et paternelle. On connaît sa réponse au chef de la police prussienne qui osait lui demander des notes sur les réfugiés polonais et allemands. Le citoyen Ducoux est, à nos yeux, l'un des plus anciens et des plus solides démocrates du pays; nous le croyons destiné à être du petit nombre des hommes qui sauveront la Révolution et la rendront féconde.

DURAND (DE ROMORANTIN).

M. Durand est député depuis 1837. Les patriotes de Romorantin qui l'ont nommé, n'ont eu qu'à se féliciter de leur choix; leur mandataire n'a pas cessé de marcher avec l'opposition libérale. Il occupe un rang honorable dans le barreau de Paris. Comme homme politique, ses vues sont élevées et patriotiques. C'est un observateur consciencieux des hommes et des choses; il écoute en philosophe et discute en légiste. Sobre de paroles, mais fort d'arguments; il s'attache surtout à l'interprétation la plus libérale des lois. Appelé à l'Assemblée nationale par le choix

des électeurs de Loir-et-Cher, il a réuni plus de 37,000 suffrages.

GÉRARD DE SAVIGNY (LÉON).

Il est né à Paris le 15 mai 1817.

Sa famille habite le département de Loir-et-Cher, où son père est encore vice-président de l'administration de la célèbre manufacture de Saint-Gobain, titre pour ainsi dire héréditaire dans cette famille; mais les premières années de sa jeunesse se sont écoulées à Paris, où il a fait d'excellentes études au collège Saint-Louis.

M. Gérard, doué des plus heureuses dispositions qui le rendaient apte à faire un choix entre toutes les carrières libérales, fut reconnu admissible à l'École polytechnique et préféra le droit. Il fut reçu avocat en 1841.

Bientôt il crut s'être trompé, et se livra avec ardeur à l'étude de la médecine, qu'il abandonna encore pour les beaux-arts et la peinture; et cette dernière passion l'a trouvé plus fidèle que les autres.... jusqu'aujourd'hui.

M. Gérard retourna enfin à Saint-Gobain. Là, il s'occupa de commerce, d'économie politique, d'organisation du travail, de questions philanthropiques, et, dans ses heures de loisir, de peinture et de dessin.

Il en résulte que M. Léon Gérard peut se rendre très utile par ses connaissances théoriques, mais plus encore par ses connaissances pratiques dans le comité de l'industrie dont il est membre.

Il figure le dernier sur la liste des six élus de Loir-et-Cher à l'Assemblée nationale.

NORMANT AÎNÉ (ANTOINE).

M. Normant, maire de Romorantin, manufacturier, âgé de 65 ans environ, est l'un des plus honorables industriels de France. Il est chef et fondateur d'une manufacture de draps qui occupe deux mille ouvriers.

En 1811, M. Normant fut chargé de l'introduction et de la direction, à Romorantin, des premières machines qui ont été introduites dans le pays pour la fabrication des draps.

Quatre ans plus tard, il fonda un nouvel établissement considérable qui, par son zèle et son activité, finit par triompher de tous les obstacles; aujourd'hui il est possesseur d'une immense fortune.

L'usage qu'il en fait est digne de tous éloges. Les ouvriers et les pauvres de Romorantin, qu'il comble de ses bienfaits, et qui sont devenus ses enfants, le bénissent et le révèrent à l'égal d'un père. C'est à lui, en effet, qu'ils doivent de ne connaître ni cherté de vivres, ni chômage, ni calamités publiques même; lui seul souffre de l'absence des débouchés, de l'accumulation des produits manufacturiers; mais ses ouvriers, qu'il considère comme ses enfants, ne se ressentent de rien. Leur providence est là qui pourvoit à tout.

Dans les cas d'urgence et d'utilité, on a vu M. Normant accepter les fonctions de maire et de membre du conseil général. Son passage dans l'administration se signale toujours par quelques améliorations. La ville de Romorantin lui doit une salle d'asile modèle, tant par sa construction que par sa direction. Là sont reçus trois cents enfants pauvres. Cette fondation a été faite à ses frais, et il en paye les dépenses annuelles. M. Normant a fondé, à l'hospice de Romorantin, trois lits pour les vieillards sans ressources.

C'est, en tous points, un digne représentant du peuple. Il a obtenu 36,000 voix, et figure le troisième sur la liste des six élus de Loir-et-Cher.

SALVAT (JEAN-FRANÇOIS-XAVIER).

Propriétaire, président de la Société d'agriculture de Blois, il est né à Peyruis (Basses-Alpes) le 10 octobre 1791.

Le père de M. Salvat, chirurgien major dans les hôpitaux militaires, voulait faire de son fils un avocat; mais à cette époque les pères voulaient et Napoléon disposait. La cavalerie française était restée en partie dans les neiges de la Russie. Pour en créer une nouvelle, on imagina de former quatre régiments de gardes d'honneur, composés des jeunes gens qui, à force d'argent et par leur position exceptionnelle, n'appartenaient pas à la conscription. Le jeune Salvat s'enrôla dans l'un de ces régiments, fit les campagnes de 1813 et de 1814, et il était maréchal-des-logis lorsque l'armée fut renvoyée en partie dans ses foyers. M. Salvat ne resta cependant pas dans la mère-patrie; il alla remplir les fonctions d'avocat dans l'île de France, et ne rentra qu'en 1824, époque où il fixa son séjour dans le département de Loir-et-Cher.

M. Salvat s'est mêlé quelquefois d'élections; il a contribué à faire envoyer à la Chambre des députés indépendants; déjà ses opinions étaient alors franchement libérales.

Depuis 1830, il s'est spécialement et avec amour occupé d'économie rurale. Il a converti dans la Sologne plus de cent hectares de landes stériles en bonnes terres arables. Il a assaini des prés marécageux et les a transformés en gras pâturages. Il a introduit jusque dans la Beauce la race bovine améliorée de Durham. On lui doit enfin des instruments perfectionnés et des engrais nouveaux. Comme digne représentant du peuple laborieux des campagnes, un siège était donc assuré dans l'Assemblée nationale à ce digne président de la Société d'agriculture de Blois. Il a été élu l'avant dernier sur la liste des six représentants de Loir-et-Cher.

Homme probe, intelligent, actif, aimé, estimé et décoré, il a dû s'expliquer devant un club d'électeurs sur ce dernier titre; et il l'a fait avec dignité, avec franchise. Les agriculteurs de Loir-et-Cher se sont montrés satisfaits. Ne soyons pas plus difficiles qu'eux.

Malgré son intervention accidentelle dans les luttes électorales, M. Salvat n'a point été jusqu'à ce jour un homme politique dans toute l'extension du mot; ne comptons donc pas trop sur l'énergie de ses doctrines républicaines, mais comptons sur sa loyauté. Son excellente profession de foi adressée aux cultivateurs, et dans laquelle il reconnaît formellement le droit au travail, nous fait espérer en lui.

SARRUT (GERMAIN).

Nous arrivons au sixième représentant de Loir-et-Cher par ordre alphabétique, au troisième par ordre de suffrages, au premier de par le peuple.

Ici les élections ont été ardentes, passionnées. Le peuple a eu son candidat; les hommes d'affaires, le leur, et, entre le peuple et les hommes d'affaires, l'hostilité a été flagrante. Les hommes d'affaires ont succombé. L'élu du peuple, le citoyen Germain Sarrut a été proclamé. En dehors de ces discussions, sous l'égide de l'écharpe municipale, marchaient les hommes qui ne demandent que le calme; leurs candidats étaient les citoyens Ducoux, Durand et Normant. Le citoyen Salvat a été spécialement élu par l'agriculture. Le citoyen Léon Gérard a glané dans toutes les parts son contingent de votes. Le nombre des votants était de 60,904.

Les journaux blancs de la localité désignaient le citoyen Germain Sarrut avant les élections par l'épithète bien plus honorable ou niaise qu'insultante de : *le Préféré*; ce titre im-

pose au nouveau représentant de rigoureux devoirs, nous savons qu'il est de caractère et de force à les remplir.

Nous lisons, dans une Revue qui a été publiée à Blois, à propos des élections, les quelques lignes suivantes, qui peignent la position de M. Sarrut dans le département de Loir-et-Cher :

« Oui, Germain Sarrut est le préféré du peuple, et voici pourquoi : C'est qu'aux jours de sa fortune, il ne rechercha point les honneurs et qu'il fut l'ami du peuple; c'est que les ouvriers de Pont-Levoy qu'il habitait aux jours de sa prospérité, sont restés ses amis et ses amis dévoués lorsqu'il est venu abriter parmi eux son adversité. Il a obtenu, en effet, dans ce canton, 3,743 suffrages sur 4,000 votants.

« Frères, je vous le dis, celui-là est un homme qui revient pauvre et laborieux dans les lieux où il fut le premier par la fortune et par la position sociale, c'est qu'il a la conscience du bien qu'il a fait et de l'affection qu'on lui doit.

« L'affection du peuple ne fait jamais défaut à ceux qui comptent sur lui. »

Germain Sarrut, quoique né à Toulouse en 1800, est originaire des montagnes de l'Ariège, où sa famille jouit d'une grande popularité; aussi, quoiqu'absent du département depuis sa jeunesse, ses amis se sont-ils souvenus de lui, et son nom est-il sorti le neuvième de l'urne électorale; il ne fallait que sept représentants.

Il a été élevé aux frais de la ville de Toulouse, avantage gagné au concours; au concours il fut admis aussi dans la chirurgie militaire, qu'il quitta bientôt pour se livrer à l'enseignement. De 1822 à 1827, nous le retrouvons successivement censeur et proviseur au collège de Pont-Levoy, et simultanément professeur d'histoire naturelle.

Dès 1827, sa lutte avec les jésuites et l'Université arrêta sur lui l'attention publique, lorsqu'en 1830, le canon de Paris gronda contre la royauté, Germain Sarrut, alors aux bains dans l'Ariège, prit en main les rênes de l'administration départementale, et là comme partout il se montra homme d'ordre. Il arrêta les incendies si communs dans ces montagnes, et enfin sut si bien gagner la confiance de tous, qu'il fut demandé comme préfet; mais il n'était pas l'homme de la royauté; il n'était pas l'homme du privilège; il avait pris fait et cause pour les montagnards des forêts; il avait fait entendre leurs plaintes; enfin il avait organisé une descente en Espagne et offert d'y faire proclamer un gouvernement révolutionnaire. Ces faits ont déjà été publiés en 1842. Ils sont assez significatifs.

Homme d'ordre, il déclarait, dès 1830, « que les Chambres avaient violé toutes les convenances en se proclamant pouvoir constituant définitif; il ajoutait qu'en temps de révolution et d'urgence tout était bon, sauf révision, et que dans sa pensée l'urgence n'existait pas.— Si la nation n'est pas consultée, poursuivait-il, on aura fait d'un mineur un prétendant; c'est une maladresse, c'est une faute qui pourra susciter à la France de grandes calamités. »

La guerre civile dans la Vendée en 1831 et en 1832, les menées incessantes des légitimistes pendant dix-huit ans et encore aujourd'hui, prouvent combien il était dans le vrai; dès 1830 donc, Germain Sarrut déclarait que la nation devait être consultée; il proclamait la souveraineté nationale; la nation ne fut pas consultée, et bientôt, dès la fin de septembre, Germain Sarrut rédigeait le *Patriote*, qui se réunit à la *Tribune* et vint compléter sa force; si Germain Sarrut eût été impérialiste, il se serait réuni à la *Révolution*, qui, sous la direction de Lennox, cherchait à relever le drapeau de l'Empire; il n'en fut rien: Sarrut prit, avec quelques républicains, la direction de la *Tribune*, journal républicain démocrate. Cent quatorze procès prouvent que la *Tribune* fut ardente et qu'elle portait au pouvoir des attaques mortelles.

Sarrut s'effaçait-il personnellement?

Loin de là, il parut plus de vingt fois en Cour d'assises, il vint devant la Chambre des pairs, et paya quatre fois de sa liberté ses attaques contre le pouvoir; la captivité était pour lui une réalité. Il la subit à Sainte-Pélagie, et ne sollicita point la maison de santé; car, il faut le dire, la prison était au-dessus des forces de certains républicains, il leur fallait l'aristocratie de la captivité. Sarrut, Mie, Gervais (de Caen), Rivail, Kersausie, Raspail, et tant d'autres restèrent démocrates de la prison. La réaction ne les trouvera pas aujourd'hui dans ses rangs; Germain Sarrut s'est proclamé en tout temps démocrate, et jamais, dit-il bien haut, il n'a fait acte contraire à ce principe sacré.

Les lois de septembre brisèrent le journal la *Tribune*, Germain Sarrut ne laissa point la plume tomber de ses mains. Il a écrit douze énormes volumes in-4°, histoire vivante des sales palinodies, des dégoûtantes turpitudes des hommes de la royauté, travail de pénibles recherches qui a amenté contre lui la tourbe des fourbes, des renégats blancs, ou faux bleus, dont le nombre pullule au milieu de la société bourgeoise; c'est un livre de courage que cet assemblage de personnalités, que ce panorama perpétuel dans lequel le masque est arraché à tant

de hideux visages, mais dans lequel aussi nous voyons jaillir en relief les fils du peuple restés purs, ceux qui n'ont jamais traîné leur gloire dans les tripots de la royauté.

La *Biographie des Hommes du jour* est un livre d'histoire, écrit avec un stylet; il a soulevé bien des haines bourgeoises, mais le peuple y trouve-t-il un mot à redire, à reprendre, y a-t-il une phrase qui ne soit pas peuple, qui ne soit pas pour le peuple? Que les aristocrates la cherchent et la signalent.

Au milieu de ces travaux d'historien, Germain Sarrut prit part à une grande entreprise industrielle; sa plume brillanta des études ardues, mécaniques, et, peut-être, cette immense découverte des chemins de fer, rendus possibles sur des courbes resserrées, a-t-elle été repoussée parce que le républicain se montra trop visible derrière l'industriel, soit dans sa pétition collective au roi et aux chambres, ce qui parut un crime de lèse-majesté en fait d'étiquette, soit dans tout le corps de l'ouvrage.... Le gouvernement royal repoussa obstinément, malgré l'appui unanime de la Chambre, les demandes de la compagnie exploitante du système Jouffroy; et cette compagnie, engagée à l'étranger pour des sommes considérables, dut suspendre ses paiements; Germain Sarrut prit des engagements avec ses créanciers; il y a été fidèle; quelques mois étaient à peine écoulés qu'il avait payé intégralement tous les ouvriers, donné 20 pour cent comptant à tous les fournisseurs et mis hors de compte tous ses créanciers particuliers, qui n'ont point eu à intervenir dans sa faillite; depuis lors, il a satisfait à ses promesses au-delà des engagements pris, et c'est en vain que ses adversaires de toute couleur ont recherché dans sa vie. Ils ont pu déverser sur lui la calomnie, mais ils n'ont pu formuler une accusation régulière.

Le citoyen Sarrut a voté et protesté contre l'état de siège. Il a vivement attaqué le projet de décret sur les attroupements, et cependant, dans les bureaux et dans le comité de l'instruction publique, il jouit d'un grand ascendant, car il est nommé membre de toutes les commissions relatives à l'enseignement primaire. Il est l'un des rapporteurs les plus concis, les plus habiles pour faire marcher la besogne et débayer le terrain.

Cet écrivain promet à la cause démocratique un défenseur ardent, un chaleureux orateur, et aux amis de l'ordre un auxiliaire courageux. Ce serait une trop pénible déception si un aussi ancien athlète démentait un passé de plus de vingt ans.

Le citoyen Sarrut siège à la Chambre en tête du septième rang de la section démocratique.

LOIRE (HAUTE-).

Le Pay. — 8 Représentants.

AVOND (AUGUSTE).

Avocat à la Cour d'appel de Paris. Né à Paulhaguet en 1820.

M. Avond est l'un des plus jeunes membres de la Chambre. Il doit le jour à des parents très honorables, mais devenus pauvres par des revers. A 17 ans, il était à Paris étudiant en droit, et journaliste à 21 ans; il consignait dans sa thèse les principes les plus démocratiques. A 26 ans, il fut appelé, par le suffrage du barreau, à faire le discours de rentrée à la conférence des avocats; il prononça à cette occasion l'éloge de Philippe Dupin, qui est tout à la fois un chef-d'œuvre et un plaidoyer en faveur de la cause populaire. Tous les journaux se sont empressés de publier cette œuvre remarquable.

Comme journaliste, M. Avond s'est toujours montré un rude adversaire du pouvoir déchu. Après le 24 février, il fut nommé chef du cabinet au ministère de la justice, fonctions dont il s'est démis le 4 mai. Malgré cette position, qui démontrait d'une manière éclatante les sympathies de M. Avond pour notre nouvelle forme de gouvernement, le journal *le Patriote des Montagnes* lui a fait une guerre acharnée et a combattu son élection. On n'a pas bien apprécié le motif de ces hostilités sans résultat.

Esprit éminemment prompt, actif et libéral, homme de cœur, d'intelligence et de conviction, doué d'une parole facile et nette, vive et chaleureuse, M. Avond promet à la République un fervent défenseur de toutes les libertés. Il a obtenu 24,252 voix.

BADON.

Cet honorable représentant, né en 1793, est fils d'un riche brasseur; il a étudié pour être médecin, mais il n'exerce pas.

Depuis longtemps, M. Badon est connu comme professant des doctrines libérales; aussi l'a-t-on nommé adjoint de la mairie en 1830. Il conserva ces fonctions jusqu'en 1836. Quatre ans après, en 1840, on le nomma maire. Démissionnaire en 1846, il fut réélu après les Journées de Février, en remplacement de

M. Richond-Desprez, dont il avait combattu longtemps la candidature, et qui vient d'être assassiné.

M. Badon est un homme honorable dans la plus rigoureuse acception de ce mot. Il est tellement aimé dans la ville du Puy, que les pauvres, craignant de ne plus l'avoir pour maire, ont vu sa nomination de représentant avec chagrin. La ville entière lui a donné le titre de *Père du peuple*.

Il appartient à l'opinion modérée, et a obtenu 35,858 voix.

BREYMAND (ABRAHAM).

Ce représentant, né en 1806, est, malgré son prénom, un vrai catholique. C'est peut-être l'homme le plus instruit de son département; mais sa modestie égale son mérite. Propriétaire, et jouissant d'une honorable fortune, il a su, pendant plusieurs années, employer ses revenus à Paris à acquérir de la science. Son temps et son argent n'ont pas été perdus. La Révolution de Juillet le trouva au milieu des élèves des écoles, dont il partageait les principes républicains. La commission des récompenses nationales le fit entrer comme lieutenant dans un régiment qu'il alla rejoindre en Afrique. Il ne tarda pas à s'apercevoir du système rétrograde qui dominait dans le gouvernement. Aussi, en 1834, se trouvant en garnison à Grenoble, immédiatement après les événements de Lyon (en avril), donna-t-il sa démission, pour ne pas se trouver dans la nécessité de combattre un jour ou l'autre ceux qui auraient pu conspirer pour l'établissement de la République, objet de tous ses vœux. Rentré dans ses foyers, il fut presque à l'unanimité nommé commandant de la garde nationale du Puy. Sa réception par le maire, M. Blanc, vieux républicain de la grande époque, qui l'embrassa avec cordialité, fut attendrissante. C'était, disait à ce sujet le *Patriote du Puy-de-Dôme*, 1789 qui s'unissait à 1830. Cette nomination toute républicaine indigna le parti monarchique, qui fit dissoudre cette garde nationale.

La Révolution du 24 février devait naturellement voir remplacer M. Breymand à la tête de son bataillon; il a été, non seulement renommé tout d'une voix, mais encore ses concitoyens l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, par 25,218 suffrages, malgré tous les efforts des légitimistes et du clergé.

Si sa grande timidité l'empêche de monter à la tribune, il n'en est pas moins fort utile dans les bureaux, où il discute en pleine liberté.

Les journaux ont raconté sa conduite énergique, lorsqu'il fut

entouré par les insurgés et menacé de mort, ainsi que son collègue M. Saint-Victor. « On dit dans Paris, s'écria-t-il avec « véhémence, que vous êtes des voleurs; il ne vous manque plus « que d'être des assassins; tuez-nous ! » et il découvrit sa poitrine. Ils furent relâchés.

Sans doute, M. Breymand a dans le cœur des principes républicains profondément gravés; mais il ne pactisera jamais avec les paradoxes et l'anarchie.

CHARBONNEL.

Ancien chef d'escadron, né à Lyon le 29 mars 1797.

Fils du comte de Charbonnel, maire de Monistrol, et de la fille du marquis d'Aigrin, dont les pauvres pleurent encore la perte.

M. de Charbonnel était un soldat de l'Empire. Il n'obtint cependant son titre de chef d'escadron que sous la Restauration. Il fit partie de l'expédition d'Afrique, s'y distingua et y fut blessé.

M. Charbonnel, homme d'une loyauté et d'une bravoure proverbiales, est mort, le 27 juin, des suites d'une blessure qu'il avait reçue aux côtés du général Négrier.

GRELLET (FÉLIX).

Docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Riom, né à Allègre en 1812.

M. Grellet appartient à une famille de cultivateurs, riche et très répandue dans le département de la Haute-Loire. Lui-même possède une belle fortune. Il a fait son droit et son stage à Paris. En 1839, il défendit d'une manière remarquable, devant la Cour des Pairs, un des compagnons de Barbès.

Il est auteur d'un fort beau travail sur la loi contre l'usure.

Après la Révolution de Février, on lui offrit le poste de procureur général près la Cour d'appel de Rouen; mais déjà il avait en perspective sa nomination de représentant du peuple, et il refusa pour demeurer plus digne du mandat qu'on allait lui confier. Élu par 33,194 suffrages.

LAFAYETTE (EDMOND).

Fils de M. Georges Lafayette et petit-fils du général, M. Edmond Lafayette, avocat, âgé de 30 ans, est digne à tous égards de représenter la Haute-Loire, berceau de sa famille et le sien. Il est né, en effet, à Chavignac, dans le beau château qu'habitait le

héros des deux mondes, manoir patrimonial, au fronton duquel est encastrée une large pierre des débris de la Bastille.

Le jeune représentant partage les convictions et le patriotisme traditionnel de sa famille ; comme elle, il est aimé et respecté dans le pays. Il a obtenu 33,356 voix.

LAGRÉVOL (ALEXANDRE).

C'est tout au plus si ce jeune avocat a dépassé l'âge de 28 ans. Il est né à Issingeaux, petite ville des montagnes, arriérée d'au moins six mille ans, quoiqu'elle se soit empressée d'accueillir, par instinct de conservation, la découverte végétale de Parmen-tier, qu'elle cultive de prédilection.

M. Lagrévol est la coqueluche du clergé et des légitimistes, qui se sont parfaitement entendus pour être représentés par l'enfant de leur cœur, à qui ils ont donné 21,519 suffrages.

LAURENT (AIMÉ).

Fils d'un conventionnel, M. Laurent, est honnête et modéré, né en 1798, il marche dignement sur les traces de son père.

Conseiller de préfecture en 1830, il fut destitué, en 1834, pour ses tendances libérales. Il reprit alors ses fonctions d'avocat.

M. Laurent n'a point fait de profession de foi ; non qu'il s'y soit refusé, mais parce que ses concitoyens ont une confiance entière en lui. Quel éloge plus beau que celui-là ? Il a obtenu 26,067 voix.

LOIRE-INFÉRIEURE.

Nantes. — 13 Représentants.

BEDEAU (MARIE-ALPHONSE).

Né à Verton (Loire-Inférieure) le 19 août 1804, le général Bedeau entra, à l'âge de 16 ans, à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, et en sortit, en 1822, en qualité de sous-lieutenant élève, à l'école d'application d'état-major. Il servit successivement dans le 8^e de cuirassiers, dans les lanciers de la garde royale,

le 2^e régiment d'artillerie à cheval et le 13^e de ligne. Il était capitaine au 3^e régiment d'infanterie légère; lorsqu'il fut détaché auprès du général Ferrier, dont il devint l'aide-de-camp. Attaché, en cette qualité, aux généraux Gérard et Schramm, il fit, sous leurs ordres, les campagnes de Belgique de 1831 et 1832. Puis, en 1836, il entra, comme chef de bataillon, dans la légion étrangère, qu'il alla immédiatement rejoindre en Afrique. Là il ne tarda pas à se distinguer dans toutes les affaires vraiment sérieuses auxquelles son corps prit part. Colonel au 17^e léger, il fit partie des deux expéditions de Sétif, 16 et 17 octobre 1838 et mai 1839. Son régiment traversa les Bibans, sous les ordres du duc d'Orléans, et se trouva, un mois après, entre le camp supérieur de Blidah et la Chiffa, au fameux combat à l'arme blanche, contre les réguliers de l'émir, combat où les caisses des tambours arabes, une pièce de canon, les drapeaux du kalifat d'Abd-el-Kader, quatre cents fusils et trois cents cadavres de fantassins, tombèrent en notre pouvoir. En 1840, le colonel Bedeau resta momentanément à Cherchell, dont on venait de s'emparer, et repoussa plusieurs fois avec succès les Arabes qui attaquaient ses lignes. L'expédition sur le Fondouck, celle de Médéah, les combats de l'Affroun, de l'Oued-Ger, de l'Oued-Nador et de Mouzaïa, trouvent le jeune colonel toujours plus invincible; rien ne lasse son courage ni sa patience. Au retour de Médéah, le 20 mai, pendant que nos cavaliers, escortant le convoi, s'engagent dans le bois des Oliviers, Abd-el-Kader fait attaquer avec vigueur le colonel Bedeau, qui attend l'ennemi de sang-froid et marche ensuite sur lui à la baïonnette. Cette arme, si terrible dans les mains françaises, fait reculer les Arabes, qui jonchent de leurs cadavres le champ de bataille, et nous laissent en toute liberté traverser le défilé. On voit encore le brave colonel, sous les ordres du général Changarnier, qui dirigeait une expédition dans la vallée du Chélif, commander l'arrière-garde aux combats meurtriers du Gontas et de l'Oued-Adélia, et supporter presque seul le poids de la journée. On le retrouve partout où le danger menace; et le grade de maréchal-de-camp, digne récompense de son infatigable activité, vient encore ranimer son zèle. Fier de cette distinction, il s'efforça de la justifier par de nouveaux et continuels succès qui l'ont fait l'émule des Lamoricière, des Changarnier, des Baraguay-d'Hilliers, les meilleurs généraux de notre armée d'Afrique. Ses rhazias adroites et énergiques aux alentours de Tlemcen n'ont pas peu contribué à ramener le calme dans cette partie de nos possessions. Sa vigilance sut mettre en défaut toutes les ruses des Arabes, et son courage triompha tou-

jours, malgré leur nombre, des ennemis que le fanatisme, la vengeance ou la cupidité lui opposaient. Les dangers qu'il courut à Lella-Marghnia, dans sa conférence avec les perfides Marocains, et la manière à la fois prudente et digne dont il échappa à cette infâme trahison, peuvent donner une idée du sang-froid qu'il sait déployer dans les grandes circonstances. Assurément, parmi les brillantes réputations que nos campagnes d'Afrique ont fait éclore, celle du général Bedeau se distingue comme une des plus solidement fondées et des plus loyalement acquises.

La fortune militaire du général Bedeau ne pouvait que s'accroître. Nommé successivement gouverneur de la province de Constantine, puis général de division, il était à Paris en Février 1848. Le 24, il se mit à la tête des troupes, et parcourut les rues de Paris, s'efforçant d'y rétablir l'ordre. Les premiers régiments qui défilèrent sur les boulevards, la crosse en l'air, étaient guidés par lui. Il commandait les chasseurs d'Orléans au moment de l'attaque du poste de l'Allée Gabrielle.

Dangereusement blessé aux fatales journées de Juin, il est encore, à l'heure où nous écrivons, l'objet de nos vives inquiétudes. Les journaux ont beau publier des bulletins satisfaisants sur l'état de sa blessure, de cruelles déceptions nous ont rendus défiants.

M. le général Bedeau a été envoyé à l'Assemblée nationale par 97,420 suffrages.

BILLAULT.

La célébrité de M. Billault, né en 1805, a commencé à Nantes, où il s'est fait une grande réputation comme avocat. Il était déjà membre du conseil général de la Loire-Inférieure, lorsqu'en 1837 deux collèges de ce département le choisirent pour député.

M. Billault débuta, à la session de 1837, dans les rangs de l'opposition, par un discours énergique sur la corruption électorale, à propos de toutes choses, et particulièrement sur les relations de la France avec les nations étrangères. Il déclara une rude guerre au cabinet, et surtout aux tendances anglaises de M. Guizot. En 1842, il contraignit le ministre à déchirer une convention signée par lui, le fameux traité du *droit de visite*; et, dans la session suivante, à propos de la célèbre affaire Pritchard, il prononça plusieurs discours qui resteront comme l'expression la plus éloquente de l'indignation légitime soulevée dans tout le pays par cette administration.

Le ministère du 1^{er} mars l'appela à la sous-secrétairerie d'État du commerce et de l'agriculture.

Nous finissons par le jugement de Timon sur M. Billault considéré comme orateur :

« Billault est le plus remarquable de tous les orateurs commençants, et, s'il était plus précis, il serait, comme un autre Phocion, la hache des discours de M. Guizot, cet autre Démos-thènes.

« Tout avocat qui veut cueillir les palmes de l'éloquence politique, ne doit plus s'en aller au palais courir le mur mitoyen et la question d'État. D'ailleurs, M. Billault a autant de principes qu'un avocat en puisse avoir, et beaucoup plus, dans tous les cas, qu'il n'en faut pour un ministre de ce temps-ci. Lieutenant de M. Thiers, il aime à se divertir, comme son général, dans les pérégrinations de la mer et de la terre ferme...

« Ce n'est pas que M. Billault ne puisse être un jour un très productif ministre de n'importe quelle branche du revenu public. Il n'est point gêné du côté droit ou du côté gauche par aucun précédent. Il a les petites entrées du Louvre, sans y être échanson ni pannetier. Il jouit des bonnes grâces de l'opposition, sans qu'il lui faille approcher les doigts des charbons ardents du radicalisme. Il a la parole à tout, se porte en avant, bat en retraite, se jette sur les talus du chemin, et revient au lancé avec la même prestesse d'évolution. Ces sortes d'éloquences, chauffées à une moyenne température, sont encore, après tout, celles qui réussissent le mieux dans nos serres du monopole... »

M. Billault est de petite taille. Il a les traits réguliers et fins, un regard scrutateur et une attitude méditative. Élu à l'Assemblée nationale par 88,858 voix, il s'y est courageusement séparé de M. Thiers pour défendre le droit au travail.

BRAHEIX.

M. Braheix, négociant, né à Nantes, âgé de 48 ans, est membre du conseil municipal et président du tribunal de commerce de cette ville. Négociant, il doit à son activité une belle fortune dont il jouit noblement.

Ses opinions sont sagement démocratiques. Il a été élu par 100,035 suffrages.

CAMUS DE LA GUIBOURGÈRE.

Maire de Teillé (arrondissement d'Ancenis), membre du con-

seil général et du conseil d'arrondissement, né à Paris en 1793, il a fait ses études et son droit dans cette ville. Depuis 1824, il exerce les fonctions de maire de la commune de Teillé. C'est un homme de cœur et de bon sens dont les opinions sont sages. La droiture de sa conduite, son caractère obligeant, son esprit de conciliation, lui ont mérité l'estime et la confiance de ses compatriotes.

Il est ou doit être légitimiste, ce qui signifie simplement, dans beaucoup de cas, ennemi déclaré de la branche cadette, et de plus, indépendant par nature et par position, doué d'idées généreuses, élevées, aimant le travail et la réflexion, de mœurs douces et modestes. C'est un homme estimable et un bon citoyen.

Entre lui et M. Aristide de Grandville, son ami, il y a uniformité de principes. Sa pensée politique est donc renfermée dans la circulaire électorale publiée par le dernier après la proclamation du scrutin. Il a obtenu 68,184 voix.

DESMARS.

M. Desmars, né à Savenay le 4 février 1811, d'une famille d'artisans, est un homme de mérite.

Reçu avocat, en 1835, à la Faculté de Paris, il possède un talent réel, et l'honneur d'avoir été choisi par les électeurs de la Loire-Inférieure pour les représenter, d'abord au conseil général, en 1847, et, en dernier lieu, à l'Assemblée nationale, où l'ont envoyé 77,184 suffrages.

La république que désirait M. Desmars avant le 24 février, celle qu'il désire contribuer à fonder aujourd'hui, c'est la république modérée, progressive, protectrice de la famille et de la propriété, la seule qui lui paraisse pouvoir fixer d'une manière définitive les destinées de la nation.

FAVRE (FERDINAND).

Né en 1779 à Couvet, canton de Neuchâtel, où sa famille s'était retirée par suite de la révocation de l'édit de Nantes, M. Favre, à peine âgé de quatorze ans, combattait dans la cavalerie nantaise contre toutes les forces vendéennes attaquant la ville de Nantes.

En 1830, après la révolution de Juillet, dans la prévision d'une guerre avec les puissances étrangères, malgré son âge déjà avancé, il s'inscrivit, l'un des premiers, pour faire partie de

l'escadron de cavalerie de la garde nationale, et en refusa le commandement par modestie. Il s'était déjà présenté pour marcher à nos frontières si elles étaient menacées.

En 1832, il était maire de Nantes au moment de l'arrestation de la duchesse de Berry, et fit preuve, dans cette circonstance des plus critiques, de tant de dignité et de modération, de prudence et de fermeté, qu'il parvint à rétablir l'ordre dans la ville.

Il a été cinq fois réélu maire de Nantes, et a reçu la croix d'officier de la Légion-d'Honneur.

Après la révolution de Février 1848, l'arrivée d'un commissaire extraordinaire dans la paisible cité de Nantes, où la république avait été acceptée par les uns et subie par les autres, sans rencontrer d'obstacles, fit naître des embarras, et devint une cause de fermentation. M. Favre, maire, et son conseil municipal furent révoqués pour avoir protesté contre l'étrange prétention du commissaire du gouvernement d'introduire au sein du conseil plusieurs nouveaux membres, sans recourir à l'élection.

Mais les habitants de Nantes, qui regrettaient la sage et paternelle administration de M. Favre, lui donnèrent une preuve éclatante de leur sympathie en réunissant sur lui 83,000 suffrages qui l'envoyèrent à l'Assemblée nationale.

M. Favre appartient à cette ligne politique qui veut la république honnête, l'ordre dans la liberté, le respect des personnes et des propriétés, un gouvernement fort et juste, et toutes les institutions capables de garantir le repos et la prospérité de la France.

FAVREAU (LOUIS-JACQUES).

Avoué, membre du conseil municipal de Nantes, né à Nantes, d'une famille d'artisans, âgé de 36 ans.

Encore un légitimiste, et ce mot *encore* est un reproche si nos renseignements sur ce représentant sont exacts : loin d'être un homme paisible, attaché à la religion des souvenirs, mais incapable de menées souterraines dans l'intérêt de sa cause, il paraît, au contraire, que M. Favreau a compté jadis parmi les plus *actifs* et les plus dévoués légitimistes dans une ville où le nombre en est assez considérable.

Aussi le clergé a-t-il chaudement appuyé sa candidature à l'Assemblée nationale.

Sauf cette exaltation d'opinion à laquelle, même, nous ne croyons que sous réserve, M. Favreau jouit à Nantes d'une réputation méritée de probité et de talent. Élu par 70,000 voix.

FOURNIER (FÉLIX).

M. Fournier, né le 2 mai 1803 à Nantes, est issu d'une famille de colons de Saint-Domingue. Il fit ses études à Nantes, entra au séminaire, où on ne tarda pas à reconnaître son mérite en lui confiant successivement les chaires de belles-lettres et de philosophie; mais une vocation véritable l'appelait à d'autres devoirs, il fut nommé vicaire, puis curé de Saint-Nicolas.

L'abbé Fournier est un homme d'un caractère élevé, dont la renommée, comme prédicateur, s'est étendue par tout le pays.

Il a fondé à Nantes plusieurs établissements philanthropiques, entre autres l'œuvre de *Saint-Vincent-de-Paul* et une maison où plus de cinq cents jeunes filles trouvent un asile, du pain, et surtout de bons conseils.

Il était l'un des principaux collaborateurs de *l'Union de Nantes*; et les articles qu'il a donnés à cette feuille, sont empreints d'un sage libéralisme.

Le jour de sa nomination à l'Assemblée, on cria *au légitimiste!* bien qu'il ne le soit pas; on se porta à son domicile et tout y fut pillé, mis en pièces, jusqu'aux registres de la paroisse; l'autorité laissa tout faire.

Il est vrai que le cas était assez difficile; il ne s'agissait pas ici du juste ou de l'injuste, du respect ou du viol de la loi; ce n'eût été rien qu'une telle question.

Il s'agissait de savoir ce que M. le ministre de l'intérieur serait en droit de dire à des fonctionnaires assez mal avisés pour donner secours et protection à un ennemi de la république, à un légitimiste.

S'il allait les destituer, par exemple; cela s'est vu pour bien moins, et il fallait à tout prix éviter un tel affront; on l'évita en effet. Le sac du presbytère passa pour un de ces petits désordres qui marchent inaperçus à la suite d'une révolution. Un presbytère, qu'est-ce que cela? Le peuple souverain s'est permis dans la capitale bien d'autres accès de gaieté.

M. Fournier a été nommé par 81,719 voix.

GRANDVILLE (ARISTIDE DE).

Propriétaire agronome, né à Saint-Malo le 17 mai 1791, M. de Grandville est un ancien élève du collège de Juilly, condisciple et ami de M. Berryer. Sous la Restauration, il a servi quelque temps dans les cheveau-légers.

Rentré dans la vie civile et devenu membre du conseil d'ar-

rondissement de Paimbœuf maire de la commune de Port-Saint-Père, il s'y est montré l'administrateur le plus éclairé et le plus sage. Pendant trente ans, on l'a vu se dévouer aux besoins de la contrée. Il ne s'est fait ni une route, ni un canal qu'il n'y ait puissamment contribué.

En Février 1848, il a fait proclamer la République sans la moindre hésitation, et, cependant, sa destitution ne se fit pas attendre. Mais ses concitoyens ont protesté contre cette injustice en l'envoyant à l'Assemblée nationale par 76,849 suffrages.

LANJUINAIS (VICTOR).

Fils de ce célèbre Girondin, « plus célèbre encore par sa constante vertu que par sa vaste érudition, vertu rigide, et dont aucun souffle de la calomnie n'a pu ternir la pureté, » M. Victor Lanjuinais, avocat, âgé de 47 ans, fut nommé substitut en 1830. Après s'être montré dans les Journées de Juillet, il signa l'acte d'association nationale contre le retour de la branche aînée, et fut destitué en 1831.

Il se fit alors inscrire au tableau des avocats de la Cour royale de Paris. Nommé député en 1838, il s'assit sur les bancs de cette opposition, dont un critique chagrin a dit : « qu'elle semblait s'opposer à tout et laissait toujours tout faire. »

M. Lanjuinais est du nombre de ces véritables représentants du pays qui prennent leur mandat au sérieux ; qui savent penser, parler et agir ; qui peuvent se tromper ; mais dont les erreurs mêmes tournent à l'avantage du pays, en appelant plus fortement la vérité à se faire jour, en la forçant de puiser dans la contradiction un nouvel et plus durable éclat.

En 1845, il acheta le journal *le Commerce* avec MM. de Tocqueville, Gustave de Beaumont et de Combarel.

Il s'était consacré spécialement à l'étude des questions maritimes. Son œil investigateur avait découvert la plupart des vices cachés de l'administration de la marine, et ses constants efforts tendaient à les corriger, en les dévoilant. Ce fut lui qui porta le premier à la tribune la célèbre affaire Bénier ; il réclamait une enquête sévère, et la Chambre, cédant à l'entraînement de la parole d'un honnête homme indigné, s'émut à sa protestation, en ajoutant au budget, sur sa demande, une disposition qui forçait le ministre de la guerre à rendre, en 1847, un compte spécial des mesures qu'il aurait prises ou provoquées.

M. Lanjuinais est un homme de petite taille ; il a l'œil ardent, une physionomie pleine d'esprit et de finesse. Il s'exprime

à la tribune avec beaucoup de facilité, et discute d'une manière très lucide les questions d'affaires et les questions de politique.

Lorsqu'il s'agit de flétrir de honteuses concussions, il s'enflamme, et son énergie est poussée jusqu'à l'indignation. Il a été élu par 113,000 voix.

ROCHETTE (ERNEST DE LA).

Propriétaire, né à Saint-Étienne-de-Montlieu, âgé de 44 ans.

M. de la Rochette, riche propriétaire, membre du conseil d'arrondissement de Savenay, s'occupe peu de politique et beaucoup d'agronomie. Ses connaissances pratiques en cette science et sa grande fortune lui permettent de faire exécuter d'importants travaux agricoles et d'employer un nombre assez considérable d'ouvriers. C'est un homme d'un caractère franc et loyal, plein d'énergie et de véritable grandeur, que tout le monde aime, et qui se sert noblement de son influence. Légitimiste au fond du cœur, cet amour pour un temps qui n'est plus, le cède chez lui à un autre amour plus fort et plus durable, c'est l'amour de son pays. Il a eu 73,722 suffrages.

SESMAISONS (OLIVIER DE).

La famille de M. de Sesmaisons est l'une des plus nobles et des plus anciennes de la Bretagne.

Neveu du pair de France, Humbert de Sesmaisons, il est né en 1801; c'est un homme très honorable, il est entré à l'École militaire en 1824 et a fait la première campagne d'Afrique. Il donna sa démission en 1830.

Nommé membre du conseil général en 1843, il était déjà, à cette époque, président du comice agricole central du département de la Loire-Inférieure; il est auteur de plusieurs ouvrages sur l'agriculture.

M. de Sesmaisons est légitimiste, mais jamais il ne s'est mêlé dans les intrigues politiques. Peut-être, même, était-il plutôt ennemi de la dynastie d'Orléans que partisan de Henri V. Maître d'une grande fortune, il est aimé de la classe pauvre qui reçoit ses nombreux bienfaits.

Il a été nommé par 85,805 voix.

WALDECK-ROUSSEAU.

M. Waldeck, avocat à Mantes, né à Rennes, âgé de 36 ans,

est l'un des meilleurs avocats du barreau de Nantes. Jusqu'en 1835, il a passé pour un patriote très avancé. Il appartenait, comme chef de section, à la *Société des Droits de l'Homme*. A cette époque, dit la chronique scandaleuse, il se rapprocha du gouvernement et ne conspira plus.

Quand arrivèrent la République et les élections, M. Waldeck crut devoir reprendre ses premières allures républicaines et lança au milieu des électeurs, dit toujours la chronique, une profession de foi sentant son 92 d'une lieue. Mais voyez le guignon ! les malins et les débardeurs de la ville le reconnurent d'abord et s'en allèrent, sous ses fenêtres, crier à tue tête : *Je te connais, beau masque !* et puis jetèrent des pierres dans ses vitres et parlout.

M. Waldeck est un travailleur infatigable, qui ne laisse pas languir la tâche qu'on lui confie. Rapporteur de l'enquête sur les besoins de l'industrie et de l'agriculture, il a lu, le 25 mai, sur ce sujet aride, un travail dont la Chambre a admiré la clarté et la précision. Élu par 86,329 voix.

LOIRET.

Orléans. — 8 Représentants.

ABBATUCCI.

M. Abbattucci, né à Zicavo, en Corse, en 1791, est le petit-fils du général Abbattucci, rival de Paoli, et neveu du jeune général Abbattucci, mort glorieusement sous les murs d'Huningue, en 1796. Il fit de brillantes études à l'École de Saint-Cyr et au Prytanée Napoléon, où il eut pour condisciples Odilon Barrot, Rémusat, Casimir Delavigne, etc. En 1808, il alla étudier le droit à Pise, et se décida à entrer dans la magistrature. Nommé d'abord procureur du roi, en 1816, il passa, trois ans après, à la Cour de Bastia comme conseiller, et il y était encore lorsqu'arriva la révolution de 1830. Dupont (de l'Eure) le fit, à cette époque, président de chambre de la Cour royale d'Orléans. Appelé à la députation par les électeurs de la Corse, il vota avec le ministère, selon les uns, et, selon les autres, avec les patriotes. Il ne fut pas réélu en 1831. Nommé, en 1839, par le

collège d'Orléans, il ne cessa, depuis lors, de combattre dans les rangs de la gauche. Ses liaisons avec *le National* lui valurent d'être appelé, après les Journées de Février, à la Cour d'appel de Paris, et presque immédiatement à la Cour de cassation, en même temps que son fils, jeune homme à peine majeur, était nommé substitut.

M. Abbattucci est membre de la Légion-d'Honneur; c'est un homme généralement estimé. Il est aussi modeste que savant. Son visage reflète la douceur et la bonté. Il brillait au parlement tant par son exactitude que par la généreuse modération qu'il apportait dans les discussions des bureaux, et qui faisait souvent regretter que son invincible timidité ne lui permît pas d'aborder la tribune.

M. Abbattucci a trop de conciliation pour avoir une opinion politique bien tranchée, mais son patriotisme n'est pas douteux. Élu par 60,840 suffrages.

ARBÉY.

M. Arbey, avoué à Pithiviers, est né en 1805. N'ayant pas lui-même de couleur bien tranchée en politique, il a été élu représentant par les électeurs de toutes les nuances. De l'élection singulière de M. Arbey, nous tirons cependant cette conséquence qui nous semble victorieuse : cette réunion de 52,477 suffrages sur la tête d'un citoyen peut ne rien prouver en politique, mais assurément elle ne peut être que le fruit de la considération et de l'estime publique dont jouit M. Arbey.

CONSIDÉRANT (VICTOR).

Ancien capitaine du génie, ancien membre de la commission départementale de la Seine, et de la commission municipale de Paris, rédacteur en chef de *la Démocratie pacifique*, il est né en 1808 à Salins (Jura).

C'est surtout lorsqu'il faut parler d'un homme aussi remarquable que M. Considérant, que nous regrettons d'être condamnés, par la nature de ce livre, à un laconisme rigoureux.

M. Considérant, disciple et continuateur de Fourier, est le chef actuel de l'école socialiste phalanstérienne, et le plus grand philosophe de notre époque. Comme son maître, il est l'homme d'une idée exclusive; prosélyte ardent de la réforme sociale, il poursuit l'accomplissement de son rêve avec courage et persévérance.

Victor Considérant était officier du génie, l'un des premiers sur la liste de sortie de l'École Polytechnique, quand il se prit à étudier les doctrines du maître. A Metz, où il tenait garnison, il prêchait les idées sociales, et chacun accourait avec empressement aux leçons du jeune et élégant orateur. Bientôt il abandonna la carrière militaire pour ne s'occuper que de philosophie et de journalisme. Doué d'une raison calme et réfléchie et d'une rectitude d'esprit toute mathématique, homme d'ardente exécution, il chercha à tirer la doctrine sociétaire des voies spéculatives où elle se serait allanguie et stérilisée. Il écrivit *la Destinée sociale*, *les Considérations de l'Architectonique*, *la Débâcle de la politique en France*, et une multitude de brochures et de livres du plus haut intérêt. Puis, enfin, un journal qui devait servir d'organe à la propagation de sa doctrine, *le Phalanstère* parut, et Victor Considérant fut l'un de ses rédacteurs. Après la déconvenue de *la Phalange* de Condé-sur-Vesgrès, tentative pratique incomplète, conçue et exécutée en dehors de l'école et des inspirations de son chef, *le Phalanstère* ayant cessé de paraître, M. Considérant releva le drapeau et publia un nouveau journal, sous le titre de *la Phalange*. Mais, mûri par l'expérience, le disciple de Fourier ne sembla plus vouloir désormais s'isoler du monde; il accepta, en pratique, les conditions de la société actuelle, toutes réserves d'ailleurs faites pour l'avenir.

Après huit années de lutttes pénibles, car le journal, malgré son succès, avait peu d'abonnés, *la Phalange* devint *la Démocratie pacifique*, feuille quotidienne, qui n'a pas tardé à avoir pour satellite *la Phalange* ressuscitée, qui paraît maintenant tous les mois et qui est un des recueils les plus profondément pensés de notre époque.

Quant à *la Démocratie pacifique*, à quelque point de vue qu'on envisage ce dernier journal, on doit lui rendre cette justice, que c'est uniquement par la voix de la persuasion et dans des conditions d'ordre hautement manifestées que sa propagande a été poursuivie.

M. Considérant a fait preuve de connaissances solides comme ingénieur et comme membre du conseil général de Paris. Il a écrit, il y a six ans, une brochure très piquante contre le système actuel des chemins de fer, auquel il opposait des wagons à *jantes mobiles* devant franchir les montées et les descentes, sans ralentir la célérité des trajets.

M. Victor Considérant n'est pas seulement écrivain, il s'est montré orateur dans plusieurs missions fouriéristes en France, en Suisse et en Belgique, dans différentes réunions d'électeurs,

et à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 34,370 voix. Il fait partie de la commission de Constitution.

MARTIN (LOUIS-ALEXANDRE).

M. Martin, né à Rouen le 5 août 1805, est fils d'un ancien député, ami personnel de Dupont (de l'Eure). Il a fait à Rouen de brillantes études. Son père étant chef d'une grande maison de commerce dans cette ville, c'est près de lui qu'il débute dans la carrière commerciale et industrielle; c'est là aussi que ses sympathies pour la cause populaire se sont consolidées par un contact immédiat et continu avec les nombreux travailleurs qu'il dirigeait. En revanche, les sympathies de ses concitoyens ne lui ont pas fait défaut. Jeune encore, il était nommé maire de la commune d'Anfreville-la-mi-Voie, près de Rouen, où il a laissé des souvenirs de sa bonne administration.

A la première nouvelle de l'insurrection de 1830, il organisa la colonne des volontaires rouennais, et se mit aussitôt en marche, à sa tête, sur Paris. Il a été, pour ce fait, décoré de Juillet. Mais les événements avaient ruiné la maison de commerce de son père. M. Martin entreprit de maintenir intact ce nom vénéré en s'imposant les plus durs sacrifices et le travail le plus assidu. De si nobles efforts furent couronnés de succès, et tous les créanciers de sa maison furent payés. Il vint alors se fixer à Orléans. Membre du conseil municipal de cette ville, il s'y fit constamment remarquer parmi les plus chauds défenseurs de la cause démocratique. Après les Journées de Février, il fut nommé adjoint au commissaire du Gouvernement et maire de la ville. La Révolution l'avait trouvé ce qu'il avait toujours été, un patriote éclairé et sincère. Les principes républicains tiennent à la fois chez lui à l'éducation et au cœur. Doué de connaissances pratiques étendues, surtout pour ce qui touche aux intérêts commerciaux et industriels, sa présence à l'Assemblée nationale doit être utile à la République et au pays. Élu par 58,248 suffrages.

MICHOT-BOUTET.

Ancien brigadier de cavalerie, menuisier et commerçant à Gien, né en 1815 à Saint-Sauveur (Yonne), de parents très pauvres.

Double démenti donné aux dictons populaires, M. Michot, caporal et épicier, est un homme, mais un homme de cœur et d'intelligence. C'est à ces qualités et aux preuves répétées qu'il a données de son patriotisme, qu'il doit son élection.

Menuisier depuis 1830, soldat au 1^{er} régiment de lanciers, en

1835, il quitta l'état militaire à l'expiration de son congé, et, depuis cette époque, tous les fruits de son travail ont été employés à nourrir une mère vieille et veuve, et à étudier.

M. Michot connaît la classe des travailleurs, puisqu'il en fait partie; mais à ses connaissances pratiques, il a su en joindre d'autres qui sont le fruit de ses études et qui en font un homme utile dans les questions de la nature de celles que l'Assemblée nationale étudie en ce moment.

Élu par 36,468 suffrages.

PÉAN (ÉMILE).

M. Péan, avoué à la Cour d'appel de Paris, adjoint au maire du 4^e arrondissement, né en 1806, était l'un des rédacteurs du *National* et un républicain de l'école d'Armand Carrel. En outre, il rédigeait presque en entier le *Journal du Loiret*, organe de la presse démocratique.

Que de titres, bon Dieu, dans ce peu de paroles ! M. Péan est, en effet, un chaud, un ardent patriote. Depuis vingt ans, il était *compromis*, autant par ses paroles que par ses écrits, quand la Révolution de Février est venue changer tous les rôles. Il a de plus la réputation d'un homme probe et désintéressé.

Élu par 40,332 voix.

ROGER (JACQUES-FRANÇOIS).

Né en 1787 à Longjumeau, près de Paris, M. Roger est un des hommes éclairés qui siègent à l'Assemblée nationale. Il se prépara, dès sa première jeunesse, par des études graves à occuper un jour une position élevée. Vers la fin de l'Empire, il était déjà avocat à la Cour de cassation et au conseil d'État. Vers 1818, le gouvernement voulant fonder au Sénégal un établissement modèle, M. Roger en fut nommé directeur supérieur. Mais voyant qu'on ne s'occupait nullement de la colonisation, et que le changement survenu dans l'administration ne permettait de rien espérer pour cette entreprise, il revint en France dix-huit mois après, en donnant sa démission.

Cependant, le ministre de la marine ayant connu les travaux et les recherches de M. Roger, désira en conférer avec lui, lui demanda un mémoire tant sur la colonisation, que sur le commerce et les diverses branches des services publics; et bientôt après, le nomma commandant et administrateur du Sénégal et dépendances. Pendant cinq ans, M. Roger tenta les plus honorables

efforts pour créer des établissements agricoles dans un pays où nous n'avions jamais eu qu'un simple comptoir; mais les colons des Antilles et de Bourbon, qui tenaient sous leur influence les bureaux de Paris et tout le ministère de la marine, sentirent que le système de colonisation de M. Roger ruinait l'esclavage en ce qu'il consistait à faire produire les denrées coloniales par les noirs libres sur la côte d'Afrique, de sorte que ceux-ci accouraient des pays voisins, et même de 200 lieues, pour chercher de l'ouvrage. Ils firent donc détruire les cultures commencées au Sénégal; et M. Roger, découragé par le succès de ces basses intrigues, ne tarda pas à donner sa démission.

On le nomma, à son retour, officier de la Légion-d'Honneur, deux ans auparavant on l'avait créé baron.

A la suite des événements de 1830, M. Roger fut envoyé à la Chambre par les électeurs de Gien. Il se montra d'abord dévoué à la cause du progrès de la liberté. Il fit une proposition sur la liberté individuelle qui fut prise en considération, mais pas discutée, puis, reproduite à la session suivante et repoussée, puis enfin soumise à la discussion et retirée par l'auteur, qui voyait qu'on se disposait à faire de sa proposition une arme contre la liberté.

Dans le cours des sessions suivantes, il prit part à un grand nombre de discussions d'intérêt général, attaqua constamment les abus du ministère de la marine, parla sur la caisse des marins invalides, sur le régime des prisons, sur les crieurs publics, les associations, la gendarmerie, les cadres de la marine, les crédits supplémentaires, la colonisation d'Alger, etc. Toujours il repoussa toutes les mesures de coterie, de réaction ou d'intimidation. Lors de la discussion de la loi sur le jury, il prononça un discours qui eut du retentissement dans le pays; ses paroles eurent pour effet d'annuler, entre les mains du pouvoir, *la prison perpétuelle entée sur la déportation*.

Ce jour-là, il fut véritablement éloquent, et rendit un grand service à l'humanité et à la civilisation.

M. Roger avait des antécédents trop louables, pour qu'on ne songeât pas d'abord à lui après les événements de Février. 68,783 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

Il est membre de la Société des Antiquaires de France, de la Société philotechnique, de la Société de géographie, de plusieurs sociétés savantes et littéraires, et auteur de plusieurs ouvrages.

RONDEAU.

Né en 1798, cultivateur près de Montargis; il a présidé le fa-

meux banquet réformiste de cette ville. Il a été nommé commissaire du gouvernement, après le 24 février; et son administration a été sage et paternelle.

Depuis quinze ans consécutifs il est élu président du comité électoral du Loiret.

C'est un partisan de la République d'ordre. Ce fut lui qui, le 15 mai, reconnut dans le café du quai d'Orsay et fit arrêter, sans hésitation, le fameux Sobrier, rédacteur de *la Commune de Paris*, actuellement détenu à Vincennes. Il a été élu par 67,543 voix sur 70,000 votants.

LOT.

Cahors. — 7 Représentants.

AMBERT (JOACHIM).

Le nom qu'il porte a été prononcé aux élections du Lot, il y a un demi-siècle. Les vieillards de ces montagnes ne l'ont pas oublié. C'était en 1792; la patrie était en danger; un citoyen fut élu chef du 2^e bataillon du Lot; il avait, en 1780, dès l'âge de 15 ans, combattu en Amérique, à côté de Washington. Il fut fidèle à son mandat, prit part aux grandes victoires de la Révolution, et devint l'ami des généraux de la République, Hoche, Kléber, Marceau, Desaix. Général de division lui-même aux armées de Rhin et Moselle, de Mayence et d'Italie, il connut la disgrâce et l'exil au retour des privilèges; mais, au jour de l'invasion, la France le retrouva au poste de l'honneur, et il ne déposa son épée que sur les bords de la Loire.

Tel fut le père du représentant actuel. Celui-ci est né en 1804, à Chillas, près de Cahors. Sorti de l'École militaire de Saint-Cyr, en 1824, il a glorieusement parcouru tous les grades. Après 25 ans de service et neuf campagnes en Espagne, en Belgique, en Algérie, il a été blessé, décoré et nommé officier supérieur sur le champ de bataille. Aujourd'hui il est lieutenant-colonel au 6^e de dragons.

Il a écrit dans le *National*, le *Courrier Français*, le *Siècle*, le *Messenger*, la *Presse*, le *Spectateur Militaire*, et dans les diverses revues et feuilles de l'armée. Il a publié, entre autres ouvrages,

les *Esquisses historiques des différents corps qui composent l'armée française*; des *Essais en faveur de l'armée*; l'*Expédition anglaise de 1846*; des *Notices sur les généraux dont les noms sont inscrits sur l'Arc-de-Triomphe*; un *Mémoire sur l'organisation régimentaire de la cavalerie*; un *Eloge du maréchal Moncey*; la *Colonne Napoléone de Boulogne*; *Duplessis-Mornay*, ou *Etudes politiques sur l'époque de la Réforme*, etc., etc.

Auteur, en outre, d'un grand nombre de mémoires sur des questions d'organisation et de législation militaire, on lui doit la première idée de la création du nouveau corps des guides, adopté par la commission de défense.

Pendant un long séjour aux États-Unis, il a étudié les constitutions démocratiques et a écrit, dans l'*Abeille de la Nouvelle-Orléans*, divers articles sur le gouvernement républicain. Il a parcouru toute l'Amérique et une partie de l'Europe. Il est membre d'un grand nombre de sociétés littéraires et savantes.

Son élection dans le Lot, obtenue par près de 39,000 voix, a donné lieu à de grandes manifestations populaires. Le vieux républicanisme du général Ambert, et les principes démocratiques du colonel, son fils, n'étaient un mystère pour personne. Joachim Ambert a été choisi comme homme éclairé, studieux, dévoué, et surtout énergique.

CARLAT.

Né à Cahors en 1804, il y exerce depuis longtemps la profession de notaire, et a su s'y concilier l'estime et la considération générales. Maire de cette ville, propriétaire dans la localité, il a été porté à la députation par le parti modéré, et a d'abord soulevé, par suite de ce patronage, les susceptibilités des républicains ardents; mais sa profession de foi, pleine de franchise et de loyauté, a rassuré complètement les esprits. Son passé d'honnête homme est la meilleure garantie de ses promesses. Il a été élu par 39,000 suffrages, le quatrième sur la liste des sept représentants du Lot.

CAVAIGNAC (LOUIS-EUGÈNE).

Ce général, en ce moment Président du conseil des ministres, a été élu dans la Seine, par plus de 144,000 voix, et dans le Lot par plus de 44,000; il a opté pour ce dernier département. (Voir le département de la Seine).

LABROUSSE (ÉMILE).

Il né à Cahors en 1800, d'un républicain de vieille souche; resté sans fortune à la mort de son père, il sortit du collège de sa ville natale, où il avait fait ses études avec distinction, pour venir à Paris. D'abord, sous-directeur de l'École Polytechnique, durant plusieurs années, il devint chef d'institution à force de travail, de persévérance et d'économie.

Il venait de céder son établissement; on lui offrit l'emploi de payeur à l'armée du Nord; il accepta ces fonctions; mais il y renonça dès qu'il vit le gouvernement s'écarter des principes démocratiques.

Espérant trouver en Belgique des tendances plus libérales, il quitta Paris, en 1832, pour se rendre à Bruxelles, mais une note officieuse l'y avait précédé, et, pour premier gage d'hospitalité, il reçut l'ordre de se rendre à Bruges sous la surveillance de la haute police. Une partie de la chambre des représentants belges s'en émut et réclama si bien, qu'il ne tarda pas à rentrer à Bruxelles où, de concert avec Gendebien, Bruckère et autres libéraux, il fonda et dirigea avec succès l'École centrale du commerce et de l'industrie.

C'est là qu'est allé le chercher la Révolution de Février. Ledru-Rollin, devenu ministre, l'a nommé commissaire de la République dans les départements du Lot, de la Corrèze et du Cantal. Dans les pays qu'il a administrés il n'y a eu ni troubles ni émeutes. La violation de l'Assemblée nationale, au 13 mai, l'a trouvé inébranlable au poste de l'honneur.

Il avait été appelé à la Constituante par 34,000 voix, le dernier sur la liste des sept élus du Lot.

MURAT (LUCIEN).

C'est un fils de roi. Né sur les degrés d'un trône, élevé au milieu des splendeurs d'une cour, il est venu revendiquer l'honneur de soutenir et de défendre la République. C'est le plus pur hommage rendu au principe démocratique.

Second fils de Joachim Murat, l'illustre général, et de Caroline Bonaparte, la sœur de Napoléon-le-Grand, il est né à Milan, le 16 mai 1803, sous le pavillon français. Son enfance se passa à Naples, dont son père occupa le trône en 1808. Orphelin par suite de l'assassinat juridique de 1815, il se rendit en Autriche, avec sa mère, et y séjourna jusqu'en 1825, époque où, étant

allé en Espagne, il y fut retenu prisonnier. Il parvint, toutefois, à ravoïr bientôt sa liberté, et s'embarqua pour les États-Unis, où son oncle Joseph Bonaparte s'était depuis longtemps retiré et où il rencontra Lafayette.

En 1831, il épousa l'héritière d'un des plus beaux noms américains, mais, la fortune lui ayant été contraire et ses biens ayant été confisqués en France, il se vit réduit, pour vivre honorablement, à fonder un pensionnat de demoiselles, dont sa femme, non moins courageuse que lui, prit la direction. Cette institution jouit encore aujourd'hui d'une renommée plus honorable que lucrative.

En 1839, Lucien Murat débarque en France, sans avoir voulu solliciter du roi Louis-Philippe l'autorisation d'y séjourner. Traqué par la police, il est forcé de s'éloigner. Il revient en 1844, il revient, pour la troisième fois, en 1848, après la proclamation de la République. Le cœur plein de joie et d'espérance, il va de son propre mouvement dans le département du Lot, où est né son père, offrir aux électeurs son expérience acquise par vingt années de séjour chez un peuple républicain. Il arrive à Cahors huit jours seulement avant le vote ; et le souvenir du roi Murat est si vivace encore sur le sol natal, qu'il est nommé par plus de 45,000 voix, le premier sur la liste des sept élus du département.

Au 15 mai, il a montré, en présence de l'émeute envahissant le Palais législatif, qu'il n'avait pas oublié les traditions du courage paternel, il a bravement affronté les cris et les menaces de la sédition. Fort ressemblant à son collègue Caussidière, l'exprefet de police, il a été pris pour lui dans ces jours d'aveugle fureur. On allait même lui faire un mauvais parti quand il a décliné son nom, et aussitôt on l'a laissé passer au cri de : *Vive le citoyen Murat !*

ROLLAND.

Maire de Cazac, bon administrateur, cultivateur très distingué du département du Lot, né à Cahors en 1803, il a peu mêlé sa vie simple aux agitations politiques. Homme de bien par excellence, esprit naturellement modéré, il n'en est point, cependant, à son premier pas dans les voies de la démocratie. Libéral d'opposition avancée sous le dernier régime, il s'est rallié franchement à la République, mettant toutefois à son concours personnel cette double condition, qu'elle assurerait l'ordre et réaliserait tout le bonheur qu'elle nous a promis. Il a été élu le

troisième sur la liste des représentants du Lot, avec un contingent de plus de 43,000 suffrages.

SAINT-PRIEST (DE).

Propriétaire, né à Bretenoux (Lot) en 1801, il fait partie, depuis 1840, du conseil-général du Lot, où il s'est signalé par sa vive opposition à tous les abus administratifs. La persévérance de cette conduite lui valut, en 1842, les honneurs de la députation, à laquelle il fut appelé par l'arrondissement de Martel. A la Chambre, il vota constamment avec l'opposition. Très assidu aux commissions comme aux séances publiques, il fit trois propositions importantes, qui furent prises en considération; une sur l'organisation des gardes champêtres, une seconde sur la réforme postale, une troisième sur la conversion des rentes. Son opposition constante au ministère Guizot l'empêcha d'être réélu en 1846. Il succomba sous les manœuvres employés dans l'intérêt de M. Calmon fils, candidat ministériel, à quatre voix de majorité. — Ramené, après la Révolution de Février, à l'Assemblée nationale, avec un contingent populaire de 38,500 voix, le quatrième sur la liste des sept élus du département du Lot, il a vu son élection vainement combattue par le commissaire du Gouvernement provisoire. Il fait partie du comité des finances. — On lui doit un amendement à la loi des clubs, lequel interdit toute attaque individuelle contre les citoyens fonctionnaires ou non. Il est auteur de la proposition d'élever un monument à l'archevêque de Paris, tombé victime de son dévouement sur les barricades de juin; de celle qui a pour but de créer un ministère spécial de l'agriculture et des chambres électives dans le même but; d'un projet d'article, enfin, à insérer dans la Constitution de la République, lequel déclarerait que toute attaque contre la propriété doit être considérée comme une attaque contre l'ordre social.

M. de Saint-Priest est le Rowland-Hill français, la réforme postale en chair et en os; c'est un ami de Lamartine, un homme d'un esprit charmant, artiste et littéraire comme un poète, d'une probité antique, trop calme, trop paisible au fond, pour se plaire au sein d'une assemblée politique, aussi confuse, aussi agitée que celle au milieu de laquelle le peuple électoral du département du Lot le condamne momentanément à vivre.

LOT-ET-GARONNE.

Montauban. — 9 Représentants.

BAZE.

Enfant du peuple, né en 1800 à Agen, d'un père ouvrier graveur sur bois, il doit sa belle position à son talent et à sa persévérance. Inscrit, dès 1821, au tableau des avocats de sa ville natale, il se fit distinguer bientôt par une élocution abondante et fleurie, par une logique vigoureuse et entraînante. Deux fois il a été élu bâtonnier de son ordre.

Nommé adjoint au maire en 1830, il s'est retiré devant la réaction, et n'a conservé que le titre de commandant de la garde nationale, qui lui a été sept fois confirmé.

Plus tard, cependant, on l'accusa de s'être rattaché à la dynastie en épousant une parente du préfet et en se montrant courtisan trop enthousiaste du duc d'Orléans, qui se rendait aux Pyrénées. Quoi qu'il en soit, en 1848, comme en 1830, il refusa les fonctions de procureur général, et pourtant il n'est pas riche. A lui seul à peu près, il a fait les élections du département; sur les neuf élus, six au moins lui doivent leur nomination. Proclamé lui-même commandant par tous les gardes nationaux, représentant du peuple par 42,645 suffrages, quoique placé modestement le quatrième sur la liste, Baze, à l'apogée de la faveur populaire, roi de la ville et de l'arrondissement d'Agen, est, par le fait, le chef de la députation de Lot-et-Garonne.

Les membres du *club noir* disaient à son départ : « Comme avocat, il se faisait vingt-cinq mille francs de rente qu'il mangeait, et il va à Paris pour vingt-cinq francs par jour ! Il doit avoir une arrière-pensée. »

Avec sa vive imagination et son esprit ardent, M. Baze ne saurait être pour les partis intermédiaires. Il finira par se fixer à l'une des extrémités de l'Assemblée nationale. Laquelle ? personne n'en sait rien. Nous signalons ce représentant aux hommes politiques.

BÉRARD.

Agé de 28 ans, issu d'une famille pauvre, il entra, à force de persévérance et de travail, à l'École polytechnique, d'où le maréchal Soult le fit exclure pour avoir prononcé un discours sur

la tombe de Jacques Laffitte. On lui ouvrit, plus tard, les portes de la célèbre école, mais il refusa d'y rentrer.

A la Révolution de Février, après avoir été revêtu du grade de lieutenant d'artillerie, il fut nommé commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de Lot-et-Garonne, en remplacement de son collègue actuel à la Constituante, G. Dubruel, qu'on soupçonnait d'abord d'être légitimiste, et qui se montra bientôt beaucoup trop révolutionnaire pour une population aussi paisible. M. Bérard s'étant laissé gagner, à son insu, par l'omnipotent M. Baze, les mécontents s'en émurent; et M. Dubruel fut rappelé. M. Bérard appartient à la nuance du *National*. Il se recommande par une conduite des plus honorables, un noble caractère, un talent réel et une élocution franche. 39,258 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale le dernier sur la liste des élus.

BOISSIÉ.

Riche propriétaire et maire de Laugnac, né en 1806 dans le département de Lot-et-Garonne, il est membre, depuis quatre ans, du conseil général du département, et a montré dans cette assemblée tout le zèle d'un excellent citoyen. Marchant, jusqu'à ce jour, sous la bannière indécise de l'opposition Barrot, il déclare vouloir se rallier franchement à la République. 42,679 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

DUBRUEL (GASPARD).

Né en 1803, à Villeneuve d'Agen, d'une famille recommandable, il exerçait, dans cette ville, avant la Révolution de Février, les fonctions d'agent de change et d'agent d'affaires. On le croyait légitimiste, mais il se posa en vieux républicain; et, sur cette assurance, il reçut du Gouvernement provisoire le titre de commissaire du département de Lot-et-Garonne. Son administration agitée et trop révolutionnaire ne satisfit point la bourgeoisie, qui eut assez d'influence d'abord pour le faire révoquer. Un ancien élève de l'École polytechnique, M. Bérard, envoyé à sa place, se laissa gagner par M. Baze, l'avocat le plus influent du pays; et, à la requête des mécontents, M. Dubruel fut réintégré dans ses fonctions.

M. Baze chercha à prendre sa revanche dans les élections pour l'Assemblée nationale, parcourut les campagnes, évoqua, de toutes parts, le fantôme du communisme et de la démagogie, et, de tous les candidats de sa nuance, M. Dubruel fut le seul

nommé par 40,799 voix, le septième sur la liste des neuf représentants, grâce à son titre de commissaire, qui lui valut le concours d'une partie de l'administration. Il n'eut pas même assez de pouvoir pour faire élire M. Lesseps, son compagnon d'enfance, que, sous le régime déchu, il avait fait arriver dans l'arrondissement de Marmande, quoiqu'il fût étranger au pays. La veille de son départ pour Paris, M. Dubruel déposa solennellement au *club noir* d'Agen, son écharpe de commissaire, qui fut attaché au drapeau républicain.

LUPPÉ (IRÈNE DE).

Il portait le titre de comte avant l'abolition, par la nouvelle République, des distinctions nobiliaires. Né à Tonneins, en 1803, élève du collège de Pont-Levoy, riche propriétaire du Mas d'Agen, son intelligence parfaite de la situation présente, les connaissances administratives dont il a fait preuve dans le conseil général de Lot-et-Garonne, sa facilité d'élocution, son caractère irréprochable, l'ont fait accepter par toutes les nuances d'opinion, qui lui ont accordé 61,623 voix. Il penche vers la droite, mais vote imperturbablement pour tout ce qui peut établir la République sur les bases solides de l'ordre, de la justice et de la saine liberté.

MISPOULET AÎNÉ.

Protestant, avocat à Clairac, il habite depuis longtemps Lacépède, où il est universellement estimé. Ayant refusé la place de juge de paix sous la Restauration, il fut nommé premier suppléant après 1830, et élu commandant de la garde nationale. Porté aux fonctions de maire en 1832, il donna sa démission en 1835.

Après la Révolution de Février, il ne fit aucune démarche pour se faire élire à l'Assemblée nationale; il refusa même la candidature d'Agen. Présenté, à son insu, par les habitants de Clairac, à Prayssas, chef-lieu de son canton, il déclina encore cet honneur; mais le lendemain, porté malgré lui par toutes les classes de la population, il fut forcé de se mettre sur les rangs, et son nom sortit de l'urne électorale, le deuxième sur la liste des neuf représentants de Lot-et-Garonne, avec une respectable majorité de 44,575 suffrages. Homme de bien, son opinion libérale et désintéressée n'a jamais subi de variation; c'est un de ces républicains de la veille dont l'esprit d'ordre rassure pour le lendemain.

RADOULT DE LAFOSSE (PIERRE-THOMAS).

Agé de soixante-quatre ans, général d'artillerie en retraite, commandeur de la Légion-d'Honneur et chevalier de Saint-Louis, il a, pendant quarante ans, servi sa patrie avec honneur. Né à Villeneuve d'Agen, entré à l'École polytechnique l'an XII de la République, et, à l'École d'application de Metz, en 1806, il prit part à toutes les campagnes de l'Empire, y compris celle des Cent-Jours.

Se trouvant à Toulouse, à la Révolution de Juillet, il fut appelé, dès le premier jour, au commandement des troupes; et c'est surtout à sa conduite ferme et prudente que cette ville dut le maintien de sa tranquillité.

Nommé, en 1835, colonel directeur de l'artillerie à Bastia, et, six mois après, chargé du commandement du onzième régiment d'artillerie, il fut, sur la demande du comité de cette arme, appelé, par le ministre de la guerre, au commandement en second et à la direction des études de l'École d'application de l'artillerie et du génie.

Promu, en 1842, au grade de général de brigade, et chargé du commandement de l'artillerie de Besançon, il obtint, à la fin de 1845, attendu son âge avancé et ses longs services, d'être placé dans la deuxième section du cadre de l'état-major général.

A la Révolution de Février, il vivait retiré à Villeneuve d'Agen, où son père avait été vingt-cinq ans receveur particulier des finances, aimé, estimé de tous et considéré comme un des hommes les plus honorables du département, lorsqu'il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 40,027 suffrages. En combattant sa candidature, pour laquelle il s'est, du reste, donné fort peu de mouvement, les démocrates exaltés n'ont pas eu un mot à dire contre son passé, ni contre la noblesse de ses sentiments; et le peuple entier a applaudi à son élection; car il sait apprécier le caractère généreux et élevé de ce vieux soldat, franchement libéral, sincèrement religieux, qui, dans les commissions de la Constituante, pourra être fort utile par son expérience, ses études pratiques et son esprit libre de tout préjugé.

TARTAS DE CONQUES (ÉMILE).

Né en 1796 à Mézin (Lot-et-Garonne), d'une famille noble et ancienne, il est fils de Guillaume Tartas de Conques, nommé, après le 18 brumaire, par le premier consul, sous-préfet de l'ar-

rondissement de Nérac, désigné en l'an XII comme candidat au Corps législatif par le collège électoral de ce même arrondissement et proclamé, à cette époque, le premier, député du département.

Son fils, dont nous esquissons ici la vie publique, après avoir achevé ses études, entra au service le 15 juillet 1814, dans les gardes du corps de Louis XVIII, compagnie de Noailles. Après les Cent-Jours, il quitta la maison du roi, fut nommé sous-lieutenant dans les chasseurs de l'Allier, devenus, plus tard, premier régiment de chasseurs, où il servit avec son zèle et son dévouement ordinaires. Promu lieutenant le 11 octobre 1820, et capitaine en second le 5 février 1823, il fut employé, en 1823, comme capitaine instructeur à l'École de cavalerie de Saumur, où il resta dix années consécutives jusqu'au 23 juillet 1836, qu'il fut nommé chef d'escadron. Il quitta cet établissement pour entrer au septième régiment de lanciers, où il reçut la croix de chevalier de la Légion-d'Honneur, le 25 avril 1838.

Devenu, le 25 avril 1840, lieutenant-colonel du 6^e de hussards, il fut appelé, en cette qualité, au premier régiment de chasseurs d'Afrique, à Alger. Le maréchal Vallée lui confia, à son arrivée, le commandement du deuxième régiment de marche, composé d'escadrons de divers régiments venus de l'intérieur, et il y déploya cette activité et cet esprit de résolution et d'énergie qui le caractérisent.

Le 19 septembre 1840, au combat de Kara-Mustapha, où les deux chefs arabes Adji-ben-Omar et Mustapha-ben-Abdalla furent tués de sa main, il fut cité, comme s'étant fait remarquer d'une manière particulière, dans le rapport du général Changarnier au maréchal Vallée. A la suite de cette brillante affaire, il fut nommé officier de la Légion-d'Honneur, par ordonnance du 4 novembre 1840.

Le général Bugeaud, gouverneur-général de l'Algérie, dans son rapport du 13 mai 1841, au ministre de la guerre, cite également le lieutenant-colonel Tartas comme s'étant couvert de gloire dans l'expédition pour le ravitaillement de Médéah et Milianah. Il est encore honorablement mentionné le 8 novembre 1841 au combat d'El Bordj. Il concourut non moins puissamment au succès du combat de la Métidja du 29 avril 1842.

En récompense de ces divers faits d'armes, M. de Tartas fut promu colonel par ordonnance du 13 mai 1842, et investi du commandement du quatrième régiment de chasseurs d'Afrique. Il rendit, en cette qualité, les plus grands services à l'armée et se distingua, notamment, le 10 décembre 1842, au combat contre

les Beni-Ouragh, où, attaqué, sur les premières pentes de cette montagne, par environ deux mille fantassins et trois ou quatre cents cavaliers, il reprit bientôt l'offensive, entraînant par son enthousiasme et son exemple les soldats sous ses ordres.

Aux Sbéa, le 12 mai 1843, et au pays des Sendjess, dans le combat du 10 juillet suivant, où il commandait toute la cavalerie, il fut cité comme s'étant particulièrement distingué. Au combat de la vallée de l'Oued-Malah, du 13 novembre, à la tête de la cavalerie, il détruisit complètement les deux derniers bataillons de l'émir, commandés par Sidi-Embarrack : c'est dans cette affaire que ce chef intrépide perdit la vie.

Le gouvernement, pour reconnaître une valeur si rare, le nomma commandeur de la Légion-d'Honneur par ordonnance du 20 décembre 1843.

Le colonel Tartas sembla redoubler d'ardeur et donna les plus nobles exemples à toute l'armée par sa conduite habile et son héroïque mépris des dangers, à la bataille de l'Isly en 1844, où il commandait encore toute la cavalerie.

Enfin, le 23 septembre 1843, apprenant la mort de son lieutenant-colonel Berthier, qui venait d'être tué à la tête de deux escadrons du régiment qu'il commandait dans les Flittas, il partit immédiatement de Mostaganem pour aller prendre le commandement de ces escadrons qui présentaient un effectif de deux cent cinquante chevaux.

Le 30 septembre, les Arabes, qui étaient en pleine révolte, et avaient envahi la plaine du Chélif et de la Mina, s'étaient portés sur les tribus du kalifa Sidi-Laribi, les avaient enlevées et mettaient tout à feu et à sang. Le colonel Tartas, dont on vint implorer le secours, n'hésita pas d'assumer sur lui toute la responsabilité de ce qui pouvait survenir. Malgré l'infériorité de sa troupe, il se porta à la rencontre de Bou-Maza, qui marchait à la tête de quinze cents cavaliers, et, en dépit de l'avantage que son ennemi avait sur lui par le nombre, il prit si bien ses dispositions, et l'attaqua avec tant de calme, d'élan et de vigueur, que les Arabes, épouvantés d'une pareille audace, ne purent tenir. Ce fut à cette affaire, qu'interrogé où serait le point de ralliement, il répondit : « Au-delà de la ligne sur laquelle nous allons charger. » De cette opération brillante pour le colonel Tartas, il résulta que l'ennemi perdit trois cents hommes et cent quarante chevaux, que toutes les tribus qui avaient été enlevées, furent reprises, ainsi que les tentes et bagages de Bou Maza; c'est à elle aussi que l'on dut la pacification du pays en 1843.

Il rentra à Mostaganem en février 1846, et fut nommé général de brigade par ordonnance du 22 avril de la même année.

Resté en Afrique comme inspecteur de la cavalerie de la province d'Oran, il rentra en France après son inspection, et alla prendre le commandement du département de Lot-et-Garonne, son pays natal. Là, comme partout, il sut se concilier l'estime et l'amitié de ses compatriotes, qui, après la Révolution de Février, lui en donnèrent une preuve en le nommant, en tête de leurs représentants, par un suffrage de 48,600 voix. A la formation de l'armée des Alpes, on lui confia le commandement de la 2^e brigade de cavalerie de ligne, sous les ordres du général Oudinot qui lui a voué une estime toute particulière. En un mot, c'est un militaire accompli, républicain modéré, consciencieux, aux formes les plus séduisantes et les plus cordiales.

VERGNES (PAUL).

Né à Tonneins en 1798, fils d'un préfet de l'Empire, il a été, pendant quelque temps, maire de Marmande, où il exerce aujourd'hui la profession d'avocat, et où il jouit d'une grande influence et d'une immense popularité. Esprit orné, intelligence d'élite, homme intègre, par dessus tout, il s'était classé naguère par ses opinions dans les rangs de l'opposition Barrot, ce qui ne l'a pas empêché, dans les élections pour l'Assemblée nationale, d'être porté, soutenu, nommé par les républicains, le troisième sur la liste des neuf représentants de Lot-et-Garonne, avec une majorité de 43,631 suffrages. Franchement rallié à la République, il promet à la Constituante une homme très conciliant, d'une grande aménité, mais peu propre, dit-on, à affronter les tempêtes politiques.

LOZÈRE.

Mende. — 4 Représentants.

COMANDRÉ (ÉDOUARD).

Né à Florac en 1795, chef de bataillon de la garde nationale de cette commune, fils d'un magistrat qui lui a transmis l'in-

tégrité de ses opinions et de sa loyauté, M. Comandré doit compter parmi les hommes que le bonheur du pays préoccupe avant tout. Il avait déjà donné bien des preuves de patriotisme, lorsqu'en 1816, pour avoir dit qu'il n'y avait pas de puissance au monde qui pût lui faire crier *Vive le roi!* et sous l'imputation qu'il portait les esprits à la révolte, qu'il les éloignait de leurs devoirs envers l'*auguste famille des Bourbons*, il fut arrêté, au milieu de la nuit, et conduit enchaîné de Florac à Mende, dans les prisons de la Cour prévôtale, où il subit un long et rigoureux emprisonnement.

M. Édouard Comandré n'a pas cessé de lutter avec énergie pour le triomphe des principes libéraux. Exigeait-on des protestants des actes qui répugnaient à leur conscience? il leur prêtait l'appui de ses convictions. Les gardes nationaux de son arrondissement, que l'on avait placés sous le commandement général d'un ancien soldat de l'armée de Condé, étaient-ils traités par son conseil de discipline, siégeant dans son manoir féodal, comme ils auraient pu l'être par des cosaques en pays conquis? il prenait leur défense, il menaçait, le conseil de discipline était dessous, les condamnations qu'il avait prononcées tombaient avec lui; la contrée respirait; elle en a su garder le souvenir.

La Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, dont il a toujours fait partie, l'a compté au rang de ses membres les plus actifs.

L'on conçoit ce que dut être pour lui la Révolution de 1830. Il aurait voulu la République, mais il s'empressa de servir le gouvernement que le peuple semblait accepter; et, pour les éventualités de la guerre, il s'occupa de l'organisation des gardes nationales. Celle de Florac l'avait nommé son commandant. Du reste, son illusion à l'égard du nouveau gouvernement ne tarda pas à se dissiper.

En 1848, il vit avec transport la République, qu'il appelait le *rêve de son cœur*, surgir des barricades, donnant la *main à la Religion*. Pas plus qu'en 1830, il ne sollicita des emplois publics; il les refusa, n'acceptant que le soin d'organiser encore une fois les gardes nationales.

Sa place était marquée à l'Assemblée nationale; il sollicita les suffrages de ses concitoyens. Il leur disait : « Je veux aujourd'hui ce que je réclamaïis autrefois, la liberté, la liberté *pour tous*. Point de doctrines subversives, point d'entraves à la conscience, pas plus de communisme que de privilèges... L'ère de la fraternité s'ouvre, l'ère de la sainte fraternité! ce mot résume mes sentiments. Ainsi, au pauvre, au travailleur, ma sollicitude, mais à l'agriculteur mes sympathies les plus vives :

il faut lui alléger le poids du jour. » Il disait ailleurs : « La religion est la base de l'édifice social dont la liberté doit couronner le faite. »

M. Edouard Comandré n'est pas seulement un républicain sincère et sage, c'est un avocat des plus distingués, un homme d'un noble cœur, d'un noble caractère. Il a été appelé à la Constituante par 9,625 suffrages.

DES MOLES.

M. Des Moles, né à Saint-Germain-de-Calbert (Lozère) en 1802, est le petit-fils d'un avocat. Il est propriétaire et habite les environs de Langogne, où il s'occupe d'agriculture et de sciences.

C'est un légitimiste, qui jouit d'une estime bien méritée. Nous avons lieu d'espérer cependant que le mandat de représentant, qui lui est confié par ses concitoyens en témoignage de cette estime, ne perdra rien entre ses mains de son caractère politique. Un pareil mandat ne saurait tenir lieu de prix Monthyon ; et M. Des Moles trouvera en lui les capacités et le patriotisme nécessaires pour le remplir dignement. Élu par 10,885 voix.

FAYET (JEAN-JACQUES).

L'abbé Fayet, né à Mende le 16 juillet 1787, est fils d'un avocat au bailliage du Gévaudan, qui essaya, en 1793, de faire de ce pays une petite Vendée. Mais la chose tourna mal, et Fayet père eut beaucoup de peine à échapper à la mort. Plus tard, la réaction politique s'opérant, il obtint une justice de paix à Mende.

Le jeune Fayet, que son père destinait à la magistrature, fit son cours de droit à Paris ; puis il entra au séminaire de Saint-Sulpice et fut ordonné prêtre. C'était dans les derniers moments de l'Empire. M. Fayet fils favorisa, en tant qu'il était en son pouvoir, les menées royalistes de cette époque, en faveur des Bourbons. En 1814 et 1815, l'abbé, déposant son habit de prêtre, se fit le *grand agitateur* du pays. On le vit, se plaçant à la tête de l'administration civile, présidant le comité réactionnaire, excitant les séminaristes de Mende contre l'Empereur, au retour de l'île d'Elbe, emprisonnant le préfet, se mettant à la tête des gendarmes pour aller arrêter un sous-préfet, portant enfin la main sur l'épaulette d'un maréchal de France et arrachant à la poitrine de Soult quelques fils de ce grand cordon de la Légion

d'Honneur dont M. Fayet a formé le ruban qu'il porte aujourd'hui.

En effet, le duc d'Angoulême récompensa de tels exploits en donnant la croix d'honneur au fougueux abbé, qui mérita plus que jamais, depuis cette faveur, le titre de *jacobin blanc*, qu'on donnait alors aux plus terribles réactionnaires du centre et du midi de la France.

Nommé inspecteur général de l'université par le ministre Corbière, M. Fayet fut chargé d'une mission. Il eut, en cette qualité, M. Laurentie pour collègue; et la chronique, toujours sévère, stigmatisa les deux inspecteurs, leur mission et le rapport qui en fut fait.

En 1830, M. Fayet fut nommé grand-vicaire à Rouen. Il y résidait en cette qualité, lorsque le ministère de Louis-Philippe, acquittant les dettes de la Restauration, le nomma curé de Saint-Roch, à Paris. Mais il n'y resta pas longtemps et fut bientôt nommé évêque d'Orléans.

La charité publique est venue en aide au citoyen Fayet, pour ériger, près de son château de la Chapelle-Saint-Mesmin, un petit séminaire qui n'a pas coûté moins de 400,000 francs. Bâti sur la rive droite de la Loire, le séminaire et le château ont été préservés de la terrible inondation du 20 octobre 1846.

Les actes du plus sublime dévouement ont illustré un grand nombre d'habitants de ce malheureux pays. Pourquoi faut-il qu'à côté du nom de Bigot, simple ouvrier, qui trouva la mort en cette circonstance, et de celui de Caboche, autre ouvrier, on ne rencontre pas celui de l'abbé Fayet? Les mauvaises langues ont même prétendu que, loin de secourir les malheureux naufragés, Monseigneur, dans un mandement à jamais mémorable, attribua le fléau à la perversité humaine, et déclara qu'il avait défendu à ses subordonnés de porter aucun secours aux victimes de l'inondation. On ne répond pas à de pareilles imputations.

Monseigneur a dans le monde une réputation d'homme d'esprit et d'orateur. Il se sert toujours à propos de son excellente mémoire : un jour qu'il prêchait contre les plagiaires, un érudit reconnu avec surprise dans le discours du prélat des pages entières de saint Augustin. — Il a été élu par 19,200 suffrages.

RENOUARD (FORTUNÉ).

Certaines biographies prétendent que M. Renouard est né à

Paris en 1792; qu'il est ancien élève de l'École normale, conseiller d'État, secrétaire général de la justice, ancien député, auteur de plusieurs ouvrages très estimés de jurisprudence, etc. Quelques représentants même, trompés par ces fausses indications, croient voir en lui un personnage ayant joué un grand rôle politique sous l'ancien gouvernement. Il n'en est rien.

M. Fortuné Renouard, membre de la Légion-d'Honneur, représentant du peuple, est né à Mende en 1792. Il a été longtemps avoué, puis avocat fort distingué et conseiller de préfecture.

Avant les événements de Février, il est permis de croire qu'il ne pensait nullement à la République, car c'était un partisan très zélé, très dévoué de M. Guizot. Mais, depuis lors, nous pensons que son caractère ferme et indépendant l'aura rendu partisan du gouvernement républicain.

Quoi qu'il en soit, M. Renouard est un homme d'un véritable talent, qui a été appelé à l'Assemblée nationale par 8,360 suffrages.

MAINE-ET-LOIRE.

Angers. — 13 Représentants.

BINEAU.

Ingénieur en chef des mines, ancien inspecteur général du matériel de l'exploitation des chemins de fer, chevalier de la Légion-d'Honneur, né en 1805 dans le département de Maine-et-Loire, M. Bineau, membre de l'ex-Chambre, a toujours voté avec l'opposition, et, quoique fonctionnaire public, il a conservé son indépendance et marché constamment dans la ligne de MM. Thiers et Billault.

Il a publié un grand ouvrage sur les chemins de fer et sur leur législation dans la Grande-Bretagne.

C'est un homme à figure simple et douce, au maintien élégant, mais sévère et froid. Il sait dire les meilleures choses sans emphase et sans prétention; ses connaissances sont très

étendues, mais il a l'esprit de ne parler que de ce qui touche à sa spécialité. Élu par 118,827 voix.

CESBRON-LAVAUX (CHARLES).

M. Cesbron-Lavaux est fils d'un député de l'opposition, qui se retira de la Chambre lors de l'expulsion de Manuel. Il y a lieu de croire que cet indigne attentat a laissé dans son âme un ressentiment traditionnel contre toute espèce d'oppression.

C'est un riche manufacturier et agriculteur, né à Chollet en 1791 ; il a été élu trois fois membre du conseil général. Il est président du conseil des prud'hommes, dont la juridiction s'étend sur cent vingt communes, et président du tribunal de commerce.

Le commerce, et surtout l'agriculture, lui doivent beaucoup.

Il obtint la décoration de la Légion-d'Honneur pour s'être distingué dans plusieurs engagements avec les Vendéens, en 1831 et 1832.

Politiquement parlant, M. Cesbron passe pour être une vertu négative, un *libéral*. Qu'est-ce que cela ? Il a obtenu 59,384 suffrages.

DAVID (PIERRE-JEAN).

Le célèbre statuaire est né à Angers, le 12 mars 1793, d'un père sculpteur d'ornements, qui trouvait à peine dans son travail le moyen de nourrir sa pauvre famille.

À six ans, le jeune David accompagnait son père combattant contre les Vendéens et les chouans dans les rangs républicains. Celui-ci le confia à une famille de Saumur qui fut massacrée par les royalistes ; c'est à ce moment que des femmes vendéennes lui sauvèrent la vie, et l'emmenèrent. Il la dut encore, ainsi que sa délivrance, à Beauchamp, qui obtint, avant de mourir, la grâce des 5,000 prisonniers. Enfin il fut rendu à son père à Saint-Florent. De retour à Angers, il alla étudier le dessin sur les bancs de l'École centrale, où il se fit bientôt remarquer.

Les Écoles centrales ayant été supprimées, le jeune artiste en conçut tant de chagrin, qu'il chercha à attenter à ses jours. Peu de temps après, avec quinze francs dans sa poche, il chercha à s'esquiver de la maison paternelle pour venir à Paris suivre ses études ; sa mère le surprit, et ses larmes retinrent le jeune homme auprès d'elle ; mais ce ne fut pas pour longtemps : le professeur Delusse, présentant l'artiste, obtint de son père que

celui-ci laisserait partir son fils, et lui-même prêta cinquante francs au jeune David, qui arriva ainsi à Paris, en 1808, avec quelques francs pour toute fortune.

Dès ce moment, il ne vécut que de son travail. Admis à exécuter les petits ornements de l'arc de triomphe du Carrousel et les modillons de la corniche du Louvre, il gagnait vingt sous par jour, et plusieurs fois il souffrit de la faim. Il parvint à se faire présenter au peintre des Horaces et de Léonidas, et fut admis parmi les élèves du vieux David. Peut-être dut-il cet honneur difficile à obtenir à l'identité de nom, et à la conformité d'opinions, autant qu'à son talent naissant. En même temps, il étudiait les procédés de la statuaire dans les ateliers de Rolland, sculpteur lillois, méconnu de son vivant, et dont la gloire est maintenant solidement établie. En 1809, David remporte une médaille à l'Académie. Ses premières œuvres, admises au *concours d'essai*, commencent à fixer l'attention; et la ville d'Angers lui accorde un secours, au moyen duquel il court à Rome mériter et obtenir le prix.

Après sept années d'absence, David rentre en France en 1816, et trouve sa patrie gémissant sous le joug honteux de l'étranger qui le souillait encore de sa présence. Il s'éloigne, de nouveau, pour visiter l'Égypte; un dénûment complet d'argent rompt tous ses projets. Retenu en Angleterre, on le croit parent du vieux peintre régicide; ses opinions, très prononcées, rendent cette erreur probable. Le célèbre Flaxmann, dont il sollicite les conseils et la bienveillance, l'éconduit froidement; et bientôt une somme considérable lui est offerte pour exécuter un bas-relief à la colonne de Waterloo; il s'enfuit, indigné, de cette île inhospitalière, et revient à Paris, où bientôt il est chargé de l'exécution de la statue du grand Condé.

En 1825, David est nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, en 1826, membre de l'Institut et professeur de l'Académie de peinture. Il épouse, en 1831, la fille du citoyen Laréveillère-Lépaux, ancien membre du Directoire.

Comme artiste, M. David fait époque dans la sculpture; il a su unir l'enthousiasme, l'expression, l'énergie, sans s'éloigner de la nature, et sans chercher des inspirations dans les croyances religieuses. Jamais il n'a abaissé son pinceau à reproduire des choses frivoles.

Comme citoyen jaloux de la gloire nationale, et prêt à tous les sacrifices pour son pays, David offre le parfait modèle d'un artiste patriote. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 72,397 voix.

DUTIER.

Avocat, ex-député, maire de Baugé, membre du conseil général de Maine-et-Loire, né en 1793.

M. Dutier a des opinions démocratiques bien connues. Il était, depuis longtemps, maire de Baugé, lorsqu'en 1837, les patriotes du pays le portèrent à la députation en opposition avec M. Charles Giraud, ministériel sans mélange, qu'ils repoussèrent.

M. Dutier ne parla pas, mais vota constamment et ostensiblement avec la gauche. Il prit part cependant aux discussions dans les bureaux, et fut nommé plusieurs fois commissaire.

Il ne voulait ni fonctionnaires dans la Chambre, ni dotation de princes, ni accroissement du budget et des dépenses, ni indemnité Pritchard.

M. Dutier n'est pas radical, il fait de l'opposition modérée. Il a été élu par 110,943 voix.

FALLOUX (FRÉDÉRIC-ALFRED-PIERRE DE).

M. de Falloux, né le 11 mai 1811, d'une famille distinguée, est légitimiste par tradition; c'est l'un des apôtres du catholicisme. Député de l'ex-Chambre en 1846, il s'est prononcé en faveur du *mandat impératif*.

A l'avènement de la République, il publia spontanément une profession de foi, dans laquelle il cherchait à ôter à ses concitoyens de la Vendée toute pensée de guerre civile, et les exhortait à accepter franchement l'ère nouvelle.

Élu représentant du peuple par 58,953 voix, il compte au nombre des plus dignes, des plus instruits, des plus courageux. Il a montré un admirable sang-froid le 13 mai, au moment de l'envahissement de la Chambre. Lui et un petit nombre de représentants organisèrent la résistance. On a pu lire son rapport sur la question des travailleurs. Chaque jour il participe activement aux travaux de l'Assemblée. Comme orateur, M. de Falloux est jugé diversement, selon qu'il parle à la tribune, ou dans une réunion assez nombreuse; partout, néanmoins, sa parole est facile, élégante, académique; ses idées sont élevées, sa diction fleurie, sans recherche et sans apprêt.

Homme de lettres, M. de Falloux s'est surtout fait connaître par une *Histoire de Louis XVI*, et par celle de *Saint Pie V*.

Ces deux ouvrages révèlent, outre le talent littéraire, l'élévation et la profondeur de pensée de l'auteur. Les opinions qu'il

expose, sont loin d'être républicaines. Dans la vie de Louis XVI, il qualifie l'égalité de rêve d'un cerveau creux ; selon lui, la liberté mène tout droit à l'anéantissement de la morale et de la religion. Tout en pratiquant les saintes lois de la *fraternité*, il en nie le principe.

M. de Falloux, bien jeune encore, a une vieille réputation de probité et d'honneur.

FARRAN (JEAN).

M. Farran, négociant, né à Angers en 1791, colonel de la garde nationale, membre du conseil général de Maine-et-Loire, fut nommé député en 1837, à la place de M. Augustin Giraud. Il devint, en même temps, maire d'Angers. Il alla s'asseoir au Palais-Bourbon, sur les bancs du centre gauche, et vota d'abord contre le ministère avec la discrétion d'un homme qui craint de se compromettre. Cette espèce d'hésitation trompa M. Duchâtel, qui crut que les caresses du pouvoir acheveraient promptement la conquête de M. Farran ; mais en cela il se trompa, et ce dernier, si timide à son début, s'enhardit peu à peu, jusqu'au point que, du centre gauche, il passa résolument à la gauche, et prêta même, quand les circonstances l'exigèrent, le secours de son vote à l'extrême gauche. M. Duchâtel se mit donc à regretter M. Giraud, incapable de lui jouer de si mauvais tours ; espérant le faire revenir à la Chambre, il s'avisa de le nommer maire d'Angers à la place de M. Farran ; mais le conseil municipal traita M. Giraud comme un paria, et lui refusa toute espèce de concours. La ville aussi se déclara contre lui, et les électeurs votèrent des remerciements à M. Farran.

Ce représentant est essentiellement honnête ; il a un sens droit et des idées progressives. Il a obtenu 116,169 voix.

FRESLON (ALEXANDRE).

M. Freslon, né à La Flèche le 11 mai 1808, a fait ses études au collège militaire de La Flèche, et son droit, à Caen et à Paris. Avocat à Angers, en 1829, il fut poursuivi le 17 juillet 1830, pour délit de presse et acquitté sur sa propre défense. Nommé substitut à 22 ans, il donna sa démission en mai 1832, mécontent de la ligne que le pouvoir lui faisait suivre.

Rendu à ses fonctions d'avocat, il plaida à Nantes, à Laval, à Angers, presque toujours dans des affaires politiques ou de presse.

Sous le ministère du 1^{er} mars, il fonda, avec quelques amis, le *Précurseur de l'Ouest*, organe du parti radical.

En 1842, il lutta contre le maire Giraud avec le conseil municipal d'Angers.

En 1846, il dénonça un fait de corruption qui avait eu lieu dans le conseil municipal; on le poursuivit devant la Cour d'appel; mais, la preuve étant impossible, vu les lois spéciales sur la diffamation, il fut condamné à cent francs d'amende. Membre du conseil d'arrondissement d'Angers, il a été nommé procureur général le 2 mars 1848.

M. Freslon est un homme énergique et désintéressé. Il a prouvé qu'il méritait cette dernière qualité en abandonnant, un des premiers, ses vingt-cinq francs par jour, comme représentant; et cependant il n'est pas riche.

Il fait partie de la commission d'organisation du jury et de la commission de constitution. Il a obtenu 71,046 suffrages.

GUILLIER DE LATOUCHE (CAMILLE).

M. de la Touche, né à Angers le 4 mai 1800, est fils d'un capitaine d'artillerie. Il étudia d'abord la médecine, et se trouvait, en qualité d'interne, à Bicêtre en 1823, c'est-à-dire en même temps que les trois sous-officiers de La Rochelle, Bories, Raoul et Goubin. Membre de la loge des *Amis de la Vérité*, il fut chargé de traiter de la délivrance de ces trois victimes du despotisme.

Il venait de déposer trente mille francs qui devaient les racheter de l'échafaud, quand survint un inspecteur général des prisons, qui fit saisir les fonds et conduire en prison l'interne Guillier de la Touche, sous la prévention de tentative de corruption. Heureusement cette détention ne dura qu'un mois. Rendu à la liberté, il se fit recevoir médecin, et alla exercer cette profession dans sa ville natale.

Il quitta la médecine pour fonder une maison de banque. La popularité dont il jouissait, lui valut les suffrages des électeurs municipaux. Il fit constamment partie de cette opposition qui se rendit célèbre par la guerre à outrance qu'elle soutint contre le maire Giraud, ancien député de ce département.

Après le 24 février, M. Guillier de la Touche a été nommé maire d'Angers, fonctions qu'il remplit avec intelligence et fermeté. Bientôt, 123,033 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

JOUNAULX.

M. Jounaulx, médecin, membre du conseil d'arrondissement de Segré, né en 1795, fut élu député en 1839. Il alla siéger au centre gauche et vota pour le ministère du 1^{er} mars.

Réélu aux élections de 1842, où il avait pour concurrent M. de Falloux, il fit faire un pas à son opposition, et passa du centre gauche au côté gauche. Il vota constamment avec M. Odilon Barrot, et montra, en toute occasion, une entière indépendance. 67,179 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

LEFRANÇOIS (JEAN).

M. Lefrançois, né à la Membrolle (Maine-et-Loire) le 17 octobre 1790, est le fils d'un ouvrier maçon, qui devint entrepreneur de bâtiments et fit instruire son fils. Ses études achevées, il voulut être médecin, et fit la campagne de Saxe en qualité de chirurgien militaire. Après dix mois de captivité, en 1813, il revint en France, et fut attaché à l'hôpital militaire de Strasbourg.

Quand M. Lefrançois fut docteur, il alla exercer sa profession, d'abord pendant 13 ans à la Membrolle, son pays natal, puis à Angers, où, depuis 20 ans, il compte au nombre des meilleurs praticiens.

Ses opinions sont républicaines depuis qu'elles ont cessé d'être napoléoniennes, c'est-à-dire depuis 1815. Cette année, il subit même un emprisonnement pour propos séditieux, lequel emprisonnement lui donna un peu plus de haine pour les Bourbons, et le fit entrer plus tard dans les sociétés secrètes. M. Lefrançois, membre du conseil général, a obtenu 72,292 suffrages.

LOUVET (CHARLES).

Né à Saumur le 22 octobre 1806, M. Louvet est issu d'une famille d'honorables commerçants.

Après avoir étudié le droit à Paris, et s'être fait inscrire, comme avocat, au barreau d'Angers, il consacra plusieurs années à parcourir la France et les pays voisins, pour visiter les prisons, les hospices et les autres établissements d'intérêt public.

De retour à Saumur en 1833, il y fonda une maison de banque qui a prospéré. Membre du conseil général en 1837, maire en 1844, il a pris une large part à la fondation des écoles d'enseignement mutuel, des salles d'asile et des caisses d'épargne. Ses convictions libérales et démocratiques ne se sont jamais démenties.

Il a recueilli et édité en 1829 les œuvres posthumes de Charles Dovalle, jeune poète tué en duel à 22 ans. Il est auteur de divers articles insérés dans les revues, et d'une brochure sur l'économie politique. Il a été élu par 86,842 voix. Il fait partie du comité des finances, dont il est un des membres les plus actifs.

LOUDINOT (NICOLAS-CHARLES-VICTOR).

L'ex-marquis Victor Loudinot, fils aîné du maréchal ex-duc de Reggio, est né à Bar-le-Duc le 3 novembre 1791. Il est du petit nombre de ceux qui, encore aujourd'hui dans la force de l'âge, ont fait les principales guerres de l'Empire. Les vétérans de la République se rappellent l'avoir vu dans les guides de Masséna, pendant la campagne de Zurich.

En 1805, l'Empereur le nomma son premier page, au congrès d'Erfurth. Il fit, en cette qualité, la campagne de 1809, pendant laquelle, de trois champs de bataille différents, Napoléon l'envoya en France rendre compte au Sénat de la situation de l'armée.

Nommé successivement lieutenant au 5^e de hussards et aide-de-camp de Masséna pendant la campagne de Portugal, il rentra en France en 1811 et fut incorporé dans la garde. C'est dans ce corps d'élite qu'il fit les campagnes de Russie, de Saxe et de France.

En 1814, l'Empereur, au moment de quitter Fontainebleau, remit au maréchal Loudinot, pour son fils, un brevet de colonel. Louis XVIII confirma cette nomination le 27 avril, et chargea le colonel Loudinot d'organiser le régiment des hussards du roi.

Il resta étranger à tout commandement pendant les Cent-Jours. En septembre 1815, il forma à Lille le régiment des hussards du Nord, dont il conserva le commandement jusqu'en 1822, époque où il fut mis à la tête du 1^{er} régiment de grenadiers à cheval de la garde royale.

Maréchal-de-camp en 1824, il prit le commandement d'une brigade au camp de Lunéville, et y fit apprécier bientôt ses capacités militaires.

Le roi lui confia le soin de réorganiser à Saumur, sur de plus larges bases, l'école de cavalerie, licenciée quelques années auparavant. Cet établissement comptait à peine cinq années d'existence sous ses ordres, que déjà toutes les puissances militaires y avaient envoyé des officiers chargés d'étudier l'institution de cavalerie la plus complète de l'Europe.

Survint la Révolution de Juillet, elle n'altéra pas la discipline de l'école; mais rien ne put décider Loudinot à garder son commandement; il écrivit au ministre de la guerre la lettre suivante :

« Conformément à vos ordres, je passerai l'inspection générale de l'école avant de quitter Saumur ; mais, plein de respect pour de hautes infortunes, il ne peut me convenir de me perpétuer dans le poste dont je suis redevable au pouvoir qui m'avait revêtu de sa confiance. Je ne brise pas mon épée ; j'espère même que le jour n'est pas éloigné où je pourrai m'en servir contre les ennemis de mon pays. »

En 1835, son frère, colonel du 2^e des chasseurs à cheval d'Afrique, fut frappé à mort au moment où, par une charge vigoureuse, à la tête de l'avant-garde, il forçait le défilé de Muley-Ismaël. Quelques mois après, le marquis Oudinot reçoit l'ordre de partir pour Oran et de prendre le commandement de la 1^{re} brigade du corps expéditionnaire de Mascara. Nous avons un échec à réparer ; et le général venait, en outre, redemander à l'Afrique la dépouille mortelle de son frère. Chargé d'une dangereuse expédition par le maréchal Clausel, il reçut une grave blessure et fut obligé de rentrer en France pour se rétablir.

Le 31 décembre 1835, il fut promu au grade de lieutenant-général.

Élu député en 1842, il siégea à gauche, et se montra, dès son début, ennemi du favoritisme qui récompense les nullités complaisantes et délaisse le mérite indépendant. Les intérêts de l'armée, de l'Algérie, des haras, des remontes, le code pénal militaire, l'ont fait monter à la tribune.

Le général Oudinot est l'un de nos officiers-généraux les plus distingués. Il a consacré ses loisirs à des études d'un ordre sérieux ; il a fait paraître des ouvrages qui dénotent une grande élévation de vues et qui ont obtenu les suffrages des hommes spéciaux, en France et à l'étranger. On remarque les suivants : *De l'Italie et de ses forces militaires ; — Considérations sur l'emploi des troupes aux grands travaux d'utilité publique*, etc.

M. le général de division Oudinot, commandeur de la Légion-d'Honneur, est, en ce moment, à la tête de l'armée des Alpes.

Il a été élu par 103,535 voix.

TESSIER DE LAMOTTE (EUGÈNE).

Maire des Rosiers (gros bourg des environs de Saumur), chevalier de la Légion-d'Honneur, né en 1798.

Entré, à 18 ans, dans les gardes-du-corps, il fut bientôt mis à l'index pour ses opinions libérales et contraint de donner sa démission. Plus tard, il fit partie de la conspiration militaire de 1820, qui avait pour chef le général Berton.

Condamné à mort par contumace, il fut forcé de s'expatrier pendant plusieurs années.

En 1830, il combattit aux barricades et mérita la croix de Juillet. En 1832, il fut, quoique maire des Rosiers, un des premiers volontaires qui marchèrent contre les Vendéens. Élu député en 1837, il appartint d'abord au parti conservateur, qu'il abandonna bientôt, sans retour.

Le 23 février, il signa la demande de mise en accusation du ministre Guizot, qui fut déposée entre les mains du président de la Chambre.

On ne peut mettre en doute le patriotisme et le dévouement du citoyen Tessier, qui a été élu par 123,156 voix.

MANCHE.

Saint-Lô — 15 Représentants.

BOULATIGNIER (SÉBASTIEN-JOSEPH).

M. Boulatignier, né à Valognes le 11 janvier 1805, prit ses inscriptions à la faculté de droit de Paris, sous le patronage de M. Andrieux, professeur au collège de France et membre de l'Institut.

En 1828, lors du rétablissement de la chaire de droit administratif, il fut attaché à M. de Gérando et devint son collaborateur. En même temps, M. Boulatignier entra en relation avec deux autres maîtres de la science administrative, MM. de Cormenin et Macarel, qui encouragèrent ses premiers pas dans une carrière alors presque entièrement délaissée.

M. Macarel l'admit comme collaborateur, et le fit entrer au ministère de l'intérieur, en qualité de chef de bureau, en mai 1837. Au mois d'octobre de la même année, il fut nommé maître des requêtes en service ordinaire, et, peu après, chargé des fonctions du ministère public, fonctions qu'il a exercées jusqu'en mars 1848, qu'il fut nommé conseiller d'État en service ordinaire par M. de Cormenin.

M. Boulatignier est l'un des hommes les plus distingués de

l'Assemblée. Infatigable travailleur, il s'est occupé d'études administratives de toute nature. Il a rédigé, en collaboration avec M. Macarel, les premiers volumes de la *Richesse publique en France*, ouvrage précieux pour les financiers. Son livre des *Conflits* est souvent consulté avec fruit.

Outre ses connaissances si variées et si profondes, M. Boulatignier possède encore les qualités de l'orateur. Au moins, nul ne contestera sa grande facilité d'élocution.

De son républicanisme nous ne dirons qu'un mot. C'est un homme loyal, de grand sens et d'idées progressives, qui a été élu par 79,302 voix.

DELOUCHE.

M. Delouche, né à Avranches en 1800, est un avocat très distingué ; mais la science du barreau n'est pas la seule qu'il possède : ses connaissances sont très étendues et très variées. Il est collaborateur du journal démocratique du département, dans lequel il traite avec un égal succès toutes les questions sérieuses.

M. Delouche, élu par 55,575 suffrages, a toujours professé des idées avancées. Il suit la ligne du *National*.

DEMÉSANGE (RÉGIS-AUGUSTE-CASIMIR).

M. Demésange, avocat, né à Mortain le 21 juillet 1800, appartient, par lui-même et par ses alliances, aux classes aristocratiques. Il ne s'est pas cru l'esclave de ses relations, et, suivant la pente de ses idées et de son caractère, il s'est rattaché, depuis longtemps, aux idées démocratiques. Dès 1829, il faisait partie du comité électoral, et était compté parmi les électeurs de l'opposition la plus radicale. Aussi, à la Révolution de Juillet, fut-il nommé procureur du roi près le Tribunal de Mortain, et, deux ans après, président de ce Tribunal.

En 1842, les électeurs libéraux l'envoyèrent au conseil général de la Manche.

Peu s'en fallut, à la même époque, qu'il ne fût élu député. Le ministère ne remporta en cette occasion qu'une victoire douteuse.

M. Demésange est un homme généralement estimé, qui se rendra utile à l'Assemblée, à laquelle il a été envoyé par 100,000 suffrages, plus par la loyauté de ses votes que par ses travaux législatifs.

DES ESSARTS.

M. Des Essarts, né en 1797, légitimiste très prononcé, refusa le serment en 1830; mais, bientôt fatigué de sa place de substitut, et voyant la dynastie d'Orléans s'affermir de plus en plus, il se rapprocha du gouvernement, qui le nomma bien vite conseiller à la Cour royale de Caen.

Sur la terre, comme dans le ciel, il y a plus de joie pour un pécheur converti que pour quatre-vingt-dix-neuf justes.

Mais, voyez l'ingratitude ! cette vieille haine contre la branche cadette, qui n'était qu'assoupie dans le cœur de M. Des Essarts, se réveilla bientôt au bruit des mécontents de toute espèce, auxquels il se rallia complètement. Depuis lors, il fit au pouvoir une guerre acharnée et incessante, et, quand l'heure de la République vint à sonner, M. Des Essarts se trouva prêt, un des premiers, à lui souhaiter la bienvenue.

C'est, en définitive, un homme de savoir et de modération. Il a été élu par 49,794 suffrages.

DIGUET.

M. Diguët est né en 1789. Il possède la première des qualités par le temps qui court, celle qui rendait toutes les autres inutiles à l'époque déjà reculée des fameuses circulaires; il est républicain et parfaitement à la hauteur de la situation.

A cette vertu, il joint de la conscience, des connaissances spéciales très étendues, un jugement solide.

Il était avocat en 1830. La Révolution de Juillet le fit procureur du roi, chevalier de la Légion-d'Honneur; et le ministère du 1^{er} mars le nomma président du tribunal de Saint-Lô.

Depuis 1846, il fait partie du conseil général de la Manche. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 65,717 voix.

DUBOIS (ABRAHAM).

Né en 1792, il débuta en portant le mousquet, puis l'épée, pendant les guerres de l'Empire.

Sous la Restauration, il a exploité une charge de notaire royal à la résidence de Granville. En 1830, il se trouva maire de cette ville. En 1832, il devint député, s'assit en plein centre, et appuya, de sa parole et de son vote, toutes les mesures ministérielles, y compris l'état de siège.

En 1833, il arrivait à la Cour des comptes, en qualité de conseiller référendaire. Depuis cette époque, ou à peu près, chose étrange ! ce qu'il y avait de ministériel dans M. Dubois s'est fondu comme la neige au soleil, et il n'est resté en lui que son esprit, d'indépendance native et ses tendances quasi progressives. Nous aimons à constater cette révolution soudaine, s'opérant au vent de la faveur, parce qu'elle serait la preuve d'un courage assez rare à cette époque, si les places à la Cour des comptes n'étaient pas inamovibles. Donc, M. Dubois, fonctionnaire public, se mit à voter contre le ministère, et persista dans cette voie jusqu'à la fin, non systématiquement et pour céder à une rancune quelconque, mais avec droiture et raison ; et c'est là qu'est le mérite. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 81,204 suffrages.

DUDOUYT.

M. Dudouyt, né à Coutances en 1797, est un avocat de grand mérite, l'aigle du barreau de Coutances, et peut-être de la Normandie. Reconnu, depuis longtemps, comme un ardent défenseur de la démocratie, il fut désigné d'abord, aux Journées de Février, par l'opinion publique, pour exercer à Coutances les fonctions de sous-commissaire du Gouvernement. Il s'acquitta de ce mandat en homme capable et prudent.

103,996 citoyens lui donnèrent leurs suffrages pour l'envoyer à l'Assemblée nationale. Le jour de son départ fut pour lui un jour de véritable triomphe. Une foule immense d'habitants de toutes les opinions se réunit pour lui présenter ses adieux. Il y eut jusqu'à des salves d'artillerie. Ce témoignage public en dit assez.

GASLONDE.

M. Gaslonde, âgé de 38 ans, est né à Granville ; il est fils d'un receveur des douanes. Il a fait d'excellentes études, et s'est créé une très belle position à force de courage, de savoir et de zèle.

Il est professeur à la Faculté de droit de Dijon. De tout temps, ses opinions politiques ont été très avancées ; mais il avait fini par s'attacher au gouvernement de Louis-Philippe ; et c'est peut-être par un sentiment très noble et très appréciable qu'il s'est abstenu de prendre part au vote de bannissement de la famille déchue.

Son patriotisme et ses connaissances positives en font un digne représentant. Il a été élu par 51,500 voix.

HAVIN.

Ancien juge de paix à Saint-Lô, maire de Thorigny, ex-député, né en 1799.

M. Havin, fils d'un conventionnel, fut obligé, en 1816, par suite de la fameuse loi dite d'amnistie, de s'expatrier pour accompagner son vieux père dans l'exil. Il ne rentra en France qu'en 1820, et, pendant toute la Restauration, il fut à la tête de la jeunesse *libérale* de Caen. Envoyé à Paris, en 1830, comme membre d'une députation chargée d'éclairer le ministère sur les fonctionnaires publics de la Manche, du Calvados et de l'Orne, il fut nommé par M. Dupont (de l'Eure), juge de paix à Saint-Lô, après avoir refusé plusieurs places élevées.

Élu député en 1831, M. Havin se plaça au côté gauche, auprès d'Odilon Barrot, et vota constamment avec lui. En 1835, il donna sa démission de magistrat. Il a été secrétaire de la Chambre pendant quatre sessions consécutives, de 1839 à 1842.

Il a constamment pris part aux discussions de l'Assemblée. Il a rédigé le compte-rendu du fameux banquet de Thorigny, et soutenu les ministères du 12 mai et du 1^{er} mars. Sa loyauté dans l'exercice de ses fonctions de secrétaire, lui a valu l'honneur d'une exclusion commandée par le ministère.

Orateur peu éloquent, mais doué d'un jugement sain, d'un cœur droit et d'un esprit pénétrant, il était un des hommes les plus estimés et les plus estimables de la Chambre.

Toujours réélu depuis 1831, M. Havin siégeait encore, en 1848, à la Chambre, où l'a trouvé la Révolution de Février.

Il a été élu par 119,817 voix.

LAUMONDAIS DE SAINT-HILAIRE.

Avocat, ancien juge de paix, membre du conseil général, né à Saint-Hilaire-du-Harcouët le 24 janvier 1799.

M. Laumondais a été reçu avocat en 1820. Sa réputation de *patriote* était assez répandue dans le département de la Manche, en 1830, pour qu'on crût donner un gage à la Révolution en le nommant juge de paix du canton de Mortain. Six mois après, il donnait sa démission pour une cause toute politique : la marche rétrograde du gouvernement l'irritait. Il refusa de s'associer plus longtemps à sa politique. Ses justiciables le regrettèrent.

C'est aussi à l'estime dont il jouit, qu'il a dû d'être appelé au conseil général. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 106,898 suffrages.

LEMPEREUR.

M. Lempereur, propriétaire à Saint-Pierre, ex-député du Jura, âgé de 64 ans, appartenait jadis à l'opinion *libérale*. Nous avons lieu de croire qu'il est devenu républicain.

C'est un homme d'une loyauté reconnue, fermé et indépendant par caractère et par sa grande fortune.

Ajoutons qu'il se sert noblement de ses richesses pour secourir les classes malheureuses.

M. Lempereur, de Saint-Pierre, a obtenu 55,261 suffrages.

PERRÉE (LOUIS-MARIE).

Le grand-père de ce représentant était membre du Conseil des Anciens, et maire de Granville pendant la révolution. Il fut un des créateurs de la Banque de France. Son père, juge au Tribunal de commerce et financier habile, fonda la compagnie d'assurances générales.

Né à Paris, en 1816, M. Louis Perrée, maître d'une belle fortune, ne voulut pas demeurer oisif; il se fit recevoir licencié en droit, s'occupa de travaux littéraires, et enfin, en 1840, aborda courageusement la politique. Il engagea une partie de sa fortune dans la direction du journal *le Siècle*, dont il devint gérant et rédacteur. On sait qu'une indiscretion calculée du *Siècle*, à propos de l'affaire Dupoty, provoqua, de la part de la Cour des pairs, une mesure inouïe. Les journaux cessèrent de rendre compte des séances du Luxembourg.

Le 19 janvier 1842, la Chambre des pairs prit sa revanche contre le *Siècle*. Elle condamna M. Louis Perrée à un mois de prison et à dix mille francs d'amende, pour un article qu'elle dénonça, qu'elle jugea et qu'elle punit tout à la fois. L'opposition du journal n'en devint que plus prononcée.

Pendant les journées de Février, la conduite de M. Louis Perrée fut celle d'un bon citoyen. Capitaine d'une compagnie de la 3^e légion, il contribua, pour sa part, à dégager le général Bedeau que la population avait cerné sur le boulevard. Autant qu'il le put, il chercha à assurer le triomphe le moins sanglant possible des idées indépendantes. Il fut, en cette occasion, nommé maire du troisième arrondissement. Appelé à l'Assemblée nationale par 55,570 suffrages des électeurs de la Manche, les hommes du 13 mai le trouvèrent à son poste. Lorsqu'il vit l'attentat consommé, il courut vers ses concitoyens et adminis-

trés du troisième arrondissement, et marcha à leur tête à la défense de la République.

Dans les tristes journées de Juin, on vit encore M. Perrée se multiplier pour arrêter l'effusion du sang et monter sur les barricades avec son écharpe municipale et les insignes de la représentation nationale, afin d'exercer plus d'influence pour pacifier l'émeute. On ne peut pas mieux comprendre le double mandat dont on a été investi par ses concitoyens.

La nature de ses articles dans le journal *le Siècle* promet un homme de finance, novateur et prudent.

Il fait partie du comité des finances.

REYBELL.

Ingénieur des ponts et chaussées, né à Cherbourg en 1802, M. Reybell est un ancien élève de l'École Polytechnique, qui s'est fait une position supérieure par la direction remarquable qu'il a su donner aux grands travaux hydrauliques du port de Cherbourg. C'est un homme très capable, un travailleur infatigable, dont les idées républicaines n'ont rien d'exalté. Il n'a pas oublié ce qu'il croit devoir à l'ancien gouvernement et s'est abstenu de voter pour le bannissement de la branche cadette; mais, d'un caractère franc et loyal, il servira la République avec le même zèle qu'il a servi la royauté. Élu par 71,256 voix.

TOCQUEVILLE (HENRI-ALEXIS DE).

Membre de l'Institut, chevalier de la Légion-d'Honneur, né en 1805.

M. de Tocqueville était juge d'instruction à Versailles, en 1826; en 1830, il fut nommé juge suppléant.

En 1831, il fut avec M. Gustave de Beaumont envoyé en Amérique pour recueillir des observations sur le régime des prisons de ce pays. Il en rapporta l'ouvrage intitulé : *La Démocratie en Amérique*, qui fut, en 1835, couronné par l'Académie et obtint le prix Monthyon.

Vers la fin de 1837, il succéda à M. Laromiguière, comme membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

En 1839, la ville de Valognes accepta cet homme distingué pour représentant.

M. de Tocqueville a débuté à la tribune dans la discussion re-

lative au crédit destiné à entretenir des forces navales dans la Méditerranée, en vue des événements d'Orient.

Il présenta aussi le rapport concernant les esclaves des colonies.

A la session de 1841, il discuta la question d'Orient, puis celle des fonctionnaires publics députés, et enfin celle des prisons.

A la session de 1842, il parla du droit de visite, de la régence, des fonds secrets et de la police du roulage.

Aux sessions suivantes, il s'occupa, de nouveau, des prisons et de l'enseignement public. Dans cette dernière question, il soutint les droits des pères de famille et le principe de la liberté largement compris.

On voit par cet aperçu de la carrière parlementaire de M. de Tocqueville, quels immenses services il est appelé à rendre encore à l'Assemblée nationale et à la France. Dans toutes les questions qu'il a traitées jusqu'ici, il a apporté ces vues larges et profondes, cette sagesse d'analyse, ce patriotisme éclairé qui distinguent les véritables hommes d'État. M. de Tocqueville parle peu, mais il parle de manière à exciter toutes les sympathies; lui qui connaît si bien la démocratie, est à même d'aider à la connaître quelques-uns de nos législateurs du jour. On lui reproche néanmoins un peu de sécheresse dans l'esprit et d'absolutisme dans les idées. Homme de bonnes mœurs, de simplicité, de vertu, il exhale autour de lui une odeur d'honnêteté; sa figure est pâle, ses traits réguliers, mais froids; on dirait un homme qui médite profondément; rarement le sourire déride ses lèvres minces et serrées. Moins accessible aux impulsions du moment que son ami M. Gustave de Beaumont, moins homme d'affaires, moins pratique, il voit son sujet avec plus de portée sociale, avec plus de hauteur philosophique. Dans ses écrits surtout, plus que dans ses discours, M. de Tocqueville est sévère dans ses formes, didactique et rationnel dans ses conclusions. C'est un homme qui croit que la logique doit gouverner le monde.

L'auteur de la *Démocratie en Amérique* ne peut être qu'un démocrate; mais nous ne saurions dire si, partisan de la liberté démocratique, il s'est préoccupé des conditions sur lesquelles il faut l'établir aujourd'hui, ou s'il attend, sans enthousiasme, mais avec calme et confiance, l'avenir qu'elle prépare à la France. M. de Tocqueville a été élu par 110,704 voix.

VIEILLARD (NARCISSE).

Né en 1791, ancien élève de l'École Polytechnique et de

l'École de Metz, il entra dans un régiment d'artillerie qui était devant l'ennemi, fit la campagne de Russie et la campagne de France, et se distingua, quoique bien jeune, par son courage et par son instruction dans un corps où les sujets d'élite sont si nombreux.

Lorsque Napoléon, réduit par l'inertie publique à ne pouvoir plus faire ni la paix ni la guerre, eut consenti à déposer la couronne; lorsque la France, détournant les yeux de l'Empereur pour se livrer aux douceurs de la paix, eut rappelé, au milieu de cette effusion d'égoïsme, ces Bourbons, que le doigt de Dieu avait condamnés à mourir dans l'exil, M. Vieillard renonça volontairement à un avenir qui promettait d'être brillant pour lui et brisa cette épée dont il s'était servi si glorieusement. On dit qu'après cette époque, sa tête, jeune encore, et qu'il n'avait pu condamner au repos, comme son bras, se remplit des idées saint-simoniennes et rêva l'association universelle et l'exploitation du globe. Nous ignorons combien dura cet accès; peut-être jusqu'au moment où une mission grave et importante lui fut confiée. Il fut, en effet, chargé de l'éducation du prince Napoléon Bonaparte, frère de Louis-Napoléon, tous deux fils du roi de Hollande, et de l'adorable Hortense. De l'enfant qui lui était confié, Vieillard fit mieux qu'un prince, il fit un homme. On sait comment cet homme, comprenant les devoirs que son nom lui imposait, alla mourir, en 1834, sous les murs d'Ancône, en défendant les libertés italiennes.

M. Vieillard a été élu député en 1842, et a fait partie de la gauche puritaine; il remplaçait M. Enouf dans l'arrondissement de Carentan. Il était impossible de choisir un homme plus indépendant et plus fermement dévoué à la cause du progrès et de la liberté à la place d'un homme purement ministériel. Doué d'une grande énergie, simple dans ses goûts, satisfait d'une modeste aisance, il paraît complètement dégagé de toute ambition personnelle.

M. Vieillard, votant constamment avec M. Havin, son collègue du département de la Manche, et avec M. Dupont (de l'Eure), qui le tient en haute estime, a repoussé, avec eux, la honteuse indemnité Pritchard et a appuyé la réforme parlementaire proposée par M. de Rémusat. Malheureusement, cet homme si énergique, ce hardi républicain, est d'une timidité extraordinaire; et cette timidité l'a toujours éloigné de la tribune.

M. Vieillard a été élu à l'Assemblée nationale par 117,556 voix.

MARNE.

Châlons-sur-Marne. — 9 Représentants.

AUBERTIN.

Commissionnaire de roulage, juge au Tribunal de commerce, âgé de 34 ans.

Opinion bien tranchée en faveur de la République; grande influence, due à la considération dont il jouit; connaissance parfaite de l'industrie et de ses besoins.

M. Aubertin a protesté, dans sa profession de foi, de son respect pour la propriété et la famille. Il a été élu par 63,168 voix.

BAILLY.

M. Bailly, né le 12 mai 1791, n'a point eu d'antécédents politiques avant 1830; on sait cependant que toujours il a professé des idées démocratiques. Maire de Montmirail et de Sézanne, membre du conseil d'arrondissement d'Épernay, depuis 1833, ses administrés se louent de ses lumières et de son zèle. Il a obtenu 71,022 suffrages.

BERTRAND (JEAN).

Né en 1809, ancien élève du collège Louis-le-Grand, licencié en droit, il s'est livré à l'étude des sciences et des lettres jusqu'au moment où la confiance de ses concitoyens l'a fait entrer dans la vie publique.

Il n'a jamais rempli que des fonctions gratuites, soit judiciaires, soit administratives.

Il a pris une part active dans le département de la Marne à toutes les mesures qui avaient pour objet le développement de l'instruction primaire et secondaire, l'établissement des associations agricoles, les progrès de la presse départementale.

Candidat de l'opposition libérale aux élections de 1846, il succomba, faute de quelques voix, sous les efforts du ministère.

Moins d'un mois après la Révolution de Février, le conseil municipal de Vitry-le-Français ayant été dissous, il fut procédé à son renouvellement par le suffrage universel dont on faisait alors, pour la première fois, peut-être, l'application. M. Bertrand fut porté au conseil, par 913 voix sur 975 votants, et se trouva ainsi désigné pour remplir les fonctions de maire.

D'un caractère indépendant, M. Bertrand repousse le joug des coteries et les exagérations de l'esprit de parti. C'est un ami sincère et éprouvé de la liberté; il veut l'ordre républicain, fondé, non sur des illusions et des utopies, mais sur la base réelle et solide des intérêts généraux du pays. Élu par 77,207 suffrages.

DÉRODÉ (L.-L.-ÉMILE).

M. Dérodé, avocat à Reims, né le 20 mai 1812, a d'abord exercé sa profession au barreau de Paris. Il y a fait preuve de talent et d'une grande facilité d'élocution, mais la scène lui sembla trop grande apparemment, ou bien des intérêts de famille le rappelèrent dans sa ville natale, où il continua d'exercer sa profession avec succès. On le nomma bâtonnier de l'ordre. Ses opinions politiques parurent assez tranchées à l'opposition de Nevers, pour qu'on l'élut président du comité électoral; il présida même un banquet réformiste. M. Dérodé est le neveu de Linguet, le célèbre publiciste du XVIII^e siècle. Il a obtenu 70,580 suffrages.

FAUCHER (LÉON).

Publiciste, né à Limoges en septembre 1804, M. Faucher suivit, très jeune encore, la carrière de l'enseignement. En 1827, il fut nommé, au concours, agrégé de philosophie. En 1830, il commença à écrire des articles de journaux, et fut successivement rédacteur en chef du *Temps*, du *Constitutionnel* et du *Courrier français*. Il quitta la presse en 1842 pour se livrer à des travaux d'économie politique, et publia en 1845 les *Etudes sur l'Angleterre*. Déjà en 1837, il avait fait paraître un ouvrage intitulé : *Réforme des prisons*; en 1842, *l'Union du Midi*, et en 1843, *Recherches sur l'or et l'argent*; plus, diverses brochures.

M. Faucher fut nommé député à Reims en 1846, par le parti de l'opposition; il avait pour concurrent M. Chaix-d'Est-Ange. M. Thiers, avec qui il est lié, lui prêta, en cette occasion, le secours de son influence. M. Faucher s'était fait l'un des apôtres du libre échange. On peut lire ses articles dans la *Revue des Deux-Mondes*.

Élu dans la Marne, par 84,263 suffrages, il se trouve en tête de la liste des neuf représentants.

FERRAND.

M. Ferrand, né à Reims, âgé de quarante-six ans, contre-maître dans une manufacture, n'est pas, comme on pourrait le

croire, envoyé à l'Assemblée par les ouvriers de Reims; il paraît même certain que ceux-ci, loin de lui donner leurs suffrages, se sont opposés à son élection; peut-être le contre-maître, prenant les intérêts de ses patrons, s'est-il souvent opposé aux prétentions de ses anciens camarades. Toujours est-il que les manufacturiers qui l'avaient choisi pour défendre leurs intérêts à l'Assemblée, en raison de ses capacités réelles, ont dû avoir recours aux habitants des campagnes voisines pour lui faire obtenir un nombre suffisant de suffrages; il en a réuni 62,168.

M. Ferrand, par la nature de ses connaissances, aidées de la vivacité de son esprit, ne trompera pas l'attente de ses mandataires.

LEBLOND (D.-MÉDÉRIC).

M. Leblond, avocat, substitut à la Cour d'appel de Paris, où il est né en 1812, est un défenseur véritable de la République, et il a véritablement travaillé à la fonder; c'est un ami de Corbon et de Buchez. L'*Atelier* et la *Revue nationale* le comptent au nombre de leurs conseils. Il a prouvé qu'il avait étudié avec fruit les questions les plus compliquées de jurisprudence et de commerce par la façon remarquable dont il rédige, depuis longtemps, les *Archives du Commerce*. Nommé, le 25 février, substitut du procureur-général de la Seine, il a donné sa démission le 4 mai pour venir siéger à l'Assemblée nationale. Il y fait partie du comité des travailleurs.

On remarque ce passage dans sa lettre aux électeurs de la Marne :

« *Ce que je suis*, bien peu de chose : un homme inconnu, mais un homme de travail et de conviction. J'ai étudié la république et je m'y suis préparé, alors que la monarchie défendait d'en prononcer le nom. Mais, s'il suffit, pour être honoré de vos suffrages, d'être animé du sentiment républicain, je puis hardiment les solliciter. »

M. Leblond a obtenu 48,540 voix.

PÉRIGNON.

M. Pérignon, conseiller à la Cour d'appel de Paris, né en 1801, est le fils du célèbre avocat de ce nom qui fut membre de la Chambre des représentants en 1815. Il devint lui-même député en 1837, prit place au centre gauche et vota avec M. Thiers et Odilon Barrot. Il a souvent paru à la tribune, mais rarement pour affaires politiques. Il a cependant parlé en faveur de la liberté indi-

viduelle, du rétablissement de l'effigie de Napoléon sur la croix de la Légion-d'Honneur, et pour l'abrogation de la loi d'exil de la famille impériale. Il a parlé aussi sur le duel, etc.

M. Pérignon a des opinions républicaines très modérées. Il a été élu par 82,799 voix.

SOULLIÉ.

M. Soullié, avocat à Reims, né à Cumières (arrondissement de Reims) le 17 mars 1795, est un citoyen très honorable, qui, enrôlé volontaire en 1813, à dix-huit ans, pour repousser l'étranger, devint avocat à la chute de l'Empire, abandonna le barreau à la Révolution de 1830, et négligea ses affaires particulières pour ne s'occuper que des affaires publiques. Patriote sincère et zélé, il accepta dès lors les fonctions de membre du conseil municipal, fut nommé adjoint durant les deux dernières années de sa gestion, et contribua beaucoup, pour sa part, à l'organisation de la garde nationale. On vante ses talents en administration et la sagesse de ses principes.

Sorti volontairement du conseil municipal en 1840, devenu membre actif du comité électoral de l'opposition, il refusa d'abord la candidature à l'Assemblée nationale. Il a été élu par 46,286 voix.

MARNE (HAUTE-).

Châlons. — 7 Représentants.

CHAUCHART (JEAN-BAPTISTE-HIPPOLYTE).

Fils d'un avocat estimé, né à Langres le 8 mars 1808, il commença ses études dans sa ville natale et les termina au collège Louis-le-Grand, à Paris. Puis, après avoir fait son droit dans cette capitale, il entra, il y a quinze ans, comme surnuméraire, au ministère de l'instruction publique, où il est aujourd'hui sous-chef du bureau des bibliothèques. C'est, en somme, un fort honnête homme, qui n'a pas de grandes vues politiques. Il a fait paraître, dans la *Revue industrielle et commerciale*, un article intitulé : *Le département de la Haute-Marne à l'Exposition de l'Industrie*. On lui doit encore une brochure contre le canal projeté de Vitry à Gray. Enfin, il est auteur, avec M. Müntz, d'un

Cours méthodique de géographie, publié par Dubochet, en 1839.

Membre du conseil général de la Haute-Marne, il a été appelé à l'Assemblée nationale, le second sur la liste des sept représentants élus de ce département, avec une majorité de plus de 39,000 suffrages.

COUVREUX-DAGUIN (AUGUSTE-ALFRED).

Fils d'un receveur particulier, il est né à Langres le 14 février 1811. Banquier de cette ville, il en devint maire, lorsque, sous le règne déchu, les électeurs de l'arrondissement envoyèrent M. Pauwel à la Chambre. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 25,714 suffrages, le dernier des sept élus du département.

DELARBRE (JEAN-BAPTISTE-PROSPER).

Né à Paris le 11 novembre 1801, longtemps maître de forges dans la Haute-Marne, il a dû à son libéralisme bien connu et à sa réputation de stricte probité, les 30,429 suffrages qui l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. Il figure le cinquième sur la liste des sept représentants élus.

MILHOUX (GABRIEL-TIMOTHÉE).

Né le 24 janvier 1798, à Genappe, près de Bruxelles, quand la Belgique faisait partie de la France, il est venu, en 1812, se fixer, avec sa famille, à Chaumont. Les traités de 1815 nous ayant enlevé la Belgique, il s'est fait naturaliser Français. Reçu avocat en 1821, il a exercé près du tribunal de Chaumont, et se livre, depuis quelques années, à l'étude des questions agricoles. Il a été délégué, en 1846 et 1847, au congrès agricole de Paris, par le comice de Chaumont.

Commandant de la garde nationale de cette ville depuis sept ans, il avait été nommé, en 1830, conseiller de préfecture dans la Haute-Marne, mais, six mois après, il donnait sa démission, motivée sur ce que le gouvernement de Juillet, méconnaissant son origine, avait écarté des affaires Dupont (de l'Eure), Lafayette et Laffitte.

Recommandé aux suffrages des électeurs démocrates de son département par le comité central de Paris, il a obtenu plus de 30,000 suffrages pour l'Assemblée nationale, et figure l'avant-dernier sur la liste des sept élus de la Haute-Marne.

MONTROL (FRANÇOIS MONGIN DE).

M. Montrol est né à Langres. Il vint faire son droit à Paris, en 1820 et s'y occupa presque aussitôt de littérature et de politique. Il fut l'un des auteurs des *Lettres normandes*, qui commencèrent cette guerre sanglante d'épigrammes, continuée par le *Miroir*, et le *Figaro*, contre la Restauration.

C'était le temps où la polémique avait ses vivacités chevaleresques, où libéraux et royalistes s'attaquaient dans la presse et en champ clos. C'était le temps où Saint-Aulaire, Saint-Marcelin, David, se faisaient tuer en défendant leurs opinions. M. de Montrol, qui avait toute l'ardeur et la foi d'un étudiant allemand, défendit aussi les siennes au prix de son sang. Une fois, il eut pour second M. Athanase Renard, depuis député conservateur; une autre fois, il eut, parmi ses adversaires M. de Laboisière, depuis député républicain. Ce fut à la suite de ces affaires qu'il fut présenté à la *Société des amis de la presse* par Lafayette et Benjamin Constant. De là datent les liaisons du jeune écrivain avec les hommes éminents du parti libéral.

Il avait publié une *Histoire de l'Émigration*, une *Histoire de Champagne*, et les *Mémoires de Brissot sur la Révolution de 89*, quand la Révolution de 1830 éclata. Ses amis le firent nommer sous-préfet de Langres, où ils espéraient le faire un jour élire député; ils échouèrent. Toujours repoussé à cause de ses opinions, il fallait l'avènement de la République pour les voir triompher.

Il a longtemps coopéré à la rédaction du *Constitutionnel*, et, à deux reprises différentes, il a été le rédacteur en chef du *Temps*. C'est lui qui a fondé le premier journal à 40 francs et préparé ainsi dans la presse la révolution du bon marché. C'est aussi l'un des fondateurs de la *Société pour l'abolition de l'esclavage*, qui siégeait à la Chambre des députés et eut une si grande influence sur cette brûlante question.

M. Montrol vivait retiré dans une charmante habitation rurale, près de Bar-sur-Aube, s'occupant d'une *Histoire de la contre-révolution* et de l'établissement de salles d'asile et d'écoles d'adultes, quand la République fut proclamée. Nommé presque aussitôt commissaire-général dans la Haute-Marne, il annonça qu'il venait organiser et non désorganiser, républicaniser et non révolutionner, enfin faire aimer et non redouter la République. Au milieu des commissaires extraordinaires et généraux dont il fut entouré, il se signala par le mal qu'il ne fit pas, et par celui qu'il sut empêcher. Cette conduite lui valut une élec-

tion toute populaire. il a été appelé à l'Assemblée nationale par 51,557 suffrages ; il est le premier sur la liste des sept élus du département.

Ses votes à la Constituante en faveur de l'ordre et de la liberté ont toujours été d'accord avec ses antécédents. C'est à lui qu'est due la proposition de fonder une presse gouvernementale, destinée à l'éducation politique et morale du peuple, institution large et féconde, qui a pu être ajournée, mais dont l'idée germait, ainsi que celle des bibliothèques communales, dont M. Montrol aurait voulu que toutes les communes de France dusent l'établissement à la République

M. Montrol a été un des membres de la commission chargée, avec M. Schœlcher, d'organiser l'émancipation dans les colonies. Les journaux l'ont signalé comme un des représentants qui, dans la journée du 15 mai, ont défendu l'inviolabilité de la tribune. Enfin, quelques jours après le décret du 27 juin qui condamne à une transportation lointaine les individus accusés d'insurrection, il a pris l'initiative de la proposition qui les envoie en Algérie, proposition dictée par la politique et l'humanité et à laquelle le gouvernement s'est rallié.

A l'Assemblée nationale, M. Montrol figure, comme ses collègues de la Haute-Marne, parmi les représentants étrangers aux intrigues et aux coteries, et qui n'ont d'autre ambition que de remplir avec conscience et dévouement le mandat qu'ils ont accepté.

TOUPOT DE BÉVAUX (HENRI-CAMILLE).

Beau-frère de M. de Montrol et fils de M. Toupot de Bévaux, ancien député de l'opposition, qui siégea dix-sept ans auprès de Dupont (de l'Eure), il est né à Chaumont le 4^{er} avril 1800. Nommé sous-préfet de Vassy, après la Révolution de Juillet, il fut successivement transféré à Castel-Sarrasin et à Béthune. Martin (du Nord), ayant, à cette époque, une nièce à marier et pas de dot à lui offrir, prit un avocat de la localité pour en faire un époux, la sous-préfecture pour en faire une dot ; et M. Toupot de Bévaux fut expédié à Beaune. L'arrondissement de Béthune, dont il emportait les regrets, lui vota une épée d'honneur.

Ce fonctionnaire, qui passait pour un des meilleurs sous-préfets de France, n'a obtenu du régime déchu d'autre faveur que de retourner à Vassy, d'où il était parti en 1831. Le député ministériel du lieu allait même l'en faire éloigner, ou le faire révoquer, quand est venue la Révolution de Février. M. Toupot de Bévaux a donné alors sa démission, pour se présenter aux électeurs de la Haute-Marne, qui l'ont envoyé à l'Assemblée

nationale, le troisième sur la liste des sept députés du département, avec une majorité de 32,094 suffrages.

WALFERDIN (FRANÇOIS-HIPPOLYTE).

Neveu de Laloy, député de la Haute-Marne à la Convention, et né à Langres le 8 juin 1793, il entra, de bonne heure, dans l'administration des douanes, et passa successivement par tous les grades jusqu'à celui de chef de bureau, dont il était revêtu en 1848.

De plus, il a consacré à des travaux politiques, littéraires et scientifiques, tous les instants que ne réclamaient pas ses fonctions. Il est auteur d'une édition des *Œuvres complètes de Diderot*.

Il est, en outre, inventeur de plusieurs instruments de thermométrie, décrits soit dans les comptes rendus de l'Académie des sciences, soit dans les divers traités de physique, publiés depuis quelques années. Ces travaux l'ont fait nommer membre de la Société philomatique. Son nom est inscrit aussi parmi les fondateurs de la Société géologique de France.

Nommé, après la Révolution de Février, commissaire dans la Haute-Marne, il n'a pu, à cause de ses fonctions administratives, remplir ce mandat, qui, d'ailleurs, ne lui paraissait pas compatible avec celui de représentant du peuple, auquel il aspirait, et qui lui a été dévolu par 34,715 suffrages, à lui quatrième sur la liste des sept élus de ce département. Aussitôt son admission prononcée par l'Assemblée nationale, il a annoncé que son titre de député ne lui semblait pas pouvoir se concilier avec ses devoirs administratifs, et il a résigné son emploi de chef aux douanes.

MAYENNE.

Laval. — 9 Représentants (1).

BIGOT (LOUIS-JULIEN-HENRI).

Né le 17 septembre 1803, maître de forges sur la rivière d'A-

(1) Reste un représentant à élire en remplacement de M. Cormenin qui a opté pour la Seine. (Voir à la fin du volume.)

ron, M. Bigot, membre de l'ancienne Chambre, appartenait à l'opposition modérée. C'est un habile industriel, jouissant d'une grande fortune, et gendre de M. Caillard, fondateur des messageries de ce nom. Son crédit et sa considération dans le pays ne reposent pas tant sur cette position que sur l'estime qu'il a obtenue.

Nommé commissaire du gouvernement en février 1848, il contribua à l'établissement de la République par sa sagesse et ses moyens de conciliation, plus que plusieurs de ses collègues ne l'ont fait par la violence et les destitutions.

Élu par 77,796 voix sur 153,000.

BOUDET (PAUL).

Né à Laval le 13 novembre 1800, M. Boudet, ancien avocat à la Cour royale de Paris, faisait partie des sociétés secrètes sous la Restauration, et prit une part active à la Révolution de 1830. Nommé député de Laval en 1834, il n'a pas cessé d'être réélu depuis cette époque. Il a toujours voté avec l'opposition modérée et contre les lois de septembre. Nommé secrétaire du ministère de la justice en 1839, il conserva ses fonctions sous le cabinet du 1^{er} mars 1840, et donna sa démission à la retraite de ce ministère. Depuis ce temps, il a voté systématiquement contre le ministère Guizot, et n'a accepté aucune fonction publique. Deux fois membre de la commission des fonds secrets, il fut chargé par l'opposition de proposer, en son nom, l'amendement qui impliquerait la question ministérielle (1837 et 1845).

Il a fait partie successivement des commissions des comptes et du budget, et de plusieurs autres chargées de présenter les projets de loi les plus importants. Il fut le rapporteur de la commission qui fit la demande d'autorisation de poursuites contre M. Émile de Girardin.

Membre du conseil général de la Mayenne, il en fut d'abord le secrétaire, puis le président. Il se rallia, un des premiers, à la République, qui donnait satisfaction aux principes de 1789, dont il n'a pas cessé d'être le défenseur.

40,000 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale, malgré les efforts des légitimistes dont il a signalé les menées à la tribune. Il obtint une condamnation du jury contre *l'Indépendant de l'Ouest*, qui l'avait grossièrement insulté pour une opinion émise à la Chambre.

M. Boudet, depuis l'ouverture de l'Assemblée nationale, est

au nombre des représentants qui soutiennent avec fermeté le gouvernement républicain, sans craindre toutefois de blâmer et de combattre ses actes, quand ils sont de nature à compromettre l'ordre et la prospérité du pays.

CHENAIS.

Propriétaire, ancien capitaine d'infanterie, né en 1793, M. Chénais, député depuis 1837, a toujours voté avec l'opposition modérée. C'est un honnête homme, qui ne veut pas la mort du pêcheur. Les infirmités le rendent peu propre à la vie politique; et ses habitudes le rendent malheureux d'y être entré malgré lui.

Philosophe à la manière d'Hoffmann, mais riche propriétaire, M. Chénais s'occupe de poésie et de littérature. C'est, en définitive, un aimable et excellent homme. Il a été élu par 42,000 voix.

DUBOIS-FRESNAY (JOSEPH).

Né à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) en 1812.

Un seul biographe sur douze prétend qu'on a confondu ce représentant avec son frère, ancien député de Château-Gontier. Nous nous rangeons du côté de la minorité.

M. Dubois aurait été, à ce compte, compromis dans l'affaire des poudres, et renvoyé pour ce fait de l'École polytechnique. Le fait se passait en 1833. M. Dubois et quelques mauvaises têtes avaient conçu le projet de proclamer la République au moment où le roi passerait la revue de la garde nationale. L'abnégation personnelle, le courage et l'extravagance dans les idées appartiennent surtout à la jeunesse. Un traître les vendit, et M. Dubois fut arrêté au moment où il s'occupait à fabriquer des cartouches qui devaient servir de commentaire à la proclamation. Retenu six mois prisonnier, il fut absous par la Cour d'assises, mais l'École lui ferma ses portes.

Depuis ce temps, il est resté à Laval, et ne s'est point mêlé de politique. A l'époque des élections, on se souvint de son aventureuse escapade; et, parfaitement édifiés sur son opinion, les électeurs de la Mayenne l'envoyèrent à l'Assemblée avec 53,305 suffrages.

DUTREIL (JULES).

Propriétaire, né à Laval le 8 mai 1804.

Le nom patronymique de ce représentant est Bernard-Dutreil. Ce nom est réduit de moitié, nous ne savons pourquoi.

Élève de l'École polytechnique, M. Dutreil refusa un grade dans l'artillerie auquel il avait droit, et possesseur d'une grande fortune (il paye 2,212 fr. d'impositions), il se contenta du *far niente* pendant quelque temps; puis, se ravisant, il accepta les fonctions de conseiller de préfecture, qu'il exerça en *juste-milieu* et *conservateur* qu'il était. Candidat à la députation en 1846, il passa au centre gauche et donna sa démission de conseiller. Peine inutile! il ne fut pas élu. Le premier pas fait dans l'opposition, il était difficile de reculer; M. Dutreil continua donc à guerroyer contre la dynastie, et bien lui en prit. La Révolution de Février arriva. Adieu mornarchie et conservateurs! Du côté gauche au radicalisme, il n'y avait qu'un pas; M. Dutreil le franchit, cria *Vive la République!* et fut élu par 46,184 voix.

GOYET-DUBIGNON (CHARLES-ÉDOUARD).

Né le 12 août 1809, il est fils d'un membre du Conseil des Anciens et du Corps-Législatif.

Le premier fait que nous citerons de M. Goyet, est, selon nous, une preuve d'indépendance. Procureur du roi à Montbéliard, le ministre Persil lui offre les mêmes fonctions, dans des conditions beaucoup plus avantageuses, à Perpignan, pour combattre la presse. Cette faveur non sollicitée lui semble suspecte; il refuse et donne sa démission.

Le Gouvernement de Février l'a nommé président du Tribunal civil de Mayenne. Il est resté à ce poste jusqu'à sa nomination de représentant, et a donné encore sa démission, cette fois, pour cause d'incompatibilité avec son nouveau mandat.

M. Goyet est doué d'une intelligence supérieure, d'une élocution chaleureuse et facile; sa bourse est constamment ouverte aux malheureux; il a des opinions progressives, mais n'est pas républicain. Nous vous disons ceci à l'oreille, attendu qu'il tient beaucoup à le paraître.

Élu par 68,613 voix.

JAMET (ÉMILE).

Propriétaire, agriculteur à Château-Gontier, né le 21 avril 1816.

M. Jamet est auteur d'un *Cours d'agriculture*, qui a eu du

succès. Ses connaissances pratiques en cette partie pourront être de quelque utilité à l'Assemblée nationale.

Connu depuis longtemps pour ses tendances démocratiques, il fut nommé, en Février, sous-commissaire de la République. Le premier devoir qu'il avait à remplir, était de faire reconnaître le nouveau gouvernement. Il se présenta, dans cette intention, à la mairie de Château-Gontier, et proclama *seul* la République.

C'était entrer en fonctions sous de fâcheux auspices dans la Mayenne; et chacun pouvait prédire au nouvel administrateur des difficultés sans nombre. Il n'en fut rien, grâce à l'estime dont il jouissait et à la confiance entière qu'on lui continua.

M. Jamet est un républicain qui préfère la *Plaine* à la *Montagne*. Élu par 70,869 voix.

ROUSSEL (JULES).

Maître de forges à Orthes (Mayenne), maire de la commune de Saint-Martin de Conée, né en 1809.

Il paye au fisc 8,438 fr. de contributions directes, n'est nullement communiste ou socialiste, et estime MM. Cabet et Proudhon comme bien peu, vous pouvez m'en croire. Il semble que la plus complète indépendance doive accompagner une pareille fortune, n'est-il pas vrai? Il n'en est pas absolument ainsi pour M. Roussel, homme très honorable d'ailleurs. Sa timidité extrême, sa réserve en politique, ont rendu inutiles toutes ses tentatives pour arriver à la députation. Avec la République, il a été plus heureux. A la vérité, sa fortune, son influence personnelle et son opinion très modérée n'y sont pour rien; il faudrait remonter plus haut pour trouver la cause de cette nomination et de tant d'autres semblables. Le lecteur saura bien le faire sans que nous l'y aidions. Élu par 48,488 voix.

MEURTHE.

Nancy. — 11 Représentants.

ADELSWARD (D').

Pendant les luttes de l'Empire, un militaire suédois, descendant d'une des grandes familles du Nord, vivait à Nancy, retenu prisonnier de guerre à l'issue de l'affaire de Lubeck. Ses

avantages extérieurs, son courage, son infortune, touchèrent le cœur d'une jeune Lorraine, dont il put obtenir la main, et qui le fixa loin de sa patrie par le bonheur, quand les événements politiques eurent renversé les obstacles qui s'opposaient à sa liberté.

Plusieurs fils naquirent de cette union. Le second qui vit le jour, à Longwy, le 18 décembre 1811, adopta, suivant les traditions paternelles, la carrière des armes, et se fit admettre, en sortant du collège Louis-le-Grand, à l'École de Saint-Cyr, d'où il passa à l'École d'état-major. Puis, il partit pour l'Afrique, où il combattit, non sans éclat, devint aide-de-camp du général Baguay-d'Hilliers, fut, plusieurs fois, porté à l'ordre du jour, décoré de la Légion-d'Honneur, et ne quitta le service, il y a quatre ans, qu'avec le grade de capitaine et une glorieuse blessure. Aujourd'hui, M. Adelsward est chef de bataillon de la garde nationale de Nancy et administrateur du bureau de bienfaisance; son excellent esprit, son énergie, ses opinions libérales et modérées, lui ont mérité, pour l'Assemblée nationale, les suffrages de ses concitoyens, qui lui ont accordé, sur plus de cent mille votants, 42,123 voix, sans lui demander la moindre profession de foi. C'est, en somme, un homme d'un rare mérite, qui a déjà, plusieurs fois, prouvé, à la tribune de la Constituante, qu'il sait se faire écouter avec fruit.

CHARRON FILS (MENGIN-CHARLES).

Né à Ludre (Meurthe) le 30 mars 1798, il a été longtemps notaire à Nancy. Il s'est retiré avec la réputation la plus pure et emportant l'estime générale. Ses opinions sont fort modérées. C'est un homme d'ordre et de conciliation, qui s'est franchement rallié à la République. Inscrit le huitième sur la liste des onze élus du département, il a obtenu 70,614 suffrages.

FERRY (EUGÈNE).

Fils d'un notaire de Nancy, âgé de 45 ans, il est né à Lunéville, et, après avoir achevé de brillantes humanités, s'est fait recevoir avocat, pour avoir plutôt un titre qu'une profession. Il n'a jamais exercé de fonctions publiques. Il s'occupe de la culture de ses terres, situées à Merville. Chef de bataillon de la garde nationale du canton de Baccarat, inspecteur des écoles primaires, sans en toucher le traitement, il est, en outre, un des membres les plus actifs de la Société de Saint-Vincent de Paul, dont la

mission est de tendre partout au pauvre une main fraternelle. Fidèle à ces principes, il a toujours professé, sous l'ancien gouvernement, des opinions très libérales, et a été, après l'avènement de la République, envoyé à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 63,139 suffrages.

LAFLIZE.

Né à Nancy en 1798, d'une famille honorable, mais peu favorisée de la fortune, il est entré au barreau de cette ville, après avoir fait de brillantes études, est devenu, par des travaux persévérants, un des membres les plus distingués de son ordre, et a conquis bientôt, parmi ses concitoyens, tout le crédit qui s'attache au talent et à l'élévation du caractère. Il n'a pas tardé à y ajouter l'influence que donne un patriotisme à toute épreuve.

Il avait salué avec enthousiasme la Révolution de Juillet ; mais il suspecta ses tendances dès qu'il la vit à l'œuvre, et se déclara, plus vite que beaucoup d'autres, l'adversaire du gouvernement personnel. A peine la nouvelle de la Révolution de Février fut-elle parvenue à Nancy, que la voix populaire le désigna unanimement pour présider la commission provisoire, chargée d'organiser, dans la Meurthe, le système républicain. Il s'est acquitté de cette mission avec autant de bonheur que d'intelligence, et lors des élections pour l'Assemblée nationale, a obtenu de ses concitoyens, pour prix de ses services, 88,857 suffrages. Il figure le quatrième sur la liste des onze élus du département. Pour répondre à cet honorable témoignage de confiance, il a abandonné, sans hésiter, avec le plus louable désintéressement, un cabinet des plus productifs des villes environnantes. Il appartient depuis longtemps à la nuance du *National*. Ami du peuple, il servira loyalement ses intérêts.

LECLERC.

Né en 1800 à Nancy, d'une humble famille d'artisans, il suivit la carrière de son père et exerça la profession de serrurier. Par suite de son esprit d'ordre et d'économie, par la conduite irréprochable dont il n'a pas cessé de donner des preuves, il est parvenu à se faire une petite fortune. Il n'avait pas, pour cela, renoncé à son travail de tous les jours, et maniait encore, matin et soir, la lime, quand ses concitoyens, qui connaissaient en lui un homme de sens et de cœur, patriote pur sang, ardent républicain, esprit droit et honnête, dévoué au progrès et à l'amélioration,

ration du sort des classes ouvrières, l'ont envoyé siéger à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 75,065 suffrages, sur 100,106 votants, le sixième sur la liste des onze élus de la Meurthe. Bien différent d'un grand nombre de ses collègues futurs, il n'a pas eu besoin de faire la moindre profession de foi.

LIOUVILLE (ADOLPHE).

Né à Saint-Omer le 24 mars 1809, d'une famille originaire de la Lorraine, devenu un des élèves les plus distingués de l'École polytechnique, il s'y fit remarquer surtout par une aptitude spéciale pour les sciences mathématiques. A sa sortie de l'École, il eût pu, comme tant d'autres, s'élancer dans une des honorables carrières qui s'ouvraient, de toutes parts, devant lui. Mais il préféra, après avoir passé par l'École des ponts et chaussées et s'être fait recevoir ingénieur, venir, à l'issue de la Révolution de Juillet, continuer ses travaux à Paris, devenir professeur à l'École polytechnique, et ne pas abandonner les études auxquelles l'attachait une irrésistible vocation.

Une telle persistance, servie par une intelligence merveilleuse, ou par une rare instruction, ne pouvait manquer de porter ses fruits et de pousser M. Liouville aux plus hauts degrés de l'enseignement. Il fut, en effet, proclamé bientôt un des esprits les plus distingués de France dans les mathématiques transcendantes et les sciences exactes. Il a publié de nombreux ouvrages sur ses recherches de prédilection, et on lui doit une multitude de découvertes importantes qui lui ont valu l'honneur de siéger à l'Institut national et au bureau des Longitudes. Son frère est avocat au barreau de Paris et membre du conseil de l'ordre.

Ami personnel d'Arago, il n'a pas cessé de s'associer à ses opinions comme à ses lumières. Non moins dévoué à la liberté qu'à la science, il a été appelé à la Constituante par 96,087 voix, sur 100,106 votants, le second sur la liste des onze élus de la Meurthe.

LUDRE (DE).

Né en 1797 dans le département de la Meurthe, il descend d'une des plus illustres familles de la Bourgogne et de la Lorraine. Il débuta dans la carrière des armes comme officier de cavalerie, mais il quitta de bonne heure le service, où il s'était acquis une réputation honorable.

Il fit partie , en 1830, pour l'arrondissement de Château-Salins, de la Chambre des députés, dans laquelle il siégea sur les bancs de l'extrême gauche. A la suite du complot de Lunéville, frappé de condamnation par la Cour des pairs, il se réfugia en Suisse, où il vécut jusqu'à l'amnistie. Homme de courage, de dévouement, d'initiative et d'énergie, il fit partie avec Godefroy Cavaignac et autres de la Société des *Droits de l'Homme*, mais il appartient plus particulièrement à l'école républicaine religieuse de Buchez.

L'avènement de la République avait comblé tous ses vœux ; il était impossible que le département de la Meurthe ne songeât pas, dans sa gratitude, à envoyer le plus républicain de ses enfants à l'Assemblée nationale. Il y a été appelé par 92,262 voix, le troisième sur la liste des onze élus. Il avait déjà été honoré des fonctions de commissaire par le Gouvernement provisoire.

MARCHAL (PIERRE-FRANÇOIS).

Il est né à Nancy le 9 avril 1785. Après avoir fait son droit, il entra dans la carrière du notariat, qu'il a quittée deux ans avant son entrée à la Chambre des députés, où il a été appelé par le parti libéral, en 1827. Il s'y assit dans les rangs de l'opposition la plus avancée, vota avec les 221, prit une part très active à la Révolution de Juillet, et s'empara des télégraphes dont il fut nommé administrateur. Il en remplissait les fonctions, à la satisfaction générale, comme un homme rompu au métier, quand, en 1831, moins d'un an après, il crut devoir se retirer, ne voulant pas ordonner les mesures par lesquelles le premier ministre, Casimir Périer, faisait servir le télégraphe à l'influence des élections. Dans cette place qu'il a occupée gratuitement, il a été remplacé par un neveu du général Foy, dont le seul titre à cet emploi de haute confiance fut son dévouement à la réaction opérée par le ministre.

Les menées de l'administration firent échouer sa candidature en 1834 ; mais le collège de Sarrebourg lui ouvrit, de nouveau, les portes du parlement en 1837. En 1839, il discuta d'une manière remarquable plusieurs questions de finances. On connaît l'opposition qu'il fit à la dénomination de *trésor royal*, au lieu de *trésor public*, prétendant qu'alors on devait dire aussi *dette royale*. Cette réclamation produisit un effroyable scandale et amena contre son auteur les centres indignés. Dans sa louable sollicitude pour les progrès de l'agriculture, il sollicita les se-

cours du gouvernement pour la ferme de Roville, et soutint les questions relatives aux intérêts agricoles.

En 1845, il représentait encore à la Chambre l'arrondissement de Sarrebourg, quand un M. de Lacoste, député de Nancy, *extrà muros*, fut promu au grade de général de brigade pour prix de ses complaisances. M. Marchal, indigné de cette promotion scandaleuse, donna sa démission pour aller faire concurrence à la réélection du candidat ministériel; mais l'intrigue l'emporta et M. Marchal ne revint pas à la Chambre, au grand regret de l'opposition.

A l'avènement de la République, en février dernier, une commission provisoire s'étant spontanément improvisée à Nancy, il a été nommé par elle maire de la ville, et n'a pas peu contribué à y concilier l'établissement de la République avec le maintien de l'ordre public et le respect de la propriété. Ses concitoyens devaient un dédommagement aux persécutions auxquelles il a été trop longtemps en butte. 97,856 suffrages sur 100,106, c'est-à-dire la presque unanimité, l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le premier de tous sur la liste des onze élus de la Meurthe. Son indépendance n'est pas moins connue que sa persévérante opposition; son dévouement à la cause du peuple est aussi sincère qu'ancien.

SAINT-OUEN.

Né à Paris en 1798, il entra à l'École de Droit de cette capitale, après avoir fait de bonnes études. C'est aujourd'hui un avocat distingué et un ancien bâtonnier du barreau de Nancy; il se recommande plus, cependant, par la douceur et l'onction de sa parole, que par la fougue passionnée de son éloquence. Gendre d'Eusèbe de Salverte, l'ancien député libéral, de si regrettable mémoire, il s'est fait connaître depuis longtemps par ses tendances radicales modérées. Il est possesseur, en outre, d'une belle fortune, dont il fait un noble usage.

Nommé, après la Révolution de Février, commissaire du Gouvernement dans la Meurthe, il a, dans l'exercice de ses fonctions, montré non moins d'énergie que d'esprit de sagesse et de conciliation. 84,713 suffrages l'en ont récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale, le cinquième sur la liste des onze élus du département.

VIOX (ANTOINE-JOSEPH).

Ce propriétaire, né à Lunéville le 16 mars 1803, n'a, malgré

d'incontestables titres, jamais sollicité ni obtenu la moindre fonction salariée du gouvernement déchu. Membre du conseil municipal de sa ville natale, il s'y occupait, depuis longues années, de la direction à imprimer à l'éducation populaire, présidant les conférences d'instituteurs, et remplissant gratuitement l'emploi de secrétaire du comité supérieur d'instruction primaire de l'arrondissement.

Sa réputation bien établie de républicain, aux tendances sages et modérées, lui a valu du Gouvernement provisoire les fonctions de sous-commissaire, administration toute passagère, dans laquelle il a su se créer des titres durables à l'estime de ses concitoyens, qui l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, avec 70,848 suffrages, le septième sur la liste des onze élus du département.

VOGIN.

Il est né le 2 février 1809 à Dieuze (Meurthe), où il est propriétaire comme son père; mais, de plus, ingénieur des ponts et chaussées dans la Corse, il avait laissé sur le sol natal des souvenirs aussi honorables pour son caractère que pour son talent. C'est sous l'empire de ces souvenirs que sa candidature, toute républicaine, a conquis à Nancy un succès populaire : 63,401 suffrages sur 100,106 l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. C'est un homme de savoir et de cœur, qui appartient depuis longtemps à l'opinion démocratique avancée.

MEUSE.

Bar-le-Duc. — 8 Représentants.

BUVIGNIER (EUSÈBE-ISIDORE).

Né à Verdun (Meuse) le 3 avril 1812, il appartient, depuis 48 ans, au parti républicain, pour lequel il a combattu sans cesse. Ancien membre actif des Sociétés des Écoles, des Droits de l'Homme et des Amis du Peuple, il fut poursuivi en 1834 à Dijon, où il achevait son droit, commencé à Paris, pour la publication de brochures républicaines adressées à l'armée. Acquitté par le jury de la Côte-d'Or, il ne s'en vit pas moins exclu, pour quatre ans, de toutes les facultés de droit. Ces quatre

années expirées, il alla reprendre ses études à Toulouse, où il devint collaborateur assidu de toutes les feuilles démocrates.

Reçu licencié en droit, il vint faire son stage à Paris et alla s'établir ensuite dans sa ville natale, où il n'a pas cessé, même en pleine monarchie constitutionnelle, de répandre courageusement ses opinions républicaines. C'était à Verdun un des chefs les plus énergiques du parti démocrate.

Homme d'audacieuse initiative et de rare courage, il n'eut pas plutôt connaissance de la révolution parisienne, que, se rendant à l'Hôtel-de-Ville, il déposa, de sa propre autorité, le maire qu'il remplaça par son frère. Puis, s'installant, sans plus de cérémonie, à la sous-préfecture, il s'empara lui-même de l'administration et s'y rendit digne de la reconnaissance publique jusqu'au moment où 29,969 suffrages l'envoyèrent à l'Assemblée nationale.

Républicain avancé, le citoyen Buvignier s'est avantageusement posé dans la Constituante, et son nom a déjà retenti dans plus d'une discussion.

CHADENET.

Encore un avocat, et un avocat de Verdun ; mais celui-ci est plus âgé que le précédent, il est né en 1798 ; il est d'une opinion beaucoup moins fougueuse ; ses principes le classaient, même avant février, dans cette fraction de l'opposition libérale qui longeait le centre gauche. Du reste, comme avocat de mérite, élu souvent bâtonnier de son ordre depuis 1821, comme membre éclairé du conseil général depuis 1830, comme secrétaire habituel de cette assemblée, comme administrateur, de temps immémorial, des établissements de bienfaisance, il jouissait et jouit encore, dans son département, d'une légitime influence. Sous le régime déchu, il avait été trois fois porté vainement à la Chambre par les électeurs de l'opposition. 37,260 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des huit élus du département. Il fait partie du comité de l'organisation départementale et municipale.

DESSAUX.

Fils d'un ancien conventionnel, d'un membre des Cinq-Cents et du Corps-Législatif, qui le compta parmi ses secrétaires, d'un conseiller de préfecture, enfin, sous l'Empire, il est né à Bar-le-Duc le 25 mars 1797.

Avocat d'abord, il acheta ensuite une charge d'avoué et exerça, vingt-cinq ans, cette profession. Durant cette longue carrière, il s'est acquis, avec une honorable fortune, l'estime de ses compatriotes, qui sont venus le chercher à la campagne où il s'est retiré et l'ont élu, par acclamation, membre de l'Assemblée nationale, à 41,421 voix de majorité, le quatrième sur la liste des huit élus de la Meuse. C'est un homme d'un caractère énergique et ferme, qui se proclame hautement et sincèrement républicain.

ÉTIENNE.

Né en 1801, il est fils d'un des hommes les plus spirituels de notre époque, de feu Étienne, membre de l'Académie française et pair de France, auteur dramatique brillant, un des fondateurs de *la Minerve* et du *Constitutionnel*.

Nommé référendaire à la Cour des comptes en 1830, décoré, plus tard, de la Légion-d'Honneur par Louis-Philippe, et élu membre du conseil général de la Meuse, il succéda à son père dans le mandat législatif de l'arrondissement de Commercy, aux élections de 1839, et vint s'asseoir sur les bancs du centre gauche. Il fut réélu en 1842 et 1846.

C'est un homme d'un extérieur posé, d'une figure douce, intelligente et modeste. Sans avoir la prétention de succéder à son père comme littérateur, ni comme académicien, il s'est contenté d'être, comme lui, député indépendant, zélé, intègre.

Il a pris une part active aux travaux parlementaires du règne déchu, parlant, plusieurs fois, sur des questions de finance, faisant partie de diverses commissions, et réclamant, avec une rare insistance, la régularisation de la comptabilité dans l'administration de la Marine.

Il n'attendait pas la République; mais son avènement ne l'a pas surpris. Élu par 38,111 suffrages, le cinquième des huit représentants de la Meuse, il sera à la hauteur de la mission qui lui est confiée, et continuera sa chasse aux abus, sous quelque forme qu'ils se dissimulent.

GILLON (PAULIN).

Fils d'un honorable propriétaire, il est né à Rubécourt en 1797. Il avait un frère que ses opinions démocratiques firent porter à la députation après la Révolution de 1830; mais ce frère n'eut pas plutôt tâté des honneurs, qu'il parut y prendre goût; et le pouvoir, s'en apercevant, ne manqua pas d'acheter

ses complaisances au prix d'une place de conseiller de préfecture, qui, de progrès en progrès, devint un siège de conseiller à la Cour de cassation.

Le représentant actuel de la Meuse adoptera-t-il ces traditions de famille ? Avocat à Bar-le-Duc, dont il avait été fait maire du temps de M. Guizot, ayant appartenu sous l'ancien gouvernement à l'opinion représentée, dans l'ancienne Chambre, par le centre gauche, puis partisan de M. Thiers, et toujours défenseur ardent de la dynastie déchue, sera-t-il de force à maintenir énergiquement la République à l'Assemblée nationale, où l'ont appelé 36,759 suffrages ?

LAUNOIS.

Né à Bar-le-Duc le 16 janvier 1806, il entra à Saint-Cyr en 1824, servit au 11^e de dragon et au 55^e de ligne, fit, avec distinction, les campagnes d'Afrique, obtint les épaulettes de capitaine, et fut ensuite ingénieur civil à Bone. Retiré du service en 1838, et devenu, dans son département, riche propriétaire-cultivateur, il doit à ses mœurs douces et libérales, au zèle qu'il montre pour l'instruction primaire, dont il est inspecteur gratuit dans son canton, à son esprit élevé, à son caractère ferme, loyal, indépendant, l'honneur de figurer, en première ligne, sur la liste des huit élus de la Meuse, avec un contingent de 47,569 voix.

MOREAU (VALENTIN-ADOLPHE).

Fils et petit-fils de chirurgiens illustres, il est né le 27 février 1803 à Bar-le-Duc, et s'est occupé exclusivement, toute sa vie, d'agriculture. Maire de la commune de Chouville, où sont situées ses belles propriétés, depuis vingt-cinq ans, il habite l'arrondissement de Commercy, et y jouit de l'estime générale. 44,339 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le troisième sur la liste des huit élus du département de la Meuse.

SALMON (CHARLES-AUGUSTE).

Fils d'agriculteur, né à Riche (Meurthe) le 27 février 1805, il fit son droit à Paris, et entra, en 1820, dans la magistrature. Bien que fonctionnaire public, il a toujours appartenu à l'opposition, et voté constamment avec elle dans le collège électoral auquel il appartenait. Il est aujourd'hui procureur de la République près le tribunal de Saint-Mihiel.

L'instruction élémentaire a toujours été un des objets ardents de sa sollicitude; il a fondé, dans toute l'étendue du département de la Meuse, des conférences pour les instituteurs primaires, et publié, sur leurs devoirs, un livre remarquable, couronné par l'Académie.

Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 47,207 suffrages, le second sur la liste des huit élus de la Meuse. Republicanisme modéré.

MORBIHAN.

Vannes. — 12 Représentants.

BESLAY (CHARLES).

Propriétaire d'un établissement industriel à Paris, né à Dinan en 1795, fils de député et député lui-même, ami du respectable Dupont (de l'Eure), il a toujours voté, comme son père, avec l'extrême gauche. Tous ses efforts, en sa qualité d'industriel, ont eu pour but l'amélioration du sort des ouvriers dont il est l'ami et le protecteur. Il est connu très avantageusement dans l'arrondissement de Pontivy, où il possède une propriété. Depuis longtemps membre du conseil général du département, il fut nommé commissaire principal du Morbihan par le Gouvernement provisoire; et ce choix est du petit nombre de ceux qui ont eu l'assentiment général. Malheureusement, comme si on se fût repenti d'avoir bien fait, on donna à M. Beslay un collègue, avec lequel il ne crut pas devoir partager le pouvoir. Il se retira et fut regretté de tous. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 95,000 suffrages.

CRESPÉL DE LATOUCHE (LOUIS).

Avoué à Nantes, membre du conseil municipal, né le 31 mai 1808.

M. de la Touche est originaire du Morbihan qui l'a envoyé à l'Assemblée par 60,000 suffrages. Il s'est beaucoup occupé d'agronomie, et il a la réputation d'un homme de savoir et d'intelligence, il exerce à Nantes la profession d'avoué et jouit d'une

grande estime dans cette ville où il fait d'ailleurs partie du corps municipal.

DAHIREL (HYACINTHE).

Avocat à Lorient, né à Ploërmel le 15 octobre 1804.

L'aïeul maternel de M. Dahirel était député aux États-Généraux ; son père était député sous la Restauration.

En 1830, il quitta Brest et se fit inscrire au barreau de Lorient. Il devint bientôt bâtonnier de son ordre et fit partie du corps municipal. C'est un légiste instruit et un honnête homme. Élu à l'Assemblée nationale par 54,000 voix ; il s'y est déjà distingué dans plusieurs discussions importantes.

DANIÉLO (L'ABBÉ).

Curé de Guer (arrondissement de Ploërmel), né le 4 décembre 1808, M. l'abbé Daniélo est un légitimiste pur, qui n'a pas cru devoir faire parade de républicanisme pour arriver à la députation. Homme d'un grand savoir et riche de toutes les vertus apostoliques, il y joint une rare modestie. Il a été chargé de l'éducation des petits-neveux de Mirabeau, et s'est distingué comme professeur de mathématiques et de physique au petit séminaire de Sainte-Anne. Il a obtenu 71,000 suffrages.

FOURNAS AÎNÉ (ÉDOUARD DE).

Propriétaire à Plouay, né le 8 juillet 1803, ancien capitaine au deuxième cuirassiers de la garde royale, puis dans les dragons, démissionnaire en 1830, il s'est depuis lors occupé d'agriculture, et a été élu membre du conseil général du Morbihan.

M. de Fournas est un des hommes les plus honorables du pays ; ce n'est pas seulement la considération due au mérite que lui accordent ses concitoyens, c'est encore l'affection la plus vraie, en retour de sa bienveillance et de sa générosité. Ces qualités et ses allures franches et toutes militaires l'ont rendu très populaire. Il a été élu par 60,000 voix.

GUYOT-DUBODAN (FRANÇOIS-MARIE).

Procureur-général à la Cour d'appel de Rennes, il est né à Vannes en 1794.

M. Dubodan est le doyen du parquet de France. Il était légitimiste avant le 24 février. Peut-être est-il républicain de par le vieux proverbe *des extrêmes*. Nous aimons mieux croire qu'il est encore ce qu'il a été toute sa vie.

Plein de savoir et de bienveillance, il montra une certaine indépendance le jour où il chercha, sans succès, à faire absoudre le *Journal de Rennes*, organe de l'opinion démocratique.

Dans une autre circonstance, où il s'agissait d'ouvrir les portes des prisons aux détenus politiques, M. Crémieux lui ayant demandé des renseignements sur le chef des chouans Mandart et sur ses compagnons, l'opposition formelle de M. Dubodan ne contribua pas peu à ce que ces détenus ne fussent pas amnistiés.

Cette conduite a peut-être été approuvée par le ministère; mais, à coup sûr, elle ne l'a pas été par les légitimistes.

Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 72,000 suffrages.

HARCOUET DE SAINT-GEORGES

(JEAN-RENÉ).

Ex-député, propriétaire à Pluvigné, né le 3 octobre 1784, M. de Saint-Georges ou M. le comte de Saint-Georges est un légitimiste non rallié.

Il était député en 1827. Depuis très longtemps, il fait partie du conseil général du Morbihan. Charles X le nomma préfet; il refusa en disant qu'il était venu à la Chambre faire les affaires du pays et non les siennes.

En août 1830, il refusa le serment au nouveau roi et donna sa démission. Depuis lors il s'est occupé d'agriculture, de reboisement, de bruyères, etc. Son nom est béni dans le pays par tous les malheureux qui reçoivent ses nombreux bienfaits. En 1847, au moment de la cherté des blés, un incendie détruit un village voisin, il vole au secours des malheureux incendiés, leur distribue plus de 3,000 francs en espèces, et donne asile à soixante d'entre eux dans son château pendant tout l'hiver. L'humanité pour ses concitoyens est aussi du patriotisme. Il a été élu par 60,000 voix.

LA ROCHEJAQUELEIN (HENRI DE).

Issu de l'ancienne maison du Vergier de La Rochejaquelein, originaire du Poitou, il compte, parmi ses nombreux ancêtres, un croisé, dont les armes figurent au musée de Ver-

sailles ; deux combattants de Pavie ; un compagnon de Henri IV, blessé d'une mousquetade à la bataille d'Arques ; un mestre-de-camp, mort à Saint-Domingue de blessures reçues à l'abordage d'un corsaire ; un général en chef des armées vendéennes, qui s'écriait : « Si j'avance, suivez-moi ; si je recule, tuez-moi ; si je meurs, vengez-moi ! » un brillant officier de carabiniers sous l'Empire, général sous la Restauration, qui reçut, à la bataille de la Moskowa, plusieurs blessures, dont un coup de sabre dans le côté et deux sur le visage ; un combattant de Saint-Domingue, qui refusa de servir l'Empereur, fit, en 1815, la guerre de Vendée, organisa, comme général, les grenadiers à cheval de la maison de Louis XVIII, et tomba, durant les Cent-Jours, dans la guerre civile de l'Ouest, frappé d'une balle au cœur.

Le fils de ce dernier héros, auquel nous consacrons cette notice, est né le 28 septembre 1805. Sa mère, femme si courageuse et si infortunée, était veuve, en premières noces, du général vendéen marquis de Lescure. Il fut créé pair de France en 1815, à la seconde restauration, n'étant âgé que de onze ans. Il entra au service en 1821 et fit, en 1823, la guerre d'Espagne. Officier, en 1828, dans les grenadiers à cheval de la garde royale, il demanda à faire une croisade en Grèce, faveur qui lui fut refusée, mais il obtint, en échange, l'autorisation d'aller servir la Russie contre les Turcs dans le Balkan, en qualité de volontaire. « Je guerroyais pour passer le temps, a-t-il dit de lui-même à la Chambre, n'ayant alors rien de mieux à faire. »

De retour en France, il épousa mademoiselle de Coussay, dont il a eu plusieurs enfants. Il ne lui reste aujourd'hui qu'un fils et deux filles. Bientôt la Révolution de 1830 le détermina à abdiquer ses fonctions à la Chambre des pairs, où son âge ne lui avait pas encore permis de siéger. Néanmoins il ne renonça pas à s'occuper des intérêts de son pays : homme d'activité et de persévérance, il sut, en dehors de ses opinions politiques, suivre les idées de son siècle et faire servir sa fortune au progrès de l'industrie. Grâce à sa bienveillante protection, d'ingénieuses idées purent être mises au jour, et, par ses *inexplosibles de la Loire*, la navigation de ce fleuve devint possible dans toutes les saisons.

En 1842, il fut nommé député par le collège de Ploërmel, et, dès son entrée à la Chambre, il prit part à la majeure partie des discussions. C'est un homme d'énergie et un consciencieux orateur ; sa stature imposante et sa voix fortement accentuée,

la conviction qui se manifeste dans ses moindres paroles, le font respecter de tous. Il a une large tête, ombragée d'une épaisse chevelure, mais il la rejette parfois un peu trop en arrière, ce qui lui donne un air de morgue qui contraste avec son caractère si éminemment affable. C'est bien là un chevalier de vieille roche, mais ce n'est pas un petit marquis de salon. Plus que tout autre, il a le courage ou plutôt l'audace de ses opinions. Quand il monte à la tribune, c'est des premiers, comme à la brèche. Dévoué à la dynastie de Bourbon, non par intérêt, mais comme Chateaubriand jadis, par honneur, par tradition de famille, il se battrait volontiers pour elle, si l'on se battait encore en France pour des dynasties. Bien que ses anciennes convictions le rattachent au passé, il n'en vote pas moins, les yeux fixés sur l'avenir, pour toutes les réformes démocratiques.

Les différents projets d'adresse, le recrutement de l'armée, la réforme des prisons, la translation du domicile politique, la police des chemins de fer, la réforme électorale, la liberté d'enseignement firent successivement briller son éloquence à la Chambre. Traitant toutes les questions, sans jamais dissimuler sa pensée, il trouvait souvent autour de lui des contradicteurs, il n'avait pas un ennemi sur un seul banc.

Il joua surtout un rôle important dans l'affaire dite de la *flétrissure*, où, se séparant de ses collègues de Belgrave-Square, il repoussa fièrement l'expression blessante dont on prétendait châtier sa conduite et donna sa démission, pour en appeler de l'outrage des centres philippistes au jugement des électeurs de la France, exemple que durent suivre tous les députés qui se trouvaient dans la même position que lui.

Il fut réélu, un mois après, par le collège de Ploërmel. Depuis, il prit part à presque toutes les discussions de la Chambre, et l'on admira constamment sa fermeté de principes, la loyauté de son caractère et l'étude approfondie de toutes les questions qu'il était appelé à traiter. Il disait, en 1843, à propos du budget des dépenses : « Un égoïsme corrupteur envahit tous les rangs ; j'ai perdu, comme le reste de la nation, toutes mes illusions à l'égard des pouvoirs constitutionnels de l'État et je ne crois plus à leur indépendance. Je vois, en toutes choses, le mal l'emporter sur le bien ; et l'avenir me paraît s'assombrir de jour en jour. »

Toujours animé par le désir du bien et mû par de généreuses pensées, M. de La Rochejaquelein sollicita, vers le même temps, du ministère Guizot, l'autorisation de former, au profit des inondés de la Loire, une loterie qui, par d'ingénieuses

combinaisons, eût procuré un secours de dix millions aux nombreuses victimes de ce désastre. Cette autorisation lui fut refusée!

M. de La Rochejaquelein, membre de la Légion-d'Honneur et de plusieurs ordres qui lui ont été accordés sur divers champs de bataille en Turquie, fut réélu député aux dernières élections du régime déchu. Après la Révolution de Février, il a été un des premiers à saluer la nouvelle République par une adresse solennelle, dans laquelle il lui promet son loyal concours. 61,000 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des douze représentants du Morbihan. Il y a pris, plusieurs fois, la parole avec succès et s'y est toujours montré digne de lui-même.

LEBLANC (L'ABBÉ).

Professeur de mathématiques, né à Lorient le 9 novembre 1813, il ne fait pas tache à la députation du Morbihan, qui est toute légitimiste, à l'exception de M. Beslay.

M. Leblanc n'a point pris de passe-port républicain.

On le donne comme un homme d'une grande valeur intellectuelle et de beaucoup de modestie. Habile prédicateur, il a professé d'abord la rhétorique au petit séminaire de Sainte-Anne; puis, après un repos nécessité par l'état de sa santé, il a pris une classe de mathématiques. 61,000 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

PARISIS.

Evêque de Langres, né à Giën, âgé de 55 ans.

Ancien curé de Giën, et puis d'Orléans, instruit, capable, éloquent, il est un des plus habiles champions de la liberté religieuse et de la liberté de l'enseignement. Ses écrits ont jeté le jour le plus vif sur ces questions. Etranger aux querelles des partis et considérant les luttes d'ici-bas de la hauteur du point de vue personnel chrétien, il a accepté, sans hésitation, la nouvelle forme républicaine, et jouit d'une grande considération dans l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 60,000 suffrages.

PERRIEN (ARTHUR DE).

Propriétaire, membre du conseil général du Morbihan, né à Cologne le 5 octobre 1792.

Fils d'un émigré qui, sous la Restauration, siégea à la Chambre sur les mêmes bancs que Royer-Collard, M. de Perrien entra aux chevaux-légers de la maison du roi en 1814, puis devint officier dans un régiment de chasseurs à cheval.

La Révolution de 1830 le trouva paisible dans son château de Lannouan, s'occupant de travaux agricoles, d'études sérieuses et de bienfaits à répandre. Elle l'appela à remplacer son père au conseil général du département.

M. de Perrien est légitimiste, comme la plupart de ses collègues du Morbihan, mais c'est un homme honorable qui veut l'ordre partout. Élu par 55,000 voix.

PIOGER (FRÉDÉRIC DE).

M. de Pioger, né à Saint-Vincent (Morbihan) le 1^{er} août 1816, descend d'une famille où les exemples de patriotisme et de fermeté civique ne manquent pas. Il fit d'excellentes études au collège de Pont-Levoy, et fut reçu licencié en droit à la Faculté de Rennes, en 1838. Il s'est fait connaître avantageusement par quelques articles qui ont été publiés dans les journaux et les revues. L'histoire, la philosophie, la politique sont ses études favorites. Son caractère grave, réfléchi, sa loyauté lui ont valu une grande popularité dans le district agricole de Redon, où il a fixé sa résidence. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 60,000 voix.

MOSELLE.

Metz. — 11 Représentants.

ANTOINE (JOSEPH).

Agé de 55 ans, il est né à Thionville. Son père et sa mère étaient ouvriers; ils avaient dix enfants qu'ils ont élevés avec le fruit de leur travail de chaque jour. C'est aussi à force de travail et de bonne conduite que leur fils est parvenu à se faire une position. Brasseur et cultivateur à Kédange, il a toujours vécu au milieu du peuple, il en partage les goûts et les sympathies. Sa popularité est fort répandue; il a constamment professé

des opinions républicaines; ses mœurs sont simples; son caractère est ferme; il est aimé et estimé de tous les patriotes. Il a été élu par 69,937 voix, le dernier sur la liste des onze représentants de la Moselle.

BARDIN.

Né le 18 novembre 1794, ancien élève de l'École polytechnique, répétiteur à cette célèbre école qui a formé tant d'hommes remarquables, il fut nommé professeur de mathématiques et de mécanique à l'École d'application de Metz. On sait que cette ville figure au premier rang de celles qui ont inauguré et développé, dans leur sein, l'enseignement scientifique et industriel pour les classes laborieuses. Elle ne le doit à personne plus qu'à M. Bardin; à cet égard, il a mérité et obtenu toute la reconnaissance publique. Ses tendances et ses sympathies populaires lui ont valu l'honneur d'être nommé membre du conseil municipal, où l'ont fait arriver ses amis de l'opposition.

Le gouvernement renversé par la glorieuse Révolution de Février l'avait puni de son dévouement de vingt années à la cause du peuple, en l'éloignant de Metz, et en lui conférant à Strasbourg des fonctions que sa position de père de famille et son défaut de fortune le mirent dans la nécessité d'accepter; mais il donna bientôt sa démission, et vint s'établir à Paris, où il a été appelé à la direction d'une école libre d'arts et métiers. 77,076 voix ont envoyé M. Bardin à l'Assemblée nationale, le neuvième sur la liste des onze élus de la Moselle. C'est un homme de science pratique, un républicain à la fois de mœurs et de principes.

DESHAYES (ACHILLE-NICOLAS).

Né à Sarreguemines le 23 décembre 1802, il suivit, quelque temps, la carrière du barreau, et entra ensuite dans la magistrature. En 1830, ses opinions libérales lui valurent de l'avancement; mais, ami sincère de la liberté, il ne tarda pas à donner sa démission, et refusa constamment, depuis, toutes fonctions publiques sous un gouvernement rétrograde. Livré exclusivement à l'exploitation de ses belles propriétés, situées à Weidesheim, chéri dans l'arrondissement de Sarreguemines, auquel le rattachent toutes ses alliances de famille, ami de MM. Billaudel et Woirhaye, il a toujours figuré dans les rangs de l'opposition libérale et est prêt à se dévouer tout entier à la sainte

cause de la République. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 92,526 suffrages, le quatrième sur la liste des onze élus de la Moselle.

DORNÈS AÎNÉ.

Fils d'un général de la République et de l'Empire, mort à Wilna à la suite de la désastreuse campagne de 1812, il était né en 1799 à Lyon. Sa famille est depuis longtemps fixée à Metz, et son frère dirige l'une des salines de Saltzbronn.

Ardent apôtre, zélé défenseur de la sainte cause de la liberté, il est mort le 20 juillet des suites de la blessure qu'il avait reçue dans les fatales journées de Juin, sur les barricades, au moment où il allait, comme représentant du peuple, porter aux insurgés des paroles de conciliation. Mourant, il écrivait aux journaux la lettre admirable que tout le monde a lue, et dans laquelle il appelait la clémence sur ceux qui l'avaient frappé, et la commisération sur leurs familles. La veille de sa mort, dans le délire de la fièvre, il prononçait ces paroles : « Cessez une guerre fratricide ! la République vous ouvrira les bras. »

Ses obsèques ont été célébrées avec pompe à l'église Saint-Germain-des-Prés ; la garde nationale, la ligne, le pouvoir exécutif y étaient représentés ; l'Assemblée nationale y figurait presque entière. Une foule compacte et recueillie obstruait les abords du temple. Au cimetière du Mont-Parnasse, où le corps a été déposé en attendant sa translation à Metz, des discours ont été prononcés par MM. Cormenin, Woirhayé, Aiguebelle et Charles Thomas, son collaborateur au *National*.

La Moselle a à élire un nouveau représentant du peuple en remplacement de Dornès, à qui elle avait accordé 76,734 suffrages.

ESPAGNE AÎNÉ.

Né à Reims le 19 février 1793, il est le fils du général Espagne, mort au champ d'honneur. Fidèle aux traditions paternelles, il ne voulut pas servir une dynastie imposée par l'étranger, renonça à une carrière dans laquelle il s'était déjà signalé, et brisa son épée en 1815. Comme les sublimes guerriers de l'antiquité romaine, il s'est fait laboureur à Méry, guide lui-même la charrue et exploite ses propriétés rurales. Sa vie laborieuse est celle d'un honnête cultivateur. C'est un des propriétaires les plus considérés, un des plus savants agronomes de la Moselle. Envoyé à l'Assemblée nationale par 78,325 suffrages,

le septième sur la liste des onze élus de ce département, les intérêts de l'agriculture, intérêts si importants et si méconnus, trouveront en lui un homme pratique, un représentant éclairé, à convictions fortes et généreuses. Ils n'auraient pu être remis en de meilleures mains. C'est un travailleur comme Peupin et un penseur comme Lamartine. Il ne laissera pas croître l'ivraie sur le sol de la République.

LABBÉ.

Né en 1801, dans l'arrondissement de Briey, il y est aussi aimé et aussi estimé que dans la ville de Metz, qu'il habite depuis longtemps. Jadis notaire, aujourd'hui membre du conseil municipal, membre du conseil général du département depuis 1830, et maître de forges, occupant 800 ouvriers, gendre de M. Genot, ancien député de l'opposition, il a manifesté les mêmes sentiments patriotiques sous la Restauration et sous le gouvernement déchu. Il était ami de Bories et a fait, trente ans, partie de toutes les sociétés secrètes. Il entretenait une active propagande républicaine jusque parmi ses ouvriers, qui le regardent comme leur père et ont réuni entre eux une collecte de 500 fr. pour les blessés de Février, quoique beaucoup soient chargés de famille et gagnent à peine de quoi suffire à leur subsistance. Personne n'est plus honorable et plus honoré que lui. Envoyé presque unanimement à l'Assemblée nationale par 92,638 suffrages, le troisième sur la liste des onze élus de la Moselle, les idées vraiment progressives et populaires l'auront toujours pour défenseur énergique et dévoué, les mesures violentes et tyranniques pour adversaire implacable. Il fait partie du comité du commerce et de l'industrie.

PONCELET (JEAN-VICTOR).

Né à Metz le 1^{er} juillet 1788, ami d'Arago, il occupe un des premiers rangs parmi les hommes remarquables sortis de cette admirable École polytechnique que Napoléon appelait *sa poule aux œufs d'or*. C'est, on peut le dire, sans crainte, une des gloires de la France. Prisonnier de guerre au fond de la Russie, il en a rapporté en France une haine profonde contre toute tyrannie. Jamais il n'a été le flatteur du pouvoir, vis-à-vis duquel il a toujours su conserver l'indépendance de son opinion. La lenteur de son avancement militaire, malgré ses titres incontestables, en est la preuve. Il n'est général du génie que depuis

la Révolution de Février, quoique depuis longtemps ses roues à aubes courtes, ses autres perfectionnements remarquables en mécanique, ses découvertes en astronomie, ses voies nouvelles dans le champ des mathématiques l'eussent appelé à l'Académie des sciences. Enfant de Metz, il est surtout cher à ses concitoyens par le souvenir des trois années de leçons qu'il fit jadis, dans cette ville, aux classes ouvrières, au milieu de nombreuses occupations et de cruelles souffrances.

Il est, depuis peu, cependant, gouverneur de cette École polytechnique dont il se rappelle avec bonheur avoir été un des élèves. Son caractère personnel est des plus honorables. C'est un homme modeste, simple, étranger à toute ambition et à toute intrigue. Sa vie est plutôt celle d'un savant que d'un militaire ou d'un homme politique. Il est animé du patriotisme le plus sincère et le plus pur. Appelé à l'Assemblée nationale par 93,952 suffrages, le second sur la liste des onze élus de la Moselle, il fortifiera dans le sein du Corps législatif les rangs de la fraction prudente qui veut préserver notre jeune République de toute souillure et la sauver de tout excès.

TOTAIN (NICOLAS).

M. Totain, né le 10 septembre 1782 à Ingerville (Manche), a été soldat, simple soldat dans la garde impériale. Son père était maître canonnier à bord de la corvette *la Décade*, blessé au combat naval d'Algésiras, en l'an II de la République, il vint mourir, un an plus tard, dans ses foyers. Il laissait une veuve et quatre enfants sans appui.

Nicolas, entré au service le 14 avril 1804, a combattu 11 ans 10 mois 25 jours, se signalant dans dix campagnes, plus de dix grandes batailles, et plus de vingt combats, blessé six fois dont trois gravement, fait prisonnier de guerre trois fois, deux en Espagne et une à Dresde par capitulation. Sa carrière militaire enfin commença à Austerlitz et finit à Waterloo.

Retiré du service, par suite du licenciement de l'armée de la Loire, il a quitté le fusil du soldat pour prendre la truelle du maçon. Sans fortune, il est parvenu, par son travail et par sa conduite exemplaire, à s'établir et à élever patriotiquement sa nombreuse famille. D'une obligeance sans bornes, on l'a vu, plus d'une fois, se réduire, avec sa famille, au pain sec et à l'eau claire, pour rendre service aux malheureux qui avaient recours à sa bourse. Il s'est privé de tout ce que les autres appellent jouissance et plaisir pour soutenir, vingt-cinq ans, la

pénible existence de sa bonne vieille mère. Jouissant à Metz d'une grande considération et d'une immense popularité, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui l'ont désigné comme candidat à l'assemblée des délégués; et tous les cantons ont confirmé cette désignation, à une immense majorité. Plus de 93,000 voix l'ont appelé à la Constituante, le cinquième sur la liste des onze élus du département. Il y apporte un caractère droit, un sens honnête, un esprit modéré. Partisan de toutes les mesures qui peuvent améliorer le sort des pauvres, dont plus que personne il a été à même d'apprécier les besoins; il est, en même temps, ennemi juré de toute mesure violente et spoliatrice. Comme tous les bons travailleurs, il veut sauvegarder la propriété acquise et héréditaire; comme Garnier-Pagès (l'ancien) il veut allonger les vestes sans raccourcir les habits. La pierre qu'il apportera à l'édifice de notre Constitution ne sera pas la moins utile.

REYNAUD (JEAN).

Né à Lyon en 1806, pupille du conventionnel Merlin de Thionville, qui l'a fait élever au collège de Thionville, il est devenu un des élèves les plus distingués de l'École polytechnique, et est entré ensuite dans le corps des ingénieurs des mines, qu'il a abandonné avant d'avoir terminé ses études à l'École spéciale.

La Révolution de 1830 le décida à suivre une autre carrière, qui lui paraissait plus libre et plus utile au pays. Son goût prononcé pour la philosophie et les sciences lui a acquis la haute réputation dont il jouit, et qui a fixé déjà, à plusieurs reprises, l'attention de l'Académie des sciences. Publiciste distingué, esprit profond, âme généreuse, moins entraîné par l'ambition que soumis à l'empire des idées auxquelles son intelligence est acquise, exempt de tout contact avec les pouvoirs du dernier règne, il a su attendre que le flot des événements montât jusqu'au sommet où reposait son navire. Ses principaux travaux sont consignés dans la *Revue encyclopédique* et dans l'*Encyclopédie nouvelle*, deux recueils, d'une grande portée, où il a eu pour collaborateurs ses amis Hippolyte Carnot et Édouard Charton.

Condamné en 1834, par la Chambre des pairs, pour l'énergie avec laquelle il avait loyalement défendu les accusés d'avril, il a été appelé par la Révolution de Février à une position vraiment digne de lui et de ses antécédents. Nommé, dès l'origine, président du Comité des hautes études scientifiques et litté-

raires, chargé de réviser les conditions de l'instruction publique, quand ce ministère a été confié à Hippolyte Carnot, avec Edouard Charton pour secrétaire-général, il a apporté dans l'accomplissement de ces travaux préparatoires l'autorité d'une grande intelligence, jointe à la plus constante aménité de caractère; il a noblement résigné ses fonctions, avec le second de ses amis, le jour où M. Carnot, après une orageuse discussion à l'Assemblée nationale, a cru devoir, par une susceptibilité qui l'honore, se retirer du ministère.

Il avait été appelé à l'Assemblée nationale par 77,087 suffrages, le huitième sur la liste des onze élus de la Moselle. C'est une des plus remarquables capacités que la Constituante compte dans son sein, un républicain socialiste du premier ordre, réunissant toutes les qualités qui font le grand citoyen. Son rôle n'est pas encore fini. La France démocratique peut compter sur ses services dans un prochain avenir.

VALETTE DE REMILLY.

Il est né le 26 ventôse an XII, à Loûtre, près de Sarrelouis, anciennement dans le département de la Moselle, aujourd'hui en Prusse. Il a été d'abord avocat, puis magistrat. Dire que, pour avoir signé l'association nationale contre les Bourbons de la branche aînée, et n'avoir pas voulu retirer sa signature, sur l'ordre des Bourbons de la branche cadette, il a été révoqué, en 1831, des fonctions de substitut de Metz qui lui avaient été conférées à la Révolution de 1830, c'est faire l'éloge le plus complet des opinions fermes et courageuses de cet honorable représentant du peuple.

Il habite une propriété rurale, à la culture de laquelle il consacre tous ses soins; il s'est également beaucoup occupé de l'instruction primaire, dont il est, depuis longues années, inspecteur gratuit; qu'il a propagée tant qu'il a pu dans le département de la Moselle; pour laquelle il a fait de lourds et nombreux sacrifices, et qu'il a constamment défendue, de sa parole et de sa plume, contre les attaques de certain parti qui ne voudrait que trop la dominer et l'absorber.

Toujours, enfin, il a contribué de toutes ses forces à l'amélioration matérielle et morale de son pays; toujours il s'est préoccupé des besoins des classes pauvres. Appartenant de longue date au parti libéral avancé, il fera tout pour consolider l'ordre nouveau. 78,980 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des onze élus de la Moselle.

WOIRHAYE (CHARLES-LOUIS).

Né en 1798, d'une famille honorable de Metz, enfant du peuple, fils de ses œuvres, il a été reçu avocat en 1818, et a rapidement conquis une des plus éminentes positions du barreau de sa ville natale. De 1827 à 1830, il avait eu déjà l'occasion de donner des gages de son dévouement aux grands intérêts, alors si menacés, de la Révolution de 1789, prêtant constamment l'autorité de son talent et de ses convictions politiques à tous les libéraux, à tous les démocrates qui luttèrent contre le gouvernement monarchique. On le vit défendre notamment, avec succès, devant les tribunaux de la Restauration, le *Courrier de la Moselle* et l'Association nationale pour le refus de l'impôt.

Appelé, en 1830, aux fonctions de procureur-général de la Cour de Metz par le vénérable Dupont (de l'Eure), il n'y fit qu'un court passage et donna ou reçut, dès le mois de mars 1831, sa démission, pour avoir inscrit son nom sur les listes d'une nouvelle association formée contre le ministère Casimir Périer.

Dans le cours de l'été de 1831, il eut, comme officier supérieur de la garde nationale, l'occasion d'adresser la parole à Louis-Philippe, et fit retentir à l'oreille de ce roi, des vœux, en faveur de la Pologne, qui furent mal accueillis. En 1835, il prit part à la vaste défense collective des accusés d'avril, devant la Cour des pairs, et fit de vains efforts pour empêcher que cette grande manifestation ne se perdît dans la confusion et la violence.

Bâtonnier de l'ordre des avocats, colonel de la garde nationale de Metz, membre du conseil municipal de cette ville, chef reconnu de l'opposition parmi ses concitoyens, il a exercé, depuis cette époque, dans le département de la Moselle, un ascendant, auquel ses adversaires ont rendu plus franchement hommage peut-être que ses amis politiques. C'est le privilège inévitable d'un grand talent, uni à un beau caractère.

Appelé, de nouveau, aux fonctions de procureur général près la Cour de Metz, par la Révolution de Février, qu'il avait sollicitée de tous ses vœux et hâtée de tous ses efforts, il a suivi, avec une habileté rare, depuis l'avènement de la République, une ligne de modération, à la fois, et de fermeté, qui a facilité beaucoup la brusque transition qu'on avait à subir et augmenté encore la légitime popularité dont il jouit depuis longtemps. Investi, par la confiance des ouvriers de sa ville natale, de la

présidence des assemblées populaires de la localité, il a été élu à l'Assemblée nationale, le premier, sur la liste des onze représentants de la Moselle, par 94,582 voix, c'est-à-dire par la presque unanimité des suffrages.

Son départ a été un véritable triomphe; les acclamations de la foule l'ont escorté jusqu'à la voiture qui l'a emporté à Paris. Dans la Constituante, il s'est montré digne de tout ce beau passé; il s'est fait remarquer avantageusement dans plusieurs discussions; et ses collègues, jaloux de payer un juste tribut d'hommage à sa vie entière, l'ont nommé membre de la commission de constitution. Le citoyen Woirhaye est une des espérances parlementaires les plus fondées de la nouvelle France républicaine.

NIÈVRE.

Nevers. — 8 Représentants.

ARCHAMBAULT (ÉMILE).

Marchand de bois, maire de Prémery (Nièvre), né le 11 juin 1793, il a gagné, par son industrie, son activité, la position qu'il occupe aujourd'hui. Il a été élu successivement conseiller municipal, puis maire de sa commune, puis enfin membre du conseil général. C'est un homme loyal et franchement républicain. Élu par 34,070 voix.

DUPIN AÎNÉ (ANDRÉ-MARIE-JEAN-JACQUES).

Fils aîné de Charles-André Dupin, membre de l'Assemblée législative et procureur impérial, il est né à Varzy (Nièvre) le 1^{er} février 1783.

Élevé par son père, qui lui donna une instruction solide, il vint étudier le droit à Paris, sous la fin du Directoire, et soutint, à vingt-trois ans, devant le célèbre Treilhard, la première thèse pour le doctorat, depuis le rétablissement des écoles. Admis au nombre des avocat de la capitale, la clientèle ne lui arriva pas aussitôt; il profita de ce repos forcé pour étendre le cercle de ses connaissances.

Vers 1809, sa renommée commença à poindre au Palais ; quelques plaidoiries brillantes le mirent bientôt tout à fait en relief, et il ne tarda pas à être connu comme avocat de premier ordre et profond jurisconsulte.

En 1810, il concourut pour une chaire de droit, et la mérita, de l'avis unanime du public, sans l'obtenir de ses juges.

Au moment où il travaillait à la classification des lois de l'Empire, comme membre d'une commission nommée par le Grand-Juge, arrivèrent la chute de Napoléon et la première Restauration.

Sa réputation d'orateur, de savant et de patriote, appela sur lui, en 1815, l'attention des électeurs de la Nièvre, qui l'envoyèrent à la Chambre des représentants. Il donna, un des premiers, l'exemple de l'indépendance, en s'opposant avec énergie à la proposition faite par Félix Lepelletier, d'élever une statue à Napoléon, sur les bords du golfe Juan, avec cette inscription : *Au sauveur de la patrie !* Et cependant, cette motion, que M. Dupin qualifiait alors de flatterie, n'était qu'un acte d'enthousiasme et de justice.

Après le désastre de Waterloo, quand Napoléon vaincu, mais non découragé, attendait, au palais de l'Élysée, qu'on lui permit de mourir ou de vaincre à la tête des glorieux débris de nos armées, M. Dupin s'exalta tout à coup jusqu'à parler d'un autre 18 brumaire à empêcher, jusqu'à provoquer une seconde abdication.

Dans la séance secrète du 21 juin, il s'opposa avec force à ce qu'on proclamât Napoléon II, et, cependant, homme de tact et de bon sens, il savait les résultats que devait amener cette odieuse injustice, cet acte anti-national. La chute de la dynastie impériale allait nous rendre une troisième fois les Bourbons, leur incapacité, et leurs réactions.

Ces réactions ne tardèrent pas en effet à se montrer, et 93 fut surpassé. M. Dupin s'avoua-t-il la faute énorme qu'il avait commise, et eut-il à cœur de l'effacer ? Nous devons le croire. Toujours est-il qu'il prêta aux victimes de la fureur des *blancs* le noble et généreux appui de son talent. Cette époque est pour lui l'époque d'une gloire impérissable. Ajoutons que c'est aussi l'époque de sa fortune. Il se chargea, de concert avec Berryer père, de défendre l'illustre maréchal Ney, et, s'il échoua dans cette noble tâche, qu'on se souvienne que le sort du maréchal était arrêté d'avance.

« Accusateur, s'écria M. Dupin, en s'adressant au procureur général Bellart, vous voulez placer sa tête sous la foudre, et

nous, nous voulons montrer comment l'orage s'est formé. »

Depuis ce moment, M. Dupin fut chargé de toutes les causes politiques importantes. Il prêta l'appui de son éloquence à la veuve du maréchal Brune, contre le libelliste Martinville, qui avait outragé la mémoire de cette grande victime; il défendit les trois Anglais, Robert Wilson, Bruce et Hutchinson, qui avaient favorisé l'évasion du comte de Lavalette; il défendit encore le duc de Rovigo, les généraux Alix, Gilly, Caulincourt et une foule d'autres. En 1829, le 24 octobre, il plaidait pour le *Journal des Débats*, poursuivi pour un article terminé par ces mots : *Malheureuse France! Malheureux roi!*

Dès 1819, on lui avait offert la place de sous-secrétaire d'État au ministère de la justice, avec le titre de maître des requêtes, et quarante mille francs d'appointement. Il avait refusé.

En 1820, le duc d'Orléans le nomma membre de son conseil d'apanage et avocat de sa famille. Il fut chargé, depuis, d'enseigner au duc de Chartres les notions élémentaires de la science du droit.

Dans sa défense de Béranger, notre poète lyrique, le talent de l'avocat fut à la hauteur de celui de l'accusé.

En 1825, dans le fameux procès de tendance, il peignit d'un seul trait l'institut de Loyola, en le comparant, après le célèbre Arnault, à une épée dont la poignée est à Rome et la pointe partout.

En 1826, lui, l'ennemi des jésuites, le conseil et le guide de M. de Montlosier dans sa dénonciation contre les enfants de Jésus; lui gallican déclaré et janséniste de cœur, alla à Saint-Acheul rendre visite au Père Loriquet, et fut traité en ami par les révérends Pères.

En 1828, il reparut à la Chambre, et y fut, en 1830, le rapporteur de l'adresse des 221, d'où sont sorties les ordonnances du 25 juillet.

M. Dupin, plus légiste et jurisconsulte qu'homme politique, n'a voulu voir, dans la Révolution de 1830, qu'une *résolution de contrat par suite de la mauvaise foi de l'une des parties*. Il fut nommé successivement membre du conseil des ministres, président du conseil privé, procureur général à la Cour de cassation, et recut le grand cordon de la Légion-d'Honneur. Il se montra inflexible, comme magistrat, pour les patriotes difficiles d'alors, qui refusaient de se reconnaître *satisfaits*.

Lors de l'insurrection des 5 et 6 juin 1832, quand on agita la question de mettre Paris en état de siège, la France entière cria

anathème; mais lui garda un silence froid qui encouragea le pouvoir dans sa marche agressive.

Pour reconnaître un service, que peut-être il n'avait pas voulu rendre, la majorité ministérielle le porta huit fois à la présidence de la Chambre; huit fois aussi, il n'eut qu'à choisir entre des portefeuilles de ministre; mais toujours il imposait des conditions que le *système* ombrageux ne pouvait admettre. Il fallut bien renoncer à lui et le laisser simple député.

M. Dupin a l'humeur rétive et irritable; s'il est, de sa nature, indépendant, il est courtisan par boutade, susceptible des impressions les plus diverses et des affinités les plus contraires. Sa constitution morale manque d'équilibre: elle est belle et ferme dans certaines parties, mesquine et molle dans certaines autres. Sous l'ancien régime, on aurait pu dire de lui qu'il *ne savait pas la cour*. Il n'est maître ni de son geste, ni de ses yeux, ni de son visage; il n'est ni profond, ni impénétrable; si nul incident ne trouble sa tranquillité intérieure, qu'il préfère à tous les autres biens, il est aimable, prévenant, communicatif. En définitive, ce n'est pas un seul homme, ce sont plusieurs hommes. Jurisconsulte, nul n'a plus de profondeur et de science; orateur, il possède une dialectique serrée, une éloquence persuasive; homme d'esprit, il a surtout l'à-propos, la vivacité et la saillie.

Il est, depuis 1832, membre de l'Académie française, et membre de l'Académie des sciences morales. De 1839 à 1848; il a fait à la Chambre de l'opposition à la politique gouvernementale, sans monter très souvent à la tribune. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 24,140 suffrages, le dernier sur la liste des huit élus de la Nièvre.

GAMBON (CHARLES-FERDINAND).

M. Gambon, juge suppléant au tribunal civil de Cosne (Nièvre), né à Bourges le 19 mars 1820, était avocat à 19 ans. Il fut l'un des fondateurs du *Journal des Ecoles*. Ce ne fut qu'en 1846 qu'il quitta Paris pour revenir dans sa famille qui le fit nommer, malgré lui, juge suppléant au tribunal civil. Comme il appartenait à l'opposition, il lutta aussi de toutes ses forces contre l'élection du procureur général Delangle, et fit tant que le ministre le conduisit deux fois devant la Cour royale. Plus tard, il fit partie d'un banquet réformiste, refusa de porter un toast au roi, et parla hautement de la souveraineté du peuple. Traduit de nouveau, on le condamna à cinq ans de suspension.

M. Gambon était plus républicain que jamais quand arriva la République. On voulut faire de lui un commissaire du gouvernement. Il refusa. Il a été élu par 29,514 suffrages.

GIRERD (FRÉDÉRIC).

M. Girerd, commissaire de la République, né à Saint-Héaud (Loire) en 1801, simple maître d'études dans un pensionnat de Paris, y fit un cours de droit, et alla, en 1825, à Nevers, exercer la profession d'avocat. Il devint successivement bâtonnier de l'ordre, membre du conseil municipal et du conseil général. Ces élections témoignent assez du degré d'estime auquel il était parvenu.

Ses opinions, purement démocratiques, le désignèrent naturellement à l'autorité pour les fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire. Il paraît qu'il a su joindre la sagesse et la modération à la fermeté de caractère. Ses anciens administrés le regrettent beaucoup, et préféreraient le voir installé à l'hôtel de la préfecture de Nevers qu'à l'Assemblée nationale.

M. Girerd est publiciste; il a fondé le journal démocratique *l'Association*, et a publié une brochure très remarquable intitulée : *Notice historique sur Deutz*. Élu par 60,873 voix, le premier entre les huit élus de la Nièvre.

GRANGIER DE LA MARINIÈRE

(LOUIS-RENÉ-ANTOINE).

M. Grangier, agriculteur, né le 22 octobre 1814 à Cosne (Nièvre), est petit-fils du baron Dubois, célèbre médecin et chirurgien sous l'Empire. Il a été trois fois le concurrent à la députation de l'ex-procureur général Delangle, que soutenaient toutes les forces officielles de la corruption. C'est un écrivain de mérite; les articles qu'il a fait insérer dans nos grands journaux en font foi. Nous citerons dix *Lettres sur les élections anglaises*, qui ont eu beaucoup de succès dans le *Constitutionnel*. C'est, en outre, un homme de cœur et de conviction, dont les opinions sont à la hauteur des circonstances. Il a obtenu 29,756 voix.

LAFONTAINE (JOSEPH-PIERRE).

Né à Moscou, le 21 mars 1792, il entra à 17 ans à l'École de Saint-Cyr. Sous-lieutenant au 12^e de ligne en 1811, il fit la campagne de Russie, fut fait lieutenant au Kremlin, capitaine à la

Bérésina, aide-de-camp du général Gérard en 1813, et chevalier de la Légion-d'Honneur le 21 juin de la même année.

Après s'être distingué à Leipzig et dans plusieurs autres rencontres, il sauva la vie au général Gérard à Ligny, et se couvrit de gloire dans ces journées de triste souvenir.

Le 20 octobre 1815, il fut mis en non activité.

La vie politique du général Lafontaine commence en 1820. Établi à Dijon, il se mit à la tête de l'opposition avancée. Les vengeances du pouvoir ne se firent pas attendre : prison, réforme sans traitement, grosses amendes, rien n'y manqua. Aussi, la Révolution de 1830 le trouva-t-elle en veine de zèle et de patriotisme. Attaché, en 1830, au maréchal Gérard en qualité d'aide-de-camp, il se distingua particulièrement au siège d'Anvers.

En 1837, il passa en Afrique, y commanda le 62^e de ligne, prit part à l'expédition de la Tafna et à toutes celles de la campagne, et fut mis à l'ordre du jour de l'armée.

Après vingt actions d'éclat, il fut nommé maréchal-de-camp, et dut rentrer en France en 1841, *par suite d'une ophthalmie* qui l'avait repris pour la troisième fois.

C'est un homme de bravoure et de grande énergie, que la République peut inscrire au nombre de ses défenseurs. Il a été élu par 25,512 voix. Il commandait encore le 1^{er} mai le département de la Nièvre.

MANUEL.

M. Manuel, banquier, conseiller de préfecture, est né en 1791.

Sous la Restauration et pendant quinze ans au moins, il défendit courageusement la cause libérale à Nevers. A la Révolution de 1830, on l'appela au conseil de préfecture de la Nièvre. Élu député en décembre 1838, il promit de n'accepter ni places, ni faveurs, de voter pour la réforme électorale, le rapport des lois de septembre, et contre toute loi qui tendrait à rétablir les apanages ou l'hérédité de la pairie, et il tint parole.

M. Manuel est indépendant par caractère et par conscience politique. Il comprend et accomplit avec zèle tous les devoirs de la députation. Rarement il monte à la tribune; mais il parle quelquefois de sa place. Sa parole est alors incisive, concluante; point d'ambages ni de circonlocutions; il touche d'abord le but et se fait écouter.

M. Manuel est un de ces hommes rares, à qui l'on fait injure quand on exige d'eux une profession de foi. Il a été élu par 42,175 voix.

MARTIN (ÉMILE).

Directeur des usines de Fourchambaud, âgé de 52 ans.

M. Martin est un des industriels les plus capables de notre époque. Il est l'âme de ce magnifique établissement, connu sous le nom d'Usines de Fourchambaud, près duquel il a encore fait bâtir une superbe fonderie pour les machines à vapeur.

M. Martin, ancien élève de l'École polytechnique, ancien officier d'artillerie, officier de la Légion-d'Honneur, doit une partie de sa position brillante à la dynastie déchue. Le duc de Montpensier l'avait pris en affection.

Il a cependant montré, depuis longtemps, des opinions toutes libérales et une certaine indépendance. M. Martin a été élu par 33,114 voix.

NORD.

Lille. — 28 Représentants.

AUBRY (PIERRE-FRANÇOIS-JOSEPH).

Négociant et président de la Société d'agriculture d'Avesnes, il est né à Cambrai le 8 mai 1789.

Il a été l'un des trois membres chargés, dès le 24 février, de l'administration de l'arrondissement d'Avesnes, en qualité de sous-commissaire.

M. Aubry n'avait pas besoin, du reste, de ce baptême républicain. Petit-fils d'Aubry-Duboucher, membre de l'Assemblée nationale, il n'a jamais démenti son origine; il a toujours lutté contre tous les gouvernements réactionnaires. Sous la Restauration, sous Louis-Philippe, il était avec M. Halnøye à la tête de l'opposition à Avesnes.

C'est un homme probe, modéré, mais constant dans ses opinions. Notaire pendant douze ans, il fit constamment partie de la chambre de discipline, dont il est secrétaire.

Ancien ingénieur en chef du cadastre, il a publié quelques brochures sur la conservation du cadastre, pour arriver à une plus juste répartition de l'impôt. Il est, de plus, auteur d'une carte topographique du département de Tarn-et-Garonne, magnifique travail, qui comprend 16 feuilles *grand-aigle*.

Il dressa un projet de chemin de fer de Valenciennes à Metz, afin de lier, par une communication plus directe et plus prompte, Dunkerque à Strasbourg. Ce projet fut accueilli par plusieurs conseils généraux et d'arrondissement, au point de vue des intérêts agricoles, commerciaux, et de la défense du territoire. Élu par 93,636 voix.

BONTE-POLLET (PIERRE-JOSEPH).

Ancien négociant, membre du conseil municipal de Lille, où il est né le 1^{er} mars 1779, ce digne citoyen est un des plus anciens et des plus fermes champions du libéralisme dans le département du Nord. Sorti des rangs du peuple, il ne doit sa fortune qu'à son travail et à son infatigable activité. Depuis la Révolution de 1830, il fait partie du conseil municipal de Lille, où il n'a cessé de défendre avec énergie, avec franchise, les droits de tous. C'est un des hommes les plus populaires du pays, et il est digne en tous points de siéger à l'Assemblée nationale. En 1847, il présida le banquet réformiste de Lille, manifestation qui prépara l'explosion d'où devait sortir la Révolution.

M. Bonte-Pollet vient d'être récemment élu maire de la ville de Lille, en remplacement de M. Bigot, qui exerçait ces fonctions depuis longtemps. Quoique âgé de 70 ans, M. Bonte-Pollet, homme *nouveau*, dans l'acception politique du mot, a été élu par 167,884 voix.

BOULANGER (ÉDOUARD).

Cultivateur à Doignies (Nord), où il est né le 22 mai 1812.

La confiance dont cet honorable agriculteur est investi dans le canton qu'il habite est si grande, qu'on l'a toujours consulté comme le meilleur guide dans les élections, et qu'il avait rallié dans les dernières une formidable opposition pour combattre le candidat de la préfecture. Son nom est de ceux qu'on retrouvera sur cette liste curieuse, où les électeurs de Cambrai et des environs étaient classés en trois catégories : les *bons*, les *mauvais*, les *douteux*. Comme on le pense bien, M. Boulanger faisait partie des mauvais, c'est-à-dire de ceux qui avaient conservé des sentiments d'honneur et de patriotisme, et qui sentaient que la politique ne devait pas exclure la probité.

M. Boulanger fait partie du conseil d'arrondissement de Cambrai. Praticien et théoricien habile en agriculture, il a traité, dans l'*Echo de Cambrai*, la question des graines oléagi-

neuses, et a été envoyé à Paris pour la soutenir contre *le sésame*.

M. Boulanger, élu par 181,919 voix, est lié d'amitié avec M. Corne et suit la même ligne politique que ce représentant.

CHOQUE (EMMANUEL-LOUIS-JOSEPH).

M. Choque, ancien notaire, est né à Douai le 17 septembre 1806; il a été pendant de longues années le point de ralliement de l'arrondissement de Douai. C'est par l'opposition qu'il a été élu membre du conseil général. C'est elle qui, en 1845, l'a envoyé à la Chambre des députés, malgré tous les efforts des agents du ministère. Il y a tenu une conduite très honorable, se montrant, par ses doctrines et par ses votes, plus énergique et plus radical que les électeurs même ne l'avaient espéré en le nommant. M. Choque possède un esprit droit, une conscience parfaitement honnête et des connaissances financières qui l'avaient fait remarquer à la Chambre dans la discussion du budget de 1847. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 191,875 suffrages.

CORNE (HYACINTHE-MARIE-AUGUSTIN).

Procureur-général près la Cour d'appel de Paris, né à Arras le 28 août 1802, il a été élevé à la maison de Saint-Acheul.

Sous la Restauration, il fut nommé conseiller-auditeur près la Cour royale de Douai. En 1826, il fit paraître un ouvrage intitulé : *De la littérature considérée sous ses rapports avec la constitution politique des divers pays*. En 1830, Dupont (de l'Eure) le nomma président du tribunal de Douai.

Élu député en 1837, il se rangea dans l'opposition de gauche et fut l'un des plus purs et des plus fermes défenseurs de nos libertés. Orateur distingué, érudit, ses discours étaient remarquables par l'élégance et la pureté du style. Il avait le talent de captiver l'attention de la Chambre; et sa chaleureuse indignation portait souvent le trouble et l'effroi dans le camp ministériel.

Lors des dernières élections, la corruption, érigée en système de gouvernement, et qui s'était répandue partout comme une lave immonde, exerça principalement ses ravages dans le collège *extra-muros* de Cambrai; et M. Corne succomba devant M. de Saint-Aignan, adversaire éminent et honorable lui-même, mais coupable d'être l'homme d'un ministère corrompue.

Dans les derniers mois de la monarchie, M. Corne prit une part active aux manifestations réformistes qui eurent lieu dans

le nord de la France. Nommé procureur général à Douai le 23 février 1848, il a été élu représentant du Nord le 23 avril par 199,965 voix. Enfin, le 17 juin dernier, le Gouvernement l'a nommé aux importantes fonctions de procureur général à la Cour d'appel de Paris.

M. Corne est encore l'auteur d'un excellent ouvrage sur le *courage civil*, dont il s'est montré un des plus beaux modèles.

Comme M. Buchez, et bien d'autres républicains de vieille date, il est partisan éclairé des doctrines du christianisme.

DELESPAUL (ADOLPHE-CLÉMENT-JOSEPH).

Ex-député, substitut, né à Lille le 11 novembre 1802, il avait vingt-trois ans lorsqu'il fut distingué par M. de Peyronnet, alors garde des sceaux, qui le nomma d'abord juge auditeur et ensuite substitut.

En 1834, les électeurs de Lille adoptèrent la candidature de M. Châteaubriand, qui consentait à rentrer dans l'arène politique; le ministère s'émut et donna carte blanche à l'administration locale pour faire échouer les projets du chantre des *Martyrs*. Les patriotes purs portaient leurs suffrages sur M. de Villiers qui avait quelque honte de disputer l'élection à l'illustre écrivain, et qui, d'autre part, repoussait la protection de l'administration. M. Méchin, préfet du Nord, mit cette division à profit; il jeta les yeux sur un jeune homme riche, tout à fait inoffensif, aimé de tout le monde, et substitut du procureur du roi, et il établit sa candidature. Les choses s'arrangèrent de façon que M. Delespaul se trouva député et si bien député qu'il n'a pas cessé d'être réélu depuis, à une très forte majorité. Cependant M. Méchin, tout adroit qu'il était, avait joué de malheur en cette occasion.

A peine arrivé à la Chambre, M. Delespaul alla s'asseoir sur les bancs de la gauche; l'agneau inoffensif se transforma en loup dévorant, et l'opposition reçut dans ses rangs un combattant nouveau recruté par le ministère lui-même. Furieux de ce désappointement, le ministère avait la ressource d'une destitution; il n'osa pas s'en servir. La violence eût été trop flagrante, mais il se promit bien de faire attendre longtemps de l'avancement à M. Delespaul, et il n'y a pas manqué. Il est vrai que M. Delespaul l'y a singulièrement aidé en ne sollicitant jamais, en refusant peut-être des faveurs qui eussent pu mettre son indépendance en péril. Aussi n'a-t-il pas cessé de donner le bon exemple d'un fonctionnaire public prenant sa seule conscience

pour suprême loi, et dédaignant d'exploiter ses votes, comme tant d'autres pour arriver aux positions élevées de la magistrature.

M. Delespaul a souvent parlé à la tribune sur les questions économiques, agricoles, financières et administratives. Il se faisait remarquer à la Chambre par son assiduité et estimer par son désintéressement. Il est membre du conseil général de son département. 187,488 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

DESCAT (LOUIS-THÉODORE).

Teinturier-appréteur à Roubaix, né dans cette ville, le 17 janvier 1800, c'est encore un de ces enfants du peuple qui, par leur génie et leurs travaux, sont parvenus à prendre un rang distingué dans la société. Dès l'âge de seize ans, il se mit à la tête d'un petit établissement de teinture, et, à force de recherches, d'essais, de sacrifices, il parvint, avec l'aide de ses frères, à faire faire des progrès immenses à cette branche d'industrie. Aujourd'hui, il se trouve directeur d'un des plus beaux établissements de France, lequel, on peut le dire, n'a pas peu contribué à augmenter la vogue dont jouissent les articles de Roubaix. Homme d'une loyauté à toute épreuve, modeste, éclairé, d'un esprit solide et énergique, il est estimé, honoré de ses concitoyens, qui l'ont nommé, à plusieurs reprises, membre du conseil municipal et commandant des sapeurs-pompiers.

Depuis trente-deux ans en contact avec les ouvriers, M. Théodore Descat a été à même d'apprécier leurs besoins, et ses connaissances pratiques seront d'une grande utilité à l'Assemblée nationale.

Il a été nommé par 114,794 voix.

DESMOUTIERS (CHARLES).

Cultivateur et fabricant de sucre à Faumont, né à Coutiches (Nord) le 2 février 1810, M. Desmoutiers est un des industriels agricoles les plus distingués du département du Nord. Il s'est spécialement occupé de l'amélioration du sort des travailleurs de nos campagnes. Sa fermeté et son indépendance sont trop connues pour qu'il soit besoin d'en faire ici l'éloge. Republicain de vieille date, il a trouvé dans la Révolution de Février la réalisation de ses plus chères espérances.

Il a obtenu 183,103 suffrages.

DESURMONT (LOUIS).

Cultivateur à Marquillies, né à Turcoing (Nord) le 6 décembre 1812, il passe, à juste titre, pour un de nos agriculteurs les plus éclairés. Personne, mieux que lui, n'est apte à représenter, sous leur véritable jour, les questions rurales, et à prouver quelle heureuse influence elles peuvent exercer sur l'avenir de notre jeune République.

Mais M. Louis Desurmont n'est pas seulement un agronome distingué, les questions sociales lui sont aussi familières, et son patriotisme, à l'abri de tout soupçon, promet aux partisans sincères d'une sage république un ami dévoué de plus.

Il a été élu par 125,591 suffrages.

DOLLEZ (HENRI).

Cultivateur à Crèvecœur (Nord), né dans cette commune le 23 mars 1814, M. Dollez est un homme de bon sens, d'une loyauté et d'une franchise reconnues. Comme agriculteur, il joint le savoir à la pratique; il n'a reculé devant aucun sacrifice pour procurer à son pays le bénéfice des essais souvent dispendieux de toutes les améliorations nouvelles. Aussi a-t-il été, pour ainsi dire, désigné unanimement par ses concitoyens comme l'un des quatre candidats les plus dignes de représenter l'arrondissement de Cambrai. Il a obtenu 126,237 suffrages.

DUPONT (ADOLPHE).

Ancien notaire à Valenciennes, né dans cette ville le 2 février 1805. M. Dupont est doué d'un esprit judicieux, d'un caractère ferme et de beaucoup de droiture et d'honnêteté. Sorti très jeune de la carrière du notariat, il s'est livré, avec ardeur et sans arrière-pensée d'ambition, à des études sérieuses qui lui rendent familières toutes les hautes questions sociales, maintenant en litige. Il s'est spécialement occupé d'un vaste travail sur l'éducation, au point de vue démocratique, c'est-à-dire d'un des objets qui doivent appeler prochainement le sérieux examen de l'Assemblée nationale. Ancien ami de M. Regnard, comme lui, républicain de vieille date, comme lui, non moins ami de l'ordre que de la liberté, M. Dupont est disposé à accepter tous les progrès et toutes les réformes qui tendront à améliorer le sort des travailleurs, mais à repousser toutes les théories in-

sensées qui n'auraient pour résultat que de déplacer, au lieu de détruire, le mal créé par la déplorable organisation politique dont la France vient de s'affranchir.

La nomination de M. Dupont au titre de représentant offre donc des garanties à tous les intérêts comme à tous les droits.

Il a été élu par 97,017 suffrages.

DUQUENNE (CÉSAR).

Meunier à la Gorgue (Nord), il est né dans cette commune le 10 mars 1799.

Fils d'un membre de nos premières assemblées législatives, c'est l'un des hommes les plus populaires de son arrondissement; il doit sa fortune à son infatigable activité, et il en a toujours fait le plus noble usage. Il apporte à l'Assemblée nationale les qualités qui lui ont acquis sa popularité, l'amour le plus sincère et le plus actif pour les malheureux, un caractère franc, énergique et sans ambition.

Il a fait ses premières études au collège de Lille et les a terminées au lycée de Versailles, où il a eu des succès au grand concours. Au sortir de ses classes, il a succédé à son père dans la carrière industrielle et dans les emplois publics. Toujours il a fait preuve d'une grande intelligence dans les fonctions dont l'avait investi la confiance de ses concitoyens. On l'a vu successivement conseiller municipal, puis maire, puis enfin chef de bataillon de la garde nationale de son canton. C'est un républicain modéré. Il a obtenu 153,276 suffrages.

FAREZ (FÉNELON).

Premier avocat général à Douai, né à Cambrai le 6 février 1793, il a été reçu avocat à Paris en 1812. Pendant trente-cinq ans, il a exercé avec honneur cette profession dans sa ville natale. Nommé bâtonnier de son ordre en 1834, il a été constamment réélu jusqu'en mars 1848, époque où le gouvernement républicain l'a appelé aux fonctions de premier avocat général à la Cour d'appel de Douai.

Exclu, pendant toute la Restauration, des fonctions publiques, même gratuites, à cause de ses opinions démocratiques, très prononcées, il ne voulut, après la Révolution de Juillet, occuper aucun emploi salarié.

Sous la Restauration, comme depuis, il n'a cessé d'être, à Cambrai, au premier rang parmi les hommes de liberté et de

progrès, et a fait au mauvais gouvernement qui pesait sur le pays une guerre continuelle et sans pitié.

A deux reprises, il a été élu par ses concitoyens commandant de la garde nationale de Cambrai. Comme conseiller municipal de la même ville, il a travaillé sans relâche, et de tout son pouvoir, à la propagation de l'instruction publique gratuite. Il a provoqué la fondation de plusieurs écoles communales d'une grande utilité, et coopéré à l'établissement de plusieurs institutions destinées au soulagement de la classe laborieuse et indigente.

An scrutin préparatoire qui eut lieu à Cambrai, après la Révolution de 1848, entre les délégués des électeurs des divers cantons de l'arrondissement, il fut élu premier candidat par 114 suffrages sur 119 votants. Plus tard, le département du Nord le nommait représentant du peuple par 127,000 votes, dont plus de 31,000 de l'arrondissement de Cambrai. Ces suffrages l'honorent d'autant plus qu'il n'en avait sollicité aucun.

Il est fils de Maximilien Farez, qui, de 1805 à 1815, a fait partie de nos assemblées législatives; qui, simple procureur du roi en 1814, proposa une loi sur la responsabilité des ministres; qui fut ensuite membre de la commission de constitution à la Chambre des représentants, en 1815; que Dupont (de l'Eure) nomma procureur général à Douai, en 1830, et dont enfin la mémoire est en vénération dans le département du Nord.

M. Farez, comme avocat, a une réputation brillante, et qui s'étend. Orateur exact et pénétrant, il a de l'organe, de la prestance et de la chaleur.

GIRAUDON (FÉLIX-JULES).

Né le 19 janvier 1811, ouvrier serrurier à Lille, il y travaille chez son père, qui est lui-même serrurier. C'est un homme énergique, qui a un sens droit et la parole facile: il est élève distingué des classes de géométrie et de mécanique des écoles académiques de Lille. Industriel pratique, il saura débarrasser la question du travail des rêves des communistes. Connaissant les besoins et les vœux de ses frères, il défendra leurs droits, mais il leur rappellera aussi qu'ils ont des devoirs à remplir. Républicain avant le 24 février, M. Giraudon a salué la Révolution comme l'aurore de l'affranchissement des classes ouvrières.

Si l'occasion d'aborder un jour la tribune se présente à lui, il ne cherchera pas à capter la bienveillance de ses auditeurs ou de ses collègues par des précautions oratoires: n'allez pas pour

l'entendre, vous qui, dans l'orateur, préférez l'homme de la forme à l'homme du fond, l'homme du discours à l'homme du principe. Logicien vigoureux, il néglige tout ce qui s'adresse aux passions; il ne cherche pas à flatter la vanité littéraire de nos oreilles et de nos yeux. Nous qui l'avons entendu dans les conversations intimes ou dans les assemblées préparatoires, nous avons trouvé du courage dans ses paroles, de la noblesse dans ses pensées, du désintéressement dans tout ce qu'il avance. Aussi accueille-t-on ce qu'il dit avec une faveur d'autant plus grande, qu'on n'en soupçonne jamais la sincérité.

M. Giraudon fait partie du comité du travail. Il en est un des membres les plus actifs et les plus utiles. Plusieurs fois déjà le comité l'a chargé de missions délicates et de confiance.

Il a été élu par 120,846 suffrages.

HANNOYE (DÉSIRÉ-JOSEPH).

Avocat à Avesnes, sous-préfet provisoire, né dans cette ville le 3 mai 1800, c'est encore un de ces hommes dont la vie irréprochable, les convictions profondes, ne se sont jamais démenties. La pression du pouvoir corrupteur et tyrannique de Louis-Philippe ne put le forcer à courber la tête, et, pour récompenser sa haute probité, son désintéressement à toute épreuve et son patriotisme, ses concitoyens l'ont nommé membre du conseil général.

M. Hannoye est un avocat distingué, et sa réputation s'est étendue dans tout le département du Nord. Il est bâtonnier de son ordre.

Son administration, comme sous-préfet d'Avesnes, a laissé des souvenirs très honorables.

Homme de travail, de science et de probité, M. Hannoye ne peut qu'honorer le département qui vient de le nommer son représentant. Il a obtenu 211,047 voix.

HEDDEBAULT (GÉRY-EUGÈNE).

Propriétaire, né à Férin, près Douai, le 5 février 1803, il appartient à une famille de négociants devenus cultivateurs, qui a constamment donné des preuves de patriotisme et de dévouement aux idées *libérales*. Il commença ses études en province, et vint les terminer à Paris, dans l'institution Brissot.

Au sortir des bancs, Géry Heddebault s'occupa dans la maison paternelle de culture et d'industrie; aidé de ses frères, il

dirigea la ferme paternelle, à laquelle il annexa bientôt une belle fabrique de sucre indigène, que ses soins intelligents firent prospérer.

Lorsque après 1830, Charles-Alexandre Coget, son oncle, fut élu député de l'arrondissement *extra-muros* de Lille, M. Géry Heddebault le suivit à Paris, et fit, sous sa direction, son apprentissage politique.

Comme fabricant de sucre, il fut délégué par ses confrères du département du Nord, pour aller à Paris défendre les intérêts de cette industrie, menacée par la proposition présentée à la Chambre d'un impôt sur le sucre indigène.

Vers cette époque, il fut élu membre du conseil municipal de la ville de Lille. Son entrée dans le conseil fut signalée par une proposition essentiellement libérale, dont le but était de faire consigner nominativement au procès-verbal de chaque séance les conseillers qui parleraient *sur, pour ou contre* les propositions en discussion. Cette proposition, adoptée après de longs débats, a eu pour résultat de rendre chaque orateur responsable, et de faire connaître aux électeurs la valeur politique et administrative de chacun de leurs élus.

Lorsqu'il fut question de déshériter la ville de Lille de la ligne de fer destinée à relier Paris au littoral de la Manche, par le tracé d'Ostricourt, Géry Heddebault fut délégué par l'administration municipale pour aller à Paris s'opposer à l'exécution de ce projet, et défendre les intérêts de la cité lilloise.

Démocrate par tradition de famille et par nature, M. Géry est par-dessus tout plein de probité et de franchise. Il est plus homme d'action que de cabinet, plus praticien que théoricien.

Il fait partie du comité de la guerre et du comité départemental et commercial. Élu par 119,605 voix.

HURÉ (LOUIS-MICHEL).

Procureur général à Amiens, né à Douai le 12 avril 1802.

Pendant dix ans, sous la Restauration, il fut avocat à Arras, et défendit la cause des idées libérales. Il fut l'un des fondateurs et des plus remarquables rédacteurs du *Progrès du Pas-de-Calais*. Nommé, en 1830, par Dupont (de l'Eure), procureur du roi à Saint-Omer, il fit preuve de beaucoup d'indépendance et de courage, refusant constamment de porter la parole contre la presse, ce qui lui valut sa révocation en 1833. Depuis cette époque, jusqu'en février 1848, il fut avocat de premier ordre devant la Cour d'appel de Douai, et pendant ces quinze années il dé-

fendit la presse dans plus de cent procès, à Douai, à Saint-Omer, etc.

Au célèbre banquet de Lille, ce fut lui qui porta le toast à *la réforme!*

C'est un esprit supérieur, un orateur plein d'imagination et de verve, un patriote au cœur ferme et dévoué.

Après la Révolution de Février, il fut nommé procureur général à Amiens; il accepta avec regret, et seulement pour mettre son énergie républicaine au service du nouveau gouvernement. Il propagea, en effet, les doctrines radicales dans cette ville, en défendant, d'une main ferme, les intérêts du nord de la France.

En juin 1848, il fut nommé procureur général à Douai, en remplacement de M. Corne, appelé au parquet de la Seine.

Il a obtenu 167,836 suffrages.

LEMAIRE (ANDRÉ-JEAN-PAUL).

Colonel de la garde nationale de Dunkerque, né à Arras le 30 novembre 1798.

Élevé par la confiance de ses concitoyens aux fonctions aussi honorables qu'importantes, dont il est revêtu, le citoyen Lemaire s'est acquis dans la ville de Dunkerque la popularité la plus solidement assise. La fermeté et la constance de ses convictions politiques lui ont valu, depuis longtemps, les preuves les plus évidentes de l'attachement que lui vouent ses concitoyens. Présenté comme candidat aux fonctions de membre du conseil d'arrondissement, il fut élu aux acclamations de toute la ville. C'est un des hommes les plus éclairés du département du Nord, et l'on rend une égale justice à la sagesse de ses opinions et à l'ardeur de son patriotisme; ceux qui ont pu l'approcher nous l'ont dépeint aussi, comme un modèle de désintéressement. Ses concitoyens le désignent ainsi: cœur de bronze, bras de fer, épée d'or. Élu par 127,498 suffrages.

LENGLET (LUCIEN).

Conseiller à la Cour d'appel de Douai, né à Arras le 9 mars 1796.

Homme aussi ferme, aussi éclairé, aussi antique par le cœur qu'on doit le désirer à l'Assemblée nationale. Il est, de toute la Cour de Douai, le seul magistrat qui ait pris part aux manifestations réformistes. M. Lenglet est fils de cet énergique répu-

blicain qui, au Conseil des Anciens, criait au dictateur d'alors : « Et la constitution ? »

Jamais cette noble famille des Lenglet ne s'est démentie. Pauvre, elle a constamment été fière, indépendante, hostile aux pouvoirs corrompteurs.

M. Lenglet, conseiller, est entouré de l'estime publique ; au banquet d'Arras, il a été couvert d'applaudissements après avoir prononcé un très généreux discours. Il fut d'abord avocat à Arras, et y fonda, avec quelques amis, le *Progrès du Pas-de-Calais*, dont il est un des principaux rédacteurs. Nommé procureur du roi à Saint-Omer par Dupont (de l'Eure) en 1830, il donna trop de preuves d'indépendance pour conserver la faveur du pouvoir. Redevenu avocat, il plaida plus de cent fois dans les procès intentés à la presse.

Enfin la Révolution de Février le nomma procureur général à Amiens. Il a été élu par 118,013 voix.

LOISET (ALEXANDRE-BENOIST).

Médecin-vétérinaire, président de la Société nationale des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, né à Valenciennes en 1797, il est issu d'une famille d'artisans. Élève de l'École d'Alfort, où il a été le répétiteur du célèbre chimiste-physicien Dulong ; nommé vétérinaire du département du Nord, en 1819, il a été admis, la même année, dans la Société des sciences de Lille. Membre du conseil central de salubrité, depuis sa fondation, il en a exercé les fonctions de secrétaire, et a publié, en cette qualité, les travaux de ce corps, travaux de la plus grande importance dans un département où les industries sont si nombreuses et si diverses. Membre fondateur de la Société centrale de médecine de Lille, correspondant de diverses associations savantes, membre du conseil municipal, il s'est, en dehors des travaux spéciaux de sa profession, particulièrement occupé de questions agricoles, économiques, de statistique, et celles surtout qui ont trait aux impôts du consommateur, aux tarifs d'octroi, et à tout ce qui a rapport à la comptabilité commerciale. Quant à l'organisation du travail, il est l'auteur d'un rapport fort étendu qui touche à ce vaste sujet. Ses travaux spéciaux ont été couronnés par diverses sociétés savantes, et notamment par la Société centrale d'agriculture de Paris, qui lui a décerné plusieurs médailles d'or et d'argent.

Les publications agricoles de la Société des sciences de Lille

contiennent un grand nombre de ses écrits, tous rédigés dans des vues pratiques.

Savant modeste, caractère intègre, républicain sincère, mais chez qui les convictions profondes n'excluent pas la modération, Il a obtenu 170,719 suffrages.

MALO (THOMAS-GASPARD).

Constructeur, armateur, né à Dunkerque, le 24 février 1804, fils de Guillaume Malo, l'un des plus hardis corsaires qui se firent redouter dans la mer du Nord, pendant les guerres de l'Empire, c'est un homme à principes arrêtés, au caractère droit et énergique, qui sait joindre, au besoin, l'application au précepte. A la tête d'une partie de la légion franco-britannique, qui finit par expulser du trône de Portugal le sanguinaire don Miguel, il prit la part la plus active et la plus glorieuse à la mémorable défense d'Oporto, où il fut blessé. Soit qu'il reconnût dans les rois, même constitutionnels, les ennemis-nés des peuples, et que son aversion pour eux le tint éloigné de leur faveur; soit qu'il cédât à un sentiment de modestie, dont aucun de ceux qui le connaissent ne s'étonnera, cet honorable citoyen renonça aux dignités que lui offrait la reconnaissance de don Pedro. Il refusa même le secours du ministère Guizot, qui aurait pu l'aider à recouvrer les sommes considérables que le gouvernement portugais lui doit encore pour les transports qu'il a effectués. De retour en France, il s'occupa avec une infatigable activité de la construction des navires. Ses rapports avec ses ouvriers ont toujours été paternels de son côté, dictés par le sentiment profond de la plus pure bienveillance et de la fraternité. Aussi, les travailleurs de Dunkerque se sont-ils empressés de lui déléguer le soin de les représenter et de les défendre à l'Assemblée nationale. Il a été élu par 174,527 voix.

MOULTON (NAPOLÉON-JOSEPH).

Membre du conseil général, à Cambrai, né au Cateau (Nord) le 20 janvier 1803, il est fils d'un industriel et montra, dès sa jeunesse, un patriotisme d'une vaste énergie. C'est à lui que le collège *extra-muros* de Cambrai, dut d'échapper, pendant dix ans, à la domination du parti rétrograde. Les convictions de M. Mouton ont toujours été profondément démocratiques. Il a reçu, par plusieurs élections, comme capitaine de la compagnie d'artillerie de Cambrai, comme membre du conseil général du

Nord, etc., des marques réitérées de l'estime de ses concitoyens. Il était bâtonnier de l'ordre des avocats à Cambrai, quand il quitta le barreau pour se mettre à la tête d'un comptoir d'es-compte qui répondait aux besoins et aux vœux du commerce dans cet arrondissement manufacturier. 114,967 suffrages.

NÉGRIER (FRANÇOIS-MARIE-CASIMIR).

Général de division, né au Mans (Sarthe) le 27 avril 1788.

A dix-sept ans, le jeune Négrier, échappé du collège, courut prendre le sac et le fusil, dans le 2^e régiment d'infanterie légère; c'était en 1806, à l'époque où les aigles entraient partout triomphantes. Pendant quarante-deux ans de services non interrompus, il prit part à de nombreux combats.

Sa profession de foi avait fait connaître, ses opinions franchement républicaines. Militaire intrépide, homme de résolution et de bon sens, il voulait la liberté, la gloire de la France et l'ordre. Appelé à l'Assemblée nationale par 178,823 suffrages, il fut presque immédiatement nommé questeur et investi du commandement des troupes chargées de la protéger. Cette mission si honorable lui fut funeste. L'infortuné général est mort le 25 juin, victime de son intrépidité; debout, sur une barricade du faubourg Saint-Antoine, il a reçu une balle au front. En tombant, il a tendu la main à ceux qui l'entouraient, et leur a dit, d'une voix mourante : « Adieu, je meurs en soldat.... » Dans la séance du 29 juin, l'Assemblée nationale vota d'enthousiasme le dépôt de son cœur aux Invalides, la remise de son corps à la ville de Lille, un brevet de sous-lieutenant pour un fils et une pension à sa veuve.

La ville de Lille élève un monument à sa mémoire.

PUREUR (PIERRE-JOSEPH).

Avant de prendre les rênes de l'administration municipale de la ville de Condé, où il exerce les honorables fonctions de notaire, M. Pureur, né dans cette ville le 7 mai 1798, avait déjà obtenu de ses concitoyens une preuve d'estime et de sympathie; il avait été nommé commandant de la garde nationale. Bien avant 1830, il entrevoyait la République comme devant être un jour le gouvernement le plus stable en France; aussi l'a-t-il accueillie avec joie en 1848. Énergique défenseur des libertés de tous, M. Pureur est allé s'asseoir à l'Assemblée nationale, au milieu des hommes qui, comme lui, demandent l'affermissement de notre Répu-

blique avec des garanties d'ordre et de progrès. Il a été élu par 174,942 suffrages.

REGNARD (NESTOR).

Avocat, membre de la municipalité provisoire de Valenciennes, né à Namur, de parents français, le 16 avril 1805.

Républicain bien avant la Révolution de 1830, ce digne citoyen est toujours resté fidèle à ses principes. Après la chute de Louis-Philippe et la proclamation de la République, il n'a nullement recherché les places que tant d'autres briguaient avec avidité. De plus, la liberté triomphant, il s'est retourné vers l'ordre et s'est constitué l'un de ses défenseurs. Il est très instruit, et sa loyauté est devenue proverbiale. Il s'est beaucoup occupé de questions sociales et a fait sur les richesses houillères du nord de la France des travaux fort estimés.

Éclairé, énergique dans ses convictions, désintéressé, n'ayant de soucis, de pensées, de culte que pour la patrie, il a obtenu 177,669 suffrages.

SERLOOTEN (LOUIS).

Membre de la commission municipale de Bailleul, né dans cette ville le 9 avril 1809, M. Serlooten, avant la Révolution de Février, était peut-être de tous les citoyens de l'arrondissement d'Hazebrouck, celui qui avait les opinions libérales les plus avancées. Il a accueilli la République comme une amie que l'on attend depuis longtemps. A la tête d'une petite phalange de ses amis de Bailleul, il était déjà venu s'asseoir au banquet réformiste de Lille, et quelques années auparavant, lors de l'inauguration de la colonne élevée à la gloire des défenseurs de Lille, en 1792, il avait prononcé devant ce monument de chaleureuses paroles empreintes de patriotisme. Il a, pour ainsi dire, été choisi à l'unanimité par sa ville natale. Élu par 171,560 voix.

THOURET (ANTONY).

Homme de lettres, publiciste, né le 13 juillet 1807.

Voyez cet homme à la démarche lourde, à l'œil franc et hardi, à la parole brusque et saccadée, c'est un républicain, c'est l'ennemi des rois et du pouvoir absolu, c'est un des principaux acteurs du grand drame qui vient de se jouer, un ami de Blanqui, un héros des barricades, c'est Antony Thouret.

La terreur, dites-vous, doit marcher à sa suite ! Mais où court-il aux jours de la Révolution, armé de je ne sais quel terrible mandat ? Quels rebelles va-t-il donc châtier et soumettre ?

Ce mandat, c'est celui de commissaire extraordinaire du Gouvernement provisoire, revêtu d'un pouvoir presque absolu. C'est dans le riche département du Nord qu'il va porter la volonté de la République naissante. Pauvre département du Nord !

Rassurez-vous, bonnes gens ! la frayeur vous aveugle. Cet homme terrible, ce farouche républicain, c'est un honnête cultivateur de Bouvignies, très bon diable, je vous assure, et qui, de sa vie, n'a tué ni mangé rois, prêtres ni citoyens ; avec cet air *tranche-montagne*, que vous voyez, il court à Lille, à Douai, par tout le Nord, prendre la main à ses nombreux amis, les prévenir sans façon du petit changement survenu dans la machine gouvernementale, et puis se mettre à les administrer simplement, bourgeoisement, suivant la nouvelle méthode, et fera tant par ses dits, par ses gestes, que ce département, devenu par lui, de royaliste, républicain, le verra partir avec de véritables regrets, se mettra à détester de son mieux le successeur que Paris lui donnera, et finira par chasser ce successeur pour rappeler son gros Antony. Que voulez-vous ? ce Croque-Mitaine a fait la conquête de ces gens-là.

Antony Thouret est en effet un homme d'une conviction arrêtée, mais sage et bon par nature. Commissaire du gouvernement à Lille, il n'a rien heurté, rien violenté, et pourtant il a pu sans échec substituer à l'ordre établi un nouvel ordre entièrement opposé. Sa mission était toute révolutionnaire ; il en a fait une mission pacifique.

Antony termina ses études de droit en 1830, et fonda, cette même année, le journal *la Révolution de 1830*, qui parut le 30 juillet, et valut à son courageux rédacteur, pendant sa courte durée, trente-deux procès en Cour d'assises, cinq ans de prison et plus de cent mille francs d'amende.

Il fut nommé, à l'unanimité de 4,500 votes, rédacteur en chef du *Journal les Amis du Peuple*, fondé par la Société de ce nom. Il comparut avec Armand Marrast dans le procès des fusils-Gisquet ; avec Raspail et Blanqui dans le fameux *procès des Quinze*. Il présida la Société des Amis du Peuple, et fut secrétaire du conseil des accusés d'Avril, sous la présidence de Carrel.

Dans les prisons de Sainte-Pélagie, de la Force, de la Conciergerie, de Saint-Vaast, où s'écoulèrent cinq belles années de sa vie, Antony se consola en cultivant les lettres. Devenu libre, il les cultiva encore en attendant un avenir politique qu'il avait

annoncé le premier, et qu'il croyait loin encore. Il écrivait des romans et des pièces de théâtre. Antony Thouret, républicain avant tout, a saturé sa prose et ses vers de ses idées démocratiques.

Depuis février 1848, il est redevenu homme politique. On a vu les services importants qu'il a rendus dans le nord. Il venait de combattre courageusement sur les barricades ; le 25 février le peuple l'avait décoré sur la place de l'Hôtel-de-Ville, en attachant à sa boutonnière un fragment de drapeau tricolore. Dans la journée du 15 mai, il défendit l'Assemblée nationale et sauva le président de la fureur populaire. Délégué par l'Assemblée elle-même, il alla défendre l'Hôtel-de-Ville avec Marrast, et rédigea la proclamation qui appela les légions au secours de l'ordre.

VENDOIS (ANTOINE-DÉSIRÉ-JOSEPH).

Docteur en médecine à Maroilles, né dans cette commune le 7 avril 1794.

Dès que notre glorieuse révolution a été connue dans l'arrondissement d'Avesnes, tous les patriotes se sont réunis autour de M. Vendois, et lui ont proposé de les représenter à l'Assemblée nationale.

Tous ceux qui connaissent cet honorable citoyen, ne peuvent le comparer qu'à ces républicains de Rome et de la Grèce, qu'on allait arracher à de simples et modestes travaux, pour leur confier la défense de la patrie et de la liberté. Un caractère antique, des principes fermes et mûris par la réflexion ; les convictions les plus libérales, unies à des mœurs républicaines ; voilà M. Vendois.

Élu commandant de la garde nationale après la révolution de 1830, il fut depuis réélu à l'unanimité ; trois fois il a été nommé conseiller d'arrondissement.

Appelé à l'Assemblée par 170,600 suffrages, il avait fait précéder son élection d'une profession de foi où l'on remarque ce passage :

« Que la République vive, et qu'au système du gaspillage, du privilège et de la corruption, succède le règne de la loi, la sincérité de contrôle, l'esprit d'économie et la rémunération du mérite, des bons services et de la probité....

« Qu'elle vive exempte de réaction, de violence et de déchirements ; puissante, honorée, mais clémentine et généreuse comme la nation qui l'a conquise !...

« Qu'elle respecte la liberté de la parole et de la pensée, mais

qu'elle fasse respecter les règles éternelles de la justice et de la morale ; qu'elle laisse enfin se produire au grand jour de la publicité les systèmes, les théories de nos modernes réformateurs ; mais qu'elle sauvegarde, *avant tout*, les principes fondamentaux de la société, en couvrant de son égide et la famille et la propriété ! »

OISE.

Beauvais. — 10 Représentants.

BARILLON.

Avocat, maire d'Élincourt, né à Paris le 5 avril 1801, fut envoyé à la Chambre élective en 1837, et marcha contre l'opposition dynastique.

Il est spécial dans les questions agricoles et administratives ; mais il les traite avec plus de succès dans les bureaux qu'à la tribune.

Il est membre du conseil général de l'Oise, et a rempli les fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire ; mais sa sagesse et sa modération lui ont valu l'honneur d'être destitué. — Il n'en jouit pas moins d'une grande considération.

Élu par 92,588 voix.

DESORMES (CHARLES-BERNARD).

Ex-député, manufacturier, né à Dijon le 3 juin 1777.

M. Desormes a été l'un des premiers élèves de l'École polytechnique. Dans les premières années de l'Empire, il fonda, à Verberie, une fabrique de produits chimiques, en société avec MM. Mongolfier et Clément.

Élu député en 1834, il vota avec l'opposition dynastique sur toutes les questions politiques ; mais il s'occupait spécialement des questions industrielles et économiques.

Il fonda, avec M. Marquis, la *Revue de l'Oise*, qui devint plus tard le *Progrès de l'Oise*. Il est membre du conseil général du département.

En 1848, lors des élections, il ne se présenta pas, il fut élu par acclamation.

Son éloge se résume en peu de mots, et ces mots sont significatifs : M. Desormes est l'homme de bien par excellence et le modèle du vrai patriotisme.

Élu par 54,496 voix.

FLYE (LAURENT-CYPRIEN).

Propriétaire, membre du conseil général de l'Oise, né à Ferrières, près de Montargis (Loiret), en juin 1785.

M. Flye fut quinze ans notaire à Beauvais. Élu membre du conseil général de l'Oise en 1842, il provoqua la fondation de plusieurs établissements philanthropiques.

Naturellement imbu d'idées libérales et progressives, il prit part au banquet réformiste de Compiègne. Nommé représentant du peuple par 53,422 suffrages, il ne fit point de profession de foi, et annonça qu'il ne se chargerait, à Paris, d'aucune démarche pour qui que ce fût, et ne s'occuperait d'aucun intérêt individuel.

Des troubles sérieux avaient éclatés à Beauvais en février ; on ne connut pas plutôt sa nomination comme sous-commissaire de la République, que la paix se rétablit comme par enchantement.

M. Flye est le *vir bonus* des anciens.

GÉRARD (MICHEL-NICOLAS).

Propriétaire et maire à Blincourt, né le 30 mars 1808.

M. Gérard est représentant, non en vertu de son républicanisme qui est encore à l'état d'amour simple du progrès, mais parce qu'on le sait partisan dévoué de l'ordre public et de la paix, et homme de bien.

M. Gérard est généralement aimé de ses administrés ; les ouvriers et les pauvres ont surtout en lui un protecteur et un père.

Élu par 66,831 voix.

LAGACHÉ (CÉLESTIN).

Né à Courcelle-Épayelle, canton de Maignelay (Oise), le 29 août 1809, fils de cultivateur, il est maire de sa commune, et appartient, depuis vingt ans, au service sténographique du *Moniteur* auprès de la Chambre des députés, service où il a eu longtemps pour collègue M. Flocon, qui, après avoir été sténo-

graphe du *Moniteur*, du *Constitutionnel*, etc., est devenu rédacteur en chef de la *Réforme*, et membre du Gouvernement provisoire.

M. Lagache assistait, en qualité d'électeur, aux séances préparatoires du département de l'Oise. Il fit un jour preuve de tant de lucidité, à l'occasion d'interpellations mal posées par un électeur, et qu'il formula lui-même de nouveau, que de simple électeur il devint candidat par acclamation.

Les principes de M. Lagache sont : Instruction gratuite pour tous ; — suppression de tous les impôts directs pesant sur le travailleur ; — suffrage universel ; — *unité* dans le pouvoir législatif ; — *unité* dans le pouvoir exécutif ; — vote public à la Chambre ; — exclusion absolue des fonctionnaires salariés du sein de la représentation.

Élu par 72,732 voix.

LEROUX (ÉMILE).

Enfant du peuple, né dans le département de l'Oise en 1804, d'un simple cultivateur, c'est au travail qu'il doit sa position. Avocat depuis vingt ans, il a été nommé bâtonnier de son ordre, membre du conseil général de l'Oise, et maire de la ville de Beauvais depuis la Révolution de Février. Le peuple a toujours trouvé en lui un défenseur zélé ; son opinion a toujours été franchement libérale et il s'est constamment dévoué à la cause de la liberté ; il l'a prouvé toutes les fois qu'il en a trouvé l'occasion en défendant la liberté de la presse, et notamment la feuille de Douai, dans la lutte qu'elle eut à soutenir contre M. Martin (du Nord), alors ministre, au sujet des fameuses lettres de Louis-Philippe. C'est sur sa plaidoirie que cette feuille fut acquittée par le jury de l'Oise.

La Révolution de Février a trouvé en lui un partisan dévoué ; il contribuera à constituer une République démocratique, ferme, sage et amie de l'ordre.

Depuis qu'il est à l'Assemblée nationale, il a fait partie de nombreuses commissions ; il a été rapporteur de la loi sur le jury ; il vient d'être nommé secrétaire de la justice.

On doit le mettre au nombre de ceux qui exécutent loyalement et consciencieusement leur mandat. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 77,000 suffrages, sur 99,000 votants.

MARQUIS (DONATIEN).

Ancien officier d'artillerie, né le 18 décembre 1789, il s'est

retiré du service, lors de la guerre d'Espagne, en 1823, Il avait été élève de l'École Polytechnique et de l'École d'application de Metz. Élu député en 1843, il fit partie de l'opposition dynastique; laborieux, assidu, il connaît les questions d'administration civile, d'économie politique, de finances, de guerre et de marine.

Il a fait partie de plusieurs commissions de finances et a été rapporteur d'importantes commissions. Sa parole est facile et nette.

Membre du conseil général de l'Oise, il a été élu représentant du peuple par 82,323 voix.

MORNAY (JULES DE).

Membre du conseil général de l'Oise, né en 1798, il assistait à la bataille de Waterloo, en qualité de sous-lieutenant, au premier régiment de chasseurs à cheval. La Restauration le fit capitaine dans la garde royale. A la Révolution de Juillet, il devint aide-de-camp du maréchal Soult, dont il avait épousé la fille. Il quitta le service en 1832.

Député en 1830, il alla s'asseoir sur les bancs de la gauche, sans tenir compte de sa parenté avec le maréchal. Très assidu à la Chambre, il y a parlé plusieurs fois; sa parole est facile, claire, élégante; il traite, de préférence, les questions qui intéressent l'armée. Esprit élevé, noble caractère, cœur dévoué à toutes les infortunes et à la cause du peuple, l'ex-marquis de Mornay est l'un de nos plus dignes représentants. Il a été élu par 57,887 voix.

SAINTE-BEUVE.

Propriétaire, né à Piailly (Oise) en février 1819, il débute dans le monde politique et son début promet. Doué d'un physique agréable, de beaucoup d'esprit et de distinction, parlant avec une grande facilité, il s'est déjà fait connaître avantageusement dans les commissions et a paru même à la tribune.

M. Sainte-Beuve est un homme de progrès, il est jeune encore, et déjà on peut lui prédire un avenir brillant.

Nommé par 48,332 voix.

TONDU DU METZ (JEAN-ISAAC).

Propriétaire, maire d'Attichy, né à Noyon le 20 mars 1789, il est fils d'un républicain de 1790, mais nous n'osons affirmer

qu'il ait hérité des opinions paternelles. Ses idées libérales le rendaient cependant suspect à la Restauration, qui ne voulut pas lui laisser son titre de maire. La Révolution de 1830 le lui rendit.

Il est membre du conseil d'arrondissement de Compiègne, et a été élu représentant du peuple par 43,332 voix.

ORNE.

Alençon. — 11 Représentants.

AYLIES.

Élu, à la fois, dans le Gers et dans l'Orne, il a opté pour le premier de ces départements, où il est né, et a été remplacé dans le second, aux élections du 17 septembre 1848, par M. VAUDORÉ (*voir le Supplément*).

BALLOT.

M. Ballot, ancien capitaine, maire de Bellesme, membre du conseil général, est né en 1778. Il a été mis à la retraite en 1807, par suite de blessures.

Envoyé à la Chambre, en 1831, par les électeurs de Mortagne, il a signé le compte-rendu. Constamment réélu depuis, il a toujours voté, dans le plus hermétique silence, avec la gauche dynastique. L'ensemble de ses qualités législatives, morales et physiques, ont inspiré à d'autres un mauvais calembourg dont nous nous abstenons; et pourtant, à Bellesme, comme à Mortagne, l'air est vif, la race humaine intelligente, et l'homme n'est point esclave.

Appelé à l'Assemblée nationale, le quatrième des onze élus de son département, il y rachètera, disent ses amis, sa médiocrité politique, par d'excellentes intentions; mais l'enfer aussi est pavé d'excellentes intentions, si l'on en croit l'Écriture sainte.

CHARENCEY (LÉONCE DE).

C'est le fils de l'honorable M. de Charencey, député sous

Charles X et ami de Martignac. Après avoir achevé ses humanités avec distinction, il fit d'excellentes études de droit, et fut d'abord avocat, puis juge-auditeur en 1828, juge-suppléant en 1830, avocat du roi de 1837 à 1848. Candidat à Gacé, dans les élections de 1846, il y obtint un nombre très honorable de suffrages.

Chargé de prononcer, en 1843, le discours de rentrée du Tribunal de la Seine, il prit pour texte de ce travail l'histoire du Palais de Justice, et brocha, sur ce thème inattendu, un délicieux *Epitome*, plein de grâce et de fraîcheur. C'est, en effet, un homme d'un véritable talent, riche propriétaire, quarante-cinq ans environ, au visage agréable, mais à l'allure quelque peu empreinte de timidité.

A la Révolution de Février, M. Crémieux l'a destitué de ses fonctions d'avocat du roi comme suspect au nouveau régime par ses antécédents, ses relations et ses liens de famille. L'ancien gouvernement le considérait comme rallié aux institutions de Juillet. C'est à ce titre qu'il l'avait investi de la mission de confiance qu'il remplissait. On le proclamait alors digne, sous tous les rapports, par ses qualités personnelles, de l'estime et de la considération publiques. On reconnaissait qu'il avait mis au service de son pays toute l'activité et la puissance de son esprit. Récemment élu membre du conseil général de l'Orne, il se distinguera dans les délibérations de cette assemblée, autant par son intelligence des affaires que par son zèle et son patriotisme. Caractère indépendant, il n'a jamais rien sollicité, quoiqu'il eût des amis partout.

Appelé à l'Assemblée nationale par 40,000 voix, le neuvième sur la liste des onze élus de son département, nous le considérons comme très éloigné de toute pensée hostile à la République. Son libéralisme ne saurait, à notre avis, mériter d'être révoqué en doute.

CORCELLES (FRANCIS TIRCUIR DE).

Grand, blond, pâle et timide, membre du conseil général de l'Orne, né en 1801, il est fils de l'ancien député démocrate du Rhône et de la Seine, qui s'était fait un nom sous la Restauration par son opposition radicale.

L'arrondissement de Sées avait envoyé, pour la première fois, M. Francis à la Chambre, en 1837. Membre de la commission d'enquête électorale, il en avait été nommé secrétaire. Il traitait volontiers les questions économiques. Il prit la parole dans

la discussion des projets de loi concernant le privilège de la Banque de France, et les crédits pour dépenses secrètes; mais sa spécialité, c'était l'Algérie, l'Algérie vue en noir, l'Algérie, gouffre insatiable d'argent et de sang, sol ingrat, perfide, stérile, terre de malédiction et d'idolâtrie sauvage.

Il faisait partie de ce petit groupe de députés dont M. de Tocqueville était le centre. Homme laborieux, intelligent, zélé, votant avec la gauche dynastique, il possédait l'estime de ses collègues et de ses électeurs. Il aimait, en outre, beaucoup son évêque, monseigneur Rousselot, ancien officier du génie, qui n'en administrait pas plus mal son diocèse.

La République l'a envoyé à l'Assemblée nationale le deuxième, sur la liste des onze élus de son département. Nous regrettons que son respectable père ne soit plus de ce monde.

CURIAL (NAPOLÉON).

Fils du général de l'Empire de ce nom, qui fut, plus tard, le favori du duc d'Angoulême, porteur d'une assez belle tête et d'une physionomie rassurante pour sa santé, il est âgé de quarante-cinq ans environ, ancien élève de l'École de Saint-Cyr, ancien officier de cavalerie, démissionnaire, sous le règne déchu, pour ses opinions légitimistes. Marié, en 1833, à une riche héritière d'Alençon, il voulut que son contrat de mariage fût signé à *Holy-Rood* par les Bourbons de la branche aînée. C'est que, comblé des bontés de cette famille, comme son père, il se faisait gloire de figurer alors dans les rangs des fidèles.

Mais il se lassa, à l'exemple de tant d'autres, d'une espérance de plus en plus fugitive, et, ayant accepté, en 1843, l'écharpe de maire d'Alençon, il eut l'honneur de recevoir, en cette qualité, le duc et la duchesse de Nemours. Il obtint, pour prix de cette hospitalité, que le premier rejeton de ce couple royal prendrait le nom de la ville.

Il a porté honorablement le titre de comte, et hérité, à la Chambre des Pairs, d'un siège, qu'il a occupé dès que l'âge le lui a permis, sans se faire remarquer à la tribune du Luxembourg dans aucune circonstance importante.

Maire d'Alençon à l'époque de la Révolution de Février, il est resté à la tête de l'administration municipale de cette ville, jusqu'à l'approche des élections pour l'Assemblée nationale. Deux jours seulement avant l'ouverture du scrutin, M. Berrier-Fontaine, commissaire général de la République dans l'Orne, crut devoir le révoquer de ses fonctions, ce qui ne l'a pas em-

pêché d'être appelé à la Constituante, le huitième sur la liste des onze représentants de la localité. C'est qu'en dehors de ses antécédents politiques, il se recommande au pays par des institutions utiles, de précieuses améliorations, l'amour de l'humanité, et une exquise bienfaisance.

Espérons que le sincère désir d'être utile au présent fera taire en lui les souvenirs trop ardents d'un passé qui ne peut revenir.

DRUET-DESVAUX (JACQUES-MATHIEU-LOUIS).

Homme à la tournure sèche, à la chevelure en désordre, il est né à Alençon le 21 septembre 1793, d'une famille bourgeoise, fort estimée depuis longtemps dans la localité. Son père a été député de l'Orne sous la Restauration, de 1817 à 1824.

Il entra, en 1813, dans les gardes d'honneur, et fit avec distinction les campagnes de 1813 et 1814. Il figura, en 1815, dans les cadres des gardes du corps de Louis XVIII. Nommé, en 1817, garde général, puis sous-inspecteur des forêts dans le département de l'Orne, il donna sa démission le 29 juillet 1830.

Appelé, en 1832, au conseil municipal d'Alençon, dont il a fait partie jusqu'à la Révolution de Février, et, en 1836, au conseil d'arrondissement de Mortagne, dont il est encore membre, il n'a pas cessé d'appartenir, depuis 1838, au bureau de bienfaisance d'Alençon. Au conseil municipal, il était ordinairement chargé de préparer les rapports sur les questions les plus importantes.

Sous le régime déchu, il avait entouré son nom d'assez de considération et d'estime pour mériter d'être porté candidat à la Chambre dans presque toutes les élections, où il n'échouait que de très peu de voix. Le suffrage universel est venu réparer ces échecs, en l'envoyant à l'Assemblée nationale, le dernier sur la liste des onze élus du département.

M. Druet-Desvaux s'est fait un nom dans les événements de Juin par la courageuse mission qu'il est allé remplir au milieu des insurgés du faubourg Saint-Antoine, avec ses collègues Larabit et Galy-Cazalat.

Homme d'intelligence, de droiture, de loyauté, à l'esprit juste, à la parole facile, il n'a pas désiré l'établissement de la République, mais on assure que tous ses efforts à la Constituante tendront à son affermissement, pourvu qu'elle soit libérale, honnête et modérée.

GIGON-LABERTRIE.

Né en 1794, maire de Vimoutiers, membre du conseil général de l'Orne, il vint, en 1839, remplacer à la Chambre, comme député de Gacé, Goupil de Préfelin, le fils du conventionnel, dont la fin déplorable et tragique, après les événements de Février, nous paraît inexplicable jusqu'à ce jour. M. Labertrie avait promis alors à ses électeurs de siéger à gauche; il a tenu parole, et s'est enrôlé à tout jamais, en arrivant, sous le drapeau dynastique d'Odilon Barrot, combattant silencieusement, de tous ses votes, un pouvoir rétrograde et corrupteur. Sa santé ne lui permettait pas, du reste, de prendre une part bien active aux travaux de la Chambre.

Après la Révolution de Février, M. Labertrie est revenu au Palais législatif, le troisième sur la liste des onze élus du département.

GUÉRIN (ADOLPHE-CLAUDE).

Il est né à Mortagne, le 5 novembre 1805, d'une très honorable famille, mais qui ne lui a transmis que ce qu'elle pouvait lui transmettre, la volonté et l'intelligence de bien faire. Élève distingué de l'École polytechnique et de l'École d'application de Metz, c'est par sa volonté et son intelligence seules qu'il est parvenu. Capitaine du génie, il s'est signalé en Afrique de 1832 à 1838, a été employé ensuite à Lyon, et passe pour un des meilleurs officiers de son arme.

Homme de talent, de mérite personnel, de fermeté, républicain de conviction et de vieille date, comme il a fait ses preuves en Algérie en qualité de militaire, de même il a su les faire en qualité de citoyen à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par ses compatriotes de l'Orne, à la majorité de 32,000 suffrages, le dixième sur la liste onze des élus, après une profession de foi pleine de franchise, de sympathie pour les classes ouvrières et de véritable esprit démocratique. C'est un républicain de la veille, ami de l'ordre. Membre du comité des travaux publics, il a parlé sur le rachat des chemins de fer, notamment de celui de Lyon, avant la proposition du ministère, et sur plusieurs questions de finances.

HAMARD (PASCAL-LUCIEN-PIERRE).

Né à Domfront, le 16 janvier 1800, d'une famille républicaine, aux traditions de laquelle il fut toujours fidèle, il se distingua

dans ses études à Domfront et à Caen, et revint, à vingt ans, dans sa ville natale, exercer la profession d'avocat.

En peu de temps, il sut se concilier l'estime et l'affection de tous par sa probité et son zèle à concilier les intérêts les plus divergents. En 1822, il fonda un comité électoral, qui n'a pas cessé de fonctionner depuis, et a constamment envoyé un député libéral à la Chambre.

Délégué comme maire provisoire de Domfront après la Révolution de Juillet, il devint bientôt conseiller de préfecture de l'Orne, mais, dès 1831, il donnait sa démission, persuadé du mauvais vouloir de Louis-Philippe, et allait reprendre son rôle de chef de l'opposition radicale au barreau de Domfront.

Appelé par ses concitoyens au conseil d'arrondissement, il y a toujours plaidé la cause du progrès. Agriculteur éclairé et pratique, il a été élu président du comice de Domfront, et, depuis lors, les bonnes méthodes ont triomphé dans le pays.

A la nouvelle de la proclamation de la République, il a pris, le 26 février, la direction de l'arrondissement, qu'il a administré avec justice et fermeté. Ses concitoyens l'en ont récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale, le septième sur la liste des onze élus du département.

Vif et bouillant dans ses improvisations, aussi actif, aussi laborieux qu'intelligent, modeste et sans besoins, il sera fidèle, dans la Constituante, à tous ses antécédents républicains, jouera un rôle très utile dans les commissions, fera une guerre acharnée aux gros traitements, aux sinécures, et n'épargnera rien pour réduire, enfin, le budget de la France à sa plus simple expression.

PIQUET (HIPPOLYTE).

Né le 5 avril 1815 à Mortagne, où sa famille s'est acquis une honnête aisance dans le commerce, il exerce, dans sa ville natale, la profession d'avocat, y remplissant, en outre, les fonctions de juge-suppléant au Tribunal de première instance. Entouré de l'estime générale, il a été élu, aussitôt après l'avènement de la République, maire de Mortagne; et son administration paternelle a tellement mérité l'approbation de tous ses concitoyens, qu'ils n'ont pas cru pouvoir mieux s'acquitter envers lui qu'en l'appelant à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des onze représentants de l'Orne. Ses opinions ont toujours été très libérales; et il a constamment fait preuve de patriotisme le plus pur et le plus conciliant.

TRACY (VICTOR DESTUTT DE).

Taille élevée, tête parlementaire, il a bien l'extérieur d'un philosophe chagrin qui voit tout en noir autour de lui, mais qui a juré, en même temps, de soutenir par tous ses actes, par toutes ses paroles, toutes les idées, toutes les réformes qui sont de nature à améliorer le sort du peuple. Héritier d'un nom justement vénéré, fils de l'illustre penseur auteur du *Commentaire sur l'Esprit des Lois*, il marche dignement sur les traces de son père; et c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui.

Né en 1781, il fut reçu, en l'an vi, à l'École polytechnique, d'où il sortit en 1800, le premier de sa promotion, et entra à l'École du génie de Metz. Deux ans plus tard, il était rappelé à l'École polytechnique, en qualité de chef d'étude, et de là successivement employé au camp de Boulogne et en Italie.

Il fit la campagne d'Austerlitz sous Masséna, passa en Dalmatie sous les ordres de Molitor, et fut envoyé en 1807 à Constantinople, avec plusieurs autres officiers du génie et d'artillerie. Là il devint aide-de-camp du général Sébastiani, ambassadeur de l'empereur des Français près la Sublime Porte, sous le commandement duquel il fit, plus tard, les campagnes de 1808 et 1809 en Espagne. S'étant distingué à Almonacid et à Ocana, il fut nommé chef de bataillon au 58^e de ligne, et fit, avec ce régiment, les campagnes de 1810 et 1811 en Andalousie.

Obligé de rentrer en France par suite d'une blessure reçue à la bataille d'Albufera, il fut nommé major en second, chargé du commandement d'une des demi-brigades provisoires qui se rendaient en Russie et qui étaient composées de conscrits dont la plupart n'avaient pas vu le feu. Il se distingua à Ielna à la tête de six cents de ces braves improvisés. Fait prisonnier par capitulation, avec le corps du maréchal Augereau, il resta en Russie jusqu'en 1814, fut nommé colonel à sa rentrée en France, et obtint sa retraite en 1818. Il n'était que simple chevalier de la Légion-d'Honneur.

Il utilisa ensuite ses loisirs par des études scientifiques et philosophiques, et atteignait à peine sa quarantième année, âge requis alors, quand, en 1822, les électeurs de l'Allier l'envoyèrent à la Chambre. Il alla s'y asseoir à côté de Lafayette, son parent, non loin de Dupont (de l'Eure), son ami, et y combattit l'exclusion de Manuel.

En 1824, les fraudes du ministère déplorable lui fermèrent les portes du Palais-Bourbon, où il ne revint siéger qu'en 1827.

Il reprit sa place à l'extrême gauche, combattit avec persévérance en faveur de toutes nos libertés, et monta souvent à la tribune, où il se signala par la profondeur de ses pensées et la loyauté de son opposition. En 1830, il fit partie des 221 et signa le compte-rendu. Il essaya vainement, dès lors, de faire rayer la peine de mort de nos codes, et vint de renouveler, en 1848, les mêmes efforts avec aussi peu de succès. Dès 1815, il avait déclaré que jamais il ne profiterait du bénéfice de l'hérédité qui devait l'appeler un jour à la Chambre des pairs. Fidèle à cet engagement, il vota contre l'hérédité de la pairie.

Dans la session de 1834, il voulut introduire dans l'adresse un amendement ainsi conçu : « Tout ce qui tend à accroître les moyens d'existence et les ressources des classes ouvrières, en augmentant la demande du travail et sa juste rétribution, sera accueilli par nous avec la plus vive sollicitude. » Cette phrase faillit soulever une tempête dans les centres. « C'était, disait Charles Dupin, de l'anarchie, du 93 tout pur, *on allait tremper la patrie dans le sang.* »

M. de Tracy combattit la loi contre les associations, celle contre les réfugiés, celle en faveur des fortifications de Paris. Orateur de l'agriculture, partisan de l'abolition de l'esclavage, champion de la liberté de l'enseignement, il a été longtemps d'avis qu'on évacuât l'Algérie.

En 1837, il échoua dans l'Allier; mais l'Orne se fit un devoir de l'élire et l'a constamment réélu depuis. Esprit sérieux, éclairé, indépendant, il votait ordinairement avec l'opposition dans l'ancienne Chambre, mais il n'appartenait à aucun parti. Tout joug d'intrigue blessait la sincérité de ses opinions et effarouchait son vote. Il a laissé passer plus d'une fois, sous ses pieds, les brutales tempêtes du *National* qui ne pouvaient réussir à ébranler ses fières convictions.

À la Révolution de Février, il était officier de la Légion-d'Honneur, membre du conseil général de l'agriculture et du conseil général de l'Allier. En 1831, l'artillerie parisienne lui avait donné une preuve de son estime en lui offrant son commandement. En 1848, son nom ne fut pas moins bien accueilli par la 4^{re} légion qui l'élut son colonel. Peu de jours après, le peuple électoral de l'Orne, fidèle à ses antécédents, le choisissait, à la presque unanimité et le premier sur la liste de ses onze élus, pour le représenter à l'Assemblée nationale, récompense non moins éclatante que méritée d'une vie toute de dévouement à la patrie. Homme à idées grandes et généreuses, il était digne, à tous égards, de figurer dans une assemblée où s'agitent les

plus grandes questions de l'humanité. Pour tout dire enfin, il s'est fait remarquer, à la tête de sa légion, au poste du péril, durant les journées sanglantes de Juin.

PAS-DE-CALAIS.

Arras. — 17 Représentants.

BELLART - DAMBRICOURT (LOUIS-ALBERT).

Négociant et agriculteur à Wizernes, près de Saint-Omer, né le 13 mars 1796, c'est un commerçant probe, qui s'est peu occupé de politique jusqu'ici, mais qui est connu cependant pour professer des opinions sincèrement progressives.

Il occupe un grand nombre d'ouvriers, qui le considèrent comme leur père, et préféreraient leur dépendance si heureuse aux rêves des socialistes et des communistes, si ces dangereuses théories leur étaient un jour appliquées.

M. Bellart-Dambricourt est maire de sa commune depuis huit ans, et membre du conseil d'arrondissement. Il a été élu par 78,381 voix.

CARY (PIERRE).

M. Cary, propriétaire, né à Boulogne-sur-Mer le 23 avril 1793, doit à l'énergie de ses opinions républicaines et à l'estime dont il jouit d'avoir été porté sur toutes les listes des comités radicaux du département. Il fut un des principaux organisateurs du banquet d'Annezin, qui exerça sur l'opinion du pays une si grande influence.

Durant toute la lutte que les patriotes eurent à soutenir, pendant les dix-sept dernières années, le dévouement de M. Cary ne manqua jamais à la cause démocratique. Les votes, constamment ministériels de l'arrondissement de Béthune, ne découragèrent pas son activité persévérante. Sûr de succomber, il recommençait le combat à chaque élection.

Il appartient à la rédaction du *Progrès du Pas-de-Calais*, et a été appelé à l'Assemblée nationale par 78,809 voix.

CORNILLE (TIMOTHÉE-JOSEPH).

Président du tribunal civil d'Arras, où il est né le 13 septembre 1788.

M. Cornille fut envoyé par ses parents au lycée Charlemagne, pour y faire ses études. Il y connut Cormenin, et contracta avec lui une de ces amitiés de collège qui ne périssent pas.

Ses études de droit terminées, en 1812, M. Cornille revint se faire inscrire au tableau des avocats d'Arras. L'occasion de montrer son courage ne se fit pas attendre longtemps au jeune avocat. A la seconde rentrée des Bourbons, les partisans de la légitimité exercèrent d'indignes persécutions contre les citoyens connus pour leurs idées libérales. Le canton de Bertincourt fut particulièrement ravagé par ces énergumènes à cocardes blanches; plusieurs patriotes se virent pillés, chassés de leur domicile et contraints de s'enfuir. Les citoyens persécutés réclamèrent la protection de la justice; mais, dans ces temps de réaction, demander justice à ceux qui triomphaient, c'était s'exposer à de nouvelles persécutions. Heureusement, il se trouvait alors, comme toujours, dans les barreaux de France, des voix généreuses prêtes à s'élever contre toute oppression; le jeune Cornille n'hésita pas : des citoyens étaient injustement spoliés pour avoir professé une foi politique qui était la sienne; il se jeta à corps perdu dans ces dangereuses affaires. La première concernait M. Bresson d'Aplincourt, elle fut gagnée à Arras; une deuxième fois à Douai; une troisième en cassation. La seconde eut plus de retentissement encore : elle intéressait un honnête cultivateur d'Havrincourt, acquéreur de quelques biens nationaux, provenant de l'émigré marquis dudit lieu. Le pillage avait eu lieu chez ce cultivateur avec toutes les horreurs imaginables; tout avait été saccagé ou détruit; père, mère, enfants, avaient été obligés de se sauver et de rester longtemps cachés. M. Cornille, profondément indigné, fit paraître un mémoire où les faits apparaissaient sous leur véritable jour; où les auteurs directs et indirects de ces horreurs étaient démasqués et traduits au tribunal de l'opinion publique. Furieux, le marquis d'Havrincourt intervint pour demander la suppression du mémoire. Outre qu'à cette époque un marquis ne perdait guère de procès, il s'agissait surtout de frapper un avocat indépendant et courageux; les juges de la légitimité ne daignèrent pas même entendre cet avocat, ils ordonnèrent la suppression. L'opinion publique protesta contre ce jugement; et le jeune avocat, frappé par

la Cour, grandit dans l'estime de ses concitoyens. Il fut nommé successivement membre de l'Académie d'Arras, secrétaire perpétuel de cette société savante, bâtonnier de l'ordre des avocats, et, à la Révolution de 1830, conseiller de préfecture, emploi que son père avait occupé et que la Restauration lui avait enlevé; enfin, presque à la même époque, président du tribunal civil d'Arras.

M. Cornille, jusque-là repoussé par le pouvoir, se vit encore appelé au conseil municipal d'Arras et au conseil général du département. Dans ces diverses fonctions, il fut constant dans son patriotisme, dans son indépendance, dans son amour éclairé et sincère pour la liberté. Toutes les fois qu'il fallut lutter contre le pouvoir qui perdait la France, on le trouva sur la brèche. Il opposa un refus formel aux agents du pouvoir chargés d'opérer le recensement. Malgré sa position élevée qui lui commandait une grande réserve, il aida à organiser le banquet réformiste d'Annezin et y assista, ainsi qu'à celui d'Arras. C'était de sa part un acte de véritable courage.

Président depuis 1830, il n'est pas décoré, bien que tous ses collègues du département le soient; on devine la cause de cet oubli. M. Cornille a voté pour le bannissement à perpétuité de la dynastie d'Orléans, pour la loi contre les attroupements et pour la mise en accusation de Louis Blanc, Caussidière, etc. Il siége à gauche, à côté de son loyal ami M. Piéron.

M. Cornille a été élu par 78,763 voix.

DEGEORGE (FRÉDÉRIC).

M. Degeorge, publiciste, né en Allemagne le 12 septembre 1797, abandonna, à seize ans, ses études, pour se faire soldat et défendre la France, menacée par la coalition des rois. Il est fils d'un adjudant-major au 2^e de ligne, qui, admirateur passionné du général Bonaparte, vota contre le consulat à vie et contre l'Empire. Son fils, par sa conduite, en tous lieux et en toutes circonstances, en défendant devant les jurés du pays sa fortune, sa liberté et les libertés publiques, a prouvé que la tradition paternelle était pieusement conservée dans sa famille.

Il fonda à Arras, en 1827, sous le nom du *Propagateur*, un journal politique de l'opposition la plus avancée. Ce journal devint plus tard le *Progrès du Pas-de-Calais*.

M. Degeorge, avant 1830, avait pris part à toutes les manifestations des écoles. Il fit partie de la société célèbre des *Carbonari*. En 1822, il avait soutenu à main armée, en Espagne, le

parti libéral; et condamné à mort, il s'était sauvé en Angleterre. Le jugement par contumace fut cassé en 1828, et M. Degeorge put se fixer en France.

Aide-de-camp de Lafayette en 1830, il ne tarda pas à subir les rigueurs de la réaction contre-révolutionnaire; mais vingt-huit procès, qui lui furent intentés par les parquets de Louis-Philippe, furent suivis de vingt-huit acquittements par devant la justice nationale.

Ce fut lui qui fut le correspondant le plus actif du prince Louis-Napoléon durant sa captivité au fort de Ham.

Commissaire général du Pas-de-Calais, il a, pendant deux mois de difficile et rude administration, attiré à lui toutes les sympathies.

Nommé représentant à l'Assemblée nationale par 95,192 voix, il ne s'est plus souvenu que les rois l'avaient proscrit, et a voté contre la loi du bannissement.

DENISSEL (LOUIS).

M. Denissel, brasseur, né à Saint-Venant, près d'Aire, le 23 décembre 1818, est un homme d'un beau caractère, au cœur franc et loyal, philanthrope dans la plus sérieuse acception du mot, et la Providence des malheureux. On cite de lui des traits de courage extraordinaires et toujours exécutés dans les circonstances les plus périlleuses. Plusieurs médailles d'or, des mentions honorables, et, par dessus tout, la reconnaissance des citoyens, ont été la récompense de ses actes de dévouement.

M. Denissel est partisan d'une république sage et modérée. Il a été, dans les premiers jours de la session actuelle, victime d'une indigne mystification.

M. Buchez, alors président, venait de recevoir une lettre ainsi conçue :

« Monsieur le Président,

« Je ne me reconnais ni le patriotisme, ni le talent nécessaires pour siéger parmi les représentants du peuple, et je vous prie d'accepter ma démission.

« Signé DENISSEL. »

En entendant ce nom, M. Denissel se lève indigné, et s'écrie : « Cette lettre est un faux; ce Denissel, c'est moi, et je n'ai jamais rien écrit de pareil. »

Peut-être le président, qui savait que l'élection de ce représentant avait été contestée, devait-il deviner, dans cette lettre, une rancune anonyme, et s'abstenir de la lire. Malheureusement, l'idée ne lui en vint pas. Élu par 71,463 voix.

EMMERY.

Ingénieur des ponts et chaussées, né à Saint-Maur (Seine) le 2 décembre 1815, il n'a pas d'antécédents politiques; c'est un homme de talent, ancien élève de l'École polytechnique, d'où il sortit avec l'un des meilleurs numéros. Ses opinions sont sages et modérées. Élu par 81,929 suffrages.

FRECHON (FAUSTIN-IRÉNÉE).

Prêtre, né à Hesdin (Pas-de-Calais) le 28 juin 1804, il a été, pendant dix-huit ans, professeur au séminaire d'Arras. C'est un homme de foi, de convictions profondes; sa charité, son courage chrétien sont au-dessus de tous les éloges. En 1834, sur sa demande formelle, il fut envoyé à Frévent, au milieu des cholériques; il y resta deux mois et demi, visitant les malheureux atteints de l'épidémie, les rappelant à l'espoir et à la résignation, et en sauvant un grand nombre.

Il est chanoine titulaire du diocèse depuis 1841. Habile théologien, savant distingué dans les lettres et dans les sciences, doué d'un véritable talent oratoire, membre de plusieurs sociétés savantes, la biographie de M. Fréchon se résume en ce peu de mots : charité, talent, fermeté. Il a été élu par 74,655 voix.

FOURMENTIN (JEAN-MARIE).

Propriétaire à Brimeux, près de Montreuil, né à Boulogne le 10 décembre 1801, il est fils du brave capitaine Fourmentin, mort, il y a quelques mois, laissant une réputation si légitime de bravoure, de sang-froid et de capacité d'homme de mer.

Il fit ses études à Boulogne, passa deux ans en Angleterre, puis se rendit à Paris, en 1824, et y consacra cinq années à l'étude des sciences exactes et naturelles.

En 1831, il fixa sa résidence à Brimeux pour exploiter ses tourbières et cultiver ses propriétés. Les loisirs que lui laissèrent ses travaux, furent consacrés à l'étude de l'économie politique et à des recherches chimiques.

En 1846, il découvrit un nouveau procédé pour fabriquer

simultanément la céruse et la soude artificielle, procédé destiné à changer les conditions de cette fabrication et pour lequel il prit un brevet d'invention en 1847.

Dans toutes les élections qui ont eu lieu depuis 1830, il a figuré parmi les patriotes éprouvés, en soutenant les candidatures les plus avancées, celles qui se rapprochaient le plus de ses opinions démocratiques. A l'Assemblée nationale il demande ou défend par tous les moyens dont il peut disposer : Une constitution fondée sur une large base électorale ; — l'inviolabilité des personnes ; — le respect aux propriétés ; — la liberté illimitée des cultes ; — la liberté de l'enseignement ; — de nouvelles bases d'impôt, de manière à atteindre une répartition équitable et à diminuer la charge qui pèse sur tous les citoyens ; — la suppression de l'impôt du sel ; — une protection efficace au commerce et à l'industrie ; — enfin toutes les réformes qui peuvent améliorer l'agriculture. Élu par 75,618 voix.

LANTOINE-HARDUIN.

Brasseur à Arras, né en 1791 ; depuis trente ans qu'il est dans la vie politique, il s'est toujours montré constant dans ses principes. Toujours il a voulu la vérité et la sincérité dans le gouvernement représentatif. Il était l'âme de l'opposition dans la ville d'Arras.

M. Lantoine est dans cette dernière ville le soutien des pauvres, qui absorbent une partie de son immense fortune.

78,791 voix l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

LEBLEU (ÉZÉCHIEL).

Capitaine du génie, né à Dunkerque le 30 septembre 1804, c'est encore un élève de l'École polytechnique, l'école par excellence. En 1830, il était lieutenant au 2^e régiment du génie, en garnison à Arras, quand parurent les ordonnances de Juillet et qu'éclata la révolution qui les suivit. De concert avec Cavaignac, il fit marcher son régiment sur Paris pour prêter main forte à l'insurrection. M. Lebleu, envoyé à Dunkerque comme capitaine du génie, concourut activement à la création du journal républicain *la Vigie*. Il a ensuite été envoyé successivement à Montpellier, à Oran, à Saint-Venant et à Béthune, qui est sa résidence actuelle.

M. Lebleu est membre de la Légion-d'Honneur. Instruit au-

tant que brave, il a une santé très frêle, qui lui interdit la tribune et les longues discussions.

Élu par 75,302 voix, il fait partie du comité de la guerre.

LENGLET (ÉMILE-EUGÈNE).

Avocat à Arras, né en 1811, c'est un représentant comme il en faut à la jeune République. Démocrate depuis vingt ans, il est dans toute la force de la jeunesse et dans toute l'énergie des plus fermes convictions.

Ayant terminé ses études à Arras, il vint faire son droit à Paris, vers la fin de 1829; il se trouvait dans ce grand atelier des révolutions, quand le peuple chassa ses vieux rois impuissants. Émile Lenglet, étudiant, s'arma du fusil de l'insurrection, et fit partie de cette armée improvisée dans les écoles, et commandée, suivant la belle expression de Casimir Delavigne, par de vieux généraux de vingt ans.

Depuis cette époque, il n'a cessé de professer des opinions franchement républicaines. Revenu à Arras, comme avocat, en 1829, il fut l'un des collaborateurs les plus actifs du *Progrès du Pas-de-Calais*. Ses débuts annonçaient un avocat distingué. Souvent il a prêté l'appui de son talent à des causes politiques. Au mois de décembre 1841, il fit acquitter M. Degeorge devant la Cour d'assises de Saint-Omer; plus tard, il plaida pour le même un procès dans lequel il prit un sous-préfet en flagrant délit de faux *post-scriptum*. Enfin, huit jours avant la Révolution de Février, il défendait M. Ayraud Degeorge contre M. de Joncières, rédacteur en chef du *Courrier du Pas-de-Calais*.

Estimé même de ses adversaires politiques, il fut nommé, en 1846, membre du conseil municipal d'Arras, à une grande majorité.

Le 25 février 1848, quand arriva dans cette ville la nouvelle de la victoire du peuple, M. Lenglet prit sur lui de faire imprimer et répandre des bulletins proclamant la République, quoiqu'on ne connût pas encore la forme de gouvernement adoptée. Il provoqua la démission du maire, fit partie de la commission municipale républicaine, et porta au Gouvernement provisoire l'adhésion de la ville.

Il a voté pour la loi du bannissement et contre la mise en accusation de Louis Blanc. Élu par 72,900 voix.

OLIVIER (JOSEPH-DAGOBERT).

Propriétaire à Saint-André-les-Aires, né à Longwy (Moselle)

le 9 septembre 1792, c'est le fils du général baron Olivier, mort à Lille en 1813, commandant la 16^e division militaire. Lui-même a servi avec distinction. Nommé député en 1830, il alla siéger sur les bancs de la gauche. Dans les questions de principe, il est un des rares députés qui ont suivi la ligne indiquée par le programme de Juillet. Il a voté contre l'hérédité de la pairie. Lorsque la marche incertaine du ministère dans la question étrangère excita la défiance des patriotes, il se forma des associations dans le but de prévenir la France contre la faiblesse des dépositaires du pouvoir. M. Olivier fit partie de ces associations, qui soulevèrent les colères des ministres.

En 1841, il fut un de ceux qui attaquèrent M. de Talleyrand, préfet du Pas-de-Calais, au sujet de la dénonciation que celui-ci avait faite contre eux. MM. Dupont et Charles Ledru plaidèrent cette affaire devant le tribunal d'Arras. « Le premier des conspirateurs, dit M. Ledru, c'est le baron Olivier, ancien officier de notre grande armée. Savez-vous pourquoi et en quelle qualité M. le préfet l'a mis en tête des coupables? Rappelez-vous donc, messieurs, ces belles paroles que, du haut de la tribune nationale, M. Olivier faisait entendre :

« Députés de la France, ce n'est pas ici une question d'argent, c'est une question de sang; et le sang de nos frères coule sur le bord de la Vistule! Dénonciateurs, c'est l'ami de la Pologne, c'est le défenseur de notre gloire que vous avez calomnié! et, lorsqu'aujourd'hui il vient publiquement, au grand jour de l'audience, vous demander compte de vos dénonciations souterraines, honte à vous, si, au lieu d'accepter le débat, vous fuyez l'audience pour vous envelopper des garanties du privilège! »

Le jour de la mort de Benjamin Constant, député du Pas-de-Calais, M. Olivier prononça une chaleureuse allocution, et déposa sur la tribune une couronne d'immortelles. Nous citons ces simples faits pour donner une idée du courage et des sentiments vraiment patriotiques de M. Olivier. — Élu par 73,103 voix.

PETIT (JEAN-BAPTISTE).

Cultivateur à Brias (canton de Saint-Pol), âgé de 61 ans, il est maire de sa commune depuis 1818, et cependant ses opinions *libérales* sont bien connues. Il ne s'est donc trouvé aucun pouvoir assez osé pour enlever à ses concitoyens cet homme qui les administre si paternellement.

Depuis 1830, M. Petit est aussi membre du conseil général du

Pas-de-Calais. Toutes les dilapidations des fonds départementaux l'ont constamment trouvé pour adversaire.

M. Petit a contribué de toute son influence à fonder la Société d'agriculture de Saint-Pol. Depuis sa fondation, il en est le vice-président. Toujours on le voit investi des fonctions qu'un homme peut tenir de l'estime et de la confiance de ses concitoyens; son opposition aux différents pouvoirs qui ont successivement pesé sur la France, a toujours été ferme, prudente et loyale. Nul plus que lui ne paya de sa personne, n'usa de sa légitime influence dans les luttes électorales. Plus l'administration ourdissait d'intrigues, préparait de corruptions, plus M. Petit redoublait de zèle et de dévouement pour la cause de la liberté.

M. Petit est né à Magnicourt-sur-Canche. Ses parents lui firent donner une éducation très soignée, et il fut admis à l'École polytechnique, cette pépinière féconde d'hommes illustres; mais l'ambition ne tourmentait pas le cœur du jeune homme; à toutes les chances que lui offrait l'avenir, il préféra le bonheur et le calme des champs. Aujourd'hui, cependant, on le voit céder aux instances de ses amis, et accepter l'honneur périlleux de porter à l'Assemblée constituante le tribut de son expérience et de ses lumières; mais le pays a vu dans ce dévouement une nouvelle preuve de patriotisme et de courage.

M. Petit, élu par 100,200 voix, a voté pour la loi de bannissement.

PIÉRON (CHARLES-PHILIPPE-RENÉ).

Conseiller à la Cour d'appel de Paris, ex-député, né à Arras le 27 février 1796, il vint à Paris en 1818 suivre les cours de l'École de droit, après avoir terminé à Lille de brillantes études, commencées dans sa ville natale. Conseiller-auditeur à la Cour royale de Douai en 1822, substitut du procureur-général en 1828, il se trouva à la tête du parquet, quand arriva la Révolution de 1830, les procureurs-généraux, présidents et juges ayant soudainement disparu.

En 1833, il fut nommé conseiller à cette même Cour, et quelque temps après, son beau-père M. Degouves-de-Nunques, député de Saint-Pol, et l'un des 221, étant mort, M. Piéron se présenta aux suffrages des électeurs; il échoua dans cette première tentative; mais, la Chambre ayant été dissoute, trois mois après, il fut nommé à une belle majorité. Depuis cette époque, son mandat lui a été renouvelé cinq fois, et, pendant la dernière

législature, il représentait seul l'opposition parmi tous les députés du Pas-de-Calais. Les électeurs de l'arrondissement de Saint-Pol ont donc le droit de revendiquer l'honneur d'avoir seuls conservé leur indépendance jusqu'au dernier jour de la monarchie.

M. Piéron est conseiller à la Cour d'appel de Paris depuis le 25 février 1848. Sa nomination fut l'objet du premier décret rendu par M. Crémieux, ministre de la justice. Il est, depuis neuf ans, membre du conseil général de son département, et il a même présidé cette assemblée dans la session extraordinaire du mois d'avril dernier.

M. Piéron était l'un des députés les plus estimés de l'ancienne Chambre, même parmi ses adversaires politiques ; il a constamment voté pour toutes les économies proposées par l'opposition, et contre toutes les mesures qui ont avili les représentants de la France ; entre autres, contre l'indemnité Pritchard et l'ordre du jour des satisfaits. Fonctionnaire public, il a voté la proposition Rémusat sur les fonctionnaires publics et maintenu son indépendance, en dépit des liens qui pouvaient le rattacher aux intérêts du pouvoir. Il passait pour un des députés de la gauche les plus exacts et les plus sévères dans l'accomplissement de leurs devoirs ; c'est à lui qu'on a dû longtemps de connaître les votes de chacun des membres de la Chambre, après chaque scrutin important ; il en dressait la liste et la livrait à la publicité. Par ce moyen, il était devenu impossible à un député de se donner le mérite d'un vote contraire au sien, et de se créer ainsi des doubles titres à la faveur des électeurs et à celle du pouvoir.

M. Piéron appartenait au parti Odilon Barrot, et tous ses efforts tendaient à maintenir l'unité et l'ensemble dans ce parti qui, néanmoins, vit naître dans son sein de fréquentes divisions suscitées par les ambitions particulières. Mais le loyal député du Pas-de-Calais, fidèle au principe fondamental, demeura constamment sous la bannière des opposants les plus radicaux.

C'est au nom de M. Piéron que s'est levé tout entier le corps électoral du Pas-de-Calais, à l'occasion du banquet réformiste d'Annezin qu'il a présidé.

Des dix-sept candidats de son département, M. Piéron est celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix (130,207) ; son élection ne fut préparée ni par lui ni par ses amis, elle était certaine à l'avance ; tout le monde la désirait. En effet, M. Piéron est aimé dans le Pas-de-Calais, non seulement pour la fermeté de son opinion, et la droiture de ses sentiments, mais aussi pour

sa grande obligeance et sa bonté inépuisable. Il peut avoir des adversaires en politiques ; dans la vie privée, il n'a que des amis.

PIERRET (LOUIS).

Négociant, né à Saint-Omer le 17 juillet 1801, de parents négociants, il sut, par son intelligence, se créer une position honorable, et, par la fermeté de ses principes et la franchise de son caractère, conquérir l'estime de ses concitoyens. Depuis qu'il a pu comprendre la vie politique, toute son énergie, toutes ses facultés ont été dévouées à la cause du peuple. En 1822 et 1823, lorsqu'il faisait son droit à Paris, il prit une part active à toutes les manifestations populaires, à toutes les luttes si ardentes des étudiants contre les royalistes et les gardes du corps de Louis XVIII. Revenu à Saint-Omer en 1825, il exerça, pendant quinze ans, la profession d'avoué. Il sut, dans les plus mauvais jours de la Restauration et en présence d'une magistrature hostile, conserver son indépendance et forcer ses ennemis politiques eux-mêmes à honorer son caractère.

En 1830, il fut un des premiers à organiser le mouvement populaire et fut appelé au commandement de la compagnie d'artillerie de la garde nationale, qui fut toujours à Saint-Omer un foyer de républicanisme. Élu membre du conseil municipal en 1843, il apporta au sein du conseil le tribut de son patriotisme et de ses lumières.

Élu député à l'Assemblée nationale par 76,972 voix, on le voit aussi sympathique au régime républicain que contraire aux volontés impatientes qui en compromettraient le maintien.

ROUBIER D'HÉREMBault (ALEXANDRE).

Ex-député, propriétaire, né à Montcarèl, près de Montreuil-sur-Mer, le 2 février 1792, il fut envoyé à la Chambre, en 1831, par les électeurs de Montreuil. Son mandat fut renouvelé cinq fois par le même collège ; il succomba aux dernières élections, contre le duc d'Elchingen, grâce à l'habileté des agents de M. Duchâtel et au vaste système de corruption qui viciait si profondément la représentation nationale. M. d'Hérembault est entré indépendant à la Chambre, et, lorsque tant de députés trafiquaient de leurs votes, indépendant il en est sorti ; pendant toute la durée de son mandat, aucune faveur ministérielle n'a pu l'atteindre. Toujours ferme et consciencieux, son vote était acquis d'avance à l'opposition la plus avancée. Il a voté contre

toutes les mesures iniques provoquées par l'ancien Gouvernement, contre les lois de septembre, de dotation, de disjonction; il a repoussé avec indignation l'indemnité Pritchard.

M. d'Hérembault, à peine âgé de cinquante-six ans, peut encore rendre au pays de grands services; il a fait ses preuves; sa loyauté et son indépendance sont garanties par toute sa vie parlementaire. Il est membre du conseil général, maire de Montreuil, et a été appelé à l'Assemblée nationale par 84,807 suffrages.

SAINT-AMOUR (JULES DE).

Né à Zutkerque, arrondissement de Saint-Omer, le 5 juin 1800, il n'a point accepté les diverses fonctions administratives qui lui ont été offertes dans le Pas-de-Calais. Ses opinions sont constitutionnelles et indépendantes. C'est un homme très honorable, plein de bienveillance et de modestie.

Il s'est beaucoup occupé de travaux littéraires et artistiques, Plusieurs journaux de la capitale inséraient ses articles. Il était l'un des plus laborieux collaborateurs du *Dictionnaire de la Conversation*, du *Dictionnaire du Notariat*, du *Dictionnaire des Sciences usuelles*, etc. Il a été nommé par 75,591 voix.

PUY-DE-DOME.

Clermont. — 15 Représentants.

ALTAROCHE.

Né en 1800 à Issoire, il fut quelques jours dragon, quand la conscription l'atteignit; mais le casque de cuivre et le long sabre convenaient peu à son humeur badine; il se hâta d'acheter un remplaçant et s'engagea dans l'artillerie légère du *Charivari*, dont il fut, d'abord, un des *co-hommes d'Etat*, et dont il devint, plus tard, le rédacteur en chef. Il s'est également essayé dans l'art dramatique et dans le roman; il a enfin publié un recueil de chansons politiques, qui n'est pas sans mérite.

Il figurait parmi les membres les plus zélés et les plus actifs du comité de la Société des gens de lettres, quand la Révolution

de Février, proclamant la République, objet de tous ses désirs, prit au sérieux le *co-homme d'Etat*, et en fit un commissaire général du Gouvernement provisoire dans le Puy-de-Dôme, sa patrie. Il faut des révolutions républicaines pour produire de ces métamorphoses-là.

Improvisé grand administrateur, il se signala plus par ses mœurs douces et par son esprit de conciliation, que par la hauteur de ses vues et par son entente gouvernementale. L'Auvergne, d'ailleurs, est une de ces bonnes provinces qui marchent toutes seules, n'importe sous quel régime, pourvu qu'on ne soit pas assez stupide pour leur jeter des bâtons dans les roues.

En ce temps-là, il était d'usage que les départements honorassent de leur mandat à l'Assemblée nationale le commissaire, bon ou mauvais, dont le hasard leur avait fait don. Le ministère Ledru-Rollin ne nommait même, en général, un commissaire que pour que son département se tînt pour averti qu'il avait à le nommer représentant du peuple. Altaroche figure en tête de la liste des quinze élus du Puy-de-Dôme, avec une énorme majorité de plus de 110,000 voix. Depuis son arrivée à la Constituante, il s'y tient coi, et c'est encore, de sa part, une preuve d'esprit. Il en était beaucoup plus avare dans ses dernières années de rédaction au *Charivari*.

ASTAIX.

Ce riche marchand de fromages, né en 1808, jouit à Clermont-Ferrand d'une considération méritée. C'est un républicain de la vieille roche, sans brillant dans l'esprit, sans élégance dans les formes, mais doué, ce qui vaut infiniment mieux, d'un sens très droit et d'un jugement ferme et sain, vrai paysan du Danube, en un mot, que la Révolution de Février a appelé aux fonctions d'adjoint au maire de Clermont, fonctions qu'il a résignées, quand la reconnaissance publique l'a envoyé à l'Assemblée nationale, le dernier sur la liste des quinze élus du Puy-de-Dôme, avec un contingent de 46,333 suffrages.

BAUDET-LAFARGE.

Né en 1804, il est fils de Baudet-Lafarge, membre du conseil des Cinq-Cents, un des hommes les plus honorables et les plus honorés du Puy-de-Dôme, où il fut, toute sa vie, le drapeau des vrais patriotes et où il est mort sous le règne de Louis-Philippe, laissant une mémoire vénérée dans le département.

Son fils, riche propriétaire, agriculteur distingué, ancien maire de Maringues, fut nommé sous-préfet d'Ambert à la Révolution de Juillet; mais il ne tarda pas à être destitué à cause des opinions de son père. A la mort de ce respectable patriarche de notre ancienne République, il le remplaça au conseil général du département, qui ne compte pas un membre plus distingué que lui par ses connaissances pratiques en agronomie.

Appelé à l'Assemblée nationale par 74,849 suffrages, le quatrième sur la liste des quinze élus du Puy-de-Dôme, il doit être classé parmi ces républicains de conviction qui n'ont pas attendu pour se déclarer tels l'avènement tardif de la République.

BRAVARD (TOUSSAINT).

Né en 1801 dans le Puy-de-Dôme, médecin à Jumeau, il a fait ses études médicales à Paris, vénéré de ses condisciples pour ses opinions franchement démocratiques, appartenant à toutes les sociétés secrètes, doué d'une force herculéenne, d'une intrépidité à laquelle chacun se plaisait à rendre hommage, et se faisant arrêter par la police qui le redoutait, à chaque nouvelle émeute populaire, quoiqu'il n'ait jamais, que nous sachions, subi aucune condamnation politique; du reste bon, aimant, serviable, doux comme un agneau avec les faibles, mais se posant en redresseur universel des torts, prêt, sans cesse, à se battre pour tout le monde, et ne refusant jamais la lutte quand il s'agissait de défendre un opprimé.

Il fut un de ceux qui, après 1830, soutinrent énergiquement la cause des radicaux dans le conflit qui s'éleva entre eux et les légitimistes au sujet de la grossesse de la duchesse de Berry.

La raison, développée par l'âge et l'expérience, avait corrigé en lui les trop vives inclinations de la jeunesse, quand, à l'issue de la Révolution de Février, à laquelle il avait applaudi avec transport, il fut subitement désigné par le Gouvernement provisoire pour aller remplir les fonctions de commissaire général dans le département de la Haute-Loire.

Cette nomination inattendue alla le trouver dans sa commune de Jumeau, où il vivait à l'écart, s'efforçant d'oublier la politique rétrograde des Bourbons de la branche cadette, se bornant à faire le bien en cachette et se contentant du rôle modeste et désintéressé de médecin des pauvres, qu'il remplissait à la satisfaction générale. Arraché inopinément à sa retraite, il entra au Puy, siège de sa future administration, en veste, en sabots et le bâton du paysan à la main.

Ce que cet homme brave, honnête et ferme a fait de bien dans sa courte apparition au pouvoir, ne saurait se décrire. Qu'il suffise de savoir, qu'en quittant ses fonctions pour aller siéger à l'Assemblée nationale, il a emporté avec lui l'estime, l'affection et les regrets de toutes les populations qui l'ont vu trop peu de temps à l'œuvre. Il était appelé à la Constituante par 48,088 suffrages Puy-de-Dôme, le quatorzième sur la liste des quinze élus de ce département. Dans le nouveau corps législatif les hommes de sa trempe sont rares.

BRAVARD-VERRIÈRE.

Né à Issoire en 1801, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris, auteur de plusieurs ouvrages estimés, chevalier de la Légion-d'Honneur, il passe, avec raison, pour un des meilleurs jurisconsultes de notre époque. Reçu, d'abord, agrégé à la Faculté de Paris, il emporta, au concours, la chaire de droit commercial de cette Faculté. Comme professeur, il a obtenu les succès les plus mérités. Excellent citoyen, libéral, éclairé, il joint à tous ces avantages un cœur parfait. Il n'est pas un seul de ses anciens élèves de l'École de droit, qui ne se rappelle, avec amour et reconnaissance, l'indulgent refuge qu'aux jours d'examens publics, on était sûr de rencontrer auprès de lui, non seulement contre les aspérités du droit romain, mais, souvent même, contre les interpellations décourageantes de certains de ses collègues.

Il s'est présenté, plusieurs fois, aux élections de l'arrondissement d'Ambert, comme candidat de la gauche radicale, mais jusqu'à la Révolution de Février, il avait constamment échoué devant un conservateur-borne du crû, M. Molin.

La République est venu lui rendre justice en l'envoyant à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 50,812 suffrages, le onzième sur la liste des quinze élus du Puy-de-Dôme. Elle l'avait déjà fait doyen de la Faculté de droit de Paris. Republicain sincère, il unit à de vastes connaissances un caractère plein de fermeté. Il est membre du comité de législation.

CHARRAS.

Né en 1808, il est fils du général de ce nom, qui fut commandant du Puy-de-Dôme en 1830. Lui-même, élève de l'École polytechnique à la Révolution de Juillet, se signala au siège de la caserne de Babylone. Parvenu au grade de capitaine, il envoyait au *National* des articles sur les questions militaires, qui

furent assez remarqués pour nuire à son avancement. Ce que voyant, il prit la résolution d'aller se créer en Afrique des états de service, que la partialité du pouvoir serait forcée de respecter. Sa conduite, comme militaire et comme administrateur, lui valut enfin le grade de chef d'escadron.

Appelé, tout d'abord après la Révolution de Février, au poste de sous-secrétaire d'État de la guerre, avec le grade de lieutenant-colonel d'artillerie, il fut élevé ensuite, pour quelques jours à peine, aux fonctions de ministre de ce département par intérim. Après le 15 mai, il a dû en céder le portefeuille au général Cavaignac, qui l'avait longtemps refusé.

Républicain austère, de l'école de Carrel, esprit ferme, quoique modéré, le colonel Charras s'est concilié l'estime de ses frères d'armes par l'éclat de ses services, et la considération de tous par la probité de sa vie intérieure. Il n'avait pas besoin de la protection de la famille Arago pour obtenir ce qui lui était dû. Le sol natal l'a envoyé à l'Assemblée nationale avec 82,786 suffrages, le troisième sur la liste de ses quinze élus.

COMBAREL DE LEYVAL.

Il a une figure large, ronde, pleine d'animation, reflétant, à merveille, son caractère papillonnant. Né en 1808, il comptait à peine vingt-cinq ans quand il fut nommé membre du conseil général du Puy-de-Dôme. Il venait d'en avoir trente, quand le second collège de Riom l'envoya à la Chambre, en 1839. Nommé par une majorité composée d'un appoint conservateur, il n'en siégea pas moins au centre gauche et marcha sous l'étendard Odilon Barrot. C'est un homme toujours courant et essoufflé, ayant l'air de poursuivre la diligence, partie sans lui, parce qu'il ne s'est pas présenté à l'heure au bureau.

Il a essayé de parler à la tribune, il n'a pas réussi. Abstraction faite de toutes les autres conditions, il eût fallu pouvoir trouver, avant tout, le temps de reprendre haleine; ce temps lui a manqué.

Il a essayé du journalisme, en achetant *le Commerce* en 1843, et il n'a pas mieux réussi. Plus il y insérait d'articles, plus la désertion augmentait parmi les abonnés. Le pauvre journal eût été tué sous lui, s'il avait continué.

En revanche, il avait trouvé le secret de se faire réélire, à l'expiration de chaque candidature, par le second collège de Riom, secret qu'il a conservé sous la République, auprès du peuple électoral du Puy-de-Dôme tout entier, qui l'a envoyé à

l'Assemblée nationale avec 53,552 suffrages, le neuvième sur la liste des quinze élus du département.

GIROT-POUZOL.

Honnête propriétaire, né à Issoire en 1794, que la Révolution de Juillet trouva dans les rangs de l'opposition libérale, et que le collège électoral de Clermont élut député en 1830. Il ne siégea à la Chambre que jusqu'en 1834, ne prenant jamais part aux travaux parlementaires que par ses votes silencieux, acquis immuablement à la gauche dynastique.

A la Révolution de Février, il s'est rappelé, avec effroi, qu'il avait, de par le monde, un frère fort compromettant aux yeux de la Montagne, comme ancien sous-préfet de Louis-Philippe, fort habile en élections et fort bien en cour, quand il y avait une cour.

Mais il s'est souvenu, en même temps, de feu son père, le conventionnel, et le calme est rentré dans son âme. « Je suis, s'est-il dit, un propriétaire très considéré; et ma famille a toujours été très populaire. » Six mois auparavant, il se fût offensé d'une imputation de républicanisme; maintenant il se dit républicain modéré, prêt à donner sa sanction à toute mesure d'ordre et de sécurité. 60,639 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le septième sur la liste des quinze élus du département.

GOUTTAY.

Né en 1801, il a exercé, pendant vingt ans, la profession d'avocat à Thiers. L'opposition l'a toujours compté dans ses rangs; il était républicain longtemps avant la République; mais appelé à l'Assemblée nationale par 49,096 suffrages, le douzième sur la liste des quinze élus de son département, et voyant tout le monde marcher, depuis la Révolution de Février, dans le sens des idées démocratiques, il n'a pas voulu perdre son poste d'éclaireur, et, précédant le corps d'armée de plusieurs étapes, il s'est rallié de bonne foi à l'avant-garde des socialistes. Toutefois, il tient à ce que les améliorations qu'il désire ne puissent jamais porter atteinte à la propriété ni à la famille. Il est de ceux qui pensent que, bien que la Révolution ne doive pas se borner à apporter des modifications aux institutions politiques, l'ordre et un gouvernement fort et vigoureux sont surtout nécessaires à la consolidation de la République.

On ne sait s'il abordera la tribune; pour notre part, nous le

voudrions ; car, au comité des finances, dont il est un des membres les plus assidus et les plus laborieux, ainsi que dans plusieurs bureaux, il a fréquemment commandé l'attention ; et tout nous ferait présager en lui, dans les séances publiques, un orateur profond, méthodique et facile.

JOUVET.

Né en 1796, il a su corriger l'injustice d'une origine obscure par son libéralisme et la rigidité de ses mœurs. Depuis longues années, il exerce, avec une distinction rare, la profession d'avocat au barreau de Clermont, et a été élu, plusieurs fois, bâtonnier de l'ordre. On pourrait, toutefois, lui reprocher trop souvent dans cette carrière une emphase que ne justifie pas toujours la nature du sujet qu'il a à traiter. C'est un orateur qui a le tort grave de chercher les mouvements d'éloquence à la Berryer, à propos d'un mur mitoyen ou d'une borne agraire.

Il a été maire de Bousseol de 1822 à 1848. La Révolution de Juillet le trouvant dans l'opposition la plus radicale, le porta immédiatement au conseil général du Puy-de-Dôme, où il n'a pas cessé de siéger depuis. Aux élections de 1834, il se présenta, comme candidat franchement libéral, à l'un des collèges de Clermont et fut nommé membre de la Chambre des députés, où il alla s'asseoir près de Dupont (de l'Eure). Aux élections suivantes, celui des deux collèges de Clermont qui ne l'avait pas nommé, le choisit à son tour ; mais, en 1842, ses électeurs se divisèrent ; et cette faute de tactique, habilement exploitée par son concurrent à la députation, fit sortir de l'urne le nom de M. de Morny, dont les velléités primitives d'indépendance ne tardèrent pas à s'effacer sous le ministérialisme le moins douloureux.

M. Juvet, rentré dans la vie privée, conserva la direction des opinions de la gauche dans le pays ; et, la Révolution de Février survenant, il fut naturellement nommé maire de Clermont-Ferrand à la satisfaction générale. Son administration a été digne et ferme. Appelé à l'Assemblée nationale par 110,000 suffrages, le second, après Altaroche, sur la liste des quinze élus, il a cru devoir déposer l'écharpe municipale avant de se rendre à son poste. Ennemi déclaré de toute aristocratie, on lui impute, à tort sans doute, des tendances aristocratiques. D'ailleurs, ce fut aussi l'erreur de Mirabeau et de Carrel ; c'est un peu celle de Marrast. M. Juvet passe pour un des membres les plus actifs et les plus utiles du comité de la justice.

JUSSERAND.

Homme à la physionomie vive, brune et amaigrie, né en 1790, maire de Chalusas, docteur-médecin, n'ayant jamais exercé pendant vingt ans qu'à titre gratuit, dans deux ou trois populeuses communes, propriétaire, agronome distingué, fondateur et président du comice de l'arrondissement de Riom, membre fort utile de la Société d'agriculture de Clermont-Ferrand, membre, de 1830 à 1833, du conseil général du Puy-de-Dôme, où il a constamment défendu les intérêts de la contrée et mérité l'antipathie du préfet dévoué à Louis-Philippe, M. Jousserand a été, dès sa jeunesse, du petit nombre de ceux qui, les premiers, organisèrent la résistance contre les Bourbons. La Révolution de Juillet le trouva fidèle à ses antécédents; les quelques illusions qui bercèrent alors son âme ne furent pas de longue durée, et il comprit bientôt que la lutte allait recommencer.

Il a puissamment contribué aux progrès de l'agriculture dans plusieurs communes du beau canton d'Aigueperse qu'il a longtemps habité, et dans l'arrondissement de Riom tout entier.

59,000 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le huitième sur la liste des quinze élus du département. Les deux cantons où il a résidé, lui ont offert la presque unanimité de leurs suffrages. Republicain modéré, mais immuable, il éclairera de ses lumières, au sein de la Constituante, les questions agricoles qui ne peuvent manquer d'y être encore agitées dans l'intérêt des travailleurs.

LAVIGNE.

Âgé de trente-quatre ans, petit fils du conventionnel de ce nom, il a hérité des principes de son aïeul, et s'est signalé, de tout temps, comme un franc et loyal republicain. Ancien notaire, il s'est, dans cette profession, montré capable et intègre, et n'a laissé que d'honorables souvenirs chez ses collègues et ses clients.

Membre du conseil d'arrondissement d'Ambert, il a été nommé, à l'avènement de la République, sous-commissaire pour cet arrondissement, et a bien mérité de ses concitoyens dans sa trop courte administration. Ils l'en ont récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 67,678 suffrages, le sixième sur la liste des quinze élus du département.

LASTEYRAS (GERVAIS).

Ancien pharmacien, né à Thiers en 1809, ce n'est ni un républicain du lendemain, ni un républicain de la vieille; il a été républicain toute sa vie. Il vivait, depuis plusieurs années, retiré à la campagne, où il s'occupait d'améliorations agricoles, lorsque la Révolution de Février a renversé la monarchie. Patriotisme ardent, savoir modeste, caractère sûr, popularité immense dans le département, telles sont les qualités qui l'ont fait élire. Le peuple du Puy-de-Dôme ne pouvait faire choix d'un représentant plus honnête et plus dévoué. 52,635 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le dixième sur la liste des quinze élus. Il s'est fait déjà un nom dans la Constituante, où il a pris plusieurs fois la parole. Il siège parmi les partisans les plus avancés de la République démocratique.

ROUHER (EUGÈNE).

Né en 1813, il passe pour un des membres les plus distingués du barreau de Riom. Le caractère plus brillant que profond de son éloquence, la nature plus spirituelle qu'austère de son talent, en ont fait ce qu'on appelle dans le métier un avocat de Cours d'assises. On ajoute qu'il ne manque pas d'ambition. Il reste constant dans les souvenirs du pays qu'il n'a pas toujours accordé à l'opinion avancée ses prévenances exclusives, notamment lorsqu'appuyé, aux dernières élections de la monarchie, par M. Guizot, il se mit sur les rangs pour la députation, opposant sa candidature à celle de M. Combarel de Leyval qui ralliait alors toutes les sympathies de la gauche Odilon Barrot. Pour être juste, nous devons constater aussi qu'il avait donné précédemment des gages de son libéralisme, en défendant, plusieurs fois, la presse indépendante de son département devant la Cour d'assises. Il est le gendre de M. Conchon, cet ancien maire de Clermont, dont la demeure fut pillée par l'émeute, maîtresse de la ville pendant vingt-quatre heures, lors des troubles du recensement en 1842.

Quoi qu'il en soit de ses antécédents, ce qu'il y a de certain, c'est qu'après la Révolution de Février et la proclamation de la République, que certes il n'attendait pas, M. Rouher s'est posé, en présence des électeurs qui avaient à choisir les représentants du peuple à l'Assemblée nationale, comme un démocrate, non du lendemain, mais de la veille, n'ayant pas attendu les

événements pour rattacher ses sympathies à la cause populaire. Repoussé en 1846 par la majorité des électeurs, parce qu'il se présentait sous le patronage de M. Guizot, il a été accueilli en 1848 sous les auspices de M. Combarel de Leyval, l'homme-régence qui le battait alors et qui consent aujourd'hui à lui offrir une place, à ses côtés, à la Constituante. Ses amis prétendent que sa conversion subite est sincère. Élu par 50,000 suffrages, le treizième sur la liste des quinze vainqueurs, il s'est empressé, dès son arrivée à Paris, de visiter divers clubs républicains, et de faire entendre dans leur sein des paroles énergiques, dignes du démocrate le plus avancé.

TRÉLAT (ULYSSE).

Né en 1798 à Montargis (Loiret), où son père était notaire, il a fait ses classes au collège de Mâcon, et s'est livré, de bonne heure, aux études médicales. Nommé chirurgien militaire en 1813, il renonça volontairement à son grade, l'année suivante, pour se fortifier dans ses connaissances acquises et se faire recevoir, en 1821, docteur à la Faculté.

Du reste, il est beaucoup plus connu comme homme politique que comme médecin. Il fut, pendant toute la Restauration, un des conspirateurs les plus actifs et les plus intrépides de cette époque. Fondateur, membre dévoué, ou propagateur hardi de toutes les sociétés secrètes qui s'instituèrent durant cette période de quinze ans et qui amenèrent la chute du gouvernement imposé par les baïonnettes étrangères, il fit partie successivement de la *loge des Amis de la Vérité*, de la *Compagnie franche des Ecoles et du Commerce*, de la *Charbonnerie*, de la *Société des Amis du Peuple*, et enfin de la réunion *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, dont il fut un des principaux organisateurs.

Combattant et décoré de Juillet, il protesta contre le trône orléaniste élevé le 10 août sur les ruines des barricades. Traduit en 1831 devant la Cour d'assises comme accusé de conspirations nouvelles, il fut solennellement acquitté par le jury. La ville de Paris n'a pas oublié son dévouement en 1832 à l'époque du choléra. Il alla prendre ensuite à Clermond-Ferrand la direction d'un organe républicain, le *Patriote du Puy-de-Dôme*, et y développa un talent, une ardeur de polémique qui lui valurent de nombreux procès dont il sortit vainqueur; il eut même l'honneur de couler bas l'administration du préfet du département, M. Dejean, qui fut réduit à quitter la place. Défenseur des accusés d'avril en 1834, il fut condamné lui-même par la

Cour des pairs, pour avoir signé la fameuse protestation que publia *la Tribune* et flétri l'apostasie de plusieurs de ses juges, parmi lesquels figurait M. Barthe, l'ex-carbonaro.

Trois années de cabanon de Clairvaux expièrent, sous le ministère Thiers, cette généreuse conduite. Rendu à la liberté, il recommença la lutte dans *le National*, dont il fut, pendant plusieurs années, un des principaux rédacteurs; mais, las de ces efforts inutiles et dégoûté de l'attitude apathique des populations, il se décida à rentrer dans la carrière de la science, et fut nommé, au concours, médecin-adjoint d'une division de l'hospice de la Salpêtrière à Paris.

C'est là qu'est venu le surprendre la Révolution de Février, à l'avènement de laquelle il n'avait point contribué. Envoyé par la République commissaire du Gouvernement provisoire dans le Puy-de-Dôme, où il avait laissé de patriotiques souvenirs, il s'y est concilié tous les suffrages par sa droiture et sa modération. Trélat, l'un des rédacteurs du *Journal du Progrès des Sciences médicales*, a été nommé colonel de la légion de cavalerie de Paris, lieutenant-colonel de la 12^e légion, dont Barbès était colonel, et vice-président de l'Assemblée nationale, où il avait été appelé par 70,460 suffrages, le cinquième sur la liste des quinze élus du Puy-de-Dôme. Il a été chargé depuis, pendant quelques jours, du portefeuille des travaux publics, où il a montré peu de capacité, et s'est mis particulièrement en évidence dans l'incroyable affaire du directeur des ateliers nationaux Émile Thomas, enlevé, sous la République, par un ministre républicain, comme il eût pu l'être, sous la monarchie de Louis XIV, par un ministre absolutiste, à l'aide d'une lettre de cachet. Redevable, en grande partie, de sa belle position médicale, sous le gouvernement de Louis-Philippe, à l'amitié de M. le comte de Salvandy, M. Trélat, homme maintenant sans énergie et brisé par de longues souffrances, a déclaré ingénument avoir pris, dans l'enlèvement inouï d'Émile Thomas moins une résolution de *ministre* qu'une détermination de *médecin*. C'est une excuse comme une autre; mais la France l'a réduite à sa juste valeur. Il est maintenant maire du XII^e arrondissement de Paris.

PYRÉNÉES (BASSES-).

Pau. — 11 Représentants.

BARTHE (MARCEL).

M. Marcel Barthe est un jeune avocat de 37 ans, qui, aux premières élections de la République, figura en tête des candidats malheureux des Basses-Pyrénées.

Son père, maître-ouvrier, qui s'était retiré des affaires avec une honnête fortune, l'envoya étudier le droit à Paris, où il fut reçu licencié. Porté plutôt vers les études littéraires que vers la jurisprudence, il débuta, sans grand succès, dans *l'Artiste* et *le Temps*, et revint plaider, avec aussi peu de chance, à Pau, sa ville natale, qui a été aussi celle de Henri IV et de Bernadotte, roi de Suède.

Il utilisa ses nombreux loisirs à s'initier aux études politiques et sociales dans la *Démocratie pacifique*, fit à l'administration préfectorale une guerre persévérante, entra, malgré elle, au conseil municipal de Pau, et, lors de la nouvelle de la proclamation de la République à Paris, provoqua de nombreux actes d'adhésion dans le département. C'est un homme honnête, un patriote pur, chez qui le cœur vaut mieux que la tête et l'intelligence que le jugement. On a été surpris de le voir récemment, lui ancien phalanstérien, combattre, à propos du droit au travail, les doctrines socialistes à la tribune de l'Assemblée nationale.

BOUTOEY (EUGÈNE).

Agé de 43 ans, né à Bayonne, fils d'un conservateur des hypothèques, ancien élève du Lycée impérial de Pau, avocat dans sa ville natale, il y avait toujours, jusqu'à la Révolution de Février, soutenu la cause libérale modérée, de son activité, de son talent et de son crédit. Démocrate à l'eau de rose, homme de formes élégantes et d'exquise politesse, il brillait toutefois beaucoup plus par la grâce que par l'éloquence. Il a fait sa première apparition dans le monde politique le jour où le commissaire du Gouvernement provisoire, M. Nogué, patriote de sa nuance, l'a nommé maire de Bayonne, en remplacement

de ce pauvre Balasque, le maire inamovible de Louis-Philippe, magistrat laborieux, peu éclairé, mais plein de dévouement, qui avait gagné la croix de la Légion-d'Honneur à administrer, en vrai roi d'Yvetot, la capitale de l'ancien Labourd.

Toutes les nuances d'opinions du département se sont réunies pour accepter la candidature d'un homme aussi généralement estimé que M. Bouloey. Il a été élu par 64,232 suffrages, le troisième sur la liste des onze représentants des Basses-Pyrénées.

CONDOU.

Âgé de 48 ans environ, né à Oléron, il a pu, grâce à une fortune indépendante, acquise par son père dans le commerce, faire de bonnes études au collège de Sorèze et suivre ensuite son cours de droit à Paris, où il a été reçu avocat. Pendant douze ans, il continue à s'instruire dans cette capitale des lumières, poursuit, plus tard, ses travaux intellectuels dans la retraite, au sein de sa famille, et y consacre une bonne partie de son temps à donner aux ouvriers et aux pauvres des consultations gratuites, car il n'a jamais plaidé, que nous sachions, devant aucun tribunal. Son inépuisable bonté, ses principes religieux, sa probité reconnue, son désintéressement à toute épreuve, non moins que sa constance dans les idées républicaines modérées, ont été ses titres à la confiance du peuple électoral des Basses-Pyrénées, qui l'a envoyé à l'Assemblée nationale, avec 67,167 suffrages, le deuxième sur la liste des quinze élus du département. Déjà, à l'avènement de la République, le commissaire du Gouvernement provisoire, M. Nogué, l'avait investi des fonctions de maire d'Oléron.

DARISTE (JEAN-BAPTISTE-AUGUSTE).

Propriétaire, né à la Martinique en 1807, fils d'un médecin qui a fait dans cette colonie une belle fortune, il est venu se fixer dans les Basses-Pyrénées en 1831, et a épousé la fille du général Lamarque. C'est un homme d'un esprit vif, d'une intelligence remarquable, ayant fait de bonnes études et s'étant initié, par des travaux sur les sciences agricoles et économiques, à tous les problèmes sociaux qui sont maintenant à l'ordre du jour. Aussi a-t-il joué un beau rôle au congrès vinicole et au conseil-général des Basses-Pyrénées, qui, pendant cinq ans, l'a choisi, à l'unanimité, pour son secrétaire, honorable

distinction qui lui a valu, de plus, la croix de la Légion-d'Honneur. 43,335 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le huitième sur la liste des onze élus. Il est maire de la commune de Lalongue et professe des opinions libérales modérées.

ETCHEVERRY (JEAN-AMÉDÉE-VICTOR).

Né le 1^{er} novembre 1801 à Saint-Étienne-de-Baïgorry, ancien élève du lycée impérial de Pau, il a trouvé dans la succession paternelle une étude de notaire et des propriétés assez considérables. Commandant de la garde nationale du canton, membre, depuis 1830, du conseil d'arrondissement de Mauléon, il est, de plus, syndic de la vallée de Baïgorry, depuis la création de cette place. On l'a vu, en cette qualité, dans une question fort grave, relative à la délimitation des frontières entre cette vallée française et les communes espagnoles du versant opposé, rendre d'éminents services au pays, en empêchant, grâce à une conduite à la fois ferme et modérée, les droits de la France d'être compromis par une politique faible et sans énergie, et les deux partis irrités d'en venir à une collision sanglante, qui paraissait inévitable. Dans une autre circonstance, des bergers français et espagnols se disputant un terrain limitrophe, il courut à la frontière, les armes à la main, à la tête de toute la population, et arrêta, par son attitude, la double invasion, projetée de part et d'autre. Ces deux faits honorables lui ont valu du gouvernement de Louis-Philippe la croix de la Légion-d'Honneur.

La Révolution l'a trouvé maire de Saint-Étienne-de-Baïgorry, et elle l'a laissé à ce poste, qu'il a toujours dignement occupé. Dévoué à son pays, ami de tous les progrès, républicain sincère du lendemain, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 41,473 suffrages, et il n'a pas hésité aussitôt à abandonner sa famille, ses montagnes, ses intérêts les plus chers, pour venir siéger à Paris. Notre gouvernement démocratique peut compter entièrement sur lui. Il fait partie du comité de la marine.

LAUSSAT (DE).

Agé de cinquante-trois ans, il appartient à une ancienne famille du Béarn ; et son père fut successivement membre du Conseil des Anciens et du Tribunat, préfet colonial à la Louisiane, prisonnier de guerre en Angleterre, et membre de la Chambre des Représentants pendant les Cent-Jours.

Quant à lui, élève de l'École de cavalerie de Saint-Germain, sous-lieutenant à seize ans et demi, lieutenant à dix-sept ans, il obtint, par sa brillante conduite, la croix de la Légion-d'Honneur à l'affaire de Hanau, gagna sur un autre champ de bataille le grade de capitaine, et se vit nommé chef d'escadron et officier de la Légion-d'Honneur à l'issue de Waterloo.

Cette nomination n'ayant pas été confirmée, il revint dans ses foyers avec de glorieux services et trois blessures, à l'âge où beaucoup entrent à peine dans la carrière. Là il sacrifia une bonne partie de sa fortune patrimoniale à doter d'établissements industriels son département des Basses-Pyrénées, le plus arriéré peut-être alors de la France sous ce point de vue. Des études sociales et économiques occupèrent les loisirs que lui laissait la perte de son grade. Membre du congrès central d'agriculture, il est venu en remplir les fonctions à Paris et a pris une grande part aux discussions de cette assemblée. Élu membre du conseil général, il s'est activement occupé des intérêts du pays et a publié, en 1847, après la disette, une brochure remarquable sur la question des subsistances.

Esprit fin et nourri d'études sérieuses, cœur généreux, caractère chevaleresque, homme d'énergie, à la hauteur des difficultés du moment, M. de Laussat a dû à la manière ferme, libérale et éloquente dont il s'est exprimé devant les comités électoraux, les 41,183 suffrages qu'il a obtenus pour l'Assemblée nationale.

LEREMBOURE.

Né le 14 janvier 1799, à Saint-Jean-de-Luz, d'une honorable famille de cette ville, où son père exerça les fonctions de maire et publia un curieux travail historique sur cette intéressante localité, célèbre par le mariage de Louis XIV avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse, et par sa participation à la pêche de la morue et de la baleine, il se fit recevoir de bonne heure avocat et se distingua au barreau de Pau, puis à celui de Bayonne. A peine fixé dans cette dernière ville, il y acquit une honorable clientèle, s'y vit entouré des sympathies les plus nombreuses et devint, en 1834, membre du conseil d'arrondissement. Son talent est de nature à lui valoir une certaine importance à l'Assemblée nationale; sa parole brille, en effet, par les qualités qui conviennent le mieux à l'orateur politique, l'énergie des mouvements, la vigueur de l'expression, et une certaine brusquerie, pleine de franchise, où se mêle parfois un peu d'emportement.

Nommé juge-suppléant au tribunal de première instance de Bayonne, il siégea dans l'affaire de M. Achille Marrast contre les juges d'Orthez. Ses adversaires politiques lui ont vivement reproché sa part à la condamnation qui s'ensuivit, sans savoir au juste quelle fut sa conduite dans cette circonstance. Ils ne se sont pas rappelés qu'il avait été, en 1830, le rédacteur de la protestation courageuse des avocats de Pau contre la prestation du serment.

A l'avènement de la République, le Gouvernement provisoire lui a confié les fonctions de sous-commissaire à Bayonne. C'est un ancien libéral, homme de cœur et d'intelligence, à principes austères, à intentions pures, à idées élevées, que 35,175 suffrages ont appelé à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des Basses-Pyrénées.

LESTAPIS (JULES).

Né dans les Basses-Pyrénées, fils du receveur-général inamovible du département, jeune homme de trente-quatre ans, ancien élève de Saint-Cyr et de l'École d'état-major, il a servi, quatre ans, en Algérie, où il a fait huit campagnes avec le 24^e léger, les spahis d'Oran et le 3^e régiment des chasseurs d'Afrique. Blessé à l'expédition des Portes-de-Fer, dans une rencontre d'arrière-garde, il a reçu la croix de la Légion-d'Honneur pour prix de sa belle conduite, et a dû quitter le service, à vingt-sept ans, avec le grade de capitaine d'état-major et après dix années de service actif.

Il était peu connu dernièrement de ses électeurs pyrénéens, ayant rarement vécu au milieu d'eux, et son existence, jusque-là, s'étant écoulée entre les combats de la terre africaine et les émotions plus douces de Paris, où, ancien abonné de *la loge infernale*, honoré des bontés du duc d'Orléans, il menait le train de vie d'un gentilhomme de la régence, sa belle fortune brochant sur le tout et n'y gâtant rien.

Du reste, homme aux idées libérales, il n'a pas accueilli indifféremment la proclamation de la République; son intelligence, sa loyauté, son énergie le maintiendront sans peine à la hauteur de la situation. L'influence de son père aidant, il a obtenu 43,599 suffrages, et figure le neuvième sur la liste des onze élus des Basses-Pyrénées.

NOGUÉ (J.-R.).

Agé de cinquante ans, né en Espagne, de parents français qui

avaient établi à Cadix une maison de commerce, il a été élevé en France et a passé à Pau la plus grande partie de sa vie. C'est dans cette ville, dont sa famille est originaire, qu'il se retira après avoir conquis le diplôme de licencié à la Faculté de Droit de Paris. Il se consacra à la profession d'avocat, mais les devoirs qu'elle impose en province n'absorbaient pas son temps au point de l'empêcher d'en distraire une bonne partie pour des études politiques et littéraires, vers lesquelles le poussait son intelligence. Quoique possesseur d'une belle fortune, il vivait, du reste, avec une simplicité patriarcale. Esprit cultivé, cœur honnête, caractère bienveillant, universellement aimé et estimé, il a été successivement membre du conseil municipal de Pau et membre du conseil général des Basses-Pyrénées, et a constamment éclairé les discussions de l'un et de l'autre. Nommé maire, il renonça au barreau pour en bien remplir les fonctions et s'y consacra exclusivement pendant six années, avec un zèle au-dessus de tout éloge. Ses opinions libérales et ses luttes avec le préfet amenèrent son remplacement.

Dès les premiers jours de la Révolution de Février, il fut nommé commissaire dans le département. Sa nomination et la proclamation qu'il publia dans cette circonstance furent très favorablement accueillies. Il était, en effet, aux yeux de toute cette population, si bonne et si douce, le symbole des idées d'ordre, de sagesse et de conciliation. Ses capacités et ses aptitudes administratives ne se démentirent pas dans cette nouvelle épreuve. Ses actes et ses circulaires furent pleines de convenances et lui méritèrent l'approbation de tous les sincères amis de la paix. Aussi a-t-il été porté à l'Assemblée nationale d'une voix unanime, réunissant, pour ainsi dire, tous les suffrages, puisque, sur 87,044 votes exprimés, il ne lui en a manqué que 7,000, juste récompense d'une constance et d'une modération d'opinions inappréciables.

RENAUD (MICHEL).

Agé de trente-huit ans, né à Saint-Jean-Pied-de-Port, ancien négociant, possesseur d'une belle fortune, propriétaire de riches domaines aux environs de sa ville natale, il s'était constamment tenu à l'écart de la vie politique lorsque est venue la Révolution de Février. Depuis longtemps, néanmoins, ses opinions républicaines n'étaient un mystère pour personne. Aussi fut-il le premier auquel on songea pour les fonctions de sous-commissaire dans l'arrondissement de Mauléon ; mais sa loyauté le

porta à refuser cette position, qu'il regardait comme incompatible avec une candidature électorale. En se présentant aux suffrages du peuple, il ne fit, du reste, que céder aux sollicitations d'un grand nombre de ses amis du pays basque. La République avait été le rêve de sa vie entière. 60,520 suffrages l'ont appelé à la servir à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des onze élus du département. Citoyen au cœur pur, aux sentiments élevés, recommandable par ses vues droites, par sa probité, par son désintéressement à l'abri de toute attaque, il aime, avant tout, la liberté; il n'avait ni flatté ni servi le pouvoir déchu; jamais on ne le verra parmi les courtisans du pouvoir populaire; indépendant par position, il l'est plus encore par caractère.

SAINT-GAUDENS (J.).

Ancien élève du lycée impérial de Pau, âgé d'environ cinquante-quatre ans, il a toujours été républicain sincère. Livré par sa profession à l'étude des lois, il a acquis l'intime conviction que le gouvernement républicain est le seul légitime, le seul conforme à la raison et à la justice.

Lorsqu'après les Journées de Juillei, un homme osa se proclamer la meilleure des Républiques, quand des députés, sans mandat, l'intronisèrent, Saint-Gaudens protesta contre cet attentat à la souveraineté du peuple; il refusa les fonctions de juge suppléant que lui avait conférées le gouvernement de 1830 et la prestation de serment qu'elles exigeaient.

Homme d'une capacité incontestable, avocat le plus distingué du barreau de Saint-Palais, quand des arrêts iniques condamnèrent les courageux rédacteurs de *la Tribune* à la prison et à des amendes, dont l'énormité équivalait à une confiscation, il vint au secours de ses frères persécutés en leur offrant l'obole du prolétaire.

A la première nouvelle de la proclamation de la République à Paris, les habitants de Saint-Palais l'investirent spontanément du pouvoir municipal, mandat populaire qui fut ratifié par M. Nogué, commissaire du Gouvernement provisoire dans les Basses-Pyrénées. Plus tard, ce magistrat lui confia l'administration de l'arrondissement d'Orthez, que, jaloux de conserver son indépendance sous la République comme sous la Monarchie, il n'accepta que provisoirement et par l'unique motif que, dans des circonstances graves, tout bon citoyen se doit à sa patrie.

Appelé à l'Assemblée nationale par 45,507 suffrages, le sep-

tième sur la liste des onze élus du département, il se distingue de ses collègues par des opinions infiniment moins modérées. Montagnard, de mœurs rudes et austères, il se frayera, tôt ou tard, un chemin à la célébrité par son éloquence sauvage qui touche souvent au sublime; il poursuivra la réduction des gros traitements, et l'incompatibilité entre les fonctions publiques et celles de représentant du peuple.

PYRÉNÉES (HAUTES-).

Tarbes. — 6 Représentants.

CENAC (JEAN-PIERRE-BLAISE).

Né à Lourdes (Hautes-Pyrénées) le 4 février 1799, il fut reçu docteur en médecine à la suite de fortes études, et, avant l'âge de 21 ans, il se fixa d'abord à Lourdes et ensuite à Argelès. Sa réputation ne tarda pas à s'étendre : par son intelligente bienfaisance, par son désintéressement et son patriotisme à toute épreuve, il acquit bientôt, non seulement la confiance, mais encore l'affection de ses compatriotes.

L'influence qu'une semblable position lui donnait, il l'employa à propager les idées libérales et républicaines, et à maintenir l'esprit public contre la corruption systématique du gouvernement.

Il prit constamment la part la plus active aux luttes électorales contre les candidats imposés par le pouvoir; il ne cessa de les stigmatiser par la voie de la presse.

Grâce à ce concours si actif, pendant que les deux autres arrondissements du département étaient inféodés à des candidats ultra-conservateurs, celui d'Argelès continua, jusqu'en 1841, à envoyer à la Chambre un député de l'opposition.

Ce ne fut que par la retraite de ce député, par des fraudes électorales sans exemple, par des distributions incessantes de places, de bourses et de sinécures, qu'on parvint à introduire dans ce collège un des plus fougueux d'entre les pritchardistes et les satisfaits.

M. Cenac ne se rebuta point : fidèle à la ligne politique de

toute sa vie, il continua la lutte, en ralliant autour de lui tous les éléments d'opposition

A la Révolution de Février, il fut désigné par l'opinion publique pour les fonctions de sous-commissaire de l'arrondissement d'Argelès.

Dans ces moments difficiles, des passions, exaltées par des souffrances trop longtemps méconnues, menaçaient de troubler l'ordre. Par sa fermeté et son esprit de justice, il sut maintenir la tranquillité publique et rassurer tous les intérêts. Il força ainsi à la reconnaissance ceux-là mêmes qui avaient été ses plus ardens adversaires; aussi 20,066 suffrages spontanés l'ont-ils appelé, en mai 1848, à siéger à l'Assemblée nationale.

DEVILLE PÈRE.

Né à Tarbes en 1788, il s'enrôla comme volontaire, en 1803, et fit toutes les guerres de l'Empire. Il était capitaine des grenadiers à la rentrée des Bourbons. Il leur refusa ses services, rentra dans ses foyers, reprit son épée aux Cent-Jours, et la brisa définitivement après la sanglante journée de Waterloo.

A 26 ans, il vient faire son droit à Paris, retourne, quand il l'a terminé, exercer la profession d'avocat à Tarbes, et est bientôt cité comme un des bons avocats du barreau de cette ville; mais, désirant dans la suite avoir plus de temps à consacrer à l'éducation de ses enfants, il achète une étude de notaire.

Nommé, en 1830, commandant de la garde nationale de Tarbes, il tente de s'opposer énergiquement à la tyrannie de Louis-Philippe, et cette garde nationale est dissoute.

Démocrate pur, quoique fidèlement attaché à la mémoire de l'Empereur, homme d'esprit et de science, il cache les plus nobles sentiments sous une enveloppe un peu rude. On lui doit quelques pièces de vers qui ne sont pas sans mérite, et une histoire fort curieuse de sa petite province de Bigorre. 17,773 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. C'est lui qui a vainement tenté, avec un courage dont l'opposition lui a tenu compte, de faire insérer dans le préambule de la Constitution, un paragraphe portant qu'elle était votée quand Paris se trouvait en état de siège.

DUBARRY.

Né en 1807 à Campan, il vint faire son droit à Paris en 1832, et alla ensuite s'établir avocat à Bagnères-de-Bigorre. La posi-

tion qu'il s'est faite au barreau de cette ville, lui a valu quatre fois l'honneur d'être bâtonnier de l'ordre. Aimé dans la contrée pour ses qualités du cœur et de l'esprit, opposé, sans cesse, aux tendances réactionnaires des autorités départementales, il a été nommé, le 28 février, un des commissaires du Gouvernement provisoire dans les Hautes-Pyrénées, où sa saine administration a fait chérir la République. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 30,342 voix, le deuxième sur la liste des six élus. L'arrondissement de Bagnères seul l'appuyait par 17,000 votes sur 18,000. M. Dubarry a, dit-on, profondément creusé les idées sociales à l'ordre du jour. On regrette de ne l'avoir pas vu prendre leur défense dans la question si grave, et si mal résolue, du droit au travail.

LACAZE (BERNARD).

Agé de 49 ans, né à Vic-de-Bigorre, après avoir fait de bonnes études au lycée impérial de Pau, il partit, à 16 ans, pour les États-Unis, où l'appelaient des intérêts de famille. Il y a résidé, de 1813 à 1822, et a fait, dans cet intervalle, un long séjour au Texas, où beaucoup de Français, proscrits, à la chute de l'Empereur, étaient allés, sous la conduite du général Lallemant, fonder le *Champ d'astle*, dont la dispersion violente retentit dans toute l'Europe. M. Lacaze revint ensuite à New-York s'initier au droit américain dans l'intention de se faire recevoir, plus tard, avocat à la Nouvelle-Orléans.

De retour en Europe, il compléta ses études de jurisprudence par la connaissance approfondie des codes français, se fit recevoir avocat à Toulouse, et suivit avec distinction, à Pau, la carrière du barreau.

Il avait regretté de ne pas voir la France adopter, en 1830, la forme républicaine. Indépendant par position et par caractère, il n'a jamais accepté de fonctions publiques salariées, quoique l'offre séduisante lui en ait été souvent faite. Il se contentait d'être membre du conseil général des Hautes-Pyrénées depuis sept ans qu'il vit dans la retraite.

Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 23,356 suffrages, le quatrième sur la liste des six élus de son département.

RECURT.

Appelé à l'Assemblée nationale par 118,073 suffrages de la Seine, le vingt-huitième sur la liste des trente-quatre élus, et

par 23,987 suffrages des Hautes-Pyrénées, le troisième sur la liste des six, il a opté pour ce dernier département, où il est né (*voir le département de la Seine*).

VIGNERTE (JEAN-JACQUES).

Avocat, né à Pouzac (Hautes-Pyrénées) le 12 juillet 1806, jouissant d'une fortune honnête, c'est comme *orateur* de la loge démocratique *des Amis de la Vérité*, c'est surtout comme membre de la *Société des Droits de l'Homme*, qu'il commence à se faire connaître après la Révolution de Juillet. Républicain de cœur, ennemi déclaré de la monarchie de Louis-Philippe, on le voit, dès cette époque, parcourir, missionnaire démocrate, les ateliers, les réunions d'ouvriers, et faire descendre les idées politiques dans toutes les classes du prolétariat. Créateur du plus grand nombre de sections, successivement membre du comité secret et du comité public de cette société célèbre, directeur de son personnel et chef de sa police, il s'introduit dans toutes les associations occultes pour les rallier à la sienne.

Arrêté en décembre 1833, ayant eu à subir quatre accusations politiques en 1834 et 1835, il est condamné trois fois, la dernière à la déportation par la Chambre des Pairs dans le procès d'avril. Enfermé à Sainte-Pélagie, il s'évade, avec Godefroy Cavaignac et Armand Marrast, passe en Angleterre, et s'embarque de là pour l'Amérique, où il réside six ans. A son retour, il exerce la profession d'avocat dans son pays natal, et se livre aussi à l'agriculture. Nommé, à la Révolution de Février, commissaire du Gouvernement provisoire dans les Hautes-Pyrénées, il a su unir la modération à la fermeté dans cette mission difficile, et a mérité ainsi d'être envoyé à l'Assemblée nationale par 38,766 suffrages, le premier sur la liste des six élus du département.

PYRÉNÉES-ORIENTALES.

Perpignan. — 5 Représentants.

ARAGO (EMMANUEL).

Agé de trente-quatre ans, avocat à la Cour d'appel de Paris, il s'était particulièrement distingué, avant la Révolution de Février, par la chaleur avec laquelle il plaidait les procès de

contrefaçon. Il entendait parfaitement cette spécialité, et peut-être eût-il bien fait de s'en tenir là; républicain de conviction, il fût resté certainement, comme tant d'autres, à ses plaidoiries, après l'avènement de la République, sans le nom, le crédit, l'influence de son père, le célèbre François Arago, qui joint à de nombreuses qualités, connues de tous, l'amour de la famille, développé à son plus haut degré.

Nommé commissaire du Gouvernement provisoire à Lyon, la ville, après Paris, la plus difficile peut-être à administrer dans la crise actuelle, on n'a pas généralement trouvé qu'Emmanuel Arago fût à la hauteur de sa mission et qu'il répondît complètement à l'attente de son illustre père. On lui a reproché, peut-être trop sévèrement, certaines allures quelque peu proconsulaires, des mesures frisant le despotisme, son impôt de 90 centimes surtout, dont le gouvernement central a dû blâmer et corriger la forme, n'osant ou ne voulant pas en repousser le fond. On a cru voir, aussi, peu de sympathie personnelle pour lui dans le résultat des élections du Rhône, où son nom ne brille que par son absence.

Ses compatriotes des Pyrénées-Orientales l'ont vengé de cet oubli en l'envoyant à l'Assemblée nationale avec un contingent de 29,363 voix, le quatrième sur la liste des cinq élus. Démocrate sincère, siégeant à l'extrême gauche, il a peu brillé dans les discussions auxquelles il a pris part. Il a mieux réussi, jusqu'à un certain point, dans la mission diplomatique dont il a été chargé à la cour de Prusse; c'est à lui qu'est même due la délivrance de Mieroslawski, le chef des insurgés polonais, qui a pu, grâce à ses démarches, revoir la France, sa patrie.

ARAGO (ÉTIENNE).

Né à Estagel, département des Pyrénées-Orientales, âgé maintenant d'environ quarante-neuf ans, c'est le plus jeune frère du célèbre astronome. Il a débuté dans la littérature dramatique par un vaudeville intitulé : *un Jour d'embarras*, joué en 1824, à l'Ambigu-Comique, où il fit représenter, la même année, un mélodrame : *le Pont de Kehl*. En même temps, il travaillait à un petit journal littéraire : *la Lorgnette*, fragment d'un *Miroir brisé*. Le Vaudeville (rue de Chartres) représentait en 1824 *l'Anneau de Gygès* de M. Étienne Arago, qui devint, plus tard, directeur de ce théâtre. De ses diverses productions dramatiques, la dernière et la plus remarquable, est la comédie : *les Aristocrates*, jouée au Théâtre-Français.

Dès 1824, à peine âgé de vingt-un ans, il faisait partie de quelques-unes des sociétés secrètes qui conspiraient contre la Restauration. Affilié à la *Charbonnerie*, il y avait pour collègues, dans une *vente* centrale naissante, Godefroy Cavaignac, Guinard, Thomas et Bastide; il fut même chargé d'une mission dans les départements. A la révolution de 1830, il arma, avec l'arsenal du Vaudeville, une troupe d'insurgés, à la tête desquels il pénétra dans les Tuileries et arbora le drapeau tricolore sur la tour de l'Horloge.

Les hommes du lendemain l'oublièrent, après lui avoir donné la croix de Juillet, et le laissèrent directeur du Vaudeville, où il fit de très mauvaises affaires, qui amenèrent une faillite. Lieutenant de l'artillerie de la garde nationale, il fut compromis dans les affaires de Juin et d'Avril, et obligé deux fois de prendre la fuite. Il devint, plus tard, un des principaux rédacteurs du *Figaro* et de la *Réforme*.

En février 1848, il se jette au fort de la bataille, le 23, au milieu des barricades, le 24, sur le feu de la place du Palais national, et il arrache rue Bourg-l'Abbé, à une mort certaine, cinquante à soixante gardes municipaux. Il n'avait pas oublié, sur ces entrefaites, de s'installer à la direction générale des postes, où la République l'a laissé et qu'il paraît administrer moins mal que jadis le Vaudeville. D'ailleurs, le nom de son illustre frère ne le protège-t-il pas envers et contre tous?

Nommé chef de bataillon de la garde nationale parisienne, il a échoué aux élections de la capitale pour la Constituante. Plus heureux dans celles des Pyrénées-Orientales, il y a obtenu 25,354 voix, et figure le quatrième, après son neveu Emmanuel, sur la liste des cinq représentants de son pays natal. Siégeant à l'extrême gauche, il a pris peu de part jusqu'à ce jour aux discussions de l'Assemblée.

GUITTER (THÉODORE).

Néveu du conventionnel et né en 1797 à Perpignan, il était, dans sa jeunesse, secrétaire de Destutt de Tracy; et Lafayette l'honorait de son amitié. Devenu notaire dans sa ville natale, il y fut un des chefs du parti libéral sous la Restauration, et un de ceux du parti républicain sous le règne de Louis-Philippe. Jouissant d'une grande popularité, il avait refusé, en 1830, plusieurs places lucratives. Il contribua, avec son collègue Lefranc, à la fondation de l'*Indépendant des Pyrénées-Orientales*, et fut un de ceux dont l'influence fit triompher en 1846 l'élection de

M. François Arago des mauvais vouloirs de l'administration.

Membre du conseil municipal et du conseil général, il a été nommé, après la Révolution de Février, commissaire du département et y a rendu de grands services à l'ordre public au milieu de l'effervescence des têtes catalanes. Son fils, jeune homme de vingt-cinq ans, a été nommé préfet de l'Ariège.

M. Guitter, appelé par les Pyrénées-Orientales à la Constituante, le deuxième après François Arago sur la liste des cinq élus, a réuni près de 34,000 suffrages sur 36,000 votants. Il fait partie du comité administratif et communal.

LEFRANC (PIERRE-JOSEPH).

Né en 1815 à Montmirey-la-Ville (Jura), d'un cultivateur, ancien volontaire de 92, il a conduit la charrue et fait lui-même ses premières études dans les loisirs que lui laissent ses travaux agricoles. A seize ans, il entrait dans une étude de notaire, et y apprenait seul le latin et le grec. Venu à Paris pour suivre les cours de la Faculté de Droit, il se lança, en même temps, dans la carrière littéraire. De hautes amitiés lui ayant facilité l'accès du monde politique, il débuta, en 1844, dans la *Revue Indépendante*, fondée par George Sand et Pierre Leroux, et en devint un des collaborateurs les plus actifs. Ses lettres critiques, signées *Jean Bonhomme*, attirèrent l'attention des penseurs.

Les Pyrénées-Orientales n'avaient pas de journal de l'opposition. La famille Arago invita, en 1846, M. Lefranc à en aller fonder un à Perpignan. Il parut sous le titre de l'*Indépendant*, et engagea aussitôt, avec l'administration locale, une lutte ardente et opiniâtre, qui se résuma en une quinzaine de procès et une longue série de condamnations judiciaires. Le directeur, traîné de jurys en jurys, distrait de ses juges naturels, plaidant tour à tour à Perpignan, à Carcassonne, à Montpellier, à Rodez, à Paris même, se vit six fois acquitté par le jury, mais condamné autant de fois par les tribunaux correctionnels. Il en résulta pour lui et son journal 25,000 fr. d'amendes.

La Révolution de Février trouva M. Lefranc sortant de prison et près d'y rentrer. Nommé membre de la commission départementale, il oublia bien vite les injures reçues, et ne songea qu'à asseoir la République, dans ces localités lointaines, sur les bases de la concorde et de la plus stricte impartialité. Appelé à l'Assemblée nationale par près de 16,000 suffrages, il s'y est montré franchement républicain et démocrate, et a voté contre l'état de siège et contre l'autorisation de poursuivre Louis Blanc et Caus-

sidière. Il fait partie de la minorité du comité des finances qui demande le remaniement complet de notre système d'impôt.

PICAS (HIPPOLYTE).

Agé de 45 ans, il est né dans le département des Pyrénées-Orientales, d'une famille honorable. Son père s'était, comme avoué, concilié l'estime générale du pays. Quant à lui, il est, sans contredit, le meilleur avocat de Perpignan. Dans le conseil municipal et dans les élections, il a constamment fait une opposition ardente au gouvernement déchu. Il a défendu le journal *l'Indépendant*, ses doctrines avancées et son rédacteur en chef, toutes les fois qu'ils ont été en butte aux persécutions d'un pouvoir ombrageux et tyrannique. Or, nous avons montré dans la notice Lefranc que cela arrivait assez souvent.

Il a fait partie, à la Révolution de Février, de la commission provisoire qui s'était constituée pour maintenir l'ordre, et a partagé, durant les jours pénibles que Perpignan eut alors à traverser, les efforts de ses collègues pour assurer la tranquillité de la ville.

Le 4 et le 5 juin, pendant les élections supplémentaires qui lui ont confié le mandat de représentant du peuple, en remplacement de M. François Arago, qui a opté pour le département de la Seine, des désordres et des collisions graves et sanglantes ayant éclaté à Perpignan, entre la garde nationale et les paysans, M. Picas a su, par sa fermeté, maîtriser l'émeute et empêcher qu'elle ne triomphât et compromît la sûreté de la ville. C'est un républicain démocrate avancé.

RHIN (BAS-).

Strasbourg — 15- Représentants.

BOUSSINGAULT.

Agé de cinquante ans, né à Paris, il faisait partie, en 1815, de la promotion d'élèves de l'École polytechnique qui ne fut point admise. Il entra alors à l'École des mines de Saint-Étienne.

Douze ans, il a résidé dans la République américaine de Vénézuéla, à l'établissement de laquelle il a contribué, circonstance qui lui a valu, en grande partie, les 64,134 suffrages qu'il a obtenus pour l'Assemblée nationale, dans le département du Bas-Rhin, qui l'a inscrit le douzième sur la liste de ses quinze élus.

Sa carrière scientifique est connue : il est professeur d'agriculture au Conservatoire des Arts et Métiers, membre de l'Institut national, et auteur de plusieurs ouvrages justement estimés sur la chimie agricole.

Seul représentant du Bas-Rhin qui ne soit pas né dans le département, un double lien l'y rattache : il a épousé une Alsacienne, et il est directeur co-propriétaire de l'usine de Béchelbronn.

BRUCKNER.

Né à Strasbourg le 8 février 1814, ancien élève de l'École d'application de Metz, en 1836, il a été nommé capitaine d'artillerie en 1834. Noble enfant de l'Alsace, partout cité pour la franchise, la sincérité, l'ardeur de son patriotisme, il a été élu dans le département du Bas-Rhin par 46,193 suffrages.

CHAMPY (PIERRE).

Agé de soixante ans, né à Strasbourg, il est fils d'un ancien maître de forges, député des Vosges, qui siégea toujours dans les rangs de l'opposition, après avoir deux fois organisé, contre l'invasion étrangère, des corps de partisans dans les défilés de ses montagnes. Son fils, le représentant du peuple, quoique demeurant à Rothan (Vosges), où il a de vastes propriétés, est fort connu à Strasbourg, où il est né, où il a résidé longtemps, où il a été, depuis 1830, adjoint, membre du conseil municipal, et colonel de la garde nationale, qui fut dissoute, sous la monarchie constitutionnelle, pour avoir manifesté des opinions non moins démocratiques que celles de son digne chef ; car, bien que fort riche, M. Champy s'est constamment distingué par un républicanisme chaleureux. C'est un homme de cœur et d'énergie, que l'estime publique a, de tout temps, entouré. Le peuple électoral du Bas-Rhin lui en a donné une preuve en l'appelant à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 68,354 voix, le onzième sur la liste des quinze élus.

CHAUFFOUR (VICTOR).

Agé de vingt-huit ans, né à Colmar, où son père était avocat,

il est professeur-suppléant à la Faculté de Droit de Strasbourg, et passe, malgré sa jeunesse, pour un savant jurisconsulte, ayant conquis, dans un brillant concours, la chaire qu'il occupe. La part qu'il a prise à la Révolution de Février, témoigne surabondamment de l'énergie et de la sincérité de son républicanisme. Envoyé à l'Assemblée nationale par 70,139 suffrages, le dixième sur la liste des quinze élus, il se rapproche, ainsi que son collègue Westercamp, de la Montagne, et a voté, comme lui, contre l'état de siège et contre la demande en autorisation de poursuivre Louis Blanc pour l'événement du 15 mai.

CULMANN (FRÉDÉRIC-JACQUES).

Né à Anweiller (Mont-Tonnerre) le 16 septembre 1787, ancien élève de l'École polytechnique, il sortait, en 1809, de l'École d'application de Metz, pour aller dignement payer sa dette à la patrie. Parvenu au grade de colonel d'artillerie, il s'était fait chérir de tout Strasbourg. Admis à faire valoir ses droits à la retraite, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 107,538 suffrages, le troisième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin. Distingué par son esprit, éminent par sa science, avancé par son républicanisme, il s'est déjà rendu fort utile dans toutes les questions qu'on lui confie et qu'il étudie à fond, notamment dans celles qui concernent le comité des travailleurs dont il fait partie.

DORLAN.

Agé de quarante-deux ans, né à Schélestadt, où son père tenait un café, il passe, avec raison, pour un des meilleurs avocats du barreau de sa ville natale. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 75,820 voix, le huitième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin. C'est le membre le plus modéré de cette députation, bien qu'il soit franchement républicain, mais nullement socialiste, comme un de nos confrères en biographie parlementaire l'a prétendu à tort.

ENGELHARDT (FRÉDÉRIC-AUGUSTE).

Il est né à Strasbourg le 31 octobre 1796, d'un père ancien officier supérieur à l'armée de Sambre-et-Meuse, qui devint, plus tard, administrateur général du grand duché de Berg et des pays circonvoisins, au temps de la conquête.

Son fils, homme remarquablement instruit, reçu docteur ès-

sciences et licencié en droit, n'a jamais usé des lumières qu'il a acquises que dans l'intérêt des ouvriers auxquels il a fait à Strasbourg un cours de technologie, très suivi et fort goûté.

Directeur des forges de Niederbrunn, professant les principes de la démocratie la plus généreuse et la plus avancée, il a su, dans cet établissement, concilier avec les rudes travaux de l'usine le bien-être et les intérêts des hommes qu'il emploie. 59,939 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le treizième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin.

FOY (MAXIMILIEN-PERRIN).

Neveu du général Foy, né à Ham (Aisne) le 15 juillet 1803, d'un père inspecteur des postes, il fit de bonnes études, fut admis, en 1834, à l'École polytechnique, et sortit de l'École d'application de Metz, avec l'épaulette de lieutenant de génie. Promu capitaine d'une compagnie de sapeurs, il commanda en Afrique, et signala les abus de notre colonie dans une série de lettres insérées dans le *National*. Rappelé en France, il fut envoyé dans le département du Bas-Rhin, après avoir rapporté d'Algérie la croix de la Légion-d'Honneur. Attaché, pendant plusieurs années, à la place de Haguenau, il s'y fit estimer par son caractère affable, et par ses opinions franchement républicaines. Envoyé à l'Assemblée nationale par 78,370 suffrages, le sixième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin, il a été promu, le 4^{er} mai 1848, au grade de chef de bataillon.

GLOXIN (ÉDOUARD).

Né le 16 septembre 1804 à Strasbourg, d'une honorable famille de négociants, négociant lui-même, chef de l'une des premières maisons de cette ville, il ne doit sa position commerciale qu'à son travail assidu. Fils de ses œuvres, républicain depuis 1822, membre des comités d'élections et propagandiste ardent, il a fait partie du banquet réformiste en septembre 1847, et a été appelé, le 26 février 1848, à la commission départementale du Bas-Rhin, par la population de Strasbourg qui venait de proclamer la République à la nouvelle des événements de Paris. La manière ferme, conciliante et franchement républicaine dont il a rempli les fonctions de commissaire lui a valu l'honneur d'être envoyé à l'Assemblée nationale par 71,000 suffrages, le neuvième sur la liste des quinze élus du département. Il fait partie du comité du commerce et de l'industrie.

KLING (JOSEPH-AUGUSTE).

Né à Schélestadt le 22 novembre 1800, d'un père payeur de la guerre, il fit son droit à Strasbourg et vint, en 1825, exercer la profession d'avocat dans sa ville natale, où il fut nommé juge en 1842, après avoir rempli, deux ans, les mêmes fonctions à Saverne. Partisan zélé de l'instruction publique, il organisait, dès 1830, dans sa localité, des écoles primaires et secondaires et un collège communal, dont la prospérité est son ouvrage.

Républicain de conviction, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 107,667 suffrages, sur 125,968 votants, le deuxième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin.

LAUTH (GUILLAUME).

Agé de cinquante ans, né à Strasbourg, où son père exerçait la profession d'avocat, il a su, comme négociant, mériter la considération et l'estime de ses concitoyens, qui l'ont investi des fonctions de président de leur tribunal de commerce. Ses opinions démocratiques bien connues l'ont fait élire maire de sa ville natale, après la Révolution de Février, et lui ont frayé la route de l'Assemblée nationale où il a été envoyé par 77,277 suffrages, le septième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin. Strasbourg le vénère comme le père de ses administrés.

LIECHTEMBERGER (LOUIS).

Né le 10 août 1789 à Ribeauviller (Haut-Rhin), où son père remplissait les fonctions de bailli, il passe depuis longtemps, à juste titre, pour le premier avocat du barreau de Strasbourg. Son nom s'est associé, avec éclat, à plusieurs causes politiques, dont la défense lui a été confiée, notamment à celles du colonel Caron et de Louis-Napoléon Bonaparte. En 1834, lors du procès d'avril, Godefroy Cavaignac eut recours à son éloquence. M. Liechtenberger lui-même parut, cette année, comme accusé, sur le banc des assises de Strasbourg; il était prévenu d'avoir formé une association pour empêcher la perception de l'impôt sur les boissons et sur le sel; il fut acquitté.

Homme mûr, citoyen honoré, républicain de vieille date, la population alsacienne l'a appelé, d'une voix unanime, après la Révolution de Février, au poste important de commissaire général du Bas-Rhin; et le ministère de l'intérieur n'a eu qu'à sanc-

tionner, plus tard, l'élection spontanée des Strasbourgeois, ce mandat ne pouvant être confié à des mains plus pures. L'administration de M. Liechtemberger a été conforme à ce qu'on était en droit d'attendre de lui. Grâce à sa vigilance, aucun service public n'a été interrompu, aucun désordre n'a eu lieu. Dès le 15 avril, il abdiquait ses fonctions.

Sa nomination de représentant du peuple à l'Assemblée nationale, le premier sur la liste des quinze élus, à la majorité de 118,501 voix, sur 125,968 votants, a été le produit du concours de tous les partis. Il est malheureusement d'une constitution malade.

MARTIN (DE STRASBOURG).

Agé de quarante-cinq ans, né à Mulhouse (Haut-Rhin), où son père était pharmacien, il obtint, de bonne heure, de grands succès au barreau de Strasbourg, où un incontestable talent l'avait placé en première ligne. Envoyé en 1839 à la Chambre des députés par un des collèges électoraux de cette ville, il s'y distingua par son activité, son intelligence, son talent, son patriotisme, et par son énergique opposition à toutes les mesures rétrogrades et tyranniques. Obligé de résilier son mandat pour cause de maladies et peut-être aussi par dégoût de la politique de l'époque, il a voulu se représenter, plus tard, en 1846; mais, à la grande douleur du parti démocratique, il n'a pas été réélu. Il avait, dans l'intervalle, acheté une charge d'avocat au conseil d'État et à la Cour de Cassation. Il a salué la Révolution de Février comme l'accomplissement de tous ses désirs et a été envoyé à l'Assemblée nationale par 83,621 suffrages, le cinquième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin. M. Martin (de Strasbourg) est un des représentants les plus nobles, les plus ardents et les plus capables des idées républicaines. On tremble que ce qui se passe ne reproduise en lui le même dégoût, le même malaise, et ne le décide, de nouveau, à se retirer de l'arène parlementaire. Ce serait une grande perte pour le parti sincèrement démocratique, c'est-à-dire pour l'immense majorité de la France.

SCHLOSSER (JEAN-BAPTISTE).

Agé de trente-neuf ans, né à Blindschweiller, canton de Bar (Bas-Rhin), il était, à la Révolution de Février, notaire à Dambach et maire de cette commune. M. Liechtemberger, nommé commissaire général de la République par l'unanime acclamation

populaire, songea aussitôt, pour le seconder, à M. Schlosser, dont il connaissait, de longue main, les convictions démocratiques. Nommé sous-commissaire à Schélestadt, il y remplit son mandat d'une manière si digne de lui, que le peuple électoral du département s'est empressé de l'envoyer à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 98,230 suffrages; le quatrième sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin.

WESTERCAMP.

Né à Wissembourg le 17 décembre 1799, il a fait son droit à Strasbourg et a acquis, en 1823, une étude de notaire dans sa ville natale. Comme officier public, son intégrité est proverbiale dans l'Alsace entière. Comme républicain, il avait déjà fait ses preuves sous la Restauration, et s'est montré depuis constamment opposé à Louis-Philippe et à son système déplorable. 50,415 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, l'avant-dernier sur la liste des quinze élus du Bas-Rhin. Il se rapproche, ainsi que son collègue Victor Chauffour, de la Montagne, et a voté, comme lui, contre l'état de siège et contre la demande en autorisation de poursuivre Louis Blanc pour l'événement du 13 mai. Il voudrait, en somme, une République franchement démocratique et non telle qu'on paraît chercher à l'édifier aujourd'hui sur les données de la vieille monarchie. Il est pour les grands principes de la liberté de la presse et de la liberté de réunion, d'association et de discussion.

RHIN (HAUT-).

Colmar. — 12 Représentants.

BARDY (NAPOLÉON).

Agé de 42 ans, il entra, de bonne heure, dans la magistrature, et s'y distingua bientôt par son savoir et son impartialité. Juge d'instruction à Belfort, il a depuis longtemps la réputation d'un républicain sincère et modéré. 45,853 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le septième sur la liste des douze élus du Haut-Rhin.

CHAUFFOUR (IGNACE).

Agé de 39 ans, né à Colmar, fils d'un avocat mort avec une grande réputation de talent et de probité, il a suivi la carrière et les traces de son père. En le perdant presque à son début, il se trouvait sans fortune, seul soutien de neuf frères et sœurs en bas âge. Devenu le membre le plus distingué du barreau de sa ville natale. Il les a tous élevés par son travail, tous fait instruire, et leur a procuré à chacun un établissement honorable ou une belle position.

Mais autant Chauffour le père était légitimiste, autant le fils est républicain. Il passe pour un des hommes qui ont dirigé avec le plus de dévouement le parti démocratique en Alsace. Depuis plusieurs années, il fait partie du conseil municipal de Colmar, auquel il apporte, avec un zèle infatigable, le tribut incessant de ses lumières et de son expérience. 35,000 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le dixième sur la liste des douze élus du Haut-Rhin.

DOLLFUS (ÉMILE).

Né à Mulhouse le 40 avril 1805, il tient à l'industrie par sa famille; et lui-même est un des industriels les plus considérables du Haut-Rhin. Son établissement de coton, tissage, toiles peintes, un des plus importants de France, jouit d'une réputation européenne. Homme actif, doué d'une rare intelligence des affaires, d'une probité sévère, d'un patriotisme aussi pur que modéré, il est un des fondateurs de la *Société industrielle de Mulhouse*, qu'il préside depuis 1834. De toutes les réunions de ce genre que possède la province, c'est peut-être celle qui a rendu le plus de services réels.

Nommé maire de sa ville natale en 1843, député du Haut-Rhin aux élections générales de 1846, il vint siéger à la gauche, où il combattit, sans relâche, la politique rétrograde du 29 octobre. Signataire du banquet du 22 février, il fut un des cinquante-trois députés, qui, après son interdiction, demandèrent la mise en accusation du ministère Guizot.

Les événements de Février ont peut-être dépassé son attente; mais il n'en a pas moins franchement accepté le système républicain avec toutes ses conséquences. 66,185 voix l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des douze élus de son département.

HEECKEREN (GEORGES).

Issu de la famille Dantès, une des plus anciennes de l'Alsace, il est né en 1813 à Soultz (Haut-Rhin), dont il est un des plus nobles propriétaires. Sorti de Saint-Cyr en 1830, il alla, en sa qualité de neveu du prince de Hatzfeld, demander du service en Russie, entra sous-lieutenant dans les chasseurs de l'Impératrice, et devint, au bout de deux ans, capitaine dans les chevaliers-gardes. Aimé du czar pour sa tenue, sa bravoure, son intelligence et sa loyauté, il plut également à M. le baron de Heeckeren, ambassadeur de Hollande, qui l'adopta, et contre le nom duquel il échangea son nom de Dantès.

Le poète Pouschkin, chef du parti libéral, ayant provoqué ce diplomate, Georges crut qu'il était de son devoir de prendre sa défense. On se rendit sur le terrain; les deux adversaires furent placés à vingt pas, avec liberté de s'approcher jusqu'à dix; Georges tira le premier, atteignit Pouschkin, et lui traversa le corps. Le poète mourant se fit soutenir, et tira, à son tour, sur Georges, qui attendait, les bras croisés, et reçut la balle en plein ventre; mais, ayant rencontré un bouton, elle alla déchirer légèrement le bras droit.

Pouschkin est mort, le duel est ébruité; ni la loi, ni l'empereur ne pardonnent. Il faut que Georges s'exile à l'armée du Caucase, ou rentre en France. Il choisit ce dernier parti. De retour dans ses foyers, il devient membre du conseil général du Haut-Rhin, où il se distingue par son intelligence, sa fermeté, son libéralisme et son indépendance. En 1846, il a lutté, sans succès, sur le champ de bataille électoral de Colmar, contre M. de Golbéry, le célèbre procureur général.

Plus heureux après la Révolution de 1848, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 27,504 suffrages, le dernier sur la liste des douze élus de son département. Il a montré beaucoup d'énergie, beaucoup de force physique et morale lors de l'invasion de la Constituante le 15 mai.

HEUCHEL.

Âgé de 50 ans environ, né à Cernay, possesseur d'une belle fortune dont il fait un noble usage, n'ayant pas un ennemi, laissant couler sa vie entre le bien qu'il fait et celui qu'il voudrait faire, estimable propriétaire, médecin instruit, agronome distingué, il consacre aux études politiques tous les instants que

la science active n'occupe pas. Républicain de vieille date, il n'a pas eu à changer d'opinion à l'avènement de la République. Porté à la députation par la démocratie la plus avancée, il professe cependant des opinions modérées. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 30,170 suffrages, l'avant-dernier sur la liste des douze élus du Haut-Rhin.

KESTNER (CHARLES).

Agé de 44 ans, riche fabricant à Thann (Haut-Rhin), ce digne enfant de l'Alsace a su constamment se faire chérir de la classe ouvrière, dont il est le père et l'ami. C'est à ce titre qu'il a obtenu les 59,873 suffrages qui l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le sixième sur la liste des douze élus du département. Esprit distingué, cœur ferme et chaud; âme élevée, il a toujours été et sera toujours républicain, comme la population active qui l'entoure. Les services qu'il lui a rendus dans ses foyers, sont un sûr garant de ceux qu'elle en peut espérer à la Constituante. Il y est un des représentants les plus intelligents et les plus capables de la puissante industrie alsacienne.

KOENIG (CHARLES).

Il est né le 19 novembre 1797 à Colmar, où son père, homme justement estimé, fut longtemps conseiller à la Cour d'appel. Reçu, en 1816, avocat à la même Cour, il dut à ses opinions démocratiques bien connues l'honneur de se voir désigné, en 1822, pour un des défenseurs des complices de la conspiration de Belfort.

En 1826, il quitte le barreau pour fonder un établissement d'horticulture, dont il confie la direction à un associé laborieux et intelligent pour parcourir l'Europe, étudier quelques branches d'histoire naturelle, et publier divers écrits relatifs aux sciences agricoles, entre autres une notice sur la culture du mélèze, à laquelle le Haut-Rhin est, en grande partie, redevable des plantations de cette essence qui tapissent aujourd'hui le versant oriental des Vosges, jadis si tristement dénudé.

Il salua d'abord avec joie la Révolution de 1830, puis, la voyant dévier bientôt de son origine, il devint l'adversaire opiniâtre du funeste système qui a si longtemps pesé sur la France. Nommé, en 1831, à l'unanimité, capitaine de la garde nationale de Colmar, élu, la même année, conseiller municipal, il fut depuis rappelé à ces fonctions par les suffrages de ses conci-

toyens, en 1834, 1840 et 1846, et y resta seul de l'opinion démocratique jusqu'à ce que l'élection de 1843 y porta son collègue actuel à l'Assemblée nationale, Ignace Chauffour.

Lors de la formidable émeute que l'impôt sur les boissons suscita à Colmar, en 1834, il s'interposa entre l'autorité et la population, et évita à sa ville natale une sanglante collision, mais il demeura en butte aux vengeances du pouvoir, qui le signala comme un fauteur d'anarchie. Bientôt il fut choisi, avec son collègue à l'Assemblée nationale, le citoyen Yves, pour assister les prévenus dans le célèbre procès-monstre.

En 1843, il fut élu président de l'association viticole du Haut-Rhin. En 1847, il fut choisi, par les chefs de la fabrication industrielle de l'arrondissement, pour faire partie de la députation chargée de solliciter du gouvernement la mise à exécution de l'embranchement au Rhin du canal du Rhône, démarche qui resta infructueuse malgré ses efforts.

Avec Yves et Chauffour, il a fait partie du comité chargé d'organiser le banquet réformiste qui a eu lieu à Colmar le 9 août 1847, et qui fut le premier des départements.

Élu, le 27 février, commandant en chef provisoire de la garde nationale de Colmar, il a été confirmé, à l'unanimité, dans ce grade par l'élection populaire. Nommé, le 3 mars, un des commissaires du gouvernement dans le Haut-Rhin, présenté peu après par ses amis politiques comme candidat à l'Assemblée nationale, il y a été envoyé par 38,922 suffrages, le neuvième des douze élus du département, sans avoir sollicité cette candidature, y étant même resté complètement étranger, ayant refusé de se rendre à la séance d'interpellations, et le comité électoral du Haut-Rhin l'en ayant dispensé, ainsi que le citoyen Yves, attendu leurs opinions bien connues. Sa protestation énergique contre la loi sur les attroupements, lui a valu un rappel à l'ordre dans la séance du 8 juin. Dépouillé du fruit de trente ans de labeurs par ses sacrifices, ses pertes et une trop longue crise commerciale, il possède à peine de quoi élever ses enfants en bas âge, récemment privés de leur mère.

PRUDHOMME.

Ancien notaire, propriétaire, âgé de 45 ans, il est né à Hombourg, où il possède une terre magnifique. Dans les fonctions publiques qu'il a exercées pendant plusieurs années, il a su se concilier, par sa probité et ses sentiments généreux, l'estime et la considération générales. Rentré dans la vie privée, il s'est voué

exclusivement à ses goûts agronomiques. D'un caractère indépendant et franchement démocrate, il s'est présenté, plusieurs fois, en vain, sous le règne de Louis-Philippe, aux suffrages des électeurs censitaires du Haut-Rhin, comme candidat de l'opposition, et antagoniste du fameux André Kœchlin. Le peuple électoral, mis en possession du suffrage universel par l'avènement de la République, lui a tenu compte de ses efforts, trop longtemps infructueux, en l'envoyant à l'Assemblée nationale avec un contingent de 39,923 voix, le huitième sur la liste des douze élus du département.

RUDLER.

Né en 1793 seulement, quoique l'extrême blancheur de ses cheveux imprime à sa personne un cachet précoce de vieillesse, il prit fort jeune du service, et était parvenu rapidement à l'épaulette de chef de bataillon, lorsqu'une blessure au bras l'obligea trop tôt à rentrer dans ses foyers. Il vint se fixer à Husseron (Haut-Rhin), dont il est aujourd'hui le premier propriétaire-vigneron. Maire de sa commune depuis bien des années, il se distingue, comme tous les vieux soldats de Napoléon, par un sentiment d'indépendance et de nationalité fort développé. De là à la République, il n'y avait qu'un pas. Rudler a accueilli avec bonheur son avènement. Lors des élections à l'Assemblée nationale, son nom ne figurait sur aucune liste; on ignorait même, quelque temps avant le dépouillement du scrutin, qu'il fût porté comme candidat; aussi, la surprise et la joie des habitants du Haut-Rhin ont-elles été grandes, quand ils ont vu le nom du brave militaire retraité qu'ils aiment et qu'ils estiment, sortir le second de l'urne avec un contingent de 84,329 voix.

STOECKLÉ.

Agé de 50 ans, né à Rouffach, dont il est curé depuis longtemps, excellent prêtre, homme de savoir, plein de sens et de raison, chéri de son village et des paroisses environnantes, c'est un républicain suivant Jésus-Christ, pratiquant toutes les vertus démocratiques renfermées dans l'Évangile, professant avec une conviction sincère, et mettant en œuvre, autant que qui ce soit, la généreuse et belle devise *Liberté, Égalité, Fraternité*. 71,572 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le troisième sur la liste des douze élus du Haut-Rhin, porté à la députation par le parti républicain le plus avancé, en opposition

avec le clergé qui a combattu sa candidature, parce qu'il lui suppose des tendances à la suppression du traitement des prêtres catholiques par l'État. Un biographe a prétendu qu'en présence de la réalité des faits, l'abbé Stoechlé avait modifié, de beaucoup, ses tendances franchement démocratiques. C'est une erreur. Ce vénérable ecclésiastique renonce d'autant moins à la moindre parcelle de ses opinions, qu'elles sont chez lui le résultat consciencieux de l'expérience et d'une conviction basée sur les études de toute sa vie.

STRUCH.

Agé de 54 ans, né à Lutterbach, c'est un fort riche propriétaire du Haut-Rhin, qui, loin de se reposer dans les douceurs de son bien-être, s'est constamment occupé du soulagement des misères humaines et de l'amélioration du sort des classes laborieuses. Élevé au premier rang dans l'estime de ses concitoyens par l'ascendant seul de sa vertu et de son noble caractère, président du conseil général, élu deux fois député de l'opposition depuis 1830, il a vu constamment les suffrages de tous les partis venir le chercher, sans qu'il fit un pas pour aller à leur rencontre, tant, homme aussi simple et modeste que ferme et énergique, il exerce une influence puissante sur tout ce qui l'entoure.

Nommé commissaire du gouvernement à la Révolution de Février, son acception spontanée fut pour l'Alsace entière un signal d'adhésion unanime au nouvel ordre de choses. Puisque M. Struch est républicain, disait-on, qui peut balancer à l'être? Son administration fut un bienfait pour la contrée. Il croyait, cette mission remplie, être quitte envers ses concitoyens et pouvoir rentrer dans la vie privée. Il déclina donc le mandat de représentant du peuple, dont il était universellement menacé, fit publier, afficher, annoncer, au son du tambour, son refus consciencieux, écrivit sa détermination à ses amis, les suppliant d'éloigner de lui le témoignage de confiance qu'on lui préparait; vains efforts! 88,572 voix sur 90,000 votants l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le premier sur la liste des douze élus du Bas-Rhin. Il y plaidera la cause des braves laboureurs de l'Alsace, dévorés, depuis des siècles, par les impôts et par l'usure.

YVES.

Né en 1803, à Sigolsheim, d'un procureur-général sous notre

première République, il fit ses études à Paris et à Strasbourg, et, reçu licencié, vint exercer la profession d'avocat à Colmar. Le barreau de cette ville le comptait parmi ses membres les plus distingués, lorsque Dupont (de l'Eure) lui envoya en 1830 une nomination de substitut du procureur du roi. Deux ans après, chargé de requérir contre un malheureux, prévenu d'avoir proféré des injures à l'adresse de Louis-Philippe, il se mit tout à coup à défendre chaleureusement l'accusé. Il prenait là, sans doute, une déplorable voie pour obtenir un avancement rapide; aussi fut-il destitué. C'était justice; M. Yves ne s'en plaignit pas.

Cœur ardent et généreux, esprit intelligent et subtil, doué d'une rare facilité et d'une brillante éloquence, il pousse parfois l'originalité jusqu'à la bizarrerie, et la hardiesse jusqu'au paradoxe; mais, comme républicain chaud, sincère, dévoué, il n'y a rien en lui de variable, de mobile, ni de paradoxal.

Après la Révolution de Février, il a été commissaire de la République dans le Haut-Rhin, puis procureur-général à Colmar. Fidèle aux convictions de sa vie entière, il s'est démis de ces fonctions pour venir remplir à l'Assemblée nationale le mandat dont il a été investi par 50,837 suffrages, le cinquième sur la liste des douze élus de son département.

RHONE.

Lyon. — 14 Représentants.

AUBERTHIER (PIERRE).

Né à Neuville-sur-Saône le 10 mars 1801, M. Aubertthier, tisseur à la Croix-Rousse, y est venu en 1815 pour apprendre la fabrication des soieries. Il n'a pas quitté Lyon depuis lors. Homme doué d'une grande force de raison, il a su, par son intelligence et la régularité de sa conduite, se faire une belle position et conquérir l'estime de tous ceux qui le connaissent.

En 1833, il fut appelé à faire partie du bureau de bienfaisance de la Croix-Rousse. En 1846, il entra au conseil municipal, et, un mois après, fut nommé adjoint au maire. Il est le seul membre de la nouvelle administration qui n'ait pas été

révoqué par le nouveau pouvoir. On l'a investi, au contraire, des fonctions de maire provisoire, qu'il a remplies, dans ces temps difficiles, à la satisfaction générale. Il défendra avec fermeté à l'Assemblée nationale les principes de la République. Élu par 84,644 voix.

BENOIT (JOSEPH).

Né à Saint-Martin-de-Bovel (Ain), âgé de 36 ans, M. Benoît est chef d'atelier dans une fabrique de soieries de Lyon; mais, avant tout, c'est un républicain énergique, ardent, représentant à l'Assemblée les ouvriers de Lyon et les Montagnards de cette cité. Il a beaucoup lu, beaucoup travaillé à orner son esprit et sa mémoire. Il a traité dans le journal *la Fraternité* des questions sociales et économiques avec une grande supériorité de talent et de raison. Il s'y est occupé aussi des grains et du libre-échange. M. Benoît était membre de la *Société des Droits de l'Homme*. Élu par 63,981 voix.

CHANAY (PHILIBERT).

Né à Belleville le 30 septembre 1800, d'un capitaine de grenadiers aux armées des Alpes et du Rhin, M. Chanay fut d'abord avocat. Il se mêla aux conspirations qui signalèrent les premières années du dernier règne, notamment dans les affaires d'avril 1834, et se fit le défenseur des associations d'ouvriers et des journaux de l'opposition.

À l'avènement de la République, il remplit diverses fonctions administratives provisoires, et fit apprécier sa raison et sa justice.

M. Chanay a donné sa démission le 1^{er} mai, parce que le mandat de représentant du peuple lui semble incompatible avec toute fonction salariée. Élu par 54,504 voix.

DOUTRE (ESPRIT).

Typographe, né à Lyon en 1810, c'est un républicain de vieille date. Formé à l'école des sociétés politiques, dont il a été un des membres et des chefs actifs, ses convictions solides le placent dans la ligne avancée de la démocratie. Citoyen modeste, sans ambition personnelle, ouvrier intelligent et instruit, les questions pratiques du travail lui sont familières. En 1840, lors de l'inauguration de la statue de Gutenberg à Strasbourg, il reçut déjà une marque éclatante de la profonde sympathie de

ses camarades qui le choisirent au nombre des trois typographes délégués pour assister à cette fête.

La Révolution de Février l'a trouvé au premier rang des citoyens qui ont proclamé et défendu la République. Nommé commissaire extraordinaire dans une des communes voisines de Lyon, il sut s'acquitter avec fermeté et patriotisme de ces fonctions alors difficiles.

Il est au nombre des socialistes de l'Assemblée nationale. Second sur la liste des quatorze représentants du Rhône, il a obtenu 104,900 voix.

FERROUILLAT (JEAN-BAPTISTE).

Docteur en droit, avocat, né à Lyon le 4 mai 1820.

Les membres nombreux de la famille de ce jeune représentant occupent tous des positions honorables dans le commerce, l'industrie et le notariat.

M. Ferrouillat a été élevé au collège de Lyon, où il a laissé d'honorables souvenirs par les succès qu'il a obtenus; il a fait ensuite, d'une manière non moins remarquable, ses études de droit à Paris, et il a été lauréat au concours des docteurs en droit de la Faculté de cette ville, en 1844. Il eut alors le bonheur d'être admis, comme secrétaire particulier, auprès de M. Bethmont, ancien ministre de l'agriculture et du commerce, dont tout le monde admire le talent et vénère le caractère.

M. Ferrouillat a présenté sa profession de foi aux électeurs du département du Rhône, et il l'a développée dans les clubs de Lyon et des cantons ruraux avec toute l'énergie de la jeunesse, la chaleur que donne la conviction et un talent oratoire remarquable. Voilà comment son nom, ignoré jusqu'alors, a été proclamé parmi ceux des représentants du peuple. C'est un républicain sincère et laborieux; il étudie avec zèle les questions qui intéressent les travailleurs industriels et agricoles. Il s'est proclamé hautement contre le communisme, tout en approuvant et en appuyant même l'élection de quelques-uns de ses adeptes. Il appuiera toutes les mesures libérales compatibles avec l'ordre, le respect de la famille et de la propriété.

M. Ferrouillat a dû à son jeune âge l'honneur d'être l'un des six secrétaires provisoires de l'Assemblée nationale, à laquelle il a été appelé par 53,496 voix.

GOURD.

Ex-capitaine de la garde impériale, né aux Échelles, près de

Lyon, âgé de soixante ans, il a gagné son grade et sa croix sur les champs de bataille. Ses titres à l'estime nationale sont grands, ses états de service en font foi. Il a perdu un bras dans les dernières affaires de l'Empire.

M. Gourd est travailleur et dirige des travailleurs; il est de plus maire de sa commune depuis trente ans, et se voit entouré de la considération de tous ceux qui le connaissent. Il porte dans son cœur l'amour de la patrie et la haine des ennemis de la France.

Il a été élu à l'Assemblée nationale par 69,463 voix.

GREPPO.

Ouvrier en soieries, à Lyon, né à Pouilly, près de Villefranche (Rhône), âgé de 30 ans, il appartient à une opinion à laquelle les événements de mai et de juin ont fait perdre bien du terrain : il passe pour l'un des partisans les plus avancés du socialisme. Chef d'atelier dans une manufacture de soieries à Lyon, il fait ou a fait partie de diverses sociétés secrètes, et il a fait partie de l'association des mutuellistes.

M. Greppo a dépassé, peut-être, en homme convaincu et de la meilleure foi du monde, les limites que la raison et la nécessité assignent au mouvement révolutionnaire, ce qui a été loin de l'empêcher d'arriver à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 45,194 voix.

LACROIX (JULES).

Propriétaire et industriel, né à Saint-Vincent-de-Rhin (Rhône) en 1801.

S'il fallait en croire les méchants, ce riche manufacturier professerait en politique une profonde indifférence; mais nous n'en croyons rien. « L'indifférence est pour les cœurs ce que l'hiver est pour la terre, » a dit je ne sais quel poète bucolique. Comment supposer que M. Lacroix prenne si peu de souci de notre forme de gouvernement, qu'il accepte, sans sourciller, un soliveau ou une grue? et qu'il se dise avec l'âne de la fable :

Quid refert cui serviam, clitellas dum portem meas?

Si, pourtant, l'accusation était vraie, il faudrait bien en prendre son parti et abandonner M. Lacroix comme homme politique. Le rôle qui lui reste est encore assez beau; il dirige, avec une sollicitude vraiment paternelle, les nombreux ouvriers qu'il

emploie; tous ne prononcent son nom qu'avec éloge, tous le chérissent comme on chérit un bon père de famille. Élu par 80,969 voix.

LAFORÊT.

Maire de Lyon, notaire, né dans cette ville, en 1800, c'est un homme de tête, de cœur et d'action, qui, dans ces derniers temps, a rendu d'immenses services au pays en usant sagement de son influence sur les masses. Dans les premiers moments de son administration, comme maire de Lyon, il eut à lutter contre des énergumènes se disant républicains, impatientes de compromettre une république qui naissait. Ils se rendirent chez M. Laforêt, et *exigèrent* qu'il fît droit, sur l'heure, à leurs demandes. Les gestes et les menaces accompagnaient leurs instances. « Attendez, dit le maire, je vous demande quelques minutes de réflexion. » Et il passa dans son cabinet. « Maintenant, citoyens, je suis prêt, dit-il, en rentrant dans la salle, car j'ai fait mon testament. Vous pouvez me tuer, mais jamais, entendez-vous bien, je ne me déshonorerai en cédant lâchement à d'injustes demandes. » Les mutins, intimidés, cédèrent, et, grâce au noble courage de leur maire, la ville de Lyon fut préservée de grands malheurs.

A ce caractère énergique, à ce courage civil, M. Laforêt unit une grande loyauté commerciale. Il a été appelé à l'Assemblée par 126,743 voix, le premier sur la liste des quatorze élus du Rhône.

LORTET.

Docteur en médecine, né en 1811, ce digne représentant, que beaucoup nommaient le paysan du Danube à l'Assemblée nationale, a donné sa démission pour cause de santé. On connaissait de lui sa bonté, sa simplicité de cœur, de mœurs et d'habits, son puritanisme politique et son penchant vers le communisme.

Il avait été élu par 83,664 voix, et a été remplacé par M. Rivet. (*Voyez à l'Appendice*).

MORTEMART (DE).

Propriétaire, ex-député, né à la Chassagne, âgé de quarante ans, il appartient à l'ancienne famille des Rochechouart-Mortemart. Ce descendant des croisés, accablé d'un grand nom

et d'une grande fortune, avait été choisi par les électeurs du Rhône pour remplacer M. Terme à la Chambre des députés; mais c'était au commencement de l'agonie de la monarchie; les événements se succédèrent si rapidement, que M. de Mortemart n'eut pas le temps de se faire connaître. Il avait la réputation d'être très libéral; et, à son entrée dans la Chambre, il alla s'asseoir sur les bancs de l'opposition Thiers-Barrot.

M. de Mortemart est maire de sa commune, et, en cette qualité, il n'a que des partisans et des amis, surtout parmi les ouvriers et les pauvres. Il a été élu par 71,746 voix.

MOURAUD (PROSPER).

Architecte, né à Bourg (Ain) le 19 janvier 1802, il entra, en 1823, dans l'administration des ponts-et-chaussées. En 1828, il vint diriger à Vaise, faubourg de Lyon, la compagnie de la gare. Il est entrepreneur de travaux publics depuis 1844. Il a beaucoup d'amis qui lui ont fait des qualités aimables. C'est un homme que la supériorité de ses talents appellerait à de hautes positions sous tous les régimes. Ses convictions en font un républicain.

Voici quelques lignes de la déclaration qu'il fit au club démocratique de l'*Union*, le 25 mars 1848 : « Pour arriver à l'amélioration du sort des travailleurs, les moyens proposés sont très différents. Je diviserai en deux grandes parts les hommes qui les présentent : d'un côté, je mettrai tous les socialistes, phalanstériens, communistes ou autres, qui veulent refaire une société nouvelle, chacun suivant son système; de l'autre côté, ceux que j'appellerai économistes, qui, prenant pour point de départ l'état actuel, veulent le perfectionner et en détruire les abus. C'est sous cette dernière bannière que je me range, parce que je suis convaincu, qu'aidé seulement du principe de l'association et de bonnes statistiques, on peut opérer d'immenses améliorations, sans attenter à la liberté, à la famille, à la propriété. » M. Mouraud fait partie du comité des travaux publics à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 59,724 voix.

PAULLIAN (LOUIS).

Propriétaire, né à Francheville (Rhône) le 6 août 1793, il a été, quinze ans, avocat à Saint-Étienne; c'est presque répondre de ses tendances; mais il n'y a pas de doute possible à cet égard. Les opinions très avancées de M. Paullian étaient tellement

connues à l'époque de la Révolution de Juillet, qu'on le nomma capitaine de la garde nationale. Il ne tarda pas à quitter le barreau et se retira à Francheville pour s'y occuper d'agriculture. Il a été maire de cette commune de 1830 à 1844. Il donna alors sa démission par dégoût des tripotages ministériels.

M. Paullian est l'un des fondateurs du *Censeur de Lyon*. C'est un homme superbe : il a six pieds, de la force et de la carrure ; une belle figure, pleine d'énergie et de douceur. Il fait partie du comité des cultes.

Il a été élu par 65,067 voix.

PELLETIER.

Aubergiste, né à Tarare, âgé de 38 ans, il pousse, dit-on, l'exaltation de ses idées démocratiques jusque dans des régions où nous ne pourrions le suivre. Il a voté contre la loi sur les attroupements, attendu, dit-il, qu'aucune loi ne peut interdire aux citoyens de s'assembler, où et quand ils le jugent à propos. Communiste consciencieux, il a été élu par 45,471 voix.



SAONE (HAUTE-).

Vesoul. — 9 Représentants.



ANGAR.

Maître de forges, né à Paris en 1789, martyr de ses opinions trop libérales pour l'époque, il fut rayé, en 1828, de la liste des électeurs. C'est ainsi qu'on procédait alors. Un homme était-il un obstacle ? on le faisait disparaître du monde... politique.

Membre du conseil général depuis la réorganisation de ces assemblées, il y a constamment professé des principes si républicains, qu'on s'en est souvenu en 1848, lorsqu'on s'est mis en quête d'hommes de cette opinion.

M. Angar est un industriel fort honorable, qui s'est toujours occupé du sort des ouvriers avec une véritable sollicitude. Il connaît toutes les misères de cette classe intéressante de la société, et le bien qu'il n'a pu lui-même répandre sur eux, il

est venu demander à l'Assemblée de le faire. Il y a été appelé par 30,461 voix.

DUFOURNEL.

Maître de forges, né en 1808, ancien député de Gray, il a su maintenir sa position et ses votes dans une parfaite indépendance; et le désintéressement était alors une vertu assez rare pour rendre ceux qui la pratiquaient supérieurs à ceux qui ne savaient pas l'apprécier. C'est un homme éclairé, et qui a une grande expérience des affaires. Il votait avec le parti Odilon Barrot. Il a obtenu 63,499 voix.

GRAMMONT (FERDINAND DE).

L'ex-marquis Ferdinand de Grammont, né en 1803, fut envoyé à la Chambre des députés en 1837, et prit place sur les bancs de la gauche. Il vota toujours dans le sens d'Odilon Barrot. Il faut croire que son opposition donna du souci et de la colère aux ministériels de ce temps, puisqu'ils le poursuivirent de leurs sarcasmes dans les journaux et les biographies.

M. Ferdinand de Grammont est l'un des grands propriétaires de France. Il a été élu par 68,620 voix.

GUERRIN.

Cet honorable représentant, né à Vesoul, âgé de 40 ans, n'a aucun antécédent politique, bien qu'il ait siégé à la Chambre des députés. On sait cependant qu'il appartenait à l'opposition constitutionnelle. Comme avocat, il a peu marqué, probablement parce qu'il exerçait en amateur, sa fortune étant considérable. Comme savant, on parle avec de grands éloges de ses connaissances en économie politique. Comme homme privé, sa probité et son désintéressement sont au-dessus de l'estime et de la considération dont il jouit. Élu par 41,697 voix.

LELUT (FRANCISQUE).

Né dans le département de la Haute-Saône en 1804, c'est un savant de première ordre, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, lequel, à ces titres purement honorifiques, joint les titres plus positifs de médecin de la Salpêtrière, de médecin de la prison de la Roquette, et enfin de médecin du conseil de salubrité, près la préfecture de police.

M. Lelut, comme médecin, a une spécialité : il étudie surtout les maladies incurables. Il a beaucoup écrit sur cette matière ; mais ses ouvrages, disent les critiques, appartiennent plus à la psychologie qu'à la médecine. Le plus remarquable est celui qui a pour titre : *Le Démon de Socrate*. Un autre, aussi très remarquable, contient une réfutation savante des doctrines du docteur Gall.

Si nous établissons une corrélation entre la politique et la science, nous dirons que M. Lelut, le savant, doit être ami *du progrès*. De là au républicanisme, il y a une distance que probablement il n'a pas franchie ; mais ses connaissances spéciales n'en rendent pas moins sa présence utile à l'Assemblée. Il a été élu par 22,028 voix.

MILLIOTTE.

Capitaine d'artillerie, décoré de Juillet, il est né à Lure le 4 juin 1810. En combattant sur les barricades, en juillet 1830, il croyait combattre pour la République ; lorsqu'il se vit trompé, il se retira dans sa tente et attendit des jours plus favorables.

Le républicain de vingt ans attendit dix-huit ans ; il en a maintenant trente-huit, et ses opinions ont conservé toute leur énergie ; seulement, l'expérience des hommes et des choses les a légèrement modifiées, en lui montrant la paix publique et l'ordre pour unique but.

M. Milliotte, élève de l'École polytechnique, a passé deux ans à l'École d'application de Metz, d'où il est sorti pour entrer dans un régiment. Il a obtenu 54,817 voix dans sa candidature à l'Assemblée nationale.

MINAL (FRÉDÉRIC).

Officier supérieur en retraite, né à Héricourt (Haute-Saône) en 1789, c'est encore un des précieux restes de cette armée de braves qui ont conquis l'Europe, à la suite de leur chef immortel. M. Minal était chef de bataillon des chasseurs à pied de la garde impériale, et officier de la Légion-d'Honneur à vingt-trois ans. Quand arrivèrent les Bourbons, il remit son épée dans le fourreau et prit sa retraite. Il avait alors vingt-neuf ans, douze ans de service, treize compagnes et trois blessures. Il avait commencé à Boulogne et fini à Waterloo.

Rentré dans la vie privée, il fit de l'opposition aux deux royautes qui se succédèrent, et, comme il le dit dans sa profession de foi, il combattit avec la même énergie, sur le champ de bataille et sur le terrain électoral, les ennemis de la France et de nos institutions libérales. Le vieux soldat a été élu à l'Assemblée nationale par 73,648 suffrages.

NOIROT (JEAN-BAPTISTE).

Cet avocat distingué, né à Vesoul le 4 novembre 1793, s'est fait connaître sous le dernier règne par l'ardeur et l'intelligence de son opposition. Pratiquant dans la vie privée la fraternité, cette première vertu républicaine, il prêtait son talent et sa bourse aux malheureux qui venaient à lui.

Élu représentant du département de la Haute-Saône par 29,600 voix, il s'est déjà fait connaître par ses lumières et son jugement dans les comités dont il a fait partie.

SIGNARD (FRÉDÉRIC).

Médecin, né à Mornay-sur-Vingeanne (Côte-d'Or), âgé de 45 ans, il a été nommé par le Gouvernement provisoire de Février commissaire extraordinaire à Vesoul. On connaissait donc ses opinions républicaines et ses talents administratifs. Il a répondu à l'attente générale en maintenant l'ordre et la paix parmi les habitants.

M. Signard est, en outre, un patriote distingué. Élu par 20,137 voix.



SAONE-ET-LOIRE.

Mâcon. — 14 Représentants.



BOURDON (FRANÇOIS).

Chef d'atelier au Creuzot, né à Seurre (Côte-d'Or) en 1793, il n'a été ni avocat, ni militaire, ni médecin, ni fonctionnaire; il n'a soutenu aucun des gouvernements qui se sont succédés; il n'a pas eu l'honneur d'être emprisonné comme cons

pirateur, et n'appartient à aucune société secrète. Tour à tour marinier, menuisier, entrepreneur de remorques et mécanicien en France; monteur de machines aux États-Unis; ajusteur en Angleterre; ingénieur au Creuzot, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par les électeurs de Saône-et-Loire pour défendre la liberté et la république, et appuyer à la fois la centralisation politique et l'affranchissement administratif des communes et des départements. Enfin, il concourra, autant qu'il sera en lui, à la consolidation de nos institutions, pour rentrer, le plus tôt qu'il le pourra, dans la vie privée d'où l'a fait sortir la Révolution de Février.

M. Bourdon est membre de la Légion-d'Honneur, distinction remarquable chez un industriel éloigné de la capitale, et qui n'a pu l'obtenir qu'à force de mérite. — Élu par 127,088 voix.

BRUYS (AMÉDÉE).

Avocat à Cluny, né en 1818, il fut étudiant en droit et conspirateur; ces deux mots ne sont nullement étonnés de se trouver ensemble; ceci soit dit avec toutes réserves, nous ne prétendons pas faire de généralités.

Donc, M. Bruys, étudiant et conspirateur, fut condamné, une première fois, en 1836, à quatre mois de prison; et, une seconde fois, à dix-huit mois de détention cellulaire. Républicain avant d'avoir reçu ces faveurs du gouvernement de Louis-Philippe, M. Bruys s'en montra si peu reconnaissant, que son républicanisme en prit même une couleur plus foncée. Il n'attaquait d'abord que les rois et les ministres, il s'en prit à cette pauvre bourgeoisie, si mal menée aujourd'hui, et qui pourtant n'a guère d'influence ni de pouvoir, pas même celui de faire une révolution à son profit.

M. Bruys ne se contente pas d'être un avocat distingué, il cultive les lettres avec succès et fait partie de l'Académie de Mâcon. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 67,178 voix.

DARIOT (CHARLES).

Né à Bussy (Saône-et-Loire) en 1803, il exerce, depuis 1830, les fonctions de juge de paix dans son canton, et, quoique fonctionnaire public, il a toujours professé des principes démocratiques. Ses connaissances profondes en administration et en législation le désignaient au choix de ses concitoyens pour les emplois les plus importants : aussi est-il membre du conseil

général depuis 1833, et en a-t-il été élu secrétaire sous la présidence de M. Lamartine. Dans les quatre dernières sessions de ce conseil, c'est-à-dire de 1844 à 1847 inclusivement, il a occupé le fauteuil de la présidence. Il présidait encore le quatrième collège électoral de Châlons-sur-Saône, qui envoya à la Chambre des députés l'honorable général Thiard.

M. Dariot est fils d'un républicain enthousiaste et n'a guère dégénéré. Seulement, les mots *liberté* et *ordre* sont pour lui indispensables. Où l'ordre n'existe pas, on trouve le chaos. — Élu par 30,000 voix.

JEANDEAU (FRANÇOIS).

Mécanicien à Châlons-sur-Saône, né le 18 septembre 1812, il a été élu en remplacement de M. Bastide qui a opté pour un autre département. Élève distingué de l'École des Arts et Métiers de Châlons, il remplit, par *interim*, les fonctions de professeur de mathématique et d'architecture au collège de cette ville. En 1834, il était ingénieur-mécanicien aux mines de Blanzv, et fut depuis chef du montage des machines dans les ateliers du Creuzot. En quittant cet établissement, il alla se fixer à Châlons, en qualité de mécanicien.

Ses concitoyens qui ont su apprécier la loyauté de sa conduite en toutes circonstances, et son patriotisme à toute épreuve, l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

LACROIX (AUGUSTIN).

Propriétaire, ex-député, né à Saint-Vincent-du-Rhin en 1804, il est connu depuis 1830 comme faisant de l'opposition; les libéraux du Charolais l'avait choisi pour leur chef. A cette même époque, il fut élu capitaine de la garde nationale. En 1834, il fit partie du conseil général du département; et l'arrondissement de Charolais l'envoya à la Chambre de 1842.

M. Lacroix est un homme d'opinions démocratiques anciennes et sincères; il l'a prouvé par son attitude à la Chambre, où il a montré beaucoup d'indépendance et d'activité. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 120,066 voix.

MARTIN (PIERRE-ROSE), dit MARTIN REY.

Négociant à Mâcon, né le 13 mai 1813, il fut d'abord avocat et dirigea, dans cette ville, une étude de notaire; il quitta ces fonctions pour se mettre à la tête de la maison de son père.

Très connu par ses goûts scientifiques et littéraires, il se fit une réputation de numismate et d'archéologue distingué. Membre de l'Académie de Mâcon, il a rédigé, dans un journal de Saône-et-Loire, des articles recherchés par les amateurs de singularités historiques; prosateur, il a écrit plusieurs contes très ingénieux; poète, il a composé de charmantes vilanelles, entre autres : *La Feuille et le Serment*, romance gracieuse et originale, qui a eu un succès populaire.

M. Martin Rey a été collaborateur de la *Revue Indépendante* et de la *Revue du Progrès*. Sa profession de foi est une œuvre remarquable, qui a produit une sensation profonde. Il s'est préoccupé, sans cesse, des maux de la société moderne. L'élévation de son caractère et l'étendue de ses connaissances l'ont naturellement désigné au choix de ses concitoyens. Il siège à la gauche. Avant d'être républicain, il était démocrate; sa vie politique a commencé avec la République.

MATHEY (CHARLES).

Ex-député, né à Châlons-sur-Saône en 1794, c'est un ancien notaire que les électeurs de Châlons-sur-Saône envoyèrent à la Chambre, en 1846, pour remplacer un conservateur. Il alla s'asseoir sur les bancs de la gauche et se fit remarquer par son zèle et son assiduité.

Au moment du fameux banquet réformiste du douzième arrondissement, il fut un des dix-huit députés qui résolurent de s'y montrer; il signa, depuis, la mise en accusation de M. Guizot.

M. Mathey est membre du conseil municipal de Châlons, membre du conseil général du département; dans les premiers jours de la Révolution, il fut commissaire général de la République et fit aimer son administration. Aussi a-t-il été envoyé à l'Assemblée nationale par 126,451 voix.

MATHIEU (CLAUDE-LOUIS).

Ex-député, membre de l'Institut, né à Mâcon en 1784, il est fils d'un pauvre menuisier; il vint à Paris, à dix-sept ans, étudia les mathématiques sous Lacroix, l'astronomie sous Delambre, entra à l'École polytechnique, puis à celle des ponts et chaussées et fut nommé secrétaire du Bureau des longitudes. La manière dont il s'acquitta d'une mission scientifique du Gouvernement dans la Méditerranée, lui ouvrit les portes de

L'Institut et le fit nommer titulaire du Bureau des longitudes.

Il fut élu député en 1834, siégea à l'extrême gauche et suivit la ligne politique de M. Arago, dont il est le beau-frère. M. Mathieu n'abordait pas la tribune, mais il était fort utile dans les commissions, surtout dans les questions de chemins de fer. Au moment du fameux banquet réformiste du douzième arrondissement, il fut un des dix-huit députés qui résolurent de s'y montrer, malgré les menaces du ministère. Le 22 février, il signa l'acte d'accusation contre M. Guizot, fut nommé commissaire du Gouvernement dans son département et administra avec la *sage bonhomie* et la modération qu'il apporte dans tous les actes de sa vie. — Élu par 127,052 voix.

MENAND (ÉMILIE-ANNE-MARIE).

Né à Moroges (Saône-et-Loire) le 22 septembre 1786, ce vieux et excellent patriote était avocat à Châlons-sur-Saône à cette triste époque où la France était envahie par les armées alliées. On le vit, à la tête des corps francs, combattre les ennemis et les chasser de Châlons. Lorsque ceux-ci revinrent victorieux, M. Menand dut quitter la ville; il y rentra après le 20 mars et fut nommé membre du conseil municipal.

Les Bourbons étant rentrés une seconde fois, on le mit en accusation pour avoir favorisé le retour *de l'usurpateur*; mais il fut amnistié en 1817, ce qui ne l'empêcha pas de conspirer jusqu'en 1830. A cette époque, il fut nommé procureur du roi, et destitué en 1831, comme républicain. L'année suivante, on lui ôta son grade de commandant de la garde nationale pour le même motif.

En 1833, il fut nommé membre du conseil général de Saône-et-Loire; mais, compromis indirectement dans les affaires de Lyon, en 1834, la Cour des pairs le condamna à dix années de déportation, comme chef de complot; il échappa à l'exil en se cachant dans le pays. Enfin, il partit pour l'Allemagne, y resta trois ans, fut amnistié, de nouveau, en 1839, revint à Châlons et fut réélu commandant de la garde nationale et membre du conseil municipal. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 78,644 voix.

PETIT-JEAN.

Juge de paix à Cuisery (Saône-et-Loire), né en 1785, c'est un propriétaire honnête homme, un magistrat intègre, un ci-

toyen instruit, un ancien ami du général Thiard, dont il partage toutes les opinions, un membre du conseil d'arrondissement de Louhans : tels sont les renseignements qui nous sont arrivés sur M. Petit-Jean, et ces renseignements expliquent très bien le choix que ses concitoyens ont fait de lui pour les représenter à l'Assemblée nationale. Il y a été élu à une majorité de 88,993 voix.

PEZERAT (PHILIBERT).

Domicilié à Marcilly, né en 1789, savant médecin et bon agriculteur, c'est surtout en cette dernière qualité qu'il pourra se rendre utile à l'Assemblée.

Cet honnête et digne citoyen s'est, en outre, toujours distingué par ses idées libérales ; il a donc pu saluer, sans embarras, la nouvelle République, parce qu'elle était une conséquence de ses opinions antérieures. 104,969 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

REVERCHON (ÉDOUARD).

Maire de Marcigny-sur-Loire, né en 1802, fils du conventionnel Reverchon, qui vota la mort de Louis XVI et mourut en exil, il était, par son origine même, désigné aux électeurs de Saône-et-Loire.

Cet honnête citoyen s'est, du reste, très peu occupé de politique jusqu'à ce jour. Élu capitaine de la garde nationale en 1830, il fut nommé maire de Marcilly en 1834, et, à la même époque, membre du conseil général. Tout entier à ses travaux agricoles, M. Reverchon n'a pas brigué son élection. Il a été néanmoins appelé à l'Assemblée nationale par 86,000 voix.

ROLLAND (CHARLES).

Avocat, maire de Mâcon, né dans cette ville en 1808, il s'est fait remarquer, de bonne heure, par ses travaux littéraires. C'est un des admirateurs les plus passionnés de M. de Lamartine, dont il partage les idées ; et cette amitié n'a pas été étrangère aux succès de sa vie.

Ce jeune adepte de la foi démocratique s'est placé franchement dans l'opposition le jour où il a fondé, avec le docteur Ordinaire, le journal radical *le Progrès de Saône-et-Loire*.

Comme maire de Mâcon, il a mérité, par la sagesse de son

administration, la reconnaissance de la population exaspérée par les mesures révolutionnaires de son prédécesseur. — Élu par 417,864 voix.

THIARD (AUXONNE-THÉODORE DE).

Cet ancien officier général est né en 1772 ; il a soixante-seize ans ; il descend de l'une des plus anciennes familles de France.

Jadis, à l'époque de notre grande tourmente politique, il émigra, et servit à l'armée de Condé ; mais la patrie l'appelait à elle, il revint la servir et la servit avec honneur. Nous le voyons, sous l'Empire, chambellan de Napoléon, gouverneur de Dresde, commandant en chef des troupes bavaroises, puis enfin renvoyé sans mission dans son département de Saône-et-Loire. Sous les Bourbons, il commandait dans le département de l'Aisne ; et le jour qu'il reçut l'ordre de marcher contre les frères Lallemand, il refusa fièrement d'obéir ; cette résistance, qui lui fait honneur, lui ouvrit les portes de la Chambre des représentants.

Sous le règne de Louis-Philippe, le général de Thiard était républicain presque à la façon de Ledru-Rollin, dont il est l'ami. Nous avons lieu de croire son républicanisme vieux et éprouvé. Sa fortune est considérable ; sa part à l'indemnité des émigrés fut de plus d'un million, et, chose importante à dire pour sa gloire, cette loi sur l'indemnité, il l'avait combattue de toutes ses forces.

Le général de Thiard repousse les cosaques du budget avec des votes ; c'est un ennemi juré de la corruption. Le Gouvernement provisoire le chargea de représenter la République en Suisse. Il a été élu représentant du peuple par 120,779 voix.

SARTHE.

Le Mans. — 12 Représentants.

BEAUMONT (GUSTAVE DE).

Né en 1802, ce représentant du peuple a l'extérieur d'un philosophe chagrin et morose, regardant les choses et les hommes actuels avec un profond dégoût. Il était, sous la Res-

tauration, substitut au tribunal de première instance de la Seine. La révolution de Juillet lui retira ces fonctions. Il partit, en 1831, avec son ami M. de Tocqueville, pour aller étudier le système pénitentiaire aux États-Unis. A son retour, le gouvernement de Louis-Philippe lui donna, dans la magistrature, une place qu'il ne conserva pas longtemps; il fut destitué au bout de quelques mois.

Il publia alors deux ouvrages remarquables : *Marie ou l'esclavage aux États-Unis*, et *l'Irlande sociale, politique et religieuse*, qui valurent à leur auteur un prix Monthyon.

Les électeurs de Mamers le chargèrent de les représenter à la Chambre de 1840. Rapporteur d'un projet de loi relatif à la construction de plusieurs chemins de fer, il intervint aussi dans les discussions de la tribune et parla sur le travail des enfants dans les manufactures, ainsi que sur la propriété des ouvrages de littérature, d'art et de science.

Réélu en 1842, il traita la question espagnole et la question algérienne. L'année suivante, il alla visiter nos possessions africaines, critiqua le gouvernement à l'occasion de son intervention dans les opérations électorales, fit nommer, à ce sujet, une commission d'enquête, soutint la motion interdisant tout avancement aux fonctionnaires députés, et publia une brochure intitulée : *État de la question d'Afrique*.

En 1844, il proposa un amendement au paragraphe du projet d'adresse relatif à la politique extérieure, et prit une grande part à la discussion de la loi sur la réforme des prisons.

Il soutint, en 1845, la proposition Rémusat sur les incompatibilités, celle de M. de Vatry sur les députés intéressés dans les marchés passés avec l'État, celle de M. Crémieux, enfin, sur des modifications à la loi électorale. L'Algérie le ramena, pour la troisième fois, à la tribune.

C'est un esprit fort distingué, un homme d'un vrai mérite. Sa réputation grandissait, de jour en jour, pendant les dernières législatures du règne de Louis-Philippe. Il avait été élu par deux collèges en 1846. Ses connaissances positives ne peuvent manquer de lui faire jouer un rôle important dans l'Assemblée nationale, où le peuple électoral de la Sarthe l'a envoyé avec un contingent de 83,985 suffrages, le cinquième sur la liste des douze élus de ce département.

CHEVÉ (JOSEPH).

Fils d'un meunier et né à Cromières, canton de la Flèche

(Sarthe), le 19 mars 1807, il partit à dix-huit ans, le sac sur le dos, pour aller, comme ouvrier serrurier, faire son tour de France. A vingt ans, il était incorporé, en qualité de soldat, dans la deuxième compagnie d'ouvriers d'artillerie. Après ses sept ans de service, il revint au pays, reprit son état et travailla à Angers chez un serrurier-mécanicien, dans les ateliers duquel il devint contre-maître. A force d'intelligence, d'ordre et de bonne conduite, il est arrivé, depuis dix ans, à être associé d'un fondateur-mécanicien au Mans.

M. Chevé doit principalement sa nomination à l'Assemblée nationale par 66,952 suffrages, le neuvième sur la liste des douze élus du département de la Sarthe, à la nécessité, généralement admise par tous les partis, à l'issue de la Révolution de Février, d'envoyer à la Constituante de sages représentants des classes ouvrières. Il n'a lui-même d'autre ambition que d'apporter, s'il est nécessaire, aux débats le tribut de son expérience spéciale et de ses observations pratiques de chaque jour. Enfant du peuple, il ne saurait être infidèle à la cause de ses frères.

DEGOUSEE.

Né à Rennes, le 24 messidor an -III, il prit du service, en 1809, comme enrôlé volontaire, et fit, cette année, la campagne d'Allemagne, celle de Portugal en 1810, d'Espagne en 1811 et 1812, de Saxe en 1813, de France, enfin, en 1814 et 1815. Il était capitaine d'état-major, quand il fut licencié le 5 septembre 1815.

Compromis dans l'affaire des *Patriotes* de 1816, il eut le bonheur d'être acquitté; quant à trois de ses complices, le poing leur fut coupé et la tête tranchée sur l'échafaud de la place de Grève. Reçu carbonaro en 1820, par Trélat, il fut encore une fois emprisonné en 1823; et son beau-père Sauquaire-Souliné, condamné à mort.

Il prit une part active à la Révolution de Juillet, devint colonel de l'état-major de Lafayette et faisait partie, en juin 1832, de l'artillerie parisienne quand elle fut licenciée. Plus tard, il fonda le comité d'opposition du troisième arrondissement, et participa à la création du comité central démocratique.

Le 22 février 1848, il courait, de nouveau, aux armes. Le 23, au matin, ses mains étaient littéralement lacérées par les baïonnettes des gardes municipaux. Le lendemain du combat, ses concitoyens le nommaient commandant du deuxième bataillon de la troisième légion, à une majorité de 2,160 suffrages sur

2,600 votants. Il a obtenu 66,500 voix aux élections de la Seine. Enfin, le département de la Sarthe l'a appelé à l'Assemblée nationale, à une majorité de 66,143 voix, le onzième sur la liste des douze élus.

Ingénieur civil, renommé pour la perforation des puits artésiens, homme de talent et d'idées généreuses en politique, associé, depuis longtemps, aux luttes du *National*, il a fait partie de la commission des récompenses nationales. Nommé questeur à la Constituante, il a su justifier ce choix par son activité, et surtout par le courage et l'énergie dont il a fait preuve lors de l'invasion de l'Assemblée le 15 mai.

GASSELIN, DE CHANTENAY.

Agé de cinquante-quatre ans, né dans l'arrondissement de Rotrou (Eure-et-Loir), propriétaire honorable, maire de la commune de Chantenay (canton de Brûlon), qu'il habite depuis 34 ans, il ne put, par suite de ses opinions politiques, être investi, des fonctions du notariat, en remplacement de son beau-père.

Nommé en 1830 juge de paix du canton de Brûlon, il envoya sa démission en 1834, et fut immédiatement élu maire de sa commune.

Depuis huit ans, il fait partie du conseil-général de la Sarthe. Quoique ses convictions l'aient classé, depuis longtemps, dans l'opposition avancée, il n'ambitionna pas le mandat de représentant du peuple à la Révolution de Février. Il se refusa même à toute espèce de démarche pour l'obtenir, ce qui ne l'a pas empêché d'être nommé le second sur la liste des douze élus, avec un contingent de 108,612 voix.

GASSELIN, DE FRESNAY (AUGUSTIN-ANDRÉ).

Né à la Suze (Sarthe) le 6 septembre 1802, de parents qui ont acquis leur fortune dans le commerce et par le travail, il avait acheté, en 1827, une étude de notaire au Mans, à cette époque de triste mémoire où de fatales influences entraînaient à leur perte les Bourbons de la branche aînée. L'administration d'alors lui signifia que, s'il ne modifiait pas sa ligne politique, elle ne lui accorderait pas l'investiture de la charge dont il s'était rendu acquéreur; et lui, justement indigné, aima mieux renoncer à une carrière à laquelle il se destinait depuis plusieurs années, que d'accepter cette ignominieuse transaction et de fouler aux pieds les convictions de toute sa vie.

Il se rallia donc franchement à la Révolution de Juillet; et, pendant sept années, il a exercé simultanément les fonctions de maire et de notaire dans la commune de Cerans-Foulitourte (Sarthe).

Mais bientôt, déçu dans ses espérances, il se jeta dans l'opposition la plus avancée. Toutefois, en 1842, il vota, au septième collège électoral de la Sarthe, pour Michel Chevalier, candidat ministériel. *Le Courrier de la Sarthe* lui a reproché ce vote aux dernières élections générales; mais, dans ce choix, M. Gasselín ne voyait que l'intérêt de sa contrée. Sans doute, il faisait peut-être dans cette circonstance une abnégation trop forte de ses principes, mais, au moins, n'était-il mû par aucun sentiment d'égoïsme personnel; et personne, dans le pays, ne s'est mépris sur ses intentions loyales.

Depuis la Révolution de Février, il est maire de la ville de Fresnay. Republicain modéré, appelé à l'Assemblée nationale par 66,282 suffrages, le dixième sur la liste des douze élus de la Sarthe, il apporte à la Constituante, avec un nom généralement estimé, un esprit beaucoup moins fait pour imprimer de bonnes impulsions que pour les suivre.

HAUREAU (BARTHÉLEMY).

Né à Paris le 2 novembre 1812, il y a fait de brillantes études; puis il s'est livré à la culture des lettres avec ardeur et entraînement. Il est dans la presse militante depuis dix-huit ans et a fait en 1832 ses premières armes dans *la Tribune*. Il y a inséré des articles fort remarquables sur le socialisme, sur les philosophes anciens et modernes, et a suivi la fortune politique de cette feuille jusqu'au jour de sa chute. Après avoir travaillé au *National*, sous Armand Carrel, et au *Journal du Peuple*, de Dupoty, il est allé prendre au Mans la rédaction en chef du *Courrier de la Sarthe*. Sept ans, ce journal franchement démocratique a dû son succès au style incisif et brillant de M. Haureau. Malgré ses opinions avancées et ses doctrines socialistes, il a su, par son caractère plein d'aménité et son commerce agréable et sûr, se concilier l'estime et même les sympathies de la population au milieu de laquelle il a vécu; et c'est au souvenir qu'elle a conservé de ses rapports avec lui, qu'il est redevable de son entrée à l'Assemblée nationale, aux élections complémentaires du 4 juin 1848, en remplacement de M. Jules de Lasteyrie.

Il a publié un excellent ouvrage, *le Livre de la Montagne*, dans

lequel il a osé se poser courageusement en apologiste du système de Robespierre; mais il y règne tant de candeur et de naïveté, une philosophie si douce et si bienveillante, qu'on fait grâce aux utopies de l'auteur en faveur de sa bonne foi et de son honnêteté.

A son retour du Mans en 1843, il est rentré au *National*, qu'il n'a quitté qu'à la Révolution de Février. Toute sa vie, il avait combattu pour la République, dont il a fêté l'avènement, mais qu'il regrette amèrement de voir si mal répondre à ses désirs. Nommé conservateur des manuscrits à la Bibliothèque nationale, il vient d'être couronné par l'Académie des sciences morales pour le prix de philosophie. Le sujet mis au concours était l'examen critique de la philosophie scolastique. Il fait partie du comité des affaires étrangères à l'Assemblée nationale.

LAMORICIÈRE (CHRISTOPHE - LÉON - LOUIS JUCHAULT DE).

Né à Nantes le 5 février 1806, élève de l'École Polytechnique et de l'École d'application de Metz, il entra dans le corps du génie. Il est de taille petite, mais fortement constituée; sa figure est empreinte d'intelligence et d'énergie; son teint basané montre qu'il a gagné des grades, non pas sous les lustres des Tuileries et de la Chambre des députés, mais sous le soleil d'Afrique. C'est, en effet, une des fortunes militaires les plus rapides, à la fois, et les mieux méritées de notre époque.

Simple officier en 1830, M. de Lamoricière, que les opinions légitimistes de sa famille poussaient alors à ne rechercher du service que loin des influences de la dynastie d'Orléans, demanda et obtint d'aller combattre en Algérie. Là, sa valeur, son intelligence, sa bravoure brillèrent d'un si vif éclat, que les nombreux degrés de l'échelle hiérarchique furent rapidement franchis par lui. Il a longtemps commandé les zouaves; et l'on sait les merveilles que ce corps a accomplies sous ses ordres. Il a pris part à toutes les grandes expéditions qui ont fait la gloire de nos armes en Afrique; et son histoire militaire se confond avec celle de notre conquête algérienne.

Lieutenant-général depuis plusieurs années, il aspire au grade de maréchal de France et n'est âgé que de quarante-deux ans. Il a eu le bonheur de mettre le sceau à sa gloire en coopérant à la prise mémorable de Constantine et par la soumission d'Abd-el-Kader, qui a remis son épée entre ses mains.

En 1846, il songea tout à coup à se rapprocher des affaires

centrales; et l'on vit le navire qui portait le nouveau César et sa fortune, voguer vers la métropole et mouiller dans les eaux électorales de plusieurs collèges. Enfin le port de Mamers abrita son pavillon et il alla s'asseoir à la Chambre sur les bancs de l'opposition dynastique. Sous le gouvernement déchu il était désigné comme futur ministre de la guerre dans une combinaison Thiers, Molé ou Barrot.

Le 24 février 1848, le parti d'Orléans qui expirait, fit un appel à tous les noms qu'il croyait pouvoir, dans la crise, exercer quelque influence sur le peuple et sur l'armée. Le général Lamoricière parut sur les boulevards, en uniforme de colonel de la garde nationale, proclamant la régence et la fin des hostilités; mais, dans la rue de Rohan, son cheval est tué d'un coup de feu et il reçoit lui-même au bras un coup de baïonnette. On parle de le mettre à mort; des ouvriers le défendent, l'emportent dans une maison, devant laquelle ils montent la garde; et dans la soirée il regagne son domicile.

Appelé à l'Assemblée nationale par 82,644 voix, le sixième sur la listes des douze élus de la Sarthe, il a refusé tous les commandements qui lui ont été offerts par le Gouvernement provisoire, déclarant qu'en cas de guerre seulement, il accepterait une division marchant à l'ennemi; mais, dans les sanglantes journées de juin, son collègue d'Afrique le général Cavaignac ayant été mis à la tête du pouvoir exécutif, le général Lamoricière s'est bravement montré contre l'insurrection et a accepté le portefeuille de la guerre, auquel il n'a pas renoncé depuis.

LANGLAIS (JULES).

Il est né à Mamers (Sarthe), le 27 février 1810, d'un pauvre ouvrier tisserand. Le maire de sa ville natale, frappé de son intelligence précoce, le fit admettre comme externe au collège. Le budget municipal paya les droits universitaires, le député de l'arrondissement fit les frais des livres et, au bout de cinq ans, l'enfant du peuple avait achevé ses études. Langlais, durant ce laps de temps, avait mené de front le collège et le *dévidage* paternel, et, pourtant, chaque année, il sautait une classe et, à chaque distribution de prix, il revenait chargé de couronnes.

Entré au séminaire du Mans, il y étudia la théologie et même l'hébreu sous l'abbé Bouvier, aujourd'hui évêque de ce diocèse. Il soutenait magnifiquement de sublimes thèses, devenait clerc minoré, en 1829, et n'était séparé du sous-diaconat que par deux années.

A dix-neuf ans, il remplissait les fonctions de professeur de rhétorique au collège même de Mamers où il avait fait ses classes. Il en sortait en 1831, pour entrer comme précepteur dans une famille à Saint-Denis d'Anjon (Mayenne), et envoyait dans ses loisirs quelques articles au *Journal de la Sarthe*. En 1833, il mit bas la soutane, pour aller étudier le droit à Paris. Sans argent, n'y connaissant personne, il écrivit, pour vivre, dans un journal religieux, *la Dominicale*. En 1837, il était avocat et, bientôt après, il se mariait avec une jeune personne de la Mayenne.

Les clients n'abondant pas chez lui, il écrivit dans le *Nouvel-iste* et dans *la Revue du Siècle*. En 1840, il traitait dans *la Presse* les questions de droit public et d'économie politique, les questions coloniales surtout. Il était, en même temps, collaborateur de *l'Encyclopédie du dix-neuvième siècle*, où il donnait les articles *avocat, caisse d'épargne, célibat, divorce*, et une foule d'autres.

Son nom commença à se faire connaître au Palais en 1841. Il plaida dans un procès suscité par un électeur de l'Aube à M. de Mesgrigny, inspecteur général des haras et député, proche parent de M. de Rambuteau, pour inscription frauduleuse sur les listes électorales; et la Cour royale prononça la radiation de l'intrus; il défendit le célèbre notaire Lehon et Lami-Murray, directeur de la Banque d'Irlande; il plaida de nombreuses causes pour la *Presse* contre la *Démocratie pacifique*, contre Old-Nick, contre Alexandre Dumas.

Il allait publier un volume sur la question du travail et trois, auxquels il travaille depuis cinq ans, sur les lois de la presse, quand éclata la Révolution de Février, qu'il était loin de prévoir. Le peuple électoral de son département l'a envoyé à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 58,535 suffrages, le dernier sur la liste de ses douze élus. Modeste et réservé, il compense le peu d'agrément de sa physionomie par les agréments de son esprit. Jadis légitimiste, ce n'est que par transitions qu'il est arrivé au républicanisme modéré. Ces conversions sont les meilleures.

LEBRETON (JULES-PIERRE).

Né à la Suze (Sarthe) le 6 août 1814, adjoint au maire du Mans, juge au tribunal de commerce de cette ville, administrateur du comptoir que la Banque de France y a fondé, c'est un parfait honnête homme, républicain de la veille, qui, à force de loyauté, d'ordre et de travail, est parvenu à se créer, dans le

commerce des vins, une fortune indépendante. C'est un de ces représentants nouveaux dont l'arrivée sur la scène politique excite l'espérance et aiguillonne la curiosité du public, mécontent et fatigué de la plupart de ses vieux acteurs. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 108,241 voix, le troisième sur la liste des douze élus de la Sarthe.

LORETTE.

Agé de 40 ans, né à Bonétable (Sarthe), maire de cette commune et membre du conseil général, il a toujours apporté, dans l'exercice de ces fonctions, un esprit droit, éclairé, une grande pureté de vues, un sincère dévouement à ses concitoyens. Homme de bien, dans toute l'acception du mot, il est très estimé dans son canton; propriétaire aisé, il s'occupe beaucoup d'agriculture et de voies de communication. Quoiqu'il ne s'enorgueillisse pas du titre de républicain de la veille, il n'appartient pas, non plus, à cette catégorie de républicains du lendemain, qui ne le sont devenus que lorsqu'ils ont vu la clef des faveurs et des places passer entre les mains de la République, catégorie politique qu'on a si bien stigmatisée du titre de *Champignons de Février*. Pour être en droit de prendre part à la direction des affaires dans le nouvel ordre de choses, M. Lorette n'a rien eu à modifier dans son passé, dans ses sentiments, ni dans sa profession de foi. Les élections complémentaires du 4 juin l'ont appelé à l'Assemblée nationale en remplacement d'Armand Marrast qui, nommé sur quatre points, avait opté pour le département de la Haute-Garonne.

SAINT-ALBIN (HORTENSIVS DE).

Né en 1805, il a une chevelure épaisse et frisée, une physionomie douce et bienveillante. Il représentait à l'ancienne Chambre cette magistrature secondaire, où l'on rencontre bon nombre d'hommes intègres qui préfèrent une position modeste à une position plus élevée. M. de Saint-Albin était toujours le premier arrivé et le dernier parti; il prêtait une attention religieuse à tous les débats. Il eût parlé aussi bien qu'un autre, s'il l'eût osé, mais, pour un mot qu'il hasarde en public, aussitôt il pâlit et tremble; cependant sa voix est forte et sa diction régulière. Cette timidité qui paralyse ses moyens oratoires, n'exclut pas chez lui l'énergie de caractère.

Après avoir fait ses études classiques, puis de bonnes études

de droit, il suivait le barreau comme stagiaire; lorsqu'une circonstance imprévue vint mettre en relief cette énergie et la touchante élévation de ses sentiments intimes. *Le Constitutionnel*, le journal alors le plus avancé de tous, et dont son père était un des fondateurs, avait, dans sa polémique avec les feuilles royalistes, notamment avec *la Quotidienne*, été en butte à une calomnie qu'il ne lui était pas possible de dédaigner: *la Quotidienne* l'avait accusé d'infidélité dans la recette de la souscription ouverte au profit des enfants du général Foy. L'avocat du *Constitutionnel* était M. Barthe. L'avocat de *la Quotidienne*, M. Berryer, passa en revue ce qu'il appelait la galerie des propriétaires du *Constitutionnel*. Il avait déjà tracé, d'une manière fâcheuse, les portraits de MM. Étienne, Jay, Évariste Dumoulin, et allait continuer, lorsqu'un jeune stagiaire, qui siégeait en robe au barreau, se lève et lui dit: « Monsieur, est-ce maintenant à mon père que vous prétendez arriver? » Étonné de ces paroles, M. Berryer répond, après un moment de silence: « J'ai entendu la voix d'un fils; je me tais. — « Non, Monsieur, répond le jeune Saint-Albin, vous ne devez, ni ne pouvez vous taire; je refuse votre bonté; je ne me place point sous la protection de votre silence. Parlez, parlez! c'est à moi de vous répondre. »

Le tumulte augmente, le président Dufour rappelle à l'ordre le jeune stagiaire, lève l'audience et la remet à huitaine. Il mande ensuite dans son cabinet M. Hortensius de Saint-Albin, et lui dit: « Jeune homme, j'ai dû vous rappeler à l'ordre, mais je voudrais avoir un fils tel que vous; » et il l'embrassa, les larmes aux yeux.

A la mort de Barras, M. de Saint-Albin fut du nombre des amis fidèles à la puissance déchuë, qui accompagnèrent les dépouilles de l'ex-directeur de la République jusqu'à sa dernière demeure. Les paroles qu'il prononça sur cette tombe entr'ouverte furent nobles et dignes.

M. Hortensius de Saint-Albin, toujours avocat stagiaire, cultivait les lettres avant de s'essayer au barreau. Le *Voyage de Lafayette aux Etats-Unis*, proposé comme sujet de prix, lui fournit l'occasion de faire preuve de généreux sentiments et d'un véritable talent poétique.

Il s'essaya aussi sur le noble sujet de Malesherbes, et une circonstance imprévue le mit à même de témoigner de son admiration pour cette grande renommée. On se rappella les journées des 13 et 14 février 1834, où une multitude exaspérée dévasta l'église Saint-Germain-l'Auxerrois et l'Archevêché. Encouragée par le succès, elle avait fait irruption dans le Palais de Justice.

Apercevant la statue de Malesherbes dans la salle des Pas-Perdus, elle le prend pour un saint. Déjà les mains sont levées sur le monument, lorsque M. de Saint-Albin, alors juge suppléant, s'élance et s'écrie : « Que faites-vous, malheureux ? C'est un des plus sincères amis du peuple, c'est Malesherbes, le type de l'honneur et de la vertu. » Le bon sens et la générosité des masses, auxquels on ne fait jamais un vain appel, reculent à la voix du jeune magistrat ; et la statue de Malesherbes est sauvée. La foule égarée avait compris que l'image d'un défenseur courageux et dévoué, fût-elle du défenseur d'un roi traître à son pays, devait être respectée. Le président du conseil, Casimir Périer, fit appeler, à cette occasion, M. de Saint-Albin, et le décora de la croix de la Légion-d'Honneur.

Dès son début dans la magistrature, il voulut scruter les principes de sa nouvelle profession et publia, sous le titre de *Logique judiciaire*, un petit volume in-18, d'une centaine de pages, renfermant plus d'idées que beaucoup d'énormes in-folios. L'illustre Laromiguière a rendu hommage à cet excellent livre. Une édition plus développée a vu le jour en 1844 ; elle est suivie de la *Logique de la conscience*, appliquée à la magistrature, au jury, au barreau, etc., et a été l'objet d'un rapport à l'Académie des sciences morales, par M. Barthélemy Saint-Hilaire ; ce qui n'a pas empêché le *Globe*, de M. Guizot, dont personne n'a oublié le brutal ministérielisme, d'accuser de plagiat M. de Saint-Albin et de soutenir faussement que cet ouvrage n'était que la reproduction textuelle du traité d'un auteur belge, du nom de Spruyt, intitulé *Introduction à la dialectique légale*. — M. de Saint-Albin est, en outre, auteur d'une *Histoire de Joseph Sulkowski, Mémoires historiques sur les révolutions de Pologne*, de divers morceaux d'analyse, insérés dans les journaux de jurisprudence, d'articles importants publiés dans le *Dictionnaire politique* et autres recueils estimés, etc.

En 1837, les électeurs de Beaumont-sur-Sarthe l'envoyèrent à la Chambre. Il y siégea à l'extrême gauche et y parla sur la réforme électorale, contre le costume proposé pour les députés, sur le droit de pétition, le Code d'instruction criminelle, les fonds secrets et les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions publiques.

Nommé juge-suppléant par Dupont (de l'Eure) et juge sous le ministère Thiers, il a été investi par la République des fonctions de conseiller à la Cour d'appel de Paris. Le département de la Sarthe l'a envoyé à l'Assemblée nationale avec un contingent de 87,414 voix, le quatrième sur la liste de ses douze

élus. Il ne devait pas redouter le suffrage universel dont il avait si longtemps poursuivi la réalisation. Républicain de conviction, ses votes, ses paroles et ses actes sont pour toujours acquis à la République démocratique et sociale.

TROUVÉ CHAUVEL (ARISTE).

Agé de 43 ans, né à la Suze (Sarthe), M. Trouvé-Chauvel est issu d'une honorable famille bourgeoise; il entra, de bonne heure dans une maison de banque du Havre; mais, après la Révolution de Juillet, se sentant trop à l'étroit dans un comptoir, il alla visiter l'Angleterre, et parcourut, trois ans, en explorateur studieux et attentif, Édimbourg, New-Castle, Birmingham, Dublin, Londres et New-Kent.

De retour au Mans, en 1833, il y établit une maison de commerce de draperie, et y ajouta bientôt un comptoir d'escompte, auquel il fit succéder la banque de la Sarthe, dont il est le fondateur. Comme directeur absolu de cet établissement, selon le vœu des actionnaires, il favorisa toutes les entreprises, toutes les industries, maisons de commerce, usines, tontines, assurances de toute espèce, que des hommes intelligents créaient ou importaient dans le pays.

Investi de l'administration municipale du Mans par la reconnaissance de ses concitoyens, il en a rempli les fonctions comme jamais personne n'avait essayé de le faire jusqu'alors. Or le préfet Mancel ne voyait pas, sans un secret dépit, le chef-lieu de son département si bien gouverné par cet homme sec, froid, glacial, espèce de quaker, scrupuleux à l'excès, inflexible pour lui-même comme pour ses amis ou ses ennemis, et qui, sans en faire jamais parade, ne prenait pas la peine de cacher ses opinions démocratiques.

Sur ces entrefaites, en août 1843, le duc et la duchesse de Nemours, se rendant au camp des Landes, voulurent essayer d'une marche triomphale par la Normandie, la Bretagne, le Maine, etc. A Caen, à Domfront, à Alençon, tout fut couleur de rose; les figures des adulateurs de tous les régimes s'épanouissaient; mais au Mans la scène change; le maire parle au fils du roi des besoins et des sentiments du pays. Le prince est obligé d'écouter la harangue jusqu'au bout; et, le lendemain, les journaux la répandent dans l'Europe entière. Le duc devait séjourner trois jours au Mans, il y passe trois heures. M. Trouvé-Chauvel est destitué, le conseil municipal dissout, et les moindres employés de la mairie sont mis à la porte.

Les élections municipales eurent lieu quinze jours après, et Trouvé-Chauvel fut renommé membre du conseil, malgré les efforts inouïs de la préfecture. Jusqu'en mars 1847, il se tint éloigné des affaires publiques; il fallut les impérieuses circonstances, amenées par la cherté des grains, pour le décider à ceindre l'écharpe d'adjoint. Il imprima, dès lors, à la classe ouvrière, aigrie par le besoin, une direction telle, qu'il n'y eut pas dans la ville le moindre désordre à regretter.

A la nouvelle de la proclamation de la République, rêve de toute sa vie, il s'empara de l'administration départementale, que le préfet venait d'abandonner. Le Gouvernement provisoire, heureux de le maintenir dans ces fonctions, le nomma, en outre, commissaire général pour la Mayenne et Maine-et-Loire. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 115,106 suffrages, le premier sur la liste des douze élus de la Sarthe.

Les événements du 15 mai l'ont poussé à la préfecture de police, à la suite de la retraite de Caussidière. Armand-Marrast s'étant démis des fonctions de maire de Paris, M. Trouvé-Chauvel lui a succédé, en qualité de préfet de la Seine, laissant la préfecture de police à un autre représentant du peuple, le citoyen Ducoux. Un habile administrateur d'une capitale telle que Paris, ne s'improvise pas; les Chabrol et les Rambuteau, il faut bien le dire, sont rares. Quoique les premiers actes de M. Trouvé-Chauvel aient surabondamment prouvé qu'il saurait marcher sur leurs traces, nous aimerions mieux le voir à la direction de la Banque de France, ne fût-ce que pour en dépister l'ex-comte d'Argout, très peu ami du drapeau tricolore et de la République, comme chacun sait.

SEINE.

Voir l'*Appendice*, tant pour le complément des 34 Biographies des Représentants de ce département, publiées le 13 mai dernier, que pour les élections complémentaires des 4 juin et 17 septembre derniers.

SEINE-INFÉRIEURE.**Rouen. — 19 Représentants.****BAUTIER (ALEXANDRE).**

Maire de Dieppe, né à Rouen le 30 mai 1814, après avoir terminé de bonnes études, M. Bautier visita une partie de l'Europe, puis fit le commerce pendant six ans, et, par suite de non réussite, se livra avec ardeur aux études médicales; mais sa passion dominante était l'étude de l'histoire naturelle. Il publia, en 1830, une *Flore parisienne*, qui est aujourd'hui à sa cinquième édition.

De nouveaux événements l'ayant déterminé à abandonner la médecine, il vint se fixer à Dieppe, fut nommé adjoint, et, après les Journées de Février, maire provisoire.

M. Bautier est un de ces hommes éclairés dont le libéralisme non équivoque repose sur les plus saines idées. Il a été élu par 104,950 voix.

CÉCILLE.

Contre-amiral, commandeur de la Légion-d'Honneur, né en 1797, ce brave marin a vécu jusqu'ici étranger à la politique; les missions lointaines l'ont empêché d'y prendre part. Pendant les longues années qu'il a parcouru les mers, il n'a connu d'autres couleurs que celles de son pavillon.

Aussi expérimenté que brave, il a rempli avec honneur et avec succès, jusqu'à un certain point, la mission en Chine qui lui fut confiée il y a quelques années.

L'amiral Cécille ne doit la haute dignité dont il est revêtu qu'à sa conduite; il a parcouru tous les grades de la marine. Aux élections pour l'Assemblée nationale, il a obtenu 130,870 suffrages.

DESJOBERT.

M. Desjobert, né en 1796, est député depuis 1833. Il appartenait au côté gauche et votait dans le sens Thiers-Barrot.

M. Desjobert ne connaît en politique que deux opinions. Devinez lesquelles. Les uns diront : C'est la république et la mo-

narchie ? Non pas. C'est, sans doute, le rouge et le bleu ? Non. Alors c'est *le National* et *la Presse* ? Rien de tout cela ? — Je ne devine pas. — Les deux opinions politiques, selon M. Desjobert, sont ainsi exprimées : être *pour* ou *contre l'Algérie*. Les citoyens qui pensent bien sont contre; les ennemis de l'ordre et de la paix sont pour. M. Desjobert pense admirablement bien. Sérieusement, l'antipathie de cet honorable pour toute colonie en général, et pour l'Algérie en particulier, est passée à l'état chronique. C'est une idée fixe qui le poursuit, éveillé ou endormi; c'est son *delenda Carthago*. Et, cependant, M. Desjobert est un homme grave et distingué, assidu et laborieux, riche de connaissances en toutes choses, et plein de dévouement et de patriotisme. Les événements lui ayant ravi son thème ingrat d'éloquence, on ne peut douter qu'il n'approfondisse, avec la même chaleur, les grandes questions que l'Assemblée nationale a mises à l'ordre du jour. Il a été élu par 142,867 voix.

DESMAREST (ARMAND-LOUIS).

M. Desmarest, directeur de filature à Deville-lès-Rouen, né en 1817, est encore un exemple des avantages réservés à l'intelligence soutenue par le travail. De simple ouvrier, il est parvenu à la position de chef d'ateliers, et de là à l'honneur de représenter dignement les intérêts de la classe ouvrière, confondus avec les intérêts généraux du pays.

Homme d'une grande probité, il sait allier à la droiture du caractère la sagesse du jugement; et son esprit est capable d'apporter d'utiles lumières pratiques dans l'importante question du travail, qui n'est pas encore résolue, quoi qu'on dise. Son élection, vivement applaudie par les gens de bien, s'est faite par le concours des opinions modérées. Il a obtenu 103,791 voix.

DUPIN (CHARLES).

Il est né à Vassy (Nièvre) le 6 octobre 1784. Une instruction commencée sous Monge et Carnot, perfectionnée sous Napoléon, agrandie par une étude continue et des voyages appliqués au génie de nos arsenaux, reproduite aux ouvriers dans le Conservatoire des Arts et Métiers, aux savants dans l'Institut, aux hommes politiques dans la Chambre des députés, aux gouvernants dans la Chambre des pairs, voilà ce qui résume l'existence de M. Charles Dupin.

En 1801, il est admis le premier sur 200, à l'École polytech-

nique. En 1803, le premier reçu de sa promotion dans le génie maritime, il prend part à l'organisation de la flottille de la Manche, aux travaux de l'arsenal d'Anvers, à la restauration de la ville de Gènes. Après la journée de Trafalgar, il s'embarque à Toulon en qualité de commandant d'un corps d'ouvriers; il fonde à Corfou l'Académie ionienne. En 1812 et 1813, il présente à l'Institut de nombreux mémoires, et l'Institut le nomme correspondant à la place de l'illustre Watt. En 1813, il crée à Toulon le Musée militaire, et fait disposer au Musée maritime les sculptures que le Puget avait faites pour les galères de Louis XIV, monument précieux dont il provoque et surveille la restauration. En 1815, il fait achever les travaux commencés au port de Dunkerque. En 1818, il est nommé membre de l'Académie des sciences. En 1819, lorsqu'on fonde l'enseignement du Conservatoire des Arts et Métiers, il est nommé professeur de mécanique, de chimie et d'économie politique appliquée aux arts. En 1820, son ouvrage intitulé *Force militaire* lui attire des censures ministérielles d'abord, puis le titre d'officier de la Légion-d'Honneur et celui de membre de la Société des Ingénieurs civils de Londres. En 1824, il publie la fameuse *Statistique de l'instruction en France*. En 1825, il est créé baron et chevalier de Saint-Louis; en 1827, commandeur de la Légion-d'Honneur.

Nommé député en 1828, sans même avoir été prévenu de sa candidature, il vote avec les 221, et, pendant les trois journées de 1830, il grossit le petit nombre de députés qui constituent la représentation nationale. Le 18 novembre 1834, il fait partie, comme secrétaire d'État au département de la marine, du ministère dit *des trois jours*. Le 30 octobre 1837, il entre à la Chambre des pairs, et là, comme au Palais-Bourbon, il siège dans l'opposition modérée.

M. Dupin est un de ces hommes rares qui, par des découvertes, ont reculé les bornes des sciences, et qui, par un sentiment aussi éclairé que généreux, en ont vulgarisé l'application par l'enseignement aux classes populaires. Grâce à ses soins, des cours ont été ouverts successivement dans 70 villes de France; le ministre de la marine a ordonné que, dans 45 ports de mer, les professeurs d'hydrographie donneraient aux ouvriers de toute profession des leçons de géométrie et de mécanique appliquées aux arts. Ainsi, en peu d'années, il avait doté la France de 115 écoles gratuites, destinées à répandre, jusque dans les dernières classes de la société, les connaissances théoriques nécessaires à la pratique des arts.

Lors du convoi du duc de La Rochefoucault, M. Charles Dupin fut un des hommes qui montrèrent le plus d'énergie dans leurs protestations contre les profanateurs qui avaient jeté dans la boue les cendres de ce vénérable philanthrope.

Il a défendu et soutenu de ses votes les institutions utiles au peuple, les caisses d'épargne, les monts-de-piété, les salles d'asile et l'enseignement mutuel. Pendant les vingt années qu'il a siégé dans les Chambres, il a fait servir et la rigueur des faits statistiques et les ressources du calcul à la recherche et souvent au triomphe de la vérité. L'organisation de la garde nationale, de la marine et de l'armée a dû des améliorations importantes à ses écrits, à ses discours, à ses rapports.

M. Charles Dupin, arrivé à l'Assemblée nationale, s'y est rendu déjà utile par les vives lumières qu'il a jetées sur la question algérienne. Il a été appelé à la Constituante par 45,000 suffrages.

DARGENT (CHARLES).

Cet honorable représentant, âgé de 54 ans, est un homme d'ordre et de liberté bien entendue, agronome distingué, qui a mis en pratique dans ses propres domaines les perfectionnements, fruits de ses études. Il s'est rendu également utile aux cultivateurs des environs en leur faisant adopter ses idées, et aux pauvres ouvriers en les aidant de ses bienfaits. Opinions libérales et modérées. Élu par 108,846 voix.

GERMONIÈRE.

Né à Tours en 1812, et se destinant au barreau, il fit son droit à Paris, où il fut reçu licencié. Mais son beau-frère, qui exploite une très belle filature à Vael, le décida à venir s'adjoindre à lui comme associé.

Il jouit à Rouen de la considération de tous les habitants pour son caractère élevé et désintéressé, et pour ses capacités; aussi a-t-il fait, à plusieurs reprises, partie du conseil municipal.

Au banquet réformiste de cette ville, il s'est fait connaître par un discours chaleureux qui a achevé de consolider sa position politique et a préparé son élection.

M. Germonière est néanmoins d'une opinion modérée. Il a été élu par 128,752 voix.

GIRARD (AUGUSTE-MARIE-EDMOND).

M. Girard, né le 6 septembre 1796, était avocat, et se dispo-

sait même à concourir pour une chaire de droit, lorsqu'une circonstance particulière le conduisit à Yvetot, où il finit par s'établir. On l'y nomma membre du conseil municipal; et la Révolution de Février le trouva maire de la même ville avocat-général. C'était une haute preuve d'estime et de confiance, sans doute, mais ses concitoyens lui en ont accordé une plus grande encore en l'envoyant à l'Assemblée nationale. Ses opinions républicaines sont plus anciennes et plus solides qu'exagérées. Élu par 117,266 suffrages.

GRANDIN (VICTOR).

M. Grandin, né le 21 décembre 1797, n'était à la Chambre le représentant d'aucun parti; organe des plus saines idées commerciales, à peine y avait-il une opinion politique, ce qui ne l'empêcha pas de voter contre toutes les mesures qui sentaient la honte et la déloyauté. Ennemi des abus de toute espèce, il poursuivait surtout les prétentions et les vices des compagnies des chemins de fer; et sa parole simple et honnête a, plus d'une fois, produit un grand effet sur l'Assemblée. Ce fut lui qui fit annuler, à quatre reprises, la fameuse élection de M. Charles Laffitte. Il s'éleva aussi contre les scandales de l'agiotage et les tripotages de la Bourse.

M. Grandin a reçu toutes les distinctions électives qui peuvent honorer un citoyen. Membre du conseil général des manufactures, du conseil général de son département, député, le système protecteur de nos industries n'avait pas d'organe plus convaincu que lui.

Quelque temps après la Révolution de Juillet, Louis-Philippe, parcourant la Normandie, vint visiter la fabrique de M. Grandin, et, remarquant qu'il n'était pas décoré, il lui donna la croix d'honneur en présence de ses ouvriers. Cette faveur si bien méritée ne diminua en rien son indépendance; il n'en a pas moins harcelé le ministère avec une logique impitoyable. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 130,004 voix.

LEBRETON (THÉODORE).

Né à Rouen le 1^{er} décembre 1803, fils d'un journalier, journalier lui-même, M. Lebreton est du petit nombre de ces hommes privilégiés en qui l'instinct se réveille malgré les obstacles de la fortune et du rang; comme jadis un artiste italien, il a pu s'écrier : *Anch' io sou pittore!* et, par la seule force de sa volonté, il est sorti du cercle étroit où le sort l'avait confiné

pour devenir, en peu de temps, un homme instruit, un penseur et un poëte.

Ce fut madame Desbordes-Valmore qui fit connaître, dans les journaux de Rouen, ses premières poésies. En 1836, un honorable citoyen de la même ville, M. Richard, fit imprimer, à ses frais, un recueil volumineux des œuvres poétiques de M. Lebreton, intitulé : *Heures de repos d'un Ouvrier*.

Nous ignorons si ce représentant est un républicain de la veille ou du lendemain; il importe seulement que l'on sache qu'il est parfaitement à la hauteur de sa mission et qu'il saura défendre les intérêts sacrés de la classe ouvrière. Il a obtenu 140,053 voix.

LEFÈVRE (PIERRE).

M. Lefebvre, né à Yvetot en 1798, est un homme de progrès, un manufacturier intelligent, dont l'expérience personnelle et les études théoriques pourront jeter quelques lumières sur les questions commerciales les plus importantes; comme il occupe un grand nombre d'ouvriers, il doit connaître la véritable situation de cette classe intéressante en ce qui regarde sa propre industrie et les moyens à indiquer pour améliorer leur sort.

M. Lefebvre n'a pas sollicité le mandat qui lui a été conféré par 123,250 suffrages.

LEFORT-GONSSOLIN.

Franchement libéral, progressiste, représentant de l'industrie manufacturière, M. Lefort-Gonssolin, né à Elbeuf en 1805, a été à la Chambre des députés, ce qu'il est à l'Assemblée nationale, un de nos hommes les plus capables et un excellent patriote.

Non seulement, il vota toujours avec la gauche et attaqua le ministère avec la plus grande vigueur, mais ce fut lui qui dévoila les marchés scandaleux ou plutôt les vols infâmes qui se pratiquaient dans l'administration de la marine, et qui stigmatisa, comme ils le méritaient, ces loups-cerviers qui s'engraissaient du fruit des plus honteux tripotages.

M. Lefort a passé sa vie au milieu des ouvriers; il saura indiquer ce qu'il faut faire pour améliorer leur situation. 112,700 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale.

LEVAVASSEUR (CHARLES).

Négociant-armateur à Rouen, né en 1802, il fut élu membre

de la Chambre des députés en 1842. Antérieurement, il avait publié plusieurs écrits économiques, notamment sur la question des *sucres* et sur l'*esclavage aux colonies*. Si ses conseils avaient été suivis, peut-être ces possessions ne seraient-elles pas aujourd'hui perdues, de fait, pour la navigation de la France.

Membre du conseil général de la Seine-Inférieure, il y était spécialement chargé des questions concernant les intérêts maritimes qui occupent dans ce département une place si considérable.

Arrivé à la Chambre au moment où la marine militaire et la marine marchande préoccupaient vivement le pays, où la discussion du droit de visite avait donné aux esprits une sorte de sympathie pour les intérêts maritimes, il les défendit et les mit en relief chaque fois que l'occasion lui en fut offerte. Son discours, sur le traité entre la France et l'Angleterre pour le règlement des pêcheries respectives des deux pays, fut surtout remarqué.

Pendant six ans, M. Levassieur a constamment voté avec l'opposition. Il était partisan résolu des réformes qu'exigeait notre système électoral. Grand propriétaire, armateur considérable et industriel justement renommé, il aurait pu, comme tant d'autres, obtenir quelques faveurs, quelques distinctions; il n'en a recherché aucune; il a su même en refuser. Les suffrages de ses concitoyens ont eu seuls du prix à ses yeux. Son indépendance qui n'excluait point cependant un dévouement sincère à la monarchie, était telle, que, maire d'une commune rurale, depuis vingt ans, il se vit destitué quelques mois avant la Révolution.

M. Levassieur voulait, avec la monarchie, la plus large liberté. Son opinion était que cette forme de gouvernement était la plus conforme aux vrais intérêts de la France et surtout à ceux de la classe la plus nombreuse qui, par le développement de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, a surtout besoin d'un gouvernement fort et stable.

Au banquet de Rouen, qui fut peut-être le plus remarquable de tous par le nombre des convives et l'ordre qui y régna, M. Levassieur insista sur la nécessité d'une réforme politique, surtout en vue d'éviter une révolution, qui, à son avis, devait peser surtout sur les classes laborieuses.

La République est venue, et M. Levassieur a été élu à une immense majorité (133 000 suffrages). On peut dire de lui que c'est un républicain du lendemain.

En présence de la ruine de nos colonies, des souffrances de notre industrie, de nos finances épuisées, il garde le silence dans l'Assemblée; mais son vote est acquis à toutes les mesures qui pourront ramener peu à peu la prospérité publique.

LOYER.

Élevé au collège de Sainte-Barbe, M. Loyer, né à Versailles en 1808, fit de brillantes études dans cette célèbre institution; il fut reçu docteur en droit, en 1827, et exerça, huit ans, la profession d'avocat à Rouen. Après ce temps, il entra dans le commerce et devint directeur d'une filature de coton, dans la vallée d'Houlme, ce qui ne l'empêche pas d'exercer les fonctions de juge au Tribunal de commerce de Rouen et de membre du conseil municipal.

M. Loyer n'a point sollicité le mandat qui lui est confié; mais ses opinions politiques fort connues ont fait songer à lui et c'était justice. Il était tout à fait digne de figurer au nombre des représentants de la nation. Il a été élu par 49,233 suffrages.

MORLOT.

Négociant-armateur, né au Havre en 1802, M. Morlot est un citoyen honorable, que sa probité, son intelligence ont désigné au choix du département, bien plus que ses antécédents politiques. Il a, cependant, prouvé, en toutes circonstances ses tendances libérales. Il se connaît aussi en administration; il a été membre du Tribunal de commerce, du conseil municipal et de plusieurs sociétés de bienfaisance. Élu par 142,417 voix.

OSMONT.

Cet ancien député, âgé de 45 ans, votait toujours avec l'opposition de gauche; c'est un homme sage, modéré et ami du progrès. On l'estime et on l'aime dans le pays pour son indépendance et pour les bienfaits qu'il répand; aussi 138,886 suffrages l'ont-ils envoyé à l'Assemblée nationale.

RANDOING (YVES-LOUIS).

Fabricant à Elbeuf, né à Cusset (Allier) le 8 août 1800, il a été surnommé *l'Etranger bienfaisant*. C'est un homme pratique, très au courant de toutes les matières d'industrie et de questions de salaires. Il est connu pour les magnifiques produits qui sortent de ses fabriques; à l'exposition de 1844, il a reçu une médaille d'or, récompense qui est venu grossir le nombre des distinctions honorifiques dont il a été l'objet. Élu par 100,604 voix.

SÉNARD.

Ce n'est pas la Révolution de Février qui a donné de l'illustration à M. Sénard; longtemps avant cette époque, il était un des juriconsultes les plus éminents et l'honneur du barreau de Rouen, où il est né en 1802.

Le talent supérieur qui le distingue, et ses opinions républicaines de longue date, le recommandaient aux organisateurs provisoire du pouvoir public. Il fut nommé procureur général près la Cour de Rouen; mais M. Sénard, dont l'esprit avancé recule, pourtant, devant l'exagération d'un certain radicalisme, ne conserva pas longtemps ces importantes fonctions. Les influences qu'il voyait se dessiner au-dessus de lui, lui paraissant compromettre le règne de la liberté, il rentra dans la vie privée du citoyen à la suite de dissentiments avec un fonctionnaire supérieur.

Avant qu'on lui eût trouvé un successeur, l'émeute éclata, et M. Sénard s'empressa de reprendre des fonctions devenues dangereuses et de réprimer l'émeute avec un zèle et un courage au-dessus de tout éloge.

Depuis les terribles journées de Juin, le nom de M. Sénard appartient à l'histoire; l'Assemblée nationale a déclaré qu'il avait bien mérité de la patrie, et, certes, sa conduite, comme président, l'avait rendu digne de cette récompense.

Du fauteuil de la présidence il a passé au ministère de l'intérieur. C'est une tâche immense dans les circonstances où nous nous trouvons; mais ce citoyen n'est au-dessous d'aucune tâche; dans toutes il fera briller son esprit d'élite, son savoir et son patriotisme.

Comme orateur, M. Sénard figure au premier rang. On connaît les brillants succès qu'il a obtenus devant les Cours d'assises. Nommé président du banquet réformiste, il y prononça un discours plein de beaux sentiments, noblement exprimés. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par plus de 102,000 suffrages.

THIERS (LOUIS-ADOLPHE).

Aux yeux d'un grand nombre de personnes, M. Thiers est toujours l'expression vivante de la Révolution de 1830; nous n'avons point à nous prononcer sur le plus ou le moins d'excentricité de cette opinion.

Le rôle de cet homme d'État est loin d'être fini; c'est aux

historiens de l'avenir qu'il appartiendra de lui accorder ou de lui refuser l'honneur d'être présenté, ainsi que quelques rares personnages historiques, comme le *fait individuel* d'une époque.

M. Thiers est né à Marseille le 16 avril 1797, d'une famille toute plébéienne. Ses parents appartenaient à la classe ouvrière; aussi, cette classe intéressante, qui tient à être représentée à l'Assemblée nationale, peut réclamer M. Thiers comme un des siens, sans craindre de le voir renier son origine et méconnaître ses frères.

La famille de sa mère s'imposa des sacrifices pour le faire élever et instruire. Elle obtint pour lui une bourse au lycée de Marseille, où il fit des études solides et brillantes.

En 1815, il avait alors dix-huit ans, il prit, à l'École de droit d'Aix, sa première inscription. Reçu avocat en 1820, il débuta au barreau d'Aix, et y fit peu de sensation.

Il faut placer ici l'apparition de M. Mignet, satellite inséparable de M. Thiers, et qui joue auprès de lui le rôle du confident de la tragédie antique. Dans l'ardeur et le zèle que ces deux étudiants montraient pour la littérature, la philosophie et l'histoire, on a voulu voir les signes précurseurs d'un illustre avenir.... C'est toujours la manie de ceux qui aperçoivent l'épée d'Austerlitz dans les boules de neige de Bienne.

La vocation de M. Thiers commençait donc à se dessiner; au lieu de se plonger dans le digeste et dans le dédale de nos lois, il s'occupa de travaux littéraires. L'Académie d'Aix, divisée en savants *royalistes* et en savants de l'*opposition libérale*, donna pour sujet de concours annuel l'*Eloge de Vauvenargues*. M. Thiers composa cet éloge et l'expédia à l'Académie, conformément au programme. Les académiciens libéraux voulaient l'accueillir; les autres le refusèrent, soit au point de vue politique, soit pour punir l'auteur de quelques propos moqueurs. Le concours fut ajourné à l'année suivante. M. Thiers renvoya son manuscrit sans y rien changer; mais, à ce manuscrit, il eut soin d'en joindre un autre sur le même sujet, qu'il data et fit expédier de Paris. Il eut le prix avec le second manuscrit et l'accessit avec le premier.

Ce petit événement de la vie de M. Thiers est intéressant en ce qu'il fixa sa vocation jusqu'alors incertaine : MM. Thiers et Mignet jetèrent aux orties la robe, le chaperon et la toque, et, de compagnie, ils arrivèrent à Paris.

Manuel, le plus éloquent des orateurs politiques depuis l'Assemblée constituante, venait d'être violemment arraché au banc inviolable. M. Thiers se tourna vers cet homme, son compa-

triotte, et autour duquel se groupaient alors des affections si nombreuses, si énergiques. Il n'y avait que deux partis en France : les uns attaquaient le gouvernement, les autres le défendaient. Les tendances libérales de M. Thiers le conduisirent dans le camp révolutionnaire. L'amitié généreuse et empressée de Manuel l'introduisit auprès de MM. Laffitte et Etienne, qui l'attachèrent à la rédaction du *Constitutionnel*.

C'est de là qu'il faut dater le commencement de la carrière de M. Thiers. On était en 1823; le jeune journaliste acquit bientôt de la renommée; il avait une facilité merveilleuse; la nature de son esprit le portait à la polémique; de la saillie, de la hardiesse, un style pur, correct et véhément, et une aptitude singulière à traiter les questions les plus diverses, le recommandèrent bientôt. Il conquit les bonnes grâces de tout ce que l'opposition comptait alors de gens éminents; et personne plus que lui n'était disposé à pénétrer dans les hautes familiarités. Ce fut ainsi qu'il parvint jusqu'à M. de Talleyrand, auprès de qui tous les mécontents politiques se réfugiaient pour baiser son pied fourchu.

Déjà à cette époque M. Thiers travaillait à l'*Histoire de la Révolution française*, tâche immense, que lui rendirent plus facile ses relations continuelles avec les auteurs du drame révolutionnaire qui avaient survécu au dénouement, et qui devint, sous sa plume, un acte de justice, une œuvre de réparation. Bien des pages de ce bel ouvrage furent écrites au château de Maison, appartenant alors à M. Laffitte.

La renommée de l'historien publiciste s'étendit et passa le Rhin; deux libraires allemands, Schubart et Cotta, s'éprirent pour lui du plus tendre enthousiasme; par leurs soins, il devint propriétaire d'une action du *Constitutionnel*. Alors il se prit à savourer la vie, et il se livra à une sensualité dont tous les penchans sont en lui.

Cependant, l'heure suprême de la Restauration approchait; mais il semblait que la vieille opposition ne voulût pas sentir la venue de ce moment décisif. De toutes parts se levait la jeunesse qui répudiait ces lenteurs et ces hésitations; des feuilles nouvelles et audacieuses se dressaient et laissaient derrière elles les vétérans du libéralisme. MM. Thiers, Mignet et Carrel fondèrent le *National*. La rédaction en chef de ce journal fut confiée pour un an à M. Thiers; elle devait, la seconde année, appartenir à M. Mignet, et, un an plus tard, revenir à Carrel. On sait la lutte énergique que le *National* engagea avec le pouvoir. Parmi les articles qui firent d'abord le plus de sensation, on re-

marqua celui que publia M. Thiers sur cette maxime constitutionnelle, devenue célèbre : *Le roi règne et ne gouverne pas*. Il prépara merveilleusement les esprits à la résistance.

La Révolution de 1830 éclata ; M. Thiers fut un des rédacteurs de la protestation que les journalistes signèrent le 26 juillet. Il se mêla à quelques réunions dans lesquelles il s'efforça de faire prévaloir le système de résistance légale, puis il disparut. On a su, depuis ce temps, que, muni de quelques louis, il avait été se blottir dans les environs de Montmorency. Le 30, après le combat, il reparut. Ce fut lui qui se rendit à Neuilly, afin de vaincre les scrupules apparents que le duc d'Orléans opposait aux sollicitations de *ses amis*.

M. Thiers entra donc aux affaires par les petits appartements du Palais-Royal. Le conseil d'État et le secrétariat général du ministère des finances le reçurent ; le ministère l'attendait ; il apprit le gouvernement et le budget en huit jours. Bientôt les électeurs d'Aix l'envoyèrent à la Chambre, où sa place était marquée parmi les plus illustres orateurs. Il débuta comme le défenseur du pouvoir nouveau.

Après l'émeute des 5 et 6 juin, le gouvernement se trouva en présence de difficultés politiques très grandes. Laffitte, Dupont, Lafayette, Casimir Périer étaient morts ou s'étaient usés dans ces luttes ardentes dont la royauté retirait seule les profits. La majorité désignait au choix du monarque, pour la formation d'un cabinet, MM. Thiers, Dupin et Guizot, personnalités difficiles à concilier. M. Dupin ne put s'entendre avec le roi. Enfin, le 11 octobre 1832, le cabinet fut formé, et M. Thiers y prit place en qualité de ministre de l'intérieur ; mais le roi, qui voulait régner et gouverner, sema habilement des germes de division entre les deux hommes vraiment influents du nouveau cabinet, MM. Thiers et Guizot, et il parvint à les neutraliser l'un par l'autre. Le fait principal de M. Thiers, comme ministre de l'intérieur, fut l'arrestation de la duchesse de Berry.

Le 23 septembre suivant, il passa au département du commerce et des travaux publics. Sous ce ministère eut lieu la prise d'Anvers, fait glorieux qui fixa notre situation extérieure. Il présenta et fit voter la loi des cent millions de travaux publics, la loi municipale et départementale ; il inaugura la statue de Napoléon sur la colonne de la place Vendôme ; il soutint la loi sur les associations. L'opposition n'avait pas alors d'adversaire plus ardent, plus incisif que le jeune ministre, qui, sorti de ses rangs, en connaissait mieux que personne les bons et les mauvais côtés. « Les oppositions, s'écria-t-il un jour, lors de la discussion

de la loi sur l'emprunt grec en 1833, les oppositions, quelle que soit leur nature, demandent toujours l'impossible, parce que l'impossible est le meilleur argument à présenter à un gouvernement, vu qu'il ne peut jamais faire l'impossible. » Il fallait avoir longtemps pratiqué l'opposition pour trouver ce mot aussi juste que spirituel.

M. Thiers fut rappelé au ministère de l'intérieur le 4 avril 1834. Le cabinet, présidé par le maréchal Soult, fut renouvelé le 10 octobre par le ministère du duc de Bassano, qui dura huit jours. Le 18 novembre un nouveau ministère était formé sous la présidence du duc de Trévise, et l'ordonnance royale qui rendait à M. Thiers le portefeuille de l'intérieur, élargissait le cercle de ses attributions : les travaux publics étaient placés sous sa direction ; cependant, l'ambitieux M. Thiers ne se servit de ce poste si éminent que comme d'un marchepied pour s'élever plus haut. Divers remaniements ministériels eurent lieu ; la présidence du conseil échut au duc de Broglie. Le 28 juillet suivant (1835) arriva l'attentat Fieschi. M. Thiers était à côté du maréchal Mortier quand celui-ci fut tué. Il se hâta de réunir les Chambres, et présenta les lois sur la presse, dites *lois de septembre*, comme un moyen de prévenir, par la suite, de tels attentats. Enfin, le 22 février 1836, le petit journaliste provincial obtenait les hautes fonctions de président du conseil et de ministre des relations extérieures ; mais ce ne fut pas pour longtemps. Le 6 septembre suivant, le cabinet Molé succéda au cabinet Thiers, et ce fut contre ce nouveau ministère que M. Thiers dirigea toute l'habileté de ses manœuvres. Une coalition de toutes les nuances de l'opposition, coalition unique dans les fastes parlementaires, renversa enfin ce ministère, et M. Thiers, maître du champ de bataille, fut nommé, pour la seconde fois, président du conseil et ministre des relations étrangères. On sait que ce fut pendant la durée de ce ministère qu'eurent lieu le traité entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse, le bombardement de Saint-Jean-d'Acre, le vote sur les fortifications de la capitale et sur la translation des restes de Napoléon de Sainte-Hélène à Paris.

Renversé du ministère le 29 octobre 1840, par M. Guizot, qui avait été, sous ses ordres, ambassadeur à Londres, M. Thiers se retira du mouvement politique et laissa le champ libre à son heureux adversaire. Il avait donné sa démission parce qu'on avait repoussé son avis d'intervenir en Espagne et d'y envoyer des secours.

Devenu simple député, il redevint historien, et écrivit l'*His-*

toire de l'Empire, travail considérable, auquel il consacra tous ses soins.

A l'avènement du ministère du 29 octobre, l'opposition de M. Thiers, de modérée qu'elle était, devint plus vive, et prit quelquefois même le caractère de la violence; il se réunit à l'opposition Barrot, dont il s'était éloigné, et prononça de magnifiques discours sur les incompatibilités; cependant, son opposition nous semble exister plus dans la forme que dans le fond.

Il ne prit aucune part aux banquets de 1847. Pendant les Journées de Février, il reçut du roi la mission de former un ministère. Il exigea alors que toutes les troupes rentrassent dans leurs quartiers, malgré l'avis formel, et énergiquement formulé, du maréchal Bugeaud. Le sort de la Révolution fut ainsi décidé. Il a été élu, le 4 juin dernier, par quatre départements, la Seine, la Mayenne, l'Orne et la Seine-Inférieure. Il a opté pour ce dernier qui lui avait donné plus de 60,000 voix. Il en avait obtenu plus de 97,000 à Paris.

Dans ces derniers temps, le général Cavaignac, chef du Pouvoir exécutif, pour combattre les idées socialistes qu'il fallait distinguer et non confondre, ayant fait un appel aux esprits distingués de l'Académie des sciences morales, M. Thiers a taillé sa plume et composé un petit livre qui renferme quelques passages brillants, mais qui n'ajoutera rien à sa renommée et ne fera pas faire un pas à la question de vie ou de mort qui ébranle jusque dans ses fondements la société entière.

Disons, en terminant cette biographie rapide d'un de nos plus brillants hommes d'État, que ses qualités personnelles, son amabilité, sa bonhomie, jointe à une grande finesse, le font généralement aimer de tous ceux qui l'approchent.

SEINE-ET-MARNE.

Melan. — 9 Représentants.

AUBERGÉ (FIRMIN-LOUIS).

Propriétaire, cultivateur à Malassis, âgé de 55 ans. Cultivateur, soit! mais brave soldat d'abord. Ne confondons ni les

époques, ni les faits. M. Aubergé, élève de l'École de Fontainebleau, devint officier de cavalerie, et s'en alla en Italie, en Allemagne et en Russie, moissonner des lauriers en combattant courageusement jusqu'à Moscou, où il fut fait chevalier de la Légion-d'Honneur. Malheureusement, il avait reçu de graves et nombreuses blessures.

De retour dans ses foyers, il se fit laboureur, comme son père, gagna autant de considération qu'il avait gagné de gloire, fut élu maire, il y a plus de trente ans, et l'est encore aujourd'hui ; puis, président de la Société d'agriculture de Melun, du comice agricole de Seine-et-Marne et de la Société d'assurance contre la grêle, du même département. Élu par 19,754 voix.

BASTIDE (JULES).

Il a été nommé représentant du peuple dans la Seine par 110,228 voix, dans Saône-et-Loire par 70,163 et dans Seine-et-Marne par 21,103. Il a opté pour ce dernier département. (*Voir le département de la Seine.*)

BAVOUX (ÉVARISTE).

M. Bavoux, né à Paris le 5 octobre 1809, est fils du député de ce nom, qui a été préfet de police et conseiller-maire à la cour des comptes. C'est plutôt un publiciste qu'un avocat ; il s'occupe avec prédilection des sciences historiques et politiques, et a fait imprimer plusieurs écrits remarquables de style, d'imagination et de savoir. Il professe des opinions politiques très libérales, et a été élu par 17,603 voix.

CHAPPON (PIERRE-JACQUES).

Ancien négociant, né à Meaux en 1788. — Il y a des faits qui parlent très haut et valent toutes les apologies : M. Chappon faisait partie de la garde nationale à la seconde Restauration ; si tous les Français avaient été mus par le même patriotisme que celui qu'il montra alors, les alliés eussent été repoussés honteusement. Déjà il avait excité ses concitoyens à la résistance, lors de la première invasion. Il combattit courageusement à la seconde ; et, pour ce crime de lèse-légitimité, il fut contraint de s'exiler, et ne put rentrer en France qu'en 1823.

M. Chappon fait le commerce des grains et farines ; il s'est

acquis une réputation de négociant probe et désintéressé ; la considération dont il jouit est telle, que cinq fois il fut élu à Meaux président du tribunal de commerce. Il exerce encore d'autres fonctions dans cette ville, mais toutes sont gratuites et honorifiques.

Il fait partie du comité du commerce et de l'industrie, qui l'a nommé deux fois son président. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 27,113 suffrages.

DROUYN DE L'HUYS.

Après avoir obtenu le diplôme de licencié en droit, M. Drouyn de L'Huys, né en 1804, se tourna tout à coup du côté de la politique, et devint successivement secrétaire de légation à La Haye, secrétaire d'ambassade à Madrid, et directeur des affaires commerciales au ministère des affaires étrangères. En 1842, il arriva à la Chambre en remplacement du trop célèbre duc de Praslin, nommé pair de France. Il était député contre la volonté de M. Guizot, qui lui opposait M. de Germini. Il demeura logique dans ce premier pas, c'est-à-dire indépendant et consciencieux dans ses votes. Ayant repoussé l'indemnité Pritchard, il fut destitué le lendemain ; mais cette disgrâce lui a porté bonheur devant les électeurs du suffrage universel.

M. Drouyn de L'Huys s'est fait un des promoteurs des banquets. Il a signé, le 23 février, l'acte d'accusation du cabinet Guizot. C'est l'un des hommes les plus capables de l'Assemblée nationale, à laquelle il a été envoyé par 41,314 voix.

LAFAYETTE (OSCAR).

Capitaine d'artillerie, âgé de 32 ans, né à Paris, il appartient à la seconde génération du héros des Deux-Mondes. Plus heureux que son père, le Gouvernement de Juillet n'osa pas lui interdire la carrière des armes. Il a combattu vaillamment en Afrique, où il a été nommé capitaine et chevalier de la Légion-d'Honneur.

Il ne craignit pas, quoique militaire en activité de service, d'assister au banquet réformiste d'Annezin, où il prononça un chaleureux discours. Après la Révolution de Février, il fut envoyé dans le département de Seine-et-Marne, en qualité de commissaire général. Il a justifié, aux yeux du gouvernement et des habitants, la confiance qu'on lui avait accordée. Tout indique

que le digne petit-fils de Lafayette marche vers un brillant avenir. Il a été élu par 43,652 voix.

LAFAYETTE (GEORGES).

Le citoyen Georges-Washington Lafayette, ex-commandant de la garde nationale parisienne, est né en 1777. Il est fils du célèbre Lafayette, et filleul de Washington. Jeune, il servit son pays, et suivit le maréchal Grouchy en Italie, en Allemagne et en Pologne. Partout il fut digne de son nom, et mérita les plus belles récompenses, sans jamais les obtenir, on ne sait pour quels motifs. En 1814, il était encore simple lieutenant. C'est cette même année qu'il débula dans la carrière parlementaire. En 1830, il participa, comme son père, aux événements qui amenèrent un changement de dynastie. Depuis, comme avant cette époque, il a toujours professé les idées radicales et défendu la cause du peuple.

On a dit de la liberté qu'elle ne peut marcher sans sagesse, ni vivre sans vertu. C'est surtout en voyant des hommes comme Georges Lafayette, qu'on se fait une idée telle de la liberté. Dans la vie politique, il a vécu sans reproche, entouré de l'estime de tous les partis; dans la vie privée, c'est le meilleur, c'est le plus noble des hommes. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 43,764 suffrages.

LASTEYRIE (JULES DE).

Petit-fils du général Lafayette et beau-frère de M. de Rémusat, M. de Lasteyrie, né en 1810, quoique jeune encore, s'était acquis dans l'ancienne Chambre une estime non contestée. Il y traitait avec talent les questions de politique internationale, de marine, d'esclavage, et, à la tribune comme au sein des commissions, il captivait l'attention par la force de sa dialectique, son langage ferme, simple, sans apprêt. En 1845, il fut rapporteur du projet de loi sur le régime des colonies.

M. de Lasteyrie est reconnaissable à ses lunettes vertes. Il a perdu en grande partie la vue et en très grande partie les cheveux au service de dona Maria, reine de Portugal. Il faisait partie de l'expédition qui a détrôné don Miguel. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 68,962 voix.

PORTALIS (AUGUSTE).

M. Portalis, né en 1799, était procureur du roi en 1823. En

butte aux tracasseries de la Restauration, parce qu'il avait soutenu la candidature de Lafayette, il donna sa démission; le premier président de la Cour de cassation, son oncle, le fit nommer juge au tribunal de la Seine. En 1830, Dupont (de l'Eure) le nomma vice-président. Il devint bientôt conseiller à la Cour royale de Paris.

Élu député en 1831, M. Portalis vota constamment avec l'opposition de gauche. Il proposa et fit adopter l'abolition de l'anniversaire du 21 janvier.

A la Révolution de Février, il fut nommé, par ses amis du *National*, procureur général de la République. Chargé depuis, en cette qualité, de l'instruction judiciaire sur les événements du 15 mai, il a su déployer, à ce sujet, une énergie qui lui a concilié les sympathies de tous les partisans de la république modérée. Mais, ayant demandé l'autorisation de comprendre Louis Blanc parmi les prévenus, et cette autorisation ayant été refusée, avec l'assentiment et le concours du ministre qui avait autorisé la demande, il donna sa démission le 5 juin.

Il a été nommé, depuis lors, l'un des vice-présidents de l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 21,074 suffrages.

SEINE-ET-OISE.

Versailles. — 12 Représentants.

BARTHELEMY SAINT-HILAIRE.

Né à Paris le 1^{er} fructidor an xiii, membre de l'Institut, savant distingué, publiciste éminent, il était, depuis longtemps, connu dans les sciences morales, avant de s'être fait un nom dans la politique. Ses opinions républicaines datent pourtant de loin. Il a signé, en 1830, la protestation des journalistes, et, plus tard, il concourut à la rédaction du *National*. C'est un de ces critiques utiles que leurs compatriotes vont arracher à leurs modestes retraites dans les graves circonstances, un de ces hommes que la confiance publique force à prendre place au premier rang.

Dans les jours difficiles qui ont suivi la Révolution de Février,

il a été porté aux fonctions de chef du secrétariat du Gouvernement provisoire. Ses réponses à diverses députations qu'il fallait alors recevoir et renvoyer satisfaites, ont été remarquables par leur prudence et leur fermeté. Il a émis, à cette occasion, les vues les plus sages sur une foule de matières politiques et sociales. Envoyé à l'Assemblée nationale par 45,188 suffrages, l'avant-dernier sur la liste des douze élus du département de Seine-et-Oise, il n'y méritera pas peut-être la réputation d'orateur brillant, et l'on doit moins compter sur ses discours que sur ses actes.

BERVILLE (SAINT-ALBIN).

Il est né à Amiens le 22 octobre 1788. Son père, attaché comme secrétaire à l'assemblée provinciale de Picardie, devint, plus tard, secrétaire-général de la préfecture de la Somme. Il fit, dans sa ville natale, en raison de sa frêle santé, d'assez médiocres études, mais il vint dans la suite les compléter à Paris. Si son nom ne brille pas parmi les plus célèbres, il est au moins remarqué parmi les plus connus; on le trouve partout, au barreau, dans le littérature, l'histoire, la poésie, le journalisme, la magistrature, les débats parlementaires. Les magistrats le vantent comme poète, les littérateurs exaltent son éloquence, et les législateurs, son imagination. Il compte des amis et des partisans dans les différentes carrières qu'il parcourt; il compte des appuis dans tous les partis politiques; c'est ce qu'on appelle un homme inoffensif; quelques-uns le disent modeste, d'autres le trouvent habile. Ne discutons pas!

Il est de haute taille, mince et fluët; sa petite figure, maigre et allongée, respire à la fois la candeur, la finesse et la bienveillance. Il doit une partie de sa fortune à la publication des *Mémoires sur la Révolution française*, annotés par lui et par son ami Barrière. Il doit une partie de sa réputation, comme avocat, aux causes politiques dont il a été chargé. Défenseur ardent de la liberté de la presse et du droit d'association, il régnait au barreau de Paris, au temps des Dupin, des Mauguin, des Persil, des Barthe, dont il partagea la célébrité. Ses plaidoyers pour Béranger et pour Paul-Louis Courier, le mirent surtout en évidence. Il n'a de voix que tout juste, ce qu'il en faut pour être entendu dans l'enceinte d'un tribunal; là, cette petite voix, douce et lente, sied bien aux sentiments mitigés, aux opinions conciliantes qui le caractérisent. Son talent oratoire est quelquefois maniéré et prétentieux; il sent parfois le travail; mais

sa parole est abondante et son expression souvent heureuse ; il est, en outre, un des membres éminents de la Société philotechnique, espèce d'Institut au petit pied, association littéraire fort inoffensive, dont il serait difficile d'expliquer ici l'origine et le but. Il a aussi écrit dans le *Journal des Débats*, au temps où cette honnête feuille faisait feu sur les romantiques, en attendant le jour où elle le deviendrait. Ses travaux purement littéraires sont épars dans divers recueils, à peu près oubliés aujourd'hui.

La Révolution de Juillet l'avait fait premier avocat général à la Cour d'appel de Paris ; Louis-Philippe le fit plus tard chevalier de la Légion-d'Honneur. C'est en 1837 que le collège électoral de Pontoise (département de Seine-et-Oise) l'a envoyé, pour la première fois, à la Chambre des députés ; et il n'a pas cessé de l'y envoyer depuis. Il y siégeait sur la limite de la gauche et du centre, sans que le pouvoir qui l'avait élevé aux fonctions d'avocat général, se préoccupât beaucoup, ou s'offensât jamais des velléités du magistrat député. Il avait bien au fond une opinion indépendante et progressive pour les choses, mais il n'avait que des services pour ses collègues de toutes les nuances, et il lui arriva plus d'une fois, sur les degrés de la tribune, de donner en même temps des boules noires au ministère et des poignées de main aux ministres, lesquels eussent préféré le contraire.

Il a présenté, en 1840, le rapport de la loi sur les fonds secrets, et celui de la loi sur l'organisation du tribunal de la Seine. Il est l'auteur d'une proposition relative aux droits des veuves et des enfants des auteurs dramatiques. Il a parlé encore sur la propriété littéraire et sur les sucres. C'est, en définitive, un homme intègre, de mœurs douces, mais ne manquant pas, au besoin, d'une certaine fermeté.

Après la Révolution de Février, le département de Seine-et-Oise, fidèle à ses précédents et convaincu que les principes politiques et le talent facile de M. Berville se plieraient sans effort à la situation nouvelle de la France, s'est empressé de l'appeler à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 56,961 voix, le huitième sur la liste de ses douze élus. Aux deux dernières sessions de l'ex-Chambre, il avait cessé de prendre la parole, son mince filet de voix n'arrivant qu'à grand-peine jusqu'au tube auditif de ses collègues les plus désireux de l'entendre. Dans la Constituante, l'étendue du local et la turbulence d'une aussi nombreuse réunion, ont achevé de lui fermer la bouche. C'est dommage ; il y avait souvent de bonnes choses à recueillir dans les discours de M. Berville.

BEZANÇON.

Né à Réthel (Ardennes) le 25 mars 1804, il a été nommé notaire à Poissy (Seine-et-Oise) en juin 1835. Pendant neuf ans, il a été membre de la chambre des notaires de Versailles, membre du conseil de cet arrondissement, et les a présidés tous deux durant ces trois dernières années. Enfin, il est premier suppléant du juge de paix du canton de Poissy. Depuis quatorze ans que ce pays l'a adopté, aucun intérêt commercial ou départemental ne s'y est discuté sans qu'il y ait pris une large part. C'est un esprit actif, entreprenant, un travailleur opiniâtre, ayant confiance en lui-même, et sachant faire partager cette confiance aux autres, penseur médiocre, mais parleur abondant.

Jusqu'à la Révolution de Février, il n'avait joué aucun rôle politique. Se mettant alors sur les rangs comme candidat à l'Assemblée nationale, il se déclara indépendant par caractère et par position, sans ambition personnelle, défenseur ferme et convaincu de l'ordre, de la famille, de la propriété, non moins que de la liberté et des principes de la République nouvelle. C'était à Versailles, où les comités électoraux réunis proclamèrent leurs résolutions dans les embarcadères des chemins de fer. Là, sur la rive gauche, le citoyen Bezançon fut reconnu républicain, tandis que le notaire de Poissy passait pour *modéré* sur la rive droite. Il a été appelé à la Constituante par 59,484 voix, le septième sur la liste des douze élus de Seine-et-Oise.

DURAND (HIPPOLYTE-BAUDEL).

Né à Versailles le 9 brumaire an xiv, de parents qui tenaient un petit commerce de mercerie et de bonneterie, il se vit privé fort jeune de leur appui, administra avec ordre le faible patrimoine qui lui était échu à leur mort, et veilla surtout, avec le plus grand soin, à l'éducation de ses deux frères, encore enfants. De bonne heure, il les destina à la carrière du barreau qu'il parcourait lui-même.

Il y débutait à peine quand arriva la Révolution de 1830. Il ne fut pas longtemps dupe des promesses que prodiguait le gouvernement, et fonda pour le combattre, avec deux de ses compatriotes, Dupoty et Gentil, le *Vigilant de Seine-et-Oise*, journal d'une vigoureuse opposition et dont la tendance républicaine ne fut un mystère pour personne.

Il fit paraître en 1832, sur une des plus glorieuses célébrités

de Versailles, un curieux opuscule intitulé : *Le général Hoche, souvenirs et correspondance*. Ce travail, qui contient moins de mots que de faits, réalise parfaitement la pensée du grand homme qui avait pris pour devise : *Res, non verba*.

Obligé de céder, ainsi que ses collaborateurs du *Vigilant*, devant les difficultés de toute nature que suscitaient à cette feuille éminemment démocratique les susceptibilités d'un pouvoir qui devenait de plus en plus ombrageux, il quitta Versailles et acheta une charge d'avoué à Nevers. Là il fut, en 1840, un des fondateurs de *l'Association de la Nièvre*, journal dans lequel, malgré les lois de septembre, il continua la guerre qu'il avait déclarée au pouvoir dans le *Vigilant*. Après avoir exercé onze ans et demi à Nevers les fonctions d'avoué avec savoir et probité, il vint se fixer à Paris où, inscrit au tableau des avocats à la Cour d'appel, il partageait, en outre, son temps entre les soins de sa famille et sa collaboration à divers recueils de jurisprudence.

A Paris, comme à Nevers, une grave question de jurisprudence le préoccupait, entre plusieurs autres non moins importantes : il avait senti la nécessité de faire réviser la loi spoliatrice sur les ventes judiciaires des biens immeubles, source intarissable de difficultés et de procès. Il inséra, sur ce sujet, un article raisonné dans le *Journal de procédure civile et commerciale*; il le traita à fond dans trois brochures remarquables; il en fit enfin, en 1846 et 1847, l'objet d'une pétition aux Chambres, laquelle, à la suite d'une discussion à laquelle prirent part MM. Verninac, président du Tribunal de Tulle, Manuel, Crémieux et Beaumont (de la Somme), fut renvoyée, dans la séance du 8 mai, au garde des sceaux Hébert, qui l'accepta comme renseignement, tout en refusant de se livrer sur ce point à une révision immédiate du Code, attendu, disait-il, que, pour le moment, les intérêts particuliers n'étaient point en péril.

Il devint, au commencement de 1846, un des rédacteurs du recueil de droit le plus considérable, le *Nouveau Répertoire de Jurisprudence* de Dalloz; et il était, depuis quatre mois, professeur de législation comparée à l'Athénée de Paris, quand la République fut proclamée.

Le lendemain de la Révolution de Février, le souvenir de son opposition de vieille date au gouvernement qui venait de tomber, le désigna au choix du ministre de l'intérieur pour administrer le département de Seine-et-Oise.

Il se mit sur les rangs en publiant une profession de foi franche, loyale, dans laquelle il a le courage de se proclamer l'ami

de Dupoty. 74,733 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le deuxième sur la liste des douze élus de Seine-et-Oise.

Voici le portrait, assez ressemblant, qu'a tracé de lui un contemporain : « Sa physionomie a quelque chose d'étonné, de naïf qui, au premier aspect, ne donne pas une idée exacte de sa capacité ; il est de taille moyenne, mais le défaut d'embonpoint la fait paraître plus élevée ; il a le teint brun et pâle, les yeux très enfoncés dans les orbites. Il semble toujours sérieux, préoccupé ; sa parole est, en général, assez abondante, mais saccadée, heurtée, sans couleur, et décèle le travail ; ses discours sont plus propres à rappeler des souvenirs qu'à soulever des idées nouvelles, et témoignent plus de sa mémoire que de son imagination. »

FLANDIN.

Né à Paris le 6 mai 1804, combattant de Juillet, membre de la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, associé par Lafayette à l'œuvre de l'émancipation polonaise, il n'a cessé de se consacrer à cette cause héroïque que lorsqu'il l'a vu succomber sous la brutalité du czar et l'indifférence des peuples. Il entra alors au barreau de Paris, et ne tarda pas à s'y distinguer, particulièrement dans les affaires commerciales et dans celles d'assurances maritimes. Il a été élu, plusieurs fois, membre du conseil de l'ordre. Il jouit, parmi ses confrères, de la réputation d'un jurisconsulte éclairé et sage, d'un orateur qui parle avec facilité, avec élégance, mais surtout avec réserve. Son talent n'est au service que des choses utiles. Il s'est aussi fait remarquer dans quelques procès politiques.

En 1848, le lendemain de la Révolution, le barreau de Paris le signalait au Gouvernement provisoire pour remplir les fonctions d'avocat-général près la Cour d'appel de cette capitale.

Aucun intérêt de localité ne le recommandait aux suffrages des électeurs de Seine-et-Oise pour l'Assemblée nationale, mais il a été heureusement proposé à leur choix par quelques amis ; et certes c'est un des meilleurs de ce département. Il a été élu par 34,687 voix, le dernier sur la liste de ses douze représentants. Il avait fait un grand sacrifice à la patrie en acceptant les fonctions qu'on lui avait offertes au premier parquet de France ; il en fit un non moins grand en résignant, fidèle à ses principes et à ses promesses, une belle position qui couronnait dignement sa carrière. Il est un des premiers qui aient donné l'exemple d'une si belle abnégation, d'un si noble désintéressement. Ce

précédent est d'un bon augure pour l'avenir de sa carrière politique.

LANDRIN (ARMAND-PIERRE-ÉMILE).

Né à Versailles le 28 prairial an xi, il doit le jour à un honnête épicier qui, ayant fait, dans ce commerce de détail, une petite fortune, a pu donner un certain développement aux études de son fils. Il le confia à un ecclésiastique instruit, et ne le retira de ses mains que lorsqu'il en eut reçu ce qu'on appelait, sous l'Empire, *une excellente éducation*. Le jeune Landrin montra, de bonne heure, quelque vocation pour le barreau; et ses parents favorisèrent ses désirs à cet égard. Reçu avocat, il exerça, pendant plusieurs années, près le Tribunal de Versailles, et jeta là, dans des causes minimes, les prémices de dispositions oratoires qui ne semblaient pas devoir s'élever beaucoup plus haut.

En 1830, il s'empare, avec quelques amis, du pouvoir municipal de Versailles, afin d'en éloigner les serviteurs de Charles X et d'y maintenir l'ordre; mais, depuis, sans rien changer à ses opinions libérales, il se renferme, à peu près, dans le cercle de sa profession. Cependant, il se décide à tenter la lutte sur un plus grand théâtre, et vient à Paris, où toutefois il ne brilla jamais que dans les derniers rangs. Il écrivait dans la *Gazette des Tribunaux* et était parvenu à se faire une petite clientèle, quand la Révolution de Février le porta subitement au poste de procureur de la République près le Tribunal de la Seine. Depuis son élévation à cette magistrature, il a, au moins, fait preuve de beaucoup de zèle.

Jusque-là, malgré ses velléités progressives, il s'était toujours tenu, avec une sorte de prudence, en dehors de l'action politique. Il parle avec facilité, avec chaleur; parfois même il lui est difficile de tempérer la véhémence de sa parole; alors il s'attendrit subitement, il pleure, il sanglote, il crie, et sa voix s'éteint dans un pénible enrouement qui fatigue son auditoire. Il vise à l'effet, et paraît moins tenir à la justesse du raisonnement qu'à l'éclat du trait qu'il lance; on lui reprochait dans ses plaidoiries de s'adresser moins au Tribunal qu'au public. Il est de taille moyenne, avec quelque embonpoint. Sa figure est animée; son œil, assez intelligent; sa physionomie mobile promet plus que ne tient son éloquence.

Dans l'instruction relative à la violation de l'Assemblée nationale le 13 mai, il a fait preuve d'une indomptable énergie, promenant le flambeau de la justice dans les plus secrets replis

de cette grande accusation, et se montrant sans pitié même pour ses amis de la veille. En désaccord, à cette occasion, avec le ministre de la justice Crémieux sur un fait secondaire, il a donné, le 4 juin, sa démission de procureur de la République, restant simple représentant du peuple à l'Assemblée nationale pour le département de Seine-et-Oise, qui l'a investi de ce mandat de confiance à une majorité de 72,208 voix, le troisième sur la liste de ses douze élus.

LÉCUYER (LOUIS-VICTOR-ALFRED).

Il est né à Corbeil le 31 décembre 1814, d'un père exerçant l'état de menuisier, et n'ayant que cette ressource pour élever sa famille, composée de trois enfants. Jusqu'à l'âge de neuf ans, il fréquenta les écoles à deux francs par mois. Il travailla ensuite dans une fabrique d'indiennes à Essonne, puis dans une autre manufacture à Corbeil. Il en sortit, à douze ans, pour suivre, pendant une année, l'école d'enseignement mutuel de sa ville natale.

Nous le retrouvons faisant un apprentissage de serrurier en bâtiments à Loisy-sous-Étiolles, travaillant, plus tard, chez quatre entrepreneurs, jusqu'à ce qu'en octobre 1834, il entre, comme ouvrier mécanicien, dans les ateliers de construction de la fabrique de Chantemerle (Essonne), qu'il n'a quitté que pour venir siéger à l'Assemblée nationale.

A vingt ans, déjà, il se faisait remarquer par ses opinions libérales et son patriotisme, sans jamais toutefois exciter le moindre trouble nulle part. Dès qu'il eut satisfait à la loi du recrutement, il sentit le besoin de s'associer à ses frères les travailleurs et se fit admettre dans la société de secours mutuels de Chantemerle, Essonne et Corbeil, qui l'appela presque aussitôt à son conseil d'administration, dont il fait encore partie, y ayant rempli successivement les fonctions de secrétaire-adjoint, de secrétaire et de président, dont il est investi depuis plus de deux ans. Il a, en outre, été reçu franc-maçon à Paris, à la loge chapitrale de *Mars et les Arts*. Il est enfin caporal des pompiers dans la garde nationale de Corbeil, ne manquant à aucune manœuvre, à aucun service, même depuis qu'il est représentant du peuple, ayant assisté à quinze incendies et sauvé, en 1845, en dépit d'une cassure à la cuisse droite et d'une grave entorse au pied gauche, un enfant qui se noyait au canal Saint-Jean, dont la profondeur, en ce lieu, n'est pas moindre de trois mètres, belle action, qui est restée sans récompense, malgré les démarches du capitaine

de sa compagnie, du maire et du sous-préfet. Quant à Lécuyer, il ne s'en occupa pas, n'attachant à ce fait aucune importance.

A l'issue de la Révolution de 1848, il a été nommé, le 26 février, membre du conseil municipal de Corbeil. Bientôt sa popularité, parmi ses camarades de tous les états, lui a mérité de devenir leur candidat à l'Assemblée nationale. Longtemps il a décliné cet honneur. Forcé d'accepter enfin, les larmes aux yeux, cette marque de confiance, il a été élu par 69,923 suffrages, le quatrième, avant M. le duc de Luynes, sur la liste des douze représentants de Seine-et-Oise.

LEFÈVRE.

Agé de cinquante-deux ans, né à Thionville, arrondissement d'Étampes (Seine-et-Oise), d'une famille de laboureurs, il a été maire de sa commune natale, de 1822 à 1840. Devenu maître de poste à Rambouillet, ami sincère et dévoué des travailleurs, il en occupe, dans son exploitation industrielle, un très grand nombre, auxquels il ne cesse de témoigner la plus franche bienveillance et qui le regardent tous comme un père.

Aux élections générales pour l'Assemblée constituante, son nom est venu, dit-on, s'ajouter comme appoint dans la combinaison secrète qui a présidé à la confection des listes de candidats, combinaison par suite de laquelle quatre hommes d'un républicanisme bien connu auraient consenti à prêter leur patronage à d'anciens *conservateurs* ou à d'honnêtes ambitieux qui se sont fait appeler *modérés*.

M. Lefèvre, élu par 60,542 suffrages, le sixième entre les douze représentants de Seine-et-Oise, est dans toute la force de l'âge. On le dit aussi indépendant par son caractère que par sa fortune. Il jouit d'une certaine considération de clocher, mais il a, ajoute-t-on, son éducation politique à faire.

LUYNES (ALBERT DE).

Né au château de Chevreuse (Seine-et-Oise) en 1804, M. de Luynes est, malgré son blason ducal, malgré son nom éclatant, malgré sa fortune immense, évaluée à huit cent mille francs de revenu, un homme aux dehors simples et modestes, aux façons on ne peut plus affables, au langage empreint d'une gracieuse aménité. La confiscation des biens du maréchal d'Ancre par Louis XIII, au profit de son favori, telle est l'origine de cette opulence, que M. de Luynes emploie presque exclusive-

ment à protéger les arts et surtout à répandre, autour de lui, dans les populations de ses vastes campagnes de Dampierre, le bien-être et la prospérité. Grand seigneur de naissance, démocrate par conviction, savant et artiste par goût, généreux et bon par caractère, il offre le type, bien rare à notre époque, de l'homme que chacun bénit, que nul ne jalouse et auquel aucun reproche ne peut être adressé. Membre correspondant de l'Institut de France, il est fort instruit dans les sciences chimiques et métallurgiques, dans l'archéologie et l'histoire; il parle plusieurs langues avec une rare facilité. C'est enfin un homme d'élite, à tous égards.

La chute de Louis-Philippe, qu'il n'a jamais aimé, et la proclamation de la République, pour laquelle il ne s'est jamais senti aucune répugnance, l'ont surpris sans l'étonner. Quelques jours avant les élections générales pour la Constituante, un maire d'une commune voisine vient solliciter de sa générosité quelques secours pour ses administrés, en proie à la détresse la plus affreuse. M. de Luynes, suivant son habitude, accorde une somme toute princière; mais, cette fois, contre son habitude, il y met une condition rigoureuse, c'est qu'il n'en sera pas parlé avant les élections. L'intermédiaire a gardé religieusement le secret convenu, ce qui n'a pas empêché le peuple de Seine-et-Oise d'envoyer M. de Luynes à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 63,441 suffrages, le cinquième, après l'ouvrier mécanicien Lécuyer, sur la liste des douze élus du département. Ce n'est, en définitive, ni un républicain de la veille, ni même un républicain du lendemain; c'est un honnête homme, qui ne transigera jamais avec sa conscience.

PAGNERRE.

Cet ancien secrétaire-général du Gouvernement provisoire a eu l'honneur d'une double élection. Il a obtenu 136,117 voix dans le département de la Seine et 55,612 dans celui de Seine-et-Oise, où il est né et pour lequel il a opté.

(*Voir le département de la Seine.*)

PIGEON.

Né à Palaiseau le 18 juillet, il fit ses études à Paris et fut admis à l'École polytechnique. De l'École d'application de Metz, il passa dans un régiment d'artillerie, mais il donna bientôt sa démission pour se livrer exclusivement à l'agriculture, carrière

qu'ont parcouru et que suivent encore ses nombreux parents. Comme presque tous les élèves de nos écoles spéciales, il a toujours eu des principes très libéraux, et a salué, avec bonheur, la Révolution de Février. Il ne songeait point, toutefois, à solliciter le mandat électif. Ce sont les suffrages spontanés de ses concitoyens qui sont venus le trouver. On a regretté, cependant, de le voir présenté au choix du peuple sous le patronage et en compagnie d'anciens conservateurs ; mais on est certain qu'il saura effacer promptement la tache de ce péché originel. 75,290 voix l'ont élu, comme par acclamation, le premier sur la liste des douze représentants de Seine-et-Oise.

REMILLY (OVIDE).

Il est né à Versailles le 28 brumaire an ix. Son père, il y a quelque quinze ans, était marchand de cuirs dans cette ville. Spéculateur assez habile, il se retira du commerce après y avoir amassé ce qu'on appelle une fortune honnête. Son fils, se destinant au barreau, y débuta sans éclat et l'abandonna sans bruit.

Sa vie politique date de 1838. Il prit part à la Révolution de Juillet, et marcha contre Charles X sur Rambouillet. Quelques-uns de ses amis fondèrent alors, dans le chef-lieu de Seine-et-Oise, un journal patriote, qui leur attira d'abord des éloges en raison de la fermeté de leurs principes ; l'avocat Rémilly s'associa à leurs travaux ; mais bientôt l'autorité, devenue plus susceptible, se fit menaçante contre l'audacieuse feuille départementale ; et Rémilly jugea à propos de se retirer. On le nomma membre du conseil municipal, adjoint, puis maire, puis on le décora ; enfin, Dieu et M. le préfet aidant, il fut envoyé, en 1837, à la Chambre des députés, après avoir fait, devant les électeurs de Versailles, une profession de foi, dont quelques vieilles têtes du pays gardent encore la mémoire et qu'il serait à-propos de rapprocher aujourd'hui de celle qu'il a cru devoir faire dernièrement en se portant candidat à l'Assemblée nationale. C'est ce que les malins du pays appellent *les Métamorphoses d'Ovide*.

Pour être juste, cependant, nous ne devons pas omettre que son administration a été marquée par des améliorations notables : constructions de halles, établissements du gaz, extinction de la mendicité, démolition des ignobles barraques qui déshonoraient la ville de Louis XIV, etc., etc.

On se rappelle peut-être qu'il fut, au Palais-Bourbon, le premier auteur de la fameuse proposition sur les *incompatibilités*, qu'on étouffa plus tard, mais qui ne laissa pas de lui donner un

certain parfum passager de libéralisme. On n'a pas oublié, non plus, sans doute, qu'il est l'auteur de la proposition d'un impôt sur les chiens.

Maire, député, membre de la Légion-d'Honneur, beaucoup de personnes, malgré son origine plébéienne, allongeaient son nom d'une particule, sous Louis-Philippe, et l'appelaient M. de Rémilly. On assure même qu'un jour de bonne humeur, le roi déchu, après une longue course dans les galeries de Versailles, le fit baron *in petto* et qu'il a ses lettres de noblesse en poche.

Il avait déclaré, à l'occasion de son vote contre l'Anglais Pritchard et de son refus de flétrissure contre les cinq députés légitimistes qui étaient allés à *Belgrave-Square*, qu'il ne briguerait plus la députation. Il fut néanmoins réélu en 1846, pour la troisième fois, représentant de Versailles, à une majorité de 344 voix sur 415 votants.

Il avait siégé jusqu'alors au centre, ne sollicitant toutefois et n'acceptant aucune place salariée, ni pour lui, ni pour les siens. Dans la dernière session de l'ancienne Chambre, il se sépara du ministère Guizot. 52,172 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le dixième sur la liste des douze élus de Seine-et-Oise.

Le représentant Rémilly est un cavalier de belle taille, encore vert, d'une physionomie régulière, à la voix forte, au regard un peu dédaigneux, au ton sec et tranchant. Il se passionne très vite dans la discussion, montre quelquefois de l'audace dans l'attaque, mais manque, presque toujours, d'à-propos et d'adresse dans la réplique. Au sein de la Constituante, il n'a pas encore donné signe de vie.

SÈVRES (DEUX-).

Niort. — 8 Représentants.

BAUGIER.

Il est né à Niort en 1809. Son père, homme d'énergie et de haute intelligence, l'éleva dans les principes de la Révolution française. Il fit avec succès ses études dans sa ville natale, et son droit à Poitiers. Fort jeune, il manifesta les plus heureuses dis-

positions pour les arts et s'appliqua particulièrement au dessin. Il a constamment poursuivi le but de doter son pays des institutions démocratiques les plus larges, tout en développant, dans la société, le sentiment du beau et de l'honnête.

Après les journées de Juillet 1830, à peine âgé de vingt-un ans, il fonda, avec quelques courageux amis, le journal républicain *l'Indépendant*, qui cessa de paraître sous la pression des lois de septembre. A la tête de l'action politique du département, pendant les longues semaines qui séparent la semaine de Juillet de celle de Février, administrateur, à la fois, et organisateur, il fut appelé à prendre place dans les conseils de la ville et dans les sociétés savantes du pays, contribua à fonder celle de statistique, le musée de Niort, divers comices agricoles, plusieurs associations philanthropiques; et son habile crayon reproduisit les monuments qui couvrent le sol des Deux-Sèvres, dolmens gaulois, églises romanes ou gothiques, donjons féodaux, etc. Son érudition qu'attestent de nombreux mémoires, l'a fait nommer membre de la Société géologique de France et du conseil d'administration de la Société française pour la conservation des monuments historiques.

Il a écrit des notices qui figurent dans les comptes-rendus des travaux des sociétés de statistique et d'agriculture; il a fondé et rédigé, avec son collègue à la Constituante Jules Richard, la *Chronique des Deux-Sèvres*, journal dévoué aux intérêts populaires. Sous son influence, le collège électoral de Niort élut Michel de Bourges, en 1837, et son collègue actuel Maichain, en 1846. Il ne manqua qu'une voix à Carrel en 1834 pour être nommé député de ce département.

L'ex-préfet ne voulut jamais appeler M. Baugier à l'administration de la ville de Niort, bien qu'il se trouvât mêlé à toutes les mesures d'intérêt public; et le chef-lieu demeura, par suite de cet inconcevable mauvais vouloir, soumis au régime des commissions municipales provisoires pendant plus de quatre ans. La Révolution de Février a revêtu M. Baugier du titre si bien mérité de maire de Niort; et, peu de semaines après, le département, en lui accordant plus de 45,000 suffrages, l'a appelé dans les rangs de l'Assemblée nationale, où il remplit courageusement son devoir.

BLOT (JEAN-FRANÇOIS-JOSEPH).

Né à Étreux (Aisne) le 22 avril 1781, il entra, le 2 mai 1802, au vingt-sixième régiment de chasseurs à cheval, fut nommé

sous-lieutenant à l'issue de la bataille d'Austerlitz, puis lieutenant, passa, avec le même grade, dans les chasseurs de la garde impériale, dont il commanda la douzième compagnie pendant les campagnes de 1813 et 1814, fut, à la première Restauration, détaché, avec trois compagnies, pour concourir à la formation du deuxième de chasseurs, dont il commanda la compagnie d'élite pendant les Cent-Jours, et fut mis à demi-solde, avec le grade de capitaine, à la seconde Restauration.

Las de cette vie inactive, il forma, avec ses frères, anciens militaires comme lui, un établissement de filature de laine dans les Deux-Sèvres, le premier de ce département, qui en compte aujourd'hui plusieurs.

Depuis qu'il habite la contrée, il n'a cessé d'y propager les doctrines de liberté, marchant à la tête de l'opposition, et offrant, dans sa vie, l'exemple de toutes les vertus du vrai républicain. Aussi son nom était-il dans toutes les bouches au moment des élections pour l'Assemblée nationale, et il a été spontanément choisi pour représentant du peuple, sans avoir, le moins du monde, sollicité les suffrages de ses commettants. C'est un homme grand et robuste encore, malgré ses cheveux blancs.

BOUSSI.

Agé de cinquante-trois ans, né à Thonars (Deux-Sèvres), il était, en 1830, avocat au barreau de Bressuire, où il s'était fait une honorable clientèle, lorsqu'il abandonna tout à coup cette position pour aller combattre à Paris, dans la presse, sous le drapeau des opposants du 9 août. Cette détermination était si complètement arrêtée dans son esprit, qu'il crut devoir lui sacrifier une place de procureur du roi que Dupont (de l'Eure) lui offrait à Bourbon-Vendée.

Un journal existait alors dans la capitale, qui, fondé, avant la Révolution de Juillet, par Charles Comte, Auguste et Victorin Fabre, sous le titre de *Tribune des départements*, venait de prendre celui de *la Tribune*, et avait pour principaux rédacteurs Germain Sarrut et Armand Marrast. Boussi devint un de leurs plus énergiques collaborateurs; criminaliste savant, abstracteur érudit, ce fut un brûlot incendiaire qui s'attacha, dès lors, sans pitié, aux flancs du vaisseau monarchique.

Après les journées de Juin, sa vie se trouvant menacée par les rigueurs de l'état de siège, il se réfugia à Tours avec Germain Sarrut. Arrêtés, tous deux, dans cette ville, ils y subirent

un mois d'emprisonnement. Rendu à la liberté, il reprend la plume et ne la quitte qu'après avoir rédigé le dernier numéro de *la Tribune*.

A la mort de Carrel, Gisquet étant préfet de police, on arrête, de nouveau, Boussi, malade et alité; on l'accuse de complicité dans un attentat commis sur la personne de Louis-Philippe; mais il n'a pas de peine à prouver qu'il n'est allé se promener du côté de Neuilly que dans les plus pacifiques intentions, et porteur, pour toute arme, d'un parapluie, comme le roi lui-même. Après trois jours de secret, M. Zangiacomi prononce son élargissement.

Dix ans se sont écoulés depuis. Boussi, dont la santé est fort délabrée, a demandé à la province un peu de calme et est allé se retremper dans la vie de famille. Il ne fallait rien moins qu'une révolution républicaine radicale pour le rappeler en champ clos. Ce n'est pas, toutefois, sans de grands obstacles qu'il est arrivé à la Constituante; les votes légitimistes de l'arrondissement de Parthenay lui en fermaient le chemin, et il n'y fût point parvenu sans les suffrages unanimes des deux arrondissements de Niort et de Melle.

CHARLES AÎNÉ.

Il est né en 1804, à Breloux, canton de Saint-Maixent. Son père, patriote de la première Révolution, a rempli, entre plusieurs fonctions administratives, celle de membre de ce district; il jouit d'une grande influence dans le pays.

Charles aîné, élevé au collège de la Trinité à Niort, est un agriculteur distingué, pratique et théoricien à la fois, justifiant, par l'application raisonnée et partielle, la supériorité des nouvelles méthodes. Son renom de cultivateur et d'éleveur est justifié par de pleins succès. Type de l'ouvrier agricole et du propriétaire intelligent, il encourage, de sa main, les travaux des champs, et consacre, ensuite, à l'étude de la politique et de l'histoire les moments de loisir que lui laissent ses occupations habituelles.

Il n'a point recherché la députation. C'est avec effort et pour accomplir un devoir, qu'il a cédé aux vives instances, non pas de ses amis seulement, mais du pays entier. Quand le décret de convocation de l'Assemblée nationale a été rendu, son nom a été, en effet, des premiers proférés par l'opinion publique. Exempt de toute ambition personnelle, il ne désire que voir la France grande et heureuse, le crédit rétabli, le commerce flo-

rissant, la confiance dans les esprits et la paix dans les cœurs; puis, il reviendra au sein de sa famille recommencer son ancienne vie. Tel est le plus ardent de ses vœux.

CHEVALLON.

Agé de cinquante ans, né à la Mothe-Sainte-Héraye, élève du lycée Napoléon; à peine sorti de l'enfance, il prit un fusil et courut, avec quelques-uns de ses condisciples, repousser l'invasion étrangère; puis, ayant achevé ses humanités, il étudia le droit à Poitiers, et devint secrétaire de Manuel, le célèbre député de la Vendée. Admis dans l'intimité de tous les libéraux avancés de l'époque, lié avec le poète Béranger, reçu *carbonaro* et membre de toutes les sociétés secrètes qui minaient la royauté, propagateur ardent des doctrines déferées à tous les tribunaux exceptionnels, il voyagea en Allemagne, en Espagne, en Italie, pour établir des rapports avec les patriotes étrangers, n'épargnant, dans cette lutte infatigable, ni sa fortune, ni sa personne. Lors de l'affaire Berton, il se trouvait à Poitiers et faillit délivrer ses complices.

Membre du comité de la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, il eut, ainsi que ses collègues, dans les premiers jours d'août 1830, une conférence avec le lieutenant-général Louis-Philippe, qui allongeait déjà une main téméraire vers la couronne de Charles X. Ils venaient entendre le futur monarque, qui, de son côté, croyait qu'une audience lui était demandée; M. Thiers était l'auteur de cette double méprise. Louis-Philippe n'ayant exposé aucun de ses moyens de gouvernement: « Eh bien! lui dirent les membres du comité, nous vous ferons de l'opposition; » et ils se retirèrent.

On sait si M. Chevallon a tenu parole. Le roi, pour se l'attacher, lui fit offrir la préfecture de la Vienne, qu'il refusa; et, depuis ce jour, devenu simple fabricant de chaux hydraulique dans les environs de Niort, il n'a pas cessé de protester, par tous ses actes publics, contre le régime du gouvernement déchu. Le département des Deux-Sèvres l'en a récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale.

DEMARÇAY (HORACE).

Propriétaire, né à Paris en 1812, il est le fils aîné du général Demarçay, député, pendant vingt ans, du département de la Vienne, et connu par l'énergie de son opposition, par la vigueur

de ses sorties contre le pouvoir et surtout par la fermeté de ses principes. Élevé dans la religion protestante, ainsi que son frère Camille, Horace Demarçay, après avoir reçu une brillante et solide éducation à Paris, alla, sous la tutelle d'un gouverneur, terminer ses études dans une université d'Allemagne. Il s'attacha surtout aux sciences naturelles et devint un chimiste distingué; plusieurs mémoires présentés par lui à l'Académie des sciences lui ont valu des encouragements et des éloges qu'il a justifiés par de nouveaux efforts. Comme son père, Horace Demarçay est un homme positif, peut-être trop *mathématique* et à principes trop rigoureusement arrêtés, mais, comme son père aussi, c'est un citoyen d'une portée politique irrécusable. Il représentait déjà, depuis plusieurs années, le département des Deux-Sèvres à l'extrême gauche de la Chambre des députés, lorsqu'a éclaté la Révolution de Février.

Sérieux, réfléchi, quelque peu timide, il a peine à s'exposer aux débats de la tribune et ne suit point, en cela, l'exemple de son père qui ne manquait jamais d'éclairer de ses lumières les questions importantes, mais qui, ordinairement, s'attachait trop aux détails. M. Horace Demarçay est, lui, très sobre de paroles, mais, s'il se mêle aux luttes parlementaires, on peut être certain qu'il combattra toujours par son vote les mesures qui tendraient à compromettre les intérêts ou la grandeur du pays.

Il est de taille moyenne; sa chevelure est blonde; son visage, doux et réfléchi; sa réserve passe, trop souvent, pour de la fierté aux yeux des gens qui ne le connaissent pas. Le général Demarçay était remarquable par la rectitude de son jugement, par des connaissances solides et variées; mais ses habitudes de commandement l'avaient rendu fort impatient dans les débats et trop absolu dans ses décisions. On reconnaît au fils toutes les qualités du père, sans avoir ce dernier défaut à lui reprocher. En l'appelant à l'Assemblée nationale, à une grande majorité, le département des Deux-Sèvres a voulu lui prouver que, sous la République comme sous la monarchie constitutionnelle, il avait les mêmes droits à toute sa confiance.

MAICHAIN (DÉSIRÉ).

Agé de 45 ans, originaire du département des Deux-Sèvres, c'est un médecin estimable de Niort, démocrate sincère, le cœur plein de tous les sentiments qui honorent l'humanité, et dont l'esprit supérieur rachète les formes un peu communes. Il a rendu, depuis longtemps, son nom populaire dans la contrée

par son dévouement de tous les jours au service des malheureux. Député de Niort à la dernière Chambre, il y avait été appelé à remplacer M. David par toutes les oppositions réunies aux élections de 1842. Celui-ci s'était fait remarquer au Palais-Bourbon par des allures assez équivoques, à cheval entre le centre gauche et le centre ministériel, passant, par soubresauts et saccades, de l'opposition au pouvoir et *vice versâ*, flottant enfin, avant sa mort, et, sans doute, pour le repos futur de son âme, dans les limbes de cette pauvre Chambre. M. Maichain, lui, imperturbablement assis à l'extrême gauche, n'y fit jamais défaut par ses votes à la cause de la démocratie et du progrès.

Quand la Révolution de Février a éclaté, environné de l'estime et de l'attachement de tous ses concitoyens, il n'a pas hésité à accepter le titre de commissaire de la République et est parvenu à se concilier tous les esprits par son administration bienveillante et modérée. On n'a eu à lui reprocher, parfois, qu'un peu de faiblesse, accusation qui ne l'a pas empêché, du reste, d'assurer, dans un département fort entaché de légitimisme, le succès des élections républicaines, et d'empêcher toute espèce de désordres. Le peuple démocrate des Deux-Sèvres l'en a récompensé en le nommant son représentant à l'Assemblée nationale.

RICHARD (JULES).

Né en 1810 à la Mothe-Sainte-Héraye, il a fait ses études et son droit à Poitiers. Sa carrière politique date de la Révolution de 1830, époque où il suivait encore les cours de la Faculté. *L'Echo du Peuple*, journal démocratique de la Vienne, reçut les premières confidences de son âme expansive et déjà franchement républicaine. Rentré dans ses foyers, Richard préféra les douceurs de la vie de famille à l'exercice de la profession d'avocat; mais, mettant à profit ses loisirs et l'instruction qu'il avait acquise dans de fortes études, il sut remplir, à la fois, les devoirs d'époux et ceux de citoyen. Il continua à travailler à *l'Echo du Peuple* et publia, sous le patronage de la société de Statistique des Deux-Sèvres, dont il est un des membres les plus laborieux, plusieurs études historiques sur les Constituants, sur les Conventionnels, sur les élections du département qui l'a vu naître, puis, enfin, un important ouvrage, en 2 volumes in-8°, sur l'administration des Deux-Sèvres depuis la Révolution de 89.

Président des conférences des instituteurs, il a donné tous ses soins à l'instruction primaire de son canton et a su se faire des amis dévoués de tous ces hommes utiles. Défenseur de leurs in-

térêts matériels au conseil municipal dont il est membre, il a inscrit son nom parmi ceux des fondateurs de toutes les sociétés philanthropiques qui sont venues en aide aux pauvres travailleurs de la contrée.

Il a pris une part active à toutes les luttes électorales de ces dernières années. Alors que l'élection de M. Auguis n'était pas douteuse dans l'arrondissement de Niort, il transféra son domicile politique dans cet arrondissement, afin d'assurer une majorité démocratique à l'élection de Michel (de Bourges). Quand il fallut, plus tard, donner un successeur à Auguis, ce fut Richard qui proposa et fit triompher à Melle l'élection de M. Horace Demarçay. Enfin, au mois de janvier 1846, il fut un des fondateurs et des directeurs de la *Chronique des Deux-Sèvres*, qui devait préparer l'avènement de la République, en minant, sans pitié, la corruption et les abus de la monarchie de Louis-Philippe.

38,600 suffrages ont récompensé Richard de ses travaux et de son dévouement civiques, en l'envoyant à l'Assemblée nationale, où ses votes sont acquis à toutes les mesures démocratiques.

SOMME.

Amiens. — 14 Représentants.

ALLARD.

La ville d'Amiens n'a point d'homme plus estimable que M. Allard; elle l'a nommé membre de son conseil municipal et lieutenant-colonel de sa garde nationale. Il exerce, depuis longtemps, la présidence de la Chambre des notaires. Cet honorable citoyen, né en 1796 à Rugny (Ain), a surtout fait preuve d'un grand zèle patriotique dans les circonstances difficiles du mois de février dernier; il n'a pas quitté l'uniforme avant que l'ordre fût rétabli, et l'on peut dire qu'il ne s'est rétabli que par lui. Il professe des opinions libérales, mais c'est un partisan de la modération en matière politique. Il fait partie du comité des finances, et a été appelé à l'Assemblée nationale par 112,536 suffrages.

BLIN DE BOURDON (MARIE).

M. le vicomte Blin de Bourdon, né à Amiens en 1782, fut appelé au conseil-général le 27 décembre 1812. Nommé préfet provisoire le 10 juillet 1815, ses concitoyens l'envoyèrent siéger à la Chambre *introuvable*.

Nommé chef d'état-major des gardes nationales de la Somme, le 20 mars 1816; maire d'Amiens, le 9 mai suivant; préfet de l'Oise, le 27 juin 1823; préfet du Pas-de-Calais, le 1^{er} septembre 1824; officier de la Légion-d'Honneur, le 12 décembre 1827; réélu à la Chambre en mars 1843, il fut continué dans les mêmes fonctions en 1824, 1827, 1830, 1834, 1837, 1839 et 1842. Les électeurs du collège de Doullens lui continuèrent leur confiance en 1844 lors de sa démission donnée à l'époque de la flétrissure, et firent de même en 1846.

Les habitants de la Somme l'ont appelé, en avril dernier, à l'Assemblée nationale en lui donnant 128,373 suffrages. C'est la douzième fois que ses concitoyens lui confèrent leur mandat. Les électeurs de son canton viennent de le nommer au conseil-général.

BEAUMONT.

M. Beaumont, né en 1793, est un ancien capitaine de husards, aujourd'hui propriétaire, membre du conseil-général de l'agriculture et du conseil-général de la Somme. Député de l'arrondissement de Péronne, l'agriculture avait trouvé en lui un défenseur éclairé. En toute occasion, il plaidait ce grand intérêt national, pour lequel des améliorations ont été arrachées, par ses assiduités intelligentes, à l'incurie ministérielle.

Personne n'était plus assidu aux séances, plus zélé, plus ardent aux travaux parlementaires; il votait ordinairement avec la gauche Odilon Barrot. Quand il faisait quelque infidélité à ce drapeau, c'était en faveur d'une idée à lui, jamais en faveur du ministère. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 138,453 voix.

CRÉTON.

Né à Amiens en 1794, il figure le premier sur la liste des députés de la Somme. Avocat très distingué, jouissant d'une position et d'une fortune indépendantes, il s'est mis depuis longtemps au service des idées progressives, qu'il représentait à la dernière Chambre de la royauté déchue. Ce n'est pas toutefois en qualité de républicain pur qu'il a été envoyé à l'Assemblée

nationale. On s'est contenté, sur ce point, du *bien*, en attendant le *mieux*, mais M. Créton, orateur éloquent et profond légiste, est aussi un très honnête homme, et l'on était sûr qu'il ne faillirait pas à l'accomplissement du grand devoir imposé aux représentants du pays. Aussi a-t-il obtenu 137,993 suffrages.

DELATRE.

Cet agriculteur manufacturier, né à Ramburel (Somme), est âgé de cinquante-trois ans. Membre du conseil d'arrondissement d'Abbeville, il s'y est posé, jusqu'à ce jour, en partisan des idées et de la tactique du centre gauche. Comme industriel, il occupe un certain nombre d'ouvriers, dont sa bienfaisance le fait chérir. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 113,896 voix.

DUBOIS.

C'est ce représentant, né à Amiens, âgé de cinquante-huit ans, qui a proposé à l'Assemblée nationale de régler définitivement les attributions de la Commission exécutive. Il a été, quinze ans, médecin, et, chose rare, il s'est dégoûté de la médecine pour se faire agriculteur et même horticulteur. Il dirige, en cette qualité, une vaste exploitation rurale. Honnête homme, ayant appartenu à l'ex-gauche dynastique, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 84,919 suffrages.

FOURMENT (DE).

Propriétaire et manufacturier, né à Roy (Ardennes), il est âgé de cinquante-huit ans. Fils d'un riche propriétaire de la Somme, il entra, d'abord, dans la carrière administrative et fut sous-préfet à Rhétel. Mais bien lui prit d'abandonner cette partie pour se livrer à l'industrie. Il établit, à l'abbaye de Cercant-les-Frévant, une immense manufacture de tissage de laine; les mérinos, les draps d'été et les laines filées qu'il produit, sont renommés dans le commerce. En politique, c'est un goguenard : il l'est même aujourd'hui plus que jamais. Dans le monde, c'est un homme d'esprit, quelque peu caustique encore. Il a, du reste, des formes très aimables. 105,269 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale.

GAUTHIER DE RUMILLY.

Dès les premières années de la Restauration, M. de Rumilly,

né à Paris le 8 décembre 1792, consacrait sa parole à la défense des causes libérales. Il plaida pour le *Censeur Européen*, rédigé par M. Comte. Il défendit M. Cauchois-Lemaire dans l'affaire du gouvernement occulte, et le colonel Sauzet devant la Chambre des pairs. Mais, c'est surtout la défense courageuse de l'un des quatre sergents de La Rochelle qui lui acquit l'estime des bons citoyens. Élu député en 1831, il siégea à gauche et s'associa à tous les actes de l'opposition. Il signa le compte-rendu, traita, avec supériorité, les questions de douanes, de finances et de voies de communication; il était *très prohibitif*; défenseur des industries indigènes, il avait pris en horreur le sucre colonial; jamais il n'en mit un atôme dans son café; il fait, au contraire, une énorme consommation de sucre de betterave. Son rapport sur les sucres souleva une vive discussion en 1842. Il a constamment combattu, avec énergie, le gouvernement personnel, la politique du juste-milieu et le déplorable ministère du 29 octobre. Le 23 février 1848, il signa l'acte d'accusation de ce ministère.

Sans affecter aucune prétention à l'éloquence, M. Gauthier de Rumilly parle avec convenance et à propos. Sa diction est facile. Il a les traits distingués et la physionomie bienveillante. 137,995 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale.

LABORDÈRE.

Président du tribunal civil d'Amiens, né à Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne), âgé de cinquante ans, c'est un magistrat savant et intègre; l'estime générale lui a toujours été acquise; ses opinions politiques sont modérées.

Le 30 mai dernier, dans la discussion sur le décret destiné à déterminer les rapports de l'Assemblée nationale avec le Pouvoir exécutif, M. Labordère fit ajouter à l'amendement, proposé par la Commission, ces mots tout à l'avantage de la Chambre : *Dans les circonstances extraordinaires dont le Président sera seul juge.* Cet amendement, ainsi modifié, fut adopté à l'unanimité. Il a été élu par 83,326 voix.

MAGNIER (ÉMILE).

Propriétaire-cultivateur à Ytres (Somme), âgé de cinquante-cinq ans, il est né de parents agriculteurs. Son grand-père, député à la Convention, faisait partie des modérés. Son père était républicain par tradition et par tendance; et lui-même a

toujours manifesté l'intention de suivre la ligne politique de sa famille.

C'est un homme aimé et honoré dans le pays. Il s'est beaucoup occupé de l'industrie agricole, et il donne de sages conseils aux cultivateurs du canton. Il suit, comme il l'a promis, une ligne politique modérée à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 130,431 voix.

MOREL-CORNET.

Né à Jumel (Somme) le 10 août 1794, propriétaire très considéré dans le département, comme homme de bien et d'intelligence, M. Morel est un ancien négociant d'Amiens, ancien adjoint au maire; il est encore membre du conseil municipal de cette ville, vice-président de la chambre de commerce et président du Tribunal de commerce. Il est enfin inspecteur du travail des enfants dans les manufactures.

Ce n'est rien moins, cependant, qu'un homme politique; c'est un modéré dans toute l'acception du mot; mais, dans les crises politiques, les exagérés brillent et les modérés pèsent le plus. Il fait partie du comité du commerce et de l'industrie à l'Assemblée nationale, à laquelle il a été élu par 105,835 voix.

PORION.

Propriétaire, né à Amiens le 1^{er} août 1805, il a rempli des fonctions importantes qui prouvent la confiance et l'estime de ses concitoyens. Adjoint à la mairie, avant le 24 février, il fut nommé alors président de la commission municipale provisoire et, bientôt après, maire de sa ville natale. Il s'est montré à la hauteur de cet important mandat en maintenant cette localité dans le plus grand ordre et en l'administrant avec fermeté et sagesse. Ces antécédents sont de bon augure. — Élu par 136,677 voix.

RANDOING (JEAN-BAPTISTE).

Manufacturier, né à Cusset (Allier) le 22 avril 1798, il est regardé comme un père par les ouvriers qu'il emploie. Tous se souviendront, avec la plus vive reconnaissance, de ce qu'il a fait pour eux dans les moments difficiles; aussi, le jour où sa nomination à l'Assemblée fut connue, fut-il un beau jour pour eux; et ils l'ont célébré par des démonstrations qui ont dû pa-

raître à M. Randoing la plus douce des récompenses. Nous aimons à consigner ces simples faits dans l'histoire.

Il est commandant de la garde nationale d'Abbeville, président du Tribunal et président de la chambre de commerce, membre du conseil général de la Somme et du conseil général des manufactures et du commerce, et chevalier de la Légion-d'Honneur.

Il dirige avec succès un établissement créé par Colbert, en 1665, et qui a été le berceau de la fabrication du drap fin en France. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 110,059 voix.

TILLETTE DE CLERMONT.

Propriétaire, né à Abbeville le 4 décembre 1789, il est entré au service en 1809, et en est sorti en 1818, capitaine à la légion de la Somme (77^e de ligne). Il est maire de Cambrai depuis 1826, et a été, pendant dix ans, président du comice agricole de l'arrondissement d'Abbeville. Il fut envoyé à la Chambre en 1842, par le collège de cette ville. Il ne s'y est pas représenté en 1846. M. Tillette siégeait à l'extrême droite, mais tous ses votes étaient acquis à l'opposition. Il fait partie du comité des cultes à l'Assemblée nationale, où il a été élu par 153,148 voix.

TARN.

Alby. — 9 Représentants.

ARAGON (D').

Agé de 40 ans, né à Lobeux, arrondissement d'Alby (Tarn), d'une noble et ancienne famille, fils d'un pair de France, il était député à la dernière Chambre, où il était arrivé aux élections générales de 1846. Beaucoup d'activité, une parole facile, une noble impatience annoncèrent bientôt en lui un ferme défenseur du progrès et de la liberté. Siégeant sur les bancs de la gauche, ses tendances avaient pris, dans les derniers temps, une allure tout à fait démocratique. On l'avait vu à la tête du banquet qui, peu de semaines avant la chute de Louis-Philippe,

avait porté l'agitation dans tout le département du Tarn. Ses concitoyens l'avaient envoyé à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 74,616 suffrages, le premier sur la liste de leurs neuf élus. Il est mort dernièrement à Paris, entouré des regrets de ses collègues. C'est un nouveau représentant à élire pour le département du Tarn.

CARAYON-LATOUR (EDMOND).

Agé de 39 ans, né à Bordeaux, il est fils du richissime receveur-général de la Gironde, mort l'an dernier, en lui laissant en partage, avec ses frères, une fortune d'autant plus considérable, qu'il s'en était mieux interdit la jouissance dans le grand esprit d'ordre qui le caractérisait. Sa mère, qui est fort avant dans les secrets de la légitimité, conserve, dit-on, au fond de l'âme un culte fervent pour la branche aînée des Bourbons. Son fils marche assez peu dans les voies maternelles; et, longtemps avant la chute de Louis-Philippe, il avait compris qu'à l'époque où nous vivons, la France n'a plus de questions personnelles à résoudre.

Il a travaillé, durant plusieurs années, dans les bureaux de son père; mais il a si peu d'ambition, qu'il avait refusé d'être receveur-général à son tour, et préférerait passer tranquillement sa vie à faire valoir ses belles propriétés. Aussi est-il fort estimé dans la contrée; partout on vante son inépuisable charité, qui se plaît à soulager toutes les misères.

Il était arrivé à l'ancienne Chambre aux élections de 1846, remplaçant M. Bernardou, député conservateur de Castres. 48,043 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le troisième sur la liste des neuf élus du Tarn.

GISCLARD.

Agé de 45 ans, né à Alby, d'une famille de négociants, c'est un ancien élève de l'École polytechnique, qui suit lui-même la carrière commerciale, au milieu de l'estime de tous ses concitoyens. Sa haute intelligence, non moins que sa stricte probité, lui a valu la présidence du Tribunal de commerce de sa ville natale. Homme grave, réfléchi, d'une fermeté de caractère inébranlable, il a, de tout temps, appartenu à l'opposition libérale. 55,580 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le second sur la liste des neuf élus du département du Tarn.

MOUTOU (L'ABBÉ PIERRE).

Il est né à Masnau, arrondissement de Castres, le 12 vendémiaire an VIII de la République, d'une famille d'humbles cultivateurs. Entré, à dix ans, au petit séminaire de Lafage, il y fit ses études jusqu'à la théologie, dans laquelle il vint s'instruire au séminaire de Castres. Ordonné prêtre à Montpellier, il entra, à vingt-six ans, dans la carrière du professorat, dont il a parcouru, onze ans, tous les degrés, depuis les classes les plus élémentaires jusqu'à celles de philosophie et de théologie inclusivement. Toute sa vie a été consacrée à l'enseignement; et la jeunesse qu'il a élevée, conservant de lui le plus tendre souvenir, lui a voué une reconnaissance éternelle.

Chanoine honoraire de la métropole d'Alby, directeur du séminaire de Castres, aumônier, depuis 1823, de la maison d'arrêt de cette ville, il a créé des débouchés aux travaux des détenus et forcé les riches à ouvrir leur bourse aux malheureux. Il est très aimé des ouvriers dont il a employé un grand nombre à la construction de son séminaire, qu'il aide souvent de ses conseils, et dont il a souvent réglé les différends avec leurs patrons. Il a fondé, enfin, une maison destinée à l'instruction des filles pauvres, laquelle renferme deux cents élèves, cent à pension gratuite, et cent à deux cents francs de pension par an.

Candidat à l'Assemblée nationale, entre les trois listes du département, il a figuré sur deux, celle des ouvriers et celle des républicains modérés. Sa profession de foi est un modèle de probité religieuse et politique. 41,476 suffrages l'ont envoyé à la Constituante, le sixième sur la liste des neuf élus du Tarn. La population protestante, fort nombreuse dans le département et qui lui est tout à fait sympathique, a voté pour lui. Il fait partie du comité des cultes.

PUYSÉGUR (VICTOR DE).

Riche propriétaire, âgé de trente-sept ans, né à Rabastens (Tarn), d'une noble et très ancienne famille, M. de Puysegur n'est point un homme nouveau en politique; c'est un collaborateur assidu de M. de Genoude, qui a travaillé, d'une manière active, à la *Gazette de France*. Ce journal résume ses vœux, ses tendances, et il suffit d'en lire quelques numéros pour avoir le secret de toutes les pensées du nouveau représentant du peuple. Adversaire déclaré du dernier gouvernement, homme d'ordre et

de progrès, il se fût classé, par ses opinions franchement libérales, dans les rangs de l'opposition de gauche la plus avancée, si ses idées en matière de transmissibilité du pouvoir exécutif ne l'avaient fixé dans les voies de l'extrême droite. Fidèle au principe de la légitimité, il n'a pas varié depuis le dernier triomphe du peuple, auquel il prétend assurer toutes les institutions républicaines, pourvu qu'on lui concède à son tour l'hérédité dans la constitution du pouvoir. 36,910 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le dernier sur la liste des neuf élus du Tarn.

REY (PHILIPPE).

Né à La Bastide (Tarn) le 9 juillet 1793, il fit ses études au lycée de Toulouse, qu'il quitta en 1811 pour entrer à l'École de Saint-Cyr, d'où il sortait, dès 1812, avec l'épaulette de sous-lieutenant. Le 2 juin 1813, il assistait à la bataille de Lutzen; le 4, il était nommé lieutenant; le 20, il était blessé à la bataille de Bautzen; enfin, le 7 novembre 1813, il devenait adjudant-major. On marchait vite à cette époque de luttes gigantesques; car tout l'avancement avait lieu sur les champs de bataille. La plus brillante carrière s'ouvrait donc devant le jeune Rey.

Les événements de 1814 vinrent tout à coup la lui fermer. Soldat brave et dévoué, fidèle enfant de la France et du drapeau tricolore, son sort fut promptement fixé. Le 12 août, il était mis en non-activité. Au retour de Napoléon, il rejoint l'armée, mais le désastre de Waterloo le force de rentrer dans ses foyers et, cette fois, tout à fait licencié.

Ce n'est qu'en 1819, sous le ministère libéral du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qu'il est rappelé au service actif. Une campagne s'ouvre en 1823. L'adjudant-major Rey ne tarde pas à s'y distinguer; il est cité dans les 14^e, 27^e et 34^e bulletins, il est mis à l'ordre du jour de l'armée pour sa belle conduite, il est proposé pour le grade de chef de bataillon, mais, si ses talents et son courage parlent haut en faveur de son avancement, ses opinions de citoyen font le plus grand tort à ses titres militaires. On se rappelle trop l'officier à demi-solde; et lui est trop loyal, trop franc, pour faire, un seul instant, mystère de ses tendances patriotiques.

Nommé, enfin, chef de bataillon, en 1830, il resta dix ans dans ce grade, parce qu'avec la même loyauté et la même franchise, il ne dissimula point les sentiments de répulsion que lui inspirait un gouvernement de favoritisme, de corruption et de vénalité. Pourtant, il continua à remplir avec le même zèle tous

ses devoirs militaires. Promu à un grade supérieur, il eut à subir de nouvelles injustices : 18 lieutenants-colonels, moins anciens que lui, lui furent préférés, quoiqu'il se trouvât à la tête du classement fait par le comité de l'infanterie. En 1844, il obtint enfin le commandement du 60^e de ligne, qui, dirigé avec la justice et la fermeté qui caractérisent le colonel Rey, et avec son expérience de trente-sept ans, devint bientôt un des plus beaux régiments de l'armée. Le 26 février, il prenait l'initiative pour faire supprimer la couronne royale des plaques de shakos.

Appelé à l'Assemblée nationale par 40,908 suffrages, le septième sur la liste des neuf élus du Tarn, il y contribue de tous ses efforts à l'établissement d'un gouvernement démocratique. Il fait partie du comité de la guerre, où son expérience est fort utile.

On l'a confondu à tort avec un soi-disant colonel Rey, colonel de par le Gouvernement provisoire, comme tant d'autres, accusé d'avoir manqué de fermeté lors de l'invasion de l'Hôtel-de-Ville le 15 mai, et enfermé aujourd'hui au donjon de Vincennes. Celui-ci n'a jamais servi la France, il était simple officier dans le contingent français de l'armée libératrice de don Pedro en Portugal; il n'y a enfin aucun degré de parenté entre le brave colonel du 60^e de ligne et lui. Le véritable colonel Rey n'a pas quitté le 15 mai son siège de représentant pendant l'envahissement de l'Assemblée nationale.

SAINT-VICTOR (DE).

C'est encore un ancien militaire, âgé de cinquante-cinq ans, né à Lavaur, d'une famille noble. Entré au service sous l'Empire, il fit avec distinction les campagnes d'Allemagne et fut souvent cité comme un brave officier, comme un homme d'honneur par excellence. Quand il a quitté l'armée, il était chef d'escadron dans la garde royale. Il professait des opinions légitimistes, très avancées, avant la Révolution de Février. Appelé à l'Assemblée nationale par 37,393 suffrages des plus modérés, le huitième sur la liste des neuf élus du département, il saura, par son intelligence et sa droiture, se mettre à la hauteur de toutes les situations où la patrie aura besoin de son dévouement.

TONNAC DE VILLENEUVE (HIPPOLYTE).

Né à Montmirail (Tarn) le 23 août 1796, ancien élève de l'École Polytechnique, il quitta l'École d'application de Metz pour entrer

dans le génie. Ses camarades, dans cette arme, n'eurent jamais qu'à se louer de sa fraternité; et ses chefs, de ses connaissances remarquables et de ses excellents services. Capitaine en non activité par suite d'infirmités temporaires, il appartient à l'opinion légitimiste, ce qui ne se rencontre pas, on le sait, très fréquemment parmi les officiers de l'artillerie et du génie. En dehors de ce penchant qui tient peut-être à des souvenirs de famille, c'est un esprit naturellement fort libéral, un cœur plein de noblesse et de patriotisme, qui préférera toujours le bien de la France, sa sûreté, sa liberté, son bonheur, à toute satisfaction de vœux et de sentiments personnels. 44,046 voix des plus modérées l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le quatrième sur la liste des neuf élus de son département.

VOISINS (ÉTIENNE DE).

Riche propriétaire, âgé de trente-cinq ans, né à Lavar (Tarn), d'une ancienne famille, fort légitimiste, il a constamment voyagé pour étudier les mœurs et les institutions des différents peuples; et, comme cela arrive d'ordinaire, plus il a vu l'étranger, plus il a aimé sa patrie, plus il s'est mis à rechercher les moyens de la rendre aussi heureuse que possible. C'est donc un homme dévoué à la France, et constamment prêt à lui sacrifier tout souvenir qui pourrait compromettre la paix et la liberté publiques. Envoyé à l'Assemblée nationale par 41,487 suffrages, le cinquième sur la liste des neuf élus du Tarn, homme nouveau en politique, mais homme consciencieux par-dessus tout, on s'accorde à garantir qu'il tiendra infiniment plus qu'il n'a promis à ses électeurs.

TARN-ET-GARONNE.

Montauban. — 6 Représentants.

CAZALÈS (EDMOND DE).

Né le 31 août 1804 à Grenade-sur-Garonne (Haute-Garonne), il est fils du célèbre Cazalès, de l'Assemblée constituante de 1789. Il suivit, d'abord, la carrière de la magistrature, et fut juge-au-

diteur à Provins, de 1827 à 1829. Ces fonctions ne lui permettant pas de se livrer à ses travaux de philosophie religieuse, qui devenaient, de plus en plus, le besoin de sa vie, il jeta de côté la toge, et devint rédacteur plus actif du *Correspondant* et de la *Revue Européenne*, recueils auxquels il a travaillé de 1827 à 1834. Professeur à l'Université catholique de Louvain (Belgique) de 1835 à 1837, il a été ordonné prêtre en 1843, et est aujourd'hui vicaire général et supérieur du grand séminaire de Montauban. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 22,674 voix, le cinquième sur la liste des six élus de Tarn-et-Garonne.

DELBREL (ANDRÉ-MICHEL).

Du fils du constituant nous arrivons, sans transition, au fils du conventionnel. Pierre Delbrel, père de notre représentant, siégea à la Convention, aux Cinq-Cents et à la Chambre des Cent-Jours. André-Michel, né à Moissac (Tarn-et-Garonne) en 1802, est digne de cette origine par son patriotisme et son dévouement à la République; toujours il a été fidèle aux traditions paternelles. Après avoir achevé ses classes, il étudia la médecine et fut reçu, en 1825, docteur à la Faculté de Montpellier. Livré, depuis lors, aux travaux de cabinet et à l'exercice de son art, il s'est acquis l'estime et l'affection de tous par ses habitudes de bienfaisance et de modestie, par ses mœurs simples et austères. Aussi, quoiqu'il fût resté constamment étranger à la vie publique, au bruit du choc des gouvernements impopulaires tombant les uns sur les autres, quoiqu'il se fût borné à concentrer le souvenir de son père dans ses foyers comme dans un tabernacle, l'avènement de la République a fait tourner vers lui tous les regards de ses compatriotes; et il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 19,888 suffrages, le dernier sur la liste des six élus du département de Tarn-et-Garonne, immédiatement après Edmond de Cazalès.

DETOURS (HIPPOLYTE).

Il est né en 1800 à Moissac (Tarn-et-Garonne), d'un père qui a servi la République de 1791 à 1797, est devenu adjudant-général et a refusé tout traitement de la nation, se contentant des remerciements du comité de salut public.

Son fils était substitut du procureur du roi en 1830; il se démit de ses fonctions à la Révolution de Juillet, pour rester fidèle à ses serments. Un sentiment d'honneur qu'on appréciera, et une grande antipathie pour la branche d'Orléans, le retinrent dans les

rangs légitimistes tant que la France lui parut hostile à la forme républicaine, mais, même à cette époque de sa carrière politique, il appartenait, en réalité, à la cause de la démocratie, qu'il soutenait avec la plus grande énergie, se montrant, sans cesse, le zélateur ardent du suffrage universel.

Rentré au barreau en 1837, il devint bientôt un des avocats les plus distingués du midi de la France. Appelé à plaider dans les grandes affaires politiques de la contrée, c'est dans ces brillantes luttes qu'il se lia avec Th. Bac, avec qui il marche aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Il a brillé dans un grand nombre de Cours d'assises, à Pau, à Agen, à Carcassonne, à Cahors, etc. Il participe, en 1841, à la défense des accusés de Toulouse. Il plaide à Cahors pour M^e Gras, avocat, frappé, en pleine audience, par M. Bourdousquié, ingénieur. Cette affaire eut un grand retentissement; elle intéressait l'ordre entier des avocats; M. Detours le représenta dignement, et sa plaidoirie imprimée a été considérée par un critique en renom comme la plus éloquente exposition des droits de la défense.

Fidèle aux principes que lui avait légués son père, et attaché désormais par dévouement à la cause de la démocratie, il s'est signalé, dans les luttes politiques des quinze dernières années, par les manifestations réformistes qu'il a provoquées dans le pays. Grâce à la position indépendante que lui avaient faite, et son absence de tout esprit de parti, et son égal attachement aux intérêts de l'ordre et à ceux de la liberté, il était l'interprète, le représentant des hommes honorables, quelles que fussent leurs opinions. Les patriotes de toutes les nuances ont soutenu deux fois sa candidature à la Chambre des Députés, sous le règne de Louis-Philippe.

Après la proclamation de la République, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par toutes les opinions consciencieuses, à une majorité de 23,932 voix, le quatrième sur la liste des six élus de Tarn-et-Garonne. Il a tenu jusqu'ici fidèlement les promesses faites à ses électeurs. Il défend tous les intérêts légitimes; mais ce qui le caractérise énergiquement par dessus tout, c'est son dévouement ardent aux intérêts populaires et sa résolution de préserver de toute atteinte la liberté religieuse, qu'il regarde comme la première base de toute société civilisée. Assis dans les rangs des démocrates, il vote avec l'extrême gauche, mais sans esprit de parti. Tous les côtés de l'Assemblée peuvent compter sur lui pour la défense des vérités qu'ils représentent.

Il a déjà fait preuve, dans les bureaux, et pendant la discussion du projet de constitution, de grandes études politiques,

et de sentiments émanés d'un cœur élevé, exempt de violence, de haine et des préventions de systèmes ou de castes.

FAURE-DÈRE (BERTRAND-MARIE).

Il est né le 4 novembre 1787 à Bouillac (Tarn-et-Garonne), d'une honnête famille bourgeoise. Son père, à la première Révolution, fut maire, ou agent national de sa commune, et président de l'administration du canton de Verdun-sur-Garonne.

Ayant achevé ses études au collège de Sorèze, il se destinait à l'état militaire, et voulait se présenter à l'Ecole polytechnique, mais son père, qui avait sur lui d'autres vues, l'envoya étudier le droit à la Faculté de Toulouse, qui venait de se rouvrir. Reçu licencié à la fin de 1810, il fut nommé conseiller auditeur à la Cour impériale de Toulouse par décret daté d'Erfurt le 15 novembre 1811, en même temps que le baron de Montbel, depuis ministre de Charles X, dont il est demeuré constamment l'ami, malgré la divergence de leurs opinions politiques.

Il exerça ces fonctions jusqu'en avril 1816. Durant les Cent-Jours, l'ex-conventionnel Delbrel ayant été envoyé à la Chambre des représentants, il fut délégué à Moissac par le grand-juge ministre de la justice, pour y présider par intérim le tribunal de première instance. Il y siégea, à sa place, depuis le 20 mai jusqu'au 7 juillet 1815, et alla reprendre ensuite à Toulouse ses premières fonctions.

Destitué à la fin d'avril 1816, lors de la réorganisation de la Cour royale de Toulouse, il ne rentra dans la magistrature que le 2 décembre 1828, sous le ministère Martignac. Les amis qu'il avait conservés à Toulouse, le firent nommer, à son insu, juge au tribunal de Montauban, fonctions qu'il ne voulut accepter qu'à la condition de rentrer bientôt au sein de la Cour. Toutefois son opposition, qui augmentait avec les événements, ne lui aurait jamais permis d'y arriver, sans la Révolution de Juillet. Ce fut le vénérable Dupont (de l'Eure) qui se chargea de tenir la promesse qui lui avait été faite, en le nommant, le 29 octobre 1830, conseiller à la Cour de Toulouse. Il est encore aujourd'hui en possession de cette place, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait prononcé sur les incompatibilités.

Nommé, en juillet 1834, député par l'arrondissement de Castel-Sarrazin (Tarn-et-Garonne), il fut réélu en 1834, et manqua son élection en 1837; mais, la Chambre ayant été dissoute, il fut de nouveau honoré du mandat de ses concitoyens en mars 1839; il le conserva jusqu'à la dissolution de 1843, des motifs

graves de santé l'ayant forcé alors de se condamner à la retraite.

Durant sa carrière parlementaire, il vota constamment avec l'opposition et presque toujours avec l'opposition la plus avancée, repoussant toutes les lois funestes, toutes les mesures acerbes, tous les traités déshonorants. Signataire du compte-rendu publié par l'opposition, il n'a point voté pour les lois de septembre, comme quelques journaux, *le Temps* entre autres, l'ont prétendu. La vérité est qu'il a voté contre la première de ces lois mise en discussion. Voyant alors l'immense majorité acquise au ministère, il jugea sa présence inutile à Paris et se retira pour aller présider les assises de Tarn-et-Garonne, qui s'ouvraient à Montauban le 24 août 1835. Il vota donc contre la première de ces lois, et il était absent lors du vote des deux autres, qu'il n'eût pas manqué de repousser également, et à plus forte raison, s'il était resté à la Chambre.

Depuis la Révolution de Février, ses concitoyens, croyant devoir le rappeler sur la scène politique pour aider à la fondation de notre jeune République, il s'en est défendu jusqu'à la fin de mars, pensant, d'un côté, qu'il fallait des hommes nouveaux pour tirer tout le parti possible d'une situation nouvelle, et, de l'autre, redoutant les nombreuses infirmités dont l'âge l'a trop tôt accablé. Nonobstant cette sage réserve, 32,614 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le deuxième sur la liste des six élus de Tarn-et-Garonne.

MALEVILLE (LÉON DE).

Né en 1802, reçu avocat en 1823, il travaillait encore, en 1828, dans le cabinet de M. Hennequin, lorsque M. de Preissac, son oncle, nommé préfet du Gers, l'emmena avec lui et en fit son secrétaire particulier. La Révolution de Juillet ayant appelé M. de Preissac à la préfecture de la Gironde, M. de Maleville devint secrétaire-général de cette préfecture. L'oncle et le neveu quittèrent Bordeaux en 1833.

M. de Maleville fut élu député en 1834 par le collège de Montauban. Il était alors le plus jeune membre de la représentation nationale. Il vota, pendant la session de 1835, contre toutes les dispositions des lois de septembre, appuya le cabinet du 22 février, et rentra dans l'opposition à la chute de ce ministère. Nommé sous-secrétaire d'État à l'intérieur sous le 1^{er} mars, il tomba avec ce cabinet, et devint un des plus vigoureux adversaires du vingt-neuf octobre. Il a constamment suivi la fortune

de M. Thiers, dont il est un des plus grands amis et un des plus fervents admirateurs.

Sa figure est ronde, ouverte, souriante; il dominait sur son banc par sa taille élevée et sa corpulence; c'était le tambour-major de la légion de M. Thiers, dont les principaux officiers siégeaient aux alentours, comme des éclaireurs au milieu d'un camp ennemi.

Sans être éloquent, M. de Maleville est un discuteur spirituel, mordant, avec lequel le verbeux Duchâtel n'avait pas beau jeu. C'était toujours sur lui qu'il s'acharnait impitoyablement à propos de manœuvres électorales. Ayant déclaré, un jour, à la tribune qu'il connaissait le tarif de certaines consciences, il fit baisser incontinent les yeux à beaucoup de membres de la majorité.

Malgré cette opposition, ou plutôt à propos de cette opposition, il avait été nommé à la vice-présidence en remplacement de M. Hébert. C'était un méchant tour des conservateurs progressistes, qui voulaient montrer leurs forces aux ministres et les avertir par là de se bien tenir, s'ils voulaient ne pas perdre leur appui. Sa position politique, qui l'appelait nécessairement au pouvoir dans toute combinaison succédant au cabinet Guizot, l'amenait fréquemment à la tribune. Il a traité, avec talent, les questions du recensement, de la réforme pénitentiaire, du recrutement, des chemins de fer, du secret des lettres, de l'indemnité Pritchard, etc., etc. Il représentait le collège de Caussade à la dernière législature. Il était, de plus, membre du conseil général de Tarn-et-Garonne. Il est, enfin, officier de la Légion-d'Honneur.

Appelé à l'Assemblée nationale, le premier des six élus de son département, avec une majorité de 43,349 voix, il a confessé, depuis l'avènement de la République, que M. Guizot avait eu raison de traiter d'*aveugles* et d'*ennemis* ceux qui poussaient aux banquets réformistes. Dans le festin politique auquel il a pris lui-même la plus large part, il ne croyait boire, a-t-il dit, qu'à la mort du ministère. Malgré sa légitime ambition, M. de Maleville n'en est pas moins un talent remarquable, un esprit libéral, qui, tôt ou tard, se ralliera à la République.

ROUX (ÉTIENNE-HIPPOLYTE-PAUL).

Sa famille est ancienne dans la magistrature; son père fut, plus de trente ans, juge ou président du tribunal de première instance de Montauban. Né lui-même dans cette ville, au mois de

brumaire an xii, il fut destiné à suivre la carrière du barreau. Il paraît, pour la première fois, sur la scène politique en 1829 : Traduit en police correctionnelle pour délit de presse, il est renvoyé devant le tribunal de Toulouse pour cause de suspicion légitime, et acquitté, avec ses amis Constans et Lacaze, sur la plaidoirie du célèbre Romiguière. Nommé, en 1830, substitut du procureur du roi par Dupont (de l'Eure), il est destitué, en 1834, par M. Persil, comme entaché d'opinions républicaines.

Depuis, avec le concours de quelques coreligionnaires politiques, il fonde, à Montauban, *le Courrier de Tarn-et-Garonne*, journal destiné à combattre la candidature électorale de M. Janvier, et à rallier toutes les nuances de l'opposition. Il se présente lui-même comme candidat aux dernières élections contre ce redoutable adversaire, et balance, quelque temps, ses chances.

Après la Révolution de Février, la garde nationale de Montauban, depuis longtemps dissoute, s'empresse de le mettre à sa tête en se réorganisant; il fait aussi partie de la commission municipale provisoire. Républicain doublé de modération et de fermeté, il joue un rôle important dans les protestations de sa ville natale contre l'administration du citoyen Joly et de ses sous-commissaires. Il a obtenu 28,557 voix pour l'Assemblée nationale, et figure le troisième sur la liste des six élus de Tarn-et-Garonne.

VAR.

Draguignan. — 9 Représentants.

ALLEMAND AÎNÉ.

Cet honorable représentant, né à Draguignan le 24 décembre 1797, est un ancien marchand, aujourd'hui riche banquier, qui, comme autrefois Jacques Laffitte, a donné de fréquentes preuves de patriotisme. Son libéralisme, sous la Restauration, était énergique. Républicain modéré, homme de progrès, financier très intelligent sous Louis-Philippe, il appartient à cette catégorie de démocrates purs que la Révolution de Février a pu surprendre sans les étonner. Homme nouveau en politique, comme les demandaient les fameuses circulaires de M. Ledru-Rollin, il ne comprendra jamais, dans l'Assemblée nationale,

où il a été appelé le quatrième sur la liste des neuf élus du Var, par 34,362 suffrages, la liberté telle que la veulent ces esprits exagérés qui en poussent les conséquences jusqu'à l'anarchie.

ANDRÉ (MARIUS).

Contre-maître et non, comme on l'a dit, simple ouvrier au port de Toulon, né à la Bastide et âgé de quarante ans environ, il a mérité par son caractère honnête, son jugement sain et ses mœurs irréprochables, d'être désigné par ses camarades aux suffrages de tout le département. Patriote sincère, il a été élu représentant du peuple à l'Assemblée nationale par 35,605 voix, le troisième sur la liste des neuf députés du Var. Gagnant son pain de chaque jour à la sueur de son front, il est parvenu, en consacrant à l'étude une partie du temps destiné au repos, à acquérir les lumières indispensables à l'accomplissement de la grande mission que ses concitoyens lui ont confiée.

ARÈNE.

Agé de cinquante ans, ancien avoué à Toulon, appartenant, sous la Restauration, à l'opinion libérale, et, sous le règne de Louis-Philippe, au parti de la réforme, il a certainement fait preuve, dans ses modestes fonctions, de la probité la plus stricte, du zèle le plus intègre pour les intérêts qui lui étaient confiés, de l'intelligence la plus large de tous les devoirs de sa profession. C'est un parfait honnête homme. La Révolution de Février l'a appelé au poste de commissaire du Gouvernement provisoire à Toulon, et il s'y est fait chérir de tous ses concitoyens par sa fermeté et sa modération. Ils l'en ont récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 24,392 suffrages, le dernier sur la liste des neuf élus du département. A la Constituante, il aura toujours une boule blanche à déposer dans l'urne du scrutin en faveur des mesures qui auront pour but de rendre la République florissante et glorieuse.

ARMAND (HENRI).

Agé de cinquante ans, né à Draguignan, il se destinait d'abord à la médecine, mais ses études furent interrompues en 1814 par l'invasion étrangère. Volontaire durant les Cent-Jours, il se fit industriel, à son retour dans ses foyers, et ne tarda pas à devenir suspect à la Restauration. Tout le monde à Dragui-

gnan connaissait le confiseur patriote. Il fut du petit nombre de ceux qui n'ajoutèrent aucune foi aux promesses de Juillet. C'était, dès cette époque, un républicain sincère, dont l'administration départementale redoutait beaucoup l'influence. Il fut impliqué, en 1834, dans le procès d'Avril.

Il a salué, avec transport, l'avènement de la République, objet, depuis longtemps, de tous ses vœux ; et ses concitoyens l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, avec un contingent de 30,704 suffrages, le cinquième sur la liste de leurs neuf élus. Homme d'un noble caractère et d'un patriotisme ardent, il y travaillera, de toutes ses forces, à asseoir l'avenir durable d'un gouvernement franchement républicain, désireux qu'il est de faire triompher les véritables principes démocratiques dans les conditions inséparables de l'ordre et de la liberté. C'est, en outre, le représentant naturel des intérêts commerciaux de la contrée.

BAUME (EDMOND).

Né à Toulon, âgé de quarante ans, il est fils d'un pauvre compositeur d'imprimerie. Enfant du peuple, les contrôles de la marine et des chantiers du port natal constatent son baptême de misère et de souffrance. A dix ans, il était à bord des vaisseaux *l'Impérial* et *le Borée* ; de douze à vingt ans, ouvrier sur le quai. Ce qu'il est devenu depuis, il ne le doit qu'à lui-même, aux heures de nuit qu'il a consacrées à l'étude, et non au repos, pour apprendre, en quelques années, à travers des privations de toutes sortes, et avec le secours de quelques cœurs généreux, ce que les favorisés de la fortune n'apprennent pas en moins de dix années.

En 1830, trouvant que celui que le peuple venait de couronner, parce qu'il lui promettait des institutions républicaines, faisait immédiatement dévier la révolution de Juillet au profit exclusif du trône et d'une aristocratie nouvelle, il publia un journal républicain : *le Patriote de Toulon et du Var*.

Les réquisitoires ne lui manquèrent pas ; on l'accusa d'attentat contre la royauté, contre la société ; il ne manqua pas, non plus, aux réquisitoires, avouant tous ses articles, et couvrant de sa responsabilité ceux que des plumes amies confiaient à sa discrétion. En face de la justice, il ne démentit rien de ses principes, il ne renia rien de ses convictions. Les archives de la Cour d'assises du Var disent combien de fois sa liberté, son existence furent compromises, combien de fois le jury, voyant en lui un

citoyen honnête, et appréciant la franchise de ses opinions, prononça en sa faveur des verdicts d'acquiescement.

Il présida, en 1833, le banquet patriotique offert aux députés Garnier-Pagès et Laboissière; il concourut, dans le département, à l'organisation des associations pour la défense et la liberté de la presse. Les lois de septembre vainquirent seules sa persévérance, et arrêtaient ses efforts de propagande. En juin 1835, il fit un appel public aux républicains, à l'apparition du choléra dans Toulon. Enfin, la fiscalité du pouvoir central étouffant le *Patriote*, il quitta sa ville natale pour venir prendre place au barreau de Paris, où son talent et son caractère lui assignent un rang distingué.

25,935 voix l'ont porté à l'Assemblée nationale, le huitième sur la liste des neuf élus du Var. Republicain de vieille date, convaincu, ferme, désintéressé, ne voulant de place, ni pour lui, ni pour les siens, il aspire à une république grande et glorieuse, basée sur la paix, l'ordre, la liberté, et ennemie de tout despotisme, de toute anarchie. Il admire et honore les penseurs socialistes, mais il ne consentira jamais à leur livrer, avant l'épreuve et la démonstration pratique, les principes sacrés sur lesquels repose la société.

CASY (JOSEPH-GRÉGOIRE).

La République, issue de la Révolution de 89, vit le jeune Casy, né à Auribeau (Var), le 8 octobre 1787, s'embarquer, comme simple novice pilotin. La République de 1848 le retrouve vice-amiral et le fait ministre de la marine. Parti de Toulon le 7 novembre 1803, il était nommé aspirant le 23 septembre 1804, et devenait, le 12 juillet 1808, enseigne de vaisseau, après avoir fait partie des escadres des amiraux Cosmao et Gantheaume. Lorsque les vaisseaux russes le *Moscou* et le *Saint-Pierre* s'étaient réunis à la flotte française, il avait été choisi par ce dernier chef, pour servir, auprès du commandant étranger, dans les indications relatives aux signaux et aux évolutions navales. Il avait fait également partie, dès 1805, de l'état-major de la frégate la *Pomone*, montée par le prince Jérôme Bonaparte, qui avait reçu la mission d'aller réclamer à Alger les esclaves génois, lors de la réunion de la Ligurie à l'Empire.

Nommé lieutenant de vaisseau le 16 juillet 1816, il embarqua successivement, comme second, sur les corvettes le *Rhinocéros* et la *Ciotat*. En 1819, il partit sur le vaisseau le *Colosse*, monté par le contre-amiral Jurien, qui allait, avec une divi-

sion, établir des relations commerciales dans l'Amérique du sud.

Quand la guerre d'Espagne de 1823 fut terminée, il fit, sous les ordres du contre-amiral Rosamel, cette longue campagne de la *Marie-Thérèse*, qui ne dura pas moins de quarante-deux mois, et après laquelle il fut successivement nommé chevalier de la Légion-d'Honneur et capitaine de frégate.

En avril 1827, il publia son *Extrait analytique de la tactique navale*, travail qui manquait à la marine et qui fut accueilli avec beaucoup de faveur. Puis, après quelques mois de repos, il embarqua, comme second, sur le vaisseau le *Breslaw*, qui se plaça bientôt au premier rang dans l'escadre du Levant. On sait la part que M. Casy prit, en cette qualité, dans l'expédition de Grèce, à la reddition des places de Navarin, Coron, Modon et du fort de Morée. On sait aussi par quelle manœuvre prompte, brillante et hardie, le *Trident*, dont le commandement lui fut confié en 1828, se fit remarquer dans l'escadre franco-anglaise, envoyée aux Dardanelles pour empêcher l'entrée du général Diebitch à Constantinople, à l'issue de la victoire du Balkan. L'admirable organisation de ce vaisseau et son habile manœuvre faisaient dire à l'amiral de Rigny que, si la France en avait soixante comme celui-là, elle serait, avant deux ans, la première puissance maritime du globe.

Après l'évacuation de la Morée et la séparation des escadres combinées, le *Trident* fit partie des expédition d'Alger et de Tripoli. Il fut ensuite réuni aux forces navales que le gouvernement dirigeait contre le Portugal, où régnait alors don Miguel, dont les Français avaient beaucoup à se plaindre. L'amiral Hugon, commandant une division de cinq vaisseaux, choisit le *Trident* pour y arborer son pavillon, et se rendit devant le Tage sous les ordres de l'amiral Roussin, qui avait le commandement en chef de toute l'escadre. L'entrée du fleuve fut forcée, et don Miguel se soumit à l'éclatante réparation qu'on exigeait de lui. A peine le feu eut-il cessé, que l'amiral Roussin fit complimenter M. Casy sur ses habiles manœuvres pendant l'action, ajoutant qu'il pouvait dès lors se considérer comme officier de la Légion-d'Honneur. Le brevet lui en fut effectivement adressé le 20 août 1834; il avait été nommé capitaine de vaisseau le 9 janvier de la même année.

Le commandant Casy quitta alors le *Trident* et se rendit à Cherbourg sur la frégate la *Calypso*; il fit aussi partie, avec cette frégate, du blocus de la Hollande. Il fut ensuite appelé au commandement du vaisseau le *Duquesne*, avec lequel il fit partie

de l'escadre franco-anglaise qui se forma dans les Dardanelles en 1833, par suite de l'entrée de l'armée russe dans Constantinople après la bataille de Nézib. Les escadres s'étant séparées, le *Duquesne* alla prendre le commandement de la station de Napoli-de-Romani. Il se joignit, plus tard, aux escadres d'évolution formées sous les ordres des amiraux Hugon, Massieu de Clerval et du capitaine Gautier; et M. Casy fut détaché de cette dernière pour commander une division de deux vaisseaux, d'une corvette et d'un bateau à vapeur, qu'il dirigea vers les côtes d'Afrique.

Au retour, il fut nommé, en février 1836, commandeur de la Légion-d'Honneur. En 1837, il recevait le prince de Joinville, en qualité de lieutenant, à bord du beau vaisseau *l'Hercule*, armé de 100 canons. Dans cette circonstance, l'enfant du peuple ne se laissa pas éblouir par le prestige de la naissance : comme fils du roi, le lieutenant de vaisseau fut traité avec le respect qui lui était dû; comme subordonné dans la hiérarchie navale, il eut à se soumettre à toutes les exigences du service et d'une discipline sévère.

A l'occasion de cette campagne, toute d'apparat, nous citerons sa sortie remarquable de New-Port par un vent contraire. Les officiers américains, ainsi que les pilotes, déclaraient *impossible* le louvoyage dans la baie avec un vaisseau de cent canons. Le commandant voulut prouver encore une fois que *ce mot n'est plus français*. Toute la population accourut pour assister à cet imposant spectacle, elle se répandit sur la côte, tandis qu'une nuée d'embarcations couvrait la rade. Le prince de Joinville en voyait plusieurs n'osant se risquer entre l'avant du vaisseau et la roche la plus saillante. Un commandement mal exécuté, un peu d'hésitation dans la manœuvre pouvait tout compromettre. La population suivait avec anxiété la marche de *l'Hercule* au milieu de tous ces écueils. Elle ne laissa rien à désirer, et la difficulté fut habilement vaincue. La rade retentit alors des cris de *vive la France!* poussés par les habitants émerveillés. L'équipage électrisé y répondait par ceux de *vive notre commandant!*

Durant cette relâche de New-Port, M. Casy avait été assez heureux pour conserver à ses armateurs le trois-mâts *l'Alexandre*, avec sa cargaison, dont le capitaine s'était emparé, à la suite de crimes qui firent tomber sa tête sur l'échafaud. Le commerce de Bordeaux lui a décerné, à cette occasion, une épée d'honneur.

Le vaisseau *l'Hercule* a clos la carrière de M. Casy comme capitaine. Nommé, en 1839, contre-amiral et major-général de

la marine à Toulon, il conserva ce poste jusqu'au commencement de 1844. Appelé alors au commandement d'une division de l'escadre de la Méditerranée, ayant son pavillon à bord du trois-ponts *le Souverain*, il devint, plus tard, second commandant de cette belle escadre, composée de dix-huit vaisseaux, et reçut ensuite le commandement en chef d'une division de six vaisseaux, qu'il conduisit à Brest, ayant son pavillon à bord du *Suffren*.

L'amiral Casy fut chargé, vers cette époque, de deux missions, l'une, en Portugal, qui le retint près de six mois dans le Tage, l'autre, à Tanger, où il alla demander des explications sur des coups de fusil tirés sur les troupes du général Bedeau, et observer les dispositions du Maroc à l'égard de la France.

Il quitta le commandement de son escadre en février 1844, et vint s'établir à Paris, où il publia son travail sur l'organisation du personnel d'un vaisseau. « Casy et moi, dit l'amiral Lalande, en présence des capitaines de son escadre du Levant, à propos de la publication de cet ouvrage, avons fait une campagne de trente mois, comme lieutenants à bord du même vaisseau. Nous nous sommes retrouvés, en 1828, lui commandant *le Trident*, et moi *la Fleur-de-Lys*, dans l'escadre franco-anglaise. En 1833, nous commandions, dans une nouvelle escadre anglo-française, lui *le Duquesne*, et moi *la Ville-de-Marseille*. Eh bien ! messieurs, mon opinion est que si nous avons été ennemis, c'est moi qui aurais été prisonnier du commandant Casy. »

Nommé préfet maritime à Rochefort, le 28 août 1844, il fut élevé au grade de vice-amiral, le 17 décembre 1845, et quitta cette préfecture le 20 janvier 1848. C'est pendant son administration que furent découverts, poursuivis et punis les gaspillages et les vols commis dans ce port.

Après la Révolution de Février, il fut successivement nommé membre du conseil d'amirauté et ministre de la marine. Le département du Var l'a envoyé à l'Assemblée nationale, à une majorité de 26,998 suffrages, le septième sur la liste des neuf élus de ce département. Ce choix honore le pays autant que le représentant qui en a été l'objet, car l'amiral Casy est un homme de cœur, dévoué à la France, et dont l'esprit éminemment organisateur peut être fort utile à la République dans les circonstances difficiles où elle se trouve placée.

GUIGUES (LUCIEN).

Né à Callas-du-Var (Provence) en 1808, il était, avant 1830,

membre correspondant de la Société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, qui a si puissamment contribué à la chute de la branche aînée. Quand les ordonnances de Charles X parurent, il fut le premier à protester à Aix, où il était avocat. Ce fait, qualifié crime alors, lui valut de grandes persécutions, même après la victoire du peuple.

Ami de Garnier-Pagès l'ainé, comme de Lafayette, il fut proposé pour une place de substitut qu'il refusa, parce que, dès les premiers jours du règne de Louis-Philippe, il était facile, suivant lui, de prévoir que la réaction l'emporterait bientôt. Aussi, dès 1831, il était désigné comme l'un des chefs du parti démocratique dans le Midi. A l'occasion des événements de juin 1832, il subit une visite domiciliaire. Précédemment il avait contribué de sa bourse à toutes les condamnations pécuniaires qui avaient frappé la presse démocratique, comme il y a contribué depuis.

Actionnaire et correspondant de plusieurs journaux, M. Guigues a toujours écrit, parlé et agi dans l'intérêt de la cause du peuple. En 1835, il fut impliqué dans le fameux procès d'avril, si justement appelé *procès-monstre*. A cette époque et depuis, il a subi jusqu'à sept visites domiciliaires.

En 1839, il fonda, avec un autre citoyen, à Aix en Provence, le premier journal démocratique qui ait été publié dans cette ville, et qui ait vulgarisé des principes, qui étaient encore peu connus et partout calomniés. C'était *l'Ère nouvelle*, dont la rédaction en chef lui fut confiée.

Enfin, après la Révolution de Février, il fut nommé commissaire de la République dans le département du Var, où il a obtenu de ses compatriotes, sans démarches, sans sollicitations d'aucune espèce, le mandat de représentant du peuple, à une majorité de 36,019 voix. Il vote avec la gauche dans toutes les questions politiques importantes.

MAUREL (MARCELLIN).

Il est né en 1807 à Vence (Var), où il est domicilié. C'est une ville de trois à quatre mille âmes, aux environs de laquelle il possède de belles propriétés. Homme de bien, il a toujours fait un noble usage de sa fortune, et semé, de tous côtés, sur ses pas de nombreux bienfaits. Professant des opinions aussi libérales que modérées, il a dû à la sincérité de son patriotisme d'être appelé, le premier de ses concitoyens, à l'Assemblée nationale, à une majorité de 52,279 voix. Il n'avait jamais servi aucun régime, il avait souvent protesté contre les turpitudes et les abus

de tous. Il veut que les représentants du peuple n'aient rien de commun avec les anciens députés, qu'ils ne soient plus des agents obligés de sollicitations et qu'ils cessent de dérober à leurs devoirs publics le temps que réclament des ambitions illégitimes. Il a déclaré aux intrigants de haut et bas étage qu'il n'était pas leur homme, qu'il ne leur avait rien demandé et qu'il ne leur devait rien, qu'ils feraient, enfin, fausse route en s'adressant à lui. C'est là un beau langage, que bien peu comprennent malheureusement en ce saint temps de République.

PHILIBERT (JULES-THOMAS).

Son aïeul, jurisconsulte éclairé, fut membre de l'Assemblée législative, qui succéda à la Constituante. Son père était avocat. Il est né lui-même à Saint-Julien-le-Montagnier (Var), le 6 juin 1789. Orphelin de très bonne heure, il fit son cours de droit à Aix et alla se fixer à Aulps (Var), ville de trois mille âmes, située à 22 kilomètres de Dragnignan, qui était le pays de sa mère et où vivait encore son aïeul maternel, M. de Taurenné, vieillard respectable, auquel il ferma les yeux.

Sa position sociale, ses travaux agricoles, bien entendus, ses principes libéraux, connus de tous, l'appelèrent, en août 1830, au conseil général du département. Quand le personnel de ces conseils fut soumis à l'élection, il se vit honoré des suffrages de plusieurs cantons, et opta pour celui où il a son domicile et où il a toujours été réélu depuis.

Maire d'Aulps depuis longues années, il a été maintenu dans ses fonctions par le gouvernement républicain. Ami du peuple, fondateur dans sa commune d'écoles élémentaires, d'une salle d'asile et de greniers d'abondance, renommé, au conseil général, par la manière dont il y élabore les plus importantes questions, homme de mœurs douces et d'opinion modérée, estimé de tous, sans exception, il a dû à son incontestable popularité d'être appelé à l'Assemblée nationale par 30,466 voix, le sixième sur la liste des neuf élus du département, bien qu'il ait cru devoir décliner longtemps cet honneur. Personne ne doute que sa conversion à la République ne soit sincère.

VAUCLUSE.

Avignon. — 6 Représentants.

BOURBOUSSON (THÉOPHILE-EUGÈNE).

Il est né à Gigondas (Vaucluse) le 6 juillet 1844. Membre du conseil général du département, républicain sincère, ami de l'ordre et de la justice, philanthrope concienieux et éclairé, médecin des eaux thermales de Vacqueiras, il s'est fait remarquer, depuis longtemps, non seulement par sa science, mais encore par son humanité envers les pauvres malades. Un tel homme était digne de figurer à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 21,562 suffrages, le dernier sur la liste des six élus de Vaucluse.

GENT (ALPHONSE).

Agé de trente-cinq ans, ancien carbonaro, avocat du barreau d'Avignon, très connu pour ses opinions radicales, il fut placé, à la Révolution de Février, à la tête du comité révolutionnaire qui se chargea, tout d'abord, de parer aux éventualités du moment. Dernier commissaire du Gouvernement provisoire, il échoua aux élections générales, mais, appuyé par l'imposante majorité des suffrages de la garde nationale, il fut nommé, par 16,000 suffrages aux élections supplémentaires du 4 juin, par suite de l'option du menuisier Agricola Perdiguier pour le département de la Seine. Mais son élection fut annulée par l'Assemblée nationale sous prévention d'avoir fait servir sa qualité de commissaire au succès de son élection. C'était une revanche à prendre. Tous les vrais républicains faisaient des vœux pour Alphonse Gent. Leur espoir n'a pas été déçu ; son triomphe a été complet, mais ce n'a pas été sans soulever les haines du parti légitimiste ; il s'en est suivi un duel, dans lequel le citoyen Gent a été blessé au bras par M. Léon de Laborde. Le bruit de sa mort, heureusement démenti, a couru un instant à l'Assemblée nationale, où il était ardemment attendu par tous les vrais patriotes.

LA BOISSIÈRE (PAUL TRAMIER DE).

Une erreur de nom a été commise dans cet ouvrage (pages 418

et 119) entre ce représentant du peuple et son collègue du département de la Charente M. Garnier de la Boissière.

Celui-ci, âgé de cinquante-deux ans, est né à Confolens (Charente). Fils d'un sénateur de l'Empire, page de l'Empereur, il se trouvait près de Marie-Louise, lors des désastres de 1814. Plus tard, il entra au service et quitta la carrière militaire en 1839, avec le grade de chef d'escadron. En 1831, il se présenta aux électeurs de la Charente, comme candidat libéral. Il fut élu député en 1839, et jusqu'en 1842 il siégea constamment sur les bancs de l'opposition, faisant une guerre rigoureuse à tous les abus.

La Révolution de Février lui a confié le soin d'organiser la République dans son département, et il s'est acquitté de cette mission en homme de tête et de cœur. Propriétaire et maître de forges, il veut pour la France une Constitution qui prévienne le retour des privilèges. Il a salué avec enthousiasme l'avènement de la démocratie au pouvoir, et l'y maintiendra contre tout effort réactionnaire. 66,388 suffrages l'ont envoyé à l'Assemblée nationale, le deuxième sur la liste des neuf élus de la Charente.

Passons maintenant au représentant de Vaucluse.

Celui-ci, né à Carpentras le 4 mars 1799, d'une ancienne famille de notaires, fort légitimistes, a servi, d'abord, dans les gardes du corps de Louis XVIII; mais, le 5 juin 1820, il donnait sa démission par suite de l'impression qu'avaient produite sur lui les violences de ses camarades sur les partisans des députés libéraux, Benjamin Constant, Chauvelin, Lafayette, Manuel, etc. Sa noble conduite, à cette époque, motiva son arrestation.

Depuis lors, jusqu'en 1830, il vécut retiré dans son département, s'occupant d'agriculture. Son âge l'appelant à la vie politique officielle, il contribua à fonder le premier comité électoral de l'opposition qui ait existé dans Vaucluse. La Révolution de Juillet l'investit de la mission d'organiser politiquement l'arrondissement de Carpentras. Nommé député en 1831, il siégea à l'extrême gauche et prit une part active à tous les votes de l'opposition. Il était, en ce temps-là, secrétaire de la célèbre réunion Lointier.

Chargé, en 1832, avec deux autres commissaires, d'organiser le convoi du général Lamarque, il fut, à la suite des événements des 5 et 6 juin, mis sous mandat d'arrêt par les conseils de guerre de l'état de siège. Obligé de se soustraire à cette juridiction qu'il refusait de reconnaître, il vint volontairement se présenter à la justice régulière du pays, le lendemain même de l'arrêt de

la Cour de cassation qui brisait l'état de siège. Là toute accusation disparut contre lui.

En 1833, il fit, avec son ami Garnier-Pagès aîné, un voyage de propagande dans le midi de la France. En 1834, il ne fut plus élu à cause de ses opinions avancées. Depuis lors jusqu'en 1848, il n'a pas cessé d'habiter le département de Vaucluse, s'occupant d'agriculture, d'industrie, et prenant part à tous les actes d'émancipation républicaine. Nommé membre du conseil général, il a exercé une haute influence sur toutes ses délibérations.

A la Révolution de Février, la République étant proclamée à Lyon le 25, dès le 26 au matin, M. Laboissière est venu de la campagne se mettre à la disposition du comité républicain de Vaucluse. Délégué immédiatement pour prendre en main l'administration départementale, il a vu confirmer cette délégation, le 10 mars, par sa nomination aux fonctions de commissaire du Gouvernement provisoire, qu'il a exercées jusqu'au moment de son départ pour l'Assemblée nationale, à laquelle il a été appelé par 38,934 suffrages, sur 50,000 votants, le premier sur la liste des six élus de Vaucluse. Grâce à son administration paternelle, ce département qui s'était fait jusqu'à ce jour une sanglante renommée dans toutes nos révolutions par ses réactions politiques, est peut-être celui de tous qui a été le moins agité à cette époque.

PIN (ELZÉAR).

Il est né à Apt (Vaucluse) le 9 août 1813. En 1830, quand il quittait à peine les bancs de l'école, le mot *république* était déjà gravé dans son cœur. A côté de ce mot, un autre ne tarda pas à s'inscrire, c'était celui de mépris pour le règne de l'égoïsme et de la peur. Depuis les beaux jours de Juillet, où la liberté ne sourit, un instant, à la France que pour se voiler bientôt, ses opinions républicaines ne se sont pas, un seul instant, démenties.

Électeur, il a constamment refusé son vote à tous les hommes qui se rattachent, de près ou de loin, à la monarchie qu'un sublime orage vient d'emporter. Agronome, il a consacré son temps et ses soins à hâter les progrès de la culture dans le midi de la France et n'a pas cessé de s'intéresser au sort des pauvres travailleurs. Soldat de la presse, il a combattu, sans relâche, pour la liberté avec les armes de la liberté. Il s'est exercé longtemps dans la presse parisienne et a fondé, plus tard, dans son département, *la Revue de Vaucluse*, dont le grand but était de détruire

les influences de clocher. Ses articles se faisaient remarquer par leur piquante causticité. Écrivain élégant, il est auteur d'une foule d'articles de littérature qui ont paru dans les journaux de Paris ou de la province, et de diverses productions remarquables, entre autres d'un volume de vers, intitulé *Poèmes et Sonnets*, publié en 1838, et dont presque toutes les feuilles et revues de l'époque ont rendu un compte favorable.

Nommé, après les journées de Février, sous-commissaire dans le département de Vaucluse, il y a fait bénir son administration paternelle et a dû à son opinion républicaine, ancienne et prononcée, l'honneur d'être appelé à l'Assemblée nationale par trente mille suffrages, le troisième sur la liste des six élus de la contrée : « J'applaudis, dit-il, dans sa profession de foi, à la paix qui est le résultat du progrès et non de la peur. J'applaudis à l'ordre, cette clef de voûte des sociétés, sans laquelle tout n'est que chaos et ruines. Je bénis la religion par qui nous sommes tous frères. Je veux marcher dans la voie la plus large de l'intelligence et du progrès, les yeux vers le ciel de l'avenir, les pieds sur les ruines du passé. »

RASPAIL (EUGÈNE).

Neveu du célèbre François Raspail, enfermé maintenant au donjon de Vincennes, et dont il est, comme beaucoup de patriotes et de savants, l'admirateur enthousiaste, il est né à Gigondas (Vaucluse) le 12 septembre 1842. Il s'est très utilement occupé d'archéologie, de numismatique, de sciences naturelles et de géologie. Il a publié plusieurs brochures sur les découvertes faites par lui de lézards fossiles. La Révolution de Février le trouva directeur de l'éclairage au gaz de la ville d'Avignon. Ses opinions franchement démocratiques et ses connaissances étendues lui ouvrirent les portes du comité républicain de cette ville, d'où il passa aux fonctions de conseiller de préfecture et de secrétaire-général. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 31,718 suffrages, le second sur la liste des six élus du département de Vaucluse.

REYNAUD-LAGARDETTE (JOSEPH-ISIDORE).

Nous allions nous mettre en mesure de rédiger consciencieusement, selon notre habitude, la notice de ce représentant du peuple, lorsqu'on nous a donné connaissance de la lettre suivante, qu'il a écrit à un de nos confrères les plus spirituels, l'auteur des *Profs critiques et biographiques des neuf cents*; et

nous nous sommes empressés de substituer la lettre à la notice ; nos lecteurs n'y perdront rien.

« Monsieur,

« Quelques erreurs se sont glissées dans la notice biographique que vous me consacrez ; permettez-moi de vous faire remarquer les plus importantes.

« Je suis né à Auriples (Drôme) vers la fin de l'année 1799, et non à Bollène (Vaucluse) en 1788, comme vous l'avez imprimé, à mon grand regret. Je me serais tu, cependant, quoique vexé, sur cette faute chronologique ; mais voici une erreur plus grave, contre laquelle il faut que je réclame, car elle ne tend à rien moins qu'à me rendre parfaitement ridicule, à cause des années supplémentaires dont il vous a plu de me charger. Je cite :

« Ardent et exalté, comme le fut jadis M. de la Boissière, son compatriote et son collègue, on dit qu'il continue à l'être : on craint qu'il ne le soit toujours... »

« Je ne sais pas si on le craint, mais je suis assuré qu'on va le croire. Ah ! monsieur, ardent et exalté à soixante-dix ans ! Il n'est que trop clair que je ne saurais m'amender... Parmi bon nombre de mes collègues qui ont lu la fatale notice, je passe pour un furieux ; et hier j'entendis l'un d'entre eux dire, au milieu d'un groupe, en m'indiquant du doigt : « Qui dirait que Reynaud-la-Gardette est septuagénaire et enragé ? » Voilà la chance que vous m'avez faite...

Mais ce n'est pas tout, quoique ce soit quelque chose :

« Explique qui pourra, ajoutez-vous, ces exagérations politiques, entretenues chez lui par un esprit aussi incontestablement distingué que le sien. »

« Je ne sais, monsieur, ne connaissant pas vos principes politiques et votre livre ne m'apprenant rien à ce sujet, qui est le point de vue du haut duquel vous avez formulé le diagnostic qui me condamne ; mais, comme c'est de moi, et non de vous, qu'il s'agit dans la notice, permettez-moi de vous dire, en quelques lignes, ce que j'ai été et ce que je suis en politique, et de vous montrer que vous n'avez pas été mieux renseigné sur mes opinions et sur mon caractère, que sur la date et le lieu de ma naissance.

« Appelé à la mairie de Bollène en 1830, ma destitution fut mise en question en 1832, à cause d'une conversation officielle que j'eus, en plein vent, avec M. le duc d'Orléans. C'était ce qu'on appelle une harangue, un compliment : « Prince, lui

« dis-je, annoncez aux populations qui se pressent sur vos pas, « pour entendre de votre bouche des paroles sympathiques, une « volonté ferme et loyale d'entourer le drapeau tricolore des institutions populaires qu'il attend ; car la foi du peuple est « ébranlée..... Prince, l'éclat du soleil de Juillet a pâli !... »

« Mon compliment municipal fut jugé, en certain lieu, fort impertinent ; mais , tout calculé, on me laissa là, ne sachant à qui s'adresser pour tenir tête au parti légitimiste, qui, dans cette commune, était plus particulièrement piqué de la tarentule.

« Mais, quelques mois après cette équipée, on me destitua, et l'on fit bien ; je venais d'adresser une profession de foi républicaine, en termes *modérés*, mais formels, aux électeurs de l'arrondissement d'Orange, que le *National* engageait à me choisir pour député.

« Depuis cette époque, je suis resté dans les rangs de l'opposition républicaine, combattant tantôt au sein du conseil général, dont j'ai fait partie pendant neuf ans, et dans les réunions électorales, tantôt par des publications de la nature de celles qu'on appelle pamphlets ; mais pamphlets inoffensifs, comme vous pourrez en juger par une apostrophe adressée directement à saint Martin, patron de ma paroisse. Notre député d'alors, huguenot et ministériel plein d'imaginative, sachant très bien et par nombreuses expériences ce que peut valoir, en temps d'élection, un saint jeté à propos au milieu d'une cohue électorale, fit peindre celui-ci par un rapin aux gages de M. Guizot, et nous l'expédia, franc de port et d'emballage : ce fut la tête de Méduse ! L'élection marcha toute seule à l'aide de cette facétie ; mais, moi : « O grand saint Martin ! m'écriai-je, ô toi qui « donnas la moitié de ton manteau à un pauvre diable qui avait « froid, tu ne te doutais guère, je m'imagine, lorsque tu fis cette « œuvre pie, qu'un jour serait, où, embaucheur politique et « courtier d'élections, tu deviendrais le compère d'un hérétique ! » (Qu'y a-t-il là d'ardent et d'exalté ?)

« Vous le voyez, monsieur, rien dans mon passé ne porte l'empreinte de cette ardeur exagérée que vous me prêtez : croyez plutôt que je suis de ceux, en petit nombre, que le succès trouve avenants et de bonne composition.

« C'est dans cette disposition d'esprit que m'a trouvé la dernière révolution ; comme le témoigne ma circulaire du mois de mars dernier, aux électeurs de Vaucluse. On y lit les lignes suivantes :

« »

« Bien des utopies se sont produites, et se produiront encore
 « peut-être ; parmi ces utopies celle qui préoccupe le plus péniblement la société, est, sans contredit, l'idée communiste.

« Repoussée par le bon sens et par les instincts sociaux, comme par la science économique, cette mauvaise tendance de quelques esprits porte une grave atteinte à la sérénité publique et jette un doute pénible sur l'avenir. Il faut que ce doute soit dissipé.

« Les vrais républicains combattront avec vigueur ce rêve de nivellement impossible ; l'absurde ne peut pas s'installer définitivement au sein d'une société d'hommes libres ; mais il peut y jeter une perturbation funeste. Des républicains seuls, peuvent arrêter ce mouvement désordonné, parce que, seuls ils auront, dans le grand conseil de la République, la confiance sympathique du peuple.

« Voilà ma religion politique : j'en défendrai les principes au péril de ma vie, s'il le faut. »

« Voilà, monsieur, les rectifications, additions, et réflexions que je voudrais voir introduire dans la notice ; et, ma reconnaissance serait sans bornes, si vous étiez assez bon pour y intercaler la parenthèse que voici : On m'écrit de plusieurs points du département de Vaucluse que, parmi les personnes qui daignent s'occuper de moi, il en est dont les avis sont fort divisés sur mon compte ; les uns assurent que je suis devenu légitimiste, d'autres disent bonapartiste, orléaniste ; et tout cela, à cause de mes votes contre le bannissement de tous les princes et prétendants quelconques, nés ou à naître (j'aimerais à voir ces gens-là de près, et je voudrais que la nation fût mise à même d'en faire autant) ; mais il en est qui, laissant-là mes variations politiques, disent tout net que me voilà imbécile ! Ils se fondent sur cette considération décisive, à savoir, que je me tiens coi et que je n'ai pas encore lâché le moindre discours. Que vont dire tous ces honnêtes citoyens, sans compter les citoyennes, lorsqu'ils verront dans la notice que je suis un montagnard furieux et obstiné, doué, cependant, d'un esprit incontestablement distingué ?

« C'est l'un des quatre représentants qui firent évacuer la salle le 15 mai.

« Veuillez donc, monsieur, en admettant mes justes réclamations, me tirer de la situation problématique que vous avez concouru à me faire, et me croire votre tout dévoué serviteur, »

« REYNAUD-LA-GARDETTE. »

Paris, le 26 juillet 1848.

VENDEE.

Napoléon-Vendée. — 9 Représentants.

BOUHIER DE L'ÉCLUSE (ROBERT-CONSTANT).

Homme de conviction, magistrat éclairé, ayant toujours fait preuve d'une courageuse indépendance, il est né aux Sables-d'Olonne le 8 octobre 1799, et appartient à cette ancienne noblesse de robe, si puissante en Bretagne par sa droiture et ses souvenirs. Après avoir achevé ses études au lycée de Poitiers, il vint faire son droit à Paris. Reçu avocat en 1822, et admis comme stagiaire au barreau de la capitale, il fut, en 1822, nommé substitut du procureur du roi à Mantes, et passa en 1824, avec les mêmes fonctions, au parquet de Chartres. En 1830, il refusa de prêter serment de fidélité au nouveau gouvernement, donna sa démission et vint se faire inscrire au tableau des avocats à la Cour royale de Paris. Déjà, le 7 août, il avait requis, en séance publique, le Tribunal de Chartres de rendre la justice au nom du roi Charles X, et s'était opposé à ce qu'elle fût rendue au nom du lieutenant-général du royaume.

La presse et les accusés politiques ont trouvé en lui un zélé défenseur; il a plaidé à l'occasion de la réimpression de l'*Histoire de Philippe-Egalité*, par Montjoie, et de celle de *Madame*, par Magnan. Il a défendu plusieurs Vendéens à Orléans et à Chartres. En 1832, il fut un des avocats qui protestèrent contre l'état de siège, et signèrent la consultation qui détermina l'arrêt mémorable de la Cour de cassation.

Écrivain politique et religieux, il a participé à la rédaction de plusieurs mémoires. Il est auteur, entre autres, d'un *Traité historique sur le célibat sacerdotal dans l'Eglise catholique et sur le mariage des prêtres en France*, publié en 1831, à l'occasion du fameux procès du prêtre Dumonteil, et d'un *Traité sur l'adoption par les prêtres*, lequel a été réuni au premier pour ne former qu'un seul et même ouvrage qui a paru, en 1842, sous le titre *De l'état des prêtres en France*.

Il a pris part au mouvement patriotique de 1848 et est entré un des premiers aux Tuileries. Appelé à l'Assemblée nationale par le département de la Vendée, à une majorité de 44,572 voix, le sixième sur la liste des neuf élus, il a été un de ceux qui,

lors de l'invasion de la Constituante le 15 mai, se sont réunis à la Présidence, quand le bureau a été renversé, et qui ont rallié dans les jardins la mobile et la garde nationale. Il a pris de plus l'initiative d'un projet de décret sur les ateliers nationaux et d'un projet de création par l'État d'une banque nationale.

ESPINAY (L'ABBÉ HENRI-VICTOR).

Né dans la commune de Sainte-Cécile (Vendée), le 26 juillet 1808, il devait, après avoir achevé ses études, suivre une carrière profane. C'était alors un jeune homme brillant par son esprit et son instruction, par sa pensée et sa parole, destiné à se faire remarquer partout, et auquel ses talents ouvraient un bel avenir.

Mais ses convictions étaient profondes; sa foi, vive; sa vocation, sincère; il quitta le monde, et entra, en 1836, au séminaire Saint-Sulpice. Cinq ans, il dirigea dans l'église paroissiale voisine le catéchisme de persévérance des demoiselles. En avril 1842, il fut nommé à la cure des Essarts (Vendée), et, en 1846, appelé au vicariat-général du diocèse de Luçon. C'est un ecclésiastique des plus honorables, donnant dans l'exercice de ses fonctions l'exemple de toutes les vertus; mais il était franchement légitimiste à la Révolution de Février. Élu à l'Assemblée nationale, à une majorité de 50,072 voix, le premier sur la liste des neuf représentants de la Vendée, homme d'un esprit libéral et distingué, orateur éminent, apôtre populaire, espérons qu'il n'oubliera pas, au sein de la Constituante, les liens intimes qui rattachent l'idée chrétienne à la République.

FONTAINE (GUY DE).

Né à la Châtaigneraie (Vendée) le 23 ventôse an v, il fit avec distinction ses études de droit, et entra de bonne heure dans la magistrature. En 1824, il était nommé juge au Tribunal de première instance de Napoléon-Ville. En 1830, il refusait de prêter serment au nouveau pouvoir, et se voyait, pour ce fait, considéré comme démissionnaire et remplacé. C'est un citoyen très honorable, possédant une instruction variée. Sa droiture d'esprit et de cœur avait fait regretter qu'il eût renoncé si tôt à la magistrature. C'est la constance de ses opinions légitimistes qui lui ont valu, sous la République, d'être envoyé à l'Assemblée nationale, avec une majorité de 44,915 suffrages, le quatrième sur la liste des neuf élus de la Vendée.

GRELIER DU FOUGEROUX (ERNEST).

Fils d'un ancien émigré de notre première Révolution, il est né le 4 mai 1804 au Fougeroux, arrondissement de Fontenay (Vendée), où il vit sur ses propriétés. Il a fait son droit à Paris en 1824, et n'a occupé depuis que des fonctions municipales. En 1844, les électeurs indépendants du collège électoral de Fontenay le choisirent pour leur candidat; et son élection ne manqua que de quelques voix. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 47,032 suffrages, le second sur la liste des neuf élus de la Vendée. Homme fort intelligent, fort instruit, fort légitimiste aussi, il n'avait adressé à ses électeurs aucune profession de foi pour appuyer sa candidature; son élection emportée, il leur en adresse une pour les remercier: « A une époque, leur dit-il, où tout pouvoir a perdu son prestige et sa force morale, le gouvernement de tous par tous est le seul possible. Je ne l'adopte pas par enthousiasme, mais par raison; je crois qu'il n'y a de place que pour lui, et je lui apporte mon loyal concours, sans renoncer aux convictions de toute ma vie. » Fidèle à ces promesses, on l'a vu le 15 mai, lors de l'invasion de l'Assemblée, se ranger parmi les représentants qui se présentèrent, avec le plus d'intrépidité, aux gardes nationaux pour les exciter à la résistance contre l'émeute.

LUNEAU.

Avocat, né à Bouin (Vendée) en 1798, il fut envoyé à la Chambre des députés, en 1831, par l'arrondissement des Sables-d'Olonne, et, depuis lors, il a été constamment réélu. Qu'est devenue cette députation de la Vendée, naguère si libérale, et parmi les cinq membres de laquelle on n'en comptait pas un qui ne fût dans le mouvement? Aujourd'hui, ce département envoie à l'Assemblée nationale neuf représentants, parmi lesquels il y a sept légitimistes et seulement deux républicains, un, Parenteau, arrivé à grand'peine, le dernier sur la liste, et l'ancien radical Luneau, qui n'y figure que le septième. C'est que, bien différente de la Seine, la Vendée a une classe moyenne progressive et des masses populaires rétrogrades, fascinées par le clergé et par les anciens seigneurs. Répandez donc l'instruction dans le peuple, et cet état de choses changera. En attendant, résignons-nous à ce qui est, en attendant mieux.

M. Luneau parlait quelquefois à la tribune; il a toujours voté avec l'extrême gauche, excepté pourtant en 1840, où sa boule fut

favorable aux fonds secrets du cabinet Thiers ; il s'attendait à un mouvement en avant. Vain espoir ! Pour expier cette erreur passagère, il prit une part libérale fort active à la discussion de la loi sur les chemins de fer, et défendit pied à pied l'argent des contribuables.

Cette figure sanguine, aux traits énergiques, cette attitude ferme et résolue, représentaient alors le député le plus impatient et le plus déterminé de tous. C'était l'Achille de l'opposition ; à tout moment il se dressait menaçant et fier, et lançait sur le système, cet Agamemnon de la peur, des traits acérés qui portaient coup. Sa voix vibrante, accentuée, empreinte de conviction, ajoutait beaucoup d'autorité aux brèves interpellations qu'il adressait aux ministres, et forçait la majorité à entendre les vérités les plus dures ; mais alors il n'y avait, ni plus ni moins qu'aujourd'hui, de parole capable d'ébranler les bornes.

Il est membre du conseil général de la Vendée depuis la loi de 1833, et président de ce conseil depuis quinze ans.

Après le 25 février, il a été nommé commissaire dans le département. Il a d'abord refusé, puis il a consenti à en remplir les fonctions dans l'intérêt de la tranquillité du pays, dont il a empêché les passions incandescentes de faire explosion. 40,943 voix l'en ont récompensé en l'envoyant à l'Assemblée nationale.

MARCEAU (THÉODORE-PASCAL).

Né à Chollet (Maine-et-Loire) en 1808, ce n'est point, comme l'ont prétendu plusieurs de nos confrères en biographie, et certaines listes officielles elles-mêmes, un professeur suivant la carrière ingrate de l'instruction publique ; c'est, s'il vous plaît, le propriétaire de la filature de lin de Mortagne, une des plus belles et des plus productives de France, dans laquelle il a su, par son intelligence et son activité, se faire une position industrielle fort respectable.

Quoique issu d'une famille tout à fait bourgeoise, ses convictions l'ont rangé, jusqu'à l'avènement de la République, sous le drapeau de la légitimité. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 45,699 suffrages, le troisième sur la liste des neuf élus de la Vendée.

PARENTEAU (ARMAND).

Il est né à Luçon, le 4 novembre 1800, d'une famille bour-

geoise, connue depuis longtemps dans la contrée pour ses opinions libérales. Après avoir terminé ses études classiques, à dix-sept ans, il alla faire son droit à Poitiers, et se maria, à vingt-deux ans, à Sainte-Hermine, petite ville située à quatre lieues de celle où il a vu le jour. Jusqu'en 1830, il n'exerça aucune fonction. L'indépendance de sa position et ses tendances politiques, entièrement opposées à celles de la Restauration, ne lui permettaient pas d'y songer.

À la Révolution de Juillet, qu'il accueillit avec bonheur, il fut nommé successivement membre du conseil municipal, premier suppléant du juge de paix, et adjudant-major du bataillon cantonal. Il fit, en cette dernière qualité, plusieurs campagnes contre les chouans, à la tête de la garde nationale de Sainte-Hermine, dont le patriotisme est en honneur dans toute la contrée.

Au mois d'août 1846, ne voulant pas entrer en concurrence avec M. Isambert, dont il avait appuyé la candidature à toutes les élections, il refusa à l'arrondissement de Luçon de se mettre sur les rangs pour arriver à la Chambre des députés.

Enfin, à la Révolution de 1848, ses concitoyens, connaissant ses principes et le jugeant digne de concourir à la fondation d'une république démocratique, grande et généreuse, l'ont appelé par 30,093 suffrages à siéger à l'Assemblée nationale. C'est un agronome distingué, membre de plusieurs sociétés d'agriculture, que ses études spéciales mettront à même de rendre d'importants services à l'une des branches les plus intéressantes et les plus négligées du travail national.

ROUILLÉ (ÉMILE).

Avocat, né aux Sables-d'Olonne, le 2 juin 1821, d'une famille de propriétaires, il a pris place au barreau de sa ville natale, après avoir achevé à Poitiers ses études de droit. Quoique fort jeune, il a su mériter dans ces fonctions la confiance de ses concitoyens. Ses opinions le rangeaient, avant la Révolution de Février, dans le parti légitimiste. A-t-il changé depuis ? nous l'ignorons. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que 44,767 voix, parmi lesquelles celles de ses coreligionnaires politiques figurent, sans doute, en majorité, l'ont appelé à l'Assemblée nationale, le cinquième sur la liste des neuf élus de la Vendée.

TINGUY DE NESMY (CHARLES DE).

Agé de 34 ans, né à Nantes, il appartient à une ancienne

famille, et a porté le titre de marquis, que beaucoup de ses concitoyens de l'Ouest s'obstinent à lui donner encore, malgré les termes formels du décret du Gouvernement provisoire, qui supprime les distinctions de caste. Il est, en outre, gendre du représentant de la Loire-Inférieure, M. Aristide de Grandville, un des légitimistes progressifs les plus honorables des départements de l'Ouest.

C'est à cette opinion qu'appartient également M. de Tinguy. Ami des lettres et des arts, il n'avait pas attendu la proclamation de la République pour avoir des idées d'indépendance et professer des principes de liberté. Napoléon-Vendée lui a dû la fondation du journal *le Publicateur*, qui, tout en portant les couleurs de la légitimité, n'en savait pas moins poser, déduire et démontrer les plus saines thèses du progrès social.

Appelé à l'Assemblée nationale par 39,870 suffrages, le huitième sur la liste des neuf élus du département, il y vote, d'ordinaire, avec son ami M. Berryer, ne perdant pas plus de vue que lui les grands intérêts nationaux de la France.

VIENNE.

Poitiers. — 8 Représentants.

BARTHÉLEMY (JEAN-JOSEPH-HIPPOLYTE).

Conseiller à la Cour d'appel de Poitiers, né à Hauterbourg (Bas-Rhin) le 8 janvier 1801, il finit son cours de droit à Strasbourg, et partit pour l'Espagne avec Armand Carrel. Rentré en France après la mort de Louis XVIII, il resta attaché au barreau de Strasbourg jusqu'en 1830. Il fut, à cette époque, nommé procureur du roi à Béthune, où il demeura jusqu'en 1832. Disgracié, on l'envoya à Parthenay, avec les mêmes fonctions. Après les troubles civils, on le nomma président du tribunal civil de Montmorillon (Vienne). En 1840, M. Vivien, ministre de la justice, le nomma conseiller à la Cour d'appel de Poitiers.

M. Barthélemy a des opinions avancées, mais non exaltées; c'est un homme sage et prudent. Il fait partie du comité de la justice, et a été élu par 38,615 voix.

BÉRENGER (OCTAVE-CAMILLE).

Propriétaire à Loudun, né à Monts (Vienne) le 11 février 1815, ce représentant n'a pas d'antécédents politiques bien caractérisés ; on le croit libéral, autrement dit républicain. Il est aimé et estimé dans son arrondissement. Il a été élu dans la Vienne par 48,473 voix.

BOURBEAU (LOUIS-OLIVIER).

M. Bourbeau, maire de Poitiers, né le 2 mars 1811, a fait d'excellentes études de droit. En 1841, il se présenta au concours ouvert à Paris pour la chaire laissée vacante à la Faculté de droit de Poitiers, par la mort du savant Boncenne, et il fut nommé.

M. Boncenne est auteur d'un ouvrage célèbre sur la théorie de la procédure civile, qui n'a pas été terminé. M. Bourbeau entreprit de le continuer ; deux volumes ont paru.

Maire de Poitiers en 1847, il a eu à vaincre, en 1848, des difficultés de toute espèce suscitées par les événements ; il en est sorti à force de sagesse et de fermeté. Aux élections d'avril, ses concitoyens reconnaissant l'ont élu à l'Assemblée nationale à la majorité de 50,000 voix sur 60,000 votants.

BONNIN.

M. Bonnin, membre du conseil général de la Vienne, né en 1795, fut élu député en remplacement du respectable général Demarçay. Avant cette époque, il avait exercé les fonctions de notaire à Civray ; il vendit son étude, et fit élection de domicile au Palais-Bourbon.

Il a fait paraître deux brochures intitulées : *Emploi de l'armée aux travaux d'utilité publique* et *Extinction de la mendicité*. Continuateur du général Demarçay, il a constamment voté avec la gauche Odilon Barrot. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 49,909 voix.

DRAULT.

Procureur général à Poitiers, né dans cette ville en 1796, il est fils d'un négociant, et fut d'abord avocat. Il venait de débiter au barreau, lorsqu'un événement grave le poussa dans la carrière politique. On sait que le général Berton tenta de s'emparer de Saumur et de soulever les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres, où l'attendaient une foule d'hommes dévoués et déter-

minés à une insurrection contre le gouvernement de Louis XVIII. Le général, dont le patriotisme impatient n'avait pas assez mesuré les ressources du pays et l'opportunité de l'action, échoua dans sa tentative, fut bientôt arrêté et mis en jugement devant la Cour de Poitiers. Il devait trouver là des accusateurs passionnés, des juges impitoyables. Berton avait choisi pour défenseur un avocat de ses amis ; mais le trop célèbre Mangin, alors procureur général chargé de l'accusation, s'opposa à ce que cet avocat fût admis par la Cour, qui désigna d'office le jeune stagiaire Drault. Celui-ci déclina la mission qui lui était confiée ; non parce qu'elle était pénible, mais dans l'intention, bien connue, d'assurer à l'accusé le bénéfice de la loi et de lui ménager un moyen de faire casser son jugement, comme n'ayant point été défendu. Il consentit seulement à assister aux débats. Lorsqu'on voulut néanmoins le contraindre à prendre la parole, il s'y refusa avec une fermeté que ne purent ébranler, ni les admonitions de la Cour, ni les menaces dont il fut l'objet. On connaît le funeste dénouement de cette affaire : Berton jugé, exécuté, il restait au terrible Mangin une vengeance à exercer ; M. Drault, sur le réquisitoire de ce magistrat, fut rayé, pour deux ans, du tableau des avocats.

Si la Restauration avait persécuté son dévouement et son patriotisme, ses compatriotes ne les avaient point oubliés et les récompensèrent : Après la Révolution de 1830, il fut envoyé à la Chambre des députés ; et le pouvoir, qui sentait alors le besoin de s'appuyer sur des noms populaires, le nomma avocat-général. Cette haute position n'enchaîna pas son indépendance ; le fonctionnaire n'empêcha pas le député de manifester son opposition toutes les fois qu'il le trouva juste et convenable. En descendant un jour de la tribune, il fut destitué par le ministre Persil. Il siégeait encore à la Chambre en février 1848.

La République a récompensé son patriotisme ; il occupe aujourd'hui, à la Cour de Poitiers, le siège où trônait, en 1822, son persécuteur Mangin. Drault est de taille élevée, il porte la tête en arrière ; sa physionomie est froide, un peu railleuse ; il a la vue basse ; il parle lentement, sentencieusement, et d'une voix un peu cassée ; ses discours, assez rares, sont en général plus solides que brillants, et plus remarquables par le fond que par la forme. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 51,099 voix.

JEUDY (ADRIEN).

C'est un honnête propriétaire-cultivateur, né à Latillé, âgé

de 55 ans. dont les opinions sont radicales, mais qui reculerait devant les exagérations et les utopies qui pourraient mettre l'équilibre social en danger. Il a été élu par 19,033 voix.

JUNYEN.

Propriétaire à Montmorillon, né en 1784, son patriotisme ne date pas d'hier ; dès 1815, il mérita d'être nommé maire de sa ville natale ; en août 1830, il fut fait sous-préfet de son arrondissement natal, et élu député en octobre suivant. M. Junyen ne resta que trois mois sous-préfet et donna sa démission. Député, il siégea près de Lafayette et de Dupont (de l'Eure). Jamais il ne s'est séparé de ses amis de la gauche.

La République venue, les électeurs de Montmorillon lui ont conservé leur mandat et l'ont réélu à une majorité de 25,012 voix.

PLEIGNARD (PIERRE).

M. Pleignard, ancien juge à Châtellerault, né le 27 mai 1795, a fait ses études dans sa ville natale, et son droit à Poitiers. Reçu licencié le 27 décembre 1815, il a débuté au barreau de Châtellerault le 21 juin 1816. Pendant la Restauration, il a pris part à toutes les manifestations de l'opposition libérale. Dès cette époque, ses principes étaient démocratiques. En 1827, il remplaça son père dans son étude d'avoué. Nommé procureur du roi à Poitiers le 26 août 1830, il crut, comme tant d'autres, à l'alliance possible de la monarchie et de la liberté. Sur sa demande, il alla à Châtellerault avec les mêmes fonctions ; mais au mois d'août 1834, M. Barthe le destitua brutalement pour ses principes politiques.

Il acheta une étude de notaire dans la même ville, fut nommé membre du conseil-général de la Vienne, et présida, sept fois, cette assemblée, malgré les efforts de la préfecture. En 1843, il vendit sa charge de notaire. Président du comité démocratique de Châtellerault, les principes de M. Pleignard n'étaient douteux pour personne. Aussi fut-il nommé juge immédiatement après la Révolution. Mais, élu représentant à l'Assemblée nationale, il a cru ses fonctions de juge incompatibles avec son mandat, et, le 7 juin dernier, il a donné sa démission.

Ses antécédents significatifs feraient croire à l'exagération de ses tendances, aujourd'hui qu'elles peuvent hardiment se manifester. On se tromperait à cet égard : M. Pleignard est toujours dévoué de cœur à la République ; mais il repousse toutes

les exagérations qui nuisent au succès de son établissement et que repoussent d'ailleurs sa raison et sa justice. Il a été élu par 31,683 voix.

VIENNE (HAUTE-).

Limoges. — 8 Représentants.

ALLÈGRE (JEAN-MARIE).

Né à Guéret en 1793, et élu dans la Haute-Vienne par 31,850 voix qu'il n'a pas sollicitées, c'est un jurisconsulte éclairé, qui, à la Révolution de Février, a été nommé procureur-général à la Cour d'appel de Limoges par le comité révolutionnaire. Homme d'une opinion avancée, ses anciens amis lui reprochent d'avoir manqué de fermeté à l'occasion des événements de Limoges et d'avoir donné tardivement sa démission après avoir consenti à décerner des mandats d'amener contre ceux qui l'avaient élu procureur-général et représentant.

M. Allègre, depuis qu'il est à la Chambre, n'est pas Montagnard, comme l'ont dit quelques biographes, il appartient plutôt à l'école fourriériste; il vote généralement avec les républicains modérés.

BAC (THÉODORE).

Né à Limoges, âgé de 38 ans, nommé dans la Haute-Vienne par 38,776 voix, avocat d'une grande réputation, il a défendu madame Lafarge. On l'accuse de versatilité; on prétend qu'il a été saint-simonien, légitimiste, courtisan du duc de Nemours, républicain, et enfin socialiste des plus avancés. Nous ne savons pas jusqu'à quel point tous ces reproches sont fondés; peut-être sont-ils exagérés; toutefois, on les lui adresse généralement. Quoi qu'il en soit, M. Bac s'est placé à la Chambre dans les rangs les plus avancés de la Montagne et du socialisme. Est-ce par calcul, est-ce par conviction? Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à la Révolution de Février, il fut, à Limoges, un des plus ardents promoteurs de la République.

M. Bac, qu'on annonçait comme un orateur distingué, ne s'est pas révélé comme tel à la tribune; il parle facilement, c'est un

avocat habile, mais il n'a rien du tribun, rien de l'orateur, et en défendant son ami Louis Blanc, il n'a produit aucun effet, et n'a trouvé aucune de ces inspirations qui émeut et entraîne une assemblée.

Comme le disait il y a peu de temps son ami Babaud-Larivière, nous craignons que M. Bac, comme Boncenne et Michel (de Bourges), ne parvienne pas à se faire un nom à la Chambre; il y a si loin de l'avocat à l'orateur!

M. Bac, dont les traits sont on ne peut plus distingués et mêlés d'une expression poétique, a pris part aux divers événements de Limoges, dans des intentions diversement interprétées, mais qui ne pouvaient être que bonnes et généreuses; événements auxquels les passions ont donné une importance qu'ils n'avaient pas.

BRUNET (JEAN).

Né à Limoges le 3 novembre 1814, fils d'un ancien volontaire de 1791, soldat de Moreau et de Bonaparte, il est lui-même ancien élève de l'École polytechnique et maintenant capitaine d'artillerie. Il a été élu dans la Haute-Vienne, à une majorité de 27,000 suffrages, par la réaction, qui pourrait bien s'être trompée sur son compte. Il a souvent abordé la tribune; la monotonie de son débit, qui ferait croire, comme l'ont dit plusieurs journaux, qu'il récite une leçon apprise par cœur, l'empêche d'être écouté par l'Assemblée. C'est un homme très laborieux, auteur de plusieurs ouvrages fort remarquables sur l'Algérie et sur les armes spéciales. Il s'occupe des questions de travaux publics, et a souvent manifesté des tendances socialistes.

CORALLY.

M. Corally, avocat, né en 1799 à Limoges, a été élu dans la Haute-Vienne par 24,000 voix, est un ancien député de l'extrême gauche. Il défendit madame Léotaud dans le procès de madame Lafarge; c'est un homme de talent et de cœur, ardent républicain; il fait partie de la réunion du Palais-National. Il est à regretter que le mauvais état de sa santé ne lui permette pas de prendre une part active aux travaux de la Chambre, car il est doué d'une très grande facilité de parole.

Comme chef de bataillon de la deuxième légion de la garde nationale de Paris, il a été décoré de la Légion-d'Honneur pour le courage et le sang-froid qu'il a montré dans les événements de juin. M. Corally a combattu l'anarchie comme il combattrait

la réaction ; il veut la république avec ses conséquences pacifiques, mais progressives.

Il a, dans les événements de Limoges, ainsi que deux de ses collègues, contribué, en faisant partie du comité, à calmer les esprits et à empêcher le désordre.

Il a été élu représentant du peuple par 24,000 voix.

DUMAS.

M. Dumas, né à Limoges en 1784, a été nommé dans la Haute-Vienne par 38,000 voix. Ancien chef d'escadron sous l'Empire, il refusa du service sous la Restauration. A la Révolution de 1830, il eut à Limoges, et il la méritait, une très grande popularité. Dans la première révolution, son père, jurisconsulte éminent, avait joui de la plus juste influence, résultat de son savoir et de son patriotisme.

Le gouvernement de Juillet, intronisé au profit de l'aristocratie bourgeoise, fut injuste envers MM. Dumas père et fils, ce devait être....

On n'offrit même pas une place dans la magistrature à M. Dumas père, qui est mort pauvre. M. Dumas fils, comme colonel de la garde nationale, rendit de grands services, et sacrifia une partie de sa fortune ; tout cela fut bientôt oublié ; Découragé, il se retira à la campagne, où il a vécu, pendant quinze ans, éloigné des affaires.

Quand la République a été proclamée, on ne pouvait pas ne pas penser à M. Dumas, il été élu représentant. C'est un homme honnête, désintéressé, consciencieux, sincère démocrate, suivant la même ligne politique que MM. Frichon et Corally, ses amis, auprès desquels il siège.

FRICHON AÎNÉ.

Avocat à Limoges, né en 1801 à Magnac-Laval, nommé par 60,000 suffrages, c'est un républicain de la veille, connu par d'honorables antécédents politiques ; homme d'un caractère ferme et modéré, faisant partie de la réunion du Palais-National, il appartient à l'école des démocrates qui prennent pour base la propriété et la famille, mais qui voudraient, en même temps, améliorer pacifiquement le sort des classes laborieuses.

Ainsi que plusieurs de ses collègues de la Haute-Vienne, il est venu, avec dévouement, aux événements de Limoges, faire entendre à ses concitoyens des paroles de paix et de conciliation

M. Frichon est un représentant éclairé, laborieux, plein de zèle, qui prend une part active aux travaux parlementaires des comités et des bureaux. La République pure, exempte d'excès, aura toujours en lui un dévoué défenseur.

MAURAT-BALLANGE.

M. Maurat-Ballange, né en 1796, ancien député de la gauche, ami de MM. Malleville et Barrot, fut nommé commissaire à Limoges après le 23 Février ; il était peu à la hauteur d'une pareille mission, qui, du reste, était difficile ; il ne sut pas concilier les deux partis qui étaient en présence, et fut obligé de se retirer.

M. Maurat, dans l'ancienne Chambre, fit constamment partie de l'opposition ; il présida le banquet réformiste de Rochechouart ; il ne désirait pas la République ; il marche avec ses anciens amis politiques, et flotte entre la rue de Poitiers et l'Institut ; il passe pour peu républicain.

TIXIER (MICHEL-FÉLIX).

M. Texier, né en 1796, ancien député, concurrent d'Edmond Blanc à Rochechouart en 1842, siégeait sous la monarchie, au centre gauche le plus anodin ; car il ne s'était jamais occupé de politique. Cet honorable est atteint d'une surdité si profonde qu'il doit éprouver la plus grande difficulté à remplir son mandat ; aussi son mutisme a-t-il toujours été absolu, même dans les bureaux et dans les comités.

Quelques Biographies représentent M. Tixier comme ayant montré beaucoup de courage et de sang-froid dans les événements de Limoges. Renseignements précis pris à cet égard, il est positif que M. Tixier n'a été mêlé en rien à ces événements, auxquels il est resté complètement étranger.

Il était dans une opposition si terne avant la Révolution de Février, qu'il refusa d'assister au banquet réformiste qui eut lieu à Rochechouart, dont il avait été le député. En devenant représentant, M. Tixier est resté ce qu'il était. C'est un homme d'affaires capable, mais qu'on aurait dû laisser à ses clients. Il fait partie de la réunion de la rue de Poitiers, et n'a jamais été républicain. Il a obtenu 28,000 suffrages.

VOSGES.

Épinal. — 11 Représentants.

BOULAY (DE LA MEURTHE).

Né en 1797, c'est le fils du sénateur comte Boulay (de la Meurthe). Élu député en 1837 et en 1842, il appartenait à la gauche dynastique. Il est décoré de Juillet. Vous le reconnaîtrez à son embonpoint et à sa figure ronde. Philanthrope ardent et surtout pratique, ses plus constantes sollicitudes appartenaient à l'éducation de l'enfance. C'est grâce à lui que fut votée la loi sur les instituteurs primaires.

Il étudia aussi assidument les questions d'économie sociale ; et personne, plus que lui, ne s'est montré empressé pour tout ce qui pouvait contribuer à l'amélioration du sort des ouvriers.

Il n'y a pas à l'Assemblée nationale d'homme plus estimé pour sa loyauté et son indépendance. M. Boulay (de la Meurthe) est officier de la Légion-d'Honneur, et ancien colonel de la 11^e légion de la garde nationale de Paris. Il a été élu par 65,487 voix.

BRAUX.

Né en 1796 à Rambervilliers, M. Braux est fils d'un magistrat. Il a exercé lui-même la profession d'avocat, puis il s'est retiré à Rambervilliers et s'est livré à l'agriculture et à l'étude.

Si M. Braux n'est pas connu dans le monde politique, il a, au moins, une réputation d'honnête homme et de patriote. Il a été élu par 37,914 suffrages.

BUFFET (LOUIS).

Né à Mirecourt (Vosges) en 1818, fils d'un ancien militaire qui s'occupe d'agriculture, M. Buffet, avocat, n'est pas lui-même étranger à cette science utile. Il a plusieurs fois représenté le comice agricole de Mirecourt au congrès central d'agriculture.

Ce jeune représentant est connu pour ses sentiments patriotiques et pour la sagesse et la modération de ses principes. Il a été élu par 73,761 voix.

DOUBLAT.

M. Doublat, maître de forges, né en 1801, est entré en 1834 à la Chambre des députés, où son père avait longtemps siégé. Il se montra d'abord indécis, et vota, tantôt avec, tantôt contre le ministère. Plus tard, avec le centre gauche, il se prononça contre la loi de disjonction. Collègue et ami de M. Boulay (de la Meurthe), il représenta avec ce dernier, les opinions indépendantes des Vosges qui n'envoyaient guère que des députés ministériels.

M. Doublat est un grand industriel, un homme utile au pays, où il vit entouré de l'estime la plus méritée. Il a été élu par 83,995 suffrages.

FALATIEU.

Maître de forges à Bains, né en 1814, cet honorable industriel jouit dans le pays d'une grande considération, due à sa probité, à son indépendance, à ses tendances libérales, à sa vive sollicitude pour les ouvriers.

Il possède de grandes lumières qui pourront être utiles à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 44,410 voix. Il est, en outre, membre du conseil-général et du conseil d'arrondissement, et chef de bataillon de la garde nationale.

FOREL (CARLOS).

Négociant, il est né à Nanci le 27 octobre 1795 ; son père était un des notables négociants de cette ville. Sous l'Empire, cette famille a compté des militaires dans les grades les plus élevés.

En 1815, le jeune Carlos, indigné de voir le sol de son pays souillé par la présence des Cosaques, suivait les vaillants débris de nos armées de l'autre côté de la Loire. En 1819, il quitta Nanci, avec sa famille, pour venir se fixer dans les Vosges. En 1820, inquiété pour ses opinions et ses relations politiques, il s'éloigna momentanément du pays pour éviter de comparaître devant la Cour de Paris. En 1822, son frère était compromis dans l'affaire du colonel Caron, où deux accusés sur quatre furent condamnés à mort.

En 1825, il épousa la fille de M. Kœchlin, de Mulhouse, ce célèbre industriel dont le nom est le synonyme d'honneur, de patriotisme et de probité. Peu à peu il devint l'associé de MM. Nicolas Kœchlin et frères. Devenu veuf en 1827, il quittait

la France et parcourait les possessions anglaises et hollandaises de l'Inde. Il a recueilli de précieux documents sur la puissance du commerce anglais dans ces parages. Plusieurs séjours en Angleterre lui ont permis d'apprécier l'organisation industrielle de ce pays, aussi bien que sa politique machiavélique dans l'Inde.

A son retour en France en 1830, il applaudit au triomphe des journées de Juillet, fut nommé membre du conseil et adjoint au maire de Mulhouse. On sait que la maison Nicolas Kœchlin et frères eut l'honneur d'entreprendre la première grande ligne de chemin de fer de France (Strasbourg à Bâle). Quelques articles d'économie politique, qui ont paru dans *l'Européen*, dans *l'Industriel alsacien* et dans le *Moniteur industriel*, prouvent avec quel succès M. Carlos Forel peut aborder ces matières. Ami des réformes commerciales progressives, il a combattu les *réo-libres-échangistes*.

En 1846, il échouait aux élections de Remiremont contre le candidat ministériel. En 1847, il était un des promoteurs du banquet réformiste de Colmar. Élu à la représentation nationale par 69,646 voix, le troisième sur onze, il est venu siéger avec ses amis Dupont (de l'Eure), Buchez, Martin (de Strasbourg), Trélat, etc.

Membre de la société du Palais-National depuis sa création, il veut la vérité sans coteries, l'amélioration progressive du sort des masses sans perturbation, l'organisation du travail sans la désorganisation de la société; il veut enfin tout ce qu'on est en droit d'attendre d'une République démocratique et sagement sociale.

Chéri dans sa famille, aimé et respecté de ceux qui le connaissent, il vit sans ennemis connus, avec l'heureux privilège de savoir allier la bonté du cœur à la fermeté du caractère.

HINGRAY (CHARLES).

Libraire-éditeur, colonel de la 10^e légion de la garde nationale de Paris, il est né en 1797 dans le département des Vosges, et s'est fait connaître avant la révolution de Février par son refus de se soumettre au péage du pont des Arts, et par le procès qui en fut la suite.

Grâce à cette opposition énergique, grâce à ses principes démocratiques connus depuis longtemps, M. Hingray avait été élu colonel de la 10^e légion. — Il vient de donner sa démission. Il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 66,997 suffrages.

HOUEL (JEAN-HUBERT).

Né à Deycimont (Vosges) le 4 avril 1802, ancien élève de l'École normale, licencié en droit en 1822, notaire pendant dix ans, puis avocat, M. Houel exerce encore cette profession. Il est maire de Saint-Dié (Vosges) depuis 1839, et membre du conseil d'arrondissement depuis 1832. Lui-même se dit républicain du lendemain, mais franchement rallié.

Il a toujours fait parti du comité d'instruction primaire de son arrondissement, et y remplit les fonctions de secrétaire.

A l'Assemblée nationale, il est membre du comité d'instruction publique. Il a été appelé à la Constituante par 59,721 suffrages.

HUOT.

Avocat, né à Bourmont (Haute-Marne) le 29 juin 1783, il est fils de Huot de Gaucourt, secrétaire de l'Assemblée constituante. Sorti de l'École polytechnique en 1799, il passa avec le grade de sous-lieutenant à l'École de Châlons, et fut nommé, en 1802, sous-lieutenant au 5^e d'artillerie à pied.

Il fit toutes les campagnes de l'Empire; il était déjà capitaine à Wagram, où Napoléon le décora. La Restauration le rendit à la vie civile; mais après avoir combattu les ennemis de la patrie, il combattit les Bourbons, que les ennemis nous avaient imposés; il les combattit par son influence active dans les élections. En 1830, il fut nommé commandant de la garde nationale et conserva ce grade jusqu'en 1840. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 44,339 voix.

NAJEAN (VÉRIDIQUE).

M. Najeau, né à Neufchâteau en 1795, était lieutenant dans la garde impériale en 1813, et combattit à Waterloo. Rentré dans ses foyers, il ne tarda pas à être persécuté comme bonapartiste, et il fut exilé. A son retour en France, en 1817, il se fit recevoir avocat et conserva ses principes politiques, qui n'étaient pas favorables aux Bourbons. Chef de l'opposition dans le pays, il travailla les élections dans ce sens, fut élu membre du conseil municipal, du conseil d'arrondissement, président du conseil de la caisse d'épargne, bâtonnier de l'ordre des avocats et commandant de la garde nationale. Ces nominations successives prouvent l'estime dont il jouissait et la confiance qu'on lui avait

accordée. Aussi le Gouvernement provisoire le choisit-il pour son commissaire dans l'arrondissement de Neufchâteau. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 59,728 voix.

TURCK (LÉOPOLD).

Docteur en médecine, né à Nancy en 1797, il avait étudié d'abord l'agriculture, et était l'ami de Mathieu de Dombasle. Depuis 1822, il s'est fixé à Plombières, où il exerce la médecine.

Il y a longtemps que M. Turek professe les idées républicaines avec une ardeur de conviction qui ne permet pas le doute. En 1821, il fondait, avec M. Buchez et quelques autres, la *Charbonnerie* en Lorraine; en 1822, il publiait l'*Almanach du Peuple*, avec cette devise : « Tous les hommes sont égaux devant Dieu; ils devraient l'être devant la loi. » Jugé en Cour d'assises pour ce fait, il fut acquitté, mais il resta sous la surveillance de la police de la Restauration.

Nommé en 1830 commandant de la garde nationale de Plombières, il fut bientôt cassé par Louis-Philippe, à cause de son indépendance. En 1848, M. Ledru-Rollin le nomma commissaire dans le département des Vosges; il y parut à peine quelques semaines, et dut se retirer quand on lui adjoignit deux collègues communistes qui devaient administrer le département à la majorité des voix. M. Turek a été élu par 59,000 suffrages.

YONNE.

Auxerre. — 9 Représentants.

BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON).

(Voir à l'Appendice le département de la Seine.)

CARREAU.

M. Carreau, né à Joigny en 1803, est un cultivateur intelligent et instruit, qui joint la théorie à la pratique et qui cherche, autant qu'il le peut à propager les améliorations et les idées nou-

velles. En ce sens, on ne peut lui contester un mérite réel, celui d'être utile à ses concitoyens et de travailler au bien-être général. Dupe, un instant, des promesses de Juillet, il ne tarda pas à s'allier au parti républicain. C'est un excellent homme, élu, plusieurs fois, président des comices agricoles du pays. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 30,500 suffrages.

CHARTON (ÉDOUARD).

Secrétaire-général du ministère de l'instruction publique, sous son ami Carnot, démissionnaire à son arrivée à l'Assemblée nationale, né à Senlis en 1807, il inscrivait, à vingt ans, son nom sur le tableau des avocats de Paris. En 1834, il défendait, devant la Cour des pairs, les *accusés d'Avril*, aujourd'hui ministres ou membres du Gouvernement.

Dès sa jeunesse, il était lié d'amitié avec tous les jeunes esprits, avides d'idées nouvelles, et que les doctrines fécondes de Saint-Simon avaient excités jusqu'à l'enthousiasme. Si la secte de Saint-Simon et le principe socialiste qu'elle cherchait à propager n'ont pas trouvé, dans le pays, des sympathies bien solides, il n'en est pas moins vrai que les adeptes étaient des hommes éminents, qui prirent partout la première place dans les arts, les lettres, les sciences et la politique. Adeptes de cette secte, quand elle n'était que sociale, il l'abandonna, comme Carnot, quand elle se fit religieuse. M. Charton appartient aux associations qui ont pour but l'émancipation morale des masses. Il a fondé et rédige encore le *Magasin pittoresque*, le recueil le plus sérieusement démocratique et le plus utile qu'on ait fait jusqu'à ce jour; ce recueil s'est publié à huit cent mille exemplaires.

La *Revue encyclopédique*, le *Bon Sens*, le *Temps*, le *Monde*, ouvrirent aussi leurs colonnes à sa plume laborieuse. Il fonda l'*Illustration*, et fut un des collaborateurs de l'*Encyclopédie nouvelle*. M. Charton a un caractère aimant et généreux, une âme ardente, impressionnable; il adopte aisément toutes les idées qui lui semblent avoir pour but le bonheur de l'humanité. Il a été élu à l'Assemblée nationale par 35,608 voix.

GUICHARD (VICTOR).

La Révolution a fait M. Guichard maire de la ville de Sens. Riche propriétaire à Joincy, près de cette ville, et homme essen-

tiellement indépendant, il s'était fait recevoir avocat, mais n'a jamais exercé. Ancien carbonaro, à l'époque de la formation des ventes, il passait alors pour un républicain montagnard. Après la Révolution de Juillet, le désir d'être élu député amena quelques changements dans ses opinions et le rattacha aux doctrines constitutionnelles. Il échoua toujours jusqu'en Février, qu'il revint aux idées républicaines. Honnête homme, homme de savoir et d'intelligence, on lui reproche maintenant de n'avoir pas une couleur assez tranchée.

Le 15 mai, lorsque Hubert, porté sur les épaules de ceux qui se disputaient la tribune, eut fait entendre ces audacieuses paroles : « Au nom du peuple, dont on n'a pas voulu entendre la voix, je déclare l'Assemblée nationale dissoute, » une dizaine d'hommes coururent au fauteuil du président, le forcèrent à se retirer et s'installèrent à son bureau; l'Assemblée suivit son président et alla combiner les moyens de faire évacuer la salle. En ce moment, M. Guichard eut une de ces inspirations qui décident soudain du sort d'une journée. Il alla, le premier, appeler la garde mobile, la fit entrer dans la salle et reconquérir la tribune. C'est, du reste, une gloire que plusieurs de ses collègues revendiquent aujourd'hui. Il est auteur d'un *Manuel du Juré* et d'un *Manuel politique*. Il a été élu par tous les partis à une majorité de 85,000 suffrages.

LARABIT.

Ancien capitaine du génie, ancien député, etc., il est né en 1792. Il n'y a pas une page dans la vie de M. Larabit qui ne rappelle un acte de patriotisme ou de dévouement. Élève très distingué de l'École polytechnique, il fit partie du petit nombre de braves qui accompagnèrent Napoléon à l'île d'Elbe, et prit une part glorieuse à la sanglante campagne qui se termina dans les champs de Waterloo.

Pendant toute la Restauration, il vécut dans la vie privée et n'en sortit qu'après la Révolution de 1830. Élu député par le collège d'Auxerre, il fut constamment réélu à chaque nouvelle législature. Il avait sa place à l'extrême gauche avec laquelle il a toujours voté. Ardent défenseur des libertés et des intérêts de la nation, il combattait avec énergie toutes les mesures rétrogrades proposées par le pouvoir. Non seulement il a signé le compte-rendu et repoussé, de la parole et du vote, les lois liberticides, les dotations, les apanages et les indemnités pritchardistes, mais ses généreux sentiments se sont encore manifestés

en faveur des Polonais, dont les espérances ont été souvent ranimées et toujours déçues.

L'armée a également trouvé en lui un défenseur éclairé de ses droits et de sa dignité. Vingt fois on l'a vu monter à la tribune pour réclamer, en faveur des légionnaires l'arriéré du traitement de la Légion-d'Honneur.

Choisi par le Gouvernement provisoire pour remplir les fonctions de secrétaire général du ministre de la guerre, il s'en est acquitté avec un dévouement éclairé.

M. Larabit est plus jeune que son âge ; sa figure est animée, son regard est vif, son corps est toujours en mouvement. Ajoutons que son courage est à la hauteur des plus grands événements, et que, pour lui, la foi jurée est une chose sacrée entre toutes. Le 24 juin dernier, jour à jamais néfaste, M. Larabit se jette aveuglément au milieu de l'émeute et fait des efforts incroyables pour la calmer. Bientôt il accepte, de la part des insurgés ébranlés par sa parole, la mission de transmettre au président de l'Assemblée nationale des propositions, et jure, en partant, que, dans tous les cas, il reviendra se remettre en leur pouvoir. Ces propositions ne sont pas acceptées, et le moderne Régulus franchit, de nouveau, les barricades et va se reconstituer prisonnier entre les mains de ces hommes irrités. Heureusement pour nous et pour les insurgés eux-mêmes, un crime de plus n'a pas été commis.

La voix de M. Larabit, homme de mœurs intègres et d'un désintéressement rare, ne manquera jamais à la cause du peuple. Il a été élu par 82,000 suffrages.

RAMPON.

Médecin, né à Chablis, âgé de trente-huit ans, c'est un homme honorable, un médecin habile, dont les tendances libérales sont connues. En 1830, il combattait pour la liberté avec MM. Guinard, Marrast, Cavaignac ; il était alors étudiant en médecine. Il prit part à la conspiration qui éclata à propos du jugement des ministres.

De retour dans ses foyers, on le vit constamment à la tête de l'opposition. M. Rampon exerçait la médecine dans sa ville il est maintenant agriculteur à Leugny.

Il fait partie du comité de l'agriculture et du crédit foncier, ainsi que de la commission vinicole. Il appartient à la réunion du Palais-National, quoique ses opinions soient plutôt de la

nuance de celle de l'Institut. 18,500 suffrages l'ont appelé à l'Assemblée nationale.

RATHIER.

Né Chablis, le 12 février 1812, il a joint à la Révolution de 1848, aux fonctions d'avoué qu'il remplissait honorablement à Tonnerre dès 1837, celles de maire de cette ville, et il s'est distingué comme administrateur. C'est un homme capable, instruit, animé d'idées démocratiques. Il a transporté son domicile politique à Joigny pour appuyer la candidature Cormenin.

M. Rathier est, sans doute, un homme nouveau; mais la confiance que ses concitoyens lui ont témoignée en l'élisant, ne sera point trompée. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 66,666 voix.

ROBERT (LÉON).

Cet ex-commissaire du gouvernement, né à Auxerre en 1798, est un républicain dit de la veille. Il y a vingt ans qu'il conspire. Membre de toutes les sociétés secrètes et notamment de celle des *Droits de l'Homme*, il s'est trouvé mêlé dans toutes les luttes contre la monarchie. Il est l'ami de MM. Armand Marrast, Flocon et Ledru-Rollin. Ce dernier l'envoya commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de l'Yonne; ce ne fut pas avec l'agrément des habitants qui protestèrent, mais en vain.

Au reste, M. Robert n'a pas légitimé les craintes qu'il avait inspirées; et son administration a été modérée. Candidat à l'Assemblée nationale, il y a été envoyé par 78,000 suffrages.

VAULABELLE (ACHILLE DE).

Ex-ministre de l'instruction publique, démissionnaire le 14 octobre, il est né en 1799 à Châtel-Censoir (Yonne). Il avait occupé, quelque temps, sous la Restauration, une place à la préfecture de l'Yonne. On a dit de l'élection de M. de Vaulabelle qu'elle valait une représentation tout entière et des meilleures. Cet éloge n'était point exagéré. Que ne devait-on pas attendre, en effet, de la présence, au sein de la représentation nationale, de cet écrivain, si éminemment Français, qui, dans l'*Histoire des deux Restaurations*, a déchiré, avec courage, le voile épais dont les écrivains contemporains avaient couvert

les malheurs et les hontes de la France en 1814 et 1815. Il ne put trouver, cependant, d'éditeur pour cet ouvrage, fruit des plus minutieuses recherches, et fut obligé de le publier à ses frais.

Publiciste très distingué, écrivain d'élite, M. de Vaulabelle a pris une part très active à la rédaction du *National* depuis 1838. Ses articles très nombreux sont empreints d'un cachet de bon sens et de patriotisme qui dénotent le bon citoyen et le penseur sérieux. Il avait contribué aussi à ressusciter le spirituel et redoutable *Nain jaune* en 1824, et à fonder le *Journal de la Révolution* en 1830. Il est, enfin, auteur d'une *Histoire d'Egypte moderne*, de 1801 à 1833. Ses opinions sont écrites dans ses livres et dans les journaux qu'il a rédigés. Elles y brillent du plus vif éclat par la noblesse des sentiments qui y sont exprimés.

Cependant, appelé à l'Assemblée nationale par 60,590 voix, il y a faiblement répondu à ce qu'on attendait de lui. Il est vice-président du comité des affaires étrangères et membre du comité de constitution.

COLONIES FRANÇAISES.

ALGÉRIE.

Alger. — 4 Représentants.

DIDIER (HENRI-GABRIEL).

Né à Fresnes-en-Voëvre (Meuse) en 1808, professeur à l'institution de Fontenay-aux-Roses (Seine) de 1825 à 1831, un des rédacteurs du journal *le Bon Sens*, à Paris, de 1832 à 1834, avocat à Sedan (Ardennes), de 1834 à 1839, il fonda dans cette dernière ville une petit journal démocratique intitulé : *le Nouvelliste des Ardennes*.

De 1839 à 1844, il est devenu avocat à Paris. Le 13 février

1844, il a été nommé juge-adjoint au Tribunal d'Alger; le 15 décembre de la même année, procureur du roi à Philippeville; le 8 janvier 1846, procureur du roi à Blidah; le 3 novembre 1847, substitut du procureur-général à Alger. C'est, en outre, un des plus actifs collaborateurs de la *France pittoresque*, publiée à Paris par Philippe Le Bas, fils du conventionnel.

Le 13 mai, son admission à l'Assemblée nationale par l'Algérie ayant été prononcée, il a donné immédiatement sa démission des fonctions de substitut du procureur-général à Alger. Il a, depuis la réunion de la Constituante, publié une brochure, ayant pour titre : *Idées d'organisation de l'Algérie*, et reçu des adresses flatteuses des clubs de Philippeville, localité où, comme procureur du roi, magistrat intègre, démocrate pur, il a laissé d'unanimes sympathies, que le temps n'effacera pas. Patriote chaleureux, administrateur de haute capacité, il est de ces hommes d'avenir qui voient dans nos possessions africaines une France nouvelle, et qui ont voué leur existence à la consolidation de l'immortel édifice dont le courage de nos soldats a jeté les premiers fondements. Il veut la colonisation grande, forte et prospère. Sa voix trouvera tôt ou tard de l'écho dans l'Assemblée nationale.

LEBLANC DE PRÉBOIS (FRANÇOIS).

Né en 1804 à Yverdon (Suisse), il est fils d'un ancien officier supérieur d'artillerie et issu d'une famille d'épée, connue, dans les fastes du Dauphiné, depuis plus de quatre cents ans, d'une de ces familles auxquelles les intrigues des cours furent constamment étrangères, et qui sacrifièrent, sans cesse, leur fortune au besoin de servir la France les armes à la main.

Admis à l'École de Saint-Cyr en 1822, il en sortit, en 1824, pour entrer dans l'état-major. Sa carrière jusqu'en 1830 fut celle de tous les officiers de son grade et de son arme. Attaché à l'armée d'expédition d'Afrique, en qualité de lieutenant, il ne cessa de prendre part à tout ce qui se fit d'important dans notre nouvelle conquête jusqu'en 1843, époque où il dut rentrer en France, par suite de la publication d'un ouvrage sur la conduite du gouvernement d'alors, relativement à cette contrée, ouvrage dans lequel il démontrait clairement qu'on n'y fondait rien de stable, malgré beaucoup de dépenses et de sacrifices. Ce livre a pour titre : *De la nécessité de substituer le gouvernement civil au gouvernement militaire pour la prospérité de l'Algérie*.

Depuis 1843, de concert avec plusieurs hommes de cœur comme lui, il fonda le journal *l'Algérie*, à l'effet de poursuivre, sans relâche, l'annexion et l'assimilation de notre colonie à la métropole ; mais, à l'aide d'une manœuvre inqualifiable, cette publication fut enlevée à ses fondateurs par d'anciens saint-simoniens, qui la vouèrent à la défense du régime de l'arbitraire et de l'exception.

Il avait déjà publié, en 1842, un autre travail intitulé : *L'Algérie prise au sérieux*. 1844 en vit paraître un troisième : *Les Départements algériens*, qui eut un immense succès et fit faire de rapides progrès, dans les esprits, à l'idée de l'assimilation de l'Algérie à la France.

C'est pour défendre cette thèse à l'Assemblée nationale que les colons de l'Algérie l'y ont envoyé. Cette confiance de nos compatriotes d'Afrique a été pour le capitaine Leblanc de Prébois la plus belle récompense de la persévérance qu'il a mise, depuis 1840, à poursuivre ce but vraiment national, et du sacrifice d'un avancement facile et assuré, s'il eût voulu consacrer sa plume à l'éloge des vues anti-françaises du gouvernement déchu sur l'Algérie. Ainsi sa carrière avait été brisée ; on lui avait su mauvais gré de son idée constante de colonisation ; et aujourd'hui il a seize ans de grade de capitaine.

Lors de son élection, on a cherché à répandre des doutes sur ses opinions républicaines. Sans faire étalage de ses idées démocratiques, il s'est contenté de dire aux colons : « Je suis sincèrement républicain, pour des motifs qu'il est facile d'apprécier ; lorsque le principe monarchique, auquel bon nombre de niais politiques semblent se rattacher encore, comme à un principe d'ordre, a reçu, en moins de soixante ans, quatre démentis formels et une seule application (Louis XVII n'a pas succédé à Louis XVI, le roi de Rome à l'empereur, Henri V à Charles X, le comte de Paris à Louis-Philippe ; Charles X seul a succédé à Louis XVIII), il faudrait renoncer à l'usage de sa raison, si l'on ne reconnaissait pas que le principe de la légitimité, ou le principe dynastique, est une institution usée, bonne, tout au plus, à figurer, désormais, dans les souvenirs historiques. »

M. de Prébois a publié, en mars dernier, un petit ouvrage qui a pour titre : *Cent cinquante millions d'économie sur le budget de la guerre, ou Réorganisation de l'armée, avec amélioration de la solde*. Plusieurs des vues que renferme cet opuscule, qui a eu un grand succès, ont été déjà adoptées par le ministre de la guerre ; et, sans doute, avec le temps, on sera obligé de les adopter toutes.

BARROT (FERDINAND).

C'est le plus jeune des frères d'Odilon Barrot; il est né en 1806. Il était simple avocat à la Cour d'appel de Paris, lorsqu'arriva la Révolution de 1830, et, déjà, il promettait de marcher un jour sur les traces de son aîné. L'honorable Dupont (de l'Eure) put donc, sans mentir à sa conscience, l'élever au poste de substitut du procureur du roi près le tribunal de la Seine, quand ce sage ministre s'occupa sérieusement de cette refonte si nécessaire et si urgente de la magistrature, qu'on ne lui permit pas d'achever; mais, en 1836, lorsque les tendances du gouvernement de Juillet furent devenues trop évidemment rétrogrades, Ferdinand Barrot ne balança pas à donner sa démission, et redevint avocat.

En cette qualité il a défendu, dans des procès célèbres, les éternels principes démocratiques de la liberté des cultes et de la liberté de la presse; il a plaidé pour le colonel Vaudrey dans le procès de tentative de Louis-Napoléon sur Strasbourg, et a été en 1840, à la Cour des pairs, avec M^{es} Berryer et Marie, un des trois conseils de Louis-Napoléon lui-même, après la malheureuse expédition de Boulogne.

Le ministère du 12 mai l'avait nommé avocat du trésor. Il fut deux fois élu député par l'arrondissement de Loches, en 1842 et en 1846, lors de la retraite de M. Taschereau. Assis à gauche, entre MM. Drouyn de Lhuys et de Jouvencel, il intervenait, en 1844, dans le débat relatif à la loi des fonds secrets. S'étant occupé aussi, depuis plusieurs années, comme député et comme colon, des intérêts algériens avec une grande persévérance et une rare énergie, il révéla des connaissances spéciales sur ce sujet, et une brillante facilité d'élocution dans un excellent discours sur nos possessions d'Afrique, qu'il prononça en juin 1845, et dont les journaux de diverses nuances furent unanimes à faire l'éloge.

L'Algérie ne s'est pas montrée ingrate envers son défenseur; elle a pensé qu'il pouvait dignement la représenter à l'Assemblée nationale, et l'a honoré de son mandat, aux dernières élections.

RANCÉ (POLINE DE).

Agé de cinquante-deux ans, né à Nonancourt (Eure), il commença à servir dans les derniers jours de l'Empire, et passa ensuite ses examens pour entrer dans l'état-major, où il est

resté jusqu'à la fin de sa carrière militaire. Membre de la Chambre des députés en 1830, il y siégea sur les bancs de la gauche. Premier aide de camp du maréchal Clausel, il le suivit en Afrique et y resta tant que son chef en conserva le commandement, soutenant avec énergie les principes qui dominaient alors dans cette colonie, avec ou sans l'assentiment du ministère.

Quand la première expédition de Constantine fut résolue, M. de Rancé fut envoyé par le maréchal à Paris pour y solliciter une augmentation d'effectif, indispensable, à son point de vue, pour entreprendre avec succès cette campagne. Le cabinet rejeta cette demande. Louis-Philippe retint, pendant plus de quatre heures, le négociateur à Neuilly, cherchant à lui prouver qu'un surcroît de troupes était inutile. M. de Rancé tint bon et ne plia pas devant *la volonté immuable*. Revenu auprès du maréchal avec cette mauvaise nouvelle, il eut la douleur amère de le voir entreprendre, avec un effectif et un matériel insuffisants, cette malheureuse expédition de 1836, qui lui a valu tant de reproches injustes. M. de Rancé fit preuve d'une grande force d'âme durant la désastreuse retraite qui la suivit, et dans laquelle les plus braves tombaient, décimés par le plomb et par le froid.

Enveloppé dans la disgrâce de son chef, il prit sa retraite, jeune encore, avec le grade de chef d'escadron d'état-major, et se retira dans ses propriétés aux environs de Dreux. Il possède, en outre, quelques biens dans notre colonie africaine; et il se trouvait en voyage pour les visiter, quand on y reçut la nouvelle de la Révolution de Février et des élections générales qui allaient y avoir lieu, comme dans toutes les autres parties de la France, sur la base populaire du suffrage universel. On lui suggéra, de toutes parts, la pensée d'y poser sa candidature, qui a réussi. Le hasard n'est donc pas étranger à cette élection; mais, cette fois, au moins, personne ne dira qu'il a agi en aveugle. M. de Rancé, qui s'est déjà honorablement montré à l'Assemblée nationale, veut la République démocratique; il veut que l'Algérie forme, comme la Corse, un ou plusieurs départements français, et il saura faire prévaloir ce système, le plus rationnel de tous.

CAYENNE.

(Les élections de cette colonie ne sont pas encore connues.)

GUADELOUPE (ILE DE LA).

**La Basse-Terre — 3 Représentants,
2 Suppléants.**

DAIN (CHARLES).

Né à la Guadeloupe et appartenant à la race blanche, âgé de trente-sept ans environ, il a fait ses études en France, et a été reçu avocat à la Cour d'appel de Paris, où il n'a pas tardé à se distinguer par une éloquence plus correcte que fongueuse, moins propre à électriser un auditoire qu'à le séduire et à le charmer.

De bonne heure, il se lia avec Victor Considérant (*voir le département du Loiret*), qui l'initia aux doctrines phalanstériennes et donna accès aux produits élégants de sa plume dans les livres, les recueils et les journaux consacrés à la propagation et à la défense des idées de Fourier.

Lorsque le néo-catholicisme de Buchez (*voir le département de la Seine*) et le socialisme de Considérant se trouvèrent aux prises à l'Hôtel-de-Ville de Paris, dans le congrès soi-disant *européen*, ouvert en 1833 par l'Institut historique, Charles Dain, encore tout jeune, mais alors plein d'ardeur, se posa en champion infatigable des idées de son maître; et tous deux, pour battre en brèche Buchez et son ancien acolyte Roux-Lavergne (*voir le département d'Ille-et-Vilaine*), ne ménagèrent pas ce pauvre christianisme, dont ils se sont avisés, beaucoup plus tard, de faire la base fondamentale du phalanstérianisme.

Comme *la Démocratie Pacifique*, et d'accord avec son collaborateur dans cette feuille, Désiré Leverdant (de l'île Maurice), Charles Dain souhaitait, de tout son cœur, avant la Révolution de Février, l'émancipation de la race noire; mais il la voulait lente, graduelle, successive, lointaine, ne portant surtout aucun préjudice aux intérêts sacrés de ces honnêtes colons, dont il fait partie, et auxquels les mauvaises langues seules ont pu attribuer, suivant lui, des atrocités impossibles.

Imbu de ces idées, après avoir plaidé à Paris quelques causes assez importantes, il est retourné, ces dernières années, dans son île natale, où l'on regrette de l'avoir vu prendre, devant les tribunaux, la défense de certains colons, accusés par la voix

publique de sévices graves contre leurs esclaves. En agissant ainsi, du reste, Charles Dain était conséquent avec les principes de toute sa vie.

Il ne l'était pas moins dans la polémique très vive qu'il soutint dans la *Démocratie Pacifique* contre les attaques un peu rudes dont il était l'objet dans la *Réforme*, de la part de M. Victor Schœlcher.

Quand l'émancipation des esclaves fut prononcée, sans transition, à la suite de la Révolution de 1848, quand toute cette masse de nouveaux émancipés fut appelée, comme tous les autres citoyens français, à la nomination des représentants du peuple, on ne vit pas sans étonnement Charles Dain et Victor Schœlcher conclure, pour les besoins communs de leur cause, un traité de paix et d'amitié, et le premier, patronné par le second, briguer et obtenir les suffrages des hommes de couleur de la Guadeloupe, dont 10,996 voix lui ont ouvert les portes de l'Assemblée nationale.

Au banquet phalanstérien qui a eu lieu, le 21 octobre, dans le Jardin d'hiver, M. Charles Dain, paraissant à la tribune, lui blanc, entre le représentant noir M. Mathieu, et le représentant mulâtre M. Pory Papy, a porté un toast à l'affranchissement de tous les peuples. « Puisse, a-t-il dit, notre sollicitude et notre amour nous faire pardonner notre séculaire tyrannie ! »

MATHIEU (LOUISY).

Jeune ouvrier typographe, âgé de 30 ans environ, appartenant à la race noire, et né à la Guadeloupe, il exerçait sa profession dans une imprimerie de la Pointe-à-Pître, estimé et chéri de tous ses frères, nègres et mulâtres, quand leurs suffrages, au nombre de 11,632, sont venus l'y chercher pour en faire leur premier suppléant à l'Assemblée nationale.

PERRINON (FRANÇOIS-AUGUSTE).

Agé de 36 ans environ, homme de couleur, il est né à Saint-Pierre de la Martinique. Grâce à la protection de M. Édouard, colon blanc, jouissant d'une honnête aisance, il vint en France, commença ses études à Rouen, les acheva à Paris, au collège Charlemagne, et devint lieutenant d'artillerie de marine, après avoir passé par l'École polytechnique et l'École d'application de Metz.

En 1841, il était employé au ministère de la marine; en 1842,

on l'envoyait à la Guadeloupe en sa qualité d'officier d'artillerie de marine, et il y restait jusqu'en 1845. A son retour, il rentrait au ministère, où il remplissait les fonctions de chef de bureau de l'artillerie jusqu'à la révolution de Février.

Il avait obtenu, sous M. Guizot, de l'avancement et la croix d'honneur, ce qui ne l'empêchait pas de publier un livre, assez incomplet et assez mal rédigé, sur *la magistrature coloniale*. Le signer dans sa position était impossible; M. Schœlcher, qu'il avait pris pour conseil, lui souffla le double pseudonyme de *Maximilien Just*, sous lequel l'ouvrage a paru, et qui, dans sa forme délicate, recèle un hommage tacite à deux grands noms révolutionnaires : Saint-Just et Maximilien Robespierre.

M. Schœlcher n'eut garde d'oublier son ami, lorsqu'après la Révolution de Février il arriva au poste de sous-secrétaire d'État au département de la marine, sous le grand Arago. Le chef de bataillon d'artillerie de marine Perrinon fut, incontinent, envoyé commissaire général de la République à la Martinique. Là, il est parvenu, non sans peine, à faire réussir l'élection de son protecteur; mais il s'en est dédommagé à la Guadeloupe, où le succès de M. Schœlcher a été plus complet. Quant à lui, repoussé, sur le premier point, par l'immense popularité de Bissette, il a passé le premier sur le second, et a été envoyé à l'Assemblée nationale par 16,233 suffrages.

SCHOELCHER (VICTOR).

Agé de 45 ans environ, né à Paris, il a fait ses études au collège Louis le Grand, où il avait l'honneur d'être le condisciple de Jules Janin et de Théodore Burette, lesquels sont restés longtemps ses amis. Son père, Marc Schœlcher, marchand de porcelaine, avait acquis une belle et honorable réputation dans sa spécialité.

En 1830, à la suite d'un voyage dans les deux Amériques, il publia, dans la *Revue de Paris*, une série de lettres sur le Mexique, dans lesquels on remarque, avec regret, des passages tels que les suivants, qui ont été sévèrement attaqués par Bissette (*voir les élections de la Martinique*) : « La dissolution des mœurs chez les nègres est telle, que, pour cinquante sous, un mari cède sa femme à un autre pendant huit jours... Loin de nous la pensée, ajoute-t-il, de bouleverser le monde, de compromettre les intérêts et la vie de tant de colons attachés à l'esclavage! Ceux qui veulent l'émancipation des noirs actuelle et spontanée, parlent et agissent dans un esprit d'hu-

manité très honorable, sans doute, mais, soit ignorance, soit entraînement, ils ne tiennent pas compte d'une circonstance, c'est l'état moral de nos protégés. Que faire des nègres affranchis ? Pour quiconque les a vus de près, cette question est impossible à résoudre. Les nègres, sortis des mains de leurs maîtres, avec l'ignorance et tous les vices de l'esclavage, ne seraient bons à rien, ni pour la société, ni pour eux. Je ne vois pas plus, avec personne, la nécessité d'infecter la société actuelle, déjà assez mauvaise, de plusieurs milliers de brutes, décorés du titre de citoyens, qui ne seraient, en définitive, qu'une vaste pépinière de mendiants et de prolétaires. Quant à cela, laissons faire le grand maître, LA MORT... Envisager la question autrement, c'est faire du sentiment en pure perte. »

A part, du reste, ses opinions sur l'esclavage, que l'auteur a eu le courage de modifier complètement depuis lors, ces lettres portent le cachet des sentiments politiques de l'écrivain, qui appartenait, sous la Restauration, à la fameuse loge républicaine des *Amis de la Vérité*.

Il continua à s'occuper activement de politique dans la Société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, et dans celle des *Droits de l'Homme*. Il était l'ami de Godefroy Cavaignac et de tous ceux qui, dans les réunions secrètes et dans la presse, préparaient l'avènement de la République. C'est ainsi qu'on le vit prendre part à la fondation de la *Revue républicaine*, de la *Revue indépendante*, du *Journal du Peuple*, de la *Réforme*, de presque toutes les publications enfin consacrées à la propagation et à la défense des idées les plus avancées.

Jeune encore, il avait vu l'esclavage des noirs à Cuba et aux États-Unis, il l'avait attaqué, comme nous l'avons dit, avec certains ménagements dans la *Revue de Paris*, se bornant à demander l'émancipation immédiate des seuls enfants esclaves et l'abolition des autres dans un délai de quinze ans.

En 1833, il publia, sur le même sujet, une brochure intitulée : *De l'esclavage des noirs et de la législation coloniale*, et, en 1840, un petit volume intitulé : *Abolition de l'esclavage; examen critique du préjugé contre la couleur des Africains et du sang mêlé*.

En 1840, il alla étudier cette grande question sur les lieux même; il est le premier voyageur qui parut à la Martinique et à la Guadeloupe avec le titre d'abolitioniste, ce qui ne l'empêcha pas, du reste, de trouver chez les colons une hospitalité parfaite. Il visita aussi les possessions anglaises, danoises, espagnoles de l'Archipel américain. Il rapporta de cette longue ex-

cursorion deux ouvrages, *les Colonies françaises*, 1842, 1 vol., et *les Colonies étrangères et Haïti*, 1842, 2 vol.

En 1846, à la suite d'un voyage en Égypte, en Grèce et en Turquie, il publia *l'Égypte en 1845*, 1 vol., où il dévoile l'odieuse politique de Méhémet-Aly, et les affreuses misères des Fellahs. Il annonce dans ce travail un livre sur l'esclavage oriental, qui n'a pas paru.

En même temps, il ne cessait de faire une guerre acharnée, persévérante, de tous les jours, à la société coloniale; il demandait l'abolition immédiate dans plusieurs journaux, et surtout dans *la Réforme*. Ces articles ont été réunis et fondus dans son dernier ouvrage : *Histoire de l'Esclavage pendant les deux dernières années*, 2 vol., 1847. C'est un tableau navrant de toutes les cruautés dont les nègres étaient victimes, et de tous les monstrueux abus du régime colonial.

Après avoir publié ces deux volumes, il partit, au milieu de 1847, pour le Sénégal, afin d'y continuer ses études sur l'état des esclaves dans toutes les colonies françaises. A son retour, le vœu de sa vie entière était réalisé, la République était proclamée depuis quelques jours, et il n'avait que le regret de n'avoir pas contribué à cette œuvre sociale.

M. F. Arago, ministre de la marine, l'appela auprès de lui comme sous-secrétaire d'État; et, le lendemain de son entrée au ministère, parut le décret du 4 mars, qui institue une commission pour préparer l'acte d'affranchissement immédiat des nègres.

Il a eu le bonheur de travailler, comme président de cette commission, aux décrets du 27 avril, qui abolissent à jamais l'esclavage dans toutes les colonies et possessions françaises, et qui règlent les mesures nécessaires pour cette grande œuvre.

On lui attribue également le décret du 12 mars, qui raye du code maritime les peines corporelles qui le déshonoraient. Il donna sa démission de sous-secrétaire d'État le jour même où M. Arago quitta le ministère de la marine.

Au mois d'août dernier, il a été nommé représentant du peuple à la Martinique par 49,417 voix, et à la Guadeloupe par 16,038, dès que les décrets du 27 avril ont doté ces deux colonies du suffrage universel et de la liberté de la presse. Il a opté pour la Guadeloupe.

WALLON.

Professeur dans l'Université de France, attaché à un collège de Paris, auteur de plusieurs écrits, enfant de la métropole, n'ayant jamais mis les pieds dans une colonie transatlantique,

il a fait, plus que qui que ce soit, l'expérience de cette maxime d'un poète :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Lié depuis longtemps avec Schœlcher, devenu, à l'avènement de la République, sous-secrétaire d'État de la marine et président de la commission chargée d'émanciper les colonies, il a été appelé par lui aux fonctions de secrétaire de ce conclave abolitionniste.

Aux élections de la Guadeloupe, les amis de son ami en ont fait un candidat sérieux à la représentation nationale, et, le bruit s'étant répandu, dans la classe des hommes de couleur, qu'elle allait voter pour un digne mulâtre, fixé depuis longtemps en France, il a été proclamé second suppléant de la colonie à une majorité de 41,582 voix.

MARTINIQUE (ILE DE LA).

**Le Fort-National. — 3 Représentants,
2 Suppléants.**

BISSETTE.

Homme de couleur, connu par son patriotisme, son courage et ses infortunes, fixé depuis longtemps à Paris, où il n'a pas cessé d'être le mandataire infatigable de ses frères déshérités, hâtant, de tous ses efforts, l'abolition de l'esclavage dans nos colonies, il est né au Fort-National (Martinique) en 1795. Propriétaire aisé de cette ville, très influent parmi les mulâtres, il avait formé avec eux une association ayant pour but, non, comme on l'a faussement prétendu, de les soulever pour arracher l'île à la domination française, mais simplement d'arriver, par des moyens légaux et hautement avouables, à obtenir de la métropole une égalité complète de droits entre les blancs, peu nombreux dans la colonie, et les hommes de couleur, qui composent la majeure partie de sa population. C'était une *conspiration morale*, si l'on veut, mais rien de plus.

Arrêté, vers la fin de l'année 1823, ainsi que ses amis Fabien,

négociant; Volny, marchand; Duvant, Joseph Demil, Joseph Frappart, Eugène Delphile et autres, comme prévenus d'avoir colporté dans le pays un volume, assez inoffensif, venu de France, et intitulé : *De la situation des hommes de couleur libres aux Antilles françaises* (à Paris, chez Mac' Carty), il soutint qu'on ne pouvait administrer la preuve du fait allégué. « Le colportage, disait-il, dans le sens légal de ce mot, ne s'entend que des individus, qui, comme les libraires, font métier de vendre des livres et de les colporter à domicile. Ils vendent ordinairement, ajoutait-il, des livres pour lesquels on n'a pas rempli toutes les formalités légales, c'est-à-dire des livres prohibés; la brochure incriminée n'a pas ce caractère...

« A son apparition à la Martinique, elle n'a été ni prohibée ni condamnée; dès lors, je ne puis être coupable pour l'avoir lue. Dans tous les cas, ai-je distribué cette brochure? Nullement. Il est, au contraire, constant que les adresses servant d'enveloppes, et qu'on a mises sous mes yeux, ne sont pas de ma main, ni de mon papier, ni de mon cachet. Il n'est point prouvé que ces adresses s'appliquent à la brochure, et, de plus, elles n'ont point été trouvées chez moi. »

Outre le livre en question, vingt-sept pièces saisies chez l'accusé se trouvaient incriminées. Beaucoup étaient insignifiantes. On remarque, dans le nombre, un cahier intitulé : *Deuxième partie des vexations faites aux hommes de couleur*; un projet de pétition à la Chambre; quatre projets d'adresse au roi; un certificat de publication de bans à l'occasion de son mariage; Madame Bissette avait habité la Dominique; les conjoints y sont qualifiés de *sieur* et *demoiselle*, pièce déclarée, pour ce motif, SÉDITIEUSE, et incriminée par le ministère public, etc., etc.

Un négociant de couleur de la Martinique, M. Papy, père du représentant actuel, avait reçu, comme Bissette, un certain nombre d'exemplaires du volume poursuivi. Saisi de frayeur à la nouvelle de l'arrestation de son ami, il alla noyer en pleine mer le malencontreux ouvrage, hors un seul exemplaire, qu'il s'empressa de déposer entre les mains de la justice. Cette démarche, défavorablement interprétée, souleva contre son auteur une indignation générale parmi les mulâtres.

Cependant, les accusés, traduits devant le tribunal de première instance, étaient condamnés, le 13 janvier 1824, au bannissement. Avant et après cet arrêt, il y avait eu de l'agitation dans l'île, et des menaces d'insurrection prochaine étaient parvenues aux oreilles du pouvoir, qui crut devoir faire braquer des canons devant la geôle qui renfermait Bissette et ses amis.

Ceux-ci en appelèrent à la Cour royale; le procureur du roi, de son côté, interjeta appel à *minima*; et là, Bissette, Fabien et Volny, furent condamnés, le 12 janvier 1824, aux travaux forcés à perpétuité, à l'exposition et à la marque. Comme on le voit, la justice paternelle de la Restauration ne perdait pas de temps.

Ces hommes énergiques entendirent leur arrêt sans sourciller, et, forts de leur droit, ils se pourvurent en cassation; mais, nonobstant ce pourvoi, la magistrature de cette époque, qui ne lâchait pas aisément sa proie, les fit extraire de leur prison et conduire par le bourreau, au milieu d'un grand appareil militaire, et avec des canons braqués à toutes les avenues, sur la place du marché du Fort-National, où ils furent cloués au poteau de l'infamie et marqués d'un fer brûlant sur l'épaule, comme les plus vils malfaiteurs; la population indignée et versant des larmes de rage, environnait à distance le pilori des martyrs de sa liberté, qu'elle transformait en char de triomphe.

Bissette et ses amis furent envoyés à Brest sur un vaisseau de l'État, et là, enfermés dans la prison civile, où ils protestèrent contre la conduite tenue à leur égard. La Cour de cassation, sur les plaidoiries de Chauveau-Lagarde et Isambert, cassa, le 28 septembre 1826, l'arrêt de la Cour royale de la Martinique, et renvoya les prévenus devant celle de la Guadeloupe. Là, le procureur général Cabasse conclut à l'acquittallement pur et simple de Fabien et Volny, et à la condamnation de Bissette à dix années de bannissement des colonies françaises. Me Foignet, avocat des accusés, prit, à son tour, la parole, et, dans une plaidoirie qui faisait autant d'honneur à son talent qu'à ses sentiments généreux, il soutint qu'aucun des faits imputés à ses clients n'était prouvé, et, que le fussent-ils tous, ils ne présentaient aucun caractère de criminalité. Cette défense produisit la plus vive sensation sur l'auditoire.

Bissette ayant demandé la parole à la suite de son avocat, la séance fut remise au jour suivant pour l'entendre. Le lendemain, au milieu du plus profond silence, il prononça un courageux discours qui produisit une sensation générale.

L'arrêt prononcé le 27 mars 1827, après une délibération de six heures et demi, acquitta tous les prévenus, à l'exception de Bissette, qui fut condamné au bannissement des colonies françaises pour dix ans et aux frais de la procédure. Fabien, quoique acquitté, déclara qu'il ne se séparerait pas de lui. Plusieurs accusés devinrent fous en recouvrant leur liberté, entre autres, Joseph Demil, qui l'est encore au moment où nous écrivons.

Bissette sollicita du gouverneur d'être transporté à l'île anglaise de Sainte-Lucie, pour y terminer ses affaires d'intérêt et de famille avec la Martinique, avant de se rendre en France, si l'on n'aimait mieux lui accorder la liberté, sous caution, à la Guadeloupe, jusqu'à ce qu'il eût terminé ses affaires. Cette première faveur lui fut accordée.

A Sainte-Lucie, il reçut une lettre du vieux Papy, qui le suppliait, attendu les accusations cruelles auxquelles il était, sans cesse, en butte, de la part de ses frères, les hommes de couleur, de vouloir bien déclarer, par écrit, qu'elles n'étaient pas fondées et qu'on l'accusait à tort de trahison envers ses amis. Toujours généreux, Bissette s'empressa de déférer à ce désir. La lettre fut immédiatement écrite, elle produisit une grande sensation dans la colonie; et le vieillard et son fils, aujourd'hui représentant du peuple, remercièrent, avec effusion, le proscrit de cet acte de magnanimité. Le vieux Papy n'en jouit pas longtemps; sa maison de commerce s'écroula sous le coup de pertes successives; et il se vit obligé, pour gagner sa misérable vie et traîner ses derniers jours, de mesurer aux esclaves nègres le *tafia*, à cinq centimes, chez un pauvre tavernier de sa ville natale. Son fils, déjà marié, ramassa ses modiques économies et alla, accompagné de sa famille, étudier économiquement le droit à Aix.

Bissette et Fabien, retirés à Paris, y devinrent les mandataires de leurs frères, les hommes de couleur. Pour mettre les deux envoyés à même de remplir leur mission, il leur fut alloué à chacun, six mille francs par an, double subvention dont les fonds allaient être faits par un impôt volontaire que s'imposeraient courageusement les mulâtres et les nègres libres de la Martinique et ressemblant assez, moins ses modestes proportions, à la rente que les *repealers* irlandais devaient constituer, plus tard, à leur défenseur Daniel O'Connell; mais ces sommes, encaissées trop souvent par des mains infidèles, arrivaient rarement intactes à leur destination; et Bissette et Fabien, pour continuer à remplir leur mandat à Paris, étaient condamnés à y vivre de privations douloureuses.

Leur compagnon d'infortune Volny était allé chercher un asile à Haïti, où la mort le moissonna bientôt. Fabien, de guerre lasse, s'en revint à la Martinique. L'intrépide Bissette resta seul à son poste, fidèle à sa mission, bien qu'il ne reçût que fort incomplètement son salaire, les sacrifices des hommes de couleur étant, cependant, diminués de moitié, par la retraite de Fabien.

Défendant, sans relâche, les intérêts de ses frères des colonies, debout, jour et nuit, sur la brèche, il publia, en leur faveur, plusieurs ouvrages remarquables, entre autres, en 1835,

ses *Lettres politiques sur les colonies et l'esclavage*, et trois recueils mensuels, qui furent très favorablement accueillis de la métropole, la *Revue des colonies*, qui a paru de 1834 à 1841, la *Revue abolitioniste* et le *Martyrologe colonial*, qui n'ont cessé qu'à la proclamation de la République en 1848. Ce que ces écrits ont répandu en France, en Europe même, d'idées favorables aux pauvres esclaves d'outre-mer, ne saurait s'exprimer dans l'étroit espace d'une notice.

Lié à Paris avec tous les hommes en renom de l'opinion avancée, Bissette a combattu bravement, pour la liberté de la mère patrie, dont le contre-coup se fait toujours sentir en Amérique, sur les barricades de Juillet, ainsi que sur celles de Février. A la première victoire populaire, la garde nationale l'élut pour un de ses officiers. Depuis la seconde, il fait partie, avec son fils, de l'artillerie parisienne, ce corps d'élite qui renferme tous les esprits indépendants de la capitale. Il a été aussi le fondateur du *club des Amis des Noirs*, qui n'a clos ses séances que sous la pression de l'état de siège.

Quand l'émancipation des colonies a été solennellement proclamée par la métropole, et que les noirs émancipés, exerçant, pour la première fois, leurs droits de citoyens, ont été appelés, de concert avec les blancs, les mulâtres et les nègres libres, à élire des représentants à l'Assemblée nationale, en vain le maire de Saint-Pierre, Pory-Papy, le fils du vieux Papy, a-t-il tenté de reléguer Bissette parmi les suppléants de la Martinique; la population tout entière, malgré les menées, les intrigues, les manœuvres, les tromperies de toute espèce, s'est obtenée à l'inscrire, en tête de toutes ses listes, avec une majorité de 19,850 voix, avant Pory-Papy lui-même. Un pauvre nègre, qui ne savait pas écrire, ainsi que la plupart des siens, pria son curé de lui confectionner son bulletin; il voulait voter pour Bissette; « mais il faut deux autres noms, » disait l'ecclésiastique. L'enfant de l'Afrique n'en voulait qu'un. Poussé à bout, « puisqu'il en faut deux de plus, ajoute-t-il; après Bissette, écrivez *le petit Jésus et la bonne Vierge*. »

Bissette, en présence des protestations faites contre les élections de la Martinique, a donné à ses collègues un grand exemple : le 5 octobre, il a envoyé à l'Assemblée sa démission. Elle n'était pas acceptable, avant que le rapport sur les élections eût été fait en séance publique. Là, au grand étonnement du public, elles ont été toutes validées, à l'exception de la sienne. Bissette en appelle à ses commettants. Le martyr de la liberté sortira triomphant de cette épreuve.

FRANCE.

M. France, né dans la métropole, et âgé de 55 ans environ, a résidé trois ans à la Martinique, en qualité de chef d'escadron de gendarmerie coloniale. Il est connu pour avoir publié en France un volume in-8° qui, sous le titre, un peu ambitieux, de *la Vérité et les Faits*, ou *l'Esclavage à nu*, n'est, en définitive, que le recueil exact des procès-verbaux dressés dans les visites faites sur les habitations coloniales à l'occasion des sévices dont elles n'étaient que trop souvent le théâtre. Dans la session de 1847, à l'ancienne Chambre, M. Ledru-Rollin, étant monté à la tribune pour tracer le tableau hideux des horreurs de l'esclavage, a emprunté une grande partie de ses exemples au livre de M. France. La naïveté de ce livre brutal fait frémir. Les procès-verbaux n'occupent qu'une partie de la seconde moitié. La première contient une introduction fort remarquable, qui n'est pas, dit-on, l'œuvre de M. France, mais qu'on attribue généralement, quoiqu'elle ne soit pas signée, à un ecclésiastique philanthrope, l'abbé Salmon, ancien curé d'une des paroisses de la Martinique, révoqué pour ses sentiments humanitaires.

Cette restriction n'empêche pas que le livre de l'ex-commandant de gendarmerie, ne soit, sinon une production littéraire remarquable, au moins une publication courageuse qui honore son auteur. Il a en a été récompensé par son rappel en France, et par la disgrâce dont l'a frappé l'amiral Mackau.

Le peuple noir de l'île n'a pas oublié son défenseur, et, à peine émancipé, usant, pour la première fois, de ses droits de citoyen, il l'a appelé, comme son second suppléant, à l'Assemblée nationale, à une majorité de 16,712 voix.

MAZULINE (VICTOR PETIT-FRÈRE, DIT).

Tout le faubourg Saint-Germain connaît, de visage, cet honnête nègre, à l'aspect grave et magistral, les oreilles percées de boucles d'oreilles d'or qui brillent sur l'ébène de sa peau, hantant d'ordinaire les environs du jardin du Luxembourg. C'est le brave Petit-Frère, récemment élu premier suppléant, à une majorité de 18,498 voix, par ses frères noirs de la Martinique, dont il se croyait bien franchement oublié depuis 46 ans qu'il a dit adieu à leurs mornes; mais on a plus de mémoire de l'autre côté de l'Océan que de celui-ci.

Né, il y a 58 ans environ, de père et mère esclaves, sur la plantation de M. Fauvel-Gouraud, près du Fort-National, esclave lui-même, il partit de l'île, pendant la guerre de 1802, avec son maître M. Mottet, chef d'escadron de gendarmerie, qui l'amena, d'abord, aux États-Unis, puis en France, où le brave officier mourut dans la misère, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce.

Cette fin malheureuse frappa au cœur le pauvre Petit-Frère, qui aimait d'autant plus son maître, qu'il lui avait sauvé la vie et s'était fait un devoir de consacrer ses dernières ressources à prolonger son existence. Il le pleura beaucoup et longtemps; mais, comme tout doit avoir un terme et qu'on ne se nourrit pas de larmes, il se mit enfin à chercher fortune, et parvint à entrer au service du célèbre jurisconsulte Henrion de Pensey, qui avait une prédilection marquée pour les nègres.

Henrion de Pensey donna sa fille en mariage au lieutenant-général vicomte de Pernety, pair de France, qui fut, un instant, en 1830, colonel de l'artillerie de la garde nationale parisienne. Petit-Frère suivit sa jeune maîtresse et devint le valet de chambre, l'homme de confiance du mari, dont il soigna admirablement les intérêts, sans négliger absolument les siens. Un beau jour qu'il n'avait rien de mieux à faire, il épousa la femme de charge de l'hôtel, une honnête blanche, qui fut tout cœur pour le pauvre nègre du bon Dieu.

De cette union naquit une petite mulâtresse, pas trop foncée; qui a été envoyée en pension rue de Vaugirard, chez madame Piquet, a passé avec succès ses examens à l'Hôtel-de-Ville, et est allée fonder un pensionnat à la Martinique, où, quoique toute jeune, elle n'a pas peu contribué, dit-on, à l'élection paternelle. C'est un talent diplomatique féminin qui promet pour l'avenir.

Dans ces dernières années, Petit-Frère a quitté le vicomte de Pernety et son hôtel de la rue de Vaugirard, 50. Il s'est fait, tout doucement, propriétaire rue Duguay-Trouin.

Comme législateur, Petit-Frère n'a pas encore fait ses preuves, mais il les fera, prenez patience! Il siège provisoirement à l'Assemblée nationale à la place de Bissette, dont l'élection a été provisoirement annulée, et touche aussi, provisoirement, les 25 francs par jour que Bissette ne touche pas.

PAPY (PORY-).

Homme de couleur, âgé de 40 ans environ, né à Saint-Pierre-Martinique, il est fils du négociant Papy, dont il a été question dans l'article Bissette.

Frappé du contre-coup du désastre paternel, Pory-Papy, qui était déjà marié, ne perdit pas courage; il résolut de profiter de la bonne éducation qu'il avait reçue, pour devenir avocat, et, afin de ménager ses modiques ressources, il se rendit à Aix avec sa famille, et suivit assiduellement les cours de cette faculté. Après avoir subi, avec succès, ses deux premiers examens, il s'adressa à Bissette, qui, déjà, remplissait à Paris les fonctions de mandataire des hommes de couleur, pour le prier d'obtenir du gouvernement qu'il passât sa thèse dans cette dernière ville. Bissette, dont l'obligeance ne fut jamais en défaut, en parla à M. Génie, secrétaire de M. Guizot; et la faveur qu'il sollicitait, fut accordée. Pory-Papy passa avec bonheur sa thèse à Paris, obtint son diplôme de licencié en droit, et repartit, avec sa famille, pour la Martinique, où nous le retrouvons bientôt à la tête du corps des avocats-avoués de Saint-Pierre.

L'association fraternelle des mulâtres, qui avait accredité Bissette en France, chargea Pory-Papy de l'encaissement des dons volontaires qu'on recueillait dans toutes les paroisses de l'île pour cette destination. Ici commencent les premières altercations entre ces deux hommes distingués, si bien faits cependant pour s'entendre. Bissette se plaint de ne recevoir que très inexactement et très incomplètement la somme annuelle qui lui est accordée; Pory-Papy allègue la difficulté des recouvrements; il invite Bissette à revenir à la Martinique, où il se fait fort de lui trouver le cens d'éligibilité voulu pour entrer au conseil colonial, au sein duquel il sera, dit-il, bien plus utile à ses frères de couleur qu'en continuant à remplir ses fonctions de délégué en France. Bissette oppose à ce projet l'impossibilité de sa réalisation; ce serait un précédent scandaleux, que ne souffriraient pas les colons blancs, et auquel, certainement, ne prêterait jamais les mains un gouverneur venu de la métropole, quel qu'il fût. On était alors en 1832.

La querelle ne tarda pas à s'envenimer, sinon entre les chefs, du moins entre les sèdes énergumènes des deux partis.

Tel était l'état de la question quand la Révolution de 1848 éclate; la République est proclamée, l'émancipation des colonies décrétée, la classe mulâtre et noire appelée, pour la première fois, à jouir de ses droits de citoyen dans l'élection des représentants du peuple à l'Assemblée nationale. A la Martinique, le nom de Bissette, le martyr de la liberté, est sur toutes les lèvres. D'autre part, l'avocat-avoué Pory-Papy, devenu maire de Saint-Pierre depuis la Révolution, ne l'inscrit d'abord que parmi les suppléants sur les listes électorales. De pitoyables in-

trigues sont mises en jeu auprès de cette population illettrée, sans défiance, et qui ne pense pas qu'on puisse lui ravir l'élu de son choix. Le résultat des votes est connu : Bissette est nommé le premier par 19,850 suffrages ; Pory-Papy, le second, par 19,263. Bissette a donné sa démission et n'a pas été admis par l'Assemblée. Il en appelle à la colonie qui l'a élu.

SCHOELCHER (VICTOR).

Élu à la Martinique et à la Guadeloupe, il a opté pour ce dernier collège. (*Voir la Guadeloupe*).

RÉUNION (ILE DE LA),

AUTREFOIS ILE BOURBON.

St.-Denis. — 3 Représentants, 2 Suppléants.

(*Ces élections ne sont pas encore connues.*)

SÉNÉGAL.

(*Ces élections ne sont pas encore connues.*)

APPENDICE

ÉLECTIONS SUPPLÉMENTAIRES DU 17 SEPTEMBRE 1848.

Charente-Inférieure. — BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON).
(Voir le Supplément du département de la Seine.)

Corse. — BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON). (Voir *idem*)

Finistère. — LE FLO (le général), né en 1804, à Lesneven, arrondissement de Brest, ancien élève de l'École militaire de Saint-Cyr, il débarquait, en 1831, sur les côtes de l'Algérie, en qualité de lieutenant. Il était déjà capitaine à l'assaut de Constantine; et sa conduite y fut si éclatante, que le duc d'Orléans, témoin de sa bravoure, le promut au grade de chef de bataillon. C'est un des officiers les plus distingués de notre jeune armée. Il a embrassé les principes de notre nouvelle République avec autant d'ardeur que de conviction. Envoyé à l'Assemblée nationale par les dernières élections du Finistère, il est aujourd'hui général de brigade et envoyé extraordinaire de la France près de la cour de Russie.

Gironde. — MOLÉ (le comte LOUIS-MATTHIEU), descendant du célèbre Matthieu Molé, est né à Paris, en 1780, le représentant dont nous esquissons la vie, est le fils unique de Molé de Champlâtreux, président du Parlement de cette capitale, qui périt sur l'échafaud révolutionnaire à 34 ans, et de mademoiselle de Lamoignon. Après de fortes études, il commença, à 20 ans, et publia, à 24, un écrit remarquable, intitulé : *Essais de morale et de politique*. La théorie du pouvoir y est exposé d'une manière lucide; c'est le droit d'un grand homme à la dictature, droit puisé dans des circonstances nationales impérieuses. M. de Fontanes applaudit à cet ouvrage dans un article du *Journal des Débats* qu'il signa. L'empereur, qui était à

l'armée, lut le livre, en blâma certaines parties, mais reconnut du talent à l'auteur.

M. Molé, qui avait visité l'Angleterre pendant les conférences d'Amiens, entra au conseil d'État comme auditeur, devint bientôt maître des requêtes, puis préfet de la Côte-d'Or, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur des ponts et chaussées et comte de l'Empire. Napoléon l'attacha, plus tard, à son cabinet, et l'admit, à toute heure, dans son intérieur. Il y plut; son travail net et rapide convenait au grand homme, qui le nomma successivement commandeur de l'ordre de la Réunion, et grand-juge, ministre de la justice, pendant la campagne d'Allemagne, en novembre 1813. Après les désastres de Russie, il l'appela à présider le conseil de Régence. Lors des événements de 1814, M. Molé suivit l'impératrice Marie-Louise à Blois, avec les autres ministres.

Pendant la première Restauration, il ne demeura pas aux affaires, mais, quelques jours avant le 20 mars, comme membre du conseil municipal de Paris, il signa l'adresse de ce corps à Louis XVIII. A son retour de l'île d'Elbe, l'empereur lui offrit en vain les portefeuilles de la justice, de l'intérieur et des affaires étrangères; M. Molé reprit modestement sa place de directeur des ponts et chaussées; mais il refusa de signer la déclaration du conseil d'État qui repoussait à jamais les Bourbons et s'éloigna de Paris. Cependant, Napoléon le nomma membre de la Chambre des Pairs. M. Molé, qui était aux eaux de Plombières, s'excusa de venir siéger immédiatement, ce qui fit qu'après les événements de Waterloo, il fut rappelé au conseil d'État et maintenu à la direction des ponts et chaussées. Louis XVIII le nomma, à son tour, membre de sa Chambre des pairs.

Dans le douloureux procès du maréchal Ney, il eut le malheur de partager l'erreur de la majorité qui le déclara coupable, malgré la *convention de Saint-Cloud*, il vota avec MM. Séguier, Pasquier et Châteaubriand. Le jour du jugement, un vieux sénateur, qui s'était prononcé pour l'acquittement, lui dit, en lui touchant l'épaule : « Je dormirai ce soir mieux que vous; bien des gens se repentiront. On peut fusiller un prince de vieille race, cela s'oublie, mais on n'oubliera pas la mort de ce prince de l'épée. »

En 1817, il remplaça au ministère de la marine le maréchal Gouvion Saint-Cyr, qui passait à la guerre. Il y travailla beaucoup et y laissa des actes utiles. Ce fut à peu près sous la Restauration sa seule part aux affaires. Napoléon disait de lui :

« C'est un esprit solide, un ministre monarchique, plus occupé du fond que de la forme. » Et il ajoutait à Sainte-Hélène : « Les enquêtes commerciales et industrielles de l'Angleterre lui préparent un rôle dans les futurs ministères de la France. » A la Chambre des pairs, une longue suite de commissions ont réclamé le concours de ses lumières et de son esprit conciliant, il y a déployé une grande ardeur et un immense savoir. Il a parlé avec talent sur la réforme électorale et sur la liberté de la presse.

Sous le gouvernement de Juillet, il est arrivé, deux fois, à la présidence du conseil et au ministère des affaires étrangères; et, des deux côtés, il a laissé d'honorables souvenirs. Il a soutenu avec fermeté et dignité le principe dans la *non-intervention*. L'affaire de Louis-Napoléon, à Strasbourg, et l'amnistie, de quelque point de vue qu'on envisage ces actes, prouvent ce qu'il y a de force dans la modération de son esprit. A la mort de son ami Lainé, il se mit sur les rangs pour l'Académie française, mais on lui préféra Dupaty, le faiseur de vaudevilles. Depuis, l'Académie offrit au président du conseil ce qu'elle avait refusé à l'orateur, M. Molé refusa et il fit bien.

C'était aussi sous le gouvernement déchu une des notabilités de la Chambre des pairs. Il y a chez lui de la continuité dans les idées et de la volonté du progrès. Moins brillant que M. Thiers, moins prompt à la riposte, il montre, dans le silence du cabinet, un coup d'œil plus net et plus décisif; il saisit le fond des questions avec plus de rapidité; il ne recule pas, ou recule peu, car il médite les raisons qui le font avancer; il cause avec grâce, écoute finement et a l'esprit toujours présent à ce qu'on lui dit; c'est une intelligence délicate, calme et quelquefois supérieure. Il garde beaucoup d'anecdotes dans sa mémoire, et aime surtout à parler de l'empereur; on sent qu'il est fier d'avoir touché à ce passé-là.

Sa figure est douce et grave, son front large et penseur, sa taille droite, élevée, svelte; il a plutôt l'extérieur d'un homme aimable et poli, d'un homme comme il faut, que celui d'un haut dignitaire. On lui envie d'autant moins sa position, qu'il semble l'oublier. Il se tenait à l'écart depuis l'avènement de la République, dont la proclamation l'a étonné, mais ne l'a pas abattu, lorsque, le 17 septembre, le département de la Gironde lui a, par 23,224 suffrages, ouvert les portes de l'Assemblée nationale.

Hérault. — LAISSAC (GUSTAVE), Né le 2 août 1800, à Mont-

pellier, d'une famille obscure, il s'est élevé seul par son intelligence. M. de Larcy, élu à la fois dans l'Hérault et le Gard, ayant opté pour ce dernier département, le peuple électoral du premier a nommé M. Laissac à sa place; mais l'Assemblée nationale, dans sa séance du 16 juin, a ordonné une enquête, à la suite de laquelle son élection a été annulée. Plus heureux, le 17 septembre, il a vu, cette fois, sa nomination validée par la Constituante.

M. Laissac était, en 1830, un jeune homme gracieux et fluët, étudiant le droit à Paris. Il ne se battit pas à la révolution qui mit Louis-Philippe sur le trône, mais il en recueillit les fruits; il obtint la croix de Juillet et la sous-préfecture de Château-Chinon (Nièvre), sur la recommandation de MM. Zoé Granier et Viennet. Destitué, au bout de neuf mois, il revint à Paris et accepta les fonctions, peu lucratives, de secrétaire de M^e Mauguin, laissées vacantes par M^e Aylies.

1832 le retrouve à Montpellier, où il est impliqué dans un procès politique. Acquitté par le jury, après trois mois d'incarcération préventive, il court achever son droit à Toulouse. Inscrit sur le tableau de l'ordre des avocats de Montpellier, il ne tarde pas à se faire une belle réputation de province par son inépuisable faconde et sa déplorable facilité. Il plaide, aux assises de Toulouse, la célèbre affaire dite de Montpellier; il plaide, à Montpellier, à Nîmes et à Avignon, pour les ouvriers tonneliers et tailleurs, accusés de coalition; il vient s'asseoir parmi les défenseurs officiels des accusés d'avril à la Chambre des pairs; il prend la parole, devant la Cour de Riom, dans un procès relatif à la fameuse question du recensement, et publie, sur ce sujet, deux brochures, qui ne sont pas sans mérite.

Il a participé à la rédaction de *la Révolution de 1830* et de *la Tribune*; il a publié un travail remarquable sur la question viticole dans le *Journal des Economistes*, quelques pages sur *la Taxe des boissons*, d'intéressantes études sur Barbeyrac et sur le droit public européen au dix-septième siècle.

La République lui ayant offert le titre de procureur-général à la Cour d'appel de Montpellier, son acceptation, dans laquelle on a cru voir, à tort sans doute, une sorte d'abdication de son indépendance, l'a quelque peu dépopularisé dans le pays, ce qui n'a pas empêché, toutefois, sa double élection le 4 juin et le 17 septembre.

Loire (Haute-). — RULHIÈRE (le général), né en 1790, à Saint-Didier-la-Seauve, petite ville de 4,000 âmes, connue

par ses fabriques de rubans et ses filatures de soie, dans l'arrondissement d'Yssengeaux (Haute-Loire), entra, âgé de dix-huit ans, au service dans les vélites-grenadiers de la garde impériale. Il fut nommé sous-lieutenant dans la jeune-garde le 2 avril 1809, adjudant-major sous-lieutenant le 6 juillet de la même année, veille de la bataille de Wagram, capitaine adjudant-major en décembre 1812 et chef de bataillon le 2 avril 1813.

Nommé lieutenant-colonel, sous la Restauration, le 20 juillet 1820, il était, en août 1824, lieutenant-colonel, avec rang de colonel, dans la garde royale. Il devenait, en 1826, colonel du 35^e de ligne, en Espagne, pour prendre rang du mois d'août 1824, général de brigade en septembre 1832, et général de division, le 11 novembre 1837, en récompense de sa conduite au siège de Constantine en octobre.

Légionnaire le 6 avril 1813, il a été fait officier de la Légion-d'Honneur en 1814, commandeur pendant la campagne de Morée en 1829, grand-officier sur les plages d'Afrique en 1839.

Il a fait vingt-six campagnes, dont huit sous l'Empire, quatre en Espagne, deux en Morée, une en Afrique sous la Restauration, une au siège d'Anvers et les autres en Algérie sous le gouvernement de Juillet.

Il a été blessé à diverses reprises et a sauvé l'aigle du 95^e régiment à Waterloo. Il a eu plusieurs chevaux tués ou blessés sous lui.

Frappé par le décret d'avril, quoique encore dans la force de l'âge, il en a été récompensé par les suffrages de ses concitoyens qui viennent de l'appeler à l'Assemblée nationale, dans les élections du 17 septembre, à une majorité de 40,232 voix.

Mayenne. — CHAMBOLLE. Né en 1802, il été rédacteur du *National*, du *Constitutionnel*, du *Courrier Français*, et a donné aux lecteurs de ces trois journaux des preuves incontestables d'une opposition alors des plus vigoureuses. Il a pris la rédaction en chef du *Siècle* à la retraite de M. Hercule Guillemot, aujourd'hui envoyé extraordinaire de la République au Brésil. C'est ce représentant du peuple que vous apercevez là bas, aux cheveux frisés grisonnants, à la bouche souriante, au regard timide. Quand M. Jacques Laffitte était président de la Chambre, M. Chambole remplissait auprès de lui les fonctions de secrétaire de la présidence. Il fut élu député en 1834, à Napoléon-Vendée, en remplacement de M. Alexis de Jussieu, dont l'élection avait été annulée. En qualité de rédacteur du *Siècle*, il s'adressait alors,

dans ses *premiers-Paris*, à vingt mille lecteurs, mais, à la tribune, en sa qualité d'orateur, il ne s'adressait à presque personne. Lorsqu'il lui arrivait d'avoir un mot à prononcer de sa place, il tremblait, balbutiait, pâlissait, et, bien que sa diction soit régulière et nette, il lui arrivait rarement de pouvoir achever complètement sa phrase et sa pensée.

Son importance politique consistait, en ce temps, tout entière, dans le rôle d'intermédiaire entre la gauche et le centre gauche, rôle qu'il s'était bénévolement imposé. Il abouchait M. Thiers avec M. Odilon Barrot, faisait promettre par celui-là des réformes, on ne peut plus modestes, afin de décider celui-ci à repousser des réformes radicales, et, les rendant ainsi complices l'un de l'autre, les compromettait souvent tous les deux, jusqu'à ce que M. Thiers, arrivé au pouvoir, tirât sa révérence à M. Barrot, en lui disant : « Vous repasserez. »

Durant tout le temps qu'il eut l'honneur de siéger au parlement dynastique, il monta, cependant, sept ou huit fois, à la tribune ; il affectionnait les questions d'enseignement, ce qui le fit accuser d'ambitionner le ministère de l'instruction publique, ambition dont on assure qu'il ne s'est pas entièrement dépouillé depuis l'avènement de la République, se considérant, dans toute la naïveté de son âme, comme le chef naturel et nécessaire de cette spécialité. Disons, toutefois, peut-être juste, qu'on lui doit d'avoir réclaté, avec instance, certaines améliorations universitaires, qui ont été réalisées.

Comme rédacteur en chef du *Siècle*, les amplifications dynastico-libérales qu'il servait, en ce temps, tous les matins, à jeun, à ses abonnés, et les manifestes de la République *pure et honnête* qu'il leur ménage aujourd'hui, ne sont pas toujours d'une digestion extrêmement facile ; on trouve ces morceaux d'éloquence trop souvent lourds et obscurs, comme tout ce qui naît d'une opinion mitigée, indécise, douteuse, qui cherche à concilier des principes et des hommes inconciliables.

On le croyait retiré de la scène parlementaire à la suite des événements de Février, lorsque les dernières élections à l'Assemblée nationale nous ont envoyé son nom, du fond de la Mayenne, avec un cortège imposant de 24,239 voix ; et MM. Thiers et Odilon Barrot de se féliciter de cette victoire inattendue !

Moselle. — BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON). (*Voir le Supplément du département de la Seine*).

Nord. — NÉGRIER. Colonel du génie, directeur des fortifications de la ville de Lille, citoyen honorable et instruit, comme

tous les officiers de son arme, il n'a pas, que nous sachions, d'antécédents politiques; mais il est très bien vu à Lille, où il réside depuis plusieurs années.

Son élection a donné lieu à une observation dont nous soumettrons la justesse à nos lecteurs, mais que nous avouons ne pas vouloir combattre : au dire de beaucoup de personnes, elle ne serait qu'un nouvel et plus touchant témoignage de sympathie et de regret donné par la ville de Lille à l'infortuné général Négrier, tué aux journées de Juin. M. Négrier, colonel du génie, n'aurait été choisi qu'à cause de son nom. Sans ce nom, cher aux Lillois, on n'eût peut-être jamais pensé au colonel, qui lui-même n'eût point songé à se porter candidat. C'est pousser loin, sans doute, le souvenir des morts, mais le cœur humain est ainsi fait.

Au reste, quel moyen M. Négrier aurait-il de prendre en mauvaise part la cause de sa nomination? Si, d'un côté, son amour-propre a quelque peu souffert, d'un autre côté, il a dû être singulièrement flatté d'un autre incident de la même élection : Louis-Napoléon Bonaparte, son seul concurrent sérieux, n'a pu être nommé, malgré les efforts, mal dirigés sans doute, de ses nombreux partisans; le colonel Négrier a vaincu l'ex-prince dans ce combat glorieux. Il a obtenu plus de 26,000 suffrages. A peine arrivé à l'Assemblée nationale, M. Négrier a voté en faveur de l'élection du président de la République par l'Assemblée nationale. Était-ce rancune? Non; c'était conviction.

Orne. — VAUDORÉ (G. SYMPHOR). Né en 1818, à Argentan, chef-lieu d'arrondissement de l'Orne, il appartient, par sa famille, à la société bourgeoise, dont le règne exclusif a cessé à la révolution de 1848. Bien que ses parents aient figuré dans l'ancienne opposition libérale, par ses convictions et par ses antécédants, il ne relevait d'aucun drapeau. Persuadé qu'avant d'agir il faut apprendre, il n'a pris qu'une faible part aux luttes des dernières années; et il a demandé aux loisirs d'une vie studieuse et solitaire l'expérience qui manquait à sa jeunesse.

Reçu, en 1841, licencié à la faculté de droit de Paris, attaché, quelque temps, à la rédaction de *la France littéraire*, auteur de *Lettres politiques sur la liberté religieuse*, deux fois seulement il a rompu le silence; ennemi déclaré de tout despotisme, il a cru devoir soutenir la liberté d'enseignement contre les prétentions du monopole, et la liberté religieuse contre les exigences du pouvoir; il l'a fait sans colère et sans faiblesse; il ne désavoue ni ses paroles ni ses écrits.

Il n'a pas servi le gouvernement déchu, il ne l'a pas combattu systématiquement, il ne l'a pas poursuivi dans sa défaite. Exempt de tout souvenir, de toute ambition, de tout intérêt personnel, il ne regrette rien du passé et n'attend rien de l'avenir. Il entre dans la vie politique avec la plénitude de sa liberté.

Candidat aux élections d'avril, de juillet, de septembre, il n'a été nommé représentant du peuple qu'à cette dernière épreuve, à une majorité de 10,619 voix, en remplacement de M. Thiers, et ayant eu pour principaux concurrents Louis-Napoléon Bonaparte, Hippolyte Passy et Berrier-Fontaine, ex-commissaire du gouvernement provisoire.

Rhône. — RIVET. Ce représentant, né en 1802, est fonctionnaire public depuis la Révolution de Juillet, et, par une exception honorable et assez rare, il n'a pas cessé de faire preuve d'une grande indépendance. Il a été successivement, en effet, sous-préfet, secrétaire du ministère de l'intérieur, préfet du Rhône et conseiller d'État.

Député depuis 1839, il a fait constamment partie de l'opposition dans l'ancienne Chambre. Du reste, il s'occupe plus spécialement de questions de finances. En 1842, il fut chargé du rapport sur le budget, et parla en faveur de la proposition relative à la conversion des rentes 5 pour cent. Il se mêla également aux discussions des projets de loi concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique, le recrutement, le roulage, les patentes et les crédits de la marine.

Il a donné, dans le temps, sa démission de préfet du Rhône pour ne pas soutenir, comme fonctionnaire, les candidats ministériels. Ce souvenir s'est réveillé dans l'esprit des habitants de la seconde ville de la République aux dernières élections, et M. Rivet a été envoyé à l'Assemblée nationale par 41,850 suffrages.

Yonne. — BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON). (*Voir le Supplément du département de la Seine*).

RÉÉLECTIONS NOUVELLES.

Calvados. — Par suite de la mort de FRANÇOIS DURAND, ancien notaire à Caen, maire de cette ville, membre du conseil général, décédé à cinquante-deux ans.

Charente-Inférieure. — Par suite de l'option de LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE pour la Seine.

Corse. — Même motif.

Moselle. — *Idem.*

Tarn. — Par suite de la mort, à Paris, du représentant D'ARAGON, ex-député, fils d'un pair de France, décédé à quarante ans environ.

Yonne. — Par suite de l'option de LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE pour la Seine.

(Ces collèges électoraux sont convoqués pour le 19 novembre.)

COLONIES. Martinique. — 2 élections. — Par suite de l'annulation par l'Assemblée nationale de l'élection du représentant BISSETTE, et par suite de l'option pour la Guadeloupe du citoyen SCHOELCHER, élu dans cette colonie et à la Martinique.

ADDITIONS ET RECTIFICATIONS.

Aisne. — VIVIEN, ancien député, ancien ministre de la justice au 1^{er} mars, sous M. Thiers, vice-président du conseil d'État, en 1844, sous le ministère du 29 octobre, a été chargé du portefeuille des travaux publics, en remplacement de M. Recurt, le 13 octobre 1848, par le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, quand sa politique a incliné vers la droite conservatrice.

Ardèche. — LAURENT (DE L'ARDÈCHE), auteur de l'*Histoire de Napoléon*, est le même que l'auteur de la réfutation de l'*Histoire de France* de l'abbé de Montgaillard.

VALLADIER AINÉ. A supprimer dans sa notice ces mots : *De bonne heure, il se distingua dans l'industrie de la tannerie, à laquelle il a fait faire de grands progrès.*

Bouches-du-Rhône. — POUJOLAT (JEAN-JOSEPH-FRANÇOIS), né au village de La Fare (Bouches-du-Rhône) en 1808, fit ses études à Aix, vint à Paris, où il ne resta que trois

mois, et alla se fixer à Tonnerre, où il fut d'abord maître d'études, puis professeur de rhétorique. De retour dans la capitale en 1828, il se lia avec Michaud et travailla avec lui à la *Bibliothèque des Croisades*, renfermant l'analyse de plus de trois cents chroniques. Le voyage en Orient, des deux amis, date d'avril 1830, il dura deux ans. L'ouvrage qu'ils publièrent au retour, a pour titre : *Correspondance d'Orient* ; il se compose de 7 volumes et fut achevé en 1835. Un roman de M. Poujoulat, intitulé *la Bédouine, Souvenir du Désert*, parut à la fin de cette même année ; l'Académie française lui décerna un prix, et il eut deux éditions. La *Nouvelle collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France, depuis le treizième siècle jusqu'à la fin du dix-huitième*, qu'il commença, avec Michaud, en 1836, a été achevée en 1839 ; toutes les notices qui ne portent pas de signature sont de M. Poujoulat, sauf deux, sur Boucicaut et Joinville, qui appartiennent à Michaud.

En 1838, Poujoulat fit, avec son ami gravement malade, un voyage en Italie, et publia, au retour, un ouvrage intitulé *Toscane et Rome*. Michaud, mettant à profit son séjour en Orient, préparait une dernière édition de son *Histoire des Croisades*, qu'il se proposait d'améliorer beaucoup sous le rapport de la couleur locale, quand la mort vint le frapper. En publiant ce travail, Poujoulat n'a fait qu'obéir à la volonté suprême du défunt. Le livre est précédé d'une vie de l'auteur.

Poujoulat avait vécu six ans avec Michaud, à Passy. Après sa mort, il se maria et s'établit à Écouen. Il avait, pendant dix ans, inséré dans la *Quotidienne* des articles de critique littéraire, toujours signés ; il cessa cette collaboration en 1841. De cette année à 1848, il a publié une *Histoire de Jérusalem*, qui a obtenu, à l'Académie française, le premier prix Monthyon ; une *Histoire de saint Augustin*, couronnée également par ce corps littéraire ; des *Études africaines*, fruit d'un voyage en Algérie ; et une *Histoire de la Révolution française* (et non une *Histoire de France*, comme nous l'avons dit par erreur), laquelle a paru, en deux volumes, deux mois avant la Révolution de Février, et qui est la première œuvre politique de l'auteur.

Appelé à l'Assemblée nationale aux élections du 14 juin, s'il était connu à cette époque par quelques sympathies légitimistes, il n'avait, du moins, jusque-là, dans toute sa vie, aucun acte politique qu'on pût lui opposer. C'était et c'est encore, en politique, ce qu'on appelle un homme nouveau.

Calvados. — DOUESNEL - DUBOSCQ (ROBERT - ALEXANDRE),

Une erreur grave, et qui nous semblait sans importance, s'est glissée, à notre insu, dans la notice de ce représentant. Nous sommes heureux de rétracter ces mots, qui nous avaient paru inoffensifs : *héritier, on ne sait comment, de la fortune d'un oncle qui ne l'aimait pas*. C'est d'un cousin que M. Douesnel a hérité, et non d'un oncle; il avait refusé à cet oncle d'accepter la quotité disponible de sa fortune, qu'il voulait lui laisser, de son vivant, au préjudice de son fils.

C'est en 1828 qu'il entra, comme juge, au tribunal de Bayeux, où il devint procureur du roi; et c'est, pour avoir soutenu, au mépris de sa place, un candidat de l'opposition, qu'il fut nommé à Oran.....

Les sympathies les plus flatteuses des habitants de Bayeux lui prouvèrent, en cette circonstance, l'estime et la considération que lui portaient ses concitoyens, qui lui en ont donné un nouveau témoignage en l'appelant à l'Assemblée nationale.

Charente. — LABOISSIÈRE a été confondu avec le représentant de Vaucluse du même nom. (*Voir, pour la rectification, ce dernier département.*)

Charente-Inférieure. — DUFAYRE, ex-député, fut ministre des travaux publics, et non de l'instruction publique, comme nous l'avons dit par erreur, le 12 mai, à la chute du ministère Molé et à l'avènement du cabinet dont la présidence fut dévolue au maréchal Soult. Il a été chargé du portefeuille de l'intérieur en remplacement de M. Sénard, le 13 octobre 1848, quand le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, a cru devoir aller chercher les soutiens de la République nouvelle sur les bancs de la droite à l'Assemblée nationale.

Corrèze. — C'est par erreur que nous avons porté à 9 le nombre de représentants de ce département, limité à 8, par le décret de convocation des assemblées électorales, daté du 3 mars 1848.

Dordogne. — C'est par erreur que nous avons porté à 12 le nombre de représentants de ce département qui est réellement de 13.

Eure. — C'est par erreur que nous avons porté à 10 le nombre de représentants de ce département qui est réellement de 11. Il faut ajouter aux huit notices qu'il renferme, celle de DUPONT (DE L'EURE), qui a opté pour son pays natal, et dont la biographie figure au département de la Seine et à son supplément.

Eure-et-Loire. — ISAMBERT. Cet honorable représentant nous adresse, sur notre demande, quelques rectifications dont nous nous empressons de profiter : « Votre faiseur de portraits, dit-il, est trop bon, en vérité, de s'occuper de mon nez et de mes yeux, qu'il suppose les plus petits du monde. S'il m'avait vu, il aurait plutôt fait à ma figure le reproche contraire; il n'aurait pas représenté comme un vieillard usé un homme de 56 ans qui n'a pas même de cheveux blancs, et que l'on croit beaucoup plus jeune qu'il n'est, et comme un avorton sans voix, le père de trois fils de la plus haute taille, ayant lui-même 5 pieds 6 pouces (vieux style). Ce n'est pas qu'il prétende être un Céladon ou un homme à effet, comme vous le dites trop complaisamment de bon nombre de ses collègues.... Je tiens surtout à ce qu'il soit bien constaté que, défenseur en tout temps, de la liberté d'association et de réunion, telle que nous l'entendions dans nos banquets patriotiques, et de la liberté religieuse, telle que je l'entendais et la professais en 1834, il ne soit pas dit que, dans ma proposition contre les *clubs permanents*, dont les bons citoyens ont tant d'effroi, et qui ont été la cause de l'attentat du 15 mai, j'ai sacrifié le droit de réunion et de banquets politiques. Nommé commissaire pour la loi des clubs, en août dernier, j'ai contribué à faire consacrer, de la manière la plus large, les réunions politiques et non politiques, ainsi que les réunions de culte, en même temps que nous adoptions les mesures les plus sévères contre les clubs. »

Finistère. — KERSAUSON (JOSEPH-MARC-MARIE) n'a jamais fait partie du conseil-général de ce département.

Gard. — DEMIANS (AUGUSTE), né le 1^{er} juin 1814, fut d'abord destiné à l'École polytechnique. A 21 ans, il était avocat à Nîmes, et magistrat à 24. Son avancement fut entravé par les tracasseries que lui suscita une coterie doctrinaire et protestante, dont les principaux chefs étaient les parents de M. Guizot; et cela, à cause de sa correspondance suivie avec *le National* et d'un discours qu'il avait prononcé sur l'indépendance de la magistrature.

Depuis la Révolution de Février, il figure à la tête du parti catholique, quoiqu'il n'ait aucun rapport avec les légitimistes qui marchent dans ses rangs. La République l'a nommé premier avocat-général à Nîmes. Il fait partie, à l'Assemblée nationale, du comité de la justice, et a déposé sur le bureau un amendement ayant pour but de faire accepter la constitution par le peuple. Chargé de deux missions de conciliation dans le Midi,

à l'occasion des élections de l'Hérault, il y a fait preuve d'intelligence et de courage; et c'est à lui qu'est due la destitution par Ledru-Rollin du commissaire-général de ce département et du département du Gard, lors de la mise en état de siège de la ville de Nîmes.

Gers. — DAVID (IRÉNÉE), âgé de 56 ans, a été longtemps un des avocats les plus occupés du barreau d'Auch. Retiré, depuis quinze ans, des affaires, il a publié, dans les journaux et revues de Paris, des articles sur l'agriculture, sur l'arboriculture, sur la réforme hypothécaire et sur plusieurs autres questions économiques. Il fait partie du comité des finances à l'Assemblée nationale.

Hérault. — VIDAL n'a jamais été ni professeur, ni négociant; mais il est, ce qu'il a toujours été, propriétaire-cultivateur.

Loir-et-Cher. — DUCOUX (FRANÇOIS-JOSEPH), préfet de police, remettait en personne, le 13 octobre 1848, au général Cavaignac, sa démission de préfet de police, en apprenant le remplacement des citoyens Sénard, Recurt et Vaulabelle, ministres de l'intérieur, des travaux publics, de l'instruction publique et des cultes, par MM. Dufaure, Vivien et Freslon.

Loire (Haute). — CHARBONNEL, ancien chef d'escadron, représentant de ce département, a été confondu avec le général Carbonnel, mort des suites des blessures qu'il avait reçues aux sanglantes journées de juin. M. Charbonnel est plein de vie, il n'a pas cessé de siéger à l'Assemblée nationale, où il a été appelé par 21,808 suffrages, sans s'être porté candidat, sans avoir fait aucune profession de foi. Il ne doit sa nomination qu'à l'estime et à l'affection dont il est partout l'objet dans le pays qu'il habite, et où il dirige de grandes cultures depuis qu'il a quitté le service. Il appartenait à l'opinion libérale avant la révolution de Février; ses sympathies sont aujourd'hui acquises à la République.

Loire-Inférieure. — BEDEAU (le général MARIE-ALPHONSE) est entièrement guéri des blessures qu'il a reçues aux journées de Juin, et prend journellement une part active aux débats de l'Assemblée nationale.

Maine-et-Loire. — FRESLON (ALEXANDRE) a été appelé au ministère de l'instruction publique en remplacement de M. Achille de Vaulabelle, le 13 octobre 1848, lorsque le général

Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, a cru devoir aller choisir, pour défenseurs de la République nouvelle, deux anciens ministres de Louis-Philippe. Nous eussions préféré le voir entrer au pouvoir par une autre porte. Ses antécédents le rendaient digne d'un meilleur sort.

Morbihan. — **CRESPEL DE LA TOUCHE** (LOUIS) a pris la défense des feuilles supprimées par l'état de siège; et les directeurs de ces journaux sont venus lui en témoigner leur reconnaissance.

Pyrénées (Hautes). — **RECURT**, ministre des travaux publics, a dû céder, le 13 octobre 1848, son portefeuille à M. Vivien, ancien ministre de Louis-Philippe, lorsque le général Cavaignac a cru utile d'aller chercher, autre part que dans les rangs des vieux républicains, de nouveaux soutiens à la République. Il vient d'être nommé préfet de la Seine, en remplacement de M. Trouvé-Chauvel.

Sarthe. — **TROUVÉ-CHAUVEL** (ARISTE), a, dans les derniers remaniements ministériels d'octobre 1848, quitté la préfecture de la Seine pour aller remplacer M. Goudchaux aux finances.

Seine. — **GOUDCHAUX** (MICHEL), dans les derniers remaniements d'octobre 1848, a dû céder le portefeuille des finances au citoyen Trouvé-Chauvel, préfet de la Seine.

Seine-Inférieure. — **SÉNARD**, choisi par le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, semblait administrer le département de l'intérieur dans les voies républicaines les plus modérées, lorsque, le 13 octobre 1848, il a dû céder son portefeuille à un successeur plus modéré encore que lui, M. Dufaure, ancien ministre du 12 mai, sous Louis-Philippe, à la chute du cabinet Molé et à l'avènement de celui dont la présidence fut dévolue au maréchal Soult.

Somme. — **BLIN DE BOURDON**. Nous avons omis de parler de l'administration de M. Blin de Bourdon, comme maire d'Amiens; voulant réparer cet oubli, nous pensons que nous n'avons rien de mieux à faire que de citer la délibération prise par le conseil municipal lorsqu'il quitta les fonctions de maire de cette ville.

Nous croyons devoir citer textuellement ladite délibération :

« Extrait du registre aux délibérations du conseil municipal de la ville d'Amiens. Séance du jeudi 9 janvier 1848, présidée par M. Dargent, maire.

« Où étaient MM. Augustin Debray, Joly Renard, Acloque aîné, Genêt, Leroy-Poulin, Galhaut, Jourdain Herbet, Pruvost, Dupont-Roussel, Massey, Laurandeu, Lefebvre-Dubourg, Gaudefroy-Lefebvre, Cannel, Caumartin, Dubois, Cavé-d'Haudicourt, Fontaine, de Calonne, Boistel de Belloy, Tercier et Hulot, secrétaire.

« L'ordre du jour appelle le rapport de la commission, nommée dans la séance du 6 décembre 1817, pour rédiger une délibération ayant pour objet d'exprimer à M. le vicomte Blin de Bourdon la reconnaissance de la ville, pour le zèle qu'il a montré constamment dans son administration, comme maire d'Amiens.

« Un des membres de cette commission donne lecture du rapport. Il est ainsi conçu :

« Messieurs, dans la séance du conseil municipal du 6 décembre dernier, M. le maire s'est empressé de vous rappeler le zèle avec lequel M. Blin de Bourdon, alors maire d'Amiens, avait administré, et les services qu'il avait rendus à ses concitoyens. Il a proposé que des remerciements lui fussent votés, et que la reconnaissance de la ville lui fût exprimée par l'organe du conseil municipal.

« La proposition de M. le maire a été accueillie avec empressement. Une commission de quatre membres a été nommée pour rédiger la délibération destinée à perpétuer le souvenir des services rendus par M. Blin pendant le cours de son administration.

« C'est dans les moments de crise, messieurs, c'est à ces époques désastreuses où la détresse se fait sentir avec toutes ses horreurs et ses dangers, que l'on peut apprécier le zèle, les talents, la prudence et la sagesse d'un administrateur.

« Nous ne retracerons pas le tableau déchirant des calamités sans nombre qui ont affligé notre cité dans le cours de l'année dernière.

« Quinze mille malheureux sans travail, sans ressources, sans aucun moyen d'existence, manquant de l'aliment nécessaire à la vie, présentaient un spectacle aussi attendrissant que terrible.

« Vous le savez comme moi, messieurs, le peuple, dans ces temps malheureux, ne connaît, en quelque sorte, que son principal magistrat : c'est sur lui que se portent tous les vœux, toutes les espérances, comme c'est contre lui que se dirigent tous les murmures, toutes les plaintes ; le peuple ne sait pas remonter aux causes premières de sa détresse, il n'écoute que

sa douleur et son désespoir. Des mécontentements trop prononcés, des révoltes aigrissent son mal et ajoutent à l'horreur de sa situation. Dans ces temps malheureux, il est besoin d'un talent plus qu'ordinaire, il est besoin d'un maire d'une moralité intacte et parfaite. L'administrateur ne saurait dissimuler avec trop de soin ses peines secrètes, ses embarras, la difficulté des ressources; il faut que son front, son maintien, tout annonce en lui le calme, la confiance et l'espérance; il faut qu'à la prudence il joigne une bienfaisance active; il faut, par dessus tout, que les malheureux soient fortement convaincus qu'il partage véritablement leurs peines et leurs douleurs, et qu'il ne néglige rien pour y apporter remède.

« M. Blin, nous ne craignons pas de le dire, réunissait tout ce qui, dans ces moments difficiles, pouvait consoler, soulager, entretenir la confiance, ranimer l'espérance, prévenir le désespoir.

« Sa première pensée fut de voler auprès du monarque; il venait plaider la cause de quinze mille malheureux. Le roi proposa dans son conseil d'accorder à la ville les 30,000 francs qui avaient été sollicités. Sur l'observation qui lui fut faite par les ministres, qu'il n'était possible de disposer que de 20,000 francs, le roi sort de la chambre du conseil, va lui-même chercher les 10,000 francs nécessaires pour compléter la somme demandée, revient les déposer sur le bureau.

« Ce trait, qui ne saurait être trop connu, honore le monarque, notre ville et son maire.

« M. Blin, à son retour, n'eut pas de peine à voir que ce secours, quelque important qu'il fût, était bien insuffisant pour les besoins; il fallut avoir recours à d'autres moyens.

« Il fit un appel à ses concitoyens. Une expérience de tous les temps atteste que l'on n'a jamais réclamé en vain dans notre ville le secours de la bienfaisance; la détresse était extrême, les secours furent immenses, eu égard aux circonstances dans lesquelles on se trouvait. Deux contributions volontaires successives ont prouvé que le cœur des citoyens d'Amiens est toujours ouvert à l'infortune, et que leur bourse est inépuisable pour le malheur.

« Il est vrai que M. Blin animait ses concitoyens par son exemple. Je n'entreprendrai pas de soulever le voile dont il a su couvrir les actes multipliés de bienfaisance qu'il ne cessa d'exercer dans ces temps de calamité; heureux, sans doute, celui qui, étant à la tête d'une administration, a, par devers lui, l'avantage d'une belle fortune; plus heureux celui qui, comme

M. Blin, sait en sacrifier une partie au soulagement de ses semblables. Tous les malheureux furent accueillis par lui ; il fut pour eux une véritable Providence.....

« Les journaux du temps, messieurs, nous ont montré, dans plusieurs communes, le peuple en effervescence, se portant à des excès répréhensibles ; les malheureux, dans notre commune, au contraire, ont offert le spectacle du calme, de la résignation, d'un courage à supporter le malheur au-delà de tout éloge.....

« Si nous avons échappé à des dangers de plus d'un genre, si ce temps de crise n'a laissé après lui aucun souvenir douloureux, aucun motif au repentir, rendons en grâce à la sagesse de l'administration du maire, secondée, d'ailleurs, si puissamment par le concours des diverses autorités, et par le zèle actif et bienfaisant de tous les citoyens.....

« Vous vous rappelez, messieurs, le jour où M. Blin fit ses adieux au conseil ; il dut s'applaudir des témoignages d'estime, d'intérêt, de regrets que chacun de nous s'empressa de lui prodiguer ; les suffrages, la reconnaissance de ses concitoyens sont la plus douce comme la plus flatteuse récompense d'un administrateur.

« Vous avez désiré donner une consistance durable à cette expression spontanée, mais fugitive, de vos sentiments pour lui, en arrêtant que des remerciements lui seraient votés, en nommant une commission pour rédiger la délibération.

« La commission a rempli votre vœu.

« Elle vous propose d'arrêter que son rapport sera inséré en entier dans le procès-verbal de votre séance, que copie de la délibération du 6 décembre dernier, ensemble celle du présent rapport et de votre arrêté de ce jour, seront transmises à M. le vicomte Blin de Bourdon, sous la signature de M. le maire, comme un témoignage permanent de l'estime, de la bienveillance du conseil et de la reconnaissance de la cité.

« La proposition faite par la commission est convertie en arrêté par le conseil.

« Pour copie conforme.

« Le maire de la ville d'Amiens,

« Signé Frédéric DUROYER.

« Délivré à Amiens, le 12 février 1840. »

M. Blin de Bourdon a emporté les regrets unanimes de ses

administrés lorsqu'en 1830 il eut ne pas devoir conserver, sous le nouveau régime, les fonctions de préfet qu'il tenait de la confiance des rois Louis XVIII et Charles X. Les habitants du Pas-de-Calais n'oublieront jamais les preuves de zèle et de bien-faisance qu'il ne cessa de leur donner pendant une administration de six années. Citons un exemple que nous a révélé le *Propagateur du Pas-de-Calais*, journal de l'opposition d'alors, et dont assurément le suffrage ne saurait être suspect. Nous lisons dans les numéros des 12 et 16 septembre 1829, que M. Blin de Bourdon fit don aux pauvres d'Arras de dix mille francs, résultat de ses économies sur ses frais de bureaux, somme qu'il pouvait conserver sans manquer de délicatesse.

« La France serait heureuse, ajoute le rédacteur, que l'exemple donné en cette circonstance par M. le préfet du Pas-de-Calais fût suivi par tous ses collègues.... »

Yonne. — VAULABELLE (ACHILLE DE), successeur d'Hippolyte Carnot à l'instruction publique, a été emporté, comme lui, par une bourrasque parlementaire. Victime à son tour, après avoir recueilli l'héritage d'une victime, il n'avait jamais pu rentrer en grâce auprès des légitimistes endurcis, transformés provisoirement en républicains incorruptibles, lesquels ne lui pardonnent pas d'avoir stigmatisé dans son livre les massacres de la Restauration. Il avait renversé le démocrate Carnot, il a été renversé par le démocrate Freslon, un homme de la veille, le fondateur du *Précurseur de l'Ouest*, qui, le 13 octobre 1848, sur l'ordre du général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, s'est avancé, flanqué de deux ministres de Louis-Philippe, pour enlever la position de l'intérieur, de l'instruction publique et des travaux publics, à deux républicains très modérés, MM. Sénard et Vulabelle, et à un républicain plus avancé, le citoyen Recurt. Premier pas de fait, en attendant les autres!

REVUE

ALPHABET

SEINE

ET

SON SUPPLÉMENT.

SEINE.

Paris. — 34 Représentants.

ALBERT.

Comme membre du Gouvernement provisoire, s'il est moins connu de la France entière que certains de ses collègues qui font partie des conseils de notre jeune République, comme ancien ouvrier, comme *mécanicien-modeleur*, sa réputation est, depuis longtemps, établie à Lyon, à Paris et dans plusieurs autres de nos grands centres industriels. Quand l'auteur du beau livre de *l'Organisation du Travail* fut appelé à s'asseoir parmi les pilotes, plus ou moins habiles, qui, au sortir de la tempête, étaient invités par la voix souveraine du peuple à prendre en main le gouvernail du vaisseau de l'État, un cri s'élevant de la foule demanda énergiquement qu'un homme de labeur leur fût adjoint; et Louis Blanc désigna Albert, qui fut aussitôt unanimement accepté. Depuis lors, ils ont sans cesse siégé tous deux ensemble aux solennelles assises des travailleurs, dans ce même palais du Luxembourg, si longtemps profané par une pairie décrépite. S'ils n'ont pas produit tout le bien qu'on était en droit d'attendre de leurs efforts réunis, ne les en blâmons pas trop, les circonstances sont difficiles, l'expérience manque, et les chefs de cette grande armée pacifique cheminent encore quelque peu à tâtons sur un terrain qu'ils ne connaissent pas entièrement.

On a dit que le citoyen Albert n'était pas un ouvrier; que c'était un industriel enrichi, mieux encore, un millionnaire! Rien de plus absurde et de plus faux. La plus grande gloire qu'il revendique, c'est d'avoir été, c'est d'être encore un ouvrier, prêt à reprendre la lime et le marteau. Et, pour que personne n'en ignore et ne viennent lui contester à lui, homme du peuple, son origine et son titre, voici ce qu'il veut que l'on sache :

« Albert (Alexandre-Martin), né à Bury (Oise), en 1813, d'un père cultivateur, a commencé son apprentissage chez un de ses oncles, le citoyen Ribou, mécanicien, rue Basse-des-Ursins, 21. Depuis, il a parcouru successivement plusieurs ateliers, parmi lesquels il faut citer celui du citoyen Péqueur, mécanicien près du marché Popincourt, et celui du citoyen Margox, rue Ménilmontant, 21. Enfin la veille même du jour qui vit triompher la

REPRÉSENTANTS.

République, le citoyen Albert travaillait, comme mécanicien dans la fabrique de boutons du citoyen Bapterosse, rue de la Muette, 16, où se trouvent encore aujourd'hui sa blouse et son pantalon de travail. »

Après la Révolution de 1830, il fut impliqué dans le procès d'avril, et c'est à partir de cette époque qu'il s'est plus spécialement consacré au triomphe de la liberté nationale et à la défense des intérêts des masses.

La dernière Révolution l'a trouvé ouvrier et membre du Conseil des Prud'hommes de la Seine ; elle en a fait l'un des directeurs provisoires de la République et le président de la Commission des récompenses nationales, fonctions dont il s'est démis en arrivant à l'Assemblée constituante où l'a appelé le peuple de Paris. Il y sera l'ami, le chef dévoué des ouvriers qui y siègeront et y deviendra un gage de plus du triomphe pacifique de la cause, si pleine d'intérêt, de nos frères les travailleurs.

F. ARAGO.

Les royalistes le représentent comme trop attaché aux intérêts de sa nombreuse famille, comme trop ardent, trop passionné, trop fougueux. Mais doit-il repousser des républicains dévoués, qui, depuis longtemps, ont fait leurs preuves, parce qu'ils le touchent de près ? Les liens du sang qui l'unissent à eux, doivent-ils être des motifs d'exclusion aux yeux du peuple ? Enfin, parce qu'ils s'appellent Arago comme lui, faut-il les déclarer indignes de servir dignement la République ?

Quant à sa fougue toute méridionale, quant à sa parole souvent empreinte d'âpreté, de causticité même, peut-il convenir à la France de renoncer aux services d'un de ses plus grands hommes d'État, parce que l'amour du bien public s'est transformé chez lui en une passion forte et impérieuse, parce que son éloquence est franche, austère, libre, comme celle d'un vieux tribun ?

Ce que les royalistes blâment en Arago, est précisément ce qui mérite tous nos éloges. Grand de stature comme de génie, il a l'âme élevée jusqu'à la magnanimité. Habitué à planer dans les hautes sphères, il ne sait point descendre aux infimes détails. Son esprit n'embrasse que les grandes conceptions, que les grandes entreprises. A lui devait naturellement échoir le lot glorieux d'être un des fondateurs de notre jeune République.

Fils aîné d'une nombreuse famille, François Arago est né le 26 février 1786 à Estagel, près de Perpignan. Son goût pour les sciences se révéla dès ses plus tendres années ; il ne pouvait

se résoudre à quitter les officiers du génie employés aux fortifications du chef-lieu des Pyrénées-Orientales, et, du matin au soir, il suivait leurs travaux avec une attention soutenue. « Et moi aussi, je veux être ingénieur, » disait-il tous les jours à son père, payeur de la Monnaie de Perpignan, dont la position de fortune était plus que modeste. Celui-ci ne balança pas à se soumettre à de rudes sacrifices pour faire donner à son fils aîné une bonne éducation littéraire et scientifique. Il l'envoya aux collèges de Perpignan et de Montpellier. Ses progrès y furent si rapides, qu'en 1803, il était admis, à 18 ans, le premier de sa promotion, à l'École Polytechnique.

Dès sa sortie de l'École, il est attaché, en qualité de secrétaire-bibliothécaire, au Bureau des Longitudes. Bientôt après, l'Empereur l'adjoint à l'expédition qu'il envoie en Espagne, sous la direction de Biot, pour achever de déterminer la mesure de l'arc du méridien terrestre. Acette mission se rapporte le récit, qu'on dirait romanesque, d'une série d'événements et d'aventures dramatiques au milieu desquelles le jeune savant se trouve plusieurs fois exposé aux plus grands dangers. Au moment où il vient d'établir un poste d'observation au sommet de la montagne de Galatto, dans l'île de Majorque, la guerre éclate entre la France et l'Espagne; et le bruit se répand que les feux et les signaux qu'on aperçoit, ont pour but de signaler une division de l'armée française. La population soulevée se porte en masse vers la montagne en poussant des cris de mort; mais Arago, déguisé en paysan, traverse les assaillants avec ses papiers les plus précieux, et se réfugie à Palma sur un vaisseau espagnol.

Presque aussitôt Palma est investi, et le capitaine du navire ne trouve d'autre moyen de sauver Arago que de le faire enfermer dans la citadelle. Il y reste trois mois et passe enfin à Alger, emportant les instruments qu'il a pu sauver. Par les soins du consul de France, il est embarqué sur une frégate algérienne qui met à la voile pour Marseille; mais, au moment où elle va entrer dans le port, elle est prise par un corsaire espagnol qui transborde Arago sur les pontons de Palamos.

Tout l'équipage, rendu à la liberté, reprend la route de Marseille; il en approche encore une fois, quand une tempête l'en éloigne et le pousse sur les côtes de Sardaigne, où l'on refuse de le recevoir, les habitants étant en guerre avec les Algériens. Enfin, malgré une voie d'eau, qui met le navire en péril, on débarque à Bongie.

Malheureusement le dey qui a fait preuve de tant de bienveillance en faveur de notre compatriote, a été tué dans une

émeute. Son successeur, devant qui est amené le jeune savant, l'embarque comme esclave sur un corsaire de la régence, à bord duquel il remplit les fonctions d'interprète. Enfin notre consul le fait remettre en liberté, on lui rend ses instruments, il met une troisième fois à la voile pour Marseille, où il arrive non sans danger, ayant échappé à la poursuite d'une frégate anglaise qui croise devant le port.

A son retour à Paris, Arago, quoique à peine âgé de 23 ans, est admis, malgré les règlements, à l'Académie des sciences ; et Napoléon le nomme professeur à l'École Polytechnique. La scène change, et une vie toute d'abnégation et de travail commence pour lui. Nommé directeur de l'Observatoire, il réorganise ce bel établissement qui lui doit ses plus beaux titres de gloire. En 1815 Monge l'invite à suivre Napoléon dans son exil ; mais Arago aime par dessus tout sa patrie, quelque opprimée qu'elle soit ; et il refuse l'offre qui lui est faite.

Forcé par l'espace à ne consacrer que bien peu de lignes à la carrière scientifique du premier astronome de notre siècle, nous ne pouvons que constater en passant la reconnaissance que la France et le monde doivent à ses gigantesques travaux, et l'immense popularité qu'il s'est acquise, depuis longtemps, comme professeur érudit, comme écrivain élégant et facile.

En 1830, le département des Pyrénées-Orientales le nomme un de ses représentants à la Chambre. A partir de ce moment, il prend une part active à la politique. Son premier acte de civisme est une démarche périlleuse, au milieu de la lutte de juillet, auprès du maréchal Marmont, qu'il invite fortement à ne pas exécuter les ordres barbares qu'il a reçus de la cour. Assis dans les rangs les plus avancés de l'opposition radicale, il prend souvent la parole dans les questions de marine, d'enseignement public, de canaux, de chemins de fer. Bientôt le parti démocratique s'accroît et se groupe. L'influence de sa haute renommée l'impose à ses collègues comme leur chef naturel. Grâce à son dévouement, grâce à la pureté de ses principes, les idées de la nouvelle démocratie se propagent et envahissent insensiblement les esprits.

Il avait été élu par deux collèges, et plusieurs patriotes célèbres étaient venus renforcer la petite phalange démocratique, quand éclata l'imposante manifestation du célèbre compte-rendu de 1832 qu'Arago s'empressa de signer. Chef de l'extrême gauche, c'est lui qui le premier prononça ces mots *réforme et droit au travail* ; c'est lui qui dirigea les attaques les plus vives et les plus redoutables contre les forts détachés. Qui n'a lu ses fa-

meuses lettres ? Arago parle, et les distances disparaissent, et le télégraphe électrique devient la huitième merveille du monde. Et jugez du respect immense que commande le nom du célèbre astronome ! Quoique chef de l'opposition, il est nommé membre du conseil général de la Seine ; et Paris lui doit de nombreuses améliorations.

Enfant de la révolution, jamais il ne déserte la cause du peuple en ses moments de défaillance. Toujours sur la brèche quand il s'agit de sauvegarder le peu de liberté qui nous reste, il combat la contre-révolution de toute la puissance de son esprit profond, de toute l'énergie de son cœur droit et généreux. Maintes fois sa parole sonore, ardente, sévère, intimidante et brise les vellétés tyranniques des *conservateurs*.

Il défend surtout avec vigueur l'indépendance électorale et parlementaire, opprimée ou séduite par les manœuvres coupables du pouvoir. Nous payons chèrement aujourd'hui les faveurs prodiguées, à pleines mains, par d'infâmes ministres aux électeurs et aux députés bien pensants ; nous subirons longtemps encore la réaction des influences personnelles organisées sous la monarchie. Cette contagion déplorable eût fini par envahir tous les membres de la grande famille, si quelques patriotes vertueux et dévoués n'avaient énergiquement défendu pied à pied le terrain. L'austère Arago marchait à leur tête. A sa voix, les sincères amis du pays organisèrent la résistance et préparèrent le triomphe de la démocratie. Tel il était avant les glorieuses journées de février, tel nous le retrouvons au Gouvernement provisoire et à la tête des deux ministères de la marine et de la guerre. Tel nous le retrouverons à l'Assemblée nationale. Plus que jamais les républicains doivent se rallier à l'autorité de ce grand citoyen. Son passé nous répond de son avenir.

J. BASTIDE.

A la fondation du *National*, on vit deux jeunes hommes, pleins d'ardeur, de courage et d'énergie, s'associer, de leurs convictions, de leur talent et de leur bourse, à cette entreprise patriotique. Ils tenaient ensemble un chantier de bois à brûler dans un des quartiers les plus populeux de la capitale ; l'ouvrier des environs les aimait, les estimait, parce qu'ils étaient bons ; il avait confiance en eux, parce qu'il savait que c'étaient deux natures d'élite que rien n'intimidait et que, le moment venu, ils combattraient vaillamment pour la cause du peuple.

Ces deux hommes s'appelaient Bastide et Thomas. Depuis ce

jour, au yeux du public, ces deux noms sont restés inséparables. Ils s'assirent, tous deux, aux côtés d'Armand Carrel, et, à partir de ce moment, le grand publiciste n'eut pas deux amis plus dévoués, plus sympathiques. Ce dévouement, cette sympathie, ils devaient les reporter plus tard sur Armand Marrast, le digne successeur de Carrel à cette rédaction patriotique, si féconde pour la France et la liberté.

A la révolution de juillet, Bastide et Thomas furent, des premiers, à leur poste; ils combattirent vaillamment pour abattre les Bourbons de la branche aînée et virent avec inquiétude des hommes honorables, mais faibles, leur substituer un roi appartenant à la même famille. Aussi ne demandèrent-ils rien au nouveau pouvoir, n'en acceptèrent-ils même rien, rentrant dans leur bureau de rédaction, peu satisfaits, au fond, de cette trop courte victoire.

Dès lors, on les voit s'éloigner, de plus en plus, des traditions menteuses de juillet; la teinte de leur opposition se rembrunit; et, quand viennent les insurrections de novembre 1831, de juin 1832, d'avril 1834 et de mai 1839, le *National* passe, à juste titre, aux yeux du pouvoir royal, aigri par tant d'attaques successives, pour le quartier général où la révolte, déposant un instant la plume, prépare ses cartouches et aiguise ses baïonnettes. Essayer donc d'écrire l'histoire des deux amis pendant la durée du long règne de Louis-Philippe, ce serait entreprendre celle du journal lui-même, histoire des plus intéressantes, il est vrai, mais que les limites de cette biographie ne nous permettent pas d'aborder.

Les journées de février 1848 retrouvèrent Bastide et Thomas sur les mêmes barricades où ils s'étaient donné la main aux journées de juillet 1830. Puis, quand la victoire fut complète, ils se séparèrent, courant, chacun de son côté, veiller à ce que les fruits de ce second triomphe du peuple ne soient pas aussi stériles pour lui que ceux du premier, et bien déterminés à ne rien négliger pour le faire entrer, une fois pour toutes, dans l'entière jouissance de ses droits imprescriptibles et sacrés.

Jules Bastide est devenu, au ministère des affaires étrangères, le digne secrétaire général de Lamartine, qu'il seconde admirablement. Il eût été difficile, en effet, de rencontrer deux esprits supérieurs, deux cœurs généreux, aussi bien faits pour s'apprécier et pour s'entendre. Grâce à eux, notre personnel diplomatique et consulaire se renouvelle et s'épure sans susciter la moindre plainte. L'étranger lui-même bat des mains à leurs choix. Il serait, en effet, difficile de trouver à la fois des hommes plus

aptes aux fonctions auxquelles ils sont appelés, ayant donné plus de gages au nouvel ordre de choses, et plus en état de se concilier par leur caractère et leur bienveillance les sympathies des autres peuples.

Jules Bastide unit à un grand talent une probité rare. Son premier soin en arrivant à l'hôtel des Capucines a été de faire réunir tout ce qui avait appartenu à M. Guizot et de l'envoyer à l'ex-ministre.

Concurrent de l'honorable M. de Tracy pour le grade de colonel dans une des légions de la garde nationale de Paris, il a fait preuve dans cette candidature d'une droiture et d'une abnégation telles, que même, en ne le choisissant pas, ses électeurs n'ont pu lui refuser toute leur estime. Il vient d'en être amplement dédommagé par l'honneur que lui a fait le département de la Seine en l'appelant à l'Assemblée nationale. Il a réuni 110,928 voix et se trouve placé sur la liste entre Agricol Perdiguiet, l'ouvrier menuisier, et le ministre protestant Coquerel. Jules Bastide est né à Paris le 1^{er} frimaire an ix.

BÉRANGER.

Il a été donné à un seul homme en France d'arriver au premier rang de la littérature en aspirant au plus modeste, d'élever à la hauteur du sublime un genre de poésie futile jusqu'à lui, et de préparer enfin, dans l'esprit du peuple, l'avènement d'une révolution plus sociale que politique, sans se poser en tribun sur la place publique, ni en rhéteur dans une chaire. A lui est donné aujourd'hui l'honneur insigne de représenter ce peuple, en ayant cherché par tous les moyens à se soustraire à ses suffrages, si avidement ambitionnés par d'autres. De même bientôt, sans avoir consenti à frapper aux portes de l'Académie, il ira s'asseoir dans le fauteuil de La Fontaine ou dans celui de Voltaire.

Cet homme, c'est Pierre-Jean de Béranger, *très-vilain*, malgré sa particule, enfant de Paris comme Molière, homme du peuple, primitivement ouvrier, né le 10 août 1780, *chez son pauvre et vieux grand-père*, honnête tailleur, habitant rue Montorgueil, à l'ancien n° 40, dans une des maisons qu'on vient d'abattre pour établir un nouveau marché.

Son père, né dans le village de Flamicourt, près de Péronne, était doué de brillantes facultés, d'une imagination aventureuse, qui le portait à changer sans cesse d'état et de résidence. Aussi

REPRÉSENTANTS.

ne put-il s'occuper de l'éducation de son fils, qui resta confié à ses grands-parents.

Jusqu'à l'âge de neuf ans, il demeure chez son grand-père, le tailleur, qui le traite avec indulgence, le gronde peu, l'aime beaucoup, et, loin de l'accabler de leçons et de travaux, lui permet d'être heureux et de s'instruire à sa guise. Son enfance, libre d'entraves et quelque peu vagabonde, fut celle d'un vrai *gamin* de Paris. Il se trouvait dans cette capitale lors de la prise de la Bastille, et, quarante ans plus tard, il chantait ce grand événement sous les verroux de la Force.

Peu de jours après la victoire du peuple, il part pour Péronne, où il va demeurer chez une tante paternelle, aubergiste dans un faubourg, et qui fut bien pour quelque chose dans le développement des facultés de cet enfant pauvre et chétif. Aussi se montra-t-elle fière du poète quand la gloire eut confirmé ses vagues prévisions. Elle mit entre ses mains quelques livres achetés au hasard, un *Télémaque* et des volumes dépareillés de Racine et de Voltaire.

Un jour, par un violent orage, la bonne tante aspergeait la maison d'eau bénite. Le petit Pierre riait sous cape et ruminait déjà peut-être son hérétique chanson du *Bon Dieu*, quand la foudre tombe sur lui et le paralyse momentanément de tous ses membres. Un pareil accident fit de Luther un moine. Béranger, sortant de sa léthargie, dit à sa tante : *Eh bien ! à quoi te sert ton eau bénite ?*

Les sentiments républicains fermentaient déjà dans son âme. Les strophes brûlantes de la *Marseillaise*, le canon de Péronne célébrant la délivrance de Toulon, les journaux de l'époque, tout pleins de traits de dévouement, arrachaient des larmes au futur Tyrtée de la France.

A quatorze ans, il entre, comme apprenti, chez Laisney, imprimeur à Péronne. Il étudie sa langue en *composant* la prose d'autrui. Laisney le guide dans ses premiers essais. Béranger chante avant de parler, comme Charles Poncy, le maçon, Reboul, le boulanger, Savinien Lapointe, le cordonnier, et d'autres poètes-ouvriers qui le suivront dans la carrière.

Un ancien membre de l'Assemblée législative, le citoyen Bellue de Belanglise, créateur d'une école primaire et grand admirateur de Jean-Jacques, avait fondé parmi ses marmots un petit club, dans lequel on nommait des députés, on prononçait des discours, on votait des adresses. Or, le rédacteur le plus habile, l'orateur le plus influent de cette Convention en miniature, était Béranger. Dans cette institution on apprenait la gym-

nastique et les manœuvres militaires, on portait l'uniforme et le fusil; en revanche, on n'y étudiait ni le grec ni le latin.

A dix-sept ans, le futur chantre des *Gueux* revient à Paris chez son père. Au bout d'un mois, ce *je ne sais quoi* qu'on appelle la poésie, bouillonne dans sa tête : il ébauche les *Herma-phrodites*, comédie aristophanesque, dirigée contre les hommes mous et les femmes ambitieuses; puis il commence un poëme épique, intitulé *Clovis*, travail stérile, dans lequel il consume plusieurs de ses plus belles années.

La misère frappait à sa porte. Il songe à passer en Égypte, où Bonaparte triomphe. Un membre de l'expédition, de retour en France, l'en dissuade. C'était pourtant, au fond, un bon temps que celui-là : c'était le règne de *Lisette* et des compagnons joyeux, la délicieuse halte dans ce grenier où *l'on est si bien à vingt ans*, l'époque de cette reprise de deux jours au *vieil habit* tant aimé, le temps des folles orgies, des amitiés chaleureuses et des amours fugitives.

Il avait envoyé quelques uns de ses vers à Lucien Bonaparte; celui-ci l'autorise à toucher pour lui son traitement de membre de l'Institut. Landon l'emploie aux *Annales du Musée*, dont il rédige cinq volumes. Enfin Arnault le fait entrer, comme expéditionnaire, au secrétariat de l'Université, où il reste douze ans. Là il griffonne sur du papier ministre la *Gaudriole*, *Frétillon* et le *Roi d'Yvetot*.

C'était par pur instinct qu'il avait adopté la forme du couplet à refrain. A peine osait-il se comparer à Désaugiers. Mais le succès des *Gueux* et des *Infidélités de Lisette*, sa réception au *Caveau*, les applaudissements qui accueillirent à un dîner chez Étienne son *Dieu des Bonnes Gens*, déterminèrent sa vocation. On n'a point été assez loin quand on a dit que les chansons de Béranger sont des odes; on aurait pu avancer que ce sont les seules et les premières odes françaises. Parfois aussi c'est un drame en action, comme *Louis XI*, *l'Orage*, les *Souvenirs du Peuple*. Voilà ce qui constitue la vraie chanson française, non celle du gastronome et du viveur, mais la chanson moderne, la chanson populaire, celle de l'atelier, de la guinguette, du salon, celle qui, depuis trente ans, est l'écho avant-coureur de notre grande fraternité nationale.

Les refrains de Béranger étaient, dès longtemps, dans toutes les mémoires et sur toutes les lèvres, quand son premier recueil parut en 1815. Comme Paul-Louis Courier, notre poëte n'avait pas été trop séduit par la gloire impériale; et le *Roi d'Yvetot* était une protestation contre des lauriers trop chèrement acquis. On

le menaça alors de lui retirer sa place, et de sacrifier au *decorum* universitaire la *Bacchante*, la *Gaudriole* et *Frétillon*. Après son recueil de 1821, il abandonna de lui-même sa position, en déclarant que, s'il avait vécu jusque-là pour faire des chansons, il ferait désormais des chansons pour vivre.

Ce même recueil, attaqué par Marchangy et défendu par Dupin aîné, lui valut trois mois de prison; celui de 1825 échappa à la vigilance du parquet; celui de 1828, mis en cause sous le ministère soi-disant libéral de Martignac et défendu par Barthe, le fit condamner à neuf mois de captivité; enfin, le dernier, publié en 1833, n'a été suivi que d'une douzaine de chansons inédites, en tête desquelles il faut citer cette admirable prophétie, aujourd'hui dans toutes les bouches :

Ces pauvres rois, ils seront tous noyés.

Longtemps Béranger a prêché en chansons; le premier il a été l'apôtre, non de la liberté constitutionnelle des libéraux, mais de la liberté démocratique pour tous; de l'égalité, non seulement devant quelques lois fort élastiques, mais à la face des hommes et de Dieu; de la fraternité enfin, non en paroles, mais en actions, comme le veut l'Évangile. Lisez surtout dans le Recueil de 1833, ce 14 *Juillet*, si franchement révolutionnaire; ce *Juif errant*, peinture des souffrances de l'humanité; la *Femme du braconnier*, cette protestation énergique contre les abus de la propriété; ces *Fous*, déification des utopistes d'hier qui sont aujourd'hui nos législateurs. En pleurant *Émile Debraux*, il pleure sur les maux de ce pauvre peuple, dont Émile Debraux était l'ami.

Lié à l'intrépide Manuel, lié à Laffitte, si honorable malgré ses faiblesses et ses erreurs, Béranger a toutes les vertus de l'homme privé; son désintéressement refuse autant les emplois de ses amis puissants que les secours de ses amis riches. Son républicanisme sans tache est depuis longtemps populaire. Les habitants de Passy donnent le nom de Béranger à la place sur laquelle ils plantent leur premier arbre de la liberté. Enfin, le voilà, malgré lui, représentant du peuple, parce que le peuple le veut, et que la voix du peuple (on le sait mieux que jamais aujourd'hui) est la voix de Dieu lui-même.

BERGER.

Une grande affiche était placardée, ces jours derniers dans tout Paris. On y lisait ces mots : *Citoyens, oubliez-vous Berger, le maire des barricades de 1830 ? Plus de 136,000 voix ont ré-*

pondu à cet appel. Berger est sorti de l'urne du département de la Seine, le quinzième, entre Cavaignac et Pagnerre. Il figurera donc en bonne compagnie à l'Assemblée nationale.

Né à Thiers, Puy-de-Dôme, en juin 1790, élevé à Paris, ayant acheté une étude d'avoué dans cette capitale, Berger s'est, en effet, distingué aux barricades de 1830. Il a dû à cette circonstance la décoration de juillet, celle de la Légion d'honneur et les fonctions de maire du deuxième arrondissement.

Nommé député dans son département natal, il siégeait d'abord à droite, appartenait à l'opposition dynastique, et faisait partie de cette phalange sacrée du ministre Thiers qui envoyait au *Siècle* et au *National* les formidables listes suspendues sur la tête de ses adversaires, afin de pénétrer leur esprit d'une sainte terreur.

Il eut, même en 1841, le hasard d'être nommé secrétaire de la Chambre par le crédit du 1^{er} mars. Du reste, il n'en demeurait pas moins imperturbablement silencieux dans les bureaux comme dans les séances publiques.

C'est un homme d'un caractère un peu brusque, d'une humeur pas toujours égale; mais au fond il est généreux, obligeant, sensible. Dans ces derniers temps, on le voyait gravir à vue d'œil la montagne de l'opposition : aussi, l'année dernière, n'est-il point de manœuvre électorale, de turpitude que le gouvernement déchu n'ait mis en œuvre pour l'empêcher d'être réélu maire. Ses électeurs ont tenu bon; ils l'ont entouré de noms non moins hostiles, plus hostiles même que le sien, et, de guerre lasse, le pouvoir royal a été forcé de le choisir.

Il est du très petit nombre de maires de Paris que le gouvernement provisoire a maintenus dans leurs fonctions. Cette prédilection l'honore. Député, dans ces derniers temps il commençait à comprendre sa tâche. Représentant du peuple, il la comprend mieux encore. C'est lui qui, dans la première séance de l'Assemblée nationale, a déterminé, au nom de la députation de Paris, au nom de la Chambre entière, la proclamation immédiate de la République. La France ne l'oubliera pas.

BETHMONT.

Né en 1803, avocat distingué, député sous l'ancien gouvernement, après avoir échoué à Étampes contre M. Delaborde et à Paris contre M. Beudin, il a été élu en 1842 par le 8^{me} arrondissement de la Seine et à la dernière législature par le collège de la

REPRÉSENTANTS.

Rochelle. Ainsi il avait employé huit années entières, de 1834 à 1842, à faire le siège de la Chambre, dont l'entrée avait été si facile à tant de médiocrités respectables. M. Bethmont est loin cependant d'être une médiocrité, tant s'en faut....

En 1844, il est monté à la tribune pour parler au sujet du pèlerinage de Belgrave-Square et s'opposer, lui démocrate sincère, à la *flétrissure* qu'une majorité brutale voulait infliger aux légitimistes ; car il appartient à ce parti vraiment national qui ne veut pas accaparer à son profit le monopole de la liberté et qui la veut égale, consciencieuse, complète pour tout le monde. Plus tard, le droit de visite, les chemins de fer, les caisses d'épargne, les annonces judiciaires envahies par un pouvoir soupçonneux, ont été pour lui l'occasion de nouveaux triomphes, dans lesquels il a fait preuve des mêmes sentiments d'indépendance et de loyale conciliation.

Avocat ou député, Bethmont n'a jamais transigé avec ses principes. Appelé au ministère du commerce par le Gouvernement provisoire, il s'est attaché, dès son installation, à faire régner dans ses bureaux le bon ordre et l'harmonie. Avec lui point de destitution brutale, point d'arrêts vexatoires. Tous ses employés, sans exception, le chérissent et font des vœux pour qu'il ne leur soit pas enlevé. Ce sera un administrateur infiniment utile à la tête de son département dont il étudie jour et nuit les rouages compliqués et dans lequel il médite d'immenses améliorations. Toutes les fois que le Gouvernement provisoire a couru de graves dangers, Bethmont est accouru des premiers à l'Hôtel-de-Ville. Doux, calme, bienveillant, populaire, il accueille tout le monde avec une égale affabilité, écoute avec attention et profite des conseils qu'on lui donne, de quelque part qu'ils lui viennent. Doué d'une intelligence remarquable, il a bientôt saisi les questions les plus ardues, quelque nouvelles qu'elles soient pour lui ; il les creuse, les approfondit, s'entoure d'hommes spéciaux et ne se prononce jamais qu'en parfaite connaissance de cause. Sa belle tête, ombragée d'une épaisse chevelure, décele au premier aspect l'homme supérieur ; sa santé malheureusement est mauvaise. Le département de la Seine s'est honoré en l'appelant par plus de 189,000 voix, lui dixième, à l'Assemblée nationale, entre Carnot qui en a eu plus de 195,000, et le général Duvivier qui en a réuni plus de 182,000.

L. BLANC.

Disciple, collaborateur, ami d'Armand Carrel, ce souvenir lui eût valu seul toutes les sympathies populaires, si, depuis vingt ans, il ne les avait conquises par ses propres œuvres. Né, en 1813, à Madrid, où son père était inspecteur-général des finances du roi Joseph, il fut élevé au collège de Rodez, et s'y distingua par des progrès rapides. Puis il vint à Paris, n'ayant pour toute fortune qu'une éducation libérale et forte; et, grâce à cette éducation, il y triompha, non sans peine, de toutes les entraves qui embarrassent et souvent étouffent, dans cette capitale, le premier essor du génie.

Quelques pensées socialistes, exprimées avec éloquence, lui ouvrirent des colonnes de la presse démocratique; il alla ensuite travailler à Arras dans le *Progrès du Pas-de-Calais*; et l'Académie de cette ville lui décerna deux couronnes pour un poème sur Mirabeau et un éloge de Manuel.

A son retour à Paris, Carrel l'associa, avec un loyal empressement, à la collaboration du *National*. Il devint, à sa mort, rédacteur du *Bon Sens*, et y développa journellement sa pensée républicaine, battant en brèche, sans relâche ni merci, le gothique édifice royal, vainement replâtré par l'aristocratie bourgeoise. Après avoir coopéré à la rédaction de la *Revue démocratique* et de la *Nouvelle Minerve*, il fonda la *Revue du Progrès social*, recueil mensuel, consacré à la polémique des penseurs et des socialistes. Là il fit paraître un intéressant essai historique sur la bourgeoisie, de curieuses recherches sur l'*organisation du travail*, et une réplique animée aux attaques dont cette publication avait été l'objet de la part de Michel Chevalier, le rédacteur des *Débats*.

Puis il donna naissance à un magnifique ouvrage, son *Histoire de Dix Ans* (1830 à 1840), dans lequel il jeta le premier un jour effrayant sur les mystères, les actes et les projets d'une royauté jésuitiquement contre-révolutionnaire; à un livre, plus sublime encore, son *Histoire de la Révolution française*, qui éclipsa, dès son apparition, les essais incomplets de ses contemporains sur cette époque décisive de nos annales; et enfin à son *Organisation du Travail*, complément du premier essai, qui effraya tout d'abord le monde officiel, et fit faire de sérieuses réflexions au peuple.

Journaux, recueils, brochures, livres, toutes les œuvres du jeune écrivain sont empreintes de la même pensée, la *réorganisation sociale par la liberté, l'égalité, la fraternité*, l'association

du capital, du travail et de l'intelligence, ces trois puissances liées de toute éternité par des intérêts solidaires, et qui ne sauraient rester plus longtemps désunies.

Il était du devoir de la Révolution de février et de la fondation de la nouvelle République de chercher à résoudre, par tous les moyens en leur pouvoir, cet immense problème du bien-être de l'humanité. Une tâche aussi ardue devait naturellement échoir à Louis Blanc. Il l'a acceptée avec orgueil et bonheur, a-t-il dit dernièrement aux délégués des ouvriers. Il la remplira avec une activité ardente, mais sans précipitation; aucun obstacle ne lassera sa patience; et les dangers même de la situation où il s'est volontairement placé, seront conjurés par son courage et son dévouement.

C'est qu'en effet ce n'est pas une chose facile que de rétablir sur ses bases une société aussi bouleversée que la nôtre. On a dit et répété que Louis Blanc se repentait d'avoir écrit son livre, parce que, plus il avançait, plus il reconnaissait que l'application de ses principes était impossible et qu'il y avait tout un monde entre la théorie et la pratique de ses idées.

Bourgeois ignorants, quand cesserez-vous donc de juger ainsi, sans examen, sans études préalables, de graves questions que vous ne soupçonnez pas? Voyez plutôt les ouvriers, ces hommes honnêtes, qui souffrent si cruellement depuis tant d'années, et qui savent fort bien ne pouvoir encore espérer un soulagement complet à leurs maux, voyez-les, dans leur résignation héroïque, faire de louables efforts pour nous aider à les mener à cette amélioration matérielle et sociale du sort des travailleurs que la République appelle de tous ses vœux. Les personnes qui assistent aux graves débats du Luxembourg, ne savent pas ce qu'elles doivent le plus admirer de la modération, de la sagesse, de la confiance, de l'excellent esprit des ouvriers, ou des vues larges et civilisatrices des hommes dévoués qui les président.

Le moment aussi est venu où doit s'établir enfin une conciliation équitable entre les intérêts des travailleurs et ceux des chefs d'établissements, des entrepreneurs, car ces intérêts sont connexes et solidaires, car leur alliance est le plus grand besoin social et politique de notre époque. Ce beau concert des forces et des intelligences de la grande famille nationale deviendra l'immortelle gloire de notre jeune République.

C'est pourquoi nous aurions été désolé de ne pas voir Louis Blanc arriver à l'Assemblée nationale. Si nous éprouvons un regret maintenant, c'est de penser qu'il n'y est pas suivi par tous les chefs, sans exception, de toutes les écoles socialistes qui se

partagent aujourd'hui le monde. Nous eussions mieux aimé cent fois les contempler à l'œuvre dans cette enceinte pacifique, que de trembler, à chaque instant, d'apprendre que leurs doctrines les plus progressives ont fait irruption, malgré leurs auteurs, dans le champ de l'antagonisme et de la violence.

BUCHEZ.

Il est des hommes dont l'intelligence puissante doit laisser des traces de leur passage parmi nous. La science, ils l'ont poussée en avant; l'humanité, ils en ont répandu la pensée et les bienfaits; le patriotisme, ils l'ont jeté en exemple et en encouragement à leurs concitoyens. Prodiges de lumières acquises par le travail et la réflexion, ils s'en sont servi avec bonheur pour préparer un meilleur avenir à leurs semblables. A nous de les vouer à la reconnaissance nationale!

Philippe-Joseph-Benjamin Buchez naquit le 31 mars 1796 à Matagne-la-Petite, village de l'ancien pays wallon, qui faisait partie du département des Ardennes avant 1815, et qui appartient aujourd'hui à la Belgique.

Son père lui fit faire ses études à Paris; à quatorze ans il les avait terminées. Au sortir du collège, il suivit les cours des sciences naturelles du Jardin-des-Plantes et se livra aux recherches anatomiques. Étudiant en médecine, il se fit connaître comme un esprit hardi et générateur par des articles insérés dans des feuilles spéciales. La profondeur de ses idées et la fermeté morale de ses convictions éclatèrent surtout dans les deux *sociétés de médecine et de philosophie* fondées à cette époque par les meilleurs élèves de l'école.

Alors s'organisait la conspiration Nantil, qu'on appela plus tard *conspiration du 19 août 1820*. Elle était toute militaire; les légions de la Meurthe et du Nord en faisaient partie; et Voyer, d'Argenson, Laffitte et Lafayette y apparaissaient de temps en temps. Les militaires, sentant le besoin de s'appuyer sur la population civile, s'en ouvrirent aux deux sociétés que nous avons citées et initièrent leurs membres les plus influents aux secrets de l'action prochaine.

Buchez, qui vivait d'un modeste emploi dans l'octroi de Paris, donna immédiatement sa démission, ne voulant rien devoir à un gouvernement qu'il allait combattre. Il appela à lui ses amis, qui se pourvurent de fusils, de munitions, et l'on s'exerça au maniement des armes chez lui, rue Vieille-du-Temple.

REPRÉSENTANTS.

Le coup de main était fixé au mois de juin. Plusieurs motifs le firent retarder différentes fois jusqu'au mois d'août. Cependant des indiscretions avaient été commises, l'autorité semblait prendre des mesures; on voulut se hâter; on agit sans s'être entendu, et la Cour des Pairs fit le reste.

Les chefs comprirent alors qu'avant de tenter une nouvelle entreprise, il fallait tout faire pour éviter le désordre et la précipitation. Un ami, de retour d'Italie, apporta aux conjurés la clef de la *carbonara* napolitaine. Ce fut un trait de lumière. La *haute vente* fut fondée chez Buchez. Sept membres, outre lui, y figurèrent. Guinard et Flottard en étaient. De nombreuses *ventes* surgirent dans les départements. On compta dans la *vente centrale* Mérilhou, de Schonen, Dupont (de l'Eure), Arnold Scheffer, etc. Le principe de l'association était le renversement des Bourbons et la convocation d'une assemblée nationale, appelée à décider du gouvernement de la France.

Buchez fut envoyé dans l'Est. On le pressait d'agir. Calculant froidement avec Armand Carrel et quelques autres officiers toutes les chances de succès, il se défendait de l'enthousiasme exagéré du grand nombre. Il y eut encore des indiscretions commises, le pouvoir fut instruit, la conspiration de Bêfort échoua, quarante-quatre citoyens furent jetés dans les prisons royales, et de cruelles condamnations effrayèrent le pays. Buchez, arrêté à Metz, conduit à Colmar, fut jugé aux assises. Le jury se partagea, il fut sauvé, tandis que tombaient les têtes du général Berton, du colonel Caron et des quatre sergents de La Rochelle.

A partir de ce jour, sa vie devint toute intellectuelle; convaincu que toute conspiration serait stérile et inutilement dangereuse, il reprit avec ardeur ses études et se fit recevoir médecin en 1824. Peu de temps auparavant, il avait publié, avec son ami Trélat, un traité d'hygiène fort estimé. Il toucha de bonne heure aux idées de progrès et d'économie politique de Saint-Simon, continua mensuellement son *Producteur*, et fonda, en 1827, le *Journal du progrès des sciences et des institutions médicales*, qui eut un grand retentissement. Quand Enfantin eut émis une intention de papauté et des doctrines d'une moralité au moins douteuse, Buchez s'éloigna de lui sans retour.

Après la Révolution de Juillet, il fut un des fondateurs de la *Société des Amis du Peuple*, avec Hubert, Thierry, James Fazy, Flocon, etc. Elle fut dissoute le 25 septembre par un pouvoir ombrageux. Alors il fonda le *Journal des Sciences morales et politiques*, devenu plus tard *l'Européen* et qui porte aujourd'hui le nom de *Revue nationale*, recueil fort remarquable sous toutes

ses formes et qui contient plus de faits que de mots. On y lit : « Ce qui a manqué à l'opposition, ce qui lui manque encore, c'est de dire pourquoi elle existe et ce qu'elle prétend obtenir. Nous venons pour affirmer partout où l'on doute. Le gouvernement représentatif a été institué comme un instrument de progrès dans l'intérêt du peuple et non comme un moyen d'équilibrer des forces hostiles. Nous adoptons les mots au nom desquels la France a fait sa révolution : *liberté, égalité, fraternité.* »

Buchez a publié en 1833 son *Introduction à la science de l'histoire*, ou la *Science du développement de l'humanité*, livre d'une immense portée, puisqu'il a pour but de découvrir dans l'étude des faits historiques la loi de génération des phénomènes sociaux, afin de prévoir l'avenir du genre humain et d'éclairer le présent au flambeau de ses futures destinées.

Trois ans plus tard, il fit paraître avec Roux, puis avec Jules Bastide, son *Histoire parlementaire de la Révolution française*, ou *Journal des assemblées nationales*, vaste répertoire que doit consulter quiconque s'occupe de cette partie de nos annales. L'introduction éminemment remarquable de cet ouvrage, dans laquelle il prétend que notre première Révolution est fille de l'Évangile, et que ses principes sont puisés dans la doctrine de Jésus, lui suscita une polémique assez vive de la part d'un des écrivains du *National*; mais l'article est passé et le livre reste.

La République a appelé Buchez à remplir les fonctions d'adjoint à la mairie de Paris auprès d'Armand Marrast, ancien rédacteur du *National*. C'était justice pour l'un et pour l'autre. Buchez est ordinairement chargé de répondre aux adresses du clergé au Gouvernement provisoire, et il fait preuve en ces occasions d'infiniment de tact. Appelé par le peuple de Paris à l'Assemblée nationale, il en sera certainement un des plus éminents orateurs. Elle vient de l'élire son président à une majorité de 389 voix sur 727.

CARNOT.

Trois faits dominant la vie entière du fils du grand organisateur de la victoire : 1^o l'exemple de son illustre père et l'éducation politique qu'il a reçue de lui dans l'exil; il lui doit, en effet, ce sentiment exquis de nationalité qui dirige, chez lui, tous les autres; 2^o son séjour prolongé en Allemagne; il y a puisé une affection véritable pour cette nation et une prédilection pour sa littérature, qui a été pour lui l'objet d'études favorites; 3^o sa

présence dans l'association saint-simonienne avant la prédominance des doctrines d'Enfantin; c'est le résultat de sa tendance philanthropique et la base de ses opinions socialistes. Il serait certainement difficile de trouver beaucoup d'existences plus simples et plus logiquement conduites que la sienne. Il n'appartient qu'à un petit nombre d'organisations privilégiées de se développer dans une unité aussi sévère.

Lazare-Hippolyte Carnot est né le 6 avril 1801 à Saint-Omer (Pas-de-Calais), où son père s'était retiré dans la famille de sa femme, après avoir envoyé aux consuls sa démission de ministre de la guerre. Peu de temps après, le général, appelé au Tribunal, ramena sa femme et ses enfants à Paris. Avant Hippolyte, il lui était déjà né un fils au Luxembourg, pendant le Directoire.

Au Tribunal, Carnot s'opposa à la création de la Légion-d'Honneur, vota, lui second, contre le Consulat à vie, et, plus tard, tout seul, contre l'Empire héréditaire. Un de ses amis, étant allé le voir, vers cette époque, pour lui représenter les dangers auxquels il s'exposait, le trouva avec ses deux enfants, l'un sur ses genoux, l'autre jouant à ses côtés : « Ces dangers, lui répondit Carnot, je ne les crains pas pour moi; mais croyez que je ne me suis pas déterminé sans réflexion à un acte qui fermera peut-être toute carrière politique à ces enfants. » Plusieurs de ses collègues au Tribunal tentèrent, mais en vain, de le faire renoncer à son projet. Madame Carnot, qui avait tout entendu, se jeta dans ses bras, en l'encourageant dans sa résolution.

Après la dissolution du Tribunal, Carnot se voua tout entier aux travaux de l'Institut et à l'éducation de ses enfants. Plus tard, tout son temps étant absorbé par la composition, pour le corps du génie, de son *Traité de la défense des places fortes*, l'ainé, *Sadi*, entra, l'un des premiers de sa promotion, à l'École Polytechnique, et *Hippolyte* fut mis en pension pour se préparer à suivre la même carrière.

Carnot qui avait refusé ses services à l'Empereur triomphant, les offrit à l'Empire en danger. Il fut nommé au gouvernement d'Anvers dans les derniers jours de 1813; et son fils aîné alla l'y rejoindre, après avoir en 1814 combattu vaillamment sous les murs de Paris, avec l'École Polytechnique.

Les *Cent-Jours* portèrent Carnot au ministère de l'intérieur, Waterloo l'éleva au gouvernement provisoire, la Restauration le força de quitter la France en proscrit. Hippolyte, qui n'avait

que quatorze ans, lui demanda, comme une grâce, de l'accompagner dans son exil.

Ils partirent sous des noms d'emprunt, traversèrent, non sans peine, les départements envahis, séjournèrent quelque temps à Bruxelles, remontèrent le Rhin, de Cologne à Mayence, passèrent à Francfort sur le Mein, à Augsbourg, d'où Carnot montra à son fils le village qu'il avait habité durant sa première proscription, à Munich, où le prince Eugène les accueillit avec une franche amitié, en Gallicie, en Pologne, à Varsovie enfin, où l'illustre proscrit devint l'objet d'une ovation nationale.

Il y séjournait depuis près d'un an, quand l'humeur ombrageuse du vice-roi Constantin l'obligea d'aller chercher un asile à Breslau, à Francfort sur l'Oder, à Berlin, à Postdam, à Magdebourg, où il fixa enfin sa résidence. Dès lors, il se consacra tout entier à l'éducation de son fils; et ce fut lui qui, le premier, lui parla de l'organisation sociale de Saint-Simon.

Le général Carnot étant mort en 1823, Hippolyte revint en France dans le sein de sa famille. Il allait se trouver seul, entièrement maître de son avenir; mais il avait vingt-deux ans, et l'on mûrissait de bonne heure à l'école de son père. La fortune qu'il avait laissée à ses enfants, était médiocre; des hommes tels que Carnot ne s'enrichissent pas dans les fonctions publiques; il ne pouvait venir à la pensée de son fils d'occuper aucun emploi sous les Bourbons. Il lui fallait chercher une profession indépendante, il commença ses études de droit, mais des scrupules lui vinrent au sujet du serment qui serait exigé de lui pour son admission dans l'ordre des avocats; il renouça donc à cette carrière pour rester entièrement libre.

Alors lui vint à l'esprit la conversation qu'il avait eue avec son père relativement à Saint-Simon. Ce grand penseur venait de mourir, mais il avait laissé des disciples qui publiaient le *Producteur*. Carnot s'unit à eux pour sonder les grandes questions des destinées sociales et de l'émancipation des classes pauvres. Il devint un des membres les plus laborieux de la *Société de la Morale chrétienne* et de la *Société pour l'Instruction élémentaire*, laquelle avait pour but de propager l'enseignement mutuel, repoussé par la Restauration. Il publia, en 1828, une traduction des beaux *Chants helléniens* de l'Allemand Wilhelm Muller. Il fut un des collaborateurs de la *Revue encyclopédique*, de Jullien (de Paris), et entremêla ses travaux de voyages en Angleterre, en Suisse et en Hollande.

Le premier enseignement oral du saint-simonisme s'ouvrit chez lui. Il se continua rue Taranne, puis rue Monsigny, à la

rue Taitbout et dans plusieurs autres locaux de Paris. Quelques-uns des adeptes vécurent en commun sous Bazard et Enfantin ; mais Carnot fut du nombre de ceux qui réservèrent toujours à leur vie privée une indépendance convenable.

Telle était cette association quand la révolution de juillet éclata. Le 27 au soir, Carnot traversa l'émeute pour aller faire, rue Monsigny, une leçon sur l'organisation de la famille dans l'avenir. Le mot d'ordre de beaucoup de saint-simoniens était de poursuivre la conquête de la science morale sans se mêler au mouvement politique. Carnot et ses amis, ne partageant pas cette opinion, descendirent dans la rue. Le 29, il était membre de la municipalité de son arrondissement.

Après la révolution, la plupart des notabilités de la *Société de la Morale chrétienne* entrèrent dans les hautes fonctions publiques. Carnot refusa d'y prendre part ; il préféra continuer sa vie d'étude, et, jusqu'à la fin de 1832, participa à plusieurs enseignements et coopéra à la rédaction du *Globe* et de l'*Organisateur*. Le premier, il eut l'idée de la fondation d'un comité pour soutenir la cause polonaise. Quand les saint-simoniens fondèrent le couvent de Ménilmontant et se répandirent dans le monde sous un costume étrange et avec un langage mystique, Carnot, sorti avec ses amis de l'association, demeura néanmoins fidèle aux convictions philosophiques du maître, et, pour les conserver dans leur pureté, recréa la *Revue encyclopédique*, dont il fut le rédacteur en chef, avec son ami Charton.

On lui doit la mise en ordre et la publication des intéressants mémoires de l'abbé Grégoire et de Barrère. Il en prépare d'autres sur la vie de son père, des esquisses fort curieuses sur l'Allemagne, et une histoire du saint-simonisme, sur lequel il n'existe encore aucun travail historique sérieux.

A l'apparition du choléra, il fut un des premiers à fonder des bureaux sanitaires, et eut la douleur de voir mourir dans ses bras son frère *Sadi*, déjà connu par d'importants ouvrages scientifiques, entre autres par une *Théorie de la Vapeur*.

En 1835, il fut inscrit par les accusés d'avril dans le conseil de défense qu'ils proposaient à la Chambre des pairs. En 1837, quoique absent, il fut porté à la candidature de la Chambre par les collèges de Dijon, Beaune, Autun et Châlons. En 1839, après la dissolution de l'Assemblée, il fut choisi pour présider le comité central des électeurs de Paris. Le 6^e arrondissement l'élut député à une majorité de 227 voix (829 contre 602). Depuis, il a constamment siégé à la Chambre, sur les bancs de l'extrême gauche, avec Dupont (de l'Eure), Arago, Georges

Lafayette, Garnier-Pagès, Marie, Crémieux, Bethmont, etc.

Après la révolution de 1848, le grand nom de son père et sa vie tout entière le signalaient au choix du Gouvernement provisoire. Il a été investi du ministère de l'instruction publique, et a aussitôt appelé près de lui, comme secrétaire général, son collaborateur, son ami Charton, qui a donné sa démission de fonctionnaire public aussitôt qu'il a été nommé à l'Assemblée nationale. On doit déjà à Carnot des améliorations importantes, et il en prépare de plus importantes encore. Tout autorise à penser qu'il sera dans la vie publique ce que l'ont toujours vu ceux qui l'ont connu dans la vie privée; et tous ceux qui l'ont ainsi connu, l'ont estimé et aimé, parce qu'ils le savent sincère, réfléchi, doué d'une énergie calme qui se concilie avec une grande douceur de caractère et une parfaite aménité, ennemi de toute ostentation, familier, comme l'était son père, avec tous les sentiments les plus honorables, les plus élevés, et prêt, en toute circonstance, à toute espèce de dévouement. Sa place était marquée à la Constituante.

CAUSSIDIÈRE.

Voici un grand nom, qui retentit il y a longtemps dans les fastes républicains, et devant lequel le peuple de Paris s'incline avec respect depuis la révolution de février. Ce peuple dit : Lamartine, Dupont (de l'Eure), Arago, Garnier-Pagès; car ce sont pour lui des esprits supérieurs auxquels sa pensée seule peut atteindre; mais il dira toujours infailliblement : *Monsieur Caussidière*, parce qu'il sent, il voit, il palpe son préfet de police, parce qu'il est en communion journalière avec lui et qu'il le considère comme le dieu de la force, le protecteur de son toit et le gardien de son foyer.

Si jamais on destitue injustement Caussidière, il y aura, certes, une terrible émeute dans Paris.

Caussidière a vu le jour à Lyon. Il a été tour à tour fabricant, commis-voyageur, négociant; et partout et toujours il s'est fait estimer comme un homme de bien, d'une droiture rigoureuse et d'une probité incorruptible.

Puis, un jour, il s'est fait conspirateur; car il voyait avec amertume, ainsi que beaucoup de patriotes, notre grande, notre sublime révolution de juillet escamotée, confisquée au profit des intrigants et des habiles. Alors il est descendu, armé d'un fusil, dans la rue, et il s'est écrié, avec les Lyonnais ses compatriotes : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*. Et il n'a pas

eu du travail, et il n'est pas mort; mais il a été traqué, assommé, martyrisé, mis en pièces, emprisonné par cette meilleure des républiques dont nous étions redevables à Laffitte et à Lafayette.

Dire ensuite qu'en février dernier, Caussidière ne s'est pas élancé le premier au sommet des barricades, ce n'est pas connaître le cœur du patriote ulcéré par le manque de foi, l'ingratitude et les plus atroces traitements. Entre Caussidière et Louis-Philippe, c'était depuis longtemps un duel à mort. En 1848, Caussidière a trouvé de plus nombreux auxiliaires que les années précédentes; et il a triomphé. Louis-Philippe a été vaincu et il a pris la route d'Angleterre; puis la République a été proclamée : Caussidière n'en voulait pas davantage.

Mais la nouvelle république avait besoin de Caussidière, et le gouvernement provisoire l'a délégué à la préfecture de police, avec son ami Sobrier, une âme d'élite, comme la sienne.

Cependant un tel pouvoir, qui a besoin d'être nettement formulé dans des circonstances difficiles, avait peu de chances de fonctionner régulièrement étant ainsi partagé; et tous deux, d'un commun accord, se sont séparés. Caussidière est resté à la préfecture; Sobrier s'en est allé rue de Rivoli fonder le journal *la Commune de Paris*, organe de l'opinion républicaine avancée. Du reste, entre l'autorité préfectoriale et l'organe de la Montagne, il n'y a, tout au plus, d'autre différence que celle qui doit exister entre une administration officielle et forte, et un organe libre qui n'est pas moins fort, mais qui n'est qu'officieux.

Tous les partis s'accordent à le reconnaître, jamais Paris n'a eu un préfet de police aussi actif, aussi vigilant, aussi courageux, aussi énergique que Caussidière. La préfecture de police semble avoir été créée pour lui, comme il semble avoir été créé pour la préfecture de police.

Dans les premiers jours de son installation il s'est adjoint, comme secrétaire général, un homme dont personne n'eût osé soupçonner le patriotisme, un chansonnier qui paraissait plus républicain que nous tous, un esprit distingué qui avait coopéré à la rédaction du *Charivari* et de *la Réforme*. Puis, on découvre un beau jour que cet homme n'est qu'un espion du règne de Louis-Philippe, et qu'admis tous les soirs auprès de Delessert, sous le nom de *Pierre*, il n'a pas cessé, depuis plusieurs années, de surveiller et de dénoncer ses collaborateurs et ses amis. Le concierge de la préfecture, dont il a obtenu de Caussidière la révocation, afin de se débarrasser de sa malencontreuse mémoire, l'a reconnu, et, pour se venger, il a tout dit. Les preuves sont

accablantes. C'est son écriture, c'est même une fois sa signature. Impossible de nier! Caussidière lui remet un pistolet et lui dit : *Je te donne un quart d'heure pour te tuer*. Il s'est passé deux mois depuis lors ; et cet homme vit encore. Il est, dit-on, prisonnier ; une instruction se poursuit ; mais comment, sous la République, pouvoir le mettre en cause pour des faits qui remontent à la royauté déchue ? Attendons !

La réaction n'osant pas s'attaquer à Caussidière, s'en prend, depuis quelques jours, à sa garde de Montagnards ! Or quels sont ces Montagnards ? Un d'eux, le citoyen Molinari, va nous l'apprendre.

« Ces hommes, dit-il, sont d'honnêtes et courageux ouvriers, combattants de novembre 1831, de juin 1832, d'avril 1834, de mai 1839, de février 1848, toujours sur la brèche, infatigables comme le temps, malgré les souffrances de mille espèces que leur ont fait endurer la monarchie et ses suppôts ; ils sont encore debout, les armes à la main, afin de défendre leurs droits et ceux de leurs frères. Ce sont des conspirateurs incorrigibles qui, depuis dix-huit ans, ont tout sacrifié pour anéantir à jamais un système infâme. Ce sont eux enfin qui ont fait décréter par le Gouvernement provisoire que la révolution de février serait, non seulement politique, mais sociale.

« Ils veulent conserver les armes qu'ils ont conquises au péril de leur vie, et rester en corps jusqu'à l'installation de la république *une et indivisible* sur des bases inébranlables. Montagnards comme leurs pères, ils veulent la constitution de 93, avec les progrès acquis par l'intelligence de l'humanité. Ils veulent que *le droit au travail* soit garanti et déclaré inviolable, que tous les oisifs parasites, vers rongeurs de la société productive, soient déclarés *voleurs* et regardés comme tels, que la constitution décrète *l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme*, que *la Liberté, l'Egalité, la Fraternité*, ne soient plus de vains mots.

« Ils se sont appelés *Montagnards*, parce qu'il y a des *Girondins*, hommes bavards, à langue dorée, à têtes vides, cœurs égoïstes et cupides, cherchant à ne nous donner rien de plus ni de moins qu'une république oligarchique, qui serait, pour le prolétaire, pire que la royauté, car, au lieu d'un maître à l'en-grais, il y en aurait cent.

« Les Montagnards, démocrates et producteurs, dès qu'il n'y aura plus à craindre pour le lendemain, déposeront, à l'exemple de Cincinnatus, les armes pour reprendre le rabot, le marteau, etc.

REPRÉSENTANTS.

« On leur reproche des actes contraires à la discipline. De quelle discipline veut-on parler ? De celle qui fait de l'homme une machine ? Alors oui ; ce sont des hommes libres et pensants, mus par l'amour du bien, par l'amour de la cause pour laquelle ils ont combattu.

« On leur reproche d'avoir refusé, à plusieurs reprises, de laisser occuper un poste, dans l'intérieur de la préfecture, par la garde nationale ; mais, depuis le 25 février jusqu'au 5 avril, les Montagnards ont fait le service de la préfecture conjointement avec elle, fraternisant ensemble comme de bons patriotes. Ce jour-là le poste de la garde nationale fut abandonné, et occupé le lendemain par la garde mobile ou républicaine. Lais-sés trois jours sans être relevés, ceux-ci, à leur tour, s'éloignè-rent ; les Montagnards les ont remplacés jusqu'au 16. Alors la garde nationale veut, dit-on, les en chasser comme *commu-nistes*, on en réfère au préfet, et la garde nationale se retire. Il en est de même le lendemain, sans bruit, sans injures.

« En ce moment, des hommes inoffensifs sont menacés, sous prétexte de *communisme*, de la corde ou de la rivière ; on les met à l'abri, puis en liberté, mais le tout sans la moindre inter-vention des Montagnards.

« Il est faux, comme on l'a prétendu, que le citoyen Caussi-dièr ait été obligé de les menacer de les faire partir de la pré-fecture. S'ils s'en sont éloignés pour se retirer dans la caserne Saint-Victor, c'est sur d'excellentes raisons du préfet et pour ne pas succomber à la fatigue d'un service excessif.

« Les Montagnards aiment la garde nationale, dont ils sont les frères, étant eux-mêmes gardes nationaux ; ce qu'ils abhorrent, ce sont les réactionnaires de toute couleur, les calomniateurs et ceux qui poussent à la guerre civile les enfants d'une même patrie. »

CAVAIGNAC.

Frère de Godefroy Cavaignac, le républicain de 1830 et des journées de juin et d'avril, et fils de J.-B. Cavaignac, le conven-tionnel, le nouveau représentant à l'Assemblée nationale est né à Paris en 1802. Élève distingué de Sainte-Barbe et de l'École polytechnique, il était capitaine en second dans le deuxième régiment du génie, à la campagne de Morée.

En 1830, Louis-Eugène Cavaignac se trouvait à Arras, et il fut l'un des premiers à se déclarer pour le peuple. En 1834, il signa à Metz, le projet d'*association nationale*. En récompense de son

noble dévouement, le gouvernement le mit en non activité. Heureusement ce ne fut pas pour longtemps, et, en 1832, il fut envoyé en Algérie, où il ne tarda pas à se signaler. Après le succès de l'expédition de Mascara, à laquelle le capitaine Cavaignac avait pris part, le maréchal Clausel, songeant à rentrer à Oran, voulut laisser une garnison française à Tlemcen qu'il occupait, à l'extrémité ouest de l'Algérie, à une distance considérable de tous secours, au milieu des Kabyles entreprenants et belliqueux. Cavaignac fut désigné. On lui adjoignit cinq cents hommes déterminés, avec le titre de chef de bataillon provisoire. C'était en janvier 1836.

Cavaignac, livré à lui-même, se montra, dès lors, un homme supérieur. On ne saurait croire les ressources qu'il sut trouver dans son courage et dans son activité pour se maintenir intact dans cette position, entre le danger continuel d'être entouré et massacré, et celui de mourir de faim. Cavaignac fit tête à tout. Il repoussa les attaques réitérées de troupes nombreuses, et il fit des approvisionnements au moyen de ses excursions chez les tribus voisines. Enfin, il fut relevé en mai 1837, et, le 4 avril suivant, le grade de chef de bataillon lui fut confirmé, à la sollicitation du général Bugeaud. Le commandant Cavaignac quitta bientôt l'Afrique et revint en France, où l'appelaient de graves intérêts et où le retint quelque temps le mauvais état de sa santé.

À peine rétabli, il retourna à Alger, fut de nouveau abandonné avec son bataillon dans Cherchell, exposé à des dangers plus grands et plus continuels qu'à Tlemcen, et, s'en tirant avec une grande somme de gloire et une blessure grave, fut nommé colonel des zouaves et continua à servir dignement la patrie par ses brillants faits d'armes.

On lui accorda enfin le titre de général qu'il avait si bien mérité. Depuis la révolution de février, le ministère de la guerre lui a été plusieurs fois offert, mais il s'obstine à le refuser, au grand regret de tous les vrais républicains.

Tels sont les titres du brave Cavaignac à l'estime de ses concitoyens. Mais n'oublions pas qu'il est d'autres titres encore qui le recommandent : c'est la loyauté de son caractère et la sincérité de son patriotisme. Nous l'attendons avec confiance à l'Assemblée nationale, dont il vient d'être nommé un des vice-présidents.

674

REPRÉSENTANTS.

COQUEREL.

Le temps est bien loin de nous où la différence des cultes enfantait la désunion entre les hommes, les haines, les discordes civiles et la guerre. La tolérance religieuse est le plus grand bienfait de notre révolution. Elle était le seul remède à la diversité des opinions. La tolérance n'est-elle pas mère de la paix ? Si Dieu l'avait voulu, tous les hommes auraient la même religion, comme ils ont le même instinct moral.

Nous devons donc être tolérants.

C'est parce que le règne de ce principe a commencé, que le citoyen Coquerel, pasteur protestant, a été porté à l'Assemblée par les suffrages des catholiques, comme Lamennais par ceux des protestants, exemple touchant de concorde qui assure la victoire à la révolution ; car la vraie république ne peut être qu'une réunion d'hommes liés entre eux pour concourir au bonheur, non d'un seul, mais de tous ; car, il faut le dire encore, la véritable égalité ne saurait être établie que par le concours des aspirations particulières.

Athanasie-Laurent-Charles Coquerel, pasteur de l'Église réformée de Paris, est né dans cette ville, le 27 août 1795. Il fit ses études théologiques à la faculté de Montauban, et fut appelé, en 1818, à occuper la place de pasteur dans l'Église française d'Amsterdam. Il resta douze ans à la tête de cette Église. C'est là qu'il commença sa réputation d'orateur chrétien, qui s'est élevée depuis à une si grande hauteur. Ce fut l'illustre Cuvier qui, désireux de rendre à la France une de ses célébrités, fit revenir Coquerel à Paris. Depuis 1830, il y a exercé le ministère évangélique, et y a fait consacrer, en quelque sorte, sa réputation. — Coquerel donne la plus grande partie de son temps à ses travaux évangéliques, et ses loisirs à la culture des belles-lettres. — Il a publié un grand nombre d'ouvrages d'un grand mérite sur des matières religieuses et sur l'histoire et la littérature. Nous regrettons que notre spécialité nous interdise l'examen de ces ouvrages.

Coquerel, comme orateur, a toutes les qualités extérieures de l'homme qui semble appelé à subjuguer les masses par la parole : sa diction est noble et calme, son geste sobre et précis. Il y a certaines parties de ses sermons où ce calme, cette sobriété, seraient pris pour de la froideur, mais, quand son œil étincelle, quand il est entré dans la partie passionnée de son discours, quand, sous le feu de l'inspiration, l'orateur a subi une sorte de transfiguration, alors il subjugue, il saisit, il entraîne.

Que dirons-nous du pasteur Coquerel comme homme politique ? Sa profession de foi est toute dans son beau discours, intitulé : Liberté ! Égalité ! Fraternité ! Comme Lacordaire, il a défendu les droits du peuple opprimé. Candidat à la députation, il a réclamé pour lui l'indépendance morale et politique. C'est aux représentants de la nation à veiller à la conservation de ces précieux conquêtes. Coquerel poursuivra la noble tâche qu'il s'est imposée.

CORBON.

Ouvrier sculpteur, l'un des créateurs et des principaux écrivains de *L'Atelier*, feuille fondée en 1840 par les débris échappés aux procès de l'insurrection du 12 mai, et qui, après avoir défendu les idées républicaines dans la rue, comprenaient qu'ils devaient aussi les faire triompher dans la presse. *L'Atelier*, organe spécial de la classe laborieuse, fut donc établi sur le modèle de la république dont ses collaborateurs s'étaient constitués les apôtres, accueillant indistinctement les travaux de tous ceux dont il se proclamait le défenseur, n'ayant pas de rédacteur en chef, mais seulement un jury d'examen, espèce de consulat assis sur l'élection, sacrifiant l'individualité à la pensée générale, la signature des articles n'étant pas admise, l'œuvre entière acceptant la responsabilité de chacun de ses créateurs. Du reste, la fondation de *L'Atelier* n'était pas seulement le fruit d'une noble pensée, c'était encore celui du dévouement ; il n'a, en effet, vécu jusqu'à ce jour que des sacrifices des ouvriers qui l'ont créé, et ces sacrifices durent encore.

En octobre 1844, la feuille ouvrière fut traduite devant la Cour d'assises, sous la prévention de provocation à la haine d'une classe de la société contre une autre. Défendue par M^e Bethmont, aujourd'hui ministre du commerce et de l'agriculture, elle fut acquittée.

L'article incriminé figure en tête du numéro. Malgré le soin que nous avons mis à le lire, nous avouons n'avoir pu y trouver rien qui motive l'accusation dont il fut l'objet. Il nous a même semblé empreint d'une excessive modération ; il est vrai que nous n'avons pas les yeux du parquet de cette époque. Cet article exprime seulement, d'une manière précise et nette, ce que croyaient, ce que voulaient, ce que croient, ce que veulent encore les ouvriers qui rédigent *L'Atelier* ; car, si la République a enfin triomphé, une bonne partie des questions agitées en 1844 sont encore à vider.

« Ce que sont les ouvriers de *L'Atelier*, y est-il dit, comment le définir en un seul mot ? Appartiennent-ils à l'une de ces deux catégories qui ont reçu, au milieu des débats sur l'enseignement, un nom dont elles se glorifient l'une et l'autre. Sont-ils fils de Voltaire ou fils des Croisés ? Mais Voltaire croyait médiocrement en Dieu, et ils y croient ; Voltaire se moquait de la morale, et ils la prennent au sérieux ; Voltaire n'aimait pas la France, et ils l'aiment passionnément ; Voltaire concluait à l'absolue nécessité de maintenir les classes laborieuses dans l'infériorité, et ils concluent à l'absolue nécessité de les élever au niveau des autres : Ils ne sont donc pas les fils de Voltaire.

« Ils se diraient bien plus volontiers fils des Croisés ; la croisade rappelle, en effet, une grande idée religieuse et patriotique. Mais évidemment ceux qui se disent si pompeusement les fils des Croisés, ne sont que des enfants dégénérés ; ils sont bien plutôt les frères des Jésuites. Aussi les ouvriers de *L'Atelier* se garderaient bien de se ranger sous une telle bannière, non qu'ils partagent cette peur stupide que les associations jésuitiques causent à certaines gens : ils savent trop bien que le premier mouvement populaire ferait rentrer le jésuitisme sous terre.

« Les Jésuites qui dirigent les plans des fils des Croisés, ont le privilège singulier de faire naître des fils de Voltaire à chacun de leurs pas, à chacun de leurs gestes, à chacune de leurs paroles ; ils ne convient donc pas à des ouvriers révolutionnaires de se ranger de ce côté.

« Ils disent tout simplement qu'ils sont les fils du peuple français, et c'est là une paternité assez glorieuse pour ne point s'ingénier à en chercher d'autre. Oui, ils sont les fils de ces serfs qui conquièrent, au moyen âge, leur liberté au prix des plus nobles et des plus courageux efforts ; les fils de ces paysans qui, sous la conduite de Louis le Gros, châtièrent si rudement les seigneurs pillards ; les fils des miliciens des communes qui assurèrent la victoire de Bouvines. Ils sont les fils de ces insurgés du *xiv^e* siècle qui formulèrent presque toutes les réformes qu'a réalisées quatre siècles plus tard la Constituante ; les fils de ceux qui, à la suite de Jeanne, la fille du peuple, chassèrent les Anglais de la terre de France ; les fils de ceux qui sauvèrent la nation, sous Louis XI, d'une reconstitution féodale ; les fils de ceux qui chassèrent de Paris le dernier des Valois, et qui osaient affirmer alors qu'il n'y avait de rois légitimes que ceux que le peuple se choisissait ; les fils de ceux qui soutinrent un siège si

long, si terrible contre le premier roi Bourbon; ils sont enfin les fils des hommes de 89, de 92, de 93.... »

La filiation étant établie, les ouvriers de *l'Atelier* déclarent de plus qu'il sont socialistes. Socialistes! ce mot ne résonne guère mieux à l'oreille du conservateur que le mot *bandit* à celle du voyageur isolé.

« Eh! mon Dieu, oui! les ouvriers de *l'Atelier* sont socialistes. Ils sont socialistes puisqu'ils veulent des réformes sociales. Il serait curieux vraiment de voir des ouvriers qui ne fussent pas socialistes, c'est-à-dire qui ne voulussent pas d'amélioration dans leur condition morale, intellectuelle et économique! S'il s'en trouvait quelques-uns, c'est qu'ils ne comprendraient pas les mots dont on se servirait pour leur parler.....

« Mais il ne s'ensuit nullement que le socialisme de *l'Atelier* soit hostile à la religion, à la nationalité, à la famille, ou même à la propriété.

« Pour ce qui concerne la nationalité, *l'Atelier* n'est point tombé dans les niaiseries humanitaires. Des hommes illustres de ce temps-ci, illustres à tort et à travers, ont essayé de flétrir du nom de préjugé l'amour de la patrie; or, les ouvriers de *l'Atelier* ne rougissent pas d'avoir ce préjugé. Le jour où les nations seront sœurs, est malheureusement bien éloigné; et le plus mauvais moyen de hâter l'union des peuples, serait, certes, de prêcher le cosmopolitisme; le meilleur moyen, au contraire, est de raffermir, en France, l'amour de la patrie; car le caractère distinctif du patriotisme français, est précisément, en rendant la France de plus en plus formidable, de faire qu'elle soit l'espoir des opprimés, l'effroi des oppresseurs, le modèle des nations.

« *L'Atelier* peut dire qu'il a une théorie complète de l'organisation du travail, et que cette théorie, mise en pratique depuis longtemps, a déjà produit les plus heureux résultats: c'est l'association dans le travail. Il a proposé, en outre, des moyens transitoires, des moyens de concilier l'intérêt du maître et celui de l'ouvrier, par une organisation nouvelle des conseils de prud'hommes; cette idée, mise à exécution dans la première des industries parisiennes, y porte les meilleurs fruits. »

Cette exposition si nette, *l'Atelier* l'a complétée, huit ans plus tard, par ces paroles, alors que les mémorables événements de Février avaient mis hors de doute la révolution politique :

« Nous avons fait, en 1844, une profession de foi qui nous a menés tout droit sur les bancs de la Cour d'assises.

« Nous en voulons faire une aujourd'hui qui, si elle ne mène aucun des nôtres sur les bancs de l'Assemblée constituante,

soit, du moins, pour nous une occasion de faire mieux connaître le caractère de la mission que nous nous sommes imposée depuis longtemps, et que nous continuerons aussi longtemps que possible.

« Depuis le jour où nous avons résolu, au nombre de quelques centaines d'ouvriers, de constituer un organe à la pensée purement populaire, jusqu'au jour où nous écrivons ces lignes, nous n'avons pas cessé d'exprimer de toutes les manières l'idée suivante :

« La révolution politique ne doit être que le prélude et le moyen de la révolution sociale.

« Or, la révolution politique étant faite aujourd'hui, et par faite, il s'agit de procéder à la révolution sociale, si vivement désirée par le peuple et tant redoutée par la bourgeoisie.

« Mais à tort redoutée par la bourgeoisie ; car, en définitive, qu'est-ce que veut la masse, la grande masse du peuple travailleur ? Rien que de très légitime, de très raisonnable et de très praticable. L'immense majorité des travailleurs ne va pas plus loin que nous dans ses exigences ; et, dans nos nombreuses assemblées populaires, nous avons pu nous assurer de notre parfaite conformité d'idées et de sentiments.

« Disons donc rapidement quel est le caractère de notre socialisme. »

Après avoir répété qu'ils sont partisans bien décidés de la propriété personnelle qu'ils considèrent comme le corollaire essentiel de la liberté, après avoir dit que la liberté est le moyen d'ouvrir à tous la voie de la propriété, les rédacteurs de *l'Atelier* demandent comme complément à leurs idées :

« Que les travailleurs soient mis à même de posséder en commun les instruments de leur travail, condition imprescriptible de leur affranchissement ;

« Que les associations soient volontaires, illimitées, indépendantes de l'État, qui doit seulement les protéger, leur confier des travaux publics et les créditer au besoin ;

« Que l'État fournisse du travail à qui en manque, et du travail suffisamment rétribué.

« Affranchis, au point de vue politique, ajoutent-ils, par le droit électoral, affranchis, au point de vue économique, par l'institution des associations, il faudra encore que les travailleurs soient affranchis, au point de vue intellectuel, par une éducation et une instruction plus élevées que celles qu'ils reçoivent maintenant.

« L'instruction gratuite, suivant eux, doit se faire par l'État et

par un corps comme l'Université, avec la condition d'y introduire complètement le système électif, et en accordant, d'ailleurs, liberté d'enseigner à quiconque le voudra. »

C'est à la réalisation complète de ce programme, dont nous n'avons pu esquisser ici que les principaux traits, que Corbon et ses amis ont voué leur temps, leurs peines, leurs sacrifices. On nous demandera peut-être maintenant pourquoi nous n'avons rien dit de l'homme même? Mais, mon Dieu! c'est que sa vie, son rôle jusqu'à cette heure sont là tout entiers. A quoi vous servirait de savoir que Corbon a 40 ou 42 ans, qu'élevé dans la pauvreté, il ne possède encore que son travail de chaque jour, qu'il a puisé ses premières connaissances à l'école mutuelle, la véritable école du peuple?

Il y aura peut-être plus d'intérêt à se rappeler qu'il a été appelé à l'Assemblée par les suffrages de 135,000 de ses concitoyens, juste la moitié de ceux qui ont salué la nomination de Lamartine, et qu'il vient d'en être nommé un des vice-présidents.

Encore un mot sur *l'Atelier*! On a prétendu qu'Albert appartenait à sa rédaction, c'est une erreur; on a dit que Peupin y travaillait aussi, c'est une erreur encore. Agricol Perdiguier y a coopéré de temps à autre, mais pas d'une manière constante. Dans le public, on rattache *l'Atelier* à ce que l'on appelle la *coterie du National*; c'est là encore une erreur profonde. Admis dans l'intérieur du parti républicain depuis 1840, *l'Atelier* a constamment cherché à combattre les divisions intestines de ce parti; mais il lui est arrivé ce qui arrive toujours en pareil cas, il s'est fait des ennemis des deux côtés.

CORMENIN.

« Comme publiciste, comme jurisconsulte, comme économiste, c'est (l'abbé de Pradt l'a dit) une des plus hautes raisons de notre époque. »

Louis-Marie de la Haye de Cormenin est né à Paris le 6 janvier 1788; il est âgé de 60 ans.

Bien qu'issu d'une ancienne famille de magistrature, il se contenta du titre d'avocat et ne voulut point suivre la carrière du barreau. L'écrivain brillant du *Livre des Orateurs* n'osait compter sur sa propre éloquence. Son premier penchant fut la poésie: ses vers et sa prose célébrèrent le héros de la France. Des critiques ridicules lui en ont fait un reproche. Mais, en chantant Napoléon, Cormenin chantait aussi la gloire de la

patrie. Passons ! L'Empire le vit auditeur au Conseil d'État, puis maître des requêtes. Pendant les Cent Jours, il donna sa démission, envoya 500 francs au ministre de la guerre pour l'équipement des gardes-nationaux, et, enrôlé lui-même comme volontaire, resta à Lille jusqu'après le désastre de Waterloo.

Louis XVIII le fit baron et maître des requêtes en service ordinaire. Charles X le nomma vicomte; mais, pendant la durée de ces deux règnes il conserva les mêmes fonctions au Conseil-d'Etat. C'était là une espèce de disgrâce dont on trouvera la cause dans le mécontentement que soulevait la guerre qu'il faisait aux abus dans ses écrits pleins de force et d'originalité. Nommé à la députation le 1^{er} mai 1828, il mit le premier en question l'hérédité de la pairie, se prononça pour les réductions des budgets, la propagation de l'instruction élémentaire et contre les sinécures et les cumuls. En 1830, il vota la fameuse adresse des 221. Après la révolution de juillet, il crut le principe de la souveraineté du peuple établi de fait; il dénia à la Chambre le droit de faire un roi et une charte, donna le 12 août sa démission de député et de maître des requêtes, et refusa les places de procureur-général, de président et de conseiller qui lui furent offertes. Il en expliqua les motifs dans des lettres adressées au *Journal du Loiret* et mal accueillies par les électeurs de ce département, qui lui refusèrent leurs suffrages pour une réélection. Mais, en octobre suivant, le collège de Belley, département de l'Ain, l'envoya de nouveau à la Chambre, où il a toujours siégé dans les rangs de l'opposition.

C'est depuis cette époque (1830) que libre, parce qu'il avait voulu l'être et dégagé de toute entrave politique, il se fit *pamphlétaire* sous le pseudonyme de Timon, pour le plus grand bien des éditeurs, sinon de la famille déchue, des ministres et des courtisans; mais le pamphlet sorti d'une telle plume s'élève à la hauteur des écrits les plus sérieux. Plein de verve et de raison, d'élégance et de clarté, Cormenin étonne comme écrivain, il séduit, il entraîne comme logicien. Son arme redoutable, c'est l'ironie, mais courtoise et de bon ton; il n'affecte pas, il possède naturellement une allure franche, originale, qui a donné à ses pamphlets une immense popularité.

Il est tel de ces écrits, comme les lettres sur la liste civile, sur les apanages, etc., etc., dont l'histoire tiendra compte un jour pour les résultats qu'ils ont préparés. La révolution de 1848 est l'un de ces résultats. Le colosse monarchique, dépouillé de son prestige emprunté de noblesse et de vérité, désarmé mora-

lement par Cormenin et par quelques autres courageux champions de la presse, est tombée lourdement aux premières attaques d'un peuple irrité.

Cormenin est aujourd'hui président de la Cour des comptes.

Le peuple de Paris vient de l'appeler à l'Assemblée nationale, dont il a été élu l'un des vice-présidents. Il y parlera peu, car il n'a pas le don de l'éloquence, mais, en revanche il agira et écrira beaucoup, et, pour peu qu'il se laisse aller au penchant qui l'entraîne vers l'opposition, nous y gagnerons quelques bons pamphlets de plus. Ainsi soit-il !

CRÉMIEUX.

Attaché, du fond du cœur, au principe vivifiant de la souveraineté du peuple, il en revendiquait les droits imprescriptibles la veille de la Révolution de Février, quand il disait, avec dignité, au ministre Guizot, qui, fidèle aux vieilles coutumes de la monarchie, affectait d'employer le mot *sujet* au bas de ses rapports au Roi : « Monsieur, l'unique souverain est le pouvoir législatif. »

Isaac-Adolphe Crémieux est né à Nîmes (Gard), le 30 avril 1796. Dès son enfance, il se distinguait par un ardent amour de l'étude et faisait preuve d'une prodigieuse facilité à s'instruire. Il apprenait, à la fois, le français, le latin, le grec et l'hébreu. Sa mémoire étonnait tout le monde.

Il fut bientôt un des élèves les plus remarquables du lycée Napoléon. De bonne heure, son élocution entraînant l'avait fait surnommer par ses condisciples l'*avocat*. Il obtenait, en 1813, de brillants succès en rhétorique, quand Paris frémit à la nouvelle du désastre de Waterloo. Le 17 juillet, le bruit courut dans la capitale que le drapeau blanc flottait aux casernes. Prendre un fusil et voler au combat fut pour le jeune lycéen l'affaire d'un moment.

Rentré bientôt dans le sein de sa famille, il fut obligé presque immédiatement de se réfugier, avec elle, dans les Cévennes, pour se soustraire aux réactions sanglantes des royalistes du Midi. C'est au milieu de l'âpre solitude de ces montagnes, qu'il médita sérieusement sur l'indépendance et la liberté des nations, et sentit naître au fond de son âme les inspirations républicaines qui l'ont toujours, depuis lors, animé.

Appelé à Aix pour y suivre les cours de l'École de Droit en même temps que MM. Thiers et Mignet, il soutint, en 1817, une

éclatante thèse, à la suite de laquelle il fut inscrit au tableau des avocats de la Cour royale de Nîmes. Il ne tarda pas à s'y distinguer par la droiture et la loyauté de son caractère non moins que par son éloquence persuasive et par son argumentation puissante; mais ce qui lui concilia plus que tous ses plaidoyers l'estime générale et la reconnaissance de ses concitoyens, ce fut la courageuse indignation avec laquelle il osa, le premier, dénoncer devant la Cour d'assises de sa ville natale, cet infâme *Trestailions*, l'exécuteur, sourdement avoué, des vengeances royales, qui poursuivait, sans relâche, les meilleurs patriotes du Midi et répandait impunément la terreur dans toute la contrée.

Il préludait ainsi aux luttes politiques qu'il devait soutenir plus tard devant les Cours et Tribunaux de Nîmes, de Montpellier et d'Avignon. 1830 arrive; il ne se laisse point intimider par le coup d'État des ordonnances; dans une réunion tenue chez Madier de Montjau, il opine pour le départ des députés: « Allez sur-le-champ à Paris, leur dit-il; c'est là qu'est votre place. » On suivit ce conseil; et les députés du Gard, d'une voix unanime, demandèrent pour lui la croix de la Légion d'honneur.

Le 30 août 1830, il succède à Odilon Barrot comme avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation. Bientôt il est chargé de la défense de Guernon-Ranville, un des ministres de Charles X; mais celui-ci, par des entraves multipliées, la rend presque impossible. Parmi de nombreuses causes plus populaires qui lui furent ensuite confiées, il ne faut pas oublier celles de presque tous les journaux de l'opposition, de presque toutes les sociétés politiques, que le gouvernement de Juillet, infidèle à son origine, commençait à persécuter et à poursuivre avec une animosité qui croissait de jour en jour.

En 1832, il s'élève, le premier, dans un écrit remarquable, contre le projet des forts détachés; il est choisi pour rédiger, au nom de la France, le manifeste adressé à la Pologne; il publie des mémoires pour les condamnés politiques sous la Restauration; il entreprend la réhabilitation de l'infortuné maréchal Ney, à la mémoire duquel le Gouvernement provisoire consacre aujourd'hui un monument sur le lieu même où il fut fusillé.

C'est vers ce même temps qu'il fut assez heureux pour obtenir de Louis-Philippe la commutation, en une prison perpétuelle, de la condamnation à mort prononcée contre le républicain Cuny, insurgé de Juin: « Sire, lui écrivait-il, que sous votre règne une tête de patriote ne roule pas sous la hache! Roi des barricades de Juillet, pardonnez aux barricades de Juin! Roi du peuple,

ne souffrez pas qu'un enfant du peuple meure de la main du bourreau pour un crime politique ! » Tout le reste est à la hauteur de ce début.

Crémieux, attiré un moment vers la royauté de 1830, qu'à l'exemple de Lafayette, il croyait populaire et presque républicaine, ne tarda pas, comme beaucoup d'autres esprits d'élite, à s'apercevoir de son erreur et se rangea du côté de l'opposition dès la retraite du ministère Laffitte et Dupont (de l'Eure). A cette époque, personne n'entendait plus largement que lui la liberté individuelle, l'indépendance du jury, toutes les grandes conquêtes de 89, si indignement escamotées par la branche cadette.

Élu député en 1842 par le collège de Chinon (Indre-et-Loire), il se voua, dès lors, presque exclusivement à la politique. Le système personnel de Louis-Philippe trouva en lui un adversaire infatigable. Il harcelait le pouvoir avec vigueur, avec persévérance. A chaque faute, à chaque turpitude nouvelle, il était sûr de le voir se dresser haletant devant lui ; puis, transportant la lutte au milieu du peuple qui réclamait la réforme, il évoquait puissamment les souvenirs de gloire et de liberté de la République et de l'Empire ; il proclamait l'urgence de la sainte-alliance des peuples ; il rougissait des hontes dont la royauté souillait le nom français ; il faisait un appel à l'indignation et au courage des citoyens.

Le peuple qui, au moment du danger, se trompe rarement sur ses véritables amis, est allé le prendre le 24 février à la Chambre ; il en a fait un membre du Gouvernement provisoire, il lui a confié l'administration de la justice. Là les mécontents l'accusent de trop agir et de ne pas agir assez ; mais qui de nous est inaccessible à l'erreur ? Et puis le remaniement général de notre vaste machine judiciaire ne doit-il pas être l'œuvre de l'Assemblée nationale, où il a été appelé par plus de 210,000 voix du département de la Seine ?

DUPONT (DE L'EURE).

La probité la plus inaltérable, la délicatesse la plus exquise, un patriotisme éclairé, un savoir profond, une fermeté inébranlable, un courage à toute épreuve, joint aux plus rares qualités de l'esprit et du cœur, telle a été la règle constante de la vie déjà longue, mais si bien remplie, de l'illustre président du Gouvernement provisoire. La nouvelle république française ne pouvait être inaugurée sous les auspices d'un nom plus pur et plus recommandable.

Né à Neubourg, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Louviers (Eure), le 27 février 1767, il était, à vingt-deux ans, avocat au parlement de Normandie. Bientôt la Révolution éclate; le jeune légiste abandonne le barreau pour la servir de toute la force de ses convictions patriotiques; il devient maire de sa commune, administrateur du district de Louviers, juge au tribunal de cette ville, substitut du commissaire du Directoire exécutif près le tribunal civil de l'Eure, accusateur public près le tribunal criminel du même département, membre du Conseil des *Cinq-Cents*, conseiller à la Cour d'appel de Rouen, et enfin président du tribunal criminel d'Évreux.

À l'avènement de l'Empire, ses doctrines républicaines le tinrent longtemps éloigné des affaires publiques. Ce ne fut qu'en 1811 qu'il fut nommé président de la Cour impériale de Rouen. Présenté comme candidat au Corps législatif, il y fut appelé par le choix du sénat, et y siégea en 1813 et 1814.

Au retour des Bourbons, il fut élu, à la presque unanimité, vice-président de cette assemblée, malgré son opposition persévérante à la politique de Louis XVIII, et quoiqu'il eût fixé sa place sur les bancs de l'opposition.

Pendant les *Cent-Jours*, il fut le second vice-président de la Chambre des représentants. Après la funeste bataille de Waterloo, il ne quitta, avec un grand nombre de ses collègues, le palais du Corps législatif, que contraint par la force.

Réélu député en 1817, à la seconde restauration, il avait si bien gardé ses convictions politiques, qu'il ne tarda pas à être honorablement révoqué de ses fonctions de président à la Cour de Rouen. Il s'était hâté de se placer à côté de Manuel, dans la mémorable séance du 4 mars 1823, lorsque la Restauration viola dans la personne de ce dernier l'inviolabilité de la représentation nationale. Il continua sa lutte démocratique contre le privilège et la royauté, se ligua avec Lafayette, Manuel, Corcelle, Beauséjour et Audry de Puyraveau, et fut le noyau de cette opposition, faible dans la Chambre, mais forte dans la nation, qui devait amener, en 1830, la chute de la branche aînée des Bourbons, comme 1848 a vu celle, non moins méritée, de la branche cadette.

Absent de Paris à la Révolution de Juillet, il fut du petit nombre des patriotes que ne put séduire l'astucieux langage de cet usurpateur de la liberté que l'imprudent Lafayette appelait *la meilleure des Républiques*. Il fallut toutes les instances de Laffitte pour le décider, bien malgré lui, à accepter le portefeuille de la justice. Il avait pris à tâche de destituer tous les magistrats de la Restauration sur lesquels il savait qu'on ne

pouvait pas compter, et de les remplacer par des hommes qu'il croyait patriotes. Aussi Louis-Philippe lui disait-il souvent : « En aurons-nous bientôt fini de cette Saint-Barthélemy de fonctionnaires ? — Quand votre majesté voudra , » répondait le ministre avec le ton d'un homme tout prêt à donner sa démission ; et alors le roi signait et cherchait à calmer Dupont par de doucereuses paroles. « Ce n'était, disait-il, que dans l'intérêt de la Révolution et de la liberté qu'il l'avait appelé au ministère, il ne voulait plus de cour, il regrettait de ne pouvoir vivre simple citoyen de la République française, et M. Dupont ne pouvait avoir la prétention d'être plus patriote que lui. »

Se trouvant un jour seul avec lui, Louis-Philippe lui dit qu'il avait causé avec Lafayette, que celui-ci serait contrarié de la destitution d'Odilon Barrot, préfet de la Seine, mais qu'il en comprenait la nécessité.

« Vous vous trompez, sire, répondit Dupont. Lafayette n'a pas dit cela.

— Quoi ! monsieur, vous me donnez un démenti ?

— Je ne vous donne pas un démenti, j'affirme seulement que Lafayette n'a pas pu dire cela, car il y a à peine deux heures qu'il a dit le contraire en ma présence...

— Monsieur Dupont, répliqua Louis-Philippe, vous me donnez un démenti.

— Non, sire, mais je soutiens la vérité. Du reste, brisons là, je me retire.

— Mais, monsieur Dupont, j'apprendrai à tout le monde pour-quoi vous vous retirez, je dirai que vous m'avez manqué.

— J'affirmerai le contraire, sire.

— Je vous démentirai, j'en appellerai à l'opinion publique.

— Prenez garde, sire ! devant ce tribunal, la voix d'un simple citoyen serait peut-être plus puissante que la vôtre. »

Après sa retraite du ministère, Dupont (de l'Eure) reprit sa place dans les rangs de l'opposition. Il occupa plusieurs fois le fauteuil de la présidence et fut toujours le défenseur des principes de la justice, de la morale, de la liberté.

Révoqué, de nouveau, de ses fonctions de président de la Cour royale de Rouen, privé de la pension que lui avaient méritée trente années d'honorables services dans la magistrature, il conserva son indépendance et ses principes. Au jour où la République a été proclamée, sa place était naturellement marquée à la tête du Gouvernement provisoire.

La figure de ce vénérable patriarche de notre liberté est grave, austère, mais ouverte, douce, affable. Elle invite au respect

sans imposer la crainte ; elle inspire, elle attire la confiance et la sympathie. La sérénité de ce noble visage, reflet de la pureté de son âme, la simplicité de son maintien, de sa mise, de sa démarche, la bonhomie de son caractère, la franchise, la sincérité de son langage concis, nerveux, énergique, tout en sa personne réalise ce type idéal dont l'imagination se plaît à revêtir le vieux chef du Gouvernement de notre jeune République. C'est le deuxième représentant élu dans le département de la Seine, par près de 246,000 voix. Lamartine, seul avant lui, en a obtenu près de 260,000. Arago vient après, avec 243,640.

DUVIVIER.

Élève de l'École Polytechnique, général des champs de bataille de l'Algérie, il offre toutes les garanties de savoir, de courage, d'expérience et de patriotisme qu'on peut exiger des hommes appelés à la grande mission de fonder le gouvernement républicain.

Duvivier (Franciade-Fleurus), né le 7 juillet 1794, à Rouen, est âgé de cinquante-quatre ans. En 1812, il entra à l'École Polytechnique ; en 1814, il prit part à la défense de Paris contre les armées coalisées ; il commandait, comme sergent-major, une section de huit pièces dans la grande batterie dirigée par cette pépinière de héros. Cette marque distinctive était la conséquence du classement d'examen qui l'avait placé et maintenu dans tous les premiers numéros. Sorti de l'École le deuxième de sa promotion, il passa à l'École d'application de Metz. Pendant ce temps, l'Empire succombait une seconde fois à Waterloo. Devenu lieutenant, puis capitaine, ayant passé par les régiments et par les places, Duvivier fut successivement chef du génie à Ajaccio, à Calvi, à Corte, aux îles d'Hyères, à Saint-Pierre (Martinique).

En 1830, il prit part à l'expédition d'Alger avec le grade de capitaine du génie. Il fut nommé commandant d'un des deux bataillons de zouaves qu'on organisa après la conquête. C'est en ce moment qu'arrivèrent en Afrique 5,000 volontaires parisiens, provenant des régiments dits *de la Charte*. Tous ou presque tous avaient pris part aux journées de Juillet. Pleins de l'enthousiasme de la victoire, ils venaient chercher de nouveaux dangers et de nouveaux triomphes. On les incorpora d'abord dans les zouaves ; puis ils furent organisés à part et formèrent, plus

tard, le 67^e de ligne. Ce fut le commandant Duvivier qu'on chargea de les discipliner. La tâche était difficile, aucun officier n'osait l'entreprendre. Duvivier n'hésita pas à accepter cette mission; et le succès couronna ses efforts. Il y avait à peine quelques mois que les Parisiens étaient organisés, lorsqu'à l'expédition de Médéah, en juin 1831, ils se conduisirent avec un courage, un dévouement admirables, et, couvrant la retraite précipitée de nos troupes, les sauvèrent d'une destruction qui semblait imminente.

En 1833, Duvivier, quoique le moins ancien de tous les chefs de bataillon, fut nommé commandant supérieur de Bougie. Il y déploya des talents supérieurs qui le placèrent au premier rang des bons officiers de l'armée d'Afrique, se battit souvent, organisa admirablement tous les services civils et militaires, et reçut, en 1834, le grade de lieutenant-colonel, juste récompense de sa conduite.

De 1835 à 1836, il fut successivement employé à Bone, où il commanda le régiment de spahis, et à Alger, où, remplissant par intérim les fonctions d'agha des Arabes, il parvint à rétablir promptement la confiance avec toutes les tribus des environs.

A la fin de 1836, il fit partie de l'expédition de Constantine, attaqua avec 400 hommes la porte de Coudiat-Aty, et serait immanquablement entré dans la ville s'il eût été soutenu. Plusieurs officiers furent atteints mortellement à ses côtés. Pendant la retraite, il fit constamment partie de l'arrière-garde.

Envoyé, l'année suivante, avec 400 hommes, à Guelma pour y fonder une ville au milieu de populations en armes, exaltées par l'échec que nous avions éprouvé devant Constantine, il remplit sa mission, et se fit tellement aimer des Arabes par sa fermeté et sa justice, qu'aujourd'hui ils le regrettent encore. Dans un combat, il soutint, de sept heures du matin à midi, en rase campagne, à la tête de 735 Français, le choc de 1,000 fantassins, bien organisés, et de 4,000 hommes de superbe cavalerie. Nommé colonel, il prit part au nouveau siège et à la prise de Constantine.

En 1838 et 1839, il occupa le camp de Blidah, fit fortifier cette ville et obtint le grade de général de brigade. Quand la guerre sainte fut proclamée par Abd-el-Kader, il repoussa journellement, avec une poignée de braves, les attaques opiniâtres des Arabes qui ne cessaient de couper les cours d'eau et le forçaient à en acheter chaque goutte au prix d'un sang généreux.

En 1840, il enlevait, à la tête de sa brigade, la position la plus

difficile de Mouzaïa, le passage du Téniah. L'occupation de Médéah fut résolue; le général Duvivier fut désigné pour cette opération. Dans cette rude affaire, où 900 Français furent engagés contre 5,000 Arabes, armés de fusils à baïonnette, et commandés par Abd-el-Kader en personne, nous perdîmes près de 180 hommes tués ou blessés. L'ennemi enterra, la nuit même, plus de 500 des siens. La garnison, quoique exténuée de faim, ne se démoralisa pas un instant pendant six mois que dura l'expédition entière.

En 1841, Duvivier rentra en France, sur sa demande, par suite des difficultés intolérables qu'il avait avec le général Bugeaud, et se livra à de profondes études dans la retraite. Durant ces sept années, il fit paraître : la *Solution de la question de l'Algérie*, l'*État des ports en Algérie*, des *Recherches géographiques sur l'Algérie*, les *Quatre observations sur un Mémoire du général Bugeaud*, une *Lettre à M. Desjobert sur l'application de l'armée aux travaux d'utilité publique*, un *Discours au peuple sur les fortifications de Paris*; et son *Traité sur l'abolition de l'esclavage et sur la civilisation centrale de l'Afrique*. En 1826, il avait déjà publié un livre du plus haut intérêt, intitulé : *Essai sur la défense des États* et des *Observations sur la guerre de la succession d'Espagne*. Tous ces savants ouvrages sont empreints d'une abnégation personnelle absolue et des plus franches tendances républicaines. Dans son *Essai*, il aborde résolument, un des premiers, la question, aujourd'hui à l'ordre du jour, de l'*organisation du travail*.

Le général Duvivier, on le voit, avait droit à toutes les sympathies de la République. Aussi, dès le 25 février, le Gouvernement provisoire acceptait-il ses services et le chargeait-il de l'organisation de nos vingt-quatre bataillons de garde nationale mobile, dont il a su faire, en deux mois, un corps d'élite. Nommé représentant du peuple dans le département de la Seine par plus de 182,000 voix, entre Bethmont, qui en a eu plus de 189,000, et Ferdinand de Lasteyrie, qui en a obtenu plus de 165,000, il a cru devoir résigner ses fonctions de général de la garde mobile, et a fait noblement ses adieux à ses jeunes soldats-citoyens dans un ordre du jour qui respire le plus pur patriotisme et l'amour le plus ardent de la liberté.

F. FLOCON.

C'est par les républicains que doit être fondée et consolidée la République, et il n'y a pas au Gouvernement provisoire de

républicain plus consciencieux, plus indépendant, plus incorruptible, plus éprouvé que Ferdinand Flocon. Qu'il se garde, quand son tour viendra, de déposer le pouvoir entre des mains moins pures, moins dévouées que les siennes; qu'il redoute surtout ces pernicieuses influences qui se perpétuent traditionnellement dans les anciens corps d'État, comme un antagonisme éternel du vieux temps contre le nouveau. C'est là qu'est le péril; à lui de le conjurer!

Chez Flocon, le sentiment républicain ne s'est pas improvisé, ainsi que chez tant d'autres, le lendemain de la victoire du peuple; il vit au fond de son âme, inspiré et médité il y a longtemps. Depuis plus de trente ans, il n'a pas cessé de le manifester en toute occasion avec une franchise, un courage, une persévérance qu'aucun danger n'a pu abattre. Flocon a les qualités du cœur et de l'esprit du véritable républicain.

Ami des immortels sergents de La Rochelle et connu, dès 1820, dans la presse quotidienne par sa coopération au *Courrier français*, d'abord comme sténographe et ensuite comme écrivain, il avait signalé déjà son apparition dans l'arène politique par un vigoureux pamphlet contre les jésuites, ces éternels ennemis de la démocratie française. Membre en 1830 de la *Société des Amis du Peuple*, dissoute par un gouvernement ombrageux et réactionnaire à l'aide du zèle inintelligent des baïonnettes bourgeoises, Flocon, après avoir pris une part active aux luttes oratoires de cette association, protesta, avec une vigueur peu commune, contre le coup d'État brutal dont elle tombait victime. Dès ce jour, il fut cité parmi les hommes ardents qui luttaient les derniers contre les efforts de la réaction, pour l'énergie de ses sentiments patriotiques, pour ses convictions républicaines et pour un dévouement populaire qui ne s'est jamais démenti.

A cette époque, on apprend tout à coup que Carrel a été dangereusement blessé dans un duel avec Roux-Laborie, rédacteur de la *Gazette de France*, à l'occasion de débats sur la captivité de la duchesse de Berry. Aussitôt une foule immense, poussée par une exaspération qui semble, au premier aspect, bien légitime, se précipite sur les presses de la feuille anti-républicaine pour les briser; mais un homme est debout au seuil de la porte, parlant énergiquement à la multitude et la dispersant. Cet homme, c'est Flocon.

Puis il court à la *Tribune*, dont il est un des principaux rédacteurs, et publie une protestation éclatante et un défi menaçant contre le parti légitimiste: « Messieurs, dit-il aux royalistes, vous ne voulez pas qu'on parle mal de la duchesse de Berry, parce

qu'elle est femme, malheureuse, captive, et vous vous portez ses champions. Et nous, hommes de juillet, nous vous déclarons que nous ne souffrirons plus que vous insultiez notre révolution dans vos journaux. Elle est opprimée, les prisons regorgent de nos amis, de nos représentants, des défenseurs de la liberté. Si donc vous réclamez le privilège du malheur et de l'oppression, il nous appartient autant et plus qu'à vous.

« Vous osez nous défendre de parler de votre DAME. Eh ! bien, notre DAME à nous, c'est la Liberté, c'est la Révolution, et nous vous défendons d'en parler en bien ou en mal. Vous avez des réunions que le gouvernement tolère, tandis qu'il a fermé violemment les nôtres. Nous vous déclarons qu'à la première occasion où vous vous réunirez publiquement, nous vous disperserons par la force. »

Cette énergique déclaration obtint le résultat qu'on en attendait : les provocations personnelles cessèrent. Dès ce moment, un grand nombre de républicains se concertèrent en secret, des sociétés s'organisèrent pour l'insurrection. Flocon prit une part active à leur établissement, et plus d'une fois son influence contint l'impatience trop ardente de ses complices. Toutefois, malgré les efforts les plus actifs et au risque de sa vie, il eut la douleur de voir repousser ses conseils aux barricades d'avril, tolérées, encouragées, provoquées par le gouvernement lui-même, qui dressait ainsi aux patriotes un horrible guet-apens.

Nous avons vu Flocon arrêter avec la même vigueur les vengeances du peuple irrité, les tentatives d'intimidation des légitimistes et l'impatience de ses amis exaspérés. La révolution le trouve à la tête du journal la *Réforme*, fondé par Ledru-Rollin et qu'il dirige, avec lui, dans le sens de la démocratie la plus avancée. C'est encore avec une égale énergie qu'il signale dans les banquets réformistes les atteintes nombreuses portées par Louis-Philippe à nos libertés, et qu'il stigmatise avec une chaleureuse indignation les lâchetés, les perfidies, les turpitudes d'un pouvoir immoral et corrupteur.

Sans fortune personnelle, depuis longtemps Flocon a appris à vivre de peu. C'est une bonne idée que celle qui l'a appelé à la présidence de la Commission chargée d'examiner la grave question du cumul. Du 24 au 29 février, il n'a pas dormi huit heures. De là une maladie qui l'a conduit aux portes du tombeau.

Sa présence au Gouvernement provisoire rassure les républicains sincères qu'effraieraient les manœuvres des traîtres marchandant déjà peut-être la vente de notre liberté reconquise

avec la légitimité, la dynastie déchue, le parti de la régence, la gloire militaire ou quelque étranger ambitieux. Comptons sur lui ! Dieu protége la France. Plus de 121,000 voix l'ont appelé, dans le département de la Seine, à la représentation nationale, avant Louis Blanc, son ami, qui en a obtenu presque autant.

GARNIER-PAGÈS.

Ils étaient deux frères de ce nom, nés tous deux à Marseille, l'un en 1801, l'autre en 1805, tous deux, par conséquent, à peu près du même âge. La même mère les avait mis au monde ; mais, n'ayant pas le même père, chacun avait ajouté réciproquement le nom de l'autre au sien, leur tendre affection voulant ainsi établir entre eux l'égalité fraternelle la plus complète. Fortune, sentiments, pensées, droits et devoirs, tout était commun. Chacun s'était adjugé provisoirement une tâche spéciale dans les labeurs de l'association : l'aîné se fit avocat, publiciste, puis tribun populaire ; le plus jeune chercha dans le commerce les ressources nécessaires à l'existence et à la prospérité de tous les deux.

« Fais le nom, je ferai la fortune, » avait dit le plus jeune à l'aîné. Il n'est pas un patriote en France à qui ces mots ne rappellent les souvenirs glorieux et les amers regrets attachés à la mémoire de l'homme de bien, du généreux républicain, qui, par son génie et ses hautes vertus civiques, fut le chef de la démocratie pendant vingt ans. Heureusement les sentiments qui animaient le grand citoyen, inspirent encore le digne frère qui lui a succédé.

Noblesse oblige, disait-on autrefois. La même solidarité anime cette famille plébéienne. Le dernier des Garnier-Pagès s'est chargé d'acquitter envers la patrie la dette de son frère. « Fais le nom, je ferai la fortune, » avait-il dit : il a tenu parole ; il a fait la fortune et continué le nom.

Quand cette admirable association fut dissoute par le coup terrible qui frappa le chef de la communauté, le survivant, à force de veilles et de travail, avait suffisamment accru le capital social, pour qu'il fût permis aux deux associés de réunir désormais leurs efforts, afin de concourir ensemble à la réforme politique et morale que, depuis longtemps, leur ambition fraternelle poursuivait de concert.

Ce but, un seul, hélas ! l'a atteint ; mais les noms de l'un et de l'autre doivent rester confondus dans l'expression de la re-

connaissance publique. Il semble, du reste, qu'une seule et même âme inspirait ces deux illustres patriotes. Tous deux ont figuré dans les ardents conciliabules des sociétés secrètes de la Restauration; tous deux ont pris part aux combats de la Révolution de juillet; tous deux se sont énergiquement mêlés à la lutte parlementaire et électorale soutenue contre le constitutionnalisme bâtard de Louis-Philippe.

A la mort de l'aîné, le jeune prit sa place à la Chambre; il y révéla promptement sa grande valeur individuelle; pour la première fois peut-être on vit surgir dans sa personne l'hérédité collatérale du talent, de l'énergie et des principes. Il poursuivit la mission de tribun que s'était imposée son frère avec la même fermeté, la même urbanité de manières, la même circonspection. Il se fit généralement entendre dans toutes les occasions où l'autre eût pris la parole, s'il avait vécu; et, comme lui, ne monta jamais à la tribune sans avoir fait une étude sérieuse, complète de chacune des questions qu'il se proposait de traiter. Il alla en Espagne et en Algérie approfondir sur les lieux de graves questions financières et des questions, non moins graves, de colonisation. Il en rapporta de précieux documents que le pouvoir déchu a dédaignés et que la République utilisera.

A ce qui précède, nous ajouterons un fait et une maxime. — Ce fait est la large part qu'il prit à l'agitation réformiste de 1847: il en fut un des promoteurs les plus actifs, les plus habiles et même les plus éloquents, parce que son éloquence partait du cœur. — Cette maxime est le mot qu'il fit entendre au banquet de Montpellier: *Rien pour soi, tout pour la patrie!* Il fut du petit nombre des députés qui résolurent d'assister au grand banquet réformiste de Paris, malgré l'interdiction du ministère. Soupçonnait-il une révolution, une république surtout dans ce trait d'audace? Il est permis d'en douter; mais sa conduite, en cette circonstance, n'en mérite pas moins tous nos éloges.

Membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, Garnier-Pagès est-il décidé à mettre en pratique sa devise républicaine de Montpellier? En douter un instant serait lui faire injure. Rompu, de longue main, aux affaires commerciales, chargé de la rude mission de conjurer par ses efforts les orages incessants qui menacent la fortune publique et privée, en aura-t-il le pouvoir? C'est une autre question. Animé des meilleures intentions, il ne nous a pas malheureusement paru comprendre jusqu'à ce jour l'ensemble de la situation, comme elle demande à être embrassée. Au lieu d'attaquer de front les difficultés, il

nous a semblé trop chercher à les tourner et à les résoudre en détail. Il a renversé beaucoup, il a peu édifié. Renonçant, dans son louable patriotisme, à de vastes ressources, il n'a pas su jusqu'à ce jour les remplacer par des ressources suffisantes, par des ressources certaines. De là un avenir financier qui nous effraie malgré nous. Nous comptons heureusement beaucoup sur l'Assemblée nationale pour porter remède à un mal évident et pour sauver la France. Garnier-Pagès a été appelé le quatrième du département de la Seine à cette Assemblée, par près de 241,000 voix, entre Arago et Marrast. Le compte-rendu de son administration, qu'il lui a présenté, est empreint de connaissances spéciales remarquables, et d'une franchise, d'une droiture, d'une pureté de conscience qu'on ne saurait assez admirer.

GARNON.

C'est une bonne et grosse figure, au teint coloré, tout empreinte de bienveillance. Né en 1797, il a fait une fortune respectable dans son petit notariat de Sceaux, puis il n'a pas dédaigné un emploi supérieur dans la maison Ganneron.

Maire de sa commune, il y règne par la grâce de son honnêteté et de sa bonne considération. Cette royauté populaire, sous le gouvernement déchu, ne faisait pas l'affaire de Duchâtel, qui avait vu, avec une profonde douleur, Garnon arriver à la Chambre des députés par le libre choix de ses concitoyens et s'y asseoir imperturbablement à gauche.

Aussi, quand, plus tard, ils le proposèrent une seconde fois, en tête de leur liste, pour les fonctions municipales, le pacha de la rue de Grenelle-Saint-Germain s'en émut de nouveau, et la pauvre petite ville de Sceaux, toute pleine des souvenirs du bon duc de Penthièvre, n'eut qu'un maire provisoire, un maire postiche, Garnon, qui n'en remplissait pas moins cette délicate mission, comme s'il eût été un bon maire véritable de par le roi et la loi, ressuscitant chaque jour, à la barbe de Duchâtel, les bienfaits du bon duc dont le pays a gardé la mémoire. Ce scandale durait encore depuis trop longtemps en 1848.

Garnon, député, parlait peu, improvisait moins encore, mais il lui arrivait de lire parfois dans les discussions de la tribune, d'honnêtes observations, assez bien exprimées, sur la garde nationale de la Seine, l'administration départementale, les ventes judiciaires d'immeubles, le recrutement, la police du roulage, la falsification des vins, sans oublier principalement les crédits

supplémentaires et extraordinaires auxquels il ne manquait jamais de livrer bataille.

Type de constance dans les opinions et d'intégrité dans les fonctions publiques, il a franchement applaudi à la révolution de février, il est resté maire comme devant, et a été porté à l'Assemblée nationale par 106,747 bonnes voix du peuple de la Seine, récoltées principalement dans la banlieue, entre le protestant Coquerel et le radical Cavaignac. Vive la République!

GUINARD.

Il est deux noms que la Révolution de Juillet a consacrés comme étroitement unis par les liens de l'amitié la plus étroite, amitié fondée sur une communauté d'opinion démocratique que le temps ne pouvait que cimenter.

Ces deux noms sont ceux de Godefroy Cavaignac et de Guinard. Après la victoire du peuple et la dispersion par les baïonnettes bourgeoises des clubs qu'elle avait fait naître, tous deux cherchèrent un asile dans l'artillerie de la garde nationale parisienne, cette pépinière de patriotes ardents, dont on connaît l'histoire, et d'où s'échappa le dernier cri de réprobation contre ce système bâtard et corrupteur qui s'emparait brutalement de la France pour l'exploiter traîtreusement à son profit.

Après la dispersion de ce corps d'élite, Cavaignac et Guinard, toujours inséparables, rallièrent de nouveau leurs efforts pour lutter, avec une énergie toujours croissante, contre la réaction dynastique qui enveloppait de plus en plus la nation dans son infâme réseau. A partir de ce jour, il n'y eut plus une prise d'armes de républicains dont ils ne fissent l'un et l'autre partie, pas une tentative d'insurrection à laquelle ils ne s'associassent avec la même ardeur, pas une défaite qu'ils ne s'efforçassent d'atténuer en préparant encore des armes et en soulageant de leur fortune les victimes de la tyrannie triomphante.

Cavaignac succomba, à la fleur de l'âge, dans cette lutte de tous les jours, de tous les instants. Guinard, après avoir arrosé de ses larmes le tombeau de son ami, jura de continuer seul son œuvre, et de poursuivre, sans relâche, le despotisme monarchique jusqu'à son dernier soupir. Ce serment, Guinard l'a religieusement tenu. Son évasion de Sainte-Pélagie l'a rendu célèbre entre tous les adversaires infatigables de la dynastie déchue. Février ne pouvait manquer de le retrouver à son poste, sur les barricades du peuple. Dans cette dernière rencontre, il a fait

son devoir comme dans la première, comme dans toutes les autres ; mais, plus heureux cette fois, il a vu enfin triompher complètement les principes de toute sa vie. Puissent les fruits de cette victoire décisive ne point tomber encore entre des mains indignes de les recueillir ! C'est à des républicains de la trempe de Guinard de veiller sur la nouvelle moisson et d'empêcher par tous les moyens en leur pouvoir qu'elle ne soit perdue pour la France, pour le peuple.

Intimement lié avec tous les membres du Gouvernement provisoire, il a été appelé, aussitôt après la réorganisation de la garde nationale, à remplir les fonctions de général, chef d'état-major, auprès du général Courtais, placé par le nouveau pouvoir à la tête de la milice citoyenne de la capitale.

A peine l'artillerie parisienne s'est-elle reconstituée, qu'elle le proclame son colonel, à l'unanimité des votes. C'était un beau triomphe, un triomphe mérité, et auquel qui que ce soit ne put trouver rien à reprendre. Cependant les fonctions que remplit aujourd'hui le général Guinard ne pouvant se concilier avec ce nouveau commandement, il y avait pour lui nécessité d'opter. Son choix n'était pas douteux, on le comprend de sa part, et le général allait devenir colonel ; mais ses amis ont insisté auprès de lui pour qu'il continuât d'occuper le poste non moins important que le Gouvernement provisoire lui avait assigné dès le 24 février, et dans lequel l'estime et la confiance générales l'ont pleinement confirmé. Cédant à ces considérations, que les artilleurs seront les premiers à apprécier, le général Guinard s'est démis avec regret du commandement de ce beau corps, qui lui avait été déferé comme un juste hommage rendu à son caractère. Les artilleurs auront donc à procéder sous peu de jours à une nouvelle élection de leur colonel. Voici les noms des citoyens qui, par leurs principes, leur dévouement à la République, sont désignés comme candidats à ce grade : les citoyens Adam, Audiat, Blaise, Schœlcher et Thierry.

Exténué par une lutte persévérante qui remonte à près de dix-huit ans, Guinard, après le nouveau triomphe du peuple, est tombé sérieusement malade ; on a craint même quelques instants pour ses jours, et c'est sur son lit de douleur qu'il a reçu ce récent témoignage de sympathie des artilleurs parisiens, ses anciens frères d'armes, et de leurs jeunes émules, qui se sont empressés de se rallier, après la révolution de février, sous cet étendard illustré par le patriotisme et le martyre.

La nouvelle de son élection par le département de la Seine à l'Assemblée nationale a achevé de lui rendre la santé. Tous les

républicains sincères font des vœux ardents pour lui. Son éloignement de la Constituante eût été une calamité pour la France. Ses nouveaux collègues l'ont bien senti en l'élisant un de ses six vice-présidents. Auguste-Joseph Guinard est né à Paris le 28 décembre 1799.

LAMARTINE.

Le concours de Lamartine a été d'une influence immense dans la victoire du peuple ; il l'a préparée, il lui a imprimé l'heureuse direction qu'elle a suivie. Le premier il a provoqué énergiquement le rejet de la régence, l'abolition de la monarchie ; le premier il a proclamé la nécessité de la République ; et la France n'oubliera jamais les services éminents qu'elle doit à son patriotisme, ses longues veilles à l'Hôtel-de-Ville, son incessante sollicitude pour le bonheur de la nation, les ressources infinies de son esprit et de son cœur à travers les embarras et les dangers du moment. Quand il semble impossible d'apaiser les dissensions, de calmer les flots tumultueux de la foule inquiète, enivrée de sa victoire et se méfiant de tout le monde, Lamartine se montre, il parle, et ce qui paraissait impossible, s'accomplit. Le peuple impose silence à ses passions déchaînées pour n'écouter que sa raison. Le peuple voulait substituer l'étendard rouge, celui du triomphe de février, à la bannière victorieuse que ses pères ont illustrée et que la monarchie venait de tremper dans le sang. « Non, non, s'écrie Lamartine dans un de ses plus sublimes élans, gardons notre premier symbole ! Le drapeau tricolore a fait le tour du monde à travers la liberté de la République et les gloires de l'Empire ; le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars au milieu du sang de nos concitoyens. »

Alphonse Prat de Lamartine est né le 21 octobre 1790 à Mâcon, où son père était major d'un régiment de cavalerie, sous Louis XVI. Sa famille eut sa part des mauvais jours de la Terreur ; et ce ne fut qu'au retour du calme, qu'elle put sortir de prison et se retirer au petit château de Milly.

Lamartine quitta de bonne heure le toit paternel. Il fut élevé à Belley dans le collège des Pères de la Foi, séjourna quelque temps à Lyon, voyagea en Italie et arriva à Paris lors des derniers désastres de l'Empire. A la première Restauration, le jeune homme offrait ses services à la vieille monarchie, et entra dans une compagnie des gardes du corps ; mais, après les *Cent-Jours*, il quittait l'épée pour s'adonner à la poésie qui fut sa pre-

mière gloire. Le beau ciel d'Italie avait enflammé son imagination. La difficulté était de trouver quelqu'un qui le comprit; longtemps il erra dans les rues de Paris, son cahier de vers à la main, partout repoussé, partout éconduit. Enfin un M. Nicolle (postérité, n'oublie pas ce nom!) imprima le petit volume; et la France, en 1820, put s'enorgueillir avec raison d'un chef-d'œuvre de plus.

Son génie s'était révélé : le succès des *Méditations poétiques* fut immense. En peu de temps elles furent répandues à plus de cinquante mille exemplaires; mais celui des *Nouvelles Méditations* fut peut-être plus grand encore. Puis vinrent le petit poème de *Socrate*, le *Dernier chant de Child-Harold*, le *Sacre*, *Jocelyn*, la *Chute d'un Ange*, les *Recueils poétiques*, le *Voyage en Orient*, productions dont une seule eût suffi pour immortaliser le nom de son auteur. Après d'aussi brillants succès, son admission à l'Académie française n'était pas douteuse.

Pourquoi le poète ne deviendra-t-il pas diplomate? Lamartine est successivement attaché à la légation de Florence, nommé secrétaire d'ambassade, d'abord à Naples, puis à Londres, et enfin chargé d'affaires en Toscane. Il avait entrepris, à ses frais, son voyage somptueux en Orient, dont il nous a conservé le poétique récit dans le dernier travail que nous avons cité. Loin de la France, il eut la douleur de perdre sa fille unique, au souvenir de laquelle il a consacré les pages les plus attendrissantes de son livre. Ce souvenir, tout palpitant encore, ne s'éteindra jamais dans l'âme du père, devenu homme d'État.

Il était au moment de partir pour la Grèce, en qualité de ministre plénipotentiaire, quand la Révolution de 1830 éclata. Son titre lui fut conservé par le nouveau gouvernement, mais il le refusa; et bientôt il entra dans une carrière inconnue qu'ouvrèrent à son patriotisme les principes qui semblaient devoir triompher en Juillet.

S'élevant, dès ses premiers pas, au-dessus des partis irrésolus et divisés, répudiant les vieilles idées monarchiques qui s'écroulaient, opposant les idées sociales aux idées politiques, ou plutôt cherchant à les rallier par une sainte union qui devait les propager ensemble, il étudia les besoins et les sentiments populaires, et s'en fit l'éloquent défenseur dans ses généreux écrits; mais il fallait à sa puissante parole un écho qui la répandît à la fois dans toute la France. Il résolut d'aborder la tribune parlementaire et d'affronter audacieusement ses orages. Toutefois le succès ne répondit pas d'abord à son attente; il échoua auprès des électeurs de Toulon et de Dunkerque. Plus heureux une

troisième fois, il obtint enfin de ces derniers son premier mandat législatif.

Le 14 juillet 1834, il s'empare de cette *chaire* qui, comme la tribune évangélique, doit devenir pour lui une chaire de vérité. Son apparition jette dans les partis un vif sentiment d'inquiète curiosité. Il prend part à la discussion de l'adresse; la question d'Orient lui fournit l'occasion de développer ses idées sur les bases d'un nouveau système européen; son succès est immense; et la France compte un illustre orateur de plus. Mais les députés ses collègues refusent de reconnaître en lui le véritable homme d'État. Le plus grand nombre ne voit même à travers le prisme de son éloquence entraînant, toute parsemée de traits sublimes, de pensées vives, de révélations profondes, que les songes creux d'une imagination poétique, ne pouvant pas encore soupçonner que dans ces admirables inspirations couve le secret miraculeux d'une République nouvelle.

Depuis lors, Lamartine a vécu au grand jour. Sa vie politique est connue. Incompris d'abord, il est accusé d'ambitionner le pouvoir, parce qu'il refuse de s'annihiler complètement dans aucun des partis de la Chambre, et qu'il se prépare à marcher seul dans son indépendance, sans déployer aucun drapeau connu. Aussi voyez-le s'élancer, pour ne plus revenir sur ses pas, du milieu des conservateurs, auxquels il s'est momentanément rallié, tant qu'il a craint de compromettre le salut du pays par l'exigence prématurée de ses idées politiques, et qu'il a quittés dès que, l'ordre rétabli, l'autorité gouvernementale consolidée, il s'est convaincu avec douleur que le pouvoir était bien décidé à ne tenir aucune de ses promesses. Persuadé, dès lors, de la trahison royale, et certain qu'il ne lui reste d'autre parti à prendre que de combattre à outrance le système d'immoralité et d'asservissement qui pèse sur la France, il se décide à passer à l'opposition radicale, et, sans s'arrêter aux incidents de la marche, il plante son drapeau dans le nouveau camp; il aide ses nouveaux amis de toute l'énergie de sa volonté et de son dévouement; il leur apporte l'énergique inflexibilité de la Montagne unie à l'éloquence entraînant des Girondins.

Cependant, en mettant la première main à son plus beau titre de gloire, à son histoire des *Girondins*, il paraît que Lamartine, encore dominé par l'influence des impressions de sa famille et de son éducation, penchait beaucoup vers l'idée de se faire l'apologiste de ces doctrinaires de notre République de 92; mais qu'après une lecture consciencieuse des documents et des mémoires de l'époque, il changea entièrement ses premières

dispositions et devint sincèrement républicain de notre siècle au contact journalier, continu, des républicains du siècle dernier.

On sait qu'il prépare depuis longtemps une histoire de la Constituante et une histoire du Directoire, destinées à encadrer son histoire des Girondins. Un de ses amis lui proposait de se reposer des fatigues de ces gigantesques compositions en écrivant un livre intitulé *Napoléon et ses contemporains*. — « Impossible, lui répondit Lamartine. Je terminè mon récit du Directoire par quelques pages foudroyantes, dans lesquelles je stigmatise, comme il le mérite, ce fils ingrat de la liberté qui égorga sa mère. Assez d'autres sans moi exalteront le génie guerrier de Bonaparte; ma plume appartient désormais à la démocratie. » On voit par ce qui précède que, si les sentiments patriotiques du grand citoyen ne se sont publiquement manifestés que dans ces derniers temps, nous sommes certain qu'ils couvaient depuis longtemps dans son âme et qu'ils n'ont pas attendu la victoire populaire pour se faire jour dans ses paroles et dans ses actes.

Ainsi, après avoir fondé *le Bien public* de Mâcon, organe démocratique puissant par sa franchise et son énergie, Lamartine disait en 1843 au banquet patriotique de la même ville : « Par démocratie nous entendons *nation*, nation une, indivisible, complète. Le reste ne serait qu'une réaction momentanée et funeste, comme celle des premières années après 89, un déplacement du despotisme et non pas la liberté, le despotisme en bas, au lieu d'être en haut. Nous n'en voulons ni en haut, ni en bas, ni au milieu. Le droit partout, la liberté pour tous, voilà pour nous la démocratie, voilà le peuple. »

A la Chambre, Lamartine appuie vigoureusement la réforme et publie en sa faveur un manifeste énergique, d'une logique entraînant. Ce fut l'*ultimatum* de la démocratie. La royauté s'en alarma avec raison. C'est alors qu'on le voit, homme véritablement politique, ne redouter pour lui-même aucun danger dans l'accomplissement des mesures jugées utiles, telles que la réalisation du grand banquet réformiste de Paris, auquel il persiste à assister malgré la résistance à main armée annoncée par le ministère, telles que son refus à la Chambre, dans la mémorable séance du 24 février, d'accepter la régence de la duchesse d'Orléans. L'antique procès de la royauté avec la nation n'avait pu être vidé que par une transaction à temps ou par un combat terrible. La royauté n'avait pas voulu transiger, elle avait préféré la guerre, et elle venait de succomber honteusement.

A partir de la proclamation de la République, on peut dire

avec vérité que Lamartine s'est mis par son éloquence au-dessus des plus grands orateurs des temps anciens et modernes, et que, comme homme de caractère et de vigueur, il a réalisé, d'un seul coup, l'idéal tant cherché du *justum et tenacem propositi virum* d'Horace. Son manifeste aux nations étrangères, ce chef-d'œuvre de logique et de dignité, a fait le tour du globe. Les peuples se sont émus à notre exemple et marchent tous, sans exception, d'un pas plus ou moins rapide, à la conquête certaine de leur indépendance et de leur liberté. Le monde peut compter désormais sur une paix durable et glorieuse. La France en a pour garants la sagesse profonde et l'intelligence éclairée de cet illustre républicain, à l'âme forte et magnanime, au génie puissant et fécond. Le premier des candidats de la Seine, Lamartine a été appelé à l'Assemblée nationale par 259,800 voix. Dans la France entière, il a réuni plus d'un million six cent mille suffrages, entre dix départements. Son attitude dans l'Assemblée a été digne de lui. Ses deux derniers discours sur nos affaires intérieures et extérieures sont des chefs-d'œuvre de logique et d'éloquence républicaine.

LAMENNAIS.

Félicité-Robert de Lamennais est né à Saint-Malo, en 1782, d'une famille riche et considérée. Son père tenta de faire de lui un négociant, ce fut en vain; le jeune homme n'aimait que trois choses : l'indépendance, la solitude et la méditation. A vingt-deux ans, il professait les mathématiques dans sa ville natale. Entraîné par son penchant vers les études ascétiques, il se jeta de bonne heure dans la carrière du sacerdoce. Son premier écrit parut en 1808 et fut saisi par la police, il portait pour titre : *Réflexions sur l'état de l'Eglise en France*. La pensée de Lamennais, se trouvant comprimée, garda un silence de quatre ans; après quoi, elle prit un nouvel essor et se manifesta dans un ouvrage d'érudition intitulé : *Institution des Evêques*. En 1815, il alla en Angleterre et sollicita un modeste titre de précepteur chez madame Jerminham, sœur de lord Stafford; mais la fière lady l'éconduisit parce qu'elle lui trouvait l'air bête. Lamennais rentra en France la même année et se fit ordonner prêtre en 1816. L'année suivante, il lança dans le monde le premier volume de son *Essai sur l'Indifférence*, lequel commença sa réputation et lui fit une foule d'ennemis. Ce livre contient le germe de toutes ses opinions. A dater de cette époque, il

devint un homme politique, fonda bientôt le *Conservateur* avec Châteaubriant, Villèle et quelques autres, et aida puissamment à renverser le ministère Decazes. Il ne tint qu'à lui d'arriver au pouvoir en même temps que Villèle; mais Lamennais n'était pas un homme de parti et de coterie; loin de là, il attaque bientôt Villèle lui-même et repousse fièrement les grandes dignités ecclésiastiques qu'on lui offre pour le gagner. Dans le voyage qu'il fait à Rome, en 1824, il refuse également le chapeau de cardinal que Léon XII lui destine. En 1825 et 1826, il est cité devant les tribunaux en raison de sa tendance anti-gallicane et de son ultramontanisme; deux fois il est condamné. Lamennais, tour à tour en guerre avec le clergé et avec le pouvoir temporel, s'est toujours ému et passionné pour les souffrances du peuple. Cette pensée fixe de ce noble ami de l'humanité lui a dicté les ouvrages intitulés : *Paroles d'un Croyant* et *Livre du Peuple*, qui ont produit dans le monde une impression si profonde. Au reste, l'éloquence et la verve de l'illustre écrivain sont inépuisables; douze volume in-8° contiendraient à peine tout ce qu'il a écrit, et il ne paraît pas que cette plume féconde s'arrête de sitôt; cependant Lamennais est d'une complexion grêle, d'une santé délicate et chancelante; mais l'âme la plus énergique soutient sa frêle machine.

Deux mots encore sur Lamennais. Comme homme privé, rien n'égale son désintéressement, sa charité évangélique, son dévouement pour ses amis.

Comme écrivain, il s'est placé au rang des premiers penseurs et des plus éloquents prosateurs de notre époque.

Nous jugerons bientôt l'homme politique à la tribune; mais nul doute ne saurait s'élever contre ce prêtre indépendant qui, le premier, peut-être, au monde, a donné un démenti formel à cette sentence que, dans tous les siècles, le sacerdoce a été l'ennemi de la liberté et a favorisé le despotisme. Il est, avec Béranger, membre de la commission chargée de recueillir les dons patriotiques, qui siège au palais de l'Élysée. Le département de la Seine l'a appelé par plus de 104,000 voix à l'Assemblée nationale.

F. DE LASTEYRIE.

Né en 1810, d'une famille très recommandable, élève distingué de l'École des mines, aide-de-camp de Lafayette en 1830, et plus tard de l'empereur Don Pedro, lorsqu'à la tête des volontaires français, ce prince alla reconquérir, en Portugal, le trône

REPRÉSENTANTS.

de sa fille, hélas ! bien peu digne de lui, M. Ferdinand de Lasteyrie fut successivement employé jusqu'en 1837 dans les ponts-et-chaussées, puis au ministère de l'instruction publique, et enfin à l'intérieur et aux cultes. Il s'occupa, en même temps, avec succès de l'étude des beaux arts, et fut couronné à l'Institut, en 1841, comme auteur d'une histoire de la peinture sur verre. Il est issu d'une ancienne famille, et son écusson est surmonté d'une couronne de comte ; mais cette famille s'est vouée depuis longtemps à l'expansion des idées de progrès et de civilisation. Son vieux père, un des vétérans de notre démocratie, a introduit la lithographie en France. Il est un des membres fondateurs de la *Société d'Encouragement*, qui a rendu tant de services, et l'un des propagateurs, chez nous, de l'enseignement mutuel. M. Ferdinand de Lasteyrie, comme son père, ne connaît d'autre noblesse que celle que l'on se fait, d'autre préjugé que celui qui nous force à vivre noblement, d'autre titre que celui de patriote.

Nommé à la députation, en 1842, il parla vigoureusement en faveur des idées démocratiques. Son éloquence est facile, élégante et à la fois noble et simple. C'est un grand et bel homme, aux cheveux blonds, aux moustaches blondes, au teint frais, auquel était dignement échue à l'ancienne chambre la succession politique du vieux comte de Las Cases dans l'arrondissement de Saint-Denis. La République, qu'il a franchement et loyalement accueillie, l'a envoyé à l'Assemblée nationale avec un beau contingent de 163,156 voix. Ferdinand de Lasteyrie a accompagné jusqu'à la frontière une des belles-filles de l'ex-roi. Chose honteuse pour cette monarchie déchue ! qu'un de ses membres n'ait pu s'appuyer au moment de sa fuite que sur le bras d'un adversaire.

LEDRU-ROLLIN.

Le citoyen Ledru-Rollin a toujours appartenu à cette école démocratique qui, avant et depuis la révolution, n'a jamais reconnu que la souveraineté absolue du peuple et le droit de tous les travailleurs à leur part équitable de bien-être social. Il est de ceux qu'on appelait, il y a quelques jours encore, des *ultra-radicaux*, et il s'est fait gloire de ce titre.

Né en 1807, il se distingua, de bonne heure, dans les luttes du barreau. Doué d'une éloquence élégante et facile, d'une logique nerveuse et concise, d'une âme vive et chaleureuse, il acquit

promptement les brillantes qualités du tribun, comme s'il prévoyait qu'il devait un jour en remplir les devoirs et en affronter les dangers. Partout, dans les cours et les tribunaux, dans les réunions électorales et dans les banquets patriotiques, il prenait avec ardeur la défense de la cause du peuple, qu'il aidait de ses consultations et de ses écrits autant que de son éloquence énergique et passionnée.

En 1832, après les funestes événements de juin, lors de la mise de Paris en état de siège, il s'éleva, dans une savante et courageuse consultation, contre ce coup d'état audacieux, par lequel Louis-Philippe préludait à tous les débordements de son implacable tyrannie. En 1834, le lendemain des abominables massacres de la rue Transnonain, dont les organisateurs répudiaient aujourd'hui l'infâme responsabilité, il publia un mémoire qui fit éclater aux yeux de tous les patriotes ses honorables sentiments de justice, d'indépendance, de liberté, et le classa, tout d'abord, dans les rangs les plus avancés du parti actif de la démocratie. De 1834 à 1841, il fut enfin, maintes fois, appelé à protéger de ses conseils et de sa parole sympathique les victimes de l'arbitraire royal. Nous le retrouvons dans tous les grands procès politiques, entre autres à la Chambre des pairs dans celui de notre ami le brave Dupoty, impliqué par Hébert dans une atroce accusation de *complicité morale*.

Désireux de recueillir la succession parlementaire de Garnier-Pagès l'aîné, de si regrettable mémoire, il débute dans la carrière politique par une profession de foi démocratique que le gouvernement honore de ses poursuites. Élu député de la Sarthe, en 1841, il arrive à la Chambre au milieu de l'émotion produite dans son sein par le retentissement de son procès. Il développe et soutient énergiquement ses principes à la tribune dans toutes les circonstances où la liberté est attaquée par les aveugles partisans du régime monarchique. Il fonde le journal *la Réforme*, qui, grâce à lui, propage bientôt dans toute la France les doctrines de la véritable démocratie et qui lutte avec une louable opiniâtreté contre l'immoralité et la corruption du pouvoir.

Dans la question de la régence, Ledra-Rollin fut un des députés qui demandèrent avec le plus d'instance un *gouvernement provisoire*, mais c'est surtout dans les dernières vicissitudes de l'agonie du despotisme royal que son ardent patriotisme et ses généreuses inspirations brillèrent du plus vif éclat.

Arrivons au célèbre banquet de Lille, une des circonstances les plus importantes de sa vie politique, celle peut-être à laquelle

il doit surtout d'avoir figuré au premier rang de l'opposition radicale, et d'appartenir aujourd'hui au pouvoir exécutif intérimaire de la République. Moteur infatigable de toutes les réunions réformistes, il avait été invité par le comité lillois à se rendre dans cette ville, où toutes les nuances de l'opposition parlementaire avaient été convoquées. Odilon Barrot, Lestiboudois, tous ces sophistes étroits, prôneurs malencontreux des fictions décevantes de la charte monarchique, voulaient qu'on modifiât le toast à la réforme selon leurs idées mesquines, et qu'on se bornât à boire : « A la vérité, à la sincérité des institutions conquises en Juillet ! » Le comité s'y refusa, et les barrotistes effarouchés se retirèrent en protestant. Resté seul, Ledru-Rollin porta ce toast socialiste : « A l'amélioration des classes laborieuses ! » Puis il développa cette idée par une magnifique improvisation, pleine de mouvement et de verve, dans laquelle il s'élevait aux plus hautes considérations d'égalité fraternelle et d'émancipation politique : « Liberté pour tous, disait-il, liberté de conscience, liberté de pensée, liberté d'association ! » Ces paroles sont gravées dans notre mémoire ; et nous sommes certain que le citoyen Ledru-Rollin, au faite du pouvoir, ne les oubliera pas.

Quelques jours après le succès de Lille, Ledru-Rollin était l'objet d'une ovation semblable à Dijon. Là, on criait encore : « Vive Ledru-Rollin ! » Là, comme à Lille, l'éloquent avocat du peuple proclamait l'indépendance pour tous, et écrivait sur son drapeau ces trois mots magiques : *Liberté, Égalité, Fraternité* ! Dans un discours enfin, non moins remarquable que le premier, il signalait, avec l'urgence des réformes, la nécessité du vote direct et universel, comme pouvant seul être l'expression véritable et sincère des droits, des vœux, des intérêts de tous.

Au banquet de Châlons il fut accueilli par les mêmes démonstrations sympathiques. Là, il fit un brillant éloge des actes héroïques de la Convention nationale, si misérablement attaquée tout récemment par les ridicules pygmées de l'ex-chambre des pairs. C'était, en vérité, faire beaucoup trop d'honneur à ces aveugles enragés.

Ledru-Rollin avait déjà conquis par l'éclat de son talent et la pureté de ses principes une des plus grandes popularités de notre époque. La révolution de Février, à laquelle il a fortement concouru, doit accroître encore la puissance de son nom, malgré les incessantes criailleries des réactionnaires de toutes les nuances, qui attaquent sournoisement ses circulaires si éner-

giques, si franchement révolutionnaires, et qualifient si impudemment le ministre de l'intérieur de *communiste*, sans trop savoir, ou plutôt en ne sachant que trop ce que c'est réellement qu'un *communiste*. Ils ont cherché à l'exclure de l'Assemblée nationale. Il y est arrivé de divers côtés malgré eux. La Seine lui a donné seule plus de 131,000 voix, en dépit des plus misérables intrigues. C'est que, dans une partie de la population parisienne et dans certains départements, son nom excite autant de répulsion que de terreur. On le considère comme un homme de violence, tout prêt à ressusciter 93. On le suppose en antagonisme complet avec Lamartine. En un mot, quelques représentants sont venus à Paris avec cette idée qu'ils rendraient à l'ordre public un service éminent s'ils excluaient Ledru-Rollin du pouvoir. C'est une erreur et une erreur dangereuse.

Ledru-Rollin, plus que tout autre membre du Gouvernement provisoire, représente la Révolution. Le parti républicain de vieille souche s'attache à lui par de vives sympathies. Il serait souverainement impolitique de mettre ce parti énergique en défiance contre l'Assemblée et de le rejeter de l'administration dans les complots.

Lamartine et Ledru-Rollin s'équilibrent. Tous deux sont nécessaires à la conciliation générale. A la cause de la République Lamartine rallie les conservateurs, les opposants dynastiques, les Girondins, les amants passionnés de l'ordre. Ledru-Rollin lui amène les Montagnards, les hommes d'action; et le magnifique rapport prononcé tout récemment à l'Assemblée nationale par l'ancien ministre de l'intérieur prouve qu'il veut donner à la Révolution de Février toute sa portée sociale.

Les républicains ardents, les démocrates chaleureux adoptent aujourd'hui Lamartine, en voyant Ledru-Rollin siéger à ses côtés. Lamartine seul serait bientôt signalé par eux comme un homme de réaction, accusation injuste au suprême degré et qu'il faut prévenir par une politique large et libérale. Lamartine était le premier à désirer que Ledru-Rollin restât son collègue au pouvoir exécutif.

MARIE.

C'est un citoyen calme et patient, mais ferme et plein d'espérance dans le triomphe et le développement des grands principes démocratiques. On ne sait si son génie le prédisposait autant à la conquête de nos droits politiques qu'à leur maintien et à leur défense; mais, si l'on peut lui refuser l'honneur d'avoir aussi

puissamment contribué que quelques-uns de ses collègues à la victoire de la liberté, nul ne lui contestera, du moins, la gloire d'être un des plus zélés *conservateurs* de l'état de choses sous lequel nous avons le bonheur de vivre.

Marie a dit dans un de ses plaidoyers : « A mes yeux, la constitution de 91 fut l'expression fidèle des besoins du pays. Il n'était pas en deçà, il n'était pas au-delà. » Dans cette opinion isolée, le grand citoyen s'est peint lui-même.

Né à Auxerre (Yonne) le 15 février 1795, Alexandre-Thomas Marie était avocat en 1819 au barreau de Paris ; et, dès ses premiers pas, il s'était distingué autant par sa logique et son éloquence que par ses qualités brillantes et solides. Depuis 1830 que les circonstances ont permis d'apprécier son caractère politique par ses paroles et par ses actes, on ne saurait découvrir entre les uns et les autres la moindre contradiction, la moindre inconséquence de pensée, de sentiment, de principe. Sa vie se résume tout entière dans ses plaidoyers. Qui connaît l'avocat, connaît le ministre actuel des travaux publics.

Dans une foule de circonstances diverses, sa voix, fidèle écho de sa conscience, n'exprime jamais que la vérité avec une courageuse hardiesse, tempérée par une sage et douce modération. Chaque fois qu'il se lève pour protéger l'indépendance ou la vie des citoyens menacés par le perfide exploiteur de la Révolution de Juillet, c'est surtout la liberté et l'existence sociale de tous qu'il défend contre la tyrannie monarchique.

Entendez-le, dans le procès Fieschi, porter la parole en faveur du malheureux Pépin, cet homme si simple, dont la fin fut si héroïque, et qu'il ne put, à son grand regret, arracher une troisième fois à la hache du bourreau. Entendez-le défendre les accusés de la conspiration du Pont-des-Arts, ce premier procès intenté par Louis-Philippe au parti républicain. Entendez-le plaider pour Jeanne, ce sublime Léonidas d'une sublime émeute. Entendez-le parler en faveur de ce courageux pamphlétaire, aujourd'hui trop oublié, qui avait pour nom Hercule de Roche, et que le ministère public accusait d'avoir attaqué le gouvernement, alors si fragile, du 7 août.

« Eh quoi ! disait l'éloquent avocat, vous, assis sur les ruines d'un siècle, vous qui ne pouvez pas faire un pas sans fouler les éclats d'un trône brisé, vous parlez d'éternité, et vous emprisonnez ceux qui ne veulent pas y croire. L'éternité ? c'est un vain rêve de l'humanité orgueilleuse. La France, comme toutes les nations, a été jetée par les mains de la Providence dans ce vaste mouvement du monde où la splendeur succède aux débris

et les débris à la splendeur. Au milieu de cet océan de villes, de trônes écroulés, de peuples anéantis, la civilisation apparaît, seule éternelle, et toujours grandissante. Que lui importent à elle et les rois et les trônes ? Lui font-ils obstacle, elle les frappe du pied et les brise. » Ne croirait-on pas entrevoir dans ces paroles prophétiques toute l'histoire de la République que nous venons d'inaugurer ?

Dans les plaidoyers de Marie, il nous serait aisé de découvrir un code entier des droits et des devoirs du citoyen, un nouveau contrat social à l'usage du dix-neuvième siècle. Résumant avec précision et clarté les belles institutions d'un peuple libre, il les compare parfois à celles de la monarchie, et, signalant les maux qui rongent l'humanité, il remonte sans peine à leurs causes originelles. « Vous dénoncez les statuts de la République, disait-il un jour à je ne sais plus quel avocat-général, et moi je dénonce, à mon tour, à la France les statuts de l'Aristocratie. » Une autre fois, il terminait ainsi une éloquente plaidoirie : « Messieurs, nous avons déjà fait trop d'emprunts à la Restauration. Ah ! laissons-lui, du moins, ses souvenirs sanglants, ses conspirations et ses échafauds ! » Et le ministre s'est rappelé les conseils de l'avocat, lorsque, d'accord avec ses collègues, il a proclamé l'abolition de la peine de mort en matière politique.

C'est en 1842 que Marie a été élu député du cinquième arrondissement de Paris. On savait d'avance qu'il irait s'asseoir, à la Chambre, tout près du vénérable Dupont (de l'Eure), et qu'il y serait un des plus fermes et des plus ardents soutiens des principes radicaux. Il n'a jamais cessé, en effet, de lutter avec énergie contre le régime corrompueur et corrompu, aujourd'hui fort heureusement renversé, et n'a pas démenti, un seul instant, au milieu de trop nombreux collègues, bien peu dignes de lui, les antécédents patriotiques de sa vie entière. Arrivé au pouvoir, nous sommes certain qu'il poursuivra sans relâche l'application la plus prompte de toutes les pensées d'avenir qu'il a développées dans ses plaidoyers et dans ses discours, parce que toutes ses opinions consciencieuses sont fortement arrêtées dans son esprit et qu'elles n'y sont entrées qu'à la suite de méditations longues et laborieuses.

Entre autres idées émises par le célèbre orateur, nous attendons avec confiance la réalisation de celle-ci : « Ce que nous voulons, c'est la souveraineté de la raison. Seulement nous demandons que la raison de tous puisse se développer libre et sans obstacle ; et qu'un parti ne confisque pas, au profit de la

raison individuelle, la raison absolue qui seule doit être souveraine. » — 225,776 voix du département de la Seine l'ont appelé à l'Assemblée nationale, entre ses amis Marrast et Crémieux.

A. MARRAST.

Il fut un des fondateurs de la *Tribune* de 1830, et signala avec une énergique indignation, peu de temps après la Révolution de Juillet, les tendances oppressives et anti-nationales du nouveau pouvoir. On lui répondit par la prison, par les amendes, par la confiscation. Ces persécutions n'étouffèrent pas sa voix indépendante; elle retentit avec plus d'éclat encore dans l'enceinte de la pairie en faveur des accusés poursuivis par le président Pasquier. Cette courageuse protestation, Armand Marrast l'expia dans les cachots. La tyrannie lui préparait de nouvelles épreuves, car elle était irritée jusqu'à la fureur par une brochure, pleine de verve, qu'il venait de faire paraître sous le titre de *Vingt jours de secret ou le Complot d'avril*; mais il parvint à se réfugier en Angleterre.

Là il se livra à une étude approfondie de la législation, des mœurs et des coutumes de la Grande-Bretagne, et trouva néanmoins, au milieu de ses graves préoccupations, le temps d'adresser aux journaux de Paris une correspondance, riche en faits variés et en vues justes et intéressantes sur l'état présent et l'avenir de l'Angleterre.

Ses diverses condamnations périmées, il rentra en France et devint rédacteur en chef du *National*. Dans ce poste difficile, il se montra le digne successeur d'Armand Carrel, enlevé par une mort prématurée aux espérances de la démocratie. Grâce à sa collaboration active, cette feuille radicale brilla bientôt de tout l'éclat de son style élégant et énergique; il recommença, avec une nouvelle ardeur, contre l'aristocratie de Juillet, la lutte que son exil avait à peine interrompue; jamais le pouvoir usurpateur n'avait eu à essuyer d'attaques plus vives et plus pressantes; jamais l'ironie, le ridicule, le mépris, ces armes si dangereuses de la polémique française, ne lui avaient fait de plus profondes blessures; enfin, mettant à nu, aux yeux du peuple, les plaies honteuses de ce corps pourri de corruption et d'immoralité qu'on appelait la royauté constitutionnelle, il le cribla de ses traits inflexibles; et il l'avait déjà tué dans le respect de la nation, quand la vie matérielle lui fut arrachée par la proclamation de la République.

Alors il concourut un des premiers à la formation du Gouvernement provisoire dont il a été membre. La courageuse persévérance, le dévouement absolu du nouveau maire de Paris, garantissent à la capitale et au pays entier qu'il remplira complètement la haute mission qui lui est échue. Celui qui a consacré sa vie à combattre, en faveur de la souveraineté du peuple, contre l'usurpation des rois, ne désertera pas une aussi noble cause après la victoire. Si, comme journaliste, il s'est montré le digne successeur de Carrel, si tous ses articles ont été empreints d'une haute puissance de verve et d'esprit, si son énergie a été grande, sa probité, tout le monde le reconnaît, la surpasse encore. Le redoutable adversaire du pouvoir déchu est vu avec respect et sans arrière-pensée de haine par ses ennemis politiques eux-mêmes. Dieu sait pourtant, et nous aussi, les continuels assauts qu'il leur a livrés. Nous n'avons rien à ajouter à cet éloge.

Maire de Paris, tout fait présager qu'il se montrera magistrat ferme et juste comme il a été publiciste brillant et énergique. Lors de sa nomination, il a écrit à un de ses amis qu'il se réservait de reprendre la direction du *National*, aussitôt qu'il le pourrait. Cette lettre avait vivement inquiété les démocrates, qui tremblaient de le voir se retirer avant la reconnaissance universelle de la République, mais elle avait comblé de joie les monarchistes qui fondent leur plus grand espoir sur les divisions intestines du gouvernement. Suivant nous, les uns se sont trop hâtés de craindre, les autres d'espérer. Qui plus que lui doit concourir à consolider l'œuvre de la régénération nationale, dès longtemps préparée par ses écrits ? Après une lutte aussi persévérante, certes le désir du repos serait bien légitime le lendemain de la victoire ; mais, comme le disait Marrast lui-même à la commémoration funèbre de son prédécesseur Carrel : *Il nous reste un solennel devoir à remplir*. Il aurait dû dire deux devoirs : l'administration de la capitale compte sur lui ; et la représentation nationale, où l'appellent plusieurs départements, n'est pas près de renoncer à ses services. Dans la Seine seule, Marrast a été élu le cinquième, par 229,466 voix. C'est lui qui, à la lueur des torches, en présence du peuple et de la garde nationale, a proclamé le résultat des suffrages de la capitale, sur le perron de l'Hôtel-de-Ville.

PAGNERRE.

Nous n'avons jamais eu de relations d'homme à homme avec le citoyen Pagnerre ; nous le connaissons par ses actes, sans

doute, mais surtout par sa physionomie, et nous croyons scrupuleusement tout ce que celle-ci nous révèle.

Si les physionomies ne devaient pas indiquer les caractères, toutes les faces humaines se ressembleraient. Ceux-là seuls nient les révélations de la physionomie qui ne savent point y lire.

Or, nous lisons dans les yeux, sur le front, dans l'ensemble des traits, dans la démarche même et dans les gestes de Pagnerre, la franchise, le courage civil et l'énergie.

Voyons si notre science physionomique se trouvera cette fois en défaut.

Pagnerre est né en 1805 dans le département de Seine-et-Oise, d'un père cultivateur et aubergiste. Au sortir de ses classes, on le mit dans une étude de notaire ou d'avoué; mais sa nature ardente ne s'accommodait guère de cette vie sédentaire. On essaya alors de la profession de libraire, à laquelle il finit par s'attacher, et qu'il a conservée jusqu'aujourd'hui.

Mais toutes les actions de l'homme se ressentent de sa manière de penser et de sentir. Le jeune Pagnerre était républicain à l'époque où le danger de le paraître était immense. Magistrat, poète ou député, il eût servi son parti par ses votes ou par ses écrits; libraire, il publia tous les ouvrages qui pouvaient exercer sur l'opinion une influence radicale.

En 1830, la cause républicaine trouva en lui un de ses plus ardents soutiens. Il combattit comme un lion, au milieu des barricades, pour un avenir qu'il croyait proche, et que l'intrigue allait éloigner encore. En vain demanda-t-il à Lafayette que l'on confiât à un congrès national le soin de choisir un gouvernement à la France; sa parole ne fut point écoutée. Trompé, mais non découragé, il recommença à conspirer à sa manière; il fut plus que jamais l'éditeur des pensées républicaines. Toutes les brochures patriotiques se vendirent chez lui et par ses soins. Lui-même prit part à la lutte et écrivit plusieurs ouvrages sur les hommes et les choses de cette époque. Il déploya dans cette manière de servir le pays un zèle, une énergie incroyables. C'était une escarmouche continuelle, souvent même des combats sérieux et significatifs contre le pouvoir, contre la corruption, contre les dilapidations publiques. La maison du patriote Pagnerre était l'arsenal où reposaient ces armes terribles qui devaient bientôt renverser un trône et protéger la venue de la République.

Sans Pagnerre, nul ne connaîtrait Cormenin. Ses immortels pamphlets seraient encore manuscrits. Personne n'eût osé les mettre au jour; ce fut Pagnerre qui l'osa. Et l'on sait que

d'yeux se sont ouverts, que d'opinions chancelantes se sont raffermies, que de pensées révolutionnaires ont germé depuis que cette lecture a été possible.

Pagnerre libraire, pour être plus efficacement patriote, prit, en outre, un rôle actif dans toutes les tentatives d'affranchissement. Il était président du 41^e arrondissement dans la Société républicaine pour l'éducation du peuple, membre de la *Société Aide-toi, le ciel t'aidera*, commissaire de toutes les sections du 41^e arrondissement de la *Société des Droits de l'Homme*, et secrétaire de l'Association républicaine pour la liberté de la presse. Poursuivi huit ou dix fois devant les assises, Pagnerre fut frappé de condamnation, et, en 1836, il subit la prison et l'amende; car le patriotisme paraît un crime privé lorsqu'il n'est pas une vertu publique. Le temps n'était pas venu encore d'attaquer ouvertement un gouvernement prévaricateur; trop de crainte ou d'erreur régnait encore dans les esprits; il fallait de nouveaux efforts et des convictions plus fortes, les républicains le sentirent. Pagnerre, l'infatigable Pagnerre continua l'œuvre commencée. Il imprima une impulsion plus forte à la presse démocratique; par lui, les écrits de Cormenin, de Lamennais, de Louis Blanc, furent jetés à profusion au milieu de la population avide. Dès 1845, il organisa le comité central des électeurs de la Seine, foyer de l'agitation légale qui devait amener les banquets et tout préparer pour la victoire du peuple.

Quand arrivèrent ces banquets, on vit Pagnerre figurer dans les plus importants et y proclamer hautement la souveraineté du peuple. Au journées de février, Pagnerre, aidé de ses amis, détermina, dans la dixième légion, la première manifestation contre le Gouvernement. Nommé successivement adjoint de Garnier-Pagès, puis maire du 40^e arrondissement, puis enfin secrétaire-général du Gouvernement provisoire, il s'est montré à la hauteur des circonstances, et a déployé une énergie extraordinaire. Il s'est associé à toutes les grandes mesures adoptées par le gouvernement. Directeur du *Comptoir National* d'es-compte, il exerce gratuitement ces nouvelles fonctions auxquelles il a été appelé par son expérience consommée des affaires et par ses études sur les matières de finances.

Tel est l'homme que Paris a appelé par 136,417 voix à l'honneur de le représenter à l'Assemblée nationale. Si le courage civil, si l'abnégation de soi-même, cette première qualité sociale, si la persévérance dans le dévouement doivent s'attendre à la reconnaissance de la nation, le citoyen Pagnerre a mérité le mandat qui lui est confié. L'avenir le prouvera mieux encore.

PERDIGUIER.

Agricol Perdiguier ! Voilà deux noms qui nous transportent sur un terrain où la liberté est déjà vieille, deux noms dont l'assemblage nous dit l'histoire du passé et celle du présent. Évidemment cet homme est le petit-fils d'un de ces Gallo-Romains qui endossèrent la toge pour conserver l'indépendance gauloise, d'un de ces combattants qui, au XIII^e siècle, se firent tuer pour la défense des franchises provençales. Vous allez le voir tout à l'heure obéir à cette double impulsion qui ressort de sa nature même et proclamer l'oubli de ce qui a été pour ne se rappeler que ce qui est.

Compagnon menuisier, Perdiguier est fils d'un menuisier de Morières, département de Vaucluse, où il est né en 1806. Tout en lui apprenant la pratique matérielle de son art, son père s'appliqua à lui faire acquérir un peu plus que les notions qui constituent l'instruction primaire de nos jours ; la géométrie entra dans son modeste cours d'études, et elle lui rendit par la suite d'importants services ; car, esprit droit et juste, Perdiguier devait juger d'une manière saine tout ce qu'il allait voir.

Dans la coutume religieusement suivie par certains corps d'état, à l'apprentissage succède ce que l'on appelle le *tour de France*, voyage qui a pour but de mettre le jeune homme en contact avec la nécessité, de le livrer à sa propre impulsion, de développer ses facultés dans une lutte incessante contre l'isolement, de le rapprocher de ses compagnons, ses frères futurs : grande et noble idée, dont les résultats auraient pu être immenses, si elle ne se fût alliée à une autre idée également grande, mais incomplète et vicieuse, disons-le.

Le besoin de se grouper dans leurs luttes contre les maîtres et contre les pouvoirs, le désir de se secourir, de s'entr'aider mutuellement, devaient inspirer à des hommes qui exerçaient isolément un même art, l'indispensable nécessité de s'unir les uns aux autres, de se confondre en un grand tout. Cette pensée est vieille comme les sociétés humaines ; elle a créé successivement la franc-maçonnerie, l'association, la maîtrise, le compagnonage. Mais chaque industrie, oubliant bientôt qu'elle n'était que le rameau d'un même tronc, s'isola et fonda une société qui ne tarda pas à se trouver en lutte avec ses voisines. De là, ces rapports hostiles, ces provocations furieuses, ces luttes qui se terminent presque toujours dans le sang, drames incon-

nus, car ils se jouent dans l'ombre, et leurs acteurs appartiennent aux derniers étages de la société ; aussi ne les voit-on apparaître que de temps à autre, alors qu'ils se traduisent au grand jour par les actes les plus coupables.

Ce fut au milieu de ce monde étrange que se trouva jeté le jeune Agricol en quittant le toit paternel. La *Société du devoir de liberté* le reçut au nombre de ses membres, vulgairement connus sous le nom de *gavots*. Déjà il avait reconnu tous les avantages de la grande pensée qui a présidé à la création du compagnonage ; il en saisit facilement tous les vices : la désunion, l'envie, la jalousie lui semblaient être ceux qu'il fallait surtout combattre, et il s'imposa cette pénible tâche. Il prêcha la conciliation et la paix ; aux chants de haine il opposa les nobles accents de la concorde. Mais il ne tarda pas à être victime de ses généreux sentiments. Atteint dans ses affections morales, il le fut bientôt aussi dans sa personne même, et force lui fut de renoncer à l'exercice de sa profession. A la place du rabot, il prit la plume pour continuer par la presse ce qu'il avait commencé par la parole, ne désespérant pas d'arriver au but qu'il cherchait à atteindre. Ce jour n'était pas éloigné. Dans un ouvrage en deux volumes, le *Livre du Compagnonage*, dans l'*Histoire d'une Scission*, il écrivit, d'un style saisissant, d'une façon pleine d'intérêt, l'histoire des corporations ouvrières, leurs avantages comme systèmes d'association, leurs défauts comme systèmes d'isolement.

Enfin arriva la révolution de février, dont le mot de ralliement fut précisément celui qui avait été le mobile de toutes les actions du menuisier-écrivain : la *Fraternité* ! Au nom de ce principe sacré, Agricol demanda la fusion entre tous les devoirs ; et, à son appel, nous avons vu sur la place de l'Hôtel-de-Ville les Enfants de Salomon, ceux de Maître Jacques et du Père Soubise se fondre en une seule et grande famille. Tous se serraient la main en bénissant du foud du cœur l'excellent frère qu'ils avaient déjà salué du beau surnom d'*Avignonnois-la-Vertu*.

Ce fut sous ces favorables auspices que Perdiguier crut devoir se mettre au nombre des candidats à l'Assemblée nationale, et 417,290 voix ont répondu à la sienne.

Voici sa profession de foi :

« Citoyens,

« Mon père fut capitaine de volontaires en 1792, et le sang qu'il m'a transmis n'a jamais cessé d'être un sang républicain.

» Je me suis réjoui de la révolution de 1830 ; mais la con-

duite de Philippe et de la classe qui régnait avec lui, m'inspirait le dégoût ; et, dans les journées des 5 et 6 juin 1833, je l'avoue, j'ai fait le coup de feu.

» Depuis, j'ai écrit. Le pouvoir jeta les yeux sur moi : il voulut me récompenser, ou plutôt me corrompre. Oui !

» En décembre 1844, la croix me fut offerte ; je la refusai pour rester libre.

» Vers le même temps, je pouvais obtenir, je le crois du moins, un prix Monthion : mais il fallait pour cela arracher trois feuillets de mes livres.

» Je suis pour le gouvernement républicain, pour le suffrage universel et le vote direct ; je suis pour la liberté individuelle, pour la liberté d'association et de réunion ; je suis pour la liberté de conscience et des cultes.

» Je suis pour la liberté de la presse et de la parole.

» Je crois que la vie privée des fonctionnaires et des particuliers mêmes ne doit point être entièrement close à tous les regards.

» La vérité doit être permise ; mais le calomniateur, le diffamateur ne doivent point être tolérés.

» L'État ne doit pas devenir le grand propriétaire et le grand manufacturier de la France, mais je crois qu'il doit posséder des domaines et des ateliers nationaux. Il serait également possible de former des ateliers d'ouvriers associés.

» L'État ne doit pas, selon moi, se faire marchand ; mais il doit veiller à ce que le marchand ne devienne pas le maître de l'État.

» On détruira les vices en détruisant les inégalités trop révoltantes. Il faut que les droits soient égaux pour tous, que la justice soit égale pour tous ; il le faut, et il le faut nécessairement. Le faible, le vieillard ne doivent point être abandonnés.

» Voyez maintenant, citoyens, si je suis l'homme que vous désirez. Je suis démocrate en politique, je le suis en tout. Si les beaux préceptes de l'Évangile doivent un jour se transformer en loi positive, ayant action sur les hommes, puissé-je aider, dans les limites de mes forces, à l'accomplissement d'une si belle œuvre !.... »

Dieu veuille, dirons-nous à notre tour, qu'Agricol Perdiguier reste au sein de l'Assemblée constituante ce qu'il a été jusqu'à présent, qu'il soit toujours digne du surnom que lui a décerné l'admiration de ses camarades ! Élu dans le département de la Seine entre Recurt et Bastide, il a été élu aussi dans le département de Vaucluse, son pays natal.

PEUPIN.

Ouvrier horloger, membre du conseil des prud'hommes, il ne s'est pas occupé de politique, il le dit lui-même, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. Il peut avoir trente-deux ans aujourd'hui. Voilà donc sept ans, tout au plus, qu'il s'occupe de politique. En si peu de temps il n'a pas mal profité.

Je ne sais quel écrivain a avancé que les passions sont les seuls orateurs qui persuadent toujours. Cette vérité n'est acceptable que jusqu'à un certain point. Si la règle était générale, on en tirerait cette conséquence que le gouvernement des orateurs est très dangereux et que celui des délibérants vaut beaucoup mieux.

Il est une sorte d'éloquence plus calme, bien que suffisamment pourvue de chaleur, qui unit la logique à la science pour dompter les esprits, pour entraîner les cœurs; qui se borne à dire tout ce qu'il faut, et à ne dire que ce qu'il faut; qui naît enfin de l'explosion d'une pensée exacte du fond d'une âme passionnée.

Cette éloquence est celle de Peupin, nous ne balançons pas à le dire. Du moins, tel a été l'effet qu'il a produit sur nous dans les clubs où nous l'avons entendu. L'ouvrier patriote nous a paru doué à la fois de cette intelligence qui saisit et de cette autre intelligence qui crée et qu'on peut appeler l'œil du génie.

Sans embarras, sans hésitation, il a résumé toutes les questions proposées, et y a répondu clairement et à l'instant même.

Il se qualifie d'ouvrier horloger, ouvrier soit; mais sa gloire n'en est que plus complète. Le choix heureux de ses expressions, la tournure élégante de ses phrases, nous disent assez qu'elles ont été ses occupations en dehors de l'atelier.

Peupin, élu par près de 132,000 voix, saura défendre les intérêts de ses frères, et pousser, s'il le faut, des reconnaissances dans le domaine de la politique. On peut s'en fier à son jugement éclairé et à son patriotisme. Il est le premier des six secrétaires choisis par l'Assemblée.

Ses idées sur l'organisation du travail qu'il appelle la *désorganisation* du travail, sont parfaitement justes.

RECURT.

C'est un modèle de désintéressement, de probité, de droiture, d'honneur et de patriotisme. Son nom retentit dans tout le fau-

bourg Saint-Antoine, dont les ouvriers laborieux savaient, depuis longtemps, que, lorsque sonnerait l'heure si attendue de la République, ils pourraient se grouper avec confiance autour de lui. C'est que, en effet, le docteur Recurt a toujours été la Providence de ce quartier populeux. Les pauvres sont ses malades de prédilection ; et non seulement il leur prodigue ses soins les plus empressés, mais encore sa bourse est toujours à leur service dans les moments d'angoisse et d'abandon : sa maxime ordinaire est que les riches doivent payer pour les pauvres.

Élu plusieurs fois capitaine de la garde nationale par ses voisins, qui n'ignoraient pas son opinion, il s'est toujours montré inébranlable dans ses sentiments patriotiques ; il n'en a jamais fait mystère à personne, il les a constamment proclamés ferme et haut.

L'escamotage de la Révolution de juillet l'avait profondément affligé ; il est résolu à mettre tout en œuvre pour qu'il n'en soit pas de même de celle de février. Appelé, avec son ami Buchez, un autre médecin démocrate, à remplir les fonctions d'adjoint au maire de Paris, il a été plus spécialement chargé, dans le partage des attributions, des intérêts de la banlieue et du soin des élections. Tout ce qui l'entoure, s'accorde à dire qu'il s'acquitte de cette double mission avec une attention scrupuleuse et une ponctualité exemplaire.

Le département de la Seine, en lui accordant plus de 118,000 suffrages, entre Louis Blanc, l'organisateur du travail, et l'ouvrier Agricole Perdiguier, l'a appelé à l'Assemblée nationale aux grands applaudissements du faubourg Saint-Antoine. Il a été également élu dans son pays natal, les Hautes-Pyrénées. Recurt n'a point l'apparence d'un tribun ; il parle avec difficulté et n'est pas orateur ; mais c'est un des hommes les plus instruits, les plus sages, les plus laborieux de la nouvelle législature, un homme d'excellent conseil, un homme sur qui l'on peut compter au moins autant que sur n'importe lequel de ses nouveaux collègues. Il est le premier des vice-présidents élus par l'Assemblée.

SCHMIDT.

Nous n'inscrivons ici ce nom que comme une pierre d'attente. Dans notre prochaine édition, il sera remplacé par un autre. Expliquons pourquoi :

Assemblée nationale. — Séance du 6 mai 1848. — Le citoyen Guérin, au nom du 14^e bureau, entretient l'Assemblée de la difficulté soulevée à l'occasion de l'élection du citoyen Schmidt,

nommé à Paris. La question à examiner est celle de savoir si les 124,383 votes énoncés s'appliquent à Schmidt, ouvrier, ou à Schmidt, écrivain, ancien maître des requêtes, auteur du *Catéchisme des Ouvriers*.

« Votre bureau s'est livré à un travail de dépouillement d'où il est résulté pour lui la certitude que le nom de Schmidt ne pouvait arriver à une majorité suffisante pour être élu qu'à l'aide de l'addition de tous les suffrages, qui, divisés, seraient insuffisants.

« Voici, entre autres, les renseignements que nous nous sommes procurés sur les candidats pouvant prétendre à l'attribution des suffrages.

« M. Schmidt, qui a été déclaré élu, n'aurait été ouvrier que pendant un certain temps, comme fils d'un tailleur ; il n'aurait travaillé que de onze à douze ans. (On rit.)

« Il est né en l'an VIII. Plus tard, il a occupé de hautes fonctions dans l'administration, et il a été en même temps porcelainier du roi. Il résulte de ses propres déclarations qu'il n'a pas été positivement ouvrier ; il nous a dit avoir travaillé dans les administrations ou chez lui jusqu'en 1832 ; mais depuis 1832 il ne s'est livré à aucun travail manuel. »

L'orateur donne lecture d'un passage d'un écrit de M. Schmidt adressé aux ouvriers, et il continue :

« Quant à l'autre Schmidt, c'est un ouvrier cordonnier qui a remis au bureau un tarif réglant les relations entre les maîtres et les ouvriers de sa profession ; il a été présenté comme candidat par plusieurs clubs.

« Il est évident qu'il y a eu confusion dans l'esprit des électeurs ; il y a là une question de fait et de moralité ; en fait comme en moralité, votre bureau vous propose d'annuler l'élection du citoyen Schmidt. »

Un représentant : « Je ne viens pas m'opposer aux conclusions du 4^e bureau. Mais permettez-moi de vous dire qu'il ne reste aucun doute sur la moralité de M. Schmidt. Il y a quelque temps, alors que M. Schmidt ne songeait pas encore à son élection, alors que les élections n'étaient pas encore prévues, il avait été parfaitement accueilli des ouvriers à propos de la publication de son livre. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas accuser un homme qui n'est pas là pour se défendre. M. Schmidt, encore une fois, a fait un livre utile... » (Rumeurs.)

Une voix : Il ne s'agit pas de son livre.

Le représentant : « Mais cet ouvrage a été la base de sa candidature.... » (Allons donc ! Aux voix ! aux voix !)

Un membre : « La question est double. L'élection va être annulée ou validée ; si elle est annulée, le département de la Seine sera-t-il convoqué ? Moi je propose que le trente-cinquième candidat de la liste de la Seine, M. Moreau.... » (Aux voix ! aux voix !)

L'annulation de l'élection du citoyen Schmidt est mise aux voix et prononcée à l'unanimité. On s'occupe de la manière de pourvoir à son remplacement.

M. BERRYER : « Il est évident qu'une erreur égare l'esprit d'une grande partie de l'Assemblée ; car la question ne présente aucune difficulté.

« Je comprends que, s'il s'agissait d'une élection complète, qui cesserait de l'être par suite d'une annulation, on pourrait élever la question de savoir comment on procéderait pour suppléer à la vacance ; ce serait là une question extrêmement grave et méritant l'attention de l'Assemblée : mais la question qui vous est soumise, n'a aucun de ces caractères.

« Du rapport qui vient de vous être présenté, il résulte que l'on a mal compté les suffrages et qu'on en a attribué au sieur Schmidt qui ne devaient pas lui appartenir ; la liste des trente-quatre représentants de la Seine n'est donc pas complète, et il n'y a d'autre moyen de la compléter que de prendre le nom qui venait le trente-cinquième sur la liste des candidats. » (Réclamations diverses.)

Un membre : « Il y a eu fraude. (Oui ! Non !) On a trompé les électeurs ; il était dans l'intention d'un grand nombre de nommer un ouvrier, et vous frauderiez cette intention en prenant sur la liste le trente-cinquième candidat pour le déclarer représentant de la Seine. » (Nombreuses marques d'approbation.)

M. FLOCON : « Je ne pense pas qu'il y ait eu fraude de la part de personne, mais il y a eu erreur d'un très grand nombre.

« Vous savez tous comment ont été faites les élections pour la première application du suffrage universel. Des noms ont été indiqués aux électeurs ; et, comme nous n'avons pas besoin de nous astreindre à d'aussi minutieuses formalités que l'ancienne chambre, on a dû s'en rapporter à la notoriété publique : eh bien ! cette fois la notoriété publique s'est trompée.

« Vous venez d'annuler l'erreur des électeurs ; c'est à vous qu'il appartient de réparer cette erreur ; vous n'êtes souverains que par délégation ; consultez les électeurs eux-mêmes. Je demande que les électeurs de la Seine soient convoqués pour nommer leur trente-quatrième représentant. » (Très bien ! très bien !)

L'Assemblée est consultée. Deux épreuves par assis et levé

SEINE.

sont douteuses ; on procède au vote suivant le mode usité à l'ancienne chambre pour le scrutin de division. En voici le résultat :

Nombre des votants.	712
Majorité absolue.	357
Boules dans l'urne blanche.	414
Boules dans l'urne noire.	298

En conséquence, l'Assemblée ordonne que les électeurs de la Seine seront convoqués pour la nomination de leur trente-quatrième représentant.

VAVIN.

C'est un ancien notaire, né en 1792. Il a une petite figure brune et expressive qui révèle un homme plein de fermeté, d'indépendance et d'ardeur.

C'est, en effet, un excellent patriote et un fonctionnaire incorruptible ; il n'a rien accepté du gouvernement déchu, pas même la croix ; mais n'est pas homme d'État ou orateur qui veut ; il suffit pour nous de savoir que, si la constitution et la liberté étaient jamais en péril, Vavin les défendrait avec courage.

Ce citoyen est animé des meilleures sympathies pour la Pologne. Le Gouvernement provisoire l'a chargé de l'immense liquidation de l'ancienne liste civile, et Vavin n'a accepté cette fonction de confiance qu'à condition qu'elle serait gratuite. Élu de la Seine, il a été envoyé à l'Assemblée nationale par 151,000 voix entre Ferdinand de Lasteyrie et le général Cavaignac.

WOLOWSKI.

Sous un nom polonais, il cache un esprit vraiment français, saisissant, au premier abord, les questions les plus ardues, et en poursuivant les détails minutieux dans leurs replis les plus inextricables ; une âme toute française aussi, sympathique aux douleurs du pauvre et prête constamment à tout entreprendre pour les alléger. Aussi est-il depuis longtemps l'idole des innombrables ouvriers et artisans de Paris, qui fréquentent assidûment ses cours, pleins d'intérêt, au Conservatoire national des Arts et Métiers, et de leurs pères eux-mêmes qui les ont suivis autrefois et pour qui c'est un bonheur aujourd'hui de s'arracher à leurs occupations les plus sérieuses, les plus pressantes, afin

d'aller s'asseoir quelques instants sur ces banes bien connus. Voilà à quels électeurs Wolowski, sans bruit, sans éclat, sans aucun renfort de profession de foi, de circulaires et d'affiches, a dû modestement les 132,353 voix qui ont décidé son triomphe et lui ont ouvert les portes de l'Assemblée nationale.

Quoique se rattachant encore par quelques liens douteux à la vieille économie politique, il a depuis longtemps rompu avec elle pour la plus grande partie des doctrines rétrogrades et surannées des vieux apôtres de cette science négative. Il marche en avant, sans faire attention si son corps d'armée le suit, et rencontre alors quelquefois sur sa route les disciples de Fourier, auxquels il serre la main en passant. Socialiste progressif, il a mérité souvent les éloges de Vidal lui-même, cet esprit si ingénieux, si vif, si complet, qui a jeté un éclat tout particulier sur les délibérations des délégués du Luxembourg, et qui aurait déjà résolu le problème si ardu de l'organisation du travail, trop résolument posé peut-être par Louis Blanc, si la solution de ce problème difficile était possible *ex-abrupto*.

La place de Wolowski à l'Assemblée nationale est marquée entre Louis Blanc et Victor Considérant. Là ces trois penseurs, de diverses nuances, mais tous trois également animés de l'amour de l'humanité souffrante, se compléteront en se rapprochant, et formeront par cette étreinte fraternelle un faisceau dont ne pourra manquer de jaillir de précieuses lumières.

Tel était le personnel des 54 Représentants primitifs du département de la Seine à l'époque de l'ouverture de l'Assemblée nationale. Ce personnel a subi, depuis lors, de nombreuses mutations.

De ces 54 représentants, 25 sont restés députés du département de la Seine; ce sont les citoyens *Albert, François Arago, Berger, Louis Blanc, Buchez, Carnot, Caussidière, Coquerel, Corbon, Cormenin, Ferdinand Flocon, Garnier-Pagès, Garnon, Guinard, Lamartine, Lamennais, Ferdinand de Lasteyrie, Ledru-Rollin, Marie, Agricol Perdiguier, Peupin, Vavin et Wolowski.*

Complétons rapidement leurs biographies :

ALBERT (ALEXANDRE-MARTIN), membre du Gouvernement provisoire et président de la Commission des récompenses nationales, fonctions dont il se démit lorsque 133,041 suffrages de la Seine l'envoyèrent à l'Assemblée constituante, avait accepté, en outre, la vice-présidence de la Commission des travailleurs, siégeant au Luxembourg et ayant pour président M. Louis Blanc.

Quelque temps après la Révolution de Juillet, il avait fondé à Lyon un journal républicain, appelé *la Glaneuse*, qui devint bientôt célèbre.

Poursuivi, plusieurs fois, à raison de cette publication, il avait été récemment condamné à quinze mois de prison et cinq mille francs d'amende, lorsque l'insurrection de Lyon éclata. Chef de section de la Société des *Droits de l'Homme*, c'est lui qui fit adopter aux ouvriers cette devise : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant !* devise terrible, acte d'accusation foudroyant, trop justement lancé contre le pouvoir de cette époque.

Son nom se retrouve dans le *Moniteur* de 1841, à propos du rapport de M. Girod (de l'Ain) sur le procès fait à Darmès, prévenu de tentative d'assassinat sur la personne de Louis-Philippe. Il y est question de l'arrestation d'un complice *préssumé*, appelé Alexandre-Albert Martin, dit Albert, ouvrier mécanicien, âgé de 25 ans, né à Bury (Oise). On avait saisi chez lui une grande quantité de publications, placards et affiches communistes. Il fut remis en liberté, faute de preuves.

Nous avons dit comment il fut impliqué dans le procès d'avril. Nous ne dirons rien de ce représentant du peuple au sujet du procès encore pendant, intenté aux violateurs de l'Assemblée nationale le 15 mai 1848. On sait que, ce jour-là, il fut arrêté à l'Hôtel-de-Ville, avec son collègue Barbès, au moment où celui-ci rédigeait la proclamation d'un nouveau Gouvernement provisoire. Tous deux, en attendant leur jugement, sont aujourd'hui prisonniers au château de Vincennes.

ARAGO (DOMINIQUE-FRANÇOIS) a été doublement élu dans le département de la Seine, pour lequel il a opté, par 243,640 voix sur 280,000 votants, le troisième de la liste des 34, et dans les Pyrénées-Orientales, par 34,930 voix sur 36,763 suffrages, le premier sur la liste des cinq élus de ce département. Sous le règne de Louis XVIII, en 1823, il faisait à l'Observatoire un cours d'astronomie, que suivaient non seulement des hommes d'étude et de science, mais encore des diplomates, des gens du monde et des dames. Un jour, après avoir décrit la grande révolution du soleil, il s'écria : « Non, messieurs, rien ne peut arrêter le soleil, pas même Josué. » Cet élan de verve, rapporté à MM. Fraysinous et Corbière, alors ministres de l'instruction publique et de l'intérieur, fit suspendre le cours de M. Arago.

C'est en 1831, et non en 1830, comme nous l'avons dit par erreur, qu'il fut envoyé à la Chambre des députés par les élections de Perpignan. Nommé, à plusieurs reprises, président du conseil-général de la Seine, il l'a, différentes fois, décidé à se prononcer en faveur de la grande mesure de l'émancipation des esclaves dans les colonies. En revanche, sous le ministère du quinze Avril, il a fait rejeter à la Chambre le système de construction et d'exploitation des chemins de fer par l'État. Ce fut une grande faute, dont la France subit encore les désastreuses conséquences.

François Arago, savant illustre, député jadis chaleureux, aujourd'hui affaibli par l'âge, a prouvé, dans les délibérations du Gouvernement provisoire, dans celles de la commission du pouvoir exécutif, et dans les interrogatoires de l'enquête relative aux événements de mai et de juin, qu'il n'y avait pas en lui l'étoffe d'un homme d'État. Ses opinions diffèrent complètement de celles de son fils Emmanuel et de son frère Étienne, bien que celles de ce dernier, qui étaient naguère très fougueuses, se soient singulièrement modifiées depuis qu'il trône à l'administration des postes.

BERGER (JEAN-JACQUES), fils d'un fabricant de papier et ancien élève du lycée Napoléon, a vendu sa charge d'avoué en 1833 et est venu siéger à la Chambre des députés en 1837. C'est au mois de décembre 1840 que M. Guizot le destitua de ses fonctions de maire à cause de son opposition. Il a assisté au banquet du Château-Rouge et a été un des commissaires de celui du 12^e arrondissement. Il a signé, le 21 février, l'acte d'accusation contre le ministère de Louis-Philippe.

BLANC (LOUIS) avait pour mère une Corse, Estelle Pozzo di

Borgo, de la famille de celui qui fut, plus tard, ambassadeur de Russie en France. C'était une femme charmante, douée des dons les plus heureux de l'esprit et du cœur. A son arrivée à Paris, à 17 ans, dépourvu d'argent, il va visiter ce haut dignitaire, parent de sa mère, qui le reçoit avec bienveillance, et auquel il demande des conseils, ayant hâte de sortir de la position précaire où il se trouve; celui-ci lui tourne les talons et lui envoie un domestique avec un sac d'argent, que Louis Blanc repousse. Il n'a plus remis les pieds dans cette maison.

Il fallait vivre, il devint petit-clerc chez un avoué. Un jour, il libelle une requête, dont la rédaction embarrassait le maître-clerc. L'admiration remonte au patron, qui va jusqu'à lui offrir 1,200 francs par an; mais la procédure n'est pas sa vocation; il entre maître d'études dans la pension Jubé, et en sort pour aller faire l'éducation du fils de M. Allet, à Arras.

C'est par erreur que nous avons dit que Carrel avait généreusement associé Louis Blanc à la rédaction du *National*. Il le congédia, au contraire, en lui déclarant qu'il n'y avait pas de place vacante dans sa collaboration.

Nous avons ajouté qu'il devint rédacteur du *Bon Sens* à la mort de Carrel. C'est encore une erreur. Ce fut, au contraire, en sortant de chez Carrel, qu'il alla se présenter au *Bon Sens*, rédigé par Rhodes et Cauchois-Lemaire. Il était si troublé, qu'il se trompa d'escalier, et, las de tous ces contre-temps, il allait se retirer, quand un employé du journal lui demanda ce qu'il voulait. Louis Blanc lui répondit, en tremblant, qu'il désirait parler au rédacteur en chef. A l'aspect de ce jeune homme imberbe, de cet enfant, de taille si exiguë, Rhodes et Cauchois-Lemaire se regardèrent en souriant; mais il apportait deux articles; aux premières lignes, Rhodes lui dit: « Monsieur, non seulement ces articles passeront, mais tant que vous en apporterez de semblables, ils seront les bien-venus. »

Dès ce moment, il fit partie de la rédaction; il ne tarda pas même à devenir un des collaborateurs ordinaires de la feuille. Quelque temps après, Cauchois-Lemaire ayant quitté sa position, Louis Blanc lui succéda, comme rédacteur en chef adjoint, et commença une guerre sourde contre le *National*. Aussi Carrel ne l'aimait-il pas.

Dix mois plus tard, Rhodes mourut. Les propriétaires du journal ayant fait choix d'un rédacteur en chef autre que Louis Blanc, tous les collaborateurs se soulevèrent contre cette décision et menacèrent de se retirer. Et pourtant, il était le plus jeune de tous. Les propriétaires cédèrent, et il fut proclamé ré-

dacteur en chef le premier janvier 1837. Il a dirigé cette feuille jusqu'en 1839, époque où il se trouva en opposition avec les actionnaires à propos de la question des chemins de fer dont il voulait conserver la propriété à l'État. Ne pouvant faire triompher sa manière de voir, il donna sa démission, ses collaborateurs le suivirent dans sa retraite et le journal tomba.

Louis Blanc, homme de bien, homme de conviction, élu à la fois dans la Seine par 121,140 suffrages sur 280,000 votants, et, en outre, dans le département de la Corse, pays natal de sa mère, a vu l'immense popularité, qui l'avait accueilli à son avènement au pouvoir, décroître, à vue d'œil, dans une grande partie de la classe ouvrière qui ne lui pardonne pas ses espérances déçues, et dans l'Assemblée nationale surtout, où les dynastiques, les légitimistes, les ennemis aveugles du socialisme lui reprochent *in petto* d'avoir été l'un des fondateurs de la République. Échappé au péril d'une double enquête judiciaire et parlementaire par son admirable présence d'esprit et par la loyauté de ses explications, il est venu échouer devant une demande d'autorisation de poursuites, obtenue de l'Assemblée nationale par le procureur-général de la République; mais, au moment où, en vertu de cette autorisation, on est venu l'arrêter chez lui, il s'était déjà enfui en Angleterre, où il se trouve aujourd'hui.

BUCHEZ (PHILIPPE-JOSEPH-BENJAMIN), élu à l'Assemblée nationale par 135,678 suffrages du département de la Seine, a vu son nom mêlé à ceux qui rappellent l'attentat commis le 15 mai contre l'Assemblée nationale. Pourquoi faut-il qu'il ne rappelle pas également l'inébranlable majesté de ces républicains du sénat de Rome qui mouraient impassibles sur leurs chaises curules? Pourquoi ne rappelle-t-il pas, dans notre histoire parlementaire dont il a été l'écrivain, ce ferme courage de Boissyd'Anglas, regardant, sans sourciller, la tête sanglante d'un collègue immolé à ses côtés? C'est en vain qu'il a allégué pour sa justification que l'ordre donné par lui de ne pas battre le rappel avait été écrit, à dessein, sur de petits chiffons de papier, tels qu'ils ne dussent inspirer aucune confiance. S'il a, en effet, pris cette précaution minutieuse, il faut convenir qu'elle n'a pas eu un grand succès; mais il paraît que l'allégation serait, au moins, suspecte d'inexactitude, et qu'à certain dossier se seraient trouvés joints des ordres de ne pas battre le rappel, ordres écrits par M. Buchez sur du grand papier, à tête imprimée.

« Ce que nous pouvons affirmer, a dit *la Presse*, parce que

nous avons vu et tenu la lettre, c'est qu'avant l'invasion de la salle, M. Buchez avait été prévenu par une missive, signée Garnier-Pagès, dans laquelle celui-ci recommandait expressément au président de la Chambre de ne donner aucun ordre qui empêchât de battre le rappel. Cette lettre a été trouvée sur le bureau du président par un des témoins de l'invasion. Elle existe.»

Ce qui semblerait prouver que la Constituante n'a pas cru, plus que nous, au courage civil de son premier président, c'est que, depuis le 15 mai, elle ne l'a plus appelé à remplir ces éminentes fonctions, et que probablement elle ne l'y rappellera jamais. Il les remplissait, du reste, plus en pédagogue raide et cassant, qu'en régulateur majestueux d'une assemblée française.

Adjoint au maire de Paris, Armand Marrast, il s'est montré, dans cette haute position, sans tenue, sans dignité, sans esprit d'ordre. Il a quitté l'Hôtel-de-Ville, avec son chef, lors de la démission, si imprévue, si inexplicable, de celui-ci, quand M. Trouvé-Chauvel est venu s'y installer avec le titre, tout à coup restauré, de préfet de la Seine.

CARNOT (LAZARE-HIPPOLYTE), élu représentant de la Seine par 195,608 suffrages, a été renversé, il y a peu de temps, du ministère de l'instruction publique, à propos d'un petit livre, dont le secrétaire du Gouvernement provisoire, le citoyen Pagnerre, était l'éditeur, que lui, Carnot, avait approuvé, probablement sans le lire, et qui renfermait, au dire de plusieurs, quelques propositions mal sonnantes sur la propriété. Il n'a, depuis, joué qu'un rôle tout à fait passif dans les débats de l'Assemblée nationale; son cœur est profondément navré de la direction qu'on fait prendre à la République, ce rêve malheureux de sa vie entière.

CAUSSIDIÈRE (MARC), élu dans le département de la Seine par 133,775 suffrages, est fils et frère de deux énergiques républicains, comme lui accusés d'avril; son frère fut, pendant le procès de Lyon, lâchement assassiné par la soldatesque; son père, avec qui il fut impliqué dans ce procès-monstre, étonna les aristocrates de la pairie par la fermeté et la dignité de ses réponses. Attaché au journal *la Réforme*, il n'eut pas le bonheur de voir surgir la République, objet de tous ses vœux, mais son dernier soupir fut pour elle, et sur son lit de mort, il

la prophétisa. Quant à Marc Caussidière, on rapporte que, dans la célèbre émeute de Lyon, il s'était enfermé, avec plusieurs combattants, poursuivis comme lui, dans une maison, sous laquelle l'autorité militaire fit jouer la mine; la maison sauta, tous périrent, à l'exception de Caussidière, qui en fut quitte pour de sérieuses blessures.

Condamné à la captivité du Mont-Saint-Michel, il a l'audace de réaliser un projet plus périlleux et plus difficile que de prendre d'assaut cette reine des citadelles, le projet d'en sortir. A force de calculs, d'intelligence, d'efforts, de courage, il réussit, et son succès surpasse de beaucoup la fameuse entreprise de Latude, célébré si hautement avant lui. Il réussit, il s'évade... mais, au moment de franchir la dernière enceinte, son compagnon de fuite, moins robuste et moins agile, plus épuisé, surtout, par les fatigues, les alarmes, les émotions, fait une chute malheureuse et se casse une jambe, Caussidière, lui, peut s'enfuir; la liberté, la vengeance l'appellent. N'importe! Il restera près de son ami blessé, il restera, malgré la voix qui le conjure de presser sa fuite, il restera pour partager les maux de celui qui ne peut plus partager son salut. Repris effectivement, avec son infortuné camarade, il n'achève sa douloureuse captivité qu'à l'amnistie de 1847.

Depuis cette époque, Caussidière, ostensiblement attaché à la propagation du journal *la Réforme*, a déployé sa plus grande activité à reliaer les espérances et les combinaisons des démocrates de la province au mouvement décisif qui se prépare à Paris. En Février, il est un des premiers à provoquer au combat; on le trouve au sommet des barricades et dans le foyer le plus ardent de l'insurrection; il enlève l'hôtel de la Préfecture de police et s'y installe.

Appelé à justifier sa conduite à l'occasion de l'attentat du 15 mai, il a soutenu qu'il avait voulu *faire de l'ordre avec le désordre*, et consacrer au rétablissement de la paix les éléments mêmes de l'anarchie. Nous croyons à la sincérité de ses paroles; nous nous en rapportons encore à son témoignage quand il déclare qu'il a eu à lutter contre les passions du moment, et qu'il a tenu à honneur de faire une police de conciliation, sans distinction entre les républicains de la veille et ceux du lendemain. Ce qu'il y a eu de plus concluant en sa faveur dans cette circonstance, c'est la netteté de la démarche qu'il a faite en donnant sa double démission de préfet de police et de représentant du peuple, et en demandant, avec une honorable confiance, aux électeurs le verdict le plus susceptible de fixer ou de dé-

truire tous les doutes. Ce verdict lui a été, en tous points, favorable : le département de la Seine lui a non seulement rendu son mandat, mais il le lui a rendu, entouré d'une imposante majorité de 147,400 suffrages, 13,625 de plus qu'aux premières élections, le premier sur la liste des onze nouveaux élus.

Accusé, de nouveau, dans l'Assemblée nationale, d'avoir été vu aux barricades de Juin, il a surabondamment prouvé son *alibi* par le témoignage de plusieurs de ses collègues, déclarant, d'une voix unanime, son assiduité aux séances pendant l'insurrection. Échappé, comme Louis Blanc, au péril d'une double enquête judiciaire et parlementaire, par son admirable présence d'esprit et par la loyauté de ses explications, il est venu se briser, avec lui, contre une demande d'autorisation de poursuites, obtenue de la Constituante par le procureur général de la République; mais, au moment où, en vertu de cette autorisation, on venait l'arrêter dans son domicile, il s'était déjà enfui en Angleterre; où il se trouve aujourd'hui.

Entré pauvre à la préfecture de police, il en est sorti non moins pauvre, laissant des fonds en caisse à son successeur; exemple qu'ont suivi, sans doute, ses chefs du Gouvernement provisoire.

CORQUEREL (ATHANASE-LAURENT-CHARLES), élu dans le département de la Seine par 109,934 suffrages, est si énergiquement opposé aux sectaires anglicans, que son protestantisme éclairé a fait dire qu'il renouvellerait Leibnitz, s'il se trouvait un Bossuet. Il n'a pas dépendu de lui que la peine de mort fût entièrement rayée de nos Codes, tandis que, sur cette question, si éminemment chrétienne, les prêtres catholiques qui siègent à l'Assemblée gardaient un silence dédaigneux et beaucoup trop significatif.

CORBOX, né le 23 décembre 1803, a été un des vice-présidents de l'Assemblée nationale.

CORMENIN (LOUIS-MARIE DE LA HAYE DE) a été élu représentant du peuple par quatre départements, les Bouches-du-Rhône, la Mayenne, l'Yonne et la Seine. Il a opté pour ce dernier, qui lui avait donné 135,678 voix. Depuis l'ouverture de l'Assemblée nationale, il a publié un nouvel écrit, non moins remarquable que ses aînés, sur la Constitution.

FLOCON (FERDINAND), âgé d'environ 50 ans, est fils d'un employé supérieur des télégraphes. En 1823, il était *carbonaro*

et membre de la célèbre loge des *amis de la vérité*. Nous lisons dans la Biographie Lesaulnier, pages 420 et 421, ces lignes dont nous n'assumons, en aucune manière, la responsabilité : « Il menait, en même temps, le dur métier de sténographe, soit aux Chambres législatives, soit au Palais. Il fut même réduit, souvenir amer pour cette âme républicaine, à débiter les produits de son industrie tachigraphique aux boutiques des journaux souvent les moins démocratiques, quelquefois les plus servilement ministériels, et, dans cette main que les miracles de la destinée devaient appeler à saisir, au milieu du tourbillon de Février, une poignée du sceptre de la dictature républicaine, il glissa des pièces de cent sous, comptées par M. Gerin, le caissier des fonds secrets et de la presse subventionnée par la monarchie. Nous sommes, d'ailleurs, fort loin d'en faire un reproche, trop rigoureux, à M. Flocon. Il ne traitait pas avec M. Gerin directement; puis, vis-à-vis de la politique, la sténographie est une marchandise neutre; en outre, le prêtre doit vivre de l'autel; enfin des droits ont grevé le tabac sous Louis-Philippe, comme ils le grèvent aujourd'hui; les petits verres payent encore l'impôt et les pipes ont toujours été une dépense, même pour l'habile et prudent fumeur qui sait les conserver, les *culotter* et les conduire jusqu'à ce sublime et pittoresque état de transpiration sensible, qui fait l'admiration et le bonheur des amateurs endurcis. »

M. Flocon était, dans son temps, un très alerte tachigraphe; et le *Constitutionnel*, entre autres journaux, lui allouait une somme mensuelle assez ronde pour exécuter, avec des tâcherons, le compte-rendu des débats parlementaires.

Lors de la formation du premier pouvoir exécutif, il est entré au ministère de l'agriculture et du commerce, d'où il est sorti après l'attentat du 15 mai, à la chute de ce pouvoir, pour redevenir simple représentant du peuple. Son ascension subite lui avait, dit-on, tourné quelque peu la tête; et il avait peine à reconnaître ses plus sincères et ses plus anciens amis. La mémoire lui est revenu avec sa décadence. Ce sera une leçon pour l'avenir. Dieu veuille qu'elle ne soit pas trop tardive! Siégeant à la Montagne, il a été souvent soupçonné, mais jamais convaincu de connivence avec le parti qui a marché en mai et en juin. C'est un des orateurs pour lesquels la majorité de l'Assemblée nationale témoigne le plus d'antipathie et même de répulsion. Nous craignons beaucoup qu'à force d'avoir voulu se conserver bien avec tout le monde, il ne soit resté bien avec personne, et qu'aux prochaines élections, il ne trouve pas, pour appuyer

sa candidature, vingt suffrages, à la place des 121,863 qu'il recueillait à Paris le lendemain de la Révolution de Février.

GARNIER-PAGÈS. On sait comment, à la Révolution de Février, il a été appelé à faire partie du Gouvernement provisoire ; et comment, après avoir été quelques jours maire de Paris, il a pris le portefeuille des finances. L'opinion a jugé sévèrement les actes d'un ministre qui ne s'est pas trouvé, par le talent, à la hauteur des circonstances graves et difficiles qui l'ont appelé aux affaires ; mais le caractère de l'homme public et privé est resté intact, ou plutôt s'est révélé de manière à lui conquérir tous les suffrages de la France, indépendamment de ceux de la Seine et de l'Eure qui l'ont envoyé à l'Assemblée nationale. Il a opté pour le premier de ces départements.

Il a siégé à la commission du Pouvoir exécutif, comme il avait siégé au Gouvernement provisoire, mollement, sans suite, par saccades, prolixes dans son langage, et apportant de la solennité dans les choses les plus simples. Après les événements de Juin, il est rentré, comme la plupart de ses collègues de la commission du Pouvoir exécutif, dans les rangs des simples représentants du peuple, où il n'a guère donné signe de vie, et d'où il est à présumer qu'aucun événement ne le fera plus sortir.

GARNON ne s'est signalé dans l'Assemblée nationale que par ses votes conservateurs et par son imperturbable silence.

GUINARD (AUGUSTE-JOSEPH), fils d'un membre des Cinq Cents et du Tribunal, élève de Sainte-Barbe, avec ses constants amis Godefroy Cavaignac et Charles Thomas, fut l'un des fondateurs et l'un des plus fermes soutiens de la *charbonnerie* en France. C'est à ce titre qu'il se trouva compromis dans la conspiration du 19 août, dite *conspiration de Nantes*, et dans celles de Belfort et du général Berton. A l'issue de la Révolution de Juillet, à laquelle il avait pris une part active, il fut nommé membre de la commission des récompenses nationales. Capitaine de la deuxième batterie de la garde nationale parisienne, il eut occasion d'encourir les poursuites du gouvernement de Louis-Philippe. Il figura parmi les accusés d'avril, et, échappé de sa prison, passa dix années d'exil en Angleterre. Le 24 février, il entendit là-bas la voix de la liberté, passa le détroit, arriva à temps pour s'emparer de la caserne des Minimes, occupée par la garde municipale, pour marcher sur l'Hôtel-de-Ville, à la tête de la huitième légion de la garde nationale, et pour y proclamer, le premier, la République, rêve de sa vie entière.

Après la Révolution, il a été nommé adjoint au maire de Paris, puis préfet de police, place qu'il a refusée, puis chef d'état-major de la garde nationale sous le général Courtais, fonctions qu'il a résignées, après le 15 mai, à la suite de l'arrestation de cette infortunée victime de nos troubles civils. L'artillerie parisienne l'a aussitôt élu son colonel ; et il l'est encore au moment où nous écrivons. Comme tel, son rôle a été entièrement passif dans l'insurrection de Juin. Celui qu'il remplit à l'Assemblée nationale est à peu près nul. Il y a été appelé, lors des premières élections de la Seine, par 106,262 suffrages, l'avant-dernier sur la liste des 34 élus, entre Garnon et Lamennais.

LAMARTINE (ALPHONSE DE). Son nom de famille, son nom propre est *Lamartine*. Son père, pour se distinguer de ses autres frères, avait adopté celui de *Lamartine de Prat* ; cette dernière désignation était empruntée au nom d'une terre considérable qu'il possédait en Franche-Comté.

Nous avons dit que, lors des premières élections à l'Assemblée nationale, Lamartine avait réuni dans la France entière plus d'un million six cent mille suffrages entre dix départements. Il est juste de dire que, dans ces témoignages d'estime qui lui étaient offerts, tout ne lui était pas exclusivement personnel ; un nombre immense de ces voix, qui ont porté si haut son nom, prétendait moins glorifier un homme qu'inaugurer une politique et choisir un drapeau. Ce furent surtout les circulaires de Ledru-Rollin qui firent l'incroyable succès des candidatures de celui que la France opposait, dans sa pensée, au chef présumé du parti ultra-révolutionnaire. L'Assemblée nationale, dont les votes résument ceux du pays, ne plaça pas Lamartine au premier rang dans la commission du Pouvoir exécutif ; elle prétendit manifester en cela l'impression produite sur son esprit par ces déclarations si sages, si prudentes, si politiques d'union fraternelle, et de solidarité entre deux personnages regardés jusqu'alors comme profondément divisés sur les principes essentiels du gouvernement. Elle n'avait pas compris ce qu'il y avait de grand, de beau, de généreux, d'éminemment patriotique dans cette sublime abnégation d'un des plus brillants caractères de l'époque, ne balançant pas à jouer sa popularité pour le salut de la République.

Lamartine, grand écrivain, grand orateur, ne s'est pas montré aussi grand politique pendant l'administration, si difficile du reste, de la commission du Pouvoir exécutif. Après la violation de l'Assemblée nationale le 15 mai, il a cherché à réparer ses

torts involontaires en montant à cheval, ainsi que Ledru-Rollin, et se portant, avec lui, à l'Hôtel-de-Ville, occupé par les insurgés. Ce nouvel acte de fraternité a été mieux accueilli par le peuple et par la garde nationale, qui les ont couverts d'applaudissements.

Mais, après les journées de Juin, que la commission du Pouvoir exécutif n'avait pas su ou pu prévenir, il a dû abandonner le timon des affaires, avec ses collègues, et rentrer dans les rangs des simples représentants du peuple, parmi lesquels, du reste, sa haute entente politique et, surtout, son immense talent oratoire lui assignent une place à part. Accusé indirectement dans une des enquêtes de l'Assemblée nationale, il a cru devoir publier, en un petit volume, un peu pâle, quoique admirablement écrit, comme tout ce qui sort de sa plume, un compte-rendu de sa conduite, qui ressemble à une justification. Il n'en avait pas besoin.

Lamartine reviendra-t-il de si tôt aux affaires? A-t-il maintenant des chances pour la présidence de la République? Il est permis d'en douter. En ces temps de démocratie fougueuse, les réputations s'usent vite. Lamartine n'est plus l'idole du peuple, pas plus que le général Cavaignac, qui lui a succédé, quelque temps, dans les faveurs de la bourgeoisie. Une nouvelle étoile se lève à l'horizon, entourée d'une glorieuse auréole, devant laquelle la foule se prosterne. Et, cependant, Lamartine, aujourd'hui dédaigné de ses adorateurs d'autrefois, peut interroger hardiment sa conscience, elle ne lui reprochera rien.

LAMENNAIS (FÉLICITÉ ROBERT), ami de Béranger, pouvait, après la Révolution de Février, faire partie du Gouvernement provisoire; il a préféré rester libre et indépendant. La commission des dons patriotiques, où il siégeait avec le grand poète, est, depuis longtemps, dissoute de fait. Qui songe à faire des dons patriotiques, quand tous les vrais patriotes meurent de faim? Béranger a abdiqué ses fonctions à l'Assemblée nationale. Lamennais, profondément découragé par la marche des affaires, y garde un silence douloureux et beaucoup trop significatif.

LASTEYRIE (FERDINAND DE) n'a point fait partie des volontaires français qui aidèrent l'empereur don Pedro à reconquérir, en Portugal, le trône de sa fille dona Maria, bien peu digne, hélas! de lui. C'est à Jules de Lasteyrie que revient cette portion de gloire militaire, que nous avons, par erreur, attribuée à son frère.

LEDRU-ROLLIN, élu non seulement dans la Seine, mais

encore dans Saône-et-Loire, pays de Lamartine, et dans l'Algérie, fit d'abord de fortes et sérieuses études classiques, étudia ensuite le droit, fut reçu avocat, prit une place distinguée au barreau de Paris, devint avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation et garda ce titre et cette charge jusqu'en 1841.

Envoyé, à cette époque, à la Chambre par la ville du Mans, à la mort de Garnier-Pagès aîné, il prononça, devant une réunion d'électeurs, un discours, devenu célèbre, qui fut incriminé et lui attira une condamnation à quatre mois d'emprisonnement; mais il fit prononcer la nullité de cette condamnation pour vice de forme. Traduit, de nouveau, devant la Cour d'assises d'Angers, il fut acquitté. Le parquet se pourvut contre cet arrêt. Devant la Cour de cassation, au moment où le procureur-général Dupin, aujourd'hui son collègue à l'Assemblée nationale, commentait un passage, où l'auteur de la harangue électorale avait intercallé le mot *souveraineté du peuple* : « A genoux, monsieur le procureur-général ! s'écria Ledru-Rollin; quand on prononce le nom du peuple souverain, ce n'est pas debout, mais à genoux qu'il faut le prononcer. » La Cour de cassation confirma l'arrêt attaqué.

Lors de la constitution du Pouvoir exécutif, une partie sérieuse du public s'est aperçu que la pratique des affaires développait, peu à peu, l'homme d'État dans l'athlète de la lutte populaire et dans le coryphée de l'insurrection triomphante. Le ministère de l'intérieur était le poste le plus important; il le choisit, et, au risque de fautes inévitables qu'on aurait à lui reprocher, ne tenant compte, ni de sa santé, ni de ses affaires personnelles, ni de sa vie, il se jeta, à corps perdu, dans le gouffre des complications, sans nombre, d'une situation qui paraissait inextricable. Là, tandis qu'on l'accusait de se livrer au plaisir, comme un sybarite, il ne mangeait plus, ne dormait plus; il veillait, jour et nuit, aux plus saints intérêts de la patrie. Quatre fois, il fallut le saigner pour calmer la violence du feu qui le dévorait.

Ils furent terribles ses débuts dans un ministère qui est véritablement, surtout à une époque de lutte, le gouvernement tout entier de la France. On a blâmé beaucoup trop ses fameuses circulaires, qu'il ne rédigeait pas, mais qu'il laissait écrire et qu'il approuvait tacitement. On les a qualifiées de *bulletins incendiaires*; mais qu'on se reporte à la situation de la France en ce moment, à l'urgence d'établir, sans transition, une société nouvelle, une société démocratique sur les fondements d'une société aristocratique, décrépite, vermoulue, tombant en ruines; et tout ce qu'on

pourra leur reprocher alors, ce ne sera pas leurs dispositions, souvent très sages, mais leur forme extérieure, parfois trop acerbe, trop violente, sans nécessité.

Homme de cabinet et ne connaissant qu'un bien petit nombre d'hommes, trop fréquemment il dut se tromper dans ses choix; trop fréquemment ses meilleurs amis durent l'égarer en croyant le servir; mais l'urgence, la précipitation, la confusion justifiaient bien des choses. On aurait applaudi, dès les premiers jours, au bouleversement intégral de toute la machine philippiste; dans les départements, il aurait fallu l'opérer, sans retard, et faire aussitôt l'essai radical du suffrage universel. On tâtonna; la modération donna le temps à l'ennemi de se reconnaître, et, quand furent lancées les circulaires, la réaction organisée, la contre-révolution enhardie par trop de longanimité, cria à la violence, tandis qu'elle seule était furieuse et animée des plus mauvais sentiments. Elle insulta, elle menaça les commissaires, elle accusa Ledru-Rollin; et, pourtant, pendant plus de trois mois, malgré toutes ses erreurs, dont aucun autre ne se serait préservé, il avait maintenu la paix en France, au milieu des circonstances les plus critiques, il avait déployé une activité extraordinaire, capable de ruiner dix organisations qui n'auraient pas été surexcitées et soutenues par le plus saint des mobiles, l'amour du peuple, peuple de travailleurs, peuple de fortunés bourgeois, société riche ou pauvre, qu'il conviait à la concorde.

Lamartine, sentant le besoin d'allier, au sommet de la République, l'élément ardent et l'élément modéré, avait sacrifié une portion de sa popularité pour faire arriver, avec lui, Ledru-Rollin à la commission du Pouvoir exécutif. Dans les événements de mai, on les a vus, avec attendrissement et bonheur, se diriger ensemble, à cheval, vers l'Hôtel-de-Ville, tombé au pouvoir des insurgés.

Après les journées de Juin et la chute de la commission du Pouvoir exécutif, Ledru-Rollin, comme beaucoup d'autres patriotes, s'est vu mettre sur la sellette par les réactionnaires et les trembleurs de l'Assemblée; mais, dans un magnifique discours, plein d'audace et de bonne foi, il a foudroyé ses adversaires, et les a réduits, pour toujours, au silence. C'est aujourd'hui le premier orateur de la Constituante. Au banquet du Châlet, destiné à fêter la première fondation de la République en France, il a électrisé un immense auditoire; et ses paroles ont trouvé de l'écho dans tous les départements. Aujourd'hui, Ledru-Rollin est cent fois plus populaire que Lamartine, qui, il

y a quelques mois à peine, lui faisait l'aumône d'un peu de sa popularité. La calomnie se tait; et la nation rend justice au grand citoyen, au grand orateur, qui a tout fait pour elle, et qui eût donné son sang pour la République, comme il lui a sacrifié sa fortune et son repos.

MARIE (ALEXANDRE-THOMAS), membre du Gouvernement provisoire, ex-ministre des travaux publics jusqu'à la réunion de l'Assemblée nationale, a représenté, au pouvoir, les principes et les sentiments que l'on a prêtés d'abord à M. de Lamartine, et qui appartenaient à MM. Garnier-Pagès et Arago. Dans la commission du Pouvoir exécutif, il continua à faire partie du même groupe. Après la chute de ce pouvoir aux journées de Juin, il est devenu ministre de la justice. Dans ces fonctions, il a joué un rôle à peu près nul, comme à l'Assemblée nationale, où il a été appelé, non seulement par le département de la Seine, mais encore par celui de l'Yonne, son pays natal, qui lui a accordé 85,600 voix, en tête de ses onze élus. Il a opté pour la Seine.

Son passage aux travaux publics a été signalé par la malencontreuse création des ateliers nationaux, dirigés par Émile Thomas, et dont on a fait planer à tort la responsabilité sur Louis Blanc, qui les a toujours désapprouvés et combattus. Si, dans cette déplorable affaire, il y a eu quelque chose de plus impolitique que leur création, c'est leur suppression brutale, sans aucune précaution prise pour affaiblir le coup affreux qui allait frapper la population ouvrière de Paris, et qui devait être le prélude et la cause immédiate des sanglantes journées de Juin. Que de regrets amers ne se sont pas préparés les auteurs imprudents de l'une et l'autre mesure!

PERDIGUIER (AGRICOL) a composé, outre le *Livre du compagnonage* et l'*Histoire d'une scission*, un recueil de chansons, qui révèle son âme et son cœur. Il n'a pas été élu seulement dans le département de la Seine, mais encore dans celui de Vaucluse, son pays natal, où il a obtenu 21,975 suffrages. Il a opté pour Paris. On regrette que sa timidité et sa défiance de lui-même l'aient éloigné de la tribune de l'Assemblée nationale, du haut de laquelle il était plus propre que beaucoup de ses collègues, à faire entendre d'utiles vérités, fruits de son expérience.

PEUPIN, ouvrier horloger, membre du conseil des prud'-hommes, est né à Paris, le 2 septembre 1809. Il aborde rarement la tribune, quoiqu'il ait su se concilier l'estime de la

majorité de l'Assemblée nationale, qui l'a choisi, plusieurs fois, pour un de ses six secrétaires. En revanche, il exerce une influence méritée dans les bureaux et les commissions. C'est un homme instruit, laborieux, franchement conservateur et partisan consciencieux de la modération. Il a toujours combattu vigoureusement les doctrines de Louis Blanc. Nous regrettons qu'il n'ait jamais eu rien à offrir pour les remplacer avec avantage.

VAVIN, élu pour la première fois à Paris en 1839, siégeait dans l'ancienne Chambre sur les bancs de la gauche dynastique; mais il vota, en 1840, pour le ministère Guizot, sur la question extérieure. Réélu par le onzième arrondissement de Paris en 1842 et 1846, il montait rarement à la tribune. Ce fut lui cependant qui, le 23 février, interpella les ministres sur les événements qui ont amené la Révolution de Février.

WOLOWSKI (LOUIS) est né à Varsovie, le 31 août 1810, de François Wolowski, qui, après avoir suivi avec éclat la carrière du barreau, fut un des membres les plus éminents de la diète de Pologne, conseiller d'État, président de la commission législative de cette diète, et sur la proposition duquel fut prononcée, le 27 janvier 1831, la déchéance de l'empereur Nicolas comme roi de Pologne.

Louis, ayant achevé ses études en France, de 1823 à 1827, retourna à Varsovie, où il fut mêlé aux complots qui préparèrent la révolution du 29 novembre 1830. Quelques mois avant qu'elle éclatât, la police russe le fit enlever de chez ses parents pour l'enfermer au couvent des Carmes, la Bastille de Varsovie. Il dut sa délivrance à la révolution, servit la cause nationale comme capitaine d'état-major, puis comme vice-maître des requêtes au conseil-d'État, comme premier secrétaire de la légation révolutionnaire à Paris; et se fixa dans cette capitale après la fatale issue de l'insurrection polonaise.

Là, il se livra à des travaux sérieux de droit et d'économie politique, obtint, en décembre 1834, des lettres de naturalisation, se fit recevoir avocat à la Cour d'appel, fonda un excellent recueil, la *Revue de législation et de jurisprudence*, parvenue à son 32^e volume, publia, en 1838, un travail sur les *Sociétés en actions*, et, en 1839, un mémoire sur la *Mobilisation du crédit foncier*, approuvé par l'Académie des sciences morales et politiques. Il est de plus auteur d'*Etudes d'économie politique et de statistique*, d'un traité sur l'*Organisation du travail*, d'un autre

sur les *Fraudes commerciales*. Collaborateur du *Siècle* et du *Journal des Economistes*, il a toujours défendu le principe de la liberté du travail et de l'association volontaire. Membre correspondant de la Société centrale de statistique de Belgique et de l'Académie de Naples, docteur en droit de la Faculté de Heidelberg (Bade), et en économie politique de la Faculté de Tubingue (Wurtemberg), il a été appelé, en 1839, à la chaire de législation industrielle du Conservatoire des Arts et Métiers de Paris; et ses collègues l'ont nommé, en 1848, président du conseil de perfectionnement de ce grand établissement scientifique.

A la suite de ces 23 représentants du peuple, mentionnons-en rapidement 5 autres, dont le premier s'est démis de ses fonctions de député, dont le second est tombé en défendant l'ordre au sein de la guerre civile, et dont le troisième n'a pas été admis par l'Assemblée nationale.

BÉRANGER (PIERRE-JEAN DE), élu dans la Seine par 204,471 suffrages, entre Crémieux et Carnot, le huitième sur la liste des 34 représentants de Paris, ne tarda pas à s'apercevoir que son royaume n'était pas de ce monde, et supplia, le 8 mai, l'Assemblée d'accepter sa démission d'une charge dont il avait, d'avance, décliné l'honneur. « Le fardeau est trop lourd, dit-il, et les forces me manquent. » On n'en voulut rien croire; et l'offre de sa démission fut solennellement rejetée; mais Béranger n'est pas de ces hommes ordinaires, dont il est facile d'ébranler la résolution; il persista à vouloir se retirer; et l'Assemblée, n'ayant aucun droit de lui faire violence, dut renoncer à le voir siéger dans son sein. Des acclamations de joie l'avaient porté à la Constituante, des manifestations universelles de regret le suivirent dans sa retraite.

DUVIVIER (le général FRANCIADÉ-FLEURUS) était le Paul-Louis Courier de l'armée; le peuple l'avait décoré du titre de *général à pamphlets*. Il s'était aussi beaucoup occupé d'études socialistes; et de belles pages, publiées à sa mort, ont prouvé qu'il les avait approfondies avec fruit. Triste victime de l'absurde milieu où nous vivons, il est tombé en défendant l'ordre au milieu d'une guerre sociale.

SCHMIDT, le prétendu ouvrier, nom à rayer de ce livre comme preuve du danger qu'il y a à tromper le peuple et de la promptitude qu'il met à frapper ceux qui ont abusé de sa bonne foi.

Nous avons à compléter maintenant les notices de 8 représentants de la Seine qui ont opté pour d'autres départements.

BASTIDE (JULES), né à Paris le 1^{er} frimaire an ix, avait été avocat avant d'entreprendre le commerce de bois en société avec son ami Charles Thomas. Fondateur du *National*, où il soutint, avec Armand Marrast, le pouvoir déchu dans la question des fortifications de Paris, il dut quitter cette feuille par amour pour les rêveries religieuses de l'école de Buchez, avec qui il entreprit la publication de la *Revue nationale*. A la Révolution de Février, il devint sous-secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères, sous M. de Lamartine, auquel il a succédé comme ministre de ce département, poste qu'il occupe aujourd'hui avec bien peu d'éclat et comme un des plus pâles satellites du général Cavaignac. Il brille encore moins comme orateur à l'Assemblée nationale, où il a été appelé simultanément par le département de Seine-et-Marne, à une majorité de 21,103 voix, le sixième sur la liste des neuf élus, par celui de la Seine, à une majorité de 110,228, le trentième sur la liste des trente-quatre, et, enfin, par celui de Saône-et-Loire, à une majorité de 70,163, le douzième sur la liste des quatorze. Il a opté pour le premier de ces départements. C'est, au reste, un homme de bien, d'un caractère très honorable, mais fort peu énergique.

BETHMONT a fait de sérieuses études en économie politique. Une diction pure et facile, une parole fleurie et entraînante, sont les caractères distinctifs de son talent oratoire. Nommé, depuis la Révolution de Février, ministre du commerce et de l'agriculture, il a fait preuve dans ces fonctions d'une rare intelligence, et s'y est distingué par des vues utiles et désintéressées. Ce portefeuille ayant passé entre les mains du citoyen Flocon, la manière dont on offrit à M. Bethmont celui des cultes, lui imposait, au nom de sa dignité et de sa valeur, l'obligation de décliner cette distinction ; on avait eu l'air de se gêner pour lui trouver une place. Il n'a pas fait un long séjour au ministère de la justice, où il avait été appelé, après la démission de M. Crémieux, donnée à la suite du premier vote de l'Assemblée nationale concernant M. Louis Blanc ; mais partout il a su se faire chérir et regretter. Il est redevenu simple représentant du peuple. Appelé à la Constituante par trois départements : la Seine, la Charente-Inférieure et l'Indre ; dans le premier par 189,252 suffrages, le dixième sur la liste des trente-quatre élus ; dans le second par 102,992, le deuxième sur la liste des douze ; dans le troisième, enfin, par 40,544, le deuxième sur la liste des sept, il a opté pour ce dernier département dont il est originaire.

CAVAIGNAC (le général LOUIS-EUGÈNE), né à Paris le 15 décembre 1802, était général de brigade à la Révolution de Février. Un des premiers actes du Gouvernement provisoire fut de l'élever au grade de général de division, en lui confiant le gouvernement de l'Algérie. Plusieurs fois on lui offrit le portefeuille de la guerre, mais il s'obstina longtemps à le refuser. Il ne finit par l'accepter que lorsque le Gouvernement provisoire eut cédé la place à une commission du pouvoir exécutif, composée de cinq membres. On sait par quelles mesures rigoureuses il a réussi à vaincre la terrible insurrection de juin, au bruit de laquelle il a été nommé président du ministère et chef du pouvoir exécutif. L'état de siège imposé à la capitale vient d'être levé au moment où nous écrivons ; mais des milliers de vaincus, longtemps enfermés dans les casernes des forts détachés, ont été condamnés, sans débat contradictoire, et dirigés sur les ports de l'Océan, en attendant leur transportation ; les chefs ont été ou seront jugés par des commissions militaires ; quelques-uns, la peine de mort pour délit politique ayant été abolie, ont été condamnés, comme des malfaiteurs, aux travaux forcés ; des familles entières sont dans la désolation ; des femmes et des enfants meurent de faim, privés de leurs soutiens ; des feuilles publiques enfin ont été suspendues ou supprimées.

Le moment n'est pas venu de juger les actes de l'Assemblée nationale et du général Cavaignac dans cette douloureuse circonstance. Une faible partie de l'opinion approuve ces mesures ; une plus forte portion les déclare trop rigoureuses, demande que les procès des transportés, parmi lesquels on a reconnu beaucoup d'innocents, soient révisés, qu'on n'éloigne pas ces malheureux de la France, ou du moins qu'on les dirige vers l'Algérie. On penche généralement, enfin, pour un grand acte d'amnistie nationale, le crime d'un grand nombre ne devant être imputé qu'à la faim.

La popularité beaucoup trop rapide du général Cavaignac, l'engouement de la bourgeoisie pour tous ses actes sans exception, s'est usé à cette rude épreuve. Si la nation eût été appelée, il y a trois mois, à élire le président de la République, pas de doute qu'une immense majorité se fût prononcée en sa faveur. Aujourd'hui il est à peu près certain qu'il échouera dans cette grande lutte électorale. Les popularités les plus solidement assises s'usent vite en ce temps de troubles.

Le général Cavaignac a été appelé à l'Assemblée nationale par 144,187 suffrages de la Seine, le quatorzième sur la liste des trente-quatre élus, entre Vavin et Berger, deux anciens dynas-

tiques, et par plus de 44,000 suffrages du Lot, le second sur la liste des sept, immédiatement après le citoyen Lucien Murat, le fils de l'ex-roi de Naples. Il a opté pour ce dernier département qui a vu naître sa famille. Il avait refusé précédemment la candidature de l'Algérie.

CRÉMIEUX (ISAAC-ADOLPHE) osa le premier, devant la Cour d'assises de Nîmes, attaquer l'infâme Trestaillons, qui répandait impunément la terreur dans le Midi. « La loi, s'écriait-il, punit celui qui calomnie, mais cette loi ne peut être invoquée par Trestaillons. De quoi se plaint, en effet, cet homme? On l'a appelé, dit-il voleur de récoltes...., mais celui qui l'appellerait pillard, assassin, ne le calomnierait pas. N'est-ce pas ce tigre, altéré de sang, dont le surnom même est un sujet d'effroi? Je réclame un jugement d'indignation contre lui. »

Le président lui-même frémit, et invita l'avocat à la prudence : « Non, non, reprit Crémieux, je ne ferai pas à cet infâme l'honneur de discuter avec lui. L'accès des tribunaux doit lui être fermé, à moins qu'il n'y soit traîné entre deux gendarmes, pour venir rendre compte de ses forfaits. »

En ce moment, Trestaillons apparaît, menaçant, dans l'auditoire : « Et je souffrirais sa présence dans cette enceinte sacrée? ajoute Crémieux. Magistrats, je le dénonce; j'ai dans mes mains, et je dépose sur le bureau une plainte en assassinat... Le monstre a tué sept personnes dans une seule famille, je le dénonce. »

Trestaillons, piqué au vif, quitta l'audience en murmurant, et le courageux avocat gagna son procès.

Trois jeunes gens sont traduits aux assises pour avoir chanté publiquement la *Marseillaise* : « Ce n'est pas sans une profonde amertume, dit M^e Crémieux, que je vois sur ces banes trois citoyens qui ont chanté la *Marseillaise*. Je le déclare hautement, la *Marseillaise* est un des plus beaux chants que l'histoire politique des nations ait recueillis. Les anciens auraient élevé des autels au poète, au musicien.... Rouget de l'Isle traîne, dans un coin ignoré, une obscure et chétive existence. Je n'ai pas le courage de défendre ces trois jeunes gens. Permettez-moi, permettez-moi de croire que vous n'aurez pas le courage de les condamner. Où allons-nous, grand Dieu? Et quel peuple sommes-nous? Rappelez-vous donc que la *Marseillaise*, avec son cri : *Aux armes, citoyens!* a soulevé tout un peuple de héros. Vous accusez la *Marseillaise*? Vous ne l'avez donc pas lue? Vous n'avez donc pas du sang français dans les veines? Vous appelez ce chant criminel; dites admirable, dites sublime.

Berçons nos enfants aux nobles accents de la *Marseillaise* ! »

L'avocat, d'une voix profondément émue, lut, au milieu du silence, les stances immortelles; l'entraînement devint alors général, et les accusés furent immédiatement acquittés.

Député depuis 1842, M. Crémieux vota toujours avec l'extrême gauche. Il a été l'un des plus infatigables promoteurs des banquets réformistes.

Appelé à l'Assemblée nationale par la Seine et par l'Indre-et-Loire, il a opté pour ce dernier département.

(Voir, outre les premières élections de la Seine ci-dessus, celles d'*Indre-et-Loire*, page 277.)

DUPONT (de l'Eure), ayant été élu par 245,983 voix dans le département de la Seine, le 2^e sur la liste des 34, et par 99,023 voix dans celui de l'Eure, le 1^{er} sur la liste des 11, a opté pour son pays natal. C'est par erreur que nous n'avons porté le nombre des députés de ce dernier département qu'à 10 au lieu de 11 (*Voir l'Eure*, page 201).

Quand la commission du Gouvernement provisoire qu'il avait présidé avec tant de dignité, malgré son grand âge, a cédé la place à la commission du Pouvoir exécutif, Dupont (de l'Eure), que l'Assemblée nationale n'a pas cru devoir honorer de ses votes, est rentré, sans regrets, dans les rangs des simples représentants du peuple. Pendant sa courte résidence au Luxembourg, il s'était fait remarquer par sa frugalité et sa modestie, au milieu du faste de quelques-uns de ses collègues.

MARRAST (ARMAND), né à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), en 1804, perdit, de bonne heure, son père, avocat dans cette ville, et suivit sa mère, qui alla fonder un pensionnat de demoiselles à Saint-Sever (Landes). Il dut son éducation à la bienveillance d'un abbé Lodes. A 18 ans, il professait au collège de Saint-Sever. Il fut signalé à Germain Sarrut, aujourd'hui son collègue à l'Assemblée nationale, et alors directeur du collège de Pont-Levoy, qui se l'attacha comme professeur de quatrième, et l'appela, plus tard, à Paris.

Sous le patronage du général Lamarque, il y fut bientôt en rapport avec Kératry, Laromiguière, et autres coryphées du parti libéral. Il devint maître d'études au collège Louis le Grand. C'était alors, dit-on, un catholique fervent; mais, ayant pris la parole aux obsèques de Manuel, il perdit sa modeste place, se fit recevoir docteur ès-lettres, et fit, trois ans, l'éducation des fils d'Aguado.

Après avoir pris une part plus bruyante qu'active à la révolution de Juillet, il fut mal accueilli par les vainqueurs pour avoir critiqué les leçons de philosophie de Cousin. On lui refusa l'entrée du Conseil d'État; il ne put être admis, assure-t-on, comme lecteur à la cour du roi-citoyen; Casimir Périer déclara que, tant qu'il serait au pouvoir, Marrast n'obtiendrait rien; on le trouvait trop empressé pour l'accueillir; il revint donc à ses recherches sur l'orthographe, dans la Société grammaticale, et se glissa dans la *Tribune*, d'abord comme modeste rédacteur d'un feuilleton de théâtres, puis comme chargé de quelques articles de fond, quand la prison et la mort eurent décimé ses rédacteurs.

Il dénonça les tripotages de 700,000 fusils anglais, achetés par le préfet de police Gisquet, et alla conquérir six mois de prison sur les bancs de la cour d'assises; mais, à peine sous les verroux, il sollicita et obtint les douceurs d'une maison de santé. Instigateur le plus chaud du mouvement d'avril, il ne se compromit pas dans la rue et fut arrêté, quelques jours après, par hasard, à la campagne, chez un ami; on croyait s'emparer d'André Marchais, un des préfets de la Révolution de Février. Devant la Cour des pairs, il se posa de façon à faire prévoir son avenir. Condamné, il s'échappa de Sainte-Pélagie; et le républicain, frappé de mort civile, épousa, en Angleterre, la petite-fille naturelle du dernier roi, miss Fitz-Clarence. Puis, il passa en Espagne et prit part au soulèvement de Barcelone. Forcé de se réfugier sous le drapeau tricolore, il rentra en France, quoique non grâcié, et séjourna successivement à Perpignan, à Toulouse, à Paris, sans que la police l'inquiât.

Admis dans la rédaction du *National*, il y eut d'abord Bastide pour collaborateur, et défendit les forts détachés de M. Thiers.

En Février 1848, à l'issue du massacre du boulevard des Capucines, il rejeta, avec Lagrange, le peuple armé dans la rue et fut le promoteur de la journée du 24. Toutefois, il ne parut pas, dans le principe, fort pressé de prendre part aux fonctions nouvelles, laissant les hommes s'user autour de lui, et ne montant que pas à pas. Il se porte à la liste civile, puis à l'Hôtel-de-Ville; la préfecture de la Seine disparaît dans la tourmente, avec le conseil général du département et le conseil municipal de Paris; et Marrast, sous la république, devient maire-autocrate de la capitale.

A la journée d'avril, il se montre habile; à la journée de mai, il manque d'initiative; mais, le lendemain, il vise déjà à la présidence de la République, c'était trop se hâter; le voilà déjà qui s'affaisse sous l'influence du général Cavaignac, qui maintenant

s'affaisse lui-même, à son tour, sous une autre influence naissante; la commission départementale et municipale renait, avec plusieurs de ses anciens noms; la préfecture de la Seine est réédifiée au profit de Trouvé-Chauvel; Marrast n'est plus que le président rééligible et réélu de l'Assemblée nationale, à laquelle il a été appelé par les quatre départements de la Seine, de la Sarthe, des Basses-Pyrénées, de la Haute-Garonne. Il a opté pour ce dernier.

PAGNERRE, depuis que son article a été écrit, est devenu successivement directeur du comptoir national d'escompte, fonctions gratuites, maire du 10^e arrondissement, secrétaire-général de la Commission du Pouvoir exécutif, avec voix délibérative, places qu'il a perdues ou quittées à la chute de la Commission du Pouvoir exécutif.

Élu, aux premières lueurs de la République, par 136,117 voix, dans la Seine, le 16^e sur la liste des 34, et, dans Seine-et-Oise, par 55,612, le 9^e sur celle des 12, il a opté pour ce dernier département, dont il est originaire.

RECURT a figuré dans les luttes de la Restauration et du gouvernement de Louis-Philippe; il a même été, plus d'une fois, dit-on, condamné pour délits politiques. Il prenait une part active à la rédaction de la *Réforme*, dans les derniers temps du règne déchu, ce qui ne l'empêche pas d'être au mieux avec les hommes du *National*. Aussi, sous Cavaignac, comme sous Lamartine, l'a-t-on vu, quittant les fonctions d'adjoint au maire de Paris, passer successivement au ministère de l'intérieur et à celui des travaux publics, n'ayant fait preuve de grande capacité, ni de grande activité, dans l'un ni dans l'autre. Il a cédé ce dernier portefeuille à M. Vivien, et vient d'être nommé préfet de la Seine, en remplacement de M. Trouvé-Chauvel, qui a accepté le portefeuille des finances. C'est, du reste, un bon patriote, un brave homme, un honnête homme, mais rien de plus. Le département de la Seine lui avait accordé 118,075 suffrages, et il figurait le 28^e sur la liste de ses 34 élus. Celui des Hautes-Pyrénées, dont il est originaire, et pour lequel il a opté, lui en a apporté 23,987, en l'inscrivant le 3^e sur la liste de ses 6 représentants.

Récapitulant ce qui précède, nous trouverons que, sur les 34 représentants primitifs de la Seine, 25, dont nous avons complété les notices, sont restés à leur poste. 1 a donné sa démission, 1 est mort, 1 a vu annuler sa nomination, et 8 ont opté pour divers autres départements. Restaient donc 11 élections à faire, sans compter la réélection de Caussidière, dont nous avons déjà parlé. Le 4 juin et le 17 septembre 1848 ont vu compléter le personnel de cette députation comme suit :

BOISSEL.

M. Boissel, né en 1795, compte d'honorables services comme pharmacien militaire et civil; il a rempli les fonctions d'adjoint au maire du 12^e arrondissement, et est chevalier de la Légion-d'Honneur. Nommé député, en 1841, à la mort de M. Cochin, il alla s'asseoir sur les bancs de la gauche, et défendit courageusement nos libertés en toutes circonstances. C'est un homme estimé des divers partis, plein de zèle pour la chose publique et de désintéressement. Il n'est pas orateur, mais, instruit dans la science administrative, il a souvent parlé sur des sujets d'intérêt local.

Promoteur du banquet réformiste du 12^e arrondissement, d'où est sortie la Révolution de Février, il a été appelé à l'Assemblée nationale par 77,243 suffrages.

BONAPARTE (LOUIS-NAPOLÉON).

Né à Paris le 20 avril 1808, il est le second fils de Louis-Napoléon Bonaparte, l'ex-roi si regretté de la Hollande, le frère de l'Empereur, et d'Hortense-Eugénie de Beauharnais, la fille de l'Impératrice Joséphine. Il fut baptisé en 1811, à Fontainebleau, par son oncle le cardinal Fesch; l'Empereur et l'Impératrice tinrent l'enfant royal sur les fonts baptismaux.

La reine Hortense imprima à l'éducation de ses fils une direction grave et sévère. Quoique Louis-Napoléon parût alors destiné à régner sur la France, il fut élevé sans mollesse et comme un enfant du peuple. L'Impératrice Joséphine l'aimait beaucoup. Son premier professeur fut l'helléniste Hase, qui lui apprit les langues anciennes.

Au retour de la campagne de Waterloo, quand l'Empereur vint à la Malmaison faire ses adieux à la reine Hortense et l'embrasser pour la dernière fois, il fallut arracher Louis des bras de son oncle; il criait, en pleurant, qu'il voulait aller tirer le canon; comme le roi de Rome, il repoussait l'exil de toutes ses forces, et demandait, avec instance, à rester en France. Sa mère eut toutes les peines du monde à le calmer; il partit, enfin, avec elle, emportant, au fond de son cœur, l'image ineffaçable de la patrie absente.

La reine Hortense ne put se résoudre à confier la première éducation de son fils à des mains étrangères. Leur nouvelle existence sur la terre d'exil acheva de développer les dispositions précoces

de son esprit et l'énergie naissante de son caractère. Il fut confirmé dans la cathédrale d'Augsbourg, première étape de leur proscription, par l'évêque de cette ville, en présence du prince Eugène, son oncle, avec lequel on remarquait déjà sa ressemblance frappante, au physique et au moral.

Tout en fortifiant son corps par de fréquents exercices gymnastiques, on cherchait à nourrir son esprit de l'instruction la plus solide. Un fils de conventionnel, M. Philippe Lebas, maître de conférences à l'École normale supérieure de Paris, fut chargé, sous les yeux de sa mère, de la direction de ses études classiques. Il suivait, en outre, les cours de l'Université d'Augsbourg, et ce fut en allemand qu'il fit ses humanités latines et grecques. Les langues vivantes les plus usuelles commençaient déjà à lui être familières.

Cependant, malgré la vive opposition des Bourbons et de la Sainte-Alliance, la reine Hortense avait obtenu de fixer sa résidence dans le canton suisse de Turgovie, sur les bords du lac de Constance. Justice doit être rendue aux autorités de ce canton, qui ne se laissèrent pas intimider par les persécuteurs de la famille du grand homme. Le neveu de Napoléon passait ses étés au château d'Arenenberg, charmante création de sa mère, situé sur une colline qui domine le lac. Il profitait du voisinage de Constance pour se former aux exercices militaires dans les rangs du régiment badois en garnison dans cette ville, et suivait, de plus, un cours de physique et de chimie, sous M. Gastard, Français fort distingué, qui dirigeait une manufacture aux environs.

Plus tard, il fut admis au camp de Thun, que la Suisse asseoit, chaque année, dans le canton de Berne, pour l'instruction de ses officiers du génie et d'artillerie, sous le commandement du général Dufour, ancien colonel de la Grande-Armée, devenu récemment célèbre par sa prompte soumission du Sunderbund. Là, on le voyait se mêler à toutes les manœuvres, franchir les glaciers, le sac sur le dos, la brouette ou le compas à la main, mangeant, comme les autres, son pain de munition, couchant sous la tente au pied des grands pics, et poussant, parfois, jusqu'à dix ou douze lieues par jour, ses reconnaissances militaires dans les montagnes. Un goût décidé pour l'artillerie dominait cette jeune intelligence, comme jadis celle de l'Empereur; et c'est vers cette science que déjà il dirigeait de préférence ses études.

Tout à coup le bruit de la Révolution de Juillet arrive au camp helvétique. Louis-Napoléon salue le triomphe du peuple parisien avec tout l'enthousiasme d'un cœur patriote. Ses camarades,

que sa joie électrise, célèbrent, avec lui, la réhabilitation de la France dans l'estime de l'Europe, et le retour sur les rives de la Seine du drapeau illustré par l'Empereur. Qui eût osé soupçonner alors que la famille du grand homme serait, de nouveau, refoulée dans l'exil par un gouvernement né de l'insurrection nationale ?

Le fils de la reine Hortense, déçu dans son espoir de revoir le sol natal, tourna ses regards vers la péninsule italique, où l'on ne peut faire un pas sans heurter quelques vestiges des victoires de son oncle, et où la Révolution de Juillet venait d'avoir son contre-coup de réveil populaire. L'Italie crut, un moment, que l'heure de son indépendance allait sonner ; mais, comme aujourd'hui, elle avait vainement compté sur la solidarité des principes proclamés sur les barricades de Paris.

Louis-Napoléon passait l'hiver de 1830 à Rome, avec sa mère. L'ardente sympathie des patriotes italiens pour le sang de l'Empereur excitait les alarmes du gouvernement papal. Son neveu, menacé dans sa liberté, fut obligé de se soustraire aux embûches de la police romaine. Il alla rejoindre, à Florence, son frère aîné, qui, depuis longtemps, se livrait, dans cette ville, à des études philosophiques.

Bientôt une insurrection terrible éclate dans la Romagne ; un seul vœu s'échappe de tous les cœurs, l'anéantissement complet de la domination autrichienne en Italie ; l'unité nationale est le seul but de tous les patriotes ; et les neveux de Napoléon répondent, avec transport, à l'appel des indépendants. Par malheur, l'impéritie et les temporisations diplomatiques des chefs paralysèrent l'action révolutionnaire.

A Forlì, l'aîné des deux enfants royaux, succombant aux fatigues de la campagne, et atteint subitement d'une maladie mortelle, expire dans les bras de son frère, atterré par cette perte rapide. Malgré son inconsolable douleur, Louis ne cède le terrain qu'après une résistance héroïque. La retraite s'opère sur Ancône. Les indépendants, abandonnés par la politique sans cœur de Louis-Philippe, se voient forcés de cesser une lutte inégale et désormais inutile. Il ne s'agit maintenant, pour les plus compromis, que de se soustraire aux poursuites combinées des gouvernements de Vienne et de Rome. Plusieurs sont pris et impitoyablement traités. Le neveu de l'Empereur, que, sur le bruit des dangers qui menaçaient sa tête, sa courageuse mère était allée rejoindre à Ancône, venait d'y tomber malade, à son tour, de fatigue, d'accablement et de sa double désolation de patriote et de frère.

Sur ces entrefaites, l'armée autrichienne s'empare de la place. Il faut toute la présence d'esprit, toute la force d'âme de la reine Hortense pour sauver le seul fils qui lui reste. Elle fait courir le bruit qu'il s'est réfugié en Grèce. Quoique logée tout près du commandant des troupes ennemies, elle parvient, au milieu de mortelles angoisses, à dérober son cher malade à tous les yeux. Enfin, à la faveur d'un déguisement, au moyen d'un passeport anglais, elle lui fait traverser, non sans courir bien des risques, une grande partie de la Péninsule, et, pour le ramener plus aisément dans sa retraite en Suisse, elle ne craint pas de braver la loi de proscription qui interdit le sol de la France à la famille de l'Empereur.

Voilà donc les deux exilés au sein de Paris, dans cette capitale, jadis si brillante, de Napoléon, forcés de se cacher en présence de ce drapeau tricolore qu'il illustra par tant de victoires. Une lettre de la reine Hortense au roi Louis-Philippe lui annonce son arrivée, avec son fils, au moment même où, dans le conseil, le général Sébastiani apporte la nouvelle que les proscrits ont débarqué à Malte. On était au 20 mars, anniversaire du retour de l'Empereur de l'île d'Elbe. Les manifestations du peuple au pied de la colonne inspiraient de grandes terreurs aux Bourbons de la branche cadette. Tout leur semblait perdu si l'arrivée du neveu du grand homme transpirait dans les masses qui avaient pris un si vif intérêt à son expédition d'Italie. Il logeait, avec sa mère, rue de la Paix, à deux pas de la Colonne. Le bonheur de revoir sa patrie, après une si longue absence, avait gravement altéré sa santé, déjà chancelante.

En proie aux accès d'une fièvre ardente, tout couvert de sangsues, gardé, jour et nuit, par sa mère, il reçoit la sommation impérieuse d'avoir à quitter Paris et la France sur-le-champ. Aussitôt il écrit à Louis-Philippe une lettre pleine de dignité, dans laquelle il revendique noblement ses droits de citoyen français, dont il a été dépouillé par la Restauration et que ne peut lui refuser, sans injustice, un gouvernement qu'abrite le drapeau tricolore. Reconnaisant le roi pour *le représentant de la grande nation*, il sollicite l'honneur de servir dans les rangs de ses concitoyens, s'enorgueillit d'avoir combattu en Italie pour l'indépendance d'un peuple allié, et demande à mourir, un jour, en défendant sa patrie. Cette lettre, qui certes n'était pas celle d'un prétendant, ne reçut pas même de réponse; et les deux exilés durent prendre la route de Londres.

Le voyage du neveu de l'Empereur en Angleterre fut utile à son instruction; il visita les principaux centres industriels et

scientifiques de la Grande-Bretagne; le peuple et l'aristocratie lui témoignèrent de vives sympathies; mais lui, déclinant tous les honneurs de l'hospitalité qu'on lui destine, n'accepte aucune invitation par respect pour la mémoire de son oncle. Cependant, la reine Hortense avait hâte de rentrer dans sa retraite de Turgovie; elle venait de recevoir des passeports pour traverser la France et n'attendait plus qu'une lettre de M. d'Houdetot pour savoir, s'il lui serait permis de passer par Paris. Cette lettre n'arrivant pas, un jour son fils lui dit : « Si nous allons à Paris et que je voie sabrer le peuple, je me mettrai de son côté. » La reine, à ces mots, prend son parti, s'embarque, tourne la capitale, traverse la France et ne s'arrête plus qu'à Arenenberg.

En 1832, Louis-Napoléon publia, sous le titre de *Considérations politiques et littéraires sur la Suisse*, un livre remarquable, qui lui fit déférer le titre honorifique de citoyen de la République helvétique, faveur qu'en d'autres temps, elle avait accordée au maréchal Ney et au prince de Metternich. Au mois de mai 1834, il était nommé capitaine d'artillerie au régiment de Berne; en 1835, il publiait son *Manuel d'artillerie*, un des meilleurs ouvrages qui existent sur la matière. Déjà, en 1832, il avait fait paraître un opuscule très piquant, intitulé *Réveries politiques*.

Le fils de la reine Hortense voyait beaucoup d'officiers français, entre autres le colonel d'artillerie Vaudrey, à l'aide duquel il tenta, sur Strasbourg, l'entreprise du 30 octobre 1836. On connaît le résultat de cette tentative. Le neveu de l'Empereur ne voulut pas que le sang coulât, il temporisa; la partie, bien autrement engagée qu'on ne l'a dit, fut perdue. Il fut fait prisonnier, conduit à Paris, puis embarqué, malgré lui, à bord de la frégate *l'Andromède*, qui le transporta à New-York.

A peine débarqué aux États-Unis, et s'apprêtant à visiter l'Amérique septentrionale, il apprend que sa mère est dangereusement malade; rien ne l'arrête, il n'a que le temps de revenir, en toute hâte, en Europe, et reçoit le dernier soupir de cette mère bien-aimée deux mois après son arrivée à Arenenberg.

Son retour en Suisse, aux portes de la France, inquiète le gouvernement de Louis-Philippe. Le fils du maréchal Lannes, de cet ami fidèle de Napoléon, M. de Montebello, qui doit devenir, un jour, le dernier ministre de la marine du roi-citoyen, a le triste courage de se faire l'écho servile du système, et signifie, avec menaces, aux autorités fédérales, l'injonction d'avoir à expulser sur-le-champ Louis-Napoléon du territoire helvétique. Les autorités résistent avec courage, et il faut que ce soit le

proscrit lui-même qui, pour épargner de graves embarras à sa patrie adoptive, si généreuse et si hospitalière, se décide, de son propre mouvement, à quitter la Suisse et à venir spontanément chercher, pour la seconde fois, un asile en Angleterre, en traversant l'Allemagne.

C'est à Londres qu'il écrivit, dans le courant de 1839, ses *Idées Napoléoniennes*, si mal comprises ou si systématiquement attaquées par quelques-uns, si goûtées et si applaudies par le plus grand nombre. C'est là aussi qu'il prépara la publication du journal *le Capitole*, qui vit bientôt le jour à Paris,

Ici se place l'acte le plus important peut-être de sa vie. Imbu des principes démocratiques qui avaient toujours germé dans son cœur et qu'y avait développés l'exemple des peuples libres au milieu desquels il avait vécu, il songea, non à conquérir la France, mais à la délivrer. Ses communications fréquentes avec les principaux chefs de l'armée, des sympathies que ses partisans nombreux lui présentaient sous l'aspect le plus favorable, l'appui immense qu'on lui promettait dans les populations, enflammèrent son ardeur, et il résolut, aux dépens de sa vie, de tenter une seconde entreprise, dont, au reste, il ne se dissimulait ni les dangers ni la témérité. Grâce à la situation de la capitale de l'Angleterre et aux relations journalières établies entre Londres et Paris, il se trouvait au courant de ce qui se passait au delà du détroit; et, depuis longtemps, il nourrissait, en silence, le projet de son expédition de Boulogne.

La faible troupe qui devait suivre l'impétueux jeune homme et qui se composait d'une poignée d'amis et de serviteurs dévoués, parmi lesquels on remarquait le brave général Montholon, le compagnon d'exil de Napoléon à Sainte-Hélène, s'embarqua par petits détachements le long de la Tamise. Elle montait le bateau à vapeur *le Château d'Edimbourg*, frété par Louis-Napoléon. Pendant la journée du 3 août, le steamer louvoya en vue des côtes d'Angleterre. Ce ne fut que la nuit suivante qu'il se dirigea vers les côtes de France, où il arriva à une heure du matin. Le débarquement eut lieu à Vimereux, petit port, situé à une lieue de Boulogne. Tel n'était pas le but de l'expédition; Louis-Napoléon était attendu à Saint-Omer; mais, des vents contraires lui ayant fait perdre un temps précieux, il donna ordre de toucher à Vimereux, en s'écriant : « N'importe ! c'est toujours la France. »

Le premier poste de douaniers fut surpris et enlevé; et l'on marcha sur Boulogne. La troupe expéditionnaire, composée d'une soixantaine d'hommes, se dirigeait vers la haute ville,

où se trouve la citadelle. Tout allait, d'abord, à souhait, l'éveil était donné, une foule d'hommes du peuple et de soldats criaient : « Vive Louis-Napoléon ! » quand une rixe engagée entre des militaires de différents corps, au sujet d'un officier, vint ruiner subitement les chances de l'expédition.

Les hommes qui s'étaient associés à cette entreprise hardie, voulaient forcer leur chef à la retraite ; mais lui résistait à toutes leurs prières, décidé qu'il était, disait-il, à mourir sur cette terre de France d'où il se voyait exilé depuis si longtemps. En dépit de sa vigoureuse opposition, ils l'entraînèrent vers le rivage. Malheureusement il était trop tard ; à peine les fugitifs se furent-ils jetés dans un canot, espérant pouvoir regagner le *Château d'Edimbourg*, mouillé à un quart de lieue, que la garde nationale fit feu. Louis-Napoléon reçut, pour sa part, trois balles, dont deux n'atteignirent que ses vêtements ; la troisième lui fit une contusion au bras. La barque chavira ; tous ceux qui la montaient, tombèrent à la mer ; la garde nationale continua à tirer sur les naufragés qui se débattaient dans les flots ; et l'un d'eux fut tué presque à bout portant.

Enfin Louis-Napoléon est pris avec cinquante-quatre hommes de sa suite. On les enferme, d'abord, dans la citadelle de Boulogne, puis on les transfère au château du Ham, et de là à Paris, où ils sont jugés et condamnés, Louis-Napoléon, à un emprisonnement perpétuel ; le jeune officier d'infanterie Aldenize, à la déportation ; le général Montholon, qui avait reporté sur le neveu tout l'amour qu'il avait voué à l'oncle, à vingt ans de détention ; et les autres, à quinze et cinq années. La Chambre était en minorité ; plus de la moitié des pairs n'avait pas pris part au jugement ; et les 131 qui avaient signé l'arrêt, étaient, presque tous, des comtes, des barons, des conseillers de l'Empire. Ils condamnaient le fils adoptif, l'héritier de celui auquel ils devaient leur nom, leurs titres, leurs honneurs et leurs emplois.

La contenance de l'accusé devant la Cour des pairs avait été digne et résolue. Condamné, il reprit, sans laisser échapper un murmure, la route du château du Ham, préférant, disait-il, une prison en France à la liberté et à l'exil sur la terre étrangère. Le général Montholon sollicita et obtint la faveur de partager sa captivité. Sous les verroux, Louis-Napoléon écrivit trois brochures, l'une intitulée *Fragments historiques*, l'autre *Analyse de la question des sucres*, la troisième sur *l'Extinction du paupérisme*. Celle-ci révèle les sympathies les plus éminemment socialistes.

Quand les restes mortels de l'Empereur, exhumés du roc de Sainte-Hélène, prirent la route de Paris, Louis-Napoléon et Montholon sollicitèrent en vain la faveur d'assister à ce grand acte de réparation nationale, s'engageant sur l'honneur à reprendre, immédiatement après la cérémonie, la route de leur prison. Plus tard, en 1845, Louis écrivait à M. Duchâtel, ministre de l'intérieur : « Mon père, dont la santé et l'âge réclament les soins d'un fils, a demandé au gouvernement qu'il me fût permis de me rendre auprès de lui. Ses démarches sont restées sans résultat. Le gouvernement, m'écrit-on, exige de moi une garantie formelle. Dans cette circonstance, ma résolution ne saurait être douteuse ; je dois faire tout ce qui est compatible avec mon honneur pour pouvoir offrir à mon père les consolations qu'il mérite à tant de titres. Je viens donc vous déclarer que, si le gouvernement français consent à me permettre d'aller à Florence remplir un devoir sacré, je m'engage sur l'honneur à revenir me constituer prisonnier, dès que le gouvernement m'en témoignera le désir. »

Louis-Napoléon offrait son honneur en échange de quelques jours de liberté. On lui fit l'affront, à lui, le neveu de l'Empereur, de douter de l'un, en lui refusant l'autre. Alors, malgré lui, il se vit contraint d'avoir recours à la ruse, et ce fut en prenant les habits d'un ouvrier qui travaillait à quelques réparations dans le fort, qu'il parvint à échapper à ses géoliers.

Libre, Louis-Napoléon revint à ses études favorites et publia un volume de *Mélanges* et 3 volumes sur le *Passé et l'avenir de l'artillerie*, deux œuvres remarquables d'histoire, de logique et de stratégie, qui ne peuvent manquer d'accroître la réputation littéraire et scientifique de leur auteur.

A peine eut-on appris à Londres que la Révolution de Février avait proclamé la République française, qu'il s'empressa d'accourir pour mettre son épée au service de la patrie ; mais le Gouvernement provisoire jugea prudent de l'inviter à s'éloigner, et il partit, encore une fois, pour attendre, sur la terre d'exil, le moment où la France croirait devoir l'appeler dans son sein, et où il pourrait, sans danger pour elle, se consacrer, tout entier, à son service.

Aux élections complémentaires du 4 juin, quatre départements, la Seine, l'Yonne, la Charente-Inférieure et la Corse lui ont ouvert les portes de l'Assemblée nationale, le premier par 84,000 voix, le second par 26,000 ; dans le quatrième, sur 37,197 votants, il a obtenu 35,408 suffrages.

Cette quadruple élection, au lieu d'éclairer la commission

exécutive sur ses fautes nombreuses, ne fit qu'enflammer sa colère. Loin de rendre hommage au grand principe de la souveraineté nationale, principe qui leur avait donné l'existence à tous, ces hommes d'État, oubliant, d'un seul coup, et leur origine et le droit du pays, s'épuisèrent en manœuvres misérables pour faire annuler l'élection qui les désolait. Une trame fut ourdie; une comédie fut jouée. A l'aide d'une calomnie, sous le prétexte d'un triple assassinat, Lamartine essaya de surprendre à l'Assemblée un décret de proscription contre le nouvel élu du peuple, étrange aberration d'un homme de talent qu'a toujours aveuglé une haine inexplicable pour la famille de l'Empereur.

En apprenant ce qui s'était passé à l'Assemblée, Paris s'indigna, Paris se prépara à la lutte. La Commission était pour la lutte, mais l'Assemblée était pour le droit; elle ratifia l'élection qu'on voulait lui faire annuler; elle rejeta le décret de proscription.

Honteuse de sa défaite, la Commission ne désespéra pas du succès; elle conserva le pouvoir, et s'appliqua à ourdir une nouvelle trame contre Louis-Napoléon. Ce petit complot, fruit des rancunes de la Commission exécutive, éclata au milieu du plus grand calme des esprits; tout à coup le président de l'Assemblée, le citoyen Sénard, se lève, il a la voix émue, le visage profondément altéré; il donne lecture à l'Assemblée d'une lettre par laquelle Louis-Napoléon annonce qu'il accepte les suffrages dont l'honorent les électeurs de la Seine et ceux d'autres départements. Là-dessus, grande rumeur des impuissants, nouveaux cris de mise hors la loi de l'audacieux *prétendant*.

Tout ce bruit vient de ce que le signataire de la lettre n'y a pas glissé le mot *République*! La chose y était, moins le mot. Il y avait bien là de quoi exciter, en effet, les colères de quelques nains politiques, qui ont toujours sur les lèvres le nom de la République, mais qui seraient bien confus si on leur lisait celui qu'ils ont dans le cœur.

Les proscripteurs profitent de l'émotion de l'Assemblée pour tenter, une seconde fois, de surprendre un décret de bannissement contre l'audacieux dont la popularité menace la leur. Cependant, toute décision est ajournée au lendemain.

Dans cet intervalle, Paris est informé de tout ce scandale; Paris s'en indigne; mais, ce qui augmente encore l'émotion publique, ce qui émeut surtout la grande cité, c'est d'apprendre que, par un tour de passe-passe déloyal, on a supprimé la lettre-circulaire de Louis-Napoléon aux électeurs, annexée à la première, et dans laquelle il leur dit *qu'il faut tous se ranger sous le drapeau de la République*.

Le mot, comme la chose, y était; les impuissants l'avaient tu. C'était donc une comédie qu'ils avaient jouée; c'était donc de l'indignation à froid que tous ces fiers et rudes républicains avaient déployée; il n'y avait donc rien que de factice dans ces émotions, qui semblaient si vives, quand ces hommes feignaient de trembler pour le salut de la République?...

Paris se prépara, de nouveau, à la lutte. Cette lutte, un mot pouvait la faire naître; ce mot, c'était celui de *bannissement*, il ne fut pas prononcé, il n'y eut pas même de discussion. Toute cette tempête s'évanouit, elle tourna à la confusion de ceux qui l'avaient soulevée. Louis-Napoléon apprenant, sur la terre d'exil, qu'on se servait de son nom pour faire de l'agitation dans la rue et dans l'Assemblée, se montra plus grand, plus généreux que les trembleurs qui s'effrayaient de lui, il envoya sa démission, il se condamna lui-même à l'ostracisme.

Cependant l'Assemblée nationale avait fixé les nouvelles élections au 17 septembre. Dès le 27 août, Louis-Napoléon écrivait de Londres à son oncle le général Jérôme-Napoléon Bonaparte, qui habite Paris :

« Mon cher oncle, je crois, comme vous, qu'actuellement il y a devoir pour moi à accepter le mandat de mes concitoyens, s'ils me font l'honneur de m'accorder leurs suffrages. Dans des circonstances qui, heureusement, ne sont plus, je n'ai pas hésité à prolonger mon exil plutôt que de laisser mon nom servir de prétexte à des agitations funestes. Aujourd'hui que l'ordre est affermi, j'espère que d'injustes préventions ne m'empêcheront plus de travailler, comme *représentant du peuple*, à l'affermissement, au bonheur et à la gloire de la République. »

Enfin, le résultat des élections est connu. Malgré ces petites intrigues, malgré la compression, peu loyale, dont certains chefs de corps ont cru devoir user envers leurs sous-officiers et soldats, sur une terre républicaine, Louis-Napoléon a obtenu 110,752 voix dans la Seine, 42,086 (sur 50,445 votants) dans l'Yonne, 17,813 dans la Moselle, 39,820 dans la Charente-Inférieure, 30,193, c'est-à-dire la presque unanimité dans la Corse, berceau de sa famille : total dans les cinq départements où il a été élu, 240,664 suffrages.

Dans la séance du 26 septembre, le neveu de l'Empereur entre dans la salle et va s'asseoir sur les bancs de la gauche, à côté de son ancien précepteur, le citoyen Vieillard, et près de ses cousins Napoléon et Pierre. A cette vue, une assez vive agitation se manifeste dans l'Assemblée. Tous les regards se tournent vers la place occupée par le nouvel élu.

Le rapporteur des élections de la Seine, de la Corse, de l'Yonne et de la Charente-Inférieure, monte à la tribune, et le nouvel élu est proclamé représentant du peuple. En ce moment, un homme, jeune encore, de petite taille, vêtu de noir, distingué dans ses manières, se lève, monte, à son tour, à la tribune et lit, d'une voix sonore, la déclaration suivante : « Citoyens, après les calomnies dont mes intentions ont été l'objet, il ne m'est pas permis de garder le silence; j'ai besoin d'exposer ici hautement et, dès le premier jour où il m'est donné de siéger parmi vous, les vrais sentiments qui m'animent et qui m'ont toujours animé.

« Après trente-trois ans d'exil, il m'est enfin permis de revoir ma patrie et de rentrer en possession de tous mes droits de citoyen. C'est la République qui m'a fait ce bonheur; que la République reçoive mon serment de reconnaissance, mon serment de dévouement, et que les généreux citoyens qui m'ont porté dans cette enceinte, soient certains que je justifierai leurs suffrages en travaillant, avec vous, au maintien de la tranquillité, ce premier besoin du pays, et au développement des institutions démocratiques auxquelles le peuple a droit !

« Longtemps je n'ai pu consacrer à la France que les méditations de l'exil et de la captivité. Aujourd'hui la carrière où vous marchez, m'est ouverte. Recevez-moi dans vos rangs, mes chers collègues, avec le même sentiment d'affection et de confiance que j'y apporte. Ma conduite, toujours inspirée par le devoir, toujours animée par le respect de la loi, prouvera, à l'encontre des passions qui ont essayé de me proscrire encore, que nul ici, plus que moi, n'est résolu à se dévouer à la défense de l'ordre et à l'affermissement de la République. »

Dans la séance du 5 octobre, il écrit au président de l'Assemblée pour lui annoncer, qu'élus dans cinq départements, il opte pour Paris, *lieu de sa naissance*. « C'est un acte de prétendant, » ont crié les feuilles hostiles. A de pareilles accusations il n'y a qu'une réponse, le silence.

Dans la séance du 9, l'Assemblée ayant décidé que le président de la République sera élu par le suffrage direct de tous les électeurs des départements français et de l'Algérie, qu'il devra être né en France, et n'avoir jamais perdu la qualité de Français, un amendement était débattu, portant qu'aucun membre des familles ayant régné sur le pays ne pourrait être nommé président ou vice-président de la République, lorsque Louis-Napoléon monte à la tribune, et s'exprime ainsi, au milieu du plus profond silence : « Citoyens représentants, je ne viens pas parler contre l'amendement; je me trouve assez récompensé

d'avoir recouvré mes droits de citoyen, pour avoir d'autre ambition. Je viens seulement protester contre les calomnies qui m'ont été prodiguées, et contre les prétentions qu'on m'attribue. Je dois aux trois cent mille électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages, de déclarer que je proteste contre ce titre de prétendant que l'on persiste à me donner. »

Quelques jours après, l'abrogation de la loi qui bannit la famille de l'Empereur, était adoptée par l'Assemblée nationale, à l'unanimité et sans la moindre discussion. Plus tard, poussé à bout par d'injustes attaques, il vient poser nettement à la tribune sa candidature à la présidence de la République. De tous les concurrents, c'est aujourd'hui celui qui a le plus de chance.

CHANGARNIER (LE GÉNÉRAL).

Agé de 50 ans, né à Château-Chinon d'une famille de gentilshommes royalistes, il a l'honneur de compter, parmi ses aïeux, l'illustre guerrier qui défendit, en 1638, avec tant de bravoure et d'éclat, la place de Saint-Jean-de-Losne. Sorti sous-lieutenant de l'École militaire de Saint-Cyr, entré, avec son grade, dans l'ex-garde royale, il passait, dans sa première jeunesse, pour un officier sans grand avenir; on prétend même que quelques peccadilles de cet âge le firent envoyer dans la ligne. Quoi qu'il en soit, il débarque, en 1830, en Afrique, avec l'épaulette de lieutenant; et ses premières campagnes sur la terre algérienne n'offrent aucun trait saillant. Connue, cependant, dès lors, pour un officier de mérite, il gagne tous ses grades à la pointe de l'épée sur divers champs de bataille. En 1836, lors de la première expédition de Constantine, il était chef de bataillon au 2^e léger. C'est là le véritable point de départ de sa fortune militaire. Il commande l'extrême arrière-garde; les premières lignes ayant fléchi, il forme sa troupe en bataillon carré et soutient seul l'attaque. Ce fait d'armes remarquable passe d'abord inaperçu. Plus tard, le maréchal Clausel, dans son rapport au ministre de la guerre, croit devoir le signaler avec éloge.

Il devient successivement colonel, général de brigade, général de division. Depuis dix-huit ans, il a pris part à presque tous les combats que nos troupes ont livrés en Afrique, et a constamment fait preuve d'habileté, d'énergie et de courage.

Il commandait Alger, lorsqu'après la Révolution de Février, y arriva la nouvelle de la proclamation de la République en France, et ce fut lui qui reçut des mains du duc d'Aumale, alors

gouverneur-général, le gouvernement provisoire de l'Algérie, en l'absence du général Cavaignac, nommé officiellement à ce poste. Il sut remplir son mandat avec tact et dignité, et maintint l'ordre dans la colonie.

Appelé en France, il ne crut pas devoir accepter le portefeuille de la guerre qui lui était offert. Nommé gouverneur-général de l'Algérie, puis général en chef de la garde nationale de Paris, il a été élu représentant du peuple par le département de la Seine, à une majorité de 103,539 voix, lors des élections du 4 juin. C'était la récompense de l'énergie qu'il avait montrée dans la matinée du 16 avril. Il a justifié ce choix par celle dont il a fait preuve dans les sanglantes journées de juin.

FOULD (ACHILLE).

Banquier israélite à Paris, membre du conseil-général du commerce, né en 1799, il est frère de M. Benoît Fould, chef de l'ancienne maison de banque Fould et Fould-Oppenheim, dont il est un des associés. Sous le règne de Louis-Philippe, il se présente aux élections de Tarbes, et, comme il est riche, très riche, on comprend, sans peine, l'influence qu'il dut exercer sur un petit arrondissement des Hautes-Pyrénées. Ajoutez-y l'espoir de quelques faveurs ministérielles, et vous concevrez que des électeurs, pleurant de tendresse à la vue de tant d'or brillant autour d'eux et de tant de places réservées à leurs parents et amis, durent concevoir le désir d'en connaître l'auteur. Il se présenta donc, et fut vu, admiré, fêté et élu.

A la Chambre, son activité parlementaire ne parcourait qu'un cercle limité, mais elle le parcourait utilement. Les haras, les remontes, les finances, les travaux publics, l'agriculture étaient les seuls objets que traitait l'honorable député; mais il les traitait parfaitement bien, mais il les éclairait, soit à la tribune, soit dans les bureaux, de toutes les lumières d'une science et d'une expérience précieuses.

C'était, sous Louis-Philippe, un conservateur. Se serait-il transformé, sous la République, en démocrate? Nous n'oserions pas le jurer. Faute de mieux, il n'est, cependant, pas impossible qu'un jour ou l'autre, il ne s'éveille ministre des finances; car, à tort ou raison, il passe pour un des meilleurs financiers d'une époque qui en produit si peu de bons. En attendant, aux élections du 17 septembre 1848, il a été appelé à l'Assemblée nationale dans la Seine par 78,191 voix, le second après Louis-Napoléon, avec 1,408 suffrages de plus que le socialiste Raspail.

GOUDCHAUX (MICHEL).

Il appartient à une famille d'honorables commerçants israélites, originaire d'un de nos départements de l'est, et dont il suit les traditions de probité et de droiture. Né à Paris en 1797, il fut, par la mort prématurée de son père, placé à la tête d'une importante maison de banque. Fixé dans la capitale depuis 1826, il ne tarda pas à prendre dans l'opposition une place, que son énergie et son dévouement rendirent bientôt éminente. Il fit partie des comités électoraux qui présidèrent à la réélection des 221 et dans lesquels la Révolution de Juillet recruta ses plus ardents champions. Il se rallia, d'abord, à la royauté nouvelle, et, après avoir siégé, quelque temps, au conseil général de la Seine, accepta le poste de payeur de la guerre à Strasbourg; dans ces fonctions, il montra beaucoup de tact, de probité, se procura, dans les villes voisines de l'Allemagne, de vastes ressources, sur sa garantie personnelle, réalisa de grandes améliorations et fit profiter le trésor de notables économies.

Cependant, il n'avait par tardé à se séparer du ministère dans les questions de l'amortissement et du remboursement de la rente 3 p. 100; il réprouvait même l'ensemble de la politique adoptée le 13 mars 1831, et, dès 1833, soutenait, à cet égard, très énergiquement, son opinion dans une polémique publique contre le ministre dont il dépendait; aussi fut-il destitué en 1834, à l'issue des événements de Lyon et de Paris.

De retour dans la capitale, il se plaça, au premier rang de l'opposition, continua, dans *le National*, la lutte qu'il avait engagée avec le gouvernement et formula, en outre, sur les chemins de fer, des idées favorables à la construction par l'État et contraires aux compagnies et à l'agiotage, idées qu'on regrette de lui avoir vu singulièrement modifier à son second avènement au ministère depuis la Révolution de Février.

Ce fut sur les instances pressantes du Gouvernement provisoire qu'il se décida, pour la première fois, à accepter le portefeuille des finances. Sa nomination fut accueillie avec joie par la Banque de France, la Bourse et les gros capitalistes. S'étant opposé, sans succès, aux assises du Luxembourg tenues par Louis Blanc, il donna sa démission. Depuis l'avènement du général Cavaignac, il a remplacé le citoyen Duclerc au ministère des finances. Son prédécesseur avait refusé de se plier aux exigences des loups-cerviers rétrogrades; M. Goudchaux leur a ouvert la porte, à deux battants, et n'a pas cessé de leur faire les

concessions les plus déplorables. Où nous mène-t-il ? Dieu le sait et nous aussi ; mais nous ne le dirons pas.

Jamais orateur plus diffus et moins français n'aborda la tribune nationale. Pour lui le mot propre est un mythe. Aux élections du 23 avril, il avait refusé longtemps de se laisser porter candidat à l'Assemblée nationale, et n'avait réuni que 68,000 suffrages. Plus heureux à celles du 4 juin, il a été élu par 107,790 voix.

HUGO (VICTOR-MARIE).

Il est né le 26 février 1802, à Besançon, du colonel Sigisbert Hugo, dont la famille, anoblie en 1531, a produit, au dix-septième siècle, un savant théologien dans la personne de l'évêque de Ptolémaïs. Il était si faible en venant au monde, qu'on désespéra, d'abord, de sa vie ; il fallut, cependant, lui faire suivre, six semaines après sa naissance, le régiment de son père, qui allait tenir garnison à l'île d'Elbe.

En 1805, de retour à Paris, avec sa mère, il logeait rue de Clichy, et on le menait à l'école rue du Mont-Blanc. Transporté en Italie, en 1807, madame Hugo allant rejoindre son mari, gouverneur de la province d'Aveline, il y resta jusqu'en 1809. De 1809 à 1811, il habitait à Paris le cul-de-sac des Feuillantines, commençant ses études sous le général Lahorie qui, compromis dans l'affaire de Moreau, avait dû la vie et un refuge à sa mère.

Ce proscrit ayant été dénoncé, arrêté, condamné et exécuté avec Mallet, en 1811, l'impression de sa mort sur l'enfant devint le germe de son royalisme de 1814.

Cependant, il allait rejoindre en Espagne, son père, devenu général et majordome du roi Joseph. Il devenait page du frère de l'Empereur. Un an après, comme l'horizon s'assombrissait, sa mère le ramenait à Paris et confiait son éducation à l'abbé Lavière. En 1814, séparé de sa mère, il entra dans le pensionnat Cordier et Decoste, et se préparait à l'École polytechnique.

Elève de Lahorie et fils d'une Vendéenne, Victor Hugo salua, avec bonheur, le retour de Louis XVIII, et composa, en 1816, sur cet événement, une tragédie d'*Artamènes*. Il commençait, l'année suivante, une autre tragédie, *Athelis* ou les *Scandinaves*, dont il ne fit que les trois premiers actes, et envoyait à l'Académie une pièce de vers sur les *Avantages de l'étude*, qui obtint une mention honorable.

Sorti, en 1819, de la pension Cordier pour faire son droit, il

voyait couronner par l'Académie des jeux floraux deux pièces de vers de sa composition sur *la Statue d'Henri IV* et sur *les Vierges de Verdun*. L'année suivante, la même académie couronnait son *Moïse sur le Nil*.

En 1820, il aimait une charmante jeune fille, devenue, plus tard, sa femme; les deux familles éloignèrent les jeunes gens. Il exhala sa douleur dans une pièce de vers, intitulée *le Premier Soupir*, et commença son roman de *Han d'Islande*, publié en 1823, et qui avait été, dans l'origine, un messenger d'amour, trompant les argus maternels, et intelligible seulement pour l'objet aimé.

A cette époque, il composait son premier volume d'odes royalistes et religieuses, qui lui valut, de la part de Châteaubriand, l'épithète d'*Enfant sublime*, et rédigeait, avec ses frères et quelques amis, un recueil périodique, *le Conservateur littéraire*. Il l'enrichit de traductions de Virgile et de Lucien, sous le pseudonyme d'Auvernay, des *Tu et Vous*, *épître à Brutus*, d'articles sur Walter Scott, Byron et Moore, et d'une critique des premières *Méditations*, publiées sans nom d'auteur. S'adressant au poète inconnu, il lui disait : « Vous êtes de ceux que Platon voulait combler d'honneurs et bannir de sa République. » Il ne vit Lamartine que deux après, en 1821.

Cette année, ayant perdu sa mère, il se livra tout entier à l'étude, demeurant successivement rue Mézières et rue du Dragon, où Jules Janin devait rester depuis. Alors, son camarade Delon, que, depuis longtemps, il ne voyait plus, étant compromis dans l'affaire de Saumur, il eut la pensée de le recevoir dans sa chambre de la rue Mézières, qu'il n'occupait plus, et écrivit à la mère du proscrit : « Je vous offre un asile pour votre fils; je suis trop bon royaliste pour qu'on s'avise de venir le chercher chez moi. » La lettre, décachetée à la poste, fut mise sous les yeux de Louis XVIII, qui accorda, sur sa cassette, une pension au généreux poète.

En juin 1822, il publia un premier volume d'odes; en octobre, il épousa la jeune fille qui avait inspiré ses premiers vers; en 1824, il fit paraître un deuxième volume d'*Odes et Ballades*, et enrichit *la Muse française* de plusieurs articles. En 1825, il livra au public *Bug Jargal*, et écrivit, sans la mettre au jour, la relation d'un voyage au Mont-Blanc. En 1826, il donna son troisième volume d'odes; en 1827, *Cromwell*; en 1828, *les Orientales*; en 1829, *le Dernier jour d'un Condamné*, *Marion Delorme*, *Hernani*, joué avec un grand succès le 26 février 1830; en 1831, enfin, *Notre-Dame de Paris*.

En 1827, il avait fait une première *Ode à la Colonne*; après la Révolution de Juillet il en composa une seconde et chanta les *Trois Jours* en vers sublimes. Depuis 1831 jusqu'à ce jour, il a enrichi notre littérature de diverses compositions, dont les titres seuls dépasseraient les bornes de cette notice. Contentons-nous de mentionner les *Rayons et les Ombres*, les *Chants du Crépuscule*, les *Feuilles d'automne*, *Ruy-Blas*, *Marie Tudor*, les *Burgraves*, etc.

Nommé, en 1845, pair de France par le cabinet du 29 octobre, il a prononcé au Luxembourg quelques discours qui le placent au premier rang des orateurs parlementaires et des hommes d'État. A la suite de la Révolution de Février, il a fait, dans plusieurs réunions électorales, d'éloquents réponses qui consolent les cœurs vraiment républicains. S'il a échoué, cependant, aux élections des 23 avril, il a triomphé à celles du 4 juin, à une imposante majorité de 86,965 voix. Il siège à l'extrême droite et a déjà défendu, à trois reprises, avec son talent accoutumé, les intérêts de la littérature et la liberté de la presse.

LAGRANGE (CHARLES).

Né à Paris en 1804, il entra, fort jeune, au service dans le corps d'artillerie de la marine, à Brest, y fit preuve d'instruction, mais y montra aussi un esprit d'équité et, trop souvent, d'indépendance, qui, mal interprété par les grades subalternes, lui valut quelques désillusions et lui inspira un souverain dégoût pour le service militaire. Cependant, ses sentiments élevés et ses principes de fraternité républicains le rendaient l'idole de ses camarades, qui, instinctivement, lui accordaient une certaine supériorité. D'une générosité à toute épreuve, rien ne lui appartenait : sa solde, ses vivres, tout était à la disposition de ses camarades ; on l'a vu fréquemment sacrifier sa ration de l'ordinaire pour faire une bonne œuvre. Mais ces actes de bienfaisance passaient, vis-à-vis de vieux sous-officiers et brigadiers qui ne le comprenaient pas, pour des excentricités. Quelques anciens officiers de routine, habitués à cette obséquiosité militaire, qui fait le fond de la discipline à leurs yeux, partageaient cette erreur ; et il fut souvent victime de ces injustes préventions qui, cependant, ne le découragèrent pas.

Embarqué, en 1821, avec un détachement de sa compagnie, sur la corvette *l'Espérance*, capitaine (et depuis vice-amiral) Massieu de Clairval, destinée à un voyage d'exploration sur les côtes du Brésil, et, dans les mers de l'Inde, sous les ordres de

l'amiral Roussin, le jeune Lagrange, chef du détachement, que des principes d'honneur animaient, et qui prévoyait déjà qu'un jour *les peines corporelles seraient effacées de nos codes militaires et maritimes*, fut indigné de voir un de ses camarades, ayant le même bouton, le même uniforme que lui, condamné à recevoir des coups de corde, amarré sur la culasse d'un canon. Son noble cœur réagit contre une punition déshonorante, abolie, grâce à Dieu, depuis la Révolution de Février.

Malgré son infériorité, à bord d'une corvette de guerre de cent cinquante hommes d'équipage, avec un état-major nombreux et *absolu* dans le commandement, il ne consulte pas le nombre, il s'oppose à l'exécution de ce jugement inique, il proteste contre l'exécution, voulant, dit-il, ramener au régiment ses hommes *sans tache*; mais on parvient à s'emparer de quelques-uns de ses camarades qui ont écouté la voix d'un homme d'honneur; on les met *aux fers*, et on les envoie à Brest devant un conseil de guerre.

Le ministre Clermont-Tonnerre, approuvant, peut-être, au fond du cœur, l'action courageuse du jeune Lagrange, qui, dans cette occasion solennelle, a joué son repos et sa vie, se montre indulgent pour sa jeunesse. Il prend en considération tout ce qu'il a dû souffrir, pendant six mois de transbordement, pour revenir en France, se borne à lui infliger une punition disciplinaire dans le corps et le renvoie à son service.

En 1823, son courage et son intelligence étaient reconnus; il avait fait ses preuves devant l'ennemi et dans des affaires particulières, qu'il n'avait jamais provoquées, mais dont il était sorti avec honneur. Il fut désigné pour faire partie d'un *détachement d'élite*, et embarqué sur le vaisseau *le Jean-Bart* pour la campagne d'Espagne. Il y montra toute la bravoure, tout le sang-froid, toute l'impassibilité qui le distingue, assista à la prise de *Santi-Pétri*, de *l'Ile-Verte*, de *Cadix*; et y tira les derniers coups de canon, *par devoir*. Mais, comme cette guerre était contraire à ses principes, et dirigée contre l'indépendance d'une nation généreuse, il mit en œuvre toute son habileté pour faire le moins de mal possible à l'ennemi. C'est encore un art délicat à la guerre.

Il ne sollicita aucune récompense pour sa noble conduite, remplit, de retour au corps, plusieurs missions, et prit, enfin, son congé en 1829, pour se rendre au sein d'une famille qui le chérissait, dont il devint la consolation et l'appui, et envers laquelle il s'est montré bon fils et bon frère, comme il avait été bon et loyal camarade au milieu de ses frères d'armes.

Il entra, alors, dans la carrière du négoce et dans le commerce

des vins, s'entremettant dans des transactions importantes. Quand la Révolution de Juillet éclata, il y prit une part active durant les trois grandes journées, et maudit le sort qui livrait les destinées de la France à la royauté de Louis-Philippe ; aussi faisait-il bientôt partie de toutes les sociétés secrètes.

Il était, en 1832, un des principaux agitateurs de Lyon, et multipliait ses prodiges de valeur à la tête de plusieurs bandes d'insurgés pendant la durée de la guerre sociale qui ensanglanta cette ville. La Cour des pairs l'engloba dans la catégorie des accusés d'Avril et le condamna, on s'en souvient, avec une partie de ses complices. Homme de nobles sentiments humanitaires, d'un stoïcisme antique, d'un dévouement héroïque à la patrie, il supporta sa destinée avec une admirable résignation ; et son énergie n'en fut pas, un instant, altérée. Il se trouvait, en 1840, à Sainte-Pélagie, avec Alphonse Esquiros, Lamennais, Kersausie, etc.

L'insurrection de Février l'a compté parmi ses chefs. C'est dans ses mains qu'est tombé l'acte d'abdication de Louis-Philippe ; il le lut au peuple, et l'a conservé depuis. C'est aussi lui qui, avec Marchais, aujourd'hui un des préfets de la République, s'empara de l'Hôtel-de-Ville, dont il fut le premier gouverneur nommé par le Gouvernement provisoire, mais la coterie du *National* ne l'y laissa pas longtemps.

Élu, le 4 juin, représentant du peuple par le département de la Seine, à une majorité de 78,683 voix, il a publié, en prenant place dans l'Assemblée, un manifeste où se trouvent exprimés les plus nobles sentiments et qui a dû pleinement rassurer les hommes de la modération la plus ombrageuse.

Il a donné à la tribune des preuves d'humanité ; il s'est prononcé pour la République, pour le vote universel, pour l'abolition de la peine de mort qu'il voulait étendre à l'armée dont il défend les intérêts et l'honneur. Il a déclaré éloquentement que, si la souveraineté du peuple était non seulement attaquée, mais *mise en question*, il protesterait non seulement avec son écharpe de représentant, mais avec son *fusil*.

Charles Lagrange est un de ces hommes doués, au plus haut point, du courage civique et du courage militaire, comme il en surgit dans les révolutions, un de ces hommes dont les actes appartiennent à l'histoire et qui honorent le pays.

LEROUX (PIERRE).

Comme toutes les religions, le socialisme est divisé en plu-

sieurs écoles ; Pierre Leroux est le chef de celle qui a la prétention d'être la plus raisonnable. Constatons la modestie de cette prétention et estimons-nous heureux que l'article fondamental de l'évangile socialiste ne soit pas ainsi formulé : *Hors de notre loi, point de salut !*

Pierre Leroux, né à Bercy en 1798, a fait de sérieuses études, mais des causes que nous ignorons, et qui peuvent tenir de son caractère aussi bien que des circonstances, le laissèrent longtemps en proie aux besoins et à la misère. De bonne heure, il se faisait remarquer par la hardiesse inouïe de ses idées en religion et en politique.

Comme il exprimait ces mêmes idées avec éloquence, et surtout, avec la chaleur que donne la conviction, il ne tarda pas à faire école. On se rappelle cette thèse hardie qu'il développa que le Christ n'avait été qu'un philosophe socialiste ou communiste, et que le jour était arrivé où un nouveau Messie allait changer la société.

Dans la carrière littéraire, Pierre Leroux a débuté par l'*Encyclopédie nouvelle*, ouvrage considérable, entrepris avec plusieurs collaborateurs, dont le principal était Jean Reynaud. En 1840, il publia un livre intitulé : *l'Humanité*, son plus beau titre à la réputation de philosophe. Il a rédigé aussi, avec George Sand et quelques autres, la *Revue indépendante*.

Comme Fourier et Saint-Simon, il voulut joindre la pratique à la théorie, et essaya du communisme en petit. Il prit donc une femme du pays allemand, et, environné des parents de cette femme et de sa propre famille, il alla s'établir à Boussac, petite cité marchoise, et y fit, à huis clos, l'application de ses principes.

George Sand, amie de Pierre Leroux, s'exprimant sur l'avenir de cette colonie, disait : « Pierre Leroux n'a qu'un tort, c'est de vouloir faire de l'application cinquante ans trop vite. Chaque jour met son système aux prises avec son boulanger, et, quant à ses idées sur la liberté du lien matrimonial, sa mise en pratique ne prouve rien : Madame Pierre Leroux n'est pas jolie. »

Ce sectaire a figuré, le 15 mai, sur la liste des membres du gouvernement provisoire de MM. Barbès, Blanqui, Sobrier, Raspail, etc. ; aussi fut-il saisi et emprisonné comme complice de l'attentat ; mais il ne fut détenu que trois jours. Il a été appelé à l'Assemblée nationale, aux élections du 4 juin, par une majorité de 91,375 suffrages.

MOREAU.

Notaire à Paris, où il a succédé à M. Lherbette, ex-maire du 7^e arrondissement, ex-député, chevalier de la Légion-d'Honneur, il est né à Château-Landon en 1791.

C'est un homme grave et froid, dont l'opinion politique, toute dévouée à la patrie, n'a pas varié d'un cent millième depuis 1835 qu'il a l'honneur de représenter le département de la Seine.

Nous ne parlerons pas de son éloquence, qui n'a point eu de retentissement hors de son étude. D'ailleurs, agir vaut quelquefois mieux que parler, dit-on. L'un de nos ministres déchus disait souvent que, dans les questions dont dépendait le sort du cabinet, le silence de M. Moreau et de ses amis l'inquiétait plus que l'éloquence des autres. Il a voté contre l'indemnité Pritchard et en faveur de la proposition Rémusat, tendant à exclure les fonctionnaires publics de la Chambre.

Citoyen probe et indépendant, il'est un de ces hommes dont le vote ne se vend pas. Il a été élu à l'Assemblée nationale, dans le département de la Seine, par 126,889 suffrages.

PROUDHON.

Ce représentant du peuple, que peu de personnes, hors des sectes socialistes, avaient entendu nommer avant l'installation de la République, n'a pas tardé à se faire une position éminente au milieu du pêle-mêle général, résultat de la Révolution de Février. C'est un homme de convictions sincères, malheureusement soutenues par un jugement contestable, mais appuyées, en revanche, par un esprit des plus brillants.

Né à Besançon, en 1809, d'un père tonnelier, il obtint, par l'intermédiaire de son oncle, professeur de droit à la Faculté de Dijon, une bourse au collège royal de cette ville. Après avoir achevé de bonnes études, il crut devoir se faire compositeur dans un atelier d'imprimerie, afin de pouvoir compléter son éducation en se livrant au travail manuel de chaque jour. De compositeur il devint correcteur, et correcteur très capable, car il savait assez de latin, de grec et même de syriaque, pour corriger des épreuves dans ces diverses langues. Il travailla, en effet, à une édition des Pères de l'Eglise, qui a été publiée sous le nom de M. Gautier.

Il fut, ensuite, négociant, mais le travail auquel il se livrait

pour subvenir à ses besoins matériels, n'arrêta point l'essor qu'avait pris sa pensée, et bientôt il se fit connaître dans le monde philosophique et littéraire, par un travail sur la célébration du dimanche, qui fut couronné par l'Académie de Besançon, et lui valut, à l'Académie française, le prix fondé par Suard, lequel lui donna, pendant trois ans, une pension de dix-huit cents francs, qui lui permit de venir à Paris perfectionner son intelligence.

De retour à Besançon, il y fonda une maison d'imprimerie et y organisa diverses entreprises industrielles qui eurent assez de succès. On lui offrit de l'argent pour l'attacher à une exploitation lucrative; il refusa, en disant que sa force était dans sa pauvreté. Il avait peur de guérir de ce que les conservateurs appellent aujourd'hui la peste du socialisme, et dont il tenait et tient encore à être infecté.

Encouragé par le succès de son premier ouvrage, il en publia un second, qui annonçait la progression rapide de ses audacieuses opinions humanitaires. L'auteur avait pris pour épigraphe : *La propriété, c'est le vol !* L'autorité s'en émut, le livre fut saisi, l'écrivain poursuivi; mais on reconnut bientôt qu'on avait eu tort de s'alarmer. En effet, M. Proudhon, dans cette œuvre, repousse et stigmatise, il est vrai, *la propriété*, mais il admet *la possession*, et, comme on lui représentait que la distinction était trop subtile pour être nettement saisie, il répondit qu'entre *la propriété*, et *la possession*, il était capable, lui Proudhon, de construire tout un monde. L'argument parut sans réplique. Pour achever de rassurer les trembleurs, M. Blanqui, non pas l'ami de Barbès, mais son frère, celui qui siège à l'Académie des Sciences morales et politiques, fit l'éloge de ce livre, si terrible en apparence, et il n'en fut plus question au parquet du procureur de l'ex-roi Louis-Philippe, mais, en revanche, on en parla beaucoup dans le public.

Auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels on remarque, outre ceux que nous avons cités, des *Lettres à Blanqui*, des *Avertissements aux propriétaires*, et sa *Création de l'ordre dans l'humanité*, celui de tous dont il fait le plus de cas, il choisit, après la Révolution de Février, pour organe spécial de ses idées, *le Représentant du Peuple*, journal quotidien fondé par Fauvety, dont son talent et son nom firent le succès, et qui est tombé victime des rigueurs de l'état de siège. C'est à son imagination féconde que revient l'honneur d'avoir inventé cette intéressante utopie de la question sociale, résolue par un moyen qui ferait disparaître, tout d'un coup, les impôts et les charges publiques, en même temps que les appréhensions de lois agraires et d'as-

signats. Il est encore l'inventeur de cette fameuse banque d'échange, qui supprime l'entremise du capital dans les transactions commerciales, fonctionne sans argent, et rétablit, sans écus, le crédit et la fortune publique, projet hardi qui a séduit bon nombre d'esprits distingués et d'hommes pratiques, tels qu'Émile de Girardin et Jules Lechevalier.

Au rebours de la plupart des utopistes, M. Proudhon peut invoquer certaines entreprises de son invention que son talent a fait réussir. On cite, entre autres, un service de bateaux à vapeur, qu'il a monté, dans ces dernières années, sur un de nos plus grands fleuves, au profit exclusif de deux de ses amis, car, ajoute-t-on, ceux-ci ayant voulu le faire participer aux bénéfices de l'opération, qui s'élevaient, dès la première année, à plus de cent mille francs, il refusa, prétendant qu'il avait été assez malheureux d'être forcé de mentir à sa conscience en consacrant ses loisirs à leur constituer une exploitation et une richesse qu'à son point de vue, il considérait comme un crime d'usurpation anti-sociale.

Élu à l'Assemblée nationale, dans le département de la Seine, aux élections du 4 juin, par 77,094 voix, il s'y est posé, avec hardiesse, en chef de secte, expliquant nettement, correctement, et souvent avec une rare éloquence, ses aventureuses doctrines, au milieu des trépignements et des imprécations de ses collègues, qui, au fond, ne peuvent, néanmoins, s'empêcher de rendre justice à son incontestable talent. Ses moyens de relever le crédit ont été repoussés à l'unanimité moins une voix, celle de Greppo, l'ouvrier en soieries, représentant du Rhône, qui seul a eu le courage de son opinion. Par la brutalité de son opposition, M. Proudhon a eu le regret de fournir à la majorité de l'Assemblée un prétexte pour rejeter le droit au travail, qu'il faudra, cependant, tôt ou tard, consacrer législativement; et, pourtant, M. Proudhon est un homme gracieux, affable, à la figure douce, au parler onctueux et facile, qui effraye beaucoup moins ses collègues par le contact de sa personne que par celui de ses doctrines.

RASPAIL (FRANÇOIS-VINCENT).

Né à Carpentras (Vaucluse) en 1794, il fut élevé par l'abbé Lysserie. Ce prêtre, républicain par la tête et par le cœur, ne voyait dans la religion que l'application des doctrines de l'Évangile. C'était un savant et un homme de bien. A son école, Raspail fut républicain et savant de bonne heure, et, à l'âge de dix-huit ans, il professait déjà la philosophie.

En 1815, ses opinions lui attirèrent les persécutions des royalistes du Midi. Proscrit par eux, il vint à Paris chercher un refuge et n'y trouva d'abord que la misère. Ayant enfin obtenu un petit emploi dans un pensionnat, il le perdit bientôt, quand ses opinions furent connues, et vécut, dès lors, en donnant des leçons particulières. Ami de Voyer-d'Argenson, de Buonarotti, de Charles Teste, etc., il continua, avec eux, sa lutte contre les Bourbons, et prit part à toutes les conspirations de cette époque.

Cependant au milieu de cette agitation politique, il ne négligeait pas la science; mais, ayant voulu apporter dans le monde savant ses idées profondément démocratiques; ayant attaqué le népotisme et l'intrigue, en demandant la *réforme* des institutions scientifiques et de l'enseignement, il vit saper ses travaux de chimie et d'histoire naturelle, non pas par la critique, arme loyale, mais par le silence et le dédain. Toutefois, les savants étrangers les accueillirent; et leur admiration pour Raspail est telle, qu'un Italien lui dédia ses ouvrages en ces termes : *A Raspail, créateur de la chimie organique.*

En 1830, Raspail fut un des combattants de Juillet. Blessé à la prise de la caserne de Babylone, il fut décoré de Juillet, mais il refusa de prêter serment à Louis-Philippe et se réunit à ce groupe de républicains qui formèrent la *Société des Amis du Peuple*. Cette société faisait des publications politiques qui menaçaient la royauté naissante; les quinze membres composant le comité de rédaction, furent traduits devant la Cour d'assises; mais là, les accusés se firent accusateurs; ils dénoncèrent au mépris public le gouvernement qui déshonorait la France; le jury les acquitta. Raspail, président de la Société, en parlant, dans sa défense, des économies qu'il fallait faire dans l'emploi des deniers publics, osa dire : « Il faudrait enterrer vivant, dans les ruines des Tuileries, le citoyen qui demanderait à la pauvre France 14 millions pour vivre. » Pour ces paroles, la Cour le condamna à quinze mois de prison et à 500 francs d'amende.

Avant ce procès, Raspail, par ordonnance du roi, en date du 12 mars 1831, avait été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur. Le lendemain, il protestait, dans les journaux, contre cette nomination, qu'il regardait comme une injure. Casimir Périer s'écria : « Il faut qu'il accepte, ou qu'il aille périr dans un cul de basse-fosse. » Raspail persista dans son refus.

C'est alors que commença cette série de procès qui lui ont donné tant de célébrité, et qui lui valurent cinq années de prison.

A la Révolution de Février, il espéra la réalité de ses vœux

républicains, mais, arrêté au sujet des événements du 15 mai, il attend son jugement avec calme et confiance.

Raspail est l'auteur d'un système médical bien connu, qui lui a valu des persécutions d'une autre espèce. Ses adversaires en science médicale l'ont présenté comme un de ces vils charlatans qui exploitent la crédulité publique. La vie tout entière de Raspail répond à cette attaque.

Parmi les qualités les plus saillantes de Raspail, nous citerons son éloquence, dont il a donné plus d'une preuve. Dans la réplique surtout, il touche au sublime. Sa voix mâle et tonnante, son geste puissant révèlent l'orateur et l'homme de génie. Il a publié, après la Révolution de Juillet, *le Réformateur*, et, après celle de Février, *l'Ami du Peuple*, deux journaux violents, dont le succès a été immense. Dans le procès de madame Lafarge, il osa se poser en adversaire du célèbre Orfila, démontrant, avec courage, l'inanité de ses expériences, et il ne dépendit pas de lui que l'héroïne du Glandier ne fût acquittée. Il a été appelé à l'Assemblée nationale par 66,784 voix, aux élections du 17 septembre 1848. Vainement, du fond de sa prison, il a réclamé de ses collègues la faveur de venir assister à chaque séance, sous l'escorte des gendarmes, et remplir ainsi ses fonctions de représentant du peuple.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE.

A

MM.		MM.	
Abbal (Aveyron).	82	Arago (François) (Seine).	650, 722
Abbattuci (Loiret).	335	Arago (Etienne) Pyrénées-Or.).	477
Adelsward (d') (Meurthe).	385	Aragon (d') (Tarn).	561
Affre (Aveyron).	84	Arbey (Loiret).	336
Albert (Seine).	649, 721	Archambault (Nièvre).	409
Alcan (Eure).	201	Arène (Var).	573
Alcock (Loire).	304	Argenteuil (d') (Charente-Inf.).	122
Alem-Rousseau (Gers).	238	Armand (Henri) (Var).	573
Allard (Somme).	556	Arnaud (Ariège).	62
Allègre (Haute-Vienne).	597	Astaix (Puy-de-Dôme).	456
Allemand (Var).	572	Astouin (Bouches-du-Rhône).	90
Allier (Hautes-Alpes).	47	Aubergé (Seine-et-Marne).	534
Altaroche (Puy-de-Dôme).	455	Auberthier (Rhône).	493
Ambert (Lot).	341	Aubertin (Marne).	374
Andigné de la Chasse (Ille-et-Vilaine).	263	Aubry (Nord).	415
André (Hérault).	256	Audren de Kerdrel (Ille-et-Vilaine).	263
André (Marius) (Var).	573	Audry de Puyraveau (Char.-Inférieure).	122
Anduze-Faris (Aude).	74	Avond (Haute-Loire).	323
Angar (Haute-Saône).	499	Aylios (Gers).	436
Anglade (Ariège).	62	Azerm (Haute-Garonne).	229
Antoine (Moselle).	401		
Arago (Emm.) (Pyrénées-Or.).	476		

B

Babaud-Larivière (Charente).	115	Barthélemy St.-Hilaire (Seine-et-Oise).	538
Bac (Haute-Vienne).	597	Bastiat (Landes).	298
Bacot (Indre-et-Loire).	276	Bastide (Jules) (Seine-et-M.).	653, 737
Badon (Haute-Loire).	323	Bauchart (Aisne).	12
Bailly (Marne).	374	Baudelot (Aisne).	13
Bajard (Drôme).	195	Baudet-Lafarge (Puy-de-D.).	456
Ballot (Orne).	436	Baugier (Deux-Sèvres).	549
Baraguay-d'Hilliers (Doubs).	190	Baume (Var).	574
Barbès (Aude).	75	Baune (Loiré).	306
Bardin (Moselle).	402	Bauthier (Seine-Inférieure).	521
Bardy (Haut-Rhin).	486	Bavoux (Seine-et-Marne).	535
Barillon (Oise).	432	Bayard (Drôme).	125
Baroche (Charente-Inférieure).	125	Baze (Lot-et-Garonne).	346
Barrailier (Dordogne).	182	Beaumont (de) (Sarthe).	508
Barrot (Odilon) (Aisne).	11	Beaumont (Somme).	557
Barrot (Ferd.) (Algérie).	613	Bécharde (Gard).	222
Barthe (Basses-Pyrénées).	466	Bedeau (Loire-Inférieure).	326, 641
Barthélemy (B.-du-Rhône).	92	Belin (Drôme).	195
Barthélemy (Sauvaire) (B.-du-R.).	93	Bellart d'Ambricourt (P.-de-C.).	444
Barthélemy (Eure-et-Loir).	207	Bellegarde (Hautes-Alpes).	48
Barthélemy (Vienne).	593		

Bellencontre (Calvados).	102	Bonaparte (Napoléon) (Corse).	146
Benoît (Rhône).	494	Bonaparte (Pierre) (Corse).	150
Béranger (de) (Seine).	655, 736	Bonjean (Drôme).	196
Bérard (Lot-et-Garonne).	346	Bonnin (Vienne).	594
Bérenger (Vienne).	594	Bonte-Pollet (Nord).	416
Berger (Seine).	658, 722	Boubée (Gers).	241
Bernard (Loire).	212	Boudet (Mayenne).	382
Bernard-Dutreil (Mayenne).	275	Bourgueret (Côte-d'Or).	158
Bertin (Ille-et-Vilaine).	264	Bouhier de l'Ecluse (Vendée).	588
Bertholon (Isère).	281	Boulanger (Nord).	416
Bertrand (Toussaint) (Hérault).	256	Boulatignier (Manche).	365
Bertrand (Henri) (Indre).	272	Boulay (de la Meurthe) (Vosg.).	601
Bertrand (Jean) (Marne).	374	Bourbeau (Vienne).	594
Berryer (Bouches-du-Rhône).	94	Bourbousson (Vaucluse).	581
Berville (Seine-et-Oise).	539	Bourdon (Saône-et-Loire).	502
Beslay (Morbihan).	395	Bourzat (Corrèze).	141
Besnard (Calvados).	103	Bousquet (Gard).	223
Bethmont (Indre).	272, 659, 737	Boussi (Deux-Sèvres).	551
Bezançon (Seine-et-Oise).	541	Boussingault (Bas-Rhin).	480
Bidard (Ille-et-Vilaine).	265	Boutoey (Basses-Pyrénées).	466
Bidault (Cher).	132	Bouvet (Ain).	3
Bigot (Mayenne).	381	Bouzique (Cher).	133
Billaudel (Gironde).	245	Brahelx (Loire-Inférieure).	329
Billault (Loire-Inférieure).	328	Brard (Charente-Inférieure).	125
Bineau (Maine-et-Loire).	356	Braux (Vosges).	601
Bissette (Martinique).	620	Bravard (Puy-de-Dôme).	457
Bixio (Doubs).	191	Bravard-Verrière (Puy-de-D.).	458
Blanc (Alphonse) (Isère).	281	Breymand (Haute-Loire).	324
Blanc (Louis) (Seine).	661, 722	Brillier (Isère).	282
Blanchard (Ardennes).	57	Brives (Hérault).	257
Blavoyer (Aube).	67	Brotonne (de) (Aisne).	13
Blin de Bourdon (Somme).	642, 557	Bruckner (Bas-Rhin).	481
Blot (Deux-Sèvres).	550	Brunel (Finistère).	215
Bochard (Ain).	1	Brunet (Haute-Vienne).	598
Bodet (Mathieu) (Charente).	117	Bruys (Saône-et-Loire).	503
Bodin (Ain).	3	Buchez (Seine).	663, 724
Boissel (Seine).	743	Buffet (Vosges).	601
Boissié (Lot-et-Garonne).	347	Bureau de Puzy (Allier).	28
Bonaparte (L.).	629, 634, 636, 743	Buvignier (Meuse).	391

C

Cales (Haute-Garonne).	230	Carron (Meurthe).	274
Callet (Loire).	306	Cary (Pas-de-Calais).	444
Camus de la Guibourgère (Loire-Inférieure).	329	Casa-Blanca (Corse).	153
Canel (Eure).	202	Casse (Ariège).	63
Carayon-Latour (Tarn).	562	Casy (Var).	575
Carbonneau (Gers).	242	Caussidière (Seine).	669, 724
Carlat (Lot).	342	Cavaignac (Lot.).	346, 672, 738
Carnot (Seine).	665, 724	Cazales (de) Tarn-et-Gar.).	566
Carré (Côtes-du-Nord).	166	Cazelles (Hérault).	258
Carreau (Yonne).	605	Cécille (Seine-Inférieure).	521
Carrion-Nisas (Hérault).	258	Cenac (Hautes-Pyrénées).	473
		Cesbron-Lavaux (Maine-et-L.).	357

Ceyras (Corrèze).	141	Chevé (Sarthe).	509
Chadenet (Meuse).	392	Cholat (Isère).	282
Chaix (de Riez) (Basses-Alpes).	42	Choque (Nord).	417
Chambolle (Mayenne).	633	Clément (Isère).	283
Champanhet (Ardèche).	49	Comandré (Lozère).	352
Champy (Bas-Rhin).	481	Combarel de Leyval (P.-de-D.).	459
Champvans (Guigues de) (Ain).	5	Condou (Basses-Pyrénées).	467
Chanay (Rhône).	494	Considérant (Loiret).	336
Changarnier (Seine).	754	Conti (Corse).	154
Chapot (Gard).	224	Convers (Doubs).	191
Chappon (Seine-et-Marne).	535	Coquerel (Seine).	674, 727
Charamaule (Hérault).	259	Coraliiy (Haute-Vienne).	598
Charassin (Ain).	4	Corbon (Seine).	675, 727
Charbonnel (Haute-Loire).	325, 641	Corcelles (de) (Orne).	437
Charencey (de) (Orne).	436	Cordier (Jura).	292
Charlemagne (Indre).	273	Cormenin (de) (Seine).	679, 727
Charles aîné (Deux-Sèvres).	552	Corne (Nord).	417
Charton (Yonne).	606	Cornille (Pas-de-Calais).	444
Charras (Puy-de-Dôme).	458	Courtais (de) (Allier).	31
Charron fils (Meurthe).	386	Coutenceau (Charente-Infér.).	426
Chauchart (Haute-Marne).	377	Couvreux-Daguin (Haute-Marne).	378
Chauffour (Haut-Rhin).	487	Crémieux (Indre-et-L.).	277, 681, 737
Chauffour (Victor) (Bas-Rh.).	481	Crespel de Latouche (Morb.).	395, 642
Chevassieu (Loire).	307	Crépu (Isère).	283
Chavoix (Dordogne).	183	Creton (Somme).	557
Chazallon (Ardèche).	49	Culmann (Bas-Rhin).	482
Chenais (Mayenne).	383	Curial (Orne).	438
Chevallon (Deux-Sèvres).	553	Curnier (Drôme).	197
Chevassu (Jura).	292		

D

Dabeaux (Haute-Garonne).	230	Delarbre (Haute-Marne).	378
Dain (Guadeloupe).	625	De la Touche (Maine-et-Loire).	248
Dahirel (Morbihan).	396	Delatre (Somme).	558
Dalbis (de Salze) (Aveyron).	85	Delavau (Indre).	273
Dampierre (de) (Landes).	299	Delbetz (Dordogne).	185
Danielo (Morbihan).	396	Delbrel (Tarn-et-Garonne).	567
Dargent (Seine-Inférieure).	524	Delespaul (Nord).	418
Dariot (Saône-et-Loire).	503	Delisle (Gironde).	246
Dariste (Basses-Pyrénées).	467	Delouche (Manche).	366
Darnaud (Ariège).	63	Delzons (Cantal).	113
Daude (Cantal).	112	Demante (Eure).	203
Dautheville (Ardèche).	50	Demarçay (Deux-Sèvres).	553
David (Gers).	242, 641	Demésange (Manche).	366
David (Maine-et-Loire).	357	Demesmay (Doubs).	192
Davy (Eure).	202	Demians (Gard).	224, 640
Debain (Charente-Inférieure).	126	Demortreux (Calvados).	106
Debrottonne (Aisne).	14	Demoutiers (Nord).	304
Déclais (Calvados).	62	Denis (Côtes-du-Nord).	166
Decouvrant (Finistère).	215	Denissel (Pas-de-Calais).	447
Defourment (Somme).	558	Denjoy (Gironde).	236
Degeorge (Pas-de-Calais).	446	Denoize (Basses-Alpes).	42
Degoussée (Sarthe).	510	Depasse (Côtes-du-Nord).	166
Delaporte (Aube).	69	Dérodé (Marne).	374

Desahes (Aisne).	14	Dubois-Fresnay (Mayenne).	383
Des Essarts (Manche).	367	Dubruel (Aveyron).	86
Descat (Nord).	419	Dubruel (Lot-et-Garonne).	347
Desclais (Calvados).	104	Duchaffault (Basses-Alpes).	43
Deseymeris (Dordogne).	184	Duclerc (Landes).	299
Dessaux (Meuse).	392	Ducluseau (Dordogne).	186
Desèze (Aurélien) (Gironde).	248	Ducos (Gironde).	249
Deshayes (Moselle).	402	Ducoux (Loir-et-Cher).	313, 641
Desjobert (Seine-Inférieure).	521	Dudouyt (Manche).	368
Deslongrais (Calvados).	105	Dufaure (Char.-Infér.).	128, 639
Desmurs (Loire-Inférieure).	330	Dufour (Théophile) (Aisne).	17
Desmarest (Seine-Inférieure).	522	Dufournel (Haute-Saône).	500
Desmolles (Lozère).	354	Dumas (Haute-Vienne).	599
Desmoutiers (Nord).	419	Dumont (Eure).	203
Desormes (Oise).	432	Dupin aîné (Nièvre).	409
Desurmout (Nord).	420	Dupin (Charl.) (Seine-Infér.).	522
Detours (Tarn-et-Garonne).	567	Duplan (Cher).	434
Devillaine (Loire).	466	Duplessy de Mornay (Oise).	319
Deville (Hautes-Pyrénées).	474	Dupont (Adolphe) (Nord).	420
Didier (Algérie).	610	Dupont (Dordogne).	185
Diguet (Manche).	367	Dupont (de l'Eure) (Seine).	683, 740
Dobremel (Seine-Inférieure).	446	Dupont (de Bussac) (Ch.-Inf.).	129
Dollez (Nord).	420	Duprat (Pascal) (Landes).	300
Dollfus (Haut-Rhin).	487	Duquenne (Nord).	421
Dorlan (Bas-Rhin).	482	Durand (François) (Calvados).	108
Dornès aîné (Moselle).	403	Durand (Seine-et-Oise).	541
Doublat (Vosges).	602	Durand (de Romorantin) (Loir-et-Cher).	316
Douesnel-Duboseq (Calv.).	107, 638	Durand-Savoyat (Isère).	284
Doutre (Rhône).	494	Durrieu (Paulin) (Cantal).	113
Drappier (Ardennes).	57	Durrieu (Xavier) (Ariège).	64
Drault (Vienne).	594	Dussolier (Dordogne).	186
Drouyn de Lhuys (Seine-et-M.).	536	Dutier (Maine-et-Loire).	359
Druet-Desvaux (Orne).	439	Dutheil (Mayenne).	383
Dubarry (Hautes-Pyrénées).	474	Duvergier de Hauranne (Cher).	135
Dubois (Abraham) (Manche).	367	Duvignier (Meuse).	282
Dubois (Amable) (Somme).	558	Duvivier (Seine).	486, 736
Dubousquet-Laborde (Corrèze).	142		

E

Emmery (Pas-de-Calais).	448	Espinay (l'abbé) (Vendée).	589
Engelhardt (Bas-Rhin).	482	Etcheverry (Basses-Pyrénées).	468
Espagne (Moselle).	403	Etienne (Meuse).	393
Espinasse (Haute-Garonne).	231		

F

Falatieu (Vosges).	602	Faure-Dère (Tarn-et-Garon.).	569
Falloux (de) (Maine-et-Loire).	359	Fauveau (Finistère).	215
Farconet (Isère).	285	Favard (Gard).	225
Farez (Nord).	421	Favart (Corrèze).	142
Fargin-Vayolle (Allier).	33	Favre (Ferdinand) (Loire-Inf.).	330
Farran (Maine-et-Loire).	360	Favre (Jules) (Loire).	307
Faucher (Léon) (Marne).	375	Favreau (Loire-Inférieure).	331
Faure (Hautes-Alpes).	48	Fayet (Lozère).	354

Fayolle (Creuse).	177	Fourment (de) (Somme).	558
Ferrand (Marne).	375	Fourmentin (Pas-de-Calais).	447
Ferrouillat (Rhône).	495	Fournas (Ed. de) (Morbihan).	396
Ferry (Meurthe).	386	Fournas (de) (Finistère).	216
Feuillade-Chauvin (Gironde).	250	Fourneyron (Loire).	309
Flandin (Seine-et-Oise).	543	Fournier (Loire-Inférieure).	332
Fleury (Indre).	274	Foy (Ras-Rhin).	485
Flye (Oise).	433	France (Martinique).	625
Flocon (Seine).	688, 727	Frechon (Pas-de-Calais).	448
Fontaine (de) (Vendée).	589	Freslon (Maine-et-Loire).	360, 641
Forel (Vosges).	602	Fresneau (Ille-et-Vilaine).	266
Fould (Seine).	755	Frichon (ainé) (Haute-Vienne).	599
Fouqueteau (Indre-et-Loire).	277	Froussard (Isère).	285

G

Galy-Cazalat (Ariège).	66	Goubie (Dordogne).	186
Gambon (Nièvre).	412	Gondehaux (Seine).	642, 756
Garnier-Laboissière (Char.).	666	Gouin (Alexandre) (Ind.-et-L.).	272
Garnier-Kerruault (Ille-et-V.).	266	Gounon (Gers).	243
Garnier-Pagès (Seine).	691, 729	Gourd (Rhône).	495
Garnon (Seine).	693, 729	Gouttaiy (Puy-de-Dôme).	460
Gaslonde (Manche).	368	Goyet-Dubignon (Mayenne).	384
Gasselin (de Chantenay) (Sarthe).	511	Grammont (de) (Haute-Saône).	500
Gasselin de Fresnay (Sarthe).	581	Grandet (Aveyron).	87
Gatien-Arnoult (Haute-Gar.).	232	Grandin (Seine-Inférieure).	525
Gaudin (Charente-Inférieure).	130	Grandville (de) (Loire-Infér.).	332
Gauthier de Rumilly (Somme).	558	Grangier-Lamarnière (Nièr.).	413
Gavarret (Gers).	243	Graveran (Finistère).	216
Gayot (Aube).	70	Gréa (Jura).	293
Gérard (Oise).	433	Grellet du Fougeroux (Vend.).	590
Gérard (Léon) (Loir-et-Cher).	317	Grellet (Haute-Loire).	325
Gent (Vaucluse).	581	Greppo (Rhône).	49
Gerdy (Aube).	71	Grévy (Jura).	293
Germonière (Seine-Infér.).	524	Grillon (Indre).	275
Gigon-Labertrie (Orne).	440	Grolhier-Desbrosses (Dord.).	187
Gillon (Meuse).	393	Guérin (Orne).	496
Girard (Seine-Inférieure).	524	Guerrin (Haute-Saône).	500
Girardin (Ernest de) (Char.).	118	Guichard (Yonne).	606
Giraudon (Nord).	422	Guigues (Lucien) (Var).	578
Girerd (Nièvre).	413	Guillier de Latouche (M.-et-L.).	361
Girot-Pouzol (Puy-de-Dôme).	460	Guinard (Seine).	694, 729
Gislard (Tarn).	562	Guitier (Pyrénées-Orientales).	478
Glais-Bizoin (Côtes-du-Nord).	168	Guizard (Creuse).	177
Gloxin (Bas-Rhin).	483	Guyot du Bodan (Morbihan).	396
Godard-Poussignol (Côt.-d'Or).	160		

H

Hamard (Orne).	440	Havin (Manche).	369
Hannoye (Nord).	423	Heddebault (Nord).	423
Harcouet de Saint-Georges (Morbihan).	397	Heeckeren (Haut-Rhin).	488
Harcouet de Saint-Georges (Morbihan).	397	Hennessey (Charente).	118
Hauréau (Barthél.) (Sarthe).	512	Hervieu (Calvados).	108
		Heuchel (Haut-Rhin).	488
		Hingray (Vosges).	603

Houel (Vosges).	604	Huot (Jura).	295
Houvenagle (Côtes-du-Nord).	170	Huré (Nord).	424
Hugo (Victor) (Seine).	757	Howyn (de) (Tranchère) (Gironde).	250
Huot (Vosges).	604		

I

Isambert (Eure-et-Loire). 208, 640.

J

Jamet (Émile) (Mayenne).	384	Jouin (Pierre) Ille-et-Vilaine.	267
Jeandeau (Saône-et-Loire).	504	Jounaulx (Maine-et-Loire).	362
Jéudi (Vienne).	595	Jouvet (Puy-de-Dôme).	461
Jobez (Jura).	295	Julien (Indre-et-Loire).	278
Joigneaux (Côte-d'Or).	160	Jullien (Indre-et-Loire).	279
Joly (Henry) (Haute-Garonne).	233	Junyen (Vienne).	596
Joly fils (Aude).	78	Jusserand (Puy-de-Dôme).	462

K

Keramflech (de) (Finistère.)	217	Kling (Bas-Rhin).	484
Kersauson (Finistère).	217, 640	Kœnig (Haut-Rhin).	487
Kestner (Haut-Rhin).	487		

L

Labbé (Moselle).	404	Landrin (Seine-et-Oise).	544
Laboissière (Paul) (Char.).	118, 539	Langlais (Sarthe).	514
Laboissière (Vaucluse).	581	Langlois (Eure).	204
Labordère (Somme).	559	Lanjuinais (de) Loire-Infér.	333
Laboulie (Bouches-du-Rhône).	98	Lantoine-Harduin (Pas-de-Cal.)	449
Labrousse (Lot.)	343	Larabit (Yonne.)	607
Labruguière (Carmes) (Gard).	225	Larcy (de) (Gard).	226
Lacaze (Bernard) (Pyrénées-Hautes).	475	Larochejaquelein (de) Morbihan).	397
Lacordaire (Bouches-du-Rhône).	53	Larochette (de) (Loire-infér.)	334
Lacroix (Saône-et-Loire).	504	Larrieu (Gironde).	251
Lacroix (Jules) (Rhône).	496	Lassarre (Creuse.)	178
Lacrosse (Finistère).	218	Lasteyras (Puy-de-Dôme).	463
Lacrouzille (Dordogne).	188	Lasteyrie (Ferd. de) (Seine).	701, 731
Lafayette (G.) (Seine-et-M.)	537	Lasteyrie (J. de) (Seine-et-M.)	537
Lafayette (O.) (Seine-et-Marne).	536	Latouche (de) (Morbihan).	287
Lafayette (E.) (Haute-Loire).	325	Latrade (de) (Corrèze).	143
Laflize (Meurthe).	387	Laumondais (Manche).	367
Lafontaine (Nièvre).	413	Launois (Meuse).	394
Laforet (Rhône).	477	Laurent (Aimé) (Haute-Loire).	326
Laidet (Basses-Alpes).	44	Laurent (Ardèche).	50, 637
Lagache (Oise).	433	Laussat (de) (Basses-Pyrénées).	468
Lagarde (Gironde).	251	Laussedat (Allier).	33
Lagrange (Seine).	529	Lauth (Bas-Rhin).	484
Lagrevol (Haute-Loire).	326	Lavallée (Charente).	119
Laisac (Hérault).	261, 631	Lavigne (Puy-de-Dôme).	462
Lamartine (de) (Seine).	220, 696, 730	Lebarillier (Calvados).	109
Lamennais (de) (Seine).	700, 731	Leblanc (Morbihan).	400
Lamoricière (de) (Sarthe).	513	Leblanc de Prébois (Algérie).	611

Lebleu (Pas-de-Calais).	449	Lenglet (Lucien) (Nord).	425
Leblond (Marne).	376	Leproux (Jules) (Aisne).	18
Lebraly (Corrèze).	144	Leremboure (Basses-Pyrén.).	469
Lebreton (général) (Eure-et-L.).	209	Leroux (Emile) (Oise).	434
Lebreton (Jules) (Sarthe).	515	Leroux (Pierre) (Seine).	525
Lebreton (Louis) (Finistère).	220	Lescuyer (Seine-et-Oise).	485
Lebreton (Th.) (Seine-Inf.).	525	Lespinay (de) (Vendée).	472
Leclerc (Meurthe).	387	Lestapis Pyrénées (Basses-)	470
Leclerc (Félix) (Creuse).	178	Levavasseur (Seine-Infér.)	526
Lécuyer (Seine-et-Oise).	545	Levet (Loire).	309
Ledru (Côtes-du-Nord).	170	Leyraud (Creuse).	179
Ledru-Rollin (Seine).	702, 731	Lherbette (Aisne).	18
Lefebvre (Seine-Inférieure).	526	Lichtenberger (Bas-Rhin).	484
Lefèvre (Seine-et-Oise).	546	Lignier (Aube).	71
Leflô (Finistère).	629	Liouville (Meurthe)	388
Lefort-Gonssolin (Seine-Inf.).	526	Loiset (Nord).	426
Lefranc (Pierre) (Pyr.-Orient.).	479	Lorette (Sarthe).	516
Lefranc (Victor) (Landes).	301	Lortet (Rhône).	497
Lefrançois (Maine-et-Loire).	362	Louis Blanc (Seine).	422
Legéard de la Diriaïs (Ille-et-V.).	267	Louvet (Maine-et-Loire).	362
Legendre (Eure).	204	Loyer (Côtes-du-Nord).	171
Legorrec (Côtes-du-Nord).	170	Loyer (Seine-Inférieure).	528
Legraverend (Ille-et-Vilaine).	268	Lubbert (Gironde).	252
Lelut (Haute-Saône).	500	Ludre (de) (Meurthe).	388
Lemaire (Nord).	425	Luminais (Indre-et-Loire).	279
Lemaire (Maxime) (Aisne).	17	Luneau (Vendée).	590
Lemonnier (Calvados).	110	Luppé (Irène de) (Lot-et-Gar.)	348
Lempereur (Manche).	370	Luyne (de) (Seine-et-Oise).	546
Lenglet (Emile) (Pas-de-Cal.).	450		

M

Madesclaire (Corrèze).	144	Marrast (François) (Landes).	303
Madet (Charles) (Allier).	36	Martin (Alexandre) (Loiret).	328
Magnier (Somme).	559	Martin (Bernard) (Loire).	310
Magnin-Philippon (Côte-d'Or).	161	Martin de Strasbourg (Bas-R.).	485
Maichain (Deux-Sèvres).	554	Martin (Emile) (Nièvre).	418
Maire (neveu) (Côte-d'Or).	160	Martinetz (Seine-Inférieure).	447
Maissiat (Ain).	6	Mathé (Allier.)	37
Malbois (Haute-Garonne).	233	Mathey (Saône-et-Loire).	505
Maleville (de) Tarn-et-G.).	570	Mathieu (Ardèche).	53
Malo (Nord).	427	Mathieu (Philippe) (Drôme).	197
Manuel (Nièvre).	414	Mathieu (Saône-et-Loire).	505
Marceau (Théodore) (Vendée).	591	Mathieu-Bodet (Charente).	117
Marchal (Meurthe).	389	Mathieu (Guadeloupe).	616
Marescal (Eure-et-Loir).	211	Mauguin (Côte-d'Or).	162
Marechal (Côte-d'Or).	161	Maurat-Ballange (H.-Vienne).	600
Marie, avocat (Seine).	705, 734	Maurel (Var).	579
Marie (Côtes-du-Nord).	171	Mauvais (Doubs).	193
Marie (Auguste) (Calvados).	111	Mazuline (Martinique).	625
Marion de Faverger (Isère).	286	Méaule (Ille-et-Vilaine).	268
Marion (Louis) (Ille-et-V.).	268	Médal (Aveyron).	88
Marius (André) (Var).	434	Mèges (James) (Finistère).	220
Marquis (Donatien) (Oise).	434	Ménand (Saône-et-Loire).	506
Marrast (Armand).	234, 708, 740	Michel (Côtes-du-Nord).	172

Michot-Boutet (Loiret).	338	Moreau (Seine).	522
Mie (Auguste) (Dordogne).	188	Morel-Cornet (Somme).	560
Milhoux (Haute-Marne).	378	Morhéry (Côtes-du-Nord).	172
Millard (Aube).	72	Morin (Drôme).	198
Milliotte (Haute-Saône).	501	Morlot (Seine-Inférieure).	528
Minal (Haute-Saône).	501	Mornay (de) (Oise).	435
Mispoulet (Lot-et-Garonne).	348	Mortemart (de) (Rhône).	497
Molé (Gironde).	629	Mouraud (Rhône).	498
Monnet (Côte-d'Or).	165	Mouton (Nord).	427
Montalembert (de) (Doubs).	193	Moutou (Tarn).	563
Montrenil (de) (Eure).	205	Mulé (Haute-Garonne).	234
Monrol (Haute-Marne).	379	Murat (Lucien) (Lot).	343
Montry (James de) Côte-d'Or).	158	Murat-Sistrières (Cantal).	113
Moreau (Adolphe) (Meuse).	394		

N

Nachet (Aisne).	20	Nogué (Basses-Pyrénées).	470
Najean (Vosges).	604	Noirot (Haute-Saône).	502
Négrier (Nord) (général).	428	Normant (ainé) (Loir-et-Cher).	317
Négrier (Nord) (colonel).	634		

O

Ollivier (Démot.) (Bouc.-du-R.	99	Osmont (Seine-Inférieure).	528
Olivier (Pas-de-Calais).	450	Oudinot (Maine-et-Loire).	363

P

Pagès (Haute-Garonne).	235	Philibert (Var).	580
Pagnerre (Seine).	709, 742	Picard (Eure).	206
Papy-Pory (Martinique).	627	Picas (Pyrénées-Orientales).	480
Panat (de) (Gers).	244	Piéron (Pas-de-Calais).	452
Parenteau (Vendée).	591	Pierret (Pas-de-Calais).	454
Parieu (de) Cantal.	114	Pietri (Corse).	156
Parisis (Morbihan).	400	Pigeon (Seine-et-Oise).	547
Pascal (Félix) (Bouches-du-R).	100	Pin (Elzéar) (Vaucluse).	583
Pascal (Duprat) (Landes).	246	Piogier (Morbihan).	401
Paullian (Rhône).	497	Piquet (Orne).	441
Payer (d'Asfeld) (Ardennes).	58	Planat (Charente).	120
Péan (Emile) (Loiret).	339	Pleignard (Vienne).	596
Pegot-Ogier (Haute-Garonne).	236	Plocq (Aisne).	21
Pelletier (Rhône).	498	Point (Loire).	311
Penières (Corrèze).	90	Poisle-Desgranges (Cher).	137
Pérignonier (Agr.) (Seine).	712, 734	Poncelet, général (Moselle).	404
Pérignou (Marne).	376	Porion (Somme).	560
Perrée (Louis) (Manche).	370	Portalis (A.) (S.-et-Marne).	537
Perrenet (Côte-d'Or).	165	Pougears (Charente).	120
Perret (Côtes-du-Nord).	173	Poujoulat (B.-du-Rhône).	100, 637
Perrien (Arthur de) (Morbihan).	400	Pradié (Aveyron).	88
Perrinon (Guadeloupe).	617	Prébois (de) (Algérie).	611
Person (Calvados).	112	Prud'homme (Haut-Rhin).	490
Petit (Pas-de-Calais).	451	Proudhon (Seine).	530
Petit-Jean (Saône-et-Loire).	506	Pureur (Nord).	428
Peupin (Seine).	715, 734	Puysegur (Victor de) (Tarn).	563
Pezzerat (Saône-et-Loire).	507	Pyat (Félix) (Cher).	138

Q

Quinet (Edgar) (Ain).	7	Quinette (Aisne).	22
-----------------------	---	-------------------	----

R

Rabuan (Paul) (Ille-et-Vil.)	269	Rey (Martin) (Saône-et-Loire).	519
Racinet (Côtes-du-Nord).	173	Reybaud (Louis) (Bouches-du-Rhône).	101
Radoult de Lafosse (Lot-et-Garonne).	349	Reybell (Manche).	371
Raimbault Courtain (Eure-et-Loir).	211	Reynaud (Moselle).	406
Rampon (Yonne).	608	Reynaud-Lagardette (Vaucl.)	584
Rancé (de) (Algérie).	613	Richard (Cantal).	114
Randoing (Seine-Inférieure).	528	Richard (Jules) (Deux-Sèvres).	555
Randoing (Somme).	560	Richier (Gironde).	252
Raspail (Eugène) (Vaucluse).	584	Riverieux (Finistère).	221
Rateau (Charente).	121	Rivet (Rhône).	636
Rathier (Yonne).	609	Robert (Yonne).	609
Raynaud (Jean) (Moselle).	700	Robert (Léon) (Ardennes).	59
Raynal (Théodore) (Aude).	78	Rodat (Aveyron).	88
Reboul (Jean) (Gard).	227	Roger (Loiret).	339
Reboul-Coste (Hérault).	261	Rolland (Charles).	507
Recurt (H.-Pyr.).	475, 642, 715, 742	Rolland (Lot).	344
Regembal (Ain).	9	Rollinat (Indre).	275
Regnard (Nord).	429	Rondeau (Loiret).	340
Remilly (Seine-et-Oise).	548	Ronjat (Isère).	288
Rémusat (de) (H.-Garonne).	237	Rossel (Victor) (Finistère).	221
Renaud (Isère).	287	Roubier d'Herambault (Pas-de-Calais).	454
Renaud (Basses-Pyrénées).	471	Rouher (Puy-de-Dôme).	463
Renou (de Ballon) (Charente-Inférieure).	131	Rouillé (Emile) (Vendée).	592
Renouard (Lozère).	355	Rouveure (Ardèche).	54
Renouvier (Hérault).	261	Roux (Tarn-et-Garonne).	571
Repellin (Isère).	288	Roussel (Mayenne).	385
Reverchon (Saône-et-Loire).	507	Roux-Carbonnel (Gard).	228
Rey (Tarn).	564	Roux-Lavergne (Ille-et-Vilaine).	270
Rey (Daniel) (Drôme).	199	Royol (Ardèche).	54
Rey (Alexandre) (Bouches-du-Rhône).	101	Rudler (Haut-Rhin).	491
		Rulhière (Haute-Loire).	632

S

Sainthorrent (de) (Creuse).	181	Sarrut (Germain) (Loir-et-Ch.).	319
Saint-Albin (de) (Sarthe).	516	Sautayra (Drôme).	200
Saint-Amour (Pas-de-Calais).	455	Savy (Dordogne).	190
Sainte-Beuve (Oise).	435	Schlosser (Bas-Rhin).	485
Saint-Gaudens (B.-Pyr.).	472	Schmidt (Seine).	716, 736
Saint-Ouen (Meurthe).	390	Schœlcher (Guadeloupe).	617, 628
Saint-Priest (de) (Lot).	345	Serlooten (Nord).	429
Saint-Romme (Isère).	290	Sénard (Seine-Infér.).	529, 642
Saint-Victor (Tarn).	565	Servières (Gironde).	253
Sallandrouze (Creuse).	181	Sesmaisons (de) (Loire-Inf.).	334
Salmon (Meuse).	394	Sevaistre (Eure).	207
Salvat (Loir-et-Cher).	318	Sibour (Ardèche).	55
Sarrans (jeune) (Aude).	80	Signard (Haute-Saône).	502

Simiot (Gironde).	254	Stœchlé (Haut-Rhin).	491
Simon (Côtes-du-Nord).	174	Stourm (Aube).	73
Solié (Marc) (Aude).	81	Struch (Haut-Rhin).	492
Soubigoux (Finistère).	221	Subervic (Eure-et-Loir).	212
Soullié (Marne).	377		

T

Taillefer (Dordogne).	189	Tinguy de Nesmy (Vendée).	592
Talon (Ardennes).	60	Tixier (Haute-Vienne).	600
Tamisier (Jura).	296	Tocqueville (de) (Manche).	371
Tanchart (Doubs).	194	Tondu-du-Metz (Oise).	435
Target (Charente-Inférieure).	132	Tonnae (Tarn).	565
Tartas (Lot-et-Garonne).	349	Tostain (Moselle).	405
Taschereau (Indre-et-Loire).	280	Toupet-Desvignes (Ardennes).	61
Tassel (Côtes-du-Nord).	175	Toupot-de-Bevaux (Haute-	
Tassel (Finistère).	222	Marne).	380
Teilhard-Latêrissè (Cantal).	115	Tourret (Allier).	41
Tendret (Ain).	10	Tracy (Deslutt de) (Orne).	441
Teniez (Corrèze).	144	Tramier de la Boissière (Vau-	
Ternaux (Mortimer) (Ardenn.).	60	cluse).	471
Terrier (Allier).	40	Tranchand (Isère).	291
Tessier-de-Lamotte (Maine-et-		Tranchard (Ardennes).	62
Loire).	364	Trédern (de) (Ille-et-Vilaine).	271
Teulon (Gard).	228	Trélat (Puy-de-Dôme).	464
Thiars (Saône-et-Loire).	508	Tréveneuc (de) (Côtes-du-N.)	176
Thiers (Seine-Inf.).	529	Trinchant (Aude).	82
Thomas (Clément) (Gironde).	254	Trousseau (Eure-et-Loir.)	214
Thouret (Antony) (Nord).	429	Trouvé-Chauvel (Sarthe).	519, 642
Tillancourt (de) (Aisne).	24	Turek (Vosges).	605
Tillette de Clermont (Somme).	561	Turpin (Landes).	304

V

Valette de Remilly (Moselle).	407	Vesin (Emile) (Aveyron).	89
Valladier (aîné) (Ardèche).	55, 637	Vidal (Hérault).	202, 641
Valette (Jura).	297	Vieillard (Manche).	372
Valette (Moselle).	291	Vigne (Ariège).	67
Vaulabelle (Yonne).	609	Vignerte (Hautes-Pyrénées).	476
Vaudoré (Orne).	635	Villaine (de) (Loire).	312
Vavin (Seine).	719, 735	Viox (Meurthe).	390
Vendois (Nord).	431	Vivien (Aisne).	26, 637
Vergnes (Lot-et-Garonne).	352	Vogin (Meurthe).	390
Vernhette (Aveyron).	89	Vogné (de) (Cher).	140
Verpillieux (Loire).	312	Voisins (de) (Tarn).	566

W

Waldeck-Rousseau (Loire-Inf.).	333	Westercamp (Bas-Rhin).	486
Walferdin (Haute-Marne).	381	Wolowski (Seine).	719, 735
Wallon (Guadeloupe).	619	Woirhaye (Moselle).	408

Y

Yves (Haut-Rhin).	492
-------------------	-----

TABLE

	Pages
Ain. — 9 représentants.	4
Aisne. — 14 représentants.	41
Allier. — 8 représentants.	28
Alpes (Basses-). — 4 représentants.	42
Alpes (Hautes-). — 3 représentants.	47
Ardèche. — 9 représentants.	49
Ardennes. — 8 représentants.	57
Ariège. — 7 représentants.	62
Aube. — 7 représentants.	67
Aude. — 7 représentants.	74
Aveyron. — 10 représentants.	82
Bouches-du-Rhône. — 10 représentants.	90
Calvados. — 12 représentants.	102
Cantal. — 7 représentants.	112
Charente. — 9 représentants.	115
Charente-Inférieure. — 12 représentants.	122
Cher. — 7 représentants.	132
Corrèze. — 9 représentants.	141
Corse. — 6 représentants.	145
Côte-d'Or. — 10 représentants.	158
Côtes-du-Nord. — 16 représentants.	166
Creuse. — 7 représentants.	177
Dordogne. — 12 représentants.	182
Doubs. — 7 représentants.	190
Drôme. — 8 représentants.	195
Eure. — 10 représentants.	201
Eure-et-Loir. — 7 représentants.	207
Finistère. — 15 représentants.	215
Gard. — 10 représentants.	222
Garonne (Haute-). — 12 représentants.	229

Gers. — 8 représentants.	238
Gironde. — 15 représentants. , ...	243
Hérault. — 10 représentants.	256
Ille-et-Vilaine. — 14 représentants.	263
Indre. — 7 représentants.	272
Indre-et-Loire. — 8 représentants.	276
Isère. — 15 représentants.	281
Jura. — 8 représentants.	292
Landes. — 7 représentants.	292
Loire. — 11 représentants.	308
Loire (Haute-). — 8 représentants.	323
Loire-Inférieure. — 13 représentants.	326
Loir-et-Cher. — 6 représentants.	313
Loiret. — 8 représentants.	335
Lot. — 7 représentants.	344
Lot-et-Garonne. — 9 représentants.	346
Lozère. — 4 représentants.	352
Maine-et-Loire. — 13 représentants.	356
Manche. — 15 représentants.	365
Marne. — 9 représentants.	374
Marne (Haute-). — 7 représentants.	377
Mayenne. — 9 représentants.	381
Meurthe. — 11 représentants.	385
Meuse. — 8 représentants.	391
Morbihan. — 12 représentants.	395
Moselle. — 11 représentants.	401
Nièvre. — 8 représentants.	409
Nord. — 28 représentants.	415
Oise. — 10 représentants.	432
Orne. — 11 représentants.	436
Pas-de-Calais. — 17 représentants.	444
Puy-de-Dôme. — 13 représentants.	455
Pyrénées (Basses-). — 14 représentants.	466
Pyrénées (Hautes-). — 6 représentants.	473
Pyrénées-Orientales. — 5 représentants.	476
Rhin (Bas-). — 15 représentants.	480
Rhin (Haut-). — 12 représentants.	486
Rhône. — 14 représentants.	493

	Pages
Saône (Haute-). — 9 représentants.	499
Saône-et-Loire. — 14 représentants.	502
Sarthe. — 12 représentants.	508
Seine. — 34 représentants.	647
Seine-Inférieure. — 19 représentants.	521
Seine-et-Marne. — 9 représentants.	534
Seine-et-Oise. — 12 représentants.	538
Sèvres (Deux-). — 8 représentants.	549
Somme. — 14 représentants.	556
Tarn. — 9 représentants.	561
Tarn-et-Garonne. — 6 représentants.	566
Var. — 9 représentants.	572
Vaucluse. — 6 représentants.	581
Vendée. — 9 représentants.	588
Vienne. — 8 représentants.	593
Vienne (Haute-). — 8 représentants.	597
Vosges. — 11 représentants.	601
Yonne. — 9 représentants.	605

COLONIES FRANÇAISES.

Algérie. — 4 représentants.	610
Cayenne.	614
Guadeloupe. — 3 représentants et 2 suppléants. . . .	615
Martinique. — 3 représentants et 2 suppléants. . . .	620
Réunion (île de la).	628
Sénégal.	628

APPENDICE.

Élections supplémentaires du 17 septembre 1848. . . .	629
Réélections nouvelles.	636
Additions et rectifications.	737

EXTRAIT
DU
CATALOGUE DE VICTOR LECOQ

10, rue du Bouloi, à Paris.

FORMAT CHARPENTIER

PREMIÈRE SÉRIE. — 3 FR.

- BLAZE** (Henri). Ecrivains et Poètes de l'Allemagne. 1 vol.
- BYRON**. OEuvres complètes, édition définitive. Le traducteur, M. Benjamin Laroche, a revu cette excellente traduction dans tous ses détails. 4 vol.
- GARNIER**. Eléments de l'Economie politique, 2^e édition, considérablement augmentée. 1 vol.
- GAULLIEUR**. La Suisse en 1847, ou Précis des Evénements politiques et militaires accomplis pendant le cours de cette année. 1 vol.
- LEROUX DE LINCY**. Les femmes célèbres de l'ancienne France. Mémoires historiques sur la vie publique et privée des femmes françaises, depuis le v^e siècle jusqu'au xviii^e. (Le 1^{er} vol., d'au moins 800 pages, est en vente.) (Le 2^e vol. paraîtra en mai.) 2 vol.
- MENNECHET**. Histoire de France. (OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE.) Nouvelle édition, revue et corrigée. 2 vol.
- MILLE ET UNE NUITS** (les), contes arabes, traduits par Galland. Nouvelle édition, illustrée de 8 gravures sur acier. 2 vol.
- MILLE ET UN JOURS** (les), par Petis de Lacroix. Nouvelle édition, illustrée de 4 vignettes sur bois. 1 vol.
- MOREAU DE JONNÈS**, membre correspondant de l'Institut. Eléments de statistique. 1 vol.
- MYTHOLOGIE ILLUSTRÉE** (la), par Philipon de la Madelaine, ornée de 100 vignettes, de 25 planches tirées à part, et d'un magnifique frontispice tiré sur chine. 1 vol.
- QUINET** (Ed.). Ahasvérus. 1 vol.
- REYBAUD** (Louis). Etudes sur les réformateurs et socialistes modernes. (Ouvrage qui a obtenu en 1841 le grand prix Montyon.) 5^e édition. 2 vol.
- RIMES DE DANTE**. Sonnets, canzoni et ballades. Traduction de F. Fertiault, traducteur des *Noëls bourguignons*; précédée d'une étude littéraire et suivie de notes et commentaires par le même auteur. Ouvrage formant le complément des œuvres poétiques de Dante. 1 vol.
- TIMON**. Le livre des Orateurs, 15^e édition, revue et augmentée. 2 vol.

- BARTHÉLEMY.** Voyage d'Anacharsis en Grèce. 2 vol.
- BELIN et PUJOL.** Histoire civile, morale et monumentale de Paris, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. 1 vol.
- BOCCACE.** Décaméron, ou les Dix Journées galantes, traduction nouvelle. 1 vol.
- BONNECHOSE (Émile de).** Les Réformateurs avant la réforme, Jean Hus et le concile de Constance, 2^e édition. 2 vol.
- BOUILLY (OEuvres de J.-N.).** Nouvelle édition, comprenant dans chaque volume deux volumes des précédentes éditions. Contenant : Conseils à ma fille (4 jolies vignettes sur acier), Contes à ma fille (4 jolies vignettes sur acier), Contes à mes petites amies (4 jolies vignettes sur acier), Contes populaires (4 jolies vignettes sur acier), Contes offerts aux enfants de France (4 jolies vignettes sur acier), Causeries et Nouvelles Causeries (4 jolies vignettes sur acier), Encouragements de la jeunesse (4 jolies vignettes sur acier). 7 vol.
- BOYELDIEU-D'AUIGNY (Mademoiselle).** Les droits des travailleurs ; Essai sur les devoirs des maîtres envers leurs subordonnés. Ouvrage traduit de l'anglais. 1 vol.
- CAPÉFIGUE.** La Réforme et la Ligue. 1 vol.
- La Ligue et Henri IV. 1 vol.
- Richelieu, Mazarin et la Fronde. 2 vol.
- Louis XIV, son gouvernement et ses relations diplomatiques avec l'Europe. 2 vol.
- COMTE (Madame).** Histoire naturelle à l'usage des femmes et des jeunes personnes, ornée de 150 vignettes sur bois tirées dans le texte. Fort volume de 800 pages en 2 parties. 1 vol.
- DEMOUSTIER.** Lettres à Emilie sur la Mythologie, vignettes. 1 vol.
- DEPPING.** Histoire des expéditions maritimes des Normands et de leur établissement en France. (*Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions.*) 1 vol.
- GUÉRIN (Léon).** Histoire maritime de France, depuis les temps anciens jusqu'à nos jours. 2 vol.
- HOFFMANN.** Contes Fantastiques. 1 vol.
- Contes Nocturnes. 1 vol.
- HOMÈRE.** L'Iliade et l'Odyssée, traduites par M. Giguet, qui a enrichi cette traduction remarquable d'une encyclopédie homérique ; fort vol. de près de 800 pages. 1 vol.
- MILLE ET UNE NUITS (les),** par Galland. 2 vol.
- MILLE ET UN JOURS (les),** par Petis de Lacroix. 1 vol.
- MOLIÈRE.** OEuvres complètes, publiées par M. Aimé Martin, avec les notes de tous les commentateurs. 4 vol.

- MONTAIGNE.** Essais, précédés d'une lettre à M. Villemain, par Christian. 1 vol.
- OSSIAN.** poëte gaëlique du III^e siècle. Traduction revue sur la dernière édition anglaise, et précédée de recherches critiques sur Ossian et les Calédoniens, par Christian. 1 vol.
- PLUTARQUE.** OEuvres morales, publiées par les soins de M. Aimé Martin. 5 vol.
- PUYMAIGRE** (le comte Th. de). Poètes et romanciers de la Lorraine. 1 vol.
- ROBINET.** Histoire de Russie, de Pologne, etc. (gravures). 1 vol.
— Histoire d'Allemagne, de Bohême et de Hongrie. (gravures). 1 vol.
- SALVANDY.** Histoire de la Pologne et de Jean Sobieski, 1 vol.
- SÉGUR** (OEuvre de), comprenant les ouvrages suivants : Mémoires, Souvenirs et Anecdotes ; Histoire ancienne, 7^e édition ; Histoire romaine ; 7^e édition ; Histoire du Bas-Empire ; Galerie morale, précédée d'une notice par M. Sainte-Beuve (de l'Académie française). 9 vol.
- SOUEVSTRE** (Emile). Les derniers Bretons. 1 vol.
- STENDHAL.** La Chartreuse de Parme. 1 vol.
— Rouge et Noir. 1 vol.
- TOPFFER.** Le Presbytère. 3^e édition. 1 vol.
— Rosa et Gertrude. 1 vol.
— Réflexions et menus propos d'un peintre genevois. 2 vol.

TROISIÈME SÉRIE. — 2 FR. 50 CENT.

- BEAUDOUX** (Madame). La Science maternelle, ou de l'éducation morale des jeunes filles. 1 vol.
- BENVENUTO CELLINI.** Mémoires. 1 vol.
- BOSSUET.** Chefs-d'œuvre comprenant : Discours sur l'Histoire universelle, Oraisons funèbres et Panégyriques. 1 vol.
- BOUCHER** (Ad.). La Fée aux doux baisers. 16 lithographies tirées à part, d'après les dessins de Fragonard ; premier tirage, belles épreuves. 1 vol.
- GASC.** Le livre des pères de famille et des instituteurs, ou de l'éducation publique au XIX^e siècle. 1 vol.
- GENLIS** (M^{me} de). Mademoiselle de Clermont, suivie de Nouvelles et précédée d'une notice, par madame Tastu. 1 vol.
— La duchesse de La Vallière, suivie de Nouvelles. 1 vol.
— Madame de Maintenon, suivie de Nouvelles. 4 vol.
— Mademoiselle de La Fayette, suivie de Nouvelles. 1 vol.
- LAJOLAIS.** Le Livre des mères de famille et des institutrices sur l'éducation des femmes. 1 vol.

- PASCAL.** Pensées, précédées d'une notice, par madame Périer, sa sœur. 1 vol.
- ROBERTSON.** Histoire de l'Amérique, traduite de l'anglais par Suard, avec notes de M. Humboldt, etc. 2 vol.
- Histoire de Charles-Quint, trad. Suard. 2 vol.
- SCARRON.** Le Roman comique. 1 vol
- VERTOT.** OEuvres choisies, comprenant : l'Histoire des Révolutions romaines, les Révolutions de Suède et de Portugal, et divers Opus- cules historiques. 2 vol.

QUATRIÈME SÉRIE. — 2 FR.

- AVENTURES DE ROBINSON CRUSOÉ.** Traduction nouvelle. 1 vol.
- BOURDON** (Isidore). La Physiognomonie et la Phrénologie, ou Connaiss- sance de l'homme d'après les traits du visage et les reliefs du crâne. 22 portraits. 1 vol.
- CAMOENS.** Les Lusiades, traduites par Ortaire Fournier. 1 vol.
- COTTIN** (M^{me}). Elisabeth, ou les Exilés en Sibérie, 50 vignettes. 1 vol.
- FLORIAN.** Fables. 8 gravures sur acier. 1 vol.
- Don Quichotte. 16 gravures sur acier. 2 vol.
- MONTESQUIEU.** Esprit des Lois, suivi de la défense de l'Esprit des Lois. 1 vol.
- TOUCHARD-LAFOSSE.** Chronique de l'OEil-de-Bœuf sous Louis XIV, la Régence, Louis XV et Louis XVI. 4 vol.
- TROLOPPE.** Mœurs des Américains. 1 vol.
- VIENNET.** Fables. 1 vol.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DC
254
A2B5

Biographie impartiale des
représentants du peuple
à l'Assemblée nationale

